



**HAL**  
open science

# Devenir(s) révolutionnaire(s) : enquête sur les intellectuels "marxistes" en France (années 1968 - années 1990) : contribution à une histoire sociale des idées

Antoine Aubert

## ► To cite this version:

Antoine Aubert. Devenir(s) révolutionnaire(s) : enquête sur les intellectuels "marxistes" en France (années 1968 - années 1990) : contribution à une histoire sociale des idées. Science politique. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2020. Français. NNT : 2020PA01D021 . tel-03234670

**HAL Id: tel-03234670**

**<https://theses.hal.science/tel-03234670>**

Submitted on 25 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse pour l'obtention du doctorat en science politique  
Préparée à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (école doctorale 119)  
Soutenue publiquement par Antoine Aubert  
Le 17 décembre 2020

# Devenir(s) révolutionnaire(s). Enquête sur les intellectuels « marxistes » en France (années 1968 – années 1990). Contribution à une histoire sociale des idées.

*Sous la direction de Frédérique Matonti*

Jury :

Annie Collovald	Professeure, Université Paris Nanterre (rapporteuse)
Jean-Numa Ducange	Professeur, Université de Rouen (rapporteur)
Boris Gobille	Maître de conférences, ENS de Lyon
Laurent Jeanpierre	Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Frédérique Matonti	Professeure, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Gisèle Sapiro	Directrice d'études à l'EHESS et Directrice de recherches au CNRS



## Remerciements

Cette thèse fut une aventure collective, et je dois d'abord remercier tous ceux qui m'ont accordé du temps pour échanger et me raconter un peu de leur vie et de ce siècle que je n'ai pas connu. La richesse de leurs récits m'accompagnera. J'ai une pensée particulièrement émue pour ceux qui nous ont quittés depuis que j'ai recueilli leurs souvenirs. J'en prendrai soin. Je pense également à tous les bibliothécaires et archivistes qui, à Paris ou à l'IMEC, nous permettent de faire nos recherches, ainsi qu'à tous les personnels administratifs de Paris 1 et du CESSP, pour leur disponibilité constante.

Je remercie ensuite Frédérique Matonti, qui m'encadre depuis 8 ans désormais, en comptant l'année de Master 2. Je la remercie de m'avoir soutenu dès le début avec l'obtention d'un contrat doctoral de l'école doctorale de Paris 1. Nous savons à quel point il est décisif dans le contexte de grande précarité qui touche l'ESR d'avoir un tel financement. Et je la remercie d'avoir été toujours présente depuis. Elle n'a pas compté son temps pour m'aider, et elle sait être à la fois bienveillante, critique, constructive, de bon conseil. Je ne pense pas qu'il m'aurait été possible de mener à bien ce travail avec quelqu'un d'autre. Ma dette est aussi largement intellectuelle, tant ses travaux sont une source d'inspiration. Je n'aurais assurément pas fait cette thèse si je n'avais pas été particulièrement conquis par le projet de faire une histoire sociale des idées. Elle a également su créer un environnement extrêmement agréable de travail avec ses autres doctorants, à travers son séminaire. J'ai pris énormément de plaisir à côtoyer la « Matonteam », et je remercie tous ses membres : Jean-Michel, Anne, Natalia, Simon, Amélie, Lucile, l'autre Lucile, Serge, Evélie, Antoine, Madeleine, François-Guillaume, Romain, Vanessa, Julie. Et bienvenue aux nouveaux !

Je remercie également les membres du jury qui prendront le temps de lire ce travail et d'en discuter : Annie Collovald, Boris Gobille, Jean-Numa Ducange, Laurent Jeanpierre et Gisèle Sapiro. Je suis particulièrement redevable à Jean-Numa Ducange (et Antony Burlaud) de m'avoir permis de contribuer à *Marx : une passion française* (La Découverte, 2018), et j'espère qu'il verra dans ce travail une continuité aux échanges qui nous avons eu. Merci également à Laurent Jeanpierre et à Gisèle Sapiro d'avoir fait partie de mon comité de thèse et, plus globalement, de tous nos échanges, de prendre soin des doctorants, de les intégrer à des projets passionnants et de les emmener outre-Atlantique. Là encore, les échanges aussi bien intellectuels qu'amicaux qui ont entouré ces aventures resteront comme des grands moments de la thèse.

Je dois, encore, remercier tous ceux qui ont pris soin de relire des chapitres ou de m'aider dans mes ACM, et notamment Jean-Michel Chahsiche, Guillaume Petit, Constantin Brissaud, et Bastien Amiel. Merci également à tous que j'ai pu côtoyer au sein du CESSP durant toutes ces années mémorables : Clément Lescloupé, Pierre Mayence, Alexandre Hobeika, Jérôme Pacourêt, Tristan Rouquet, Quentin Fondu, Guillaume Letourneur, Thomas Lépinay, Tatiana de Feraudy, Modestos Siotos, Juliette Fontaine, et aussi Hélène, Claude, Lola, Oriane, Lilas, Boris, Mario, Daphné, Bérangère, Alban, Myrtille, Claire, Armand, Ysé, Alexis, Arthur, Keyvan, Pierre, Alessio, Piero, Paul, Marine, Medhi et tous les autres. Merci également à tous ceux qui, à l'ANCMSP, à la CJC et ailleurs, tentent de faire bouger les choses.

Mes parents ont été extraordinaires depuis toujours, mais particulièrement ces dernières années et dans ces derniers mois. Leurs relectures, leurs conseils et leur soutien ont été extrêmement bénéfique. Merci également à mon frère Louis, avec qui j'habite avec tant de plaisir depuis le début de cette thèse.

Merci bien sûr à Clotilde, qui m'accompagne depuis plus longtemps encore. Pour tout. Et à ses sœurs, à sa mère et à toute la belle-famille pour me faire rire et pour tout le reste.

Je remercie également mes amis parisiens, et notamment Ronron (Aurélien), pour m'avoir souvent sorti le nez de mes bouquins. À tous les autres aussi. J'ai hâte de pouvoir profiter à nouveau de vous après avoir un peu trop disparu.

J'espère pouvoir également profiter des dijonnais, même si le « Grand Samedi de Noël » n'aura sans doute pas lieu cette année. Nous sommes aux quatre coins du monde, mais nous nous verrons vite. Vous avez été particulièrement important depuis le 26 octobre 2012 et le début de mon (notre) autre vie.

À Pierre L, de m'avoir accompagné jusqu'à nos 22 ans. Tu me manques tant.





# Table des matières

<b>1 INTRODUCTION : Écrire une histoire sociale de la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968 aux années 1990 .....</b>	<b>13</b>
1.1	Histoires croisées de l'après-1968.....15
1.2	Problèmes terminologiques : marxiste, révolutionnaire, radical, militant .....25
1.3	Les cinq apports de l'histoire sociale des idées politiques.....29
1.4	De l'âge d'or aux années d'hiver : un « état de l'art » clivés .....34
1.5	Comment identifier les intellectuels « révolutionnaires » ? Retour sur une enquête .....54
1.6	Déroulement de l'enquête et méthodes utilisées.....61
1.7	Problèmes d'enquêtes : retour sur quelques obstacles .....67
1.8	Plan de la thèse .....71
<b>2 Chapitre 1 : Du “marxisme-léninisme” aux “mille marxismes”. Être un intellectuel “révolutionnaire” de 1944 à 1968 .....</b>	<b>77</b>
2.1	1944-1947 : D'une guerre mondiale à un monde bipolaire .....80
2.1.1	Les intellectuels français face aux défis de l'après-guerre.....80
2.1.1.1	L'épuration ou comment régénérer le corps politique français .....82
2.1.1.2	Le champ intellectuel a la Libération : un renouvellement « résistant » .....85
2.1.1.3	L'attraction du PCF sur les intellectuels français .....87
2.1.1.4	L'engagement des intellectuels catholiques .....92
2.1.1.5	Sartre*, « l'intellectuel total » des Temps Modernes.....95
2.1.2	De l'union politique à l'entrée en guerre froide.....98
2.1.2.1	La (difficile) construction d'une union politique tripartite .....99
2.1.2.2	L'apogée des tensions nationales et internationales .....101
2.2	Les intellectuels français et la « guerre froide » .....105
2.2.1	Les communistes et la culture : une relation conflictuelle au temps de la guerre froide.....106
2.2.1.1	Une production très contrôlée.....106
2.2.1.2	Des multiples canaux de diffusion.....113
2.2.2	Le Parti Communiste au cœur des critiques.....115
2.2.2.1	Le pôle libéral.....115
2.2.2.2	Une difficile troisième voie .....119
2.2.2.3	Les camps soviétiques, épice de la vie intellectuelle française .....120
2.3	De la « guerre froide » à celle d'Algérie : la France entre deux feux .....124
2.3.1	1956 en France : desserrement de l'état, ouverture des marxismes .....125
2.3.1.1	Le PCF face à l'année 1956.....125
2.3.1.2	1956 : un révélateur de changements souterrains .....129
2.3.2	La guerre d'Algérie, nouvel enjeu de la vie intellectuelle française .....134
2.3.2.1	L'entrée en guerre coloniale .....135
2.3.2.2	Les intellectuels anti-colonialistes défient le pouvoir.....139



2.4	Le séisme des années 1960.....	143
2.4.1	Les idées au cœur des évolutions des années 1960.....	144
2.4.1.1	De l'existentialisme au structuralisme : changement de paradigme.....	144
2.4.1.2	L'explosion des SHS.....	147
2.4.1.3	La politisation de la jeunesse ou la naissance d'un nouveau public pour les SHS.....	151
2.4.1.4	La politisation du structuralisme : un cas d'école.....	156
2.4.2	Des transformations mondiales à leurs conséquences intellectuelles en France.....	161
2.4.2.1	Le PCF et la déstalinisation dans les années 1960.....	161
2.4.2.2	La « nouvelle classe ouvrière ». Retour sur un débat exemplaire.....	166
<b>Première partie : D'un moment contestataire à un moment révolutionnaire. Mai-Juin 1968 et ses conséquences .....</b>		<b>173</b>
<b>4</b>	<b>Chapitre 2 : Comment le livre « marxiste » est devenu un best-seller.....</b>	<b>189</b>
4.1	Les vies ultérieures de l'événement. Militer dans l'après-1968.....	190
4.1.1	Les effets de 1968 sur le militantisme politique d'extrême-gauche.....	194
4.1.1.1	Faire la révolution contre le PCF. L'extrême-gauche après Mai 1968.....	194
4.1.1.2	Changer la société, mais comment ? Les tentations de la violence politique.....	196
4.1.2	Le champ politique traditionnel dans l'après-1968.....	200
4.1.3	Les mouvements sociaux après-1968 : entre insubordination ouvrière et nouveaux fronts.....	205
4.1.3.1	L'apparition de « nouveaux mouvements sociaux ».....	209
4.2	La vie intellectuelle dans l'après-1968 : l'apogée du livre « révolutionnaire ».....	216
4.2.1	Le champ éditorial après 1968 : une massification du livre « révolutionnaire ».....	217
4.2.1.1	La poursuite du militantisme des maisons politiques installées.....	217
4.2.1.2	Un « printemps » éditorial. Les créations de maisons dans l'après-1968.....	219
4.2.1.3	La politisation des éditeurs généralistes.....	222
4.2.2	Une visibilité exceptionnelle dans l'après-1968.....	229
4.2.2.1	Une multiplication des circuits intellectuels.....	229
4.2.2.2	Une circulation nationale et internationale d'ampleur inédite.....	241
4.2.3	Mai-Juin 1968 et ses effets sur le travail intellectuel.....	252
4.2.3.1	Les SHS entre disciplinarisation, professionnalisation et contractualisation.....	254
4.2.3.2	Les effets de Mai-Juin sur les idées : disciplines, objets, méthodes.....	257
4.3	Une carrière exemplaire : L'école capitaliste en France.....	262
4.3.1	L'école capitaliste en France : un produit des « années 1968 ».....	263
4.3.2	Une critique frontale de la reproduction scolaire en système capitaliste.....	267
4.3.3	Une réception massive et multiple.....	271
<b>5</b>	<b>Chapitre 3 : Anthopos, Maspero, Éditions Sociales : les idées au service de trois traditions révolutionnaires .....</b>	<b>285</b>
5.1	Rosa Luxemburg et les années 1968. Retour sur un double anniversaire.....	287
5.1.1	Vie, mort et « carrière » de Rosa Luxemburg.....	288
5.1.1.1	Naissance d'une intellectuelle marxiste.....	288

5.1.1.2	Rosa Luxemburg au cœur des polémiques de l'Internationale .....	289
5.1.1.3	La première réception de Rosa Luxemburg .....	291
5.1.2	Rosa Luxemburg dans les « années 1968 » .....	294
5.1.2.1	Rosa Luxemburg entre communistes orthodoxes et libertaires .....	294
5.1.2.2	Cinquante nuances de "Rosa" .....	299
5.2	Étudier les idées : enquête sur trois traditions révolutionnaires .....	303
5.2.1	II. A/ Le rapport au passé au cœur des identités militantes .....	306
5.2.1.1	Les Éditions Sociales : l'histoire au service de l'orthodoxie .....	307
5.2.1.2	Anthropos, entre marxisme, utopie et sociologie .....	316
5.2.1.3	Maspero : anti-stalinien et éclectique .....	324
5.2.2	Les textes contemporains, significations et usages .....	335
5.2.2.1	La littérature partisane et la question de l'indépendance éditoriale .....	336
5.2.2.2	Les « études historiques » .....	342
5.2.3	Les « essais contemporains » : théorie contre empirie .....	355
5.2.3.1	La théorie et ses significations .....	355
5.2.4	Des aires géographiques significativement différenciées .....	365
5.2.5	Des thèmes propres à chaque éditeur .....	383
5.2.5.1	Les ES, la littérature de témoignage et les interdits .....	383
5.2.5.2	Maspero, « caisse de résonance » des luttes .....	391
5.2.5.3	Anthropos et l'autogestion : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » .....	394
<b>6</b>	<b><i>Chapitre 4. Ce qui mène à la révolution. Étude des propriétés des intellectuels « révolutionnaires » dans l'après-1968</i></b> .....	<b>403</b>
6.1	De la saisie au codage : construction de la base prosopographique .....	405
6.1.1	Une prosopographie au service de questions de recherche .....	405
6.1.2	Variables, modalités, effectifs : présentation des données .....	409
6.1.2.1	Les variables « sociaux-démographiques » .....	409
6.1.2.2	Les variables relatives aux « capitaux scolaires » .....	424
6.1.2.3	Le statut professionnel dans l'après-1968 .....	428
6.1.3	Quatre remarques sur les limites du codage .....	432
6.2	L'ACM, une projection graphique des propriétés des « intellectuels révolutionnaires » .....	437
6.2.1	Sélections des variables actives et représentation graphique .....	437
6.2.2	Cinq idéaux-types « d'intellectuels révolutionnaires » .....	445
6.2.2.1	L'« intellectuel ouvrier » : un militant exemplaire .....	446
6.2.2.2	L'« intellectuel francophone » .....	449
6.2.2.3	L'« intellectuel universitaire » : entre élite et périphérie .....	454
6.2.2.4	Les « intellectuels précaires » .....	459
6.2.2.5	L'intellectuel pratique : retour d'expérience .....	463
6.2.2.6	Les enseignants du primaire et du secondaire : un sixième type ? .....	468

## **7 Deuxième Partie : Comment une idéologie meurt-elle ? Histoire sociale du déclin des marxismes français (1981-années 1990)**

### **8 Chapitre 5 : La fin de l'intellectuel partisan ? Analyse des formes**

<b>d'engagement des "intellectuels révolutionnaires" dans les années 1980,.....</b>	<b>489</b>
8.1 Passer à droite : une trajectoire très minoritaire.....	492
8.1.1 Militer à droite .....	492
8.1.2 Les nouveaux philosophes ou les anti-marxistes .....	494
8.2 Aller vers le pouvoir (1). Les engagements auprès du pouvoir socialiste. ....	498
8.2.1 Dans le premier cercle du président et du Premier ministre.....	499
8.2.2 Les intellectuels au ministère. Les exemples de la Recherche et de l'Industrie et de l'Équipement .....	503
8.3 Aller vers le pouvoir (2). Les engagements communistes par-delà la crise.....	514
8.3.1 Les intellectuels communistes face à la crise.....	514
8.3.2 . Les conditions de la poursuite de l'engagement communiste .....	525
8.4 Rester « révolutionnaire ». Sur les engagements partisans à l'extrême-gauche. ....	532
8.5 S'engager autrement. Les « nouvelles » façons d'être un intellectuel « révolutionnaire ».....	540

### **9 Chapitre 6. Comment les marxismes français sont devenus souterrains ? Récit**

<b>d'un déclin.....</b>	<b>553</b>
9.1 Le travail intellectuel après-1981 : entre intégration, normalisation et stigmatisation .....	556
9.1.1 L'université sous Mitterrand : la disparition de l' « intellectuel précaire » ?.....	556
9.1.2 . Une configuration « amie » entre intellectuels et pouvoir politique .....	560
9.1.3 . Un moment de normalisation du travail intellectuel .....	563
9.1.4 . Un « stigmaté » révolutionnaire ?.....	567
9.2 Un bouleversement des intermédiaires de la vie intellectuelle « révolutionnaire ».....	571
9.2.1 Une « démarxisation » des circuits intellectuels de l'après-1968 .....	571
9.2.2 . La fin de l'édition politique ? Retour sur les transformations du champ éditorial.....	579
9.2.2.1 Le livre et le marché .....	579
9.2.2.2 Se soumettre ou se démettre : le dilemme des éditeurs militants.....	582
9.3 Une histoire souterraine des idées politiques dans les années 1980 .....	589
9.3.1 I. Les commémorations du centenaire de la mort de Marx .....	590
9.3.1.1 Un anniversaire en crise : Marx 1983.....	591
9.3.1.2 Le centenaire de 1983 : un moment d'actualisation du marxisme.....	596
9.3.1.3 Les intellectuels du centenaire : des « marxistes » convaincus .....	604
9.3.2 . Une production souterraine d'idées politiques. Les séminaires « marxistes » durant les années 1980 entre actualisation et transmission .....	608
9.3.2.1 Nanterre ou l'hétérodoxie contrôlée .....	608
9.3.2.2 Paris-VIII entre trotskisme et opéraïsme .....	614
9.3.2.3 Le Collège International de Philosophie : se réinventer hors de l'Université.....	620
9.3.3 . Spinoza et les « années 1968 » : comment un philosophe du XVIIe siècle devient révolutionnaire .....	626

9.3.3.1	Spinoza, un penseur classique aux usages peu politiques.....	628
9.3.3.2	Spinoza dans les « années 1968 ». La nouveauté d'une lecture « marxiste ».....	635
9.3.3.3	Devenirs et institutionnalisation d'une lecture « marxiste ».....	642
<b>10</b>	<b><i>Chapitre 7 Disparaître : le déclin des “marxismes” et les significations du “retrait” intellectuel</i></b> .....	<b>649</b>
10.1	Vieillir. Le « retrait » intellectuel expliqué par l'évolution biologique. ....	651
10.1.1	. La disparition de l' « intellectuel ouvrier ».....	651
10.1.2	La retraite, une raison de la baisse de l'activité intellectuelle ?.....	654
10.2	Partir. Le « retrait » intellectuel vu par la géographie migratoire .....	658
10.2.1	Partir, un retour. L'ailleurs entre retrait et prolongement .....	658
10.2.1.1	Rentrer (1). Chute des dictatures et retours d'exil.....	660
10.2.1.2	Rentrer (2). Les « intellectuels francophones » arabes.....	667
10.2.1.3	Rentrer (3). Le retour des intellectuels africains .....	673
10.2.1.4	La francophonie reléguée aux marges ? .....	678
10.2.2	. Migrations intellectuelles (2) : voyager ou partir.....	684
10.2.2.1	Partir ailleurs. L'éloignement comme nouveau départ.....	684
10.2.2.2	Voyager, un remède à la crise ? .....	689
10.3	S'engager par le travail. De « l'intellectuel pratique » à l'« intellectuel éphémère ».....	694
10.3.1	. S'engager par le travail (1). Sur quelques professions intellectuelles .....	696
10.3.2	S'engager par le travail (2). Au-delà des intellectuels .....	702
10.3.3	Retours sur quelques trajectoires d' « intellectuels éphémères ».....	704
10.3.3.1	Nicolas Dubost* : de l'établi à l'expert du monde ouvrier.....	705
10.3.3.2	Paul Lidsky* : une « anti-carrière » de libraire. ....	710
10.3.3.3	Monique Hervo* et Marie-Ange Charras* : l'expérience des bidonvilles .....	714
<b>11</b>	<b><i>Conclusion générale</i></b> .....	<b>723</b>
11.1	Tirer les fils : l'entrée éditoriale et l'histoire sociale des idées politiques. ....	725
11.2	L' « intellectuel révolutionnaire », un intellectuel et un révolutionnaire comme les autres ? .....	727
11.3	Comment des idées deviennent hégémoniques ? Retour sur des conditions exceptionnelles dans les années 1968. ....	730
11.4	Comment les marxismes français sont devenus souterrains ? Expliquer le déclin. ....	732
11.5	Les vies étrangères des marxismes français et la construction d'un espace transnational. ....	734
<b>12</b>	<b><i>Sources de l'enquête et bibliographie</i></b> .....	<b>737</b>
12.1	Archives.....	737
12.2	Entretiens.....	737
12.3	Notices du Maitron citées en texte.....	739
12.4	Thèses et mémoires .....	741
12.5	Chapitres d'ouvrages .....	745
12.6	Annexes de la thèse .....	799



# INTRODUCTION

## Écrire une histoire sociale de la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968 aux années 1990

*Je voudrais, sans la nommer, vous parler d'elle  
Comme d'une bien-aimée, d'une infidèle,  
Une fille bien vivante qui se réveille  
À des lendemains qui chantent sous le soleil.  
C'est elle que l'on matraque, que l'on poursuit que l'on traque.  
C'est elle qui se soulève, qui souffre et se met en grève.  
C'est elle qu'on emprisonne, qu'on trahit qu'on abandonne,  
Qui nous donne envie de vivre, qui donne envie de la suivre  
Jusqu'au bout, jusqu'au bout.*

*Je voudrais, sans la nommer, lui rendre hommage,  
Jolie fleur du mois de mai ou fruit sauvage,  
Une plante bien plantée sur ses deux jambes  
Et qui traîne en liberté où bon lui semble.  
C'est elle que l'on matraque, que l'on poursuit que l'on traque.  
C'est elle qui se soulève, qui souffre et se met en grève.  
C'est elle qu'on emprisonne, qu'on trahit qu'on abandonne,  
Qui nous donne envie de vivre, qui donne envie de la suivre  
Jusqu'au bout, jusqu'au bout.*

*Je voudrais, sans la nommer, vous parler d'elle.  
Bien-aimée ou mal aimée, elle est fidèle  
Et si vous voulez que je vous la présente,  
On l'appelle révolution permanente,  
C'est elle que l'on matraque, que l'on poursuit que l'on traque.  
C'est elle qui se soulève, qui souffre et se met en grève.  
C'est elle qu'on emprisonne, qu'on trahit qu'on abandonne,  
Qui nous donne envie de vivre, qui donne envie de la suivre  
Jusqu'au bout, jusqu'au bout.*

Georges Moustaki, *Sans la nommer*, 1969

Dans cette chanson écrite en 1969, Georges Moustaki (1934-2013), chanteur engagé dans le mouvement trotskyste, personnifie la « révolution permanente ». Ce mot d'ordre de Karl Marx a été repris et conceptualisé par Alexandre Parvus (1867-1924) et surtout Léon Trotsky (1879-1940) pour signifier que la révolution prolétarienne est un mouvement qui ne s'interrompt pas avant qu'il ait atteint tous ses objectifs<sup>1</sup>. S'inscrivant directement dans l'esprit révolutionnaire qui suit le « mois de mai », au cours duquel Moustaki a chanté dans les usines en grève, cette chanson peint les espoirs suscités par les événements et les violences qui les ont accompagnés (la « matraque » et la « traque »). Largement reprise par d'autres artistes, mais

---

<sup>1</sup> Concept stratégique, elle s'oppose à la « révolution par étapes », développée par Joseph Staline (1878-1953).

aussi diffusée dans des cercles militants, *Sans la nommer* - tout comme son tube, *Le métèque*, également écrit en 1969 - illustre la très forte politisation des biens symboliques qui marque les années post-1968, ainsi que leur intense circulation.

Dans le même temps, *Sans la nommer* met en avant la nécessité de suivre la révolution « jusqu'au bout, jusqu'au bout », et ouvre ainsi une interrogation sur « la perpétuation de l'engagement dans la durée »<sup>2</sup>. Si la trajectoire politique de Moustaki est marquée du sceau de la continuité<sup>3</sup>, c'est pourtant habituellement la figure de « l'ex » révolutionnaire qui est mise en avant, comme parmi des dizaines d'autres exemples dans l'émission « Du grain à moudre » de France Culture du 5 novembre 2009 intitulée « Les ex-maos ont-ils fait le lit de la droite nouvelle ? », où le présentateur commence l'émission ainsi : « Y a-t-il un chemin étroit, un sentier lumineux, qui mène du marxisme-léninisme au néo-conservatisme ? »<sup>4</sup>.

Ce sont les idées et les intellectuels dits « révolutionnaires »<sup>5</sup> de l'après-1968 et ses « vies ultérieures » dans les années 1980<sup>6</sup> que ce travail prend pour objet. Il interroge d'une part la diversité de « cette extraordinaire floraison du livre politique »<sup>7</sup> dans l'après-1968, à l'époque de « l'âge d'or des luttes »<sup>8</sup>, et, d'autre part, la fin de ce cycle et le passage apparent du « col mao au Rotary », passage que l'on doit à ces « ex » qui ont « renié à tour de bras [leurs] idées » et « [désavoué leur] passé »<sup>9</sup>, selon la critique virulente restée fameuse du militant Guy Hocquenghem (1946-1988) en 1986.

Avant de revenir en détails sur l'état des recherches et sur la construction de la nôtre, nous souhaitons d'abord revenir sur les trajectoires croisées de trois intellectuels très impliqués dans la vie intellectuelle de l'après-1968, à savoir François Maspero\*, Pierre Rosanvallon et Denis Langlois\* (pour repérer facilement les « intellectuels révolutionnaires » présent dans l'analyse prosopographique [**voir infra**], une étoile\* leur a été accolé). Celles-ci éclairent notre propos parce qu'on peut les prendre comme trois idéaux-types de l'engagement révolutionnaire

---

2 Laurent Willemez, « Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, (51), 2004, p. 71.

3 En 1974, il apporte son soutien au candidat de la Ligue communiste révolutionnaire Alain Krivine (LCR, trotskyste). En 2012, il apporte son appui à Philippe Poutou (NPA, créé en 2009 dans la suite de la LCR),

4 <https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-moudre/les-ex-maos-ont-ils-fait-le-lit-de-la-droite-nouvelle>

5 Sur la terminologie des termes employés, et sur la construction de l'enquête, voir *infra*.

6 D'après le titre de Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles et Paris, Editions Complexe et *Le Monde Diplomatique*, 2005.

7 Jean-Yves Mollier, « Jalons pour une histoire du livre politique en France », in Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier (dir.), *Le parti communiste français et le livre*, Dijon, EUD, 2014, p. 37.

8 Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2009.

9 Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, Agone, 2014 [1986], préface par Serge Halimi, p. 10, p. 15 et p. 22. Sur le parcours d'Hocquenghem, Antoine Idier, *Les vies de Guy Hocquenghem. Sociologie d'une trajectoire à l'intersection des champs politiques, culturels et intellectuels français des années 1960 aux années 1980*, thèse en sciences sociales de l'université d'Amiens, 2015. Cette thèse a été publiée : Antoine Idier, *Les vies de Guy Hocquenghem*, Paris, Fayard, 2017.

dans les « années 1968 » et de ses devenirs : le premier se dépolitise et, sans se renier, se reconvertisse dans une autre activité moins immédiatement politique (François Maspero\*) ; le deuxième se déplace vers la droite et, rejetant ses engagements passés, se présente comme un intellectuel lucide (Pierre Rosanvallon) ; et le troisième continue d'écrire des textes engagés, de militer, envers et contre tout, « jusqu'au bout, jusqu'au bout » (Denis Langlois\*).

### ***Histoires croisées de l'après-1968***

11 avril 2015 : l'éditeur François Maspero\* est retrouvé mort, chez lui, à l'âge de 83 ans. Dans les jours qui suivent, les hommages se multiplient pour saluer la mémoire de celui qui a marqué la vie intellectuelle des « années 68 »<sup>10</sup> grâce à sa maison d'édition, fondée en 1959, et à sa librairie, *La Joie de Lire*. *Télérama* honore un « anticolonialiste, antistalinien » et le nom de Maspero\* qui « fut, durant toute sa vie, un nom synonyme de colère et de batailles ». *Le Monde* parle des vies de cet « éditeur de gauche [...] qui fut aussi libraire, traducteur, écrivain ». *L'Obs* et *Le Figaro* décrivent respectivement un « éditeur révolutionnaire » et une « figure de la culture contestataire des années 1960 et 1970 », alors que *Les Inrocks* célèbrent un « résistant à toutes les formes d'oppression », une « figure historique de la gauche anticoloniale des années 60-70, dont l'évocation suscite des souvenirs émus dans la génération des *baby-boomers* politisés, surtout celle en révolte contre la politique de la France en Algérie, et au-delà, celle sensible aux combats tiers-mondistes de l'époque gaulliste ». *Libération*, dont la propre fondation en 1973, sous l'égide de Sartre\*, s'ancre directement dans ces « années 1968 » auxquelles le nom de Maspero\* est souvent rattaché, rappelle ses propres propos sur son engagement politique en 2006 :

« J'ai des sentiments extrêmement simples de révolte et d'indignation. La dérive libérale est la plus terrible des utopies. C'est penser que le monde peut être régulé par la loi du marché. Elle est aussi plus terrifiante que d'autres car on n'en voit pas la fin. Je crois donc à la lutte, sinon il n'y a plus d'Histoire et peut-être plus d'humanité. Mais exprimer son indignation ne sert à rien, c'est du café du commerce. Je ne peux plus faire autre chose qu'écrire, décrire, au moins j'ai l'impression de ne pas baisser les bras »<sup>11</sup>.

Outre les grands journaux, la radio, à l'image de *France Culture*, loue également l'importance de cet « éditeur de combats » qui avait lui-même travaillé pour Radio France en réalisant « Cet

---

10 En parlant « d'années 1968 », on suit dans l'immédiat la chronologie longue de Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-François Lévy et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2000. Celle-ci démarre autour de 1962/1963, avec la fin de la guerre d'Algérie, et se poursuit jusqu'à l'accession de Mitterrand au pouvoir en 1981. Pour une discussion de ces bornes chronologiques et une discussion plus précise, voir *infra*.

11 [https://next.liberation.fr/culture/2015/04/13/francois-maspero-editeur-ecrivain-et-journaliste-de-gauche\\_1240147](https://next.liberation.fr/culture/2015/04/13/francois-maspero-editeur-ecrivain-et-journaliste-de-gauche_1240147)



hiver en Chine », série diffusée durant l'été 1986. Signe de l'aura de François Maspero\*, l'exercice (obligé) s'étend aussi à des personnalités politiques : Jack Lang, premier ministre de la Culture de François Mitterrand et initiateur de la loi sur le prix unique du livre, encense cette « légende qui incarne les vertus d'un engagement profond et radical » ; la ministre de la Culture, Fleur Pellerin, déclare que « c'est une grande figure de la littérature engagée, un immense intellectuel qui disparaît. Avec lui, l'édition politique perd un de ses symboles ». Enfin, François Hollande, le président de la République, fait l'éloge d'un « écrivain, traducteur, libraire et éditeur (qui) a toujours voulu bousculer le monde. C'est une personnalité attachante, brillante, émouvante qui disparaît aujourd'hui ».

L'ensemble de ces hommages, très unanimes, mettent en avant plusieurs traits : l'appartenance de François Maspero\* à une famille d'intellectuels, référence à ses grand-père et père, respectivement égyptologue et sinologue, et qui furent tous deux professeurs au Collège de France<sup>12</sup> ; l'histoire familiale tragique, avec la disparition de son père à Buchenwald et de son frère, résistant et tué au combat en 1944; l'engagement politique « révolutionnaire » dans les années 1960 et 1970 de cet éditeur-libraire qui a publié des centaines de penseurs comme Louis Althusser\*, Charles Bettelheim\*, Jean-Pierre Vernant\*, Maurice Godelier\*, Pierre Vidal-Naquet\*, Georges Haupt\* ou encore Jean Maitron\*, ainsi, bien que peu nombreuses, des intellectuelles comme Taos Amrouche\*, Élisabeth Roudinesco\*, Suzanne de Brunhoff\*, Michelle Loi\*, Nicole Loraux\*, Juliette Minces\*, Nicole Edith-Thévenin\*, Florence Gauthier\* ou Aïda Vasquez\*<sup>13</sup> ; et, enfin, la carrière d'écrivain à partir des années 1980, après son départ de sa maison d'édition et le passage de témoin à François Gèze en 1982-1983, lequel rebaptise alors la maison La Découverte.

Si, justement, cet héritage éditorial de Maspero\* au sein de La Découverte est, dans ces articles, racontée sur un mode peu conflictuel, il mérite pourtant d'être rapidement évoqué ici,

---

12 Si ces articles de presse généraliste ne le mentionnent jamais, il faut aussi faire référence au frère de sa grand-mère paternelle, Paul d'Estournelles de Constant (1852-1924), petit-neveu de Benjamin Constant, qui reçut le Prix Nobel de la Paix en 1909 pour son rôle dans la Cour permanente de justice internationale de La Haye, fondée par la Société des Nations. François Maspero\* utilisa justement le pseudonyme de Louis Constant plusieurs fois dans les années 1960 et 1970. Voir Thierry Paquot, « François Maspero (1932-2015). Partisan de liberté », *Hermès, La Revue*, vol. 72, n°2, 2015, pp. 251-256.

13 Pour l'histoire la plus complète de la maison d'édition François Maspero, voir Julien Hage, *Feltrinelli, Maspero, Wagenbach : une nouvelle génération d'éditeurs politiques d'extrême gauche, histoire comparée, histoire croisée, 1955-1982*, thèse soutenue le 6 décembre 2010 à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, sous la direction de Jean-Yves Mollier. Pour une version abrégé, voir Julien Hage, « Une brève histoire des éditions Maspero », in Alain Léger et Bruno Guichard (dir.), *François Maspero, Les Paysages humains*, Lyon, La Fosse aux ours, 2009.

tant il importe pour l'histoire de la vie intellectuelle. Camille Joseph, auteure, justement, d'une thèse sur cet « héritage éditorial », explique :

« les individus arrivés dans la maison au tournant des années 1980 trouvèrent, dans l'ambiance de décrédibilisation des références politiques encore valides au moment des Éditions Maspero : marxisme, gauchisme, tiers-mondisme etc., les arguments pour justifier l'abandon, au moins provisoire, du fonds Maspero\*. Porteurs de dispositions très différentes de celles de François Maspero\* et son équipe, ils firent la promotion d'une édition "critique" plus volontiers axée sur les sciences sociales et la vulgarisation scientifique à destination des étudiants » ajoutant que malgré tout, « La Découverte ne s'éloigna jamais d'une vision engagée de l'édition »<sup>14</sup>.

Maspero\* lui-même, au milieu des années 2000, s'est trouvé contraint de revenir sur son propre héritage dans le monde éditorial après la publication d'une brochure pour les vingt ans de La Découverte dans laquelle François Gèze explique que « dans le domaine de l'édition des sciences sociales presque tout doit être reconstruit au moment de la création de La Découverte en 1983. L'échec théorique du courant structuralo-marxiste obligeait, continue-il, à investir dans de nouveaux domaines » à un moment où « nombre d'auteurs traditionnels » des éditions Maspero « ont brutalement cessé de produire ». À sa suite, un libraire précise que « si la maison avait conservé les mêmes lignes éditoriales, il n'en subsisterait plus rien aujourd'hui »<sup>15</sup>.

François Maspero\* a répondu en neuf points aux arguments de son successeur<sup>16</sup>. Il rejette dans les deux premiers points les étiquettes d'éditions « structuralo-marxistes », dont Althusser\* est le symbole. Il écrit que si prestigieux qu'ait été le rayonnement d'Althusser\*, sa collection « occupe, dans le catalogue de 1977, 4 pages sur 149 ». Il récusé ensuite, dans les points 3, 4, 5, 7 et 8, le constat de Gèze selon lequel « des pans entiers de la production » se seraient effondrés, althussériens en tête - surtout après le drame personnel « spectaculaire et significatif » du meurtre d'Hélène par Althusser\*. Pour cela, Maspero prend plusieurs exemples d'auteurs des éditions Maspero qui n'ont pas « cessé d'écrire et de publier ». Au point 6, il estime fautive l'affirmation de Gèze qui écrit que « presque tout doit être reconstruit au moment de la création de La Découverte en 1983 », en montrant que l'essentiel des collections perdurent au changement de direction. Il conclut au point 9 en interrogeant l'instrumentalisation par La Découverte du fonds Maspero – à l'image de la collection « Redécouvertes », qui réédite des classiques de son prédécesseur – et écrit que cet éditeur ne devrait « pas avoir besoin de se valoriser encore en recourant au grand écart, entre d'un côté (jambe de droite ?) l'évocation

---

14 Camille Joseph, *Les éditions La Découverte : la gestion d'un héritage éditorial, thèse de sociologie sous la direction de Gisèle Sapiro, EHESS, 2010, p. 33.*

15 Brochure La Découverte, « 1983/2003, vingt ans d'engagement », p. 4, 14 et 20.

16 François Maspero, « À propos d'un héritage "structuralo-marxiste" », *Médium*, 2005/2, pp. 68-80.

d'un passé marqué par "la fin d'une époque idéologico-politique", dont on assure qu'il a fallu se démarquer, et, de l'autre côté (jambe de gauche, assurément), la résurgence d'un "héritage" dont on tient paradoxalement à se réclamer ».

À travers la trajectoire de François Maspero\*, c'est donc une histoire de l'engagement révolutionnaire et de son évolution dans le temps qui se donne à voir, de son apogée dans les « années 1968 » jusqu'à sa soudaine disparition au début des années 1980 – du moins en apparence – et sa reconversion dans une écriture romanesque qui, sans être apolitique, est moins politisée. Dans le même temps, si François Maspero\*, un temps engagé à la LCR, s'éloigne de toute organisation partisane, il ne renie en rien son engagement passé d'éditeur-libraire révolutionnaire<sup>17</sup>, et a pu, mais épisodiquement, continuer de s'engager pour « dire non à la fin de l'histoire »<sup>18</sup>, pour reprendre l'expression qu'il utilise lui-même pour qualifier son ami franco-argentin Miguel Benasayag\*, arrivé en France en 1978 après plusieurs années d'enfermement dans les prisons du régime dictatorial de Videla<sup>19</sup>.

Tout autre est la trajectoire de Pierre Rosanvallon, titulaire de la chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique au Collège de France depuis 2002 et directeur d'études à l'EHESS depuis 1989, où il est entré en 1983. C'est justement à sa propre évolution, qu'il intègre dans l'analyse de l'histoire intellectuelle et politique depuis 1968, que Pierre Rosanvallon consacre ses cours des années 2016-2017 et 2017-2018, diffusés sur France Culture et depuis publiés par le Seuil<sup>20</sup>. Né en 1948 à Blois, Pierre Rosanvallon est le fils d'un ingénieur aux Arts et Métiers et d'une mère agrégée de physique qui enseigne dans le secondaire. Après avoir suivi des études dans des lycées publics à Blois et à Tours, il entre à HEC et s'y retrouve, comme l'analyse Christophe Gaubert, en position « intermédiaire », ni issu de la bourgeoisie économique, ni totalement fourvoyé<sup>21</sup>. Membre des Jeunesses Étudiantes Chrétiennes (JEC), puis de l'Union des Grandes Ecoles, il milite aussi au sein du « Comité

---

17 Nous reprenons ici un terme très fréquemment utilisé à l'époque, comme dans François Maspero\*, « Éditeur et révolutionnaire », in *Le Magazine littéraire*, n° 29, juin 1969. Voir une discussion des termes de « marxisme » et de « révolutionnaire », et l'usage que l'on en fera dans ce travail, voir *infra*.

18 François Maspero, *Les abeilles et la guêpe*, Paris, Le Seuil, 2002, p.240.

19 Il a relaté cette expérience dans *Malgré tout*, publié par Maspero en 1980, et dont le titre a été repris pour nommer un collectif qu'il a fondé au milieu des années 1980 alors que, « face au triomphe du néo-libéralisme », « l'engagement correspondait à une pratique d'évitement du pire » (d'après la présentation du collectif sur leur site : <https://collectifmalgretout.net/le-collectif-malgre-tout/>). Sur la trajectoire de Miguel Benasayag\*, sur qui on reviendra, voir Miguel Benasayag\*, *Parcours : engagement et résistance, une vie. Entretiens avec Anne Dufourmantelle*, Paris, Calman-Lévy, 2001.

20 <https://www.franceculture.fr/emissions/les-cours-du-college-de-france/les-annees-1968-2018-une-histoire-intellectuelle-et> ; Pierre Rosanvallon, *Notre histoire intellectuelle et politique (1968-2018)*, Paris, Seuil, 2018.

21 Christophe Gaubert, « Genèse sociale de Pierre Rosanvallon en "intellectuel de proposition" », *Agone*, 41/42, 2009, p. 127.

Vietnam »<sup>22</sup> mais s'engage surtout au niveau syndical. Membre de la CFDT dans les années 1960-1970, c'est alors un intellectuel influent grâce à ses écrits sur l'autogestion<sup>23</sup>, à un moment où cette forme d'organisation exerce une attraction importante dans le contexte de l'après-68, notamment à la CFDT<sup>24</sup>. Auteur d'une thèse à l'EHESS sur l'histoire de l'idée de marché, réalisée en 1978 sous la direction de Claude Lefort, il s'est ensuite rapproché de François Furet et a participé au renouveau intellectuel du libéralisme des années 1980<sup>25</sup>, s'intéressant à des penseurs français du XIX<sup>e</sup> siècle comme Alexis de Tocqueville<sup>26</sup> ou François Guizot<sup>27</sup>. Tout en s'éloignant progressivement de sa formation marxiste et, avec elle, d'une certaine idée de l'autogestion<sup>28</sup>, Pierre Rosanvallon adhère successivement, après son départ de la CFDT, au PSU, puis au PS, suivant en cela son ami Michel Rocard, figure du courant dit de la « deuxième gauche ». Il quitte le Parti Socialiste après l'élection de François Mitterrand en 1981, alors que le courant rocardien auquel il appartient a été mis en minorité à la fin des années 1970 par l'alliance entre les mitterrandiens et le courant de Jean-Pierre Chevènement, le CERES. Rosanvallon participe alors avec François Furet, en 1982, à la création de la Fondation Saint-

---

22 Il écrit en 1995 : « J'avais beaucoup d'amis qui étaient gauchistes, qui ont été trotskistes, qui ont été à l'UJCM ». Voir Pierre Rosanvallon, « Témoignage », *Revue Française d'histoire des idées politiques*, 1995, n°2, pp. 362-368.

23 Principalement Pierre Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Le Seuil, 1976.

24 Voir, centralement, Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003. On peut également se référer à un autre travail, plus militant dans le ton mais érudit : Lucien Collonges (dir.), *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse, 2010. Sur la CFDT, voir principalement Frank Georgi, *L'invention de la CFDT, 1957-1970*, Paris, Editions de l'Atelier, 1995 ; et Nicolas Defaud, *La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme de proposition*, Paris, Presses de Science Po, 2009.

25 Sur ce thème important de la littérature anglophone mais peu traité en français, voir Julian Bourg (ed.), *After the Deluge. New Perspectives on the Intellectual and Cultural History of Postwar France*, Lanham, Lexington Books, 2004 ; Emile Chabal (ed.), *France Since the 1970s: History, Politics and Memory in an Age of Uncertainty*, London, Bloomsbury Academic, 2014 ; Stephen Sawyer and Iain Stewart (eds), *In Search of the Liberal Moment. Democracy, Anti-totalitarianism and Intellectual Politics in France since 1950*, New York, Palgrave, 2016.

26 Tocqueville est une référence majeure de son travail dès le milieu des années 1970 sans faire pourtant l'objet d'étude spécifique. Il s'inspire grandement des travaux de François Furet [voir l'introduction au chap. 5]. On peut se référer à Pierre Rosanvallon, « Sur quelques chemins de traverse de la pensée du politique en France », *Raisons politiques*, vol. n° 1, n° 1, 2001, pp. 49-62, et, plus globalement, à l'ensemble de ce numéro de *Raisons Politiques* consacré au « moment tocquevillien ». Sur la place de la référence à Tocqueville dans l'histoire intellectuelle française dans l'après-68, voir, dans une perspective critique, Claire Le Strat et Willy Pelletier, *La canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2006 ; et, plus philosophique, Serge Audier, *Tocqueville retrouvé. Genèse et enjeux du renouveau tocquevillien français*, Paris, Vrin, 2004.

27 Pierre Rosanvallon, *Le moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985.

28 Il raconte en 2001 : « On peut dire que la deuxième gauche est l'héritière d'un programme de reformulation et d'adaptation de l'ambition marxiste. En ce qui me concerne, j'appartiens à une génération pour qui la lecture attentive de la littérature marxiste a été absolument essentielle. Je pouvais réciter presque par cœur des chapitres entiers des Grundrisse, du Capital, ou bien des Manuscrits de 1844, et je le peux toujours ! Pour beaucoup d'entre nous, le marxisme a été le système et l'œuvre à l'intérieur desquels on a appris à penser et à travailler. C'était la réalité des années 1960. Dans les années 1970, il a fallu dépasser ce programme de refondation ou de reconsidération du marxisme. Pourquoi ? Parce que le trou noir du marxisme n'est pas son analyse économique, mais sa vision du politique : il n'y a pas de théorie de la démocratie chez Marx. À de nombreuses reprises dans ses écrits, Marx développe l'idée qu'au fond, le but du communisme, c'est le dépérissement de la politique ». Pierre Rosanvallon, « Sur quelques chemins... », *art.cit.*, p. 49-50.

Simon<sup>29</sup>, où se côtoient membres de l'université, de l'entreprise et de la haute-fonction publique dans l'optique de donner à la gauche, pour la première fois au pouvoir sous la V<sup>e</sup> République, une culture de gouvernement réformiste et libérale. Il peut d'ailleurs écrire, en 1988, qu'« en moins de sept ans, les socialistes ont accompli une indéniable révolution culturelle. La pédagogie des contraintes économiques et la diffusion de la critique du totalitarisme se sont conjuguées pour faire sortir la société française de son âge idéologique »<sup>30</sup>. Son éloignement des idées révolutionnaires et son glissement relatif vers la droite sont particulièrement visibles en 1995 à travers sa défense de la réforme d'Alain Juppé sur les retraites, dans la droite ligne de la revue *Esprit* et, surtout, de la CFDT de Nicole Notat, dont il accompagne à distance les transformations<sup>31</sup>. Enfin, Pierre Rosanvallon dirige depuis 2002 la collection « La République des idées » au Seuil, ce qui a pu lui permettre, surtout après la mort de Bourdieu en janvier 2002, d'occuper à nouveau une position d'intellectuel de gauche, en étant par exemple le commanditaire de l'ouvrage de Daniel Lindenberg\* sur les nouveaux réactionnaires, dans lequel il n'est pas cité négativement<sup>32</sup>. Il anime aussi depuis 2007 le site de réflexion *La Vie des Idées*, et poursuit ses recherches sur l'histoire conceptuelle du politique consacrées à l'État, la démocratie, et l'articulation entre la liberté et l'égalité depuis 1789.

Pour en revenir à ses cours au Collège de France, ils illustrent une vision classique dans les travaux consacrés à l'histoire de la vie intellectuelle depuis 1968. Tout d'abord, Rosanvallon prend Mai 1968 comme point de départ, puis, il aborde la vitalité des idées radicales dans le « laboratoire des années 1970 ». Il met notamment en avant la centralité de l'autogestion, qu'il définit comme « le mot époque/carrefour/aspiration des années 1970 », à travers laquelle c'est « toute une tradition intellectuelle, marginalisée par le marxisme officiel, qui avait fait surface », se référant notamment au « marxisme dépoussiéré » de la maison d'édition Anthropos<sup>33</sup> qui publie alors Anton Pannekoek, Karl Korsch, Rosa Luxemburg ou les français Charles Fourier et Joseph Proudhon. Le professeur au Collège de France revient ensuite dans son cours sur la crise de la fin des années 1970, mettant en avant le « choc Soljenitsyne » et sa

---

29 Laurent Bonelli, *Le passé d'une fondation. Projets intellectuels, groupes mobilisés et conditions sociales de la naissance de la Fondation Saint-Simon*, mémoire de DEA en science politique, Université Paris X Nanterre, 1997. Voir aussi, du même auteur, « Ces architectes en France du social-libéralisme », *Le Monde Diplomatique*, Décembre 2003-Janvier 2004 : <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/72/BONELLI/56162>.

30 François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du centre. La fin de l'exception française*, Paris, Calmann-Lévy, 1988, p.138.

31 Nicolas Defaud, *La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme...*, *op. cit.*

32 Daniel Lindenberg, *Le rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Seuil, 2002.

33 Cette maison d'édition politique, sur laquelle on revient plus loin dans l'introduction, fut fondée en 1964 par Serge Jonas\* et Jean Pronteau. On trouve alors autour d'eux des « marxistes hétérodoxes » comme Lucien Goldman\*, Henri Lefebvre\* ou Pierre Naville\*. Elle a publié, de 1966 à 1986, la revue *Autogestion*.

conséquence, la redécouverte du libéralisme du XIX<sup>e</sup> siècle et notamment de Tocqueville, dont il estime que l'engouement autour de sa pensée a été « déclenché » par cette crise. Il met ainsi de côté, dans une vision très linéaire et téléologique de l'histoire, le rôle d'intellectuels qui, en « entrepreneurs », ont permis ces mutations dans le champ intellectuel, et dont les principales figures ont été, outre lui-même, François Furet et surtout Raymond Aron jusqu'à sa mort en 1983<sup>34</sup>. Rosanvallon aborde ensuite le pendant de ce renouveau, à savoir l'effondrement de tous les « marxismes » et, plus globalement, de tout projet politique révolutionnaire, durant trois séances intitulées respectivement « L'hiver des années 1980 et l'essoufflement des idées », « Les raisons intellectuelles de l'engourdissement des années 1980 » et « L'engourdissement des années 1980, les causes politiques ». Enfin, Rosanvallon défend au cours de ses deux derniers cours de l'année 2017-2018 ses recherches sur la politique et la démocratie, qu'il oppose aux autres approches du politique qui ensevelissent la société « sous un épais vernis d'idéologies ».

En résumé, la trajectoire de Pierre Rosanvallon illustre le passage du marxisme – ici autogestionnaire et « dépoussiéré » — vers le libéralisme. Cette évolution, qui est en même temps un glissement politique de la gauche « révolutionnaire » vers des positions libérales davantage de « droite », est décrite comme consécutive à un « choc » - ici Soljenitsyne - et à une prise de conscience des erreurs de ses engagements politiques de l'après-1968. Ce cheminement intellectuel et politique est visible dans l'évolution des titres du livre tiré de sa thèse : initialement intitulé *Le capitalisme utopique, critique de l'idéologie économique* (Seuil, 1979), cet ouvrage est republié en 1989, toujours au Seuil, sous le titre *Le libéralisme économique : histoire de l'idée de marché*. Enfin, une troisième édition paraît en 1999, sous le titre *Le capitalisme utopique : histoire de l'idée de marché*, signe d'un début de prise de distance vis-à-vis du libéralisme économique, et davantage visible au début des années 2000.

Ce retour sur la trajectoire de Pierre Rosanvallon, intellectuel institutionnellement consacré, tranche avec d'autres types d'évolutions politiques et intellectuelles depuis les années 1968, à l'image de celle de Denis Langlois\*. Son avant-dernier livre, *Et si la révolution était possible*, publié en janvier 2018 aux confidentielles éditions SCUP à l'occasion du cinquantenaire de Mai 1968, défend, encore et toujours, la nécessité d'une véritable révolution qui doit aboutir à « l'édification d'une société libre et égalitaire supprimant les classes

---

34 Voir Iain Stewart, « France's anti-68 liberal revival », in Emile Chabal (ed.), *France Since the 1970s...*, op.cit

sociales » alors « qu’aujourd’hui, les inégalités sociales sont plus marquées qu’il y a cinquante ans »<sup>35</sup>. Son texte, qui « s’adresse en priorité aux utopistes, aux non résignés, à ceux qui croient malgré l’évidence contraire »<sup>36</sup>, se veut de part en part un éloge de la révolution sociale d’inspiration autogestionnaire et libertaire, qui passe par la « non-violence imaginative, astucieuse et cependant lucide »<sup>37</sup>. Ce manuel, qui entend permettre la constitution d’un « mouvement révolutionnaire »<sup>38</sup>, reste animé « par cet enthousiasme qui, dans l’esprit de Mai 68, nous fait lancer les paris les plus fous »<sup>39</sup>. Il se veut enfin une critique du réformisme :

« Le but du mouvement n’est pas celui des simples partis “de gauche” : améliorer légèrement la situation des classes défavorisées, sans remettre en cause les structures économiques et sociales dont elles pâtissent. Repeindre en rose bonbon ou en vert pastel la cage où elles sont enfermées. Planter de temps en temps quelques banderilles dans la couenne des privilégiés, le gras, là où cela ne fait pas trop mal »<sup>40</sup>.

Pourquoi mentionner ce bref livre d’éloge de l’esprit de Mai 1968 écrit par un auteur qui, « à 78 ans, toujours animé d’un idéal révolutionnaire, persiste et signe »<sup>41</sup> ? C’est que si le nom de Denis Langlois\* n’évoque sans doute rien à ceux de ma génération, il a été, durant les années précédant et suivant la crise politique de Mai-Juin 1968, synonyme d’engagement révolutionnaire.

Né le 30 janvier 1940 à Etréchy, dans l’Essonne, il grandit avec ses six frères et sœurs à Étampes. Son père, petit commerçant, vend des pièces détachées pour automobiles. C’est lui qui le pousse à aller jusqu’au baccalauréat, décroché en 1957. Il poursuit ses études en littérature et en droit, au Panthéon et à la Sorbonne et, en pleine guerre d’Algérie, adhère à l’UNEF, progressivement engagée en faveur de l’indépendance<sup>42</sup>. Il milite intensément, manifeste, distribue des tracts, colle des affiches et, bien sûr, ferraille avec les militants d’extrême-droite. Il affirme au cours de nos échanges que ses « inclinations étaient libertaires »<sup>43</sup>, fidèle à la tradition familiale et aux opinions politiques paternelles, qu’il situe « nettement de gauche et mêmes anarchisantes » avançant que, « dans sa boutique, on parlait

---

35 Denis Langlois\*, *Et si la révolution était possible*, Caudebec en Caux, SCUP, 2018, p.9.

36 *Ibid*, pp. 11-12.

37 *Ibid*, p. 20.

38 *Ibid*, p. 24.

39 *Ibid*, p. 119

40 *Ibid*, pp. 50-51.

41 D’après la présentation du livre, que m’a offert Denis Langlois\*. On peut se référer au site internet créé pour cette publication : <http://mai-68-revolution-possible.fr/>

42 Alain Monchablon, *Histoire de l’UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983. Sur les années 1944-1968, voir le chapitre 1 de ce travail.

43 Echanges par mail avec Denis Langlois\*, 5 mars et 4 juin 2017. Les informations et les citations qui suivent sont extraites de ces échanges.

autant de politique que de mécanique ». Après 1962 et la signature des accords d'Évian, Denis Langlois\* commence un doctorat en droit mais, de son propre aveu, il est avant tout un militant et un écrivain, bien que ses écrits n'intéressent alors pas d'éditeur et que son activité littéraire se limite à quelques textes journalistiques.

Vient l'année 1965, décisive, puisqu'il est appelé au service militaire, repoussé jusqu'ici en raison de son statut d'étudiant. Mais « depuis plusieurs années, en contact avec des groupes anarchistes-antimilitaristes et des militants [...] qui prônaient l'objection de conscience », Denis Langlois\* « refuse l'embrigadement ». D'abord clandestin, il attire des ennuis à ses parents (qui le soutiennent) et décide de se rendre aux autorités militaires accompagné d'un avocat de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH)<sup>44</sup>. Il passe sept mois et demi à la prison de Fresnes, dont quarante-cinq jours au « mitard », et en tire un livre, *Le Cachot*, que François Maspero\* accepte de publier en 1967. L'ouvrage est chroniqué dans la presse, du *Monde* à *France-Soir* en passant par *Le Canard Enchaîné*, *Le Monde Diplomatique* et *Esprit*<sup>45</sup>, où l'on peut lire qu'avec ce livre, « le problème de la punition judiciaire est aujourd'hui posé devant le grand public »<sup>46</sup>.

Il connaît surtout une publicité inattendue après que le Conseil de l'Ordre des avocats de Paris refuse de l'admettre au barreau en raison de son emprisonnement. Sa visibilité est largement amplifiée par les événements de Mai 1968, durant lesquels la mobilisation du Groupe d'action judiciaire, composé d'avocats et d'étudiants en droit, conduit à sa réintégration comme avocat professionnel. Il devient alors spécialiste des affaires pénales et de droits de l'homme, notamment auprès de la LDH, ce qui le conduit à suivre plusieurs procès à l'étranger comme celui du grec Alekos Panagoulis. Ingénieur électricien, ce dernier est jugé pour avoir tenté d'assassiner le colonel Papadopoulos le 13 août 1968, peu après la mise en place de la dictature dite « des colonels » qui, du coup d'Etat de la junte militaire en 1967 jusqu'en 1974, fut au pouvoir en Grèce. De cette expérience, Denis Langlois\* tire en 1969 le livre *Panagoulis, le sang de la Grèce*, publié à nouveau aux éditions Maspero\*. Il poursuit dans le contexte de l'après 68 son activité d'avocat engagé, principalement en défendant des militants français poursuivis par la justice, et publie en 1971 les *Dossiers noirs de la police française*, cette fois dans la collection « Combats » du Seuil, et ce « pour toucher un public plus large que celui, pourtant non négligeable, des lecteurs des livres de Maspero\* ». Il poursuit son travail au Seuil,

---

44 Sur la socio-histoire de cette association, voir Éric Agrikoliansky, *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.

45 Pour un aperçu de cette réception, voir le site personnel de Denis Langlois : <http://denis-langlois.fr/Le-cachot>

46 Louis Casamayor, « Objection de conscience », *Esprit*, Juillet 1967.



publiant notamment *Guide du militant* (1972), *Les dossiers noirs de la justice française* (1974), *Les dossiers noirs du suicide* (1976) ou encore *Le guide du citoyen face à la police* (1980). Vient le début des années 1980, marqué par l'accèsion de la gauche au pouvoir en 1981. Il me raconte :

« En 1981, j'ai été parmi les rares militants de gauche qui n'ont à aucun moment cru que Mitterrand pouvait, non seulement être de gauche, mais construire une société satisfaisante [...]. Du jour au lendemain, cela m'a valu de me retrouver dans un isolement à peu près total et face à une censure que je n'aurais pu imaginer. [...] Il m'est arrivé de considérer que j'avais payé cher la fidélité à mes positions politiques, mais je ne regrette pas cette attitude. Je me suis respecté ».

Denis Langlois\* est dans les années suivantes confronté à une situation financière de plus en plus difficile, malgré le succès de *L'Affaire Seznec* (Plon, 1988) – tiré de son rôle comme avocat de la famille Seznec - qui obtient le prix littéraire des droits de l'homme en 1989 avant d'être adapté en téléfilm par Yves Boisset en 1993. Il continue malgré tout de publier des livres dans les années 1990 et 2000 et reste très engagé, à la fois comme avocat de la LDH et dans diverses causes politiques, à l'image de son statut de porte-parole de l'Appel des 75 contre la guerre du Golfe. Pourtant, comme il me l'écrit, « tout cela m'a permis de subsister matériellement. Mais je n'ai jamais retrouvé la place qui était la mienne avant mai 1981 ».

La trajectoire de Denis Langlois\* est donc à la fois celle d'une fidélité à ses engagements et ses idées révolutionnaires jusqu'à aujourd'hui – comme le montre son livre sur Mai 1968 – mais aussi celle d'une invisibilisation quasi complète de sa position, socialement valorisée dans les années 1970, d'« intellectuel révolutionnaire ».

Ces trois trajectoires idéal-typiques illustrent les transformations qui ont touché la production, la circulation et la réception des idées « révolutionnaires » depuis les années 1968. Elles sont une bonne porte d'entrée pour appréhender à la fois cette époque désormais si lointaine où le « fond de l'air [était] rouge »<sup>47</sup> et en même temps son déclin entamé à la fin des années 1970. Plus précisément, ces histoires croisées permettent d'exposer notre problématique générale : comment expliquer la « naissance » en France d'une idéologie dominante, le(s) marxisme(s), » puis sa « mort » au cours de ces deux décennies ? Autrement dit, comment des idées deviennent-elles dominantes ? Et comment s'effondrent-elles ? La raison est-elle que les « intellectuels révolutionnaires » sont passés de Marx au Rotary ?

---

47 Pour reprendre le titre d'un film de Chris Marker sorti en 1977.

Cette problématique générale soulève plusieurs questions auxquelles il s'agira de répondre : qu'est-ce qui caractérise l'engagement des intellectuels dits « révolutionnaires » ? Qui sont-ils ou qui sont-elles ? Et que publient-ils ? Quel est l'ampleur de la diffusion et de la réception de ces idées ? Comment leurs idéaux politiques évoluent et se transforment dans les années 1980 ? Quelles contraintes nouvelles pèsent sur la production et la circulation de ces idées politiques à la fin des années 1970 ? Les idées dites « révolutionnaires » s'effondrent-elles au profit d'idées libérales ? Si oui, comment et pourquoi ? Quelles sont les explications intellectuelles, politiques, nationales et internationales ? Quelles sont les conséquences de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 ? Quelle est la place de la France dans la « république mondiale des lettres »<sup>48</sup> ?

Pour présenter comment ce travail entend répondre à ces interrogations, nous commencerons par revenir sur les problèmes terminologiques d'« intellectuels révolutionnaires » ou « marxistes ». Puis nous dresserons un état de l'art que décrit la différence entre un « âge d'or » (les années 1970) et des « années d'hiver » (les années 1980) avant de revenir sur l'explication générale mise en avant mais qu'il convient d'interroger : celle de la trahison. Nous présenterons ensuite l'approche que nous revendiquons, à savoir l'histoire sociale des idées. Nous pourrions ensuite détailler l'entrée que nous avons choisie pour étudier la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968-1992. Celle-ci consiste à partir des éditeurs militants qui se revendiquent, eux-mêmes, « révolutionnaires ». Nous poursuivrons en présentant les choix d'enquête eux-mêmes, avant de revenir sur son déroulement et les problèmes que nous avons rencontrés. Enfin, nous exposerons le plan de ce travail sur la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968-1992.

### ***Problèmes terminologiques : marxiste, révolutionnaire, radical, militant***

Nous parlerons, tout au long de ce travail, d'« intellectuels révolutionnaires » et d'« intellectuels marxistes ». Ces deux expressions sont, pour nous, équivalentes. Malgré les problèmes que pose leur utilisation, et notamment l'histoire longue et concurrentielle du mot « marxisme » [voir l'encadré n° 1], ils désigneront les membres de notre population [voir *infra*]. Ce choix recouvre trois raisons. D'abord, l'historique du « mot label » de marxisme, tout comme nous pourrions le dire de « révolutionnaire », fait que le terme renvoie directement

---

48 Pour reprendre l'expression de Pascale Casanova, *La république mondiale des lettres*, Paris, Seuil, 2008 [1999]. Sur Pascale Casanova, voir l'hommage du dernier numéro de *CONTEXTES*, « La littérature au-delà des nations. Hommage à Pascale Casanova », n° 28, 2020, en ligne.

aux « stratégies sous-tendant son usage »<sup>49</sup>. Les termes de « marxismes » et de « révolutionnaires » sont très diffusés, y compris dans les années 1968, qu'ils soient des insultes ou des stratégies d'auto-désignation. Mais ce sont, justement, ces stratégies que l'on souhaite étudier. Comme l'écrit Anna Boschetti, « nous avons tendance à oublier que les concepts en "isme" de l'histoire littéraire et de l'histoire des idées ont été lancés dans des batailles esthétiques ou intellectuelles et que leurs usages étaient très divers, car ils constituaient des enjeux dans des luttes symboliques et dépendaient des positions des agents. Dès l'abord, la complexité de ces processus a été occultée, aux yeux des acteurs et des contemporains eux-mêmes, par les labels qui les désignaient : la dénomination, en rassemblant sous une étiquette unique un ensemble de pratiques et de représentations qui pouvaient être en fait fortement discordantes, produisait l'image d'une tendance collective unitaire »<sup>50</sup>. Les « ismes », processus de luttes d'étiquetage et de classification<sup>51</sup>, sont des objets historiques qu'il faut, comme l'explique Michel Dobry traiter en tant que tels<sup>52</sup>. Ainsi, pour comprendre le « marxisme », il faut revenir sur son histoire [voir l'encadré n° 1].

Ensuite, si ce terme n'est pas parfait, il nous paraît moins flou que l'expression d'« intellectuel radical », qui pose le problème supplémentaire d'être connoté religieusement aujourd'hui (radicalisation, radicalisme, etc.). Nous écartons également le terme d'« intellectuel critique », qui ne correspond pas à la réalité des « années 1968 ». En ce sens, les termes de « marxismes » et de « révolutionnaires », qui renvoient à une histoire précise, sont plus clairs.

Enfin, ce choix est un gage de simplicité. Il n'est pas parfait, mais il permet de toujours désigner la même chose et, en même temps, d'interroger le terme lui-même. C'est, enfin, un choix qui permet à l'œil profane de directement situer ce travail, en France et à l'étranger.

Si nous parlerons de « marxistes » et de « révolutionnaires », nous utiliserons systématiquement les guillemets, pour montrer que nous les utilisons avec distance et que nous les réinscrivons dans cette histoire du mot.

---

49 Annie Collovald, « Histoire d'un mot de passe : le poujadisme. Contribution à une analyse des « ismes », *Genèses*, 3, 1991, p. 100.

50 Anna Boschetti, *Ismes. Du réalisme au postmodernisme*, Paris, CNRS Editions, 2014.

51 Sur les phénomènes de classement comme condition mais aussi obstacle à la connaissance, voir Michel Foucault, « Classer », in *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966, pp. 137-176.

52 Il indique qu'on a énormément à gagner « de la posture qui consiste à essayer de comprendre comment se construisent socialement les compétitions autour des classements et des catégories ». Voir Michel Dobry, « Penser = classer ? Entretien avec André Loez, Gérard Noiriel\* et Philippe Olivera », *Genèses*, 2005/2, n°59, pp. 160-161.

### Encadré n°1 : Que faire du mot « marxisme » ?

Le terme « marxiste » a été « inventé »<sup>53</sup> du vivant de Marx et à son insu. Le mot apparaît au cours des années 1860 et désigne non pas des idées, mais Marx et ses proches. Il est, sous la plume de Bakounine, essentiellement polémique. Il voisine avec d'autres qualificatifs comme « lassalien », « bakouniniste » ou « proudhonien ». Comme l'explique Margaret Manale, et comme dans un parti ordinaire, « il y a eu des "marxistes" avant qu'il y eût un "marxisme" ». Le terme n'est pas né d'un contact prémédité avec la pensée de Karl Marx, qui aurait ainsi affirmé sa volonté de « père fondateur » ; il surgit à l'occasion d'affrontements et de rivalités de groupes au sein de l'Internationale »<sup>54</sup>. Au contraire, Marx pouvait même déclarer : « Tout ce que je sais, moi, c'est que je ne suis pas marxiste »<sup>55</sup>. Et dans les entretiens qu'il donne à cette époque, ce sont surtout « son aspect physique et ses opinions sur la politique du jour qui sont mis en lumière, le penseur et le savant restant à l'arrière-plan »<sup>56</sup>.

La situation évolue au cours des années 1870. D'une part, le travail de Marx commence à être reçu, d'abord confidentiellement et par ses adversaires intellectuels libéraux<sup>57</sup>, puis de façon plus importante, et à travers toute l'Europe<sup>58</sup>. D'autre part, l'importance prise par Marx dans le mouvement ouvrier, après le congrès de La Haye en 1872, combinée à la montée en puissance de ce même mouvement illustrée par la création du Parti social-démocrate allemand (SPD) en 1875, rendent l'utilisation du terme « marxiste » inévitable. L'historien du mouvement ouvrier Georges Haupt\*<sup>59</sup> écrit qu'après la mort de Marx en 1883 et jusqu'à la fondation de la II<sup>e</sup> Internationale en 1889, « les diverses écoles à l'intérieur du socialisme, anarchistes exceptés, reconnaissent l'importance de l'œuvre, se plient à l'autorité incontestée de Marx »<sup>60</sup>. Ainsi, au moment du débat autour du révisionnisme de la fin du siècle, le terme désigne à la fois un ensemble d'idées et l'orientation politique principale du mouvement ouvrier. Comme le résume le socialiste Eduard Bernstein, figure centrale de ce débat, « sous le terme de marxisme, on n'entend pas seulement une théorie scientifique mais encore une théorie

---

53 Marie Ymonet, « L'invention du marxisme en France au lendemain de la commune, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, vol. 55, n°1, pp.3-14. Voir aussi Marc Angenot, *Le marxisme dans les grands récits. Essai d'analyse du discours*, Paris/Saint-Nicolas, L'Harmattan et les Presses Universitaires de Laval, 2005. L'idée d'invention a été reprise par Christophe Prochasson, « L'invention du marxisme français », in Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire des gauches en France. Volume 1*. Paris, La Découverte, 2005, pp. 426-443.

54 Margaret Manale, « Aux origines du concept de "marxisme" », *Économies et sociétés. Cahiers de l'ISMEA*, série S, 17, octobre 1974.

55 Lettre de Engels à Conrad Schmidt du 5 août 1890, in Karl Marx et Friedrich Engels, *Œuvres choisies de Marx-Engels*, tome III, Moscou, édition du Progrès, 1968, p. 510.

56 Margaret Manale, « Aux origines du concept de "marxisme"... », *art. cit.*

57 Jacqueline Cahen, « La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883) », *Mil neuf cent*, n°12, 1994, pp.19-50.

58 Cf le numéro 114 des *Cahiers d'histoire* (2011) consacré aux « Réceptions de Marx en Europe avant 1914 ».

59 Georges Haupt\* (1928-1978) est né en Roumanie (à l'époque Transylvanie), dans une famille de la bourgeoisie juive. Il est le seul survivant de sa famille, décimée dans les camps hitlériens. À la libération, il étudie à l'université de Leningrad jusqu'à sa thèse portant sur les rapports entre révolutionnaires russes et roumains dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Formé à un marxisme ouvert, il est critique du stalinisme, et doit quitter Bucarest, où il a commencé à enseigner, en 1958. Arrivé à Paris, il continue ses recherches sur l'histoire du mouvement socialiste, et soutient en 1962 une autre thèse, dirigée par Ernest Labrousse, sur la II<sup>e</sup> Internationale, réalisée notamment grâce à la consultation des archives du Bureau socialiste international. Entré au comité de rédaction de la revue *Le mouvement social*, il devient directeur d'études à l'EPHE à partir de 1969, puis dirige le Centre d'études sur l'URSS et l'Europe orientale à partir de 1976 tout en enseignant à Vincennes. Il décède brutalement en 1978. Georges Haupt\* n'a pas sa notice dans le Maitron. Sur cette figure de l'histoire du mouvement ouvrier, voir Madeleine REBÉRIOUX, « HAUPT GEORGES - (1928-1978) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 12 novembre 2020 ; et Michel Dreyfus, « Georges Haupt\*, pionnier de l'histoire du socialisme », *Société d'études jaurésiennes*, 2012/1, n° 203, pp. 13-26. Des archives sont conservées à la FMSH.

60 Georges Haupt\*, « De Marx au marxisme », in *L'historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980, p. 92.

politique »<sup>61</sup>. Georges Haupt\* montre que « marxisme » a, dans le vocabulaire politique du tournant du siècle, un double sens : « Le premier, étroit, entend par marxisme la théorie de Marx et désigne le socialisme scientifique. La seconde acception est très large : l'usage du terme ne s'applique plus seulement à la théorie de Marx, mais aussi au discours de ses successeurs et englobe également l'armature idéologique des partis ouvriers », ajoutant que s'observe alors une « extension sans limite du terme »<sup>62</sup>.

Ces propos font écho à ceux de l'historienne Claudie Weill\* (1942-2018), assistante de Georges Haupt\* jusqu'à sa mort. Dans son histoire, cette fois, du terme « bolchevisme », elle explique qu'il renvoie à l'une des deux tendances au sein de la II<sup>e</sup> Internationale jusqu'à la première guerre mondiale. Puis sa portée change à la fin des années 1910, et « dans la fièvre de la révolution victorieuse, le langage s'enfle à l'infini jusqu'à faire occuper au terme bolchevisme tout l'espace de la révolution, à l'identifier au bien absolu, au remède absolu »<sup>63</sup>. C'est ensuite justement après la révolution Russe, et encore plus après la mort de Lénine en 1924, que les appellations se pluralisent : coexistent une étiquette officiellement revendiquée par le PCUS, celle de « marxisme-léninisme », désormais attachée à la III<sup>e</sup> Internationale ; apparaît celle de « trotskysme », qui se réclame aussi du marxisme et s'incarne à partir de 1938 dans la IV<sup>e</sup> Internationale ; et un marxisme social-démocrate, rattaché à la II<sup>e</sup> Internationale<sup>64</sup>. D'autres marxismes complexifient encore le tableau, à l'image du POUM espagnol des années 1930, organisation anti-stalinienne se revendiquant (notamment) de Rosa Luxemburg<sup>65</sup>. La situation évolue à nouveau après 1945, sous la double impulsion de la bipolarisation de la Guerre froide et des mouvements indépendantistes et tiers-mondistes [cf le chapitre 1]. Les adjectifs qui sont accolés au terme de « marxisme » sont forgés soit autour des noms des grandes figures de militants révolutionnaires ou de dirigeants politiques (Staline, Mao, Castro, Tito, Che Guevara, etc...), que de ceux de pays (Cuba, Chine, Chili, Yougoslavie, etc...) voire de continents, à l'image du « marxisme africain »<sup>66</sup>. La diversité des « marxismes » est telle qu'on trouve des hybridations étonnantes comme entre la pensée de Marx et la religion, à l'image un temps de la ligne d'*Esprit*<sup>67</sup> ou des textes du professeur de philosophie et leader des intellectuels chrétiens sociaux à Strasbourg Émile Baas (1906-1984)<sup>68</sup> et du philosophe marxiste et jésuite Jean-Yves Calvez (1927-2010)<sup>69</sup>. Cette diversité se donne enfin voir à travers les circuits différenciés par lesquels ils passent, et notamment des maisons d'éditions bien identifiées. Ioana Popa a montré que les traductions littéraires de quatre pays (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie) vers la France, transferts qui durant la Guerre Froide « participent aussi d'un combat

61 Cité par Georges Haupt\*, *Ibid*, p. 104.

62 *Ibid*.

63 Claudie Weill\*, « À propos du terme « bolchevisme », Cahiers du monde russe et soviétique, vol.16, n°3-4, Juillet-Décembre 1975, p. 360. Sur les débats autour du « révisionnisme », sur lesquels nous reviendrons en étudiant la réception de Rosa Luxemburg [cf le chap. 3], voir Jean-Numa Ducange, « Le révisionnisme n'est-il qu'un réformisme ? Sur quelques aspects de la première révision du marxisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2012/1 (n° 30), p. 133-147 ; et Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme ? D'Eduard Bernstein à Albert Thomas : 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007.

64 Nous ne revenons pas ici sur les controverses autour de « l'absence » d'un marxisme français. Voir notamment Daniel Lindenberg\*, *Le marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

65 Sur cette période, et le cas de la France, voir Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France. Philosoïétisme et sciences humaines (1920-1939)*, Paris, PUR, 2013.

66 On évoque aussi parfois l'idée de « socialisme africain ». Jacques Julliard a ainsi pu écrire dans *Le Nouvel Observateur* le 5 juin 1978 : « Il n'y aura de socialisme africain que totalitaire [...], tyrannique et sanguinaire ».

67 Goulven Boudic, *Esprit...*, *op.cit* ; Frédéric Gugelot, « Intellectuels chrétiens entre marxisme et Evangile », in Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel, *À la gauche du christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012, pp.203-225 et Denis Pelletier, « Les catholiques français et le marxisme, des années 1930 au "moment 68" », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx...*, *op. cit.*, pp. 306-319.

68 Voir sa notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article15409>, notice BAAS Émile [BAAS Charles, {Émile}] par Jacques Girault, François Igersheim, Léon Strauss, version mise en ligne le 20 octobre 2008

69 Jean-Yves Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Paris, Seuil, 1956.

idéologique », passent par trois types de « circuits autorisés » (« d'exportation », « officiel » et « patrimonial ») et trois autres « non autorisés » (« semi-officiel », « parallèle » et « direct »), circuits qui recoupent divers types de « marxismes »<sup>70</sup>. Les significations des « marxismes » varient donc selon les militants (que se distinguent par leur capital culturel et leur maîtrise de ces enjeux) mais aussi dans le temps et l'espace. Comme l'écrit le philosophe marxiste Jacques Bidet\*, l'histoire du marxisme « est aussi l'histoire en acte tout court » tant il « consiste fondamentalement à se placer dans la perspective générale de l'émancipation des hommes »<sup>71</sup>. Si cette affirmation doit être maniée avec précaution, elle nous invite à nous interroger sur l'évolution du terme de « marxisme » et ses liens avec des évolutions sociales plus globales.

Il ne faut donc pas se fier à l'apparente homogénéité du « marxisme ». Celle-ci a été amplifiée depuis les années 1980 par la « crise » qu'a traversée la référence à Marx et, plus globalement, au projet « révolutionnaire ». Comme l'écrit Maxime Szczepanski-Huillery à propos du tiers-mondisme, « ce que la “crise” fit à l’ “idéologie”, ce que le mot fit à la chose, ce fut, avant tout, de lui donner l'aspect d'un tout relativement homogène et cohérent »<sup>72</sup>.

### ***Les cinq apports de l'histoire sociale des idées politiques***

Nous nous revendiquons dans ce travail de l'histoire sociale des idées politiques. L'analyse des idées dans l'espace académique français a longtemps été laissée aux historiens de la philosophie et aux juristes. La situation a cependant évolué depuis une dizaine d'années durant lesquelles les idées ont été davantage appréhendées à travers les outils classiques des sciences sociales. Les efforts pionniers de sociologues, historiens et politistes, déployés dans les années 2000 en prenant appui centralement sur Quentin Skinner et Pierre Bourdieu<sup>73</sup>, sont aujourd'hui suivis d'effets. La place de l'histoire sociale des idées politiques en science politique et en sociologie est désormais plus reconnue qu'il y a quelques années, quand un jeune chercheur comme Mathieu Hauchecorne se voyait de fait obligé de largement détailler son approche dans l'introduction de sa thèse<sup>74</sup>. Aujourd'hui, « l'histoire sociale des idées politiques » s'est faite une place en science politique et en sociologie à travers des colloques et des journées d'études<sup>75</sup>, les activités du groupe de recherche de l'Association Française de

---

70 Ioana Popa, Traduire sous contraintes..., op. cit.

71 Jacques Texier, « Sur “Les aventures du marxisme” », *Actuel Marx*, n°1, 1987, p. 140.

72 Maxime Szczepanski-Huillery, « “L'idéologie tiers-mondiste” ». Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en “crise” », *Raisons politiques*, vol. n° 18, no. 2, 2005, p. 47.

73 Notamment Bernard Pudal, « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 185-192 ; Julien Vincent, « Concepts et contextes de l'histoire intellectuelle britannique : l’“École de Cambridge” à l'épreuve », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. n°50-2, no. 2, 2003, pp. 187-207. Et, pour la revendication la plus explicite de l'expression d' « histoire sociale des idées politiques », voir l'article central de Frédérique Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 59-4bis, n°. 5, 2012, pp. 85-104.

74 Mathieu Hauchecorne, « La fabrication transnationale des idées politiques. Sociologie de la réception de John Rawls et des “théories de la justice” en France (1971-2011) », thèse de science politique, sous la direction de Frédérique Matonti et de Frédéric Sawicki, Université Lille II, 2011, pp. XXVI à XLIX.

75 À l'image du colloque international qui s'est tenu au Cevipof en janvier 2015 et intitulé « Pour une histoire sociale des idées politiques » ; du colloque « Des idées et des partis. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », organisé les 23 et 24 mai 2017 à Sciences Po Paris ; ou encore de la section thématique portant sur les

Science Politique<sup>76</sup>, ainsi que par des manuels<sup>77</sup>, des numéros de revue<sup>78</sup>, des ouvrages collectifs<sup>79</sup> et des recherches s'en revendiquant explicitement<sup>80</sup>. Malgré tout, et en dépit des premiers postes de maître de conférences « fléchés » en « histoire sociale des idées » mis au concours lors de la campagne 2019, cette place reste limitée.

Nous reprendrons cinq principes à l'histoire sociale des idées politiques.

Le premier consiste à dépasser l'opposition stérile entre analyse interne (ou idéaliste)<sup>81</sup> et analyse externe (d'orientation marxiste) des idées<sup>82</sup>. À la suite de Quentin Skinner et de Pierre Bourdieu, il s'agit de tenir les deux ensemble. Comme l'écrit Bourdieu en mettant en avant son

---

traditions en histoire sociale des idées politiques, qui a eu lieu le 12 juillet 2017 lors du congrès de l'AFSP. Ces colloques ont succédé à des initiatives moins structurées dans les années 2000, comme un séminaire du CSU intitulé « Comment étudier les idées ? » (2005-2007), une Section thématique du Congrès 2009 de l'AFSP « Que faire des idées en Science Politique ? » et un séminaire du Groupe d'analyse politique (GAP), portant de 2010 à 2012 sur « Savoirs et idéologies en politique » ; voir enfin le séminaire animé par Frédérique Matonti d'abord à l'ENS dès 2000-2001, puis à Paris I, et intitulé « Histoire sociale des idées politiques ».

76 Le groupe HiSoPo, actif de 2015 à 2017 et piloté par Arnault Skornicki et Thibaut Rioufreyt, a été principalement rythmé, outre par ces journées d'études, par un séminaire mensuel et des « doctoriales » en juin 2016

77 Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre, *La nouvelle Histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015 ; et le récent Samuel Hayat et Julien Weisbein, *Introduction à la socio-histoire des idées politiques*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2020.

78 Voir notamment le n°67 (2017/3) de *Raisons Politiques*, consacré à l'« Actualité de l'histoire sociale des idées politiques » ; *Revue d'Histoire moderne et contemporaine* (2012, 59-4 bis) « Regards sur l'histoire intellectuelle ».

79 Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du septentrion, 2017.

80 Outre la thèse de Mathieu Hauchecorne désormais publiée en livre (Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine en France. La réception de John Rawls et des théories de la justice*, Paris, CNRS Éditions, 2019), mentionnons dans une liste encore peu fournie Arnault Skornicki, *L'Économiste, la cour et la patrie. L'économie politique dans la France des Lumières*, Paris, CNRS Éditions, 2011 ; Vera Nikolski, *National-blochevisme et néo-urasisme dans la Russie contemporaine : la carrière militante d'une idéologie*, Paris, Mare et Martin, 2013 ; Fabien Carrié, *Parler et agir au nom des « bêtes » : production, diffusion et réception de la nébuleuse idéologique « animaliste » (France et Grande-Bretagne, 1760-2010)* ; Jean-Michel Chaschiche, *Le marché français du livre d'économie (1945-2016). Contribution à une histoire sociale des idées économiques*, Thèse de science politique dirigée par Frédérique Matonti, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2019. Voir également des travaux qui, sans qu'ils s'en revendiquent explicitement (ils sont souvent réalisés au début des années 2000), contribuent à l'écriture d'une histoire sociale des idées : Ioana Popa, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, Paris, CNRS Editions, 2010 ; Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires*, Paris, CNRS, 2018 ; Séverine Sofio, *Artistes femmes : la parenthèse enchantée (XVIII<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, CNRS, 2016 ; Samuel Hayat, *Quand la République était révolutionnaire : citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Seuil, 2014.

81 Cette vision, qui s'oppose à l'idée d'une historicité des concepts, s'incarne dans le travail de Léo Strauss ou d'Arthur O. Lovejoy qui fait l'histoire d'une idée (comme « l'être ») en supposant que celle-ci se donne toujours de la même façon aux philosophes, et qu'elle est donc stable et pérenne. Voir par exemple Leo STRAUSS. « What is political philosophy? », *The Journal of Politics*, vol. 19, n° 03, 1957 ; et Arthur O. Lovejoy, *The Great Chain of Being. A study of the history of an Idea*, Harvard, Harvard University Press, 1936 ; et *Essays in the History of Ideas*, Baltimore, John Hopkins Press, 1948.

82 Cette méthode « externaliste », appelée parfois « théorie du reflet », accorde une primauté au matériel. Elle s'inspire de la théorie de la connaissance de Marx et Engels pour lesquels la priorité radicale de l'existant sur la conscience doit conduire à une position anti-idéaliste qui considère les idées comme déterminées par les conditions matérielles dans lesquelles elles sont produites. Autrement dit, « la pensée est le reflet subjectif de ses conditions objectives » ou, comme l'écrit Marx, « Ce n'est donc pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est, inversement, leur être social qui détermine leur conscience ». Voir Karl Marx, « Préface », in *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions Sociales, 1947, p. 4 ; et l'entrée « Reflet » dans Georges Labica et Gérard Bensussan (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1985 [1982], pp. 974-976.

concept de « champ », « la théorie du champ conduit effectivement à refuser aussi bien la mise en relation directe de la biographie individuelle et de l'œuvre (ou de la « classe sociale » d'origine et de l'œuvre) que l'analyse interne d'une œuvre singulière ou même l'analyse intertextuelle, c'est-à-dire la mise en relation d'un ensemble d'œuvres. Parce qu'il faut faire tout cela ensemble »<sup>83</sup>. Contre un marxisme brutal défendant une théorie du reflet, le « champ » redonne une certaine autonomie aux jeux intellectuels. Dans plusieurs de ses écrits, Bourdieu s'en prend d'ailleurs explicitement à « la pensée « Lukacs-Goldmann » » et à ce qu'il appelle « l'erreur du court-circuit » pour lui opposer une théorie de la « réfraction ». Il explique dans *Question de sociologie* que

« l'autonomie de l'artiste trouve son fondement non dans le miracle de son génie créateur mais dans le produit social de l'histoire sociale d'un champ relativement autonome, méthodes, techniques, langages, etc. C'est l'histoire qui en définissant les moyens et les limites du pensable fait que ce qui se passe dans le champ n'est jamais le reflet direct des contraintes ou des demandes externes, mais une expression symbolique, réfractée par toute la logique propre du champ. L'histoire qui est déposée dans la structure même du champ et aussi dans les habitus des agents est ce prisme qui s'interpose entre le monde extérieur au champ et l'œuvre d'art, faisant subir à tous les événements extérieurs, crise économique, réaction politique, révolution scientifique, une véritable réfraction »<sup>84</sup>.

Dans un mouvement inverse à celui du Bourdieu qui vise à contextualiser une histoire des idées anhistorique (comme l'est le travail de Lovejoy), Skinner défend lui le concept de « contexte » qu'il limite surtout, de son point de vue de philosophe du langage, au contexte « discursif »<sup>85</sup>. La tâche de l'historien des idées est dès lors de restituer la discussion dans laquelle s'insère une idée politique, en retournant aux polémiques de l'époque. De même, comme l'écrit Bourdieu en 1987, il faut lire une œuvre « à travers le système des écarts par lequel elle se situe dans l'espace des œuvres contemporaines »<sup>86</sup>. Bref puisque « chaque texte fonctionne comme un acte de communication »<sup>87</sup>, il faut restituer la discussion dans laquelle il s'inscrit.

Le deuxième principe, lié au premier, consiste à avoir une conception étendue du « canon » et, donc, de ce qu'est un « auteur » ou un « intellectuel ». Plus précisément, il faut

---

83 Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, pp. 174-175.

84 Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1981, pp. 218-219.

85 Pour une discussion de ces limites, voir Frédérique Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale... », *art. cit.* ; Voir aussi les entretiens de Skinner à Frédérique Matonti et Mathieu Hauchecorne (« «Nous sommes peut-être beaucoup moins libres que nous le pensons» », *Raisons politiques*, 2017/3 (n° 67), pp. 185-203 ; et dans Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki (dir.), *Vers une histoire...*, *op. cit.* Thibault Rioufreyt a récemment proposé de parler de quatre contextes à tenir ensemble lorsque l'on analyse une idée : le sémiotique, le matériel, l'individuel et le social. Cf Thibault Rioufreyt, « Des idées et des milieux. Quel contexte pour les idées politiques ? », in Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale...*, *op. cit.*, pp.183-197.

86 Pierre Bourdieu, *Choses dites*, *op. cit.*, p. 175.

87 Jean-Fabien Spitz, « Comment lire les textes politiques du passé? », *Droits*, 10, 1989, p. 138.



avoir une approche non pas en termes de grands auteurs aujourd'hui reconnus, mais interroger l'historicité des réputations intellectuelles en ayant une approche exhaustive de la production d'une époque. Comme l'écrit Jean-Fabien Spitz en revenant sur la mythologie de la *prolepsis* chère à Skinner, la méthode de l'historien de Cambridge « consiste à replacer les idées dans le réseau qu'elles forment avec celles dont elles sont solidaires et à se demander comment fonctionne ce réseau »<sup>88</sup>. Et analyser une idée sans faire cet effort, « c'est comme, dans un procès criminel, écouter seulement l'accusation ou la défense sans avoir entendu l'autre partie »<sup>89</sup>. L'histoire sociale des idées politiques revendique donc une certaine exhaustivité.

Le troisième principe, défendu par la sociologie des intellectuels, invite à s'intéresser aux propriétés sociales des intellectuels et d'interroger une éventuelle homologie entre propriétés sociales, position (dans le champ) et prises de positions (intellectuelles ou politiques). Pierre Bourdieu a mis ces questions au centre de ses travaux, notamment dans *Homo Academicus*<sup>90</sup>. Il s'agit d'abord de replacer les intellectuels dans le monde social, à l'encontre de l'illusion, fréquente chez les philosophes, de « l'intellectuel sans attache ni racines »<sup>91</sup>. Cette approche rejoint la sociologie de la connaissance qui se donne pour tâche d'étudier les « relations qu'entretient la connaissance avec la société »<sup>92</sup> et d'« examiner la pensée non pas comme elle apparaît dans les manuels de logique, mais comme elle fonctionne dans la vie publique », ce qui signifie que « les modes de pensée ne peuvent être pertinemment compris tant que leurs origines sociales restent dans l'ombre »<sup>93</sup>. Skinner revendique aussi cet « impératif sociologique »<sup>94</sup> quand il écrit que

« Nous sommes fondés à considérer avec une certaine ironie les philosophes moraux et politiques qui nous présentent des conceptions globales de la justice, de la liberté ou d'autres valeurs que nous chérissons à la manière d'analyses sans passions qui se tiendraient au-dessus de la mêlée. Ce que nous apprend l'histoire, c'est que personne n'est au-dessus de la mêlée, parce qu'il n'y a rien d'autre que la mêlée »<sup>95</sup>.

---

88 Cité par Jean-Fabien Spitz, « Quentin Skinner », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2014/2 (N° 40), p. 357.

89 Jean-Fabien Spitz « Comment lire les textes politiques du passé ? Le programme méthodologique de Quentin Skinner », *Droits*, 10, 1989, p.139, cité par Frédérique Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale... », *art. cit.*, p. 90.

90 Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

91 Pierre Bourdieu, « Comment libérer les intellectuels libres ? », in *Questions de sociologies...*, *op.cit.*, p. 70.

92 Karl Mannheim, *Essays on the sociology of Knowledge (1923-1929)*, cité par Anne Kupiec, *Karl Mannheim. Idéologie, utopie, connaissance*, Paris, Editions du Félin, p. 9.

93 Karl Mannheim, *Ideology and Utopia*, p. 1, cité dans *Ibid*, p. 68.

94 Pour reprendre l'expression d'une sous-partie de Frédérique Matonti qui écrit qu'« une histoire sociale des idées (politiques ou non) doit bien sûr s'intéresser à l'ensemble de leurs producteurs et en faire une sociologie fine ». Voir Frédérique Matonti, « Plaidoyer... », *art. cit.*, p. 99.

95 Cité par Jean-Fabien Spitz, « Quentin Skinner »..., *art. cit.* p. 354.

Cet « impératif sociologique » est également lié à une interrogation sur la responsabilité des intellectuels, étant donné que ces derniers ont le « quasi-monopole » de la « production des représentations du monde social, qui est une dimension fondamentale de la lutte politique »<sup>96</sup>. Les intellectuels, en effet, produisent des jugements sociaux puissants et, comme Bourdieu l'écrit ailleurs, « représenter, porter au jour, produire, n'est pas une petite affaire »<sup>97</sup>. Il faut donc prendre au sérieux les effets des idées qui « interviennent comme des instruments de construction même de la réalité »<sup>98</sup>. Et la sociologie des intellectuels devient d'autant plus importante que « ceux qui auraient intérêt à poser [cette question], c'est-à-dire ceux qui délèguent aux intellectuels, aux porte-parole, le soin de défendre leurs intérêts, n'ont pas les moyens de la poser et que ceux qui bénéficient de cette délégation n'ont pas intérêt à la poser »<sup>99</sup>. Cette exigence prend une dimension particulière dans le cas des intellectuels marxistes, dont toute l'histoire est marquée par une suspicion liée à l'écart entre leurs origines sociales (bourgeoises) et les individus qu'ils prétendent défendre (prolétaires).

Quatrième principe : avoir une définition extensive de ce que sont un « intellectuel » et une « idée », et ne pas seulement s'intéresser au producteur cardinal du texte. Comme l'écrit Frédérique Matonti en s'appuyant sur *Les mondes de l'art* d'Howard Becker - où Becker affirme que « tout travail artistique, de même que toute activité humaine, fait intervenir les activités conjuguées d'un certain nombre, et souvent d'un grand nombre, de personnes »<sup>100</sup> -, « une histoire sociale se donne pour objectif de retrouver tous ceux qui contribuent à la production d'une idée politique »<sup>101</sup>. Autrement dit, il faut étudier non seulement les producteurs d'idées, mais aussi leur circulation et leur réception pour mener à bien une réelle histoire sociale des idées politiques. C'est ce que propose à nouveau Frédérique Matonti lorsqu'elle affirme qu'« il faudrait disposer d'une histoire et d'une sociologie des intellectuels, des revues, des journalistes, de l'édition, de la télévision, voire de la communication, etc. Enfin [...] et comme y invite l'histoire culturelle, une sociologie de la réception est pleinement partie prenante de l'histoire sociale des idées »<sup>102</sup>. Il s'agit donc, là encore, d'essayer de tout tenir ensemble.

---

96 *Ibid.*, p.62.

97 Pierre Bourdieu, *Choses dites...*, *op.cit.*, p. 177.

98 Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au collège de France (1989-1992)* Paris, Seuil, 2012, p.537, cité par Mathieu Hauchecorne, « L'histoire des idées politiques... », *art.cit.*, p. 134.

99 *Ibid.*, p. 63.

100 Howard S. Becker, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988, p. 27, cité par Frédérique Matonti, « Plaidoyer... », *art.cit.*, p. 102.

101 Frédérique Matonti, « Plaidoyer... », *art.cit.*

102 *Ibid.*, p. 100.

Enfin, cinquième et dernier principe, il faut pour mener à bien une histoire sociale des idées politiques utiliser toutes les méthodes d'enquêtes en sciences sociales, de l'observation à l'entretien en passant par l'étude de textes et les statistiques [*Cf. infra sur les quatre méthodes principales de l'enquête*].

### ***De l'âge d'or aux années d'hiver : un « état de l'art » clivé***

Faire une enquête sur la vie intellectuelle « révolutionnaire » qui débute aux années 1968 soulève plusieurs difficultés historiographiques. On peut en avancer trois. La première touche à la dispersion des études sur les « marxismes » français, dont on a vu l'histoire [**voir l'encadré n° 1**]. La deuxième renvoie à l'opposition entre un « âge d'or des luttes » (les années 1970) et des « années d'hiver »<sup>103</sup> (les années 1980). Enfin, il n'existe pas d'étude sur l'évolution entre ces deux décennies, et un seul argument est généralement avancé : celui de la conversion et de la trahison des clercs.

Si les recherches consacrées aux événements de Mai-Juin 1968 et aux « années 1968 » ont longtemps été polémiques (les anniversaires décennaux l'ont bien montré), la situation a positivement évolué, surtout ces vingt dernières années. C'est principalement le fait d'une nouvelle génération de chercheurs en sciences humaines et sociales qui n'ont le plus souvent pas vécu directement la crise politique de Mai-Juin 1968. Ils ont de plus pu s'appuyer sur l'accès à de nouvelles sources, que ce soit l'ouverture des archives communistes depuis le début des d'institutions comme la BDIC<sup>104</sup> ou l'IMEC<sup>105</sup>.

S'il n'existe pas d'histoire sociale des idées « révolutionnaires » des années 1970 et 1980, on peut cependant déjà s'appuyer sur deux sommes récentes : *Marx, une passion française*, dirigée par Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud<sup>106</sup>, et le deuxième tome de *La vie intellectuelle en France*, coordonné par Laurent Jeanpierre et Christophe Charle. Sans qu'ils

---

103 Félix Guattari\*, *Les années d'hiver : 1980-1985*, Paris, Bernard Barrault, 1985; réédition Paris, Les Prairies ordinaires, 2009.

104 La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), créée en 1918 et installée sur le campus de Nanterre depuis 1970, s'est récemment renommée « La contemporaine. Bibliothèque, archives, musée des mondes contemporains ».

105 L'Institut Mémoire de l'Édition Contemporaine, créée en 1988, est située depuis 2004, à Caen, dans l'Abbaye d'Ardennes. Sa mission est de rassembler les fonds d'archives des principales maisons d'éditions, revues et acteurs de la vie du livre et de l'écrit au XXe siècle.

106 Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx : une passion française*, Paris, La Découverte, 2018.

soient consacrés exhaustivement aux années 1968 pour le premier et à la vie intellectuelle « révolutionnaire »<sup>107</sup> pour le second, ils sont très utiles pour entrer dans notre objet.

Il faut ensuite faire un important travail bibliographique permettant de trouver des éléments dans des travaux nombreux mais dispersés.

On connaît ainsi en partie l'histoire des circuits intellectuels du PCF. Du côté des revues communistes, *La Nouvelle Critique (NC)* et ses principaux animateurs ont été étudié par Frédérique Matonti<sup>108</sup> qui montre la place de la *NC* – qui tire entre 1971 et 1974 à près de 15 000 exemplaires<sup>109</sup> - au sein des réseaux intellectuels du PCF dans les années 1960 et 1970 et son rôle moteur dans *l'aggiornamento* du parti, à un moment où les façons d'être un intellectuel communiste se pluralisent, parallèlement aux alliances que noue le PCF avec les socialistes. Marco Di Maggio a également étudié les intellectuels communistes à notre période, permettant de mieux appréhender leur place au sein du PCF<sup>110</sup>. Les *Lettres françaises (LF)* ont également récemment fait l'objet d'une anthologie présentant « cinquante ans d'aventures intellectuelles » de cette revue communiste, fondée en 1942, dirigées par Louis Aragon depuis 1953 et qui cessent de paraître en 1972<sup>111</sup>. Marie-Cécile Bouju a de son côté retracé l'histoire des éditions communistes à partir de 1920, mais son étude s'achève avec les événements de mai-juin 1968<sup>112</sup>. La densité des librairies militantes dans l'après-mai a également été travaillée<sup>113</sup>, à l'image des librairies du PCF qui existent depuis 1945 et se développent dans les années 1960 et surtout 1970, jusqu'à compter 51 librairies en 1973<sup>114</sup>. Mais dans l'ensemble, et malgré des exceptions comme le livre *Le parti communiste et le livre*, dirigé par Jean-Numa Ducange, Jean-

---

107 Mais certaines contributions y sont consacrées, comme Ludivine Bantigny, « Flux et reflux de l'idée révolutionnaire », in Christophe Charle; Laurent Jeanpierre (dir.) *La vie intellectuelle en France. Tome 2 : De 1914 à nos jours*, Le Seuil, 2016.

108 Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*. La Nouvelle Critique (1967-1980), Paris, La Découverte, 2005.

109 *Ibid*, p. 339.

110 Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste*, Paris, Éditions Sociales, 2013

111 Philippe Olivera, « Aragon, « réaliste socialiste ». Les usages d'une étiquette littéraire des années Trente aux années Soixante », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 229-246 ; Philippe Olivera, « Le sens du jeu. Aragon entre littérature et politique (1958-1968) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 111-112, 1996, pp. 76-84 ; Guillaume Roubaud-Quashie (dir.), *Les lettres françaises : cinquante ans d'aventures intellectuelles*, Paris, Hermann, 2019. Voir aussi le texte de Pierre Daix, lui-même ancien communiste et acteur des *LF* : Pierre Daix, *Les Lettres françaises, jalons pour l'histoire d'un journal (1941-1972)*, Paris, Tallandier, 2004.

112 Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste. Les maisons d'édition du Parti communiste français (1920-1968)*, Rennes, PUR, 2010

113 Voir notamment Julien Hage, « L'Âge d'or des librairies militantes (1945-1981) », in Patricia Sorel et Frédérique Leblanc (dir.), *Histoire de la librairie*, Paris, Éditions du cercle de la librairie, 2008, pp. 321-341.

114 Jean-Yves Mollier, *Édition, Presse...*, op. cit., pp. 328-329.

Yves Mollier et Julien Hage<sup>115</sup>, les rapports du PCF au livre dans l'après-1968 restent encore méconnus.

Du côté de l'extrême-gauche, l'histoire des éditions Maspero, fondées en 1959, a été restituée par Julien Hage<sup>116</sup>, et cette étude s'inscrit dans une série de travaux consacrés à la gauche intellectuelle non-communiste, mais qui concerne surtout les années 1950 et 1960, à l'image de ceux sur *Socialisme ou Barbarie*<sup>117</sup>, *Arguments*<sup>118</sup> et *L'Internationale Situationniste*<sup>119</sup>. Les revues de la gauche non-communiste ont tout de même été étudiées<sup>120</sup> par Émeric Bréhier, et on peut aussi penser aux très confidentiels *Noir et Rouge* et *Information et Correspondance Ouvrière* (ICO), dont l'histoire a été écrite – de façon journalistique – par Christophe Bourseiller<sup>121</sup>. Les productions d'Althusser\* et de ses élèves, qui animent dans les années 1960 les *Cahiers Marxistes-Léninistes* et les *Cahiers pour l'Analyse*, ont également fait l'objet de quelques recherches<sup>122</sup>. Mais elles sont dans l'ensemble peu nombreuses, même si un travail archivistique et de numérisation important a été fait depuis quelques années qui permet d'avoir accès à de nombreux textes produits par des groupes révolutionnaires des « années 1968 »<sup>123</sup>.

Plusieurs ouvrages ont été consacrés à des revues plus généralistes du champ intellectuel comme *Les Temps Modernes*, créée en 1945 autour de Jean-Paul Sartre\*<sup>124</sup> - mais Anna Boschetti ne va pas jusqu'en 1968 —, de la revue *Esprit* d'inspiration chrétienne, dirigée créée par Emmanuel Mounier en 1932 et dirigée dans les « années 1968 » par Jean-Marie Domenach<sup>125</sup>, ou encore de la revue *Critique* de Georges Bataille, dans laquelle Michel Foucault, Roland Barthes et beaucoup d'autres font leurs armes<sup>126</sup>. D'autres intermédiaires

---

115 Jean-Numa Ducange, Jean-Yves Mollier et Julien Hage (dir.), *Le parti communiste français et le livre*, Dijon, EUD, 2014.

116 Julien Hage, « Feltrinelli, Maspero... », thèse. Cit. ; et « Une brève histoire des éditions Maspero... », chap. cit.

117 Philippe Gottraux, « *Socialisme ou Barbarie* », un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Lausanne, Payot, 1997.

118 Arguments, *Arguments 1956-1962*, Toulouse, Privat, 1983.

119 Éric Brun, *Les Situationnistes, une avant-garde totale (1950-1982)*, Paris, CNRS Editions, 2014.

120 Émeric Bréhier, *Les revues politiques de la gauche non-communiste de 1958 à 1986*, Thèse pour le doctorat de Science politique dirigée par Pierre Avril, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2000.

121 Sur ces micro-groupes, Christophe Bourseiller, *Histoire générale de « l'ultra-gauche »*, Paris, Denoël, 2012.

122 Frédérique Matonti, « Retour au concept : le structuralisme des *Cahiers pour l'analyse* », *Raisons politiques*, vol. 67, no. 3, 2017, pp. 11-29 ; Frédéric Chateigner, « D'Althusser à Mao. Les *Cahiers marxistes-léninistes* », *Dissidences. Bulletin de liaison et d'études des mouvements révolutionnaires*, n°8, mai 2010, p. 66-80.

123 Voir notamment le travail du site « archives autonomies » : <https://www.archivesautonomies.org/> ; et de celui du collectif militant Smolny : <http://www.collectif-smolny.org/>. Voir aussi le site anglophone des Cahiers Kingston, sur lesquels on trouve plusieurs entretiens : <http://cahiers.kingston.ac.uk/>

124 Anna Boschetti, *Sartre et les « Temps Modernes »*. Une entreprise intellectuelle, Paris, Minuit, 1985.

125 Goulven Boudic, *Esprit, 1944-1982 : les métamorphoses d'une revue*, Paris, Seuil, 2005.

126 Sylvie Patron, « *Critique* » (1946-1996). Une encyclopédie de l'esprit moderne, Paris, IMEC, 2000.

culturels<sup>127</sup> généralistes comme les éditions Gallimard<sup>128</sup> ou Le Seuil<sup>129</sup> ont également été l'objet de recherche<sup>130</sup>, tout comme la presse politique<sup>131</sup>, ou des hebdomadaires comme *Le Nouvel Observateur*<sup>132</sup>. L'importance du journal *Libération* a suscité des travaux, tout comme, dans l'ensemble, la « nouvelle presse » de cette époque<sup>133</sup>. La densité des librairies militantes dans l'après-mai a également été travaillée<sup>134</sup>. Mais là encore, ces travaux restent peu nombreux.

Des courants intellectuels et des paradigmes ont également été partiellement étudiés, à l'image du structuralisme<sup>135</sup> ou des idées autogestionnaires<sup>136</sup>, y compris à travers leurs circulations yougoslaves<sup>137</sup>. Divers courants importants en France dans l'après 1968 ont aussi fait l'objet de thèses récentes, comme la nouvelle gauche et ses circulations aux États-Unis<sup>138</sup>, le tiers-mondisme – autour de la construction du mythe de Che Guevara en France<sup>139</sup> ou de la

---

127 Sur les « intermédiaires culturels », voir Laurent Jeanpierre, Olivier Roueff (dir.), *La culture et ses intermédiaires. Dans les arts, le numérique et les industries créatives*, Paris, Archives contemporaines, 2014.

128 Pierre Assouline, *Gaston Gallimard – Un demi-siècle d'édition française*, Paris, Balland, 1984

129 Hervé Serry, *Les éditions du Seuil. 70 ans d'histoires*, Paris, Seuil/IMEC, 2008.

130 Pour des approches plus globales sur l'histoire de l'édition, voir Pascal Fouché (dir.), *L'Édition française depuis 1945*, Paris, Éditions du cercle de la librairie, 1998 ; Roger Chartier et Henri-Jean Martin (dir.), *Histoire de l'édition française*, 4 tomes, Paris, Éditions du cercle de la librairie, 1998 ; Jean-Yves Mollier, *Édition, presse et pouvoir au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2008, et, dans une perspective plus militante, *Une autre histoire de l'édition française*, Paris, La Fabrique, 2015.

131 Nicolas Kaciaf, *Les pages « politique ». Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, PUR, 2013.

132 Louis Pinto, *L'intelligence en action : Le « Nouvel Observateur »*, Paris, A.M. Métailié, 1984.

133 Laurent Martin, « La “nouvelle presse” en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2008/2, n° 98, pp. 57-69.

134 Voir notamment Julien Hage, « L'Âge d'or des librairies militantes (1945-1981) », in Patricia Sorel et Frédérique Leblanc (dir.), *Histoire de la librairie*, Paris, Éditions du cercle de la librairie, 2008, pp. 321-341.

135 Dans une perspective sociologique et d'histoire sociale, voir Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques*, vol. n° 18, no. 2, 2005, pp. 49-71 ; « Structuralisme et prophétisme » in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les éditions de l'atelier, 2008, pp. 172-185 ; « Marx entre communisme et structuralisme », *Actuels Marx*, n° 45, 2009, p. 120-127. Dans une perspective plus classiquement historique, voir François Dosse, *Histoire du structuralisme. Tome 1, Le champ du signe 1945-1966*, Paris, La Découverte, 2012 ; et *Histoire du structuralisme. Tome 2, le chant du cygne 1967 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012. Voir également dans une perspective philosophique, Bruno Karsenti, « Anthropologie structurale et philosophie : Lévi-Strauss », *Archives de Philosophie*, vol. 66, no. 1, 2003, pp. 5-7 ; « L'expérience structurale », *Gradhiva*, 2, 2005, pp. 89-107 ; « Lévi-Strauss et le marxisme », *Diogène*, 2012/2 (n° 238), pp. 88-105 ; « Structuralisme et religion » in Olivier Remaud, Jean-Frédéric Schaub, Isabelle Thireau (dir.), *Faire des sciences sociales. Comparer*, Paris, EHESS, 2012, pp. 23-55. Voir aussi les travaux de Frédéric Keck, notamment *Lévi-Strauss et la pensée sauvage*, Paris, PUF, 2004, et *Claude Lévi-Strauss, une introduction*, Paris, La Découverte-Pocket, 2005 et Claude Imbert, *Lévi-Strauss, le passage du Nord-Ouest*, Paris, l'HERNE, 2008. Voir enfin des éléments dans plusieurs biographies, dont Tiphaine Samoyault, *Roland Barthes*, Paris, Seuil, 2015 ; et Emmanuelle Loyer, *Lévi-Strauss*, Paris, Flammarion, 2015.

136 Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie...*, op. cit.

137 Franck Georgi, *L'autogestion en chantier. Les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2018.

138 Emilie Himeur, *Une autre théorie critique : l'histoire intellectuelle de la revue Nord-américaine Têlos (1968-2001)*, Thèse de science politique dirigée par Patrick Troude-Chastenot, Université de Bordeaux, 2014.

139 Alexis Catuhe, *Ernesto “Che” Guevara : la fabrique d'un mythe (1957-1967)*, Paris, Éditions du Félin, 2017 ; et *Représentations, médiatisation et influences d'Ernesto “Che” Guevara en France de 1957 à 1974 : entre mythes et réalités*, thèse d'histoire dirigée par Gilles Richard, Rennes 2, 2016.

revue *Partisans*<sup>140</sup>, diffusée par François Maspero\* -, ou de la revue *Peuples Noirs, Peuples Africains*<sup>141</sup>. On dispose également de travaux sur l'école de Francfort<sup>142</sup> ou sur la réception d'une figure des marxismes comme Antonio Gramsci<sup>143</sup>. Le marché des livres d'économie – et, parmi eux, des livres marxistes – a également été au cœur d'une thèse qui, comme la nôtre, se revendique de l'histoire sociale des idées politiques<sup>144</sup>. On peut enfin s'appuyer sur des études spécifiquement consacrées à l'histoire des marxismes français. Elles sont utiles – comme la suggestive expression de « mille marxismes » d'André Tosei mentionnée dans l'un de ces travaux\* — mais souvent écrits par des acteurs de cette histoire<sup>145</sup>.

On peut enfin s'appuyer sur un certain nombre de biographies qui reviennent sur les trajectoires de « grands » intellectuels des « années 1968 », à l'image de celles sur Louis Althusser\* (biographie dont seul le premier tome est paru et qui s'arrête avant 1968)<sup>146</sup>, Félix Guattari\* et Gilles Deleuze<sup>147</sup>, Cornelius Castoriadis<sup>148</sup>, André Gorz<sup>149</sup>, Henri Lefebvre\*<sup>150</sup>, Pierre Naville\*<sup>151</sup>, Pierre Vidal-Naquet\*<sup>152</sup> et Guy Hocquenghem<sup>153</sup>. Il existe également des ouvrages consacrés aux intellectuels communistes que sont Roger Garaudy<sup>154</sup> et Jean Kanapa\*<sup>155</sup>. On peut aussi trouver des informations dans des travaux plus éloignés de la « vie

---

140 François Gabaut, *Partisans, une revue militante de la guerre d'Algérie aux années 1968*, thèse d'histoire dirigée par Claude Liauzu, Paris VII, 2001.

141 Milunda Kombila, *Périodiques culturels et structuration du champ : le cas de Peuples noirs, peuples africains (1978-1991)*, Thèse de doctorat, Université de Lorraine, 2019

142 Clément Rodier, « Une bouteille à la mer ». *La réception de « l'École de Francfort » en France*, thèse de science politique dirigée par Patrick Troude-Chastenot, Université de Bordeaux, Janvier 2020.

143 Voir la thèse d'histoire, dont la soutenance est prévue fin 2020, d'Anthony Crezegut, *Inventer Gramsci au XXe siècle. Décomposition d'une intelligence française au prisme italien*, dirigée par Marc Lazar, IEP de Paris.

144 Jean-Michel Chaschiche, *Le marché français du livre d'économie (1945-2016)...*, thèse. cit.

145 Sur l'expression de « mille marxismes » et ses sens dans l'après-1968, voir André Tosei\*, « Devenir du marxisme : de la fin du marxisme léninisme aux mille marxismes, France-Italie, 1975-1995 », in André Tosei\*, *Le marxisme du 20e siècle*, Paris, Syllepse, 2009. Plus globalement, sur l'histoire des marxismes, voir la synthèse proposée dès 1974 par André Tosei\*, « Développement du marxisme en Europe occidentale depuis 1917 », Collectif, *Histoire de la philosophie*, Paris, Gallimard, « Pléiade », 1974. Voir également Jean-Marie Vincent\* (dir.), *Marx après le marxisme*, deux tomes, Paris, L'Harmattan, 1997 ; et Jacques Bidet\* et Eustache Kouvélakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001/

146 Yann Moulier-Boutang, *Louis Althusser : une biographie*, Paris, Grasset, 1992

147 François Dosse, *Gilles Deleuze et Felix Guattari. Biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2009

148 François Dosse, *Castoriadis : une vie*, Paris, La Découverte, 2014.

149 Willy Gianinazzi, *André Gorz : une vie*, Paris, La Découverte, 2016.

150 Sur Lefebvre, voir Rémi Hess, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, A.M. Métailié, 1988 ; Michel Trébitsch, « Préface », in Henri Lefebvre, *Critique of Everyday Life. Volume I. Introduction*, Londres, Verso, 1991, pp. IX-XXVIII ; et Nicole Racine et Michel Trébitsch (dir.), « Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux », *Cahiers de l'IHTP*, (20), mars 1992.

151 Alain Cuénot, *Pierre Naville (1904-1993). Biographie d'un révolutionnaire marxiste*, Bénévent, Nice, 2008.

152 François Dosse, *Pierre Vidal-Naquet : une vie*, Paris, La Découverte, 2020.

153 Antoine Idier, *Les vies...*, op. cit.

154 Didier Gauvin, *Un intellectuel communiste illégitime : Roger Garaudy*, Thèse de science politique dirigée par Olivier Ihl, Université de Grenoble, 2018.

155 Gérard Streiff, *Jean Kanapa (1921-1978)*, Thèse de doctorat en histoire dirigée par Jean-Noël Jeanneney, IEP de Paris, 2001.

intellectuelle révolutionnaire » comme ceux sur Roland Barthes<sup>156</sup>, Claude-Lévi Strauss<sup>157</sup>, sur un maoïste devenu très critique comme Simon Leys<sup>158</sup> ou même sur les Aroniens<sup>159</sup> ou les néo-libéraux français<sup>160</sup>. Ces études peuvent être utiles, mais elles restent, dans l'ensemble, peu mises en relation et trop centrées autour des grandes figures de la vie intellectuelle, deux biais que nous cherchons à éviter, comme on l'a dit.

Dans une perspective plus générale, Boris Gobille s'est intéressé aux écrivains, non seulement à leur rôle dans la crise de mai-juin – suivant sur ce point les travaux de Michel Dobry<sup>161</sup> – mais aussi avant et après les événements<sup>162</sup>, comme à travers la « guerre » entre les revues *Change* et *Tel Quel*<sup>163</sup>. François Hourmant, avec un point de vue critique voire polémique, s'est attaché à l'évolution d'une partie des clercs dans les années 1970<sup>164</sup>, notamment à travers les revues *Esprit* et *Les Temps Modernes*, mais aussi les voyages d'intellectuels en Chine et à Cuba<sup>165</sup>. Les circulations révolutionnaires transnationales, des idées ou des personnes, ont permis à certains travaux d'esquisser la perspective d'un « global 1968 »<sup>166</sup>. Myriam Paris s'est penchée sur le féminisme anticolonial et intersectionnel à la Réunion, en analysant l'Union des femmes révolutionnaires, ses réseaux en métropole et ses productions intellectuelles<sup>167</sup>. De plus, les anciens pays de l'empire français récemment

---

156 Tiphaine Samoyault, *Roland Barthes*, Paris, Seuil, 2015.

157 Emmanuelle Loyer, *Lévi-Strauss*, Paris, Flammarion, 2015.

158 Philippe Paquet, *Simon Leys. Navigateur entre les mondes*, Paris, Gallimard, 2016.

159 Gwendal Châton, *La liberté retrouvée : une histoire du libéralisme politique en France à travers les revues aroniennes « Contrepoint » et « Commentaire »*, Thèse de science politique dirigée par Jean Baudouin, Rennes I, 2006 ; et *Introduction à Raymond Aron*, Paris, La Découverte, 2017.

160 Kevin Brookes, « *Ce n'est pas arrivé ici* » : *sociologie politique de la réception du néo-libéralisme dans le système politique français depuis les années 1970*, thèse de science politique dirigée par Raul Magni-Berton et Emmanuel Taïeb, IEP Grenoble, 2018.

161 Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009 [1986] et « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », in Marc Bessin, Claire Bidard, Michel Grossetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010, pp.64-88.

162 Boris Gobille, *Le mai 1968 des écrivains. Crise politique et avant-garde littéraires*, Paris, CNRS éditions, 2018. Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/3, n°158, pp. 30-61.

163 Boris Gobille, « La guerre de *Change* contre la “dictature structuraliste” de *Tel Quel*. Le “théoricisme” des avant-gardes littéraires à l'épreuve de la crise politique de Mai 68 », *Raisons Politiques*, dossier « Théories en crise », n°18, mai 2005, pp. 73-96.

164 François Hourmant, *Le Désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai*, Rennes, PUR, 1997 ; voir aussi François Hourmant, « *Tel Quel* Minotaure », in François Hourmant et Jean Baudouin, *Les revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, PUR, 2007, pp. 85-103

165 François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000.

166 Voir le récent bilan de Ludivine Bantigny, Boris Gobille, Eugenia Lalieraki, « *Les « années 1968 » : circulations révolutionnaires* » *Monde(s) : histoire, espaces, relations*, 2017, n° 11, et notamment Gobille, Boris. « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et “ à parts égales ” des “années 1968” », pp. 13-36.

167 Myriam Paris, *Nous qui versons la vie goutte à goutte. Féminismes, économie reproductive et pouvoir colonial à la Réunion*, Paris, Dalloz, 2020 ; « Un féminisme anticolonial : l'Union des femmes de La Réunion (1946-



indépendants ont été très fortement pris dans la dynamique des idées révolutionnaires, et François Blum s'est par exemple intéressée au « marxisme africain »<sup>168</sup> et aux « révolutions africaines »<sup>169</sup>, ainsi qu'au rôle en France de certains groupes très militants comme la Fédération des étudiants d'Afrique noire (FNEAF)<sup>170</sup>.

De tous ces travaux ressort l'idée d'un « âge d'or des luttes », pour reprendre l'expression de Lilian Mathieu<sup>171</sup>, âge d'or que est souvent mis en avant pour parler de la vie intellectuelle révolutionnaire<sup>172</sup> mais, aussi, de l'ensemble de l'ébullition politique de la période. Un certain nombre de recherches sur les mouvements sociaux et politiques permettent de mieux saisir la dimension révolutionnaire de l'après-1968 et ses « vies ultérieures ». Plus précisément, l'événement est un moment de séparation entre un avant et un après qui suppose la perte de repères sociaux, une « rupture d'intelligibilité »<sup>173</sup> et la valorisation d'un « devenir dissident »<sup>174</sup> qui se retrouvent dans la vitalité de nombreux mouvements et organisations après 1968. C'est le cas des féminismes, désormais mieux connus<sup>175</sup>, et notamment de groupes comme le MLF<sup>176</sup> ou les MLAC<sup>177</sup>. Ces groupes sont eux-mêmes des producteurs intellectuels

---

1981) », *Mouvements*, 2017/3 (n° 91), pp. 141-149 ; « “Contre tous les pouvoirs”. Le militantisme intersectionnel de féministes réunionnaises émigrées en France (années 1960-1970) », 20 & 21. *Revue d'histoire*, 2020/2 (n° 146), pp. 95-107.

168 François Blum, « Marx en Afrique francophone », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx, une passion française...*, op. cit., pp. 320-329.

169 Françoise Blum, *Révolutions africaines. Congo, Sénégal, Madagascar : années 1960-1970*, Paris, PUR, 2014.

170 Françoise Blum, *Militant-e-s des indépendances africaines. À propos de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FNEAF)*, Habilitation à diriger des recherches, Paris, EHESS, 2016.

171 Lilian Mathieu, *Les années 70...*, op. cit.,.

172 Voir par exemple Julien Hage, « Un âge d'or éditorial du marxisme ? Les années 1960 et 1970 », in Jean-Numa DUCANGE et Antony BURLAUD (dir.), *Marx, une passion...*, op. cit.,.

173 Gilles Deleuze, *Logique du sens*, Paris, Minuit, 1969 ; Alban Bensa et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, pp. 5-20.

174 Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », in Dominique Damamme et al, *Mai-juin 68...*, op.cit, pp. 274-291.

175 Voir principalement Christine Bard (dir.), *Les féminismes de la deuxième vague*, Rennes, PUR, 2012. Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux : contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Rennes, PUR, 2012 Ludivine Bantigny, Fanny Bugnon et Fanny Gallot (dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* ». *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2017 ; Camille Masclet, *Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France*, Thèse de science politique (Lausanne) et de Sociologie (Paris 8), réalisée sous la direction de Michèle Ferrand et Olivier Fillieule, 2017. Et voir le récent Bibia Pavard, Florence Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel, *Ne nous libérez pas, on s'en charge : une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2020.

176 Sur le MLF, voir les textes (souvent hagiographiques) de militantes : François Picq, *Libération des femmes. Les années-mouvement*, Paris, Le Seuil, 1993 ; et *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Brest, Editions Dialogues, 2011 ; Annie de Pisan et Anne Tristan, *Histoires du MLF*, Paris, Calmann-Lévy, 1977 ; Anne Zelensky-Tristan, *Histoire de vivre, mémoires d'une féministe*, Paris, Calmann-Lévy, 2005 ; Christine Bard (dir.), *Les féminismes...*, op. cit.

177 Lucile Ruault, *Le speculum, la canule et le miroir. Les MLAC et mobilisations de santé des femmes, entre appropriation féministe et propriété médicale de l'avortement (France, 1972-1984)*, thèse de science politique réalisée sous la direction de Rémi Lefebvre et Frédérique Matonti, Lille II, 2017.

— à l’image de la publication par les MLAC *Libérons l’avortement* (Maspero, 1973) et de *Vivre autrement dès maintenant* (Maspero, 1975) -, et ils sont aussi diffusés par des maisons d’édition et des librairies spécifiquement féministes comme les éditions Des Femmes<sup>178</sup>.

C’est également le cas d’autres mouvements critiques, qu’ils portent sur le droit<sup>179</sup>, la sexualité et ses violences<sup>180</sup>, les prisons<sup>181</sup>, ou encore la prostitution<sup>182</sup>. Plus globalement, un ouvrage collectif publié en 2008 sur Mai-Juin 1968 montre que la contestation s’est étendue à tous les groupes sociaux, étudiants, ouvriers ou paysans, le rapport à l’autorité ecclésiastique, le cinéma, le livre politique ou encore l’école<sup>183</sup>. L’insubordination ouvrière<sup>184</sup>, la violence politique dans les années 1970 en France et en Italie<sup>185</sup> ont également été étudiées, tout comme le rôle des organisations étudiantes dans cette dynamique révolutionnaire. Outre les études sur l’UNEF déjà mentionnées, on peut penser à celles sur l’Union des Étudiants Communistes (UEC) – progressivement reprise en main par le groupe dirigeant du PCF à partir du milieu des années 1960<sup>186</sup> — ou sur les jeunesses communistes<sup>187</sup>.

---

178 Fanny Mazzone, *L’édition féministe en quête de légitimité : capital militant, capital symbolique (1968-2001)*, thèse de doctorat en littérature, université de Metz, 2007 ; Bibia Pavard, *Les Éditions des femmes. Histoire des premières années, 1972-1979*, Paris, L’Harmattan, 2005. Sur le catalogue des Éditions des Femmes, voir Antoinette Fouque et Sylvina Boissonnas (dir.), *Depuis 30 ans, des femmes éditent...*, Paris, Éditions Des Femmes, 2005.

179 Pour une approche plus globale de la question des mobilisations critiques du droit et de la justice dans les années 1968, voir principalement Liora Israël, « Faire émerger le droit des étrangers en le contestant, ou l’histoire paradoxale des premières années du GISTI », *Politix*, vol.16, n°62, 2003, p. 115-143 ; Liora Israël, « Le mouvement d’action judiciaire. Archives d’une lutte par le droit », *Matériaux Pour L’Histoire De Notre Temps, N° 115 - 116*, 2015, pp. 26-34 ; Liora Israël, La revue *Actes: le droit saisi par le regard critique dans le sillage de 68. Revue D’histoire Des Sciences Humaines*, n°26, 2015, pp. 135-150 ; Martine Kaluszynski, « Sous les pavés, le droit /Le mouvement critique du droit : ou quand le droit retrouve la politique », *Droit et Société*, 76/ 2010, pp 523-541 ; Martine Kaluszynski. « Le mouvement ” Critique du droit ”. D’un projet contestataire mobilisateur à un impossible savoir de gouvernement », in Xavier Dupré de Boulois et Martine Kaluszynski (dir.), *Le droit en Révolutions. Regards sur la critique du droit des années 70 à nos jours*, Paris, Dalloz, 2011, pp. 21-35 ; Martine Kaluszynski, « “Révolutions” intellectuelles en droit », in Christophe Charle; Laurent Jeanpierre (dir.) *La vie intellectuelle en France. Tome 2...*, op. cit., pp. 622-627.

180 Antoine Idier, *Les Alinéas au placard : l’abrogation du délit d’homosexualité (1977-1982)*, Paris, Cartouche, 2013 ; Jean Bérard, « Dénoncer et (ne pas) punir les violences sexuelles ? Lutttes féministes et critiques de la répression en France de mai 68 au début des années 1980 », *Politix*, 2014/3 (N° 107), pp. 61-84 ; Jean Bérard, « De la libération des enfants à la violence des pédophiles. La sexualité des mineurs dans les discours politiques des années 1970 », *Genre, sexualité, société*, 11 [En ligne].

181 *Le Groupe d’Information sur les Prisons : archives d’une lutte, 1970-72*, documents réunis et présentés par Philippe Artières, Laurent Quérou et Michelle Zancarini-Fournel, postface de Daniel Defert, Paris, IMEC, 2003.

182 Lilian Mathieu, *Mobilisation des prostituées* Paris, Belin, 2001.

183 Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68...*, op. cit.

184 Xavier Vigna, *L’insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, PUR, 2007.

185 Isabelle Sommier, *La Violence politique et son deuil*, Rennes, PUR, 2008

186 Bernard Pudal et Frédérique Matonti, « L’UEC ou l’autonomie confisquée (1956-1968) », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68...*, op. cit. pp. 130-143.

187 Guillaume Roubaud-Quashie, *Les jeunes communistes en France (1944-fin des années 1970). Les mutations d’une expérience politique en milieux juvéniles et populaires*, thèse d’histoire dirigée par Michel Pigenet, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2020.

Surtout, les partis politiques de gauche et les syndicats sortent plus « révolutionnaires » des événements de Mai-Juin 1968, et sont des lieux centraux à la fois d'engagement (notamment pour les intellectuels) mais aussi de production des idées politiques. Ils sont, à l'époque, des intellectuels collectifs<sup>188</sup>. Marqués par la crise de 1968, ils sont aussi pris dans des transformations plus globales de la société française qui touchent directement les représentations politiques et les programmes, à commencer par la croissance économique des « Trente Glorieuses », d'après l'expression de Jean Fourastié forgée en 1979.

La « classe ouvrière », alors au cœur des rivalités entre partis de gauche, se transforme en elle-même (féminisation, part grandissante des ouvriers non qualifiés et des immigrés), dans son rapport aux autres groupes sociaux (passant de 61 % du monde des salariés en 1954 à 47,7% en 1975 d'après l'INSEE, malgré une hausse de 2 millions en valeur absolue, pour atteindre 8,5 millions en 1975) et voit son niveau de vie tripler entre 1954 et 1975<sup>189</sup>. D'autres transformations, propres aux institutions politiques, sont centrales pour comprendre les rapports de force politique dans les « années 1968 », la plus importante étant l'instauration de la V<sup>e</sup> République en 1958 par le Général de Gaulle<sup>190</sup>.

Pour écrire l'histoire de la vie intellectuelle dans l'après-1968, il faut enfin l'intégrer dans les transformations qui touchent les conditions de production et de circulation des idées politiques dans les « années 1968 ». Les plus importantes concernent les modifications de la structuration du champ universitaire et de la recherche mais aussi de son public, à un moment

---

188 Entre autres, sur le PCF, Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit. ; Marco Di Maggio, *Les intellectuels...*, op. cit. ; Bernard Pudal, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989 ; *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Éditions du Croquant, 2009 ;. Sur le PS, voir Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997 ; Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe, Éditions du Croquant, 2006. Sur le PSU, voir Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin, Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié, Histoire et postérité*, Presses universitaires de Rennes, 2013 ; et, de la part d'un acteur, Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire 1960-1989*, Paris La Découverte, 2016. Sur la CFDT, voir les travaux déjà cités de Franck Georgi et de Nicolas Defaud. Sur la LCR, voir Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981) : Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, PUR, décembre 2005 ; et Florence Joshua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015. Pour une étude plus générale de la « mise en politique des idées », et donc des transferts entre champ intellectuel et champ politique, voir le n°129 de la revue *Politix* intitulé « La mise en politique des idées » (2019/2).

189 Sur tous ces chiffres, voir Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2002 [1986], pp. 210 -214. Sur les métamorphoses de la classe ouvrière, voir entre autres Stéphane Beaud, Michel Pialoux, Florence Weber, « Crise du syndicalisme et dignité ouvrière », *Politix*, n°14, 1991, pp. 7-18 ; Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999 ; et l'anthologie de textes, postfacée par Stéphane Beaud, de Michel Pialoux, *Le temps d'écouter : enquête sur les métamorphoses de la classe ouvrière*, Paris, Raisons d'agir, 2019.

190 Sur De Gaulle, voir Brigitte Gaïti, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République (1946-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ; et sur le nouveau régime, voir Bastien François, *Naissance d'une Constitution. La Ve République (1958-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, et *Le Régime politique de la Ve République*, Paris, La Découverte, 2010 [1998].

où l'augmentation brusque du nombre d'étudiants<sup>191</sup>, qui passent alors de 213 000 en 1959-1960 à près de 626 000 pour l'année 1969-1970<sup>192</sup>, conduit à la création de nouvelles universités comme celle de sciences humaines et sociales de Nanterre en 1964. Si on connaît l'importance de certains étudiants de Nanterre dans le déclenchement de la crise de Mai avec le « mouvement du 22 mars »<sup>193</sup>, l'histoire de l'institution nous est largement inconnue<sup>194</sup>, et *a fortiori* Paris-VII Jussieu, Dauphine ou les universités en région, très peu étudiées<sup>195</sup>. Il existe néanmoins deux exceptions : premièrement, le centre expérimental de Vincennes, ses origines, certains de ses départements, sa vie quotidienne, bref l'ambiance « révolutionnaire » qui y règne, sont mieux connus<sup>196</sup>. Il en va, deuxièmement, en partie de même de l'histoire de la VI<sup>e</sup> section et de l'EPHE (devenue EHESS en 1975)<sup>197</sup>, et, en son sein, de certaines disciplines comme l'économie<sup>198</sup> ou les études littéraires<sup>199</sup>. Mais ces études mériteraient d'être largement complétées, tout comme, plus globalement, l'histoire des disciplines de SHS en France<sup>200</sup>.

---

191 Voir par exemple Dominique Damamme, « La question étudiante », in Dominique Damamme et al., *Mai-juin 68...*, *op.cit.*, pp. 114-129.

192 Antoine Prost, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1982, Tome IV, p. 265.

193 Sur Nanterre et le mouvement du 22 mars, voir notamment le texte contemporain de Christian Charrière, *Le Printemps des enragés*, Paris, Fayard, 1968, ainsi que le roman de Robert Merle qui y enseignait, *Derrière la vitre*, Paris, Gallimard, 1974 ; voir également l'enquête publiée dès 1974 par Nicole Maupéou-Abboud, *Ouverture du ghetto étudiant. La gauche étudiante à la recherche d'un nouveau mode d'intervention politique (1960-1970)*, Paris, Anthropos, 1974 ; voir aussi d'un ancien acteur du 22 mars, Jean-Pierre Duteuil, *Nanterre, vers le mouvement du 22 mars*, Paris, Acratie, 1988. Sur l'importance du contexte social des bidonvilles autour de l'Université, voir Abdelmayek Sayad et Éliane Dupuy, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1998.

194 On peut citer malgré tout l'article de Christelle Dormoy-Rajramanan, « La sociologie nanterrienne « autour de 68 ». Entre expertise et contestation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2018/3, pp. 481-511.

195 Voir tout de même Florence Bourillon, Éléonore Marantz, Stéphanie Méchine et Loïc Vadelorge (dir.), *De l'université de Paris aux universités d'Île-de-France*, Rennes, PUR, 2016.

196 Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle : le Centre Universitaire Expérimental de Vincennes*, thèse de science politique dirigée par Bernard Pudal, Paris-X Nanterre, 2014 ; Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du Centre universitaire expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 2012 ; Christelle Dormoy-Rajramanan et Laurent Jeanpierre, « Excentrée ou excentrique ? Positions de l'Université de Vincennes dans la science politique française des années 1970 », *Revue française de science politique*, 2017/1 (Vol. 67), pp. 121-143 ; Jean-Michel Djian (dir.), *Vincennes : une aventure de la pensée critique*, Paris, Flammarion, 2009.

197 Brigitte Mazon, *Aux origines de l'EHESS Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Cerf, 1988.

198 Serge Benest, *Recomposition de l'ordre disciplinaire et analyse des faits économiques : le cas de la VI<sup>e</sup> Section et de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales*, thèse d'économie dirigée par Philippe Fontaine, Université Paris-Saclay, 2019.

199 Lucile Dumont, « De la sociologie aux théories littéraires », *Biens symboliques / Symbolic Goods* [En ligne], 3 | 2018

200 Voir principalement Laurent Jeanpierre, « L'aventure des sciences de l'homme », in Christophe Charle et Laurent Jeanpierre (dir.), *La vie intellectuelle ...*, *op. cit.*, T.2, pp. 139-166 ; et Mathieu Hauchecorne, « Essor et disciplinarisation des sciences humaines et sociales », in *Ibid.*, pp. 565-589 ; Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie. Le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, 1982, 23-1. pp. 55-85 ; Alain Drouard (dir.), *Le développement des sciences sociales en France. Au tournant des années soixante*, Paris, CNRS Editions, 1983 ; et Roger Backhouse et Philippe Fontaine (ed.), *The history of the social sciences since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; Johan Heilbron, Gustavo Sora et Thibaud Boncourt (eds.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*,

L'histoire des sciences humaines et sociales et leur potentielle dimension politique – y compris conservatrice, comme l'ont souligné, pour l'anthropologie, Michel Leiris ou Claude Lévi-Strauss<sup>201</sup> — est également à réintégrer dans l'histoire des relations entre l'État et l'expertise intellectuelle, alors que l'institutionnalisation des SHS, la planification étatique et la modernisation de l'Etat après la seconde guerre mondiale sont imbriquées. Cette configuration modèle la façon dont sont produites les idées révolutionnaires dans l'après-1968<sup>202</sup>. C'est notamment le cas de la recherche contractuelle – par exemple en urbanisme<sup>203</sup> – qui est très influencée par le marxisme tout au long des années 1970, tout comme la recherche au sein de certains ministères comme les Transports<sup>204</sup> ou les Finances<sup>205</sup>. Pour décrire cette configuration, il faut encore mobiliser les (rares) connaissances que l'on a des antennes à l'étranger de la francophonie à une époque où le ministère de la Coopération est une institution puissante intellectuellement<sup>206</sup>. Connaissances d'autant plus utiles que les mobilités internationales des intellectuels français – notamment lors de leur service militaire – sont constitutives de l'attrait pour le tiers-monde de la vie intellectuelle.

De ce rapide état de l'art, il ressort que, malgré une relative abondance de travaux, on est face à une dispersion qui est problématique. Pour tenter de tout tenir ensemble, il faut donc s'appuyer sur tous ces travaux à la fois. Plus généralement, il n'existe pas de recherche globale permettant de saisir ce que change pour la vie intellectuelle la crise de mai-juin 1968, au cours

---

Londres, Palgrave Macmillan, 2018 ; Gisèle Sapiro, Marco Santoro, Patrick Baert (eds.), *Ideas on the move in the Social Sciences and Humanities*, Londres, Palgrave Macmillan, 2020.

201 Leiris écrit que « l'ethnographie apparaît étroitement lié au fait colonial, que les ethnographes le veulent ou non » (« L'ethnologue devant le colonialisme », *Les Temps modernes*, 1950, n° 58, pp. 357-374) et Lévi-Strauss que l'ethnographie est « fille du colonialisme » et que « si l'Occident a produit des ethnographes, c'est qu'un bien puissant remords devait le tourmenter » (*Tristes tropiques*, Paris, Presses Pocket, 1984 [1955], p. 466). Voir aussi Florence Weber, *Brève histoire de l'anthropologie*, Paris, Flammarion, 2015 ; voir également Benoît de l'Estoile, *Le goût des autres : de l'Exposition coloniale aux arts premiers*, Paris, Flammarion, 2010 [2007] ; « L'anthropologie après les musées ? », *Ethnologie française*, 2008/4 (Vol. 38), pp. 665-670 ; et « Les voyages de Claude Lévi-Strauss : genèse d'un « intellectuel français » », *Idées économiques et sociales*, 2010/1 (N° 159), pp. 70-74.

202 Voir surtout Philippe Bèzes, Michel Chauvière, Jacques Chevallier (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, Paris, La Découverte, 2005.

203 Cf notamment Michel Amiot, *Contre l'Etat, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris, éditions de l'EHESS, 1986 ; et Pierre Lassave, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997.

204 Harold Mazoyer, *Les calculs de la puissance. Socio-histoire d'une science de gouvernement : l'économie des transports (1960-1981)*, Thèse de science politique dirigée par Gilles Pollet, Lyon, 2011.

205 Étienne Pénissat, *L'État des chiffres : sociologie du service de statistique et des statisticiens du ministère du Travail et de l'Emploi (1945-2008)*, thèse de sociologie dirigée par Michel Offerlé, EHESS, 2009.

206 Julien Meimon, *En quête de légitimité : le ministère de la coopération (1959-1999)*, thèse de science politique dirigée par Johanna Siméant, Lille 2, 2005 ; voir aussi, sur la francophonie africaine, le travail de Madeline Bedecarré, *La Francophonie à tout prix : le rôle de la Francophonie institutionnelle dans l'accès à la reconnaissance des écrivains africains d'expression française*, Thèse de sociologie dirigée par Gisèle Sapiro, Paris Sciences et Lettres, 2018.

de ce moment de « prise de parole »<sup>207</sup> généralisée où « l'imagination prend le pouvoir »<sup>208</sup>. Existe-t-il des « livres de Mai » au sens où, selon Philippe Olivera, il s'agirait de « livres dont l'existence aurait été permise par le mouvement en ce qu'il aurait ouvert la voie à une nouvelle production éditoriale, favorisée par exemple par une plus grande politisation des auteurs et des lecteurs, ainsi que par la création de nouvelles maisons d'éditions ou d'un nouveau réseau de diffusion »<sup>209</sup>. Cette interrogation guidera notre recherche, et s'étendra aux intellectuels eux-mêmes, c'est-à-dire à ceux qui produisent ces « livres de mai ».

Le deuxième problème massif des travaux existant concerne leur focalisation sur les années 1970. À côté des années 1970, les années 1980 ont été délaissées. Plus exactement, il existe très peu de travaux empiriques sur la vie intellectuelle de l'après-1981, et les études qui existent présentent deux défauts, liés à ce manque empirique : elles sont toutes orientées vers le même constat (les années d'hiver) et présentent bien souvent comme seule explication la thèse de la trahison des clercs, et d'ailleurs mise souvent sur le même plan qu'une autre trahison : celle des socialistes, peu après l'arrivée de Mitterrand au pouvoir en 1981.

La période de l'âge d'or semble en effet s'arrêter brutalement à la fin des années 1970. Plus précisément, au long des années 1970, notamment sous l'influence des dissidents des Pays de l'Est et sous le coup de diverses crises internationales (Cambodge, Chine, Afghanistan, Pologne, etc...), la dénonciation des marxismes et des régimes politiques qui s'en réclament est de plus en plus forte. La mort de Marx prophétisée par le « nouveau philosophe » Jean-Marie Benoist en 1970<sup>210</sup> serait ainsi inéluctable tandis que l'antitotalitarisme<sup>211</sup> et le libéralisme<sup>212</sup> s'imposent. Comme François Furet l'écrit en 1987 : « Tout cela vient de se terminer, depuis dix ans à peu près. Il s'est produit chez les intellectuels français quelque chose d'analogue à un

---

207 D'après l'expression de Michel de Certeau en 1968, reprise dans *La prise de parole, et autres écrits politiques*, Paris, Seuil, 1994.

208 Pour reprendre un tract célèbre du 16 mai dans lequel il est écrit que « le théâtre, le cinéma, la littérature, etc., sont devenus des industries accaparées par une "élite" dans un but d'aliénation et de mercantilisme. Sabotez l'industrie culturelle. Occupez et détruisez les institutions. Réinventez la vie. L'art c'est vous ! La révolution c'est vous ! », reproduit dans Alain Schnapp, Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la Commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967-juin 1968*, Paris, Seuil, 1988 [1969], p. 256. Pour un aperçu de cet intense phénomène d'écriture, voir aussi Julien Besançon, *Les murs ont la parole : journal mural mai 1968*, Paris, Tchou Editeur, 1968 ; et « La Sorbonne par elle-même : Mai-Juin 1968 », numéro coordonné par Jean-Claude Perrot, Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux et Jean Maitron, *Le Mouvement social*, n° 64, 1968.

209 Philippe Olivera, « Les livres de Mai », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir), *Mai-Juin 68...*, op. cit., p. 144. Il propose deux autres définitions, à savoir les livres des années 1960 qui auraient constitué une pensée critique en amont des événements, et les livres consacrés à Mai 1968.

210 Jean-Marie Benoist, *Marx est mort*, Paris, Gallimard, 1970.

211 Michael-Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, 2009.

212 Gwendal Châton, *La liberté retrouvée...*, op. cit. ; et les diverses contributions (dont celle de Gwendal Châton) à Stephen W. Sawyer and Iain Stewart (eds), *In Search of the Liberal Moment. Democracy, Anti-totalitarianism and Intellectual Politics in France since 1950*, New York, Palgrave, 2016.

deffaouement »<sup>213</sup>. Môme si le propos de l'historien de la révolution française se veut largement performatif, ce type d'analyse est omniprésente. En 1988, Luc Ferry et Alain Renault proclament que le marxisme est une « idéologie morte »<sup>214</sup>.

Mais de nombreux intellectuels classés à gauche portent des jugements comparables. En 1984, Gilles Deleuze et Félix Guattari\* regrettent que le souvenir de Mai-Juin 1968 s'éloigne peu à peu, et, avec lui, ses potentialités transformatrices<sup>215</sup>. Félix Guattari\*, toujours lui, publie en 1985 un recueil de chroniques parues entre 1980 et 1985, et qualifie cette période d'« années d'hiver »<sup>216</sup>, expression restée fameuse. L'année suivante, le militant du FHAR Guy Hocquenghem, que Guattari\* connaît depuis l'expérience post-soixante-huitarde du CERFI<sup>217</sup>, dénonce, on l'a dit, ces ex-gauchistes, ces « nouveaux bourgeois sans scrupules » qui sont « passés du col Mao au Rotary », et ont ainsi « renié à tour de bras [leurs] idées » et « [désavoué leur] passé », à un moment où, comme l'écrit son préfacier Serge Halimi – alors directeur du *Monde Diplomatique* - « la révolte avait presque rendu l'âme »<sup>218</sup>. Sur le même ton, Cornelius Castoriadis, en 1986, parle d'une « basse époque » pour qualifier la décennie<sup>219</sup>. La crise générale des marxismes, au sens où elle est à la fois théorique et politique<sup>220</sup>, est également perçue par Althusser\*, qui peut écrire en 1978 dans un texte longtemps inédit : « *Enfin la crise a éclaté ! Enfin elle devient visible pour tous ! Enfin un travail de correction et de révision est possible* »<sup>221</sup> ! cette même année, Maria-Antonietta Macciocchi\* défend « la rupture à accomplir avec le mythe tout-puissant du “marxisme-léninisme-maoïsme” » et la « destruction nécessaire du marxisme en crise »<sup>222</sup>, quand Antonio Negri\* écrit l'année suivante que « le mouvement révolutionnaire cherche de nouveaux fondements, et sous une forme qui ne soit pas minoritaire. Nous n'avons que faire de l'orthodoxie. Et nous serions même ravis de nous passer de Marx »<sup>223</sup>. L'économiste Bernard Chavance, encore proche du maoïsme, publie dans la revue

---

213 François Furet, préface à Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française*, Paris, Hachette, 1987, p.15.

214 Luc Ferry et Alain Renault, *Heidegger et les modernes*, Paris, Grasset, 1988.

215 Gilles Deleuze et Félix Guattari\*, « Mai 1968 n'a pas eu lieu », *Les nouvelles littéraires*, mai 1984.

216 Félix Guattari\*, *Les années d'hiver : 1980-1985*, Paris, Bernard Barrault, 1985; réédition Paris, Les Prairies ordinaires, 2009.

217 Pour des précisions sur le CERFI, le FHAR, Guy Hocquenghem et Félix Guattari\*, voir le chapitre 2.

218 Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, Agone, 2014 [1986], préface par Serge Halimi, p. 10, p. 15 et p. 22.

219 Voir François Dosse, *Castoriadis...*, *op. cit.*, pp. 425-426.

220 Nous revenons sur la situation des marxismes à la fin des années 1970 dans l'introduction de la seconde partie.

221 Louis Althusser\*, « Marx dans ses limites », in Louis Althusser, *Écrits philosophiques et politiques. Tome 1*, Paris, Stock/IMEC, 1994, p. 359 et p. 362. C'est Althusser qui souligne.

222 Maria-Antonietta Macciocchi, *Après Marx, Avril*, Paris, Seuil, 1978, p. 171.

223 Antonio Negri, *Marx au-delà de Marx*, Paris, Christian Bourgois, 1979.

*Communisme* en 1980, sous pseudonyme, un article significativement intitulé « Crise de la perspective révolutionnaire », et dans lequel il « tente un bilan de cette décennie »<sup>224</sup>.

Cette idée se diffuse dans tout le champ intellectuel : Jean-Claude Guillebaud écrit dès 1978 que « partout se sont progressivement évanouies les grandes causes qui remuaient la jeunesse d'Occident. Dix ans après, voilà les mythologies évaporées, des certitudes en ruines, des combats loupés »<sup>225</sup>, avant d'ajouter que « la rive gauche tout entière changea de cap comme un banc de dorades »<sup>226</sup>. Cette diffusion doit beaucoup à la « nouvelle philosophie »<sup>227</sup>, réaction et attaque contre le marxisme qui « rend sourd », comme l'écrit André Glucksmann le 4 mars 1974 dans le *Nouvel Observateur*. La pensée des « nouveaux philosophes »<sup>228</sup> repose sur la liquidation du marxisme en raison de ses conséquences politiques désastreuses (Le Goulag), dont le nazisme est posée comme son équivalent. Plus que le « marxisme », c'est Marx lui-même qui est condamné par ces penseurs. Les « nouveaux philosophes » participent au développement, dans les années 1970, d'un « langage »<sup>229</sup> antitotalitaire aux côtés d'autres groupes comme les « nouveaux économistes »<sup>230</sup>, les néo-kantiens<sup>231</sup> ou les membres de la Fondation Saint-Simon qui pensent, comme Pierre Rosanvallon l'écrit en mai 1977, qu'« il n'y pas de tâche plus urgente que de faire la révolution de la révolution »<sup>232</sup>. Bref, à la fin des années 1970, le constat de la crise des marxismes « fait époque »<sup>233</sup> chez les intellectuels eux-mêmes.

---

Depuis, des études ont repris ce constat mais aussi avancé une explication : celle de la conversion des intellectuels révolutionnaires en conservateurs. Nicolas Guilhot écrit ainsi en

---

224 Entretien avec Bernard Chavance, 1<sup>er</sup> juin 2016.

225 Jean-Claude Guillebaud, *Les années orphelines (1968-1978)*, Paris, Seuil, 1978, p. 19.

226 *Ibid.*

227 Voir Michael Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche...*, *op. cit.*, surtout le chapitre 5 intitulé « Le triomphe de l'antitotalitarisme . Les “nouveaux philosophes” et leurs interlocuteurs », pp. 323-399. Voir aussi et Sarah Sindaco, « Des “nouveaux philosophes” aux “nouveaux réactionnaires” : trajectoires et récits de soi chez André Glucksmann et Pascal Bruckner », in Pascal Durand et Sarah Sindaco (dir.), *Le discours “néo-réactionnaire”*, Paris, CNRS Editions, 2015, pp. 63-77 ; et François Hourmant, « BHL, un entrepreneur intellectuel au temps de la médiasphère », in François Hourmant et Arnault Leclerc (dir.), *Les intellectuels et le pouvoir : déclinaisons et mutations*, Rennes, PUR, 2012 [pp ?].

228 Ce label de « nouveaux philosophes » est essentiellement produit par Grasset pour les collections de Bernard-Henri Lévy, et ce que recouvre ce terme est en réalité plus hétérogène que ce que l'on décrit ici.

229 Le « langage » est ici entendu au sens de Pocock [préciser ce sens. Voir Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine...*, *op. cit.*, chapitre 2 : « L'horizon totalitaire », pp. 58-101.

230 Voir *supra*.

231 Luc Ferry et Alain Renaut, « néo-kantiens », proclament en 1988 que le marxisme est une « idéologie morte », cité par Mathieu Hauchecorne, *La gauche...*, *op. cit.* D'autres intellectuels participent, bien que différemment, à ce « langage » antitotalitaire. C'est notamment le cas d'anciens trotskistes comme Claude Lefort, dont on verra au chapitre 1 le rôle dans *Socialisme ou Barbarie*. En 1980, Lefort dénonce le jeu des socialistes, qui « se sont rendus délibérément aveugles à l'événement nouveau, massif, le plus énigmatique et le plus redoutable de notre époque : la naissance et l'expansion mondiale du totalitarisme sous les couleurs du communisme ». Cf. Claude Lefort, *L'invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981, pp. 134-135.

232 cité par Mathieu Hauchecorne, *La gauche...*, *op. cit.*, p. 85.

233 Voir le numéro de la revue *Tracés* dirigé par Thomas Angeletti, Quentin Deluermoz et Juliette Galonnier, « Faire époque », n°36, 2019, disponible en ligne



2006 que le communisme – et, plus largement, l’extrême-gauche - « a été d’une certaine façon une machine à produire des convertis qui s’empressent généralement de recycler leurs réflexes staliniens dans la dénonciation de ceux qui refusent ou ne peuvent les suivre »<sup>234</sup>, réactivant la grille analytique qu’Isaac Deutscher avait utilisé dès 1950 en décrivant la conscience de l’ex-communiste comme celle d’un « sectaire » et d’un « stalinien renversé » qui « continue de voir le monde en noir et blanc, sauf que les couleurs sont maintenant distribuées différemment »<sup>235</sup>. Cette analyse a été également reprise par des auteurs aussi divers que François Cusset dans son ouvrage sur « le grand cauchemar des années 1980 »<sup>236</sup> Gérard Noiriel\* ou Enzo Traverso. Noiriel\* parle d’une « constante de l’histoire des universitaires français » qui veut qu’« une bonne partie de ceux qui ont été très engagés à gauche quand ils étaient étudiants ont fini par rejoindre le camp conservateur à l’âge mur »<sup>237</sup>. Traverso analyse les années 1980 comme celles de « l’intériorisation d’une défaite » mais aussi et surtout d’un grand virage, étant entendu que « beaucoup d’anticommunistes sont des ex-communistes ou des ex-gauchistes, selon une logique récurrente au cours du XX<sup>e</sup> siècle »<sup>238</sup>. Même raisonnement chez Daniel Lindenberg dans son enquête sur « les nouveaux réactionnaires » publiée en 2002, ou chez Didier Éribon, qui fait référence au « spectaculaire déplacement vers la droite, depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980, du centre de gravité de la vie intellectuelle et politique française »<sup>239</sup>, déplacement là encore expliqué par la conversion d’anciens gauchistes.

À l’étranger aussi, des intellectuels engagés à gauche constatent la mort de la pensée marxiste française, si vivace dans les années 1970, et le grand virage à droite, que ce soit David Harvey – qui analyse le déplacement d’une partie importante des intellectuels vers le libéralisme »<sup>240</sup>– ou Perry Anderson qui considère en 1983 que « Paris est devenu la capitale de la réaction intellectuelle européenne »<sup>241</sup> avant, quelques années plus tard, de considérer que la pensée française, qui s’est refermée sur un certain « provincialisme intellectuel », est « tiède » et ne produit plus d’intellectuels critiques<sup>242</sup>.

---

234 Nicolas Guillot, « Les néoconservateurs : sociologie d’une contre-révolution » in Annie Collovald, Brigitte Gaiïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique* [2006], Paris, La dispute, 2006, p. 154.

235 Isaac Deutscher, « The ex-communist Conscience » [1950], in Isaac Deutscher, *Marxism, wars and revolutions. Essays from Four Decades*, Verso, London, 1984, p. 5354. Le terme de « stalinien renversé » est également présent chez Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte...*, *op. cit.* pp. 178 et *sq.*

236 François Cusset, *La décennie : le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006.

237 Gérard Noiriel, *Les Fils maudits de la République. L’avenir des intellectuels en France*, Marseille, Agone, 2010 [Fayard, 2005], p. 59.

238 Enzo Traverso, *Où sont passés les intellectuels?*, Paris, Textuel, 2013, pp. 61-62.

239 Didier Éribon, *D’une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Paris, Léo Scheer, 2007, p. 17.

240 David Harvey, *Brève histoire du néo-libéralisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2014.

241 Perry Anderson, *In the Tracks of Historical Materialism*, Londres, Verso, 1983, p. 32.

242 Perry Anderson, *La pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*, Paris, Seuil, 2005, p. 93.

Enfin, cette grille de lecture où se mêle un constat (la mort des marxismes) et son explication (le virage conservateur des anciens révolutionnaires qui défendaient cette idéologie auparavant) imprègne aussi l'histoire intellectuelle académique. En 1986, Pascal Ory et Jean-François Sirinelli écrivent que se clôt un moment de l'histoire intellectuelle marqué par « plusieurs décennies d'hégémonie marxiste »<sup>243</sup>. De même, Michel Winock dans *Le siècle des intellectuels* juge qu'à partir de 1981, « les idées de droite, sous leur forme libérale principalement, sont largement encouragées par la décomposition même du marxisme »<sup>244</sup>, avant de préciser dans son épilogue intitulé « la fin des intellectuels ? » que « tout donne à penser, après la mort de Raymond Aron, que si le modèle aronien devait s'imposer, on pourrait assister à la fin des intellectuels – pris comme conscience collective de la société »<sup>245</sup>. Jean-François Sirinelli a réaffirmé plus récemment que la fin des années 1970 est un moment où le milieu intellectuel français devient « veuf des grandes causes qui l'avaient mobilisé récemment, des grands modèles politiques qui l'avaient enthousiasmé et de l'idéologie, le marxisme, qui avait sous-tendu ces causes et ces modèles »<sup>246</sup>, précisant qu'il « restait pour la plus récente génération intellectuelle à connaître elle-même ses révisions déchirantes », ajoutant que ce fut chose faite en décembre 1976, à un grand « dîner d'intellectuels » tenu à l'Élysée à l'invitation du président Giscard d'Estaing. Ce dîner serait, ainsi, le moment d'un revirement politique. Enfin, Michelle Zancarini-Fournel qualifie, sans le démontrer réellement, le terme des années 1970 comme le « début de la fin »<sup>247</sup>.

Il ne s'agira pas ici d'affirmer qu'il ne se passe rien à la fin des années 1970, et qu'il n'existe pas une « révolution conservatrice »<sup>248</sup> et une montée du « néo-conservatisme » chez les intellectuels<sup>249</sup>. La fin d'une époque est réelle. Elle correspond aussi à la mort de plusieurs figures intellectuelles au début des années 1980 comme Jean-Paul Sartre\*, dans le débat de 1983 autour du « silence des intellectuels »<sup>250</sup> alors que les années 1980 sont marquées par des transformations d'envergure dans les éléments du répertoire d'actions mobilisé par les

---

243 Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 227.

244 Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, p. 592.

245 *Ibid*, p. 618. [attention, normalement, on ne peut mettre le « ibid », qu'à la deuxième occurrence consécutive.

246 Jean-François Sirinelli, *Les vingt décisives : 1965-1985*, Paris, Fayard, 2007, p. 196.

247 Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 68. *Une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008.

248 Pour un bilan de cette bibliographie, voir Laurent Jeanpierre, Laurent Martin, « 1968-1986 : la « révolution conservatrice » de la pensée française à l'épreuve des rencontres de Cerisy », *Histoire@Politique*, 2013/2, n°20, pp. 1-10.

249 Pour un bilan sur le néo-conservatisme, voir Pascal Durand et Sarah Sindaco (dir.), *Le discours « néo-réactionnaire »*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

250 Sur ce débat, voir Vincent Gayon, « Jeu critique : la « fin des intellectuels » (1975-1985) », *Le Mouvement social*, 2012/2, n°239, pp. 25-44.

intellectuels<sup>251</sup>. De même, les transformations qui touchent la gauche du champ politique, PCF et PS en tête, sont tout à fait décisives, à un moment où les deux partis rompent leur programme commun (août 1977) et que le PCF traverse non seulement une crise politique, mais aussi une « crise intellectuelle »<sup>252</sup>, dont la fin de la revue *La Nouvelle Critique* en 1978 est emblématique. L'évolution de la sociologie des élites politiques, plus souvent issues de l'ENA ou en général des grands corps, entraîne des conséquences majeures sur la « fabrique de la pensée d'État »<sup>253</sup>. Comme l'expliquent Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre, « le profil social des élites politico-administratives socialistes les prédisposait à accepter d'autant plus facilement la réorientation des politiques économiques et sociales entreprises à partir de 1983 qu'elles étaient a priori, compte tenu de leur socialisation initiale, moins directement sensibles aux aspirations et aux difficultés propres aux classes populaires »<sup>254</sup>.

Les bouleversements plus généraux ont également été analysés, avec l'implantation grandissante de la pensée néo-libérale au cœur même de l'État, en France et ailleurs, et, avec elle, du retrait de ce même État<sup>255</sup>. L'histoire (sociale) des idées politiques a pu mettre en avant ces changements en étudiant le « néo-libéralisme version française »<sup>256</sup>, la « canonisation de Tocqueville »<sup>257</sup> dans les années 1980 ou la réception de Rawls en France, notamment dans les sphères administratives et technocratiques<sup>258</sup>.

Le problème est que tout se passe comme si le constat général de crise et de déclin se trouvait en permanence renforcé par sa découverte. Or, toutes les recherches sont orientées vers cette découverte, et ne cessent de souligner le récit du grand retournement. Il s'agit pourtant bien d'un récit, à savoir, comme l'écrit Paul Ricœur en s'appuyant sur la *Poétique* d'Aristote, d'une mise en intrigue qui « consiste principalement dans la sélection et dans l'arrangement des

---

251 Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, no. 1, 2009, pp. 8-31.

252 Bernard Pudal, « La crise intellectuelle du communisme français » in Frédérique Matonti (dir.) *La démobilisation politique*, Paris : La Dispute, 2005 - p.97-116.

253 Sarah Kolopp, *Le Trésor et ses mondes (1966-1995). Contribution à une sociologie relationnelle de l'État*, thèse de sociologie dirigée par Michel Offerlé, EHESS, 2017 ; Sarah Kolopp, Émilie Biland, La fabrique de la pensée d'État, Luttés d'institution et arrangements cognitifs à l'ÉNA (1945-1982) », *Gouvernement et action publique*, vol. 2, n°2, pp. 221-247.

254 Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes...*, op. cit. p. 98.

255 Bruno Jobert et Bruno Théret, *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Vincent Dubois et Delphine Dulong, *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, PUS, 1999 ; Jean-Michel Eymeri, *La fabrique des énarques*, Paris, Economica, 2001 ; Philippe Bezès, *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, PUF, 2009 ; Laurent Bonelli et Willy Pelletier, *L'État démantelé*, Paris, La Découverte, 2010.

256 François Denord, *Le néo-libéralisme à la française. Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016 [Demopolis, 2007].

257 Claire Le Strat et Willy Pelletier, *La canonisation libérale de Tocqueville...*, op. cit.

258 Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine...*, op. cit.

événements et des actions racontés, qui font de la fable une histoire “complète et entière” »<sup>259</sup>, opération qui permet de dégager de la cohérence « sur le fond opaque du vivre »<sup>260</sup>. Mais loin de devoir être tenu pour vrai sans discussion, tout récit est une construction et, comme l’affirme cette fois Paul Veyne en 1970, « écrire l’histoire est une activité intellectuelle »<sup>261</sup> qui dépend très largement de la position de l’historien des idées. Celui-ci n’est pas omniscient mais, comme le rappelle Maurice Merleau-Ponty quand il écrit qu’ « on ne voit que ce qu’on regarde »<sup>262</sup>, un corps doté d’une vision par essence limitée. Tous ces auteurs rappellent une évidence trop souvent négligée : tout récit de la vie intellectuelle n’est que parcellaire et partial.

Pourtant, ces mises en garde n’ont pas été appliquées à l’histoire de la vie intellectuelle des années 1980, tant le constat de crise non seulement domine, mais écrase tout. La seule alternative des intellectuels « révolutionnaires » de l’après-1968 aurait été alors, pour reprendre la terminologie d’Albert Hirschman, de choisir entre le désengagement politique (*l’exit*) et la conversion idéologique vers une gauche plus modérée ou vers la droite (forme de *voice*). En revanche, les multiples façons de rester fidèle aux idéaux politiques des années post-1968 – la *loyalty* – sont délaissées, et ne semblent pas constituer une forme de trajectoire possible pour les intellectuels.

Or, la réduction des devenir intellectuels à cette seule alternative (*exit-voice*) va à l’encontre des études sur les conséquences biographiques de l’engagement politique qui montrent à quel point la persistance de l’engagement est la règle. Dès 1988, dans *Freedom Summer*, Doug McAdam écrit que, généralement, « quand on tente de comprendre le parcours des radicaux des années soixante, on doit se contenter en guide d’explication des histoires véhiculées par les grands médias qui prétendent que cette génération a réagi à l’effondrement du mouvement par un retournement de veste général », ajoutant que les seules « preuves » de cette « explication » résident dans l’exposition des trajectoires de reconversion de deux vedettes militantes (ici Jerry Rubin et Eldrige Cleaver, devenus respectivement agent de change et créatrice de mode) qui « offrent des symboles rassurants du repentir politique que l’on prête à de nombreux radicaux de l’époque »<sup>263</sup>. À l’encontre de ces trajectoires, présentées comme exemplaires et dont la principale fonction est de participer à un phénomène de dépolitisation en

---

259 Cité par Paul Ricœur, *Du texte à l’action. Essais d’herméneutique II*, Paris, Seuil, 1986, p. 15.

260 Paul Ricœur, *Temps et récit I. L’intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983, p. 106.

261 Paul Veyne, *Comment on écrit l’histoire ?*, augmenté de *Foucault révolutionne l’histoire*, Paris, Seuil, 1978 [1971], p. 89.

262 Maurice Merleau-Ponty, *L’œil et l’esprit*, Paris, Gallimard, 1981 [1964], pp. 16.

263 Doug McAdam, *Freedom Summer : luttes pour les droits civiques, Mississippi, 1964*, Marseille, Agone, 2012 [1988], p. 350.

expliquant de telles attitudes politiques par l'immaturation de la jeunesse<sup>264</sup>, Doug McAdam montre au contraire que les études sérieuses concluent « que les anciens militants ont plus tendance que leurs contemporains à se définir comme des “radicaux”, à adhérer à des idées de gauche, à fuir les parcours familiaux et professionnels traditionnels et à continuer à s'investir dans les mouvements »<sup>265</sup>. Sa propre enquête montre que, sur les quarante volontaires qu'il a interrogés, seul neuf personnes jugeaient que leur orientation politique avait beaucoup changé depuis le *Freedom Summer*, et, parmi ces neuf, huit se considéraient comme apolitiques et une seule conservatrice<sup>266</sup>.

Dans le sillage de McAdam, des recherches se sont intéressées aux conséquences biographiques de l'engagement après Mai 1968 en France<sup>267</sup>. Elles concluent également que la persistance de l'engagement est de très loin la norme, même s'il se transforme, notamment sous une forme moins partisane. Bref, à l'encontre de quelques exemples de trajectoires de conversion idéologique constamment réutilisées, les travaux de sciences sociales montrent empiriquement le caractère marginal des reconversions idéologiques et que les activistes politiques le demeurent<sup>268</sup>. On peut alors penser, avec Kristin Ross, que « réduire un mouvement de masse aux itinéraires de quelques-uns de ses soi-disant leaders, porte-parole ou représentants (plus particulièrement ceux qui ont désavoué leurs “erreurs du passé”), constitue une vieille tactique de confiscation, aussi efficace qu'éprouvée »<sup>269</sup>. De même, on peut suivre Isabelle Sommier quand elle parle d'une mémoire accaparée à partir de la fin des années 1970 par des « ex-gauchistes » qui, en laissant de côté les pans les plus sombres et violents des années post-1968, participent à une « campagne d'exorcisation de leur passé militant » qui n'est pas guidée par une recherche de la vérité historique mais par des enjeux politiques et des stratégies de reconversion personnelles<sup>270</sup>. Brigitte Gaïti va dans le même sens quand elle écrit qu'après

---

264 *Ibid.*, p. 352.

265 *Ibid.*, p. 351.

266 *Ibid.*, p. 353.

267 Voir notamment Olivier Filleule, « Conséquences biographiques de l'engagement », in Olivier Filleule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 131-139 ; Catherine Leclercq et Julie Pagis, « Les incidences biographiques de l'engagement », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011/4 ; Julie Pagis, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2014 ; Camille Masclat, *Sociologie des féministes des années 1970... thèse. cit.* ; et les travaux du collectif SOMBRERO (Sociologie du militantisme, biographies, réseaux, organisations), dont Sophie Bérout, Olivier Filleule, Camille Masclat, Isabelle Sommier (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 à nos jours*, Arles, Actes Sud, 2018.

268 D'après le titre de Olivier Filleule et Érik Neveu (ed.), *Activists forever ? Long-Term Impact of Political Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

269 Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures...*, *op. cit.*, p. 11.

270 Isabelle Sommier, « Mai 68 : sous les pavés d'une page officielle », *Sociétés contemporaines*, n°20, 1994, pp. 63-82

les périodes de forte mobilisation, les schèmes moraux de classification « offrent de nouveaux repères et points d'appui à la fois aux protagonistes et aux commentateurs, permettant d'ordonner rétrospectivement la confusion des événements, dessinant pour finir un sens de l'histoire »<sup>271</sup>. Bref, les récits sur les « reconversions militantes » ne sont pas dénuées d'enjeux politiques<sup>272</sup>.

Si on applique ce constat aux intellectuels, on se retrouve face à une alternative. Sa première branche serait que l'engagement « révolutionnaire » des intellectuels disparaît dans les années 1980, en raison de l'effondrement des idéaux politiques qui le rendaient possible pour se transformer en apolitisme ou tourner au conservatisme. Dans ce cas, par comparaison avec les devenirs des militants dits « anonymes », marqués par les années 1968-1981, il faudrait comprendre pourquoi les conséquences biographiques de l'engagement sont, chez les intellectuels, différentes. Sa deuxième branche : au cours des années 1980 l'engagement des intellectuels « révolutionnaires » serait devenu moins visible mais sans varier pour autant de contenu.

Pour trancher, il faut tenir ensemble ces deux décennies si différentes, et interroger la loyauté politique dans le temps, puisque, on l'a dit, aucune recherche empirique réelle n'a été menée sur l'après 68. Pourtant, de telles études montrent leur fort intérêt, comme dans le cas de Simon Epstein qui, dans son enquête sur le devenir des idéaux dreyfusards, « choisi[t] de [se] confronter aux faits, en [s]'attachant à une question simple et pertinente à la fois, celle du *destin* des dreyfusards : pour ceux qui vivront assez vieux, comment se comporteront-ils entre 1940 et 1944 ? »<sup>273</sup>. Contrairement au cas des dreyfusards et des collaborateurs, pour lesquels le sens commun présuppose une constance des croyances – « les dreyfusards ne pouvaient vieillir. Les collaborateurs n'avaient pas de jeunesse. Si un glacis de quarante ans, supposé infranchissable, séparait les deux groupes », écrit Epstein<sup>274</sup> — notre objet repose sur une le présupposé inverse, à savoir celle de la trahison massive des idées révolutionnaires. Or, si Epstein peut affirmer que « beaucoup de dreyfusards penchèrent pour la collaboration, de toutes tendances, à tous degrés, et selon toutes formes », la façon dont nous construisons notre objet permettra de suivre les évolutions précises de plusieurs centaines d'intellectuels pleinement engagés dans la vie

---

271 Brigitte Gaïti, « Les inconstances politiques », *Politix*, n° 56, 2001, pp. 17-42

272 Sylvie Tissot, Christophe Gaubet et Marie-Hélène Lechien (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoge, 2005.

273 Simon Epstein, *Les dreyfusards sous l'occupation*, Paris, Albin Michel, 2001, p. 11. Il souligne.

274 *Ibid*, p. 12.

intellectuelle française des années 1968-1981, et de critiquer empiriquement la thèse de la conversion politique.

C'est sur la construction de cette enquête que l'on revient désormais.

### ***Comment identifier les intellectuels « révolutionnaires » ? Retour sur une enquête***

Ce travail entend donc étudier la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968-1992 en s'inscrivant dans l'histoire sociale des idées politiques.

Pour cela, nous avons dû opérer plusieurs choix pour trouver l'entrée la plus pertinente possible. Nous avons d'abord souhaité définir l'intellectuel à travers ses activités de production d'idées. Autrement, nous avons choisi de nous intéresser aux intellectuels qui ont laissé des traces au cours des années 1968-1981. Nous nous sommes limité par conséquent aux traces écrites et, parmi elles, aux publications de livres. Il a ensuite fallu déplacer le questionnement vers la nature des traces elles-mêmes. L'intellectuel que nous cherchons à appréhender n'est pas seulement un producteur d'idées, mais un producteur d'idées politiques. Or, il est difficile de saisir ce qu'est un livre « politique », *a fortiori* lorsque la surpolitisation consécutive aux événements de Mai-Juin 1968 brouille les frontières entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Plusieurs travaux ont tenté de décrire cette catégorie floue de « livre politique »<sup>275</sup>, mais souvent de façon insatisfaisante. Ils sont généralement trop substantialistes (dans le sens où ils tentent de définir le livre « politique » par son contenu, « politique ») et en même temps trop subjectifs, c'est-à-dire que l'appréciation du caractère politique est laissée, parfois sans réelle explication, au chercheur lui-même. C'est le cas des classements d'organisations professionnelles comme le Syndicat National de l'Édition (SNE) tout comme des travaux de Dominique Reynié et de Jean-Marie Bouvaist<sup>276</sup>. L'approche de Christian le Bart doit

---

275 Dominique Reynié écrit qu'elle « appartient au monde très peuplé des apparences trompeuses » (« La politique à l'ouvrage. Le livre politique en France de 1983 à 1991 », *Cahiers de l'économie du livre*, n°8, décembre 1992, p. 28). Anne Simonin affirme aussi que « les frontières du politique [étant] mouvantes », il est « impossible de les limiter à un discours particulier, de les identifier à un corpus théorique » Anne Simonin, « Écrire le politique : quelques formes contemporaines du livre politique », in Jean-Yves Mollier (dir.), *Où va le livre ?* Paris, La Dispute, 2000, p. 157). Philippe Olivera et Tom Charbit ajoutent que « peu d'objets présentent un tel décalage entre l'évidence de leur existence sociale et le casse-tête de leur construction scientifique ». (« "Le" politique à l'épreuve du livre. Recherches croisées sur les catégories lettrées de l'entendement politique », in Michel Offerlé et Henry Rouso (dir.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008, p. 85.

276 Principalement Dominique Reynié, « La politique... », *art. cit.*, ; Jean-Marie Bouvaist, « Les professionnels du livre face aux marchés des livres politiques », *Cahiers de l'économie du livre*, n°8, décembre 1992 ; et le dossier de l'hebdomadaire *Livres-Hebdo* sur « Les livres politiques », paru en 1979. Ce dossier commence par s'intéresser

également être écartée. Certes, nous le suivons sur la nécessité de prendre le « livre politique » non pas comme un « genre en soi » à l'existence allant de soi, mais bien comme une « catégorie artificielle » et « socialement construite »<sup>277</sup>. C'est donc le « processus de politisation d'un livre » qui mérite d'être analysé puisqu'il n'est « jamais politique *en soi* » mais peut, « à certaines conditions, être labellisé comme tel », conditions qui sont toujours l'enjeu de luttes sociales<sup>278</sup>. Mais si les travaux de Christian Le Bart complexifient utilement ce que l'on peut entendre par « politique », sa définition du « livre politique » reste peu maniable empiriquement parce qu'elle demeure prisonnière du corpus principal qu'il étudie, à savoir les productions de professionnels de la politique<sup>279</sup>, ou, de façon plus périphérique, de journalistes politiques<sup>280</sup> et d'énarques<sup>281</sup>, productions analysées comme stratégies de communication politique et comme illustrations de l'individualisation du champ politique depuis 1958. Le « livre politique » reste donc ici un livre *de* politiques<sup>282</sup> ou *sur* la politique.

---

au Seuil et à Maspero, « dont la production est totalement vouée aux livres politiques » (p. 62) – ce qui est, pour le Seuil, très discutable – avant de proposer un inventaire des « collections politiques » majeures de l'année 1979 puis de dresser une liste de 100 livres politiques publiés entre juillet et novembre 1979, mais sans en expliquer les critères de sélection. On retrouve ce flou dans la nomenclature du SNE qui classe les ouvrages en « livres scolaires », « livres scientifiques, professionnels et techniques », « encyclopédies et dictionnaires », « beaux-arts et beaux livres », « livres pour la jeunesse », « livres pratiques », « livres de sciences humaines » et « littérature ». De même, dans le numéro des *Cahiers de l'économie du livre* cité plus haut, D. Reynié parle d'une définition « souple, sans être lâche, et précise, sans être étriquée » du livre politique, qui doit concerner selon lui « *tout ouvrage intervenant dans le déroulement et l'orientation du débat public, quel que soit l'objet [...], quel que soit l'auteur ou l'éditeur ; que le mode d'exposition du propos soit normatif ou descriptif, conceptuel ou empirique, narratif ou savant, neutre ou polémique* ». Dans ce numéro, J-M. Bouvaist exploite des entretiens avec des éditeurs « sélectionnés en fonction de leur représentativité dans le champ de production des livres politiques », sans autre explication. Ce flou est enfin renforcé par l'analyse d'un sondage sur le livre politique qu'il a commandé à la Sofres en septembre 1992 et dont la méthode n'est pas explicitée. On ignore comment ont été construits les neuf genres proposés aux enquêtés : « les récits sur une période politique », « les biographies d'hommes politiques », « les livres sur l'Europe », sur « des “affaires” ou des scandales », « sur les institutions », ceux exposant « un programme ou un point de vue politique », « les mémoires d'un homme politique », les « pamphlets » et « les récits de politique fiction ».

277 Christian Le Bart, « La construction sociale du genre “livre politique” », in Lionel Arnaud et Christine Guionnet (dir.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005, pp. 27-48.

278 *Ibid.*, p. 28.

279 Voir notamment Christian Le Bart, « Les livres (des) politiques : Hypothèses sur l'individualisation du champ politique », *Cahiers de Sciences politiques de l'ULG*, (Université de Liège), Cahier n° 25, 2012 [en ligne] ; « Exemplarité et singularité dans le champ politique : les livres des politiques », *Tracés*, n°34, *La singularité*, 2018, pp. 161-182 ; *La politique en librairie : les stratégies de publication des professionnels de la politique*, Paris, Armand Colin, 2012 ; *L'égo-politique, essai sur l'individualisation du champ politique*, Paris, Armand Colin, 2013. Ces travaux s'inscrivent dans un intérêt ancien de Christian Le Bart : « Quand les maires se racontent », in Joseph Fontaine et Christian Le Bart (dir.), *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 329-368 ; et « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue française de science politique*, vol. 48, n°1, février 1998, pp. 76-96.

280 Christian le Bart, Pierre Leroux et Roselyne Ringoot, « Les livres de journalistes politiques : sociologie d'un passage à l'acte », *Mots*, n° 104, mars 2014, pp. 5-17.

281 Christian Le Bart et Érik Neveu, « Quand les énarques se font écrivains : un art du “Grand Écrit” », *Mots*, 54, mars 1998, pp. 9-26.

282 Sur cette expression et l'approche de Christian Le Bart, voir « Exemplarité et singularité... », *art. cit.*, pp. 3-4.



Pour dépasser ces limites, notre approche consiste, à la suite d'Anne Simonin et de Philippe Olivera, à définir le livre politique comme un « livre d'éditeur »<sup>283</sup>. Le refus de « poser une définition préalable »<sup>284</sup>, substantialiste, de ce qu'est le livre politique, conduit à s'intéresser à la façon dont cette catégorie est socialement construite<sup>285</sup>. Il permet surtout, dans notre cas, de le définir comme un livre d'éditeur militant, et ce de façon exogène, sans considération directe du contenu des livres. C'est la « griffe » de l'éditeur, et non le texte, qui donne son identité politique à un ouvrage, terme que l'on reprend à Yvette Delsaut et Pierre Bourdieu et qu'ils ont forgé pour qualifier le pouvoir symbolique « quasi-magique » que confère la signature du couturier aux vêtements pour les rendre uniques<sup>286</sup>. Leur analyse peut s'appliquer, au-delà du cas de la haute couture, à tous les biens symboliques. Dans le cas du livre, c'est l'éditeur qui, à travers son pouvoir « tout à fait extraordinaire d'assurer la publication », fait accéder, grâce à ce « transfert de capital symbolique »<sup>287</sup>, un ouvrage à un statut particulier<sup>288</sup>.

En résumé, nous définissons les « intellectuels révolutionnaires » par leur activité – écrire un livre – et le lieu où ils publient – un éditeur « révolutionnaire ». Il s'agit ainsi de prendre acte de ce que les intellectuels ne sont pas une « profession » – au sens où la sociologie des professions l'entend – mais bien plus une « nébuleuse »<sup>289</sup> qu'il faut réduire à une population observable. Rapportée à notre enquête, cette entrée par l'édition a deux avantages. Premièrement, cette exigence s'intègre parfaitement dans la perspective d'histoire sociale des idées qui est la nôtre puisqu'il s'agit, sans considération pour la « grandeur » des producteurs eux-mêmes – grandeur supposée et reconstruite *a posteriori* – de restituer la richesse de la vie

---

283 Anne Simonin, « Écrire le politique... », *art. cit.*, p. 144 et *sq.* ; « La littérature saisie par l'histoire... », *art. cit.* ; « Le catalogue de l'éditeur, un outil pour l'histoire. L'exemple des Éditions de Minuit », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/1 (n° 81), p. 119-129. Philippe Olivera, *La politique lettrée en France : les essais politiques (1919-1932)*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Christophe Charle, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2001 ; « De l'édition "politique et littéraire". Les formes de la politique lettrée de la Belle Époque à l'entre-deux-guerres », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2003/1 (n° 21), pp. 127-151 ; « Catégories génériques et ordre des livres : Les conditions d'émergence de l'essai pendant l'entre-deux-guerres », *Genèses*, 2002/2 (n° 47), pp. 84-106.

284 Philippe Olivera et Tom Charbit, « "Le" politique à l'épreuve du livre... », *art. cit.*, p. 76.

285 *Ibid.*, p. 77 et *sq.*

286 Pierre Bourdieu, Yvette Delsaut, « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n°1, janvier 1975, pp. 7-36.

287 Pierre Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », *ARSS*, vol. 126-127, mars 1999, p. 3.

288 Les auteurs comparent d'ailleurs eux-mêmes cette opération de « transsubstantiation symbolique » réussie qu'est la griffe du couturier au « sigle d'une maison d'édition prestigieuse », *ibid.*

289 La métaphore de la « nébuleuse », que l'on doit à Christian Topalov\*, « indique la tâche à accomplir : explorer un univers fini mais aux contours indéfinis, une matière discontinuée faite de noyaux denses et de zones relativement vides, des corps en voie de formation ou de désintégration, un ensemble d'objets organisés en systèmes partiels mais entraînés dans un mouvement d'ensemble ». Cf. Christian Topalov\*, *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux (1880-1914)*, Paris, EHESS, 1999, p. 13.

intellectuelle des années 1970 en prenant en considération l'ensemble du catalogue éditorial d'une maison et en identifiant tous les auteurs qui y publient. Deuxièmement, cette démarche permet de saisir la cohérence d'une politique éditoriale militante dans son ensemble, à un moment où les croyances révolutionnaires sont fortes et les façons d'être engagé politiquement nombreuses. C'est d'autant plus le cas pour des éditeurs qui choisissent de publier certains auteurs et de ne pas en publier d'autres, choix parfois liés à des raisons de rentabilité économique, mais, aussi, à des raisons politiques.

Il restait à choisir des éditeurs qui revendiquent un engagement politique « marxiste » et qui impriment donc cette « griffe » à leur catalogue et aux individus qui y publient. Après plusieurs mois qui ont été mis à profit pour accroître notre connaissance de la vie intellectuelle de l'après-1968, nous avons fait le choix de nous limiter à trois éditeurs : les Éditions Sociales, les Éditions Maspero\* et les Éditions Anthropos. Ce choix a été dans l'ensemble décrit comme judicieux par nos enquêtés, mais deux anecdotes méritent d'être rapportées ici. La première se déroule à l'IMEC, à Caen, au début de l'année 2019, où je me trouvais pour consulter des archives de Maspero. Durant le repas du midi, je me mets à discuter avec deux hommes, assis comme moi à la table des chercheurs, après les avoir entendus parler de Mai 1968. Le premier a une cinquantaine d'années et l'autre autour de soixante-dix ans. Après quelques mots échangés, et après avoir expliqué sur quoi et surtout comment je travaille, le plus âgé me dit : « Et Champ Libre ! Vous n'avez rien compris à ces années-là si vous ne regardez pas Champ Libre ! ». Je souris, me défend, il insiste, et je comprends rapidement que je discute en fait avec Gérard Guégan, qui a créé les éditions Champ Libre dans l'après-1968 [*cf. le chapitre 2*], et qui était là pour déposer et classer ses propres archives. De même, lors d'un entretien téléphonique avec le sociologue et spécialiste du sport Jean-Marie Brohm\*, ce dernier a commencé nos échanges par une critique de mes choix en m'invitant à regarder les éditions Études et Documentation Internationales (EDI), dans lesquelles il a été très actif : « Alors déjà en préalable, il y a un éditeur qui manque dans votre corpus et qui a joué un rôle important, ce sont les EDI [...]. Donc, quand on parle d'intellectuels révolutionnaires, il ne faut pas oublier où était le noyau qui a maintenu une certaine tradition »<sup>290</sup>. Au-delà de simples anecdotes, ces permettent de rappeler les limites de toute construction d'objet, et invite ici à être toujours attentif à ses marges. Surtout, ces rappels à l'ordre nous obligent à expliquer les raisons qui ont guidé notre choix de privilégier Maspero, Anthropos et les Éditions Sociales.

---

290 Entretien téléphonique avec Jean-Marie Brohm\*, 2 mai 2020.

Ce choix tient d'abord à ce que ces trois éditeurs revendiquent clairement leur militantisme « révolutionnaire », ne laissant planer aucun doute sur la dimension politique de leur activité éditoriale. Les Éditions Sociales (ES) sont ainsi depuis les années 1920 attachées au Parti Communiste Français. Si ses dirigeants – et notamment son directeur dans la période étudiée, le philosophe Lucien Sève\*<sup>291</sup> – revendiquent dans l'après-1968 leur souhait de devenir une vraie maison d'édition, cette affirmation doit être prise avec précaution et devra être discutée. Car comme l'écrit Marie-Cécile Bouju, « par leurs caractéristiques intrinsèques, elles appartiennent au champ politique »<sup>292</sup>. Comme on le verra au chapitre 1, la place des ES évolue avec celle du PCF dans le champ politique et selon les rapports de force internationaux durant la guerre froide. Mais elles restent fondamentalement militantes et « marxistes ». Les Éditions Maspero sont, on l'a dit, nées en 1959, en pleine guerre d'Algérie. Elles sont elles aussi clairement engagées du côté de la gauche « révolutionnaire », et ce qualificatif est fréquemment utilisé pour décrire l'activité éditoriale de François Maspero\*<sup>293</sup>. Julien Hage définit Maspero comme un « éditeur protagoniste de la décolonisation »<sup>294</sup>. Et François Maspero\* lui-même invoque une nécessité politique qui s'est imposée à lui quand il a fondé sa maison : « Cette guerre [d'Algérie], raconte-t-il en 2005, m'a seulement obligé à ce type d'édition "engagée" alors que je voulais seulement faire un travail intéressant<sup>295</sup> ». Dans les années suivantes, il ne cesse de penser ses éditions comme se trouvant au « carrefour des divers courants révolutionnaires »<sup>296</sup>.

Enfin, les éditions Anthropos sont moins connues [**sur les difficultés générales de l'enquête, voir *infra***], mais elles sont elles aussi clairement « marxistes ». Fondées par Serge Jonas\* et Jean Prongé [voir le chapitre 1] au cours de l'année 1964-1965, soit respectivement par un marxiste anti-léniniste dont la famille a émigré de Russie après la Révolution d'octobre et par un intellectuel communiste critique passé du PCF au PS après 1968 et une exclusion. Anthropos s'organise au moment de sa création autour de trois revues – *L'Homme et la Société*, *Autogestion*, et *Épistémologie sociologique* –, et les premiers ouvrages publiés, dans la collection « Textes et documents retrouvés », sont ceux de penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle, à savoir

---

291 Jean-Numa Ducange, « Entretien avec Lucien Sève... », *art. cit.*

292 Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op. cit.*, p. 330.

293 À l'image de François Maspero\*, « Éditeur et révolutionnaire », in *Le Magazine littéraire*, n° 29, juin 1969.

294 Julien Hage, « La génération des éditeurs protagonistes de la décolonisation », *Bibliodiversity*, n°4, pp. 9-18.

295 François Maspero\*, « Je n'ai aucune imagination », *La Femelle du requin*, n°24, 2005, pp. 32-47.

296 François Maspero\*, « Encore une fois... », *Archives La Découverte*. Souligné par l'auteur. Cité par Camille Joseph, *Les éditions La Découverte...*, thèse cit, p. 246.

René Caillé<sup>297</sup>, Charles Fourier<sup>298</sup> et Claude-Henri de Saint-Simon<sup>299</sup>. Si l'identité militante d'Anthropos paraît de prime abord moins marquée que pour les Éditions sociales ou Maspero, cette maison d'édition a, en réalité, dès sa fondation, un projet éditorial clair dans lequel revues et ouvrages se complètent. Ainsi, l'inédit de Karl Marx intitulé « Formes qui précèdent la production capitaliste », publié dans le premier numéro de *L'Homme et la société* paru en Juillet-Août-Septembre 1966, est un extrait des *Fondements de la critique de l'économie politique*, plus connus sous le nom de *Grundrisse*, et que la maison édite – pour la première fois en français – dans la traduction de Roger Dangeville en 1967. De même, le numéro 1 de la revue *Autogestions : Études, débats, documents* et celui de *L'Homme et la société* font la publicité des *Œuvres Complètes* de Charles Fourier publiées par Anthropos.

L'identité d'Anthropos se définit, en ce milieu des années 1960, à la croisée de deux sources intellectuelles et politiques. La première la rattache à l'histoire d'une gauche marxiste hétérodoxe qui naît, dans les années 1950, autour de *Socialisme ou Barbarie* et, surtout, d'*Arguments* [Cf. le chapitre 1]. En effet, l'essentiel des intellectuels participant à Anthropos avant Mai 1968 – à savoir Henri Lefebvre\*, Pierre Naville\*, Lucien Goldmann\*, Serge Jonas\*, Daniel Guérin\* ou encore Yvon Bourdet\* [sur tous ces intellectuels, cf. les chapitres 1 et 3] – s'inscrivent dans cette histoire. La fille de Serge Jonas\*, Irène Jonas, n'avait que dix ans en 1964 mais elle me raconte en entretien que ses « souvenirs de cette époque sont ceux d'une enfant [qui a] grandi au rythme de colloques et de dîners à la maison avec cette gauche marxiste “dissidente” »<sup>300</sup>. Le nom lui-même, « Anthropos », évoque la pensée à l'œuvre dans une revue comme *Arguments*, où se déploie le projet d'une « anthropologie sociale à base marxienne avec des à-côtés investigateurs modernes (sociologie de la connaissance, de la culture, du travail) »<sup>301</sup>. Bien que les travaux de Gil Delannoi sur *Arguments* ne mentionnent à aucun moment Anthropos<sup>302</sup>, c'est bien dans l'histoire de ces marxistes antistaliniens de gauche que cette maison d'édition s'inscrit. L'identité d'Anthropos est enfin plus éclectique que celle d'*Arguments*, puisque sont publiés, notamment dans les revues *L'Homme et la société* et

---

297 Premier ouvrage publié par Anthropos, les trois tomes du *Journal d'un voyage à Temboctou et à Jenné, dans l'Afrique Centrale*, dont l'impression est achevée le 31 mai 1965, sont chacun tirés à 500 exemplaires, indiquant la fragilité d'Anthropos lors de sa fondation. Ces ouvrages sont imprimés par l'entreprise de sérigraphie de Jonas\*.

298 Ce sont, en tout, douze volumes des *Œuvres complètes* de Fourier qui sont publiés par Anthropos.

299 Six volumes sont publiés en quelques années par Anthropos.

300 Entretien avec Irène Jonas, 24 février 2017.

301 Gil Delannoi, « Arguments, 1956-1962, ou la parenthèse de l'ouverture », *Revue française de science politique*, n°1, 1984. p. 135.

302 Outre cet article dans la RFSP, voir Gil Delannoi, *Crise intellectuelle et tentatives de fondation d'une politique de l'homme : « Arguments », Edgar Morin, Jean-Paul Sartre*, Thèse de science politique, IEP de Paris, 1982 ; et Gil Delannoi, « Arguments », in Jacques Capdevielle et Henri Rey (dir.), Jacques Capdevielle et Henri Rey (dir.), Jacques Capdevielle et Henri Rey (dir.), *Dictionnaire de Mai 68*, Paris, Larousse, 2008, pp. 71-73.

*Autogestion*, des représentants de très nombreuses tendances de ces marxismes hétérodoxes. Yvon Bourdet parle significativement d'« auberge espagnole »<sup>303</sup> pour qualifier en 1970 la revue *Autogestion*, terme qui peut s'appliquer, plus largement, au collectif d'Anthropos.

Ces trois maisons d'éditions sont donc militantes, se revendiquent d'une forme de « marxisme » et entendent construire – à travers leurs ouvrages – une tradition révolutionnaire. De plus, elles sont perçues ainsi par les intellectuels qui souhaitent y publier un ouvrage. Maurice Rué (qui publie chez Maspero sous le pseudonyme de Pierre Jalée\*) écrit dans ses mémoires : « J'aimais la confiance qui s'était établie entre nous, j'aimais certes mes livres puisqu'ils étaient mon œuvre, mais je les aimais en plus de porter la *griffe* des éditions Maspero. Elle était pour moi comme un label d'honorabilité révolutionnaire »<sup>304</sup>. De même, les historiens de l'Amérique latine Claude Bataillon\* (né en 1931) et Jean Piel\* (1936-2017), qui publient chez Anthropos, qualifient cette maison de « gauchiste » et « d'obédience marxiste » pour le premier (ce qui « le comble »<sup>305</sup>) et de « mini-éditeur anarcho-marxiste »<sup>306</sup> pour le second. Dernier exemple : l'économiste du développement Serge Latouche\* explique :

« Pour raconter la petite histoire, je cherchais un éditeur et il y en avait deux possibles sur la place à l'époque, c'étaient Maspero et Anthropos. Avec Maspero, le contact ne s'est pas fait ou pas bien fait, donc je me suis rapproché d'Anthropos, et bien sûr dans les deux cas j'avais quelques intermédiaires. J'ai immédiatement sympathisé avec Jean Pronteau. Je connaissais un peu la revue [*L'Homme et la Société*], et il m'a tout de suite proposé d'y publier un article ; je lui ai parlé d'un projet que j'avais – en fait ça devait être en 69-70, car j'avais déjà commencé à Lille un enseignement d'épistémologie, d'abord philosophie économie et épistémologie de l'économie, et le projet c'était d'en faire un livre qui est sorti en 1973 »<sup>307</sup>.

Ensuite, au rang des considérations plus pratiques, nous avons choisi ces trois éditeurs car ils ont une taille proche et, ayant été créés avant 1968, ils peuvent réagir rapidement quand éclatent les événements de Mai-Juin. Ils sont donc en mesure de publier immédiatement de nouveaux livres pour intervenir dans le débat idéologique de l'après Mai. Enfin, ces trois éditeurs représentent dans la vie intellectuelle des années 1968 plus que de simples entreprises commerciales. Comme l'écrit Marie-Cécile Bouju, « l'histoire d'une maison d'édition n'est pas seulement affaire de bibliométrie. Elle est un lieu de sociabilité, où se fabriquent des œuvres,

---

303 Lettre d'Yvon Bourdet\* à Daniel Guérin\*, 27 février 1970, Fonds Daniel Guérin, FA721/38 bis/4, BDIC/La Contemporaine, Nanterre.

304 Pierre Jalée\*, *L'ancre dans l'avenir : mémoires d'un militant heureux*, Paris, Karthala, 1981, p. 174. Nous soulignons.

305 Claude Bataillon\*, *Un géographe français en Amérique Latine : quarante ans de souvenirs et réflexions*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2008, pp. 73-86, en ligne : <https://books.openedition.org/iheal/511>.

306 Carine Chavarochette, Aurélia Michel, « Jean Piel\* et le court vingtième siècle latino américain », *Problèmes d'Amérique latine*, 2014/4 (n° 95), pp. 101-120 (citation p. 110).

307 Serge Latouche\*, « Tous marxistes ! ? », *L'Homme & la Société*, 2016/3 (n° 201-202), pp. 67-76.

circulent des idées, se créent ou se renforcent des réseaux intellectuels »<sup>308</sup>. Plus précisément, ces trois éditeurs se pensent comme des familles intellectuelles et politiques concurrentes<sup>309</sup>, que ce soit la « famille communiste », la famille fréquemment mise en avant par François Maspero\* dans ses luttes contre les « vols révolutionnaires », contre l'extrême-droite ou *via* l'association des Amis de Maspero [**voir le chapitre 2**] ou, pour Anthropos, celle qui partage des idées (autogestionnaires) et des expériences communes comme des voyages en Yougoslavie ou des vacances dans le sud. C'est là, en effet, dans la propriété qu'il a achetée dans le midi que Serge Jonas\* a voulu créer une « sorte de Royaumont du marxisme critique »<sup>310</sup>.

Par cette triple entrée éditoriale dans la vie intellectuelle révolutionnaire des années 1968-1981, on se donne à la fois un corpus de livres « révolutionnaires » – près de 1700 – et on délimite une population de 813 « intellectuels révolutionnaires ». Si elle ne se limite pas seulement à ces trois éditeurs, c'est à partir d'eux que le fil de cette thèse a été tiré

### ***Déroulement de l'enquête et méthodes utilisées***

Il faut ensuite présenter le déroulement de l'enquête. Pour la mener dans une perspective d'histoire sociale des idées politiques qui revendique sa proximité avec les outils des sciences sociales, quatre méthodes ont été mobilisées : l'analyse des idées, le dépouillement d'archives, la conduite d'entretiens, et l'analyse prosopographique et statistique.

La première — l'analyse de contenu — porte sur la production intellectuelle elle-même, ici essentiellement livresque. La lecture de très nombreux livres et revues (comme *Autogestion*, *L'Homme et la Société*, *La Nouvelle Critique*) de la période a été très utile pour me replonger dans cette époque lointaine pour un jeune chercheur qui, né en 1990, y est totalement étranger [**voir l'encadré n° 3 sur ma position**]. L'utilisation des archives numériques a été étendue, que ce soit sur Pandor (Université de Bourgogne, où l'on trouve par exemple les numéros de *La Nouvelle Critique* numérisés<sup>311</sup>), à travers le moteur de recherche « l'Argonaute » de La Contemporaine, ou sur les sites militants de « Smolny » et d' « archives autonomies », qui proposent des centaines de revues numérisées de la « gauche radicale »<sup>312</sup> comme *Les Révoltes Logiques*, les *Cahiers de mai* ou la revue *Autogestion*.

---

308 Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste*, op.cit., p. 15.

309 Comme l'a montré Rémi Lenoir, la représentation de l'organisation politique comme « seconde famille » et la dimension filiale de l'engagement politique sont classiques. Voir Rémi Lenoir, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil, 2003, pp. 47 et sq.

310 Entretien avec Jacqueline Pluet-Despatin\*, 30 octobre 2017.

311 <https://pandor.u-bourgogne.fr/>

312 <https://www.archivesautonomies.org/>

Au-delà de ces lectures, le cœur du travail sur les « livres révolutionnaires » est la construction d'une base de données identifiant la production de chacun des trois éditeurs<sup>313</sup>. Pour analyser ces 1700 titres, nous avons systématiquement renseigné la date de publication, le nom du ou des auteurs, le nombre d'auteurs (individuel ou collectif quand ils sont au moins deux) et le titre. Nous avons aussi cherché à savoir si le livre était une première édition ou une réédition, s'il s'agissait ou non d'une traduction (et sa langue d'origine, le cas échéant) et si nous avions affaire à un texte contemporain (l'auteur est en vie au moment de la publication) ou un texte du passé (l'auteur est décédé). Nous avons enfin cherché à savoir s'il s'agissait d'un texte théorique ou empirique et, dans ce dernier cas, nous avons renseigné l'aire géographique étudiée (avec un codage relatif à la France, à l'Amérique Latine, à l'Asie, etc...), ainsi que le thème général abordé.

À côté de ce premier « terrain » stratégique, notre deuxième méthode a consisté à consulter de nombreux fonds d'archives [**voir la liste en Annexes**]. Nous avons effectué une dizaine de séjours à l'IMEC, où se trouvent aussi bien des archives de producteurs d'intellectuels (Fonds Félix Guattari\*, Jean-Pierre Vernant\*, Yvon Bourdet\*, Louis Althusser\*, François Châtelet\*), que des archives d'éditeurs (Fonds Maspero/La Découverte, Christian Bourgois) et d'institutions (essentiellement le Collège International de Philosophie et le Centre Culturel International de Cerisy). De même, grâce à la BDIC, nous avons pu accéder aux archives de Maximilien Rubel, de René Lefevre (fondateur des luxemburgistes Éditions Spartacus) et de Victor Fay\*. Nous avons également consulté les archives de Jean Pronteau à Pouchet. Enfin, les archives de Radio France, et centralement de France Inter et de France Culture, ont également été consultées, mais n'ont été utilisées qu'à la marge dans ce travail. Malgré des fonds plus ou moins riches et, surtout, des blocages nombreux [**voir infra**], les centaines d'heures passées dans les archives ont été extrêmement bénéfiques tant elles m'ont permis de me familiariser avec mon objet. J'ai pu en découvrir les coulisses, aussi bien à travers les correspondances que les archives consacrés aux chiffres de vente. J'ai aussi pu entrer dans la trajectoire du marxiste anti-autoritaire Yvon Bourdet\*, sur qui il n'existe presque rien et dont les archives sont extrêmement riches, entre échanges intellectuels, activisme politique, auto-analyse et échanges (très) intimes.

---

313 Nous avons renseigné ces bases de données en exportant dans Zotero les recherches par éditeur faites à partir du Sudoc, du catalogue de la BNF et d'Electre. Nous l'avons croisé avec des archives de catalogue trouvés dans les archives publiques ou privées, ou dans des livres (le catalogue présenté comme « complet » de Maspero est par exemple reproduit dans Alain Léger et Bruno Guichard (dir.), François Maspero, Les Paysages humains..., op. cit. Quelques oublis y subsistent).

Notre troisième méthode d'enquête a été constituée d'entretiens semi-directifs, échanges mails ou par visioconférence. En tout, 114 personnes ont été « enquêtées » [**voir une liste en annexe**]. Dans le détail, cinquante-huit entretiens ont été réalisés en face à face, au domicile de l'enquête ou dans un lieu neutre comme un café. Ces entretiens ont été menés la plupart du temps avec des intellectuels ayant publié chez Anthropos, Maspero ou aux Éditions Sociales, parfois avec d'autres acteurs aux marges de cette population. Si la rencontre physique n'était pas possible, j'ai conduit vingt-huit entretiens par visioconférence (Skype et assimilé), voire par téléphone [**principalement pendant le confinement, voir infra**]. Enfin, j'ai parfois échangé par écrit avec mes enquêtés, une fois par lettres manuscrites, soit par mails. Certains m'ont écrit un long texte autobiographique, répondant à mes questions, et racontant leur vie. Vingt-huit échanges de ce type, soutenus et très riches, ont été réalisés. Au fil de cette campagne d'entretiens, des archives privées m'ont aussi été confiées : Jean-Pierre Cotten m'a permis d'accéder à plusieurs textes inédits ; la veuve du philosophe Georges Labica\* (1930-2009) m'a elle aussi donné accès à des lettres ou des inédits<sup>314</sup> ; le communiste Jean Rony\* m'a également confié de nombreuses lettres ; la sociologue Irène Jonas, la fille de Serge Jonas\*, m'a accordé deux entretiens et m'a permis de consulter quelques documents de son père [**Voir l'encadré n° 4**]. Le journaliste Antoine Spire\*, communiste jusqu'au début des années 1980, m'a également montré quelques documents après notre entretien, mais qui ne revêtent ici qu'une importance marginale<sup>315</sup>.

Enfin, j'ai renseigné une prosopographie de 813 « intellectuels révolutionnaires » qui ont été choisis pour cette série de raisons : ils ont publié au moins un livre chez l'un des trois éditeurs entre 1968 et 1981 ; ils l'ont publié en français ; ils étaient en vie au moment de la publication. Cette prosopographie d'« intellectuels révolutionnaires » est donc large, est nous avons suivi Christophe Charle quand il écrit que « le fait même d'avoir été socialement reconnu apte à faire partie du groupe considéré est un indice de sélection historique suffisant, sans qu'il faille ajouter le jugement de valeur variable des générations ultérieures »<sup>316</sup>. Cette façon de faire, que Christophe Charle qualifie de « relativisme historique absolu », nous l'avons appliqué à notre objet. Cette prosopographie nous a également permis de naviguer entre données générales et études de cas particulières qui éclairent l'ensemble, tant « les résultats chiffrés

---

314 Ces archives sont uniquement numériques, et restent limitées et peu nombreuses. En effet, l'essentiel de ces « archives privées » sont des textes déjà publiés que sa veuve a écrits à l'ordinateur après sa mort, comme une forme de thérapie. Elle a aussi retranscrit quelques lettres et textes inédits, mais la majorité des archives a été jetée.

315 Une lettre est tout de même citée au chapitre 3.

316 Christophe Charle, « Du bon usage de la biographie sociale comparée ou les trois âges de la biographie collective », in Michel Dreyfus, Claude Pannetier et Nathalie Viet-Depaule (dir.), *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, p. 53.



permettent [...] de nuancer des évidences acquises, de poser de nouvelles questions et, à partir de l'identification de grands types de parcours, de revenir à des analyses plus individuelles »<sup>317</sup>. Ce travail prosopographique a enfin servi de base à une analyse de correspondances multiples. Les données ont été recueillies à la fois au cours des entretiens, mais aussi dans les archives et, bien sûr, dans de très nombreuses autres sources : écrits d'époque, écrits autobiographiques, entretiens écrits ou menés par des tiers, dictionnaires biographiques (*Who's Who*, *Lesbiographies.com*, ... CV, etc.) [**pour une présentation des sources de la prosopographie, Cf. le chap. 4**]. Parmi ces sources, le « Maitron », dictionnaire autobiographique du mouvement ouvrier créé par Jean Maitron\* [**voir l'encadré n° 2**] a été essentiel pour reconstituer les trajectoires de centaines de personnes (même si seulement un tiers des membres de la population y sont recensés). Il a été d'autant plus utile que je n'ai pas souhaité utiliser un questionnaire, cette méthode n'étant pas la plus adaptée au recueil d'informations avec des intellectuels, qui auraient refusé très largement une approche aussi impersonnelle. C'est pourquoi j'ai essayé de contacter tous les intellectuels encore vivants, pour tenter d'obtenir un entretien. Si une partie des membres de notre population n'a pu être retrouvée, et si une autre ne m'a pas recontacté [**sur les difficultés de l'enquête, voir infra**], la plupart d'entre eux ont accepté avec enthousiasme et ont pris le temps de répondre à mes questions sur leur trajectoire intellectuelle et politique. Je n'ai cependant pas cherché à réaliser à tout prix un entretien quand des sources abondantes étaient disponibles, comme dans le cas de Jacques Rancière\*, pour qui j'ai pu m'appuyer principalement sur sa notice Maitron<sup>318</sup> et sur un livre d'entretiens menés par Laurent Jeanpierre et Dork Zabunya<sup>319</sup>. J'ai ainsi pu collecter de très nombreuses informations sur ces « intellectuels révolutionnaires » grâce à cette « prosopographie sauvage » pour reprendre l'expression de Simon Epstein<sup>320</sup> qui indique par-là la différence vis-à-vis d'un travail plus classiquement historien qui mobilise une source homogène et unique. Pour restituer ces informations, je présenterai, souvent sous forme d'encadré biographique, un membre de la population (qui est, rappelons-le, avec une \*) lorsqu'on le rencontre pour la première fois.

---

317 Claire Lemercier et Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008, pp. 17-18. Pour un état des lieux de l'histoire quantitative voir le chapitre 1 de ce livre.

318 <https://maitron.fr/spip.php?article163292>, notice RANCIÈRE Jacques par Jean-Numa Ducange, version mise en ligne le 28 août 2014.

319 Jacques Rancière\*, *La méthode de l'égalité. Entretien avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunya*, Montrouge, Bayard, 2012.

320 Simon Epstein, *Les dreyfusards sous...*, op. cit. p. 292.

## Encadré n° 2 : Jean Maitron<sup>321</sup>, biographe du mouvement ouvrier

Jean Maitron\* est né le 17 décembre 1910 dans la Nièvre. Fils de deux instituteurs aux opinions communistes, il est reçu premier au certificat d'études avant de poursuivre au lycée, à Nevers (Nièvre), où il obtient le baccalauréat en 1929. Il « monte » à Paris l'année suivante pour étudier en classes préparatoires à Louis-Le-Grand et adhère au Parti Communiste Français. Après une année d'hypokhâgne durant laquelle il réussit deux certificats d'études supérieures, il refuse la khâgne et prend une place de maître au pair au collège puis une autre de surveillant d'internat. Malgré deux autres certificats d'études supérieures – ce qui lui donne l'équivalence d'une licence -, il se rend compte qu'il s'est mal orienté. Cela ne l'empêche pas d'être nommé, avec sa femme Marcelle Gourdon, instituteur en région parisienne en 1936, année de leur mariage duquel trois enfants naîtront. Parallèlement, il quitte le PCF en 1932, adhère un temps à la Ligue communiste trotskiste puis, en 1935, au Secours Ouvrier International, organisation par l'intermédiaire de laquelle il enseigne durant deux ans à l'Université ouvrière.

Vient la guerre, qu'il traverse comme un « cauchemar » commencé par la trahison du pacte germano-soviétique et dont il ne sort que grâce « à une bouée de sauvetage, l'histoire ». Son intérêt se poursuit après-guerre, alors qu'il commence une thèse d'État sur l'histoire du mouvement anarchiste en France, soutenue en 1950. Toujours instituteur jusqu'en 1956, il passe ensuite dans le second degré où il reste trois ans avant de demander un détachement au CNRS, en 1958. Il l'obtient durant cinq ans : c'est durant ces années 1950 que l'idée d'un dictionnaire biographique du mouvement ouvrier prend forme, parallèlement à la création de la revue *L'actualité de l'histoire*, lancée en 1951 et à laquelle *Le Mouvement Social* succède en 1960. Il devient ensuite, en 1963, maître-assistant à l'Université de Paris (la Sorbonne), université dans laquelle il reste jusqu'à sa retraite en 1976. Il y fonde un centre d'histoire du syndicalisme, dont Labrousse est le premier directeur, et dirige dans le même temps la collection « Centre d'histoire du syndicalisme » chez Maspero (1972-1982).

Car c'est bien désormais à l'écriture de l'histoire du mouvement ouvrier qu'il se consacre. Entouré de centaines de chercheurs, ce que l'on appelle le « Maitron » après la mort de son initiateur en 1989, est une réalisation collective exceptionnelle. Pris dans le tournant biographique des sciences sociales des années 1960-1970, c'est le « lieu de mémoire »<sup>322</sup> par excellence du mouvement ouvrier et de tous ses acteurs : syndicalistes, responsables communistes et socialistes, résistants et fusillés, mais aussi militants anarchistes en France et ailleurs et, progressivement, intellectuels. Le « Maitron » englobe ainsi « tous ceux qui placent leur espoir de changement social dans l'action collective des travailleurs et mêmes ceux qui, pendant la période de naissance de ce mouvement, ont proposé des formes d'émancipation personnelle des prolétaires. Écrivains, penseurs, intellectuels et artistes ont donc toute leur place aux côtés des syndicalistes et des militants ouvriers, des employés syndicalistes ou des paysans »<sup>323</sup>. Travail qui ne cesse de s'enrichir au gré des nouvelles générations de chercheurs, le « Maitron » couvre cinq périodes (de 1789 à 1968) à travers 200 000 notices biographiques.

321 Nous nous servons ici essentiellement de la notice du Maitron, qui est la seule à être une autobiographie.

322 Michelle Perrot, « Le Dictionnaire comme "lieu de mémoire" », », in Michel Dreyfus et al, *La part des militants : biographie et mouvement ouvrier*, Paris, Éditions de l'atelier/ Éditions ouvrières, 1996, pp. 13-20.

323 « Avant-Propos », *Ibid*, p. 9.

### **Encadré n° 3 : « D’où je cherche : brève auto-analyse »**

Né le 3 juin 1990 à Dijon, j’ai grandi dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle provinciale. Ma mère, née en 1952 en Côte-d’Or, était, jusqu’à sa retraite la documentaliste du Centre d’Économie et de Sociologie appliquées à l’Agriculture et aux Espaces Ruraux (CESAER), laboratoire de recherche situé à Dijon. C’est là qu’elle a rencontré mon père, né en 1954 en Haute-Marne, où il a grandi dans la ferme de ses parents, paysans. Il a connu une trajectoire sociale ascendante grâce à ses bons résultats scolaires, enseigné pendant plusieurs années dans le secondaire avant de passer une thèse et de devenir enseignant en école d’ingénieurs, où il a terminé sa carrière professeur émérite d’économie – spécialisé dans l’aménagement du territoire et les zones rurales. Rattaché au CESAER, il en fut le directeur, avant de prendre la tête de la MSH de Dijon jusqu’à sa retraite, fin 2018.

Politiquement, mes parents sont de gauche, disons proches de l’aile gauche du PS, et également proche des Verts, leur vote alternant selon les élections, voire se partageant (l’un vote PS, l’autre Verts). Pour ma part, largement marqué par le souvenir du 21 avril 2002, à 12 ans, j’ai toujours été très intéressé par la politique, ce qui, bien entendu, ne surprend pas les lecteurs de Pierre Bourdieu et Daniel Gaxie. Je suis sans doute plus à gauche que mes parents (et que mon grand-frère, né en 1986, proche également de l’aile gauche du PS), bien que je n’aie adhéré à aucun parti, même si j’ai pu côtoyer à la marge des militants, et si je me suis investi un temps à l’Association Nationale des Candidats aux Métiers de la Science Politique (ANCMSP), dont j’ai été trésorier. Mes votes alternent souvent entre Europe-Écologie les Verts et la France Insoumise (j’ai voté Mélenchon au premier tour de la présidentielle de 2017), le Parti Socialiste m’attirant peu. Mais j’aspire à une union de la gauche forte, et je n’ai pas d’attachement spécifique à la FI. Autrement dit, si j’ai une attirance pour les idées « révolutionnaires » des années 1968, c’est avant tout par une fascination historique, et je n’ai aucun lien véritable avec la tradition marxiste et son histoire, même si je la respecte.

Cette brève « auto-analyse » peut paraître superflue. Il s’est avéré qu’elle était en réalité une modalité importante de la recherche. En effet, de nombreux entretiens ont débuté par des discussions sur l’actualité politique, où celle-ci s’est retrouvée au cœur de la discussion à un moment ou un autre. De nombreux enquêtés m’ont posé des questions sur mes propres opinions, dont j’ai parfois surjoué ou minimisé la radicalité. Par exemple, Nadiya Labica, la veuve du philosophe Georges Labica\*, m’a directement demandé, en début d’entretien, si je me revendiquais du marxisme – j’ai alors su qu’il fallait que je réponde positivement –, avant d’ajouter, apparemment satisfaite, que seul un marxiste pouvait réaliser l’enquête que je lui présentais. Elle accepta ensuite de parler longuement d’elle, de son mari.

Loin d’être exceptionnelle, on peut voir dans cette remarque de N. Labica un appel à réfléchir à ma propre position. On peut dire qu’elle mêle une forte distance avec un sujet et une époque qui me sont étrangers, et la volonté de mener une enquête honnête, sans faire de « cadeaux » aux « intellectuels révolutionnaires »<sup>324</sup> ni travailler à charge.

---

324 Frédérique Matonti, « “Ne nous faites pas de cadeaux”. Une enquête sur des intellectuels communistes », Genèses, 25, 1996, pp. 114-127.

### ***Problèmes d'enquêtes : retour sur quelques obstacles***

C'est donc en combinant ces diverses méthodes d'enquête que j'ai pu mener à bien cette « histoire sociale des idées révolutionnaires » dans l'après-1968. J'ai cependant dû faire face à une série d'obstacles même si, dans l'ensemble, l'enquête s'est déroulée sans encombres. La numérisation n'est pas idéale, mais on peut tout de même avoir accès facilement à des revues, des livres ou des archives en ligne, ce qui facilite grandement certaines recherches, notamment par mots-clés. Cette relative abondance des sources numériques s'est trouvée d'autant plus utile dans les derniers mois d'écriture où les déplacements furent limités, en raison de la Covid-19 [voir *infra*]. De plus, les entretiens ont dans l'ensemble été très bien acceptés par mes enquêtés, ravis de pouvoir raconter – souvent pour la première fois – leur trajectoire intellectuelle et politique des années 1968 aux années 1980. Au-delà de ce constat général, j'ai néanmoins dû faire face à cinq obstacles principaux : les difficultés pour retrouver les enquêtés, celles liées à la mémoire des enquêtés, les enjeux liés aux dépôts d'archives, les quelques blocages et refus d'entretiens que j'ai dû essayer, et, bien sûr, les effets de la crise sanitaire.

Le premier problème de l'enquête est lié au caractère totalement anonyme d'une partie de ma population d' « intellectuels révolutionnaires ». Il n'existe aucune information disponible sur plusieurs dizaines des 813 individus rentrés dans la prosopographie. J'ai tenté de multiplier les modes de contact : mail, demande de contact via les derniers éditeurs connus, téléphone trouvé dans les pages blanches, ajout Facebook, etc... Deux cas illustrent les difficultés pour retrouver deux enquêtées (des femmes, en l'occurrence) et éclairent, en miroir, les nombreuses tentatives ayant abouti à un échec. Nous avons réussi à échanger par mails avec Anne-Marie Lugan Dardigna\*, enseignante de lettres dans le secondaire et auteur de livres féministes publiés chez Maspero en 1974 (*Femmes-femmes sur papier glacé*, réédité en 1978 en Petite Collection Maspero – PCM – sous le titre *La presse féminine : fonction idéologique*) et en 1980 (*Les châteaux d'Éros ou les infortunes du sexe des femmes*). Les recherches pour l'atteindre n'ayant rien donné – y compris les contacts éditoriaux<sup>325</sup> – j'ai réussi à trouver son adresse (dans les Pages blanches, après de nombreuses tentatives, son nom n'apparaissant pas immédiatement). J'ai déposé une lettre au concierge de son immeuble (proche de l'EHESS, boulevard Raspail) : sans réponse. Quelques semaines plus tard, j'ai réussi à obtenir son numéro, toujours grâce au concierge de l'immeuble, et elle a finalement répondu après plusieurs tentatives (elle ne vit pas toute l'année à Paris). Nous avons enfin échangé une correspondance par mails. Autre exemple : celui de Marie-Ange Charras\* [voir le chapitre 7]. Après plusieurs recherches sur internet, j'ai

---

325 Elle n'avait pas encore republié *Femmes-femmes sur papier glacé* en mai 2019 aux Éditions La Découverte.

noté que son nom était parfois lié à Amnesty International et j'ai écrit à plusieurs antennes locales. L'une d'elles a finalement répondu après plusieurs semaines, et j'ai pu rencontrer quelques temps après Marie-Ange Charras\* chez elle, à côté d'Albertville, où j'étais moi-même car mon amie y enseigne dans le secondaire. Mais si ces efforts ont été suivis d'effets, cela n'a pas été toujours le cas, et nous ignorons presque tout pour plus d'une centaine des membres de notre population [sur le détail des « inconnus », voir le chapitre 4]. Par exemple, un certain Bernard Lisbonne\* publie *Philosophie marxiste ou philosophie althusserienne* en 1981 chez Anthropos. Aucune information n'est indiquée dans la « mise en livre » de l'ouvrage (pour parler comme Roger Chartier), par plus que dans son autre livre de l'époque (*Des défenseurs révisionnistes de la dictature du prolétariat : Althusser\*, Balibar\* et compagnie*, Nouveau Bureau d'édition, Paris, 1976). Il ne publie plus rien après, et aucune information n'est disponible sur internet. Nous n'avons croisé son nom nulle part. Pseudonyme, décès, ou étoile filante de la vie intellectuelle, il reste, pour notre enquête, un total inconnu.

Deuxième problème : de nombreux enquêtés sont âgés (souvent autour de 80 ans) : ils sont parfois malades (nous n'avons par exemple pas pu voir le philosophe Xavier Renou\*, une de ses proches m'ayant répondu qu'il était trop malade pour échanger) et ont des problèmes de mémoire. Il a donc fallu préparer au mieux les entretiens pour à la fois éviter la classique « illusion biographique »<sup>326</sup> mais aussi pour trouver des moyens permettant de favoriser la remémoration. À ce titre, j'ai pu apporter des pièces d'archives en entretien dans le but non pas tant de « s'imposer »<sup>327</sup> mais de contourner au mieux ces problèmes de mémoire. Plus globalement, j'ai essayé de partir de pratiques concrètes et de dates précises (Mai-Juin 1968, élection de Mitterrand en 1981, histoire de la publication du livre, etc.) pour ensuite tirer des fils au cours de l'entretien. Parfois, il s'est avéré difficile de contourner ces problèmes de mémoire (à l'image d'un entretien téléphonique avec l'économiste Michel Beaud\*, 85 ans en 2020) voire impossible, comme dans le cas du philosophe Alexandre Matheron (1926-2020). Contacté par les Pages blanches, j'ai pu échanger avec lui et sa femme par téléphone, et prendre rendez-vous. Je me suis rendu chez eux, mais je me suis rapidement aperçu qu'ils avaient tous les deux de très importants problèmes de mémoire, ce que l'une des filles du couple m'a ensuite

---

326 Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 62-63, juin 1986, pp. 69-72.

327 Sur une pratique d'entretien avec archives, voir aussi Sylvain Laurens, « “Pourquoi” et “comment” poser les questions qui fâchent ? ». Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des “imposants” », *Genèses*, 2007/4 (n° 69), pp. 112-127.

confirmé. Si les échanges furent tout à fait sympathiques, j’ai supprimé l’entretien, inutilisable pour un travail de recherche.

Troisième obstacle : les dépôts d’archives. L’une des spécificités de l’enquête réside dans le caractère constamment évolutif des ressources – notamment archivistiques – auxquelles il est possible d’avoir accès. Or, comme l’écrit Julien Vincent, « la façon dont on écrit l’histoire dépend toujours dans une certaine mesure de la manière dont les sources se “présentent” à l’historien. Centralisées ou dispersées, publiques ou privées, plus ou moins bien classées par les archivistes, elles sont dans leur matérialité même le produit d’une histoire nationale qui conduit souvent à poser les problèmes différemment d’un pays à l’autre »<sup>328</sup>. Dans mon cas, il existe deux problèmes. D’une part, de nombreuses archives ne sont pas déposées, à l’image de celles d’Anthropos, qui ont même sans doute disparues [**Sur les difficultés d’enquête autour d’Anthropos, voir l’encadré n° 4**]. D’autre part, la plupart de ces archives ayant été déposées récemment, elles étaient souvent en cours de traitement, d’archivage ou de catalogage. Plusieurs fonds sans doute stratégiques pour l’enquête, confiés récemment à l’IMEC ou à la Contemporaine (souvent après un décès), me sont restés inaccessibles. C’est le cas du fonds Miguel Abensour<sup>329</sup> à l’IMEC, que nous n’avons pas pu consulter, tout comme ceux du sociologue Joseph Gabel\* ou de l’historien Jean Chesneaux\*, qui n’étaient pas accessibles durant toute une partie de la recherche car l’IMEC les classait. Nous avons également dû renoncer à certains pans du fonds de l’éditeur Christian Bourgois qui n’étaient pas consultables, parfois sans justification. Enfin, plusieurs fonds ont été déposés récemment, alors que l’enquête était déjà très avancée, à l’image des archives de Simone Debout-Oleszkiewicz\*.

Cette incertitude sur l’ouverture d’archives déposées et sur les dépôts lui-même s’est doublée de blocages plus nets. Outre quelques rares refus d’entretiens ou (plus souvent) des non-réponses [**parfois résolues durant le confinement, cf. *infra***], le plus net est l’absence de retour à mes messages de Lucien Sève\* (1926-2020), le directeur des Éditions Sociales durant toutes les années 1970. Même après avoir été « recommandé » par Antoine Spire\* ou Jean-Numa Ducange, il ne m’a jamais répondu. Sans pouvoir en être certain, il est possible que n’ayant pas du tout aimé le livre sur *La Nouvelle Critique* de ma directrice Frédérique Matonti, il n’ait pas souhaité me rencontrer — Frédérique Matonti qu’il avait également refusé de

---

328 Julien Vincent, « Concepts et contextes de l’histoire intellectuelle britannique... », *art. cit.*, p. 192.

329 Il est très proche de notre population, mais n’est pas inclus [**voir le chapitre 2**].

rencontrer malgré ses relances et ses recommandations. La conséquence principale de ce blocage ce sont des manques sur la vie et les coulisses des Éditions sociales dans ce travail.

#### Encadré n° 4 : Anthropos, éditeur sans archives

L'histoire des éditions Anthropos est peu connue pour plusieurs raisons. D'abord, il semble que ses archives éditoriales aient disparu, et ce à la fois en raison de l'attitude du fondateur principal, Serge Jonas\* – qui aurait presque tout jeté –, et à cause d'un conflit, vers 1984, avec le nouveau propriétaire d'Anthropos, qui réoriente alors la production vers des ouvrages portant sur des questions militaires<sup>330</sup>. D'après Irène Jonas, fille de Serge Jonas\*, c'est lui qui aurait brûlé de nombreuses archives pour éviter des problèmes avec la justice. Jacqueline Pluet-Despatin\*, elle aussi auteure « Anthropos », évoque pour sa part une très mauvaise relation avec Olivier Corpet, directeur de la revue *Autogestions* au début des années 1980 et directeur de l'IMEC au moment de sa fondation en 1988<sup>331</sup>. Elle explique que Jonas\* « ne voulait surtout pas donner ses archives à Rastignac, qui était Olivier Corpet (rires) »<sup>332</sup>. Ensuite, le sujet n'a guère suscité l'intérêt des chercheurs. Il n'existe pas de travaux sur la maison d'édition Anthropos, ni aucune entrée à ce nom ou à celui de « Serge Jonas\* » dans le *Dictionnaire des intellectuels français* de Michel Winock et Jacques Julliard, malgré les propositions de Jacqueline Pluet-Despatin\*<sup>333</sup>. De même, dans les monographies ou les autobiographies d'intellectuels qui ont publié chez Anthropos, presque rien n'en est dit<sup>334</sup>, pas plus que dans le *Dictionnaire de Mai 68*<sup>335</sup> ou dans le « Maitron », si ce n'est la mention, dans la notice de Jean Prunteau, qu'il devint en 1965 « directeur aux éditions Anthropos, petite maison d'édition qui réédita entre autres des inédits de Karl Marx et des œuvres du socialisme utopique »<sup>336</sup>. Encourageante, cette piste s'est avérée elle aussi une impasse, puisque les archives de Jean Prunteau sont très parcellaires sur ce sujet<sup>337</sup>. Rien de concluant non plus dans les archives de Victor Fay, puisque la pochette intitulée « Anthropos » regroupe exclusivement des documents relatifs à la publication de l'ouvrage collectif *En partant du Capital*, en 1968, introduit par Fay, ainsi que des textes repris dans *Marxisme et Socialisme : Théorie et stratégie*, ouvrage posthume publié chez L'Harmattan en 1999 et qui regroupe des textes de Victor Fay<sup>338</sup>.

330 Sur la disparition d'Anthropos et les transformations du paysage éditorial des années 1980, voir le chapitre 6.  
331 Cet entretien a été réalisé avant la mort d'Olivier Corpet le 6 octobre 2020. Nous n'avons pu le rencontrer, Olivier Corpet étant très malade.

332 Entretien avec Jacqueline Pluet-Despatin\*, 31 octobre 2017.

333 Elle raconte : « Vous connaissez bien sûr le dictionnaire des intellectuels ? Et bien j'avais proposé de faire deux fiches, sur les EDI et sur Anthropos. Et c'est curieux, ça a absolument été refusé, et en particulier par Christophe Prochasson, je ne sais pas quelle mouche l'avait piqué, mais il était totalement hostile [...] C'est Anthropos qui a publié pour la première fois les *Grundrisse* de Marx, qui a repris Fourier, quant aux EDI, ils ont joué leur rôle dans la publication des œuvres de Trotsky quand même ! », *ibid*.

334 Aucune information n'est en effet consacrée à cet éditeur dans les ouvrages suivants : Pierre Naville, *Mémoires imparfaites*, Paris, La Découverte, 1987 ; Alain Cuénot, *Pierre Naville (1904-1993). Biographie d'un révolutionnaire marxiste...*, *op. cit.* ; Rémi Hess, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métailié, 1988 ; Henri Lefebvre, *Le Temps des méprises : Entretiens avec Claude Glayman*, Paris, Stock, 1975 ; Géraldine Pflieger, *De la ville aux réseaux/dialogues avec Manuel Castells*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2006 ; Victor Fay, *La Flamme et la cendre*, Vincennes, Presses Universitaires de Vincennes, 1989 ; Samir Amin, *Mémoires. L'éveil du sud*, Paris, Les Indes Savantes, 2015.

335 Jacques Capdevielle et Henri Rey (dir.), *Dictionnaire de Mai 68...*, *op. cit.*

336 Voir la notice de Jean Prunteau en ligne : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article152142>.

337 Dans la pochette « Anthropos », on trouve seulement des documents relatifs à la publication des *Œuvres* du Curé Meslier, des notes sur René Caillé et un texte comparant la situation politique en France et en Italie. Archives de Jean Prunteau, JP 37B, « Anthropos », Institut d'Histoire du Temps Présent, Site Pouchet.

338 La troisième boîte, intitulée « Doctrine et histoire », renvoie aux textes non retenus pour l'anthologie *Marxisme et socialisme*, ainsi qu'à un document relatif au colloque du 21 avril 1983 organisé par l'OURS [Cf. le chapitre 6]. Archives Victor Fay, « Anthropos, Éditeur », F delta 1798/3/6, BDIC/La contemporaine, Nanterre.

Ce type de blocage s'est avéré d'autant plus problématique qu'il a été renforcé par la crise du Covid-19. En effet, alors que je souhaitais compléter certaines recherches en consultant des archives à l'IMEC et, surtout, aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis comme le fonds Francis Cohen\*<sup>339</sup>, la consultation a été impossible ces derniers mois. En revanche, le confinement du printemps m'a permis de mener plusieurs entretiens par visio-conférence. J'ai profité de cette période pour faire des relances auprès des personnes qui ne m'avaient pas répondu durant les mois précédents, et cela s'est avéré très efficace. La « disponibilité biographique »<sup>340</sup> de mes enquêtés durant le confinement a donc réorienté la dernière étape de l'enquête, et j'ai pu conduire entre mars et mai des entretiens à distance avec vingt-trois personnes.

### ***Plan de la thèse***

L'ambition de cette thèse est de contribuer à dessiner une histoire sociale des idées politiques « révolutionnaires », en France, dans l'après-1968. Autrement dit, il s'agit à la fois de saisir à quel point Mai 1968 marque une rupture dans la production et la circulation de ces idées tout en mettant au jour leur évolution et leur transformation, leur essor et leur déclin.

Pour cela, nous étudierons, dans un premier chapitre faisant office de prologue, les années 1944-1968. En revenant sur les décennies précédant la crise de mai-juin 1968, nous souhaiterons donner de la profondeur historique à ce travail, et montrer que les événements de 1968 marquent une rupture majeure, certes, mais qui n'est pas totale, de nombreuses évolutions de plus longue durée ayant eu lieu dans les décennies précédentes. L'adhésion des intellectuels à une forme de marxisme n'est pas nouvelle en 1968, notamment dans sa forme communiste, tant le PCF a été le principal acteur de cette histoire de la vie intellectuelle « révolutionnaire » en France depuis 1945. Mais les marxismes, comme nous le verrons, se pluralisent progressivement avant 1968.

De plus, la socialisation politique de toute une génération de jeunes militants révolutionnaires, marqués profondément par les guerres d'Algérie ou du Vietnam, joue pleinement sur l'histoire que l'on souhaite raconter. Ce sont aussi sur les idées elles-mêmes que

---

339 Plusieurs documents sont relatifs à des ouvrages publiés aux Éditions Sociales autour notamment du livre de 1978 : *L'URSS et nous* notamment (cotes 354 J 168-169) mais aussi de la collection « Ouvertures » que Francis Cohen\* dirigeait (354 J 169).

340 Johanna Siméant a pu montrer la pertinence de l'utilisation de cette approche, qui explique en partie les fluctuations de l'intensité de l'engagement au fil d'une « carrière militante ». Cf. Johanna Siméant, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 2001/1 (vol. 51), pp. 47-72.



l'on revient, en mettant en avant les contraintes qui pèsent sur leur production et leur circulation, de l'impératif de l'engagement à la Libération jusqu'à une période moins politique après la guerre d'Algérie (avec l'arrivée sur le marché des biens symboliques du Nouveau Roman ou du structuralisme). Ou du commencement de la guerre froide, avec la « bataille du livre »<sup>341</sup> entre 1950 et 1952 jusqu'à l'émulation qui caractérisent le milieu des années 1960, alors que le livre politique « marxiste », porté par l'âge d'or des sciences humaines et l'explosion du nombre de livres de poche vendus<sup>342</sup>, circule déjà, notamment grâce à Maspero, Anthropos ou aux Éditions Sociales. Ce prologue, intitulé « **Du “marxisme-léninisme” aux “mille marxismes”. Être un intellectuel “révolutionnaire” de 1944 à 1968** » permettra ainsi de présenter ces maisons d'édition, ainsi que certains des intellectuels centraux de notre recherche, tout en mettant en lumière la rupture créée par mai-juin 1968 dans l'histoire de la vie intellectuelle française.

Ce travail se structurera ensuite en deux grandes parties, chronologiques, consacrées pour la première aux années 1968-1981, et pour la seconde à l'après-1981. Elles se composent chacune de trois chapitres.

Dans le chapitre 2, « **Comment le livre “marxiste” est devenu un best-seller** », nous reviendrons sur les effets de la crise de mai-juin 1968 sur la vie intellectuelle française. Nous mettrons en lumière l'explosion de la production qu'elle provoque et, avec elle, un phénomène de “pluralisation” des idées « révolutionnaires ». Dans le même temps, c'est la circulation de ces livres qui augmente fortement. Car l'événement n'a pas seulement produit une demande sociale d'idées révolutionnaires ; il a aussi mis en avant différentes traditions révolutionnaires non communistes, conséquence de la position attentiste du PCF pendant les événements<sup>343</sup> qui a entraîné sa « démonétisation brusque et massive [...] à la bourse des valeurs de radicalité »<sup>344</sup>. Les idées politiques qui prennent alors les noms de « marxistes » et, plus encore, de « révolutionnaires », passent même par des éditeurs d'abord étrangers à cette radicalisation comme Gallimard, Le Seuil, mais aussi et surtout par les deux grands groupes d'édition que

---

341 Marc Lazar, « Les “batailles du livre” du Parti communiste français (1950-1952) », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°10, avril-juin 1986, pp. 37-50.

342 Créé en 1953, il s'en vend, d'après Jean-Yves Mollier, plus de cent millions entre 1953 et 1964. Après cette date, le livre politique profite pleinement du phénomène, affichant des ventes très importantes.

343 Entre autres symptômes, voir cette intervention de Georges Marchais, « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968.

344 Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/3, n°158, pp. 35.

sont alors Les Presses de la Cité et Hachette. Nous montrerons enfin dans ce chapitre la production, la circulation et la réception des idées politiques révolutionnaires en acte, en étudiant la « carrière »<sup>345</sup> d'un livre emblématique, à savoir *L'École capitaliste en France*, que Christian Baudelot et Roger Establet font paraître chez Maspero en 1971.

Au chapitre 3 (« **Anthropos, Maspero, Éditions Sociales : les idées au service de trois traditions révolutionnaires** »), nous analyserons plus précisément le contenu des idées politiques qui circulent, en nous concentrant sur les livres publiés par les trois éditeurs militants choisis : Maspero, les Éditions Sociales et Anthropos. Ce zoom sur la vie intellectuelle « révolutionnaire » permet d'étudier les « mille marxismes » dont parle André Tosel\* et les multiples façons d'être un « intellectuel révolutionnaire » dans l'après-1968. En élargissant la focale à des catalogues d'éditeurs, nous nous donnerons les moyens d'éviter d'écrire une « histoire dominante de la vie intellectuelle, réduite à une histoire des intellectuels publics en forme de palmarès et/ou de batailles sans cesse rejouées »<sup>346</sup>, fidèle en cela à l'histoire sociale des idées politiques. Nous nous concentrerons dans ce chapitre sur les deux principales dimensions de ces catalogues : les usages stratégiques des textes du passé, Marx en tête ; et les idées contemporaines qui participent, elles aussi, à la construction de traditions révolutionnaires distinctes et concurrentes. Pour les illustrer, nous ouvrirons ce chapitre par l'étude des appropriations de la pensée de Rosa Luxemburg dans les « années 1968 », au moment du double anniversaire des cinquante ans de sa mort (1969) et des cent ans de sa naissance (1971).

Dans le Chapitre 4 (« **Ce qui mène à la révolution. Étude des propriétés des intellectuels « révolutionnaires » dans l'après-1968** ») nous analyserons qui sont les intellectuels révolutionnaires identifiés à travers les catalogues de Maspero, des Éditions Sociales et d'Anthropos. En nous intéressant non pas à quelques grandes figures, mais au groupe des intellectuels qui se disent « révolutionnaires », nous souhaiterons saisir leurs propriétés sociales et les caractériser en construisant des idéaux-types. De plus, à travers cette sociologie des intellectuels, et en rattachant les producteurs à certaines traditions révolutionnaires identifiées au chapitre 3, nous entendrons mettre au jour les logiques sociales qui conduisent des intellectuels non seulement à adhérer au projet révolutionnaire, mais à lui préférer telle tradition plutôt que telle autre. Autrement dit, nous interrogerons l'existence ou non de « sous-populations » d'intellectuels révolutionnaires.

---

345 Pour une application de la notion de carrière aux idées, voir le numéro 81 de *Sociétés contemporaines*, « Théories en milieu militant », dirigé par Nicolas Belorgey, Frédéric Chateigner, Mathieu Hauchecorne et Étienne Pénissat, 2011/1.

346 Christophe Charle, Laurent Jeanpierre, *La vie intellectuelle en France. Tome I : Des lendemains de la Révolution à 1914*, op.cit, p.12.

Dans la deuxième partie de la thèse, nous nous donnerons pour objectif général de réfléchir à l'évolution de ces « intellectuels révolutionnaires » et aux transformations de ces idées politiques « révolutionnaires » en suivant empiriquement le « destin » des membres de notre population.

Le chapitre 5, intitulé « **La fin de l'intellectuel partisan ? Analyse des formes d'engagement des "intellectuels révolutionnaires" dans les années 1980** », s'intéressera avant tout aux évolutions des engagements politiques des membres de notre population. Nous nous demanderons la part des conversions politiques vers la droite, des passages au PCF, ou encore des effets de la crise intellectuelle au PCF sur « nos » intellectuels. Nous nous interrogerons aussi sur la place que prennent, à partir des années 1980, d'autres formes d'engagement, moins partisans. À une époque où Mitterrand arrive au pouvoir, nous nous interrogerons sur la loyauté politique, sur ses transformations, et sur ses significations.

Le chapitre 6 (« **Comment les marxismes français sont devenus souterrains ? Récit d'un déclin** ») reviendra plus spécifiquement sur les idées. Nous nous confronterons à l'hypothèse d'une crise brutale de la production d'idées révolutionnaires, et donc de l'offre elle-même. Pour comprendre le déclin des « marxismes », nous tenterons de comprendre comment se fait le travail intellectuel dans les années 1980 et comment le champ intellectuel évolue. Nous saisissons enfin la place des marxismes à partir de trois études de cas : le centenaire de la mort de Marx en 1983, les séminaires « marxistes » des années 1980, et les relectures « marxistes de Spinoza ».

Pour conclure ce travail, nous étudierons dans le septième et dernier chapitre les différentes explications du « retrait » intellectuel, contribuant ainsi à écrire une histoire sociale des « intellectuels révolutionnaires » plus ordinaires et anonymes. Intitulé « **Disparaître : le déclin des "marxismes" et les significations du "retrait" intellectuel** », ce chapitre s'articulera autour de trois axes expliquant *l'exit* intellectuel.





## **Chapitre 1 :**

### ***Du « marxisme-léninisme » aux « mille marxismes ». Être un intellectuel « révolutionnaire » de 1944 à 1968***

*« Pendant les années 1945-1965 (je parle de l'Europe), il y avait une certaine manière correcte de penser, un certain style du discours politique, une certaine éthique de l'intellectuel. Il fallait être à tu et à toi avec Marx, ne pas laisser ses rêves vagabonder trop loin de Freud, et traiter les systèmes de signes – le signifiant – avec le plus grand respect. Telles étaient les trois conditions qui rendaient acceptable cette singulière occupation qu'est le fait d'écrire et d'énoncer une part de vérité sur soi-même et sur son époque ».*

Michel Foucault, « Préface à Deleuze et Guattari, *Anti-Œdipe : Capitalism and Schizophrenia*, New York, Viking Press, 1977 », in *Dits et Ecrits. Tome III*, Paris, Gallimard, 1994, p. 133.

*« Il faudrait analyser les glissements insensibles qui ont conduit en moins de trente années d'un état du champ intellectuel où il était si nécessaire d'être communiste que l'on n'avait pas besoin d'être marxiste à un état où il était si chic d'être marxiste que l'on pouvait même « lire » Marx, pour aboutir à un état où le dernier must de la mode est d'être revenu de tout, et d'abord du marxisme ».*

Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif [Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 32-33, avril/juin 1980, p. 10.

De 1945 à 1968, les contraintes qui pèsent sur la production et la circulation des idées « marxistes » évoluent considérablement. Cette période, marquée par les enjeux de la Libération, par les tensions internationales de la guerre froide et ses effets en France et par les guerres de décolonisation – à commencer par la guerre d'Algérie - doit être interrogée, dans l'esprit de Michel Dobry, comme une « conjoncture fluide longue »<sup>347</sup>. Celle-ci se caractérise par la surpolitisation et la faible autonomie de la production des biens symboliques et des logiques intellectuelles, très marquées par l'impératif de l'engagement, notamment « révolutionnaire ».

Ce premier chapitre, pensé comme un prologue s'appuyant essentiellement sur des sources de seconde main, souhaite remettre de l'historicité dans l'étude de la vie intellectuelle de l'après-1968. Car si la crise politique de Mai-Juin ouvre une période inédite sur laquelle nous reviendrons longuement, l'histoire des « glissements » dont parle Pierre Bourdieu dans l'exergue de ce chapitre ne peuvent être oubliés. Ils sont au nombre de trois.

Le premier nous impose de restituer l'histoire de la culture politique et militante commune dans laquelle baignent les « intellectuels révolutionnaires » de l'après-1968. De 1944 à 1968, le poids politique et intellectuel du PCF est tel qu'on ne peut se penser comme

---

<sup>347</sup> Nous reprenons ici les analyses de Véra Nikolski et de Vanessa Codaccioni. Voir Véra Nikolski, *National-bolchévisme et néo-urasisme dans la Russie contemporaine : la carrière militante d'une idéologie.* ; et Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants...*, *op. cit.*

un « intellectuel révolutionnaire » sans se situer vis-à-vis de lui. Mais cette relation évolue avec le temps, et si les intellectuels communistes sont soumis à un très haut niveau d'obéissance politique en 1947 lors de l'entrée en guerre froide, la place des intellectuels au PCF évolue après 1953 et la mort de Staline, puis après 1956, année de l'invasion de Budapest et du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS. Il faut donc revenir sur ces dates marquantes et leurs conséquences sur la vie intellectuelle française, et s'intéresser également aux enjeux de la Libération – avec la place qu'y occupe Jean-Paul Sartre\* et sa revue *Les Temps Modernes*<sup>348</sup> — et de la guerre d'Algérie. Bref, il faut retracer comment s'est façonnée cette « certaine éthique de l'intellectuel » dont parle Foucault, et revenir sur les rapports de force nationaux et internationaux entre les champs politique, intellectuel et du pouvoir.

Ces transformations se doublent d'un renouvellement progressif du « marxisme » lui-même. On assiste en effet, entre 1944 et 1968, à une diversification des marxismes français. D'une logique « ami/ennemi » au début de la guerre froide (on est pour ou contre la doctrine figée du « marxisme-léninisme »), on assiste à une visibilité croissante de groupe se revendiquant du « marxisme » mais affichant son opposition au PCF et à ses positions staliniennes. Puis, dans les années 1960, les critiques internes au PCF sont plus nombreuses et surtout moins sanctionnées (elles ne donnent pas toujours lieu à exclusion), à l'image du marxisme « chic » mais aussi très théorique d'Althusser\* et de son *Lire le Capital* – ce qui, dans un parti dont la direction ouvrière revendique le monopole de la production théorique, est loin d'être anodin. Le marxisme français se pluralise aussi à travers les luttes indépendantistes et tiers-mondistes et avec l'évolution de classe ouvrière. Il nous faudra expliquer ces évolutions tout en revenant sur des figures centrales d'« intellectuels marxistes », Sartre\* en tête. Nous le ferons au fil du chapitre, souvent à travers des encadrés présentant des membres de la population étudiée au chapitre 4.

Le dernier « glissement » sur lequel il nous faudra s'attacher dans ce prologue concerne le développement, l'institutionnalisation et le détachement des sciences humaines et sociales de ses fonctions d'instrumentalisation politique ou d'utilité sociale. Si celles-ci dominent à la Libération et dans les années qui suivent, dans le contexte de la planification et de la guerre froide, les SHS s'autonomisent peu à peu, et de nouvelles disciplines apparaissent ou, comme la sociologie, réapparaissent. En parallèle, le public étudiant, très politisé et à gauche, s'accroît numériquement. Ces nouveaux lecteurs sont à la base d'une plus intense circulation des idées

---

<sup>348</sup> Anna Boschetti explique, on le verra, que cette revue, dominante à la Libération, définit les enjeux et les questions légitimes que l'on peut se poser à l'époque. Voir Anna Boschetti, *Sartre\* et les "Temps Modernes", une entreprise intellectuelle*, Paris, Minuit, 1985.

« révolutionnaires » avant même les événements de 1968. C'est aussi que des éditeurs se spécialisent dans la diffusion du livre « marxiste », à l'image des Éditions Sociales, des Éditions Maspero et d'Anthropos, que nous présenterons dans ce chapitre. C'est donc la vie intellectuelle elle-même qui évolue considérablement dans ces années, et ce sont ces transformations qu'étudie ce chapitre.

Pour cela, nous suivrons la chronologie politique suivante<sup>349</sup>. Après avoir analysé les années de Libération (A), nous étudions la période 1947-1956, la plus conflictuelle de la guerre froide (B). Puis nous reviendrons sur les années 1956-1962, marquées à la fois par les crises du monde communistes (Congrès de 1956 ouvrant une période de déstalinisation mais aussi répression à Budapest) et les guerres de décolonisation, au premier rang desquelles la guerre d'Algérie (C). Enfin, la dernière partie consacrée aux années 1962-1968 permettra de saisir les évolutions internationales, nationales et structurelles qui touchent les idées, du développement des SHS en France jusqu'aux reconfigurations internationales du communisme et du socialisme, en passant par l'ouverture relative du PCF en direction de ses intellectuels. C'est aussi un moment où les partis de la gauche socialiste (SFIO aussi bien que PSU, créé en 1960) commencent (certes timidement du point de vue électoral) à devenir des concurrents du PCF et à transformer le champ politique (D).

---

<sup>349</sup> Même si, bien entendu, le cadre politique ne joue pas mécaniquement sur les idées et les configurations d'engagement des intellectuels, comme le veut la logique même des champs de production. D'ailleurs, comme l'écrit Anna Boschetti, « la chronologie montre un décalage entre la crise du modèle engagé et les événements – les révélations sur les procès de Moscou et sur les camps soviétiques, le cas Lyssenko, la répression de la révolte hongroise, la déstalinisation – qui, progressivement, sapent et détruisent l'image utopique du communisme et, inséparablement, la philosophie de l'histoire qui en était le présupposé. Premièrement, la crise littéraire commence avant la crise politique de 1956 ; deuxièmement, l'écroulement du prestige de l'URSS et du Parti communiste ne se traduit pas immédiatement en une remise cause du rôle critique de l'intellectuel ». Anna Boschetti, « La recomposition de l'espace intellectuel en Europe après 1945 », in Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des États-nations à la mondialisation XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2009, p. 163.



## ***I. 1944-1947 : D'une guerre mondiale à un monde bipolaire***

La Libération ouvre, en France, une période nouvelle tant la guerre instaure une coupure décisive. Les hiérarchies sont bouleversées, et les défis sont d'une nature inédite, indissociablement politique et intellectuelle. L'engagement devient un impératif pour tous les intellectuels, communistes ou non, comme le montrent l'épuration intellectuelle et le renouvellement du champ intellectuel en faveur des résistants (A).

La situation évolue très vite. L'année 1947 marque à ce titre un tournant majeur, national et international. C'est la fin d'une période d'union politique exigée par la fin de la guerre, et, en parallèle, l'entrée dans une guerre froide qui, si elle est évidemment avant tout politique, polarise en même temps un champ intellectuel surpolitisé et peu autonome (B).

### ***I-A. Les intellectuels français face aux défis de l'après-guerre***

La France affronte à la Libération de nombreux défis. Car si 1945 est « l'année de la victoire »<sup>350</sup>, comme le proclame le Général de Gaulle le 1<sup>er</sup> janvier, c'est aussi l'heure du bilan, très lourd, de la guerre [**Voir encadré n°1**].

Les conséquences du conflit ont des effets considérables sur la vie intellectuelle après 1945. Les raisons sont d'abord matérielles. La pénurie de papier impose aux éditeurs et aux journaux des limites drastiques, à l'image du journal *Le Monde* qui paraît sur seulement deux pages dans ses premières années d'existence. Alors même qu'on estime qu'il faudrait 150 000 tonnes de papier pour reconstituer les réserves détruites et retrouver une production normale, seules 5000 sont disponibles en 1945 tant les difficultés logistiques sont grandes. Le contingentement du papier reste très important jusqu'au 3 mai 1949, et il ne disparaît complètement que le 1<sup>er</sup> janvier 1958<sup>351</sup>.

À côté de cette pénurie matérielle — parfois qualifiée de « censure déguisée »<sup>352</sup> —, trois enjeux de la Libération sont directement réfractés par le champ intellectuel. Premièrement, l'épuration, alimentée par la volonté de punir les Français coupables de compromissions, dont de nombreux intellectuels (A). Ensuite, l'impératif de renouvellement du champ intellectuel, reconfiguré en raison de la centralité qu'y acquiert l'expérience de la résistance (B). Enfin, la quasi obligation désormais de l'engagement politique pour les intellectuels, particulièrement

---

<sup>350</sup> « De la libération à la victoire », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> janvier 1945.

<sup>351</sup> Voir Pascal Fouché, « L'édition littéraire, 1914-1950 », dans Henri-Jean Martin, Roger Chartier, Jean-Pierre Vivet, (Dir.), *Histoire de l'édition française. IV Le livre concurrent, 1900-1950*, Paris, Promodis, 1986 ; Pascal Fouché (Dir.), *L'édition française depuis 1945*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 1998, notamment l'introduction.

<sup>352</sup> Thierry Cottour, « Le contingentement du papier en France (1944-1958) : une censure déguisée ? », dans Pascal Durant, Pierre Hébert, Jean-Yves Mollier, François Vallotton, (dir.), *La censure de l'imprimé. Belgique, France, Québec et Suisse romande, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Ed. Nota Bene, 2006, pp. 264-265.

visible au sein du Parti Communiste Français (C), pour les intellectuels catholiques (D) ou comme le montre la création des *Temps Modernes* (E).

### **Encadré n°1. Le lourd bilan de la guerre**

Le bilan du conflit apparaît progressivement avec la Libération du pays. Humainement, le tribut payé est inférieur aux 1,4 million de morts de la première guerre mondiale<sup>353</sup>, mais reste considérable : 330 000 victimes civiles, 230 000 militaires, et près d'un million de prisonniers de guerre toujours en Allemagne en août 1944. A ces chiffres s'ajoute la découverte progressive de l'ampleur du génocide des juifs de France. Face à ces défis, Henri Frenay, résistant fondateur du mouvement « Combat », est nommé ministre des Prisonniers, des Déportés et des Réfugiés.

Le bilan matériel est, lui aussi, difficile à surmonter. Le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, Raoul Dautry, dirige une commission qui estime que 20% du capital immobilier français a été détruit, privant un million de familles d'un logement. Des villes entières sont en ruines, surtout dans le Calvados où s'est déroulé l'essentiel du débarquement. L'état des infrastructures est catastrophique, à l'image des 115 gares ferroviaires et des 9 000 ponts détruits, auxquels il faut ajouter 40% de véhicules automobiles. La circulation s'en trouve considérablement limitée<sup>354</sup>. Enfin, près de 3 millions d'hectares agricoles ont disparu à la fin de la guerre, conduisant à une situation d'urgence alimentaire. L'agriculture, base de la nourriture des Français encore très ruraux<sup>355</sup>, voit ses rendements baisser de 20 à 40% selon le type de production. En conséquence, les restrictions sont drastiques : la ration quotidienne de pain est de 200g le 1<sup>er</sup> mai 1947 et baisse à 150g le 27 août. Les Français les plus pauvres, plus encore que durant le conflit<sup>356</sup>, ne mangent pas à leur faim, et les maladies prolifèrent. Résultat : plus de 500 000 français meurent dans les années qui suivent la Libération en raison de mauvaise hygiène ou de malnutrition.

La production industrielle, elle, ne représente en 1945 que 40% de son niveau de 1939 qui n'est retrouvé qu'autour de 1950. Pour relancer l'économie française, les ouvriers sont poussés à travailler toujours plus malgré le blocage des salaires. L'effort demandé est d'autant plus important que la reconstruction du pays est aussi l'occasion de le moderniser, alors qu'en 1945, 48% des appartements et maisons ne possèdent pas l'eau courante, 80% pas de toilettes intérieures et 90% ni douche ni baignoire.

Dans ce contexte, quelques conflits sociaux se développent<sup>357</sup> — notamment car les rationnements, sous forme de tickets, perdurent durant plusieurs années — mais la situation reste dans l'ensemble sous contrôle jusqu'en 1947.

<sup>353</sup> Voir Michel Huber, *La population de la France pendant la guerre*, Paris/New Haven, Presses Universitaires de France / Yale University Press, 1931.

<sup>354</sup> Serge Bernstein, Pierre Miza, *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, tome II, Paris, Perrin, 2009, p. 456.

<sup>355</sup> En 1931, 50,8% de la population est urbaine en France. L'évolution est lente durant les décennies suivantes, puisqu'elle est de 56% en 1954. L'accélération de l'urbanisation est ensuite brutale : 73,4% des français sont urbains en 1982. Voir Pierre Guillaume, *Histoire sociale de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Masson, 1992, p. 26.

<sup>356</sup> Et ce alors même que la faim avait tenaillé les Français notamment urbains durant l'occupation allemande en raison des réquisitions de nourriture et de bétail. D'après un rapport du 1<sup>er</sup> décembre 1940, « la population pauvre de Paris ne se nourrit de rien, de soupe populaire, c'est une misère sans nom », cité par Michelle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016, p. 659

<sup>357</sup> Charles Tilly affirme ainsi qu'« en 1946 et 1947, la population de la capitale descend plusieurs fois dans la rue pour protester contre le contrôle gouvernemental des prix, des salaires et de l'approvisionnement », in *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 474.

### *L'épuration ou comment régénérer le corps politique français*

Le premier processus, « l'épuration », n'est pas propre au contexte de 1945 puisqu'il renvoie à un « imaginaire politique » ancien qui remonte aux Jacobins et à la « radicalisation de la Révolution Française »<sup>358</sup>. Métaphore organiciste évoquant une purification permettant la régénération, l'épuration reste pourtant largement attachée à la fin de la seconde guerre mondiale en raison de l'ampleur qu'elle a alors prise. En effet, sa nécessité s'impose à la Libération et elle est même considérée comme un préalable à la refonte de la République nouvelle par le Conseil national de la Résistance (CNR)<sup>359</sup>, bien qu'elle reste, en réalité, limitée à une petite minorité de Français.

Cette épuration s'accompagne du mythe d'une France très largement opposée à l'occupant – porté notamment par le général de Gaulle<sup>360</sup> – n'empêche pas qu'existe au sortir de la guerre un fort sentiment de vengeance qui alimente d'abord une épuration quasi sauvage et très faiblement encadrée juridiquement. Le processus d'épuration est ensuite repris en main par le pouvoir – et principalement par le Général de Gaulle – qui souhaite l'achever dès l'été 1945 en promouvant quelques procès exemplaires. En octobre-novembre 1944, lors de celui du préfet Alexandre Angeli, le plus haut fonctionnaire de la région Rhône-Alpes sous Vichy, le magistrat présidant l'audience affirme qu'« étant donné que les instructions devant la Cour de Justice doivent être rapidement menées », il est impossible de suivre toutes les règles ordinaires des instructions, et il conclut : « Pensez à tous ces morts ! »<sup>361</sup>.

Cette conjoncture explique qu'au 30 août 1945, 2 366 français aient déjà été condamnés à mort et 12 426 à de la prison<sup>362</sup>. En tout, selon Henry Rousso et Éric Conan, « 310 000 dossiers ont été ouverts qui ont touché environ 350 000 personnes, soit presque un Français sur cent »<sup>363</sup>. Mais l'épuration s'avère, en réalité, très longue et difficile à mettre en place. Elle dure finalement jusqu'en 1970, moment où la rubrique « épuration » des arrêts du Conseil d'État

---

<sup>358</sup> Alya Aglan et Emmanuelle Loyer, « Epuration, histoire d'un mot », in Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003, p. 19 et p. 21.

<sup>359</sup> Fondé en 1943 sous l'égide de Jean Moulin, le CNR fut l'institution centrale de la résistance intérieure qui permit de coordonner ses différentes tendances. Son programme, adopté en mars 1944, prévoit aussi bien des actions à mener immédiatement contre l'occupant que des mesures à appliquer une fois la libération du territoire effective. Voir Claire Andrieu, *Le programme commun de la Résistance : des idées dans la guerre*, Paris, Les éditions de l'Erudit, 1984.

<sup>360</sup> Dans son discours du 1<sup>er</sup> janvier 1945, il déclare que « sauf un nombre infime de malheureux qui ont consciemment préféré le triomphe de l'ennemi à la victoire de la France et qu'il appartient à la justice de l'Etat de châtier équitablement, la masse immense des Français n'a jamais voulu autre chose que le bien de la patrie ». Cf « Le message du général de Gaulle aux Français », *Le Monde*, 2 janvier 1945.

<sup>361</sup> Cité par Herbert Lottman, *L'épuration (1943-1953)*, Paris, Fayard, 1986, p. 264.

<sup>362</sup> D'après Anne Simonin, *Les idées en France, 1945-1988. Une chronologie*, Paris, Gallimard, 1989, p. 22.

<sup>363</sup> Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, p. 17, cité par Marc Olivier Baruch, « Introduction », in Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables..., op. cit.*, p. 8.

disparaît. Dans le même temps, sont réintégrés des cadres condamnés, mouvement qu'Alain Bancaud et Marc-Olivier Baruch qualifie de « déséparation »<sup>364</sup>, et qui fait écho aux lois d'amnistie votées en 1951 et 1953<sup>365</sup> ou plus simplement aux dossiers qui n'ont jamais été traités par la justice. L'épuration ne se limite d'ailleurs pas à des peines uniquement judiciaires, puisque l'épuration professionnelle a été elle aussi importante à la Libération.

C'est particulièrement visible dans l'épuration intellectuelle<sup>366</sup>. Les débats entre intellectuels sont d'autant plus vifs qu'ils touchent un espace social au sein duquel la croyance dans le pouvoir des mots et des idées est prégnante<sup>367</sup>, et ce surtout dans l'après-guerre où la responsabilité des intellectuels est, selon le terme de Gisèle Sapiro, « écrasante »<sup>368</sup>. C'est pourquoi les procès de l'épuration questionnent centralement le statut de la parole : « les collaborateurs sont-ils jugés pour des actes ou pour des idées ? »<sup>369</sup>. On connaît, grâce aux études d'Anne Simonin, la rhétorique de l'innocence prônée par les intellectuels collaborateurs qui, en se définissant non comme des traîtres mais comme des vaincus, disent appartenir, au fond, au même camp que les résistants et n'avoir dû leur radicalisation idéologique qu'à la méconnaissance de l'ampleur de l'horreur nazie<sup>370</sup>.

Face à eux, les intellectuels proches de la résistance sont divisés. Les communistes appellent à une épuration intransigeante, tout comme Sartre\* qui affirme que la littérature est un acte<sup>371</sup> et que les collaborateurs sont des individus obsédés par « la passivité du présent »<sup>372</sup>. À l'opposé, Albert Camus écrit le 30 août 1945, dans *Combat*, que « le mot épuration est déjà pénible... la chose est devenue odieuse ». Sur le même ton, Jean Paulhan plaide pour un droit à l'innocence<sup>373</sup> et regrette, en 1947, que « l'épuration mène la vie dure aux

---

<sup>364</sup> Alain Bancaud et Marc-Olivier Baruch, « Vers la déséparation ? L'épuration devant la juridiction administrative, 1945-1970 », in Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée...*, *op.cit.*, pp. 480-512.

<sup>365</sup> Stéphane Gacon, « L'amnistie de la Collaboration », in *Ibid.*, pp. 465-479.

<sup>366</sup> Voir Pierre Assouline, *L'épuration des intellectuels*, Paris, Complexe, 1986.

<sup>367</sup> Pour une approche socio-historique de la responsabilité des écrivains, voir Gisèle Sapiro, *La responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIXe – XXIe siècle)*, Paris, Seuil, 2011.

<sup>368</sup> *Ibid.*, p. 676.

<sup>369</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>370</sup> Anne Simonin, « Le droit à l'innocence. Le discours littéraire face à l'épuration (1944-1953) », *Sociétés et représentations*, 2001/1, n°11, p. 124.

<sup>371</sup> Formalisant sa position quelques mois plus tard, Sartre\* écrit par exemple que « l'écrivain "engagé" sait que sa parole est action ». Voir Jean-Paul Sartre\*, *Qu'est-ce que la littérature ?* Paris, Gallimard, 1947.

<sup>372</sup> Cité par Anne Simonin, « Le droit à l'innocence... », *art.cit.*, p. 125.

<sup>373</sup> Jean Paulhan est né à Nîmes le 2 décembre 1884. Fils du philosophe Frédéric Paulhan, il suit lui-même des études de philosophie jusqu'à la licence, avant d'enseigner trois ans à Antananarivo, la capitale de Madagascar, alors colonie française. Mobilisé et blessé durant la première guerre mondiale, il collabore à plusieurs revues dans les années 1920 jusqu'à devenir en 1920 le secrétaire de la *Nouvelle Revue Française*. En 1925, à la mort de Jacques Rivière, il le remplace comme rédacteur en chef de la revue, et ce jusqu'en 1940. Figure majeure de la résistance littéraire, il se distingue après la Libération en écrivant notamment en 1952 sa *Lettre aux directeurs de la Résistance*, dans laquelle il éprouve non plus de la fierté mais de la honte dans son passé face à l'attitude qu'il juge excessive de certains compagnons de la Résistance. Il ravive alors les débats très vifs de la Libération. Il fut

écrivains [...] Le criminel vous a paru moins coupable que la littérature qui l'invite au crime, le traître plus digne de pardon que l'idéologue qui lui conseille la trahison. Vous décidez de vous en prendre désormais à l'auteur plutôt qu'à l'acteur, à la cause plutôt qu'à l'effet<sup>374</sup>».

Mais ces divergences – qui se retrouvent au sein du champ politique, entre communistes et gaullistes — n'empêchent pas qu'une épuration intellectuelle se déroule dans son versant judiciaire. Outre quelques figures célèbres qui se suicident, comme Drieu la Rochelle, directeur de la *Nouvelle Revue Française (NRF)* pendant le conflit jusqu'à son arrêt en 1942<sup>375</sup>, les procès touchent aussi bien des écrivains que des éditeurs et même des maisons d'édition. Des collaborateurs notoires sont condamnés à mort, à l'image de Robert Brasillach, fusillé le 6 février 1945 malgré une pétition pour son recours en grâce signée par Paul Valéry, François Mauriac, Jean Paulhan ou encore Albert Camus<sup>376</sup>. Néanmoins, la « loterie » de l'épuration dénoncée par Mauriac s'est révélée, partout, plutôt clémente, même si elle a été en proportion plus dure contre les intellectuels puisque 3,5% des procès ont touché des professions intellectuelles et artistiques, soit deux fois plus que leur poids dans la population (1,7%)<sup>377</sup>. Surtout, l'épuration intellectuelle passe elle aussi par des sanctions professionnelles. L'ordonnance du 30 mai 1945 relative à « l'épuration des gens de lettres » permet de prononcer de nombreuses peines qui, de l'interdiction de jouer ou d'éditer jusqu'à l'impossibilité de toucher des droits d'auteurs ou même de « prononcer des conférences et des causeries », limite considérablement les carrières et crée un stigmate dont les effets réels restent en partie à analyser<sup>378</sup>.

Si la volonté de débarrasser le corps social de ses éléments corrompus se réfracte dans le champ intellectuel, les effets de la Libération ne se limitent pas à l'épuration, et à côté des « enjeux posés par la dialectique de la punition » se trouvent ceux du « renouveau »<sup>379</sup>.

---

à nouveau directeur de la *NRF* de 1953 à 1968, et fit scandale en republiant l'antisémite Louis-Ferdinand Céline. Il est mort le 9 octobre 1968.

<sup>374</sup> Cité par Pierre Daix, *Les lettres françaises. Jalons pour l'histoire d'un journal (1941-1972)*, Paris, Tallandier, 2004, p. 199. Voir aussi, en 1952, sa *Lettre aux directeurs de la Résistance*, publiée chez Minuit.

<sup>375</sup> Cette histoire, beaucoup plus complexe, dépasse de loin l'ambition synthétique qui est ici la nôtre. Gisèle Sapiro, grâce à un usage méticuleux d'archives, a restitué avec précision l'histoire de la *NRF* sous l'occupation, et les rôles de Drieu la Rochelle et de Jean Paulhan. Voir *La Guerre des écrivains (1940-1953)*, Paris, Fayard, 1999.

<sup>376</sup> Sur ce procès, voir Alice Kaplan, *Intelligence avec l'ennemi. Le procès Brasillach*, Paris, Gallimard, 2001.

<sup>377</sup> Gisèle Sapiro, *La Responsabilité de l'écrivain...*, *op. cit.*, p. 426. Plus généralement, voir l'ensemble de la quatrième partie, « Du rôle de l'écrivain en temps de crise. La Libération » ; ainsi que Gisèle Sapiro, « L'épuration du monde des lettres », dans Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables*, *op. cit.*, pp. 243-278.

<sup>378</sup> Tristan Rouquet, dans son travail doctoral en cours, travaille justement, à partir d'une prosopographie établie à partir des listes d'intellectuels collaborateurs, sur le stigmate du collaborateur dans les décennies d'après-guerre.

<sup>379</sup> Marc Olivier Baruch, « Introduction » ..., *art. cit.*, p. 10.

### ***Le champ intellectuel a la Libération : un renouvellement « résistant »***

La fin du conflit marque une restructuration profonde des quotidiens, hebdomadaires, revues intellectuelles et maisons d'édition d'avant-guerre. Plus précisément, la Libération comprise comme une crise politique est un moment de « désectorisation »<sup>380</sup> qui touche l'ensemble du champ intellectuel et qui le remodèle autour de l'impératif de l'engagement.

Cette surpolitisation de toutes les productions intellectuelles, qui profite au pôle le plus hétéronome du champ, trouve son origine dans la période de guerre et d'occupation, et notamment dans l'activité d'un « sous-champ littéraire clandestin » mis en avant par Gisèle Sapiro<sup>381</sup>. Alors que l'avant-guerre opposait les proches de la *NRF*, défenseurs d'une littérature pure — vue comme une recherche et attachée à des positions plutôt « de gauche » — à des écrivains qui, proches de l'Académie Française et souvent de la droite nationaliste, étaient davantage préoccupés par la morale que par la politique, la « guerre des écrivains » rebat les cartes<sup>382</sup>. La Libération et la victoire des Alliés discréditent l'art pur tandis que ses revues comme *La Table Ronde* ou *La Parisienne* (créées respectivement en 1948 et 1953) sont renvoyées aux positions collaborationnistes. Jacques Laurent, qui défend cette position, écrit par exemple que « la défaite que la littérature a subie aura été une courte victoire du politique. Le politique n'a pas tué la littérature. Il l'a engagée comme décoratrice »<sup>383</sup>.

À la Libération, puisque l'art pour l'art est dévalué au profit de l'art engagé, ce sont donc les acteurs qui peuvent mettre en avant leur « capital résistant »<sup>384</sup> — une forme alors particulièrement convertible de « capital militant »<sup>385</sup> qui dépend à la fois de la date d'entrée dans la Résistance, du lieu d'exercice de l'action, des structures où l'on a été actif et de la participation ou non à la lutte armée<sup>386</sup> — qui accèdent aux positions les plus dominantes du champ de production des biens culturels.

---

<sup>380</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques...*, *op. cit.*

<sup>381</sup> Pour une étude socio-historique de l'évolution du champ littéraire durant la guerre et des effets sur sa structure, voir Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains...*, *op. cit.* ; Gisèle Sapiro, « La raison littéraire [Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944)], *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 111-112, mars 1996 ; et Gisèle Sapiro, « “Résistance” et “collaboration” : la construction d'un paradigme », in Christophe Charle et Laurent Jeanpierre, *La vie intellectuelle ...*, *op. cit.*, T.2, pp. 243-247.

<sup>382</sup> Sur cette polémique et ses logiques sociologiques, voir Gisèle Sapiro, *La guerre...*, *op. cit.*, pp. 161 et *sq.*

<sup>383</sup> Jacques Laurent, *Les années 50*, Lyon, La Manufacture, 1989, p. 66 ; cité par Ariane Chebel d'Appollonia, *Histoire politique des intellectuels en France...*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>384</sup> D'après l'expression de Bastien Amiel, *La tentation partisane. Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire : une entreprise politique en construction entre « Libération » et « Guerre Froide »*, Thèse de Science Politique dirigée par Bernard Pudal, Université Paris-X Nanterre, 2017.

<sup>385</sup> Sur le capital militant, définit comme l'incorporation, « sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir ou, tout simplement, obéir [...], recouv[ant] un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptible de faciliter certains “reconversions” », voir Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5, 155, p. 4-11.

<sup>386</sup> Voir Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains...*, *op. cit.*, pp. 529 et *sq.*

Ainsi, si certains journaux d'avant-guerre subsistent – du moins ceux qui ne sont pas suspendus par les autorités — ils restent minoritaires par rapport aux nouveaux titres comme *Le Monde*, fondé le 18 décembre 1944 autour d'Hubert Beuve-Méry<sup>387</sup>. Au total, pour la seule ville de Paris, on compte vingt-huit nouveaux quotidiens d'information générale en 1945 sur les trente-sept recensés à la Libération<sup>388</sup>. Cette presse nouvelle est très diffusée, avec un tirage cumulé qui atteint les 6 millions d'exemplaires en 1946 pour les quotidiens parisiens<sup>389</sup>. Parallèlement, le personnel journalistique se renouvelle, se rajeunit et se politise au point qu'« un tiers environ des candidats à la carte [de presse] en 1945 n'ont jamais exercé auparavant »<sup>390</sup>. Ce renouvellement s'inscrit, ici aussi, dans un processus d'épuration qui à la fois permet le renouvellement et la promotion d'un « journalisme de combat »<sup>391</sup> mais, en même temps, le limite en raison de sa clémence<sup>392</sup>.

C'est, plus globalement, l'ensemble du champ intellectuel qui se transforme. Du côté des éditeurs, les Éditions de Minuit sont identifiées à la résistance notamment grâce au succès du livre de Vercors, *Le silence de la mer*, publié clandestinement en 1942<sup>393</sup>. De même, de nouvelles revues se créent, à l'image de *Critique*, lancée en 1946<sup>394</sup>. On peut aussi penser, plus à la marge, à une revue bretonne comme *Ar Falz*, créée en 1933 mais qui est relancée après 1945 en défendant un « art social » et, donc, engagé<sup>395</sup>.

On voit donc que dans « ce mouvement de restructuration du champ des revues, un principe externe reste décisif, la situation politique »<sup>396</sup> et que « comme à l'époque de l'Affaire

---

<sup>387</sup> Plus précisément, le nouveau journal bénéficie de l'ordonnance du 30 septembre 1944 relative à la réquisition des locaux et des équipes de journaux ayant continué de publier durant l'Occupation pour succéder au journal *Le Temps*. Sur cet épisode, voir Patrick Eveno, *Histoire du journal « Le Monde » : 1944-2004*, Paris, Albin Michel, 2004, et principalement la première partie intitulée « La Fondation, 1944-1958 ».

<sup>388</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>389</sup> Ivan Chupin, Nicolas Hubé, Nicolas Kaciaf, *Histoire politique et économique des médias en France*, Paris, La Découverte, 2009, p. 90. Voir aussi Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française. T. 4 : de 1940 à 1958*, Paris, PUF, 1975, principalement « D'août 1944 à la crise de 1947 », pp. 273-358.

<sup>390</sup> Christian Delporte, *Les journalistes en France 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 400.

<sup>391</sup> « Tandis que la plupart des quotidiens et hebdomadaires d'avant-guerre sont suspendus par les autorités provisoires, un foisonnement de nouvelles publications, pour beaucoup créées dans la clandestinité, font leur apparition [...] Cette reconstruction du marché de la presse est gouvernée par une exigence proprement politique : promouvoir un journalisme de combat qui participerait à la reconstruction morale du pays et au renouveau du débat démocratique », Nicolas Kaciaf, *Les « pages... »*, *op. cit.*, p. 31. Sur l'état de la presse à la libération, voir aussi le classique de Claude Bellanger, *La Presse clandestine 1940-1944*, Paris, Armand Colin, 1961.

<sup>392</sup> La plupart des condamnations ne dépassent pas plus de deux ans d'interdiction d'exercer le métier de journaliste. Christian Delporte, *Les journalistes...*, *op. cit.*, pp. 390 et sq.

<sup>393</sup> Anne Simonin, *Les Éditions de Minuit, 1942-1955 : le devoir d'insoumission*, Paris, IMEC, 1994.

<sup>394</sup> Sylvie Patron, *Critique 1946-1996 : une encyclopédie de l'esprit moderne*, Paris, IMEC, 1999.

<sup>395</sup> Mathilde Sempé, « La revue bretonne *Ar Falz* : « l'art social » en conjoncture de crise politique et littéraire (1945-1946) », *Contextes*, 2016, en ligne

<sup>396</sup> Anna Boschetti, *Sartre\* et les temps...*, *op. cit.*, p. 189.

Dreyfus, l'engagement est perçu comme un impératif éthique dans tous les sous-champs intellectuels<sup>397</sup> ». Trois cas illustrent ce phénomène : celui du PCF, auquel de nombreux intellectuels adhèrent à la Libération ; celui des intellectuels catholiques, à l'époque acteurs majeurs de la vie intellectuelle française ; et celui de Sartre\*, l'« intellectuel total »<sup>398</sup> directeur des *Temps Modernes*<sup>399</sup>.

### ***L'attraction du PCF sur les intellectuels français***

Le Parti Communiste Français, auréolé du statut de « parti des 75 000 fusillés », expression qu'il diffuse alors largement, est à la Libération la première force politique française. Outre l'image très positive dont il jouit en raison de la place des communistes dans la Résistance, il profite aussi de l'aura de l'URSS qui, malgré la signature du pacte Germano-soviétique du 23 août 1939, suscite l'admiration à la fin du conflit en raison du sacrifice considérable de son armée<sup>400</sup>. Le PCF, interdit à partir de septembre 1939, clandestin pendant la guerre, rassemble ainsi en 1945 autour de 800 000 militants et s'appuie sur ses relais syndicaux comme la CGT et ses 3 775 000 membres. En parallèle, les communistes se dotent dans l'après-guerre de nombreux dispositifs (revues, maisons d'éditions, écoles de parti, etc...) qui forment les militants et les conduit à parler « avec un PC sur la langue »<sup>401</sup>, y compris les intellectuels.

En 1983, dans le livre tiré de sa thèse consacrée au rapport des intellectuels au parti communiste dans les années qui suivent la Libération, Jeanine Verdès-Leroux distingue trois pôles au sein des réseaux intellectuels communistes<sup>402</sup>. Le premier, le pôle politique, est composé de *L'Humanité*, *France Nouvelle*, les *Cahiers du communisme*, *Ce Soir*, *Démocratie nouvelle*, *Économie et politique* et *Action*, les quatre premiers étant, écrit-elle, des « bulletins officiels du parti communiste », les trois autres des institutions philo-soviétiques un peu plus indépendantes. La visibilité de ce premier pôle est importante : *L'Humanité* tire en 1945 à plus de 500 000 exemplaires, *France Nouvelle* vend en moyenne 133 000 exemplaires en décembre

---

<sup>397</sup> Anna Boschetti, « La recomposition de l'espace intellectuel en Europe après 1945... », *art. cit.* p. 161.

<sup>398</sup> Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, 1992, p. 293.

<sup>399</sup> Pour une autre étude qui aborde le champ intellectuel français à la Libération, voir Paul Dirx, *Les amis belges : presse littéraire et franco-universalisme*, Rennes, PUR, 2006. L'auteur s'intéresse essentiellement à trois périodiques (*Les lettres françaises*, *Le Figaro littéraire* et *Les Nouvelles littéraires*), et revient sur leur place dans le champ intellectuel après 1945. Voir surtout le chapitre 1 qui revient sur ces « trois frères ennemis », pp. 45-82.

<sup>400</sup> Ces chiffres, controversés, sont pris dans des enjeux mémoriels. Marc Nouschi parle en 1996 de 13,5M de victimes militaires et de 7,5M de victimes civiles. Cf *Bilan de la seconde guerre mondiale*, Paris, Le Seuil, 1996.

<sup>401</sup> Entretien de Pierre Bourdieu paru dans *Libération* le 23 décembre 1981, reproduit dans Pierre Bourdieu, *Interventions : 1961-2001*, Marseille, Agone, 2002, p. 168

<sup>402</sup> Jeanine Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Éditions Fayard / Éditions de Minuit, 1983, pp. 192 et sq.



1946<sup>403</sup>. Le deuxième pôle, que Jeanine Verdès-Leroux qualifie – de façon quelque peu méprisante - de « culture générale », est composé de *La Pensée*, créée en 1939, *La Nouvelle Critique*, fondée en 1948, d'*Europe*, lancée en 1923 en marge du parti et passée à la Libération sous contrôle communiste, et des *Lettres Françaises*, qui tirent à la Libération à 235 000 exemplaires<sup>404</sup>. Enfin, le dernier pôle est celui des « revues spécialisées », qui compte des publications comme *La Terre*, créée en 1937 par le futur secrétaire général du PCF Waldeck Rochet et destinée au monde paysan, ou *Arts de France*, rapidement consacrée à l'art et au réalisme socialiste. S'il est plus modeste quantitativement, il cible toutes les catégories de publics, jusqu'aux jeunes enfants.

Si Verdès-Leroux passe sous silence les nombreuses nuances qui existent entre ces divers supports communistes – et la concurrence entre eux —, sa typologie permet d'entrevoir l'importance de la presse communiste. Ce dispositif est complété par les maisons d'édition contrôlées par le PCF : en 1944, « l'organisation éditoriale s'étend, avec quatre maisons d'édition spécialisées, une entreprise de diffusion et un réseau de librairies »<sup>405</sup>. Les Éditions Sociales, pièce maîtresse de ce dispositif, diffuse dès novembre 1944 des cours d'éducation politique directement destinés aux militants. En 1945, plus de 100 000 exemplaires de l'ouvrage *Français, le Parti communiste vous parle* sont tirés et plus de 600 000 pour le *Projet de charte d'unité de la classe ouvrière* — ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils soient tous diffusés, et encore moins lus et appropriés . En 1946, la « brochure d'agitation » intitulée *Ce que veulent les communistes* est imprimée à un million d'exemplaires<sup>406</sup>. Plus globalement, à travers ces diverses publications, le PCF encourage tout citoyen à lire et à aller au théâtre, activités culturelles qu'il considère comme « politiques ».

Enfin, la vision du monde des militants est façonnée par les écoles du parti (dont les premières formes sont mises en place dès les années 1920) où les militants ont souvent pour la première fois l'occasion de mettre des mots et des concepts sur leur expérience sociale<sup>407</sup>. Comme l'écrit Nathalie Ethuin, « la découverte du marxisme a représenté pour certains une occasion inespérée de mettre en sens leur vécu de la domination. La légitimité scientifique conférée aux enseignements dispensés au sein du parti ne peut alors que renforcer les convictions idéologiques et la volonté de perpétuer un engagement qui a contribué à déchirer

---

<sup>403</sup> *Ibid.*

<sup>404</sup> Pierre Daix, *Les lettres françaises...*, *op.cit.*, p. 187.

<sup>405</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op. cit.*, p. 273.

<sup>406</sup> *Ibid.*, p. 200.

<sup>407</sup> Nathalie Ethuin, *A l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003)*, thèse de Science Politique réalisée sous la direction de Christian-Marie Wallon-Leducq, Université Lille 2, 2003.

le voile d'ignorance qui obscurcissait leur existence »<sup>408</sup>. Cette formation conforte à son tour l'action militante, « la mise au jour des mécanismes d'exploitation imputables aux capitalistes, qui prend sa source dans les travaux de Marx [se trouvant] donc auréolée du prestige scientifique reconnu au père fondateur, [et fournissant] les arguments »<sup>409</sup> nécessaires à celle-ci.

Cette stratégie est un succès comme le montre après-guerre une vague d'adhésions des fractions « intellectuelles » au communisme. Si elle n'est pas nouvelle, des intellectuels ont adhéré au PCF dans les années 1920 et 1930 [voir l'encadré n° 2], ce phénomène est alors plus massif, et concerne des dizaines de personnes au sein de notre population. La plupart des témoignages autobiographiques classiques en font d'ailleurs état. Ces textes évoquent l'impression d'appartenir à un monde en devenir — « le communisme forgeait dans le fer et le feu un monde nouveau », écrit Edgar Morin en 1959<sup>410</sup> — et le bonheur des intellectuels néo-communistes — « En 1944-1945, être membre du Parti nous rendait heureux, nous magnifiait, nous gonflait les poumons de souffles historiques », raconte Dominique Desanti<sup>411</sup>. Ils soulignent aussi l'aura de l'URSS et de la résistance communiste, Desanti évoquant « Stalingrad et les “75 000 fusillés” », le martyr de Gabriel Péri »<sup>412</sup>, tandis que Morin explique que Stalingrad balayait pour moi, et sans doute pour des milliers comme moi, critiques, doutes, réticences. Stalingrad lavait tous les doutes du passé »<sup>413</sup>.

### **Encadré n°2 : Le philosoviétisme des intellectuels avant la Libération.**

À la Libération, l'engagement des intellectuels au PCF - ou, au moins, leur philosoviétisme - n'est pas nouveau. Il commence dès les années 1920, alors que le monde communiste est encore en construction après la scission des socialistes au congrès de Tours, le 2 mars 1919, et la création de la III<sup>e</sup> Internationale. À cette époque, les revues constituent déjà des moyens d'expression privilégiés pour de jeunes intellectuels philo-soviétiques, que ce soient ceux du groupe « Philosophies »<sup>414</sup>, ceux de la revue « Clarté » qui sont leurs rivaux<sup>415</sup>, voire de certains membres du mouvement surréaliste<sup>416</sup>. De même, la *Revue marxiste* créée en 1929, autour de Georges Friedmann et Paul Nizan (qui deviendront respectivement sociologue et écrivain) se pense comme l'« organe de tous les travailleurs qui cherchent à développer leurs

<sup>408</sup> Nathalie Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, vol. 16, n°63, 2003, p. 147.

<sup>409</sup> *Ibid.*, p. 154.

<sup>410</sup> Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Le Seuil, 1959.

<sup>411</sup> Dominique Desanti, *Les Staliniens*, Paris, Arthème Fayard, 1975, p. 19.

<sup>412</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>413</sup> Edgar Morin, *Autocritique...*, *op. cit.*, p. 46.

<sup>414</sup> Sur ce groupe créé en 1924 et auquel participe Henri Lefebvre, voir Rémi Hess, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métailié, 1988, p. 35 et sq.

<sup>415</sup> Voir Nicole Racine, « Une revue d'intellectuels communistes dans les années 1920 : *Clarté* (1921-1928) », *Revue Française de science politique*, 3, 1967, pp. 484-519 ; Annie Kriegel, « Naissance du mouvement “Clarté” », *Le Mouvement social*, 42, janvier-mars 1963, pp. 117-135. Et la synthèse récente tirée de sa thèse d'Alain Cuénot, « *Clarté* » : *itinéraire politique et culturel*, deux tomes, Paris, L'Harmattan, 2011.

<sup>416</sup> Nobeert Bandier, *Sociologie du surréalisme (1924-1929)*, Paris, La Dispute, 1999.

connaissances du marxisme et du léninisme » et se donne pour but de « faire connaître le marxisme à une date où celui-ci était méconnu et ignoré des milieux intellectuels et universitaires »<sup>417</sup>. Sophie Cœuré, dans son étude pionnière sur l'influence soviétique en France et sur la forme de diplomatie culturelle qu'ont pu constituer les voyages en URSS, a mis en avant la réception positive, chez une partie de l'intelligentsia des années 1920 et 1930, de cette « grande lueur à l'Est »<sup>418</sup>. De même, Isabelle Gouarné, à travers une analyse sociologique de la commission scientifique du Cercle de la Russie neuve a montré que, pour un certain nombre d'intellectuels d'origine sociale souvent peu élevée, « l'ouvriérisme et l'anti-intellectualisme du PCF pouvaient entrer en résonance avec les ruptures que ces générations recherchaient dans les façons d'être intellectuel »<sup>419</sup>.

Si ces trajectoires illustrent un phénomène bien réel, il reste d'importance limitée et, comme l'écrit Frédérique Matonti, « jusqu'au Front Populaire, la part des universitaires communistes ou proches du PCF est marginale »<sup>420</sup>, ce que l'étude de Jean-François Sirinelli sur les normaliens dans l'entre-deux-guerres avait déjà souligné en montrant l'étanchéité de l'ENS au philo-soviétisme<sup>421</sup>. En revanche, l'union politique qui préside au Front populaire favorise l'entrée de plusieurs intellectuels dans l'orbite du PCF, à l'image des scientifiques Frédéric Joliot-Curie et Paul Langevin, qui finissent par adhérer durant la guerre<sup>422</sup>. Ces proximités illustrent la croissance de l'attraction des idées philo-soviétiques et « marxistes » — du moins celles contrôlées par le PCF<sup>423</sup> — dans les années 1930. Cette croissance est visible dans la multiplication des récits de voyage à l'Est et dans la diffusion, en France, du réalisme socialisme [voir *infra*]. Elle se mesure aussi quantitativement. Marie-Cécile Bouju explique ainsi que si, de 1925 à 1934, le tirage moyen des Éditions Sociales Internationales — structure éditoriale de propagande à la disposition du PCF et du Komintern<sup>424</sup> — est de 6000 exemplaires par titre, il passe à 20 000 de 1935 à 1938, année où la moyenne est de 28 000 exemplaires. De même, le nombre de titres publiés a presque triplé, passant de 50 par an entre 1921 à 1934 à 135 entre 1935 et 1938<sup>425</sup>.

<sup>417</sup> Cité par Isabelle Gouarné, *L'introduction...*, *op. cit.*, pp. 34 et sq.

<sup>418</sup> Sophie Coeuré, *La grande lueur à l'Est...*, *op.cit.*

<sup>419</sup> Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme...*, *op.cit.*, p. 14 et p. 39.

<sup>420</sup> Frédérique Matonti, « Art, culture et intellectuels de gauche » in Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches*, Paris, La Découverte, tome 2, p. 691.

<sup>421</sup> Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle : khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

<sup>422</sup> Frédérique Matonti, « La colombe et les mouches. Frédéric Joliot-Curie et le pacifisme des savants », *Politix*, 2002/2 (n° 58), pp. 109-140.

<sup>423</sup> « Communisme » et « marxisme » sont alors presque synonymes puisque lorsque l'on parle alors de marxisme, on parle de Marx, Engels, Staline et, en France, de Thorez et de Duclos, à savoir des cinq auteurs les plus publiés par les Éditions Sociales en 1938-1939. Voir Marie-Cécile Bouju, *Lire en ...*, *op.cit.*, p. 95.

<sup>424</sup> L'histoire des maisons d'éditions communistes françaises commence en 1919 après la scission de la II<sup>e</sup> Internationale et la création de l'Internationale communiste (III<sup>e</sup> Internationale) au congrès de Tours. En 1920, la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient propriétaire de la Librairie de l'Humanité, elle-même remplacée dans les années suivantes par deux structures : le Bureau d'Édition, de diffusion et de publicité (1925) et les Éditions Sociales Internationales (ESI, 1927). Les éditions communistes sont prises dans ces années dans la bolchévisation du PCF et dans une grande fidélité à l'égard de Moscou, malgré des moments de légère nationalisation de la ligne éditoriale. Par exemple, les ESI traduisent essentiellement du russe (70% des traductions) et le contenu du catalogue suit l'évolution de la lutte entre Staline et ses principaux opposants, dont les signatures disparaissent symboliquement avant qu'ils soient assassinés. Cf Marie-Cécile Bouju, *Lire en...*, *op. cit.*, chap 1 et 2, p. 70 et sq ; et Serge Wolikow, « Le livre et... », *art. cit.*, p. 47.

<sup>425</sup> *Ibid.*, pp. 93-94. Ces chiffres sont d'autant plus parlants que l'édition française est en crise.

Sans aller jusqu'à suivre Jeannine Verdès-Leroux qui considère que l'attraction intellectuelle du PCF est avant tout une « idée chère à la direction communiste »<sup>426</sup> qui n'a pas de réel fondement empirique — elle considère, mobilisant le concept wébérien « d'intellectuel prolétaroïde », que ce sont avant tout les moins dotés en capitaux spécifiquement intellectuels qui s'aliènèrent en se mettant au service d'une direction brimant leur liberté de pensée<sup>427</sup> —, l'adhésion des intellectuels au PCF est en partie une co-construction du Parti communiste qui se donne ainsi l'image de « parti des intellectuels » qui s'ajoute à celle de « parti des fusillés ». À titre d'exemple, un numéro de la revue *La Pensée* paru en 1945 rend hommage aux intellectuels communistes fusillés comme Georges Politzer, auteur en 1929 des *Critiques des fondements de la psychologie*, ou Jacques Decour, fondateur des *Lettres françaises* pendant l'Occupation. Quelques jours plus tôt, Maurice Thorez était présent à l'enterrement de l'écrivain Romain Rolland. Comme le raconte Michel Winock, « régulièrement, la « une » de *L'Humanité* s'énorgueillit avec lyrisme de l'adhésion d'écrivains, d'artistes, de savants de renom. Le 1<sup>er</sup> septembre 1944, Marcel Cachin souhaite ainsi la « Bienvenue à Joliot-Curie ! », qui vient d'adhérer officiellement au PCF<sup>428</sup>. L'expression de « parti de l'intelligence française » est même l'un des mots d'ordre du X<sup>e</sup> congrès du PCF, en 1945.

Co-construite, cette image du PCF s'appuie néanmoins sur une réalité empirique. Ainsi à l'ENS, on passe de trois communistes au début des années 1930 à une dizaine au moment du Front populaire, avant le « grand bond en avant » des effectifs de normaliens communistes après la Libération, notamment grâce à la « génération 1925 »<sup>429</sup>. En 1946, la cellule communiste de la rue d'Ulm comprend une vingtaine de membres (10% des effectifs de l'école) et, à la fin de la décennie, la cellule « comptait vraisemblablement une trentaine de communistes », soit 15%, chiffre que Sirinelli considère même sous-estimé<sup>430</sup>. De même, les instituteurs adhèrent aussi en nombre au PCF. Jusque dans les années 1930 et lors du Front Populaire, les instituteurs étaient avant tout membres de la SFIO, l'ouvriérisme du PCF étant pour beaucoup un repoussoir<sup>431</sup>. Mais à la Libération, la prise en compte par les communistes des enjeux scolaires

<sup>426</sup> Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du parti...*, *op.cit.*, p. 19.

<sup>427</sup> *Ibid.*, p. 99 et sq. Nous ne pouvons discuter ici de cette thèse ici. Nous y reviendrons au chapitre 4, en nous intéressant au statut professionnel des intellectuels révolutionnaires dans l'après-1968.

<sup>428</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, et spécifiquement le chapitre 44, « Le parti des fusillés ». Sur Joliot-Curie, voir Frédérique Matonti, « La colombe et les mouches... », *art. cit.*

<sup>429</sup> Jean-François Sirinelli, « Les Normaliens de la rue d'Ulm après 1945 : une génération communiste ? », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 33 N°4, Octobre-décembre 1986, p. 571. Sur la « génération 1925 », Sirinelli s'appuie sur un article des *Temps Modernes* intitulé « nés en 1925 », n° 32, mai 1948, pp. 2037-2057.

<sup>430</sup> *Ibid.*, p. 575.

<sup>431</sup> Les instituteurs sont, en général, surreprésentés dans le système politique durant les années 1930 et même durant tout le XX<sup>e</sup> siècle. En 1936, alors qu'ils représentent 0,8% de la population, ils sont 5,3% des députés, essentiellement socialistes. Voir Laurent Frajerman, « L'engagement des enseignants (1918-1968) », *Histoire de*

(à l'image du plan Langevin-Wallon) permet un rapprochement – certes relatif<sup>432</sup> — qui va jusqu'à l'entrée d'instituteurs au sein du Bureau politique<sup>433</sup>. Pierre Roche\*, dans sa thèse de 1988, avance le chiffre de 2% d'instituteurs parmi les adhérents au début des années 1950, et de 13% au sein du Comité central<sup>434</sup>.

Ce poids des communistes dans l'après-guerre oblige d'autres pôles du champ intellectuel à se situer vis-à-vis de lui, comme on va le voir.

### ***L'engagement des intellectuels catholiques***

Cette injonction à l'engagement est particulièrement forte pour les intellectuels catholiques. Comme l'a montré Hervé Serry, un « mouvement de renaissance littéraire catholique » a eu lieu, en France, vers 1910. Postérieur à la loi du 9 décembre 1905 statuant sur la séparation de l'Église et de l'État et largement tributaire des transformations que celle-ci a engendrées, ce mouvement de formation d'une « armée catholique de la plume » a eu pour principaux représentants Paul Claudel et François Mauriac<sup>435</sup>. L'intégration de ces catholiques à la vie intellectuelle française ne fut pas simple en raison de la double injonction contradictoire qui pèse sur eux, à savoir la soumission à Dieu d'un côté et l'impératif de création de l'autre. C'est particulièrement le cas pour les écrivains qui revendiquent leur « génie créateur » et qui doivent faire face, dans les années 1920, aux résistances d'une « institution totalisante qui entend imposer ses propres limites éthiques et esthétiques à la pratique littéraire » pour éviter le « risque d'une littérature non conforme à la morale catholique »<sup>436</sup>.

Malgré ces difficultés, les années 1930 marquent l'inscription dans la vie intellectuelle de penseurs catholiques de gauche, dans un contexte qui voit le Vatican condamner

---

*l'éducation [En ligne]*, 117 | 2008 ; Michel Trebitsch, « Les intellectuels dans le Maitron. Essai de typologie », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 26, mars 1994, p. 13-25, p. 16 ; Marc Riglet, « L'École et la Révolution. Aspects du discours révolutionnaire sur l'école pendant l'entre-deux-guerres », *Revue française de science politique*, juin 1978, p. 488-508. Pour une approche plus généraliste de ce métier, voir Bertrand Geay, *Profession : instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*, Paris, Seuil, 1999.

<sup>432</sup> Relatif si l'on pense à l'autonomie revendiquée par la Fédération de l'éducation nationale (FEN) en 1948, lors de la scission CGT-FO, ou à l'importance des trotskystes dans le courant de « l'École émancipée ».

<sup>433</sup> Claude Penetier et Bernard Pudal, « La certification scolaire communiste dans les années trente », *Politix*, 1996, n° 35, pp. 69-88 ; Jacques Girault (dir.), *Des communistes en France (années 1920 - années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, pp. 207-218 ; Bernard Pudal, « Les dirigeants communistes. Du “fils du peuple” à l’ “instituteur des masses” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 71-72, mars 1988, pp. 46-70. Voir également Jacques Girault, *Instituteurs, professeurs : une culture syndicale dans la société française (fin XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, PUS, 1996 ; et Bertrand Geay, *Le syndicalisme enseignant*, Paris, La Découverte, 1997.

<sup>434</sup> Pierre Roche, *Les instituteurs communistes à l'école du parti (1949-1954)*, Thèse de science de l'éducation dirigée par Jacques Testanière, Rouen, 1988.

<sup>435</sup> Hervé Serry, *Naissance de l'intellectuel catholique*, Paris, La Découverte, 2004.

<sup>436</sup> Hervé Serry, « Les écrivains catholiques dans les années 20 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 24, 1998, p. 80.

officiellement L'Action française en 1926. La meilleure illustration en est la revue *Esprit*, fondée en 1932 autour d'Emmanuel Mounier, et qui incarne plus largement un mouvement politique « non-conformiste »<sup>437</sup>. Se situant à gauche et se montrant critique de certaines positions du catholicisme institué – à l'image de sa défense des républicains espagnols dès 1936<sup>438</sup> - *Esprit* devient après-guerre un pôle intellectuel important de la vie intellectuelle française, avec un nombre d'abonnés qui passe de 3588 en août 1945 à 4247 six mois plus tard<sup>439</sup>. Comme tous les groupes d'intellectuels, les catholiques d'*Esprit* se doivent à la Libération d'inscrire leur action en conformité avec l'impératif d'engagement (à gauche) qui traverse le champ intellectuel. Emmanuel Mounier, son rédacteur en chef, explique que « si nous nous disons révolutionnaires, ce n'est pas par échauffement verbal ni par goût du théâtre. C'est parce qu'une analyse honnête de la situation française nous la montre révolutionnaire »<sup>440</sup>. C'est la revue *Esprit* dans son ensemble, dont le premier numéro de l'après-guerre paraît en décembre 1944, qui affirme que « la place est libre en France pour un socialisme neuf, pensé à la lumière d'un humanisme total, construit par des hommes neufs ». Ces positions révolutionnaires d'*Esprit* sont rendues possibles par les alliances passées pendant la Résistance et qu'Aragon\* a célébrées dans « La rose et le Réséda »<sup>441</sup>. L'exceptionnalité de la situation à la Libération prolonge cette alliance, et *Esprit* surjoue sans doute son engagement résistant non seulement contre les autres catholiques qui, au nom des mêmes valeurs, ont collaboré, mais aussi pour ne pas pousser certains à exhumer les textes, peu glorieux, publiés dans la revue au début de la guerre<sup>442</sup>.

Quelles que soient ses motivations, cette prise de position – que Michel Winock qualifie de « philocommunisme » pour les années qui suivent la Libération<sup>443</sup> — fait l'objet de nombreuses réflexions dans la revue à partir de 1944, à un moment où il existe une véritable légitimation des engagements « à la gauche du christ », soit de l'engagement « à gauche au nom

<sup>437</sup> Goulven Boudic, «*Esprit*», 1944-1982 : les métamorphoses d'une revue, Paris, IMEC, 2005, p. 9.

<sup>438</sup> Sur les premières années de la revue *Esprit*, voir Michel Winock, *Histoire politique de la revue Esprit (1930-1950)*, Paris, Le Seuil, 1975 ; et Pierre de Senarclens, *Le mouvement Esprit (1932-1941). Essai critique*, Lausanne, L'âge d'Homme, 1974.

<sup>439</sup> Goulven Boudic, *Esprit...*, *op. cit.*

<sup>440</sup> Cité par Anna Boschetti, *Sartre\* et les Temps Modernes...*, *op. cit.*, p. 239. En 1950, il ajoute : « L'Absolu n'est pas de ce monde, et n'est pas commensurable à ce monde. Nous ne nous engageons jamais que dans des combats discutables sur des causes imparfaites. Refuser pour autant l'engagement c'est refuser la condition humaine ». Cf. Emmanuel Mounier, *Le personnalisme*, Paris, PUF, 1950, p. 111.

<sup>441</sup> Ce poème d'Aragon\*, paru le 1<sup>er</sup> mars 1943, est un appel à l'union sacrée au sein de la Résistance. Il faut pour cela dépasser les clivages religieux, comme l'écrit Aragon\* dans son allégorie de la France à travers une « belle » : « *Celui qui croyait au ciel, Celui qui n'y croyait pas, Tous deux adoraient la belle, Prisonnière des soldats* ». Pour plus de détails, voir Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains...*, *op. cit.*

<sup>442</sup> Je remercie Bastien Amiel pour ses conseils et ses remarques sur ce point et, plus globalement, pour tout ce chapitre, qu'il m'a fait l'amitié de relire.

<sup>443</sup> Michel Winock, *Histoire politique...*, pp. 289 et *sq.*

de la foi chrétienne »<sup>444</sup>. Le numéro de février 1946 est peut-être le plus représentatif. Ainsi, dans son éditorial, *Esprit* plaide « pour une action personaliste », à savoir pour « la poursuite du visage humain de la révolution en cours, les combats à mener pour sa conquête ». L'action personaliste est ainsi vue comme un « combat pour l'homme ». La suite du numéro est consacrée à une « enquête sur le communisme et les jeunes », montrant à quel point le communisme et le parti qui entend l'incarner intriguent et attirent les intellectuels catholiques qui, pour beaucoup, se sentent proches des idées politiques « marxistes », au sens large.

Cette position est clairement assumée chez Nicolas Berdiaeff<sup>445</sup>, contributeur régulier de la revue, qui avait écrit dans un texte des années 1930 que le marxisme contient en lui, contre son gré, « un caractère religieux », et que c'est dans le marxisme — principalement dans la théorie de l'aliénation de l'homme en marchandise — « qu'il faut trouver la vérité chrétienne au sujet des relations humaines ». Il ajoute que si le socialisme, « comme tout ce qui dans l'histoire mondiale a trouvé sa réalisation, sera défiguré par le péché humain », l'intellectuel catholique doit malgré tout y trouver l'occasion de « la libération de l'homme de son état de servitude »<sup>446</sup>.

Cette position philocommuniste d'*Esprit*, plus ou moins marquée selon la conjoncture<sup>447</sup>, est particulièrement visible au moment du coup de Prague, en 1948<sup>448</sup>, que Mounier soutient lorsqu'il écrit qu'« il n'est pas un régime au monde et dans l'Histoire qui n'ait débuté par un coup de force, par un progrès qui n'ait été déclenché par une minorité audacieuse contre la paresse instinctive du grand nombre »<sup>449</sup>.

---

<sup>444</sup> Denis Pelletier et Jean-Louis Schegel (dir.), *A la gauche du christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 2012, p. 7.

<sup>445</sup> Né le 6 mars 1874 à Kiev, alors dans l'empire russe, Nicolas Berdiaeff (orthographié aussi Berdiaev et Berdjaev) est issu d'une famille aristocratique. Il devient « marxiste » en 1900, mais se montre critique de Lénine au moment de la révolution d'Octobre 1917, ce qui lui vaudra finalement l'expulsion de Russie en 1922. Il rejoint alors Paris, où il transfère l'académie de philosophie et de religion qu'il avait auparavant fondée à Berlin. Proche des intellectuels catholiques et notamment de Mounier, il publie en 1936 un ouvrage intitulé *Les sources et le sens du communisme russe*. A sa mort, en 1948, *Esprit* publie un numéro hommage.

<sup>446</sup> Texte repris dans Nicolas Berdiaeff, *Christianisme-Marxisme. Conception chrétienne et conception marxiste de l'histoire*, Paris, Éditions du Centurion, 1975, p. 36-37. Comme l'a expliqué Olivier Clément, Berdiaeff intègre au christianisme la révolte moderne, principalement grâce aux philosophies de Marx et de Nietzsche. Voir Olivier Clément, *Nicolas Berdiaeff, un philosophe russe en France*, Paris, Desclée de Brouwer, 1991.

<sup>447</sup> Voir Frédéric Gugelot, « Intellectuels chrétiens entre marxisme et Evangile », in Denis Pelletier et Jean-Louis Schegel (dir.), *A la gauche..., op. cit.*, pp. 203-226 ; et Denis Pelletier, « Les catholiques français et le marxisme, des années 1930 au "moment 68" », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx..., op. cit.*, pp. 306-319. Plus globalement, sur l'histoire de l'engagement des catholiques en France dans les décennies d'après-guerre, voir Denis Pelletier, *De l'utopie communautaire au combat pour le tiers-monde (1941-1966)*, Paris, Cerf, 1996.

<sup>448</sup> Le 25 février 1948, le président tchécoslovaque Edvard Benès cède le pouvoir aux communistes, sous la pression de Staline et de l'armée rouge qui occupe le pays depuis la fin de la guerre. Cette prise de contrôle par les communistes du seul pays d'Europe de l'Est à avoir une réelle tradition démocratique illustre, avec le partage de Yalta, la radicalisation de la politique d'expansion de Staline et l'entrée dans la guerre froide [voir *infra*].

<sup>449</sup> Éditorial, « Prague », *Esprit*, n°143, mars 1948, p. 356.

**Sartre\***, « *l'intellectuel total* »<sup>450</sup> *des Temps Modernes*

*Esprit* est partiellement en concurrence dans l'après-guerre avec la revue *Les Temps Modernes* (TM), dont la création en 1945 bouleverse le champ intellectuel français en redéfinissant le sens de l'engagement. Le premier numéro, paru à l'automne 1945, s'engage politiquement mais en dehors des partis. Fidèle en cela à la figure originaire de l'intellectuel et de sa nécessaire distance à l'égard des pouvoirs temporels, la revue entend pourtant assumer que, puisque « l'écrivain n'a aucun moyen de s'évader », il est, dans la pensée phénoménologique chère à la revue, toujours « être-au-monde »<sup>451</sup>. Se fondant sur cette position « philosophique », les membres des *Temps Modernes* expliquent que l'intellectuel doit « embrasse[r] étroitement son époque » pour « ne rien manquer de [son] temps »<sup>452</sup>. Sartre\* précise même : « Notre préoccupation doit être de servir la littérature en lui infusant un sang nouveau, tout autant que de servir la collectivité en essayant de lui donner la littérature qui lui convient ».

Rapidement, la revue devient l'épicentre de la vie intellectuelle française, et cette position, engagée mais en dehors des partis politiques, s'impose. Ce coup de force est possible en raison des ressources non pas politiques mais bien intellectuelles de ses membres fondateurs, ceux-ci étant généralement normaliens et agrégés. Anna Boschetti écrit à ce sujet que du fait

« de la concentration sans précédent de capital intellectuel qui se trouve réalisée en la personne de son directeur et dans une rédaction regroupant les représentants des différentes formes de légitimité reconnues à l'époque, la revue de Sartre\* constitue un pôle irrésistible pour les intellectuels “libres”, non liés à une orthodoxie. Le modèle qu'elle propose, et qui semble conjuguer excellence littéraire et philosophique, liberté et engagement, rigueur et capacité de penser toute chose, dévalue brutalement les revues qui ont pu proliférer, pendant la guerre, grâce au vide créé par l'éclipse de la N.R.F, discréditée par la collaboration. Tous ces prétendants [...] apparaissent tout à coup comme les copies attardées et imparfaites d'une réalité dépassée par rapport à une position qui semble à la fois conserver et aller de l'avant »<sup>453</sup>.

Dans l'équipe des *Temps Modernes*, c'est donc bien avant tout l'individualité de Sartre\* qui émerge, ce « monument public »<sup>454</sup> qui incarne physiquement la revue. Son importance est si grande qu'Anna Boschetti défend qu'« il suffit de reconstituer sa position à la fin de la guerre,

---

<sup>450</sup> Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art...*, op. cit., p. 293

<sup>451</sup> Nous utilisons cette expression pour indiquer plus clairement l'influence de la phénoménologie allemande sur des philosophes comme Simone de Beauvoir, Sartre\* et, bien sûr, Maurice Merleau-Ponty. Rappelons que c'est dans ce moment de l'après-guerre, et plus précisément en janvier 1950, que la première traduction des *Idées directrices pour une phénoménologie*, texte majeur d'Husserl, paraît chez Gallimard. Sur la place de la phénoménologie en France et ses liens avec le marxisme, voir les travaux d'Alexandre Féron, et notamment sa thèse intitulée « Le moment marxiste de la phénoménologie française (Sartre\*, Merleau-Ponty, Trần Đức Thảo) », réalisée à Paris-1 Panthéon-Sorbonne sous la direction de Renaud Barbaras et soutenue le 9 décembre 2017.

<sup>452</sup> La présentation du premier numéro, dont sont issues ces citations, est repris dans Jean-Paul Sartre\*, *Situations. II*, Paris, Gallimard, 2012 [1949], pp. 205-226.

<sup>453</sup> Anna Boschetti, *Sartre\* et les Temps Modernes...*, p. 187.

<sup>454</sup> *Ibid*, p. 18.



à travers la gamme des interventions qui lui sont consacrées, pour reconstruire la structure de tout le champ »<sup>455</sup>. Pierre Bourdieu pointe aussi l'exceptionnalité de Sartre\*, intellectuel (total) « présent sur tous les fronts de la pensée, philosophe, critique, romancier, homme de théâtre »<sup>456</sup>, et qui tire de ce multi-positionnement une position dominante.

Pourtant, si la position sartrienne est politique, elle est ambivalente vis-à-vis du marxisme et, donc, du PCF et de l'URSS. Sartre\* décrit dans *Action*, le 29 décembre 1944, l'articulation qu'il défend entre morale et politique :

« La lutte de classes est un fait – j'y souscris entièrement : mais comment ne voyez-vous pas qu'elle se situe sur le plan de la liberté... C'est aussi ce que vous pensez, lorsque vous sortez des lisières d'un matérialisme qui a rendu des services, mais qui a vieilli. Et si vous ne le pensiez pas, alors, c'est que l'homme serait une chose, tout juste un peu de phosphore, de carbone et de soufre, et qu'il ne serait pas nécessaire de lever le petit doigt pour lui... »

Interrogeant le marxisme à partir de la question de la liberté – et, donc, de l'histoire -, c'est la place (soumise à la direction) de l'intellectuel au sein du PCF que Sartre\* critique [**Sur ces points, saillants après 1947, voir *infra***]<sup>457</sup>.

Du côté catholique, l'humanisme de Sartre\* est apprécié, mais son athéisme, que l'on peut qualifier de militant, est critiqué. C'est pourquoi Anna Boschetti écrit que « si Mounier et Béguin prennent leurs distances », d'autres collaborateurs d'*Esprit* sont des « disciples enthousiastes, comme [Francis] Jeanson et Claude-Edmonde Magny ». Du côté des catholiques de droite, l'hostilité est en revanche nette, par exemple, chez Pierre Boutang, journaliste politique catholique lié aux courants maurassien et royaliste<sup>458</sup>. Gabriel Marcel, agrégé de philosophie converti depuis 1929 et personnage important de l'intelligentsia catholique, rejette pour sa part l'existentialisme sartrien au motif que le seul existentialisme qui vaille serait d'inspiration chrétienne.

Mais ces critiques restent, dans l'ensemble, bien moins virulentes que celles des intellectuels du PCF, notamment de Jean Kanapa\* [**voir encadré n°3**], qui publie *L'existentialisme n'est pas un humanisme* (Éditions Sociales, 1947) et du philosophe « officiel » du parti Roger Garaudy qui monte au créneau pour dénoncer le « faux prophète » porteur d'une « maladie », l'existentialisme, qui n'est qu'un subjectivisme naïf, « une

---

<sup>455</sup> *Ibid.*

<sup>456</sup> Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, 1992, p. 293.

<sup>457</sup> Sartre\* n'est alors que peu familier du marxisme, et le devient davantage au fil des ans. Sur les rapports de Sartre\* avec les divers courants marxistes français, voir principalement Emmanuel Barot (dir.), *Sartre\* et le marxisme*, Paris, La Dispute, 2011 ; et Ian H. Birchall, *Sartre\* et l'extrême-gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses*, Paris, La Fabrique, 2011.

<sup>458</sup> Anna Boschetti, *Sartre\* et les Temps Modernes...*, *op.cit.*, p. 20.

philosophie de ratés » qui brandit « le mirage d'une liberté solitaire et sans forme »<sup>459</sup>. Victor Leduc, philosophe et militant communiste, directeur d'*Action* et bientôt permanent rattaché à la section idéologique du Parti<sup>460</sup>, s'en prend aussi à Sartre\* dans un texte de 1946 intitulé « *Le marxisme est-il dépassé ?* ». Après avoir ironisé sur « les temps qui suivent la Libération » qui « voient naître les socialismes comme les champignons après la pluie »<sup>461</sup>, Leduc attaque Sartre\* auquel il reproche son moralisme bon teint et sa conception phénoménologique existentialiste qui ne serait qu'hyper-individualiste et simpliste, alors que « la relation entre l'individu et son choix, et surtout la liaison entre l'histoire et les volontés individuelles sont complexes », complexité dont le matérialisme dialectique rend compte. Il ajoute que l'engagement de Sartre\* repose sur « une conviction personnelle, mais non sur la confiance dans l'action collective de la classe ouvrière »<sup>462</sup>. C'est donc la conception politique du PCF qui est réaffirmée ici, à la fois parti de classe qui croit à l'inéluctabilité de la révolution prolétarienne et qui défend une vision politique réaliste, car « on ne fait pas de bonne politique avec, pour tout bagage, les bons sentiments »<sup>463</sup>.

Toutes ces critiques – auxquelles Sartre\* et les *TM* ne réagissent généralement pas, signe de leur position dominante<sup>464</sup> – illustre à nouveau à quel point l'impératif de l'engagement touche dans l'après-guerre l'ensemble des intellectuels, que ces derniers soient communistes, catholiques ou proches de Sartre\* et des *TM*. Mais la situation évolue rapidement et l'année 1947 marque, sur plusieurs plans, une rupture.

### Encadré n°3 : Jean Kanapa\*, intellectuel stalinien

Jean Kanapa\* est né à Ezanville (Val d'Oise) en 1921 dans une famille de la bourgeoisie économique juive<sup>465</sup>. Élevé dans les beaux quartiers de l'ouest parisien, il étudie au lycée Pasteur de Neuilly, où Jean-Paul Sartre\* est son professeur de philosophie. Il passe l'agrégation de philosophie pendant l'Occupation (reçu 4<sup>e</sup> en 1943<sup>466</sup>), commence à enseigner à Saint-Étienne puis, à la Libération, adhère au PCF. Mais, « atteint par la tuberculose, [il] renonc[e] rapidement à l'enseignement pour entamer un carrière de romancier et, surtout, de

<sup>459</sup> Roger Garaudy, « Sur une philosophie réactionnaire. Un faux prophète : Jean-Paul Sartre\* », *Les Lettres françaises*, 28 décembre 1945.

<sup>460</sup> Voir Victor Leduc, *Les tribulations d'un idéologue*, Paris, Galaade Editions, 2006 [1986], surtout pp. 85-151.

<sup>461</sup> Victor Leduc, *Le marxisme est-il dépassé ?* Éditions Raisons d'être, 1946, p. 64.

<sup>462</sup> *Ibid.*, pp. 161-163.

<sup>463</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>464</sup> Anna Boschetti, *Sartre\* et les Temps modernes*, *op.cit.*, p. 192. Seuls les communistes sont critiqués, mais plus tard, en 1949 [voir *infra*].

<sup>465</sup> Sur Jean Kanapa\*, voir les travaux de Frédérique Matonti. Voir également Gérard Streiff, *Jean Kanapa 1921-1978*, thèse d'histoire, IEP de Paris, 2001, et la notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article136278>, notice KANAPA Jean par Gérard Streiff, version mise en ligne le 19 février 2011.

<sup>466</sup> Gérard Streiff explique dans la notice Maitron sur J. Kanapa\* que bien que juif, il peut passer ce concours de la fonction publique car « la banque de son père était partiellement "aryanisée" »

permanent »<sup>467</sup>. Il publie justement un premier roman (*Comme si la lutte entière*, aux Éditions Nagel, en 1946), puis, en 1947, *L'existentialisme n'est pas un humanisme*, aux Éditions Sociales, et est repéré par Laurent Casanova, responsable aux intellectuels, qui lui confie la rédaction en chef de *La Nouvelle Critique (NC)*, conformément aux règles de renouvellement du champ intellectuel dans l'après-guerre. Comme l'écrit Frédérique Matonti, cette nouvelle revue, orthodoxe politiquement et novatrice dans le sens où elle diffuse les idées les plus en pointe (le lyssenkisme et le jdanovisme) du mouvement communiste international, sort son premier numéro en décembre 1948, dans une formule qui concurrence explicitement *Les Temps Modernes*<sup>468</sup>. Rédacteur en chef de la *NC* jusqu'en 1958, il quitte son poste, mais reste encore orthodoxe, comme le montre son entrée au comité central (1959-1978). Il travaille après le départ de la *NC* comme correspondant au sein du mouvement communiste international d'abord à Prague, pour *La Nouvelle Revue internationale (NRI)*, puis, à partir de 1963, comme correspondant pour *L'Humanité* à Moscou, ce qui fait de lui l'un des représentants du PCF auprès du PCUS. Comme l'écrit Frédérique Matonti, Jean Kanapa\*, après avoir été un intellectuel orthodoxe durant la période stalinienne, est devenu khrouchtchévien à la faveur de ses expériences à l'Est. Il est l'un des producteurs dans les années 1960 des thèses de l'*aggiornamento* communiste, et l'un de ses diffuseurs notamment grâce aux contacts gardés à la *NC*. À partir de 1965, il participe « à la gestion des relations extérieures du PCF avant, de retour en France en 1967, de devenir l'un des proches de W[aldeck] Rochet et, à ce titre, de l'accompagner en Tchécoslovaquie lors de ses rencontres avec les dirigeants du Printemps de Prague, puis à Moscou en 1968. Jusqu'à sa mort en septembre 1978, il devient, aux côtés de C(harles) Fiterman, l'un des inspirateurs de la politique de G[eorges] Marchais. Il travaille activement au relâchement des liens entre le PCF et l'URSS, à l'*aggiornamento* comme au maintien de la stratégie d'union de la gauche »<sup>469</sup>.

Tout au long de sa carrière d'intellectuel communiste, il publie de nombreux articles de revues – dont, centralement, dans la *NC* – et des ouvrages dans les maisons d'éditions communistes, à l'image de *Bulgarie d'hier et d'aujourd'hui : le pays de Dimitrov* (Éditions Sociales, 1953), de *Socialisme et Culture* (1957), ou de *La doctrine sociale de l'Église et le marxisme* (Éditions Sociales, 1962). Toujours politiquement très actif après 1968, il publie en 1969, avec Jacques Denis\*, un dernier ouvrage aux Éditions sociales, intitulé *Pour ou contre l'Europe*.

### ***I- B. De l'union politique à l'entrée en guerre froide***

À la Libération, la reconstruction du pays nécessite une alliance transpartisane. Pourtant, si le traumatisme du conflit la facilite, les deux grandes forces issues de la Résistance, communistes et gaullistes, ont des visions du monde très différentes (A). Cet édifice s'écroule lorsque les tensions internationales, qui font entrer le monde en guerre froide, se répercutent sur les champs politique et intellectuel français (B). C'est par ce détour dans la vie politique française – et, avec elle, la place qu'y occupe le communisme – qu'il faut désormais passer pour saisir les conditions dans lesquelles se meuvent les intellectuels après 1945, à un moment où, on l'a dit, les productions symboliques sont surpolitisées et peu autonomes.

---

<sup>467</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., p. 41.

<sup>468</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>469</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., p. 153.

### *La (difficile) construction d'une union politique tripartite*

On l'a dit, la position politique du PCF est, à la Libération, centrale. Elle se traduit par la participation de quatre communistes au gouvernement de Charles de Gaulle : Maurice Thorez est nommé à la Fonction publique ; Ambroise Croizat, le ministre du Travail, est souvent considéré comme l'un des pères de la sécurité sociale<sup>470</sup> ; François Billoux\*<sup>471</sup> est ministre de la Santé publique puis de l'Économie nationale ; et Charles Tillon est ministre de l'Armement. Enfin, Marcel Paul est ministre de la Production Industrielle, au moment où le PCF incite les travailleurs à relancer l'économie française avec le mot d'ordre « Produire d'abord, revendiquer ensuite » lancé par Thorez lors de son discours aux mineurs de Waziers, dans le Nord, le 21 juillet 1945<sup>472</sup>.

Cette « bataille de la production » conduit le PCF à se démilitariser et à participer légalement à la vie politique du pays. Vanessa Codaccioni soutient que « l'un des enjeux majeurs de l'après-guerre est, pour l'État, de remonopoliser la violence physique légitime et en particulier de démilitariser et démobiliser les combattants [...] qui, formés dans la clandestinité, peuvent venir défier l'Etat et générer une instabilité politique »<sup>473</sup>. Thorez acte cette participation au jeu politique classique dans un discours prononcé en janvier 1945 :

« Hier nous étions dans la lutte clandestine, nous luttons les armes à la main pour libérer la France [...]. Aujourd'hui, avec tous les patriotes, nous poursuivons une activité politique et légale en vue de mobiliser et d'organiser les masses pour l'effort de guerre contre l'Allemagne hitlérienne. La situation est nouvelle, nos méthodes sont différentes »<sup>474</sup>.

---

<sup>470</sup> Ambroise Croizat est par exemple au cœur du documentaire *La Sociale*, de Gilles Perret (2016, Rouge Productions). De même, c'est une figure souvent mise en avant dans les mobilisations politiques, comme lors du mouvement contre la réforme des retraites et la Loi de Programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), lors duquel une « Journée Ambroise Croizat » a eu lieu le 11 février 2020 à Paris I Panthéon-Sorbonne.

<sup>471</sup> François Billoux\* (1903-1978), auteur des Éditions sociales entre 1968 et 1981, est le fils de métayers vignerons socialistes, est né dans la Loire. Il adhère en 1917 aux Jeunesses Socialistes, et à la CGT en 1919. Il bascule dans le camp communiste et fait adhérer sa section socialiste à la IIIe Internationale. Il s'élève rapidement dans la hiérarchie partisane, et entre au Comité Central en 1926. Dix ans plus tard, en 1936, il devient député de Marseille tout en entrant au Bureau Politique. Après la dissolution du groupe communiste de la Chambre des députés en 1939, il tente de constituer un groupe ouvrier et paysan français. Il est arrêté puis transféré dans une prison à Alger, où il passe près de deux ans. Libéré par le débarquement allié en Afrique du Nord, il devient à cette date l'un des représentants du PCF durant la guerre. Ministre à la Libération, il reste toute sa vie un dirigeant central du PCF, et reste député jusqu'à sa mort, en 1978. Il a publié sur son expérience des responsabilités à la Libération le livre *Quand nous étions ministres* (Éditions Sociales, 1972).

<sup>472</sup> Il affirme : « Produire, produire, encore produire, faire du charbon c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de Français. Hier l'arme, c'était le sabotage, mais aujourd'hui l'arme du mineur, c'est de produire pour faire échec au mouvement de réaction, pour manifester sa solidarité de classe avec les ouvriers des autres corporations [...]. Je suis sûr que nous gagnerons la bataille de la production comme nous avons gagné la bataille contre l'occupant ». Cité par Michelle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves...*, *op.cit.*, p. 702.

<sup>473</sup> Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants...*, *op.cit.*, p. 52.

<sup>474</sup> « S'unir, combattre, travailler », Rapport présenté à la session du Comité central des 21-22-23 janvier 1945 à la Salle des Fêtes de la mairie d'Ivry » in *Œuvres* de Maurice Thorez, livre 5, tome 20, Paris, Éditions sociales, 1960, p.182, cité par Vanessa Codaccioni, *Ibid.*, p. 52.

Mais comment, ainsi que se le demande Philippe Buton, « un parti à ambitions révolutionnaires a-t-il pu, sans combattre, laisser échapper la seule chance sérieuse qu'il ait eu de faire la révolution »<sup>475</sup>, allant ainsi à l'encontre de la perspective révolutionnaire classique des partis rattachés à la III<sup>e</sup> Internationale qui rejettent la participation à la démocratie représentative dite « bourgeoise »<sup>476</sup> ? Trois explications se complètent. Cette position politique est d'abord contrainte par l'attitude du général de Gaulle, qui, le 28 août 1944, « dissout les états-majors FFI, [...], interdit tout nouveau recrutement au sein des FFI et envisage leur désarmement »<sup>477</sup>. Ensuite, face au poids politique et symbolique du général de Gaulle, on sait aujourd'hui que cette stratégie, que Thorez présente comme la sienne, a été décidée par Staline pour qui il faut alors « transformer les détachements armés en une organisation différente, une organisation politique » tout en créant « des forces qui se grouperont autour du parti communiste, pour le défendre, et quand la conjoncture sera modifiée, pour passer à l'offensive »<sup>478</sup>. Enfin, ce changement stratégique est opéré après la conférence de Yalta qui se tient en février 1945. Réunissant les principaux vainqueurs de la guerre (Staline, Roosevelt et Churchill) dans le but de préparer la paix, les accords de Yalta actent le partage de l'Allemagne et de Berlin en quatre zones d'occupation et redessinent les frontières de la Pologne (et son gouvernement) d'une façon clairement favorable aux communistes.

Les élections à l'Assemblée constituante du 21 octobre 1945<sup>479</sup> – année où les femmes votent pour la première fois<sup>480</sup> — permettent de saisir le rapport de force politiques de l'après-guerre : le PCF est en tête avec 26,23% des suffrages, suivi du Mouvement Républicain populaire (MRP) à 23,91%, de la SFIO à 23,45%, du Parti Républicain de la Liberté de Michel Clémenceau à 15,67% et, enfin, du Parti Radical d'Édouard Herriot qui obtient 10,54% des voix. Ces résultats, renforcés par ceux de la seconde Assemblée Constituante du 2 juin 1946<sup>481</sup>, ont deux conséquences principales. Ils rendent le tripartisme nécessaire entre les démocrates-

---

<sup>475</sup> Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le PCF à la Libération*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993, p. 11

<sup>476</sup> C'est déjà un sujet conflictuel après la fondation de la II<sup>e</sup> Internationale en 1889, à l'image des critiques qu'a pu affronter Jaurès après sa participation au gouvernement de défense républicaine formé par Waldeck-Rousseau en 1899 et son soutien à Millerand, ou les députés du SPD qui votèrent les crédits de guerre en août 1914.

<sup>477</sup> Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent...*, *op. cit.*, p. 108.

<sup>478</sup> « Procès-verbal de l'entretien entre Staline et Thorez », *Cahiers d'Histoire Espaces Marx*, n°62, 1996, pp. 137-144.

<sup>479</sup> Les Français sont appelés par référendum à se prononcer le même jour sur deux autres enjeux : le rejet de la Constitution de 1875, acté avec 96.4% de « oui », et le maintien du général de Gaulle au pouvoir, approuvé par 66.3% des Français malgré la campagne hostile du PCF.

<sup>480</sup> Les femmes obtiennent le droit de vote par ordonnance le 21 avril 1944. Les élections législatives du 21 octobre 1945 sont les deuxièmes auxquelles elles peuvent participer, après les élections municipales d'avril 1945.

<sup>481</sup> Ces élections voient le succès du MRP (28,1% des suffrages exprimés), le recul de la SFIO avec 21,1% et la stabilisation du PCF au-delà des 5 millions de voix avec 26,23% des voix.

chrétiens, les communistes et les socialistes<sup>482</sup> tandis que la procédure d'écriture de la Constitution commence. La IV<sup>e</sup> république française débute le 15 janvier 1947 avec l'élection du président Vincent Auriol et elle « enregistre d'abord le prestige d'une élite politique, issue de la Résistance et lavée des démissions de la "classe politique" des années trente. La reformation et les succès électoraux de partis disciplinés, militants, affichant des idéologies réformatrices, conquérantes, ont propulsé à l'avant-scène de nouveaux élus (ils forment plus des trois quarts de l'Assemblée élue en 1945), convaincus d'être les seuls à pouvoir légitimement prendre la direction des affaires »<sup>483</sup>.

### ***L'apogée des tensions nationales et internationales***

Cet équilibre difficile au sein du champ politique français est déstabilisée par les tensions internationales<sup>484</sup>. Dès les premières semaines de 1947, l'URSS tente d'accroître son influence sur les pays d'Europe de l'Est. Staline essaie de faire élire des gouvernements communistes dans les pays occupés par l'Armée rouge depuis la fin de la guerre. Le 12 mars, le président des États-Unis Harry Truman prononce son fameux discours sur la nécessité de mener une politique d'aide pour « endiguer »<sup>485</sup> la stratégie de Staline en Europe. Le 18, en France, le débat parlementaire sur la guerre d'Indochine conduit à une première crise politique puisque les députés communistes refusent de voter la confiance au gouvernement et s'abstiennent alors même qu'il comprend des ministres communistes. Quelques jours plus tard, le scénario se reproduit sur le vote des crédits de guerre. Le 16 avril, c'est cette fois la situation à Madagascar, où une révolte populaire est violemment réprimée, qui provoque des tensions au sein du gouvernement : les communistes quittent le Conseil des ministres pour exprimer leur opposition face à l'arrestation de députés malgaches et la levée de leur immunité parlementaire. Si jusqu'ici, l'urgence du redressement national après la Libération avait permis de masquer la violence des luttes de décolonisation et les crimes de l'Armée<sup>486</sup>, ceux-ci sont désormais

---

<sup>482</sup> L'alliance entre communistes et socialistes est difficile, ces derniers refusant de s'allier avec les communistes depuis le congrès de la SFIO en août 1945.

<sup>483</sup> Brigitte Gaïti, *De Gaulle : prophète de la cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp. 89-90. Sur le renouvellement des élus, voir aussi Mattei Dogan, « L'origine sociale du personnel parlementaire élu en 1951 », in Maurice Duverger (dir.), *Partis politiques et classes sociales en France*, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Série « Partis et Élections », n°74, Paris, Armand Colin, 1955, pp. 306-307 ; et « Les filières de la carrière politique... », *art. cit.* Voir également Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987 ; et Michel Offerlé (dir.), *La profession politique : XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, 2017 [1999].

<sup>484</sup> Pour les lignes qui suivent, je m'appuie largement sur la chronologie de Robert Mencherini, *Guerres froides, grèves rouges : Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948*, Paris, Syllepse, 1998.

<sup>485</sup> La « politique d'endiguement » traduit le terme de « *containment* » utilisé par Truman.

<sup>486</sup> Pensons aux émeutes de Sétif et Guelma, en Algérie, en mai 1945, qui ne furent dénoncées que par quelques-uns, à l'image de Camus. Ses articles, publiés à l'époque dans *Combat*, sont repris dans Albert Camus, *Actuelles III. Chroniques algériennes : 1938-1958*, Paris, Gallimard, 1958.

dénoncés par le PCF. Dans cette même période, le 14 avril 1947, Charles de Gaulle fonde son propre parti politique, le Rassemblement du peuple français (RPF).

Parallèlement, une crise sociale débute en métropole après la grève du 25 avril initiée par des militants trotskystes des usines Renault de Boulogne-Billancourt. Les ouvriers réclament, d'abord, une augmentation horaire de dix francs et dénoncent le blocage des salaires alors que la faim, entraînée par le rationnement, reste pour beaucoup un problème quotidien. Dans un premier temps, gênés par cette grève lancée par des militants qui ne sont pour eux que des « aventuristes » trotskistes, le PCF et la CGT, sont obligés de reprendre la main sur la mobilisation après un vote très majoritairement favorable à la grève au sein de l'entreprise. L'historien Robert Mencherini écrit :

« La crise sociale se transforme alors en crise politique. Le PCF soutient les revendications syndicales mais, ce faisant, il rompt la solidarité gouvernementale. Au Conseil des ministres du 1er mai les ministres communistes réaffirment leur désaccord avec le blocage des salaires. Le dimanche 4 mai, les députés communistes refusent à l'Assemblée nationale la confiance au gouvernement Ramadier. Le Journal Officiel du lundi 5 mai prend acte de la rupture. Mais, même si Paul Ramadier retire leurs délégations ministérielles aux communistes, le PCF se définit toujours comme “parti de gouvernement” »<sup>487</sup>.

L'éviction des ministres communistes aggrave, en retour, la crise sociale<sup>488</sup>. Bien que le groupe dirigeant du PCF, soucieuse de conserver un discours de « parti de gouvernement » n'encourage pas directement la mobilisation, celle-ci s'amplifie et, en juin, touche l'ensemble des industries. Au niveau international, au même moment, les tensions se poursuivent entre Américains et Soviétiques. Le 5 juin, la politique d'endiguement trouve un prolongement à travers le discours à Harvard du général Marshall, qui propose une aide financière américaine même si, officiellement, ce plan n'est « ni contre un pays, ni contre une doctrine, mais contre la faim, la misère, le désespoir et le chaos ».

En France, les négociations se déroulent tout l'été entre la CGT et le Conseil National du Patronat Français (CNPF), créé en décembre 1945. Après un premier accord acté le 1<sup>er</sup> août mais rejeté par le gouvernement Ramadier, celui-ci cède le 21 août sur une augmentation des salaires de 11%. Malgré cet accord dont se félicite Benoît Frachon\*, secrétaire général de la CGT, dans les colonnes de *L'Humanité*, les mobilisations reprennent à la fin septembre dans les entreprises d'État comme la SNCF ou EDF tout comme les grandes entreprises privées. Les salariés du privé, s'ils réclament parfois un meilleur accord, revendiquent avant tout l'effectivité

---

<sup>487</sup> Robert Mencherini, *Guerres froides, grèves rouges...*, *op.cit.*, p. 19.

<sup>488</sup> Sur l'éviction des ministres communistes, moment charnière mais peu détaillé ici, voir Philippe Buton, « L'éviction des ministres communistes », in Serge Bernstein et Pierre Milza, *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, pp. 339-355.

de celui du 21 août, tandis que les fonctionnaires souhaitent des augmentations équivalentes à celles du privé. Les réponses du gouvernement calment la situation, alors que les élections municipales des 19 et 26 octobre 1947 voient le RPF l'emporter largement en mettant la main sur Paris et des villes comme Marseille et Bordeaux.

Mais l'actualité de ce mois d'octobre est avant tout internationale. La rencontre polonaise de Szklarska-Poreba, qui regroupe les représentants de neuf partis communistes, est l'occasion de redéfinir la politique communiste internationale avec la création du Kominform. Cette rencontre matérialise la nouvelle doctrine du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) formalisée par Jdanov le 22 septembre selon laquelle le monde est divisé en deux camps, celui des forces « impérialistes » et celui des pacifistes. Elle donne lieu à une violente critique des représentants français, principalement Jacques Duclos<sup>\*489</sup> et Étienne Fajon<sup>\*490</sup>, poussés à faire leur autocritique.

C'est dans ce contexte d'entrée en guerre froide que commence un mouvement de grève, quasi insurrectionnel, qui court durant les mois de novembre et décembre 1947. Un document du fonds Jules Moch<sup>491</sup> aux archives nationales mentionne 36 manifestations lors de ces deux mois<sup>492</sup>. S'appuyant sur la thèse de Marie-Renée Courty-Valentin sur ces grèves, Robert Mencherini écrit que « selon ses calculs, les conflits de novembre-décembre 1947 entraînent la perte de 17 755 138 journées de travail (9 587 213 pour novembre, 8 167 925 pour décembre) pour un ensemble de 1 815 627 grévistes. Les mois de novembre-décembre regroupent l'essentiel des arrêts de travail de l'année 1947 soit 68% des 25 990 885 journées perdues et 39% des 4 685 485 grévistes »<sup>493</sup>. L'ampleur du mouvement social conduit à une violente

---

<sup>489</sup> Jacques Duclos\* (1896-1975) est né dans le Béarn, dans une famille ouvrière et rurale (père charpentier, mère couturière). Mobilisé en 1915, il sert dans l'infanterie et participe à la bataille de Verdun. Dans l'après première guerre mondiale, il se syndique à la CGT et entre au PCF, en 1920. Ouvrier pâtissier, il devient en 1926 permanent communiste. Député de la Seine (1926-1932, 1936-1940 et 1944-1958) puis sénateur de la Seine (1959-1975), il entre au Comité central en juin 1926 et y siège jusqu'à sa mort, en 1975. Membre du Bureau politique à partir de 1931, il fut aussi élu au comité exécutif de l'Internationale communiste en 1935, dont il devint l'une des grandes figures. Surtout, Jacques Duclos\* fut, en l'absence de Thorez, le responsable principal du PCF sous l'Occupation. Dirigeant central dans l'histoire du PCF, Duclos\* fut même candidat à l'élection présidentielle en 1969, où il obtint plus de 21% au premier tour. Il publia notamment, peu après Mai 1968, *Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui : Comment le gauchisme fait le jeu de la réaction* (Éditions Sociales, 1968).

<sup>490</sup> Étienne Fajon\* (1906-1991), né dans l'Hérault, est le fils d'un petit viticulteur de tendance radicale et d'une institutrice. Il entre à l'école normale d'instituteurs, et il est nommé en novembre 1925 près de Jonquières, dans le Vaucluse. Il entre au PCF au début de l'année 1927. Devenu rapidement dirigeant communiste dans le Languedoc, il siège au comité central de 1932 à 1990, et au BP de 1945 à 1979. Député (1936-1940, 1946-1958 et 1962-1978), il fut après la guerre directeur-adjoint (1948-1958), puis directeur (1958-1974) de *l'Humanité*. Il a publié notamment *Les grands problèmes de la politique contemporaine* (1938), *L'Union est un combat* (Éditions Sociales, 1975) et *ABC des communistes* (Éditions Sociales, 1979). Il meurt le 4 décembre 1991 à Argenteuil.

<sup>491</sup> Jules Moch, socialiste, ancien résistant, est nommé ministre de l'Intérieur le 24 novembre 1947, après avoir été, depuis le 21 novembre 1945, ministre des Travaux Publics, des Transports et de la Reconstruction.

<sup>492</sup> Robert Mencherini, *Guerres froides, grèves rouges...*, *op.cit.*, p. 66.

<sup>493</sup> *Ibid.*, p. 79.



répression qui sera longtemps reprochée à Jules Moch et aux socialistes. Dans le contexte de raidissement des positions nationales et internationales du PCF, l'anticommunisme ressurgit dans la presse nationale et, avec lui, la répression de ses membres. Vanessa Codaccioni, qui voit ces grèves comme un point de basculement dans la perception étatique des militants du PCF, décompte 3000 arrestations, 2783 condamnations pour lutter contre l'insurrection et de 1800 licenciements, et surtout quatre morts<sup>494</sup>. Des communistes et des militants de la fédération du Pas-de-Calais de la CGT vont jusqu'à saboter un train sur la ligne Paris-Tourcoing dans la nuit du 2 au 3 décembre 1947. Il déraile, provoquant la mort de vingt personnes et en blessant cinquante.

Les effets de ces évolutions politiques se réfractent rapidement dans le champ intellectuel, dont on a vu qu'il se caractérise par un renouvellement de la presse, des éditeurs et des revues et par une politisation des enjeux qui le traversent, alors que s'affaiblit la valeur du « capital résistant ». Son efficacité diminue partout, même si ce processus, qui admet des vitesses différentes selon les champs sociaux, fait de 1947 un repère plus qu'un moment de rupture universellement valide. C'est, plus globalement, la presse militante créée à la faveur de la Libération qui est en difficulté. Nicolas Kaciaf montre que

« dès 1946, la vigoureuse politisation de la presse nationale s'affaiblit, à mesure que les journaux militants se heurtent au déclin de leur lectorat. Le nombre de quotidiens parisiens en témoigne : trente-six en 1946 contre douze en 1953. Malgré le renouvellement des titres, la période 1944-1946 apparaît davantage comme une parenthèse que comme une rupture vis-à-vis d'un certain nombre de processus entamés dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : concentration du marché, disparition des organes partisans, prédominance des journaux dits d'information, autonomisation du personnel journalistique »<sup>495</sup>.

La tendance est similaire dans l'édition. Selon Pascal Fouché,

« La plupart des maisons créées juste après la guerre n'eurent d'activité que quelques mois ou, au mieux, quelques années avant de fermer leurs portes, leurs auteurs étant récupérés par les éditeurs déjà en place. Car après la période d'euphorie née de la Libération, les réalités économiques reprennent le dessus. Certaines maisons plus anciennes n'échappent pas non plus aux difficultés et les années cinquante vont connaître une première vague de concentrations qui conduira en une dizaine d'années seulement à la formation des deux grands groupes d'édition français »<sup>496</sup>.

L'exemple le plus fameux est celui des Éditions de Minuit en raison de la concurrence interne pour la direction qui oppose Vercors, représentant de la fidélité à la résistance, à Jérôme Lindon. Face aux difficultés financières répétées de la maison en 1946, 1947 et 1948, trois

---

<sup>494</sup> Vanessa Codaccioni, *Punir les opposants...*, *op.cit.*, p. 72.

<sup>495</sup> Nicolas Kaciaf, *Les pages « politiques » ...*, *op.cit.*, p. 31.

<sup>496</sup> Pascal Fouché (dir.), *L'édition française depuis 1945*, Paris, Editions du cercle de la librairie, 1998, p. 21.

augmentations de capital sont décidées par Vercors et ses proches. Ces financements extérieurs permettent de nouvelles ambitions. C'est le cas pour Jérôme Lindon, entré en 1946 comme chef de fabrication et qui convainc des membres de sa riche famille d'investir. C'est ainsi qu'il reprend financièrement la main sur la maison et qu'il cantonne rapidement la politique à la seule collection « Documents » tout en accélérant la publication de textes plus proches de la littérature « pure ». Alors que onze des douze ouvrages publiés en 1945 sont très directement liés à la guerre, on n'en décombre plus que cinq sur onze en 1948. Anne Simonin, qui revient en détail sur cet épisode, écrit que les années 1947-1948 doivent être qualifiées « d'« années terribles » » pour la génération de la Résistance : elle perd le pouvoir au sein des entreprises fondées par elle dans la clandestinité. Dans la presse comme dans l'édition, les résistants sont, en règle générale, de nouveaux venus dont la ressource essentielle était d'ordre symbolique. Leur prestige, immense à la Libération, s'érode au fur et à mesure que s'éloignent les années de guerre<sup>497</sup>. Le communiste Pierre Daix s'est aussi interrogé sur ce phénomène de rapide déclin du « capital résistant », et s'est dit frappé « que, des rêves qu'[ils] faisaient en 1942 contre la toute-puissance alors de Hitler, la terreur et l'arriération qu'il incarnait, il ne soit aussi vite rien resté »<sup>498</sup>.

Alors que les ressources tirées de la résistance se monnayent de plus en plus mal, c'est la chronologie politique internationale, avec l'entrée du monde en guerre froide, qui bouleverse la vie intellectuelle française en 1947 et pèse durablement sur la production et la circulation des idées politiques.

## ***II. Les intellectuels français et la « guerre froide »***

La guerre froide a pour conséquence de classer toute prise de position, politique ou non, dans l'un des deux camps en présence. Ainsi, si la situation française voit s'imposer début 1948 une « troisième force » (MRP, SFIO, Radicaux) entre le RPF et les communistes — tous les deux opposés à la IV<sup>e</sup> République —, les enjeux nationaux sont régulièrement lus à travers le prisme bipolaire qui oppose les deux superpuissances internationales. En effet, la guerre froide s'intensifie en 1948 à travers deux crises majeures – le blocus de Berlin et la guerre de Corée<sup>499</sup>,

---

<sup>497</sup> Anne Simonin, *Les éditions de Minuit, 1942-1955, op. cit.*, p. 223.

<sup>498</sup> Pierre Daix, *Les Lettres Françaises...*, *op. cit.*, p. 212.

<sup>499</sup> La première concerne le statut de l'Allemagne et de son ancienne capitale. Le 24 juin 1948, débute le blocus de Berlin initié par les Soviétiques, ce qui provoque la mise en place d'un pont aérien américain permettant de ravitailler l'ouest de la ville. Ce blocus n'est levé, sans contrepartie, qu'onze mois plus tard. La seconde, la guerre de Corée, s'enracine dans la défaite militaire du Japon en 1945 qui doit alors abandonner la Corée aux États-Unis et à la Russie. La montée des tensions entre les deux camps conduit à un conflit ouvert à partir du 25 juin 1950 et à l'invasion du sud par le nord pro-soviétique. Il prend fin trois ans plus tard, le 27 juillet 1953.

auxquelles s'ajoute, pour la France, le conflit indochinois de 1945 à 1954 – qui conduisent à des alliances internationales qui passent par des aides aussi bien économiques comme le Plan Marshall (1947) que militaire, comme le Pacte Atlantique signé par la France le 4 avril 1948. Ces tensions se réfractent dans le champ intellectuel français dans un système de contraintes qui pèsent sur la production et la circulation des idées politiques, à un moment où la « croyance sociale en la force mobilisatrice et libératrice » de l'écrit est encore forte<sup>500</sup>. Si une troisième voie, bien que fragile, s'esquisse aussi bien dans le champ politique qu'intellectuel durant ces premières années de guerre froide, la polarisation entre deux camps radicalement opposés reste la norme. Ce « choc entre deux systèmes qui se tiennent réciproquement pour ennemis, et dont chacun se prête une vocation d'universalité » conduit à une situation qualifiée par Aron de « paix impossible, guerre improbable »<sup>501</sup> dans laquelle les idées jouent un rôle central.

## ***II. A) Les communistes et la culture : une relation conflictuelle au temps de la guerre froide***

Du côté des communistes, la doctrine élaborée par Jdanov est précisée en août 1948 au congrès de Wrocław. Ce rendez-vous est officiellement le moment de lancement du « mouvement de la paix » animé par des intellectuels communistes et pour lequel Picasso, quelques semaines plus tard, dessine sa fameuse colombe. Il est en réalité l'un des moments où les communistes soviétiques commencent à diffuser leurs nouveaux principes en matière de culture et à organiser le contrôle qui va avec. C'est qu'« un changement radical des conditions de production et de l'espace institutionnel accompagne l'installation des démocraties populaires. Encore pluraliste entre 1945 et 1947, cet espace est progressivement limité et contrôlé à travers l'étatisation de ses infrastructures, dont celles de l'industrie du livre et du secteur de l'édition », ce qui rend les conditions d'accès à la « corporation littéraire » très dépendantes d'enjeux politiques<sup>502</sup>. Ces transformations s'observent aussi en France, où les marges de manœuvre des intellectuels se réduisent (A), et ce dans l'ensemble du mouvement communiste (B).

### ***Une production très contrôlée***

Le PCF impulse ces changements dès le XI<sup>e</sup> congrès du parti de juin 1947 à Strasbourg, lors duquel Thorez a encouragé les écrivains à exalter « l'effort, la solidarité, la marche vers

---

<sup>500</sup> Iona Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op.cit.*, p. 6.

<sup>501</sup> D'après le titre du premier chapitre de Raymond Aron, *Le grand schisme*, Paris, Gallimard, 1948, p. 21 pour la citation.

<sup>502</sup> Ioana Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op. cit.*, pp. 88-89.

une société meilleure ». Ces propos, prolongés par Laurent Casanova dans son ouvrage *Le Communisme, la pensée et l'art* (1947), dessine ce qu'on appelle le « réalisme socialiste ». Il entend présenter de façon héroïque la réalité sociale des classes populaires, des travailleurs et des militants communistes. Il s'oppose à la fois au formalisme, style des représentants du pôle de l'art pour l'art, et au naturalisme qui, en n'étant qu'une simple photographie, ne modèlerait pas la réalité grâce au regard communiste<sup>503</sup>. La défense de ce style littéraire par les communistes n'est pas nouvelle. Dès 1934, le même Jdanov avait élaboré ce qui prenait déjà le nom de « réalisme socialiste » pour dépasser la « littérature prolétarienne ». Ce basculement, qui trouvait son corollaire institutionnel en URSS dans la liquidation de l'Association des Écrivains Prolétariens (la RAPP) au profit de l'Union des écrivains soviétiques, marquait le passage à une littérature « révolutionnaire », « démocratique » ou « progressiste » selon les contextes, mais ancrée dans chaque tradition nationale<sup>504</sup>. Jean-Michel Péru explique à ce propos qu'entre 1925 et 1935, on assiste à « un déplacement des zones de compétences spécifiques, ou [à] un renversement de leurs rapports hiérarchiques. Il ne s'agit plus pour l'écrivain de sortir de sa tour d'ivoire pour intervenir dans les choses du monde, tout en préservant l'indépendance de ses activités littéraires [...]. Il s'agit ici de soumettre l'activité littéraire à des critères politiques »<sup>505</sup>.

Cette affirmation, qui concerne le premier réalisme socialiste<sup>506</sup>, s'applique *a fortiori* à la période s'ouvrant en 1947. Si, dans les années 1930, la promotion d'un réalisme socialiste « français » s'inspirant des classiques comme Hugo, Balzac ou Zola<sup>507</sup> entendait développer un « marxisme à la française » et approfondir les liens entre Marx et des philosophes comme Descartes<sup>508</sup>, ce n'est plus le cas dans l'immédiat après-guerre après les attaques des surréalistes ou de Sartre\* contre la « nationalisation de la littérature »<sup>509</sup>, et encore moins après le durcissement idéologique de 1947. Le respect des règles nouvelles qui pèsent sur l'ensemble des producteurs de biens symboliques est alors favorisé par la création, en juin 1947, d'une

---

<sup>503</sup> Gisèle Sapiro, « Formes et structures de l'engagement des écrivains communistes en France. De la "drôle de guerre" à la Guerre froide », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, no. 1, 2003, p. 157.

<sup>504</sup> *Ibid.*, p. 156

<sup>505</sup> Jean-Michel Péru, « Une crise du champ littéraire français. Le débat sur la "littérature prolétarienne", 1925-1935 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 89, septembre 1991, p. 49.

<sup>506</sup> Sur le réalisme socialiste, sa complexité dans les années 1930, son évolution dans les décennies suivantes et sa dimension internationale, à travers des études socio-historiques et des exemples précis, voir l'ensemble du numéro 15 de *Sociétés et Représentations*, 2003/1, intitulé « Repenser le réalisme socialiste ».

<sup>507</sup> Nous pensons à la fameuse conférence d'Aragon\*, « Réalisme socialiste, réalisme français », prononcée en 1937. Sur Aragon\*, voir notamment Philippe Oliveira, « Aragon\*, "réaliste socialiste". Les usages d'une étiquette littéraire des années Trente aux années Soixante », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, no. 1, 2003, pp. 229-246.

<sup>508</sup> Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme...*, *op. cit.*, p. 182.

<sup>509</sup> Gisèle Sapiro, « Formes et structures... », *art. cit.*, p. 162.

Section idéologique et d'une Commission des Intellectuels nettement plus contraignantes que le Cercle d'études marxistes créé en 1930<sup>510</sup>. De même, l'ensemble des organisations des écrivains communistes qui se succèdent depuis 1934 travaille à la « mise en œuvre du réalisme socialiste comme “méthode” et comme catégorie de critique »<sup>511</sup>. Ces organisations remplissent surtout trois fonctions soulignées par Gisèle Sapiro : encadrer les nombreux intellectuels qui viennent au PCF à la faveur de la guerre et qui sont jugés *a priori* peu fiables ; permettre le dialogue avec les compagnons de route pour ne pas isoler les intellectuels communistes encartés ; et constituer une structure stable permettant des échanges internationaux<sup>512</sup>.

C'est la première de ces fonctions qui est la plus importante, tant les intellectuels sont toujours présumés suspects dans un parti qui « se distingue de tous les partis politiques français par un taux particulièrement élevé d'ouvriers dans son personnel politique, occupant de surcroît les postes stratégiques de l'organisation »<sup>513</sup>. Dans ce parti caractérisé par un « mode de production ecclésial » de la doctrine officielle qui « conforte la prééminence de ceux qui, dans l'institution, en sont les exégètes autorisés » à savoir les dirigeants ou, même, « Le » dirigeant, les intellectuels ne peuvent participer aux élaborations théoriques<sup>514</sup>. Ils doivent, cependant, les appliquer. Comme le soutient Roger Garaudy dès 1945, « le Parti attend de ses intellectuels, qu'ils soient des militants, mais pas seulement lorsqu'ils viennent aux réunions de cellules et aux manifestations, pas seulement des militants du dimanche et du mardi, mais dans leur vie de chaque jour, dans leur travail intellectuel »<sup>515</sup>.

Cette volonté de contrôle suscite de multiples formes de résistance ou, mieux, de « contrebande »<sup>516</sup> puisqu'elle défie deux dimensions constitutives de l'activité littéraire – et, en général, de toutes les activités intellectuelles. La première est l'autonomie relative du champ littéraire qui s'est progressivement constituée depuis, au moins, le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>517</sup>. La seconde touche au recrutement social des écrivains qui veut que si « l'exercice de l'activité

---

<sup>510</sup> À son sujet, Marie-Cécile Bouju écrit : « L'année 1930 marque un tournant. La direction du PCF fonde un Cercle d'études marxistes, qui a pour fonction de contrôler les intellectuels communistes et leurs travaux sur le marxisme, et pour M. Thorez de “créer une base de la science marxiste en France” », in Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op. cit.*, p. 55.

<sup>511</sup> Gisèle Sapiro, « Formes et structures... », *art. cit.*, p. 167.

<sup>512</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>513</sup> Bernard Pudal, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 1989, p. 10.

<sup>514</sup> Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Editions du Croquant, 2009, p. 22 et p. 24.

<sup>515</sup> Cité par Gisèle Sapiro, « Formes et structures... », *art. cit.*, p. 170.

<sup>516</sup> Pour reprendre l'expression reprise à Aragon\* et utilisée par Frédérique Matonti, « « Il faut observer la règle du jeu ». Réalisme socialiste et contrebande littéraire : La place rouge de Pierre Courtade », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, no. 1, 2003, pp. 293-306 ; et par Gisèle Sapiro, par exemple dans *La guerre des écrivains...*, *op. cit.*

<sup>517</sup> Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art...*, *op. cit.*

littéraire ne requiert aucun “droit d’entrée” formel, [...] les écrivains se recrutent le plus souvent dans les catégories favorisées de la société, cumulant les atouts économiques, géographiques et culturels »<sup>518</sup>. Ce recrutement social a des conséquences sur la production intellectuelle, puisqu’il peut expliquer qu’un « paradoxe des romans du parti de la classe ouvrière que sont les romans réalistes socialistes est qu’ils sont très peu des romans du monde ouvrier, et encore moins des romans du monde du travail ». Les écrivains, éloignés du monde prolétarien, décrivent en effet les ouvriers qu’ils connaissent. Ces derniers « ne sont pas montrés en train de travailler, mais de militer, ou de se battre (dans la Résistance) »<sup>519</sup>.

La production intellectuelle, et notamment littéraire, des communistes, est pour toutes ces raisons toujours susceptible de s’écarter de « l’orthodoxie »<sup>520</sup>. Ainsi, si le roman d’André Stil, *Le premier Choc*, publié en 1951, est un modèle de roman réaliste-socialiste au point qu’il reçoit le prix Staline, la publication entre 1949 et 1951 des *Communistes* d’Aragon\* donne lieu à une intense polémique entre l’auteur et les partisans de la tendance ouvriériste incarnée alors par Auguste Lecoq, qui dirigea le PCF clandestin durant la guerre en l’absence de Thorez. Roman de guerre, *Les Communistes* met en scène la répression des communistes durant les premiers mois du conflit jusqu’à « l’étrange défaite » française, le tout porté par une écriture réaliste. C’est aussi un éloge du parti, l’un des héros du roman s’écriant : « *Qu’est-ce que nous serions sans le parti ? [...] Je me demande comment on peut vivre, si on n’est pas au parti* »<sup>521</sup>. Face aux tenants d’un ouvriérisme strict arguant que l’intellectuel doit produire, avant tout, pour son public, Aragon\* proclame la nécessité pour l’écrivain de ne pas appliquer platement une méthode réaliste venant de Russie. L’écriture doit s’ancrer à la fois dans la tradition réaliste française (réaffirmant là sa position des années 1930) tout en laissant l’écrivain exprimer ses propres idées, conditions *sine qua non* de l’exercice serein de son métier<sup>522</sup>.

---

<sup>518</sup> Si ces ressources sont nécessaires, elles doivent s’accompagner d’une déviation de trajectoire pour que l’écriture évolue « d’une pratique occasionnelle en un projet de vie » in Gisèle Sapiro, « “Je n’ai jamais appris à écrire”. Les conditions de formation de la vocation d’écrivain », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 168, no. 3, 2007, pp. 12-33. Voir, plus globalement, l’ensemble de ce numéro d’*Actes de la recherche en sciences sociales*. Voir enfin Bernard Pudal, « Symbolic Censorship and Control of Appropriations : The French Communist Party Facing " Heterical " Texts during the Cold War », *Libraries and Culture*, vol. 36, n° 1, Winter 2001, pp. 152-161

<sup>519</sup> Reynald Lahanque, « Les romans du réalisme socialiste français », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, p. 190.

<sup>520</sup> Nous mettons des guillemets pour souligner qu’il s’agit d’un étiquetage.

<sup>521</sup> Cité par Jeanine Verdès-Leroux, « Les invariants du parti communiste français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 36- 37, février/mars 1981, p. 74.

<sup>522</sup> Voir Gisèle Sapiro, « Formes et structures... », *art.cit.*, pp. 165 et *sq.* Sur Aragon\* et ses relations au réalisme socialiste, à la littérature et à la politique, bien plus complexes et évolutives que ce qu’on a résumé ici, voir Philippe Olivera, « Aragon\*, “réaliste socialiste”. Les usages d’une étiquette littéraire des années Trente aux années Soixante », *Sociétés & Représentations*, 2003/1 (n° 15), pp. 229-246 ; et « Le sens du jeu. Aragon\* entre littérature et politique (1958-1968) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 111-112, mars 1996, pp. 76-84

Cet exemple rapidement restitué illustre la tension entre deux modes de notoriété et de récompense, l'une politique venant du monde communiste et de ses militants, l'autre, littéraire, venant de ses pairs. Pour les intellectuels les plus dotés comme Aragon\* et qui sont, comme l'écrit Frédérique Matonti, irremplaçables en cas d'*exit* en raison de leur notoriété, il est possible, mais néanmoins délicat, de jouer à la fois de l'autonomie inhérente à la définition de l'intellectuel et de l'engagement propre au véritable communiste. Pour les moins dotés, le respect de la doctrine est une priorité voire une nécessité. Mais dans tous les cas, « chaque trajectoire, double, littéraire et politique, est constamment en mouvement », tant c'est cette « question qui les constitue comme membre de l'intellectuel collectif » communiste<sup>523</sup>.

Cette tension entre deux modèles tient aussi à ce que chaque pôle offre son type de rétribution symbolique. Si, pour le pôle le plus autonome, ces rétributions sont celles classiques des instances de consécration du champ littéraire<sup>524</sup> — à l'image, pour Aragon\*, du prix Renaudot, obtenu en 1936 pour *Les Beaux Quartiers* — les circuits communistes satisfont à ce qu'Edgar Morin a appelé « le carriérisme de l'intellectuel stalinien » :

« Le parti offrait un public immense à ceux qui écrivaient dans la norme [...]. On disposait d'un culte de la personnalité à la mesure de sa docilité. Il suffisait d'un méchant roman à l'eau de rose de Jdanov pour que l'on soit désigné comme l'auteur du meilleur livre de l'année »<sup>525</sup>.

Ioana Popa propose une analyse comparable :

« Alors que la plupart de ces écrivains communistes occupent une position dominée à l'intérieur de leur champ littéraire d'origine ou, du moins, temporairement marginale à cause de leur production réaliste socialiste (à l'instar, à l'époque, d'Aragon\* lui-même), leur traduction en Europe de l'Est remplit, en quelque sorte, pour eux une fonction "compensatoire". Elle leur apporte non seulement un moyen de diffusion de leurs œuvres, mais aussi des formes diverses de gratification ainsi qu'une notoriété importante »<sup>526</sup>.

Ces gratifications peuvent recouvrir des avantages en nature (hôtels de luxe, banquets<sup>527</sup>) mais aussi et surtout une large diffusion des œuvres en Union soviétique, à l'image de Romain Rolland qui y vendit un million sept cent mille exemplaires de ses œuvres<sup>528</sup>.

Ce conflit entre deux types de notoriété et de relations au Parti se retrouve dans le cas des peintres. On peut opposer, d'un côté, André Fougeron et sa toile réaliste-socialiste « Parisiennes au marché », présentée en septembre 1948 au Salon d'automne, encensée par les

---

<sup>523</sup> D'après l'expression de Bernard Pudal, « Récits édifiants du mythe prolétarien et réalisme socialiste en France (1934-1937) », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, no. 1, 2003, p. 96.

<sup>524</sup> Pierre Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 89, 1991, pp. 3-46.

<sup>525</sup> Cité par Ariane Chebel d'Appollonia, *Histoire politique des intellectuels en France...*, *op.cit.*, p. 15.

<sup>526</sup> Ioana Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op.cit.*, p. 97.

<sup>527</sup> Pour le cas de Sartre\*, voir Simone de Beauvoir, *La Force des choses*, Paris, Gallimard, 1963, pp. 327-329.

<sup>528</sup> Sur ces exemples et d'autres, voir David Caute, *Les compagnons de route. 1917-1968*, Paris, Robert Laffont, 1979, p. 24 et *sq.* Précisons que les droits sont quasi toujours réglés en devises non convertibles.

communistes mais largement critiquée sinon<sup>529</sup>, et de l'autre côté Picasso provoquant le mécontentement du groupe dirigeant quand il expose *Massacre en Corée* en janvier 1951, tableau considéré par Auguste Lecoœur dans les colonnes des *Lettres françaises* comme ne relevant pas d'un « art de masse ». Pire, le 6 mars 1953, quelques heures après la mort de Staline, son portrait en première page des *Lettres Françaises* du jeune Staline est officiellement condamné le lendemain en une de *L'Humanité* par un « communiqué du Secrétariat »<sup>530</sup>. Cette nouvelle « affaire » interne est d'autant plus sensible que Maurice Thorez est à l'époque toujours en URSS, où il est soigné après une attaque cérébrale. Cette absence « a vu s'aiguiser les rapports de France »<sup>531</sup>, comme l'écrit Lucie Fougeron, et ce n'est qu'au retour de Thorez, en avril 1953, que l'affaire est finalement tranchée en faveur de Picasso jusqu'à l'exclusion de Lecoœur en 1954..

Au-delà de ces polémiques picturales<sup>532</sup>, c'est l'ensemble des sciences qui sont touchées par l'orientation jdanovienne. Au sein des sciences humaines et sociales à l'institutionnalisation encore naissante [voir *infra*], l'histoire et son école alors intellectuellement dominante, les Annales, sont fustigées pour leur insistance supposée sur les petits sujets, leur désintérêt pour les faits et surtout pour « leur étude de la longue durée et des permanences » qui « seraient contraires à la révolution prolétarienne »<sup>533</sup> tandis que la sociologie est considérée, dans son ensemble, comme réactionnaire<sup>534</sup>. Les philosophes sont condamnés à un travail de citation et de vulgarisation de Marx, Engels et Lénine, les hybridations entre marxisme et phénoménologie sont suspectes<sup>535</sup> et nombreuses sont les publications censurées ou objets de réécriture, que ce soit dans les revues ou aux Éditions Sociales, à l'image en 1953 du livre d'Henri Lefebvre,

---

<sup>529</sup> Comme dans un article de Georges Limbour, écrivain qui vient de quitter *Action* en raison de sa reprise en main par le PCF, et qui écrit que c'est « le plus mauvais tableau du monde ». Voir Georges Limbour, « Variété », *Les Temps Modernes*, Novembre 1948, n°38, p. 929.

<sup>530</sup> Lucie Fougeron, « Un exemple de mise en images : le « réalisme socialiste » dans les arts plastiques en France (1947-1954) », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, no. 1, 2003, p. 211 ; voir également Lucie Fougeron, « Propagande et création picturale. L'exemple du PCF dans la guerre froide. », *Sociétés & Représentations*, 2001/2 (n° 12), pp. 269-284 ; et Lucie Fougeron, « Une "affaire" politique : le portrait de Staline par Picasso », *Communisme*, n° 53-54, 1998, pp. 119-149.

<sup>531</sup> Lucie Fougeron, « Un exemple de mise en images : le « réalisme socialiste... », *art. cit.*

<sup>532</sup> Outre les textes de Lucie Fougeron, voir aussi Jeanine Verdès-Leroux, « L'art de parti [Le parti communiste français et ses peintres (1947-1954)] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 28, juin 1979, pp. 33-55 et, de la même auteure, *Au service du parti...*, *op. cit.*, et spécialement le chapitre 5, « L'art de parti. Roman, peinture, poésie ».

<sup>533</sup> Frédérique Matonti, « Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2006/5, n°53-54 bis, p. 86.

<sup>534</sup> Sur les liens complexes entre le marxisme et la sociologie d'un point de vue davantage orienté sur l'histoire sociale de la discipline, voir Gérard Mauger, « Marxisme et sociologie », in Antony Burlaud et Jean-Numa Ducange, *Marx : une passion française...*, *op.cit.*

<sup>535</sup> Alexandre Féron, « Marxisme et phénoménologie », *Ibid.*



*Contribution à l'Esthétique*, qui aborde pourtant prudemment les problèmes du réalisme d'un point de vue marxiste<sup>536</sup>. Au sein des SHS, c'est sans doute la psychanalyse qui est la discipline la plus attaquée. L'article de Guy Leclerc, « La psychanalyse, idéologie de basse police et d'espionnage », publié dans *L'Humanité* le 27 janvier 1949, officialise la position du PCF sur cette « expression dernière de l'idéologie capitaliste » et conduit à l'autocritique du psychiatre communiste Lucien Bonnafé\*<sup>537</sup> et de sept autres psychanalystes communistes dans *La Nouvelle Critique*, à travers l'article « La psychanalyse, idéologie réactionnaire », publié en juin 1949<sup>538</sup> et qui est, selon Bonnafé\*, un exercice de contrebande<sup>539</sup>.

Le contrôle du PCF s'étend à la psychologie où domine la pensée de Pavlov et aux sciences dites « dures », à l'image de la lutte contre l'idéalisme en physique ou de la critique de la théorie de Linus Pauling en chimie développée dans son ouvrage de 1938 *La nature de la liaison chimique*<sup>540</sup>. Si un scientifique aussi connu que Frédéric Joliot-Curie, le prix Nobel de Chimie 1935 – avec son épouse Irène — se tient (difficilement néanmoins) à l'écart de ces discussions et préfère, comme Picasso, s'investir dans la lutte pour la paix, les accusations qu'il porte contre l'usage d'armes bactériologiques par les Américains durant la guerre de Corée se voient sévèrement critiquées en juin 1952 par la tribune de trente-deux autres prix Nobel lui demandant des preuves<sup>541</sup>. C'est, bien sûr, en biologie que l'influence du communisme venant d'URSS a le plus d'influence à travers le « lyssenkisme »<sup>542</sup>. Si Lyssenko développe sa théorie opposée à la génétique de Mendel et aux théories chromosomiques de l'hérédité depuis la fin des années 1920, le lyssenkisme s'impose à partir du printemps 1948, moment où sa théorie promettant un développement massif des rendements de la culture de blé reçoit le soutien de Staline. En France, la revue *Europe* publie en octobre 1948 le rapport de Lyssenko sur « l'état

---

<sup>536</sup> Sur cet épisode, voir Rémi Hess, *Henri Lefebvre...*, *op.cit.*, pp. 127 et *sq.*

<sup>537</sup> Lucien Bonnafé\* (1912-2003), né à Figeac, est le fils d'un médecin de Figeac et, surtout, le petit fils d'un « aliéniste contestataire », à qui il doit selon lui sa vocation. Entré « au communisme par l'antifascisme » dans les années 1930 [voir *supra*], résistant (il cache notamment Éluard à Saint-Alban, qu'il dirige à partir de janvier 1943), il est après-guerre conseiller de François Billoux\* au ministère de la Santé. Il reste communiste les décennies suivantes, et publie en 1977 aux Éditions Sociales l'ouvrage *Dans cette nuit peuplée : 18 textes politiques*. Sur Lucien Bonnafé\*, voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, pp. 270 et *sq.*

<sup>538</sup> Sur ces questions et pour des informations sur plusieurs intellectuels de notre population – dont l'entretien de Bernard Muldworf\*, reproduit en annexe, que l'on utilise dans ce travail – voir Danièle Papiou, *Psychiatrie, psychanalyse et communisme : essai de sociobiographie des psychiatres communistes (1924 – 1985)*, thèse de science politique dirigée par Bernard Pudal, Paris X-Nanterre, 2017.

<sup>539</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, pp. 269 et *sq.*

<sup>540</sup> Sur l'histoire du lyssenkisme, voir notamment Dominique Lecourt, *Lyssenko : histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Paris, Maspero, 1976, rééditée aux PUF en 1996. Voir aussi Jeanine Verdès-Leroux, *Au service du parti...*, *op.cit.*, chapitre 5 : « La lutte idéologique dans les sciences ».

<sup>541</sup> Sur Frédéric Joliot-Curie et sa trajectoire prise entre son engagement communiste et son prestige scientifique, voir Frédérique Matonti, « La colombe et les mouches... », *art. cit.*

<sup>542</sup> Voir notamment Dominique Lecourt\*, *Lyssenko : histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Paris, Maspero, 1976.

de la science biologique », suivi par de nombreux autres articles comme celui intitulé « Sur le débat des deux biologies » publié en 1950 dans *La Nouvelle Critique*<sup>543</sup>. Le lyssenkisme s'accompagne en France de la promotion de la théorie des deux sciences (l'une invalide car bourgeoise et l'autre valide car prolétarienne) qui est, à partir de la conférence de Laurent Casanova prononcée en février 1949, la position officielle du PCF, et donc celle que doivent adopter les intellectuels communistes. Face à celle-ci, les voix dissonantes n'ont pas leur place comme l'illustrent la mise à l'écart du biologiste et ancien résistant Marcel Prenant, envoyé à Moscou pour rencontrer Lyssenko, et évincé du Comité Central en 1950 en raison de ses critiques<sup>544</sup>.

### ***Des multiples canaux de diffusion***

Ces contraintes s'étendent à tous les moyens de diffusion du PCF. Les maisons d'éditions et les revues communistes entrent en guerre froide en 1947 pour promouvoir un marxisme-léninisme authentique donc « stalinien »<sup>545</sup>. Un « compte-rendu du Bureau politique concernant le travail de la section centrale idéologique et d'éducation à propos d'édition et de diffusion de livre », daté du 2 avril 1954, met en avant la nécessité pour le Parti d' « établir un programme de diffusion des romans en tenant compte essentiellement de ceux qui nous aident dans la lutte », « d'établir un programme de diffusion des ouvrages de Marx-Engels-Lénine et Staline », « d'améliorer la diffusion des œuvres de Maurice Thorez » et de « reprendre la diffusion méthodique de l'Histoire du PC de l'URSS »<sup>546</sup>. La création de la collection « Les classiques du peuple », qui publie entre 1950 et 1981 environ soixante-dix titres permettant aux militants de prendre « connaissance du trésor culturel du passé et des idées progressistes qui constituent le fondement de l'humanisme »<sup>547</sup>, est un élément essentiel de la politique culturelle du PCF. Ces textes, s'ils ont pour but de « faire lire », sont également choisis pour leur contenu

---

<sup>543</sup> Cette théorie est diversement acceptée en France. La journaliste communiste Dominique Desanti explique que, pour elle, « le fait que Lyssenko soit un savant soviétique le rendait pour nous crédible *a priori* ». Cf Dominique Desanti, *Les Staliniens...*, *op. cit.*, p. 364. Il faut ajouter que son mari, le philosophe Jean-Toussaint Desanti, a soutenu le lyssenkisme dans la presse communiste.

<sup>544</sup> Dans son autobiographie, il écrit : « *A mon retour de Moscou, je n'avais pas caché aux dirigeants du Parti ma méfiance croissante à l'égard du lyssenkisme, sentiment que je tenais à étaler publiquement le moins possible pour ne pas gêner la politique adoptée par le parti. En réponse, je dus subir un harcèlement aggravé* », in Marcel Prenant, *Toute une vie à gauche*, Paris, Encre, 1980, pp. 307-308.

<sup>545</sup> Comme l'affirme le premier numéro de la *Nouvelle Critique* publié en décembre 1948 : « Le véritable marxiste doit pouvoir mériter l'épithète enthousiasmant de "stalinien" ».

<sup>546</sup> Ce document est en annexe de Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier (dir.), *Le parti communiste français et le livre (1920-1992)*, Dijon, EUD, 2014, p. 189.

<sup>547</sup> *Catalogue général des Editions sociales*, Paris, Éditions sociales, 1963, p. 1, cité par Stéphanie Roza, « Un grand moment d'éducation populaire ? « Les classiques du peuple » et le siècle des lumières », in Jean-Numa Ducange, Julien Hage et Jean-Yves Mollier (dir.), *Le Parti communiste français et le livre...*, *op. cit.*, p. 70.

politique puisque cette collection publie des classiques hostiles à la propriété privée comme *L'Utopie* de More, le *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* de Rousseau, ainsi que des textes de Mably, Morelly ou encore Babeuf<sup>548</sup> [sur les usages des idées du passé dans l'après-1968, voir le chapitre 3].

Les ventes sont, dans l'ensemble, décevantes, et le PCF n'arrive pas à diffuser au-delà de ses militants, malgré la *Fête de l'Humanité*, la vente annuelle du Comité National des Écrivains et, surtout, les « Batailles du livre » qui ont lieu de mars 1950 à juin 1952. L'objectif de ces « Batailles », terme que l'on doit à Elsa Triolet<sup>549</sup>, est d'établir un rapport direct entre l'écrivain et son public et de promouvoir la lecture tout en chassant la « littérature pourrie des bibliothèques municipales, d'entreprise, des différentes associations culturelles »<sup>550</sup>. Si ces « batailles » ne peuvent se comprendre que réinsérées dans le contexte transnational de guerre froide<sup>551</sup>, elles doivent aussi être replacées dans le contexte français où, face à l'anticommunisme, il faut briser ce que le PCF qualifie de « complot du silence »<sup>552</sup>. Manifestations culturelles spectaculaires, ces « batailles » sont aussi l'occasion pour les intellectuels du parti d'aller voir le « peuple ». Pierre Daix raconte dans les *Lettres Françaises* en mars 1950 avoir rencontré « des dockers, des mineurs, des métallos, des marins », tandis que Claude Morgan se réjouit en avril 1951 dans *La Nouvelle Critique*<sup>553</sup> d'avoir pu voir des « ouvriers et des paysans ». En tout, quinze manifestations sont organisées pour lutter contre la mauvaise littérature et inciter les militants à lire.

La formation des militants redouble cette ambition avec des conseils précis de lecture, aussi bien dans les écoles de parti que dans la presse communiste. La revue *Apprendre*, qui émane de la section idéologique du Parti, conseille ainsi en 1949 de lire l'autobiographie de Thorez, *Fils du peuple*<sup>554</sup>, d'abord « entièrement », puis « chapitre par chapitre en prenant des notes » et enfin de finir par une « étude collective » qui est « le meilleur moyen de développer,

---

<sup>548</sup> *Ibid.*, p. 75-76.

<sup>549</sup> Compagne d'Aragon\*, Elsa Triolet (1896-1970) est née à Moscou dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle juive. Émigrée en France après la révolution d'Octobre, dont elle soutient cependant les idées, elle rencontre Aragon\* à Paris en 1928 et l'épouse en 1939. Écrivaine de premier plan – elle obtient le prix Goncourt en 1945, une première pour une femme —, active dans la résistance littéraire, son aura est très importante dans les années d'après-guerre. Elle est notamment l'auteur aux Éditions Sociales, en 1948, de *L'écrivain et le livre ou la suite dans les idées*.

<sup>550</sup> « La bataille du livre », *Apprendre*, juin 1950, n°9, pp. 25-26.

<sup>551</sup> Marc Lazar, « Les « batailles du livre » du parti communiste français (1950-1952), *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°10, avril-juin 1986, pp. 37-50.

<sup>552</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op.cit.*, p. 269.

<sup>553</sup> Cité par Jeanine Verdès-Leroux, *Au service...*, *op.cit.*, p. 178.

<sup>554</sup> Sur cette autobiographie « édifiante » de Thorez, initialement parue en octobre 1937, voir Bernard Pudal, « Le peuple dans Fils du Peuple de Maurice Thorez », *Sociétés et représentations*, n°8, décembre 1999, pp. 265-279 ; et, plus globalement, Bernard Pudal, *Prendre parti...*, *op. cit.* Nous y reviendrons au chapitre 3.

de vérifier l'étude individuelle »<sup>555</sup>. Deux ans plus tôt, le guide de lecture de *La vie du parti* expliquait qu'il « ne faut pas lire pour lire, mais lire en communiste, c'est-à-dire lire pour trouver une réponse aux questions posées par l'actualité et une réponse juste, parce qu'elle puise aux sources de notre doctrine marxiste-léniniste »<sup>556</sup>. Les lectures collectives dans les cellules de parti, en tentant de contrôler la réception des idées, participent du même type de dispositifs. A travers eux, « c'est toute une grille d'interprétation qui est diffusée par l'institution »<sup>557</sup> fondée sur l'ouvriérisme du PCF<sup>558</sup>. Mais c'est cette culture du contrôle qui, on va le voir, est une cible.

## **II. B. Le Parti Communiste au cœur des critiques**

Dans ces premières années de guerre froide, le contrôle du PCF sur ses intellectuels et la nature du communisme – jugée « totalitaire » par ses adversaires — sont critiqués aussi bien par les libéraux (A) que par la gauche non-communiste (B). Les polémiques, souvent très violentes entre ces différents camps intellectuels et politiques, se donnent particulièrement à voir dans le débat autour des camps soviétiques (C). C'est sur ce contexte intellectuel général qu'il faut ici revenir pour situer plus précisément les positions des intellectuels communistes.

### **Le pôle libéral**

A propos du PCF et de son mode de production ecclésial, Paul Veyne écrit que « le communisme a été à la fois une doctrine et un parti tout-puissant, de même que le christianisme, unique par là en son espèce, est, à la fois, une religion et une église, faite pour régner sur les esprits<sup>559</sup> ». En comparant le PCF à une église, Paul Veyne s'inscrit dans le sillage des thèses devenues classiques et élaborées par des libéraux de l'après-guerre et, notamment, par Raymond Aron.

Dès 1944, ce dernier analysait dans deux articles parus dans *La France Libre* les phénomènes du communisme, du socialisme et du nazisme à travers le concept de « religion séculière ». En 1955, dans *L'Opium des Intellectuels*, il définissait le militant par son

---

<sup>555</sup> Cité par Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op.cit.*, p. 260.

<sup>556</sup> *Ibid.*, citation placée en exergue de l'introduction.

<sup>557</sup> Éthuin Nathalie, « De l'idéologisation de l'engagement communiste... », *art.cit.*, p.147.

<sup>558</sup> Bernard Pudal, *Prendre Parti...*, *op.cit.*, p.232-322 : « Le parti politique issu du congrès de Tours n'est devenu le parti communiste qu'au fur et à mesure que des militants ouvriers condamnés à l'insignifiance sont parvenus à signifier. Signifier, ce fut, pour eux, se doter d'une identité politique qui ne soit pas médiatisée par un personnel politique étranger à leur univers social [...]. La fermeture organisationnelle du parti communiste, le système culturel progressivement édifié, la mythologisation de l'histoire révolutionnaire du peuple français, l'enfermement dans un doctrinarisme ouvriériste, la déification du "parti", l'invention du cadre thorzien, la bureaucratiation du corps des permanents, s'interprètent comme autant d'aspects d'une stratégie d'auto-consécration dont la cohérence a pour principe unificateur le travail "staliniens" de légitimation de cette élite ouvrière militante ».

<sup>559</sup> Paul Veyne, *Le pain et le cirque*, Paris, Seuil, 1976, cité par Bernard Pudal, *Un monde défait...*, *op.cit.*, p. 29.

aveuglement en écrivant que le communiste « est avant tout l'homme qui ne distingue pas entre la cause de l'Union soviétique et la cause de la révolution »<sup>560</sup>. Entre ces deux dates, Aron n'a pas cessé de réfléchir au problème communiste, souvent en s'inspirant de penseurs alors peu lus en France comme Hannah Arendt<sup>561</sup>. La place d'Aron permet de critiquer l'opinion reçue selon laquelle, dans ces années, la France est le théâtre d'un philo-communisme hégémonique qui ne laisse aucune place au libéralisme<sup>562</sup>. On sait aujourd'hui de façon plus précise, grâce à des travaux récents, comment les libéraux français, Aron en tête, se sont inscrits dans des réseaux internationaux qui participent à l'émergence, dès les années 1930, d'une pensée dite « néo-libérale »<sup>563</sup>. Les rassemblements de ces néo-libéraux, que ce soit au colloque Lippmann<sup>564</sup> de 1938 ou au sein de la société du Mont Pèlerin fondée en 1947<sup>565</sup>, donnent à voir une réelle hétérogénéité qui va d'un libéralisme non dénué d'interventionnisme de Walter Lippmann à un libéralisme « constructeur » de Louis Rougier<sup>566</sup> en passant par le libéralisme social de Louis Marlio jusqu'au libéralisme considéré comme pur de Friedrich Hayek. Ils sont toutefois réunis par la volonté de se démarquer du socialisme mais aussi du libéralisme classique manchestérien après la crise de 1929. Kevin Brookes précise que « la “nouveau” implicite dans le préfixe néo de cette doctrine renvoie à trois éléments : le contexte historique défavorable dans lequel ces théories s'élaborent à partir des années 1930, le nouveau type de scientificité dont elles se parent, et une radicalisation qui se traduit par la volonté de renouer avec les sources intellectuelles du libéralisme économique »<sup>567</sup>. C'est, plus globalement, un primat donné à la liberté sur l'égalité qui les rassemblent, l'égalitarisme renvoyant aux pensées de Marx et Engels et, avec elles, aux régimes communistes qui s'en revendiquent<sup>568</sup>. En matière

---

<sup>560</sup> Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calman-Lévy, 1955, p.118.

<sup>561</sup> Il commente *The origins of totalitarianism* (1951) dans *Critique*, « L'essence du totalitarisme », janvier 1954.

<sup>562</sup> Pour un bilan de cette littérature sur le « moment libéral français » des années 1980-1990 et « l'illibéralisme » des décennies précédentes, voir Stephen W. Sawyer and Iain Stewart (eds), *In Search of the Liberal Moment...*, *op.cit.*, ainsi que notre recension dans la *Revue française de science politique*, 2019/2 (Vol. 69), pp. 115-143.

<sup>563</sup> Rappelons que le « néo-libéralisme » des années 1930 est distinct de ses usages contemporains selon lesquels « le mot néo-libéralisme semble être un synonyme d'ultra-libéralisme », Serge Audier, *Néo-libéralisme(s) une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012, p. 7.

<sup>564</sup> Serge Audier, *Le Colloque Walter Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*, Latresnes, Bord de l'eau, 2008.

<sup>565</sup> Voir François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire. La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 145, no. 5, 2002, pp. 9-20. Pour un panorama plus général d'inspiration bourdieusienne, voir François Denord, *Le néo-libéralisme à la française. Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016 [2007].

<sup>566</sup> François Denord signale que cet terme fait sans doute référence au *Socialisme constructif* de Henri de Man. Voir François Denord, « Le prophète du néo-libéralisme français », *Philosophia Scientiæ* [En ligne], CS 7 | 2007, p. 121.

<sup>567</sup> Kevin Brookes, « Un “libéralisme scientifique” contre les gauches. La réception du néo-libéralisme américain en France dans les années 1970 », *Raisons politiques*, 2017/3 (N° 67), p. 72.

<sup>568</sup> Cette revendication d'une égalité radicale parcourt évidemment la pensée de Marx, d'Engels et de leurs continuateurs. À titre d'exemple, Engels écrit dans l'*Anti-Dühring* que « la revendication de l'égalité ne se limitait

économique, c'est, quelle que soit la place donnée à la puissance étatique, une critique de l'économie planifiée. C'est dans la pensée d'Hayek que ces éléments sont les plus présents<sup>569</sup>. Dans *La route de la servitude*, écrit pendant la guerre et publiée en 1944, il s'oppose constamment au système communiste et aux conséquences de son économie sur les libertés « si le mot "capitalisme", écrit-il, signifie un système de concurrence basé sur la libre disposition de la propriété privée, il faut se rendre compte que seul un tel système permet la démocratie. Lorsque le régime est dominé par une doctrine collectiviste, la démocratie finit inévitablement par se détruire elle-même »<sup>570</sup>.

La pensée d'Hayek est rapidement commentée en France, notamment par le marxiste Charles Bettelheim\*, spécialiste de la planification socialiste [voir l'encadré n°4], qui le critique dès 1946 dans *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, ouvrage dans lequel son ambition est de « démontrer, contre Hayek, la possibilité d'une économie planifiée, dès lors qu'elle renonce à la théorie subjective de la valeur »<sup>571</sup>. Au-delà d'Hayek, tous ces libéralismes qui critiquent l'absence de liberté de choix individuel sous le communisme sont diffusés et traduits dans de très nombreuses langues. Outre l'aide directement économique de la « doctrine Truman », il existe donc bien une « intelligence de l'anticommunisme » qu'illustrent la création en 1950 à Paris du Congrès pour la liberté de la culture et la diffusion de sa revue *Preuves*<sup>572</sup> ou des initiatives comme la création de *Radio Free Europe*<sup>573</sup>.

Dans ces années, le libéralisme et ses partisans français se trouvent en concurrence avec une autre forme de critique du communisme émanant de la gauche.

#### Encadré n°4 : Charles Bettelheim\*

Charles Bettelheim\* (1913-2006) est né à Paris, d'un père avocat issu lui-même d'une famille de médecins juifs viennois. Sa mère était française, catholique et d'origines plus modestes. Il passe les neuf premières années de sa vie à l'étranger : d'abord en Suisse, où son père (austro-hongrois) dut émigrer lors de la première guerre mondiale, puis en Égypte, où il fut muté. Revenu à Paris en 1922 avec sa mère, il obtient son baccalauréat en 1931 après avoir fréquenté des établissements privés (comme le Cours Richelieu à Paris), publics (Lycées Jeanson de Sailly et Chaptal) et avoir eu des cours à domicile durant une longue maladie qui l'immobilise deux ans. Il suit ensuite des études supérieures variées : biologie, psychologie,

---

*plus aux droits politiques, elle devait s'étendre aussi à la situation sociale des individus ; ce n'était plus seulement les privilèges de classe qu'on devait supprimer, mais les différences de classes elles-mêmes ».*

<sup>569</sup> Même si ce n'est pas nécessairement la plus reconnue alors. Lippmann dira de Mises et Hayek qu'ils « ne parviennent pas, [lui] semble-t-il, à une théorie positive du libéralisme qui puisse donner une méthode de contrôle social compatible avec l'économie d'échange », cité par Serge Audier, *Néo-libéralisme(s)...*, op. cit.

<sup>570</sup> Friedrich Hayek, *La route de la servitude*, Paris, PUF, 2013, p. 57.

<sup>571</sup> Thierry Pouch, *Les économistes français et le marxisme...*, op.cit, p. 41.

<sup>572</sup> Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme : Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995.

<sup>573</sup> Ioana Popa, *Traduire...*, op. cit., pp. 42 et sq ; et Ioana Popa, « « L'impureté » consentie. Entre esthétique et politique : critiques littéraires à Radio Free Europe », *Sociétés & Représentations*, vol. 11, n° 1, 2001, pp. 55-75.

sociologie, philosophie et droit, jusqu'à soutenir en 1939 une thèse sur la planification soviétique (*La Planification soviétique*, Rivière, 1945, republiée ensuite par Maspero).

Le choix de ce sujet est directement lié à son engagement politique, d'abord aux JC en 1933, puis à l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires en 1934 et au PC en 1935. Il voyage en juillet 1936 en URSS, où il est traducteur et journaliste, mais cette expérience constitue un tournant tant il est choqué par le culte de la personnalité autour de Staline, les procès politiques et, plus globalement, les inégalités. A son retour, il tient des conférences qui sont sanctionnées par une « suspension du PCF en juillet 1937 pour “état d'esprit anti-soviétique” et des propos ayant “une portée anti-parti” ». La soutenance de sa thèse lui vaut, dans le même temps, la sympathie de trotskistes comme Pierre Naville\* [*Cf. l'encadré n°5*].

Collaborateur de l'Institut de recherches économiques et sociales, il est mobilisé en octobre 1939 avant d'être réformé. Il débute une carrière universitaire comme chargé de cours à la faculté de droit de Caen en novembre 1939, mais la législation antisémite de Vichy met rapidement un terme à cette expérience en le privant de son statut de fonctionnaire. Professeur particulier durant un temps, il accepte d'entrer au bureau politique du Parti ouvrier internationaliste (POI) reconstitué dans la clandestinité. Après l'arrestation de plusieurs membres du POI, recherché par la police, il se réfugie en Provence chez ses beaux-parents.

A la Libération, il entre au ministère du Travail, où il crée en décembre 1944 le Centre de recherches sociales et des relations internationales. François Denord et Xavier Zunigo précisent que « les bonnes relations qu'il entretenait avec ses ministres de tutelle<sup>574</sup> [...] lui permirent de réaliser de nombreuses missions à l'étranger, notamment aux États-Unis, en tant que correspondant du gouvernement français auprès du Bureau international du travail. Durant cette période, Charles Bettelheim entreprit des recherches sur la planification socialiste, dont il entendait, à l'encontre des économistes libéraux, prouver scientifiquement la viabilité »<sup>575</sup>. L'entrée en guerre froide, qui entraîne une éviction des communistes ou apparentés, l'oblige à quitter ses fonctions en mars 1948. Il entre peu après au CNRS – où il côtoie notamment Naville\* au Centre d'études sociologiques - et à l'École pratique des Hautes Etudes (EPHE).

Intellectuel engagé, il ne renoue jamais pourtant avec les partis, même si il est proche de réintégrer le PCF après-guerre ou d'entrer au PSU à sa création en 1960. Il fonde en février 1950 son propre laboratoire, le Groupe d'études des problèmes de planification, et « s'investit particulièrement en économie du développement, cherchant à définir les conditions d'une accumulation nationale de capital, garantissant aux pays du Tiers-monde leur indépendance économique »<sup>576</sup>. Son « capital international d'expertise »<sup>577</sup> en matière de planification lui permet d'aider à sa mise en place en Inde (1953-1956), en Égypte (1955) et à Cuba (1960-1967). Bien que moins importante que celle de son ami Louis Althusser\*, avec qui il partage dans les années 1960 et 1970 un attrait pour la Chine maoïste, son influence est tout de même considérable, à tel point qu'il est décrit dans *Le Monde* du 4 avril 1972 comme l'un des marxistes les plus en vue au monde. Il dirige de nombreuses thèses en économie marxiste, à une époque où les directeurs de thèse sont peu nombreux. Dans les années 1960, il fonde la collection « Économie et socialisme » chez Maspero, dont l'influence sur la vie intellectuelle avant et surtout après Mai-Juin 1968 est considérable [*Cf. le chapitre 2*]. Il y publie de nombreux ouvrages, dont les quatre volumes de sa *Luttes de classes en URSS*, entre 1974 et 1983. Il prend sa retraite au début des années 1980. Entraîné dans le déclin des idées révolutionnaires, il perd nettement en influence mais se revendique marxiste jusqu'à sa mort.

<sup>574</sup> Dont Ambroise Croizat.

<sup>575</sup> Charles Bettelheim, notice « Maitron » rédigée par François Denord et Xavier Zunigo. De ces deux auteurs, voir « “Révolutionnairement vôtre”. Économie marxiste, militantisme intellectuel et expertise politique chez Charles Bettelheim », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/3 (n° 158), pp. 8-29.

<sup>576</sup> *Ibid.*

<sup>577</sup> François Denord et Xavier Zunigo. « “Révolutionnairement vôtre”... », *art. cit.*, p. 19.

### *Une difficile troisième voie*

Dans ces mêmes années un espace du champ intellectuel revendique à la fois une opposition au régime soviétique jugé liberticide et une forme de radicalité politique. On a vu qu'entre la Libération et 1947, des revues comme *Les Temps Modernes* ou *Esprit* ont pu incarner, dans des perspectives toutefois différentes, cette position.

Mais si elles continuent de l'occuper dans les années suivantes, c'est entre 1947 et 1949 la formation du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire (RDR) qui incarne le mieux cette volonté de construire cette troisième force et les difficultés qui y sont liées. On trouve au RDR Jean-Paul Sartre\* et d'autres membres des *Temps Modernes*, David Rousset, des proches d'*Esprit*, des résistants, des exclus du PCF ou d'anciens membres de l'aile gauche de la SFIO<sup>578</sup>. Si « le R.D.R. constitue un point d'entrée privilégié pour saisir un contexte historique et politique tout à fait particulier, celui de la fin des années 1940, encadré par la fin de la libération du territoire et le début d'un conflit putatif, la “guerre froide” »<sup>579</sup>, c'est que ce parti refuse dès sa création que « la politique des blocs » détermine ses prises de position<sup>580</sup>. Contre les libéraux qui promeuvent la liberté en laissant persister d'importantes inégalités, contre les communistes qui dissolvent les libertés dans un processus brutal qui se veut égalitariste, les membres du RDR proclament que « cette révolution à faire, nous ne la concevons que dans et par la liberté »<sup>581</sup>.

Malgré tout, les prises de position du RDR sont constamment ramenées à être « pour » ou « contre » le communisme, et ce d'autant plus que le PCF a une politique agressive à l'égard de ses compagnons de route devenus critiques<sup>582</sup>. Sartre\* lui-même écrit en juillet 1947, dans *Les Temps Modernes*, que « la politique du communisme stalinien est incompatible avec l'exercice du métier littéraire ». David Rousset, prix Renaudot en 1946 pour *L'Univers concentrationnaire*, se retrouve plusieurs fois en procès contre le PCF entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, essentiellement en raison des parallèles qu'il dessine entre

---

<sup>578</sup> Sartre\* et Rousset exposent les bases de la création du R.D.R dans une discussion parue d'abord dans *Les Temps Modernes*, puis publiée dans une version plus étoffée en 1949 sous le seul nom de Sartre\*. Voir Jean-Paul Sartre\*, *Entretiens sur la politique*, Paris, Gallimard, 1949, p. 74.

<sup>579</sup> Bastien Amiel, *La tentation partisane...*, thèse. cit, p. 18.

<sup>580</sup> « Appel du comité pour le rassemblement démocratique révolutionnaire », *Franc-Tireur*, 27 février 1948 et *Esprit*, n°3, mars 1948. Cette double parution dans des publications importantes de l'époque explique qu'on ait pu qualifier le RDR de « parti de Rousset et Sartre\* » ou de « parti d'intellectuels ».

<sup>581</sup> « Notre socialisme », *Le Franc-Tireur*, n°14-15-16, cité par Bastien Amiel, « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire : acteurs et conjoncture d'une insoluble équation », in Sylvie Le Clech et Michel Hastings (Dir.), *La France en guerre froide. Nouvelles questions*, Dijon, E.U.D., 2015, p. 37.

<sup>582</sup> À l'image des réactions négatives qui suivent la publication par les Éditions de Minuit et Vercors de *L'Heure du choix*, « la déclaration collective des compagnons de route », dans lequel Vercors défend un socialisme humaniste. Les communistes critiquent cette prise de position, entraînant une controverse qui a des conséquences directes sur la santé financière des Éditions de Minuit, qui auraient pu bénéficier du soutien des réseaux communistes. Voir notamment Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, op. cit, pp. 254-255.



les camps nazis et les goulags russes dans le cadre de son activité au sein de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire (CICRC), qu'il a créée en octobre 1950.

### ***Les camps soviétiques, épiceutre de la vie intellectuelle française***

L'existence des camps soviétiques et leurs conséquences sur la nature du régime soviétique, du communisme et, par extension, du marxisme, sont en effet des enjeux centraux de la vie politique et intellectuelle. Les publications sur les camps sont nombreuses, et l'écho qu'elles rencontrent est largement tributaire de la situation internationale qui, du coup de force communiste à Prague le 25 février 1948 à l'exécution de Rajk à Budapest le 15 octobre 1949 en passant par la condamnation de Tito par le Kominform le 28 juin 1948, durcit encore la polarisation entre les deux camps. Kravchenko fait paraître en juillet 1947 *J'ai choisi la liberté*, publication qui débouche en janvier 1948 sur un procès en diffamation intenté par Kravchenko contre les *Lettres françaises*, coupable selon lui d'articles mensongers à son encontre. La démarche de Kravchenko – lancer une procédure judiciaire pour diffamation non pas aux États-Unis, où il s'est exilé, mais le sol français —, montre la force du PCF. Le rôle majeur joué par l'ambassade soviétique au cours du procès<sup>583</sup> illustre une nouvelle fois la dépendance du PCF vis-à-vis du PCUS, et la dimension internationale du marxisme français (dans sa version communiste) en ce début de guerre froide. Enfin, le nombre d'intellectuels français qui viennent nier à la barre l'existence de camps en URSS indique, à nouveau, l'attraction du communisme sur les intellectuels français.. Seule l'ancienne déportée Margarete Buber-Neumann<sup>584</sup>, qui publie en avril 1949 *Déportée en Sibérie*, défend Kravchenko.

A côté de ce texte fameux, nombreux sont les autres écrits qui abordent les camps soviétiques, que ce soit *Le Yogi et le commissaire* d'Arthur Koestler (octobre 1946), *La condition inhumaine* de Jules Margoline (décembre 1949), *1984* d'Orwell (avril 1950) ou encore *La pensée captive* de Milosz (décembre 1953). Mais parmi tous ces textes qui parviennent en France grâce au circuit de « transfert non autorisé » — ce qui leur donne directement une « visée anticommuniste »<sup>585</sup> —, c'est *Le Zéro et l'Infini*, du même Koestler,

---

<sup>583</sup> Liora Israël, « Un procès du Goulag au temps du Goulag ? L'affaire Kravchenko (1949) », *Critique internationale*, 2007/3 (n° 36), pp. 85-101.

<sup>584</sup> Margarete Buber-Neumann (1901, Potsdam – 1989, Francfort) est une écrivaine allemande. Militante communiste dans les années 1920, elle vit au début des années 1930 avec Heinz Neumann, l'un des leaders du PC allemand, qui entre en conflit avec Staline en 1932 sur la stratégie à suivre face aux Nazis. Après un passage en Espagne, le couple se réfugie à Moscou lorsque les Nazis prennent le pouvoir. Arrivés en 1935, ils sont victimes des purges stalinienne. Heinz Neumann disparaît, et sa femme est arrêtée et déportée dans un camp de travail au Kazakhstan. En 1940, Staline, dans un échange portant sur les militants communistes allemands passé avec Hitler, la renvoie dans son pays. Elle est interné cinq ans au camp de concentration de Ravensbrück. C'est le parallèle entre ces deux expériences des camps (soviétique et nazie) qu'elle entreprend lors du procès Kravchenko.

<sup>585</sup> Ioana Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op.cit.*, p. 113. Sur ce que signifie ces expressions, voir l'introduction.

traduit en français en 1945, qui rend le mieux compte des débats autour des camps. Le roman commence ainsi : « Les personnages de ce livre sont imaginaires. Les circonstances historiques ayant déterminé leurs actes sont authentiques. La vie de Roubachof est la synthèse des vies de plusieurs hommes qui furent les victimes des soi-disant procès de Moscou ». Retraçant la trajectoire de Roubachof, haut dirigeant du PCUS, de son arrestation à la torture puis à sa condamnation, *Le Zéro et l'Infini* a été un best-seller diffusé à 300 000 exemplaires en un an<sup>586</sup> et largement commenté.

Sans surprise, la presse communiste se déchaîne et crie à la contrefaçon calquée sur les récits des camps nazis<sup>587</sup>. Jean Kanapa\* réplique avec *Le Traître et le prolétaire ou l'entreprise Koestler and Co*, tandis que Garaudy publie *Une littérature de fossoyeurs*. Victor Leduc critique son opportunisme politique et le qualifie de « précieux renfort pour la bourgeoisie »<sup>588</sup>. Gilbert Mury\*<sup>589</sup>, dans *Ce Soir*, s'emporte : « Tout le monde n'a pas oublié les héroïques sacrifices du peuple soviétique. Il fallait donc renouveler le mauvais coup tenté, voilà quelques années, avec André Gide et son Retour d'URSS [...] Koestler nous prend-il pour des imbéciles ? »<sup>590</sup>.

Du côté des antistaliniens de gauche, Maurice Merleau-Ponty, dans *Humanisme et Terreur*, tout comme Sartre\*, tentent de sauver le marxisme de cette polémique. Dans *Les Temps Modernes*, le 1<sup>er</sup> janvier 1950, les deux amis admettent « qu'il n'y a pas de socialisme quand un citoyen sur vingt est au camp » mais, dans le même temps, critiquent les initiatives qui viennent de la droite intellectuelle. L'ouvrage est en effet au cœur d'une lutte d'influence entre les deux camps. Le PCF aurait acheté de très nombreux exemplaires du livre pour en empêcher sa lecture<sup>591</sup> tandis que le Foreign Office aurait acquis et distribué cinquante mille

---

<sup>586</sup> D'après Anne Simonin, *Les idées en France...*, *op. cit.*, p. 33.

<sup>587</sup> *Ibid.*, p. 120. D'après *L'Express*, 420 000 exemplaires ont été vendus en avril 1955.

<sup>588</sup> Victor Leduc, *Le marxisme est-il dépassé...*, *op. cit.*, p. 152.

<sup>589</sup> Gilbert Mury\* (1920-1975) est né à Paris. Élevé dans une famille catholique par un père lieutenant-colonel, il se destine d'abord au séminaire avant de commencer à étudier la philosophie. La guerre bouleverse sa trajectoire. Il rencontre des militants communistes, entre chez les étudiants communistes et participe à des actions de résistance, tout en continuant ses études à Bordeaux puis à la Sorbonne. Reçu à l'agrégation de philosophie en 1943, il commence à enseigner. À la Libération, il s'investit dans la presse communiste et publie en 1947, chez Grasset, *Les intellectuels devant l'action*. Intellectuel stalinien, spécialiste des liens entre marxisme et catholicisme (*Un marxiste peut-il comprendre Pascal ?*, Centre d'études et de recherches marxistes, 1960 ; *Essor et déclin du catholicisme français*, Éditions Sociales, 1960), il devient le secrétaire du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) au début des années 1960, avant de prendre le parti de la Chine et d'être exclu du PCF en 1966. Actif dans les organisations maoïstes (dont le PCMLF, dont il est exclu en 1970 [voir le chapitre 2 sur ces groupes]), il est très attentif au marxisme albanais. Il présente les œuvres choisies du dirigeant Enver Hoxha (Maspero, 1972), et publie *Albanie, terre de l'homme nouveau* (Maspero, 1972), peu avant son décès en 1975.

<sup>590</sup> Cité par Ioana Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op.cit.*, p. 115.

<sup>591</sup> Au-delà du livre, la propagande communiste est intense. Marie-Cécile Bouju écrit qu'en 1951 « la police parisienne a évalué le montant des frais pour la propagande communiste dans la Seine seule : 1.6 millions d'euros pour la presse, 740 000 pour les affiches, 37 000 pour les brochures, 27 000 pour les tracts ». Cf *Lire en communiste...*, *op.cit.*, p. 274.

exemplaires de son édition anglaise<sup>592</sup>. Les débats autour du livre de Koestler sont d'autant plus importants qu'ils cadrent, pour les années suivantes, les autres dénonciations critiques à l'égard du communisme au sein du champ intellectuel, surtout pour les marxistes anti-staliniens que l'on retrouve à l'origine de la création d'Anthropos en 1964 [voir *infra*]<sup>593</sup>.

Cet exemple révèle à quel point la violence entre les deux camps politiques passe, en France, par la bataille idéologique. Il montre aussi que la position de la troisième voie se révèle intenable sur la durée, à l'image de l'effondrement du RDR en 1949 dont Bastien Amiel écrit qu'il fut, au fond, davantage un rejet qu'un projet<sup>594</sup>. Bien sûr, *L'Express*, lancé en mai 1953, contribue à l'émergence, à gauche, d'une voie modernisatrice et technocratique incarnée par Pierre-Mendès France. Mais ce que l'on appellera bientôt « deuxième gauche », si elle est très différente du RDR, reste encore peu visible, malgré le bref mais demeuré mythique passage au gouvernement de Pierre Mendès France, qui mit fin à la guerre d'Indochine le 22 juillet 1954.

Dès lors, dans ces années 1947-1956, les plus virulentes de la guerre froide, c'est la polarisation qui reste la norme. Elle s'accroît même avec le développement du maccarthysme aux États-Unis. Dans un texte publié le 22 juin 1953, Sartre\* commente l'exécution des époux Rosenberg en écrivant : « Attention ! L'Amérique a la rage ». La répression contre les communistes est aussi très forte en France, et pousse les intellectuels à prendre leur défense, jusqu'à Sartre\*, qui devient philocommuniste après la répression qui suit la manifestation contre le général « Ridgway la peste », surnom donné pour son rôle supposé dans la guerre bactériologique en Corée.

Le compagnonnage de route de Sartre\* se matérialise à travers une série de textes parus dans *Les Temps Modernes* à partir de juillet 1952 intitulés « Les communistes et la paix ». En juillet 1954, revenant d'URSS, il déclare même que vers 1960, « si la France continue à stagner, le niveau de vie moyen en URSS sera de 30 à 40 % supérieur au nôtre ». Sartre\* polémique avec l'écrivain Dionys Mascolo – exclu du parti en 1950, il est l'auteur du livre critique *Le Communisme. Révolution et communication ou la dialectique des valeurs et des besoins* (Gallimard, 1953) - et se brouille avec Maurice Merleau-Ponty après la publication en avril 1955 de ses *Aventures de la dialectique*, où il critique les prises de positions du patron des *Temps modernes*. Début 1956, Sartre\* se trouve à nouveau au cœur d'une polémique après avoir férocement critiqué *La révolution et les Fétiches* de Pierre Hervé<sup>595</sup> dans sa revue. Pierre

---

<sup>592</sup> *Ibid*, p. 117.

<sup>593</sup> *Ibid*, p. 11.

<sup>594</sup> Bastien Amiel, « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire... », *art cit*, p. 44.

<sup>595</sup> Né en 1913 dans le Finistère, Pierre Hervé s'engage dans les mouvements étudiants communistes dans les années 1930, jusqu'à devenir en avril 1939 le secrétaire national de l'Union des étudiants communistes. Il

Naville [Voir l'encadré n°5] l'accuse alors de « faire la surenchère classique du compagnon de route » et de considérer que « le marxisme est arrêté » ce qui rend le PCF infaillible<sup>596</sup>. Toutes ces querelles sont mises en scène par Sartre\* dans sa pièce *Nekrassov*, critique violente des thèses anti-communistes françaises jouée pour la première fois en juin 1955.

On le voit, Sartre\*, compagnon de route tardif, est pris au début des années 1950 dans la logique de guerre froide qui gouverne et bipolarise le champ intellectuel français, jusqu'à rendre quasi-impossible les voies alternatives. Aron le qualifie même dans ses *Mémoires*, à propos de ces années, de représentant d'une « littérature hyperstalinienne »<sup>597</sup>.

#### **Encadré n°5 : Pierre Naville\*, marxiste trotskyste<sup>598</sup>.**

Pierre Naville\* est né à Paris en 1904, dans une famille de la haute-bourgeoisie genevoise et parisienne. Son père, riche banquier, ami d'André Gide, l'inscrit à l'École alsacienne, où il obtient un baccalauréat. Pierre Naville\* étudie ensuite à la Sorbonne, où il admire son professeur Henri Bergson, et se lie d'amitié avec Henri Lefebvre\* et Georges Politzer. D'abord proches des surréalistes – jusqu'à devenir co-directeur de la revue *Révolution surréaliste* –, il commence ensuite à lire des textes marxistes-léninistes. Au printemps 1925, lors de son service militaire, il se lie d'amitié avec des communistes, milite dans leur cellule et fait un mois de prison pour indiscipline. Il est, dans les mois suivants, l'un des passeurs entre les communistes de *Clarté* et les surréalistes. Il adhère en 1926 aux JC, puis au PCF. Il est suivi dans sa démarche par plusieurs surréalistes, dont Louis Aragon\* et André Breton. En parallèle, il publie chez Gallimard, en 1926-1927, un premier ouvrage intitulé *La Révolution et les Intellectuels (Que peuvent faire les surréalistes)*.

Rapidement, Naville\* devient oppositionnel. Après un voyage à Moscou en 1927, durant lequel il rencontre Trotsky, il transforme *Clarté* en outil de critique des partisans de Staline. Il y publie notamment le *Testament de Lénine*, tenu secret par Staline, et un chapitre de *L'An I de la révolution russe*, de Victor Serge. Exclu en 1928, il rencontre à nouveau Trotsky l'année d'après, après son exil d'URSS. Au cours des années 1930, Naville est devenu un intellectuel et un dirigeant important du mouvement trotskiste. Il participe en 1936 à la création du Parti ouvrier internationaliste puis, en 1938, à la IV<sup>e</sup> Internationale. Il prend cependant ses distances avec Trotsky en 1938-1939, et se tient à partir de cette date à l'écart du mouvement.

Durant la guerre, il est d'abord fait prisonnier en 1940, puis, libéré un an plus tard pour maladie grave. Il reprend des études de philosophie et devient un temps conseiller d'orientation professionnelle après avoir passé son diplôme. Il publie dans ces années *La Psychologie, science du comportement* (Gallimard, 1942) et *D'Holbach et la philosophie scientifique au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Gallimard, 1943).

---

commence en parallèle à enseigner la philosophie dans le secondaire. Ancien résistant, le contexte politique de la Libération lui permet d'être délégué à l'Assemblée consultative provisoire en 1945 puis, la même année, député du Finistère. Il occupe dans le même temps des responsabilités importantes dans le réseau intellectuel communiste, aussi bien comme rédacteur en chef adjoint de *L'Humanité* (1945-1949) puis rédacteur en chef d'*Action* (1949-1952). Il est exclu du PCF en 1956 et publie cet ouvrage critique : *La révolution et les Fétiches*. Il reprend un poste dans le secondaire et s'oriente, politiquement, vers le gaullisme de gauche. Il est mort dans l'Yonne le 8 mars 1993.

<sup>596</sup> Repris dans Pierre Naville, *La révolution et les intellectuels*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 130 et sq.

<sup>597</sup> Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983., p.306.

<sup>598</sup> Sur Pierre Naville\*, voir principalement Alain Cuénot, *Pierre Naville\* (1904-1993)...*, op. cit. ; Françoise Blum (dir.), *Les vies de Pierre Naville\**, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2007 ; et la notice maitron rédigée par Alain Cuénot : <https://maitron.fr/spip.php?article24152>, notice NAVILLE Pierre, Louis par Alain Cuenot, version mise en ligne le 3 janvier 2009

Après-guerre, il entre au CNRS au Centre d'études sociologiques [**voir infra**] et devient directeur de recherche en 1951. Il devient rapidement une figure importante de la sociologie du travail en France. Politiquement, il tente de fonder une gauche marxiste critique du stalinisme, ce qui le conduit à diriger *La Revue Internationale* de 1946 à 1951. Signe de sa stature dans l'après-guerre, il est l'un des contradicteurs de Sartre\* lors de la conférence de ce dernier sur *L'existentialisme est un humanisme*, en 1947.

Membre de plusieurs groupements politiques de gauche durant les années 1950, il participe à la fondation du PSU entre 1958 et 1960, et devint même membre du comité politique national de 1961 à 1969. Candidat en 1967 dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, il ne se maintient pas au second tour ayant été distancé par le PC mais aussi par Gisèle Halimi, candidate de la FGDS.

Il est enfin très investi dans la maison d'édition Anthropos, où il publie les volumes du *Nouveau Léviathan*, son étude sur *L'État entrepreneur : le cas de la régie Renault*, en 1971, ou son *Pouvoir militaire et socialisme au Portugal*, en 1974, au moment de la Révolution des œillets. Il y dirige enfin la collection « Sociologie et travail ». Il supervise également dans ces années l'édition de textes de Trotsky, publiés par exemple aux EDI et, pour un unique titre, chez Anthropos [**sur le rapport d'Anthropos à l'histoire du marxisme, voir le chapitre 3**]. Dans les années 1980, il continue son activité d'intellectuel marxiste en publiant chez Anthropos deux livres : *Sociologie d'aujourd'hui : nouveaux temps, nouveaux problèmes* (1981) et *La maîtrise du salariat* (1984).

Pierre Naville\* est mort le 24 avril 1993. Le centre de sociologie de l'université d'Évry porte son nom. Ses archives ont été versées à la bibliothèque du CEDIAS-Musée social.

### ***III. De la « guerre froide » à celle d'Algérie : la France entre deux feux***

Pourtant comme de nombreux autres intellectuels, Sartre\* est contraint d'évoluer à nouveau en 1956. Cette nouvelle année « charnière »<sup>599</sup> bouleverse l'équilibre de la guerre froide et restructure à nouveau le champ intellectuel français, principalement du côté des intellectuels communistes.

C'est d'abord une année décisive pour le mouvement communiste international. Elle commence par le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS qui se tient en février dans l'« esprit d'apaisement »<sup>600</sup>, soit l'affaiblissement de la logique des deux blocs depuis la mort de Staline, en 1953, sans pour autant remettre en cause son principe. Elle se poursuit par les réactions dans les mois suivants des différents partis communistes occidentaux notamment aux révélations sur les crimes de Staline puis se termine par la double réaction soviétique face aux mouvements de contestation en Pologne et, surtout, en Hongrie. C'est sur cette crise, aux sources multiples, que nous reviendrons dans un premier moment, tant elle marque non seulement de nombreux membres de notre population mais aussi l'histoire du communisme et du PCUS, histoire à laquelle on se réfère abondamment dans l'après-1968 (A).

---

<sup>599</sup> D'après l'introduction à Roger Martelli\*, *1956 communiste. Le glas d'une espérance*, Paris, La Dispute, 2006.

<sup>600</sup> *Ibid.*, p. 9.

Dans un second moment, nous montrerons comment 1956 marque également l'opposition de la France au mouvement indépendantiste algérien et le véritable début de la guerre après le vote des pouvoirs spéciaux le 12 mars 1956. La France et ses intellectuels sont alors déchirés jusqu'en 1962 par un conflit qui se joue en Algérie et en France métropolitaine et marque profondément la gauche française. C'est dans ce contexte qu'apparaissent les éditions Maspero. Plus globalement, malgré la fin de la guerre d'Indochine et la conférence de Bandung en avril 1955, lors de laquelle les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques se réunissent autour de l'Indien Nehru et de l'Égyptien Nasser, cette période est marquée par le refus français de la décolonisation et l'émergence sur la scène internationale du « tiers-monde » non-aligné<sup>601</sup> (B).

### ***III. A. 1956 en France : desserrement de l'étau, ouverture des marxismes***

1956 s'avère doublement décisive pour qui veut écrire une histoire sociale des idées politiques. D'une part, les événements de l'année marquent durablement les partis communistes, y compris le PCF et ses intellectuels (A). D'autre part, l'onde de choc profite aux marxismes hétérodoxes, qui gagnent en visibilité, tout en dévoilant d'autres transformations, plus souterraines (B).

#### ***Le PCF face à l'année 1956***

Le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS s'ouvre le 14 février 1956 à Moscou. Thorez, représentant d'un des plus puissants partis communistes occidentaux, est mis au courant de ses enjeux et des intentions politiques de Khrouchtchev. Dès lors, lorsque *Le Monde* publie en juin 1956, sous forme de feuilleton, le rapport secret du XX<sup>e</sup> congrès dans lequel le système stalinien et son culte de la personnalité sont durement critiqués<sup>602</sup>, les dirigeants du PCF ne découvrent rien. Ils nient pourtant son existence – le PCF parle de « rapport attribué » à Khrouchtchev, et prétend publiquement ne pas en avoir eu connaissance – et sont décidés à en atténuer la portée. Cette stratégie, parallèle à celles de certains membres du PCUS ou de dirigeants d'autres partis

---

<sup>601</sup> En parlant de « Tiers-monde », nous reprenons librement l'expression aujourd'hui consacrée qu'Alfred Sauvy, directeur de l'INED, a forgé sur le modèle du « Tiers-État ». Utilisée pour la première fois dans *L'observateur* le 15 août 1952, où il écrit que le Tiers-monde est « ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers-État », cette expression donne son nom aux cahiers de l'INED, intitulés *Le Tiers Monde, sous-développement et développement*.

<sup>602</sup> Khrouchtchev a notamment dans une session du Congrès qui s'est déroulé à huis clos : « Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est de savoir comment le culte de la personnalité de Staline n'a cessé de croître, comment ce culte devint, à un moment précis, la source de toute une série de perversions graves et sans cesse plus sérieuses des principes du Parti, de la démocratie du Parti, de la légalité révolutionnaire », cité dans Roger Martelli, *1956..., op. cit.* p. 16.

occidentaux – à l’exception notable du PCI<sup>603</sup>-, se donne à voir dans la publication d’un portrait de Staline dans *L’Humanité* à l’occasion de l’anniversaire de sa mort, le 5 mars 1956 et dans un discours de Duclos, le 9 mars 1956, dans lequel il affirme que « personne ne peut oublier le rôle joué par Staline dans la construction du socialisme en URSS et dans la conduite de la guerre contre les hitlériens [...]. Les mérites du camarade Staline sont inscrits dans l’histoire, ils font partie du patrimoine du mouvement ouvrier international »<sup>604</sup>. Plus qu’au rapport secret lui-même, Thorez et ses soutiens au sein d’une direction traversée de tensions s’opposent à la dynamique khrouchtchévienne de déstalinisation, qui passe aussi le 17 avril 1956 par la dissolution du Kominform<sup>605</sup>. L’écrasement de la révolte hongroise qui débute par des manifestations le 23 octobre 1956 et finit violemment réprimée par l’armée soviétique jusqu’au 10 novembre – ainsi que l’arrestation d’Imre Naguy, chef du gouvernement hongrois finalement exécuté en juin 1958 — confortent même le PCF pour qui cette insurrection a été fomentée par des fascistes, soutenus par l’impérialisme américain. Le bureau politique du PCF en vient même, le 16 novembre 1956, quelques jours après l’intervention des chars soviétiques à Budapest, à remplacer à la tête de *France Nouvelle* Florimond Bonte, plutôt khrouchtchévien, par l’orthodoxe François Billoux\* .

Le processus de déstalinisation, la répression à l’Est et la résistance du PCF au changement conduisent à une première vague de départs des intellectuels communistes<sup>606</sup>. Des hommes connus comme Claude Roy, Claude Morgan ou encore Roger Vailland s’émeuvent publiquement<sup>607</sup>. Le 31 octobre, dans *Les Lettres Nouvelles* de Maurice Nadeau, Roy se demande s’il n’a pas « sous-estimé les ombres intérieures de l’univers socialiste » et condamne « l’absence de la démocratie » et le « mépris de la morale ». Aimé Césaire, alors député communiste de la Martinique, rompt avec le PCF dans sa « Lettre à Maurice Thorez » où il raconte avoir été « plongé dans un abîme de stupeur, de douleur et de honte »<sup>608</sup>. Nombre d’entre eux quittent le parti ou sont exclus, à l’image d’Henri Lefebvre\*[**voir encadré n°6**], qui est suspendu en 1958 – il quitte alors le PCF -, peu avant de publier une autobiographie critique du stalinisme<sup>609</sup>. D’autres intellectuels, moins connus, partent en silence. Et d’autres, bien entendu,

---

<sup>603</sup>Le 5 avril, la *Pravda* publie un article, « Fidélité au léninisme », dans lequel on lit : « Chaque communiste est libre de discuter de toutes les questions de la politique du Parti. Mais le Parti n’a jamais toléré et ne tolérera jamais l’indiscipline petite-bourgeoise et encore moins les déclarations anti-parti faites en son sein ». Mao, lui, met en garde contre un passage trop brutal « de l’adulation au dénigrement », *Ibid*, p. 33.

<sup>604</sup> *Ibid*, p.40-41.

<sup>605</sup> Lilly Marcou, *Le Kominform : le communisme de guerre froide*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

<sup>606</sup> Voir notamment Michel Dreyfus, *PCF. Crises et dissidences*, Bruxelles, Complexe, 1991.

<sup>607</sup> Ils partent dans les mois qui suivent : Claude Roy en 1957, Claude Morgan et Roger Vailland en 1958.

<sup>608</sup> Elle est disponible en ligne : <http://lmsi.net/Lettre-a-Maurice-Thorez>

<sup>609</sup> Rémi Lefebvre, *La somme et le reste*, Paris, La Nef, 1959, deux volumes.

restent. Les conséquences de 1956 pèsent également sur les militants en général. En effet, si près de 60 000 membres quittent le PCF entre 1956 et 1957, ces chiffres n'ont rien d'exceptionnel par rapport à ceux des années précédentes ni rien de comparable avec, par exemple, la situation italienne<sup>610</sup>.

#### Encadré n°6 : Henri Lefebvre\*, du stalinisme à l'extrême-gauche

Henri Lefebvre\* est né le 16 juin 1901 dans un petit village des Landes au sein d'une famille aux revenus modestes puisque seul son père, petit fonctionnaire de l'administration fiscale, travaille. Sa mère, très croyante, le pousse à devenir prêtre, mais ses bons résultats scolaires et le soutien de son instituteur lui permettent de poursuivre ses études à Aix-en-Provence, où la découverte de la philosophie l'éloigne de la religion. Il « monte » ensuite à Paris dans les années 1920, étudie à la Sorbonne et fréquente des intellectuels engagés, à l'image du groupe « Philosophies », créé en 1924 autour de Georges Politzer pour lutter contre la philosophie spiritualiste enseignée à la Sorbonne, notamment par Henri Bergson. Rémi Hess\* raconte que Lefebvre\* et ses amis vivaient leur jeunesse « sur le mode de l'exaltation, de la colère, du délire juvénile » et voulaient « faire table rase du climat conformiste et de la philosophie existante »<sup>611</sup> jusqu'à traiter Bergson avec « irrespect »<sup>612</sup> et à écrire, dans les premiers numéros de *Philosophies*, des mots d'ordre comme « Révolte-toi jeunesse »<sup>613</sup> ou à citer abondamment la philosophie allemande du XIXe siècle d'Hegel, de Schelling mais aussi de Marx et de Nietzsche, à une époque où ce dernier est encore, une figure scandaleuse, « pourfendeu[se] d'idoles et expérimentateur d'une morale audacieuse »<sup>614</sup>.

Cette première phase d'engagement politique hétérodoxe vis-à-vis du communisme s'arrête autour de 1927, lorsque le groupe *Philosophies* au moment de la guerre coloniale du Rif se rapproche des surréalistes et de la revue communiste *Clarté*. Lefebvre\* adhère au PCF en 1928, et participe en 1929 à la création de la *Revue marxiste*. Dans le même temps, il commence en 1930 à enseigner la philosophie après avoir enchaîné des petits boulots, et ce sans réussir un concours. Il s'engage tout au long des années 1930 dans le syndicalisme enseignant et travaille avec les éditions communistes pour publier en 1934 des *Morceaux choisis* de Marx puis, en 1937, *Le nationalisme contre les nations*. Il raconte dans *La somme et le reste*, écrit en 1959, qu'il se considère alors comme un intellectuel communiste dont le but est d'« étudier, promouvoir, enrichir le matérialisme dialectique »<sup>615</sup>. Il publie également dans ces années, avec Norbert Guterman, *La conscience mythifiée* (Gallimard, 1936).

En octobre 1940, il quitte Montargis pour un poste à Saint-Étienne, où il est révoqué en mars 1941 par le gouvernement de Vichy. Toujours communiste, il se rapproche – timidement — de la Résistance. Vient la Libération et les possibles qu'elle offre : l'entrée au CNRS en 1945 sur un poste de sociologie rurale. Il est ensuite nommé en 1961 professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg avant d'être élu en 1965 à la nouvelle université de Nanterre. Il y enseigne la sociologie et assiste de près au mouvement étudiant, alors qu'il est passé de

<sup>610</sup> Roger Martelli\*, *1956...*, op.cit, p. 98.

<sup>611</sup> Rémi Hess\*, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, Métailié, 1988, p. 35.

<sup>612</sup> Il écrit : « Henri Lefebvre raconte avec quel irrespect Politzer et lui entouraient Bergson. Tous deux avaient coutume de s'installer en face de l'illustre philosophe, "petit bonhomme malingre, au crâne jauni, vêtu de noir, quo portait le titre d'académicien", dans la petite bibliothèque Victor-Cousin, et de troubler ses méditations. Politzer avalait à grand bruit de mâchoires d'énormes sandwiches et les mastiquait "comme un ogre, avec des rugissements de basse satisfaction matérielle". C'était une manière de contester la philosophie de Bergson qui était, pour les philosophes, irréfutable, définitive, absolue. Sans besoin d'argumenter longuement », *Ibid.*, p. 34.

<sup>613</sup> Cité dans *Ibid.*

<sup>614</sup> Louis Pinto, *Les neveux de Zarathoustra. La réception de Nietzsche en France*, Paris, Seuil, 1995, p. 78.

<sup>615</sup> Henri Lefebvre, *La somme...*, op. cit., p. 44, cité par Nicole Racine <https://maitron.fr/spip.php?article107790>, notice LEFEBVRE Henri, François par Nicole Racine, version mise en ligne le 14 novembre 2010



l'intellectuel stalinien qui publie sur le marxisme (*Logique formelle, logique dialectique*, Éditions Sociales, 1947 ; *Contributions à l'esthétique*, Éditions sociales, 1953) et sur des grandes figures de la pensée française (Rabelais, Pascal, Diderot) à un intellectuel critique du PCF marqué à la fois par plusieurs épisodes de censures (le deuxième volumes de *Logique formelle, logique dialectique*, ou les multiples reprises de son travail sur l'esthétique) et par son opposition interne notamment lors de l'intervention en Hongrie.

Exclu en 1958, il se rapproche des marxistes hétérodoxes d'*Arguments* et des situationnistes [voir *infra*] et s'engage contre la guerre d'Algérie en signant le *Manifeste des 121* et en adhérant un temps au PSU. Il publie au cours des années 1960 et 1970 de nombreux textes, notamment chez Anthropos [voir *infra*, et les chapitre 2 et 3] comme *Le droit à la ville* (2 tomes, 1968 et 1972), *Du rural à l'urbain* (1970) et *La production de l'espace* (1974). Il reste tout sa vie attaché au marxisme, comme le montre sa participation à la fondation du mensuel *M, Marxisme, Mouvement* en 1986. Il meurt en 1991 dans les Pyrénées-Atlantiques, après avoir fait soutenir dans les années 1960 et 1970 de nombreuses thèses. Signe de son importance dans l'après-1968, il inaugure la collection « Les Grands Leaders » chez Stock, en 1976.

Plus généralement, « l'infléchissement des carrières militantes touche à la fois la génération d'écrivains qui s'y étaient engagés à travers le combat antifasciste avant la guerre [...] et celle pour qui le conflit mondial, par la résistance, a été le moment fondateur de leur engagement »<sup>616</sup>. Si les discussions autour des camps à la fin des années 1940 avaient pu ébranler l'engagement communiste de certains intellectuels [voir *supra*], et si certains mettent du temps à quitter le parti<sup>617</sup>, l'année 1956 marque bien une rupture en France mais aussi au sein d'autres partis communistes occidentaux. C'est le cas, par exemple, en Grande-Bretagne. Malgré les nombreuses différences qui existent entre les deux partis, à commencer par leur poids respectif dans la vie politique de leur pays<sup>618</sup>, des phénomènes comparables s'observent. Les historiens du PCF, tout comme leurs homologues anglais, sont nombreux à quitter le parti ou à fonder des groupes « oppositionnels » réunis autour d'une revue, que ce soit *L'Étincelle* en France ou *The Reasoner* pour les britanniques<sup>619</sup>.

Du côté des compagnons de route, des voix s'élèvent également. *Esprit*, *Franc-Tireur*, *Témoignage Chrétien* : tous dénoncent « l'immixtion brutale de l'armée soviétique dans les

---

<sup>616</sup> Ioana Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op.cit.*, p. 198.

<sup>617</sup> Par exemple, l'écrivain Pierre Gamarra explique : « J'ai mis du temps à rompre parce que je me disais, on n'aime pas ceux qui rompent... On ne veut pas être traité de "renégat". Ce qui fait qu'on hésite à casser les ponts. On se dit "ça, ça a été ta vie pendant longtemps, et tu vas rompre avec ça ? », entretien cité par Ioana Popa, *Traduire sous...*, *op.cit.*, p. 203.

<sup>618</sup> Frédérique Matonti explique que « ces ressemblances sont plus superficielles que profondes. Par exemple, le statut des intellectuels dans les deux partis est en fait incomparable. En France, dès la Libération et surtout dès la Guerre froide, les intellectuels ont été extrêmement encadrés [...]. En regard, le groupe des historiens du Parti communiste britannique, dont Eric Hobsbawm a été l'une des chevilles ouvrières, et qui a pu être au cœur de l'opposition à la ligne officielle en 1956, apparaît impensable, en tout cas durablement au sein du PCF ». Une autre différence, d'envergure, tient aux « spécificités nationales du système scolaire », et à la place relative de l'histoire au sein des SHS dans chaque pays. Cf « Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53-4bis, n°5, 2006, p. 84 et p. 87.

<sup>619</sup> *Ibid.*, p. 82.

affaires intérieures hongroises »<sup>620</sup>. Le 9 novembre 1956, dans *L'Express*, Sartre\* écrit qu'il « brise à regret, mais entièrement, [ses] rapports avec [ses] amis les écrivains soviétiques [...]. On ne peut plus avoir d'amitié pour la fraction dirigeante de la bureaucratie soviétique : c'est l'horreur qui domine ». Marcel Servin – opposant de Thorez et pro-Khrouchtchev — a beau dénoncer le « venin de Sartre\* », un numéro spécial des *Temps Modernes* revient en janvier 1957 sur les événements hongrois. Camus, lui, cède une partie de la somme remportée grâce à son prix Nobel de Littérature 1957 à des intellectuels hongrois.

Le PCF ne reste évidemment pas sans réagir. Face aux protestations de Claude Roy et visant tous les autres intellectuels, *L'Humanité* affirme en novembre que « leur acte d'indiscipline, contraire non seulement aux principes du parti, mais aux intérêts de la classe ouvrière et de la nation, sera jugé sévèrement par tous les travailleurs »<sup>621</sup>. La déstalinisation est ainsi contredite par la façon dont le PCF gère la crise hongroise.

### ***1956 : un révélateur de changements souterrains***

Si 1956 marque le début d'une reconfiguration de la place des intellectuels au sein du PCF et d'une redéfinition des contraintes qui pèsent sur la production des idées, c'est aussi un moment politique qui donne à voir des changements jusque-là souterrains. S'observe tout d'abord une légère érosion du contrôle au sein du monde communiste. Ce phénomène est visible au sein des divers réseaux intellectuels comme, par exemple, aux Éditions Sociales. Marie-Cécile Bouju décrit :

« A partir de 1953, la maison d'édition se trouve aux prises avec deux points de vue : d'une part, l'approche de la direction qui cherche à éditer des ouvrages les plus accessibles possibles pour les militants, dans le respect de l'orthodoxie, menant à la construction d'un quasi catalogue-miroir de la direction du PCF ; d'autre part, celle des intellectuels communistes qui souhaitent œuvrer pour des éditions « scientifiquement » irréprochables et des œuvres de vulgarisation respectueuses de l'état des savoirs. Alors que cette maison d'édition était surveillée de près par le pouvoir politique, elle devient le terrain d'une « déstalinisation » avant la lettre, menée discrètement par ses propres auteurs »<sup>622</sup>.

De même, le 12 octobre 1955, Aragon\* est autorisé par le PCF à diriger la collection « Littératures soviétiques » chez Gallimard, signe d'un début de « reconfiguration des milieux intellectuels (en France et à l'Est) et d'une partie du champ éditorial »<sup>623</sup> qui existe avant 1956 et que la crise amplifie. Le contrôle des productions intellectuelles connaît en général un (léger) relâchement durant la période khrouchtchévienne, comme le montre le nombre croissant

---

<sup>620</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels...*, *op.cit.*, pp. 506 et sq.

<sup>621</sup> *Ibid.*, p. 505.

<sup>622</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op.cit.*, p.234.

<sup>623</sup> *Ibid.*, p.241.

d'intellectuels du PCF qui publient en dehors des réseaux du parti, et à la petite autonomie gagnée par les Éditions Sociales.

À l'Est, s'observe des stratégies de contournement de la censure. Les interdictions d'écrivains restent très nombreuses, et nécessitent l'invention de « circuit de traductions non- autorisées », comme l'histoire du *Docteur Jivago*, de Boris Pasternak, l'illustre parfaitement<sup>624</sup>. Interdit par les autorités soviétiques, il s'agit du premier roman traduit clandestinement à l'Ouest. C'est l'éditeur italien d'extrême-gauche Feltrinelli, proche de Maspero [voir *infra*], qui se charge de cette traduction. Pour qu'elle soit possible, il a fallu contourner de nombreux obstacles comme ces lettres adressées en russe par Pasternak à Feltrinelli dans lesquelles il lui demande de ne pas publier son roman en l'état. Rédigées en réalité sous la contrainte, l'éditeur italien passe outre en raison d'un « code » préétabli qui veut que seules les lettres rédigées en italien ou en français aient eu une quelconque valeur dans leur correspondance<sup>625</sup>. Comme l'écrit Ioana Popa, « on voit ainsi comment tout univers clandestin nécessite un ensemble de pratiques et de codes spécifiques, sans lesquels le transfert littéraire échoue », ce « sens pratique » n'étant réellement efficace que lorsque l'on possède une « bonne connaissance des règles du jeu de l'univers communiste »<sup>626</sup>.

Même si la liberté intellectuelle reste largement un leurre dans l'URSS khrouchtévienne et la censure la règle, la marge de manœuvre des intellectuels et des éditeurs, bien que toujours très réduite, est plus grande que sous Staline, comme l'illustre cet entretien avec le traducteur Georges Lisowski cité par Ioana Popa :

« Il y avait des problèmes avec la censure, des problèmes continuels. En fait, les éditeurs, qui devaient être aussi des censeurs, étaient en général des alliés de l'écrivain, et on essayait d'élargir, de faire passer des choses [...]. Progressivement, c'est un milieu qui est devenu de plus en plus libéral, sans beaucoup d'initiatives dissidentes, mais... essayant de sauver les meubles. [...] Je me souviens des conversations que j'ai eues avec le secrétaire de rédaction d'une revue littéraire de Prague. Je lui disais "mais pourquoi est-ce que vous ne publiez pas Kafka [en volume] ?" "C'est interdit". "Mais essayez de le publier en revue ! Vous verrez si la censure va vous en empêcher ! Remettez-le sur le tapis dans un autre numéro, cela va finir par craquer, on le laissera" ! »<sup>627</sup>.

Un jeu s'opère donc ici entre censure - qui nécessite, pour la contourner, beaucoup d'inventivité — et liberté très contrôlée permise par le « dégel »<sup>628</sup>.

---

<sup>624</sup> Nous nous appuyons ici sur Ioana Popa, *Ibid*, chapitre 5 : « L'invention d'un circuit de traduction », pp. 245-310.

<sup>625</sup> Ioana Popa, *Traduire...*, *op. cit.* p. 262.

<sup>626</sup> *Ibid*, p. 263.

<sup>627</sup> *Ibid*, p. 179.

<sup>628</sup> Voir aussi le cas de la *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais* (1965), de Karol Modzelewski et Jacek Kuron, et qui est vite introduite en France par des militants trotskistes. Cf Martha Kirszenbaum, « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *Histoire@Politique*, n° 6, septembre-décembre 2008.

Un second changement initialement souterrain s'observe dans les mêmes années : la visibilité croissante gagnée par les marxismes hétérodoxes, notamment trotskistes, devant et surtout après 1956. Plusieurs groupes politico-intellectuels participent, en position dominée, de ce « champ politique radical »<sup>629</sup> où le PCF reste le pôle central. Trois groupes, à la fois organisation et revue, méritent d'être ici signalés tant ils ont pu avoir de l'importance à la fin des années 1950 et, plus encore, servir de vivier pour l'extrême-gauche non communiste dans les années post-1968. Surtout, nombre d'acteurs que l'on retrouvera dans les années 1968-1981 se forment au marxisme dans l'un de ces trois groupes.

Le premier, *Socialisme ou Barbarie (S ou B)*, a été créé en 1948 autour de Cornelius Castoriadis et de Claude Lefort. Le numéro de lancement de la revue éponyme, paru en mars 1949, est une tribune pour la culture trotskyste et antistalinienne de ses fondateurs :

« Le “socialisme” semble être réalisé dans des pays qui englobent quatre cents millions d'habitants, et ce “socialisme” là apparaît comme inséparable des camps de concentration, de l'exploitation sociale la plus intense, de la dictature la plus atroce, du crétinisme le plus étendu [...]. La constitution objective de la bureaucratie en couche exploiteuse rend évident que l'avant-garde ne saurait s'organiser que sur la base d'une idéologie antibureaucratique, d'un programme essentiellement dirigé contre la bureaucratie et ses racines »<sup>630</sup>.

La naissance de *S ou B* s'ancre dans l'histoire de la Quatrième Internationale et de ses scissions, Castoriadis et Lefort ayant appartenu au Parti Communiste International (PCI) jusqu'en 1946, et plusieurs membres de *S ou B* conservant cette appartenance. 1956 joue doublement sur son identité. D'une part, les membres de *S ou B* dénoncent depuis de nombreuses années la nature du régime soviétique et « l'imposture stalinienne » : les événements de l'année 1956 consolident leur marxisme hétérodoxe et le légitiment<sup>631</sup>. D'autre part, la conjoncture permet à *S ou B* de (modestement) grossir grâce aux nouveaux-venus qui quittent alors le PCF<sup>632</sup>. Aux côtés de ce premier groupe, on trouve le collectif « Arguments », dont la création est elle aussi antérieure à 1956, mais qui étend son audience après cette date. Il rassemble des trotskistes et surtout des ex-communistes qui ont quitté le PCF autour de l'année 1950, au moment des débats sur l'existence des camps en URSS. C'est le cas du groupe dit de

---

<sup>629</sup> Philippe Gottraux, « *Socialisme ou Barbarie* » : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Lausanne, Editions Payot, 1997, psp.199 et sq.

<sup>630</sup> « *Socialisme ou Barbarie* », *Socialisme ou Barbarie*, n°1, 1949, p. 7 et p. 45.

<sup>631</sup> Voir notamment « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie », *Socialisme ou Barbarie*, n°20, Décembre 1956-janvier 1957. On y lit que « la révolution hongroise démolit, non pas par des discussions théoriques mais par le feu de l'insurrection armée la fraude la plus gigantesque de l'histoire : la présentation du régime bureaucratique comme “socialiste” », cité par Philippe Gottraux, « *Socialisme ou...* », *op. cit.*, p. 78.

<sup>632</sup> Philippe Gottraux, « *Socialisme ou Barbarie* » ..., *op. cit.*, pp. 57 et sq.

la « Rue Saint-Benoît »<sup>633</sup> (la rue de Marguerite Duras) composé d'Edgar Morin, Robert Antelme, Dionys Mascolo, Pierre Naville\*, ou encore Jean Duvignaud\* et Lucien Goldman\* [Voir l'encadré n°7]. Mais, si Arguments s'inscrit dans l'opposition au PCF depuis déjà plusieurs années et réunit des intellectuels qui partagent une « expérience collective passée du dogmatisme communiste »<sup>634</sup>, c'est bien fin 1956 qu'est publié le premier numéro de la revue *Arguments*. S'inscrivant dans un réseau transnational grâce à ses connexions italiennes<sup>635</sup>, le contexte le conduit à affirmer que « l'effort d'“Arguments” prend tout son sens à l'heure où l'éclatement du stalinisme incite chacun à reposer les problèmes et à rouvrir les perspectives »<sup>636</sup>. Au fil des numéros consacrés à des figures du marxisme rejetées par le PCF (Lukacs, Gramsci, Rosa Luxemburg), à des thèmes comme celui de « la nouvelle classe ouvrière » (n°12-13) [voir *infra*], aux conseils ouvriers (n°4) ou à la nature de l'URSS, question centrale du trotskysme depuis les années 1930 (n°10), *Arguments* s'inscrit dans l'histoire des marxismes critiques et notamment dans la préhistoire d'Anthropos.

**Encadré n°7 : Jean Duvignaud\* et Lucien Goldman\*, « marxistes hétérodoxes »**

Né en 1921 à La Rochelle dans une famille d'intellectuels, Jean Duvignaud\* fait des études de philosophie et « monte » à Paris pour entrer en khâgne au Lycée Henri-IV. Mais peu après, en 1943, toujours en classes préparatoires, il doit quitter Paris pour échapper au STO. Il s'engage dans la Résistance, et participe au maquis de l'Ouest. Il entre au PCF à la Libération. Il se présente rétrospectivement comme « un “gauchiste de 44”, entré au Parti après les élans romantiques de la Résistance et de la Libération pour échapper à l'intégration, à la vie sociale normalisée » et qui vit le communisme comme « réconciliation mystique de notre vie finie et notre aspiration infinie ». Il quitte le PCF en 1956.

Dans le même temps, après son succès à l'agrégation de philosophie, il commence à enseigner à Abbeville, puis à Étampes (1947-1956). Il est admis en 1956 au CNRS, en sociologie. Il participe à la revue *Arguments*, avec d'autres anciens communistes. En 1960, il est durant un an enseignant à la faculté de lettres de Tunis, de 1960 à 1961, puis, de 1961 à 1965, il devient l'assistant de Georges Gurvitch à la Sorbonne. Après la soutenance de sa thèse (*Sociologie du théâtre*, 1965), il est élu maître de conférences en sociologie à l'université d'Orléans-Tours (1965-1969), puis professeur dans cette même université. Il participe activement à Mai 1968 – notamment au sein du Comité d'action étudiants-écrivains (CAEE) créé le 18 mai 1968. Après les événements, il publie, entre autres : *Introduction à la sociologie* (Paris, Gallimard, 1971), *Sociologie de l'art* (Paris, PUF, 1972) et *L'Anomie, hérésie et subversion* (Paris, Anthropos, 1973). Il est élu professeur de sociologie à Paris VII en 1980, où

<sup>633</sup> Sur ce groupe, voir les écrits de Jean Mascolo, fils de Dionys Mascolo et Marguerite Duras, et notamment son documentaire réalisé avec Jean-Marc Turine, *Autour du groupe de la rue Saint-Benoît. L'Esprit d'insoumission*, DVD, éditions Jacob, 1992. De son côté, Ariane Chebel d'Appollonia raconte qu'en 1948, après un rapport de Mascolo et Antelme contre la politique culturelle du PCF, Laurent Casanova qualifie dans *Les Cahiers du communisme* leur démarche d'erreur-type « d'intellectuels socialement caractérisés, compétents dans les problèmes idéologiques, mais préservant, par vocation noble, leur quant-à-soi et qui, de là, reculent devant les incommodités personnelles qu'implique leur venue au prolétariat », *Histoire politique des...*, op. cit, p. 36.

<sup>634</sup> Éric Brun, *Les situationnistes. Une avant-garde...*, op.cit, p.325.

<sup>635</sup> *Arguments* calque son nom sur celui du groupe d'intellectuels italiens *Ragionamenti*, dirigé par Fortini.

<sup>636</sup> « Présentation », *Arguments*, n°1, p. 1.

il est responsable des sciences sociales (1980-85) puis directeur du laboratoire de sociologie de la connaissance et de l'imaginaire. En 1998, il publie chez Plon *Pandémonium du présent*, où il revient sur son itinéraire intellectuel. Il est mort le 17 février 2007 à La Rochelle.

Lucien Goldmann\* est né en 1913 en Roumanie, à Bucarest<sup>637</sup>. Il rencontre les débats autour du marxisme à la fin des années 1920, moment où, encore lycéen, il adhère à l'Hashomer Hatzair (« Le Jeune Garde »), un mouvement de jeunes sionistes de gauche. Il le quitte pour l'Union de la Jeunesse Communiste, organisation roumaine clandestine, dont il est, selon Mitchell Cohen, exclu pour trotskisme autour de 1933<sup>638</sup>. Il émigre à cette date à Vienne, où il poursuit ses études de droit et assiste aux cours de l'austro-marxiste Max Adler, grâce auquel il découvre la pensée de Lukacs, qui marque profondément ses recherches. Il arrive à Paris la fin 1934, et étudie à la Sorbonne la philosophie, l'allemand et l'économie politique, jusqu'à préparer un doctorat dans cette discipline.

Vient la guerre. Sa déclaration d'engagement volontaire est refusée pour raisons de santé, alors qu'il enseigne l'allemand au collège municipal de Châlons-sur-Marne comme délégué rectoral. À la veille de l'invasion allemande, en 1940, il fuit Paris et gagne Toulouse. Un temps interné dans un camp duquel il s'échappe, il rencontre l'historien Jean-Pierre Vernant\* dont il devient un ami proche. En 1942, lors de l'invasion de la zone libre, il parvient à passer clandestinement en Suisse. À nouveau interné, il bénéficie de l'intervention du psychologue genevois Jean Piaget, qui parvient à le faire libérer et lui propose de devenir son assistant. Dans le même temps, après avoir abandonné sa thèse d'économie, Goldmann\* entame une thèse de philosophie sur Kant (*La communauté humaine et l'univers chez Kant : études sur la pensée dialectique et son histoire*, Paris, Presses universitaires de France, 1948).

De retour en France après la guerre, il obtient en octobre 1946 un poste d'attaché de recherche au CNRS. Naturalisé français en 1948, il commence une seconde thèse, en lettres, sur Pascal et Racine, travail qui donne lieu à son ouvrage le plus connu, *Le Dieu caché* (Gallimard, 1955). En 1959, il est élu directeur d'études non cumulant à la VI<sup>e</sup> section de l'EPHE, où il crée une chaire de sociologie de la littérature. Il publie notamment, sur ce sujet, *Pour une sociologie du roman* (Gallimard, 1964). Intellectuel marxiste, Goldmann\* a de la sympathie pour l'autogestion yougoslave à la fin des années 1940, puis milite dans les années 1950 au sein des divers groupes de marxistes hétérodoxes, dont *Arguments*. Il soutient également le mouvement de mai-juin 1968.

Il meurt brutalement deux ans plus tard, à Paris, en 1970, alors qu'il vient de fonder l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, à la demande de l'institution belge. Son dernier livre est publié chez Anthropos (*Structures mentales et créations culturelles*, 1970). Il était marié avec Annie Goldmann\* (1931-2020), née à Tunis. Spécialiste de la sociologie du cinéma, elle est également proche de ces milieux marxistes hétérodoxes. Elle publie notamment un livre tiré de sa thèse : *Cinéma et société moderne : le cinéma de 1958 à 1968 : Godard, Antonioni, Resnais, Robbe-Grillet* (Anthropos, 1971).

Le dernier groupe notable des années 1950 est *L'Internationale Situationniste (IS)*, formellement créé en juillet 1957. Revendiquant une « tentative d'organisation de

---

2 <sup>637</sup> Sur Lucien Goldmann\*, voir la notice Maitron rédigée par Olivier Fressard, ainsi que Mitchell Cohen, *The Wager of Lucien Goldmann\**, Princeton, Princeton University Press, 1994. Voir aussi le dossier de la revue CONTEXTES coordonné par Lucile Dumont, Quentin Fondu et Laélia Véron en 2019 : « Lucien Goldmann\* ». Méthodes et héritages en sociologie de la littérature », <https://journals.openedition.org/contextes/8373> ; et enfin la thèse de Guido Grassadonio, *Lucien Goldmann\* : pour un marxisme humaniste. De l'anthropologie paradoxale à l'autogestion ouvrière*, dirigée par Michael Löwy\*, PSL, 2018.

<sup>638</sup> Mitchel Cohen, *The wager...*, op. cit, p. 298.

révolutionnaires professionnels dans la culture », les membres de l'IS, Guy Debord en tête, se réclament du marxisme hétérodoxe au moment de la création de leur groupe, s'inspirant bien sûr de Marx mais aussi du communisme des conseils et de penseurs qui y sont rattachés comme Rosa Luxemburg ou Anton Pannekoek<sup>639</sup>. Mais, comme pour *S ou B* ou *Arguments*, l'inscription dans la tradition marxiste hétérodoxe est complexe. En effet, si l'IS n'est officiellement créée qu'en 1957, elle s'inscrit dans la suite de *L'internationale Lettriste* (1952) et dans l'histoire du mouvement surréaliste dont on sait, depuis la proximité d'André Breton avec Trotski, qu'il a été associé à l'opposition au communisme soviétique et donc à l'hétérodoxie<sup>640</sup>. L'originalité de l'IS est de défendre une perspective révolutionnaire de « l'emploi de la vie » plutôt que du « niveau de vie » entendu dans sa seule dimension économique<sup>641</sup>. La vraie révolution a donc une dimension artistique<sup>642</sup>.

Ces trois groupes - auxquels il faudrait ajouter les anarchistes, représentés notamment par les Éditions Spartacus à la fin des années 1940 - s'ancrent dans des histoires longues. Mais, si, jusque-là, « c'est toute la littérature concernant le mouvement ouvrier qui était alors sous surveillance »<sup>643</sup>, les événements de 1956 permettent à ces marxismes hétérodoxes de gagner en visibilité et en nombre dans les années suivantes, menaçant l'hégémonie du PCF sur la gauche révolutionnaire française. Mais rapidement, la crise ouverte par 1956 laisse place à un nouvel enjeu : la guerre d'Algérie, au point que « l'Algérie a servi de thème de substitution à la déstalinisation<sup>644</sup> ». C'est sur ses effets sur la vie intellectuelle que nous allons maintenant revenir

### ***III. B. La guerre d'Algérie, nouvel enjeu de la vie intellectuelle française***

La guerre d'Algérie transforme les rapports de force fixés par la guerre froide. Elle permet de renouveler les enjeux de la vie intellectuelle et politique française, mais aussi ses acteurs, à l'image de la création des éditions Maspero. Elle politise enfin une génération

---

<sup>639</sup> Le communisme des conseils est un courant marxiste, anti-léniniste, qui met au cœur de son projet politique le rôle des conseils ouvriers. Les « conseillistes » défendent ainsi une démocratie directe et à forte dimension autogestionnaire. Sur ce courant, représenté dans notre travail par l'éditeur Anthropos, voir le chapitre 3.

<sup>640</sup> Sur les surréalistes, voir Norbert Bandier, *Sociologie du surréalisme (1924-1929)*, Paris, La Dispute, 1999.

<sup>641</sup> Éric Brun, *Les situationnistes...*, *op. cit.*, p.197.

<sup>642</sup> En 1960, les membres de l'IS publient *Critique de la politique économique*. On peut y lire que « le socialisme, au lieu d'abolir le caractère privé des propriétés, n'a fait que l'augmenter à l'extrême, rendant l'homme même inutile et socialement inexistant. Le but du développement artistique, c'est la libération des valeurs humaines, par la transformation des qualités humaines en valeurs réelles. Et c'est là que commence la révolution artistique contre le développement socialiste, la révolution artistique qui est liée au projet communiste » (p. 39).

<sup>643</sup> Louis Janover et Miguel Abensour, *Maximilien Rubel, pour redécouvrir Marx*, Paris, Sens&Tonka, 2008, p. 72.

<sup>644</sup> Cécile Richard-Nicolas, « 1956. L'escamotage du rapport Khrouchtchev », in Natacha Dioujeva et François George (dir.), *Staline à Paris*, Ramsay, Paris, 1982.

d'intellectuels « révolutionnaires » à l'anticolonialisme. Nous revenons dans les lignes qui suivent sur les effets politiques (A) puis intellectuels (A) de la guerre d'Algérie.

### *L'entrée en guerre coloniale*

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, quelques semaines après la fin du conflit indochinois, le Front de libération nationale (FLN) perpétue plusieurs attentats sur le territoire algérien, alors sous administration française<sup>645</sup>. Après cette « Toussaint Rouge », l'année 1955 est marquée par l'état d'urgence décrété le 31 mars, et par la création, en novembre, du « Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre d'Algérie en Afrique du Nord », qui réunit notamment Morin, Antelme, Mascolo et Sartre\*. Le même mois, *Esprit* et *Les Temps modernes* analysent la situation algérienne dans deux numéros spéciaux<sup>646</sup>. Celle-ci s'aggrave encore en 1956, et les partis de gauche, alors pour certains membre du gouvernement Guy Mollet, se retrouvent exposés. Le 12 mars, quelques jours avant l'indépendance officielle de la Tunisie, la loi sur les pouvoirs spéciaux en Algérie est votée à l'Assemblée, avec le soutien des parlementaires communistes et socialistes. Le conflit entre à cette date dans une phase de « guerre totale »<sup>647</sup>, contre lequel l'Union des Étudiants Communistes (UEC) se mobilise rapidement en distribuant des tracts à la Sorbonne.

Les premiers mois de 1956 sont marqués par les débats autour de la conscription et de l'envoi des « disponibles » en Algérie. Ils sont si sensibles que le 1<sup>er</sup> avril, Claude Bourdet<sup>648</sup> est incarcéré à la prison de la Santé pour avoir publié un article dans *France Observateur* intitulé « Disponibles, quel sursis ? », dans lequel il critique la décision d'envoyer cent mille jeunes français en Algérie. La torture devient également rapidement centrale, mais face aux accusations de plus en plus nombreuses contre l'Armée française, François Mitterrand, Garde des sceaux et ancien ministre de l'Intérieur, ordonne une enquête dans laquelle les sévices sont à la fois reconnus, renvoyés à une pratique ancienne et considérés comme efficaces<sup>649</sup>.

---

<sup>645</sup> Pour la suite du propos, nous nous appuyons principalement sur Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, La Découverte, 1993. Voir également Raphaëlle Branche, *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial*, Paris, La Découverte, 2020.

<sup>646</sup> Dans son éditorial d'*Esprit*, Albert Béguin écrit que « si l'Algérie n'est pas la France, c'est d'abord parce que la France n'est plus elle-même ». Cf « Arrêtons la guerre d'Algérie », *Esprit*, n°232, Novembre 1955, p. 1643.

<sup>647</sup> Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie...*, op .cit., pp. 21-23.

<sup>648</sup> Claude Bourdet, résistant, se revendique après-guerre d'un socialisme non stalinien. C'est cette ligne politique qui le pousse à fonder *L'Observateur* en 1950, dans lequel il publie dès le 6 décembre 1951 un article intitulé « Y-a-t-il une gestapo en Algérie ? ». En janvier 1955, dans « Votre gestapo d'Algérie », il dénonce encore plus explicitement la torture.

<sup>649</sup> Sur ce rapport, signé par Roger Willaume, inspecteur général de l'administration, voir Pierre Vidal-Naquet, *La raison d'État*, Paris, La Découverte et Syros, 2002, pp.63-76 [Minuit, 1962].



Le FLN continue sa politique d'attentats, et la situation est abordée lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le 30 septembre. L'arrestation, le 22 octobre, par l'armée française de Ben Bella, l'un des responsables du FLN, aggrave encore les tensions. Ainsi, quand l'ensemble des pouvoirs de police à Alger sont confiés en janvier 1957 au général Massu, l'opposition entre européens et algériens est déjà très violente, et tout au long de l'année, « le conflit se durcit dans toute l'Algérie, hors des grandes villes »<sup>650</sup>. La « bataille d'Alger », nom donné à cette opération meurtrière qui dure toute l'année 1957, illustre la violence d'une guerre qui, jusqu'aux accords d'Évian du 18 mars 1962, cause plus de 25 000 morts chez les militaires français et 250 000 du côté algérien<sup>651</sup>. La guerre est aussi en métropole : de nombreux acteurs – dont des intellectuels – y participent notamment comme les « porteurs de valise » qui soutiennent le FLN en métropole en acheminant des sommes d'argent en liquide<sup>652</sup>.

Le conflit, dans sa dynamique et ses conséquences, produit deux transformations considérables au sein de la vie politique française. La première est le passage à la V<sup>e</sup> République. Quand Charles de Gaulle se dit prêt à assumer les pouvoirs de la République le 15 mai 1958, deux jours après l'appel lancé par le général Massu, la situation est chaotique. Tout se passe ensuite très vite et, le 1<sup>er</sup> juin, de Gaulle est investi par l'Assemblée nationale et dispose des pleins pouvoirs. Le 16 septembre, il reconnaît le droit à l'auto-détermination de l'Algérie et le 28, une nouvelle constitution est adoptée par referendum avec 79% des suffrages exprimés. Le 21 décembre, de Gaulle est élu Président de la République par un collège de grands électeurs. Près d'un an plus tard, au moment du procès des membres du « réseau Jeanson »<sup>653</sup>, de Gaulle affirme dans un discours en septembre que « L'Algérie algérienne est en marche », ce que confirment le référendum du 8 janvier 1961 sur l'autodétermination et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie, accepté par plus de 75% des votants et les accords d'Évian en mars 1962. Comme l'explique Brigitte Gaïti, c'est la construction de l'échec de la IV<sup>e</sup> République et de ses principaux représentants face au problème algérien qui permet à la fois la « levée de l'indicible »<sup>654</sup>, celui de l'indépendance algérienne, et l'imposition d'un nouveau régime. Autrement dit, « la production d'une position arbitrale apparaît à l'analyse comme la

---

<sup>650</sup> Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie...*, *op.cit.*, p.30.

<sup>651</sup> Sur la « bataille d'Alger », symbolisée par le film de Gillo Pontecorvo en 1966, voir Pierre Pellissier, *La bataille d'Alger*, Paris, Perrin, 2002. Sur l'ampleur de la tragédie de cette guerre, Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie...*, *op. cit.* ;

<sup>652</sup> Sur les porteurs de valise, voir le texte, déjà ancien, d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les porteurs de valises*, Paris, Albin Michel, 1979.

<sup>653</sup> Le réseau « Jeanson », du nom de son principal animateur Francis Jeanson, est un groupe de militants français « porteurs de valise ». Il a été démantelé en février 1960. Voir Marcel Péju, *Le procès du réseau Jeanson*, Paris, La Découverte, 2002.

<sup>654</sup> Brigitte Gaïti, « La levée d'un indicible : "L'indépendance" de l'Algérie (1956-1962), *Politix*, 10-11, 1990.

construction collective d'une issue, à moindres risques, à un consensus impraticable »<sup>655</sup>. Que la solution s'incarne dans la figure de Charles de Gaulle est pourtant rétrospectivement paradoxal tant son rappel « va sonner la mort politique de ceux-là mêmes qui l'avaient impulsé, à savoir aussi bien les dirigeants de la Quatrième République que ses premiers soutiens qu'étaient les militaires, les Français d'Algérie et les hommes politiques les plus engagés dans la défense de l'Algérie française »<sup>656</sup>. C'est donc « la continuation du jeu politique et d'abord la restauration d'une croyance dans l'efficacité de l'action politique »<sup>657</sup> qui se joue dans la crise algérienne. Cette restauration passe donc par une nouvelle constitution qui s'incarne dans une figure charismatique, celle de Gaulle tant c'est une « forme de crédit illimité dans sa personne que met en scène la rupture constitutionnelle »<sup>658</sup>.

Le second changement d'envergure produit par la crise algérienne touche à la restructuration des forces de gauche. En effet, le PCF et la SFIO sont, du moins officiellement, favorables à l'Algérie française dans les premières années du conflit. Certes, contrairement aux socialistes alors au pouvoir, dans le cas du PCF, il a pu s'agir avant tout de construire « une façade légaliste en contexte répressif »<sup>659</sup>. Il n'empêche : le récit officiel, celui auquel devaient se conformer les militants de base, a bien été celui de l'Algérie française<sup>660</sup>. Les deux partis jusqu'ici hégémoniques à gauche ont ainsi perdu de leur légitimité, et ce d'autant plus que la SFIO est directement impliquée dans l'expédition de Suez et que le PCF, comme on l'a vu, est ébranlé par les événements de 1956. Les conséquences ont d'abord été de donner une plus grande visibilité, à gauche, aux syndicats et aux organisations étudiantes les plus frontalement engagées dans la lutte pour l'indépendance, à l'image de la déclaration commune entre la CGT, la CFTC, la FEN et l'UNEF qui demande le 30 juin 1960 que des négociations soient menées entre le gouvernement français et le gouvernement provisoire de la République algérienne.

---

<sup>655</sup> Brigitte Gaïti, *De Gaulle...*, *op.cit.*, p. 221.

<sup>656</sup> *Ibid.*, p. 222.

<sup>657</sup> *Ibid.*

<sup>658</sup> Bastien François, *Naissance d'une constitution. La cinquième république (1958-1962)*, Paris, Presses de la FFNSP, 1996, p. 49. Sur le charisme, voir Vanessa Bernadou, Félix Blanc, Raphaëlle Laignoux et Francisco Roa Bastos (dir.), *Que faire du charisme ? Retours sur une notion de Max Weber*, Rennes, PUR, 2014.

<sup>659</sup> Vanessa Codaccioni, « La construction d'une façade légaliste en contexte répressif. L'action anticoloniale communiste pendant le conflit algérien », *Sociétés contemporaines*, 2012/4 (n°88), pp. 45-72.

<sup>660</sup> Vanessa Codaccioni explique que la place occupée au sein de l'organigramme du PCF joue fortement sur les informations reçues : « Les consignes changent considérablement selon le degré d'intégration au PCF et surtout selon le degré de proximité avec les centres décisionnels que sont le Bureau politique et le Comité Central. Par exemple, certains militants du PCF reçoivent du groupe dirigeant des "consignes" pour s'engager dans l'action clandestine antimilitariste quand d'autres sont sanctionnés pour l'avant-gardisme de leurs prises de position ou pour être passés à l'aide directe au FLN comme c'est le cas, à partir de 1957, des "porteurs de valise" communistes. Quand ces derniers doivent rendre leur carte du Parti pour militer dans le réseau organisé autour de Francis Jeanson, des membres du Comité central s'entretiennent avec celui-ci en mai et juin 1957 afin d'envisager des rencontres entre dirigeants communistes et responsables du FLN », *Ibid.*, p. 46.

Ensuite, c'est un espace à côté de la SFIO et du PCF qu'a ouvert le contexte politique français de la fin des années 1950. En effet, la naissance en 1960 du Parti Socialiste Unifié (PSU) est directement tributaire de la crise du communisme, du refus du gaullisme et surtout d'une opposition résolue à la guerre d'Algérie et à la politique du socialiste Guy Mollet. C'est pourquoi les militants de ce nouveau parti sont souvent d'anciens membres du PCF et surtout de la SFIO<sup>661</sup> tandis que de nombreux intellectuels y militent, comme Alain Badiou\* [**Voir encadré n°8**].

Au-delà des profonds bouleversements politiques, et pour ce qui nous concerne, la guerre d'Algérie a de nombreuses conséquences sur le monde des idées.

#### **Encadré n°8 : Alain Badiou\*, du PSU au maoïsme**

Alain Badiou\* est né en 1937 à Rabat (Maroc), à l'époque sous protectorat français. Il est élevé dans une famille d'intellectuels très engagés à gauche : son père, Raymond Badiou est un normalien agrégé de mathématiques, et sa mère, également normalienne, est agrégée de lettres. Son père, résistant, membre de la gauche de la SFIO qui participe aussi à la fondation du RDR, fut député de la Haute-Garonne (1946-1951) et maire de Toulouse de 1944 à 1958, date à laquelle il démissionne de la SFIO pour rejoindre le PSU naissant.

Élève brillant à Toulouse, Alain Badiou\* entre à l'ENS Ulm en 1956, avant d'être reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1960. Il enseigne d'abord dans le secondaire, puis comme assistant de philosophie à la Faculté des lettres de Reims. Politiquement, il suit la même trajectoire que son père : d'abord à la SFIO – il relance à son arrivée à l'ENS, en compagnie d'Emmanuel Terray\* [**voir chapitre 4**], la cellule des jeunes socialistes —, il la quitte en raison de ses positions pendant la guerre d'Algérie. Il participe alors, avec des socialistes dissidents, à la fondation du PSU en 1960. En 1965, il était secrétaire de la fédération de la Marne du PSU.

La fin des années 1960 ouvre une nouvelle page de sa vie. Politiquement, il devient maoïste autour de 1966, année de la révolution culturelle chinoise. Il quitte le PSU et participe à la création de l'Union des jeunes communistes-marxistes léninistes (UJC(ml)). Il suit les événements de Mai-Juin 1968 avec une certaine distance, comme nombre de maoïstes, qui reprochent aux manifestants leur manque d'organisation. Après les événements et la dissolution de l'UJC(ml) [**voir le chapitre 2**], il participe à la création de l'Union des communistes de France marxiste-léniniste (UCFml), organisation active de 1969 à 1985.

Dans le même temps, la crise politique de mai marque une rupture dans sa trajectoire professionnelle, puisqu'il rejoint dès sa création à l'octobre 1968, le Centre expérimental de Vincennes, où il reste (entre temps l'université a été déménagée à Saint-Denis) jusqu'en 1999, quand il est élu professeur de philosophie à l'ENS de la rue d'Ulm.

---

<sup>661</sup> Marc Heurgon écrit à propos des origines du PSU : « D'abord, l'Union de la gauche socialiste (UGS), résultat de la fusion, fin 1957, de la Nouvelle gauche, essentiellement intellectuelle et parisienne, et du Mouvement de libération du peuple (MLP), dont l'apport est triplement significatif, puisqu'il est à forte dominante ouvrière, qu'il est essentiellement provincial et surtout, ce qui est nouveau, qu'il traduit le premier engagement d'un groupe notable de militants catholiques aux côtés d'incroyants, dans une structure politique se réclamant de la laïcité [...] Deuxième noyau constitutif, le PSA, formé à l'automne 1958, par scission de la SFIO, représente la tradition social-démocrate, lavée des compromissions du parti de Guy Mollet et de Robert Lacoste [...] Enfin, troisième apport, quelques dizaines de militants en rupture de stalinisme forment le petit groupe Tribune du communisme, et apportent au moins une référence historiquement prestigieuse », in Marc Heurgon, *Histoire du P.S.U. La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, La Découverte, 1994, p. 9-10.

Dans l'après-1968, il participe à la publication de *Contribution au problème de la construction d'un parti marxiste-léniniste* (Maspero, 1969), écrit *Le concept de modèle* (Maspero, 1969, publié dans la collection « Théorie » dirigée par Althusser\*, qu'il a eu comme professeur à l'ENS) et dirige la collection pro-chinoise « Yenan », avec Sylvain Lazarus\*, également membre de l'UCFml. C'est avec ce dernier que dans les années 1980, après avoir quitté les organisations maoïstes de l'après-1968, il fonde en 1985 L'Organisation politique (OP), qui se définit comme « post-léniniste et post-maoïste » [voir le chapitre 5]. Entre 1981 et 1988, il dirige en parallèle avec Natacha Michel - également cofondatrice de l'OP et ancienne membre de l'UCFml- le « quinzomadaire d'opinion » *Le Perroquet*.

Il publie, au fil des années 1980, des ouvrages plus philosophiques. En 1982, il fait paraître *Théorie du sujet* (Seuil) puis, en 1988, *L'Être et l'événement*, au Seuil. Il poursuit ce travail dans la décennie suivante, tout en continuant à être influencé par Marx et préoccupé par la politique, comme le montrent ses ouvrages *Peut-on penser la politique ?* (Seuil, 1985), *Le siècle* (2005), *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* (Lignes, 2007) ou sa participation à *L'idée de communisme* (Lignes, 2010). Profondément attaché au communisme et à la révolution, il est aussi influent à l'étranger, où de nombreux ouvrages sont traduits.

### ***Les intellectuels anti-colonialistes défient le pouvoir***

Dès les années 1956-1957, des premiers témoignages sur la guerre d'Algérie sont publiés. Les thèmes abordés sont nombreux, mais deux ressortent particulièrement : la valorisation de la désertion et la critique de la torture de l'armée française et de ses méthodes, à l'image de *La Question*, ouvrage extrêmement commenté et souvent présenté comme exemplaire de la production intellectuelle contre la guerre d'Algérie<sup>662</sup>. Outre Le Seuil et Julliard<sup>663</sup>, ce sont deux jeunes éditeurs, Jérôme Lindon (des Éditions de Minuit<sup>664</sup>) et François Maspero\* [voir l'introduction] - des éditions éponymes, fondées en 1959<sup>665</sup> - qui sont à la pointe du combat politique dans cette « guerre des éditeurs »<sup>666</sup>. Tous deux issus de la Résistance sans être liés à un parti politique (François Maspero\* a quitté le PCF en 1956), ils publient des dizaines d'ouvrages sur l'Algérie alors que « le livre devient source d'informations, s'impose comme un média où l'histoire des faits et leurs commentaires s'y lisent à pleine page »<sup>667</sup> et que la création du livre de Poche en 1953 a commencé à démocratiser ce support<sup>668</sup>. Pour justifier leur engagement, ces deux « éditeurs protagonistes de la

<sup>662</sup> Voir Alexis Berchadsky, « *La Question* » d'Henri Alleg : un livre-événement dans la France en guerre d'Algérie, Paris, Larousse, 1994.

<sup>663</sup> Voir Anne Simonin, « Les Éditions de Minuit et les Éditions du Seuil : deux stratégies éditoriales face à la guerre d'Algérie », in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Éditions Complexe, 1991, pp. 219-247. Sur l'engagement du Seuil, en adéquation avec son histoire inscrite dans le catholicisme social depuis sa fondation en 1935, voir Hervé Serry, *Aux origines des éditions du Seuil*, Paris, Le Seuil, 2015 ; et Hervé Serry, *Le Seuil, 70 ans d'histoires*, Paris, Le Seuil, 2008.

<sup>664</sup> Anne Simonin, *Le droit de désobéissance. Les Éditions de Minuit en guerre d'Algérie*, Paris, Minuit, 2012.

<sup>665</sup> Dans le prolongement de sa librairie « La Joie de Lire », créée en 1955

<sup>666</sup> Nicolas Hubert, « La guerre des éditeurs », in Abderrahmane Bouchène (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*, Paris, La Découverte, 2014, pp. 613-620.

<sup>667</sup> Benjamin Stora, « Une censure qui ne dit pas son nom. Algérie, années 1960 », dans Martine Poulain et Françoise Serre (dir.), *Censures, de la Bible aux Larmes d'Eros*, BPI, Centre Georges Pompidou, 1987, p. 46.

<sup>668</sup> Il s'en sera vendu plus de cent millions entre 1953 et 1964.

décolonisation »<sup>669</sup> invoquent une nécessité politique qui s'est imposée à eux à l'image de Maspero\*. « Cette guerre, raconte-t-il en 2005, m'a seulement obligé à ce type d'édition "engagée" alors que je voulais seulement faire un travail intéressant<sup>670</sup> ».

Si la lutte contre la guerre d'Algérie passe par l'écriture et la publication de livres, elle repose aussi sur la création de nombreux collectifs et sur les prises de positions publiques comme le « Manifeste des 121 », titré « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie ». Ces engagements pétitionnaires sont risqués<sup>671</sup>. Au moment des accords d'Évian, en mars 1962, onze titres de Minuit et treize de Maspero ont été saisis, essentiellement pour atteinte à la sûreté de l'État et incitation à l'insoumission. Benjamin Stora précise que « curieusement, l'inculpation pour publication de fausses nouvelles, délit prévu et réprimé par l'article 27 de la loi du 29 juillet 1881, n'est pas spécialement utilisée »<sup>672</sup>. Mais, bien qu'elle soit très coûteuse financièrement pour Lindon et Maspero\*, cette mesure ne peut avoir lieu qu'après publication<sup>673</sup> et la procédure de saisie est souvent lente, car à l'époque, si « le service de surveillance de la presse est parfaitement organisé [...], aucun service de surveillance n'existe dans l'édition »<sup>674</sup>. Ce manque de préparation qui permet aux écrits politiques d'être, quand même, diffusés et parfois très bien<sup>675</sup>, s'explique sans doute en partie par l'histoire de l'édition, secteur à la tradition plutôt conservatrice. La censure d'État a ainsi longtemps préféré se concentrer sur la presse écrite ou le cinéma<sup>676</sup>. Les deux éditeurs, s'ils reçoivent le soutien de nombreux intellectuels, restent d'ailleurs isolés au sein de leur profession et peu aidés par les journalistes puisque, comme le raconte Maspero, « dans la plupart des journaux, on disait : "on ne peut pas rendre compte d'un livre interdit'" »<sup>677</sup>.

Les risques encourus ne sont pas seulement judiciaires. Particulièrement menacée par l'extrême-droite, la librairie de François Maspero\* devient un lieu de fortes sociabilités militantes. Le sociologue Christian Baudelot\* [voir le chapitre 2] raconte en entretien :

« La librairie était très menacée par l'OAS. Donc très vite j'ai été embrigadé dans les actions de soutien, et notamment on surveillait la nuit. Parce que tu sais c'était l'époque des

---

<sup>669</sup> Pour reprendre l'expression de Julien Hage, « La génération des éditeurs protagonistes... », *art. cit.*

<sup>670</sup> François Maspero\*, « Je n'ai aucune imagination », *La Femelle du requin*, n°24, 2005, pp. 32-47.

<sup>671</sup> Ce qui ne veut pas dire que les réactions de l'État soient homogènes, puisque la répression frappe avant tout les signataires les moins renommés du « Manifeste des 121 ». C'est ce qui conduit Sartre\* à organiser une conférence de presse, le 1<sup>er</sup> décembre 1960, au cours de laquelle il réclame son inculpation au titre de signataire.

<sup>672</sup> Benjamin Stora, « Une censure... », *art. cit.*, p. 52.

<sup>673</sup> C'est ce qui fait dire à Maxime Dury qu'il ne s'agit pas, juridiquement parlant, de censure, ce terme ne s'appliquant qu'en amont de la publication. Cf. *La censure : la prédication silencieuse*, Paris, Publisud, 1995.

<sup>674</sup> D'après un militaire cité par Anne Simonin, « La littérature saisie par l'histoire [Nouveau Roman et guerre d'Algérie aux éditions de Minuit] », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 111-112, mars 1996, p. 70.

<sup>675</sup> *La Question* s'est ainsi vendu à 65 000 exemplaires avant d'être saisie.

<sup>676</sup> On peut penser au court-métrage de 1953 « Les statues meurent aussi », réalisé par Alain Resnais et de Chris Marker, et qui est interdit par le pouvoir jusqu'en 1965.

<sup>677</sup> François Maspero, *Les abeilles et la guêpe*, Le Seuil, 2002, p. 158.

plastiquages. Donc moi j'ai fait plein de veilles, et j'ai même été un recruteur de veille chez Maspero. Et tu vois la librairie était ouverte jusqu'à minuit à peu près. Et après minuit on s'installait on avait un pistolet d'alarme (rires). Et donc on était jusqu'à l'ouverture de la boucherie qui était en face [...] Et une fois on a eu un truc extraordinaire, c'est une 403 avec quatre gros mecs dedans, tous feux éteints, qui s'est arrêtée juste devant la librairie, les gens ne sont pas descendus, et ils regardaient furieusement leur montre. Et là on était...y'avait une vitre, tout était éteint. Et à un moment il y a eu une immense explosion »<sup>678</sup>.

Si cet attentat au plastic de l'OAS ne vise cette fois pas directement Maspero\* mais un commerce algérien proche, Christian Baudelot\* se rappelle un autre événement qui eut lieu quelques années plus tard, quand une caissière « voit arriver une femme très bien habillée, très mondaine avec plein de petits paquets tu vois. Elle avait fait du shopping visiblement, elle va dans le fond de la librairie, et puis elle passe pas à la caisse et elle repart. Et elle remarque qu'il lui manquait un paquet quoi, donc elle y va, et c'était un détonateur...On a appelé le démineur et ça aurait pu péter »<sup>679</sup> !

Ces épisodes violents permettent de rappeler à quel point l'engagement pour l'indépendance algérienne est dangereux. Il est aussi contesté voir minoritaire. On oublie souvent le retrait d'un intellectuel de premier plan comme Albert Camus<sup>680</sup> et, surtout, l'ampleur de la mobilisation en faveur de l'Algérie française, à l'image de l'appel condamnant les « apologistes de la désertion et de l'insoumission » signé par 185 intellectuels et publié le 7 octobre 1960 dans *Le Figaro*. C'est aussi l'étude de l'ensemble de la production intellectuelle qui illustre que la défense de l'Algérie française reste une position très diffusée. Nicolas Hubert s'est employé à évaluer la part de la production dénonçant la guerre d'Algérie. Les 994 titres qu'il repère entre 1954 et 1962 représentent 1% de la production éditoriale mais, en son sein, 44% des ouvrages défendent l'Algérie française tandis que 32% sont favorables à l'indépendance et environ 10% à un compromis<sup>681</sup>. Cette littérature pro-Algérie Française est par ailleurs très bien diffusée, y compris directement par l'administration, à l'image d'une « petite brochure illustrée, *Notions essentielles sur l'Algérie* », publiée en 1956, qui « donna de la colonie l'image d'un territoire en plein essor économique, social et touristique, avec un chiffre de tirage astronomique : 2 010 000 exemplaires, dont 1 500 000 en Algérie et 160 000 à l'étranger »<sup>682</sup>.

---

<sup>678</sup> Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.

<sup>679</sup> *Ibid.*

<sup>680</sup> Tristan Rouquet, « Un intellectuel en crise. Les prises de position d'Albert Camus vis-à-vis de l'Algérie coloniale », Mémoire de science politique sous la direction de Bernard Pudal, Université Paris Nanterre, 2014.

<sup>681</sup> Nicolas Hubert, *De l'encre sur la plaie, éditeurs et éditions en France pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, thèse d'histoire dirigée par Jean-Yves Mollier, Université Versailles Saint-Quentin, 2007 ; Nicolas Hubert, *Éditeurs et éditions en France pendant la guerre d'Algérie*, Saint-Denis, Editions Bouchènes, 2012 ; Jean-Yves Mollier, *Édition, Presse et pouvoir au XXe siècle*, Paris, Fayard, 2008, pp. 271 et sq.

<sup>682</sup> Nicolas Hubert, « La guerre des éditeurs » ..., *art. cit.*, p. 615.

Par ailleurs, la période invite à revenir sur le statut de l'engagement au sein du champ intellectuel. Comme on l'a vu, depuis la Libération, conformément à la position des *Temps Modernes* et de Sartre\*, toute littérature et, par extension, toute production intellectuelle se doit de prendre part aux grands débats politiques. Mais si, à première vue, la vie intellectuelle durant la guerre d'Algérie illustrent, à nouveau, cet impératif, des indices de son érosion émergent aussi. Déjà, en 1958, « il ne reste alors plus que deux quotidiens de parti, contre une dizaine en 1946. Ainsi, tandis que la presse d'affiliation partisane connaît une chute brutale de son lectorat, les titres populaires ou plus élitistes qui revendiquent explicitement leur impartialité et qui ne sont pas propices à l'engagement, voient leur diffusion se stabiliser, voire augmenter »<sup>683</sup>. Surtout, l'un des phénomènes littéraires de cette époque est celui du « Nouveau Roman », terme qui désigne, à partir de 1957, un ensemble d'écrivains dont le leitmotiv semble être de rendre à la littérature son autonomie et à disjoindre l'art de la politique, ce qui permet de critiquer aussi bien le réalisme socialisme que Sartre\*. Cette rupture esthétique est possible car ce sont les Éditions de Minuit qui publient le Nouveau Roman et notamment Alain Robbe-Grillet, à un moment où Jérôme Lindon édite non seulement des livres politiques contre la guerre d'Algérie mais aussi la collection « Arguments », liée au collectif. Certes, Robbe-Grillet et les autres « nouveaux romanciers » s'engagent politiquement, notamment dans le « Manifeste des 121 ». Mais, d'une part ils n'ont pas une trajectoire politique marquée par l'expérience de la Résistance, à l'image de Robbe-Grillet, envoyé au STO à Nuremberg. Et d'autre part, leur littérature ne parle pas de sujets politiques : c'est « l'écriture en elle-même, non le message qu'elle délivre, [qui] est révolutionnaire »<sup>684</sup>.

Des contraintes nouvelles pèsent donc sur la production et la circulation des idées politiques, ainsi que sur les rapports entre les intellectuels et les organisations politiques. En raison de 1956, le PCF est moins hégémonique. Au cours des années 1960, se structure à gauche une alternative aux deux blocs, plus solide que dans les années précédentes, comme on va le voir. Parallèlement, la génération dite du « baby-boom » arrive à l'âge de la majorité, entraînant le bouleversement d'équilibres jusqu'ici bien établis.

---

<sup>683</sup> Ivan Chupin, Nicolas Hubé, Nicolas Kaciaf, *Histoire politique...*, *op.cit.*, p. 60.

<sup>684</sup> Anne Simonin, « La littérature saisie par l'histoire... », *art. cit.*, p. 72.

#### ***IV. Le séisme des années 1960***

A partir du 18 mars 1962, avec la signature des accords d'Évian, la France est en paix pour la première fois depuis septembre 1939, même si la sortie du conflit algérien est délicate. Seulement quelques jours plus tôt, le 8 février 1962, la police charge une manifestation anti-OAS et fait neuf morts, qui resteront, pour la gauche, ceux de Charonne<sup>685</sup>. La violence est aussi celle de l'OAS. N'acceptant pas l'indépendance algérienne, elle continue sa politique d'attentats et tente de tuer le président de Gaulle le 22 août lors de l'attentat dit du « Petit Clamart ». La paix devient malgré tout peu à peu l'horizon « non seulement de la France, mais surtout des Français »<sup>686</sup>. Parallèlement, ce sont leurs conditions d'existence qui s'améliorent en raison de la forte croissance des années 1950 et 1960<sup>687</sup>, phénomène que Jean Fourastié a qualifié en 1979 de « Trente Glorieuses »<sup>688</sup>. Les ménages sont de mieux en mieux équipés en biens de consommation durables (automobile, électroménager, télévision)<sup>689</sup>, et les loisirs commencent à mobiliser une place importante du temps et des budgets même si l'accès au cinéma<sup>690</sup>, aux musées et à la photographie reste distinctif<sup>691</sup>.

Dans ce contexte, la production et la circulation des idées politiques sont touchées par deux transformations décisives. D'une part, les années 1960 marquent l'émergence du structuralisme, mais aussi le développement des SHS – avec la (ré)apparition de disciplines – ainsi que d'un nouveau public étudiant, dont l'augmentation rapide et la forte politisation à gauche sont essentiels à la dynamique de la vie intellectuelle de la décennie (A). D'autre part, la configuration politique en France joue directement sur les façons d'être un « intellectuel révolutionnaire », y compris au sein du PCF. La conjoncture internationale a un rôle prépondérant, alors que la dynamique de la déstalinisation, initiée en 1956, pèse sur l'équilibre entre les deux blocs durant une période dite de « coexistence pacifique ». Celle-ci, en dépit de son appellation, est fragilisée ponctuellement par la crise des missiles de Cuba en octobre 1962, puis durablement par la destitution de Khrouchtchev en octobre 1964, et, enfin, par la rupture des relations sino-soviétiques (B).

---

<sup>685</sup> Alain Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, 2006.

<sup>686</sup> Jean Vigreux, *Croissance et contestation (1958-1981)*, Paris, Seuil, 2014, p. 8.

<sup>687</sup> Elle est de 4,6 % entre 1950 et 1959 et de 5,5% entre 1960 et 1969, *Ibid*, pp. 9-10.

<sup>688</sup> Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.

<sup>689</sup> Alors que 1% des ménages sont équipés en télévision en 1954 et 13,1% en 1960, ils sont 61% en 1968. De même, en 1954, 7,5% des ménages sont équipés en réfrigérateur (8,4% en lave-linge), puis 25,8 % en 1960 (24,4% en lave-linge) et 72,5% en 1968 (49,9%). Voir Pierre Guillaume, *Histoire sociale...*, *op. cit.*, pp. 15-16.

<sup>690</sup> *Ibid*, pp. 61-66.

<sup>691</sup> Voir notamment Pierre Bourdieu (dir.), *Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Minuit, 1965 ; et Pierre Bourdieu et Alain Darbel, *L'amour de l'art : les musées et leur public*, Paris, Minuit, 1966.



#### ***IV. A/ Les idées au cœur des évolutions des années 1960***

Les idées politiques sont, dans les années 1960, prises entre deux processus opposés. Le structuralisme s'impose d'abord comme un paradigme scientifique peu politisé. Mais les évolutions structurelles que sont le développement des SHS et la massification des études supérieures, le tout dans un contexte international de plus en plus marqué par le Vietnam politisent l'ensemble du champ intellectuel, y compris le structuralisme.

#### ***De l'existentialisme au structuralisme : changement de paradigme***

Le premier grand changement intellectuel des années 1960 est sans aucun doute l'émergence puis la progressive domination du paradigme structuraliste en France<sup>692</sup>. Si la vision d'un mouvement « structuraliste » homogène n'a guère de sens - elle est même critiquée par les intellectuels concernés -, cette étiquette est néanmoins dans les années 1960 particulièrement répandue. Le colloque sur la « structure » organisé par la VI<sup>e</sup> section de l'EPHE du 10 au 12 janvier 1958 mérite d'être mentionné. Réunissant notamment Claude Lévi-Strauss, l'économiste André Marchal, le linguiste Émile Benveniste, le philosophe Maurice Merleau-Ponty et le sociologue Georges Gurvitch, il pose les bases d'une discussion qui ne fait que commencer.

Parmi tous ces intellectuels, c'est Lévi-Strauss qui fait figure, en France, de « père » du structuralisme, notamment en raison de *L'Anthropologie structurale*, de *La pensée sauvage*, et du premier tome des *Mythologiques : Le cru et le cuit*, publiés respectivement en 1958, 1962 et 1964 chez Plon. C'est durant son exil américain contraint pendant la seconde guerre mondiale que Lévi-Strauss se forme grâce à sa rencontre avec Roman Jakobson, linguiste russe lui aussi exilé qui l'initie aux apports de la notion de structure en linguistique, notion que Lévi-Strauss importe en anthropologie<sup>693</sup>. Lévi-Strauss élabore alors progressivement cette pensée comparatiste, sans sujet, qu'il pense directement en opposition à l'existentialisme sartrien. Il l'explicite dans *La pensée sauvage* :

« Il nous semble que, de la leçon combinée de Marx et de Freud, Sartre\* n'a retenu qu'une moitié. Il nous a appris que l'homme n'a de sens qu'à la condition de se placer au point de vue du sens ; jusque-là, nous sommes d'accord avec Sartre\*. Mais il faut ajouter que ce sens

---

<sup>692</sup> Sur l'histoire du structuralisme en France, outre les articles de Frédérique Matonti, voir François Dosse, *Histoire du structuralisme*, 2 tomes, Paris, La Découverte, 1991 et 1992 ; et Johannes Angermüller, *Le champ de la théorie. Essor et déclin du structuralisme en France*, Paris, Hermann, 2013.

<sup>693</sup> Laurent Jeanpierre, « Les structures d'une pensée d'exilé. La formation du structuralisme de Claude Lévi-Strauss », *French Politics. Culture and Society*, vol. 28, 1, Spring 2010, pp. 58-76 ; et « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 11, 2004, pp. 13-43. Plus globalement, sur sa trajectoire, voir Emmanuelle Loyer, *Lévi-Strauss*, Paris, Flammarion, 2015.

n'est jamais le bon : les superstructures sont des actes manqués qui ont socialement "réussi". Il est donc vain de s'enquérir du sens le plus vrai auprès de la conscience historique<sup>694</sup> ».

Le corollaire de cette critique sur le sens de l'action est une mise en cause de l'engagement politique personnifié par Sartre\*. Ainsi, que ce soit Lévi-Strauss, Jakobson ou le psychanalyste Jacques Lacan, tous trois qualifiés par Frédérique Matonti de « producteurs cardinaux » du structuralisme, leur théorie se veut à l'origine apolitique<sup>695</sup>. De même, la revue *Tel Quel*, créée en 1960 autour de Philippe Sollers, entend être à la fois proche du « Nouveau Roman » et aussi, rapidement, du structuralisme, et revendique clairement son apolitisme dans ses premiers numéros<sup>696</sup>, et ce en pleine guerre d'Algérie<sup>697</sup>.

Rapidement, Lévi-Strauss et, avec lui, l'étiquette « structuralisme », se diffuse à un public plus élargi. En mars 1965, la revue *L'Arc* consacre un numéro à l'anthropologue français. Dans les mois qui suivent, les discussions autour du paradigme « structuraliste » se poursuivent. La revue *Aléthéia* publie en mai 1966 un numéro spécial, puis, surtout, *Les Temps Modernes* et *Esprit* consacrent respectivement en novembre 1966 et en mai 1967 un numéro au structuralisme. *Les TM*, à travers des contributions de Maurice Godelier\* [Voir encadré n° 9], de Pierre Macherey\*<sup>698</sup> ou encore de Pierre Bourdieu, s'intéressent aux « problèmes du structuralisme », selon le titre même du numéro. Jean-Marie Domenach, Mickael Dufresne et Paul Ricoeur, dans le numéro d'*Esprit* intitulé « Structuralismes. Idéologie et méthode », confrontent cette pensée sans sujet, « froide », au personnalisme et, donc, à la notion de sujet aussi bien individuel que collectif. Les intellectuels d'*Esprit* tentent ainsi d'éclairer les enjeux

---

<sup>694</sup> Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 336, cité par Bruno Karsenti, « L'expérience structurale », *Gradhiva*, 2, 2005, p. 12.

<sup>695</sup> Voir notamment Frédérique Matonti, « Retour au concept : le structuralisme des *Cahiers pour l'analyse* », *Raisons Politiques*, 2017/3, n°67, p. 12. Cette expression est utilisée à la suite d'Howard Becker dans *Les mondes de l'art*. Sur ce point, voir l'introduction à ce travail.

<sup>696</sup> A travers notamment l'exergue du premier numéro, repris de Nietzsche : « *Je veux le monde et je le veux tel quel, et le veux encore, le veux éternellement* ».

<sup>697</sup> Boris Gobille, « La guerre de *Change* contre la « dictature structuraliste » de *Tel Quel*. Le « théoricisme » des avant-gardes littéraires à l'épreuve de la crise politique de Mai 68 », *Raisons politiques*, 2005/2, n°18, p. 78. Pour une histoire générale de cette revue, voir Niilo Kauppi, *Tel Quel : la constitution sociale d'une avant-garde*, Helsinki, The Finnish Society of Sciences and Letters, 1990.

<sup>698</sup> Pierre Macherey\* est né en 1938 à Belfort. Son père, Charles, était ingénieur, et sa mère, Denise, professeur. Il suit une hypokhâgne au lycée Poincaré de Nancy, puis sa khâgne à Louis-Le-Grand, avant d'entrer à l'ENS de la rue d'Ulm, en 1958. Agrégé de philosophie, il fait partie du groupe qui, autour de Louis Althusser\*, entreprend de relire Marx dans une optique structuraliste, et publie dans *Lire le capital*. Professeur en lycée militaire pour son service militaire (1963-1965), il est ensuite enseignant dans le secondaire durant une année, avant de devenir maître-assistant en philosophie à Paris-I, poste qu'il conserve 26 ans (1966-1992). Docteur d'État en 1991, il devient en 1992 professeur à l'université de Lille III. Il a publié plusieurs ouvrages dont *Pour une théorie de la production littéraire* (Maspero, 1966), *Hegel ou Spinoza* (Maspero, 1977) ou d'autres études sur Spinoza [sur les lectures « marxistes » de Spinoza, voir le chapitre 6]. Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article141285>, notice MACHEREY Pierre, Albert, Léopold par Jean-Louis Fabiani, version mise en ligne le 20 novembre 2013.

posés par cette « mode »<sup>699</sup> et les « emplois », souvent approximatifs et éclatés, de la notion de structure.

#### **Encadré n°9 : Maurice Godelier\*, anthropologue marxiste<sup>700</sup>**

Né le 28 février 1934 à Cambrai, dans le Nord, dans un milieu très modeste et catholique, Maurice Godelier\* étudie dans le privé, puis obtient après le baccalauréat une bourse pour suivre une classe préparatoire littéraire, au Lycée Faidherbe de Lille puis, pour sa khâgne, à Henri IV. Il intègre l'ENS de Saint-Cloud en 1955, et il est reçu à l'agrégation de philosophie en 1958. En 1960, il devient chef de travaux (l'équivalent d'assistant) à l'EPHE, et travaille avec Fernand Braudel. Il s'éloigne de la philosophie et se spécialise progressivement en économie et en anthropologie, et accomplit un premier voyage au Mali pour étudier, grâce à l'Unesco, les effets de la planification sur les économies des communautés villageoises. À son retour, en 1963, il devient maître-assistant au Laboratoire d'Anthropologie Sociale dirigé par Claude Lévi-Strauss. Il part en octobre 1966 pour un terrain en Papouasie Nouvelle-Guinée. Après une première mission de trois ans, il revient en France, où il est nommé professeur à l'EPHE – devenue EHESS en 1975 – sur une chaire d'anthropologie économique. Il retourne régulièrement sur son terrain jusqu'à la fin des années 1980, et publie *La production des grands hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée* (Fayard, 1982).

Dans le même temps, Godelier\* est un intellectuel communiste. Membre du PCF depuis 1952, il en reste membre jusqu'en 1968 et l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie à Prague. Il publie dans les revues du parti, et participe à plusieurs ouvrages comme *La notion de « mode de production asiatique » et les schémas marxistes d'évolution des sociétés*, en 1964. Même après son départ du parti, il en reste proche, comme le montre sa contribution à *Sur les sociétés précapitalistes. Textes choisis de Marx, Engels, Lénine*, publié aux Éditions Sociales en 1970, et à *La condition féminine* (Éditions Sociales, 1978). C'est toujours en tant que figure de l'anthropologie marxiste qu'il publie deux ouvrages chez Maspero (*Rationalité et irrationalité en économie*, 1966 ; *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, 1973), éditeur chez qui il dirige à partir de 1971 la collection « bibliothèque d'Anthropologie ».

Dans les années 1980, il se rapproche du pouvoir socialiste. Il est chargé par Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche, d'une mission sur l'état des sciences de l'homme et de la société en France, rapport remis le 11 octobre 1982. Il devient ensuite, de 1982 à 1986, le directeur scientifique du premier département des SHS du CNRS [Cf chap. 5 et 6]. Il participe enfin à la création du musée du Quai Branly.

Le structuralisme est dans les années 1960 un phénomène intellectuel d'autant plus puissant que la fin de la guerre d'Algérie lui permet de s'imposer dans ce moment plus dépolitisé. L'ambiance au sein de l'ENS en ce début de décennie permet de saisir ce qui se joue ici dans la socialisation d'apprentis-intellectuels. Étienne Balibar\* [voir le chapitre 4] explique en 2007 que « la conjoncture philosophique, c'étaient les prodromes de la discussion entre Lévi-

<sup>699</sup> Jean-Marie Domenach écrit : « Les Français sont encore en retard pour ce qui est de la publicité et de la distribution des produits industriels, mais dans le lancement des produits de l'intelligence, nul ne les dépasse. La mode est aux structuralismes. La littérature, l'inconscient, la théologie même, tout est structuralisé ou en voie de l'être », in « Le système et la personne », *Esprit*, Mai 1967, p. 771.

<sup>700</sup> Nous nous appuyons principalement sur sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article88586>, notice GODELIER Maurice, Adrien, Jules par Jean-Yves Boursier, version mise en ligne le 2 août 2010.

Strauss et Sartre\* sur le marxisme, l'histoire et le structuralisme »<sup>701</sup>, tandis que Jacques Rancière\*, toujours en 2007, raconte que « Sartre\* s'est vite trouvé dépassé par la montée du structuralisme et du marxisme althussérien <sup>702</sup>», souvenir qu'il rattache à une prestation orale « extraordinaire faible » de Sartre\* lors d'une présentation de *Critique de la raison dialectique*, paru en 1960<sup>703</sup>. Bref, dans ce contexte s'opère « le basculement de ces apprentis philosophes de Sartre\* vers les auteurs dits “structuralistes”<sup>704</sup> ». Rien d'étonnant alors à ce que Sartre\* décrète le structuralisme sans valeur, tant ce paradigme le défie directement<sup>705</sup>.

Enfin, non seulement ce paradigme place le discours intellectuel des années 1960 « sous le signe de la théorie »<sup>706</sup> mais il donne aussi lieu à de nombreux débats qui diffèrent selon les disciplines dans lesquelles le structuralisme se déploie. Ces années sont en effet celles de l'accélération du développement des SHS et de la création de disciplines qui s'institutionnalisent rapidement.

### ***L'explosion des SHS***

Les disciplines de SHS sont, au début des années 1960, en plein développement, après s'être déjà progressivement institutionnalisées depuis la seconde guerre mondiale. Cette première institutionnalisation<sup>707</sup> s'ancre en effet dans l'immédiat après-guerre, même si des institutions comme la Fondation Carrel<sup>708</sup> étaient actives durant la guerre. Elle doit beaucoup à la nécessité de reconstruire la France et à l'impulsion des planificateurs<sup>709</sup>, alors que le « rôle économique de l'État s'accroît de manière considérable »<sup>710</sup> à partir de 1945 et que la

---

<sup>701</sup> Entretien avec Peter Hallward, « Une conjoncture philosophique », 6 mai 2007 (<http://cahiers.kingston.ac.uk/interviews/balibar-duroux.html>).

<sup>702</sup> Sur le marxisme althussérien, voir *infra*.

<sup>703</sup> Entretien avec Peter Hallward, « Que sous forme de la rupture », 2 mai 2008 (<http://cahiers.kingston.ac.uk/interviews/ranciere.html>). Sur cet entretien, voir aussi Frédérique Matonti, « Retour au concept... », *art. cit.*...

<sup>704</sup> Frédérique Matonti, « Retour au concept... », *art. cit.*, p. 25.

<sup>705</sup> Voir notamment « J.-P. Sartre\* répond », *L'Arc*, n°30, 1966. Le numéro s'intitule « Sartre\* aujourd'hui ».

<sup>706</sup> Johannes Angermüller, *Le champ de la théorie...*, *op. cit.*, p. 116.

<sup>707</sup> Voir principalement Laurent Jeanpierre, « L'aventure des sciences de l'homme », in Christophe Charle et Laurent Jeanpierre (dir.), *La vie intellectuelle ...*, *op. cit.*, T.2, pp. 139-166 ; et Mathieu Hauchecorne, « Essor et disciplinarisation des sciences humaines et sociales », *Ibid*, pp. 565-589 ; Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie. Le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, 1982, 23-1. pp. 55-85 ; Alain Drouard (dir.), *Le développement des sciences sociales en France. Au tournant des années soixante*, Paris, CNRS Editions, 1983 ; et Roger Backhouse et Philippe Fontaine (ed.), *The History of the Social Sciences since 1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010. Voir également Johan Heilbron, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, 1991, 32/3, pp. 365-379 ; et, pour une histoire longue de la sociologie française, voir Johan Heilbron, *La sociologie française. Sociogenèse d'une tradition nationale*, Paris, CNRS, 2020.

<sup>708</sup> Alain Drouard, *Une inconnue des sciences sociales, la fondation Alexis Carrel (1941-1945)*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1992.

<sup>709</sup> Voir notamment François Fourquet, *Les comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, Éditions Recherches, 1980.

<sup>710</sup> Serge Benest, *Recomposition de l'ordre disciplinaire...*, *thèse. cit.*, p. 51.

productivité française devient l'objectif principal. Comme l'écrit Serge Benest, cet objectif « passe par le développement de connaissances économiques, lequel s'organise autour de l'enseignement de l'économie au sein d'institutions renouvelées pour la formation des élites et de la création d'organismes de production d'information économique permettant la mise en place de la politique de reconstruction »<sup>711</sup>.

Cette « nationalisation de l'expertise économique »<sup>712</sup> passe par la création d'institutions nouvelles. C'est le cas de l'École Nationale d'Administration (ENA), fondée en 1945 et qui entend rénover « la formation en économie des élites d'avant-guerre, jugée trop théorique et trop libérale », et ainsi « consolide[r] de nouvelles formes des savoirs économiques, pensées comme des savoirs pour l'action, armant l'intervention politique »<sup>713</sup>. C'est aussi le cas des Instituts d'études politiques (IEP, à partir d'octobre 1945<sup>714</sup>), de l'Institut national d'études démographiques (INED, octobre 1945), du Centre d'études sociologiques du CNRS (CES, janvier 1946), de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE, avril 1946), de la VI<sup>e</sup> section de l'École Pratique des Hautes Etudes (EPHE, novembre 1947) et du Centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC, 1953). En 1959, c'est la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) qui est créée. À l'Université, les SHS s'institutionnalisent progressivement, comme la psychologie avec la création, en 1952, du Laboratoire de psychologie sociale à la Sorbonne, dirigé par Daniel Lagache, qui vient d'y obtenir une chaire quelques mois plus tôt. En mai 1955, c'est Raymond Aron qui entre à la Sorbonne sur une chaire de sociologie, un an avant Jean Stoetzel. En juillet 1958, ce sont les facultés de Lettres qui deviennent « Facultés de Lettres et Sciences Humaines ». Des cursus spécialisés sont progressivement créés à l'Université, accompagnés souvent des concours du Capes et de l'agrégation.

Parallèlement, des revues disciplinaires sont lancées, comme *Population*, *les Cahiers internationaux de sociologie* ou *Économie et statistiques*, toutes les trois en 1946, puis *La Revue économique* (1950), le *Bulletin international des sciences sociales* (1951, qui devient en 1959 la *Revue internationale des sciences sociales*), la *Revue française de science politique* (1951), les *Archives de sociologie des religions* (1956) ou encore la revue *Consommation*, liée au CREDOC (1957). Suivent en 1960 la *Revue française de sociologie*, les *Archives européennes*

---

<sup>711</sup> *Ibid.*

<sup>712</sup> Marion Fourcade, *Economists and Societies: Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*, New Jersey, Princeton University Press, 2009, pp. 203-214, cité dans *Ibid.*

<sup>713</sup> Sarah Kolopp, « De la modernisation à la raison économique », *Genèses*, n°93, 2013, pp. 53 et sq.

<sup>714</sup> L'IEP de Paris remplace l'École Libre de Science Politique. Après cette transformation, qui fut conflictuelle, la part de l'économie dans le cursus de l'IEP augmente également considérablement à partir de 1946. Voir Serge Benest, *Recomposition de l'ordre disciplinaire...*, thèse. cit., pp. 53 et sq.

de sociologie, *Sociologie du travail* et *Études rurales* puis, en 1961, les revues *Communications* et *L'Homme*. La structuration de ces différentes disciplines passe aussi par la création d'associations nationales et internationales, lancées notamment grâce au travail de l'UNESCO, qui est aussi à l'origine du Conseil international des sciences sociales, actif à partir de 1952<sup>715</sup>.

Cette dynamique d'institutionnalisation des SHS en France dans les années 1950 suscite l'intérêt des revues comme *Esprit* qui consacre deux numéros en 1956 aux « Sciences de l'homme »<sup>716</sup>. Pourtant, le phénomène d'institutionnalisation reste limité. À l'Université, au milieu des années 1950, on compte pour toute la France seulement trois chaires d'histoire économique, trois chaires d'ethnologie, quatre de sociologie et aucune de démographie<sup>717</sup>. Dans les institutions extra-universitaires, si le nombre d'institutions de recherche a augmenté significativement, les équipes sont généralement composées de quelques personnes seulement, à l'image des « pionniers par défaut » du CES<sup>718</sup>. De plus, les frontières entre disciplines restent incertaines<sup>719</sup>, ce qui résulte d'ailleurs d'une volonté parfois explicite<sup>720</sup>.

Dans les années 1960, les sciences humaines et sociales se détachent peu à peu de la demande d'expertise émanant du pouvoir politique et technocratique<sup>721</sup>. Si les planificateurs sont encore demandeurs, les relations entre l'État et les chercheurs en sciences sociales se complexifient<sup>722</sup> et le nombre de chercheurs croît rapidement :

« Dès le début des années soixante, le développement des sciences sociales s'accélère : on assiste alors à une augmentation rapide du nombre des chercheurs, du volume de la production intellectuelle et du nombre des laboratoires et des groupes de recherche en sciences sociales. Deux exemples parmi d'autres illustrent ce phénomène : le nombre des chercheurs en sociologie au CNRS passe de 56 en 1960 à 90 en 1964. Il y avait, en 1956, 48 directeurs d'études à la VI<sup>e</sup> Section de l'École pratique des hautes études - section des sciences économiques et sociales. Ils sont 80 dès 1962 »<sup>723</sup>.

---

<sup>715</sup> Sur l'histoire de l'UNESCO, voir Mauricio Bustamante, *L'UNESCO et la culture : construction d'une catégorie d'intervention internationale, du « développement culturel » à la « diversité culturelle »*, thèse de sociologie dirigée par Gisèle Sapiro, EHESS, 2014.

<sup>716</sup> Cf les numéros d'avril et octobre 1956.

<sup>717</sup> Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie »..., *art. cit.* p. 66.

<sup>718</sup> Johan Heilbron, « Pionniers par défaut ?... », *art. cit.*

<sup>719</sup> Pour un exemple d'institutionnalisation des études sur les espaces soviétiques et est-européens dans les années 1950 et 1960 qui « permet d'observer des dynamiques qui travaillent « l'ordre » des disciplines ainsi que leurs frontières » à un moment où celles-ci sont encore précaires pour certaines d'entre elles, voir Ioana Popa, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires. La 6<sup>e</sup> section de l'EPHE et les études sur l'espace russe, soviétique et est-européen », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2015/5, n°210, pp. 60-81.

<sup>720</sup> Braudel, dans le sillon de l'EHPE, crée la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH) en 1963.

<sup>721</sup> Pour l'exemple d'un débat entre un haut fonctionnaire et des sociologues, voir Claude Gruson, « Planification économique et recherches sociologiques », *Revue française de sociologie*, 1964, 5-4, pp. 435-446.

<sup>722</sup> Pour de nombreux exemples de ces évolutions, voir Philippe Bezes, Michel Chauvière, Jacques Chevallier, Nicole de Montricher et Frédéric Ocqueteau (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V<sup>e</sup> République*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>723</sup> Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie »..., *art. cit.* p. 69.

Cette montée en puissance des SHS en France est liée à un dernier phénomène constitutif des transformations du champ intellectuel dans les années 1960 : l'augmentation des effectifs étudiants. Ces derniers sont en 1949-1950 137 000 dans les universités françaises, puis de 156 000 entre 1954-1955, et de 272 027 en 1960. Ces chiffres restent stables l'année suivante avant de croître rapidement : 30 000 de plus en 1961-1962, puis 40 000 par an jusqu'en 1964-1965, et près de 50 000 jusqu'en 1967, année où on compte 613 904 étudiants en France. L'année 1968, exceptionnelle, voit près de 80 000 nouveaux étudiants arriver dans les facultés françaises, suivis de 40 000 pour l'année 1969-1970. La part de la population totale scolarisée passe de 3,3% en 1950 à 6% en 1960 et à 12,3% en 1967<sup>724</sup>. En parallèle, le corps enseignant des universités augmente : composé de 7901 personnes en 1959-1960, ce chiffre passe à 22 935 en 1967-1968. Parmi eux progressent surtout les moins prestigieux et les moins stables professionnellement, à savoir les « assistants ». En 1950, on compte 379 professeurs pour 132 assistants et maîtres-assistants en Lettres et sciences humaines<sup>725</sup> ; les effectifs passent respectivement à 603 et 371 en 1960, puis 986 et 1778 en 1966, 1168 et 2740 en 1968<sup>726</sup>, ces derniers devenant donc dès 1966 les plus nombreux.

En résumé, comme l'écrit Howard Machin, « entre 1945 et 1968, la recherche en sciences sociales en France [au CNRS] passa d'une minuscule et marginale activité intellectuelle, impliquant une petite poignée d'individus, à un service national de grande échelle, dépensant des millions de francs et employant des milliers de personnes »<sup>727</sup>. L'institutionnalisation des SHS, faible et dépendante de l'appel à expertises de la part des planificateurs, se développe dans les années 1960 et s'autonomise partiellement de la demande politique (qu'elle soit gouvernementale, syndicale, ou venant d'entreprises) en raison notamment de la forte dynamique d'expansion des effectifs étudiants et enseignants. Non seulement les SHS se développent, mais, parallèlement, elles se politisent, et la jeunesse

---

<sup>724</sup> Voir le tableau des « Effectifs scolaires et universitaires, dans les pays suivants et rapport entre ces effectifs et la population active, 1950 à 1967, public-privé », dans Tableau statistique n° 3981, février 1971, p. 1, Paris, MEN, consultable en ligne sur le site Ac'Adoc ; voir également Antoine Prost, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1982, Tome IV, p. 265 ; et, pour le taux de scolarisation dans la population globale, voir Christelle Dormoy « “ Mai 68 ” : fenêtre d'opportunité pour un haut fonctionnaire au placard. Jacques de Chalendar et la politique universitaire », *Politix*, 2018/2 (n° 122), p. 187-220.

<sup>725</sup> Les « assistants » au sens large représentent donc 26% du total des enseignants.

<sup>726</sup> Soit respectivement 38% d'assistants au total en 1960, 64% en 1966 et 70% en 1968.

<sup>727</sup> Howard Machin, « *The CNRS and Social Science Research in France* », in Edmond Lisle, Howard Machin, Sy Yasin, *Traversing the Crisis. The Social Sciences in Britain and France*, ESRC, Londres, 1984, cité par Edmond Lisle, « Les sciences sociales en France : développement et turbulences dans les années 1970 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [Online], 7 | 2002

étudiante devient le cœur d'un « marché nouveau [...] symbolisé dans les années soixante par la librairie Maspero et son rayon politique Tiers-Monde, féminisme, etc. »<sup>728</sup>.

### ***La politisation de la jeunesse ou la naissance d'un nouveau public pour les SHS***

La dépolitisation qui suit les accords d'Évian est de courte durée : la guerre du Vietnam commence en mars 1965. Que ce soit une expérience nouvelle pour les plus novices ou une réactivation pour les plus âgés de l'expérience algérienne, qui fut une « guerre de jeunes »<sup>729</sup>, c'est la lutte contre l'invasion américaine au Vietnam qui est l'expérience déterminante pour la jeunesse des années 1960 qui arrive à l'Université. L'année 1966 voit la création de nombreux comités concurrents comme les « Comités Viêt-Nam de base » (CVB, de tendance maoïste) ou le « Comité Viêt-Nam national » qui réunit autour du mathématicien Laurent Schwartz des intellectuels de la gauche non communiste et organise, le 30 novembre, les « Six heures pour le Viêt-Nam » à la Mutualité<sup>730</sup>.

Plus globalement, les organisations de jeunesse, avec l'UNEF et, surtout, l'UEC, sont au premier rang de la contestation. L'UEC détient, à la fin de la guerre d'Algérie, un « quasi-monopole sur l'engagement politique radical en milieu étudiant »<sup>731</sup>. Dans le même temps, elle est le lieu d'incubation de nombreuses dissidences, aussi bien « italiennes », « chinoise » que « trotskiste ». Son opposition au PCF est visible le 27 octobre 1960, date d'une manifestation syndicale pour la paix en Algérie à laquelle l'UEC, à la suite de l'UNEF, souhaite participer, contre l'avis de la direction communiste. Si cette dernière emporte ce premier bras de fer, la contestation ne faiblit pas et devient à nouveau très visible lors du congrès de l'UEC en février 1963, où l'organisation adopte un programme politique en partie autonome de celui du PCF sur les questions étudiantes et des alliances électorales. Le groupe dirigeant du PCF décide à partir de 1964 de reprendre en main son organisation étudiante - en mettant à sa tête des étudiants communistes orthodoxes et en excluant les leaders des diverses dissidences –, processus long et qualifié par Bernard Pudal et Frédérique Matonti « d'autonomie confisquée »<sup>732</sup>.

Outre qu'elle illustre la persistance du contrôle au sein du monde communiste, cet épisode restructure les organisations étudiantes. C'est en effet à sa suite qu'un groupe d'exclus,

---

<sup>728</sup> Pierre Bourdieu, « Le fonctionnement du champ intellectuel », *Regards Sociologiques*, n°17/18, 1999, p. 24

<sup>729</sup> Ludivine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007, p. 382. Voir aussi Jean-Yves SABOT, *Le Syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie. L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite*, Paris, L'Harmattan, 1995.

<sup>730</sup> Voir Nicolas Pas, « “Six Heures Pour Le Vietnam” ». Histoire Des Comités Vietnam Français 1965-1968 », *Revue Historique*, vol. 302, no. 1 (613), 2000, pp. 157-185.

<sup>731</sup> Bernard Pudal et Frédérique Matonti, « *L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) ...*, art. cit.

<sup>732</sup> *Ibid.*



autour d'Alain Krivine, participe en avril 1966, avec des dissidents des Étudiants socialistes unifiés (ESU, l'organisation de jeunesse du PSU), à la fondation des Jeunesses Communistes Révolutionnaires (JCR). De même, les maoïstes de l'UEC (notamment les normaliens Robert Linhart et Benny Lévy, tous deux proches d'Althusser\*), également exclus, fondent en décembre 1966 l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, l'UJC(ml). Ces deux organisations sont justement très actives dans la lutte contre la guerre du Vietnam, les trotskistes au « Comité Viêt-Nam national » et les maoïstes de l'UJC(ml) dans les CVB<sup>733</sup>.

Dans le même temps, la jeunesse, essentiellement étudiante, se montre de plus en plus méfiante vis-à-vis du service militaire<sup>734</sup> et se politise aussi sur des enjeux moraux. Fin 1965, à Antony, plusieurs milliers d'étudiants protestent contre la construction d'une loge de concierge devant le bâtiment des filles qui leur en empêcherait l'accès, entraînant une surveillance policière des travaux<sup>735</sup>. Plus généralement, au-delà de la seule jeunesse, c'est l'ensemble de la société française qui est touchée par une forte conflictualité sociale puisqu'entre 1963 et 1967, le nombre de journées non travaillées oscille entre 1 et 6 millions par an<sup>736</sup>.

Conflictualité et politisation participent à la diffusion de l'objet livre, elle-même favorisée comme on l'a vu par la démocratisation du livre de poche ainsi que par la densification du réseau de bibliothèques publiques. Leur nombre passe de 229 en 1951 à 503 en 1964 et atteint 930 en 1980, tandis que le nombre de livres empruntés annuellement est de 8 millions en 1951, 16 millions en 1964 et de 28 millions en 1970<sup>737</sup>. Parallèlement, c'est aussi la presse écrite qui connaît un regain, puisqu'entre 1959 et 1968, « elle passe de 6,9 millions d'exemplaires journaliers à plus de 8 millions pour la PQR, et d'environ 4 millions à plus de 5 millions pour la PQN »<sup>738</sup>.

Le dynamisme du livre « révolutionnaire » dans ces années est visible dans les publications de nombreuses maisons d'éditions comme les Éditions Sociales et leurs « Classiques du Peuple », ou comme Minuit et sa collection « Arguments » (dirigée par Kostas

---

<sup>733</sup> Sur ces organisations, de nombreuses archives sont conservées à la BDIC, Fonds Comités Vietnam de base, F delta 2089. Pour une étude réalisée peu après 1968, cf. Nicole de Maupeau-Abboud, *Ouverture du ghetto étudiant. La gauche étudiante à la recherche d'un nouveau mode d'intervention politique (1960-1970)*, Paris, Anthropos, 1974, ainsi que son fonds d'archives, conservé à la BDIC sous la côte F delta 1061 (8) /2.

<sup>734</sup> À l'image du déclin du « service militaire comme rite de passage », qui commence dans les années 1960 et se prolonge durant la décennie suivante. Voir Christophe Gracieux, « Jeunesse et service militaire en France dans les années 1960 et 1970. Le déclin d'un rite de passage », in Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka (dir.), *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Paris, PUF, 2009, pp. 213-224.

<sup>735</sup> Ce refus du contrôle de la sexualité se retrouve aussi à Nanterre début 1968 [**Voir le chapitre 2**].

<sup>736</sup> Roger Martelli\*, *Une dispute communiste...*, op. cit., p.47.

<sup>737</sup> D'après Jean-Yves Mollier, *Édition, presse et pouvoir en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2008, pp. 286 et sq. Sur les bibliothèques publiques, voir Cécile Rabot, *La construction de la visibilité littéraire en bibliothèque*, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, 2015.

<sup>738</sup> Ivan Chupin, Nicolas Hubé, Nicolas Kaciaf, *Histoire politique et économique...*, op. cit., pp. 69-70.

Axelos et liée à la revue). Ces éditeurs continuent de publier des écrits « marxistes » tout comme François Maspero\*, qui devient l'un des éditeurs centraux de la décennie. Nées, on l'a dit, durant la guerre d'Algérie et presque « contraintes » par là même de se politiser, les Éditions Maspero conservent leur identité militante après les accords d'Évian. François Maspero\* relaie notamment le tiers-mondisme, qui continue de s'organiser avec, à partir de janvier 1966, le mouvement « Tricontinental », qui publie la revue du même nom et qui se veut l'organisme de diffusion de la solidarité entre les peuples d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Au-delà de la seule revue *Tricontinentale*, les éditions Maspero publient aussi les écrits du Che et de beaucoup d'autres tiers-mondistes [voir le chapitre 2]<sup>739</sup>. Dans la continuité de son engagement en faveur de l'indépendance algérienne, Maspero\* publie aussi Frantz Fanon, décédé prématurément en 1961 et dont le livre *Les Damnés de la terre* est publié en 1961 dans une édition préfacée par Sartre\*, très lié à François Maspero\* et lui-même critique avec *Les Temps Modernes* du colonialisme depuis la fin des années 1940. [Sur ces figures révolutionnaires et leur circulation autour de 1968, voir le chapitre 2]. L'éditeur commence en général à publier la pensée africaine et anti-coloniale, diffusée depuis plusieurs années en France, notamment par la revue *Présence africaine*, fondée en 1947 et à l'initiative du Congrès des écrivains et artistes noirs, qui s'est tenu à Paris en septembre 1956. Comme l'explique Maspero\*, son rôle est de « mettre à disposition des militants, des chercheurs, tant en France que dans le monde, ces outils de travail [...] qui permettent d'approfondir le travail théorique, de développer les perspectives pratiques [...]. Les éditions ont voulu rester jusqu'à aujourd'hui ce carrefour des divers courants révolutionnaires [...], plutôt que prêcher l'ultime vérité<sup>740</sup> ».

La vitalité des idées « révolutionnaires » est aussi permise par la création de nouvelles maisons d'édition militantes comme les Études et Documentation Internationales (EDI), créées en 1964, qui se consacrent à la diffusion de documents sur le mouvement ouvrier et à l'édition des œuvres de Trotsky, et Anthropos, fondé en 1964 autour de Jean Pronteau et Serge Jonas\*, et qui s'installe comme une maison centrale dans cet univers militant [Cf. l'encadré n° 11].

À côté de ces maisons « politiques », des éditeurs plus généralistes développent la dimension « politique »<sup>741</sup> de leur catalogue. Les éditions Gallimard créent la collection « Idées » en 1962 tandis que Plon et Julliard, réunis dans UGE, sortent « 10-18 ». Sans publier uniquement des écrits engagés, « Idées » publie par exemple *Le marxisme soviétique. Essai*

<sup>739</sup> Sur la revue *Tricontinentale*, voir Roger Faligot\*, *Tricontinentale : quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chin Minh préparaient la révolution mondiale, 1964-1968*, Paris, La Découverte, 2013.

<sup>740</sup> François Maspero, « Encore une fois... », Archives La Découverte. Souligné par l'auteur. Cité par Camille Joseph, *Les éditions La Découverte... , thèse cit*, p. 246.

<sup>741</sup> L'expression « livre politique », polysémique, est difficile à manier. Pour son utilisation, voir le chapitre 3.

d'analyse critique d'Herbert Marcuse (1963), l'*Histoire de la Révolution française*, d'Albert Soboul\* ou les travaux de Daniel Guérin\* sur l'anarchisme [Cf. **leurs portraits au chap. 3**], ou encore des textes de Trotsky (comme *La Révolution permanente*, en 1964) et de Marx lui-même. C'est aussi chez Gallimard que sont publiés des succès situationnistes comme le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, de Raoul Vaneigem, paru en décembre 1967. Le Seuil lance sa collection « Politique » dans laquelle est publiée *Hô Chi Minh* du journaliste Jean Lacouture en 1967<sup>742</sup>, Albin Michel « Lettre Ouverte », Julliard « Refus d'obtempérer » et Jean-Jacques Pauvert, « Liberté » confiée à Jean-François Revel. Cette dernière, plutôt de droite, se veut pourtant un lieu de diffusion d'une « littérature de combat de tous les temps et de toutes les tendances », et des textes de Marx y sont publiés. Comme l'écrit Bernard Pudal, on a affaire à une « demande de marxisme » qui « croît à une vitesse vertigineuse dans ce milieu des années soixante<sup>743</sup> ». La production des biens symboliques radicaux et pas simplement marxistes dépasse d'ailleurs l'objet « livre », que l'on pense aux *Paravents* de Jean Genet, pièce critique de la France coloniale représentée pour la première fois au théâtre en avril 1966 et un temps interdite, ou à *La chinoise* de Godard, sorti au cinéma en août 1967.

#### **Encadré n° 11 : Serge Jonas\* et Jean Pronteau, fondateurs d'Anthropos**

Serge Jonas\*<sup>744</sup> est né le 5 janvier 1914 à Moscou. Ses parents, juifs, cultivés et partisans de la révolution de février 1905, doivent s'exiler en Finlande après son échec, et ne reviennent qu'en Octobre 1917. Les Jonas fréquentent dans ces années la famille de Georges Gurvitch, et toutes deux s'exilent peu après octobre 1917 en raison de leur opposition, de gauche, aux Bolcheviks. Après s'être installé en Lituanie puis en Suisse, Serge Jonas\* arrête ses études à 14 ans et commence à travailler comme ouvrier typographe avec son père, qui a installé une imprimerie dans la ferme où ils vivent dans le projet de la « transformer en une sorte de communauté socialo-anarchiste ». Dans les années 1930, il vit brièvement en France mais ce séjour est interrompu par la guerre. Appelé sous les drapeaux en Lituanie, Serge Jonas\* ne veut pas combattre et part alors en Israël (encore sous mandat britannique jusqu'à 1948, année de son indépendance). Il retrouve une tante qui habite à Jérusalem, enseigne le russe, et rencontre sa première femme, avec qui il anime les émissions de la France libre à Radio Jérusalem. Il rentre en France en 1946, fonde une entreprise de sérigraphie et suit des études en sciences sociales à l'EPHE et à la Sorbonne et, grâce à Gurvitch, travaille au Centre d'Études Sociologiques. Avec les revenus de son entreprise et la fortune de sa belle-famille, il lance sa maison d'édition en 1964. Il reste à la tête d'Anthropos jusqu'en 1984-1985 [Cf. **le chap. 6**], et meurt en 2012 après une longue maladie.

Jean Pronteau<sup>745</sup> est né en 1919 à Paris (XIV<sup>e</sup>) dans une famille de la petite bourgeoisie (son père, fils d'un ouvrier agricole, fut représentant de commerce puis, en 1936, est devenu directeur technique et commercial de fabrication d'une usine de jouets à Orléans). Élève

<sup>742</sup> Sur cette collection du Seuil, voir Hervé Serry, *Le Seuil, 70 ans...*, *op. cit.*

<sup>743</sup> Bernard Pudal, *Un monde défait...*, *op. cit.*, p. 72.

<sup>744</sup> Voir Florian Ducrot, « Généalogie et ramifications d'un projet éditorial ambitieux », *L'Homme & la Société*, 2016/3 (n° 201-202), pp. 11-27 ; et Jacques Giguou et Irène Jonas, « Serge Jonas\* (1914-2012). Un homme de pensée et d'interventions », *Hermès, La Revue*, 2013/1 (n° 65), pp. 222-224.

<sup>745</sup> Voir surtout la notice Maitron rédigée par Massimo Asta : <https://maitron.fr/spip.php?article152142>

brillant, Pronteau est boursier, bachelier, et entre en hypokhâgne à Henri IV. Il obtient en 1943 une licence de philosophie. Pendant la guerre, Jean Pronteau s'engage d'abord dans l'armée, puis dans la Résistance, où il devient un dirigeant des Forces unies de la jeunesse patriotique. Il adhère clandestinement au PCF en 1943, est élu député de Charente en octobre 1945, mandat qu'il conserve jusqu'en 1958. Il entre également au Comité Central (1951-1961), et dirige la section économique (1951-1961) et sa revue *Économie et politique* (1954-1961). Critique dans l'après 1956, il est écarté de ses diverses fonctions au début des années 1960. À la recherche d'un emploi, il travaille pour l'UNESCO, est chargé de conférences à l'EPHE grâce à ses relations avec plusieurs sociologues, et reprend des études universitaires. Ces amitiés sont à la base des liens noués avec Serge Jonas\* et, plus globalement, avec le groupe d'intellectuels actifs dans Anthropos. Pronteau est exclu du PCF en 1970, et il rejoint le PS en 1973, dont il devient membre du comité directeur de 1975 à 1984, année de sa mort.

À cette croissance de la production correspond une diffusion accélérée des idées « révolutionnaires ». Celle-ci est particulièrement visible pour les ouvrages de Marx et Engels eux-mêmes, à un moment où ces références, par excellence politiques, deviennent également de plus en plus légitimes à l'université, et ce aussi bien en économie<sup>746</sup>, en histoire, en anthropologie, en littérature, en sociologie qu'en philosophie<sup>747</sup>. Marie-Cécile Bouju résume :

« A la fin des années 1950, se produit un basculement. Marx devient une référence intellectuelle majeure (à la fois politique et scientifique). Après 1958, année où aucun texte de Marx n'est publié, l'édition de ses textes reprend, à un rythme moyen de trois titres par an. Les publications d'études sur Marx (un domaine où les Éditions sociales sont quasi absentes) se multiplient à partir de 1959. Dans le catalogue des Éditions sociales, les textes de Marx et Engels édités à partir de 1952 sont régulièrement réimprimés [...]. Le deuxième tirage est deux ou trois fois plus important que le tirage initial. Par exemple, le Manifeste du Parti communiste est imprimé à 6000 exemplaires en 1956, 8400 en 1961, 10000 en 1962, 12 000 en 1963, 10 000 en 1965, 15 000 en 1966 et 1967 »<sup>748</sup>.

Ces succès se vérifient pour l'ensemble des textes de Marx et Engels, et, plus globalement, pour toute la production « marxiste » de cette période, même si ces ventes restent inférieures à celles de l'après-1968 [voir le chapitre 2]<sup>749</sup>. Il n'empêche : le phénomène de politisation des biens symboliques est massif et touche même le paradigme structuralisme, jusqu'ici apolitique.

---

<sup>746</sup> Sur cette histoire, voir Thierry Pouch, *Les économistes marxistes...*, *op. cit.*, et « Le destin singulier de Marx dans la science économique en France », in Antony Burlaud et Jean-Numa Ducange (dir.), *Marx...*, *op. cit.*

<sup>747</sup> Voir les différentes contributions sur ces disciplines et leur rapport à Marx dans *ibid.*

<sup>748</sup> Marie-Cécile Bouju, « Les maisons d'édition du PCF et Marx en France de 1920 à 1960 : du politique au scientifique ? », in *Ibid.*, pp. 131-132.

<sup>749</sup> La circulation des biens symboliques radicaux reste cependant limitée si l'on pense au succès populaire de l'époque, notamment au cinéma : *Le gendarme à New York*, de Jean Girault, sorti en 1965, attire plus de 5 millions de spectateurs en un an ; et *La grande vadrouille*, sur les écrans en décembre 1966, totalise 17 millions d'entrées.

### ***La politisation du structuralisme : un cas d'école***

Dans ce contexte, malgré l'intention initiale de ses « producteurs cardinaux », le structuralisme se politise à son tour<sup>750</sup>. A partir de 1965 et, surtout, de « l'année-lumière » 1966<sup>751</sup>, les textes dits « structuralistes » sont reçus politiquement, à l'image de *Les mots et les choses* de Michel Foucault (Gallimard, 1966), des *Écrits* de Jacques Lacan, de *Critique et Vérité* de Roland Barthes (Seuil, 1966), ou encore de l'anthologie de formalistes russes rassemblés par Tzvetan Todorov, *Théorie de la littérature* (Seuil, 1966)<sup>752</sup>. Ce sont aussi les avant-gardes littéraires comme *Tel Quel* qui se politisent en prenant directement position, par exemple sur la guerre du Vietnam, mais aussi plus indirectement à travers une théorie se voulant scientifique qui mêle linguistique structurale et matérialisme et défend la thèse qu'une vraie révolution doit aussi être une révolution dans le langage<sup>753</sup>. Cette politisation de *TQ* passe aussi par une « guerre » des avant-gardes littéraire, comme l'illustre l'exclusion en 1967 de Jean-Pierre Faye, qui crée en riposte, dans l'après-1968, la revue *Change*, concurrent de *TQ* et qui lui dispute bientôt la paternité de découvertes littéraires, surtout est-européennes, à l'image de celle des formalistes russes<sup>754</sup>.

La politisation du structuralisme impose de s'intéresser à ses liens avec « la » théorie politique de l'époque : le(s) marxisme(s). C'est d'autant plus le cas après la publication en 1964 par Lucien Sebag (1933-1965), ancien membre du PCF, de son *Marxisme et structuralisme* chez Payot<sup>755</sup>. À sa suite, plusieurs intellectuels de toutes les obédiences marxistes essaient d'articuler les deux théories. C'est le cas de Godelier\* qui est, comme Sebag, chercheur au laboratoire de Lévi-Strauss. Godelier\* entend analyser « Les structures de la méthode du *Capital* », d'après le titre de ses articles publiés entre 1960 et 1961 dans *Économie et Politique*.

---

<sup>750</sup> Au sens où Jacques Lagroye parle de politisation comme de la « requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités », cité par Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons Politiques*, 2005/2, n° 18, p. 49.

<sup>751</sup> François Dosse, *Histoire du structuralisme. I. Le champ du signe...*, *op. cit.*, p. 384.

<sup>752</sup> Sur ce livre, publié dans la collection « Tel Quel » de Sollers, voir Frédérique Matonti, « L'anneau de Moebius. La réception en France des formalistes russes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1, pp. 52-67.

<sup>753</sup> Boris Gobille, « La guerre de *Change* contre la « dictature structuraliste » de *Tel Quel*... », *art. cit.* ; « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/3, n°158, pp. 30-61 ; et *Le Mai 68 des écrivains...*, *op. cit.*, essentiellement le chapitre 1 : « La longue histoire d'une "cristallisation subite" », pp. 29-59.

<sup>754</sup> Frédérique Matonti, « L'anneau... », *art. cit.* ; Boris Gobille, « La guerre de ... », *art. cit.* ; Ioana Popa, *Traduire sous...*, *op. cit.*, qui écrit notamment que pour *Change*, « l'intérêt littéraire pour les avant-gardes est-européennes est indissociable d'un intérêt politique, qui se traduit plus particulièrement par le souci de rendre publique en Occident la répression qu'elles ont subie. Il participe, ce faisant, lui aussi au travail de démarcation de ces réseaux intellectuels par rapport aux fractions « conservatrices » du PCF et surtout à *Tel Quel* ». (p. 379).

<sup>755</sup> Sur cet ouvrage critiquant spécialement les conceptions marxistes de réalité et d'idéologie, et que Bruno Karsenti qualifie de « réflexion d'une rare intensité », voir Bruno Karsenti, « L'expérience structurale... », *art. cit.*

Par ce geste, il étudie *Le Capital* « du point de vue du structuralisme anthropologique », faisant ainsi accéder « le marxisme au rang de science de l'homme »<sup>756</sup>.

C'est évidemment, plus encore, Louis Althusser\* qui, au milieu des années 1960, articule marxisme et structuralisme de la façon la plus audacieuse possible, puisqu'il l'applique à l'étude de Marx lui-même. Né en 1918 en Algérie dans une famille issue de la paysannerie par sa mère et de la bourgeoisie économique par son père, il y vit onze ans avant d'habiter à Marseille, puis à Lyon, et enfin à Paris, lorsqu'il est reçu en 1939 à l'ENS. En raison de la guerre durant laquelle il est prisonnier, il n'y accomplit sa scolarité qu'à partir de 1945, puis y devient agrégé-répétiteur en 1948 après avoir obtenu l'agrégation de philosophie<sup>757</sup>. Marginal professionnellement<sup>758</sup>, il est aussi hétérodoxe politiquement au début des années 1960. C'est en effet à cette période que ce « double hérétique »<sup>759</sup> organise divers séminaires portant sur Marx, sur l'épistémologie historique de Gaston Bachelard et Georges Canguilhem<sup>760</sup>, sur la psychanalyse (notamment lacanienne) et, bien sûr, sur Lévi-Strauss, Michel Foucault et l'analyse structurale. Il publie plusieurs articles dans les revues communistes comme le marquant « Freud et Lacan » de 1964, qui réintroduit dans l'univers intellectuel communiste la psychanalyse, jusqu'ici proscrite<sup>761</sup>. Il invite souvent ces théoriciens à l'ENS – notamment Lacan, qui, chassé de son séminaire à Saint-Anne, est accueilli à Ulm à partir du 15 janvier 1964. Althusser\* tire de ces séminaires deux ouvrages publiés chez Maspero : *Pour Marx* (1965) et *Lire le Capital* (1966).

Dans ces textes, Althusser\* « fabrique »<sup>762</sup> une approche scientifique de Marx influencée par l'épistémologie historique française, à laquelle il reprend le concept de « coupure épistémologique ». À travers cette notion, il oppose structurellement un jeune Marx pris dans l'idéologie, celui des œuvres antérieures à 1845, et un vrai Marx, scientifique. C'est sur cette lecture scientifique de Marx, qui émane de « l'aristocratie du monde étudiant »<sup>763</sup> (les élèves et

---

<sup>756</sup> Frédérique Matonti, « Marx structuraliste... », *art. cit.*, p. 246.

<sup>757</sup> Yann Moulier Boutang, *Louis Althusser\*, une biographie*, t. 1, Paris, Grasset, 1992.

<sup>758</sup> Il n'a, par exemple, jamais pu diriger de thèse, et lui-même n'en soutiendra une qu'en 1975, sur travaux.

<sup>759</sup> Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme... », *art. cit.*, p. 69. Althusser\* est un « double hérétique » puisqu'il cumule marginalité professionnelle et hétérodoxie politique.

<sup>760</sup> Georges Canguilhem (1904-1995) remplace Gaston Bachelard à la Sorbonne en 1955 et lui succède à l'institut de l'histoire des sciences. Philosophe et historien des sciences, Canguilhem eu une grande influence sur Althusser\*, Foucault et Bourdieu, dont il fut le directeur de thèse.

<sup>761</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, pp. 44 et sq.

<sup>762</sup> Althusser\* écrit par exemple dans sa « Lettre à Mauricio Malamud » du 8 mars 1984, reprise dans *Sur la philosophie* : « Nous sommes donc partis à la conquête, c'est-à-dire à la découverte et à l'élaboration de cette grande absente : la philosophie de Marx. Et nous lui avons fabriqué, bel et bien fabriqué une philosophie qui lui manquait : cette philosophie rationnelle et cohérente ». Contre cette idée même de fabrication, Aron considère Althusser\* comme un « marxiste imaginaire » car il tire de chez Marx une théorie absente de ses textes. Voir Raymond Aron, *Marxismes imaginaires. D'une sainte famille à l'autre*, Paris, Gallimard, 1970.

<sup>763</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 50.

anciens élèves de l'ENS qui ont participé à *Lire Le Capital*), qu'il faut à ses yeux s'appuyer pour fonder la politique du parti. Cette lecture a pour conséquence d'aboutir à la critique de l'humanisme de Marx, qui se cantonnerait à la période pré-1845 durant laquelle « l'essence de l'homme est définie comme idéologie ». Althusser\* affirme ainsi qu'il faut « parler ouvertement d'un antihumanisme théorique de Marx »<sup>764</sup>. À travers cette approche philosophique et scientifique, Althusser\* inscrit le marxisme dans le canon philosophique légitime. Ce geste l'expose à une vive critique au sein même du PCF, et ce d'autant plus que ses textes ont été largement diffusés et commentés [voir le chapitre 2 sur les chiffres de vente] et qu'en raison de son influence rue d'Ulm, ils auraient conduit ses étudiants à l'ENS à des expériences politiquement et intellectuellement hétérodoxe des *Cahiers marxistes-Léninistes*<sup>765</sup> et des *Cahiers pour l'analyse*<sup>766</sup>.

Plus précisément, l'interprétation althussérienne pose au moins quatre problèmes au groupe dirigeant du PCF. Le premier touche à l'anti-humanisme, « jugé difficilement compatible avec la politique menée par le PCF »<sup>767</sup> et contraire, pour beaucoup – aussi bien au sein du PCF qu'en dehors - à l'esprit humaniste de Marx<sup>768</sup>. La force de cette interprétation tient aussi à ce que, comme l'écrit Althusser\* lui-même dans *L'avenir dure longtemps*, « en s'appuyant sur l'autorité de Marx », il se donne alors « une force singulière qui [le] rendait difficilement attaquant au sein du parti »<sup>769</sup>. Le deuxième problème est qu'en raison de ses références intellectuelles et des activités de plusieurs de ses étudiants, il « apparaît comme un médiateur du structuralisme »<sup>770</sup>, alors même que ce paradigme est critiqué par les intellectuels communistes orthodoxes. Troisièmement, il remet en cause l'ouvriérisme du PCF et le rôle dévolu aux intellectuels, et d'autant plus nettement qu'il critique un parti qui resterait marqué à ses yeux « par une certaine méconnaissance du rôle de la théorie, moins d'ailleurs de la théorie politique et économique que de la théorie philosophique »<sup>771</sup>. Cette prise de position a des effets

<sup>764</sup> Louis Althusser\*, « Marxisme et Humanisme », *NC* 164, mars 1965, p. 3, cité dans *Ibid*, p. 72.

<sup>765</sup> Frédéric Chateigner, « D'Althusser\* à Mao. Les *Cahiers marxistes-Léninistes* », *Dissidences. Bulletin de liaison des mouvements révolutionnaires*, n°8, mai 2010.

<sup>766</sup> Frédérique Matonti, « Retour au concept... », *art. cit.*

<sup>767</sup> Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme... », *art. cit.*, p. 69.

<sup>768</sup> Ce débat, complexe tant il mêle constamment un haut niveau d'exigence et d'abstraction philosophiques et la stratégie politique communiste, a été restitué par Frédérique Matonti en ce qui concerne les remous internes au PCF à travers les critiques, par exemple, de Jorge Semprun et de Roger Garaudy. Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op.cit.*, pp. 71 et sq. Ce débat reste important dans les années suivantes, à l'image des critiques de Michael Löwy dans *Dialectique et révolution : essais de sociologie et d'histoire du marxisme* (Anthropos, 1973), ou du livre collectif *Contre Althusser\** (10/18-Union générale d'éditions, 1974). Voir aussi Roger Martelli\*, *Une dispute communiste...*, *op. cit.*

<sup>769</sup> Cité par Jean-Claude Bourdin, « Présentation », *Althusser\* : une lecture de Marx*, Paris, PUF, 2008, p. 16.

<sup>770</sup> Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme... », *art. cit.*, p. 70.

<sup>771</sup> Louis Althusser\*, *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1965, p. 16. Il met directement en parallèle ce déficit avec le stalinisme, puisqu'il écrit, toujours dans la préface à *Pour Marx*, que ce « contagieux et implacable système de

durables [voir le chapitre 3]. Dernièrement, Althusser\* fait parfois référence dans ses écrits des années 1960 à Mao, auteur pourtant banni par le PCF en raison du schisme sino-soviétique. Il s'est vu ainsi, pour reprendre l'expression de l'ancien rédacteur en chef de *La Nouvelle Critique* et proche d'Althusser\* Jacques Arnault\*, accrocher, une « casserole chinoise » par le dirigeant communiste Georges Cogniot\*, lors de vifs débats au sein du comité de rédaction de *La Pensée*<sup>772</sup>.

Le PCF et ses intellectuels (orthodoxes) se doivent d'intervenir publiquement pour condamner les lectures structuralo-marxistes, a fortiori lorsqu'elles critiquent le marxisme<sup>773</sup>. C'est Lucien Sève\* [voir encadré n° 11] qui se montre le plus virulent, en mars 1967, quand il écrit dans *La Nouvelle Critique* que le structuralisme participe de la « coupure [...] politique que tout l'effort de la bourgeoisie [...] vise à maintenir entre le monde de la pensée et la classe ouvrière »<sup>774</sup>. C'est aussi, plus globalement, l'ahistoricisme du structuralisme qui est mis en cause, notamment dans un numéro spécial de *La Pensée* en octobre 1967 sur « Structuralisme et marxisme », réalisé en collaboration avec le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM). Certains organes intellectuels du parti défendent néanmoins Althusser\*, à l'image de *La Nouvelle Critique*. Revue communiste à la pointe de l'*aggiornamento* du PCF [voir infra], la NC organise un colloque avec *Tel Quel* en avril 1968 consacré au thème « Littérature et linguistique », lors duquel le structuralisme occupe une large place, ce qui entraîne la revue dans une série de conflits avec une partie du groupe dirigeant du parti<sup>775</sup>.

Enfin, du côté des libéraux, les rapports entre structuralisme et marxisme sont soulignés et critiqués, notamment par François Furet. En février 1967, dans la revue *Preuves*, il explique que pour lui, le développement du structuralisme et son succès auprès d'ex-marxistes est une des conséquences de ce qu'il analyse comme la perte d'influence du marxisme orthodoxe. Mais, pour Furet, les structuralistes et les marxistes défendent le même « vieux rêve totalisant », la même ambition déterministe, qui diffère uniquement parce que chez les structuralistes, « la description structurale d'un homme devenu objet a remplacé l'avènement historique de l'homme-dieu ». L'historien et ancien communiste voit donc dans le structuralisme et le

---

gouvernement et de pensée » est directement liée à la théorie des deux sciences, alors « qu'on nous faisait traiter la science [...] comme la première idéologie venue ».

<sup>772</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., p. 63.

<sup>773</sup> C'est le cas par exemple de Foucault, passé brièvement par le PCF au début des années 1950, et qui écrit que « le marxisme est dans la pensée du XIXe siècle comme un poisson, c'est-à-dire que partout ailleurs, il cesse de respirer », cité par Frédérique Matonti, « Marx structuraliste », in Antony Burlaud et Jean-Numa Ducange (dir.), *Marx...*, op. cit., p. 242.

<sup>774</sup> *Ibid*, p. 246.

<sup>775</sup> Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., p. 185. Plus globalement, voir le chapitre 5, « Les passeurs : littérature et critique littéraire ».



marxisme un même schéma, le succès du premier s'expliquant par un « rapport d'inversion où a pu s'investir la nostalgie du marxisme »<sup>776</sup>.

### **Encadré n° 11 : Lucien Sève\*, de philosophe du PCF à directeur des Éditions sociales**

Lucien Sève\* est né le 9 décembre 1926 à Chambéry<sup>777</sup>. Ses parents géraient une petite maison d'édition d'esprit laïque, spécialisée dans l'édition d'ouvrages scolaires. D'abord sympathisants, ils adhèrent au Parti communiste français en 1954<sup>778</sup>.

Ses études, brillantes, le mènent à l'ENS Ulm. C'est là que, dans le contexte de l'après-guerre, il passe de « Sartre\* à Marx » et prend sa carte au PCF en 1950. Reçu à l'agrégation de philosophie en 1949, il est nommé au lycée français de Bruxelles. Après avoir pris position en faveur du marxisme lors de conférences organisées par l'Ambassade de France, il est renvoyé en mai 1950 et muté au lycée de Chaumont, en Haute-Marne. Il devient rapidement membre de la commission idéologique de la fédération communiste (en novembre 1950), et entre en mai 1951 à son secrétariat comme responsable de la propagande. Signe de son investissement dans le monde communiste, il participe au Festival mondial de la jeunesse à Berlin-Est en 1951. Dans le même temps, il se syndique au SNES en octobre 1950 — il y restera jusqu'à sa retraite.

Lucien Sève\* se marie en avril 1952 avec Françoise Guille, une étudiante communiste, et part au service militaire (mai 1952-1953). À son retour, il est muté en octobre 1953 au lycée de Talence, en Gironde et devient membre du comité de la section communiste de Bordeaux en mai 1954 ainsi que secrétaire départemental de l'association France-URSS de 1954 à 1957. Il est à nouveau muté en octobre 1957 au lycée Saint-Charles de Marseille, où il enseigne jusqu'en 1970 tout en se faisant élire au comité de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône en 1959. Suppléant du comité central en 1961, il est titularisé en 1964.

Dans ces années 1950 et 1960, il prend souvent la plume pour dénoncer l'opportunisme des critiques du parti, en contestant par exemple *La Somme et le reste*, d'Henri Lefebvre\* [voir *supra*], en affrontant Roger Garaudy, le philosophe officiel du parti, dans de nombreux congrès et en polémiquant publiquement et en privé avec Althusser\*, comme l'a montré la publication récente de leur correspondance<sup>779</sup>. Il publie de nombreux textes dans les revues communistes – notamment à la *Nouvelle Critique* pour ses textes critiquant Lefebvre\*, mais aussi Foucault, Althusser\*, Lacan ou le structuralisme - et dans les éditions du parti, comme *La Philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours*, précédé de *Philosophie et politique* (Éditions Sociales, 1962) et, dans l'après-1968, *Marxisme et théorie de la personnalité* (Éditions Sociales, 1969), dont il raconte qu'il « a connu cinq éditions, s'est vendu à quelques vingt-cinq mille exemplaires, et a été traduit en vingt langues »<sup>780</sup>. Outre la théorie marxiste et l'histoire de la philosophie, il s'aventure aussi sur les questions scolaires avec son article « Les “dons” n'existent pas », publié en octobre 1964 dans la revue communiste *L'école et la nation*.

Après la mise à l'écart de Garaudy en 1969-1970, c'est un philosophe central du PCF dans l'après-1968. Désormais plus orthodoxe, il devient permanent du parti et dirige les Éditions sociales jusqu'au début des années 1980 [Sur son activité aux ÉS, cf le chap. 3]. Il

<sup>776</sup> Cité par Emmanuelle Loyer, *Lévi-Strauss..., op. cit.*

<sup>777</sup> Voir la notice de Lucien Sève rédigée par Jacques Girault pour le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article173192>. Voir également l'entretien de Lucien Sève\* avec Alexier Cukier et Isabelle Garo (dir.), *Avec Marx, philosophie et politique*, Paris, La Dispute, 2019, pp. 139-169. Voir enfin les hommages de *L'Humanité* du 24 mars 2020, au lendemain de sa mort, ainsi que *Les 3 vies de Lucien Sève, philosophe*, film de Marcel Rodriguez.

<sup>778</sup> Son père, André Sève\*, publie même un *Dictionnaire orthographique et grammatical*, d'abord dans sa maison d'édition de Chambéry, puis, en 1976, aux Éditions Sociales, quand Lucien Sève\* en est le directeur.

<sup>779</sup> Louis Althusser\*, Lucien Sève\*, *Correspondance (1948-1987)*, Paris, Les Éditions sociales, 2018.

<sup>780</sup> Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier (dir.), *Le parti communiste français..., op. cit.*, p. 123.

poursuit dans le même temps ses recherches, en publiant notamment *Une introduction à la philosophie marxiste* (Éditions sociales, 1980). Le 28 septembre 1979, dans le contexte de crise qui touche le PCF à la fin des années 1970 [voir le chap. 5], il est désigné par le bureau politique du PCF qui réorganise les secteurs « intellectuels, culture, enseignement » comme le directeur adjoint du nouvel Institut des recherches marxistes (IRM), qui remplace le CERM.

Dans les années 1980, il émet plusieurs critiques à l'encontre du groupe dirigeant, et fait partie des rénovateurs à partir de 1984. Mais ces critiques demeurent internes : il reste profondément attaché au PCF et continue de publier dans les maisons d'éditions du parti, avec des ouvrages comme *Structuralisme et dialectique* (Messidor/Éditions Sociales, 1984) ou en participant à *Communisme, quel second souffle ?* (Messidor/Éditions Sociales, 1990), paru après la chute du Mur de Berlin. Membre du PCF jusqu'en 2010, il ne reprend pas sa carte mais reste un intellectuel marxiste et continue ses recherches, principalement sur Marx, justement. Il s'éteint en 2020, à 93 ans, laissant inachevée une somme sur Marx entamée avec *Penser avec Marx aujourd'hui* (La Dispute, 2004).

Durant ces années 1960, tandis que des transformations structurelles favorisent une diffusion des SHS qui dans le même temps se politisent, Marx est pris « entre communisme et structuralisme »<sup>781</sup>, à l'image de la pensée d'Althusser\*. Mais pour comprendre plus finement ce qui se joue dans le jeu d'Althusser\* qui, en plus, se permet de ne pas publier aux Éditions sociales<sup>782</sup>, il faut désormais faire un détour par des évolutions nationales et internationales plus directement politiques qui touchent les intellectuels au-delà du cas du philosophe de l'ENS.

#### ***IV-B. Des transformations mondiales à leurs conséquences intellectuelles en France***

Les transformations du monde communiste, au niveau international comme en France, modifient aussi bien les rapports de force entre les intellectuels et les partis que la façon concurrentielle dont est défini le marxisme (A). C'est ce que montre un débat exemplaire, celui sur la « nouvelle classe ouvrière » (B).

#### ***Le PCF et la déstalinisation dans les années 1960***

La période khrouchtchévienne desserre légèrement le contrôle sur les productions intellectuelles et scientifiques. Ainsi, si Lyssenko est critiqué entre 1956 et 1964, il reste étonnamment le biologiste le plus influent d'URSS. Denis Buican, généticien roumain et opposant au stalinisme, explique que s'il n'est plus hégémonique après la mort de Staline,

---

<sup>781</sup> Frédérique Matonti, « Marx entre communisme et structuralisme », *Actuel Marx*, 2009/1, n°45, pp. 120-127.

<sup>782</sup> Marie-Cécile Bouju explique qu'Althusser\* « choisit » les éditions Maspero aux dépens des Éditions Sociales, et en avise leur directeur, Guy Besse\*, puis, dans une lettre du 2 juin 1965, Henri Krasucki\*, membre du BP et alors responsable aux intellectuels. Il lui écrit que son choix est lié à son ambition d'assurer la diffusion de la pensée marxiste vers un large public, et que seules les Éditions Maspero – et non les ÉS – « possèdent une diffusion très large dans les milieux universitaires, scientifiques, artistiques et étudiants ». Cf Marie-Cécile Bouju, « Les maisons d'éditions... », *art. cit.*, p. 132.

Lyssenko reste soutenu par Khrouchtchev jusqu'en 1964, date à laquelle il est en revanche ouvertement contesté [**voir infra**]<sup>783</sup>. Le « dégel » est plus net en littérature. Il se donne à voir dans la publication de textes critiques du communisme soviétique. C'est le cas d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, d'Alexandre Soljenitsyne, qui raconte une journée dans un camp russe à travers le récit d'un prisonnier du goulag. Non seulement ce roman est publié légalement en décembre 1962 par les autorités soviétiques, mais celles-ci vont jusqu'à promouvoir le livre à l'étranger<sup>784</sup>. Ce sont aussi les possibles littéraires qui s'ouvrent. Certains auteurs autrefois proscrits deviennent autorisés, à l'image de Kafka. Un colloque international sur l'écrivain tchèque est même organisé à Prague, sa ville natale, en 1963. Louis Aragon\* et Roger Garaudy participent à ce « temps fort du dégel »<sup>785</sup>.

Cette parenthèse est refermée en 1964 par la destitution de Khrouchtchev, remplacé par Brejnev en Octobre, « révolution de palais » qui inaugure le regel marqué par exemple par le procès Siniavski-Daniel<sup>786</sup>. Surtout, le schisme sino-soviétique, transforme durablement les rapports de forces au sein du communisme international, et renouvelle pour de nombreux militants la croyance au communisme après les révélations sur le PCUS. On l'a dit, le PCF de Thorez a tenté de freiner la déstalinisation dans les mois qui suivent le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. C'est ce que montre l'affaire Marcel Servin-Laurent Casanova, deux dirigeants tous deux accusés de « révisionnisme » en février 1961 pour leur soutien à la nouvelle ligne soviétique et pour leur volonté d'agir plus directement en Algérie<sup>787</sup>, et écartés. De même, quand *Une journée d'Ivan Denissovitch* sort chez Julliard en 1963, la préface de Pierre Daix, encore communiste, et écrite sous le contrôle d'Aragon\*, entend limiter le plus possible « toute appropriation qui retournerait cette publication et son contenu proprement dit contre l'URSS et la déstalinisation qu'elle est censée servir »<sup>788</sup>.

Le règlement de l'affaire Servin-Casanova, parce qu'il élimine des concurrents potentiels, « débloque »<sup>789</sup> le parti, et le XVI<sup>e</sup> congrès peut entériner les conclusions du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS autour de la « coexistence pacifique » et de la « diversité des voies au socialisme »<sup>790</sup>. À partir de 1961, de nombreuses controverses ont lieu entre intellectuels

---

<sup>783</sup> Denis Buican, *Lyssenko et le lyssenkisme*, Paris, PUF, 1988 ; et Cédric Grimoult, « Biologie et révolution communiste : témoignage de Denis Buican, généticien roumain opposant à la dictature staliniste [1] », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2012/2 (n° 18), pp. 77-84.

<sup>784</sup> Ioana Popa, *Traduire...*, *op. cit.*, p. 158.

<sup>785</sup> *Ibid.*, p. 320.

<sup>786</sup> Ioana Popa, *Traduire...*, *op. cit.*, p. 323.

<sup>787</sup> Ils sont finalement tous deux « éliminés » lors du XVI<sup>e</sup> congrès du PCF en Mai 1961. Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 29.

<sup>788</sup> Ioana Popa, *Traduire...*, *op. cit.*, p. 336.

<sup>789</sup> Bernard Pudal, *Un monde défait...*, *op. cit.*, p. 80.

<sup>790</sup> Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 29.

communistes, alors que le XVII<sup>e</sup> congrès de mai 1964 considère « le dogmatisme [ce qui désigne la position chinoise] comme le danger principal à l'heure actuelle ». Le conflit le plus important oppose Roger Garaudy, philosophe officiel du PCF et nouvelle figure de l'ouverture<sup>791</sup>, et Lucien Sève\*. Une « journée des philosophes » est même organisée en 1962, lors de laquelle Waldeck Rochet\* renvoie dos à dos les deux protagonistes en déclarant qu'« en philosophie comme en politique, il y a lieu de se garder contre le double danger du révisionnisme et du dogmatisme, ce que montre Lénine dans *Matérialisme et empiriocriticisme* »<sup>792</sup>.

Les controverses tournent ensuite autour d'Althusser\*. Ce dernier produit même une « note interne » à destination d'Henri Krasucki, responsable aux intellectuels<sup>793</sup>. Si ses textes structuralo-marxistes sont déjà des prises de positions politiques [voir *supra*, il écrit plus clairement encore dans cette note que « les errements politiques du stalinisme » sont dus au « déficit d'une théorie marxiste que le stalinisme a stérilisé », et « conditionne toute politique à la reconnaissance (théorique et matérielle) de l'autonomie de la pratique scientifique marxiste et de son caractère préalable »<sup>794</sup>. Ces discussions sur le rôle des intellectuels sont réglés lors du Comité central d'Argenteuil, en mars 1966, consacré aux relations entre les intellectuels et la culture. La résolution finale affirme, d'un côté, que « les exigences expérimentales de la littérature et de l'art ne sauraient être niées ou entravées », mettant fin officiellement au réalisme socialisme<sup>795</sup>. De même, la liberté dans les sciences de la nature est désormais totale, condamnation du jdanovisme et du lyssenkisme. Mais de l'autre côté, les sciences humaines et sociales restent soumises à la stratégie partisane, le contrôle restant la règle en cas de controverse<sup>796</sup>. La résolution finale, ambiguë, rappelle clairement, contre l'initiative althussérienne, que « la responsabilité de la théorie incombe aux partis marxistes-léninistes »<sup>797</sup>.

Ainsi, alors que la tendance est à un nouveau durcissement à Moscou, le statut des intellectuels à Paris est en partie libéralisé. Cette évolution s'explique par le rôle de Waldeck

---

<sup>791</sup> Membre du BP, directeur du CERM, Il est notamment l'auteur *D'un réalisme sans rivages. Picasso, Saint-John Perse, Kafka*, préface par Aragon\* (Plon, 1963), dans lequel il présente une ligne entendant permettre l'ouverture. En 1965, dans *De l'anathème au dialogue. Un marxiste s'adresse au concile* (Plon), il entreprend un dialogue entre catholiques et communistes.

<sup>792</sup> Roger Martelli, *Une dispute communiste : le comité central d'Argenteuil sur la culture*, Paris, Editions Sociales, 2017, p. 43.

<sup>793</sup> Bernard Pudal, « Un inédit de Louis Althusser\* : la note à Henri Krasucki\* (1965) », *Nouvelles FondationS*, 2006/3 (n° 3-4), pp. 55-63.

<sup>794</sup> Bernard Pudal, *Un monde défait...*, *op. cit.*, p. 76.

<sup>795</sup> Waldeck Rochet, « Résolution sur les problèmes idéologiques et culturels », in *Cahiers du communisme*, n° 5-6, p. 271, cité par Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 98.

<sup>796</sup> *Ibid.*, pp. 98 et sq.

<sup>797</sup> Roger Martelli, *Une dispute communiste...*, *op. cit.*, p. 25.

Rochet\*, successeur de Maurice Thorez — qui décède le 11 juillet 1964 — à partir de mai 1964. Le nouveau dirigeant du parti met en place une direction plus collégiale, permettant qu'une « certaine liberté existe dorénavant au sein même du noyau dirigeant »<sup>798</sup>. Frédérique Matonti définit le processus d'*aggiornamento* du PCF dans cette période par « la pratique des alliances électorales<sup>799</sup>, le renouvellement du personnel dirigeant dans le sens d'une désouvriérisation très contrôlée et le nouveau statut plus libéral concédé aux intellectuels », ces trois points s'appelant les uns des autres<sup>800</sup>. Cette politique d'alliance, dont les prémises remontent à 1962, se concrétise par la candidature unique de Mitterrand à la présidentielle de 1965. Enfin, la doctrine du PCF change aussi — lentement — sous le coup des évolutions de la société française durant ces années de grande croissance.

Ces évolutions sont directement observables au niveau des Éditions sociales. Ainsi, si elles sont à l'origine organiquement rattachées à Moscou [voir *supra*], le contexte du début des années 1960 les ramène en partie à l'échelle nationale tout en leur conférant une légère autonomie<sup>801</sup>. L'activité éditoriale des ES s'accélère, passant de 20 titres publiés en 1959 à 39 en 1969, principalement des essais et des livres d'histoire<sup>802</sup>. Cette évolution est aussi due à la « marxisation » du champ intellectuel. Le 25 juin 1967, Guy Besse\*, philosophe communiste membre du Comité Central (1956), puis du Bureau Politique (1967) et brièvement directeur de la *Nouvelle Critique* avant de prendre les commandes des Éditions Sociales dans les années 1960<sup>803</sup>, écrit à l'ancien ministre François Billoux\* :

« Il faut bien poursuivre le travail entrepris au lendemain de la Libération, avec les œuvres complètes des classiques du marxisme. D'autant plus que la Pléiade a "sorti" son Marx et que Maspero ne serait pas fâché d'occuper le terrain que nous évacuerions. [...] L'actualité politique, sociale, idéologique ne nous permet pas de rester sur la touche »<sup>804</sup>.

---

<sup>798</sup> Jean Vigreux, *Waldeck Rochet, une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000, p. 212. Jean Vigreux s'appuie ici notamment sur un texte inédit de Rochet intitulé « A propos de la direction collective », dans lequel il affirme que « le marxisme condamne foncièrement le culte de la personnalité et les méthodes bureaucratiques, arbitraires, subjectives, dans la mesure où il souligne le rôle créateur des masses et l'accroissement de ce rôle » (archives du PCF, fonds W. Rochet, boîte 27, dossier 5).

<sup>799</sup> Il faudrait d'ailleurs, comme le soutient Bernard Pudal, replacer cette stratégie d'alliance politique à gauche dans un contexte plus international, dans la suite des propos de Khrouchtchev au XXIIe congrès du PCUS (17-31 octobre 1961), et reproduits en 1961 dans les *Cahiers du communisme*. Cf *Un monde défait...*, op. cit., p. 80.

<sup>800</sup> Frédérique Matonti, « Intellectuels "responsables" et intellectuels "libres". La réception de la sociologie de Pierre Bourdieu par le PCF », in Patrick Champagne, Louis Pinto et Gisèle Sapiro (dir.), *Pierre Bourdieu, sociologue*, Paris, Fayard, 2004, p. 352.

<sup>801</sup> Marie-Cécile Bouju a pu écrire que dans les années 1960, « le poids des Soviétiques n'est plus la première préoccupation » des responsables des ES, et notamment de Guy Besse\*, leur directeur de 1955 à 1969. En réalité, « ce qui importe aux "camarades" des Éditions sociales, c'est de parvenir à assumer le succès des classiques du marxisme qui les a surpris ». Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, op. cit., p. 288.

<sup>802</sup> *Ibid.*, p. 285.

<sup>803</sup> Dans les faits, c'est Joseph Pintus, permanent un temps responsable à la propagande dans les Bouches-du-Rhône qui « incarne l'appartenance viscérale à l'organisation partisane » au sein des ES. *Ibid.*, p. 284.

<sup>804</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, op. cit., p. 289.

Si la ligne éditoriale des ES suit l'évolution du PCF et du PCUS, elles restent, dans les années 1960, l'un des « vecteurs privilégiés de la propagande de l'organisation »<sup>805</sup>. Visible dès les années 1920, cette croyance constante dans l'efficacité politique du livre – comme durant les « Batailles du Livre » du début des années 1950 – est en effet toujours fortement présente chez les dirigeants communistes. Selon un rapport interne écrit peu avant mai 1968 par un responsable des ES, leur mission est de « publier des livres qui font corps avec la lutte du parti, qui servent la classe ouvrière dans l'âpre bataille idéologique livrée contre les idées de la bourgeoisie : en bref des livres élevant le niveau théorique, politique, culturel des militants et de la grande masse des travailleurs »<sup>806</sup>.

La mission des ES reste, bien entendu, orthodoxe, c'est-à-dire « colle » à la ligne du parti. Après la reprise en main de l'UEC et Argenteuil, le député Léon Feix est chargé par la section des intellectuels et de la culture du CC de rédiger un rapport sur les activités de dissidents au sein du PCF<sup>807</sup>. Il rédige une note que commente l'historien Marco Di Maggio :

« Parmi une liste de seize noms, on trouve Jean Chesneaux\*, “révisionniste prochinois”, Paul Noirot, ex-collaborateur de Servin, rédacteur en chef de Démocratie Nouvelle, qui “permet à des ex-membres du parti adhérents d'Unir ou ayant des positions prochinoises de collaborer” à la revue, Madeleine Rebérioux\*, “qui n'aurait jamais dû être acceptée au parti à cause de son pacifisme intégral” (il propose une biographie approfondie de Madeleine Rebérioux\* de cinq pages en annexe), Jean-Pierre Vernant\*, “incontrôlable, signataire de toutes les pétitions ayant critiqué à diverses occasions la politique du parti”. Enfin, Feix dresse la liste des principaux centres d'opposition à la politique du PCF, où figurent entre autres le comité de soutien au Vietnam et celui contre la force de frappe, aux côtés d'autres mouvements d'extrême-gauche. Il souligne le rôle joué par la maison d'édition Maspero, décrite comme étant le moyen de diffusion éditoriale des positions de l'archipel “gauchiste” »<sup>808</sup>.

La note élabore ensuite des recommandations qui vont du refus de toute publicité dans la presse et les revues communistes pour les éditions Maspero et le retrait de ces publications des étagères des librairies du PCF (dont celles d'Althusser\*). De plus, si les intellectuels du parti sont invités à ne pas publier chez Maspero, les ES sont invités, en retour, refuser les manuscrits de ces intellectuels dissidents.

L'ouverture reste donc très limitée, et le contrôle toujours très présent, comme en témoigne la méfiance vis-à-vis des éditions Maspero et cette nouvelle tentative de reprise en main des intellectuels. En même temps, les évolutions des ES et du monde intellectuel communiste durant les années 1960, celles de *l'aggiornamento*, permettent tout de même

---

<sup>805</sup> Serge Wolikow, « Le livre et l'édition dans le monde communiste européen », in Jean-Numa Ducange, Jean-Yves Mollier, Julien Hage (dir.), *Le parti communiste français et le livre...*, op. cit., p. 46.

<sup>806</sup> Cité par Marie-Cécile Bouju, *Lire en...*, op. cit., p. 283.

<sup>807</sup> Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste...*, op. cit., pp. 144 et sq.

<sup>808</sup> *Ibid.*

d'affirmer qu' « alors que dans les années 1950, [les intellectuels] n'étaient guère placés que face à une seule alternative : se soumettre ou se démettre, la gamme des rapports à l'autorité des intellectuels devient plus étendue »<sup>809</sup>. Gamme plus étendue qui ne signifie pas pour autant que le contrôle ait disparu. Ces évolutions contradictoires du communisme français se cristallisent dans l'un des grands débats des années 1960, celui sur la « nouvelle classe ouvrière ». Il permet de saisir plus finement les reconfigurations entre partis de gauche.

### ***La « nouvelle classe ouvrière ». Retour sur un débat exemplaire***

Le débat sur la « nouvelle classe ouvrière » est lancé en 1963 après la publication de deux ouvrages de deux membres du PSU : Pierre Belleville<sup>810</sup> (*Une nouvelle classe ouvrière*, Julliard) et surtout Serge Mallet\* [voir l'encadré n° 12] (*La nouvelle classe ouvrière*, au Seuil). Dans l'ouvrage de Mallet\* – et, largement, de Belleville —, l'analyse porte sur l'évolution de la classe ouvrière depuis 1945. Il annonce la fin de classe ouvrière classique et de la conscience politique qui l'accompagne : dans la « société programmée », écrit-il, « la classe ouvrière perd la plupart des caractéristiques extérieures qu'elle avait acquises dans son processus de formation historique »<sup>811</sup>. N'étant plus un sujet révolutionnaire, il s'agit de la redéfinir. Pour Mallet\*, les évolutions de la société et du travail font que sont désormais membres de la « nouvelle classe ouvrière » révolutionnaire tous ceux qui ont un rôle productif tout en étant exclus de la propriété ou de la gestion des moyens de production. Mallet\* va même jusqu'à l'élargir à la paysannerie, à un moment où les études sur la ruralité se développent<sup>812</sup> :

« La “double nature” du paysan, lié aux intérêts des ouvriers parce que producteur mais attaché au mode capitaliste parce que propriétaire, est en train de céder la place à une nature unique : celle de producteur de richesses sociales à qui échappe la propriété de la majeure partie des moyens nécessaires : la fabrique d'engrais, d'aliments du bétail, l'abattoir, le silo, la conserverie, constituent autant d'instruments de production indispensables à la réalisation du produit agricole comme produit social. Le paysan de 1960 est autant un « prolétaire » que l'ouvrière à domicile qui possède sa machine à coudre et son atelier personnel »<sup>813</sup>.

---

<sup>809</sup> Bernard Pudal, *Un monde...*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>810</sup> Pierre Belleville (1924-2010), résistant, est militant dans divers groupes politiques jusqu'à la création du PSU en 1960, où il entre comme membre de l'Union de la gauche socialiste (UGS). Installé à Metz à partir de 1961, il dirige successivement le centre social et culturel de Moselle puis, jusqu'en 1990, l'Institut régional de formation d'adultes, qu'il a fondé. Il se rapproche du PS après 1974, mais sans y adhérer. Il fut notamment proche après 1981 du ministre du Travail Jean Auroux, pour qui il rédige en 1982 un rapport sur la « culture dans l'entreprise ».

<sup>811</sup> Serge Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1963, p. 9.

<sup>812</sup> Outre la revue *Études Rurales*, créée en 1960, la revue *Esprit*, en juin 1955, publie un article de René Dumont intitulé « Le “prolétariat oublié” et l'expansion agricole ». En 1967, Henri Mendras publie chez Armand Colin *La fin des paysans : changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*.

<sup>813</sup> Serge Mallet, *Les paysans contre le passé*, Paris, Seuil, 1962, pp. 222-223.

C'est donc la conscience ouvrière elle-même qui évolue et, avec elle, la stratégie politique. Les études sur les transformations de la classe ouvrière<sup>814</sup> sont prises entre deux positions. La première considère que la classe ouvrière perd son potentiel révolutionnaire en s'intégrant au capitalisme et à une large classe moyenne ; la seconde défend au contraire que malgré ces évolutions, elle garde son identité traditionnelle et son caractère révolutionnaire. Mallet\* veut donc dépasser ces positions en affirmant que la classe ouvrière des années 1960 est nouvelle tout en restant révolutionnaire.

#### **Encadré n° 12 : Serge Mallet\*, penseur de la « nouvelle classe ouvrière »**

Né à Bordeaux en 1927, Serge Mallet\* grandit dans une famille d'artisans ruraux (père sellier garnisseur, mère tailleuse). Après l'obtention de son certificat d'études primaires, il suit des études secondaires au lycée de Bordeaux et décroche sa première partie du bac en 1943. Cette même année, le jeune lycéen quitte son établissement pour rejoindre la Résistance, en Gironde. Il adhère au PCF en 1945, et le parti l'embauche comme journaliste au quotidien *Ce Soir*, dirigé par Aragon\*. Après vraisemblablement des critiques vis-à-vis du parti<sup>815</sup>, il quitte le journal et il est admis à l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) à Paris, où il s'initie au cinéma militant. En 1951, il travaille à nouveau pour le PCF après avoir été recruté comme permanent par Travail et Culture, association communiste d'éducation populaire. Il en est le secrétaire national jusqu'en 1957 mais, critique, il n'est pas renouvelé et quitte le PCF.

Au chômage, en grandes difficultés financières, Mallet\* rend visite à Sartre\* qui lui offre une bourse pour enquêter sur les transformations de la classe ouvrière. Il publie ses résultats dans *Les Temps Modernes*<sup>816</sup>, *Arguments*<sup>817</sup>, *La Nef*<sup>818</sup> et dans *France Observateur*, articles qui forment la trame de *La Nouvelle Classe ouvrière*, qui ne compte qu'un inédit<sup>819</sup>. Ce livre est donc celui d'un marxiste hétérodoxe, passé par le PCF, sociologue empirique sur le tas et intellectuel marginal, précaire, qui ne possède aucune position professionnelle établie.

Après son départ du PCF, Mallet\* reste un militant actif. Dès 1958, il lance avec des dissidents communistes le journal *Tribune du communisme* puis, avec ce groupe, contribue à fonder le PSU en 1960. Il y retrouve plusieurs marxistes hétérodoxes qu'il côtoie au même moment à *Arguments* puis, à partir du milieu des années 1960, dans la revue *Autogestion* publiée par Anthropos. Mallet\* est élu dès 1960 au comité politique national, et fait figure d'intellectuel influent au PSU, notamment grâce à ses travaux sur la (nouvelle) classe ouvrière. Il est même candidat PSU aux législatives de 1968 en Loire-Atlantique, mais il n'obtient que 6 % des voix.

Mai-juin 1968 marque un nouveau et dernier tournant dans sa trajectoire. Très favorable aux événements, il continue de militer au PSU. Dans le même temps, il soutient une thèse d'État sur travaux en 1970, ce qui lui permet d'être élu comme professeur de science politique au Centre Expérimental de Vincennes la même année. Il y dirige le Laboratoire de sociologie de

<sup>814</sup> Qu'il s'agisse de discussions portant sur les revenus, le bien être, le travail ouvrier ou les nouvelles technologies.

<sup>815</sup> Dans sa notice Maitron rédigée par l'historien Frank Georgi, il est écrit qu'« en 1947, il aurait été suspendu du PCF pendant six mois après un premier désaccord, sur lequel nous ne savons rien ».

<sup>816</sup> Serge Mallet, « Aspects nouveaux de l'industrie française. Une usine déconcentrée : la Compagnie des Machines Bull », *Les Temps Modernes*, Février-mars 1959, n° 156-157 ; et « Aspects nouveaux de l'industrie française. La Compagnie des Machines Bull (Fin) », *Les temps modernes*, Avril 1959, n°158.

<sup>817</sup> Serge Mallet, « Une classe ouvrière en devenir », *Arguments*, n° 12-13, Janvier-février-mars 1959. Ce numéro d'*Arguments* consacre un dossier à la question « Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? ».

<sup>818</sup> Plusieurs articles sur « la Raffinerie Caltex » en janvier et février 1959.

<sup>819</sup> Est également repris un texte de Serge Mallet, « Syndicalisme et société industrielle », paru dans un ouvrage du Club Jean Moulin, *L'État et le Citoyen*, Paris, Seuil, 1961.



la connaissance (CNRS) lorsqu'il se tue en voiture en 1973, peu après avoir publié *Le pouvoir ouvrier, bureaucratie ou démocratie ouvrière* (Anthropos, 1971).

Le texte de Mallet\* a été largement commenté, dans des revues spécialisées<sup>820</sup> ou généralistes comme *Esprit* et *Les TM* et jusque dans des journaux comme *France Observateur*<sup>821</sup>, *L'Express*, *Le Monde* et, bien sûr, dans la presse politique, de *Tribune socialiste*, organe du PSU, jusqu'à *Économie et Politique*, aux *Cahiers du communisme* ou encore à *La NC*. Ce débat s'exporte même, que ce soit aux États-Unis (comme dans la revue *Telos*), en Italie, en Yougoslavie ou en Amérique latine, pays dans lesquels Mallet\* est invité au cours des années 1960. En 1969, il considère que le débat autour de son livre est « la plus violente confrontation qui se soit produite à l'intérieur du mouvement ouvrier français depuis les grèves de 1920 et la scission de Tours »<sup>822</sup>.

Si le débat est si intense, c'est qu'il est lancé à un moment décisif pour la gauche française. Pour le PSU, il s'agit avant tout de refonder son identité politique alors que l'une de ses raisons d'être, la guerre d'Algérie, disparaît avec l'indépendance. En janvier 1963, le congrès d'Alfortville dit des « sept tendances » illustre à quel point cet enjeu est vif<sup>823</sup>. Mallet\*, membre du bureau politique, défend la tendance B, qui finit par l'emporter : elle met au cœur de sa stratégie la nécessité d'analyser les évolutions de la classe ouvrière et, avec elle, la recherche d'un électorat plus large, et ce tout continuant à appeler à une révolution socialiste. Le livre de Mallet\* est donc aussi une contribution au débat interne au PSU.

Dans le même temps, ces thèses mettent directement en question la SFIO et le PCF. Les socialistes sont, au début des années 1960, critiqués à la fois pour leur rôle dans la guerre d'Algérie<sup>824</sup> ainsi que pour le soutien qu'ils ont apporté à De Gaulle et à la V<sup>e</sup> république. Ils évoluent dans le même temps vers une position réformiste, et abandonnent peu à peu la doctrine marxiste en affirmant la nécessité d'analyser la réalité et ses évolutions. Jules Moch parle en 1959 dans *La revue socialiste* d'un divorce entre « la pensée marxiste centenaire fossilisée par ses exégètes, et celles de nombre de socialistes contemporains »<sup>825</sup>. Plus précisément, on peut dire que pour la SFIO, on peut dire que c'est le rôle de l'État qui change, puisque sa destruction

---

<sup>820</sup> Des recensions et des discussions sont publiées dans la *Revue économique* (Jean Lhomme), dans *Population* (Alfred Sauvy), dans *Sociologie du travail* ou encore dans la *Revue Française de Science Politique*.

<sup>821</sup> Devenu *Le Nouvel Observateur* en 1964, sous le double patronage de Sartre\* et de Mendès France. Voir Louis Pinto, *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, Paris, Editions A.-M. Métailié, 1984.

<sup>822</sup> Serge Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1969, p. 23.

<sup>823</sup> Sur ce moment de l'histoire du PSU, voir Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire (1960-1989)*, Paris, La Découverte, 2016, et particulièrement le chapitre 3 : « 1962-1963, après l'épreuve de la guerre, la reconversion difficile », pp. 57-74.

<sup>824</sup> Voir par exemple André Philip, *Le socialisme trahi*, Paris, Plon, 1957.

<sup>825</sup> Jules Moch, « Le Groupe d'études doctrinales », *La Revue socialiste*, 122, avril 1959, p. 54, cité par Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981)*, Paris, Presses de la FNSP, 2016, p. 138.

n'est plus vue comme une nécessité<sup>826</sup> à mesure que le parti développe sa stratégie de « planification démocratique »<sup>827</sup>. Mais si les socialistes évoluent, ils restent relativement à l'écart du débat sur la « nouvelle classe ouvrière » à l'inverse des communistes.

Dès les premiers articles de Serge Mallet\*, Gilbert Mury\* l'accuse en mai 1959 dans les *Cahiers du communisme* d'appeler « les masses à se ranger aux côtés de la haute finance internationale »<sup>828</sup>. De même, plusieurs ouvrages parus aux ES au début des années 1960, s'ils prennent en compte la nécessité de s'interroger sur les évolutions de la classe ouvrière, réaffirment le potentiel révolutionnaire des ouvriers de l'industrie et le réformisme de la classe moyenne<sup>829</sup>. Rien d'étonnant puisque la position officielle du parti est, depuis 1954, celle d'une tendance à la « paupérisation absolue du prolétariat », ce qui signifie que la loi d'accumulation du capital conduit inévitablement les ouvriers à être de plus en plus pauvres. C'est Maurice Thorez qui, aux antipodes de la position du nouveau président du Conseil Pierre Mendès France, soutient cette thèse en 1954, puis l'étoffe un an plus tard<sup>830</sup>. Alors que Mendès France affirme que la modernisation de la société française grâce à une politique économique d'inspiration keynésienne aboutit à une redistribution plus équitable des richesses, Thorez défend publiquement que le capitalisme entre dans sa phase terminale de décomposition<sup>831</sup>. Comme le veut la production des idées au sein du parti, Thorez exige ensuite des membres de la revue *Économie et politique* de démontrer cette théorie. La tâche est difficile puisque les chiffres officiels sur la croissance contredisent l'idée même de « paupérisation absolue »<sup>832</sup>. Certaines contributions, comme celle de Jean Baby sur la distinction entre paupérisation relative et

---

<sup>826</sup> Jules Moch affirme, le 10 mai 1959 : « Est-ce que les thèses socialistes exigent le dépérissement de l'État? Ou bien est-ce que l'expérience déformée du bolchevisme et notre propre raison ne nous font pas penser que, même en régime socialiste, un État sera nécessaire, qui se comportera différemment de l'État actuel mais qui restera tout de même un État ? Nous avons conclu dans ce sens et dans les formes suivantes : la transformation économique et sociale modifiera profondément la nature des institutions de l'État, sans supprimer l'État lui-même. Celui-ci cessera d'assurer la prédominance d'une classe. Mais il conservera ses fonctions fondamentales de garant de la paix publique, des libertés essentielles et de l'indépendance nationale », *Ibid*, pp. 139-140.

<sup>827</sup> *Ibid*, pp. 157-184.

<sup>828</sup> Cité par Roger Martelli, *Une dispute communiste...*, *op. cit.*, p. 37.

<sup>829</sup> Notamment André Barjonet, *Qu'est-ce que la paupérisation ?*, Paris, Editions Sociales, 1961 ; et Maurice Bouvier-Ajam et Gilbert Mury, *Les classes sociales en France*, Paris, Editions sociales, 1964. Il faudrait cependant être plus précis, car des articles publiés dans des revues du PCF mettent en avant un certain nombre d'évolutions, notamment de la paysannerie, domaine dont Waldeck Rochet avait la charge avant de prendre la tête du PCF.

<sup>830</sup> Maurice Thorez, « La situation économique de la France, mystification et réalités », *Les cahiers du communisme*, n°3, Mars 1955.

<sup>831</sup> Nicolas Azam, « Entre "croyance économique" et contrainte partisane. Genèse et structuration de la section économique du PCF (1947-1961) », *Politix*, 2019/2 (n° 126), pp. 37-60.

<sup>832</sup> Ainsi, Claude Alphanhéry se souvient avoir fait part à Thorez de son impuissance à prouver statistiquement la paupérisation absolue, et avoir eu droit en guise de réponse : « Tu es influencé par l'économie bourgeoise, tu es au rebours de la théorie de Marx. Les statistiques n'ont jamais raison contre la classe ouvrière ». Voir Claude Alphanhéry, *Une famille engagée : secrets et transmission*, Paris, Odile Jacob, 2015, cité par Nicolas Azam, *Ibid*.

paupérisation absolue<sup>833</sup>, sont même par la suite critiquées par les thoréziens du groupe dirigeant car elles ne vont pas assez loin. Cette thèse n'est abandonnée que lors du XVII<sup>e</sup> Congrès du PCF, en 1964<sup>834</sup>.

Ainsi, on le voit, ce débat sur la « nouvelle classe ouvrière » illustre les évolutions des partis de gauche entre eux, et leur rapport au(x) marxisme(s) dans les années 1960<sup>835</sup>. En même temps, ces discussions autour de l'évolution du prolétariat préparent les années post-1968, marquées, entre autres, par l'alliance à gauche entre socialistes et communistes.

---

<sup>833</sup> Jean Baby, « La loi générale de l'accumulation capitaliste (paupérisation relative et paupérisation absolue), *Économie et Politique*, février 1955, pp. 57-67.

<sup>834</sup> Par la suite, après Argenteuil, la section du PCF se professionnalise, accueillant de plus en plus d'universitaires, ce qui permet au parti de se doter à partir de 1966-1967 d'une nouvelle théorie économique dite du Capitalisme monopoliste d'État (CME). Voir à ce sujet le *Traité d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Éditions sociales, 1971. Nous reviendrons dans les chapitres suivants sur cette théorie et, plus globalement, sur la vision économique du PCF dans l'après-1968.

<sup>835</sup> Cette étude mériterait d'être largement précisée en la confrontant à des analyses venant de la droite intellectuelle (comme celles de Raymond Aron, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1963 ; et *La lutte des classes*, Paris, Gallimard, 1964) et de l'étranger (notamment d'Herbert Marcuse).

De 1945 à 1968, les idées « révolutionnaires » évoluent en parallèle des conjonctures nationale et internationale. Trois tendances principales sont visibles.

La première est celle d'un progressif relâchement du contrôle qui pèse sur les productions des intellectuels communistes. Si leur marge de manœuvre, durant ces deux longues décennies, est l'objet de constantes négociations, on assiste à partir de la fin des années 1950 et, surtout, du milieu des années 1960, à une libéralisation de leur statut. Celle-ci découle aussi bien d'une détente internationale, d'enjeux politiques nationaux et de nécessaires alliances électorales à gauche que d'évolutions économiques plus structurelles qui exigent de nouvelles analyses de la réalité. À la veille de Mai 1968, la production « révolutionnaire », qui reste majeure dans la vie intellectuelle française, est donc moins surveillée mais reste en partie contrôlée.

Dans le même temps, les crises successives du communisme international et l'évolution du socialisme français — pris à la fois dans une dynamique réformiste et critiquée pour longtemps pour son rôle dans la guerre d'Algérie – modifient le rapport de force à gauche. Que ce soit du côté de la « nouvelle gauche » ou des marxismes hétérodoxes d'inspiration trotskiste, les idées « marxistes » se pluralisent, les intellectuels se détachent pour certains de l'orbite du PCF. Surtout, ils circulent de plus en plus, et pèsent sur la vie intellectuelle française, à l'image des éditions Maspero qui concurrencent de plus en plus les Éditions sociales. Cette diffusion s'accélère d'autant plus que la jeunesse née après la seconde guerre mondiale arrive dans l'enseignement supérieur, et devient un public important pour le livre politique. C'est d'autant plus vrai que de la guerre d'Algérie à la guerre du Vietnam, nombreuses sont les raisons de se politiser.

Enfin, les idées révolutionnaires s'inscrivent désormais dans de multiples filiations. Avec l'éclatement du communisme international après le schisme sino-soviétique, le retour du trotskisme, le succès de la voie italienne au communisme, la décolonisation en Afrique et, bien sûr, l'aura de l'Amérique Latine et de Che Guevara, les thèmes abordés par des intellectuels de plus en plus nombreux mais prolétariés sont démultipliés. De plus, sous le coup du développement des SHS dans les années 1950 et 1960, les idées « révolutionnaires » se complexifient et prennent des formes spécifiques selon les disciplines. « En 1968, le ciel s'était déjà obscurci »<sup>836</sup>, mais la crise bouleverse la donne.

---

<sup>836</sup> Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies...*, *op.cit.*, p. 34.



## ***Première partie :*** ***D'un moment contestataire à un moment révolutionnaire. Mai-Juin 1968 et ses conséquences***

À la veille de Mai 68, le champ politique français a éprouvé le contrecoup des crises internationales successives et de la guerre d'Algérie. Le PCF, moins hégémonique, se rapproche des socialistes quant au PSU, créé en 1960, il incarne une nouvelle voie politique à gauche. En parallèle, les intellectuels communistes, tout en étant encore très surveillés, voient le contrôle de leurs productions se relâcher partiellement. Ces transformations, ainsi que l'émergence de nouveaux horizons révolutionnaires, jouent sur les idées « marxistes » au sens large : elles se pluralisent et circulent largement dès les années 1960.

On observe également dans les années 1960 la (re)montée de la contestation ouvrière. Sans céder à une vision téléologique de la « préhistoire de mai »<sup>837</sup>, des grèves importantes ont lieu en 1967 – Rhodiacta à Besançon, chantiers navals de Saint-Nazaire, mines de fer de Lorraine. Si elles ne sont pas « l'après-midi du Grand Soir »<sup>838</sup>, ces grèves illustrent le renouveau de la contestation ouvrière, également visible dans les chiffres de la syndicalisation, qui passe de 41% en 1949 à environ 21% en 1958, avant de repartir à la hausse et de s'établir autour de 27% à la veille de 1968<sup>839</sup>.

Le second touche à la politisation d'une jeunesse scolarisée de plus en plus nombreuse. Les manifestations contre le Vietnam des années 1965-1968 voient se déployer un répertoire d'actions qui, des drapeaux aux manifestations en passant par la rebaptisation des rues de la ville avec le nom de grandes figures révolutionnaires, se retrouveront dans les événements de mai-juin 1968<sup>840</sup>. Dès 1967, les mobilisations dans les universités parisiennes et provinciales se multiplient. Dans le secondaire, des comités d'actions lycéens (CAL) sont créés en 1967, et on en compte une cinquantaine à la veille des événements. En même temps, le monde étudiant est

---

<sup>837</sup> Antonio Lettieri, Paolo Santi, « La préhistoire de mai », *Politique d'aujourd'hui*, n° 5, mai 1969. Les auteurs parlent, justement, de la grève à la Rhodiacta.

<sup>838</sup> Voir Nicolas Hatzfeld et Cédric Lomba, « La grève de Rhodiacta en 1967 », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68...*, op. cit., pp. 102-113.

<sup>839</sup> Voir Dominique Labbé, *La syndicalisation en France depuis 1945 : Rapport final d'enquête réalisée pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle*, 1995, p. 29. À Force ouvrière, les effectifs passent de 337 000 en 1949 à 365 000 en 1968. À la CFDT/CFTC, ils bondissent de 320 000 en 1949 à 597 000 en 1968. À la CGT, les effectifs sont de 3 140 000 en 1949, puis ils chutent à 1 390 000 en 1958 avant d'augmenter jusqu'à 1 600 000 en 1968.

<sup>840</sup> Laurent Jalabert, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 1997/3, n° 55, pp. 69-81.

traversé par une « crise de la politisation *organisée* »<sup>841</sup> qui voit de nombreuses organisations perdre des adhérents, à l'image de l'UNEF, fort du soutien d'un étudiant sur deux en 1960 (près de 100 000), et qui n'en rassemble plus qu'un sur dix en 1965<sup>842</sup>. Comme l'écrit Boris Gobille, « l'offre politique en milieu étudiant est ainsi, à la veille de mai-juin 1968, privée de ses organisations “de masse” et fragmentée en groupes minoritaires, coopérant parfois, se faisant concurrence le plus souvent, et contribuant pour la plupart à entretenir l'agitation dans les facultés »<sup>843</sup>.

Cet ensemble participe sans doute au « décrochage des subjectivités adolescentes et étudiantes par rapport à leurs appartenances sociales objectives, passées, présentes et anticipées »<sup>844</sup>. Mais la dynamique des événements de mai-juin 1968 dépasse de très loin toute réduction à ses « origines ». On suivra ici Michel Dobry qui renonce explicitement à une telle quête, pour privilégier la dynamique de l'événement, et pour déplacer « l'énigme de la recherche [...] pour “ce qui se passe” dans l'événement »<sup>845</sup>. Dans le même sens, Alban Bensa et d'Éric Fassin défendent qu'il faut substituer un « quelque chose *se passe* » au « *quelque chose se passe* »<sup>846</sup>. C'est ainsi que l'on peut comprendre les « enchaînements causaux internes aux processus de crise »<sup>847</sup>, et restituer « les intrigues du temps court de l'événement, dans leur dimension

---

<sup>841</sup> Boris Gobille, *Mai 68...*, *op. cit.*, pp. 10 et sq.

<sup>842</sup> Voir notamment Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983 ; et « L'UNEF avant mai. En attendant le miracle... », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11, 1988, pp. 87-91.

<sup>843</sup> Boris Gobille, *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 12. Cette évolution de la jeunesse comme acteur « révolutionnaire » a pu être analysée en termes de « frustration collective », qu'ils prennent les habits de la « crise des débouchés » chez Raymond Boudon, de la « déqualification structurale des diplômés » chez Bourdieu ou du thème du déclassement chez Raymond Aron, Edgar Morin, Antoine Prost ou Bernard Lacroix. Dans cette perspective, c'est la menace du déclassement qui est à l'origine de dispositions collectives à la révolte, comme l'affirme Bourdieu en 1979 en écrivant que « la déqualification structurale qui affecte l'ensemble des membres de la génération, voués à obtenir de leurs titres moins que n'en aurait obtenu la génération précédente, est au principe d'une sorte de désillusion collective qui incline cette génération abusée et désabusée à étendre à toutes les institutions la révolte mêlée de ressentiment que lui inspire le système scolaire (Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, pp. 163-164). Cette grille de lecture - que l'on retrouvera au chapitre 4 - a été critiquée. Louis Gruel conteste sa pertinence statistique (Louis Gruel, *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, PUR, 2004), tandis que Boris Gobille souligne le légitimisme de ces lectures qui « consiste à analyser une révolte contre les institutions et l'ordre existant comme le produit d'une impossibilité à y réussir, à prêter aux “dominés” le désir d'être et d'avoir ce que les dominants sont et ont, et à lire toute hétérodoxie comme une orthodoxie contrariée ». Boris Gobille rappelle que la frustration n'explique en rien le déclenchement d'une crise puisqu'elle ne mène pas nécessairement à la révolte. Autrement dit, le passage de l'insatisfaction à la révolte est loin d'être automatique. Voir Boris Gobille, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/2, note de bas de page n°13 ; « Crise politique et... », *thèse cit.*, chapitre 1.

<sup>844</sup> Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », in Dominique Damamme et al, *Mai-Juin...*, *op. cit.*, pp. 284-285.

<sup>845</sup> Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », in Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard, *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, p. 130.

<sup>846</sup> Alban Bensa et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°38, mars 2002.

<sup>847</sup> Michel Dobry, *Sociologie des mobilisations multisectorielles...*, *op. cit.* p. 52.

inséparablement tactique et symbolique »<sup>848</sup>. Ce déplacement du « pourquoi » de la crise à un « comment » n'est pas pour autant l'oubli du passé au profit du présent. Comme le soutient Gobille, il permet, grâce à la notion d'« historicité », de renouer avec la démarche socio-historique en combinant différentes temporalités : la genèse (le passé du présent) ; les processus du passé à l'origine du présent (le présent du passé) ; ceux qui, au contraire, n'ont pas abouti (le passé du passé) ; et, enfin, le présent du présent, à savoir le temps de la conjoncture fluide, que Gobille qualifie de « socio-histoire du temps court »<sup>849</sup>.

Cette introduction vise à revenir sur les événements eux-mêmes, de façon d'abord générale, puis en insistant sur leur dimension intellectuelle. Puis, après avoir mis à jour l'irruption du « brusque *devenir* que l'événement imprime à un fonctionnement stable et routinisé »<sup>850</sup>, nous soulèverons plusieurs questions auxquelles les trois chapitres de cette première partie répondront. Ce récit est nécessaire tant 1968 est un « événement matriciel »<sup>851</sup> auquel on ne cesse de se référer dans les années suivantes. Surtout, la crise politique reconfigure tous les champs sociaux, et notamment le champ intellectuel. Pour comprendre la production, la circulation et la réception des idées « marxistes » dans les années 1968-1981, il faut donc comprendre Mai-Juin 1968.

### *Mai-Juin 1968 : chronologie générale*

Tout commence le 22 mars 1968, jour où une assemblée générale se tient à Nanterre, université créée peu auparavant pour répondre à l'explosion du nombre d'étudiants<sup>852</sup>. Ce rassemblement exige la libération immédiate des six militants gardés à vue depuis le saccage d'une banque américaine deux jours plus tôt lors d'une manifestation contre la guerre du Vietnam. Mais les revendications débordent rapidement ce cadre, et le « Mouvement du 22 mars », créé à l'occasion autour – entre autres – de Daniel Cohn-Bendit, décide d'occuper la tour de Nanterre, lieu du pouvoir universitaire, car elle abrite les locaux de la présidence. Ses

---

<sup>848</sup> Boris Gobille, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/2, p. 326.

<sup>849</sup> Voir Boris Gobille, « De l'étiologie à l'historicité des crises. Sociologie des crises politiques et sociohistoire du temps court », in Myriam Aït-Aoudia et Antoine Roger (dir.), *La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 153-176 ; Boris Gobille « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court »..., *art. cit.*. Et sur la notion d'historicité maniée par Gobille et, plus globalement, sur la socio-histoire, voir François Buton et Nicolas Mariot, entrée « Socio-histoire » du *Dictionnaire des idées*, 2<sup>e</sup> volume de la collection des « Notionnaires » de l'Encyclopaedia Universalis, 2006, p. 734.

<sup>850</sup> Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie »..., *art. cit.*, p. 23.

<sup>851</sup> *Ibid.*

<sup>852</sup> La faculté de lettres et sciences humaines a été ouverte en 1964, deux ans avant celle de droit. Elle est devenue l'Université Paris-X par le décret n° 70-1174 du 17 décembre 1970.



militants rédigent un manifeste qui dénonce l'impérialisme américain au Vietnam, la « répression policière contre toute forme d'action politique », le rôle de l'Université dans la reproduction sociale et, au fond, tout le système capitaliste. Le texte se conclut par cet avertissement : « À chaque étape de la répression nous riposterons d'une manière de plus en plus radicale »<sup>853</sup>.

Quelques semaines plus tard, la contestation étudiante a pris de l'ampleur. Le 2 mai, le « mouvement du 22 mars » est à l'initiative d'une journée anti-impérialiste à Nanterre. Mais le doyen Pierre Grappin décide de fermer préventivement l'université, de suspendre l'ensemble des enseignements et d'envoyer les étudiants contestataires devant une commission de discipline, le tout avec l'aval du ministre de l'Éducation nationale<sup>854</sup>. Le lendemain, un meeting de protestation est organisé à la Sorbonne autour de l'UNEF, de la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) et des JCR. Le recteur de Paris décide alors de suspendre les cours à la Sorbonne et dans son antenne de Censier tout en faisant intervenir les forces de l'ordre. Des affrontements ont lieu jusqu'à 22h30, conduisant à 27 gardes-à-vue. Les premiers appels à la grève générale sont lancés, notamment par le SNESup d'Alain Geismar\* [**Voir encadré n° 2**], tandis que Georges Marchais dénonce dans *L'Humanité* ces « faux révolutionnaires » gauchistes<sup>855</sup>. La situation dégénère à nouveau le lundi 6 mai, quand des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre mènent à 422 arrestations et font près de 600 blessés<sup>856</sup>. Le 7 mai, 30 000 étudiants défilent à Paris, à l'appel de l'UNEF, et de nouveaux heurts ont lieu en fin de soirée. La tension perdure les jours suivants, tandis que les étudiants de province commencent, eux aussi, à se mobiliser. Le 10 mai, les grèves et les manifestations s'amplifient et débouchent, quelques heures plus tard sur la fameuse « nuit des barricades » qui oppose dans le Quartier Latin manifestants et force de l'ordre. Au total, « 367 personnes sont grièvement blessées, 460 arrêtées et 188 voitures sont détruites »<sup>857</sup>.

---

<sup>853</sup> Ce manifeste est notamment disponible en ligne sur le site « archives-autonomies » consacré à l'histoire de la gauche radicale : <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1351>.

<sup>854</sup> En 1988, Pierre Grappin explique : « Le directeur de l'enseignement supérieur, venu à la Faculté, arrêté à la barrière par un piquet de "gardes rouges" qui prétendaient lui barrer la route, parvint à leur échapper et s'en vint [me] voir pour le convaincre de fermer l'établissement, ce qui eut lieu le 2 mai à 19 heures. Il était devenu parfaitement impossible d'enseigner sérieusement : mieux valait, du moins à mon avis, arrêter tous les services de la maison. Le ministre ayant accepté cette idée, elle était rendue effectivement le soir même ». Voir Geneviève Dreyfus-Armand, Pierre Grappin, « La faculté de Nanterre de 1964 à 1968. Entretien avec Pierre Grappin », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 11-13, 1988, p. 103.

<sup>855</sup> Georges Marchais, « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968.

<sup>856</sup> Bernard Pudal, « Les événements de mai et juin 1968... », *art. cit.*, p. 191.

<sup>857</sup> Ingrid Gilcher-Holtey, « La nuit des barricades », *Sociétés & Représentations*, 1997/1, N° 4, p. 165.

Dès lors, le mouvement de contestation s'étend à d'autres espaces, et fait entrer la France dans un moment de « déssectorisation » qui se caractérise par la « réduction de l'autonomie des secteurs affectés par les mobilisations » et le « désenclavement des espaces de confrontation qui leur sont liés »<sup>858</sup>. Le 13 mai, les grands syndicats, CGT en tête, revendiquent un million de manifestants à Paris, et des dizaines de milliers dans les grandes villes de province, dont 50 000 à Marseille<sup>859</sup>. La grève nationale est très suivie, avec par exemple 90% des ouvriers de l'entreprise automobile Chausson en Grève, et 80% de ceux de l'usine Renault-Billancourt<sup>860</sup>. Le « mai ouvrier » est lancé. Le lendemain, l'usine Sud-Aviation de Nantes est occupée et son directeur séquestré. La contestation rassemble, fin mai, sept millions de grévistes<sup>861</sup>. Bien que multiples, les revendications ouvrières font l'objet d'un « travail préalable de nationalisation » par les organisations syndicales qui permet que s'ouvrent le 25 mai les négociations avec le patronat. Elles débouchent les 26-27 mai sur un « accord » qui inclut une augmentation de 35% du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et une hausse des salaires de la fonction publique et du privé de 7% en juin et de 3% en octobre. Ces « accords de Grenelle » ne mettent pourtant pas fin au mouvement, comme l'expérimentent Georges Séguy\* et Benoit Frachon\* - respectivement Secrétaire général de la CGT et président de la CGT après en avoir été secrétaire général – quand ils se font siffler à l'usine de Renault-Billancourt alors qu'ils viennent en présenter le contenu.

La crise est enfin politique, à l'image de la motion de censure contre le gouvernement, déposée par l'opposition socialiste et communiste – Mitterrand déclare notamment être décidé « à réclamer les responsabilités du pouvoir<sup>862</sup> - et qui est rejetée le 22 mai<sup>863</sup>. Cette apparente unité est mise à mal par l'attitude critique du PCF vis-à-vis du mouvement, et par l'offensive de la gauche non-communiste (UNEF, PSU, CFDT) qui se rassemble le 27 mai à Charléty, dans un meeting qui réunit 30 000 personnes, dont Pierre Mendès-France. Elle est, surtout, fragilisée par l'attitude de François Mitterrand. Toujours le 27, le PCF et la FGDS<sup>864</sup> discutent d'un

---

<sup>858</sup> *Sociologie des crises politiques...*, *op. cit.*, p. 141 de l'édition de 1992.

<sup>859</sup> Boris Gobille, *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>860</sup> *Ibid.*

<sup>861</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>862</sup> Jean Garrigues, « La passe d'armes du 22 mai 1968 : Mitterrand attaque, Pompidou riposte », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2008/1 (n° 9), pp. 134-149 ».

<sup>863</sup> Les élections de mars 1967 avaient vu la droite conserver d'un cheveu la majorité, avec 244 sièges sur 485. Les communistes comptent 73 députés, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) 116, le centre démocrate 27 et le PSU seulement 4. 21 députés sont classés comme « divers ».

<sup>864</sup> La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS) est un rassemblement des gauches fondé en 1965, pour la présidentielle de décembre 1965. On y trouve principalement la Convention des Institutions Républicaines (CIR), club fondé par François Mitterrand en 1964 et la SFIO de Guy Mollet. Sont également membres le Parti

éventuel « gouvernement populaire et d'union démocratique », proposition faite par le PCF le jour même. Mitterrand ajourne les discussions et, le lendemain, sûr de la défaite prochaine de de Gaulle, il tient une conférence de presse au cours de laquelle il propose sa candidature à une élection présidentielle anticipée et la formation d'un « gouvernement provisoire de gestion » dirigé par Mendès, initiative qui vise à « devancer » les communistes et à « contrer les initiatives de Mendès-France », certes en les ménageant<sup>865</sup>. Le PCF critique le jour suivant cette « nouvelle mouture de “l'homme providentiel” »<sup>866</sup> signe que la relation « d'associés-rivaux »<sup>867</sup> entre la FGDS et le PS est, en cette fin mai, fragile.

Le pouvoir, de son côté, prend tardivement conscience de l'ampleur de la crise, bien après que Pompidou ait déclaré, le 13, vouloir « traiter le problème de la jeunesse séparément » du conflit social ouvrier naissant<sup>868</sup> grâce, notamment, à l'amnistie votée le 22 mai d'étudiants condamnés ce même mois. Cette tentative de re-sectorisation de la crise échoue, et les affrontements avec les forces de l'ordre se poursuivent jusqu'à la mort d'un homme à Paris, le 24 mai, poussant Alain Peyrefitte à la démission. Le 29 mai, De Gaulle quitte discrètement l'Élysée dans l'après-midi, et disparaît durant plusieurs heures, le tout sans en avertir son Premier ministre. On sait qu'il s'est rendu à Baden Baden, en Allemagne, pour consulter le général Jacques Massu. Si on peut voir dans ce geste la recherche de la loyauté de l'armée française en cas d'affrontements plus violents et, donc, un « retour à un habitus militaire » de la part de De Gaulle, il peut aussi être analysé comme un « découragement devant une situation insaisissable », voire comme une « suprême ruse visant à créer les conditions d'un nouvel appel au sauveur qu'il entend rester pour la France »<sup>869</sup>. Toujours est-il que de retour le lendemain, il décide de dissoudre l'Assemblée Nationale et en appelle au « peuple français tout entier [...] bâillonné par le communisme totalitaire », et ce alors qu'au moins 300 000 de ses partisans défilent à Paris – à l'initiative des Comités de défense de la République créés par des membres du SAC – en utilisant des slogans comme « Cohn-Bendit à Dachau » ou « le rouquin à Pékin ». A partir de cette date, la situation semble se résectoriser progressivement jusqu'à la tenue des élections législatives les 23 et 30 juin qui voient une très large victoire de la droite gaullienne (367 sièges) sur la gauche (91 sièges) et au vote le 31 juillet d'une autre amnistie, celle d'anciens

---

radical de René Billères, l'Union des groupes et clubs socialistes de Jean Poperen, et l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) d'Alain Savary.

<sup>865</sup> Boris Gobille, *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 92.

<sup>866</sup> *Ibid.*

<sup>867</sup> *Ibid.*

<sup>868</sup> Cité par Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures...*, *op. cit.* p. 76.

<sup>869</sup> Brigitte Gaiti, « La décision à l'épreuve du charisme. Le général de Gaulle entre mai 1968 et avril 1969 », *Politix*, 2008/2 (n° 82), p. 45.

de l'OAS, qui clôt symboliquement la fin de la guerre d'Algérie, même si une dernière amnistie sera voté en 1982<sup>870</sup>.

Pour être compris, ces résultats électoraux doivent être réinscrits dans le contexte de « la grande peur de Mai »<sup>871</sup>. L'incertitude due à la crise est encore très élevée autour du 30 mai, alors que les grèves d'usines et les manifestations se poursuivent, se durcissent parfois, à l'image de l'enlèvement de quatre cadres des usines Ducellier (Haute-Loire) le 2 juin<sup>872</sup>, et l'on compte encore près d'un million de grévistes le 10 juin. Peu à peu, pourtant, s'observe un retour à la normale. Il n'est pas simplement dû à un effet performatif de la parole présidentielle, mais s'explique aussi par le rôle de la télévision ou des syndicats dans la fin progressive de la contestation<sup>873</sup>, comme quand la CGT émet, le 5 juin, un appel à la reprise du travail – appel salué le lendemain dans *L'Humanité*. La resectorisation des espaces sociaux est enfin liée à la répression policière et judiciaire, comme l'illustrent la dissolution de onze organisations d'extrême-gauche par décret gouvernemental du 12 juin<sup>874</sup> et l'interdiction des manifestations<sup>875</sup>, le tout dans une ambiance tendue marquée par la mort de plusieurs manifestants<sup>876</sup>. Signe de la lenteur néanmoins de la resectorisation, le mois de juillet reste agité, notamment lors d'un festival d'Avignon mémorable où seuls deux troupes sont à l'affiche - les troupes françaises n'ayant pu répéter en amont à cause de la crise. En parallèle, le directeur du festival Jean Vilar, proche du PCF, ouvre des espaces de débats. Il est pris à partie par les contestataires et notamment par la troupe du Living Theater aux cris de « Vilar, Béjart, Salazar »<sup>877</sup>.

---

<sup>870</sup> Stéphane Gacon, « L'amnistie et les événements de mai », in Xavier Vigna et Jean Vigneux (dir.), *Mai-Juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, EUD, 2010, p. 148. Pour certains, cette amnistie marque même la réconciliation des gaullistes et de l'extrême droite à la faveur des événements. C'est la thèse défendue par Grey Anderson, pour qui les slogans antisémites durant les manifestations de la fin mai illustrent, avec la libération des ex-putchistes et de militaires pro-Algérie française, une telle réconciliation. Voir Grey Anderson, *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018.

<sup>871</sup> C'est le titre de l'éditorial de Jean Daniel dans le *Nouvel Observateur* le 31 mai 1968.

<sup>872</sup> Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68...*, op. cit., p. 39-40.

<sup>873</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>874</sup> Dont le mouvement du 22 mars, le Parti communiste internationaliste du trotskiste Pierre Franck\*, les JCR, l'UJC(ml), le comité de liaison des étudiants révolutionnaires et le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) **[sur l'extrême-gauche dans l'après-1968, voir *infra*]**.

<sup>875</sup> Boris Gobille, « L'événement Mai 1968... », art. cit., p. 345.

<sup>876</sup> Voir Nicolas Hatzfeld, « Peugeot-Sochaux : de l'entreprise dans la crise à la crise dans l'entreprise », in René Mouriaux et al (dir.), *1968. Exploration du Mai français*, t. 1, *Terrains*, op. cit., pp. 51-72 ; « Les morts de Flins et Sochaux : de la grève à la violence politique », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2018 [2008], pp. 326-329 ; Brigitte Gaïti, « Le charisme en partage. Mai-juin 1968 chez les gaullistes », in Dominique Damamme et al, *Mai-Juin 68...*, op. cit.

<sup>877</sup> Cf. Olivier Neveux, « Les théâtres politiques des années 1968 », in Dominique Damamme et al, *Mai-Juin...*, op. cit., pp. 400-410.

La crise de Mai-Juin 1968, comme « conjoncture fluide » où les logiques routinières de champ sont en grande partie suspendues, est aussi un moment<sup>878</sup> d'intense production intellectuelle, d'intense engagement politique, de reconfiguration des hiérarchies intellectuelles, et de forte circulation de l'imprimé.

### *Mai-Juin 1968 : un moment intellectuel*

Mai-Juin 1968 est donc d'abord un moment d'intense activité intellectuelle. Comme l'écrit Michel De Certeau, durant ces quelques semaines « on a pris la parole comme on a pris la Bastille en 1789 »<sup>879</sup>, et le grand nombre de traces - qu'elles soient murales<sup>880</sup> ou de papier<sup>881</sup> - en atteste. Au-delà de la vision usuelle d'une révolte étudiante hédoniste ou d'un moment de création sans portée politique<sup>882</sup>, ces sources permettent de dessiner un événement

---

<sup>878</sup> Nous nous appuyons dans les pages qui suivent sur les travaux consacrés à la révolution française (principalement ceux de Chartier, de Darnton et de Tackett), même si les deux crises sont incomparables. Voir notamment Robert Darnton, *L'aventure de l'"Encyclopédie" : 1775-1800. Un best-seller au siècle des Lumières*, Paris, Perrin, 1982 ; *Bohème littéraire et révolution : le monde des livres au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1983 ; *La Fin des Lumières : le mesmérisme et la Révolution*, Paris, Perrin, 1983 ; « La république des lettres : les intellectuels dans les dossiers de la police », in Robert Darnton, *Le Grand massacre des chats*, Paris, Robert Laffont, 1984 ; *Édition et Sédition : l'univers de la littérature clandestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1991 ; « Le livre prohibé aux frontières : Neuchâtel », *Histoire de l'édition française*, T.II, *Le livre triomphant. 1600-1830*, Paris, Fayard, 1998, pp. 342-359 ; *L'Affaire des Quatorze : poésie, police et réseaux de communication à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 2014 ; et *Un tour de France littéraire. Le monde des livres à la veille de la Révolution*, Paris, Gallimard, 2018 ; Roger Chartier, *Les origines culturelles de la révolution française*, Paris, Seuil, 1990 ; Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997 ; *Le roi s'enfuit. Varennes et l'origine de la terreur*, Paris, La Découverte, 2004 ; *Anatomie de la terreur*, Paris, Seuil, 2018. Voir également Haïm Burstin, *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013 ; et *Politix*, « Protagonisme et crises politiques », 2015/4, n°112. Plus généralement, les discussions avec Frédérique Matonti et ses travaux, qui m'ont fait découvrir cette littérature, ont été déterminants. Voir principalement Frédérique Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques... », *art. cit.* ; et « Histoire sociale des idées politiques, crises politiques et catégories de perception », in Brigitte Gaiti et Johanna Siméant-Germanos (dir.), *La consistance des crises*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.

<sup>879</sup> Michel de Certeau, *La prise de parole*, Paris, Seuil, 1968, p. 40.

<sup>880</sup> Julien Besançon, *Les murs ont la parole : journal mural mai 1968*, Paris, Tchou, 1968.

<sup>881</sup> Michel Demonet, Annie Geffroy, Jean Gouazé, *Des tracts en mai 68 : mesures de vocabulaire et de contenu*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1975 ; Alain Schnapp, Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante. Textes et documents : novembre 1967-juin 1968*, Paris, Seuil, 2018 [1968] ; Jean-Claude Perrot, Michèle Perrot, Madeleine Rébérioux et Jean Maitron (dir.), « La Sorbonne par elle-même : Mai-Juin », *Mouvement Social*, n°64, Juillet-Septembre 1968.

<sup>882</sup> Boris Gobille, « La créativité comme arme révolutionnaire ? L'émergence d'un cadrage artiste de la révolution en Mai 68 », in Lilian Mathieu et Justine Balasinski (dir.), *Art et contestation*, Rennes, PUR, 2006.

polyphonique, « kaléidoscopique »<sup>883</sup>, irréductible à une seule dimension<sup>884</sup> mais traversé par « un socle de schèmes critiques communs qui *circulent et voyagent* à travers les frontières sociales »<sup>885</sup>. Bref, se dévoile une « hétérodoxie questionnant l'arbitraire de l'ordre établi et les évidences sur lesquelles il repose »<sup>886</sup>. Dans le même temps, des formes plus structurées et professionnalisées d'activités intellectuelles émergent à travers des revues créées durant les événements, comme *La Cause du peuple*, l'organe de l'UJC(ml) (1<sup>er</sup> mai), *Action*, fondé par l'UNEF le 7 mai – qui tire à 50 000 exemplaires pour son premier numéro intitulé « Pourquoi nous nous battons » -, *L'Enragé*, autour de Siné, *Les cahiers de Mai*, lancés en juin par Daniel Anselme et qui veut faciliter l'émergence d'un « mouvement autonome du prolétariat »<sup>887</sup>. On trouve aussi des collectifs d'avant-garde littéraire comme le Comité d'action étudiants-écrivains ou l'Union des écrivains<sup>888</sup>. Les situationnistes sont également très présents, que ce soit par leur textes et leurs slogans<sup>889</sup>, ou par la création du Comité de maintien pour les Occupations (CMDO). La vie intellectuelle française se trouve restructurée par ces nouveaux supports qui vont servir de modèle à bien d'autres dans l'après-mai [voir *infra*].

Deuxièmement, la crise rend l'impératif d'engagement politique des intellectuels à nouveau obligatoire, et favorise la radicalisation. Les professions intellectuelles sont en effet particulièrement mobilisées durant Mai-Juin 1968, à l'image bien sûr des écrivains et des « clercs »<sup>890</sup>, mais aussi des architectes<sup>891</sup>, du monde du cinéma<sup>892</sup> ou encore de la danse, avec

---

<sup>883</sup> Quelques semaines après le mois de Mai, Jean-Marie Domenach écrit : « Le mouvement est kaléidoscopique : de Saint-Just à Guevara, en passant par Rimbaud, Bonnot (la bande à...), Trotsky, André Breton, il récupère tous les mal-aimés de la révolution, toutes les traditions de l'assaut politique et poétique contre l'ordre établi... Mais le point essentiel est celui-ci : au nom de quoi est menée la critique de la société ? Nous avons discerné la réponse et elle n'est pas médiocre : au nom du désir de vivre, de s'exprimer, d'être libre », Jean-Marie Domenach, « L'idéologie du mouvement », *Esprit*, n° 8-9, août-septembre 1968.

<sup>884</sup> Boris Gobille écrit qu'en revisitant ces sources, on observe « combien l'espace idéologique y est éminemment pluriel et concurrentiel. Il existe ainsi une tension entre les grilles de lectures léninistes, diverses et elles-mêmes concurrentes, portées par les organisations d'extrême gauche, et un ensemble de schèmes critiques, divers eux aussi, s'originant à la fois dans la tradition anarchiste et libertaire, dans la critique artiste du capitalisme, et dans les marxismes hétérodoxes explorés depuis la Libération et les années 1950 par des revues comme *Socialisme ou Barbarie*, *Arguments*, voire *l'Internationale situationniste* », « La vocation d'hétérodoxie »..., *art. cit.*, p. 274.

<sup>885</sup> Boris Gobille, *Mai 68...*, *op.cit.*, p. 63.

<sup>886</sup> Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie »..., *art. cit.*, p. 274.

<sup>887</sup> Roland Biard, *Dictionnaire de l'extrême-gauche*, Paris, Belfond, 1978, p. 57.

<sup>888</sup> Boris Gobille, *Le mai 68 des écrivains...*, *op.cit.*, pp. 98 et sq. Plus globalement, cf la deuxième partie « Former des collectifs (18 mai-juin 1968) », pp. 79-142.

<sup>889</sup> René Viénet, lui-même « situ », affirme qu'il est l'auteur le 13 mai de l'inscription à la Sorbonne : « L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier bureaucrate aura été pendu avec les tripes du dernier capitaliste ». Voir *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1968, p. 75.

<sup>890</sup> Boris Gobille, *Le mai 68 des écrivains...*, *op. cit.* ; Patrick Combes, *Mai 68, les écrivains, la littérature*, Paris, Harmattan, 2008 ; Bernard Brillant, *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003.

<sup>891</sup> Jean-Louis Violeau, *Les architecte et mai 1968*, Paris, Recherches, 2005.

<sup>892</sup> Voir notamment Audrey Mariette, *Le « cinéma social » aux frontières de l'engagement : sociologie d'une catégorie entre art et politique*, thèse de sociologie dirigée par Jean-Louis Fabiani, EHESS, 2008.

la création le 18 mai d'un « Comité d'action de la danse » réunissant près de 200 personnes<sup>893</sup>. De même, certains intellectuels militent intensément durant les événements et sont particulièrement en vue, que ce soit à travers un répertoire d'action classique – à l'image d'une pétition signée le 10 mai par 35 intellectuels dont Jean-Paul Sartre, Henri Lefebvre\*, Marguerite Duras ou François Châtelet\*<sup>894</sup> - ou par un activisme plus direct, comme le montre la participation de Guy Debord à la nuit des barricades<sup>895</sup>. L'architecte Rémy Butler<sup>896\*</sup>, proche des situationnistes entre 1966 et 1968, raconte cette anecdote « cocasse » sur les projets situationnistes en Mai 1968<sup>897</sup> :

« J'ai reçu, chez mes tuteurs, la visite de Debord, conseillé par des amis situationnistes communs. Et me sachant architecte, il me demandait si je pouvais obtenir des plans du sous-sol... enfin des égouts de Boulogne-Billancourt, pour voir si on pouvait franchir l'interdit militaire que la CGT menait [...]. Il voulait rentrer dans Renault ! Et je n'avais jamais eu l'occasion de rencontrer Guy Debord avant ça »<sup>898</sup> !

Si l'action des situationnistes passe ici par le moyen peu commun qui consiste à pénétrer dans les égouts pour entrer dans une usine dont l'entrée est gardée par la CGT (c'est ce qu'il qualifie d' « interdit militaire »), Mai-Juin 1968 est bien un moment d'intense activisme de la part de ces militants spécifiques que sont les intellectuels et intellectuelles.

Troisièmement, la crise est un moment de (re)constructions de filiations intellectuelles tout en étant un « grand mouvement de destitution symbolique », surtout à partir du 20 mai, quand la grève se généralise à tous les secteurs d'activités. Les hiérarchies intellectuelles sont bouleversées, et la figure même de l'intellectuel comme porteur du savoir est remise en cause dans ce « “nouveau partage du sensible” où les rôles sont bouleversés, écrivains et artistes d'avant-garde n'ont pas plus de légitimité, ni dans le travail créateur, ni dans le travail révolutionnaire, que n'importe quel individu pris dans la multitude pour peu que lui aussi se

---

<sup>893</sup> Ludivine Bantigny, 1968. *De grands soirs en petits matins...*, op. cit., pp. 304-305

<sup>894</sup> « Déclaration de solidarité avec le mouvement des étudiants », *Le Monde*, 10 mai 1968. Ils affirment qu'il est d'une « importance capitale, peut-être décisive, que le mouvement des étudiants [...] oppose et maintienne une puissance de refus capable d'ouvrir un avenir ». Voir Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968... », art.cit.

<sup>895</sup> Éric Brun, *Les situationnistes...*, op. cit., p. 410 et sq.

<sup>896</sup> Né en 1948 à Paris d'un père militaire américain et d'une mère (française) professeure de français, Rémy Butler se politise à gauche au cours des années 1960, participant épisodiquement à des groupes maoïstes autour de la question vietnamienne et se rapprochant surtout des situationnistes avant 1968. S'il participe peu aux premières semaines des événements de Mai-Juin 1968 en raison du décès de sa mère en avril 1968, il est petit à petit pris par la dynamique de la crise, alors qu'il est étudiant aux Beaux-Arts en architecture. Il participe à divers projets jusqu'en 1977, année où il fonde sa propre agence. Au cours des années 1970, il publie *De la cité ouvrière aux grands ensembles* (avec Patrice Noisette\*, Maspero, 1977) et dirige la revue *Place* (Solin, 1975-1977). Nous reviendrons sur les marxistes et la question urbaine. .

<sup>897</sup> Si Rémy Butler\* ne s'en est pas souvenu en entretien, il est probable que cette rencontre ait eu lieu après la manifestation du 17 mai, lors de laquelle des étudiants se sont rendus devant l'usine Renault à Billancourt.

<sup>898</sup> Entretien avec Rémy Butler, 29 avril 2020.

soulève »<sup>899</sup>. Cette nouvelle configuration profite, par exemple, aux situationnistes, dont on a vu l'activisme. Non seulement ces derniers théorisent leur influence sur les événements, mais de plus, en phase avec le mouvement, ce dernier « a certainement contribué pour une large part à asseoir la postérité du label "situationnisme" au sein d'univers sociaux différents »<sup>900</sup>. De même, « c'est, peut-on dire, Mai 1968 qui invente Marcuse, dans le mouvement »<sup>901</sup>. En effet, le 10 mai, un colloque sur Marx s'achève dans les locaux de l'Unesco, à Paris, colloque auquel Marcuse participe, et c'est seulement dans les jours qui suivent que son nom devient réellement célèbre. Julie Le Mazier a pour sa part montré que le mythe des soviets et, plus globalement, la tradition conseilliste, traverse nombre d'assemblées générales durant la crise<sup>902</sup>. Dans l'ensemble, quantité de collectifs et de textes se réclament du passé – notamment de la Révolution Française ou de la Commune – ou de l'actualité comme la guerre du Vietnam et la révolution cubaine.

La crise joue à plein aussi sur ce que Boris Gobille a appelé la « bourse de valeurs de radicalité » : le PCF fait face à sa « démonétisation brusque et massive » déjà enclenchée avant 1968 [voir le chapitre 1] et qui s'accélère avec la crise<sup>903</sup>. Ses intellectuels en subissent les conséquences, comme Aragon, qui se fait huer place de la Sorbonne. Au contraire, les marxismes hétérodoxes profitent des événements pour gagner en visibilité, à l'image de Georges Lapassade au centre du Comité d'action révolutionnaire d'agitation culturelle (CRAC), groupe qui estime qu'« il était temps que les artistes bouffonnant dans les salons mondains refusassent [d'être] les susucres de la bourgeoisie »<sup>904</sup>. Les avant-gardes littéraires consacrées mais alors en déclin, comme les surréalistes<sup>905</sup>, se retrouvent elles-aussi rapidement au cœur des événements, comme le montre l'activisme de Jean Schuster et de sa revue *L'archibras* dès le 3 mai<sup>906</sup>. Sartre et *Les Temps modernes*, prennent le relais autour du 7 mai. Le philosophe profite lui aussi de la crise pour bénéficier d'une relégitimation

<sup>899</sup> Boris Gobille, *Le Mai...*, *op. cit.*, p. 81. L'expression « nouveau partage du sensible » est de Jacques Rancière.

<sup>900</sup> *Ibid.*, p. 413.

<sup>901</sup> Michel Trébitsch, « Voyages autour de la révolution. Les circulations de la pensée critique de 1956 à 1968 » in dans Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Franck, Marie-France Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les Années 68...*, *op. cit.*, p. 72.

<sup>902</sup> Julie Le Mazier, « Pas de mouvement sans AG » : *les conditions d'appropriation de l'assemblée générale dans les mobilisations étudiantes en France (2006-2010). Contribution à l'étude des répertoires contestataires*, thèse de science politique dirigée par Isabelle Sommier, Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2015. Voir surtout pp. 126-173.

<sup>903</sup> Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. n° 158, n° 3, 2005, p. 35.

<sup>904</sup> Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains...*, *op. cit.*, p. 82. Georges Lapassade, agrégé de philosophie (1955), ancien collaborateur de *Socialisme ou Barbarie* et d'*Arguments*, est alors membre du département de sociologie de Nanterre et représentant, avec René Lourau\*, de l'analyse institutionnelle [voir le chap. 3].

<sup>905</sup> Et ce d'autant plus qu'André Breton, sa principale figure, s'est éteint en septembre 1966.

<sup>906</sup> Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968... », *art. cit.*, p. 32.



« paradoxale »<sup>907</sup>. Présent à la Sorbonne, il est certes un temps chahuté, mais remporte finalement l'adhésion de son auditoire<sup>908</sup>. Le « charisme situationnel »<sup>909</sup> de Sartre s'analyse ici comme la rencontre entre les ressources liées à ses combats politiques antérieurs et à sa position dans le champ intellectuel [voir chapitre 1], à ses prises de position début mai, et enfin aux propriétés spécifiques de la situation critique, qui seule décide « de l'efficacité des ressources, actes et discours du philosophe »<sup>910</sup>. Au sein des hiérarchies symboliques, la crise profite aux marxismes les plus hétérodoxes et radicaux.

Enfin, la crise politique de 1968 est un moment de circulation de l'imprimé et de lecture. Si Kristin Ross mentionne imprudemment le chiffre d'une hausse de 40% des ventes de livres dans la capitale au cours des deux mois de mai-juin<sup>911</sup>, de nombreuses photographies et souvenirs, comme ceux des membres des éditions anarchistes Spartacus, témoignent de l'importance des stands de livres politiques durant les événements<sup>912</sup>. En l'absence d'étude spécifique sur les « livres de mai » entendu comme ceux ayant le plus circulé durant les événements et en attendant un travail sur le « Mai des éditeurs », on peut simplement mentionner quelques chiffres parlants concernant les éditions Maspero et les écrits de Che Guevara. Ses textes ont sans aucun doute largement circulé durant les événements, si l'on remarque que *Le Socialisme et l'Homme*, tiré à 6 000 exemplaires en février 1968, fait l'objet d'un tirage identique en septembre<sup>913</sup>. De même, il faut mentionner les 15 000 exemplaires parus en juin 1968 du *Journal de Bolivie* (Cahiers Libres), jusqu'alors inédit en France, et les 10 000 supplémentaires tirés en PCM en septembre<sup>914</sup>. Ces chiffres très élevés pour un premier tirage donne une idée des ventes espérées, en pleine crise, par François Maspero\*. De même

---

<sup>907</sup> Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains...*, op. cit., pp. 85 et sq.

<sup>908</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>909</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques...*, op. cit., p. 254-255.

<sup>910</sup> Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains...*, op. cit., p. 87.

<sup>911</sup> Kristin Ross, *Mai 68...*, op. cit., p. 9. Elle ne s'appuie sur aucune enquête, et reprend simplement une phrase de l'écrivaine québécoise Mavis Gallant qui écrit dans son journal parisien, sans citer ses sources : « La vente des livres a augmenté de quarante pour cent », Mavis Gallant, *Chroniques...*, op. cit., p. 109.

<sup>912</sup> René Lefeuvre, *pour le socialisme et la liberté*, documentaire réalisé par Julien Chuzeville, Spartacus, 2008. Julien Hage fait référence à la librairie anarchiste éphémère qui, durant quelques jours, est créée dans l'aile de la Sorbonne occupée, donnant sur la rue Saint-Jacques, en mai 1968, « L'âge d'or des librairies partisans et militantes », in Patricia Sorel et Frédérique Leblanc (dir.), *Histoire de la librairie française*, Éditions du cercle de la Librairie, Paris, 2008, p. 330. Marvis Gallant écrit à la date du 18 mai : « La Sorbonne occupée, c'est "Paris by Night", l'endroit où l'on sort après dîner. Le Quartier est plein de monde, les voitures garées en triple file. Sur la porte de l'École des chartes, une flèche indique : « Sorbonne par là » [...]. Dans la vaste cour une longue table avec des piles de petits livres rouges, vendus à un franc vingt. Des affiches en mauvais papier avec les portraits de Mao, Lénine et consorts, et de Staline », in Marvis Gallant, *Chroniques...*, op. cit., p. 31-32.

<sup>913</sup> Pour, en tout, 8009 exemplaires vendus en poche au cours de l'année. Archives de Robert Merle, Fonds Maspero/La Découverte, DEC 833.2, IMEC, Caen.

<sup>914</sup> Les « Cahiers libres » se vendent à 12 600 exemplaires au 31/12/1968, et la PCM à 1304, soit près de 14 000 ventes cumulées en 7 mois. Archives de Robert Merle, Fonds Maspero/La Découverte, DEC 833.2, IMEC, Caen.

les *Souvenirs de la guerre révolutionnaire*, qui se vendent, à 6602 exemplaires en 1967, s'écoulent à 5428 exemplaires entre le 1<sup>er</sup> janvier 1968 et le moment – inconnu – d'une rupture de stock courant 1968<sup>915</sup>. Enfin, le deuxième tome des *Œuvres révolutionnaires* de Che Guevara est tiré en mars 1968 à 5 500 exemplaires. On trouve en couverture de l'ouvrage « le portrait en noir et blanc du Guerrillero heroico stylisé par Jim Fitzpatrick »<sup>916</sup>.

Tous ces textes circulent durant les événements de Mai-Juin 1968, et leur matérialité même évolue parfois, notamment *Le journal de Bolivie*, auquel est rapidement ajouté dans les éditions postérieures une lettre de Fidel Castro rédigée au cours du mois de Mai 1968, dans laquelle il écrit que « le Che fondait la discipline sur la conscience morale du guérillero et sur la force toute puissante de son exemple », ajoutant que « le Che n'a pas survécu à ses idées, mais il les a fécondées de son sang »<sup>917</sup>. À propos de Marcuse, Patrick Combes raconte :

« Marcuse n'est vraiment “découvert”, puis lu, que pendant les journées de Mai, lorsqu'on publie, fortuitement, *L'Homme unidimensionnel*, traduit aux éditions de Minuit par Monique Wittig [...]. Cet “essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée” devient brutalement, les événements aidant, un bestseller: 350 000 ex. sont vendus en deux mois. Le drugstore Saint Germain en « débite », dit-on, cinq cents par jour fin juin. Éros et civilisation, qui s'était vendu à 10000 unités en cinq ans, est vendu à 20 000 en deux mois. Le mythe naît, rétroactif. Il faut, dès lors, lire, avoir lu Marcuse ».<sup>918</sup>

Ainsi, à travers l'exemple de Marcuse (qu'il faut malgré tout prendre prudemment)<sup>919</sup>, l'intensité de la circulation de l'imprimé – et avant tout des marxismes hétérodoxes<sup>920</sup> – apparaît. Comme on le verra, cette dynamique est appelée à se poursuivre .

---

<sup>915</sup> Si ces chiffres élevés donnent des indications sur la circulation des idées en Mai-Juin 1968, ils restent parcellaires. Sans indication de temporalité plus précise que les ventes au 1<sup>er</sup> janvier ou les tirages, ils ne permettent pas de saisir la dynamique de l'événement sur la vie intellectuelle française.

<sup>916</sup> Alexis Catuhe, *Représentations, médiatisation..., thèse. cit.*, pp. 538-539.

<sup>917</sup> *Ibid.*, p. 578 et sq.

<sup>918</sup> Patrick Combes, *Mai 68, ..., op. cit.*, p. 97 [édition numérique]. Pour un état de l'art sur Marcuse en 1968, voir Clément Rodier, “Une bouteille’...”, *thèse. cit.*, pp. 76 et sq. Nous nous appuyons ici grandement sur son travail.

<sup>919</sup> En effet, Patrick Combes ne cite pas de sources précises sur les chiffres de ventes. Par rapport à *L'Homme unidimensionnel*, Samir Amin\* [cf le chap. 4] écrit : « Jérôme Lindon, éditeur et ami, avait publié *L'Homme unidimensionnel* de Marcuse, sorti par hasard en avril 1968. Avec l'humour qui le caractérise, il me disait : j'en aurais vendu mille exemplaires aux membres d'une secte de philosophes spécialisés ; le public même cultivé ignorait jusqu'à l'existence de cette école qu'ils auraient prise peut-être pour une école de chorégraphie. Mai est survenu. J'en ai vendu 30 000 exemplaires en huit jours. Figuration obligatoire de l'ouvrage sur tous les rayons des bibliothèques bourgeoises, même celles de gens qui ne le liront pas ! ». Voir Samir Amin, *Mémoires. L'éveil du sud...*, *op. cit.*, p. 181.

<sup>920</sup> Voir Gérard Raulet, « Marcuse en mai », *Actuel Marx*, vol. 64, n°2, 2018, p. 175-193 ; Stephano Petruciani, « La Théorie critique de l'École de Francfort et le mouvement des années 1968 : un rapport complexe », *Actuel Marx*, 2010/2, n°48, pp. 138-151 ; Christophe Premat, « L'autonomie introuvable – Socialisme ou Barbarie et Mai 1968 », *Dissidences*, avril 2008 ; Jean-Christophe Angault, « La fin des avant-gardes : les situationnistes et mai 1968 », *Actuel Marx*, volume 45, n°1, 2009, pp. 149-161.

Après avoir souhaité rendre plus intelligible la dynamique des événements de Mai-Juin 1968, notamment sur le champ intellectuel, il faut s'intéresser maintenant à leurs échos et effets sur la vie intellectuelle française des années 1968-1981 en général et sur les intellectuels « révolutionnaires » en particulier. À l'inverse d'un traumatisme, qui « détermine l'avenir en le fermant »<sup>921</sup>, la rupture d'intelligibilité ouverte par la crise encourage un devenir dissident que Sartre pointe dans un entretien avec Cohn-Bendit : « Quelque chose est sorti de vous, qui étonne, qui bouscule, qui renie tout ce qui a fait de notre société ce qu'elle est aujourd'hui. C'est ce que j'appellerai l'extension du champ des possibles. N'y renoncez pas »<sup>922</sup>.

Dans le chapitre 2, intitulé « **Comment le livre “marxiste” est devenu un best-seller** », nous reviendrons sur les principales conséquences de Mai-Juin 1968 sur la vie politique et, surtout, intellectuelle des années 1968-1981. Dans le chapitre 3, « **Anthropos, Maspero, Éditions sociales : les idées au service de trois traditions révolutionnaires dans l'après-1968** », nous étudierons le contenu des livres publiés entre 1968 et 1981 à travers l'étude de ces trois catalogues. Enfin, dans le chapitre 4 « *Ce qui mène à la révolution : étude des propriétés des intellectuels “révolutionnaires” dans l'après-1968* », nous détaillerons les principales caractéristiques des 813 individus de notre population à travers l'analyse de notre prosopographie et une analyse de correspondances multiples (ACM).

---

<sup>921</sup> Frédéric Brahami ajoute : « Il le ferme en ce sens que le moment traumatique ne pouvant être oublié, l'avenir ne s'en arrache jamais [...] Le sens du monde ne peut être construit qu'à partir de lui ». Voir Frédéric Brahami, *La raison du peuple. Un héritage de la Révolution française (1789-1848)*, Paris, Les Belles lettres, 2016, p. 35.

<sup>922</sup> Cité par Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire... », *art. cit.*, p. 36.





## *Chapitre 2*

### *Comment le livre « marxiste » est devenu un best-seller*

Quelles ont été les conséquences des événements de mai-juin 1968 sur la vie intellectuelle française et, plus largement, sur le champ politique et l'espace des mouvements sociaux ? Quelle place occupe le livre « marxiste » en France au cours des années 1968-1981 ? Comment évoluent sa production, sa circulation et sa réception dans cette période politique inédite où la perspective révolutionnaire devient réelle en France alors qu'elle était jusqu'ici cantonnée à des fronts lointains comme le Vietnam, Cuba ou la Chine ? Ce sont à ces questions que ce chapitre entend répondre en dessinant le champ intellectuel – et, inévitablement, politique – de la France après Mai-Juin 1968.

Ce chapitre entend étudier les dimensions intellectuelles des vies ultérieures de l'événement. Il s'agit donc d'abord de faire le point sur la littérature existante, et de saisir l'ampleur prise dans les années 1968-1981 par les idées « révolutionnaires ». Ce cadrage large nous permettra ensuite de resserrer la focale dans les chapitre 3 et 4 où l'on se concentrera exclusivement sur trois éditeurs militants : Anthropos, Maspero et les éditions Sociales. Dans le même temps, nous nous appuyerons sur un certain nombre d'entretiens que nous avons menés et d'archives que nous avons consultées, dont celles de François Maspero\*.

Dans un premier temps, nous analyserons les effets de l'événement 1968 sur l'ensemble du mouvement social et politique français, de ses organisations les plus intégrées – comme les partis communistes et les socialistes (bien qu'ils soient en pleine recomposition) – jusqu'aux groupes d'extrême-gauche prônant la violence en passant, par les nouveaux mouvements sociaux. C'est ce contexte politique « révolutionnaire » qui explique la production des idées dans l'après-mai et, surtout, bon nombre de thèmes traités par les intellectuels (A). Dans un deuxième temps, nous montrerons les conséquences de ce contexte de l'après-1968 sur la vie intellectuelle française et, en premier lieu, sur la visibilité exceptionnelle que connaissent alors les idées les plus « marxistes » (B). Enfin, nous analyserons en détail la « carrière »<sup>923</sup> de *L'école capitaliste en France*, de Roger Establet\* et Christian Baudelot\* (Maspero, 1971), pour illustrer à travers une étude de cas ce que fut l'ampleur et l'intensité de la vie intellectuelle « révolutionnaire » après Mai-Juin 1968 en France (C).

---

<sup>923</sup> Voir le numéro 81 (2011/1) de *Sociétés contemporaines* intitulé « Théories en milieu militant » et déjà cité.

## ***I. Les vies ultérieures de l'événement. Militer dans l'après-1968***

Alors que les routines d'action propres à chaque champ social semblent reprendre leur cours normal durant l'été 1968, les possibles des mois de mai et juin sont pourtant encore ressentis par les protagonistes des événements dans les années suivantes, à l'image du philosophe Pierre Macherey\*, qui écrit en 1999 :

« Rétrospectivement, on a peine à se remémorer, et a fortiori à essayer de faire comprendre à ceux qui ne l'ont pas personnellement vécu, à quel point, sur un plan purement émotionnel, ces années ont été bouleversantes : malgré le retour en force de la réaction sous ses formes les plus directes, tout ou presque semblait encore possible, même si dans le cadre de cet avenir imaginativement ouvert s'engouffrait de fait une masse d'incertitudes<sup>924</sup> ».

À rebours du postulat de la fin du rôle historique révolutionnaire de l'Occident au profit de l'Amérique Latine ou de l'Asie, la brèche ouverte par Mai-Juin 1968, si elle ne peut se comprendre que dans un contexte mondial [voir l'encadré n°1], rend pensable, en France, un avenir révolutionnaire où « tout ou presque sembl[e] encore possible ». Il ouvre également un autre rapport au temps et à l'espace (social), comme le précise Alain Badiou en entretien\* :

« Être activiste, faire de la politique du matin au soir, faire des trajets sociaux extraordinaires, des réunions avec des gens qu'on n'avait jamais vus, des ouvriers de toutes provenances, des paysans pauvres, des gens des cités, etc..., Changer de vie, être presque des révolutionnaires à temps complet, on pouvait faire ça parce qu'on était quand même dans une temporalité à court terme. Ça ne voulait pas dire qu'on pensait que la révolution était demain, mais on vivait comme dans une temporalité à court terme »<sup>925</sup>.

« Une phase révolutionnaire s'est [donc] ouverte en Mai 1968 »<sup>926</sup>, ce qui signifie qu'une des dimensions de Mai-juin 1968 trop souvent occultée — au profit d'un « joli mois de mai, sympathique et indolore »<sup>927</sup> — est la croyance en un changement social radical. C'est cette croyance qui est au cœur de notre analyse des effets de Mai-Juin 1968 sur la restructuration de l'extrême-gauche (A). Nous nous intéresserons ensuite au champ politique partisan – marqué par l'alliance entre socialistes et communistes autour du programme commun (B) —, et, enfin, aux conséquences de Mai-Juin 1968 sur les mouvements sociaux (C). C'est dans ce contexte politique « révolutionnaire » qu'évoluent les intellectuels de notre population. C'est aussi cette effervescence qui contribue à faire du livre « marxiste » un best-seller.

---

<sup>924</sup> Pierre Macherey\*, *Histoire de dinosaures. Faire de la philosophie. 1965/1997*, Paris, PUF, 1999, p. 74.

<sup>925</sup> Entretien avec Alain Badiou, 30 novembre 2014.

<sup>926</sup> Isabelle Sommier, *La Violence politique et son deuil...*, op. cit. p. 42.

<sup>927</sup> Voir Isabelle Sommier, « Mai 68 : sous les pavés d'une page officielle », *Sociétés contemporaines*, n°20, 1994. pp. 63-82.

### Encadré n°1 : Mai-Juin 1968 : un événement mondial

Les références étrangères des intellectuels autour de 1968 sont nombreuses. Il s'en inspirent parfois très directement, écrivant sur ses pays ou y voyageant [voir le chapitre 3].

Aux États-Unis, la guerre au Vietnam est dénoncée depuis l'automne 1964 par les étudiants de Berkeley puis sur d'autres campus américains, bien aidés par une contre-culture où se mêlent drogues, musique rock et jazz, libération sexuelle, féminisme et pensées contestataires<sup>928</sup>. Contre-culture qui se matérialise en août 1969 lors du festival de Woodstock, pendant lequel Jimmy Hendrix reprend librement l'hymne américain avec des sonorités évoquant les bombardements au Vietnam. Du côté de l'URSS, comme on l'a vu au chapitre 1, la destitution de Khrouchtchev en 1964 inaugure une nouvelle période de fermeture de l'URSS et des pays sous orbite soviétique. Surtout, l'année 1968 est marquée à l'Est par le « Printemps de Prague ». Dès janvier, Alexander Dubcek devient après une longue crise interne secrétaire général du Parti Communiste Tchécoslovaque (PCT) à la place d'Antonin Novotny. Figure du « socialisme à visage humain », il introduit une série de réformes qui accordent plus de libertés à la presse, en matière d'expression publique et de circulation. Il tente de s'autonomiser vis-à-vis de Moscou. En France, où les *Temps Modernes* consacrent en avril 1968 un dossier à la Tchécoslovaquie, le PCF est officiellement prudent, considérant que « la situation est bien mouvante » sans condamner pour autant le PCT. Certes, Paul Noirot<sup>929</sup> reçoit un blâme le 1<sup>er</sup> avril en raison d'une interview élogieuse de Dubcek publiée dans *France Nouvelle*, mais, une autre est publiée dans la *Nouvelle Critique* en mai 1968. Comme l'explique Pierre Juquin\* en entretien avec Frédérique Matonti, la direction du Parti utilise la revue pour « publier des choses à l'égard desquelles on peut prendre un peu de distance et en même temps avec l'idée de colmater les brèches éventuelles chez les intellectuels »<sup>930</sup>. Les lignes concurrentielles au sein du PCF s'affrontent jusqu'à l'intervention sanglante des chars soviétiques à Prague le 21 août 1968. Le BP déclare alors sa « surprise et sa réprobation » avant, le lendemain, d'infléchir sa position en parlant de « désapprobation », sous l'influence notamment des pro-soviétiques dont la veuve de Thorez<sup>931</sup>.

D'autres horizons révolutionnaires sont devenus attractifs, à commencer par le Cuba de Fidel Castro (malgré son ralliement au marxisme-léninisme au début des années 1960<sup>932</sup>), le Vietnam d'Hô Chi Minh, le fondateur du PC vietnamien en 1930 et qui incarne le combat contre l'impérialisme américain jusqu'à sa mort en 1969, et la Chine de Mao jusqu'à la mort de son fondateur le 9 septembre 1976, alors que les 427 citations du *Petit livre rouge* circulent massivement en France à partir de 1966, d'abord grâce aux Éditions en langues étrangères de Pékin<sup>933</sup> puis, dès 1967, dans une édition du Seuil<sup>934</sup>.

<sup>928</sup> Sur la dimension politiquement contestataire de la musique et sa place au sein des mouvements sociaux eux-mêmes, cf. Christophe Traïni, *La musique en colère*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

<sup>929</sup> Paul Noirot, né en 1923, journaliste communiste, est alors à la tête du mensuel communiste *Démocratie Nouvelle*, né en 1947 en lien avec la Pox, la section de travail du Comité central dédiée à la politique extérieure. Sur Paul Noirot et la position de *Démocratie Nouvelle* dans le monde communiste des années 1960, voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., pp. 57 et sq.

<sup>930</sup> *Ibid.*, p. 312.

<sup>931</sup> Sur les « coulisses » du printemps de Prague et de sa répression, et l'attitude du PCF en cette année 1968, voir Roger Martelli, *Communistes en 1968...*, op. cit., pp. 62-99, et les nombreux documents reproduits, pp. 207-258.

<sup>932</sup> Le texte de Castro, intitulé « Je suis marxiste-léniniste », est publié dans le n°4 de *Partisans*, diffusé par Maspero. Cf. Julien Hage, « Sur les chemins du tiers monde en lutte : *Partisans, Révolution, Tricontinental (1961-1973)* », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 68. *Une histoire...* op. cit., pp. 90-97. C'est à Cuba que se déroule en janvier 1968 le congrès « Colonialisme et néo-colonialisme dans le développement culturel des peuples » où se rendent des intellectuels comme Sartre ou Naville\*.

<sup>933</sup> Julien Hage, « Les petits livres rouges (1966-1976) », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 68. *Une histoire collective (1962-1981)*, op. cit., pp. 461-465.

<sup>934</sup> Marie-Cécile Bouju parle de 250 000 exemplaires vendus. Voir *Lire en communiste...*, op. cit., pp. 278-279.



Parallèlement, la contestation est aussi très forte en Europe occidentale. En Allemagne, un étudiant est tué par la police le 2 juin 1967, et l'année 1968 est marquée par des incendies de magasins à Francfort provoqués le 2 avril 1968 par la « Fraction Armée Rouge » d'Andreas Baader<sup>935</sup>, quelques jours qu'un attentat blesse gravement le leader étudiant Rudi Dutschke<sup>936</sup>. En Italie, l'Automne « chaud » de 1969 s'inscrit dans la contestation initiée dès 1968 par des mobilisations ouvrières (les textiles Marzotta à Lavdagno, la Pirelli à Milan, la Fiat à Turin) qui réclament une augmentation des salaires, une diminution des cadences et la mise en place de conseils d'usine. Elles aboutissent à la promulgation en mai 1970 de la « Loi 300 » portant sur les libertés syndicales et la dignité des travailleurs<sup>937</sup>, et à la *scala mobile*, mécanisme protecteur liant les salaires à l'inflation [**sur le terrorisme, voir infra**].

D'autres pays plus rarement regardés par les intellectuels révolutionnaires connaissent des mobilisations. Au Japon, où des bases militaires sont implantées pour frapper le Vietnam, la contestation étudiante prend de l'ampleur dès 1965, année de fortes hausses de frais de scolarité à l'université, et atteint son apogée en 1968. L'Armée rouge japonaise est même responsable en 1972 d'un attentat à Tel Aviv qui fait 26 morts<sup>938</sup>. Au Mexique, un important mouvement social, principalement étudiant, débute en juillet 1968<sup>939</sup>. Il s'amplifie jusqu'au 2 octobre, quand un grand meeting se termine en bain de sang. Cette répression est accélérée par l'ouverture, le 12 octobre, des Jeux Olympiques de Mexico lors desquels les athlètes américains Tommie Smith et John Carlos ont levé leur poing ganté de noir sur le podium, reprenant le signe des « Black Panthers », quelques mois après l'assassinat de Martin Luther King, leader du mouvement des droits civiques<sup>940</sup>.

En pleine décolonisation, certains pays du continent africain sont aussi en proie à de violentes tensions. La Guinée vote « non » en 1958 au projet de communauté franco-africaine initiée avec la mise en place de la V<sup>e</sup> République<sup>941</sup> et, en 1961, le pays fait sa « révolution africaine »<sup>942</sup>. Puis c'est au tour du Dahomey-Bénin<sup>943</sup> et du Congo en 1963, du Gabon et du Niger en 1964, du Mali en 1967, du Sénégal qui traverse son « mai » en 1968<sup>944</sup>, et de Madagascar en 1972, lorsqu'une grève de la jeunesse soutenue par les travailleurs fait chuter le

<sup>935</sup> Elle ne prend officiellement ce nom qu'en 1970.

<sup>936</sup> Rudi Dutschke (1940-1979), est alors le leader du mouvement étudiant allemand. Membre de l'Union socialiste allemande des étudiants (SDS), il fut l'auteur de plusieurs textes politiques qu'il rédigea après avoir étudié la sociologie, l'histoire et la philosophie à l'Université Libre de Berlin, où il obtient son doctorat en 1973. En avril 1968, il est victime d'une tentative d'assassinat qui provoque des manifestations en France. Dutschke en garde d'importantes séquelles, notamment des crises d'épilepsie qui causeront sa mort en décembre 1979.

<sup>937</sup> Alessandro Stella explique que les syndicats défendent d'autres revendications comme la « grille salariale unique pour tous les travailleurs » ou le contrôle ouvrier sur les rythmes de travail ou les incidents ». Voir Alessandro Stella, *Années de rêves et de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie (1968-1980)*, Marseille, Agone, 2016, pp. 60-61.

<sup>938</sup> Michaël Prazan, *Les fanatiques. Histoire de l'armée rouge japonaise*, Paris, Seuil, 2002.

<sup>939</sup> La date du 26 juillet, souvent avancée, correspond à la jonction du mouvement étudiant avec une manifestation organisée par le PC Mexicain. Voir Annick Lempérière, « Le mouvement de 1968 au Mexique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°23, 1989.

<sup>940</sup> Des années plus tard, Tommie Smith explique : « L'image que je compose pèsera des milliers de mots. Les pieds nus évoquent la pauvreté des Noirs en Amérique. Mon foulard et le collier de John Carlos rappellent les lynchages opérés dans le Sud. Les poings gantés représentent la force et l'unité du peuple noir », cité par Philippe Artières, « Tommie Smith et John Carlos, le stade comme arène politique », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 68. *Une histoire collective (1962-1981) ...*, op. cit. p. 303.

<sup>941</sup> Odile Goerg, Céline Pauthier et Abdoulaye Diallo (dir.), *Le non de la Guinée, 1958 : entre mythe, relecture historique et résonances contemporaines*, Paris, L'Harmattan, 2010.

<sup>942</sup> Françoise Blum, *Révolutions africaines. Congo, Sénégal, Madagascar (1960-1970)*, Rennes, PUR, 2014.

<sup>943</sup> Le pays devient le Bénin en 1975.

<sup>944</sup> Voir surtout Françoise Blum, « Sénégal 1968 : révolte étudiante et grève générale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 2, 2012, pp. 144-177.

gouvernement du président Tsiranana<sup>945</sup>. Dans l'ensemble, ces mouvements africains des « années 1968 » se réfèrent au panafricanisme mais aussi au marxisme, au point que l'on parle parfois d'un « marxisme africain »<sup>946</sup>, non seulement politique, mais aussi théorique, comme le montre la publication de *Pour une relecture africaine de Marx et d'Engels*, par Léopold Sédar Senghor (Nouvelles éditions africaines, 1976). Bien que pluriel, ce « marxisme africain » a pour particularité d'être inspiré par le maoïsme, « exemple archétypal d'une révolution paysanne qui trouve de ce fait un écho singulier dans une Afrique majoritairement rurale »<sup>947</sup>. Ces mobilisations sont aussi alimentées par des militants français partis en coopération, comme l'illustre l'exemple d'Emmanuel Terray\*<sup>948</sup>. Membre du PSU et alors coopérant en Côte d'Ivoire, il raconte en entretien avoir été à l'origine d'une « motion de soutien au mouvement signée par plus de 200 coopérants à Abidjan, des enseignants, des gens du ministère du plan [...]. L'ambassadeur voulait virer tous les 200 signataires, mais il a bien vu que c'était difficile parce que ça aurait tout démantelé, donc il a décidé de s'en prendre à quatre meneurs dont j'étais. Mon poste a été supprimé, et je suis arrivé en France fin juin »<sup>949</sup>.

Le « moment 1968 »<sup>950</sup> est donc un « *transnational moment of change* »<sup>951</sup> où la jeunesse étudiante joue un rôle déterminant – y compris la jeunesse africaine, présente en France par l'intermédiaire de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FNEAF), qui fut un « agent de dissémination de thèses révolutionnaires, au-delà de ses seuls membres »<sup>952</sup>. Les « circulations révolutionnaires » sont nombreuses entre pays occidentaux, mais aussi de la France vers ses anciennes colonies<sup>953</sup>, entre les pays dits du « tiers-monde » ou de ces pays vers l'Occident<sup>954</sup>. Les militants français célèbrent constamment les révolutionnaires étrangers et affichent les visages d'Hô Chi Minh, Mao et Che Guevara à la Sorbonne en Mai-Juin 1968<sup>955</sup>. Les expériences étrangères continuent dans les années suivantes de servir de références et de moteurs militants, à l'image de l'expérience socialiste chilienne autour de Salvador Allende, du 3 novembre 1970 jusqu'au coup d'état de Pinochet du 11 septembre 1973, ou de la révolution portugaise « des œillets » mettant fin à la dictature salazariste en avril 1974, ou encore de la fin de la dictature des colonels grecs en 1974.

<sup>945</sup> Cette liste n'est pas exhaustive. Pour plus de détails, voir Françoise Blum, *Révolutions africaines...* ; et « «Mai» en Afrique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2018/1 (N° 127-128), pp. 67-71.

<sup>946</sup> Françoise Blum, « Marx en Afrique francophone », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (Dir.), *Marx, une passion française...*, op. cit., pp. 320-329.

<sup>947</sup> Françoise Blum, « D'une révolte africaine... », art. cit. p. 40.

<sup>948</sup> Sur sa biographie, voir le chapitre 4.

<sup>949</sup> Entretien avec Emmanuel Terray\*, 27 mars 2017.

<sup>950</sup> Auquel il faudrait ajouter les Pays-Bas, la Tunisie, le Québec, la Belgique, la Suisse ou l'Argentine. Voir par l'ensemble des rubriques « Ailleurs » dans Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), 68. *Une histoire...*, op. cit. ; voir aussi le numéro « Les années 68 : une contestation mondialisée », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°94, 2009/2 ; ainsi que Bruno Groppo, « Mai 68 dans le contexte international », in René Mouriaux, Annick Percheron et al (dir.), 1968. *Exploration du mai...*, op. cit. pp. 15-31.

<sup>951</sup> Gerd-Rainer Horn, Padraic Kenney (eds), *Transnational Moments of Change: Europe 1945, 1968, 1989*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2004.

<sup>952</sup> Françoise Blum, *Militant-e-s des indépendances africaines. À propos de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FNEAF)*, Habilitation à diriger des recherches, 2016, p. 213.

<sup>953</sup> Les références des anciennes colonies sont nombreuses, du surnom de Dakar – le « quartier latin de l'Afrique » – jusqu'aux slogans dans les manifestants malgaches, qui chantent « Vous êtes reconnaissables, vous les flics du monde entier ». Voir Françoise Blum, *Révolutions...*, op. cit., p. 17.

<sup>954</sup> Voir surtout Boris Gobille, « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et « à parts égales » des « années 1968 » », *Monde(s)*, 2017/1 (N° 11), pp. 13-36, et plus globalement, tout le numéro.

<sup>955</sup> Robert Frank, « Imaginaire politique et figures symboliques internationales : Castro, Hô, Mao et le «Che» », in Geneviève Dreyfus-Armand et al (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation...*, op. cit., p. 32.

### ***I-A. Les effets de 1968 sur le militantisme politique d'extrême-gauche***

Mai-Juin 1968 transforme l'extrême-gauche. La dissolution de plusieurs organisations politiques accélère la reconfiguration politique de cet espace qui, dans l'après-mai, est particulièrement attractif pour ceux qui souhaitent s'opposer au PCF. Il reste traversé par des conflits et des fractures, notamment autour de l'usage de la force et, donc, de la légitimation de la violence politique. Plusieurs membres de notre population sont incontournables dans l'animation de ces organisations « révolutionnaires ». Il faut revenir sur ces restructurations, à un moment où les frontières entre travail intellectuel et militant sont poreuses.

#### ***Faire la révolution contre le PCF. L'extrême-gauche après Mai 1968***

À l'extrême-gauche, le PCF, comme ses alliés, est jugé réformiste et opposé au changement social<sup>956</sup>. Malgré l'échec électoral de 1968, le mouvement est vu comme « un début »<sup>957</sup>, une « répétition générale »<sup>958</sup> qui doit permettre le dépassement de la « farce électorale »<sup>959</sup> de juin 1968. Dans de nombreux articles de la presse d'extrême gauche se lit ainsi la nécessité de prolonger Mai en dehors des partis traditionnels, PCF en tête<sup>960</sup>.

Du côté des trotskistes, Mai-Juin 1968 précipite la création de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Les membres de la JCR, actifs à partir de 1966 [voir le chapitre 1], sont présents dès le 22 mars 1968 à Nanterre. Durant les semaines suivantes, les effectifs de la JCR augmentent rapidement, passant de 350 en avril à environ 1 000 membres en juin. Son audience est donc amplifiée par les événements, et l'organisation prend place dans la vie intellectuelle en septembre 1968, quand son journal *Rouge* remplace le plus confidentiel *Avant-Garde Jeunesse*<sup>961</sup>. Les JCR sont, on l'a dit, dissoutes le 12 juin par décret. Un congrès clandestin est organisé en mai 1969 à Mannheim, en Allemagne, et la Ligue Communiste est

---

<sup>956</sup> La définition de « l'extrême-gauche » est arbitraire, tant elle recouvre d'un côté des revendications et, de l'autre, des insultes disqualifiantes. Roland Biard, dans son dictionnaire sur l'extrême-gauche, indique : « nous avons voulu faire ici un panorama de tous ceux qui, à un degré ou à un autre, représentent une rupture avec les idées communément admises. C'est cela, pensons-nous, qui caractérise l'extrême-gauche » (Roland Biard, *Dictionnaire ...*, *op. cit.*, pp. 12-13). On s'en tient ici à une définition minimale qui rassemble ceux qui se situe à la gauche de la triade PS/PSU/PCF, mais qui, comme la LCR, ne rejette pas pour autant le jeu électoral.

<sup>957</sup> Philippe Labro Michel Manceaux et al, *Ce n'est qu'un début*, Paris, Éditions Spéciales, 1968.

<sup>958</sup> Daniel Bensaïd\* et Henri Weber\*, *Mai 1968 : une répétition générale*, Paris, Maspero, 1968.

<sup>959</sup> Alain Krivine, *La farce électorale*, Paris, Seuil, 1969.

<sup>960</sup> Voir, par exemple : Émile Copfermann\*, « Tout est encore possible », *Partisans*, n°42, mai-juin 1968 ; Collectif, « Un commencement », *Les temps modernes*, n°264, mai-juin 1968 ; Collectif, « Il s'est passé quelque chose », *Informations Correspondance Ouvrière*, supplément au n°72, juin-juillet 1968 ; Pierre Abraham, « Mai Ardent », *Europe*, n°470-472, juin-août 1968 ; Jean Chesnaux\*, « Vivre en mai... », *Les Lettres nouvelles*, n°65, septembre-octobre 1968 ; Roger Dadoun, « Une percée révolutionnaire », *Les Lettres Nouvelles*, n°65, septembre-octobre 1968 ; Collectif, « Le commencement d'une époque », *L'Internationale Situationniste*, n°12, septembre 1969. Plus globalement, voir l'ensemble des textes reproduits dans Caroline Hoctan, *Mai 68 en revues*, Paris, IMEC, 2008.

<sup>961</sup> Florence Johsua, « Jeunesse communiste révolutionnaire », in Jacques Capdevielle, Henri Rey (dir.), *Dictionnaire de mai 68*, Paris, Larousse, 2008, pp. 254-255.

créée à cette occasion. Son porte-parole est Alain Krivine, qui se présente comme candidat à l'élection présidentielle de 1969 après le départ de Charles de Gaulle à la suite de la victoire du non au référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation. Les membres de la LC – devenue Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) en 1974<sup>962</sup> – considèrent la période ouverte par Mai-Juin 1968 comme révolutionnaire, et participent à de très nombreuses luttes.

Du côté des maoïstes, l'après-mai est aussi un moment de reconfiguration politique et d'intense activisme. Si nombre des dirigeants de l'UJC(ml) sont absents des événements – à commencer par Robert Linhart, hospitalisé -, plusieurs de ses militants participent tout de même aux événements. L'organisation maoïste édite en mai 1968 deux journaux : *Servir le peuple*, journal de l'UJC(ml), et *La cause du Peuple*, qui dépend du « Mouvement de soutien aux luttes du peuple ». Après avoir soutenu la dynamique du mouvement tout en ayant tenté de l'organiser, l'UJM(ml) est, comme les JCR, dissoute le 12 juin, décision en partie liée aux violents affrontements aux usines de Flins et de Sochaux lors desquels ses membres ont été actifs. Après la dissolution de l'organisation, certains adhèrent au Parti Communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), lui-aussi maoïste<sup>963</sup> ou, comme Alain Badiou\*, à l'UCF(ml) [**sur Badiou, cf l'encadré n°8, chapitre 1**] ; d'autres fondent l'organisation dite maoïste-libertaire « Vive le Communisme », qui devient ensuite « Vive la Révolution » (VLR) ; d'autres encore, enfin, fondent la « Gauche Prolétarienne » (GP) en septembre 1968, qui s'approprie *La Cause du peuple* et publie dix-huit numéros jusqu'aux premières saisies de mars 1970 [**voir infra**].

Avec des temporalités différentes, toutes ces organisations participent dans l'après-1968 à l'établissement en usine, ligne politique adoptée dès l'automne 1967 par l'UJM(ml) et qui entre en rupture, pour cette élite étudiante, avec l'althussérisme et son appétence pour la théorie. L'établissement est un engagement qui, par définition, touche en priorité les intellectuels (ou ceux qui se destinent à le devenir) [**pour un cas détaillé, voir le chap. 7**]. L'établissement « revêt toutes les caractéristiques d'un engagement total » et a concerné au cours des années 1970 de 2000 à 3000 étudiants souhaitant « faire le choix d'une mobilité descendante pour des raisons politiques »<sup>964</sup>, et ce souvent pour de longues années, à l'image de Fabienne Lauret, militante CFDT et de l'Organisation Communistes des Travailleurs (OCT), embauchée à Renault-Flins en 1972 et établie durant... 36 ans<sup>965</sup>. Cette démarche permet à ces militants de prendre au pied de la lettre le mot d'ordre maoïste « aller au peuple » dans le but de « modifier leur conception

---

<sup>962</sup> Ils sont à nouveau dissous entre temps, après des violents affrontements entre militants d'extrême-gauche, militants d'extrême-droite (Ordre Nouveau) et forces de l'ordre le 21 juin 1973.

<sup>963</sup> Comme l'UJC(ml), le PCMLF est interdit, avec dix autres organisations politiques, lors du décret présidentiel.

<sup>964</sup> Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi*, Paris, Belin, 2000, p. 9. Les chiffres sont ceux de l'auteur.

<sup>965</sup> Voir Fabienne Lauret, *L'envers de Flins. Une féministe révolutionnaire à l'atelier*, Paris, Syllepse, 2018.

des rapports sociaux »<sup>966</sup> et de « s'auto-détruire » en tant qu'intellectuel<sup>967</sup>. C'est une double aspiration qui est à son principe : d'une part, il s'agit de mobiliser politiquement les ouvriers de l'usine contre les représentants du patronat (notamment les contremaîtres) tout en court-circuitant les organisations politiques classiques, notamment syndicales. D'autre part, c'est un processus de transformation de soi par le travail manuel, destiné à se défaire d'une origine sociale conduisant à être les « chiens de garde du capital »<sup>968</sup>.

À côté de ces principales organisations, de nombreuses autres groupes gauchistes se créent dans l'après-1968, même si le nombre de militants d'extrême-gauche reste relativement peu élevé — Isabelle Sommier estime leur nombre entre 5000 et 16 000 autour de mai 1968<sup>969</sup>. Si ces militants ont marqué l'après-1968, c'est que leur visibilité n'est pas une affaire de nombre mais tient aux moyens qu'ils ont défendus pour renverser l'ordre social. Une question notamment est âprement débattue dans ce champ très morcelé et concurrentiel : celle de la légitimité de la lutte armée.

### ***Changer la société, mais comment ? Les tentations de la violence politique***

Contre la « réécriture finalisée de l'histoire » qui « appelle nécessairement une sélection des faits », Isabelle Sommier revient sur la réalité, trop souvent occultée, de la violence politique dans la France des années post-1968<sup>970</sup>. Certes, contrairement à d'autres pays comme

---

<sup>966</sup> Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi*, Paris, Belin, 2000, p. 348 et p. 155.

<sup>967</sup> Maria-Antonietta Macciocchi, *Pour Gramsci*, Paris, Le Seuil, 1974.

<sup>968</sup> Voir aussi l'entretien de Jacques Rancière à Peter Hallward, « Que sous la forme de rupture : un entretien avec Jacques Rancière », 2 mai 2008, disponible en ligne : <http://cahiers.kingston.ac.uk/interviews/ranciere.html>. Plusieurs ouvrages des années 1970 témoignent de l'expérience de l'établissement, à commencer par Robert Linhart, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978. Voir aussi Nicolas Dubost\*, *Flins sans fin*, Paris, Maspero, 1979 [**sur sa trajectoire, voir le chap. 7**]. Pour une étude qui donne la parole à plusieurs établis, voir Virginie Linhart, *Volontaires pour l'usine*, Paris, Seuil, 1994.

<sup>969</sup> Isabelle Sommier, « Les gauchismes », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68...*, op. cit., p. 297.

<sup>970</sup> Alessandro Stella, chercheur en histoire au CNRS, raconte dans son récit autobiographique sur l'Italie des années 1970 : « C'est dans les années charnières 1974-1976 qu'une myriade de groupes, comités, collectifs formés dans les réseaux de Lotta Continua et de Potere operaio, prendront décidément une orientation politico-militaire [...] contrairement à une certaine réécriture de l'histoire effectuée par d'anciens leaders des groupes extra-parlementaires de l'époque [...] qui fit se terminer le cycle des luttes sociales en 1976, niant donc continuité et parenté entre celles-ci, le mouvement de 1977 et l'explosion de la guérilla dans la deuxième moitié des années 1970 ». Alessandro Stella, *Années de rêves et de plomb...*, op. cit. p. 85.

l'Allemagne<sup>971</sup> ou l'Italie<sup>972</sup>, où la violence politique fut bien plus effective<sup>973</sup>, celle pratiquée en France est d'abord symbolique. Néanmoins, de l'attaque de la mairie de Melun par des membres de VLR le 6 mars 1970 jusqu'au vol chez le traiteur de luxe Fauchon le 8 mai par la GP, le basculement vers des actions terroristes – d'ailleurs appelée de ses vœux par la GP via Serge July, Alain Geismar\* et Erlyn Morane en 1969<sup>974</sup>, mais aussi, quoique bien différemment, par la LCR<sup>975</sup> - fut proche. L'explosion d'une bombe devant le journal d'extrême-droite *Minute*, que l'on doit à la « Nouvelle Résistance Populaire » (NRP, groupe armé clandestin de la GP), en fut l'un des exemples.

---

<sup>971</sup> Sur l'Allemagne, voir les *Textes des prisonniers de la Fraction armée rouge et dernières lettres d'Ulrike Meinhof*, Paris, Maspero, 1977 ; voir également Fanny Bugnon, *Les "Amazones de la Terreur" : Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 2015.

<sup>972</sup> En Italie, d'après Sergio, un militant de « Potere Operaio » interrogé par Isabelle Sommier, « l'usage de la force était considéré absolument légitime [...]. Du point de vue éthique, il n'y avait aucun problème ». Isabelle Sommier ajoute qu'« il n'y a pas à proprement parler de documents militants s'intéressant explicitement aux modes de légitimation de la violence, comme si son recours était "naturel" et évident pour tout révolutionnaire ». Cette violence s'amplifie au cours des années 1970, puisqu'elle augmente régulièrement, d'après le ministère de l'Intérieur italien, de 1969 à 1977-1978, années où sont recensées respectivement 216 et 472 cas de violences (qui regroupent notamment « rixes, actions de guérilla, destructions de biens »), chiffres alors plus élevés que les violences d'extrême droite. Voir Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil...*, *op. cit.* p. 44 et le tableau 5, « Violences d'extrême droite et d'extrême gauche de 1969 à 1980 », p. 94.

<sup>973</sup> Cette tentation de la violence fut également visible dans d'autres pays « occidentaux », et notamment aux États-Unis, et ces questions sont largement discutées dans l'après-1968 dans des ouvrages et des revues, à l'image de John Gerassi, « Lutte armée aux États-Unis », *Les Temps modernes*, mai 1970, p. 1779-1836 ; et Bernard Béraud, *La gauche révolutionnaire au Japon*, Paris, Seuil, 1970. Elle a également donné lieu à des travaux historiques et comparatifs récents, comme le travail de Jeremy Varon, *Bringing the War Home : The Weather Underground, the Red Army Faction, and Revolutionary Violence in the Sixties and the Seventies*, Berkeley, The University of California Press, 2004. Sur la Suisse, voir Dominique Wisler, *Violence politique et mouvements sociaux. Étude sur les radicalisations sociales en Suisse durant la période 1969-1990*, Genève, Éditions Georg, 1994. Cette tentation de basculer dans la violence révolutionnaire a été alimenté par le choc de la chute du gouvernement socialiste de Salvador Allende, comme le note Alessandro Stella : « En 1973, un événement fondamental était venu donner davantage de crédibilité à la nécessité de prendre les armes : le coup d'État militaire au Chili. Si à la voie démocratique au socialisme, préconisée par les réformistes italiens du PCI comme par Salvador Allende, les fascistes et les impérialistes répondaient par les chars et le coup d'État militaire, alors il était clair pour les révolutionnaires que la seule voie possible était d'employer le même langage, celui des armes ». Alessandro Stella, *Années de rêves et de...*, *op. cit.*, p. 83.

<sup>974</sup> Alain Geismar, Serge July et Erlyn Morane, *Vers la guerre civile*, Paris, Éditions et publications premières, 1969. Ils y affirment que la révolution manquée de Mai « a remis la révolution et la lutte des classe au centre de toute stratégie » et que, « sans vouloir jouer aux prophètes : l'horizon 70 ou 72 de la France, c'est la révolution » (*Ibid*, p. 16). S'appuyant sur l'expérience de la résistance, et sur celle des morts ouvriers de Sochaux, ils écrivent que « ce réapprentissage de la haine de classe fut chèrement payé, mais [...] la force prolétarienne a de quoi faire peur à la bourgeoisie et aux capitulars », *Ibid*, p. 364. Les auteurs citent aussi Mao pour qui « le pouvoir est au bout du fusil », phrase qui légitime la violence politique.

<sup>975</sup> Ainsi, dans le premier numéro de *Rouge* de septembre 1968, on peut lire : « En mai, nous avons pris la parole, c'est la dernière arme qu'on nous fera déposer ». Quelques mois plus tard, Alain Krivine, collaborateur et figure de la JCR puis de la LC, défend la légitimité de l'armement, certes dans une optique pacifique, lorsqu'il explique : « Plus les travailleurs sont organisés et armés, plus on a de chances de limiter l'affrontement. Les massacres viennent toujours frapper un mouvement ouvrier désarmé ». Voir Alain Krivine, *Questions sur la révolution : entretiens avec Roland Biard*, Paris, Stock, 1973, p. 190, cité par Isabelle Sommier, *La violence politique...*, *op. cit.*, p. 72. Henri Weber\* et Daniel Bensaïd\* écrivent, eux, que « si la suppression du service militaire n'est jamais une revendication communiste, c'est qu'il importe qu'une partie du peuple soit en armes et que l'ensemble soit initié au maniement des armes », *Mai 68 : une répétition...*, *op. cit.*, p. 198.

Surtout, la mort touche directement les militants révolutionnaires le 25 février 1972, quand le maoïste Pierre Overney, membre de la GP, est abattu par un vigile devant l'usine Renault de Billancourt. Son enterrement est l'occasion d'une mobilisation massive de la gauche révolutionnaire, et on trouve, au milieu de 200 000 anonymes, des intellectuels aussi connus que Michel Foucault ou Jean-Paul Sartre<sup>976</sup>. A côté d'eux, des dizaines de membres de notre population sont présents. Sa mort est suivie de nombreux appels à la vengeance, et conduit quelques jours plus tard à l'enlèvement par la GP de Robert Nogrette, responsable des relations sociales chez Renault. Si l'organisation a déjà enlevé quelques heures le député gaulliste Michel de Grailly, elle réclame cette fois l'arrêt des poursuites contre les ouvriers maoïstes licenciés et leur réintégration et semble décidée à aller au bout de sa démarche<sup>977</sup>. Finalement libéré après deux jours de séquestration, l'épisode illustre que la violence politique ne fut pas seulement « symbolique » et que ce jugement est souvent pour d'anciens acteurs une forme de reconstruction.

La violence, c'est aussi celle des militants régionalistes – particulièrement observés par l'État, si l'on en croit le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin<sup>978</sup> – et, surtout, celle de l'État face à l'élévation de la conflictualité sociale. Raymond Marcellin augmente les effectifs de forces de l'ordre après 1968<sup>979</sup>. Le gouvernement joue de la dissolution. Il décide de celle de la GP en mai 1970, puis de lancer un mandat d'arrêt contre les directeurs de *La Cause du peuple*, processus qui débouche en octobre 1970 sur l'ouverture du procès d'Alain Geismar\*, procès qui s'inscrit dans un contexte de « pathologisation de l'activisme radical<sup>980</sup> » [Voir l'encadré n° 2].

Mai-Juin 1968 restructure donc l'extrême-gauche française et les conditions dans lesquels les « intellectuels révolutionnaires » s'engagent. Mais ses conséquences pèsent aussi sur les partis de gauche traditionnels, alors que les alliances électorales rendent crédibles l'hypothèse de leur accession au pouvoir.

---

<sup>976</sup> L'enterrement est, depuis le XIXe siècle, un répertoire d'action collective centrale. Sur les années 1970, voir Isabelle Goulinet, *Le Gauchisme enterre ses morts*, mémoire de maîtrise d'histoire sous la direction de Danièle Tartakowsky et d'Antoine Prost, Université Paris 1, 1993.

<sup>977</sup> Voir Fanny Bugnon : « Venger Pierre Overney ? Controverse autour d'un mot d'ordre », *Dissidences*, Vol. 13, 2013, pp. 97-111 ; et Xavier Vigna, *L'insubordination...*, *op. cit.*, pp. 291-300

<sup>978</sup> Raymond Marcellin, *L'importune vérité. Dix ans après mai 68, un ministre de l'Intérieur parle*, Paris, Plon, 1978, p. 207.

<sup>979</sup> Kristin Ross affirme qu'« à la fin de son règne, en 1974, 42 000 nouveaux policiers avaient rejoint les forces de l'ordre pour la reconquête de Paris, de ses usines et de ses campus, soit une augmentation de 50 % des effectifs en six ans », *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 66. Le 29 avril 1970, la loi anti-casseurs est adoptée.

<sup>980</sup> Vanessa Codaccioni, « La pathologisation de l'activisme radical. De l'OAS à Action directe, les examens psychiatriques à la Cour de sûreté de l'État », *Genèses*, 2017/2, n°107, pp. 10-31.

### Encadré n° 2 : Alain Geismar\* et son procès<sup>981</sup>

Alain Geismar\* est né le 17 juillet 1939, à Paris (XVI<sup>e</sup>). Originaire d'une famille juive alsacienne, il devient pupille de la nation après la mort de son père, inspecteur de la Banque de France, tué sur le front en juin 1940. À la Libération, il fait ses études au lycée Carnot, à Paris, puis intègre en 1959 l'École nationale supérieure des mines de Nancy. À sa sortie en 1963, il entre au laboratoire de physique de l'ENS où il soutient sa thèse, en 1966.

Investi dans les luttes étudiantes dès le milieu des années 1950, il milite à l'UNEF et combat la guerre d'Algérie en intégrant le Parti Socialiste Autonome (PSA) en 1959, puis le PSU en 1960, où il exerce des responsabilités dans la fédération de Meurthe-et-Moselle jusqu'en 1963. De retour à Paris, il continue de militer au PSU jusqu'à devenir secrétaire général adjoint de la fédération de Paris. En parallèle, il obtient un poste d'assistant puis de maître-assistant en physique à la Faculté des sciences de Paris, et il milite intensément au SNES. Au congrès de l'automne 1967, sa liste bat celle des communistes – conduite par Guy Bois\* –, qui contrôlaient alors l'organisation. Quand éclatent les événements de Mai-Juin 1968, auxquels il participe très activement, il dirige donc la principale organisation syndicale du monde enseignant. Il est interviewé sur son expérience dans *La Révolte étudiante, les animateurs parlent* (Seuil, paru pendant la crise), avec Daniel Cohn-Bendit et Jacques Sauvageot, président de l'UNEF. Opposé au PCF et à plusieurs syndicats, il abandonne ses fonctions le 27 mai, après le meeting de Charléty.

Après Mai-Juin, son engagement s'intensifie : il participe à la Gauche Prolétarienne et co-écrit avec Serge July et Eryln Morane *Vers la guerre civile* [voir *supra*]. Après l'interdiction et la dissolution de la GP le 27 janvier 1970, il demande à Jean-Paul Sartre\* de devenir le directeur de publication de *La cause du peuple*. En première ligne dans l'opposition entre la GP et l'État, il est suspendu de ses fonctions à l'université, arrêté en juin 1970 et finalement condamné à 18 mois de prison pour reconstitution de mouvement dissous, après un procès très médiatisés dont le contenu est publié chez Maspéro fin 1970 (*Pourquoi nous combattons, suivi de Le prix de la liberté*). Libéré en décembre 1971, il est un temps contractuel à Paris-VII puis, amnistié en 1974, il réintègre l'enseignement quelques mois plus tard, toujours à Paris VII, université dont il devient vice-président de 1982 à 1984.

À sa sortie de prison, il milite de nouveau à l'extrême-gauche, aussi bien au Secours Rouge, au GIP que dans les comités Palestine. Signe de son aura, il prend la parole à l'enterrement de Pierre Overney en mars 1972. Fortement marqué par son expérience carcérale, il s'engage à Paris-VII dans la création d'enseignements en prison, puis élargit cette initiative lorsqu'il devient responsable des enseignements en prison pour les universités parisiennes (1981-1985). Dans le même temps, s'il refuse de soutenir publiquement Mitterrand en 1981 tout en votant pour lui, il se rapproche du pouvoir socialiste, et entre au PS en 1986, parti dont il devient très rapidement membre suppléant du conseil national. Directeur adjoint de l'Agence de l'informatique en 1985 et 1986, il intègre à partir de 1991 le cabinet de Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, puis celui de Jean Glavany, secrétaire d'État à l'enseignement technique et enfin celui de Jack Lang, lui aussi ministre de l'Éducation nationale<sup>982</sup> [Cf. chap. 5]. Enfin, il a été nommé à partir d'octobre 1990 inspecteur général de l'éducation nationale.

<sup>981</sup> Il existe un fond d'archives à La Contemporaine (Nanterre) déposé par Alain Geismar sur ces années post-1968 où il fut très actif. Le catalogue est disponible en ligne : <http://www.calames.abes.fr/pub/#details?id=Calames-20161141611308609>

<sup>982</sup> Sur ce type de trajectoire politique de l'extrême-gauche vers le PS – très courante –, voir le chapitre 5.



## ***I-B. Le champ politique traditionnel dans l'après-1968***

Pour le PSU, la période ouverte par mai-juin 1968 constitue une « divine surprise »<sup>983</sup>. Durant la crise, le PSU et les ESU ont joué un rôle actif, jusqu'à être considérés par la Direction centrale des renseignements généraux comme le « chef d'orchestre »<sup>984</sup> du mouvement. « Dopé » par les événements, le PSU présente de nombreux candidats lors des législatives de juin 1968. Si le parti n'obtient que 900 000 voix, soit à peine 3,9% des suffrages exprimés, il véhicule dans les mois qui suivent les idées de Mai, ce qui lui assure une visibilité nationale. Surtout, le parti se « gauchise » à la faveur des événements. Jean-Marie Vincent\* [voir le **chapitre 6**], intellectuel trotskiste membre d'une des tendances les plus marxistes du parti, affirme en juillet 1968 « le caractère révolutionnaire de la période »<sup>985</sup>. La résolution du congrès de Dijon, en mars 1969, affirme que l'objectif des luttes sociales est la « bataille politique du contrôle ouvrier, qui ne peut être menée que dans l'entreprise, directement avec la masse des travailleurs »<sup>986</sup>. Cette ligne autogestionnaire se maintient lors du congrès de Lille de 1971, où Rocard recueille la majorité avec 53% des mandats pour sa motion<sup>987</sup>, puis au congrès de Toulouse de décembre 1972. De plus, comme le souligne Mathieu Fulla, non seulement le PSU voit dans le socialisme autogestionnaire une démarche que le parti définit comme « révolutionnaire », la onzième des dix-sept thèses adoptées au congrès de 1969 ne condamne pas le recours à la violence pour « briser l'obstination des classes dirigeantes à défendre leurs privilèges »<sup>988</sup>. Et se laisse donc la possibilité d'y recourir.

Bien que dévalué dans le moment de la crise et critiqué sur sa gauche ensuite, le PCF résiste bien. Il hésite dans son analyse d'une crise qu'il a tenté de freiner, même si les Jeunesses Communistes, principale force politique de la jeunesse avec sa quarantaine de milliers d'adhérents<sup>989</sup>, y ont participé activement<sup>990</sup>. Tout en soutenant le mai ouvrier, le PCF s'est montré particulièrement méfiant vis-à-vis des étudiants et de leurs revendications gauchistes, tandis que les étudiants étaient très critiques vis-à-vis des communistes, à l'image de l'épisode

---

<sup>983</sup> Bernard Ravenel, *Quand la gauche se réinventait...*, op. cit., pp. 139-159.

<sup>984</sup> Xavier Vigna, « Un “chef d'orchestre” ? Le PSU en mai-juin 1968 », in Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013, pp. 171-182.

<sup>985</sup> Jean-Marie Vincent, « Réflexions provisoires sur la révolution de Mai 1968 », *Les Temps Modernes*, n°265, juillet-août 1968, texte daté du 24 juin 1968.

<sup>986</sup> Cité par Bernard Ravenel, *Quand la gauche...*, op.cit, p. 180.

<sup>987</sup> *Ibid*, p. 201.

<sup>988</sup> Mathieu Fulla, *les socialistes français et l'économie...*, op. cit, p. 216.

<sup>989</sup>D'après une note manuscrite sur les effectifs du fonds Roland Leroy citée par Mathieu Dubois, « Les JC en 68 : crise ou renouveau ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 125, 2014, p. 3.

<sup>990</sup> *Ibid*, p. 4.

de la venue de Pierre Juquin\* à Nanterre<sup>991</sup>. Dans la lignée des critiques qui existent (au moins) depuis 1966, en particulier à l'encontre de l'UEC<sup>992</sup>, le parti condamne les jeunes gauchistes pour leur abandon de la « voie pacifique » et leurs « aventures sanglantes »<sup>993</sup>. Dans *La Nouvelle Critique*, Claude Prévost\*, qui joue un rôle important dans la gestion des intellectuels du PCF, propose ainsi une analyse des « bases de l'idéologie gauchiste »<sup>994</sup> tandis que Michel Simon\*, membre du Comité Central [Sur ces deux intellectuels communistes, voir l'encadré n°3], écrit en septembre que « le gauchisme, c'est à la fois l'absence de programme et l'évaluation aventureuse des forces, le refus d'une stratégie et d'une tactique fondées sur l'évaluation minutieuse des classes », traits qu'il qualifie de « typiquement petit-bourgeois », citation du *Dix-huit brumaire* de Marx à l'appui<sup>995</sup>.

### Encadré n° 3 : Michel Simon\*<sup>996</sup> et Claude Prévost\*<sup>997</sup>, intellectuels communistes en 1968

Claude Prévost (1927-1992) est né à Châtellerauld, dans la Vienne, d'un père receveur d'octroi devenu agent de police et d'une mère vendeuse, respectivement sympathisant communiste et membre de l'Union des femmes françaises (devenue après-guerre une organisation communiste de masse dirigée par Jeannette Vermeersch et un temps par Claudine Chomat, l'épouse de Maurice Thorez). Claude Prévost\* obtient une licence d'allemand à la Faculté de Poitiers. Il travaille en parallèle comme surveillant d'externat et milite au SNES à partir de 1951. Certifié d'allemand au début des années 1950, il est nommé professeur au lycée Henri IV de Poitiers. Promu au milieu des années 1970 au grade d'agrégé, il prend sa retraite à la fin des années 1980.

Il se marie en 1951 avec Gisèle Echapt, étudiante communiste, et adhère la même année au PCF. Entré au bureau de la section de Poitiers en novembre 1955, il devint responsable aux

<sup>991</sup> Né en 1930 à Clermont-Ferrand, fils d'un employé de la SNCF, Pierre Juquin\* est en mai 1968 député communiste de la 3<sup>e</sup> circonscription de l'Essonne et surtout responsable de l'enseignement au sein du PCF. Il se rend à l'université de Nanterre le 25 avril 1968 pour débattre avec les étudiants, mais est chassé par les étudiants les plus radicaux, qui l'injurie aux cris de « Juquin, petit lapin ! ». Il est contraint de quitter Nanterre sans pouvoir débattre. Cet épisode est souvent présenté comme le signe que « La génération de 68 a définitivement isolé le parti communiste de la jeunesse, des intellectuels, d'une partie même de la classe ouvrière. Le déclin du PC accompagne strictement, fidèlement sa trajectoire » (Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, t. 2, Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988, p. 666). Ce cadrage s'avère en réalité, on le verra, largement discutable, puisque des jeunes intellectuels communistes, certes critiques, sont très actifs dans les années 1968-1981. Sur Pierre Juquin, voir la notice maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article136472>, notice JUQUIN Pierre, Louis, Michel par Marco Di Maggio, Jacques Girault, version mise en ligne le 29 mars 2011.

<sup>992</sup> Sur la période pré-1968, et avec de nombreux documents inédits en annexes, voir Roger Martelli, *Communistes en 1968. Le grand malentendu*, Paris, Éditions Sociales, 2018.

<sup>993</sup> D'après les mots de Laurent Salini, le chef du service politique de *L'Humanité*. Voir son ouvrage *Le Mai des prolétaires*, Paris, Editions sociales, 1968.

<sup>994</sup> *La Nouvelle critique*, vol. 15, juin 1968. Cet article poursuit des analyses déjà développées un an plus tôt dans Claude Prévost, « Portrait-robot du maoïsme en France », *La Nouvelle Critique*, Juin 1967.

<sup>995</sup> Michel Simon, « Mai-Juin 1968, deux mois de luttes des classes en France », *La Nouvelle Critique*, vol. 16, n°197, septembre 1968.

<sup>996</sup> Nous nous appuyons principalement sur sa notice maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article173398>, notice SIMON Michel par Jacques Girault, version mise en ligne le 30 mai 2015.

<sup>997</sup> Nous nous appuyons principalement sur sa notice maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article159189>, notice PRÉVOST Claude, Marc par Jacques Girault, version mise en ligne le 29 mai 2014.

intellectuels de la fédération de la Vienne à partir de 1962. Il commence à écrire dans les revues communistes, principalement à *La NC*, où il entre en 1962-1963 après y avoir écrit un premier article en 1952<sup>998</sup>. Dans le même temps, il participe à la commission des intellectuels auprès du Bureau politique. Intervenant à partir de cette date sur des enjeux nationaux, cet intellectuel communiste spécialiste de littérature est-allemande et de ses rapports avec l'idéologie (*Littérature, politique, idéologie*, éditions Sociales, 1973), publie les écrits de Lukacs aux Éditions sociales en 1974 [voir le chapitre 3], travaille à réhabiliter Paul Nizan dans l'histoire officielle du PCF et écrit sur des enjeux centraux du PCF, aussi bien le rapport aux intellectuels (*Les intellectuels et la lutte des classe*, Éditions sociales, 1970) que le gauchisme étudiant (*Les étudiants et le gauchisme*, Éditions sociales, 1970). Claude Prévost\* quitte la *Nouvelle Critique* en 1976 pour tenir la chronique littéraire à *L'Humanité*, signe non pas d'une prise de distance vis-à-vis du PCF mais, au contraire, de « l'avancement de [sa] carrière militante »<sup>999</sup>. Il est également actif au nouveau journal *Révolution*, lancé en 1980 [voir le chap. 5]. Il reste chroniqueur à *L'Humanité* jusqu'à sa mort, en 1992.

Michel Simon\* (1927-2013) est né dans le XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sa mère, institutrice, et son père, dessinateur industriel, juif, socialiste et franc-maçon, furent visés par les persécutions antisémites. Scolarisé à Limoges durant l'Occupation, il fait des études brillantes, entre à l'ENS-Ulm en 1947, et il reçut à l'agrégation de philosophie en 1951. Après une première année d'enseignement et ses deux années de service militaire, il est nommé au lycée Faidherbe de Lille puis en khâgne. Il y enseigne jusqu'à son entrée au CNRS comme attaché de recherche, en 1965. En 1969, il revient à Lille, cette fois à l'université. Il y fonde en 1982 le Centre d'études lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE), et prend sa retraite en 1992.

Durant toute sa carrière, Michel Simon\* est un intellectuel communiste. Après avoir brièvement été membre du cercle d'études socialistes de l'ENS en 1948-1949, puis au RDR [voir le chapitre 1], il rejoint le PCF en janvier 1951. À Lille, il est élu au comité et au bureau de la section communiste, et devint en 1961 secrétaire de la section communiste du centre de Lille. En 1963, il est membre du bureau de la Fédération du Nord, où il était responsable des intellectuels, et ce jusqu'à 1971. Dans le même temps, collaborateur fréquent de la presse communiste et membre de la *Nouvelle Critique* (où il participa à la rédaction de l'important texte sur le culte de la personnalité en décembre 1963), il entre au Comité central et y reste de 1964 à 1973. Il contribue à l'ouvrage *Lénine, la philosophie, la culture* (Éditions Sociales, 1971), et mène des enquêtes sur les comportements politiques des Français. Il publie ses premiers résultats dans les *Cahiers du communisme* (décembre 1967-janvier 1968), sous le titre « Les Français, la politique et le Parti communiste », puis poursuit dans cette voie avec Guy Michelat (*Classe, religion et comportement politique* (Presses de la FNSP, 1977). Partisan de l'union de la gauche, il critique la rupture du programme commun en 1977, mais continue de militer dans le Nord puis, après 1993, dans le Finistère. À sa mort en 2013, *L'Humanité* publie un portrait qui le qualifie de « communiste infatigable ».

À côté de cette stratégie face au gauchisme<sup>1000</sup>, l'après-1968 poursuit et accélère la dynamique d'union du PCF avec les autres partis de gauche et les « nouvelles classes ouvrières » [voir le chapitre 1]. Pour Michel Simon\*, ce qui est nouveau dans l'après-1968,

<sup>998</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., pp. 43-44 ; et chapitre 5.

<sup>999</sup> *Ibid*, p. 352.

<sup>1000</sup> Julian Mischi, « Le PCF face au "problème gauchiste" », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les Partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages. 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, pp. 209-222.

« c'est que pour la première fois peut-être depuis 1848, la rupture s'annonce entre une fraction très importante des couches moyennes anciennes mais surtout nouvelles, et la classe dominante. C'est particulièrement vrai des catégories intellectuelles [...]. Tout indique qu'elles trouveront rapidement – mais non spontanément – le chemin du réalisme politique, c'est-à-dire de l'alliance avec la classe ouvrière, dans le grand front antimonopoliste de la nation française »<sup>1001</sup>. En mai 1970, Dominique Vidal, rédacteur en chef du *Nouveau Clarté*, écrit exprimant une position différente que « Mai-juin ne fut pas une “crise” parmi tant d'autres, mais le début d'une période historique nouvelle. Nouvelle parce que le nombre, la masse et l'importance des couches nouvellement entrées en lutte posent de manière plus immédiate, plus aiguë, la question de l'alliance, notamment celle des intellectuels avec la classe ouvrière »<sup>1002</sup>. L'évolution du regard communiste sur les membres extérieurs à la classe ouvrière, amorcée timidement dans les années 1960, s'accélère donc avec la crise de 1968<sup>1003</sup>.

La dynamique même d'alliances à gauche, initiée elle aussi dans les années 1960<sup>1004</sup>, reprend avec les tensions de 1968 jusqu'à aboutir à la signature du programme commun de gouvernement avec les socialistes. Cette alliance est aussi rendue possible par l'évolution des socialistes après les événements. Les faibles scores obtenus aux législatives de 1968 font exploser la FGDS [**voir supra**] : Mitterrand démissionne de sa présidence le 7 novembre 1968. Parmi les partis qui composent la FGDS, la CIR de Mitterrand se doit de se placer en un parti très engagé pour une transformation socialiste de la société après les événements. Ainsi, aux assises d'octobre 1968, la CIR « prône la lutte pour l'appropriation des moyens de production et réclame les pouvoirs de gestion, de contrôle et de décision pour les travailleurs »<sup>1005</sup>. De son côté, la SFIO tient son congrès à Puteaux, du 20 au 22 décembre 1968, où le parti affirme la « vocation révolutionnaire du socialisme »<sup>1006</sup>. En même temps, les alliances chez les socialistes évoluent, et les noms des partis aussi : la SFIO devient en 1969 le Nouveau Parti Socialiste (NPS, au congrès d'Issy-les-Moulineaux), qui intègre notamment l'UCRG d'Alain Savary, qui devient le premier secrétaire<sup>1007</sup>. Deux ans plus tard, au congrès d'Épinay de juin 1971, la CIR

---

<sup>1001</sup> Michel Simon, « Mai-Juin 1968... », *art. cit.*

<sup>1002</sup> Cité par Mathieu Dubois, *Ibid.*, p. 1.

<sup>1003</sup> Parallèlement, c'est aussi la vision sur lycéens et les étudiants qui évolue, même si c'est d'abord timidement lors du Comité central du PCF des 8 et 9 juillet 1968. *Ibid.*, p. 6. Si ces remarques s'appliquent à toutes les périodes d'union, elles sont sans doute particulièrement vraies dans l'après-1968, ne serait-ce que par la puissance électorale née de la signature du programme commun.

<sup>1004</sup> Les négociations qui débouchent sur la signature sont longues et complexes. Frédérique Matonti a retracé un « calendrier des négociations » depuis 1962. Voir Frédérique Matonti, « La fabrique du Programme... », *art. cit.*

<sup>1005</sup> Mathieu Fulla, *les socialistes français et l'économie...*, *op. cit.*, pp. 216 et sq.

<sup>1006</sup> *Ibid.*

<sup>1007</sup> Avec seulement une voix d'avance sur Pierre Mauroy.

rejoint le NPS, qui devient le Parti Socialiste, avec comme Premier Secrétaire François Mitterrand.

Cette perspective révolutionnaire du PS, et sa volonté d'union, facilite la signature d'un programme commun<sup>1008</sup>. Largement diffusé – notamment par les Éditions Sociales<sup>1009</sup> –, le texte s'inscrit économiquement entre Marx et Keynes et se veut à la base de changements sociaux d'envergure<sup>1010</sup> et se concrétise, à partir de 1973, par de bons résultats électoraux<sup>1011</sup> et par l'augmentation significative du nombre de membres du PCF, qui passe de 288 414 en 1967 à 566 492 en 1978<sup>1012</sup>. Parmi ces nouveaux adhérents, on trouve de nombreux lycéens et étudiants<sup>1013</sup> [Sur les jeunes intellectuels du PCF, voir *infra*].

La dynamique du programme commun provoque de nombreuses réactions à gauche, que ce soit un procès en réformisme venant de l'extrême-gauche ou la difficile conservation d'une autonomie par le PSU. Ce dernier voit ses effectifs augmenter de près de 34% par rapport à la période précédant Mai 68, jusqu'à compter 15 511 adhérents<sup>1014</sup>, mais l'union de la gauche rend sa stratégie d'indépendance très fragile. Ainsi, si le PSU présente des candidats aux législatives de 1973, il finit par retirer la candidature de Charles Piaget, la figure cédétiste de Lip [voir *infra*], membre du PSU, à la présidentielle de 1974 au bénéfice de la candidature de François Mitterrand<sup>1015</sup>. Dans la foulée, le PSU impose une première fois. Si les raisons en sont plurielles, le rapport à l'union de la gauche (et notamment au PS) est déterminant, et préside à la participation du PSU aux Assises du socialisme, organisées en octobre 1974. La position de

---

<sup>1008</sup> Sur cette « union sans unité » qu'est la période du programme commun, voir Frédérique Matonti, « La fabrique du Programme commun... », *art. cit.*, et Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche (1967-1978)*, Rennes, PUR, 2012.

<sup>1009</sup> Philippe Oliveira écrit qu'il s'agit du best-seller de la collection d'actualité « Notre temps ». Voir Philippe Oliveira, « Les livres de mai »..., *art. cit.*, p. 157.

<sup>1010</sup> Ce qui n'empêche pas de très nombreuses tensions, notamment sur la question des nationalisations. Voir Mathieu Fulla, « Le programme commun de gouvernement : rupture économique ou artefact politique ? », in Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité...*, *op. cit.*, pp. 67-82.

<sup>1011</sup> Aux législatives de 1973, malgré un score cumulé de plus de 40% au premier tour, PS et PCF ne remportent que 164 sièges (sur 488). À la présidentielle de 1974, François Mitterrand, candidat qui de la gauche soutenu par le PCF, échoue de peu face à Valéry Giscard d'Estaing, en obtenant 49,2% des voix au second tour. Surtout, en mars 1977, les élections municipales sont un succès pour l'Union de la gauche. L'alliance remporte de très nombreuses grandes villes tandis qu'à Paris, la liste menée par Henri Fiszbin s'incline mais de peu face à Jacques Chirac.

<sup>1012</sup> Roger Martelli, *Prendre sa carte : 1920-2009. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Bobigny, Fondation Gabriel Péri et Département de Seine-Saint-Denis, 2010, p. 47.

<sup>1013</sup> Les moins de 25 ans passent de 9,4% à 11,9% des effectifs totaux entre 1966 et 1979, et la part des 26-40 ans augmente de 33,1% à 39% dans la même période. Du côté de la JC, les effectifs revendiqués sont de plus de 55 000 en novembre 1968. Voir Mathieu Dubois, « Les JC en 68... », *art. cit.*, p. 6 et *sq.*

<sup>1014</sup> Nicolas Defaud, *Ibid.*, p. 83 et *sq.*

<sup>1015</sup> Bernard Ravenel, *Quand la gauche...*, *op. cit.*, ; Ismail Ferhat, « Le PSU et l'union de la gauche, ou la place du "marginal sécant" (1968-1977) », in Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié...*, *op. cit.*, pp. 197-209.

Michel Rocard, favorable à la présence du PSU, finit par s'imposer de justesse<sup>1016</sup>, mais les tensions au sein du parti et le poids grandissant des socialistes à gauche contribuent à son départ et à celui de nombreux militants du PSU pour le parti socialiste.

La polarisation est également nette au niveau syndical. Alors que la CGT soutient immédiatement l'alliance, la CFDT, parallèlement au PSU dont elle est alors proche, s'interroge sur sa relation aux socialistes. Le syndicat, qui compte environ 740 000 adhérents en 1970 - une augmentation d'environ 150 000 membres par rapport à 1965<sup>1017</sup> - estime après la présidentielle de 1974, par le voix de son dirigeant Edmond Maire, qu'il faut chercher avec le PS « une "alliance conflictuelle" [...] calquée sur leur relation avec la CGT »<sup>1018</sup>. Dès lors, la CFDT s'éloigne d'un PSU diminué par les départs.[voir le chapitre 5]

Au-delà de ces évolutions politiques, les conséquences de Mai-Juin 1968 sont nombreuses, et, en premier lieu, sur les mouvements sociaux.

### ***I. C. Les mouvements sociaux après-1968 : entre insubordination ouvrière et nouveaux fronts***

Pour évoquer les bouleversements de « l'espace des mouvements sociaux »<sup>1019</sup> dans l'après Mai-Juin 1968, nous reviendrons d'abord sur les mobilisations dans les usines (A), avant de nous intéresser aux nouvelles causes portées dans la période d'extraordinaire activisme politique ouverte par 1968 (B). Cet « âge d'or des luttes » joue directement aussi bien sur les thèmes traités par les intellectuels (on le verra au chapitre suivant), sur lieux où se déploient leur militantisme et, plus globalement, contribuent là encore à créer un contexte « révolutionnaire » qui joue sur la visibilité des « marxismes ».

#### ***L'insubordination ouvrière dans l'après-mai***

En 1965, la sociologue Juliette Minces\*, intellectuelle elle-même très engagée<sup>1020</sup>, fait « parler » un ouvrier qui met en garde contre les déformations que peut introduire un regard non ouvrier (et notamment intellectuel) sur le monde ouvrier :

---

<sup>1016</sup> Ses opposants en interne publient une tribune dans laquelle ils affirment que « fondre le PSU dans le Parti socialiste signifierait la disparition de cet intellectuel collectif » alors qu'il faut, au contraire, « construire un parti qui puisse jouer pleinement le rôle d'intellectuel de la classe ouvrière ». Cf « Pour un parti autogestionnaire de masse. Pour une stratégie révolutionnaire », *Tribune socialiste*, 6 juillet 1974.

<sup>1017</sup> Michel Branciard, *Histoire de la CFDT*, Paris, La Découverte, 1990 ; Frank Georgi, *L'Invention de la CFDT (1957-1970)*, Paris, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, 1995.

<sup>1018</sup> Il ajoute : « Avec le PS, nous recherchons cette formule, ce langage. Pour l'instant Mitterrand ne l'entend pas, Mauroy l'entend. Le CERES l'entend peu ». Voir Nicolas Defaud, *La CFDT...*, *op. cit.*, p. 91.

<sup>1019</sup> Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007/1 (n° 77), pp. 131-151 ; *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2012.

<sup>1020</sup> Juliette Minces\* est née en 1937 à Paris dans une famille d'ouvriers dans la couture. Ses parents, des juifs polonais qui militent à gauche, émigrent en France dans les années 1930. Durant la guerre, elle passe plusieurs

« Contrairement à ce que l'on pense souvent, on croit que dans les usines, ça vit. C'est vu de l'extérieur. On croit qu'il y a toujours un combat, qu'il y a vraiment une lutte. En fait, ça existe, mais c'est toujours à l'état latent. Ça dort, ce n'est pas clair. Il y a par moment des sursauts ; des soubresauts dans certaines régions ; ça explose »<sup>1021</sup>.

Conscient de ce biais intellectualiste, Xavier Vigna montre, à travers de nombreuses sources qui réintroduisent le point de vue ouvrier comme les tracts d'usine<sup>1022</sup>, que Mai-Juin 1968 a bien été une « rupture inaugurale qui se déploie ensuite pendant une dizaine d'années »<sup>1023</sup>, jusqu'à la lutte, perdue, des sidérurgistes lorrains en 1979. Durant cette période, « les grèves foisonnent et l'insubordination ouvrière se diffuse. La morphologie de la grève, le rôle de nouvelles catégories du spectre ouvrier, un rapport plus complexe aux organisations syndicalistes attestent une continuité par rapport au mouvement de mai-juin 1968 »<sup>1024</sup>. Xavier Vigna recense ainsi entre 1968 et 1979 plus de 250 conflits sociaux dans les usines à travers toute la France<sup>1025</sup>, alors que le nombre de journées individuelles non travaillées pour cause de grève est de 3 millions en moyenne durant les années 1970, avec un pic de 5 millions en 1976<sup>1026</sup>.

Les effets de Mai-Juin 1968 sont visibles quantitativement, mais aussi qualitativement. Si la classe ouvrière traditionnelle reste centrale, ces conflits mettent en avant de nouvelles catégories d'ouvriers, et en premier lieu les « ouvriers spécialisés » (OS), c'est-à-dire les personnels avec les manœuvres les moins qualifiés de l'usine. Souvent immigrés, ils sont soumis aux tâches les plus répétitives et pénibles<sup>1027</sup>. Malgré les difficultés auxquelles ils font

---

mois dans le camp d'internement de Gurs, dans les Pyrénées, avant de revenir vivre à Paris après-guerre. Elle étudie les langues étrangères à l'École nationale des langues vivantes orientales (Enlov). Très engagée durant la guerre d'Algérie, elle s'intéresse dans les années 1960 au travail en usine, notamment des immigrés, et écrit dans *Les Temps Modernes*. Elle publie plusieurs livres chez Maspero (*Le nord*, 1967 ; et *L'Algérie indépendante*, 1967, avec Gérard Chaliand\*, son compagnon de l'époque. Elle se spécialise en histoire et en sociologie de l'immigration et donne des cours, notamment à Paris VIII. Elle se définit comme une « sociologue indépendante », et n'a jamais eu de poste à l'université ou au CNRS. Voir Juliette Mincés\*, *De Gurs à Kaboul, Entretien avec Luc Desmarquest*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2015.

<sup>1021</sup> Cité par Xavier Vigna, *L'insubordination...*, *op. cit.*, p. 16. L'enquête de Juliette Mincés\*, initialement publiée en 1965 dans *Les Temps Modernes*, est reprise dans *Un ouvrier parle. Enquête*, Paris, Seuil, 1965.

<sup>1022</sup> Au-delà de la presse et de témoignages directs, il se sert notamment des versements de militants roubaisiens de l'Action catholique ouvrière consultables au Centre d'Histoire du Monde du Travail de Roubaix, mais aussi des archives de groupes comme la GP ou les Cahiers du Mai, disponibles à la BDIC, et qui ont collecté de très nombreux documents sur les ouvriers, ou encore des archives de la Direction des Relations du Travail du ministère du Travail au Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau, *Ibid*, p. 15 et *sq.*

<sup>1023</sup> *Ibid*, p. 25.

<sup>1024</sup> *Ibid*, p. 22.

<sup>1025</sup> D'après sa chronologie de 1969 à 1979, *Ibid*, pp. 334-344.

<sup>1026</sup> Lilian Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?...*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>1027</sup> Sur les ouvriers spécialisés, voir Jean-Pierre Dumont, *La fin des OS ?*, Paris, Mercure de France, 1973 ; Daniel Mothé, *Les OS*, Paris, Cerf, 1972. Voir aussi Nicolas Hatzfeld, « Les ouvriers de l'automobile : des vitrines sociales à la condition des OS, le changement des regards », in Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Franck, Marie-France Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les Années 68...*, *op. cit.*, pp. 345-362.

face pour se mobiliser<sup>1028</sup>, certaines grèves demeurent marquantes comme celle de l'usine Penarroya, basée à Lyon, lorsqu'à l'hiver 1972 démarre un conflit de cinq semaines après la mort d'un ouvrier tunisien, écrasé dans le cadre de son (dangereux) travail<sup>1029</sup>.

Cette insubordination passe aussi par une évolution des éléments du répertoire d'action des ouvriers. Il persiste bien sûr des grèves revendicatives qui par l'arrêt de travail, obtiennent la satisfaction d'objectifs clairs contestant des dispositifs internes (cadences, temps et nombre de pauses, heures supplémentaires, etc...), des licenciements, des salaires dus ou des augmentations. Ces grèves, appuyées par la CGT et le PCF, sont les plus nombreuses. Elles restent efficaces, à l'image de celle des métallurgistes de l'usine Rateau, à la Courneuve, durant laquelle la CGT - forte de ses 300 000 nouveaux adhérents après la crise de 1968<sup>1030</sup> - parvient à sauvegarder les 1658 emplois menacés grâce à des actions classiques (occupation pacifique, délégations syndicales, manifestations de rue et mobilisation de la population).

Mais émerge aussi, durant cette séquence historique, des grèves d'un type nouveau, appelées parfois « productives »<sup>1031</sup>, et durant laquelle les ouvriers n'arrêtent pas la production mais se la réapproprient, travaillant selon leurs propres règles et pour eux-mêmes. Bien que peu nombreuses, elles sont significatives en raison de leur attachement à l'idée d'autogestion<sup>1032</sup>. Elles se développent dans la foulée de la grève productive « matricielle » de l'usine de montres Lip, à Besançon, quand, après le dépôt de bilan en avril 1973, les ouvriers décident en juin d'occuper l'usine puis de relancer et de gérer eux-mêmes la production et la vente des montres. Cette expérience autogestionnaire a de forts échos nationaux, jusqu'à la grande marche organisée le 29 septembre 1973 qui réunit plus de 100 000 personnes<sup>1033</sup>. La grève de Lip fait des « enfants » - pour reprendre une expression de la CFDT à l'époque - puisque toutes les grèves « productives » qui suivent s'y réfèrent explicitement<sup>1034</sup>. Elles sont appuyées par des

---

<sup>1028</sup> Des marocains de la métallurgie parisienne ont été par exemple contrôlés par leur ambassade durant 1968.

<sup>1029</sup> Ces conditions de travail sont renforcées par des conditions d'hébergement terribles, à l'image des bidonvilles de Nanterre, étudiés par Abdelmalek Sayad et Éliane Dupuy, *Un Nanterre algérien : terre de bidonvilles*, Paris, Editions Autrement, 1995. Voir également Monique Hervé\* et Marie-Ange Charras\*, *Bidonvilles : l'enlèvement*, Paris, Maspero, 1971. Nous reviendrons sur la trajectoire des deux auteures au chapitre 7.

<sup>1030</sup> Selon René Mouriaux, *La CGT (Confédération générale du Travail)*, Paris, Seuil, 1982, p. 112 ; et Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, Complexe, 1995, pp. 266-278.

<sup>1031</sup> *Ibid*, p. 107 et sq. Pour la liste détaillée, voir le tableau récapitulatif, *Ibid*, p. 109. La CGT compte alors un peu plus de 2 500 000 membres.

<sup>1032</sup> Sur l'autogestion, voir le chapitre 3.

<sup>1033</sup> Sur Lip, voir l'entretien de 1973 avec Charles Piaget, leader CFDT de l'usine : Charles Piaget, *Charles Piaget et les Lip racontent*, Paris, Stock, 1973 ; Voir aussi l'entretien plus récent de Thomas Lacoste avec Charles Piaget, « Lip, une école de la lutte », dans Thomas Lacoste, *Penser critique(s)*, Paris, Éditions Montparnasse, 2012, DVD. Voir aussi le film *Les Lip. L'imagination au pouvoir*, de Christian Rouaud (Les films d'ici, 2007), qui fut nominé pour le César du meilleur film documentaire.

<sup>1034</sup> *CFDT aujourd'hui*, n°15, septembre-octobre 1975, « Les enfants de LIP », p. 17-26, cité par Xavier Vigna, *Ibid*, pp. 107 et sq.



relais politiques et syndicaux, principalement le PSU et la CFDT. Ce contexte accélère les prises de position anti-capitalistes de la CFDT et son adhésion au socialisme autogestionnaire, au prix d'un travail intellectuel interne important<sup>1035</sup>. En soutenant ce type de « grèves productives », le PSU et la CFDT, malgré leur plus faible poids politique celui des autres forces de gauche, sont dans l'après-1968 parties prenantes de la gauchisation des mouvements sociaux dans un sens autogestionnaire<sup>1036</sup>.

À la différence entre « grève revendicative » et « grève productive » s'ajoute l'évolution d'un moyen comparable : l'occupation d'usine. Comme l'écrit Étienne Pénissat, l'occupation revêt des sens très différents dans les « années 1968 », entre « l'occupation forteresse » de la CGT (grève revendicative) et « l'occupation maison de verre » soutenue par la CFDT et le PSU<sup>1037</sup>. La première, visible par exemple en 1967 dans les grèves de la sidérurgie lorraine, met en scène le contrôle syndical de la CGT, et le contrôle des outils de production et des bâtiments. En empêchant les non grévistes d'accéder à l'usine et à travers une organisation quasi-militaire et un service d'ordre important, il s'agit à la fois de cadenasser l'usine pour favoriser une grève massive et d'afficher la discipline du mouvement ouvrier et l'absence de débordement. À l'inverse, l'occupation de Lip illustre à quel point l'occupation « maison de verre » symbolise la démocratisation de l'usine et son autogestion. L'usine fonctionne « à la fois comme objet de revendication (le maintien de l'emploi) mais aussi comme technologie de luttes et de mobilisation »<sup>1038</sup>. Si l'occupation protège l'outil de travail, c'est donc aussi un moyen permettant de faire participer directement les grévistes à la gestion globale de l'usine.

---

<sup>1035</sup> Nicolas Defaud explique à propos de la CFDT que sa spécificité au début des années 1970 se situe « dans la spécialisation et le degré élevé d'abstraction théorique [...] auquel les permanents spécialisés ont recours. Et cette recherche par l'abstraction vise en particulier à durcir et donner des fondements solides à la place idéologique de la CFDT. Il s'agit de situer sa pensée sur sa droite et sur sa gauche, mais aussi par rapport aux canons syndicaux (l'anarcho-syndicalisme notamment) et surtout proprement intellectuels, comme le montre l'examen très sérieux opéré sur la controverse Marx-Proudhon », qui révèle comment, « par la pratique très académique de l'histoire des idées à laquelle se mêle l'analyse biographique, un syndicat s'approprie le socialisme auquel il vient de se convertir officiellement et le rabat, grâce à Proudhon, vers une tradition autogestionnaire ». Voir Nicolas Defaud, *La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme de proposition...*, *op. cit.*, p. 209.

<sup>1036</sup> Sur les années post-1968 comme « printemps de l'autogestion », cf Frank Georgi, « “Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui” ». Le syndicat, la grève et l'autogestion en France (1968-1988) », in Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Franck, Marie-France Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les Années...*, *op. cit.*, pp. 399-413.

<sup>1037</sup> Étienne Pénissat, « « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de “réinvention” d'un mode d'action », *Genèses*, 2005/2 (n° 59), pp. 71-93. Sur les occupations politiques, voir aussi Guillaume Gourgues, « Occuper son usine et produire : stratégie de lutte ou de survie ? La fragile politisation des occupations de l'usine Lip (1973-1977) », *Politix*, n°117, 2017, pp. 117-143. Voir, plus globalement, l'ensemble de ce numéro de *Politix* sur les « mouvements d'occupation ».

<sup>1038</sup> *Ibid*, p. 77.

Outre l'occupation et la grève, qui reste la forme d'action « la plus vive et la plus visible, et par conséquent celle qui laisse le plus de traces dans les archives »<sup>1039</sup>, des actions mêlent illégalités et violence avec la pratique des séquestrations, des mises à sac de bureau<sup>1040</sup> ou des sabotages<sup>1041</sup>. Répertoire classique, « répertoire d'action violentes quasi souterrain »<sup>1042</sup>, et répertoire d'action d'inspiration autogestionnaire<sup>1043</sup> se mêlent souvent en pratique, de même que les sections syndicales s'allient dans les conflits, et participent à la généralisation de « l'insubordination ouvrière »<sup>1044</sup>.

### ***L'apparition de « nouveaux mouvements sociaux »***<sup>1045</sup>

Mai-Juin 1968 ouvre aussi une période de mobilisations sociales inédites qui, tout en ayant pour objectif la transformation de la société, diffèrent de la lutte des classes traditionnelle en raison de leurs lieux (au-delà de l'usine), de leur nature (revendications que Ronald Inglehart appelle « post-matérialistes »<sup>1046</sup>) et de leur autonomie (vis-à-vis des partis, des syndicats). De nombreux fronts qu'on appelle « secondaires » car ils touchent non pas le travail, mais d'autres dimensions de la vie quotidienne, et qu'ils souvent portées par d'autres acteurs que les ouvriers de l'industrie traditionnelle, émergent. Ce sont tout d'abord les étudiants qui, malgré les avancées de la loi Faure du 12 novembre 1968, continuent de se mobiliser. Nommé le 12 juillet 1968, Edgar Faure – professionnel de la politique, avocat d'affaire et universitaire – accède grâce à la crise à un ministère occupé par Alain Peyrefitte au début du mois de mai puis, du 30

---

<sup>1039</sup> Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière...*, *op. cit.*, p. 89.

<sup>1040</sup> *Ibid*, pp. 96-107.

<sup>1041</sup> Cette pratique est née au début du XIX<sup>e</sup> siècle. À son sujet, Patrick Fridenson écrit que « c'est un acte ouvrier intentionnel qui porte atteinte au produit fabriqué ou à l'outil de travail. Il a des formes diverses : destruction de machines ou de produits [...], création de pannes ou de défauts, vols [...]. Ces sabotages destructeurs sont une pratique très peu répandue en milieu ouvrier, mais continue depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle », cité dans *Ibid*, p. 98.

<sup>1042</sup> Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière...*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>1043</sup> Pour un « retour critique » sur les usages du terme de « répertoire d'action collective » en sciences sociales, voir Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective ( XVIII<sup>e</sup> - XXI<sup>e</sup> siècles ) », *Politix*, 2008/1 (n° 81), pp. 181-202

<sup>1044</sup> Frank Georgi, « L'unité d'action CGT-CFDT dans les années soixante », in Dominique Labbé et Stéphane Courtois (dir.), *Regards sur la crise du syndicalisme*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 47-62. Ces échanges se matérialisent par exemple le 15 décembre 1970, à travers un accord sur les revendications syndicales prioritaires qui sont principalement la revalorisation du SMIC, la retraite à 60 ans et la semaine de 40 heures.

<sup>1045</sup> Le caractère « nouveau » des certains mouvements sociaux des années post-1968 tient à ce que de nouveaux acteurs (plus diplômés et jeunes) tendent à remplacer les anciens, à savoir le mouvement ouvrier. Ce changement est également lié à des transformations sociales plus générales — on passerait d'une configuration dite de « société industrielle » à une autre « post-industrielle ». Alain Touraine, en 1978, écrit que les études sociologiques qu'il mène avec son équipe ont pour but d'identifier « le nouveau mouvement social qui jouera demain le rôle central que le mouvement ouvrier a occupé dans la société industrielle ». Voir Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Livre de Poche, 1978, p. 21.

<sup>1046</sup> Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

mai au 12 juillet, par François-Xavier Ortolí<sup>1047</sup>. Comme l'écrit Christelle Dormoy-Rajramanan, la politique scolaire élaborée durant l'été — qui doit beaucoup au travail durant les événements du haut-fonctionnaire Jacques de Chalendar, membre influent du cabinet de Faure ensuite<sup>1048</sup> — cherche « à éteindre la mobilisation universitaire tout en renonçant le moins possible aux projets scolaires gaulliens » antérieurs à Mai-Juin 1968<sup>1049</sup>. La loi votée le 7 novembre 1968 et promulguée dès le 12, affaiblit les pouvoirs « mandarinaux » en permettant la participation de l'ensemble des acteurs de l'enseignement à la gestion des universités, que ce soit les représentants étudiants ou les maîtres-assistants et assistants, qui en étaient jusqu'alors exclus. Les rémunérations de ces enseignants dits de « rang B » sont revalorisées dès 1969<sup>1050</sup>. Un plan d'urgence pour la rentrée 1968-1969 – qui n'a lieu réellement qu'en janvier 1969 presque partout – est également adopté : il prévoit notamment l'augmentation des bourses étudiantes et la création de 5000 postes d'enseignants dans le supérieur<sup>1051</sup>. Enfin, le budget affecté aux locaux augmente de près de 20%, et un programme de créations de nouveaux centres universitaires est lancé, qui comprend notamment le Centre de Marseille-Luminy pour les sciences naturelles, Dauphine pour la gestion et Vincennes pour les arts, les lettres et les sciences humaines et sociales. L'université de Paris – et donc la Sorbonne – est divisée en treize établissements autonomes, à l'image de l'université Paris-VII Jussieu, officiellement créée le 1<sup>er</sup> janvier 1971.

Mais malgré cette loi ambitieuse qui reprend un certain nombre de revendications du mouvement comme la participation, une partie de la jeunesse étudiante reste mobilisée durant l'après-1968. Une organisation comme l'UNEF continue de s'élever dans les années suivantes contre l'université décrite comme le « rouage de l'ordre et de l'exploitation capitaliste »<sup>1052</sup>. Cette critique passe notamment par la remise en cause des concours nationaux de l'enseignement (CAPES, agrégation). En mai-juin 1968, un certain nombre d'étudiants avaient boycotté les épreuves orales, mais avaient pu bénéficier d'une session de rattrapage en septembre. Dans les années suivantes, le comité CAPES-Agrégation revendique un concours unique pour les enseignants du second degré, et la fin de l'agrégation, présentée comme conservatrice et traditionnelle, alors que ce concours ne sera mixte qu'à partir de l'année 1975-

---

<sup>1047</sup> Sur les effets de la crise sur les projets de réforme du système scolaire, voir Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle...*, thèse. cit, principalement le chapitre VI intitulé « La stratégie du "retour à l'ordre" du pouvoir politique : à chacun ses profits de crise ».

<sup>1048</sup> Voir Christelle Dormoy-Rajramanan, « "Mai 68" : fenêtre d'opportunité pour un haut fonctionnaire au placard. Jacques de Chalendar et la politique universitaire », *Politix*, 2018/2 (n° 122), pp. 187-220

<sup>1049</sup> *Ibid*, p. 207.

<sup>1050</sup> *Ibid*, p. 211.

<sup>1051</sup> Près de la moitié sont cependant destinés aux IUT et aux autres formations professionnalisantes.

<sup>1052</sup> Cité dans *Ibid*, pp. 215-216.

1976<sup>1053</sup>. Cette lutte va jusqu'au boycott de la session 1969 dans plusieurs facultés (Aix-en-Provence, Sorbonne) et dans les ENS<sup>1054</sup>. En 1972, l'agrégation de philosophie est également boycottée, cette fois par quelques étudiants normaliens de Saint-Cloud dont David Kaisergruber\* et Marc Abélès\*, fondateurs dans les mois suivants de la revue *Dialectiques*, créée au printemps 1973 [Sur ces acteurs et *Dialectiques*, voir *infra*]<sup>1055</sup>. Les luttes étudiantes sont aussi des luttes de concurrence pour le contrôle des diverses organisations étudiantes<sup>1056</sup> - aussi bien l'UNEF, qui scissionne en deux tendances en 1971, que la Mutuelle Nationale des Etudiants de France (MNEF)<sup>1057</sup>.

D'autres mouvements émergent dans ces années post-1968 et, en premier lieu, le féminisme dit de la « deuxième vague »<sup>1058</sup>. Certes, les années 1960 ont déjà été marquées par quelques évolutions pour les droits des femmes, à l'image de la possibilité qui leur est donnée d'ouvrir un compte bancaire à leur nom (1965) ou d'exercer un emploi sans avoir besoin de l'autorisation de leur mari (1966), signes (très discrets) que les femmes mariées ne sont plus tout à fait considérées comme mineures. En 1967 est autorisée la vente de contraceptifs, avec la loi du député gaulliste Lucien Neuwirth<sup>1059</sup>. Celle-ci, après de très longs débats, ne débouchent sur la publication de décrets qui permettent la vente de la pilule en pharmacie qu'en 1972, le médicament n'est pas remboursé par la sécurité sociale et n'est accessible aux mineures de moins de 21 ans qu'avec une autorisation parentale.

Le rôle des femmes en Mai a longtemps été invisible et a été quasiment effacé de la mémoire du mouvement. Ainsi Michelle Perrot a pu affirmer que « 68 a, dans une large mesure, oublié les femmes et leurs aspirations propres »<sup>1060</sup>, tandis que Lynne Segal considère la dimension féminine de 1968 comme un « point aveugle de l'histoire »<sup>1061</sup>. Certes, des travaux

---

<sup>1053</sup> Jean-Michel Chapoulie, *Les professeurs de l'enseignement secondaire. Un métier de classe moyenne*, Paris, MSH, 1987.

<sup>1054</sup> Collectifs, Comité national CAPES-Agrégation, « Où en est la lutte contre l'agrégation », *Les temps modernes*, août-septembre 1969, n°277-278, pp. 237-273.

<sup>1055</sup> Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, pp. 333-334.

<sup>1056</sup> Pour le cas du PS, voir Camilo Argibay, « Un parti en quête de relais. L'établissement des liens entre le Parti socialiste et les organisations étudiantes (1969-1986) », *Genèses*, 2014/4, n°97, pp. 87-108.

<sup>1057</sup> Camilo Argibay, « Des militants en costume cravate. Regard socio-historique sur l'engagement des dirigeants étudiants de la MNEF (1973-1986) », *Le Mouvement Sociale*, 2014/3, n°248, pp. 93-108 ;

<sup>1058</sup> Christine Bard (dir.), *Les féminismes de la deuxième vague*, Rennes, PUR, 2012. Pour une histoire longue des féminismes, voir Bibia Pavard, Florence Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel, *Ne nous libérez pas, on s'en charge : une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2020.

<sup>1059</sup> L'histoire précise de ce « changement », qui remonte en réalité au milieu des années 1950 avec le débat sur le contrôle des naissances, a été raconté par Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux : contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Rennes, PUR, 2012. La première partie porte justement sur l'émergence de ce problème public, entre les années 1950 et 1968.

<sup>1060</sup> Michelle Perrot, « Préface », in Collectif, *Filles de mai. 68 dans la mémoire des femmes*, Lastresne, Le Bord de l'Eau, 2004, p.7.

<sup>1061</sup> Lynne Segal, « She's Leaving Home : Women's Sixties Renaissance », cité par Ludivine Bantigny, « Le genre de l'événement : féminin/masculin en mai-juin 1968 », in Ludivine Bantigny, Fanny Bugny et Fanny Gallot

récents ont décrit l'influence, à long terme, de Mai-Juin 1968 sur les droits des femmes<sup>1062</sup>, ou ont mis en avant les voix féminines dans le flot des « prises de parole » de Mai<sup>1063</sup>. Même si des groupes féministes ont participé aux événements de Mai-Juin 1968 comme « Féminin Masculin Avenir », mouvement mixte créé à l'automne 1967 qui organise un débat à la Sorbonne sur la place des femmes dans la révolution et qui peu après, change de nom en « Féminisme, Marxisme, Action »<sup>1064</sup>, il reste que pendant le mouvement, « le rapport femmes/hommes » est « sans doute le moins interrogé »<sup>1065</sup>.

L'acte officiel de naissance de la deuxième vague féministe est plus tardif : il s'agit de la première manifestation du Mouvement de Libération des Femmes (MLF), le 26 août 1970, lors de laquelle neuf femmes déposent deux banderoles sur la tombe du soldat inconnu, sur lesquelles on peut lire « Un homme sur deux est une femme » et « Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme »<sup>1066</sup>. Ces militantes féministes sont, comme l'écrit Lilian Mathieu, souvent d'anciennes « militantes d'extrême-gauche lassées du sexisme de leurs organisations »<sup>1067</sup> et de la relégation des revendications féministes au second plan — elles seraient automatiquement réglées par la révolution prolétarienne. Ces militantes de la deuxième vague, très politisées à gauche, se trouvent alors concurrencées dans les luttes féministes par des militantes plus anciennes, comme le montrent Catherine Achin et Delphine Naudier dans leur étude d'une ville moyenne de province<sup>1068</sup>, ou Camille Masclat dans son analyse localisée des mobilisations à Lyon et à Grenoble<sup>1069</sup>. Dans ces villes sont solidement implantées des militantes d'associations féminines et du Mouvement français pour le Planning Familial, qui

---

(dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* ». *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2017, pp. 199-212.

<sup>1062</sup> Julie Pagis avance que « l'influence déclarée de Mai 68 sur le quotidien » (aussi bien sur la grille d'interprétation du monde, sur le mode vestimentaire, sur la vision du couple ou sur le mode de vie quotidien » est plus grande chez les femmes que chez les hommes, *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 192 ; cf aussi Julie Pagis, « Repenser la formation des générations politiques sous l'angle du genre. Le cas de mai-juin 1968 », *CLIO*, n°29, 2009.

<sup>1063</sup> C'est l'une des ambitions de Ludivine Bantigny, 1968, *des grands soirs en petits matins...*, *op. cit.*

<sup>1064</sup> Voir **Jacqueline** Feldman, « De FMA au MLF », *Clio. Histoire, femmes et sociétés [En ligne]*, 29 | 2009, 29 | 2009, 193-203.

<sup>1065</sup> Ludivine Bantigny, « Le genre de l'événement : féminin/masculin en mai-juin 1968... », *art. cit.*, p. 200.

<sup>1066</sup> Sur le MLF, voir les textes (souvent hagiographiques) de militantes : Françoise Picq, *Libération des femmes. Les années-mouvement*, Paris, Le Seuil, 1993 ; et *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Brest, Éditions Dialogues, 2011 ; Annie de Pisan et Anne Tristan, *Histoires du MLF*, Paris, Calmann-Lévy, 1977 ; Anne Zelensky-Tristan, *Histoire de vivre, mémoires d'une féministe*, Paris, Calmann-Lévy, 2005 ; Christine Bard (dir.), *Les féminismes...*, *op. cit.* Pour une discussion récente de la riche littérature existante, voir Camille Masclat, *Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France*, Thèse de science politique (Lausanne) et de Sociologie (Paris VIII), réalisée sous la direction de Michèle Ferrand et Olivier Fillieule, 2017, essentiellement l'introduction et la première partie

<sup>1067</sup> Lilian Mathieu, *Les années 70...*, *op. cit.*

<sup>1068</sup> Catherine Achin et Delphine Naudier, « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe », *Sociologie*, 2010/1 (Vol. 1), pp. 77-93.

<sup>1069</sup> Camille Masclat, *Sociologie des féministes des années 1970...*, *thèse cit.*, pp. 122 et sq.

s'inscrivent dans la mouvance « traditionnelle » du féminisme, apparue dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et qui est caractérisée selon Laure Bereni par « une vision plus modérée, voir conservatrice des rôles sexués (importance accordée aux rôles traditionnels de mère et d'épouse dans la famille) et par la valorisation de certains agendas (égalité des droits, accès des femmes aux professions d'élite) et registre d'action (lobbying, expertise) »<sup>1070</sup>.

Dans la pratique et en dépit de l'hétérogénéité de « l'espace de la cause des femmes »<sup>1071</sup>, les féministes militent d'abord pour des causes directement liées au corps, à commencer par la lutte pour l'avortement<sup>1072</sup>. Le manifeste bientôt surnommé des « 343 salopes » paraît le 5 avril 1971 dans *Le Nouvel observateur*<sup>1073</sup>, peu avant la création de nombreux « mouvements pour la liberté de l'avortement et de la contraception » (MLAC) qui, à partir d'avril 1973, rassemblent des médecins et des « profanes » qui réalisent des avortements illégaux en toute sécurité et entendent protéger leurs auteurs et leurs patientes<sup>1074</sup>. Ces pratiques illégales tendent à disparaître après le vote de la « loi Veil » relative à l'interruption volontaire de grossesse, le 17 janvier 1975, que l'on peut considérer comme une des victoires du mouvement féministe des années post-1968<sup>1075</sup>, tout comme la dépénalisation de l'adultère et la mise en place du divorce par consentement mutuel en 1975.

---

<sup>1070</sup> Laure Bereni, *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, Thèse de science politique dirigée par Johanna Siméant, Paris I Panthéon-Sorbonne, 2007, p. 26.

<sup>1071</sup> D'après le concept de Laure Bereni qui permet de « restituer la grande pluralité de ces mobilisations, leur dispersion et leur encastrement dans des visions du monde variées et des univers multiples ». Voir Laure Bereni, « Du MLF au Mouvement pour la parité. La genèse d'une nouvelle cause dans l'espace de la cause des femmes », *Politix*, 2007/2 (n° 78), pp. 107-132 ; « Quand la mise à l'agenda ravive les mobilisations féministes. L'espace de la cause des femmes et la parité politique (1997-2000) », *Revue française de science politique*, 2009/2 (Vol. 59), pp. 301-323 ; et « Penser la transversalité des mobilisations féministes: l'espace de la cause des femmes », in Christine Bard (dir.), *Les féministes de la... op. cit.*, pp. 27-41.

<sup>1072</sup> Les problèmes « pratiques » des féministes sont bien entendu plus larges, et touchent aussi bien les relations conjugales, le travail, la famille, l'école, l'intime, etc... Voir notamment Catherine Achin et Delphine Naudier, « Les féminismes en pratiques », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, pp. 382-399.

<sup>1073</sup> Dans ce texte, les signataires déclarent avoir avorté illégalement, visibilisant une pratique interdite mais en réalité très fréquente. Il commence ainsi : « Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médicale, est des plus simples. On fait silence sur des millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté [...]. Nous réclamons l'avortement libre ».

<sup>1074</sup> Pour un exemple de procès et un éclairage sur les MLAC, voir Lucile Ruault, « Une fête pour l'avortement libre. La mobilisation autour du procès des militantes du MLAC d'Aix (1976-1977) », *Genèses*, 2017/2 (n° 107), pp. 32-55. Cet article est tiré d'un travail de thèse plus large de Lucile Ruault, *Le speculum, la canule et le miroir. Les MLAC et mobilisations de santé des femmes, entre appropriation féministe et propriété médicale de l'avortement (France, 1972-1984)*, thèse de science politique réalisée sous la direction de Rémi Lefebvre et Frédérique Matonti, Lille I, 2017.

<sup>1075</sup> Sur cette histoire, bien plus complexe, voir Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux...*, op. cit. La deuxième partie de l'ouvrage revient sur la période qui s'étend entre la loi Neuwirth et le premier projet de gouvernement Messmer sur l'interruption volontaire de grossesse, en 1973. La dernière partie va de cette mise à l'agenda politique de l'avortement en 1973 jusqu'à sa clôture, que Bibia Pavard date en 1979. Lucile Ruault montre la persistance de pratiques d'avortement par des profanes après 1975 et le vote de la loi (Lucile Ruault, *Le speculum...*, thèse. cit).

À côté de ses revendications qui sont les plus médiatisées et les plus étudiées, d'autres touchent à l'usine elle-même, alors que les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler, le plus souvent dans les métiers les plus répétitifs. À Moulinex, par exemple, le travail reconnu comme « à la chaîne » concerne 965 femmes en 1978, pour 50 hommes seulement<sup>1076</sup>. Les féministes se battent contre cette distribution sexuée du travail qui s'opère à leur détriment, ainsi que contre ce qu'elles appellent la « double journée », à savoir le cumul d'un travail salarié et d'un travail domestique<sup>1077</sup>. Dans ces années se développent enfin « des lieux de sociabilité féminine cardinaux par lesquels se diffuse[nt] et se banalis[ent] des idées et pratiques féministes » jusque dans les réunions Tupperware<sup>1078</sup>. Pour reprendre l'expression de Catherine Achin et Delphine Naudier, c'est « le temps des copines »<sup>1079</sup>.

Plus largement, c'est la pluralité des identités sexuelles, qui émerge dans l'après-1968, tant les enjeux liés au corps et à l'intime irriguent cette période. La cause homosexuelle tente de s'imposer comme l'un des enjeux des années 1970, relayée par des figures comme Michel Foucault dont les interventions, bien que tardives, contribuent à légitimer le mouvement gay en France<sup>1080</sup>. Si des groupes lesbiens se créent, à l'image des « Gouines Rouges »<sup>1081</sup>, l'homosexualité reste principalement abordée du point de vue masculin, ce qui est reproché au mouvement gay et à sa principale figure, Guy Hocquenghem, membre du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR, créé en 1971), auparavant exclu de l'UEC et de la LC<sup>1082</sup>. La cause lesbienne, sans être oubliée, n'est pas prioritaire au sein du mouvement féministe, au

---

<sup>1076</sup> Fanny Fallot, *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte, 2015, p. 53. Voir aussi Fanny Gallot et Ève Meuret-Campfort, « Des ouvrières en lutte dans l'après 1968. Rapports au féminisme et subversions de genre », *Politix*, 2015/1 (n° 109), pp. 21-43.

<sup>1077</sup> Pour un exemple de combat syndical sur cette question, aussi bien du côté de la CGT que de la CFDT, voir les affiches reproduites dans *Ibid.*, p. 28 et sq.

<sup>1078</sup> Catherine Achin et Delphine Naudier, « La libération par Tupperware ? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés [En ligne]*, 29 | 2009, 29 | 2009, 131-140.

<sup>1079</sup> L'expression prend pour modèle un article de Jean-Claude Chamboredon de 1985. Voir Catherine Achin et Delphine Naudier, « L'agency en contexte : réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France », *Cahiers du Genre*, 2013/2 (n° 55), pp. 109-130.

<sup>1080</sup> Voir par exemple Michel Foucault, « Un plaisir si simple », *Le Gai Pied*, n°1, Mai 1979.

<sup>1081</sup> Sur le lesbianisme, voir notamment Christine Bard, « Le lesbianisme comme construction politique », dans Éliane Gubin, Catherine Jacques, Florence Rochefort, Brigitte Studer, Françoise Thébaud, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Le siècle des féminismes*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 2004.

<sup>1082</sup> Sur cette figure des années 1970, voir Antoine Idier, *Les vies de Guy Hocquenghem. Politique, sexualité, culture*, Paris, Fayard, 2017. Pour une étude localisée à Lyon : Antoine Idier, *Dissidence rose : fragments de vies homosexuelles à Lyon dans les années 1970*. Et pour une étude plus historique : Antoine Idier, *Archives des luttes LGBT+. Une histoire de luttes de 1890 à nos jours*, Paris, Textuel, 2018.

point que les résistances rencontrées par l'écrivaine Monique Wittig<sup>1083</sup> au sein du MLF précipite son départ aux États-Unis en 1976<sup>1084</sup>.

Enfin, l'un des derniers combats phares des années 1970 est le mouvement des écologistes. Opposé à la violence politique, et bien souvent lié aux initiatives anti-nucléaires et anti-militaristes, il appelle à un monde plus respectueux de la nature. Ces luttes existaient dans les années 1960<sup>1085</sup>, mais elles s'intensifient dans les années 1970 : contre la construction des centrales nucléaires de Fessenheim (Haut-Rhin), de Creys-Malville (Isère) et de Plogoff (Finistère) ; contre les dégâts du naufrage du pétrolier Amoco Cadiz ; ou encore contre la construction, sur des terres agricoles et d'élevage, d'un camp militaire au Larzac. Cette lutte, globalement pacifiste, court de 1971 à 1981 et donne lieu à de vastes rassemblements, comme celui d'août 1973 qui réunit 60 000 personnes<sup>1086</sup>. La création d'associations comme Les Amis de la Terre (1970), puis la candidature de René Dumont à la présidentielle de 1974, illustrent le dynamisme du militantisme environnemental auquel se forme toute une génération que l'on retrouvera lors de la création du parti Les verts en 1984<sup>1087</sup>. Ce mouvement, parfois présenté comme un « enfant de mai »<sup>1088</sup>, s'étend jusqu'à des pratiques communautaires qui mêlent respect de l'environnement, pacifisme et remise en cause de la famille et du « rôle éducatif du couple » à travers l'éducation collective<sup>1089</sup>.

Enfin, dans l'après-1968, le militantisme politique radical touche toutes les dimensions de la vie : par exemple le Groupe d'Information Asiles (GIA), le Groupe d'Information Prison

---

<sup>1083</sup> Monique Wittig (1935-2003) est née dans une famille du Haut-Rhin à la fois modeste, catholique et conservatrice. Scolarisée après-guerre dans un lycée expérimental de la région parisienne, elle suit des études de lettres à la Sorbonne, et obtient un doctorat en 1986, dirigé par Gérard Genette et intitulé : « Le chantier littéraire : témoignage sur l'expérience langagière de l'écrivain ». Très engagée en mai-juin 1968, elle milite ensuite pour un mouvement féministe en non mixité. Féministe révolutionnaire, elle participe aux « Petites Marguerites », groupe de femmes maoïstes, puis au MLF. Elle s'investit également au FHAR, qu'elle a co-fondé, puis aux Gouines Rouges. Elle part aux États-Unis en 1976, où elle devient professeur invitée dans des départements d'études françaises, notamment dans les universités de Berkeley et d'Arizona. Elle a publié entre autres *L'Opoponax* (Minuit, 1964), *Les Guérillères* (Minuit, 1969), *Le Corps lesbien* (Minuit, 1973) et *La pensée straight* (Balland, 1992). Elle a contribué à de nombreuses revues, dont *Questions féministes* et son miroir américain, *Feminist Issues*.

<sup>1084</sup> Sur la place du lesbianisme dans le mouvement féministe de la deuxième vague, et principalement au MLF, voir Ilana Eloit, *Lesbian Trouble : Feminism, Heterosexuality and the French Nation (1970-1981)*, Thèse de philosophie à la London School of Economics sous la direction de Clare Hemmings, soutenue en 2018.

<sup>1085</sup> Notamment la défense du parc de la Vanoise, et la mobilisation contre le naufrage du pétrolier Torrey Canyon, respectivement jusqu'en 1963 et en 1967. Voir Vanessa Jérôme, *Militants de l'autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez les Verts et Europe Ecologie-Les Verts (EELV)*, Thèse de science politique dirigée par Frédérique Matonti, Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 2014, pp. 125 et sq.

<sup>1086</sup> Certains épisodes sont violents, souvent en raison de débordements de militants maoïstes extérieurs. Sur le Larzac, voir Gaël Franquemagne, « La mobilisation socioterritoriale du Larzac et la fabrique de son authenticité », *Espaces et sociétés*, n° 143, 2010/3, pp. 117-133, article tiré de sa thèse intitulée *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, dirigée par Claude Sorbets, Bordeaux IV, 2009. Pour un résumé, voir Lilian Mathieu, *L'âge d'or des luttes...*, op. cit., pp. 69 et sq.

<sup>1087</sup> Vanessa Jérôme, *Militants de l'autrement...*, thèse cit., Première partie, Chapitre 1, pp. 118-142.

<sup>1088</sup> Alain Touraine, François Dubet, Hegedüs Zsuzsas, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980, pp. 31-32.

<sup>1089</sup> Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 1981, p. 31.



(GIP, fondé notamment par Foucault, Vidal-Naquet\* et Jean-Marie Domenach) entendent lutter contre les lieux d'enfermement, le Syndicat de la Magistrature créée en juin 1968 contre le conservatisme des juges, tandis que « l'appel du 18 joint » lancé par *Libération* en 1976, milite pour la légalisation de la consommation de drogues douces.

Ce rapide tableau des effets de Mai-Juin 1968 sur le champ politique et l'espace des mouvements sociaux permet de saisir la restructuration des rapports de force à gauche et à l'extrême-gauche<sup>1090</sup>. Elle commande pour partie la production intellectuelle des années post-1968, tant elle est alors marquée par cet horizon révolutionnaire, comme nous allons le voir.

## ***II. La vie intellectuelle dans l'après-1968 : l'apogée du livre « marxiste »***

Dans son étude sur les « livres de Mai », Philippe Oliveira se limite aux ouvrages qui « auraient influencé, permis ou préparé le mouvement ». Mais il explique aussi que l'expression « livres de Mai » renvoie à ceux « dont l'existence aurait été permise par le mouvement en ce qu'il aurait ouvert la voie à une nouvelle production éditoriale, favorisée par exemple par une plus grande politisation des auteurs et des lecteurs, ainsi que par la création de nouvelles maisons d'éditions ou d'un nouveau réseau de diffusion »<sup>1091</sup>.

Avant d'analyser en détail le contenu de ces livres [*Cf. Chapitre 3*], nous reviendrons ici d'abord sur les conditions qui permettent le développement de cette vie intellectuelle « révolutionnaire » dans l'après-1968. Pour cela, nous étudierons dans un premier moment les conditions de la massification du livre politique « marxiste » au sens large, dans l'après-1968 (A). Si les textes engagés sont plus nombreux, la période est également singulière en raison de la circulation accélérée de ces idées, non seulement en France, mais aussi à l'étranger. C'est la multiplication de ces circuits intellectuels et l'intensité de cette circulation que nous étudierons (B). Enfin, nous analyserons les effets de Mai-Juin 1968 sur les sciences sociales elles-mêmes, les transformations de leurs objets, de leurs façons de mener les enquêtes et de leurs conditions institutionnelles (C).

---

<sup>1090</sup> Il faudrait développer les logiques de multi-positionnements au sein de ces divers espaces – révolutionnaires, partisan, syndicaux, extérieurs -, et les enchaînements diachroniques entre ces formes diverses d'engagements – qui se succèdent plus que ne se mènent de front, tout en se prolongeant chez certains et en s'arrêtant plus tôt chez d'autres. Michelle Zancarini-Fournel considère par exemple l'année 1973 comme une « charnière grinçante » de ces années 1970 (Michelle Zancarini-Fournel, *Le Moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, p.12), et Gérard Mauger voit davantage un enchaînement qu'une superposition entre le « gauchisme » et la « contre-culture », c'est-à-dire entre la période 1968-1972 (gauchiste) et les années suivantes (Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néolibéralisme : pour une histoire de la génération de Mai 68 », in *L'identité politique*, CRISPA et CURAPP, Paris, PUF, 1994, p. 206-226).

<sup>1091</sup> Philippe Oliveira, « Les livres de Mai... », *art. cit.*, p. 144.

## ***II-A. Le champ éditorial après 1968 : une massification du livre « révolutionnaire »***

On a pu voir que le livre politique « marxiste » est déjà présent avant les événements de 1968. Mais la période qu'ils ouvrent est incomparable tant l'offre se diversifie, aussi bien grâce à des éditeurs politiques déjà installés dans la décennie précédente [voir le chapitre 1] qu'en raison de l'activisme de nouveaux venus. Ce sont même des éditeurs généralistes qui, souvent par opportunisme, politisent en partie leur production, et vont jusqu'à recruter de jeunes intellectuels marxistes comme directeurs de collection.

### ***La poursuite du militantisme des maisons politiques installées***

La vie intellectuelle de l'après-1968 est d'abord marquée par la visibilité accrue des maisons d'éditions politiques déjà en place. François Maspero\*, loin de la « modestie initiale »<sup>1092</sup> de son entreprise en 1959<sup>1093</sup>, est désormais très influent. La « Petite Collection Maspero », lancée en 1967 et définie par le philosophe althussérien Dominique Lecourt\* comme la « bibliothèque portative du parfait jeune militant gauchiste »<sup>1094</sup>, devient l'emblème de cette réussite. Celle-ci lui permet de lancer de nombreuses autres collections moins rentables [sur son catalogue, voir le chapitre 3] et de réaliser des investissements importants pour ouvrir une seconde librairie parisienne, puis deux autres à Montpellier et Bordeaux<sup>1095</sup>.

Du côté de l'orthodoxie communiste, aux Éditions Sociales, les événements rendent nécessaire un outil éditorial puissant pour répondre au développement de Maspero, d'Anthropos et des nombreux autres éditeurs politiques. La nomination de Lucien Sève\* en 1970 s'inscrit dans cette logique [Voir l'encadré n° 11, chapitre 1], l'intellectuel communiste devant permettre aux ES de devenir une vraie maison d'édition<sup>1096</sup> alors que, « par leurs caractéristiques intrinsèques, elles appartiennent au champ politique »<sup>1097</sup> [voir le chapitre 1]. Cette aspiration est favorisée par la réorganisation, en 1965, des outils de diffusion des ouvrages du PCF<sup>1098</sup>. Si la transformation des ES est en partie un échec - d'ailleurs souligné par ses responsables<sup>1099</sup> -, elle permet malgré tout une présence des livres « marxistes » (du PCF) dans

---

<sup>1092</sup> Julien Hage, « Une brève histoire des Éditions Maspero », in Alain Léger et Bruno Guichard (dir.), *François Maspero et les paysages humains*, Lyon, La Fosse aux ours, 2009, p. 95.

<sup>1093</sup> Quand paraît le premier livre de son catalogue, à savoir *La guerre d'Espagne*, de Pietro Nenni.

<sup>1094</sup> Dominique Lecourt\*, *Les piètres penseurs*, Paris, Flammarion, 1999, p. 144.

<sup>1095</sup> *Ibid.*, pp. 132 et sq. Pour un examen plus poussé de l'identité de la maison d'édition Maspero dans ces années post-68, et de sa production intellectuelle, voir le chapitre suivant.

<sup>1096</sup> Sur la réalité de la production des Éditions Sociales dans les années 1970, et de sa place dans le monde communiste durant cette période, voir le chapitre suivant.

<sup>1097</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op. cit.*, p. 330.

<sup>1098</sup> Avec la fusion entre Odéon-Diffusion et le Centre de Diffusion du Livre et de la Presse (CDLP).

<sup>1099</sup> Sur le CDLP et ces critiques, voir Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op. cit.*, pp. 311-316.

la vie intellectuelle de l'après-mai grâce au dense réseau de librairies communistes qui existe depuis 1945 et se développe dans les années 1960 et surtout 1970, jusqu'à atteindre un chiffre d'affaires proche des 15 millions de francs nouveaux<sup>1100</sup> et compter 51 librairies en 1973<sup>1101</sup> [sur le catalogue des ES, voir le chapitre 3].

À côté de ces deux maisons militantes, celles de taille initialement plus modeste voient elles aussi leur centralité croître par rapport aux années 1960. Anthropos poursuit la publication des marxismes hétérodoxes d'inspiration conseilliste ou autogestionnaire tout en mettant en avant des précurseurs de cette tradition révolutionnaire, comme le montre la publication, à partir de 1969, des œuvres complètes du Curé Jean Meslier (1664-1729), athée et grand pourfendeur des inégalités [Sur le catalogue d'Anthropos, voir le chapitre 3]. Les éditions EDI, de leur côté, publient 48 ouvrages entre 1968 et 1981, dont un recueil des textes de l'austro-marxiste Otto Bauer en 1968, des études sur le Japon, la Bolivie ou la Chine et, bien sûr, les Œuvres Complètes de Trotski, ainsi que des documents autour de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elles publient aussi un temps les *Cahiers du Centre d'Études Socialistes*, liés au PSU<sup>1102</sup>.

Les éditions anarchistes et conseillistes Spartacus, créées en 1934, mais en veille depuis les années 1950, relancent leurs activités avec la publication en 1968 du *paysan russe dans la révolution et la post-révolution*, d'Ida Mett<sup>1103</sup>, avant de reprendre un rythme d'une dizaine de publications par an. Spartacus publie en tout 127 ouvrages entre 1968 et 1981, ainsi qu'une revue, le *Bulletin Spartacus*, lancée en 1975 avec un numéro contenant deux inédits de Louise Michel. Des ouvrages de Victor Serge, de Rosa Luxemburg, du théoricien des conseils ouvriers Anton Pannekoek ou des penseurs libertaires Daniel Guérin\* [Voir encadré au chapitre 3]\*, Alain Guillerm<sup>1104</sup> ou Maurice Dommanget\* font partie d'un catalogue résolument engagé pour

---

<sup>1100</sup> D'après un chiffre avancé avec prudence par Julien Hage, « Diffuser le politique : le réseau des librairies communistes en France depuis la Libération », in Jean-Numa Ducange, Jean-Yves Mollier, Julien Hage, *Le Parti communiste français et le livre...*, op. cit., pp. 87-103.

<sup>1101</sup> Jean-Yves Mollier, *Édition, Presse...*, op. cit., pp. 328-329.

<sup>1102</sup> Ce qui n'est pas surprenant puisque Jean Risacher, le directeur des EDI, opposant de gauche aux communistes et aux socialistes depuis les années 1950, est lui-même membre du PSU. Ses archives, conservées aux Archives Nationales (Cote 20100306/ 1-30), donnent à voir ses activités politiques, mais aussi éditoriales. Sur les 30 cartons déposés par Gilles Morin, ce sont les cinq premiers qui contiennent le plus d'informations. Ces archives n'ont pu ici, par manque de temps, faire l'objet d'une étude minutieuse. Je remercie Bastien Amiel pour toutes les informations qu'il a pu m'apporter pour m'orienter dans ces archives.

<sup>1103</sup> Ida Mett (1901-1973) est une anarchiste russe exilée à Paris depuis 1926. Elle est l'une des co-auteurs de la « Plate-forme organisationnelle de l'union générale des anarchistes », rédigée en 1926. Les Éditions Spartacus republie en 1977 un autre de ses livres, *La Commune de Cronstadt*, que les éditions ont déjà publié en 1947.

<sup>1104</sup> Alain Guillerm (1944-2005) est un sociologue et un militant d'extrême-gauche français. Membre de *Socialisme ou barbarie* puis du PSU avant 1968, il est, dans les années 1970, très proche des opéraïstes français [voir *infra*] tout en étant militant à l'Union Démocratique Bretonne (UDB). Chargé de TD à Vincennes après 1968, où il travaille avec Serge Mallet\*, il réalise une thèse avec Fernand Braudel intitulée *La Pierre et le vent, fortifications et marines en Occident*, avant de devenir, en 1980, chargé de recherche en sociologie au CNRS, au moment d'une importante vague de titularisation [voir le chapitre 6]. Je me permets de renvoyer à Antoine Aubert, « *Multitudes...* », art. cit.

la révolution sociale, contre le stalinisme et, plus globalement, contre tout type de dirigisme et de centralisme<sup>1105</sup>.

### *Un « printemps » éditorial. Les créations de maisons dans l'après-1968*

Dès l'après 68, on assiste, selon la formule de Jean-Marie Bouvaist, à un véritable « printemps des éditeurs » puisque ce sont, entre 1973 et 1988, 812 maisons d'éditions qui sont créées en France, dont de nombreuses à vocation militante<sup>1106</sup>. Parmi elles, on trouve les Éditions Galilée, fondées en 1971 par Michel Delorme, et qui publient, dans les années 1970, *Critique du capitalisme quotidien* et *Écologie et Politique* (de Michel Bosquet, pseudonyme d'André Gorz, 1973 et 1975), mais aussi *La critique du langage et son économie* (de Jean-Pierre Faye\*, 1973), et, plus généralement, des textes mêlant des réflexions sur la politique et les arts, dans les pas des surréalistes et des situationnistes. Les collections « La philosophie en effet » (dirigée par Jacques Derrida, 1974), « L'Espace Critique » (Paul Virilio, 1974) et « Politique et Société » (Jean-Marie Vincent\* [voir le chapitre 6], 1976), participent de cette dynamique<sup>1107</sup>.

Sur un créneau éditorial proche, mais à l'affichage politique plus explicite, on trouve les Éditions Champ Libre, créées en 1969 autour de Gérard Lebovici - riche producteur de cinéma marqué par Mai-Juin 1968 - et de Gérard Guégan, écrivain et journaliste passé par l'UEC et qui a rompu avec le PCF en 1968. Ils publient le *Rapport Secret sur Staline* de Khrouchtchev (1970), de nombreux textes autour du cinéma<sup>1108</sup>, des marxistes hétérodoxes comme Karl Korsch et Paul Mattick, ainsi que Mikhaïl Bakoukine, avec qui Marx se querella au sein de la 1<sup>ère</sup> Internationale. Champ Libre publie également les travaux du collectif « Intolérable » du GIP (*Enquête dans 20 prisons*, 1971<sup>1109</sup>), ceux du FHAR (*Rapport sur la normalité*, 1971) et des

---

<sup>1105</sup> Le catalogue de Spartacus est, sur bien des points, proche de celui des éditions Anthropos. Aucun travail n'a pour l'instant été consacré à cette maison d'édition. Je remercie Jean-Michel Kay, de l'association « Les Amis de Spartacus », d'avoir échangé par téléphone avec moi au sujet de sa maison d'édition, et de m'avoir communiqué le catalogue complet des éditions Spartacus qu'il a réalisé, pour un usage interne, en 2016. Nous n'avons pu développer qu'à la marge le cas de Spartacus, dont les archives, non classées, sont conservées dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, par l'Association des Amis de Spartacus.

<sup>1106</sup> Jean-Marie Bouvaist, *Du printemps des éditeurs à l'âge de raison. Les nouveaux éditeurs en France, 1974-1988*, Paris, La Documentation française, 1989.

<sup>1107</sup> Michel Delorme, encore à la tête de cette maison d'édition, refuse les entretiens, illustrant les difficultés pointées par Paul Dirx, « Les obstacles à la recherche sur les stratégies éditoriales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol 26, 1999.

<sup>1108</sup> Profitant en cela des réseaux de Gérard Guégan, qui côtoie depuis le milieu des années 1960 les réalisateurs de la « nouvelle vague ».

<sup>1109</sup> C'est dans cet ouvrage que Michel Foucault, sous pseudonyme, prône « l'attaque du pouvoir oppressif là où il se cache sous un autre nom - celui de la justice, de la technique, de la science, de l'objectivité ». Sur ces textes, et le GIP, voir Collectif, *Intolérable*, Textes réunis par le GIP et présentés par Philippe Artières, Chronologie et postface de Philippe Artières, Paris, Gallimard, 2013 ; et *Le Groupe d'Information sur les Prisons : archives d'une lutte, 1970-72*, documents réunis et présentés par Philippe Artières, Laurent Quérou et Michelle Zancarini-

manifestes de groupe comme la Fraction Armée Rouge. Parmi la production des années 1970, qui passe de 2 titres publiés en 1969 à 20 en 1972 et 1973, ce sont les écrits de Guy Debord qui sont les plus représentatifs de l'identité de ce « Gallimard de la Révolution »<sup>1110</sup>. Ce dernier devient un auteur « Champ Libre » à partir de 1971, moment où *La Société du spectacle* est rééditée<sup>1111</sup> avant d'être adaptée au cinéma en 1974.

Enfin, dans ce « printemps éditorial », de nombreuses petites structures militantes apparaissent, à l'image du Sycomore<sup>1112</sup>. Lancée en 1977, elle publie des dizaines d'écrits engagés sur l'homosexualité, les femmes ou la Palestine, ainsi que des études plus érudites, aussi bien anthropologiques (Marc Augé\*, *Ces Sauvages ne sont qu'une idée*, 1979 ; Jean Copans\*, *Les Marabouts de l'arachide: la confrérie mouride et les paysans du Sénégal*, 1980) qu'économiques, comme les livres de Bernard Chavance et de son directeur de thèse Charles Bettelheim\*, qui y lance en 1980 la collection « Contradictions » après sa brouille avec François Maspero\*<sup>1113</sup>. Autre exemple : les éditions Savelli, créée en 1976 par trois personnes autour de Jean-Jacques Samary<sup>1114</sup>, alors militant à la LCR. Ce dernier conçoit son activité éditoriale comme politique, mais aussi ainsi qu'il le confie dans nos échanges comme « une façon d'être indépendant à l'égard de la IV<sup>e</sup> Internationale, à l'époque où ce type de livres correspondaient à une demande forte »<sup>1115</sup>. Savelli publie aussi bien des livres du MLF qu'une de ses revues (*La revue d'en face*), d'intellectuels engagés comme Michel Freyssenet<sup>1116</sup> ou Jean-Marie Brohm\* [voir l'encadré sur sa trajectoire au chapitre 3], des textes décalés comme *Le Capital en bande-dessinée* (1976), *La commune de Paris en bandes-dessinées* (1977) et

---

Fournel, Paris, *IMEC*, 2003 ; et Benedikte Zitouni, « Michel Foucault et le groupe d'information sur les prisons : comment faire exister et circuler le savoir des prisonniers », *Les Temps Modernes*, 2007/4 (n° 645-646), pp. 268-307 ; et Didier Eribon, *Michel Foucault*, Paris, Flammarion, 2011 [1989].

<sup>1110</sup> D'après une expression de Lebovici citée par Sophie Noël, *L'édition indépendante...*, *op. cit.*, pp. 54-57.

<sup>1111</sup> Pour une vue exhaustive sur la production éditoriale de Champ libre dans l'après-1968, voir Gérard Guégan, *Cité Champagne (Champ Libre I)*, Paris, Grasset, 2006 ; *Montagne Sainte-Geneviève (Champ Libre II)*, Paris, Grasset, 2008. Le catalogue complet est en annexe.

<sup>1112</sup> Sur cette maison, voir « Le Sycomore : une jeune maison en pleine expansion », *Livres Hebdo*, n° 5, 1980.

<sup>1113</sup> Entretien avec Bernard Chavance, 1<sup>er</sup> juin 2016.

<sup>1114</sup> Jean-Jacques Samary est né en 1944. Militant des Jeunesses communistes à Cannes, il en est exclu en 1964 après avoir développé une critique proche de celle de ses camarades trotskistes de l'UEC. Il participe en 1966 à la fondation des JCR. Il fut candidat aux élections législatives à Paris en 1977 pour la LCR.

<sup>1115</sup> Informations tirées d'échanges mails avec Jean-Jacques Samary entre avril et décembre 2016. Avant de créer ces éditions, qui prend pour modèle et pour nom une maison italienne fondée par Giulio Savelli, Jean-Jacques Samary a été proche de François Maspero, puis est devenu agent littéraire, achetant des droits à Paris pour les vendre à l'étranger (et parfois l'inverse), essentiellement en Italie, et un peu en Suède (où la maison d'édition Partisans, à Göteborg, prend elle aussi pour modèle celle de Giulio Savelli sans prendre son nom).

<sup>1116</sup> Michel Freyssenet, *La division capitaliste du travail*, Paris, Savelli, 1977 ; *La sidérurgie française: 1945-1979*, Paris, Savelli, 1979. Michel Freyssenet, né le 6 août 1941, suit jusqu'en 1966 des études de sociologie à Lyon. Après des contrats de recherche au ministère de l'Équipement (1966-1968) et au ministère des Travaux Publics et de l'Habitat (1968-1970), il entre au Centre de Sociologie Urbaine (CSU) en 1970. Longtemps contractuel, il est recruté comme chargé de recherche au CNRS en 1978. Il suit en cela une trajectoire classique des intellectuels engagés dans l'après-1968. Pour des éléments de comparaison, voir le chapitre 6.

*l'Histoire de la psychiatrie en bandes-dessinées* (1978), les textes de l'Association pour la critique des sciences économiques et sociales (ACSES) et des ouvrages sur, ou de, Marx et Engels<sup>1117</sup>. Ce désir d'indépendance est d'autant plus compréhensible que les partis de gauche et les syndicats possèdent leurs propres structures éditoriales<sup>1118</sup>, en l'occurrence, pour la LCR, les Éditions La Brèche, fondée après Mai 1968 et qui publie des textes d'histoire du marxisme (de Trotsky notamment). Plusieurs autres maisons d'éditions militantes voient le jour sur ce modèle des « libraires-éditeurs », comme les éditions anarchistes De la tête de Feuilles, à Charenton le Pont, Béliaste, ainsi que les éditions maoïstes Gît-le-Cœur, La Commune et Norman Béthune<sup>1119</sup>. Enfin, l'éditeur-librairie La Vieille Taupe est créée en 1969. Il publie pendant quelques années des textes sur les mouvements révolutionnaires et leur histoire – comme *Notes pour une analyse de la révolution russe*, de Jean Barrot, en 1969, ou une anthologie de textes de Castoriadis (Pierre Chaulieu, *Les rapports de production en Russie*, 1972). À la fin des années 1970, la Vieille Taupe entreprend de diffuser les thèses négationnistes de Robert Faurisson.

Les années post-1968 sont donc marquées par un développement très important de la production « marxiste » au sens large. Cette floraison d'ouvrages politiques est également très présente du côté des idées féministes, qui créent au cours des années 1970 leurs propres maisons d'éditions [voir l'encadré n° 4].

#### **Encadré n° 4 : les idées féministes après les événements de mai-juin 1968**

En lien avec la vitalité du mouvement féministe dans l'après-1968 – notamment de sa « deuxième vague » [voir *supra*] -, se créent des maisons d'éditions spécifiquement dédiées à la diffusion de ses idées, à l'image des Éditions Tierce en 1973, puis des Éditions des Femmes l'année suivante. L'engagement de ces maisons d'éditions passe par leur volonté de ne publier que des textes écrits par des femmes - le premier co-écrit par un homme date de 1977<sup>1120</sup> - et

<sup>1117</sup> *Livres Hebdo* écrit à son propos « Fidèle à son projet de départ, publier des livres théoriques en sciences sociales sur des « sujets qui dérangent », J. J. Samary a cherché quelle pouvait être la meilleure structure pour éditer ces ouvrages difficiles dont les tirages excèdent rarement 2 000 exemplaires [...]. Parallèlement à la maison d'édition vient d'être fondée, le CRITIC (Centre de ressources interdisciplinaire pour la théorie et l'information critique), dont la vocation est de diffuser des travaux de recherche apportant une information différente en économie et en sciences sociales, au niveau factuel et théorique. Chacun des membres de CRITIC s'engage à verser 100 F par mois et reçoit en échange tous les livres publiés par Savelli. La participation financière à cette association permet d'obtenir en fin d'année un certain nombre de parts dans la maison d'édition [...]. Les contrats passés avec les auteurs ont également un statut particulier [...], être auteur chez Savelli est souvent une démarche quasi militante, l'adhésion à une certaine conception de l'édition et de la société, et les auteurs réinvestissent le plus souvent leurs droits dans la société. Des réunions mensuelles sont organisées avec tous les associés [...] pour définir la politique éditoriale » : « Savelli : un collectif d'édition », *Livres Hebdo*, n°17, 1980.

<sup>1118</sup> Comme les éditions Syros pour le PSU, qui publie, à partir de 1972, plus de 100 ouvrages jusqu'en 1981, à travers notamment des collections comme « Critique Socialiste », « Mémoire de Femmes », « Combat Culturel » ou encore « Histoire et théorie ». Le PS a également plusieurs collections, comme « La Rose au Poing », chez Flammarion, ou, pour le courant du CERES, l'éphémère « Repères pour le Socialisme » chez Aubier-Montaigne, où Jean-Pierre Chevènement publie en 1977 son livre *Les socialistes, les communistes et les autres* en 1977.

<sup>1119</sup> Julien Hage, « L'âge d'or des librairies partisans et militantes... », *art. cit.*

<sup>1120</sup> Il s'agit d'*Histoire du féminisme français du Moyen âge à nos jours*, de Maité Albistur et Daniel Armogathe.

qui sont notamment vendus dans la librairie des Éditions des Femmes, rue des Saints Pères à Paris, avant que deux autres librairies ouvrent en province, à Lyon et Marseille.

L'influence de cette production féministe est réelle, tant ces deux maisons « impriment [une] marque sur le paysage éditorial » français qui a pour effet d'« obliger »<sup>1121</sup> l'ensemble du champ à créer des collections spécifiquement féministes, comme « Féminin Futur » chez 10/18, « Autrement dit » chez Minuit, « Libre à elles » au Seuil, « Femmes en littérature » chez Klincksieck, ou « Révolte des femmes » chez Pierre Belfond. 1968 est donc le départ d'une hausse considérable de la production d'idées féministes en France, à tel point que Fanny Mazzone, dans sa thèse de doctorat consacrée à l'édition féministe, recense 4282 titres mis en vente par 437 éditeurs sur la période 1968-2001<sup>1122</sup>. Ces textes féministes circulent souvent largement, et on trouve parmi eux de vrais best-sellers comme les ouvrages de Marie Cardinal (*Les mots pour le dire*, 1974, 380 000 exemplaires), d'Annie Leclerc (*Parole de femme*, 1974, 154 000) et de Benoite Groult (*Ainsi soit-elle*, 1975, 340 000)<sup>1123</sup>.

En parallèle, la question féministe devient un objet de recherche après 1968. Partant du principe que « la marginalisation du féminin dans l'histoire participe de la marginalisation des femmes au présent », le mouvement féministe s'accompagne de travail intellectuel, et la première institutionnalisation des recherches sur les femmes s'opère dans un contexte de « grande proximité entre le champ de l'histoire académique et le champ militant féministe »<sup>1124</sup>. Des groupes de recherche spécialisés sont créés, comme le Centre d'études féminines de l'Université de Provence (CEPUF) en 1972 ou le Centre d'études féminines, fondées en 1974 par Hélène Cixous à Vincennes, tandis que des cours sont inaugurés comme celui de Michelle Perrot à Jussieu qui s'intitule à partir de 1973 « Les femmes ont-elles une histoire ? »<sup>1125</sup>.

### ***La politisation des éditeurs généralistes***

Au-delà du travail de ces éditeurs militants, des maisons d'éditions généralistes entreprennent de politiser leur production, du moins tant que les chiffres de vente suivent [**sur les ventes, voir *infra***]. Les Éditions du Seuil à côté de la collection « Politique », fondent en 1968 la collection « Combats », où sont publiés des ouvrages de Daniel Cohn-Bendit (*Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*, 1968), de Marcuse (*La fin de l'Utopie*, 1971 ; *Contre-révolution et révolte*, 1973) ou de Denis Langlois\* (*Les dossiers noirs de la justice française*, 1974)<sup>1126</sup>. Dans son sillage, d'autres maisons créent des collections politiques, comme Aubier-Montaigne (« Connaissance de Marx ») ou Stock, avec « Lutter » où sont publiés des ouvrages allant de la grève des Lip aux combats des immigrés en passant par un texte du Syndicat de la Magistrature (fondé le 8 juin 1968), des témoignages de travailleurs

<sup>1121</sup> Jean-Yves Mollier, *Edition, presse et pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 329-330.

<sup>1122</sup> Fanny Mazzone, *L'édition féministe en quête de légitimité : capital militant, capital symbolique (1968-2001)*, thèse de littérature de doctorat en littérature, université de Metz, 2007. Sur le catalogue des Éditions des Femmes, voir Antoinette Fouque et Sylvina Boissonnas (dir.), *Depuis 30 ans, des femmes éditent...*, Paris, Éditions Des Femmes, 2005.

<sup>1123</sup> Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France...*, *op. cit.*, p. 223.

<sup>1124</sup> Marion Charpenel, « Les enjeux de la mémoire chez les historiennes des femmes (1970-2001) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2018/3, n°223, p. 12.

<sup>1125</sup> Voir principalement François Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, ENS éditions, 2007.

<sup>1126</sup> Sur Denis Langlois\*, voir l'introduction. Sur les Éditions du Seuil et la collection « Combats », voir Hervé Serry, *Le Seuil, 70 ans d'histoires...*, *op. cit.*

immigrés ou une autobiographie de Gandhi <sup>1127</sup>. Et Gallimard, enfin, publie *On a raison de se révolter*, discussion entre Sartre, Pierre Victor et Philippe Gavi, dans la collection « La France sauvage », lancée en 1973.

Certains éditeurs recrutent même des intellectuels marxistes pour diffuser les textes les plus novateurs. Le rôle des éditions Payot est ici exemplaire. Fondées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette maison est dirigée par Jean-Luc Pidoux-Payot. La « Petite Bibliothèque Payot » (PBP), créée en 1962, publie des textes « marxistes », de Chomsky (*Le langage et la pensée*, 1969) à Lénine (*La révolution bolchéviste*, 1963, réédité en 1970) en passant par des détracteurs du salariat (Claude Berger, *Marx, l'association, l'anti-Lénine. Vers l'abolition du salariat*, 1974<sup>1128</sup>), la théorie critique allemande (Gérard Raulet et Paul-Laurent Assoun, *Marxisme et théorie critique*, 1978) mais aussi des écrits d'auteurs moins « révolutionnaires » comme la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de Keynes en 1969, et même peu marqués à gauche comme Joseph Schumpeter. On y trouve également des ouvrages de Maximilien Rubel, aussi bien ses pages choisies de Karl Marx<sup>1129</sup> que sa réédition des *Notes pour servir à l'histoire de la Commune*, de Jules Andrieu.

À côté de la « PBP », la collection « Critique de la politique » est moins hétérogène politiquement. Confiée à sa création, en 1974, au philosophe marxiste Miguel Abensour<sup>1130</sup>,

---

<sup>1127</sup> Charles Piaget, *Charles Piaget et les Lip...*, op. cit. ; Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale, *Les Immigrés : contribution à l'histoire politique de l'immigration en France* (1975) ; Syndicat de la Magistrature, *Au nom du peuple français* (1974) ; Gandhi, *Ma non-violence* (1973) ou les comptes rendus des *Assises du socialisme* de 1974.

<sup>1128</sup> Claude Berger, né en 1936 à Paris, est élevé dans une famille juive. Marqué par la seconde guerre mondiale où, orphelin de mère et abandonné par son père, il se cache en banlieue parisienne, il se décrit comme un « jeune homme en colère, en quête d'humanité et de révolution ». Chirurgien-dentiste, il exerce dans les années 1960 en Afrique Noire, puis en Algérie, au plus près des mouvements de décolonisation. Dans les années 1970, collaborateur dans de nombreux journaux et revues de gauche (*Libération*, *Politique Aujourd'hui*, *Les Temps Modernes*, *Le Nouvel Observateur*), il fait paraître divers écrits politique. Outre celui consacré à Marx, il publie *Pour l'abolition du salariat*, en 1977, aux éditions Spartacus, signe de la dimension anarchiste de son engagement. Ses mémoires sont parus en 2014, Claude Berger, *Itinéraire d'un juif du siècle*, Paris, Max Chaleil, 2014.

<sup>1129</sup> Karl Marx, *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste. T.1 : Sociologie critique ; T.2 : Révolution et socialisme*, Paris, Payot, 1970.

<sup>1130</sup> Miguel Abensour (1939-2017), est un philosophe politique français. Juif, son enfance est marqué par la seconde guerre mondiale, qu'il passe caché dans un village des Pyrénées-Atlantiques. Après la guerre, son père travaille comme interprète aux procès de Nuremberg, et Miguel Abensour se rappelle avoir été affecté par des albums photos découverts quand, encore enfant, il fouillait dans la bibliothèque de son père. Viennent les années 1950. Miguel Abensour est marqué à la fois par la Guerre d'Algérie, par l'intervention soviétique à Budapest en 1956, puis par sa participation à des manifestations aussi brutalement réprimées que Charonne. Dans ces années, marxiste anti-stalinien, il lit *Socialisme ou Barbarie* et *Arguments [voir le chapitre 1]*. Dans ces années, il suit des études de philosophie avant d'être, à partir de 1962, assistant à l'Université de Dijon, où il enseigne la théorie politique. Il entre au CNRS en 1964 pour « faire sa thèse qui portait sur deux sujets : une nouvelle interprétation de la critique marxienne de l'utopie et l'étude de l'utopie socialiste anglo-américaine avec trois auteurs, Robert Owen, Edward Bellamy et William Morris ». Il est ensuite enseignant à l'université de Reims puis à Paris-VII. Voir Miguel Abensour, *La communauté politique des « tous uns »*. Entretien avec Michel Enaudeau, Paris, Les Belles Lettres, 2014, pour la citation *supra* voir, p. 19. Pour Clément Rodier, la trajectoire de Miguel Abensour oriente sa pensée dans trois directions : la « voie critique », la « mise en question du rapport entre politique et domination » et le « refus de tout engagement partisan ». Voir Clément Rodier, « Une bouteille à la mer ». *La*



que Maximilien Rubel a introduit auprès de Pidoux-Payot<sup>1131</sup> et dans laquelle il fait paraître son *Marx critique du marxisme* en 1974<sup>1132</sup>, cette collection publie le *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie, les *Considérations* de Fichte sur la Révolution Française, et, surtout, les auteurs de l'École de Francfort. Celle-ci est porteuse, aux yeux d'Abensour, d'un rapport à Marx « d'autant plus vivant que ses membres ne s'étaient pas laissé abuser par l'URSS et son prétendu socialisme »<sup>1133</sup>. Comme l'écrit Clément Rodier, Abensour joue dans ces années le rôle de « passeur » des textes de la théorie critique de l'école de Francfort — longtemps ignorés en France – tout en assumant, à la suite de Maximilien Rubel, une lecture « libertaire » qui met en avant une « dimension utopique au sein du marxisme »<sup>1134</sup>.

Bien qu'elle prenne des formes très différentes d'un éditeur à l'autre, l'offre « révolutionnaire » se développe dans l'après-1968 jusqu'à transformer la France en une « vaste imprimerie au service de la diffusion de marxismes contradictoires », pour reprendre l'expression de Jean-Yves Mollier<sup>1135</sup>. Cette politisation du champ éditorial est telle qu'elle touche même Hachette et les Presses de la Cité, les deux grands groupes du secteur.

Au sein d'Hachette, la pensée « marxiste » peut trouver sa place partout, du moins tant qu'elle a un potentiel commercial, à l'image du *Marxisme en bandes-dessinées*, publié en 1979. On trouve cependant au sein du groupe certaines niches comme les Éditions du Sagittaire, filiale de Grasset, lui-même filiale d'Hachette depuis 1954. C'est là que Gérard Guégan, après avoir été licencié de Champ Libre, développe à partir de 1975 un projet éditorial « délibérément subversif, dans les plus pures traditions situationnistes et anarchistes auxquelles se rattachent

---

*réception de « l'École de Francfort » en France*, thèse de science politique dirigée par Patrick Troude-Chastenot, Université de Bordeaux, Janvier 2020, pp. 253-254.

<sup>1131</sup> Dans une lettre de Rubel à Pidoux-Payot, datée du 18 juin 1971 et relative à la publication du livre de Jules Andrieu, Rubel écrit dans le post-scriptum : « Je me permets de recommander à votre bienveillante attention M. Miguel Abensour, maître de conférence à [Reims], qui prépare une anthologie de textes de critique politique (« Éléments pour une critique de la science politique »). Sur mon conseil, il a accepté de s'adresser à vous pour vous soumettre son projet ». *F Delta 1792 (173) (3). Editions Payot (1969-)/ Correspondance / Contrats / Droits d'auteur*, pochette c). Archives Maximilien Rubel, BDIC, Nanterre. C'est ce projet, également très lié à un séjour d'Abensour aux États-Unis – où la théorie critique de Francfort est bien plus diffusée par la nouvelle gauche - qui devient la collection « Critique de la Politique ». Voir Clément Rodier, « Une bouteille à la mer »..., *thèse. cit.*, pp. 192 et *sq* sur la place de l'école de Francfort aux États-Unis.

<sup>1132</sup> Cet ouvrage est une compilation de plusieurs de ses articles ayant tous pour but de revenir à la vraie pensée de Marx pour critiquer tout ce qui s'est fait en son nom au XX<sup>e</sup> siècle. Rapprochant la pensée de Marx de l'anarchisme, et mettant en avant que Marx lui-même a toujours refusé d'être « marxiste », il regrette, citant Nietzsche, qu'« il est des hommes qui naissent posthumes », Maximilien Rubel, *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974, p. 365.

<sup>1133</sup> Miguel Abensour, *La communauté politique des « tous uns »*..., *op. cit.*, p. 30.

<sup>1134</sup> Clément Rodier, « Une bouteille à la mer »..., *thèse. cit.*, pp. 253 et *sq*.

<sup>1135</sup> Jean-Yves Mollier, « Marx en France », in Christophe Charle et Laurent Jeanpierre, *La vie intellectuelle en France. T.1*..., *op. cit.* pp. 343 et *sq*.

ses directeurs »<sup>1136</sup>. Six collections sont lancées : « Contre-Coup », « Contre-Champ », « Contre-pied », « Contre-type », « Contre-expertise » et « Contre-attaque », pour des « pamphlets féroces et libres »<sup>1137</sup> parmi lesquels sont publiés par exemple Charles Bukowski, l'instituteur et ancien résistant Roger Pannequin, longtemps membre du PCF et critique entre 1953 et son départ en 1968, puis membre du Secours Rouge (*Ami, si tu tombes*, 1976 ; *Adieu, camarades*, 1977) ou encore *La Terreur sous Lénine : 1917-1924*, recueil de textes réunis en 1975 par le penseur libertaire Jacques Baynac.

Mais l'exemple le plus représentatif au sein de ces grands groupes éditoriaux est celui de l'éditeur Christian Bourgois, filiale des Presses de la cité. C'est lui qui, responsable des Éditions 10/18, « s'impose dans les lycées et à l'université » avec Boris Vian, Jack London, Nietzsche, Trotski, Marx<sup>1138</sup>. Christian Bourgois publie plus de 1 000 titres chez 10/18 entre 1969 et 1979, y compris, à partir de 1973 une anthologie de Castoriadis en dix volumes<sup>1139</sup>. Il raconte dans un entretien à Jean-Yves Mollier en 1990 :

« Avec "10/18", j'ai su trouver un marché, rencontrer la préoccupation d'un public de lecteurs et j'ai été, avec d'autres, mais peut-être avec davantage de constance, l'éditeur du post-soixanthuitisme, si vous me passez l'expression... J'ai publié, entre 1969 et 1979, 450 inédits dans cette collection et j'ai mené une position originale de publication de revues, de thèses, même de thèses d'État dans certains cas, de cahiers, de colloques, de revues, *La Revue d'esthétique*, *Cause commune*, les *Cahiers de Paris VII* avec Robert Jaulin ou d'autres. J'ai eu l'occasion de trouver un public précis, celui de Censier, de Vincennes, de Nanterre, autour d'une sorte d'œcuménisme marxiste dont je souriais déjà à l'époque, mais dont je ris davantage maintenant, ce qui allait des situationnistes aux pro-Albanais ! »<sup>1140</sup>.

C'est -dans cette maison qu'on trouve la collection « Cibles », créée en septembre 1977 par le jeune intellectuel marxiste Yann Moulier-Boutang. Né en 1949 dans la région parisienne et fils de l'intellectuel maurassien Pierre Boutang<sup>1141</sup>, Yann Moulier-Boutang est étudiant en hypokhâgne au lycée Louis-le-Grand durant les événements et engagé aux *Cahiers du mai*, où il se forme à la tradition conseilliste<sup>1142</sup>. Il entre en 1970 à l'ENS Ulm. Très intéressé par le mouvement social italien, militant de « l'autonomie » française, celui qui se fait désormais appeler Yann Moulier pour se détacher du patronyme paternel commence à nouer des liens avec

---

<sup>1136</sup> Béatrice Mousli et François Laurent, *Les Éditions du Sagittaire, 1919-1967*, Paris, IMEC, 2003, pp. 431-432. Outre Gérard Guégan, on trouve autour de lui Olivier Cohen, Raphaël Sorin et Alain Le Saux.

<sup>1137</sup> *Ibid.*

<sup>1138</sup> Jean-Yves Mollier, *Une autre histoire de l'édition*, Paris, La Fabrique, 2015, p. 349.

<sup>1139</sup> Voir François Dosse, *Les hommes de l'ombre. Portraits d'éditeurs*, Paris, Perrin, 2014, p. 32 ; et François Dosse, *Castoriadis, Une vie*, Paris, La Découverte, 2014.

<sup>1140</sup> Jean-Yves Mollier, « Trente ans d'édition », *Revue des sciences humaines*, n° 219, juillet-septembre 1990, pp. 155-156. Signe de son insertion dans les divers champs de productions des biens symboliques, il est à l'époque l'époux de la créatrice Agnès B. – le B signifiant justement Bourgois.

<sup>1141</sup> Normalien, agrégé de philosophie, Pierre Boutang, né en 1916, est professeur de métaphysique à la Sorbonne à partir de 1977.

<sup>1142</sup> Entretien avec Yann Moulier-Boutang, 27 mai 2013.

des militants italiens. C'est ainsi qu'il se familiarise avec l'opéraïsme<sup>1143</sup>, un marxisme italien opposé à toute forme de délégation syndicale ou politique et qui s'appuie sur l'auto-développement de la conscience politique ouvrière et prône un répertoire d'action qui va du refus du travail<sup>1144</sup> jusqu'aux « autoréductions », aux sabotages des chaînes d'usine voire, pour certains courants dans les années 1970, jusqu'à la lutte armée<sup>1145</sup>. Il rencontre dans ces années les figures centrales de cette branche radicale du marxisme, à savoir Mario Tronti et Antonio Negri\*, dont il traduit les textes dans sa collection « Cibles ». Ces ouvrages correspondent à sa propre vision qui défend, explique-t-il en entretien, que le marxisme, officiel ou hérétique,

« a traduit presque toujours l'hégémonie du point de vue de l'ouvrier national, qualifié, mâle et de plus de trente-cinq ans. Les luttes de ces quinze dernières années ont commencé à mettre à mal cette hégémonie. Marxinement autre, telle pourrait être notre devise [...] Les titres proposés dans cette série ont une cible commune : reconstruire des instruments d'appréhension, de synthèse et de combat. Inventaire donc des sources vivantes de ce marxisme trouvable et tenable qui parcourt le mouvement révolutionnaire. Sans provincialisme. Une large place sera consacrée à faire sortir la théorie de l'hexagone »<sup>1146</sup>.

L'existence de ces secteurs « révolutionnaires » de la vie intellectuelle française montre la diffusion d'idées dans l'après-1968, à tel point qu'un ouvrage publié en 1975 et intitulé *Bibliographie de la révolution* est même explicitement conçu pour aiguiller le lecteur dans cette profusion<sup>1147</sup>. La concurrence pour la publication de tels écrits est rude, à l'image de l'animosité entre François Maspero et les éditions communistes [voir le chap. 1]. Cette concurrence entre Maspero et les Éditions sociales n'est pas unique. Ainsi, Julien Hage écrit que le *Manifeste du parti communiste* est disponible au début des années 1980,

« chez plus de dix éditeurs différents : les Éditions sociales (ES), en édition simple dans les "Classiques du marxisme" (1966) ainsi qu'en édition bilingue (1972) ; l'Union générale d'éditions (UGE) 10/18, dans une édition préfacée par l'historien Robert Mandrou (1962) ; la fondation Feltrinelli, dans une édition scientifique due à Bert Andreas (1963) ; les Éditions en langues étrangères de Pékin (1970) ; Aubier Montaigne (1971), dans la nouvelle collection "Connaissance de Marx" ; le livre de Poche, dans une nouvelle traduction de Corinne Lyotard, comprenant aussi la Critique du programme de Gotha et une préface de François Châtelet (1973) ; les éditions italiennes Savelli, dans une édition illustrée en bandes dessinées, préfacées par Les Cahiers du Forum-Histoire dirigées par Jean Chesneaux\* (1977) ; les éditions Nathan, dans la traduction de Laura Lafargue et avec une présentation de Gérard Noiriel\* (1981) ; les

---

<sup>1143</sup> Du terme italien « operaio » signifiant ouvrier.

<sup>1144</sup> Mario Tronti écrit notamment que pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital [...]. Il suffit d'exaspérer ce stade, d'organiser cette contradiction, et le système capitaliste ne fonctionne plus ». Voir Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, Paris, Christian Bourgois, 1977, p. 322.

<sup>1145</sup> Sur la trajectoire de l'opéraïsme depuis les années 1968, je me permets de renvoyer à Antoine Aubert, « *Multitudes*, aux origines d'une revue radicale », *Raisons politiques*, 2017/3, n° 67, pp. 31-47.

<sup>1146</sup> Yann Moulier, « La série cibles ? », in Mario Tronti, *Ouvriers et capital...*, *op. cit.*, pp. 6-7.

<sup>1147</sup> Yvon Bourdet\*, Jean-Marie Brohm\*, Michel Dreyfus, *Que lire ? Bibliographie de la révolution*, Paris, EDI, 1975.

Éditions de la pédagogie moderne, qui reprennent l'édition de [François] Châtelet\* (1981) ; enfin les Éditions Champ libre (1983) »<sup>1148</sup>.

Ces concurrences peuvent prendre des formes plus violentes [Cf l'encadré n° 5] qui sont alimentées par l'ampleur de la circulation des idées « révolutionnaires » après 1968, comme nous allons le voir.

#### **Encadré n° 5 : La conflictualité de la vie intellectuelle dans les « années 1968 »**

François Maspero\*, comme bien d'autres éditeurs politiques, est pris entre deux feux : l'aspect militant de son travail d'une part, et, d'autre part, sa dimension économique et sa nécessaire rentabilité. Il est, à ce titre, menacé dans de nombreux tracts, comme en février 1969: « Ce n'est pas tant le fait d'être Staliniens qui fait de Monsieur François Maspero\* une sinistre crapule, mais avant tout d'être un marchand. **On n'est pas épicier impunément** »<sup>1149</sup>. Les vols se multiplient dans les librairies, notamment à la Joie de Lire, mais aussi les affrontements physiques. Pour y faire face, François Maspero\* rédige avec ses employés un tract et diffuse une lettre à ses proches, le 2 juin 1971 :

« Le début de la distribution du tract à la librairie a permis de déceler un clivage qui va se radicaliser très vite. À côté de l'assentiment plus ou moins sincère d'une majorité, il apparaît nettement que de très petits groupes n'appartenant à aucune organisation sont décidés à créer des incidents de plus en plus violents et tournent déjà l'action des "flics de Maspero" en dérision. Nous verrons donc d'ici peu de temps jusqu'où ces personnages sont décidés à pousser les affrontements physiques – qu'ils ont déjà provoqués – étant entendu que ces affrontements" se produisent toujours lorsque le personnel de la librairie est à majorité féminine... - et quelle réponse "physique" il conviendra en dernier ressort (et en dernier ressort seulement !) de leur donner »<sup>1150</sup>.

C'est, aussi, avec l'État qu'il est en conflit. La pression de celui-ci s'observe dans la multiplication de condamnations d'intellectuels et d'éditeurs pour outrage aux bonnes mœurs mais aussi pour l'édition de livres de « provenance étrangère », à l'image de *L'ascension de Mobutu*, de l'avocat belge Jules Chomé\* (Maspero, 1974) ou de *Main basse sur le Cameroun*, publié par Beti Mongo<sup>1151</sup>\* en 1972 et interdit après l'intervention de l'ambassadeur camerounais auprès du ministère de l'Intérieur Raymond Marcellin. Ayant pour mission d'assurer un rapide retour à l'ordre après les événements de Mai-Juin 1968, Marcellin vise également la revue *Tricontinentale* [voir le chapitre 1], interdite en 1969 en raison de son rôle

<sup>1148</sup> Julien Hage, « Un âge d'or éditorial du marxisme ? Les années 1960 et 1970 », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx, une passion française*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2018, p. 146.

<sup>1149</sup> Cité par Camille Joseph, *La Découverte..., thèse. cit.*, p. 108. En gras dans le document.

<sup>1150</sup> Document retrouvé dans les archives d'Yvon Bourdet, « Soutien aux Éditions François Maspero », BDT 16.4.8, IMEC, Caen.

<sup>1151</sup> Mongo Beti\* (1932-2001) est né au Cameroun, dans une famille de paysans traditionnels. Jeune bachelier, il arrive en France en 1951 où il s'inscrit à la faculté de lettres d'Aix-en-Provence, puis à la Sorbonne, où il obtient une licence de lettres classiques. Certifié de lettres classiques en 1959, puis agrégé en 1966, il exerce dans différents établissements de l'ouest de la France, puis au lycée Corneille de Rouen où il accomplira l'essentiel de sa carrière. Militant anti-colonialiste, il est très actif dans les années 1950, décennie durant laquelle il publie dans la revue *Présence africaine* et écrit cinq romans, parfois sous le pseudonyme d'Eza Boto. En retrait durant les années 1960, il renoue avec l'écriture en publiant en 1972 aux Éditions Maspero *Main Basse sur le Cameroun*, rapidement interdit. Après une longue procédure judiciaire, Mongo Beti\* et Maspero\* obtiennent en 1976 l'annulation de l'arrêté d'interdiction du livre. En parallèle, Beti Mongo\* milite à nouveau intensément et lance en 1978 la revue *Peuples noirs, peuples africains*, qui paraît jusqu'en 1991. Il publie également des romans, comme *La Ruine presque cocasse d'un polichinelle* (Paris, Éditions des peuples noirs, 1979). À sa retraite en 1993, il s'installe à Yaoundé, continue d'écrire et ouvre la librairie des peuples noirs. Il décède en 2001. Voir Mongo Beti, *Mongo Beti parle : testament d'un esprit libre. entretiens avec Ambroise Kom*, Paris, Homnisphères, 2006 et Mohamed Aït-Aarab, *Mongo Beti, un écrivain engagé*, Paris, Karthala, 2013.

dans un supposé complot international. Pour empêcher la diffusion de ces textes révolutionnaires d'Amérique Latine, l'État s'appuie sur un arsenal juridique – et notamment l'article 14 de la loi de la presse de 1939 sur les écrits d'origines étrangères — « relevant exclusivement du domaine réglementaire qui permet à l'autorité publique d'interdire les ouvrages sans avoir à motiver sa décision de justice »<sup>1152</sup>. Jérôme Lindon, membre de la Commission de surveillance et de contrôle, dénonce cette situation en déclarant en avril 1969 qu'« en matière de livres et de mœurs, notre pays est devenu l'un de ceux où règne la plus sévère des censures »<sup>1153</sup>. François Maspero\*, lui, réagit dans une lettre adressée en mai 1969 à la chambre correctionnelle :

« J'estime que mon seul crime est d'avoir fait mon travail, mon métier d'éditeur avec conscience et jusqu'au bout [...] Ce qui est nié ici, c'est non seulement le droit que tout Français doit avoir de s'informer comme il l'entend sur les mouvements révolutionnaires qui ébranlent le monde, mais le principe le plus élémentaire de la libre circulation des idées »<sup>1154</sup>.

L'éditeur reçoit le soutien de nombreux intellectuels, mais aussi, de confrères. En décembre 1969, ils sont 17, dont Bourgois, Pauvert, Gallimard et Lindon, à critiquer l'action de Marcellin qui « crée un précédent dangereux et ouvre la porte à l'arbitraire »<sup>1155</sup>. Quelques mois plus tard, ils sont 24 à publier simultanément *Pour la libération du Brésil*, manuel de guérilla d'un révolutionnaire sud-américain, Carlo Marighela. De même, par solidarité, des placards publicitaires continuent à être publiés pour *Tricontinentale* durant toutes les années 1970, jusqu'à la levée de l'interdiction à l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir<sup>1156</sup>.

La censure<sup>1157</sup> et les vols d'extrême-gauche menacent dans l'après-1968 l'existence même des Éditions Maspero. Son fondateur parle de « deux facteurs incontrôlables : les vols qui prolifèrent ; et les condamnations pénales assorties d'amendes, pour publications interdites. Les condamnations sont le fait de la droite (au pouvoir) et les vols sont le fait de l'extrême-gauche (au contre-pouvoir). Leur valeur financière est sensiblement égale. Mais ce sont les vols les plus néfastes, car ils ne sont que le signe le plus apparent d'une ambiance générale qui empuantit la librairie et, avec elle, tout notre travail, et ce genre de dommages ne se chiffre pas en termes d'argent : pour certains, il est révolutionnaire de “piquer chez Masp” »<sup>1158</sup>.

Au-delà de Maspero, c'est tout un pan de la vie intellectuelle française qui est confronté à ce type de difficultés. S'y ajoutent les violences directement physiques, qui sont souvent le fait de l'extrême-droite. Si ces attaques n'ont pas la même ampleur que durant la guerre d'Algérie [voir le chapitre 1], la violence reste présente dans l'après-1968, et de nombreuses dégradations matérielles touchent les maisons d'éditions et les librairies parisiennes et provinciales. La fin des années 1970 est particulièrement violente, jusqu'à une attaque des éditions EDI, rue Descartes, le 25 novembre 1981, qui provoque de lourds dégâts matériels et fait des blessés, obligeant les EDI à fermer<sup>1159</sup>. À propos de cette attaque, un document des archives de René Lefeuvre mentionne une « quinzaine d'individus masqués et casqués » qui ont pénétré « de force dans les locaux » des EDI : « à coup de barres de fer, ils brisent tout, blessant les animateurs bénévoles. Puis ils mettent le feu, détruisant le matériel et des centaines

<sup>1152</sup> Julien Hage, « Une brève histoire... », *op. cit.* p. 141.

<sup>1153</sup> Déclaration publiée dans *La Bibliographie de la France*, n°15, 9 avril 1969.

<sup>1154</sup> Cité par Martine Poulain, « La censure », in Pascal Fouché (dir.), *L'édition française depuis...*, *op. cit.*, p.575.

<sup>1155</sup> *Ibid*, p. 576.

<sup>1156</sup> Julien Hage, « Une brève histoire... », *op. cit.* p. 141 et sq.

<sup>1157</sup> Maspero cumule ainsi 300 000 francs d'amendes en quelques années. C'est aussi le cas d'Éric Losfeld, « Petite histoire d'un éditeur aux prises avec la censure », *Bibliographie de la France*, n°10, 7 mars 1973.

<sup>1158</sup> François Maspero, *Les abeilles...*, *op. cit.*, pp. 220-221.

<sup>1159</sup> Julien Hage, « L'âge d'or des... », *art. cit.*, p. 330. Ces attentats prennent parfois une dimension directement raciste, comme avec le meurtre par balles, le 3 janvier 1977, du gérant de la librairie arabe, rue Saint-Victor.

de livres »<sup>1160</sup>. Cet incident précède de quelques jours l'incendie volontaire de la librairie coopérative « Imagine », qui entraîne des « dégâts considérables [...] : destruction totale du stock de livres, ainsi que celui des brochures des éditions Noir et Rouge ; matériel (Ronéo, machine à écrire...) inutilisable ; archives du collectif Librairie entièrement brûlées »<sup>1161</sup>. Si ces attaques appartiennent à une temporalité différente de l'après-1968 au sens strict, elles s'inscrivent dans une longue liste d'attentats contre des libraires et des éditeurs « révolutionnaires » dressée par René Lefeuve dans ses archives.

### ***III-B. Une visibilité exceptionnelle dans l'après-1968***

Si la production intellectuelle « révolutionnaire » augmente quantitativement après Mai-Juin 1968, la particularité de la vie intellectuelle tient également à l'exceptionnelle visibilité dont bénéficient les idées « révolutionnaires » en France. Celle-ci est d'abord due à la multiplication des circuits où ces idées sont débattues – qu'elle soit due à de nouvelles créations, ou à la radicalisation politique de supports existants (A). Cette forte présence des idées « marxistes » dans la vie intellectuelle française peut également s'analyser en revenant sur les ventes de ces textes au regard des années précédentes, ainsi que sur les traductions des ouvrages « marxistes » français à l'étranger, signe d'une circulation internationale accrue (B).

#### ***Une multiplication des circuits intellectuels***

L'ensemble des circuits de la vie intellectuelle française est bouleversé par Mai-Juin 1968. D'une part, les revues et journaux existants, même les moins engagés avant la crise, sont sommés de prendre position. Jean-Jacques Servan-Schreiber, directeur de *L'Express* depuis sa création en 1953, s'engage en politique en 1969, après la démission de de Gaulle. Il prend la tête du parti radical socialiste (centriste), et quitte l'hebdomadaire le 28 janvier après la publication du programme de son parti, *Ciel et terre* dont le titre est emprunté à Mao. Il laisse *L'Express* à Jean-François Revel qui critique, à partir de 1972, l'Union de la gauche, accusant les socialistes de se laisser phagocyter par le PCF et, plus globalement, par les totalitarismes communistes. *Le Nouvel Observateur* de Jean Daniel, qui diffuse à 69 000 exemplaires en 1966, 308 000 en 1974 et 384 861 en 1981<sup>1162</sup>, affronte le même dilemme. Proche des socialistes, il choisit de soutenir le programme commun, sans jamais renoncer à son « double impératif : défendre l'Union de la gauche et soutenir la critique antisoviétique »<sup>1163</sup>.

Si *Le Nouvel Observateur* prend position pour Soljenitsyne après la parution de *L'archipel du goulag* en 1974 [**Sur Soljenitsyne, voir l'introduction de la 2<sup>e</sup> partie**], ce n'est

---

<sup>1160</sup> Archives René Lefeuve, Tract « La librairie “Imagine” incendiée », *F Delta 531/5 Divers*, BDIC, Nanterre.

<sup>1161</sup> *Ibid.*

<sup>1162</sup> Sur ces chiffres, voir Louis Pinto, *L'intelligence en action : le Nouvel Observateur*, Paris, Métailié, 1984, p. 23 ; et Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France...*, *op. cit.* p. 221.

<sup>1163</sup> Michel Winock, *Le siècle des intellectuels...*, *op. cit.*, p. 595.

pas le cas de *Témoignage Chrétien*, qui, par la voix de Maurice Chavardès, parle en ces termes du dissident et de ses soutiens français : « Qu'ils soient libres de proférer toutes les sottises réactionnaires qu'ils voudront, c'est notre vœu, au nom de la tolérance. Mais, de grâce, ne criions pas, à gauche, avec la meute des anticommunistes de tous poils »<sup>1164</sup>. Signe de la visibilité de cette position, et de celle de la mouvance communiste, l'hebdomadaire *France Nouvelle* intitulé « Trois points de vue sur l'antisoviétisme » est diffusé en 1974 à plus de 700 000 exemplaires<sup>1165</sup>. De son côté, *Le Monde* publie depuis 1967 un supplément littéraire de huit pages au cœur du débat d'idées. Plusieurs journalistes du quotidien sont proches de la gauche révolutionnaire, et *Le Monde* ne cesse de parler, tout au long des années 1968-1981, de « marxismes », Maspero en tête. Cette proximité finit même par être dénoncé en avril 1976 dans un ouvrage où est mis en cause Jacques Fauvet, le nouveau rédacteur en chef du *Monde* qui a remplacé Hubert Beuve-Méry<sup>1166</sup>. Dans le même temps, *Le Monde Diplomatique* devient une publication autonome en 1973. Le tiers-mondiste Claude Julien en prend la direction et contribue à politiser la ligne éditoriale à gauche, tandis que la diffusion passe de 25 000 exemplaires en 1965 à 65 808 en 1970 et 113 417 en 1975<sup>1167</sup>.

En parallèle, plusieurs publications d'orientation révolutionnaire naissent dans l'après-mai, à l'image de *L'Idiot International*, de Jean-Edern Hallier, dont le premier numéro paraît en décembre 1969. Ce support, qui entend donner la parole à « des écrivains, des spécialistes, des militants révolutionnaires », tire à 20 000 exemplaires et devient rapidement un lieu d'expression pour les divers groupes politiques de la période, à l'image du mouvement de libération des femmes (« Combat pour la libération de la femme », Mai 1970)<sup>1168</sup>. Des centaines d'autres journaux et revues liés au gauchisme ou à la contre-culture sont créés<sup>1169</sup>, de *Tout !* à *Charlie Hebdo* en passant par *La Gueule Ouverte*, *Le Gai Pied*, *Autrement* et *Actuel*. Parmi eux, c'est la création en 1973 de l'agence de presse puis du journal *Libération* - dirigé par Sartre et

---

<sup>1164</sup> *Témoignage Chrétien*, 20 décembre 1973, cité dans *Ibid*, p. 594.

<sup>1165</sup> *Ibid*.

<sup>1166</sup> Michel Legris, « *Le Monde* » tel qu'il est, Paris, Plon, 1976. Voir aussi la réaction de Pierre Nora, « Si le sel perd sa saveur ... », *Le Nouvel Obs*, 12-18 avril 1976.

<sup>1167</sup> Nicolas Harvey, *Le Monde Diplomatique : un concept éditorial hybride au confluent du journalisme, de l'université et du militantisme*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 19.

<sup>1168</sup> Le premier numéro du « menstruel » *Le torchon brûle*, lancée en 1971 par Antoinette Fouque avant les Éditions des Femmes, est d'ailleurs un supplément de *L'Idiot international*.

<sup>1169</sup> Pour un aperçu exhaustif, voir le catalogue de l'exposition consacré à la contre-culture française (1969-1989), à la Maison Rouge, au printemps 2017. Voir Guillaume Désanges et François Piron (dir.), *Contre-cultures (1969-1989). L'esprit français*, Paris, La maison rouge/La Découverte, Paris, 2017.

qui tire fin 1975 à 18 000 exemplaires<sup>1170</sup> - qui est la plus représentative de la période et un « signe tangible qu'il s'était effectivement passé quelque chose en mai »<sup>1171</sup>.

La multiplication des circuits intellectuels est également rendue possible par le renouvellement du monde intellectuel communiste dans l'après-1968. D'une part, chez nombre d'intellectuels arrivés au PCF dans les décennies précédentes, les événements de 1968 précipitent la rupture, souvent après avoir déjà émis des critiques dans les années précédentes. Le 26 mai, plusieurs intellectuels communistes écrivent à la direction en affichant leur « solidarité politique avec le mouvement » et « accusent [celle-ci] d'avoir exclu le parti d'une grande force de renouvellement socialiste »<sup>1172</sup>. Après avoir demandé à être reçus par Waldeck Rochet\* (« trop occupé », il les fait recevoir par Jacques Chambaz\*<sup>1173</sup>), ils rendent publiques leurs critiques dans *Le Monde* du 6 juin 1968<sup>1174</sup>, à travers la lettre dite « des 36 », dans laquelle on trouve Jean Pronteau, Jean Chesneaux\* [voir le chapitre 5], Jean-Pierre Vernant\* [voir le chapitre 3], Jean Bruhat\* [voir l'encadré n° 6] ou encore Madeleine Rébérioux\* [voir l'encadré n° 7]<sup>1175</sup>. D'abord écrite dans une stratégie d'intervention interne, la publicisation de cette lettre, la réaction de la direction du PCF et, dans les mois qui suivent, la répression du Printemps de Prague, accélèrent pour plusieurs intellectuels une rupture définitive.

---

<sup>1170</sup> Ivan Chupin, Nicolas Hubé et Nicolas Kaciaf, *Histoire politique et économique...*, op. cit., p. 73.

<sup>1171</sup> Kristin Ross, *Mai 68...*, op. cit., p. 117. L'agence de presse *Libération* est créée le 18 juin 1971, et le journal paraît le 18 avril 1973. Fonctionnant sur la participation financière des lecteurs, revendiquant l'égalité des salaires, refusant la publicité, son manifeste de février 1973 déclare : « Peuple, prends la parole et garde-la ». Parmi les rares travaux sur ce journal, voir, sur la naissance de *Libération*, l'ouvrage tiré d'un travail fait à Vincennes de François Samuelson, *Il était une fois Libération : reportage historique*, Paris, Seuil, 1979. Dans une perspective critique sur son évolution, voir Pierre Rimbert, *Libération : de Sartre à Rothschild*, Paris, Raisons d'agir, 2005.

<sup>1172</sup> Marco Di Maggio, *Les intellectuels...*, op. cit., pp. 152 et sq. Voir également Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., et l'encadré de Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains...*, op. cit., pp. 68-70.

<sup>1173</sup> Jacques Chambaz\* (1923-2004), est né à Etréchy, dans l'Essonne. Son père, issu d'une famille rurale pauvre, était charpentier puis, après la crise économique de 1929, chansonnier. Lycéen à Henri-IV, J. Chambaz\* est obligé de travailler en parallèle (notamment comme postier). Bachelier en 1942, sympathisant de la Résistance, il adhère au PCF en septembre 1945. Enchaînant les petits boulots après-guerre – notamment au sein du monde communiste –, il poursuit en parallèle ses études jusqu'à obtenir en 1953 l'agrégation d'histoire. Professeur dans le secondaire à Amiens puis à Paris jusqu'en 1964, il participe dans le même temps aux activités du cercle des historiens communistes et à la commission idéologique du PCF. Dans les années 1960, il est actif au sein de la commission centrale des intellectuels – dirigée par Laurent Casanova\* - et à la NC Suppléant au CC en 1961, titularisé en 1964, il devient permanent et il est affecté à la surveillance des intellectuels aux côtés de Roland Leroy\* de 1967 à 1974. Député de Paris (1967-1968 ; 1973-1978) il publie aux ES des ouvrages historiques consacré au front populaire (*Le Front populaire, la France de 1934 à 1939*, 1972) et à la IV<sup>e</sup> république (*La IV<sup>e</sup> République : la France de 1945 à 1958*, 1972). De 1979 à 1996, il co-dirige l'Institut de recherches marxistes.

<sup>1174</sup> La veille, *L'Humanité* a fait état de divergences entre « la direction du PCF et un certain nombre d'intellectuels communistes », d'après les termes que l'on retrouve dans *Le Monde* du 6 juin.

<sup>1175</sup> Di Maggio écrit : « Selon Leroy\*, les signataires de la lettre peuvent être divisés en trois groupes : le premier est celui des « ennemis déclarés du parti dont nous devons nous débarrasser », où figurent Vernant\*, Leduc et Pronteau, « qui a cherché à opposer la politique du PCF à celle du PCI ». Le deuxième groupe comprend ceux qui participent à cette initiative « pour le folklore », alors que le troisième désigne des militants qui « ne croient pas que leur vie politique est conditionnée » par l'opposition constante à la direction », *Les intellectuels...*, op. cit., p. 156.



Si Bruhat\* reste au parti jusqu'à sa mort en 1983, on assiste en effet à de nombreux départs ou exclusions du parti dans les mois qui suivent, à l'image de Pronteau, de Vernant\* et de Jean Chesneaux\*. C'est aussi le cas de Madeleine Rébérioux\*, qui est exclue en 1969 en raison de son rôle dans la parution du premier numéro de *Politique aujourd'hui*, dirigé par Paul Noirot [voir *supra*]. Cette revue mensuelle tire à 20 000 exemplaires et se consacre aux « recherches et pratiques socialistes dans le monde ». Elle traite notamment de politique internationale, domaine réservé à la direction du parti, ou en tout cas très contrôlé par elle. *Politique aujourd'hui* montre qu'on assiste, dans l'après-1968, à un développement de revues et journaux très engagés, communiste et marxistes au sens large mais qui, après une tentative d'autonomisation, ne sont plus directement liés au PCF.

#### **Encadré n°6 : Jean Bruhat\*, éternel communiste**

Né le 24 août 1905 dans le Gard, Jean Bruhat\* est issu d'une famille auvergnate de la « très petite bourgeoisie »<sup>1176</sup>. Ses grands-parents paternels sont ouvriers (lui dans une briqueterie, elle comme couturière de village) et son grand-père maternel est roulier avant de tenir une auberge en Auvergne. Élevé dans la religion catholique, il « perd la foi » au fur et à mesure de ses études, qu'il suit d'abord à Saint-Etienne puis comme boursier au lycée du Parc, à Lyon. Il entre à l'ENS d'Ulm en 1925, et réussit l'agrégation d'histoire-géographie en 1929.

Ses premiers rapports avec le monde communiste sont précoces : il adhère à son arrivée à Paris au Parti communiste (SFIC), moment où il signe la « lettre des 250 » en signe de protestation à « certains aspects de la bolchevisation »<sup>1177</sup>. S'il raconte avoir à cette époque un portrait de Trotsky dans sa chambre et fréquenter un oppositionnel comme Souvarine<sup>1178</sup>, cette première phase de son engagement politique – qualifiée de « lyrique » et d'« utopique » par Maitron et Pennetier<sup>1179</sup> – prend fin autour de 1927-1928, quand il se rallie aux options de Staline. Signe de cette orthodoxie nouvelle, il participe à la fondation de la *Revue marxiste* [cf le chap. 1]. De 1930 à 1937, il enseigne dans le secondaire à Nantes, et commence à préparer une thèse sur la première Internationale, projet finalement abandonné. Cette prise de distance vis-à-vis de la recherche a pour contrepartie un investissement militant plus soutenu, au sein de la fédération « Atlantique » du PC puis, en remplacement de Georges Cogniot\*, au secrétariat général du Comité des professeurs de la Fédération unitaire de l'enseignement (1931-1935). À partir de 1936, il est secrétaire adjoint puis secrétaire du syndicat général unifié. Il collabore aussi aux *Cahiers du bolchevisme* et à *L'Humanité*, puis est chargé du cours d'histoire à l'école centrale d'Arcueil. Il se marie avec une institutrice qu'il fait adhérer au PC le 1<sup>er</sup> janvier 1937 et, orthodoxe, il approuve dans *L'Humanité* les « procès de Moscou ».

Nommé au lycée Buffon à Paris en 1937, il est mobilisé en 1939, puis fait prisonnier le 18 juin 1940. Libéré trois ans plus tard mais critique de l'attitude du PCF en 1939-1940 et du traité germano-soviétique, il se refuse à un engagement permanent au sein du PCF. À la Libération, il est nommé au lycée Michelet, puis en khâgne au lycée Lakanal, et devient enfin maître-assistant à la Sorbonne. Après les événements de Mai-Juin 1968, il intègre le Centre

<sup>1176</sup> Pour reprendre l'expression de la notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article18060>, notice BRUHAT Jean par Jean Maitron, complété par Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008

<sup>1177</sup> *Ibid.*

<sup>1178</sup> Cité dans *Ibid.*

<sup>1179</sup> *Ibid.*

Expérimental de Vincennes, où il consacre ses séminaires à l'histoire ouvrière [voir *infra*]. Toujours maître-assistant, il prend sa retraite en 1975.

Bruhat\* n'est pas pour autant un grand oppositionnel. S'il se refuse à devenir un permanent, c'est un intellectuel communiste actif : il collabore à *L'Humanité*, est chargé de l'organisation de la commission d'éducation ouvrière de la CGT, dirige le Centre d'éducation ouvrière du PC. En 1956, il approuve l'intervention soviétique en Hongrie mais déplore l'exécution d'Imre Nagy. Certes, durant les années 1960, il se montre critique de la direction : d'abord en février 1965, quand il soutient les « italiens » de l'UEC ; et en 1968, quand il accompagne le Mai français et condamne la répression à Prague. Mais il reste membre du parti jusqu'à sa mort, en 1983. Il publie plusieurs ouvrages sur l'histoire du mouvement ouvrier, comme celui sur la Commune de 1871, initialement publié en 1960 et qui reparaît dans une version enrichie à l'occasion du centenaire, en 1971 (*La commune de 1871*, Éditions Sociales, 1971). Il est aussi l'auteur de l'introduction de l'édition du *Manifeste du parti communiste* publié par les Éditions Sociales et participe à des ouvrages coordonnés par le CERM comme *Le Front populaire : la France de 1934 à 1939* (Éditions Sociales, 1972) ou encore à *L'Histoire de la France contemporaine*, à partir de 1978.

### Encadré n°7 : Madeleine Rebérioux : mai-juin 1968, une rupture

Madeleine Rébérioux\* est née à Chambéry le 8 septembre 1920, d'un père inspecteur des contributions directes et d'une mère professeure de lettres<sup>1180</sup>. Après une scolarité brillante ponctuée par le premier prix d'histoire au concours général, elle entre en hypokhâgne au lycée Blaise Pascal (Clermont-Ferrand) puis intègre l'ENSJF (Sèvres) en 1941, et obtient l'agrégation d'histoire en 1945. Enseignante dans le secondaire de 1945 à 1961 avant d'entrer à la Sorbonne où elle est assistante puis maître-assistante, elle contribue à créer le Centre Expérimental de Vincennes, où elle enseigne jusqu'à sa retraite tout en devenant directrice d'études cumulante à l'EHESS en 1978. Elle soutient tardivement, en 1979, une thèse sur travaux, dirigée depuis 1958 par Ernest Labrousse et consacrée à *Jaurès, la SFIO et la société française au tournant du siècle*.

Parallèlement, elle est très engagée politiquement, puisqu'elle adhère au PCF en 1946, à la Libération, comme de nombreux intellectuels [voir le chapitre 1]. Elle n'a pourtant pas participé à la Résistance, comme elle le déclare en 1955 : « J'étais à cette époque "pacifiste intégrale" et encore loin du Parti »<sup>1181</sup>. Elle est même suspecte : sa sœur la dénonce au parti en 1947, l'accusant d'avoir été la maîtresse de Pierre Boutang, philosophe participant à *L'Action Française* et qui fut son professeur. Elle rejette l'accusation en 1950<sup>1182</sup>.

En 1953-1954, après la répression à laquelle font face militants communistes et cégétistes, elle milite au Comité national d'action pour la défense des libertés où elle est responsable de son comité universitaire. Militante dans le cercle des historiens communistes, elle est après 1956 « passionnément khrouchtchevienne et approuve, douloureusement, la dénonciation des crimes de Staline »<sup>1183</sup>. Elle n'est donc déjà pas orthodoxe : elle condamne

<sup>1180</sup> Les infos qui suivent sont extraites de : <https://maitron.fr/spip.php?article163768>, notice REBÉRIOUX Madeleine [née AMOUDRUZ Madeleine] par Patrick Fridenson, version mise en ligne le 16 septembre 2014 ; et de Madeleine Rébérioux\*, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999 ; et Madeleine Rébérioux, *Pour que vive l'histoire. Écrits*, Paris, Belin, 2017.

<sup>1181</sup> Cité par Patrick Fridenson, <https://maitron.fr/spip.php?article163768>, notice citée.

<sup>1182</sup> Sur cette accusation, voir Ellen Patricia Crabtree, *The Historical Militancy of Madeleine Rebérioux\**, 1920-2005, Thesis for the qualification of Doctor of Philosophy, School of Modern Languages, Newcastle University, 2016, pp. 162-163. L'auteur s'appuie sur des archives de la Commission centrale du contrôle politique du PCF, 62/883 Dossier biographique Madeleine Rebérioux. La thèse est disponible en ligne : <https://theses.ncl.ac.uk/jspui/bitstream/10443/3345/1/Crabtree%20E.P.%202016.pdf>

<sup>1183</sup> *Ibid.*

l'exécution d'Imre Nagy en 1958 ; elle critique la ligne du parti en Algérie, et devient de 1959 à 1962 la secrétaire générale du Comité Maurice Audin ; et elle ose citer Trotski dans *Jaurès : contre la guerre et la politique coloniale* (Éditions sociales, 1959) Dans les années 1960, elle est proche d'étudiants de l'UNEF, et soutient les événements de Mai-Juin 1968. Sa participation au lancement de *Politique aujourd'hui* est de trop, et conduit à son exclusion du parti. Dans les années suivantes, elle est un temps responsable du Front Solidarité Indochine (1971-1975), créé à l'initiative du PSU et de plusieurs groupes gauchistes.

Après son premier texte publié en 1959 aux ES, elle continue d'écrire abondamment sur Jaurès et le mouvement ouvrier (*La Deuxième Internationale et l'Orient*, Éditions Cujas, 1967 ; *Jaurès et la classe ouvrière*, Maspero, 1975) et sur l'histoire des femmes (dont *Les Femmes en France dans une société d'inégalité*, La Documentation française, 1982). Historienne de premier plan, elle est longtemps la directrice du *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, lancé en 1960, mais aussi de la revue d'histoire ouvrière *Le Mouvement Social*, qu'elle dirige de 1971 à 1982. Elle a également présidé l'association des Amis du Maitron.

Elle reste une intellectuelle engagée, à la fois par ses nombreux travaux, mais aussi comme vice-présidente du Musée d'Orsay (de 1981 à 1987) et comme militante de la Ligue des Droits de l'Homme – à laquelle elle adhère autour de 1962 – puis comme membre de son comité central, comme vice-présidente de l'association dans les années 1980, et enfin comme présidente (1991-1995). Elle est très engagée en matière de féminisme, à l'image de son soutien à la ministre Yvette Roudy (qui lui confie la présidence d'une commission qui publie en 1982 un rapport intitulé « Les femmes en France dans une société d'inégalité » à la Documentation Française<sup>1184</sup>) ou de sa participation à la commission sur les « femmes et la culture », présidée en 1984 par Simone de Beauvoir<sup>1185</sup>. Elle est aussi active contre l'extrême-droite, jusqu'à publier *L'extrême-droite en questions* (EDI, 1991). Elle meurt en février 2005 à Paris.

Si l'après-1968 marquent chez certains intellectuels communistes la rupture, c'est aussi un moment où se créent des revues communistes grâce au rôle de nouveaux militants, souvent jeunes, à l'image de Marc Abélès\* et de David Kaisergruber\*, fondateurs de la revue *Dialectiques*, ou des militants de l'UEC bordelaise qui, autour de Jean-Michel Devesa\*, participent à la revue *Positions*.

David Kaisergruber\*, dit « Kaiser » (1948-1988) et Marc Abélès\*<sup>1186</sup> (né en 1950), tous les deux parisiens issus de la bourgeoisie intellectuelle<sup>1187</sup>, se sont rencontrés au lycée Henri-IV, peu avant Mai-Juin 1968. Ils y participent tous deux activement : Marc Abélès\* prend part à la « nuit des barricades »<sup>1188</sup> puis dans une commission « pédagogie » où l'on réfléchit à de

---

<sup>1184</sup> Voir par exemple Christiane Chombeau, « Les femmes dans une société d'inégalités », *Le Monde*, 26 mars 1982.

<sup>1185</sup> Madeleine Rébérioux, *Pour que vive l'histoire...*, *op. cit.* p. 18.

<sup>1186</sup> Les informations qui suivent sont tirées de Marc Abélès\*, *Carnets d'un anthropologue. De Mai 68 aux gilets jaunes*, Paris, Odile Jacob, 2020, ainsi que d'un entretien téléphonique avec l'auteur, 10 avril 2020.

<sup>1187</sup> Les grands-parents de Marc Abélès sont médecin pour le côté maternel, et juge pour le côté paternel. Son père est enseignant-chercheur à l'université en physique, et sa mère est bibliothécaire.

<sup>1188</sup> Marc Abélès raconte : « Vers deux heures du matin, la chasse à l'homme continuait. Nous étions parvenus à nous extraire de Gay-Lussac et à courir nous réfugier dans une rue adjacente. Mais les flics ratissaient le périmètre. À peine le temps de reprendre notre souffle, on a couru jusqu'à Saint Sulpice qui semblait loin de la mêlée. On se sentait plus en sécurité quand tout à coup plusieurs CRS nous ont pris en chasse. Je me souviens que nous nous sommes précipités dans un immeuble et on a attendu », *Ibid*, p. 56.

nouvelles pratiques tout en remettant en cause la méritocratie et l'élitisme à l'œuvre dans les concours : « dans notre secteur, écrit-il, l'affaire paraissait entendue : à moyen terme, Normale Sup disparaîtrait, et il n'y avait guère de doute que l'agrégation ne résisterait pas. Les cris d'orfraie des profs réacs de la Société des agrégés seraient bientôt recouverts par l'irrésistible élan rénovateur »<sup>1189</sup>. Partageant la même conviction, Kaisergruber\* débat durant les événements avec le directeur de l'ENS et obtient le report du concours. Quelques années plus tard, finalement entrés l'un et l'autre à l'ENS Saint-Cloud, ils boycottent à nouveau les concours, cette fois l'agrégation de philosophie dont l'épreuve porte non sur Spinoza, très travaillé durant l'année, mais sur Aristote<sup>1190</sup>. Marc Abélès\* en raconte les conséquences personnelles – « ma mère déclara que j'avais détruit ma carrière. Pour elle, c'était le résultat logique de mon attitude à partir de Mai 68 » -, intellectuelles – ce boycott marque son abandon de la philosophie pour l'anthropologie - mais aussi politiques, Althusser les critiquant dans *France Nouvelle* dans un texte intitulé « Sur une erreur politique », dans lequel il « dénonçait, lui aussi, notre comportement de normaliens privilégiés par rapport aux autres étudiants qui devaient travailler pour gagner leur vie »<sup>1191</sup>.

Si cette critique les touche, c'est qu'ils ont adhéré au communisme après 1968<sup>1192</sup>. C'est avec ce statut de jeunes intellectuels du PCF qu'ils lancent la revue *Dialectiques* en 1973<sup>1193</sup>. Mais l'engagement politique s'accompagne d'une attitude « critique » vis-à-vis du parti<sup>1194</sup>. Danielle Kaisergruber, compagne de David et aussi de l'aventure, raconte en 2000 :

« notre attitude à l'égard du parti était marqué par un très grand respect pour quelque chose qui rassemblait beaucoup de monde et qui regroupait des gens profondément inscrits dans le monde du travail, mais en même temps par l'idée que le parti tel qu'il était ne pouvait pas continuer comme ça [...] Nous ne nous sommes jamais situés dans la perspective, qui fut celle

---

<sup>1189</sup> *Ibid*, pp. 60-61.

<sup>1190</sup> *Ibid*, pp. 92-93.

<sup>1191</sup> *Ibid*, p. 93.

<sup>1192</sup> Marc Abélès écrit : « Beaucoup d'entre nous étaient rentrés dans le rang et avaient retrouvé le train-train universitaire. Cela me paraissait sans commune mesure avec ce que je venais de vivre. Il fallait prolonger l'action dans un contexte militant où elle aurait un impact sur l'ensemble de la société [...]. Ni gauchiste ni socialiste, il me restait le Parti communiste. Choix paradoxal, surtout vu d'aujourd'hui, que d'adhérer au PC. Et pourtant nous ne fûmes pas les seuls dans l'après-mai, et ce pour deux raisons. D'abord, les communistes, secoués tout à la fois par les événements français et l'écrasement du printemps de Prague, prônaient à ce moment l'ouverture en direction des intellectuels [...]. Mais plus encore que cette perspective, ce qui m'importait, c'était d'intégrer un vrai parti de masse [...] D'où l'intérêt d'adhérer à cette organisation, même si nous ne faisons guère d'illusions sur ce qui nous attendait. Cependant nous nous disions que le seul moyen de faire évoluer cette machine politique, c'était de mener le combat de l'intérieur », *Ibid*, p. 67.

<sup>1193</sup> Même si, d'après ses fondateurs, « *Dialectiques* est née vraiment en 68 », *Dialectiques*, n° 28, p. 125.

<sup>1194</sup> David Kaisergruber\* est « communiste depuis le 13 mai 1968, et critique depuis le 13 mai 1968 », d'après la brève présentation de l'auteur dans *L'affaire Boukharine ou le recours de la mémoire* (Maspero, 1979). Marc Abélès\* rapproche cet engagement critique de son histoire familiale de juifs roumains exilés en France et marqués par le fait que la famille restée au pays a été « dépouillée par les communistes », *Ibid*, p. 68.

de gens des générations passées, comme Desanti par exemple, d'une acceptation en bloc de toutes les positions du parti [...]. Nous étions d'emblée critiques »<sup>1195</sup>.

Cette position critique, également visible dans la participation d'intellectuels althussériens\*<sup>1196</sup>, se double d'une appétence pour la théorie, là encore dans la veine althussérienne. Comme l'exprime à nouveau Danielle Kaisergruber,

« Nous avons côtoyé énormément de groupes à caractères pro-chinois ou trotskystes. Ces groupes véhiculaient des théories qui nous semblaient de l'ordre de l'aberration mentale : l'idée, et c'est l'histoire de la Chine, qu'il suffisait qu'il y ait une présence des intellectuels au travail, dans les usines pour que ça produise magiquement la fusion de la théorie et de la pratique. À ça, on ne croyait pas. Nous avons plutôt l'intuition que le mouvement ouvrier, dans les usines, les bureaux, etc., et la réflexion théorique (sur les mécanismes historiques, etc.), pouvaient entretenir des rapports et se nourrir mutuellement, mais qu'il n'y avait pas de fusion miraculeuse [...] Nous cherchions avant tout à articuler une appartenance politique et une recherche théorique »<sup>1197</sup>.

Cette articulation — visible dès le nom de la revue, qui entend signifier à la fois le rôle du débat, de la recherche théorique et l'inscription marxiste — se retrouve dans les thèmes « hétérodoxes » qui, de Gramsci à Althusser\* en passant par le structuralisme, le rôle des partis politiques, l'euro-communisme<sup>1198</sup> ou des aspects théoriques « sensibles » au PCF (le n°17 porte sur la « dictature du prolétariat » [voir l'intro de la 2<sup>e</sup> partie], illustrent la nécessaire « confrontation entre des exigences matérialistes et l'extraordinaire développement des sciences humaines dans lequel il faut s'orienter en s'appropriant certains acquis, en posant des problèmes nouveaux »<sup>1199</sup>. Cette identité conduit Frédérique Matonti à écrire que *Dialectiques* occupe au sein du monde communiste une position hétérodoxe qui « semble une parfaite copie de *La Nouvelle Critique* des années précédentes », la remplaçant dans cet avant-gardisme qu'elle délaisse alors<sup>1200</sup>. Le succès de la revue, auto-éditée grâce à des dons, est important, puisqu'elle compte plus de 1 000 abonnés et certains numéros tirent à 10 000 exemplaires<sup>1201</sup>.

---

<sup>1195</sup> Danielle Kaisergruber, entretien du 21 juillet 2000, cité par Baptiste Eychart, « *Dialectiques* » : *un parcours intellectuel et politique*, mémoire de science politique dirigé par Jean-Marie Vincent\*, 2000, Paris VIII, p. 1213. Je remercie Baptiste Eychart pour la communication de son mémoire, et pour nos échanges sur *Dialectiques*.

<sup>1196</sup> On peut penser notamment à Georges Labica\* et à Christine Buci-Glucksmann\*, contributeurs fréquents à la revue. Plus globalement, de nombreux intellectuels communistes de l'université Paris-X Nanterre, souvent critiques, sont présents dans la revue en raison d'un partenariat entre l'ENS de Saint-Cloud et cette institution qui conduit plusieurs normaliens de *Dialectiques* à y faire leur mémoire de recherche.

<sup>1197</sup> Entretien avec Danielle Kaisergruber, cité par Baptiste Eychart, « *Dialectiques*... », *op. cit.*,

<sup>1198</sup> Ce thème, développé dans *Dialectiques*, est au cœur d'un ouvrage publié chez Maspero, dans la collection « *Dialectiques* », par Marc Abélès et Charles-Albert Ryng, *L'Europe de l'Atlantique à l'Oural : entretiens avec Manuel Azcárate et Fernando Claudín*, Paris, Maspero, 1979.

<sup>1199</sup> D'après la présentation de la collection « *Dialectiques* », chez l'éditeur bruxellois Complexe, créée en 1976. Elle est complétée par la collection « *Dialectiques intervention* », fondée chez Maspero en 1979.

<sup>1200</sup> Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes*..., *op. cit.*, pp. 333-334.

<sup>1201</sup> François Dosse, *Histoire du structuralisme, T. II*..., *op. cit.*, p. 210 ; Marc Abélès, *Carnets*..., *op. cit.*, p. 103.

Cette nouvelle revue est mal reçue au sein de la section idéologique du PCF, et une rencontre est organisée avec Lucien Sève\* et Jacques Chambaz\*. Outre la concurrence que crée *Dialectiques* vis-à-vis d'autres revues communistes, c'est un texte de l'ancien philosophe communiste Jean-Toussaint Desanti dans le premier numéro de la revue qui pose d'abord problème<sup>1202</sup>, même si c'est peu à peu tout le projet de *Dialectiques* qui finit par transgresser « les nouvelles limites de recherche politico-idéologiques fixées par Argenteuil »<sup>1203</sup>. Pourtant, dans le contexte d'ouverture du programme commun<sup>1204</sup>, la revue pu continuer son activité, y compris dans certains événements communistes comme les « Ventes du livre marxiste » et la Fête de *L'Huma*, même si, comme le précise Marc Abélès\*, « il fallait quand même payer notre stand au prix fort »<sup>1205</sup>. Cette aventure, même si elle est de plus en plus difficile avec le groupe dirigeant du PCF [voir le chapitre 5] dure de 1973 à 1981, année du 33<sup>e</sup> et dernier numéro.

Dans le sillon de *Dialectiques*, le premier numéro de la revue *Positions* bien que conçue plus tôt, ne paraît qu'en 1978, donc dans un autre contexte (celui de la crise des intellectuels après la rupture du Programme commun). L'un de ses principaux animateurs est Jean-Michel Devesa\*[voir l'encadré n° 8], né en 1956 et animateur de l'UEC bordelaise. Comme les membres de *Dialectiques*, Jean-Michel Devesa\* a adhéré au communisme sur des bases critiques. Étudiant en lettres, il obtient à 23 ans un doctorat de troisième cycle en littérature française sur l'écrivain surréaliste René Crevel, lui-même membre du PCF à partir de 1927 mais... exclu en 1933.

C'est dans ces années, entre 1974 et 1977, à l'UEC de Bordeaux et au gré des rencontres avec les jeunes communistes d'autres universités (principalement à Villetaneuse et à la Sorbonne<sup>1206</sup>) que s'élabore le projet d'une revue de jeunes intellectuels communistes intitulée – comme le recueil de Louis Althusser\* - *Positions*. Cette revue de travail et d'intervention doit

---

<sup>1202</sup> C'est d'après les témoignages rassemblés par Baptiste Eychart le fait même de publier Desanti qui pose problème, plus que le fond.

<sup>1203</sup> Entretien de Baptiste Eychart avec Jacques Chambaz\*, 20 septembre 2000, cité par Baptiste Eychart, « *Dialectiques...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>1204</sup> Marc Abélès fut même approché pour devenir permanent : « L'heure était à l'ouverture et j'avais été considéré comme un élément fiable, avec ce qu'il fallait de réflexes soixante-huitards pour pimenter un peu la liste. En haut lieu on commençait à poser les bases d'une alliance avec les socialistes, et il fallait crédibiliser l'image d'ouverture du Parti. Suite à la visite du camarade, j'ai réfléchi tranquillement, et décliné la proposition. Décidément je ne me voyais pas devenir permanent du Parti, coopté plutôt que réellement élu, et désormais dépendant de mes supérieurs hiérarchiques. Pour moi, la politique resterait toujours synonyme de liberté ». Voir Marc Abélès\*, *Carnets...*, *op. cit.*, pp. 80-81.

<sup>1205</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>1206</sup> Sur ces années, les Jeunesses communistes, l'UEC et l'UNCAL (Union nationale des comités d'action lycéens), voir le blog de Michel Renard, actif à Villetaneuse : <http://recuerdo2.canalblog.com/archives/2012/11/27/1427876.html>

se comprendre, aussi, comme une revue provinciale, et à ce titre, « dominée », comme l'exprime très directement Jean-Michel Devésa\* en entretien :

« Les gens qu'on voyait à Paris, les gens avec lesquels on est entrés en contact, ça a pris du temps de rentrer en contact avec [eux]. Moi je les trouvais beaucoup plus intelligents, beaucoup plus savants, beaucoup plus instruits que moi. Je sentais le décalage, et même parfois ça peut paraître ridicule mais j'espérais ne pas avoir honte. C'est-à-dire que dans les conversations à Paris, qui étaient toujours des conversations avec les militants, de mon âge, des étudiants, ou bien nos aînés, c'était Balibar\*, c'était Althusser\*, c'était tout le premier cercle autour de lui. Et donc il s'agissait pour moi de ne pas être honteux, de ne pas être ridicule, et souvent de dissimuler des ignorances, de dissimuler des choses. Et je rentrais à Bordeaux et je me disais : «il faut lire, il faut combler les lacunes' »<sup>1207</sup>.

Malgré ce sentiment d'infériorité intellectuelle, largement lié à ses origines sociales et son excentrement provincial, Jean-Michel Dévésa\* s'investit dans le lancement de cette revue. Le premier numéro, imaginé au milieu des années 1970 et qui paraît début 1978, s'ouvre ainsi :

« Comme en d'autres périodes de l'histoire du mouvement ouvrier nous assistons aujourd'hui en France au surgissement de nouveaux lieux d'édition, à la mise en place de publications et de titres qui, tous, dans leur domaine respectif d'intervention, entendent participer à l'avancée révolutionnaire de notre peuple. Nous nous en réjouissons [...]. Notre contribution à ce combat c'est POSITIONS.

Une revue marxiste qui entend apporter une contribution originale à l'avancée du mouvement révolutionnaire et pour laquelle il serait plus grave de ne pas corriger une erreur que de la commettre.

Une revue militante articulant réflexion théorique et intervention concrète, approfondissant et enrichissant la théorie marxiste-léniniste, soucieuse de tout ce qui se passe dans le domaine des sciences et des pratiques significatives, ayant enfin une ouverture internationale.

Une revue d'interrogation qui s'efforce de pointer les carences, les insuffisances et les dérives, et tente d'apporter des bribes, des commencements de réponse aux problèmes nouveaux soulevés par l'approfondissement de la lutte des classes.

Une revue ouverte ne craignant pas de mettre en débat, en présence des points de vue différents, voire divergents [...]. Car les marxistes que nous voulons être n'entendent pas fuir la contradiction, d'où qu'elle vienne »<sup>1208</sup>.

Pensée comme une revue d'intervention communiste au sein de l'union de la gauche, se présentant comme « marxiste » mais aussi « ouverte » au débat, souhaitant « approfondir » et « enrichir » la théorie marxiste-léniniste tout en n'hésitant pas à pointer les « carences » – là aussi à la suite d'Althusser\*, figure décidément centrale pour les jeunes intellectuels communistes -, *Positions* est une revue critique qui s'ancre dans l'après-1968. Mais quand elle paraît, au début de l'année 1978, elle est condamnée à finalement participer à une autre configuration politique – celle de l'après-1978 [cf la deuxième partie] – et aux débats internes

---

<sup>1207</sup> Entretien avec Jean-Michel Devésa\*, 22 janvier 2020

<sup>1208</sup> Éditorial du n°1. Nous conservons la mise en page.

qui opposent entre 1978 et 1981 nombre d'intellectuels communistes critiques à la direction du PCF. *Positions* s'arrête ainsi à son 13<sup>e</sup> numéro, en 1981, sans avoir pu vraiment exister.

### **Encadré n° 8 : Jean-Michel Dévesa\*, (très) jeune intellectuel communiste**

Né en 1956 en Alger, Jean-Michel Dévesa\* est élevé dans une famille de « pieds-noirs » pauvre – sa mère et son beau-père, tous deux comptables, sont de petits employés. Il vit jusqu'à six ans dans le quartier populaire de Bab-el-Oued puis, à partir de 1962, à Bordeaux. La fin de la guerre d'Algérie marque en effet le retour en France de sa famille opposée à l'indépendance de l'Algérie. Il raconte : « Mes parents maternels, j'insiste maternels, étaient Algérie française [...]. Je pense qu'ils ne voulaient pas partir, comme pas mal de "pieds-noirs", mais en mai-juin 1962, ils ont constaté que ce n'était plus possible [...]. Il y a eu une position spéculaire des deux côtés, la politique du pire pour que tu choisisses entre la valise et le cercueil [...] ! On est partis avec une valise, et on est rentrés en avion »<sup>1209</sup>. Il poursuit : « Si tu veux, en Algérie, c'est des gens qui vivotaient. Par exemple, ma mère : petite employée. Ils sont arrivés en 1962, c'est très sévère ce que je veux dire : ils ont fait le travail que les Français ne voulaient pas faire. Ils ont accepté d'être sous-payés, mais très vite, dans leur boîte, ils sont passés comme des employés modèles. Ils ont fini leur carrière ils étaient devenus cadres, avec des revenus... À mon avis ils n'auraient jamais obtenu ces revenus s'ils étaient restés en Algérie. Jamais. Pour eux ça a été une sorte de chance sociale, un ascenseur. Par exemple, mon beau père, aucune étude ; ma mère, aucune étude. De toute la tribu je suis le premier à avoir obtenu le baccalauréat en 1970 [...] Mon milieu social, c'est celui du *Premier homme* de Camus : des gens modestes fâchés avec l'École [...], et toujours en disant : "De Gaulle nous a trahis", "nous aurions préféré rester là-bas". Les miens ont commencé à voter Tixier-Vignancour en 1965<sup>1210</sup>, et pendant 20 ans ils ont voté FN ».

C'est contre ces positions politiques d'extrême-droite que Devesa\* se construit, dans le contexte de l'après-1968 (« et moi je me suis construit contre eux, c'est aussi pour ça que j'ai relativement aimé l'École ! »). S'il est trop jeune pour participer aux événements, il commence à militer en 1970, à l'âge de 14 ans et rencontre, dans les hasards de l'après-1968, un cheminot communiste qui le marque politiquement. Il entre aux Jeunesses Communistes, mais « en trouvant tout de suite l'encadrement, les cadres, ridiculement sots, absolument mous, pratiquant une langue de bois terrible. Parce qu'en décalage avec la jeunesse, en décalage total... Un décalage à la fois dans l'idéologie spontanée de la jeunesse, ses icônes, mais aussi ses pratiques culturelles, la musique, la liberté sexuelle, la place des femmes ».

Ce jugement sévère sur le PCF ne l'empêche pas d'y adhérer pour les mêmes raisons politiques que les membres de *Dialectiques* : « Moi je me suis senti absolument tirillé parce que d'un côté il y avait la classe ouvrière, et la classe ouvrière elle était à la CGT et elle était au PC. Et puis ça me faisait chier... Il y avait plus de drapeaux tricolores dans les manifs du PC que de drapeaux rouges. Moi je voulais des drapeaux rouges ! Je voulais *La Terre* [film soviétique de 1930], je voulais une position romantique, avec bon aujourd'hui je dirais que vraisemblablement ça a été aussi une manière de vivre mon passage à la puberté » !

Attiré par le maoïsme – « les gens du Bureau [politique] ils n'étaient pas sexy ! Regarder l'Union soviétique ce n'était pas sexy. La Chine c'était plus sexy, mais c'était difficile de parler de la Chine au PC et à la JC. Vraiment difficile » -, il partage nombre de positions – hétérodoxes – de Louis Althusser\*, qu'il a découvert dès le lycée : « Mes trois années de lycée ça a été un cheminement tout à fait solitaire de lecture, et une attitude schizophrène aussi. Par exemple j'ai

<sup>1209</sup> Entretien avec Jean-Michel Devesa\*, 22 janvier 2020. Les citations suivantes en sont extraites. .

<sup>1210</sup> Jean-Louis Tixier-Vignancour (1907-1989) fut candidat de l'extrême-droite à l'élection présidentielle de 1965, avec Jean-Marie Le Pen comme directeur de campagne. Il obtint 5,2% des suffrages, se plaçant en quatrième position des suffrages exprimés derrière Charles de Gaulle, François Mitterrand et Jean Lecanuet.



lu assez tôt Althusser\*, et j'ai trouvé qu'il était extrêmement convaincant sur les questions philosophiques et sur la question de l'anti-humanisme théorique. Et le PC avait demandé à son philosophe de service Lucien Sève\* d'écrire le contrefeu [...]. Complètement bidon ! Et en école de formation de la JC et du parti, je l'ai formulé ! J'ai dit qu'au niveau philosophique ça ne mangeait pas de pain. Au lieu de parler Mao, je parlais philosophie ».

Engagé comme jeune intellectuel communiste tout au long des années 1970, il est dans l'après-1977 contestataire, jusqu'à se servir de *Positions* pour critiquer ouvertement la ligne du PCF et à publier en 1979 chez Maspero avec Françoise Bouillot\* (de l'UEC de la Sorbonne) le livre *Un parti peut en cacher un autre*. Il quitte le PCF en 1980 [Cf. le chap. 7]

Ces nouvelles revues participent fortement, avec celles déjà en place, à la diffusion des titres « révolutionnaires ». À titre d'exemple, en septembre 1968, le *Nouvel Observateur* publie de nombreuses recensions d'ouvrages et des annonces de parution de livres - comme, dans le n°199 (2-9 septembre 1968), pour la nouvelle édition, entièrement refondue, de *Lire le Capital*, mis en avant comme « un classique du structuralisme marxiste » - ou pour *L'irruption au sommet*, d'Henri Lefebvre\*, paru chez Anthropos. De même, on trouve dans les pages du *Nouvel Observateur* de nombreuses publicités pour des ouvrages politiques, comme par exemple dans le n°203 pour *Les Cahiers de Mai* (p. 9), pour vingt ouvrages des éditions Maspero (p. 41), et, dans le n°205, une autre pour *Le gauchisme. Remède à la maladie sénile du communisme*, de Cohn-Bendit, publié par Le Seuil (collection « Combats »).

La circulation des idées révolutionnaires est facilitée par l'augmentation du nombre d'étudiants, qui passent de 626 000 en 1970 à 751 000 en 1974, et à 822 000 en 1977<sup>1211</sup>. Une partie d'entre-eux se retrouvent dans des lieux surpolitisés, à l'image du centre Expérimental de Vincennes. Il se veut « révolutionnaire »<sup>1212</sup> et l'engagement des intellectuels y est un préalable à tout recrutement et, plus globalement, à toute prétention scientifique<sup>1213</sup>, comme le montrent les intitulés des cours, dont Didier Eribon donne quelques exemples :

« Pour l'année 68-69 : “révisionnisme-gauchisme” par Jacques Rancière\* ; “Sciences des formations sociales et philosophie marxiste” par Étienne Balibar\* ; “Révolution culturelle” par Judith Miller, “Lutte idéologique”, par Alain Badiou\*... Certes, quelques enseignants comme Michel Serres et Michel Foucault essaient de faire un travail plus classique et plus conforme aux normes universitaires : Michel Serres expose les théories positivistes de la science et les rapports entre la rationalité grecque et les mathématiques ; François Châtelet\* enseigne “La pensée politique grecque” ou “L'identité et la contradiction dans la philosophie grecque”. Tandis que Michel Foucault, pour sa part, analyse “Le discours de la sexualité” et “La fin de la métaphysique”. L'année suivante, (1969-1970) : [...] “Théorie de la deuxième étape du marxisme-léninisme : le stalinisme” par Jacques Rancière\* ; “Troisième étape du marxisme-léninisme : le maoïsme” par Judith Miller ; une “Introduction au marxisme du

<sup>1211</sup> Antoine Prost, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France...*, op. cit., p. 265.

<sup>1212</sup> Pour une vue générale de ce lieu, voir Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire ? ...*, op. cit.

<sup>1213</sup> Charles Soulié, « Histoire du département de philosophie de Paris VIII. Le destin d'une avant-garde », *Histoire de l'éducation*, 1998, Vol.77, n°1.

XXème siècle : Lénine, Trotski et le courant bolchevique’’ par Henri Weber\* ; “ La dialectique marxiste’’ par Alain Badiou\*...»<sup>1214</sup>.

Cette politisation des enseignements dans un sens « révolutionnaire » est visible à Vincennes ailleurs qu’en philosophie. Au département d’histoire, de très nombreux enseignements sont consacrés à des aires géographiques « dominées » (Maghreb, Moyen-Orient, « Tiers-Monde »), mais aussi et surtout à « l’histoire du mouvement ouvrier et des pensées qui l’ont alimenté », à l’image, en 1973-1974, du cours de Jean Bruhat\* sur les « doctrines sociales et politiques (socialisme, libéralisme) en France de Babeuf à la Constitution de 1975<sup>1215</sup>. En science Politique, département dans lequel enseignent Serge Mallet\*, Jean-Marie Vincent\*, Georges Lapassade ou René Lourau\*, le rapport avec les IEP est complexe. Si la « découpe interne des grands blocs d’enseignements » suit les trois catégories de l’IEP de Paris lors de sa création (économie, politique, idéologie), et si le département ne s’est « jamais totalement écartée des conventions disciplinaires », à l’image de sa volonté d’avoir un diplôme reconnu nationalement, ses enseignants restent très engagés dans l’opposition de gauche au PCF, et l’action du département se définit comme une « activité intellectuelle militante »<sup>1216</sup>.

Les conditions favorables à la diffusion massive des idées « marxistes » ne se limitent pas à la presse écrite. On parle de livres politiques sur la radio publique, France Culture en tête, mais aussi à la télévision, avec « Ouvrez les guillemets » puis, en 1975, l’émission « Apostrophes », présentée par Bernard Pivot et qui devient une institution de la vie intellectuelle française.

### ***Une circulation nationale et internationale d’ampleur inédite***

La multiplication de circuits de diffusion permet de comprendre l’ampleur de la circulation des idées « marxistes » après 1968. Pour la mesurer, on peut montrer l’évolution des chiffres de vente des livres, c’est-à-dire leur circulation matérielle. Les archives des éditions Maspero permettent de faire apparaître la réalité de la circulation des idées révolutionnaires « ordinaires » entre 1968 et 1981, au-delà du best-seller *Libres enfants de Summerhill*, vendu à plus de 300 000 exemplaires<sup>1217</sup>. À défaut d’une étude exhaustive qui mériterait un article à part, on se propose de revenir sur quelques cas emblématiques : les ouvrages de Paul Nizan, de

---

<sup>1214</sup> Didier Éribon, *Michel Foucault*, Paris, Flammarion, 2011 [1989], p. 324.

<sup>1215</sup> Voir Christelle Dormoy-Rajramanan, « « L’enseignement de l’histoire du mouvement ouvrier à Vincennes dans les années 1970 », Congrès de l’AFSP, Juillet 2017, Montpellier, ST 74.

<sup>1216</sup> Christelle Dormoy-Rajramanan et Laurent Jeanpierre, « Excentrée ou excentrique ? Positions de l’Université de Vincennes dans la science politique française des années 1970 », *Revue française de science politique*, 2017/1 (Vol. 67), pp. 121-143.

<sup>1217</sup> Jean-Yves Mollier, *Édition, presse et... , op. cit.*, p. 344. Cet ouvrage clé dans l’histoire des pédagogies alternatives revient sur l’aventure de Summerhill, une école autogérée fondée en 1921 près de Londres.

Che Guévara, et des collections « Théorie », dirigée par Louis Althusser\* et « Économie et Socialisme », dirigée par Charles Bettelheim\* [Pour un bilan des chiffres, Cf. le tableau n°1]. En 1940, l'intellectuel communiste Paul Nizan meurt en plein conflit avec son parti<sup>1218</sup>. Sartre\*, son ancien condisciple à Henri-IV et à l'ENS, fidèle soutien du clan Nizan à la Libération<sup>1219</sup>, profite du contexte de l'après 1956 pour régler ses comptes avec le PCF<sup>1220</sup>. Il préface en 1960 la réédition chez Maspero, dans la collection « Cahiers Libres », de deux « pamphlets politico-philosophico-littéraires »<sup>1221</sup> de Nizan : *Aden Arabie*<sup>1222</sup> et *Les Chiens de garde*<sup>1223</sup>. Ces publications valorisent ces écrits acerbes dont le tranchant s'est perdu selon Sartre\* : « ils étaient jeunes et durs, ces mots, écrit-il ; c'est nous qui les avons fait vieillir »<sup>1224</sup>. *Aden Arabie*, tiré en mai 1960 à près de 4700 exemplaires, se vend à 10 500 unités entre mai 1960 et fin 1966, moment d'une rupture de stock<sup>1225</sup>. Il passe alors en poche avec succès, puisqu'un tirage de 5 000 a lieu en mai 1967, puis un autre de 7 000 en novembre, et que 6254 exemplaires de l'édition poche sont vendus durant ces sept mois. Les ventes déjà importantes avant 1968, progressent pourtant entre 1968 et 1981, puisqu'*Aden Arabie* (uniquement en poche) se vend à environ 36 200 exemplaires entre 1969 et fin 1980<sup>1226</sup>. La progression, si elle semble relativement faible quantitativement (de 2393 ventes annuelles avant 68 à 2784 après), a lieu sur la durée, puisque ce livre, paru en 1960, est encore vendu à 1627 exemplaires en 1979 et à 1935 exemplaires l'année suivante.

---

<sup>1218</sup> En 1940, Thorez l'accuse d'être un « traître policier », avant qu'après-guerre, Henri Lefebvre dans *L'Existentialisme* (1946) ou Aragon dans *Les communistes* (1949) reprennent les critiques du parti contre Nizan. Il n'est réhabilité qu'à partir des années 1960, et timidement. Voir Bernard Pudal, « Paul Nizan : l'homme et ses doubles », *Mots*, n°32, septembre 1992, pp. 29-48.

<sup>1219</sup> Après la demande de soutien d'Henriette Nizan, veuve de Nizan, Sartre\* est à l'initiative d'une pétition, lancée en 1947, où il demande au parti de justifier ces accusations. « Le cas Nizan », *Les Temps Modernes*, Juillet 1947.

<sup>1220</sup> Pudal explique qu'« en associant son nom et son autorité à la réhabilitation d'une victime du « stalinisme », Jean-Paul Sartre substituait tendanciellement à un compagnonnage avec le PC, qui allait devenir de plus en plus intenable, un geste symbolique qui pouvait prendre l'allure, par déplacement, d'une auto-critique ». Cf Bernard Pudal, « Paul Nizan : l'homme... », *art. cit.*, p. 37.

<sup>1221</sup> *Ibid*, p. 32.

<sup>1222</sup> Sartre\* écrit : « Il était du Parti depuis douze ans, quand, en septembre 1939, il fit savoir qu'il le quittait. C'était la faute inexpiable, ce péché de désespérance que le Dieu des chrétiens punit par la damnation. Les communistes ne croient pas à l'Enfer : ils croient au néant. L'anéantissement du camarade Nizan fut décidé. Une balle explosive l'avait, entre tant, frappé derrière la nuque, mais cette liquidation ne satisfait personne : il ne suffisait pas qu'il eût cessé de vivre, il fallait qu'il n'eût pas du tout existé. On persuada les témoins de sa vie qu'ils ne l'avaient pas connu pour de vrai : c'était un traître, un vendu ». Voir Paul Nizan, *Aden Arabie*, Paris, Maspero, 1960, p. 8.

<sup>1223</sup> *Les Chiens de garde* est une violente attaque contre les relais philosophiques de la bourgeoisie comme Bergson ou Brunschvicg, dont les pensées sont jugées idéalistes car elles énoncent des hypothèses sur l'homme en général, s'interdisant en cela toute approche en termes de classe et d'exploitation. Pire, étant donné que pour Nizan, « il n'y a jamais eu que deux partis à prendre, celui des oppresseurs ou celui des opprimés », l'attitude de ces « grands » philosophes s'oppose aux intérêts du peuple.

<sup>1224</sup> Jean-Paul Sartre, « Préface », in Paul Nizan, *Aden d'Arabie...*, *op. cit.*, p. 17.

<sup>1225</sup> Relevés de droits d'auteur de Paul Nizan, Archives Maspero/La Découverte, DEC 834.2, IMEC, Caen. Les chiffres qui suivent sont également tirés de ces dépouillements.

<sup>1226</sup> Ce chiffre reste une approximation en raison d'une incertitude pour l'année 1973 dans les archives, dont les ventes ont été estimées ici à 4 000. Le problème pour l'année 1973 se retrouve pour de nombreux ouvrages.

**Tableau 1 : Chiffres de ventes d' ouvrages publiés chez Maspero avant 1968.**

Ouvrage	Date de parution	Ventes pré-1968 (fin 1967)	Ventes post-1968 (année 1968 comprise)	Ventes totales
<i>Aden Arabie</i> , de Paul Nizan	Mai 1960	16 754	36200	52954
<i>Les chiens de garde</i> , de Paul Nizan	Juin 1960	5568	37000	42568
<i>Intellectuel communiste</i> (tome 1), de Paul Nizan	Novembre 1967	1622	8700	10322
<i>Intellectuel communiste</i> (tome 2), de Paul Nizan	1970	/	7800	7800
<i>Les matérialistes de l'Antiquité</i> , de Paul Nizan	1965	2344	13500	15844
Che Guevara, <i>Le Socialisme et l'homme</i>	Janvier 1966	2988	8009 (1968) + 3961 (1969).	14958
Che Guevara, <i>Souvenirs de la guerre révolutionnaire</i>	Février 1967	6602	20301	26903
<i>Planification et croissance accélérée</i> , de Charles Bettelheim*	1964	7500	41 129	48629
<i>La construction du socialisme en Chine</i> , de Charles Bettelheim*, Jacques Charrière* et Hélène Marchisio	1965	3084	44329	47413
<i>Pour Marx</i> , dirigé par Louis Althusser*	Novembre 1965	8228 <sup>1227</sup>	29453	37681
<i>Lire le capital</i> (T.1), dirigée par Louis Althusser*	Novembre 1965	4 215	58 092	62307
<i>Lire le capital</i> (T.2), dirigée par Louis Althusser*	Novembre 1965	4080	58 053	62133
<i>Pour une théorie de la production littéraire</i> , de Pierre Macherey*	Novembre 1966	2115	13 430	15545

<sup>1227</sup> En comptant l'estimation de 3250 pour 1966.

*Les chiens de garde*, tirés en juin 1960 à presque 3100 exemplaires, s'écoulent à 5 568 exemplaires dans l'avant-68. Là encore, le passage en poche est un succès, puisque 3893 exemplaires ont été vendus au 31 décembre 1967, après un tirage de 5 500 en mai. L'augmentation est ici nette, puisqu'il s'en vend autour de 37 000 dans l'après-1968. Un « effet 68 », bien que moins important, est aussi visible pour deux autres ouvrages de Nizan : les deux tomes d'*Intellectuel communiste* - qui rassemble une partie de ses articles et de sa correspondance entre 1926 et 1940 - et *Les matérialistes de l'Antiquité*<sup>1228</sup>.

Concernant Che Guevara, les chiffres de l'avant-1968 étaient, déjà, élevés. Les ventes de *La guerre de guérilla*, publiée en 1962 en « Cahiers Libres », s'élèvent à 10 419 le 1<sup>er</sup> janvier 1968<sup>1229</sup>, et un nouveau tirage de 3 000 a lieu en mars. Ces bons chiffres sont confirmés par les ventes de *Souvenirs de la guerre révolutionnaire* (1967, collection « Cahiers Libres »)<sup>1230</sup> et de *Le Socialisme et l'homme*, en rupture de stock en janvier 1968 et retiré à 6000 exemplaires en février. Mais après Mai, les ventes augmentent nettement : 5428 exemplaires des *Souvenirs de la guerre révolutionnaire* (titre lancé en PCM dès 1969) sont écoulés en 1968, puis 14 873 exemplaires des *Souvenirs de la guerre révolutionnaire* (édités en PCM dès 1969), jusqu'à ce que l'ouvrage soit en rupture de stock en 1976<sup>1231</sup>. Le *Journal de Bolivie* est tiré à 15 000 exemplaires en juin 1968 en « Cahiers Libres », et il s'en vend 12 600 en 1968, puis 1648 en 1969, où on observe une rupture de stock. L'ouvrage est retiré à 10 000 exemplaires en novembre 1968, en PCM. Il s'en vend 1304 en 1968, puis 3841 en 1969, puis 2735 en 1970, puis 1470 en 1971, année d'une rupture de stock. Les archives sont manquantes ensuite, mais nous savons par ailleurs que l'ouvrage est à nouveau tiré à 17 000 exemplaires, en « Cahiers libres », en novembre 1971<sup>1232</sup>, signe que les ventes sont encore très élevées.

Les archives sont plus précises pour les ouvrages de la collection « Économie et socialisme », dirigée par Charles Bettelheim\* [Voir l'encadré n° 4, chapitre 1]<sup>1233</sup>. Cette

---

<sup>1228</sup> Texte plus philosophique sur Démocrite, Épicure et Lucrèce (dont on sait qu'ils ont été étudiés par Marx), *Les matérialistes de l'Antiquité* a pourtant une intention politique puisqu'en s'intéressant à la crise des « valeurs civiques » en Grèce au profit des « valeurs d'argent », il traite de la naissance du capitalisme et de ses dangers.

<sup>1229</sup> Relevés de droits d'auteur de Robert Merle (traducteur), Archives La Découverte, DEC 833.2, IMEC, Caen.

<sup>1230</sup> Après trois tirages au cours de l'année 1967 (4300 en février, autant en novembre et 4 000 en décembre).

<sup>1231</sup> Là encore, les archives sont lacunaires en 1973 pour cet ouvrage. Elles le sont, plus généralement, pour l'ensemble des droits de Robert Merle, le traducteur de Che Guevara, sources qui me permet d'avancer ces chiffres.

<sup>1232</sup> Alexis Catuhe, *Représentations...*, thèse. cit., p. 578.

<sup>1233</sup> Sur ce point – et, plus globalement, pour l'ensemble de ce chapitre, qu'il m'a fait l'amitié de relire –, il faut mentionner que j'ai bénéficié des échanges réguliers avec Jean-Michel Chahsiche, ainsi que de ses recherches, qu'il a pour beaucoup menées parallèlement aux miennes. Voir notamment Jean-Michel Chahsiche, *Le marché français du livre d'économie...*, thèse. cit. Il propose dans un graphique (p. 264) les ventes annuelles de la collection « Économie et socialisme », entre 1967 et 1979).

collection, en appliquant le marxisme à l'économie à travers des cas concrets<sup>1234</sup>, entend « présenter aux lecteurs des études portant sur la planification et sur l'édification du socialisme »<sup>1235</sup>. Les ventes de la collection au cours des années 1960 sont bonnes, mais restent modestes, autour de quelques milliers de volumes [voir le tableau], et plusieurs ouvrages de la collection ne dépassent pas deux mille exemplaires avant 1968. Les effets de la crise politique sont directement perceptibles. Par exemple, *Planification et croissance accélérée*, le premier ouvrage de la collection, se vend à 3780 exemplaires jusqu'en janvier 1967, si bien que l'ouvrage est presque en rupture de stock<sup>1236</sup>. Le passage en PCM en avril 1967 donne lieu à un premier tirage de 5 500 volumes, dont 3720 sont vendus au 31 décembre 1967. Les ventes avant 1968 atteignent donc 7 500 unités. Il s'en vend ensuite 2884 en 1968, avec un nouveau tirage (en poche) de 5500 en juin. Puis elles sont très fortes jusqu'à la fin 1980, et, au gré des ruptures de stock et des nouveaux tirages (5 500 en février 1970 ; 7 000 en juin 1971 ; 7 000 en juin 1973 ; 10 000 en septembre 1975 !), il s'en vend presque 50 000 entre 1964 et la fin 1980. De même, *La construction du socialisme en Chine*, de Charles Bettelheim\*, Jacques Charrière et Hélène Marchisio, est publié pour la première fois en 1965 : 1633 exemplaires sont vendus cette même année, puis 1050 en 1966, et 401 en 1967, conduisant à la rupture de stock (3 084 ventes sur trois ans), stock réabondé seulement en février 1968 avec un tirage de 5 500 exemplaires. À partir de cette date, les ventes augmentent brutalement avec 44 329 exemplaires écoulés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1968 et la fin 1980 (soit près de 4 fois plus par an qu'avant 68). Les ouvrages de Charles Bettelheim\* lui-même se vendent également très bien après 68, à l'image de son *Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine* (PCM, 1973), issu d'un cours donné à l'EPHE en 1971-1972, tiré à 15 000 exemplaires, et vendus à 10 942 en 1973, puis à 13 679 entre 1974 et 1978, date à laquelle le stock est presque épuisé (24 621 en cumulé). De même, les *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, de Bettelheim\* et Paul Sweezy, paru en 1970, s'est écoulé fin 1975 à 20 420 exemplaires (l'ouvrage est épuisé)<sup>1237</sup>. Des titres comme *Problème théorique et pratiques de la planification* et *La transition vers*

---

<sup>1234</sup> Bettelheim\* étant lui-même un « intellectuel spécifique » ayant mis ses compétences scientifiques en pratique pour le compte, par exemple, des gouvernements égyptien, cubain, algérien ou cambodgien. Voir notre encadré au chapitre 1 sur Bettelheim\* et François Denord, et Xavier Zunigo, « “Révolutionnairement vôtre”... », *art. cit.*

<sup>1235</sup> Texte de présentation de la collection « Économie et socialisme ».

<sup>1236</sup> Il reste alors 100 exemplaires, qui sont vendus en 1967.

<sup>1237</sup> Il faudrait aussi citer, pour Bettelheim, les 9902 exemplaires vendus entre le 1<sup>er</sup> janvier 1969 et la fin 1980 de *La transition vers l'économie socialiste*, les 11 926 de *Calcul économique et forme de propriété* (1970), les 11 052 et 10 699 des deux tomes de *L'économie allemande sous le nazisme* (1971), les 9754 de *L'Inde indépendante* (PCM, 1971, épuisé en 1975) et enfin les 8595 exemplaires vendus de *Questions sur la Chine après la mort de Mao*, paru en 1978.

*l'économie socialiste* circulent moins, mais il s'en vend tout de même respectivement 9052 et 9902<sup>1238</sup>.

C'est le maintien sur la longueur qui impressionne, au moins autant qu'un « effet 1968 » direct. Le constant est le même pour Althusser\* et sa collection « Théorie », les chiffres sont là aussi très révélateurs d'un « effet 1968 » sur le livre marxiste mais aussi d'une première circulation conséquente avant la crise politique. *Pour Marx* paraît en novembre 1965. Il connaît un démarrage rapide, puisqu'il s'en vend 2013 exemplaires en deux mois, puis sans doute environ 3 250 en 1966<sup>1239</sup> et encore 2 965 exemplaires en 1967, avant un nouveau tirage de 4 000 en mars 1968<sup>1240</sup>. Entre 1968 et la fin 1980, les ventes avoisinent ensuite les 29 500 exemplaires<sup>1241</sup>. Parallèlement, les deux tomes de *Lire le Capital*, paru également en novembre 1965, se diffusent un peu moins, avec 4 215 copies écoulées pour le premier tome au 1<sup>er</sup> janvier 1968 et 4 080 pour le second. Entre 1968 et 1981, les deux tomes de *Lire le capital*, en poche à partir de 1969, atteignent chacun près de 58 000 ventes<sup>1242</sup>. Enfin, *Pour une théorie de la production littéraire*, de Pierre Macherey\*, dernier ouvrage de la collection paru avant 1968, se vend à 2 115 exemplaires avant 1968, puis à environ 13 500 exemplaires entre 1968 et 1980<sup>1243</sup>.

Là encore, comme pour Bettelheim\*, les ventes dans l'après-1968 des ouvrages d'Althusser sont très élevées, à l'image de *Lénine et la philosophie*, paru en 1969 et qui se vend à plus de 37 800 exemplaires<sup>1244</sup>, ou de *Réponse à John Lewis*, tiré à 30 000 exemplaires en juin 1973 puis à nouveau à 15 000 dès octobre 1973. S'il est vendu au prix modique de 9,50 francs<sup>1245</sup>, il s'en vend 29 479 exemplaires en 6 mois, puis 7 140 entre le 1<sup>er</sup> janvier 1974 et la fin 1980 (environ 36 600 en cumulé)<sup>1246</sup>. Aux côtés des livres d'Althusser\*, on pourrait aussi

---

<sup>1238</sup> Ce titre, qui paraît en 1968, se vend à 2580 durant cette première année. Il s'en écoule ensuite 8745 exemplaires entre 1969 et 1975, puis seulement 1157 exemplaires entre 1976 et la fin 1980.

<sup>1239</sup> Le chiffre manque dans les archives, mais au vu des 2 965 ventes de 1967, on peut l'estimer à 3250.

<sup>1240</sup> Les chiffres manquent dans la pochette « Althusser » des archives La Découverte, pour l'année 1966.

<sup>1241</sup> On retrouve ici le même manque. On estime ici les ventes à 3 000, ce qui fait 29 453 exemplaires sur la période.

<sup>1242</sup> L'estimation est ici, pour les deux tomes, de 5 000. Pour le tome 2 pour l'année 1971, on a également des archives lacunaires pour 1971. Le tome 1 s'étant vendu à 5690 exemplaires cette année-là, on a estimé les ventes du tome 2 à 5 500.

<sup>1243</sup> En lien avec les autres années et les autres ouvrages Maspero étudiés, nous estimons les ventes à 2000 en 1969, et à 1 200 en 1973. Nous obtenons précisément 13 430 pour la période 1968-1980 [voir le tableau 1].

<sup>1244</sup> Plus précisément, il s'en vend 14 270 exemplaires dans la collection « Théorie », avant la rupture de stock et son passage en février 1972 en PCM. Il se vend alors près de 24 900 entre 1972 et fin 1980 (les archives de l'année 1973 sont toujours lacunaires. Après divers recoupements, on estime ici les ventes cette année-là à 4000.

<sup>1245</sup> Contre, par exemple, 24,65F pour *L'échange inégal*, d'Arghiri Emmanuel\*, texte de 350 pages paru dans la collection « Économie et socialisme » en 1969.

<sup>1246</sup> Les autres livres d'Althusser\* se vendent tous bien : *Philosophie spontanée des savants*, conférence de 1967 paru en 1974, s'est écoulé au 1<sup>er</sup> janvier 1981 à 11 431 exemplaires ; son texte critique sur le 22<sup>e</sup> congrès du PCF (22<sup>e</sup> congrès, 1977), se vend à 13 518 exemplaires entre 1977 et fin 1980 ; et *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, également critique (1978), à 13 483 entre sa parution et fin 1980.

citer *Mythe et tragédie en Grèce ancienne*, de Pierre Vidal-Naquet\* et Jean-Pierre Vernant\* (publié en juin 1972, et vendu à 12 305 exemplaires fin décembre 1980) ; ou encore *Les crimes de l'armée française*, du même Vidal-Naquet\*, publié en avril 1975 (PCM) et écoulé à 14 375 exemplaires fin 1980.

En résumé, comme l'écrit Julien Hage, « le succès des éditions et de la librairie est alors tel que Maspero\* peut, avec ses nouvelles collections, ses revues et les nombreuses brochures, augmenter fortement sa voilure éditoriale. À la fin des années 1960, l'envolée du nombre des tirages globaux (livres, brochures et fascicules confondus) est sans équivoque : pour 1965, 64 000, pour 1968, 360 000, et, pour 1971, 760 000 exemplaires. Le nombre de titres publiés chaque année confirme lui aussi cette forte expansion : 25 en 1965, près de 60 en 1968, 90 en 1971 »<sup>1247</sup>. Cette forte circulation se retrouve pour de très nombreux ouvrages, à l'image d'un « âge d'or du livre CFDT »<sup>1248</sup>, puisque les ouvrages publiés à l'initiative du syndicat alors autogestionnaire se vendent à 16 000 exemplaires en moyenne mais avec des pointes pour certains titres : 27433 pour *Lip 73* (Seuil, 1973), 13 423 pour *La CFDT et l'autogestion* (Cerf, 1973), 14 377 pour *La CFDT Aujourd'hui* (Seuil, 1975), 21 841 pour *L'électronucléaire en France* (Seuil, 1975), ou encore 20 000 exemplaires en un an pour *Les dégâts du progrès. Les travailleurs face au changement technique* (Seuil, 1977), actes d'un colloque organisé en 1976 par le syndicat. De même, un livre publié tardivement dans la décennie comme *L'école en lutte* (Maspero, 1977), publié par le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN) et la CFDT est tiré à 15 000 exemplaires en septembre 1977, et se vend à environ 6000 exemplaires entre sa parution et décembre 1980.

Ces quelques exemples ne doivent pourtant pas conduire à des conclusions hâtives. Si on retire les ouvrages de Bettelheim\*, les 36 ouvrages parus entre 1969 et 1980 dans la collection « Économie et Socialisme » se vendent, en moyenne, à 3 468 exemplaires sur la période. De même, si on excepte les productions très rentables d'Althusser\*, les 18 ouvrages de « Théorie » s'écoulent en moyenne à 4680 exemplaires sur la période<sup>1249</sup>. Les bons résultats sur l'ensemble des collections masque qu'en général, ce sont les « stars » qui tirent les ventes. Néanmoins, et même avec cette nuance rares sont les ouvrages « marxistes » de l'après-1968 qui ne dépassent pas les 4 000 exemplaires sur leur durée de vie. Cette hypothèse ne repose pas sur un dépouillement exhaustif des relevés de droit d'auteur dans les archives La

---

<sup>1247</sup> Julien Hage, « Une brève histoire... », *art. cit.*, p. 136.

<sup>1248</sup> D'après les chiffres de Nicolas Defaud, *La CFDT...*, *op. cit.*, pp. 233-239.

<sup>1249</sup> On ne prend pas non plus en compte *L'Essence du christianisme*, de Feuerbach, et *Essence du travail intellectuel*, de Dietzgen, pour lesquels les archives sont trop parcellaires.



Découverte/Maspero, qui impliquerait une étude sur les 3 500 livres publiés par l'éditeur de 1959 à 1982. Elle s'appuie cependant sur la consultation de plusieurs centaines de ces documents. La visibilité des idées « marxistes » est donc forte, et elle se double d'un rayonnement international, dans un contexte, comme on l'a vu, d'un « global 68 ». La « French Theory » (Foucault, Deleuze, Derrida & Cie<sup>1250</sup>) a ainsi eu une influence décisive aux États-Unis à partir des années 1970, avec ses réappropriations par les « stars de campus »<sup>1251</sup> américains que sont Judith Butler, Gayatri Spivak, Stanley Fish, Edward Saïd, Richard Rorty ou encore Frederic Jameson. Les archives montrent que cette circulation internationale est loin de se limiter aux États-Unis. Les écrits du penseur de l'autogestion Yvon Bourdet\*<sup>1252</sup>, agrégé de philosophie et chargé de recherche en sociologie au CNRS depuis 1964 [voir l'encadré au chapitre 3], sont traduits en anglais, en italien, en allemand, en portugais (Brésil), et en grec<sup>1253</sup>. *Pouvoir politique et classe sociale*, de Nicos Poulantzas\*<sup>1254</sup>, est traduit au Mexique, en Suède, en Italie, en Angleterre, au Japon, en Allemagne, aux États-Unis et en Espagne. On retrouve cette géographie intellectuelle pour les travaux de Bettelheim\* et d'Althusser\*, ce dernier étant traduit en plus en portugais, hongrois, roumain, serbe, norvégien, danois et catalan. Ce sont parfois même les ouvrages en français qui circulent directement à l'étranger, comme le montre l'exemple du sociologue belge Armand Mattelart\* [Cf sa trajectoire au chap. 4]. En poste au Chili à partir de 1962 - où il est proche de Salvador Allende après son accession au pouvoir en 1970 - il profite d'un séjour de six mois en France en 1969 pour ramener plusieurs centaines de livres dans sa « valise marxiste », dont environ 200 livres achetés chez François Maspero [cf le doc. 1]. Il évoque en entretien ce séjour qu'il qualifie de « fondamental » pour sa trajectoire :

« Pourquoi [fondamental] ? Et bien ça a été un des éléments essentiels dans ma nouvelle orientation vers les études en matière de communication et de culture de masse. C'est que j'ai découvert le structuralisme ! Vous savez le structuralisme qui avait beaucoup travaillé... notamment *Mythologies* de [Roland] Barthes, [Algirdas Julien] Greimas... tous ces gens. Mais aussi Goldmann\*, et puis toute la littérature marxiste, à côté par exemple des travaux qui n'étaient pas marxistes mais fondamentaux, de Michel de Certeau. Et donc j'avais commandé tout un ensemble de travaux et de livres que j'ai rapportés au Chili, pour le centre pour lequel je travaillais au Chili ! Et ça a été fondamental, pour moi et pour le groupe avec lequel on travaillait, parce que se mettre dans le domaine des médias au moment où finalement domine la sociologie américaine fonctionnaliste [...]. Cette valise de livres a été fondamentale. Là vous

<sup>1250</sup> Pour reprendre l'expression de François Cusset, *French Theory. Foucault..., op. cit.*

<sup>1251</sup> *Ibid*, p. 207 et sq.

<sup>1252</sup> Yvon Bourdet, *La délivrance de Prométhée*, Paris, Anthropos, 1970 ; *Pour l'autogestion*, Paris, Anthropos, 1974. Il publie aussi *Otto Bauer et la révolution* (EDI, 1968), *Clefs pour l'autogestion* (Seghers, 1975, co-écrit avec Alain Guillermin, alors chargé de cours en sociologie à Vincennes, recruté au CNRS en 1980).

<sup>1253</sup> Archives Yvon Bourdet\*, IMEC, Caen.

<sup>1254</sup> Sur Nicos Poulantzas\*, voir l'encadré au chapitre 7.

avez toute la bibliographie qui me marquera pendant un quart de siècle ! [...]. C'est là qu'on voit se dessiner un projet pas seulement individuel mais collectif »<sup>1255</sup>.

### Document 1 : extraits de la « valise marxiste » d'Armand Mattelart\*<sup>1256</sup>

FACTURE N° 001165

**La joie de lire**  
40, rue Saint-Séverin, Paris 5  
033.68.02 c.c.p. paris 15 991-47

M Armand Mattelart  
ICIRA Collie 1949  
Le 10.1.1969 Santiago Chili.

La presse de l'ouvrier et l'argent.	19 50	X
La bourgeoisie ouvrière.	20 00	X
X Vert une civilisation du social ?	10 50	X
X Trotsky et 2	60 50	X
X " Histoire de la R.S. Russie	9 50	X
H.E. critique des programmes.	8 00	X
X Les universités socialistes de la nuit	16 00	X
Christine et Verité - Barthe	6 00	X
Ce n'est qu'un début continué.	8 90	X
Le mouvement révolutionnaire de 1968	8 00	X
X Philosophie de Trotsky - Colin.	14 80	X
Le socialisme -	16 50	X
X Trotsky, espagnol.	35 00	X
Un grand mouvement	20 00	X
X Qui est-ce que le tiers monde ?	29 00	X

297.05

FACTURE N° 001166

**La joie de lire**  
40, rue Saint-Séverin, Paris 5  
033.68.02 c.c.p. paris 15 991-47

M Hub

Le 10.1.1969

Le journal des socialistes et les hommes	9 00	X
Anthropologie politique.	11 00	X
L'industrialisme.	12 80	X
X L'écrit est postérieur.	38 00	X
X La presse française.	10 20	X
La guerre, la commune et le parti	10 20	X
Méthodes et techniques.	8 00	X
La déqualification des travailleurs du R.C.	10 00	X
Le livre, le lecteur en France.	14 00	X
Art de base et art folklorique.	5 30	X
L'ère de l'écrit.	3 00	X
Elements de philosophie générale.	9 00	X
Le tableau de l'industrialisme.	20 00	X
Comparaison et est des notions.	5 50	X
X Sociologie de l'industrialisme.	12 50	X

297.05

Le rôle de passeur de livres du francophone Armand Mattelart\* vers le Chili illustre la diffusion de ces idées « marxistes » vers l'étranger. Son ampleur est aussi visible à travers l'importance des droits d'auteurs, qui permet d'évoquer la dimension économique de la vie intellectuelle des années post-1968. Althusser\* cumule par exemple des droits de directeur de collection (2%), ses droits sur ses ventes françaises (10%) et sur ses traductions (très variables). Il gagne ainsi plus de 30 000F en moyenne par an entre 1968 et 1975. A une époque où le salaire des professeurs d'université est de 20 460 F annuel pour le premier échelon et de 53 600F pour le dernier échelon<sup>1257</sup>, cet exemple montre que, pour quelques rares « stars », la vente de livres révolutionnaires procure de réelles rétributions.

Rétributions et circulations se retrouvent à l'occasion des nombreux voyages d'intellectuels à l'étranger<sup>1258</sup>, aussi bien en URSS, en Yougoslavie, mais aussi en Algérie, au Sénégal, et, bien sûr, en Chine, à l'image de celui – tardif - de l'équipe de « Tel Quel » en mai 1974 (auquel participent Philippe Sollers<sup>1259</sup>, Julia Kristeva et Roland Barthes), voyage qui

<sup>1255</sup> Entretien avec Armand Mattelart\*, 4 mai 2017.

<sup>1256</sup> Archives privées d'Armand Mattelart\*.

<sup>1257</sup> D'après le tableau 9.1 d'Antoine Prost, *Histoire générale de l'enseignement...*, op. cit., p. 330.

<sup>1258</sup> François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux...*, op. cit.

<sup>1259</sup> Sollers s'émue à l'occasion de l'interdiction du livre à Fête de l'Humanité : « *De la Chine* représente aujourd'hui non seulement un admirable témoignage sur la Chine révolutionnaire, mais encore une source

s'inscrit dans la continuité du livre *De la Chine* de l'italienne Maria-Antonietta Macciocchi\* (Seuil, « Combats », 1970), alors enseignante à Vincennes. De même, Cuba et l'Amérique Latine [voir le chapitre 3] ont été souvent visitées après 1968, au point que des agences de tourisme social se multiplient à destination des militants révolutionnaires.

Au-delà de ces voyages que l'on pourrait qualifier de mondains et touristiques, quelques intellectuels marxistes français sont partis participer à des guérillas, et ce même avant 1968, à l'image de Pierre Goldman, présent à La Havane lors de l'enterrement du Che<sup>1260</sup>, ou de Michèle Firk, journaliste et critique de cinéma qui a quitté la France pour l'Algérie, puis pour Cuba et enfin pour la guérilla au Guatemala en 1963 et s'est suicidée pour ne pas être arrêtée<sup>1261</sup>. C'est aussi le cas du normalien Régis Debray\*, arrêté en avril 1967 en Bolivie<sup>1262</sup>. Son ami Christian Baudelot\* [voir *infra*] raconte :

« Au cours des études il est parti à Cuba. Il a fait d'abord un grand périple d'un an en Amérique latine, et puis ensuite à Cuba, et puis après il est reparti. Et nous, on a beaucoup participé : dès qu'il a été arrêté, on a fondé un comité de défense de Régis Debray\* qui a été relativement efficace. On a surtout organisé sa défense, c'est-à-dire qu'on a envoyé là-bas des avocats, on a envoyé 3 avocats qui se sont fait arrêter évidemment, ils ont été arrêtés par la police... enfin, si y'en a un qui a réussi à le voir. Badiou\* y était aussi. Bon ce n'est pas rien non plus si tu vois... En tous les cas ça a mis de la pression sur le gouvernement bolivien... Et c'est finalement le général de Gaulle, grâce à sa mère qui était à la Mairie de Paris à ce moment-là, qui a négocié son retour... Grâce à de Gaulle ! »<sup>1263</sup>.

D'autres partent conseiller des gouvernements révolutionnaires à l'étranger. Ils ont un réel « capital international d'expertise »<sup>1264</sup> en matière de planification économique, à l'image de Charles Bettelheim\* ou de son élève Isaac Johsua, présent à Cuba entre 1964 et 1967 comme économiste au service de planification prospective du ministère de l'Industrie puis comme enseignant au département d'économie de l'université de La Havane [sur Cuba, voir le chapitre 3]. Plusieurs intellectuels ont aidé le gouvernement chilien de Salvador Allende,

---

d'analyses théoriques qu'il serait illusoire de croire refoulées. *De la Chine*, c'est la puissance et la vérité du " nouveau " lui-même. Son absence, sa censure, dans une manifestation d'union de la gauche sont le symptôme grave d'un aveuglement navrant [...]. Les livres ne sont pas des produits ménagers. *De la Chine* est l'un des très rares livres d'aujourd'hui, de demain Le travail de Maria-Antonietta Macciocchi\* a devant lui toute l'Histoire ». Cf « M. Sollers n'ira pas à la fête de l'Humanité », *Le Monde*, 11 septembre 1971.

<sup>1260</sup> Goldman raconte ses voyages dans ses *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*, Paris, Seuil, 1975, pp. 45 et sq, et p. 69 pour l'enterrement de Che Guevara.

<sup>1261</sup> Boris Terk, *Michèle Firk est restée au Guatemala. Portrait d'une cinéaste en armes*, Paris, Syllepse, 2004.

<sup>1262</sup> Régis Debray\*, né le 2 septembre 1940 à Paris, fils d'avocats parisiens du 16<sup>e</sup> arrondissement, entre à l'ENS-Ulm en 1960. Militant à l'UEC, il obtient l'agrégation de philosophie en 1965, puis commence à enseigner la même année dans le secondaire. Il arrête rapidement pour partir en Amérique latine et devenir un militant de l'armée de libération nationale de Bolivie. Il y est actif durant deux ans, pendant lesquels il rencontre Che Guevara. Arrêté en avril 1967, il est condamné à trente ans de prison, mais n'en purge que quatre après une mobilisation internationale en sa faveur, due notamment à Sartre et à Maspero\*, chez qui il a par exemple publié en 1967 *Révolution dans la révolution ? Lutte armée et lutte politique en Amérique latine*.

<sup>1263</sup> Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.

<sup>1264</sup> François Denord et Xavier Zunigo. « "Révolutionnairement vôtre"..., art. cit., p. 19.

comme Armand Mattelart\*, le sociologue de l'urbain Manuel Castells\* [voir le chapitre 4] ou encore le spécialiste d'économie publique Serge-Christophe Kolm<sup>1265</sup>.

Ces nombreuses circulations internationales dans l'après-1968, sur lesquelles nous reviendrons au chapitre suivant, illustrent la centralité de la France dans la vie intellectuelle internationale. Dans le même temps, cette centralité explique fait de la France un lieu d'émigration privilégié pour nombre d'intellectuels à l'image d'Armand Mattelart\* et de Manuel Castells\* [cf le chap. 4] après le coup d'État qui a renversé Allende au Chili, de Miguel Benassayag\* qui a réussi à fuir la dictature argentine<sup>1266</sup>, de nombreux Africains francophones, d'Iraniens ou des militants révolutionnaires italiens à partir de la fin des années 1970, dont le plus connu est le philosophe Antonio Negri\* [voir le chapitre 6]. Alors que Franco ne meurt qu'en novembre 1975, la France reste aussi un lieu central pour l'opposition politique espagnole, à travers notamment la maison d'édition antifranquiste Ruedo Ibréico, fondée en 1961 par des exilés espagnols et que François Maspero\* définit comme le « lieu de passage et de ralliement de toutes les tendances de l'opposition politique à Franco », et dont « le travail de recherche de la vérité allait autant à contre-courant de la version stalinienne de la guerre civile que de la version franquiste »<sup>1267</sup>. Au sein de la « géographie temporelle » qui structure la république mondiale des lettres, la France et Paris restent des destinations centrales<sup>1268</sup>, comme le demeure encore la langue française sur le marché mondial de la traduction<sup>1269</sup> [Pour une analyse de l'exil dans la vie intellectuelle française après 1968, cf le chap. 4].

Les années post-68, moment intense de politisation du champ intellectuel, sont marquées par un « mouvement de rapprochement entre production savante et production politique »<sup>1270</sup>, sous le coup de l'engagement des intellectuels - aussi bien au sein de l'alliance PS/PCF qu'au PSU ou à l'extrême-gauche. Mais si les intellectuels sont plus engagés, ce sont aussi les sciences humaines et sociales qui sortent transformées de la crise.

---

<sup>1265</sup> Sur sa trajectoire – qui passe après le Chili par un temple bouddhiste en Thaïlande -, voir Mathieu Hauchecorne, *La fabrication transnationale des idées politiques...*, thèse cit., p. 40 et sq ; et Jean-Michel Chahishe, *Le marché français du livre d'économie (1945- 2015)...*, thèse, cit., chapitre 5, pp. 305-349.

<sup>1266</sup> Sur ces trois intellectuels, voir Miguel Benassayag\*, *Parcours : engagement et résistance, une vie...*, op. cit. ; Armand Mattelart\*, *Pour un regard monde. Entretiens avec Michel Sénécal*, Paris, La Découverte, 2010 ; et Géraldine Pflieger, *De la ville aux réseaux : dialogues avec Manuel Castells\**, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2006.

<sup>1267</sup> François Maspero\*, *Les abeilles et la guêpe...*, op. cit., p. 248.

<sup>1268</sup> Pascale Casanova parle de la « capitale dénationalisée de l'univers littéraire » qui incarne la « modernité » et joue comme un « méridien de Greenwich littéraire », in *La république...*, op. cit., pp. 47-61 et pp. 135-156.

<sup>1269</sup> Gisèle Sapiro (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Editions, 2008 ; Gisèle Sapiro (dir.), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau monde éditions, 2009 ; Gisèle Sapiro, « Traduction et globalisation des échanges : le cas du français », in Jean-Yves Mollier (dir.), *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2008 [2000], pp. 227-259.

<sup>1270</sup> Sophie Noël, *L'édition indépendante critique...*, op. cit., p. 51.

### **III-C. Mai-Juin 1968 et ses effets sur le travail intellectuel**

La période ouverte par les événements de 1968 est marquée par une politisation des productions intellectuelles mais aussi par d'importantes transformations des façons même d'enquêter et d'écrire les sciences humaines et sociales.

Le témoignage de Gérard Mauger\*<sup>1271</sup> permet de saisir le contexte politique, institutionnel et intellectuel avant et après Mai-Juin 1968. Diplômé de Sciences Po, il entre au CNRS en 1967 au Centre d'Études Sociologiques (CES), sur « un demi-poste de technicien CNRS, un demi-poste contractuel ». Il raconte longuement :

« Donc me voilà au CNRS, j'essaie d'apprendre à devenir sociologue [...], ça me semblait un peu mystérieux, je ne connaissais pas grand-chose aux sciences sociales... mais à ce moment-là, comme beaucoup d'autres, je fréquentais assidûment Maspero. Et je me disais qu'il y avait des gens qui avaient bien de la chance, qui faisaient des choses comme ça, et que moi aussi j'aimerais faire ça ! C'est comme ça que j'étais allé voir Althusser\* qui m'avait fait des lettres de recommandation pour entrer au Centre d'études sociologiques (CES)<sup>1272</sup>. Donc voilà ! J'étais au CES, mais alors à cette époque-là, mes lectures c'étaient quand même centralement, et ça prend du temps, Marx et Freud (rires). C'est assez banal aussi, aujourd'hui ça ferait peut-être bizarre mais à cette époque-là on avait l'impression que c'était par ça qu'il fallait commencer. C'est comme ça que j'ai présenté un projet de recherche au CNRS « freudo-marxiste », puisque c'étaient mes intérêts de l'époque ! J'avais trouvé une étude comparative de la loi de 1920 qui interdisait le contrôle des naissances et de la loi de 1963 qui le rétablissait. Et comme c'étaient des objets qui intervenaient à la fois sur la politique sociale, démographique et aussi sur les politiques sexuelles, ça me semblait un objet empirique possible pour me rapprocher des préoccupations qui étaient les miennes à cette époque-là [...]. Et puis bon, par ailleurs je milite dans les comités Vietnam de base, c'est-à-dire dans la périphérie des groupes maoïstes, marxistes-léninistes, UJC(ml) ! Je milite avec ces gens-là, et après il y a Mai 68, et l'équipe dans laquelle j'étais va déménager boulevard Saint-Michel au centre de Sociologie et de l'Innovation, à l'École des Mines (CSI) ! Et avec mes camarades, ceux des Comités Vietnam de Base du 18<sup>e</sup>, où j'habitais à l'époque, je participe activement à tout ça, et puis je continue après, auprès de groupuscules divers, plutôt dans la mouvance mao, parce que c'était celle que je connaissais, mais ça aurait pu être des trotskistes. Et je me retrouve petit à petit investi dans une vie politique, militante, intense, à plein temps... Jusqu'à oublier le CNRS. J'ai oublié le CNRS, c'était vraiment le dernier de mes soucis ! En tant que discipline universitaire savante, ça ne veut pas dire que j'avais cessé de m'intéresser au monde social, mais c'était une manière de faire un peu différente... Mais on ne peut pas dire

---

<sup>1271</sup> Gérard Mauger\* est né en 1943 en Normandie dans une famille populaire (ses parents sont eux-mêmes enfants d'ouvriers agricole et textile). Son frère aîné affecté au travail manuel, il peut poursuivre des études au lycée Corneille de Rouen, en prépa, puis à Sciences Po. Une fois diplômé, il refuse de passer l'ENA (« la suite logique pour un bon élève c'était de préparer l'ENA, et moi je me disais "ça suffit", et puis je n'avais aucune envie de faire ça »), et travaille brièvement comme économiste conseil dans le privé. Il est dans ces années très proche de la nébuleuse marxiste, fréquente assidûment les librairies dont celle de Maspero, lit la littérature « freudo-marxiste » et les livres d'Althusser. Il entre grâce à ses « lettres de recommandation » au CNRS en 1967, sur un demi-poste, mais peu affecté « d'avoir mon salaire divisé par deux pour pouvoir quitter ce monde qui n'était pas le mien visiblement ». Il devient en 1969 attaché de recherche, puis chargé de recherche en 1979, et enfin directeur de recherche à la fin des années 1990. Il a fait soutenir sa première thèse en 2001, à 58 ans.

<sup>1272</sup> C'est Jean Stoetzel qui est le directeur du CES entre 1955 et 1968. Voir Alain Girard, « Jean Stoetzel (1910-1987) », *Revue française de sociologie*, 1987, 28-2. pp. 201-211.

que j'ai été très actif sociologiquement à cette époque (rires). Au point même que j'ai failli me faire jeter, j'ai été en fait récupéré in extremis par [X, un sociologue], qui était à la commission de socio du CNRS, qui m'a dit "Eh dis donc, tu n'as pas envoyé de rapport d'activité ! ça serait bien que tu fasses quelque chose sinon tu vas avoir des problèmes". Bon, j'ai fait quelque chose (rires) ! Parce que je n'avais pas rien fait, il se trouve que j'avais co-écrit un scénario de film, avec le réalisateur tunisien Naceur Ktari, qui militait avec nous à la Goutte-d'Or. Donc j'avais enquêté sur l'affaire Djellali<sup>1273</sup>, c'était une affaire qui avait fait couler beaucoup d'encre à cette époque, parce que Foucault, Sartre, on les avait mobilisés sur cette affaire-là. Un film qui s'appelle Les Ambassadeurs qui a eu le Tanit d'Or au festival de Carthage quand même ! Donc j'ai raconté ça, c'étaient des activités para-intellectuelles ou militantes, donc je n'avais pas tout à fait rien fait, même si c'était pas très orthodoxe, ni tout à fait ce que j'étais censé faire ! »<sup>1274</sup>.

Ce long extrait est exemplaire de la centralité de l'engagement politique chez certains intellectuels dans les années 1968, chez qui le militantisme devient un mode de vie qui tend à se substituer à leur emploi tout en répondant en partie aux mêmes exigences (« c'étaient des activités para-intellectuelles » dit Gérard Mauger). Il permet aussi de s'intéresser à la scientificité des sciences sociales, à un moment où nombre de travaux de « scientifiques » revendiquent clairement leur rôle politique<sup>1275</sup>.

Deux dimensions méritent d'être particulièrement développées. D'une part, les propos de Gérard Mauger\* montrent le processus de professionnalisation et de disciplinarisation de l'enseignement et de la recherche. Initié avant 1968, il se développe à travers le (léger) contrôle dont font l'objet les enseignants-chercheurs, ainsi qu'à travers la création de nouveaux lieux spécialisés (ici le CSI), où les chercheurs contractuels occupent une place importante. Ce contrôle reste malgré tout minimal, puisqu'il est facile de remplir ses « obligations » en retard et de façon décalée. Ces activités « para-intellectuelles » effectuées dans un cadre militant, (« même si ce n'était pas très orthodoxe, ni tout à fait ce qu'[il] étai[t] censé faire »), restent acceptables. D'autre part, ce témoignage permet de s'intéresser aux allers-retours entre sciences (sociales) et politique, et aux transformations des objets et des méthodes qu'ils entraînent : de nouveaux objets deviennent centraux et des façons d'enquêter sont directement importées de l'univers politiques (B).

---

<sup>1273</sup> Le 27 octobre 1971, Ben Ali Djellali, quinze ans, d'origine algérienne, est tué d'une balle dans la nuque après une dispute avec le concierge de son immeuble, rue de la Goutte d'or, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Pour faire la lumière sur ce crime jugé « raciste », une mobilisation importante est initiée par les maoïstes du Secours Rouge du XVIII<sup>e</sup>, dont Gérard Mauger\* fait partie. Elle débouche sur la création du Comité de défense de la vie et des travailleurs immigrés (CDVDTI). Voir Michelle Zancarini-Fournel, « La question immigrée après 68 », *Plein droit*, 2002/2 (n° 53-54), pp. 3-7, et notamment l'encadré sur l'affaire Djellali.

<sup>1274</sup> Entretien avec Gérard Mauger\*, 3 juillet 2017.

<sup>1275</sup> Parmi des titres très divers, voir par exemple Michael Löwy\*, *Dialectique et Révolution*, Paris, Anthropos, 1973, principalement la conclusion, « Science et révolution : objectivité et point de vue de classe dans les sciences sociales ».

### ***Les SHS entre disciplinarisation, professionnalisation et contractualisation***

Les années post-1968 sont, tout d'abord, un moment de croissance numérique des membres des professions intellectuelles, en raison de celui des étudiants [voir le chapitre 1]. Ainsi, si le corps enseignant des universités est composé de 7901 personnes en 1959-1960 et de 22 935 en 1967-1968, ces chiffres s'élèvent à 35 524 en 1971-1972 et à 43 193 en 1976-1977<sup>1276</sup>. La croissance du nombre de chercheurs au CNRS est également forte dans ces années, même si Bruno Marnot montre que 1968 est une rupture négative dans l'évolution du budget de l'institution<sup>1277</sup>. Celui-ci, après un « décollage incertain » entre 1944 et 1958<sup>1278</sup>, augmente fortement et régulièrement dans les années 1960, passant d'environ 2 milliards de francs (de 1999) à 4,5 milliards en 1968 pour un effectif qui monte jusqu'à 14 761 personnes. Dans l'après-mai, avec une conjoncture économique moins favorable, le budget augmente moins vite. Mais il ne diminue ni en valeur relative ni en valeur absolue, puisqu'« entre 1971 et 1981, celui-ci augmente de 71 % en francs constants, contre, il est vrai, 169 % de 1961 à 1971 »<sup>1279</sup>. À travers l'évolution du budget, c'est aussi la division du travail intellectuel qui se donne à voir entre sciences « dures » et sciences sociales. Si l'essentiel des investissements sont réalisés au profit des sciences dures, les sciences sociales commencent à en bénéficier dans les années post-1968, puisque leur part dans le budget du CNRS passe de 11,4 % en 1972 à 13,6% en 1978<sup>1280</sup>.

En parallèle, ce sont les conditions d'exercice de la recherche qui évoluent, alors qu'augmentent massivement les recherches financées sur contrats. Cette augmentation est principalement liée au développement à partir des années 1950 de grands programmes étatiques, lancés dans le contexte de la modernisation organisée par le Commissariat Général au Plan (CGP), appuyée par l'INSEE et permise par la professionnalisation des SHS [voir le chapitre 1]. L'intensification des échanges entre les administrations d'État et le champ des sciences sociales françaises est visible à travers un ensemble de dispositifs institutionnels qui développent la « fonction recherche » des administrations de la V<sup>e</sup> République<sup>1281</sup>. Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), créée en 1954, se

---

<sup>1276</sup> Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation...*, op. cit., p. 283.

<sup>1277</sup> Bruno Marot, « Le budget du CNRS de la Libération à 1968 », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n°25, 2010 ; et « Le budget du CNRS de 1969 à 2000 », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n°26, 2010.

<sup>1278</sup> Période durant laquelle les effectifs augmentent fortement (5,5 fois entre 1944 et 1958) mais où « l'évolution des dépenses consacrées à l'extension des activités scientifiques demeure modeste », *Ibid.*

<sup>1279</sup> *Ibid.*

<sup>1280</sup> Voir les tableaux « Répartition sectorielle en % du budget total en 1971 », et « Répartition sectorielle en % du budget total en 1978 et 1980 », *Ibid.* Après une baisse à la fin des années 1970 qui voit la part des SHS au sein du CNRS baisser à 11,3% en 1980, celle-ci augmente à nouveau et atteint 13,9% en 1985 et 14,4% en 1987, proportion à laquelle elle se stabilise jusqu'à 1996 (15,2%).

<sup>1281</sup> Philippe Bèzes, Michel Chauvière\*, Jacques Chevallier Jacques (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, Paris, La Découverte, 2005

sert des sciences sociales pour mieux connaître les comportements des consommateurs, notamment vis-à-vis de biens qui se démocratisent comme les automobiles<sup>1282</sup>. La Caisse d'assurance maladie (CNAM) et la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) financent également plusieurs études, tandis que la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR, 1963) et la mission de la recherche du ministère de l'Équipement français (créée en 1966) permettent un développement rapide de la sociologie urbaine en France [voir les chapitres suivants]. De même, le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC, créé en 1967), et surtout le Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (CORDES) sont créés à la même époque.

Ils viennent renforcer la création en 1959 de la DGRST, on l'a rappelé au chapitre 1. Celle-ci, « décidée par le pouvoir gaullien entre 1958 et 1968 mais permise par l'engagement de Pierre Mendès France et des mendésistes quatre ans plus tôt »<sup>1283</sup>, est placée directement sous l'autorité du Premier ministre. Elle finance initialement des recherches qui touchent au développement économique et aux analyses démographiques, mais ses centres d'intérêts évoluent avec le IV<sup>e</sup> plan qui est principalement orienté vers les équipements collectifs et sociaux. Philippe Masson, en étudiant les archives de la DGRST des années 1960 consacrées à la sociologie naissante, a pu montrer l'importance des financements étatiques, même s'ils ont été surtout cantonnés à trois spécialités (sociologie urbaine, du travail et rurale) et à quelques « patrons » de laboratoires de recherche – à commencer par Henri Mendras, Michel Crozier et Alain Touraine<sup>1284</sup>. Le CORDES, « dispositif d'interface entre l'administration [...] et le milieu scientifique des sciences sociales », conçu en 1966 et placé sous l'autorité du CGP, s'inscrit dans la même dynamique qui veut que les SHS soient un instrument de la politique de planification<sup>1285</sup>. Dans une note du 12 juillet 1967, le CGP rappelle que son objectif est

---

<sup>1282</sup> Edmond Lisle raconte : « Lorsque je suis arrivé en 1955-1956 au Crédoc comme directeur adjoint, l'une de mes toutes premières tâches fut, à la demande du directeur général de l'Insee de l'époque, Francis Closon, de concevoir une enquête, et d'en trouver le financement afférent, sur le comportement des Français en matière d'automobiles. L'Insee sentait qu'il y avait une explosion de la demande de voitures mais n'avait pas d'instrument statistique pour la mesurer : ni les ressources financières, ni les moyens techniques. Le Crédoc a été chargé de trouver l'argent et j'ai passé 18 mois à faire le tour des constructeurs d'automobiles, des grandes entreprises pétrolières, pour réunir, si mes souvenirs sont exacts, environ 25 millions de francs de l'époque pour financer une enquête qui a eu lieu en 1958. L'enquête a porté sur 6 000 propriétaires de voitures : ils ont été interrogés sur les voitures, sur leur budget automobile, sur leurs usages. C'est un exemple du besoin de statistiques pour savoir où on en est, où on va ». Voir Edmond Lisle, « Les sciences sociales en... », *art. cit.*

<sup>1283</sup> Alain Chatriot et Vincent Duclert, « Fonder une politique de recherche : les débuts de la DGRST », in Philippe Bezes et al (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales...*, *op. cit.*, p. 23.

<sup>1284</sup> Philippe Masson, « Le financement de la sociologie française : les conventions de recherche de la DGRST dans les années soixante », *Genèses*, 2006/1 (n° 62), pp. 110-128.

<sup>1285</sup> Voir Philippe Bezes et Nicole de Montrichet, « Le moment CORDES (1966-1979) », in Philippe Bezes et al (dir.), *L'État à l'épreuve...*, *op. cit.*, pp. 37-71. Robert Fraisse, acteur majeur du CORDES, raconte en 1981 : « Pour une petite communauté de hauts fonctionnaires désormais installée à la direction du Commissariat général du Plan, du Service d'études économiques et financières (Direction de la prévision à partir de 1965) ou de l'INSEE, cette



« d'améliorer la connaissance des processus du développement économique et social, afin de mieux éclairer les décisions à prendre ». La recherche se développe également dans les années 1960 au sein des ministères, à commencer par le ministère de l'Équipement – fusion en 1966 du ministère des Travaux publics et des Transports et du ministère de la Construction et des Transports<sup>1286</sup> - et le ministère du Travail<sup>1287</sup>.

Mai-juin 1968 marque une rupture dans ce développement de la recherche sur contrat financée par les administrations. Si la dynamique de développement s'accroît, c'est surtout le contenu des recherches qui se « gauchise » chez de jeunes chercheurs en cours de professionnalisation et très politisés. Cette gauchisation rencontre les interrogations de certains hauts-fonctionnaires marqués par la crise. Ces derniers, toujours guidés par leur approche utilitariste des sciences sociales, veulent continuer à utiliser leurs organismes pour moderniser la société, mais aussi pour mieux la comprendre. Christian Topalov\*, alors chercheur contractuel en sociologie urbaine, raconte en entretien qu'« au fond, les gens qui géraient tout ça ils avaient 1968 derrière eux, ils voulaient comprendre ce qu'il s'était passé, et ils voulaient surtout empêcher que ça se renouvelle ! »<sup>1288</sup> C'est au CORDES que cette évolution s'observe le mieux, puisque le dispositif, conçu en 1966, n'est mis en place qu'en 1969. Robert Fraisse, « *jeune polytechnicien à l'esprit ouvert* » dont la trajectoire – il est passé notamment par l'IEP, section service public - lui a permis d'acquérir les ressources d'un « passeur » entre administration et recherche dans l'après-1968, affirme que « tous les projets d'avant [1968] sont bousculés ou détruits. Le Plan se retrouve avec un CORDES sur les bras, une idée, des crédits et un vide total sur l'usage à faire de tout cela. Avec cette vague conception d'avant, qui consiste à nourrir la connaissance rationnelle des comportements des ménages et des entreprises grâce aux études sociologiques et économiques du comité de socio-économie du développement »<sup>1289</sup>.

Cette politisation de la recherche, principalement contractuelle, est donc constitutive de la vie intellectuelle des années 1968-1981. Comme l'écrivent en 1985 Claude Fosse-Poliak\* et Gérard Mauger\*, « on peut faire l'hypothèse que les services commanditaires de recherches des

---

appréhension des phénomènes sociaux apporte un complément décisif à la réflexion sur la modernisation du pays qui, jusque-là, avait été dominée par une approche macroéconomique ». Voir Robert Fraisse, « Les sciences sociales : utilisation, dépendance, autonomie », *Sociologie du travail*, 4, 1981, pp. 371-372.

<sup>1286</sup> Harold Mazoyer, *Les calculs de la puissance Socio-histoire d'une science de gouvernement...*, thèse. cit.

<sup>1287</sup> Étienne Péniassat, *L'État des chiffres : sociologie du service de statistique et des statisticiens...*, thèse. cit. Voir principalement le chapitre 1, « Du "magistrat" du chiffre au règne de l'économiste. Socio-histoire de l'institutionnalisation des formes de savoirs au ministère du Travail (1945-1993) », pp. 55-146.

<sup>1288</sup> Entretien avec Christian Topalov\*, 24 avril 2020.

<sup>1289</sup> Entretien avec Robert Fraisse cité par Philippe Bezès et Nicole de Montrichet, « Le moment CORDES (1966-1979) »..., art. cit.

ministères figurèrent au même titre que le CNRS ou d'autres institutions au nombre des lieux faiblement professionnalisés de l'espace professionnel, de ces « positions-refuges » investies par une fraction des générations scolaires issues de l'Université, «héritiers» et «parvenus» porteurs de titres scolaires dévalués, depuis la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 70 »<sup>1290</sup> [**Sur cet espace, voir les chapitres 3 et 4**].

Ainsi, la période ouverte par les événements de Mai-Juin 1968 prolonge les tendances de professionnalisation déjà à l'œuvre, massifie la recherche contractuelle mais en en modifiant l'orientation et le contenu. Ces évolutions se doublent de transformations du travail intellectuel lui-même.

### ***Les effets de Mai-Juin sur les idées : disciplines, objets, méthodes***

Ces évolutions se doublent de trois transformations du travail intellectuel lui-même. Premièrement les relations entre les diverses sciences sociales se modifient. La disciplinarisation du savoir et, en particulier, des SHS, en cours avant Mai 68 (« Economie et socialisme » chez Maspero, par exemple) s'accélère ensuite. Outre la multiplication de revues de plus en plus spécialisées, son signe le plus tangible est la création de nombreuses collections disciplinaires, et ce même dans le catalogue d'éditeurs politiques comme Maspero, avec la « Bibliothèque d'anthropologie », confiée à Maurice Godelier\* (1969), « Algorithme », dédiée à l'épistémologie et dirigée par Pierre Raymond\* (1975), collection proche de « Théorie », ou encore « Intervention en économie politique » (1975). Il faut ajouter, dans la collection « Textes à l'appui », les séries « Philosophie », « Histoire classique », « Économie », « Histoire Contemporaine », « Sociologie », « Pédagogie » et « Psychiatrie ». Certes, l'interdisciplinarité, alliance paradoxale entre réformateurs libéraux et contestataires de l'ordre disciplinaire, est un mot d'ordre de l'après-1968, à l'image de l'année 1975, décrétée par le CNRS « année de l'interdisciplinarité »<sup>1291</sup>, ou de la création en 1975 de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, qui remplace la VI<sup>e</sup> section de l'EPHE. Mais la tendance, largement développée ensuite, reste malgré tout à l'institutionnalisation de disciplines « structurées autour de groupes de pairs, qui permettent à des spécialistes de s'exprimer auprès d'autres spécialistes et d'être évalués par eux » et qui se définissent « autour d'objets, de questions et de méthodes qui leur sont spécifiques »<sup>1292</sup>.

---

<sup>1290</sup> Gérard Mauger\* et Claude Fosse-Poliak\*, « “Choix” politiques et “choix” de recherches : essai d'auto-socio-analyse (1973-1984), *Cahiers du réseau Jeunesses et Sociétés*, n°3-4, février 1985, pp. 27-121, cité p. 78.

<sup>1291</sup> Denis Guthleben, *Histoire du CNRS de 1939 à nos jours. Une ambition nationale pour la science*, Paris, Armand Colin, Paris, Armand Colin, 2009, pp. 297 et sq.

<sup>1292</sup> Mathieu Hauchecorne, « Essor et disciplinarisation des sciences humaines et sociales... », *art. cit.*, p. 588.

En parallèle, la hiérarchie entre les disciplines change. On assiste au déclin relatif de la philosophie<sup>1293</sup> au profit des sciences humaines et sociales puisqu'« entre 1967 et 1973, la part relative des sociologues parmi les enseignants du supérieur double quand celle des linguistes triple »<sup>1294</sup>. L'évolution de ce rapport de force disciplinaire est à mettre en regard de la radicalité d'une partie des chercheurs en sociologie et de la linguistique, comme le montrent les voyages en Chine. De même, les débats linguistiques entre *Tel Quel*, *Change*, et le nouveau venu *Poétique*, « revue de théorie et d'analyse littéraires » fondée en 1970 par Gérard Genette, Tzvetan Todorov et Hélène Cixous - qui vient d'arriver à Vincennes - sont très politisés, à l'image des attaques de *Change* contre la « dictature structuraliste » de *Tel Quel* en octobre 1968<sup>1295</sup>.

La discipline historique connaît elle aussi une « véritable explosion » dans l'après-mai, sans doute en partie parce que les événements, face aux structuralismes, ont remis au goût du jour l'historicité<sup>1296</sup>. Certes, la collection « Archives », dirigée par Pierre Nora chez Gallimard, est créée dès les années 1960, mais le développement éditorial de l'histoire est rapide après 1968. Fayard lance la collection « Histoire sans frontières », dirigée par François Furet et Denis Richet ; Flammarion crée simultanément trois collections (« La Bibliothèque scientifique » de Fernand Braudel ; une collection « science » qui édite des thèses mais en allégeant considérablement l'appareil critique ; et « Questions d'histoire », en poche, confiée à Marc Ferro) ; Albin Michel reprend les classiques de la discipline historique dans « L'évolution de l'humanité », et notamment ceux des fondateurs de l'école des Annales ; Plon donne les rênes de la collection « Civilisations et mentalités » à Philippe Ariès et Robert Mandrou. Pierre Nora, déjà directeur de « La bibliothèque des sciences humaines » chez Gallimard depuis 1966, est à partir de 1971 responsable de la « Bibliothèques des histoires ». Arthaud lance aussi une nouvelle collection sur la société contemporaine, dirigée par François Bédarida, tandis qu'au Seuil, le journaliste Jean Lacouture gère la collection « L'histoire Immédiate ». François Maspero\* s'intéresse lui aussi à l'histoire avec le lancement de deux collections : « Actes et mémoires du peuple » (1975, dirigée par François Maspero\* lui-même) et « Centre d'histoire

---

<sup>1293</sup> Sur l'histoire sociale de la philosophie, voir principalement Louis Pinto, *La vocation et le métier de philosophe*, Paris, Seuil, 2007 ; et Jean-Louis Fabiani, *Qu'est-ce qu'un philosophe français ?*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010. Les représentants de la discipline philosophique mèneront d'ailleurs plusieurs actions au cours des années 1970 pour défendre la place de leur discipline (et centralement son maintien en terminale) jusqu'aux « États Généraux de la philosophie », les 16 et 17 juin 1979.

<sup>1294</sup> *Ibid*, p. 575.

<sup>1295</sup> Voir Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains...*, *op. cit.*, pp. 284 et sq.

<sup>1296</sup> Pour les lignes suivantes, voir François Dosse, « Mai 68 : les effets de l'histoire sur l'histoire », *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n°11, avril 1989, pp. 75-84, citation p. 79. Sur l'histoire et les archives, voir aussi le n°13 de *Société & Représentations* intitulé « Histoire et archives de soi » (2002/1).

du syndicalisme » (1972, Jacques Droz et Jean Maitron\*) [voir le chapitre 3]. Les textes qui y sont publiés complètent la collection « Bibliothèque socialiste », créée par Georges Haupt\* depuis 1963. Les communistes, enfin, participent à cette dynamique : *La Nouvelle Critique* participe à la « restauration de l’histoire comme discipline reine », l’utilisant pour s’opposer directement au structuralisme (et, indirectement, à Althusser\*), cette « philosophie de la désespérance » qui menacerait la « politique révolutionnaire du Parti »<sup>1297</sup>.

Du côté du renouvellement des objets de recherche, en histoire, les mémoires ouvrières sont redécouvertes, y compris celles d’anonymes [voir le chapitre 3]. En sociologie, aux côtés de travaux sur l’école et la reproduction des inégalités sociales initiés par *Les Héritiers* avant 68 [voir *infra*], mais aussi sur les mouvements sociaux, signe d’une transformation « d’intérêts militants pour la politique en intérêt savants pour la politique »<sup>1298</sup>. Gérard Mauger\* s’intéresse quant à lui, avec Claude Poliak\*, au phénomène contre-culturel dans *La vie buissonnière : marginalité petite bourgeoise et marginalité populaire*, paru en 1977 chez Maspero. Il raconte la facilité avec laquelle il a réussi à financer une telle recherche dans l’après-1968, et les liens avec son militantisme révolutionnaire :

« Là c’est lié aussi à mon passé militant immédiat, j’avais plein de copains, copines, qui étaient sans boulot, qui étaient comme moi, des militants en panne, et je me suis dit “ tiens après tout si je passais un contrat de recherche au CORDES, pour employer mes petits camarades”... (rires). Je ne vais pas employer des vrais sociologues, mais des ex militants, pour aller enquêter sur les communautés qu’on disait “rurales” en France, sur la contre-culture, la contre-société. Donc on a fait ça ! C’était la première enquête qu’on faisait, avec pas grand-chose à vrai dire, c’était vraiment du bricolage. Un vague fond marxiste plus ou moins... moi qui était le chef (rires), marxiste althussérien, j’avais commencé à lire un peu mais enfin bon, j’étais vraiment assez nul ! Et il y avait ce phénomène qui nous intéressait puisqu’on voyait ça, toute une partie de nos anciens potes qui étaient investis dans ces trucs bizarres, on regardait ça un peu étonnés, surpris, de voir que nos anciens chefs maos partaient vivre en communauté, enfin les chefs ou pas d’ailleurs... ils entreprenaient d’aller changer la vie, changer leur vie plutôt que changer la société. Donc on était un peu interpellés politiquement, culturellement, par ce phénomène, on trouvait ça marrant. J’ai réussi à le vendre au CORDES sans aucune difficulté. Ils étaient ravis (rires). Et voilà comment on s’est retrouvés à faire cette enquête dans les communautés ! »<sup>1299</sup>.

En philosophie, certains auteurs - comme Marx, Nietzsche ou Freud — deviennent ou redeviennent centraux<sup>1300</sup>, alors que la gauchisation du discours philosophique, visible

---

<sup>1297</sup> Frédérique Matonti, « Entre Argenteuil et les barricades : *La Nouvelle Critique* et les sciences sociales », *Cahiers de l’IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n°11, avril 1989, pp. 107-108.

<sup>1298</sup> Julie Pagis, *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 175. Cf aussi Bernard Pudal, « Le populaire à l’encan », *Politix*, 14, pp. 53-64.

<sup>1299</sup> Entretien avec Gérard Mauger\*, 3 juillet 2017.

<sup>1300</sup> Sur les effets de Mai-Juin 1968 sur la philosophie, voir Louis Pinto, « Mai 68 et le rapport des philosophes aux sciences de l’homme », *Cahiers de l’IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n°11, avril 1989, pp. 39-59 ; et Louis Pinto, *Les philosophes entre le lycée et l’avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d’aujourd’hui*, Paris, Harmattan, 1987, pp. 109 et sq.

principalement aux marges du champ comme à Vincennes, s'accompagne du « refus des normes académiques »<sup>1301</sup>. Les philosophes investissent également de nouveaux objets, à l'image des rapports entre savoir et pouvoir explorés par Michel Foucault sur la prison (*Surveiller et punir*, Gallimard, 1975) ou du désir, étudié par Deleuze et Guattari dans *L'Anti-Œdipe* (Minuit, 1972)<sup>1302</sup>.

Le troisième effet majeur des événements tient aux modifications des pratiques de la recherche. À la suite de Foucault, celles mêlant histoire et philosophie s'appuient de plus en plus sur des archives<sup>1303</sup>. Si le collectif *Forum-Histoire*, fondé en 1976 autour de Jean Chesneaux\* [**Sur sa trajectoire, voir le chapitre 5**]\*, ou la revue d'histoire populaire *Le Peuple Français*, lancée en 1971, en sont des illustrations, le collectif des *Révoltes Logiques (RL)*, formé en 1975 autour de Jacques Rancière\*, est le plus représentatif. Comme l'écrit Kristin Ross, « dans sa déclaration inaugurale, le collectif exprimait une sorte de désir utopique, rappelant le maoïsme des débuts, d'établir une "autre mémoire", mémoire populaire ou "pensée d'en bas", débarrassée de la médiation et liée à la capacité effective du peuple de se représenter lui-même et d'écrire sa propre histoire »<sup>1304</sup>. Dans cette perspective, l'utilisation d'archives par les membres des *RL* est directement liée à cette volonté de donner la parole aux ouvriers des siècles passés, sans l'interpréter ni l'instrumentaliser. L'activité de ce collectif, géographiquement rémois et vincennois, politiquement maoïste et féministe, se développe dans un contexte où « la question des frontières entre activités se pose peu : la limite entre l'histoire et la philosophie, comme celle qui sépare activité de recherche et pratique politique, sont assez labiles, même si elles ne sont jamais complètement levées »<sup>1305</sup>. L'utilisation d'archives revêt donc ici une dimension directement militante<sup>1306</sup>.

---

<sup>1301</sup> Louis Pinto, « Mai 68 et le rapport des philosophes aux sciences... », *art. cit.*, p. 40.

<sup>1302</sup> Louis Pinto affirme que le capital qu'ils rassemblent « doit lui-même être situé dans un important circuit de célébration joignant des points dispersés de l'espace social : Université de Vincennes, revues intellectuelles consacrées (Critique), revues mi-intellectuelles mi-militantes de travailleurs sociaux, de "psys", de juristes, de médecins, presse underground, etc. Seules ces conditions peuvent expliquer l'autorité d'un discours prétendant traiter du monde social sans se soumettre aux contraintes de l'administration de la preuve ». Cf « Mai 68 et le rapport des philosophes... », *art. cit.*, p. 53.

<sup>1303</sup> Voir Geneviève Fraisse dans un entretien avec Géraldine Mosna-Savoye, « Révoltes logiques et logiques féministes », *France Culture*, À voix nue, 25 avril 2017.

<sup>1304</sup> Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures...*, *op. cit.*, p. 127.

<sup>1305</sup> Ariane Revel, « La forme du collectif. *Les Révoltes logiques*, un cas de recomposition intellectuelle et militante dans l'après-68 », *Raisons politiques*, 2017/3, n°67, p. 64. Nous nous permettons de renvoyer également à Antoine Aubert, se permet également de citer Antoine Aubert, « *Multitudes* : origines, identités et évolutions d'une revue critique. Contribution à une histoire sociale des idées politiques », mémoire de Master 2 de science politique dirigé par Frédérique Matonti, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, juin 2013.

<sup>1306</sup> Ce qui ne veut bien entendu pas dire que le mouvement plus large de retour à l'archive dans ces années s'y réduise. Voir Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel, 1998, principalement l'introduction générale.

Des méthodes d'enquête comparables s'imposent dans d'autres disciplines, à l'image, en sociologie, de l'utilisation de plus en plus fréquente de l'approche biographique. Si elle est liée historiquement aux apports à la sociologie française de l'École de Chicago<sup>1307</sup>, elle est aussi un « effet de mai » parce qu'elle renvoie à une « manière d'être gauchiste en sociologie dans la France des années 1970 »<sup>1308</sup>. Cette méthode est militante – ou, pour reprendre le mot de Gérard Mauger, « contestataire »<sup>1309</sup> – en raison de son rapport au sujet révolutionnaire : « l'enquête militante (porte-à-porte, discussions sur les marchés, devant les bouches de métro, ou les portes des usines) visait à recueillir par immersion prolongée “le point de vue des masses” défini par sa double opposition au “point de vue du capital” et à celui du “PC-CGT” (“révisionniste” pour les uns, “stalinien” pour les autres) »<sup>1310</sup>. L'introduction de l'approche biographique en sociologie, ou de l'histoire orale en histoire, « apparaît ainsi comme “l'effet mécanique” de “l'entrée en sociologie” d'une génération de sociologues dont l'apprentissage devait autant à l'expérience militante qu'à l'enseignement universitaire »<sup>1311</sup>. Venant des marges les moins autonomes du champ intellectuel, où la politique est la plus pressante, (Vincennes, recherches sur contrat, etc...), ce moyen jugé révolutionnaire de recueillir une parole ouvrière qu'ils jugent authentique et par conséquent distinct de l'orthodoxie communiste<sup>1312</sup> trouve son homologue dans le journalisme, avec *Libération*, qui entend « donner la parole au peuple », ou dans l'édition, avec des collections comme « Témoins » aux Éditions ouvrières.

Enfin, si ces méthodes biographiques s'institutionnalisent ensuite en sociologie en se détachant de leur origine militante<sup>1313</sup>, leur affinité avec ce que Jean-Claude Chamboredon définit comme une « philosophie sociale populiste »<sup>1314</sup> se retrouve dans les nouvelles définitions du rôle de l'intellectuel. Pendant d'approches pédagogiques nouvelles, Jean Bruhat\*

---

<sup>1307</sup> Sur cette école en histoire sociale de la sociologie, voir notamment Jean-Michel Chapoulie, *La tradition sociologique de Chicago*, Paris, Seuil, 2001 ; et Christian Topalov, « Écrire l'histoire des sociologues de Chicago », *Genèses*, 2003/2, n°51, pp. 147-159.

<sup>1308</sup> Gérard Mauger, « L'approche biographique en sociologie... », *art. cit.*, p. 85.

<sup>1309</sup> Gérard Mauger, « L'approche biographique en sociologie : une démarche “contestataire” », *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n°11, avril 1989, pp. 85-99.

<sup>1310</sup> *Ibid*, p. 88.

<sup>1311</sup> *Ibid*, p. 91.

<sup>1312</sup> Dans leur socio-analyse déjà citée, Gérard Mauger et Claude Fosse-Poliak affirment que, pour eux, cette méthode vient directement de leur maoïsme (« Sans enquête, pas le droit à la parole », dit Mao). Ils ajoutent : « Les enjeux de ces enquêtes restaient alors pour nous plus “politiques” que “scientifiques” : s'il ne s'agissait plus à proprement parler de mobiliser les masses, il s'agissait toujours de “mener la lutte idéologique” ». Gérard Mauger\* et Claude Fosse-Poliak\*, « “Choix” politiques et “choix” de recherches... », *art. cit.*, p. 53.

<sup>1313</sup> Sur cette institutionnalisation, voir l'historique du réseau « Approche biographique » que font Mauger\* et Fosse-Poliak\*, *Ibid*, pp. 95-97. Ils citent abondamment le premier numéro, en juin 1983, de la revue *Biographie et Société*.

<sup>1314</sup> Jean-Claude Chamboredon, « pertinence et fécondité des histoires de vie ? Le temps de la biographie et les temps de l'histoire : remarques sur la périodisation à propos de deux études de cas », in Philippe Fritsch (dir.), *Le sens de l'ordinaire*, Paris, Éditions du CNRS, 1983, p. 19.

se souvient d'un étudiant qui à Vincennes lui affirma : « Nous reconnaissons, non pas votre supériorité, mais votre avance chronologique sur nous<sup>1315</sup> ». Cette définition fait de l'intellectuel non pas le détenteur d'un savoir absolu qui doit instruire les ignorants (les deux parties ayant des statuts figés), mais le détenteur d'un statut provisoire. A côté de cette définition transitoire se trouve celle restée fameuse<sup>1316</sup> de Deleuze et Foucault qui, en 1972, s'opposent à l'intellectuel total incarné par Sartre\*. Deleuze et Foucault défendent une vision de l'intellectuel qui se caractérise par « l'indignité de parler pour les autres » et par une forme de modestie car « les intellectuels ont découvert depuis la poussée récente [...] que les masses n'ont pas besoin d'eux pour savoir »<sup>1317</sup>. Cette « forme de modestie » se retrouve, chez cet « intellectuel spécifique », dans sa volonté de ne parler que de son domaine propre de compétence.

Pour rendre sensible la manière dont toutes ces transformations se mêlent dans l'après-1968, on se propose de revenir maintenant sur le cas *L'école capitaliste en France*.

#### ***IV. Une carrière exemplaire : L'école capitaliste en France***

En mai 1971 paraît tiré à 4 000 exemplaires chez Maspero, dans la collection « Cahiers Libres », un ouvrage de Christian Baudelot\* et Roger Establet\* intitulé *L'école capitaliste en France (l'ECF)*. L'avertissement précise

« Ce texte se propose d'analyser quelques aspects fondamentaux du fonctionnement actuel de l'école capitaliste en France. Il ne s'agit là que d'un premier moment de l'analyse : il faudra ensuite étudier l'histoire de la forme scolaire et le processus de constitution de l'appareil scolaire capitaliste en France ; la façon dont l'école capitaliste contribue, pour sa part, à reproduire concrètement la division du travail manuel et du travail intellectuel, compte tenu de l'état du développement des forces productives ; l'orientation scolaire et professionnelle, le statut de l'enfance dans la société capitaliste et les idéologies psychologiques et pédagogiques bourgeoises ».

Pour saisir la « carrière »<sup>1318</sup> de *l'ECF*, ouvrage exemplaire de l'après-1968, nous le réinscrivons d'abord dans les trajectoires scolaire et politique de Baudelot\* et Establet\* (A), avant de le resituer dans les travaux sur l'École de la période (B) et, enfin, d'étudier la circulation et la réception de *l'ECF* (C).

<sup>1315</sup> Jean Bruhat\*, *Il n'est jamais trop tard*, Paris, Albin Michel, 1983, p. 229.

<sup>1316</sup> Mais on pourrait en citer quantité d'autres, comme la vive critique du théoricisme d'Althusser par son ancien élève, Jacques Rancière\*, dans *La leçon d'Althusser\**, Paris, Gallimard, 1974, qui se retrouve, on l'a vu, dans sa façon de travailler au sein du collectif des *Révoltes Logiques*.

<sup>1317</sup> Gilles Deleuze et Michel Foucault, « Les intellectuels et le pouvoir », *L'Arc*, n°49, 1972, pp. 3-10.

<sup>1318</sup> voir Nicolas Belorgey et al, « Théories en milieu militant »..., *art. cit.*

#### ***IV. A. L'école capitaliste en France : un produit des « années 1968 »***

La publication de *l'ECF* en 1971 doit se comprendre d'abord en revenant sur les réseaux d'influence auxquelles appartiennent les deux auteurs. Le premier est lié à leur trajectoire scolaire. Christian Baudelot\* et Roger Establet\*<sup>1319</sup> sont nés tous les deux en 1938. Le premier dans une famille bourgeoise parisienne de droite (le père de Christian Baudelot\* est un riche avocat), et le second dans une famille modeste de la région niçoise (père employé à l'hôpital, mère sténo-dactylo). Ils se sont rencontrés en classes préparatoires au lycée Louis-le-Grand, où ils côtoient Étienne Balibar\*, Jacques Rancière\* ou encore Régis Debray\*. Ils entrent ensuite tous les deux à l'ENS de la rue d'Ulm : en 1959 pour Roger Establet\*, et en 1960 pour Christian Baudelot\*, après deux échecs<sup>1320</sup>. Après avoir passé l'agrégation (de philosophie pour Establet\*, de lettres classiques pour Baudelot\*), ils se tournent tous les deux vers la sociologie (quantitative) au milieu des années 1960, mais dans des conditions différentes. Establet\*, après avoir été professeur dans le secondaire à Bastia et accompli son service militaire à l'école d'application du train de Tours, devient brièvement l'assistant de Gurvitch à la Sorbonne. Il s'initie auprès de lui aux méthodes statistiques, mais ce dernier meurt en décembre 1965. Il reste quelques mois assistant à la Sorbonne, puis rejoint l'université nouvelle de Tours comme maître-assistant, ville où sa femme a obtenu un poste. Quelques années plus tard, il rejoint le département de sociologie de l'université d'Aix-en-Provence, toujours comme maître-assistant. Il est dans ces années très proche d'Althusser\* et des autres normaliens philosophes, puisqu'il contribue en 1965 à *Lire le Capital*, en écrivant le chapitre portant sur le plan de l'ouvrage de Marx.

Baudelot\*, de formation littéraire, n'est pas présent à Paris lors des séminaires de préparation à *Lire le Capital*, puisqu'il est, dans le cadre de son service militaire, assistant à Yale en 1964-1965<sup>1321</sup>, puis à l'école de la Marine de Saumur en 1965-1966. Il reçoit alors la visite de Pierre Birnbaum, qu'il ne connaît pas personnellement, et lui dit :

« Écoutez voilà je viens de la part de R. Aron et P. Bourdieu. C'est très simple, vous pouvez me rendre un grand service. J'ai un problème, j'ai deux postes (rires). Je viens d'être nommé à Lille, c'est tamponné, et là Boudon me propose un poste de maître-assistant à Bordeaux. Et ça m'intéresse, parce que Boudon, parce que Bordeaux, parce que maître assistant ». Alors je lui dis « Mais en quoi je peux vous aider » ? « Et bien si vous acceptez d'aller

---

<sup>1319</sup> Les informations et citations qui suivent sont tirées d'un entretien semi-directif avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017, d'un échange avec Roger Establet\* lors de l'AFS d'Aix-en-Provence en août 2019, et d'un entretien téléphonique le 21 juin 2020.

<sup>1320</sup> Il est reçu la même année qu'Étienne Balibar\*, né quatre ans plus tard, en 1942.

<sup>1321</sup> Il contribue à son retour à la publication à partir en 1967 chez Minuit – dans la collection « Le Sens Commun » de Bourdieu - d'*Anthropologie*, d'Edward Sapir, anthropologue et linguiste américain décédé en 1939.



à Lille, moi je peux prendre Bordeaux... Car si je ne trouve pas de remplaçant je ne peux pas aller à Bordeaux’’ »<sup>1322</sup>.

À la rentrée 1966, alors qu’il pensait enseigner un temps dans le secondaire, Christian Baudelot\* devient donc assistant en sociologie à l’université de Lille, puis passe maître-assistant dans l’après-1968. Il y reste jusqu’en 1978, où il est détaché pour quatre ans au département Population et ménages de l’INSEE.

Cet intérêt progressif pour la sociologie est marquée, chez Baudelot\* et Establet\*, par leur découverte des travaux de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron. Baudelot\* poursuit :

« Je me voyais pas du tout prof de français, au lycée ou dans l’université, et donc j’essayais de trouver autre chose à faire. Et Althusser\* avait invité dans les années 63-64, deux jeunes mecs totalement inconnus à faire un séminaire. Et il me dit : “ Je te les conseille, tu vas voir, ces mecs là ils vont t’intéresser’’... Et c’étaient Bourdieu et Passeron qui étaient en train de préparer *Les héritiers*...alors là ça a été le coup de foudre, les écouter tous les deux parler de ce que c’étaient les étudiants, l’origine sociale, le destin social, les goûts, etc... c’était une véritable révélation pour moi, d’origine bourgeoise ! Je pensais qu’avoir fait Normal sup, d’être passé à gauche avec la guerre d’Algérie, je pensais que j’en avais fini avec mon milieu ! (rires) [...] On était très très peu formés à la socio et à la façon de percevoir le monde social, les normes. Maintenant les gens sont beaucoup moins naïfs, grâce à Bourdieu et compagnie, mais à cette époque-là c’était comme ça [...]. Et [Bourdieu et Passeron] exposaient progressivement leurs trucs, et ils demandaient de temps en temps des exposés, et moi j’ai fait un exposé [sur] Lazarsfeld. Et vraiment ça me passionnait, et à la dernière séance, j’ai été voir Bourdieu et je lui ai dit “écoutez moi ça m’intéresse j’ai vraiment envie de devenir sociologue mais alors là qu’est-ce que je dois faire’’, j’étais prêt à recommencer une licence. Et il me dit “vous rigolez, qu’est-ce que vous faites cette après-midi ? 2h, venez rue Monsieur-le-Prince dans mon labo’’. J’y vais, il me met en contact avec un type qui était collaborateur technique CNRS, et qui faisait les tableaux statistiques des *Héritiers*. Y’avait aucun logiciel, il faisait les tableaux en comptant ! Et c’est comme ça que j’ai appris le métier de sociologue »<sup>1323</sup>.

Baudelot\* découvre grâce à l’entremise d’Althusser\* la sociologie et surtout les travaux de Bourdieu et Passeron, qui constituent pour lui une véritable révélation, jusqu’à le conduire à délaisser les lettres et la philosophie et à apprendre sur le tas, et les mains dans le cambouis, la sociologie. Chez Establet\*, la découverte a une dimension encore plus politique :

---

<sup>1322</sup> Entretien avec Christian Baudelot, 15 février 2017. Un entretien anonyme cité par Gérard Houdeville, et qui concerne sans doute Roger Establet\*, raconte une histoire proche : « J’étais assistant parce qu’à l’époque, si vous voulez, il y a eu une vague de recrutements [...]. On arrive à la Sorbonne, on faisait des TP. La première année, on était quatre assistants [...]. Le problème est que lorsque je suis arrivé dans la salle de 50, il y avait 300 types dehors. Il y a eu une grève momentanée. Je suis allé voir – Gurvitch était mort à ce moment-là, c’était en 1966 – le chef, c’est-à-dire Aron. Je suis allé vite le voir et je lui dit voilà ce qui se passe les types sont en grève. Il prend son téléphone, il téléphone au ministre – c’est incroyable un prof d’université qui téléphone au ministre, ça n’existe plus mais c’était Aron. Il téléphone donc et l’autre lui demande combien il lui faut de types. Aron a demandé des heures complémentaires à l’équivalent de huit postes d’assistants. Il les a obtenus », cité par Gérard Houdeville, *Le métier de sociologue en France depuis 1945 : renaissance d’une discipline*, Rennes, PUR, 2007, p. 135 et sq.

<sup>1323</sup> Entretien avec Christian Baudelot, 15 février 2017.

Quand j'étais à l'École normale, on aimait beaucoup Maspero\* qui avait participé très fortement à la publicité sur la guerre d'Algérie, et notamment *Travail et travailleurs en Algérie*<sup>1324</sup> était affiché dans sa bibliothèque. Ce n'était pas lui l'éditeur, mais le livre y était, comme *Le Déracinement* de Sayad. Et à ce moment-là, grâce à Althusser\*, j'ai pu faire un compte rendu du livre de Bourdieu dans *La Pensée*. Et *La Pensée*, c'étaient les Éditions sociales bien sûr »<sup>1325</sup>.

Cette familiarisation avec les travaux de Bourdieu et Passeron est donc non seulement précoce, mais également permise par l'appartenance au réseau d'Althusser\*. Baudelot\* et Establet\* participent d'ailleurs au « groupe Spinoza », créé par Althusser\* et dont l'un des débouchés est sa collection « Théorie » chez Maspero [Voir aussi le chapitre 3], comme le raconte à nouveau Baudelot\* :

« Althusser\* avait réuni autour de lui - et on se réunissait le dimanche - tout un groupe de gens, c'était assez hétéroclite il y'avait Badiou\*, Terray\*, Bettelheim\*, il y'avait un physicien chimiste de l'école, il y'avait évidemment Balibar\*, Macherey\*, Tort\*, Duroux, Establet\*, sa femme, Poulantzas\*, Linhart... Et en gros le programme de ce groupe de travail c'était "faire la révolution" (rires). Ils avaient déjà publié *Lire le capital*, et c'était une sorte de continuation. Il fallait fabriquer la production théorique qui permettrait de transformer le monde, c'était rien de moins ! Et on y croyait ! [...]C'était des trucs assez fous ! [...]. Et nous on nous avait chargés du secteur de l'école... Et c'est la seule production qui est sortie de ce groupe »<sup>1326</sup>.

Roger Establet\* ajoute :

« On avait convenu que chaque personne de ce groupe devait mener une partie sur l'école : histoire de l'école, etc..., et nous avec Christian on avait dit qu'on partait sur la sociologie et la statistique du système scolaire. Et quand ça a été fait, nous on a respecté le délai et les autres n'avaient rien fait ! ».<sup>1327</sup>

Le travail préparatoire à *l'ECF* est donc réalisé au sein de ce groupe politico-intellectuel tourné vers la transformation révolutionnaire, au prix de l'entremêlement de la vie privée, académique et militante (les réunions le dimanche en témoignent) ! Les remerciements du livre sont adressés à Etienne et Renée Balibar\*, Pierre Macherey\* et Michel Tort\* et Le texte a été largement relu par Althusser\*, comme le raconte toujours Baudelot\* :

« L'ECF, [Althusser\*] l'a lu, il ne serait pas ce qu'il est sans ses apports. Althusser\* c'était un type qui n'était absolument pas un sectaire. Et quand il lisait une copie, même quand la copie développait des idées complètement différentes des siennes, il s'en foutait complètement. Ce qu'il l'intéressait c'était la cohérence, c'était comment on pouvait améliorer le raisonnement de l'autre. Et là, il a fait pareil. On lui a soumis puisque c'était pour la collection. Il a tout épiluché et il nous a envoyé tout annoté, très intéressant, en ébarbant des tas de conneries de notre jeunesse et notre époque »<sup>1328</sup>.

---

<sup>1324</sup> Pierre Bourdieu, Alain Darbel, Jean-Paul Rivet, Claude Seibel, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton, 1963.

<sup>1325</sup> Entretien téléphonique avec Roger Establet\*, 21 juin 2020.

<sup>1326</sup> Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.

<sup>1327</sup> Entretien téléphonique avec Roger Establet\*, 21 juin 2020.

<sup>1328</sup> Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.

Si Althusser\* est une influence centrale du livre de Baudelot\* et Establet\* – notamment son concept d'Appareil Idéologique d'Etat (AIE) [*voir infra*] – *l'Ecole Capitaliste en France* paraît finalement dans la collection « Cahiers Libres » et non dans la collection « Théorie » :

« Il a refusé, précise Baudelot\*, parce qu'à la fin, on fait toute un ode sur la révolution culturelle... Bon on n'avait pas les bonnes informations sur ce qu'était la révolution culturelle, mais seulement l'idée de ce que c'était. Et donc il a refusé parce qu'il était encore au parti et il ne voulait pas. Mais Maspero l'a pris sans problème ! »<sup>1329</sup>

Si Althusser\* « ne voulait pas » publier ce texte – ni « faire une préface », ce qui était prévu d'après Establet\* — c'est donc parce qu'il est toujours membre du PCF, alors particulièrement en difficulté avec le groupe dirigeant, ce qui le conduit à s'opposer (au moins officiellement) à toute référence élogieuse au maoïsme.

Pour comprendre *l'ECF*, il faut aussi regarder la trajectoire politique de Baudelot\* et Establet\*. Politisés à gauche durant la guerre d'Algérie – ce qui conduit Baudelot\* à rompre avec ses parents conservateurs, et pousse Establet\* à adhérer à l'UEC (à l'ENS) – ils sont nourris des écrits marxistes, tiers-mondistes et anticolonialistes diffusés avant 1968, notamment par François Maspero\*. Baudelot\* explique à nouveau, en écho aux propos cités plus haut d'Establet\*, l'importance de ce « centre intellectuel » au début des années 60 et dans sa propre formation :

« Je suis rentré à l'école en 60, c'était en pleine guerre d'Algérie, et Maspero avait sa librairie et sa maison d'édition. Et il se trouve que moi j'ai eu très vite des relations avec lui, je fréquentais la librairie... J'ai commencé aussi à le découvrir à travers les livres qu'il avait faits : Nizan, Fanon, ça a été des révélations, ça. Parce que bon, moi, je viens d'une famille bourgeoise, etc.. donc ma politisation, si tu veux, franchement à droite. Mais ma politisation, elle date de la khâgne et de la guerre d'Algérie [...]. Donc j'ai lu le truc de Fanon, tous les trucs de Sartre, et donc progressivement il se trouve que Debray\* avec qui j'étais très lié à l'époque [...], lui il connaissait déjà Maspero\* et donc il m'a facilité les relations avec lui [...]. C'était un centre intellectuel, avec la librairie et les éditions, qui était extraordinairement moteur »<sup>1330</sup>.

Mais être en relation avec Maspero, c'est aussi affronter les menaces de l'OAS durant la guerre d'Algérie et dans les années qui suivent – et participer aux gardes de nuit pendant le conflit [*voir le chapitre 1*] -, puis de jour « pour empêcher les gens de faucher » : « c'étaient, conclut-il, des actions comme ça qui ont soudé socialement et physiquement les gens avec les librairies. Et tout le mouvement d'idées qu'il y avait à côté. Et c'est assez naturellement qu'on a publié là-bas »<sup>1331</sup>. Au-delà de l'affinité politique, cet extrait illustre que dans ces « années 1968 », les fidélités militantes sont très fortes, et rassemble bien souvent chez les « intellectuels

---

<sup>1329</sup> Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.

<sup>1330</sup> Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.

<sup>1331</sup> *Ibid.*

révolutionnaires » l'expérience du risque, les bagarres avec l'extrême-droite. Les éditions Maspero sont au cœur de ces réseaux de sociabilité depuis la guerre d'Algérie, et elles le restent dans les années 1968-1981.

Cet engagement indissociablement politique et intellectuel se poursuit autour de 1967, quand Christian Baudelot\* fréquente les Comités Vietnam de Base (CVB) autour des maoïstes de l'UJC(ml) tandis que Roger Establet\* adopte progressivement une position critique au sein du PCF, jusqu'à être exclu « autour de 1968 »<sup>1332</sup> et de rejoindre lui aussi les maoïstes. Les événements de 1968 ne font que renforcer cette effervescence intellectuelle et politique durant laquelle ils écrivent *l'ECF*.

Lorsque paraît l'ouvrage, les auteurs sont donc pris, comme de nombreux autres intellectuels, à la fois dans le théoricisme politiquement radical d'Althusser\*, dans l'engagement politique, surtout maoïste, dans le goût pour la sociologie, à la fois sous la forme mathématisée des statistiques et pour les travaux de Bourdieu et Passeron, sur l'Algérie et la question scolaire. Dans un contexte de contestation généralisée des rapports de domination. *L'école capitaliste en France* tente de combiner toutes ces influences.

#### ***IV.B. Une critique frontale de la reproduction scolaire en système capitaliste***

*L'ECF* se présente comme une analyse d'ensemble du système scolaire dans un régime capitaliste. La première partie, consacrée à la dualité entre école unique et école divisée, débute par le chapitre « Les illusions de l'unité ». Les auteurs y critiquent la vision selon laquelle l'école n'aurait qu'un but, unique, que l'on retrouverait de la primaire au supérieur : instruire tous les citoyens<sup>1333</sup>. Cette illusion n'est vraie que d'un « point de vue bien déterminé », celui de l'enseignement supérieur qui proclame : « toujours plus haut vers la Culture et le Savoir »<sup>1334</sup>. Autrement dit, « **il n'y a d'unité de l'école que pour ceux, et pour ceux-là seulement, qui sont parvenus à la culture, dispensée par le supérieur. Ce sont ceux-là qui rédigent les décrets, prononcent les discours, et écrivent les livres. Ce sont même ceux-là qui enseignent dans une partie du système scolaire (le secondaire)** »<sup>1335</sup>. Contre ce mythe de la « belle continuité », la réalité scolaire est celle de la discontinuité entre deux réseaux : « le primaire et l'enseignement "professionnel" d'une part, le secondaire classique et moderne et

---

<sup>1332</sup> Il se souvient mal de la date exacte, mais il est à l'époque à Tours.

<sup>1333</sup> Ce mythe veut que « puisque l'école doit recevoir, au moins pendant une période, tous les enfants, et puisqu'elle doit nécessairement réaliser une unité de fonctionnement, elle a nécessairement pour effet d'unifier au sein d'une culture commune ceux qui la fréquentent », Christian Baudelot et Roger Establet, *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspero, 1971, pp. 14-15.

<sup>1334</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>1335</sup> *Ibid.* En gras dans le texte.

le supérieur d'autre part », « réseaux de scolarisation complètement distincts » qui scolarisent les « *classes sociales* auxquelles ils sont massivement destinés »<sup>1336</sup>.

Cette thèse générale est développée dans le chapitre suivant, « L'école divisée », qui part du point de vue « de ceux pour qui l'université n'est ni un terme, ni un aboutissement, mais n'existe tout simplement pas », qui est aussi celui « pour qui l'école n'est pas un lieu de culture, mais un étroit couloir débouchant inexorablement sur les réalités de la production ou du chômage, c'est-à-dire sur l'exploitation »<sup>1337</sup>. C'est, d'après Baudelot\* et Establet\*, celui de « plus de 70% de la population active »<sup>1338</sup>. Pour le montrer, ils s'appuient - dans ce chapitre et, plus globalement, dans tout l'ouvrage - sur des statistiques produites par l'État. Cette démarche conjugue un triple impératif : être empirique et adossé à la réalité sociale ; être scientifique en utilisant des chiffres ; être crédible et politiquement inattaquable, avec l'utilisation de données produites directement par l'État. Ils mentionnent par exemple le niveau d'instruction des Français, qui certes augmente durant les années 1960, mais reste, en 1968, très faible, puisque le recensement fait apparaître qu'en 1968, 47,5% de la population âgée de plus de 15 ans est sans diplôme, et que seulement 6% a un diplôme égal ou supérieur au bac<sup>1339</sup>. S'appuyant sur ce type de données<sup>1340</sup>, les auteurs réitèrent leur thèse : « L'École avec un grand E, l'École à trois étages telle qu'elle nous est présentée dans les organigrammes et les discours idéologiques, n'est que l'école de la minorité »<sup>1341</sup>. Le dernier chapitre, « Ce que nous voulons démontrer », montre qu'il existe en réalité deux réseaux de scolarisation (le réseau secondaire-supérieur, appelé S.S., et le réseau primaire-professionnel, appelé P.P.), que « l'appareil scolaire capitaliste » est un « appareil *idéologique* de l'État capitaliste », référence bien sûr à Althusser\*<sup>1342</sup>, et qu'il contribue « à reproduire les rapports de production capitaliste, c'est-à-dire en définitive la division de la société en classes, au profit de la classe dominante »<sup>1343</sup>.

La deuxième partie de l'ouvrage, « Les deux réseaux de scolarisation », établit qu'ils renvoient statistiquement à deux « publics », socialement différenciés. Autrement dit, « **ce qui apparaît comme une orientation scolaire est en réalité un partage de classes sociales** »<sup>1344</sup>.

---

<sup>1336</sup> *Ibid*, p. 19. En italique dans le texte.

<sup>1337</sup> *Ibid*, p. 22.

<sup>1338</sup> *Ibid*. Ils ajoutent : « les enfants issus de la classe ouvrière, de la paysannerie et des couches prolétarisées de la petite bourgeoisie (petits commerçants, artisans, employés) ».

<sup>1339</sup> *Ibid*, pp. 23-25.

<sup>1340</sup> Comme la répartition en 1966-1967 des enfants scolarisés âgés de 17 ans et dont seulement 3,9% des effectifs entrent dans l'enseignement supérieur *Ibid*, p. 28, tableau n°3.

<sup>1341</sup> *Ibid*, p. 35.

<sup>1342</sup> Qu'Althusser développe au même moment dans son article « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat. Notes pour une recherche », *La Pensée*, n°151, juin 1970.

<sup>1343</sup> *Ibid*, p. 42.

<sup>1344</sup> *Ibid*, p. 70. En gras dans le texte.

Les auteurs rejettent enfin une idée alors répandue sur l'enseignement intermédiaire ou « technique », à savoir qu'il n'est pas un troisième réseau – qui se situerait entre les deux autres – mais un lieu lui-même divisé entre les deux réseaux établis. De même, le supérieur technique – à savoir notamment les IUT, créés en 1966 par le plan Fouchet –, n'est qu'un « réseau S.S. de moindre qualité : il n'a pas d'alimentation spécifiquement technique. *Il sert de couronnement scolaire aux moins brillants des élèves scolarisés dans les parties nobles du secondaire-réseau S.S., et aux plus brillants des élèves scolarisés dans les parties inférieures du secondaire-réseau S.S.* »<sup>1345</sup>.

La troisième partie, « Les deux formes scolaires d'inculcation de l'idéologie bourgeoise », fait correspondre aux deux réseaux deux types de pratiques scolaires. Elles ont pour effet de former au sein du réseau P.P. des ouvriers dotés de l'idéologie petite-bourgeoise, et au sein du réseau S.S., de rendre les bourgeois inconscients de l'être. L'une et l'autre sont clairement « favorables à la classe dominante »<sup>1346</sup>. La quatrième partie met en avant le rôle de l'école primaire dans la division du système scolaire, thème que Baudelot\* et Establet\* développeront dans les années suivantes<sup>1347</sup>. Ils y lient l'échec scolaire à la classe sociale d'origine à travers l'alphabétisation, qui, loin d'être neutre, est un « instrument de la division et de la domination idéologique »<sup>1348</sup>. La dernière partie, appelée « L'appareil scolaire et la reproduction des rapports sociaux de production », revient sur le rôle de l'école, et notamment du primaire, dans la « *distribution matérielle* », la « *répartition des individus* aux deux pôles de la société » ainsi que sur sa « *fonction politique et idéologique d'inculcation de l'idéologie bourgeoise* »<sup>1349</sup>. Tous ces mécanismes sont décisifs, car ils anticipent les mécanismes de répartition des individus dans la vie active, principalement sur le marché du travail. Les auteurs concluent : « La définition que nous avons donnée progressivement de cet appareil scolaire, **unité contradictoire de deux réseaux de scolarisation**, n'a été possible que par la mise en œuvre de la théorie marxiste et de ses concepts principaux »<sup>1350</sup>, centralement la division de la société en deux classes antagonistes.

Le livre se termine par l'ouverture d'une discussion qui critique le plan Langevin-Wallon<sup>1351</sup> (et, par extension, les communistes, puisque ce plan fait toujours référence pour les

---

<sup>1345</sup> *Ibid*, p. 118. En italique dans le texte.

<sup>1346</sup> *Ibid*, p. 170.

<sup>1347</sup> Christian Baudelot\* et Roger Establet\*, *L'école primaire divise... : un dossier*, Paris, Maspero, 1975.

<sup>1348</sup> Christian Baudelot\* et Roger Establet\*, *L'école capitaliste en France...*, *op. cit.*, pp. 216-241.

<sup>1349</sup> *Ibid*, p. 269.

<sup>1350</sup> *Ibid*, p. 281.

<sup>1351</sup> Élaboré en 1946 par Paul Langevin puis, après sa mort le 19 décembre 1946, par Henri Wallon, ce plan issu du programme du Conseil National de la Résistance puis de nombreuses consultations à partir de 1946, entendait promouvoir l'égalité des chances devant l'école, en la rendant obligatoire jusqu'à 18 ans. Séparé en 3 cycles (de

communistes en matière de politique scolaire), puis proposent une piste pour révolutionner le système scolaire : celle de la « Grande Révolution Culturelle Prolétarienne » chinoise, dans laquelle « ce sont *les masses elles-mêmes* qui sont invitées à entreprendre la critique, la discussion, la refonte du système d'éducation ». Cette conclusion apologétique d'un système qui détruit la distinction entre travail manuel et travail intellectuel, est appuyée par un texte de pédagogie maoïste en annexe, « Qui rééduque qui ? », du « groupe rédactionnel de critique révolutionnaire de Chang-hai ».

Ce résumé rapide de *L'ECF* doit être mis en perspective avec l'état de la recherche sur l'École, au moment où paraît l'ouvrage. Deux séries d'ouvrages sont critiquées par Baudelot et Establet. C'est, tout d'abord, le travail d'Antoine Prost qui est ciblé<sup>1352</sup>, avant tout pour sa vision politique réformiste, et sa croyance dans les bienfaits de l'unité de l'école malgré l'existence, qu'il admet, d'inégalités scolaires dont le fondement se trouve dans des différences d'origines sociales<sup>1353</sup>. C'est, ensuite, le travail de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron qui est visé<sup>1354</sup>. Baudelot\* et Establet\* leur reproche leur manque de radicalité politique et leur « élitisme » - au sens où s'ils voient bien les mécanismes de reproduction sociale du système scolaire, ils se concentrent sur l'enseignement supérieur, ne comprennent pas par conséquent qu'il existe deux réseaux socialement étanches dès l'école primaire. Autrement dit, ils s'intéresseraient trop aux mécanismes de transmission au sein de la famille, et aux mécanismes extra-scolaires, mais ne penseraient pas assez en termes de classe sociales. Le travail de Bourdieu et Passeron a beau être lu à l'époque comme politiquement très engagé – Passeron étant enseignant en sociologie à Vincennes dès la création du centre expérimental -, ils ne sont pas assez marxistes. Après des premiers signes de conflits visibles en 1968, la publication de *L'ECF* provoque la rupture :

« Bon, et là c'était la brouille, et totale ! On a été brouillés avec Bourdieu de 71 à... je dirais 74 ou 75 [...]. Ça a été extrêmement mal reçu, on ne s'est plus revus, je veux dire, on était des salauds, et puis... On a fait pas mal de critiques sur leur façon de concevoir l'université si tu veux. On les traitait de petits bourgeois (rires). Bon c'était l'époque... on y va carrément. Et ils ont complètement rompu, et puis on était tricards, on n'avait plus le droit d'aller avec Bourdieu il avait toute son équipe, avec laquelle on n'était pas en très bon termes dès le début. Bon mais... c'était fini. C'était normal si tu veux, c'étaient les conditions normales de la lutte... et en gros c'était aussi pour nous de faire ce machin-là, et bien de tuer le père, de devenir indépendants, y'avait un meurtre du

---

base, d'orientation et de détermination), la scolarité décrite dans le plan Langevin-Wallon défendait l'école unique et remettait en cause une scolarité à deux vitesses, très liée aux différences de classes sociales. Ce plan fut abandonné après les événements de 1947 et la révocation des ministres communistes [voir le chapitre 1].

<sup>1352</sup> Antoine Prost, *L'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968.

<sup>1353</sup> Sur l'analyse de Prost de l'école unique depuis sa création, voir *Ibid*, chapitre XVII « L'école unique des origines à nos jours », pp. 405-432.

<sup>1354</sup> Voir Louis Weber, « *Les Héritiers et La Reproduction* dans les débats des années 60-70 », *Savoir/Agir*, 2011/3 (n° 17), pp. 21-32.

père évident dans cette opération-là. On pourrait le refaire maintenant on le referait autrement mais enfin on l'a fait, on l'assume »<sup>1355</sup>.

Si le souci de se distinguer de Bourdieu et Passeron est patent (« le meurtre du père » avance Baudelot, non sans humour aujourd'hui), et si les raisons de fond existent, c'est avant tout des oppositions politiques qui s'expriment ici – et, avec elles, des différentes conceptions du rôle du travail intellectuel, directement militant pour Baudelot\* et Establet\*. C'est aussi, comme ils le disent, l'époque qui veut ça, et ce sont finalement des « conditions normales de la lutte ». C'est aussi qu'à l'époque, ces textes sont très commentés, bien souvent positivement.

#### ***IV-C. Une réception massive et multiple***

Dès sa parution, *l'Ecole capitaliste en France* est un succès de librairie : il s'en vend 8 907 exemplaires entre mai 1971 et la fin décembre, et 10 838 l'année suivante. Après l'année 1973, dont les archives sont lacunaires, on s'en souvient,<sup>1356</sup> le livre se vend à 18 617 exemplaires entre le 1<sup>er</sup> janvier 1974 et le 31 décembre 1980. Il s'en est écoulé donc près de 40 000 exemplaires entre mai 1971 et 1981. Cette forte diffusion en France se double d'une circulation internationale importante. L'éditeur italien Tommaso Musolini achète les droits en 1974. Il est suivi par le danois Nuknsgaard, le mexicain Siglo, l'anglais Modern Media, le grec Olkos, l'américain Monthly Review Press, le néerlandais Wolters, les presses de Columbia et même, en 1978, le ministère de l'Éducation portugais, dans le contexte de l'après-révolution des œillets de 1974 ! Les droits d'auteurs sont très importants, puisque en ôtant faute de données fiables 1973, l'*ECF* rapporte à chacun des auteurs 57 687 francs (soit l'équivalent d'environ 30 000 euros<sup>1357</sup> d'après l'équivalence établie par l'INSEE, en prenant la valeur du franc de 1978<sup>1358</sup>). Cet argent est d'abord utilisé pour soutenir plusieurs mobilisations politiques. Les auteurs ne le réclament par tout de suite, Maspero\* lui-même demandant de différer face aux problèmes financiers, qui le conduisent à la vente de sa librairie en 1974. Mais progressivement, à la fin des années 1970, l'argent est utilisé à des fins privées : Christian Baudelot\* me raconte ainsi qu'une partie de cet argent a servi à acheter son grand appartement parisien, celui dans lequel il me reçoit pour l'entretien. Cette décision illustre, on le verra au chapitre 6, des évolutions des acteurs des champs intellectuel et politique à la fin des années 1970.

---

<sup>1355</sup> Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.

<sup>1356</sup> En prenant l'écart entre le stock au 31 décembre 1972 et celui au 1<sup>er</sup> janvier 1974, on peut en déduire que l'ouvrage se vend à 1 425 exemplaires en 1973. En l'absence de chiffres sur de nouveaux tirages au cours de cette année 1973, qui sont pourtant très vraisemblables, on ne peut être plus précis.

<sup>1357</sup> D'après l'équivalence établie par l'INSEE, en prenant la valeur du franc de 1978, qui a une valeur moyenne entre 1971 et 1981, décennie où la valeur du franc baisse fortement : <https://www.insee.fr/fr/information/2417794>

<sup>1358</sup> Année qui a une valeur moyenne entre 1971 et 1981, décennie où la valeur du franc baisse fortement.



Comment cet ouvrage est-il discuté ? Les archives de Maspero, qui rassemblent des centaines de recensions académiques et de coupures de presse consacrées aux travaux de Baudelot\* et Establet\*<sup>1359</sup>, permettent de dessiner une cartographie précise dans la presse spécialisée, la presse généraliste et la presse militante.

C'est d'abord, sans surprise, dans l'espace disciplinaire, celui de la sociologie, que l'on discute de *L'ECF*. Michel Amiot écrit dans la *Revue Française de Sociologie* que l'*ECF*

« force les uns et les autres à prendre position, parce qu'il dérange — et de deux manières au moins : d'abord il intervient de façon originale dans un domaine qui pouvait sembler durablement balisé par les travaux des démographes publiés dans la revue *Population*, les analyses de l'école de Bourdieu et Passeron, et l'enquête historique de Prost [...]. Ensuite il intègre les techniques traditionnelles de la sociologie dans une problématique marxiste-léniniste avec une cohérence suffisamment rigoureuse pour que les sociologues se sentent agressés dans leurs raisons d'être, et contraints à répondre [...]. L'*ECF* se présente indissolublement comme une théorie synthétique et comme un discours politique »<sup>1360</sup>.

Si Michel Amiot reconnaît que l'ouvrage met en avant des faits « pas entièrement nouveaux », il loue les analyses statistiques qui, appliquées à « tous les étages de l'édifice » scolaire, permettent de montrer de façon convaincante qu'il y a « deux classes sociales dans des positions homologues devant deux réseaux scolaires différents. Le résultat le plus inattendu de ces analyses statistiques consiste sans doute dans le corollaire de la proposition “il y a deux réseaux” », corollaire accueilli favorablement par l'auteur même s'il admet qu'il ne « prend tout son sens que si [la proposition] est rapportée à la lutte des classes »<sup>1361</sup>. Si Michel Amiot - lui-même ulmien, proche d'Althusser\*, agrégé de philosophie et sociologue au CNRS depuis 1967 - ironise sur « les positions sur lesquelles se placent les normaliens Baudelot\* et Establet\*, préoccupés de se démarquer des normaliens Bourdieu et Passeron, voire du normalien Prost »<sup>1362</sup>, il remet néanmoins longuement en perspective *L'ECF* dans ces débats et finit par reconnaître la « force des analyses »<sup>1363</sup>.

Pourtant, l'avis de Michel Amiot n'est pas partagé au sein de la *Revue Française de Sociologie*, à tel point qu'un autre compte rendu – de 17 pages ! -, est publié dans le même numéro par Jean-René Tréanton<sup>1364</sup>, collègue de Christian Baudelot\* à Lille. Il est, cette fois,

---

<sup>1359</sup> François Maspero était abonné à l'*Argus* de la presse. Les documents présents dans les archives concernent aussi bien de longs articles précis sur l'*ECF* que de brèves allusions dans des textes beaucoup plus généraux.

<sup>1360</sup> Michel Amiot, « Sur *L'École capitaliste en France* de Christian Baudelot\* et Roger Establet\* », *Revue française de sociologie*, 1972, 13-3, pp. 413-420, citation p. 413.

<sup>1361</sup> *Ibid*, pp. 414-415.

<sup>1362</sup> *Ibid*, p. 418.

<sup>1363</sup> *Ibid*, p. 419 et 420.

<sup>1364</sup> Jean-René Tréanton (1925-2015), a participé, après 1945, à la « seconde fondation » de la sociologie française, auprès de Georges Friedman, au sein du CES. Il séjourne à Yale en 1950-1951, rencontre Everett Hughes, et y rassemble ses matériaux pour une thèse sur le syndicalisme américain, soutenue en 1953. Cette influence

clairement hostile. Prenant l'exemple de l'affirmation selon laquelle, à la fin de la scolarité primaire, « 76% des fils de cadres supérieurs sont à l'heure ou en avance, 74,3% des fils d'ouvriers sont en retard » — proposition qui, regrette l'auteur, « infeste déjà » les copies des étudiants<sup>1365</sup> —, Tréanton fait porter sa critique sur la « trahison de l'esprit (sinon de la lettre) des textes cités à l'appui » du raisonnement de l'*ECF*. Parlant de la manie qu'ont les auteurs de « travestir une gradation continue en dichotomie manichéenne par la subtilisation pure et simple des valeurs intermédiaires », il déplore que ce livre « donne aux faits, aux chiffres, aux citations, de tels coups de pouce que le lecteur moyen n'aura jamais assez de temps, ni de patience, pour y démêler le vrai du faux »<sup>1366</sup>. Dès lors, Tréanton corrige lui-même les chiffres de *L'ECF*, reprend les sources secondaires des auteurs pour en retrouver le sens authentique, produit de nouveaux tableaux, pour sortir du « camouflage systématique des facteurs évolutifs qui n'agissent pas dans un sens catastrophique »<sup>1367</sup>. Il critique également leur « mathématiques incantatoires », selon lesquelles « 23% sont considérés comme une “légère diminution” », mais « 26% constitue un “taux fort élevé” »<sup>1368</sup>. Et s'il reconnaît les effets du milieu social d'origine sur les inégalités scolaires, il refuse de ne pas analyser également « le milieu familial et les caractéristiques individuelles, que le parti pris “sociologisant” ne doit pas conduire à traiter par le mépris »<sup>1369</sup>. Ironisant sur les approximations de l'*ECF* — « la sociologie de l'éducation doit assurer ses premiers pas sur le terrain du Sérieux Scientifique (SS) et non de la Passion Prédicante (PP) » — abréviations qui reprennent, on l'a compris, les catégories de Baudelot\* et Establet\* -, Tréanton s'élève de manière acerbe contre cette « sociologie militante » qui « se dispense allègrement d'évaluer le degré d'autonomie des différentes pièces du système social et leur interaction dialectique »<sup>1370</sup>.

---

américaine est décisive sur son évolution intellectuelle et sur sa place dans le champ intellectuel français sur-politisé des années 1968. Comme l'écrivent Bernard Convert et Bruno Duriez dans leur hommage à Tréanton : « Il a toujours montré une “certaine ardeur combative contre le marxisme universitaire” qui dominait à son époque et auquel il opposait une posture qu'il définissait, non sans provocation, de “droite toquevillienne”. Plus généralement, il gardera toujours une méfiance à l'égard des systèmes généraux d'explication et des “chasse-trappes du holisme”. Il était également farouchement opposé à l'idée de déterminisme social », in « Jean-René Tréanton. (1925-2015) », *Revue française de sociologie*, 2016/2 (Vol. 57), p. 207-210.

<sup>1365</sup> Jean-René Tréanton, « Autre point de vue sur *L'École capitaliste en France* de Christian Baudelot\* et Roger Establet\* », *Revue française de sociologie*, 1972, 13-3, pp. 420-435, citation p. 420.

<sup>1366</sup> *Ibid*, pp. 420-421.

<sup>1367</sup> *Ibid*, p. 424.

<sup>1368</sup> *Ibid*, p. 426. Le chiffre de 26% renvoie au taux de redoublement au cours préparatoire en 1966, et 23% à la diminution entre le chiffre de 1960 (34%) et celui de 1966.

<sup>1369</sup> *Ibid*, p. 428. Pour cela, ils s'appuient sur des ouvrages dont Baudelot et Establet – selon Tréanton – « trouvent commode d'ignorer l'existence » (p. 429), comme ceux de Colette Chiland (*L'enfant de six ans et son avenir : étude psychopathologique*, Paris, PUF, 1971), de Michel Gilly (*Bon élève, mauvais élève*, Paris, Colin, 1969) et du livre de Maurice Reuchlin et Françoise Bacher (*L'orientation à la fin du premier cycle secondaire*, Paris, PUF, 1969).

<sup>1370</sup> *Ibid*, p. 428 et p. 435.

En dehors de la *RFS*, l'*ECF* est également commenté dans d'autres revues de sociologie<sup>1371</sup>, dans des revues disciplinaires proches<sup>1372</sup>, ou encore dans les *Annales de l'Université de Toulouse le Mirail*<sup>1373</sup>. Mais l'essentiel des discussions a lieu dans le sous-espace disciplinaire des études sur l'éducation et la pédagogie. Dans la *Revue française de pédagogie*, Suzanne Mollo - attachée de recherche et auteure d'une thèse intitulée *L'école dans la société : psychosociologie des modèles éducatifs*<sup>1374</sup> - range l'*ECF* parmi les « analyses lucides des illusions pédagogiques ». Elle ajoute que « ce livre a le mérite d'intégrer l'école, et du même coup la recherche en sciences de l'éducation, dans une théorie sociologique cohérente »<sup>1375</sup>. Élogieux, ce compte-rendu se demande malgré tout si l'ouvrage ne mériterait pas d'être plus clair sur le rôle des instituteurs dans la reproduction sociale (en raison de leur recrutement de moins en moins dépendant, en 1972, des écoles normales d'instituteurs), et si les rapports entre psychologie et sociologie ne devraient pas être eux aussi développés.

L'*ECF* est également discuté dans de très nombreux journaux spécialisés dans les questions éducatives, et dont l'engagement politique est plus ou moins explicite<sup>1376</sup>. Certains articles ne sont pas consacrés à l'ouvrage en tant que tel, mais le mentionne dans une réflexion plus générale, comme dans un article de *L'éducation*, qui, en parlant des « maîtres-libertaires », écrit que « dans notre société basée sur le conflit antagonique des classes, où l'école primaire - comme le montrent excellemment Christian Baudelot\* et Roger Establet\* dans l'*ECF* - divise et divise à vie, une telle communauté scolaire - préfiguration de cette libre communauté

---

<sup>1371</sup> Viviane Isambert-Jamati, « Sociologie de l'éducation », *L'année sociologique*, tome 22, 1971, p. 527-542 ; voir aussi le long débat critique dans *Sociologie du travail*, n°4, 1972.

<sup>1372</sup> Dans un texte de quelques lignes, un collectif de chercheurs – sous la responsabilité de Serge Hurtig et Jean Meyriat, met en avant dans la *RFSP* « les mécanismes d'un enseignement que l'on croit à tort unique et égal pour tous », alors que « deux chaînes parallèles existent », socialement sélectives. Le compte-rendu conclut : « Les auteurs imputent uniquement à l'esprit bourgeois cet état de fait ; il faudrait peut-être aussi étudier l'influence de la société industrielle contemporaine sur l'éducation et l'instruction en général, quel que soit le régime politique. L'expérience chinoise à laquelle les auteurs se réfèrent est trop récente pour être probante ». Cf. « Informations bibliographiques », *Revue Française de Science politique*, n°1, 1972, p. 176. Voir aussi le texte globalement positif de l'anthropologue Alain Morice, encore étudiant ; « Christian Baudelot\* et Roger Establet\*, *L'école capitaliste en France* », *Tiers-Monde*, tome 15, n° 59-60, 1974, pp. 892-893. Le numéro est consacré à « Éducation et développement. L'École et le Tiers-Monde en 1974 ».

<sup>1373</sup> Outre un texte de 16 pages intitulé « Une pré-notion : le concept d'université, et son traitement », où les références à l'*ECF* sont nombreuses, on y trouve également un compte-rendu qui mentionne positivement l'hypothèse des deux réseaux et les « recoupements très évocateurs de statistiques » présents dans le livre. Globalement élogieux, l'auteur, Jean Cambon, regrette malgré tout « le peu de choses dites sur la fonction de l'école maternelle et le peu de minutie dans certaines analyses, faiblesses qui ne manqueront pas d'être exploitées pour limiter la portée d'un ouvrage qui mérite d'être lu et travaillé », *Annales de l'université de Toulouse Le Mirail*, n°3, 1973.

<sup>1374</sup> Dirigée par Paul-Henry Chombart de Lauwe, elle la soutient en 1968 à l'EPHE.

<sup>1375</sup> Suzanne Mollot, « Baudelot (Christian), Establet (Roger). — L'école capitaliste en France », *Revue française de pédagogie*, volume 19, 1972. pp. 53-55.

<sup>1376</sup> Parfois militants, il reste difficile, surtout pour les supports les plus éphémères et les plus confidentiels, de repérer précisément leurs positions pédagogiques et politiques.

humaine où la liberté de chacun est la précondition de la liberté de tous - n'est pas viable, n'est même pas tolérable »<sup>1377</sup>. *Vivante Éducation* accueille le livre comme « un avertissement à entendre individuellement et collectivement »<sup>1378</sup>, et les *Cahiers Pédagogiques*, édités par des militants de l'éducation nouvelle - courant pédagogique qui défend la participation active des « élèves » à leur propre formation, et situé alors très à gauche - voient dans *L'ECF* un « livre rigoureux et profond de théoriciens et de militants » qui, malgré son penchant trop maoïste, est une « démystification radicale des représentations communes de l'École »<sup>1379</sup>. On trouve aussi trois pages sur *L'ECF* le 15 décembre 1972 dans le journal cannois *L'éducateur*, dans lequel le chercheur à l'Institut National de Recherche Pédagogique Christian Poslaniec écrit que les auteurs « démontrent, à grand renfort de statistiques, d'analyse de textes officiels et de manuels scolaires, que l'école se présente comme un appareil idéologique destiné à perpétuer la division de la société en deux classes antagonistes, c'est-à-dire à maintenir et reproduire la société capitaliste ».

D'autres textes de ce sous-espace sont eux aussi élogieux, même s'ils pointent l'absence de croyance de Baudelot\* et Establet\* dans les potentialités émancipatrices du savoir. C'est le cas de deux articles de *L'éducation* et d'*Orientations*<sup>1380</sup> signés respectivement par Jean-Claude Forquin et Pierre Ferrand, tous deux enseignants et conseillers pédagogique à l'ENS de Saint-Cloud, et formateurs des inspecteurs de l'éducation nationale. Le premier écrit : « Disons-le tout de suite : en tant que “chiens de garde de la bourgeoisie” (p. 258), les pédagogues (lecteurs présumés de notre revue) sont peu préparés à tolérer le choc d'un livre tel que *l'École capitaliste en France* »<sup>1381</sup>. Après avoir mis en avant les points forts de l'ouvrage, l'auteur écrit que l'analyse est fragile tant elle reste suspendue au principe que « ce qui se passe dans l'École ne peut être pensé que par rapport à la réalité de la lutte idéologique des classes ». Mais sans être entièrement d'accord, Jean-Claude Forquin demeure plutôt positif. Pierre Ferrand, de son côté, invite à discuter sérieusement l'ouvrage et à interroger « la situation contradictoire du corps des Instituteurs dans l'État bourgeois bercé par la triple illusion démocratique, laïque et

---

<sup>1377</sup> *L'Éducation*, 18 novembre 1971.

<sup>1378</sup> « L'école dans la société », *Vivante éducation*, juin 1972. L'auteur ajoute : « S'il est des mythes qui ont la vie dure, des mythes que l'on ne veut pas tuer pour pouvoir s'y accrocher désespérément [...], la démocratisation de l'enseignement est bien de ceux-là ! À l'aide de chiffres puisés dans des recensements ou enquêtes tout à fait officiels, ce livre essaie de nous convaincre du vrai rôle de l'école dans la société capitaliste : celui d'instrument de la sélection sociale. Des documents pour nous dessiller les yeux, pour nous mettre en face d'une réalité que nous refusons d'admettre : la réussite ou l'échec scolaire est directement fonction du milieu social ».

<sup>1379</sup> Jean-L. Picaut, « Notes de lecture », *Cahiers pédagogiques*, juin 1972.

<sup>1380</sup> Cette revue publie d'autres articles sur le sujet, sous la plume par exemple de Monique Viale, maître-assistante en psychologie et auteure d'un texte d'une dizaine de pages intitulé « Un défi à la démocratisation de l'enseignement : l'échec scolaire », *Orientations*, janvier 1972. *L'ECF* est le premier ouvrage cité.

<sup>1381</sup> « École culturelle et lutte de classes », *L'Éducation*, 27 avril 1972.

pédagogique qu'on lui instille »<sup>1382</sup>. Pour lui, il « *serait pire de n'en point parler* »<sup>1383</sup>. Il conclut qu'il s'agit d'un « ouvrage de prise de conscience avec ses qualités d'analyse, sa clarté de lecture, mais aussi avec les à-peu-près, les grossissements, les schématisations que cette tâche suppose »<sup>1384</sup>.

Enfin, les archives montrent aussi que *l'ECF* est parfois reçue – dans des revues pédagogiques – de façon directement politique, signe de la grande politisation des questions éducatives dans l'après-1968. C'est le cas de la tendance « Rénovation syndicale » du syndicat national des enseignants du Second degré (SNES). Animée principalement par des membres du PSU, elle revendique, textes de Bourdieu-Passeron et Baudelot\*-Establet\* à l'appui, que « l'école n'est pas faite pour libérer », et que « cette école-là, qui entérine et perpétue l'ordre social actuel, il faut la détruire »<sup>1385</sup>. D'autres avis sont moins élogieux, comme celui du courant de « L'école émancipée pour le front unique ouvrier ». Défendant un point de vue marxiste<sup>1386</sup>, un long commentaire de *L'ECF*, rédigé par l'intellectuel trotskiste et agrégé de lettres dans le secondaire Jean-Jacques Marie\* [voir le chapitre 5], s'appuie sur des citations précises, passe en revue les points forts de l'ouvrage, avant de l'accuser d'être d'un « simplisme grossier ». Et c'est en s'appuyant sur Marx que Marie\* critique Baudelot\* et Establet\*. Il leur reproche de déformer la pensée de Lénine et, plus globalement, d'être défaitiste, notamment quand ils écrivent que « si la bourgeoisie recrute beaucoup de maîtres, c'est parce que cela lui sert »<sup>1387</sup>.

Ce bref tableau permet de saisir l'ampleur de la discussion suscitée par *l'ECF* parmi les spécialistes de pédagogie, et la réception souvent positive du livre. Loin de se limiter à ce premier cercle, sa réception s'étend à toutes les revues et à la presse nationale. On trouve par exemple un très long dossier dans l'hebdomadaire de Paul Noirot *Politique Hebdo*, intitulé

---

<sup>1382</sup> Jean-Claude Forquin, « Les instituteurs de l'Etat bourgeois. Les manufactures de Pénombre », *Orientations*, Octobre 1972.

<sup>1383</sup> Pierre Ferran, « École culturelle et lutte de classes », *op. cit.*. Ferran est également l'auteur d'un autre texte sur « Le maître-camarade et la pédagogie libertaire » (*L'éducation*, 18 novembre 1971) qui renvoie à *l'ECF* (« comme le montrent excellemment Baudelot\* et Establet\* dans *l'ECF* »).

<sup>1384</sup> *Ibid.*

<sup>1385</sup> Voir « Sources d'informations et de documents », *Rénovation syndicale*, octobre 1971 ; et Frédéric Gaussen : « SNES : renseignement et les activités socio-éducatives doivent être intimement liés », *Le Monde*, 30 mars 1972.

<sup>1386</sup> Jean-Jacques Marie\* écrit : « Pas plus qu'aucune autre institution l'école ne peut vivre, et l'école ne vit en dehors de la société réelle dont elle est un morceau, à savoir la société divisée en classes, reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme [...]. Reste à savoir la place qu'elle y occupe et le rôle qu'elle y joue », in « L'école capitaliste en France », *École émancipée pour le front unique ouvrier*, n°39, janvier 1973.

<sup>1387</sup> Outre des discussions sur la pensée véritable de Lénine, est reprise par exemple l'affirmation du *Manifeste du parti communiste* : « les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui doivent lui donner la mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront des armes – les ouvriers modernes, les prolétaires ». Celle-ci sert à critiquer le défaitisme de Baudelot\* et Establet\*, en prophétisant l'inévitable auto-destruction de la bourgeoisie (et non la reproduction perpétuelle).

« Mort de l'école ? » et qui court sur les deux numéros du 9 mars et du 16 mars 1972. On y note qu'on assiste à un renouvellement

« des analyses du système scolaire en même temps qu'à une transformation dans la façon d'envisager le combat politique sur le terrain de l'école. C'est ainsi qu'en France, Baudelot\* et Establet\*, poursuiv[ent], mais aussi renouvel[ent] les recherches de Bourdieu et Passeron ; en Italie, le groupe d'Il Manifesto dans ses "thèses sur l'enseignement" ; en Amérique Latine Ivan Illich sur le thème de la "déscolarisation", ont ouvert de nouvelles voies à l'analyse de la fonction sociale de l'école. Ces travaux ont permis de distinguer nettement l'institution scolaire telle qu'elle est, des fonctions d'éducation et de transmission des savoirs que l'on n'avait jamais envisagé sérieusement jusque-là d'exercer en dehors de l'école »<sup>1388</sup>.

De même, Madeleine Rébérioux\*, dans *La Quinzaine Littéraire*<sup>1389</sup>, commente dans une double page intitulée « L'institution scolaire » les « analyses lucides » de Baudelot\* et Establet\*<sup>1390</sup>. Le journaliste, résistant et socialiste Marc Paillet, dans un article d'une page dans *L'Express*, écrit que si « les auteurs font preuve d'un sens critique aigu quant à l'analyse de l'école, autant ils acceptent et exposent sans l'ombre d'un réexamen une problématique marxiste orthodoxe qui commence pourtant à prendre eau de toutes parts »<sup>1391</sup>.

Au-delà de ces quelques exemples que l'on détaille un peu plus, l'*ECF* est commenté dans *La Nef*<sup>1392</sup>, *Raison Présente*<sup>1393</sup>, *Le Nouvel Observateur*<sup>1394</sup>, *Le Magazine Littéraire*<sup>1395</sup>, *Le Monde*<sup>1396</sup>, *Les Temps Modernes*<sup>1397</sup> et jusque dans le quotidien belge *Le Soir*<sup>1398</sup>. La presse quotidienne régionale s'y intéresse également, à l'image d'articles publiés dans *Le Progrès Soir* de Lyon, ou dans *Gérardmer Républicain*<sup>1399</sup>. L'ouvrage est également chroniqué du côté de la

---

<sup>1388</sup> Le dossier est coordonné par Christine Blouet-Chapiro, Gilles Ferry, Chantal Humbert, Patrick Viveret, « Mort de l'école ? », *Politique Hebdo*, 9 mars et 16 mars 1972.

<sup>1389</sup> Madeleine Rébérioux\*, « L'institution scolaire », *La Quinzaine littéraire*, 16 septembre 1971.

<sup>1390</sup> Elle commente dans le même temps l'ouvrage de Suzanne Citron, *L'école bloquée*, Paris, Bordas, 1971.

<sup>1391</sup> Marc Paillet, « L'école de l'inégalité », *L'Express*, 4 octobre 1971. Voir Annexe 2.

<sup>1392</sup> Pascal Lainé, « L'élève et le professeur », *La Nef*, février 1972.

<sup>1393</sup> Gabriel Gohau, « L'École contre la culture », *Raison présentée*, décembre 73.

<sup>1394</sup> « Sept livres », *Le Nouvel Observateur*, 14 juin 1971 ; et surtout quelques semaines plus tard un long article de Philippe Nemo, « Une école "parfaite" », *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre 1971.

<sup>1395</sup> Marc Kravetz, « Supprimer l'école », *Le magazine littéraire*, mai 1972

<sup>1396</sup> Voir Frédéric Gaussen, « SNES : L'enseignement et les activités socioéducatives doivent être intimement liés », *Le Monde*, 30 mars 1972, dans lequel l'auteur confronte les positions du SNES avec celle de Bourdieu et Passeron et surtout de Baudelot\* et Establet\*. Voir aussi, toujours de Frédéric Gaussen, « Le phénomène Illich », *Le Monde*, 11 avril 1972. Consacré d'abord à *Une société sans école* d'Ivan Illich (Le Seuil, 1971), cet article donne une large part à l'*ECF* ainsi qu'aux travaux de Bourdieu et Passeron, à partir desquels le travail d'Illich est mis en perspective.

<sup>1397</sup> Voir par exemple Liliane, « L'école des femmes et le discours des sciences de l'homme » *Les Temps modernes*, Mai 1974, qui cite l'*ECF*.

<sup>1398</sup> « Vient de paraître », *Le Soir*, 20 août 1971.

<sup>1399</sup> « La chronique des livres politiques », *Le progrès soir*, 22 janvier 1972 ; « Point de vue », *Gérardmer Républicain*, 2 octobre 1971.

presse proche du catholicisme social : *Témoignage Chrétien*<sup>1400</sup>, mais aussi *Catéchèse*<sup>1401</sup>, la revue *Économie et Humanisme* - de l'association du même nom, qui publie un article de 7 pages<sup>1402</sup> -, *La vie catholique*<sup>1403</sup> - qui tire à l'époque à près d'un million d'exemplaires ! -, ou l'organe de la JOC, qui montre que si *l'ECF* s'appuie sur des chiffres connus, les auteurs les analysent « à l'aide de nouveaux critères, en les restituant dans l'ensemble de la population jeune, et pas seulement celle des scolaires ». L'article conclut que cette « œuvre de militants marxistes-léninistes » doit être « lu comme tel », mais reste élogieux sur cette mise en avant de « l'illusion de l'école unique »<sup>1404</sup>. Et un article du Centre protestant d'études et de documentation parle d'un « ouvrage qui doit provoquer des réactions »<sup>1405</sup>.

Enfin, *l'ECF* est très largement discuté au sein des organisations politiques et des syndicats, que ce soit au sein des cercles socialistes<sup>1406</sup> et communistes, du PSU - à travers un article d'une page sur la démocratisation de l'école dans *Tribune socialiste*<sup>1407</sup> - et même à l'extrême-droite<sup>1408</sup>. Pour les communistes, *L'ECF* est un cas de « sociologie inaudible »<sup>1409</sup>, comme toute la sociologie de l'école, en raison des résistances politiques mais aussi personnelles qu'elles impliquent, tant nombreux sont les intellectuels communistes qui, « miraculés » scolaires<sup>1410</sup>, ont profité de l'ascension sociale par l'école républicaine. En ce sens, la réception de *l'ECF* est la même que celle des travaux de Bourdieu et Passeron ou de

<sup>1400</sup> Philippe Warnier, « L'autogestion intéresse aussi l'école », *Témoignage Chrétien*, Décembre 1973.

<sup>1401</sup> Où un compte-rendu assez bref met en avant l'apport principal de l'ECF, à savoir « qu'il n'y a pas une école, mais deux réseaux scolaires parallèles et antagonistes : l'un (composé des meilleures sections des lycées et CES, réservé aux bourgeois dans la proportion de cinq contre un), l'autre (sections sacrifiées, CET, etc.) où les enfants des classes populaires sont parqués ». Michel Clévenot, « L'école est-elle démocratique? », *Catéchèse*, octobre 1973. Michel Clévenot dirige, aux éditions du Cerf, la collection "Attention École".

<sup>1402</sup> Hugues Puel, « Le savoir dans la vie économique et sociale », *Économie et humanisme*, septembre 1972.

<sup>1403</sup> Élogieux, l'article, rédigé par le journaliste et écrivain Jean Bothorel (né en 1940), grand reporter à *La Vie Catholique* de 1969 à 1977, n'en garde pas moins une perspective réformiste, puisqu'il se termine ainsi : « Voilà où commence l'inégalité des chances. Toute réforme devra débiter par-là : reconnaître les liens qui existent entre le milieu social, culturel d'un élève et ses résultats scolaires », Jean Bothorel, « Leurs origines sociales semblent déterminantes. Tous les enfants n'ont pas les mêmes chances devant l'école », *La vie catholique*, septembre 1972.

<sup>1404</sup> « As-tu lu ? Liras-tu ? », *Cahiers pour l'action (Bulletin des responsables et dirigeants) de la Jeunesse ouvrière chrétienne*, juin-juillet-août 1972.

<sup>1405</sup> R. Ménager présente plus globalement *l'ECF* comme une « brillante démonstration, dans une optique marxiste, et selon une finalité maoïste, d'une thèse maintenant banale : à savoir que l'École, à tous les niveaux, divise, pour les besoins du marché du travail, et "oriente" vers deux réseaux opposés (pratique et secondaire). Reprise de la thèse de Bourdieu et Passeron (*Les Héritiers - La Reproduction*), mais poussée avec une rigueur impitoyable ». Il est ajouté que dans ces deux réseaux sont distribués, « pour les besoins de la société capitaliste, deux catégories opposées : celle des exploités et celle des exploités ». Centre protestant d'études et de documentation, mars 1972.

<sup>1406</sup> P. Cousteix, « Compte-rendu », *L'Ours*, septembre 1971.

<sup>1407</sup> Gérard Feran, « Sacré Charlemagne », *Tribune Socialiste*, 18 octobre 1972

<sup>1408</sup> Dans un texte très critique vis-à-vis de la démocratisation scolaire, Marcel Signac parle d'« une catastrophe pour le niveau des études ». Voir Marcel Signac, « Baccalauréat et démocratisation », *Rivarol*, 1<sup>er</sup> juillet 1971.

<sup>1409</sup> Frédéric Matonti, « Intellectuels "responsables" et intellectuels "libres" ». La réception de la sociologie de Pierre Bourdieu par le PCF, in Louis Pinto, Gisèle Sapiro et Patrick Champagne (dir.), *Pierre Bourdieu sociologique*, Paris, Fayard, 2004, p. 361.

<sup>1410</sup> Pierre Bourdieu, « Retour sur la réception des *Héritiers* et de *La Reproduction* », in Pierre Bourdieu, *Interventions (1961-2001). Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, pp. 73-77.

l'article d'Althusser\* sur les AIE, où il critique durement le mythe de l'école neutre et méritocratique<sup>1411</sup>. *L'ECF*, qui se termine par une violente critique du plan Langevin-Wallon, est ainsi logiquement considéré par le sociologue Michel Simon\*, dans une lettre à la rédaction de *La Nouvelle critique* de 1971, comme le « point de vue de l'ennemi » et le « développement en un bouquin de deux paragraphes d'Althusser\* »<sup>1412</sup>. Contre la vision scolaire des communistes, que Frédérique Matonti caractérise de « méritocratique, républicaine, voire enchantée », la sociologie de l'école, et *L'ECF* en particulier, « mettent en cause les fondements mêmes » de la politique d'alliance du PCF<sup>1413</sup>. C'est ce cheminement argumentatif qui se retrouve dans les articles de la presse communiste, de *La NC*<sup>1414</sup> jusqu'au quotidien *L'Humanité*<sup>1415</sup> en passant par les autres revues communistes. Cette position n'est pourtant pas unanimement partagée par les intellectuels communistes, comme le montre une lettre de Georges Labica\* adressée le 8 janvier 1972 à François Hincker\* et à Aimé Guedj\* au sujet d'un article sur l'école qui vient de paraître dans *La NC*, et auquel Labica\* est associé<sup>1416</sup> [voir l'encadré n° 9].

#### **Encadré n° 9 : Une archive de Georges Labica\***

Le philosophe communiste Georges Labica\* (1930-2009) est né à Toulon dans une famille d'ouvriers (père menuisier, mère laborantine longtemps sans profession) de tendance socialiste. Après des études de philosophie à Aix-en-Provence puis à la Sorbonne, il obtient l'agrégation de philosophie et commence à militer, à partir de 1954, au PCF et, peu après, au SNES. Après un début de carrière dans le secondaire et un départ comme coopérant en Algérie où il est maître-assistant de philosophie à la faculté d'Alger, il rentre en France en 1968 et il est recruté en 1971 toujours comme maître-assistant à Nanterre. Il est toujours militant communiste, mais, profondément marqué par ses années algériennes durant lesquelles il s'est fortement impliqué dans l'aide au FLN et le combat contre l'OAS, il en a gardé des velléités critiques. À travers le partenariat entre Nanterre et l'ENS de Saint-Cloud [voir *supra*], il est aussi proche des réseaux normaliens, et notamment de Louis Althusser\*.

C'est dans ce contexte qu'il adresse à François Hincker\* et Aimé Guedj\* sa lettre du 8 janvier 1972 à propos d'un article de *La NC* sur l'école et, plus globalement, du rapport du PCF à l'école et, par extension non seulement à Althusser\* et aux althussériens Baudelot\* et Establet\* mais aussi, plus généralement, de la place des intellectuels, du débat et de la théorie au sein du parti. Il écrit que s'il n'a « pas d'objection sur le fond » de leur démarche, « [il veut] dire l'orientation politique de la mise au point quant à l'école », il aurait « demandé de retirer [son] nom du chapeau » s'il avait vu les épreuves de l'article et ce pour trois raisons à

<sup>1411</sup> Frédérique Matonti, « Intellectuels “responsables” et intellectuels “libres”... », *art. cit.*, p. 362.

<sup>1412</sup> Cité dans *Ibid.*, p. 365.

<sup>1413</sup> *Ibid.*, p. 363.

<sup>1414</sup> Aimé Guedj\* et François Hincker\*, « Le malaise des enseignants », *La Nouvelle Critique*, 49, janvier 1972 ; dossier collectif « Faut-il brûler l'école ? », *la Nouvelle Critique*, n° 49, janvier 1972 ; Christine Buci-Glucksmann\* et David Kaisergruber\*, « École, savoir et idéologie », *La Nouvelle Critique*, n° 53, mai 1972 ; Aimé Guedj, « L'école : sur quelques thèmes idéologiques actuels », *La Nouvelle Critique*, n° 58, novembre 1972.

<sup>1415</sup> Pierre Barbéris\*, « Changer l'école ? », *L'Humanité*, 2 juin 1972

<sup>1416</sup> Aimé Guedj et François Hincker, « Le malaise des enseignants », *La Nouvelle Critique*, n° 49, janvier 1972. Il est indiqué dans le chapeau introductif qu'il s'agit d'une « première publication du groupe de travail de *La Nouvelle Critique* sur les problèmes de l'enseignement », groupe qui réunit une douzaine d'acteurs dont Labica\*.



l'importance croissante. Premièrement, il critique « le statut de notre commission et ses méthodes de travail : qui est qui et qui fait quoi ne [lui] apparaît déjà pas très clairement », ce qui le conduit à trouver abusif l'expression d'« œuvre collective ». Ensuite, il rejette la méthode qui consiste à critiquer la pensée d'auteurs sans véritablement passer par une discussion de fond. Autrement dit, l'article ne présente pas les « mérites [...] de B. et P. ou B. et E.<sup>1417</sup> », présentation qui était pourtant « la condition même du démontage systématique de leurs contradictions et du mésusage qu'ils font de concepts empruntés au matérialisme historique ; concepts, - notre second et en fait principal objet -, à restituer, par nous dans toute leur efficacité ». Enfin, « et surtout », Georges Labica\* écrit :

« J'ai eu, à vous lire, l'impression que vous souhaitiez, du moins au passage, vous livrer à un procès d'intention vis-à-vis de notre camarade Althusser et même monter une machine de guerre contre lui [...]. Or, cela me paraît proprement intolérable. Pour plusieurs raisons :

a). Affaire de principe : je tiens, en règle générale, et pas seulement dans le cas qui nous occupe, que la pratique de l'amalgame est juste le contraire de la critique. Or, vous ne me paraissez pas avoir renoncé à cette déplorable méthode [...].

b). Encore une question de principe : comment peut-on juger aussi caricaturalement et faire juger par des lecteurs, communistes compris, un camarade dont on ne cite le nom qu'allusivement une seule fois et sans référence au texte incriminé ? Je m'abstiendrai de qualifier ce procédé. Il n'est pas digne de vous, de nous. Je me bornerai à constater qu'il est, pour le moins nuisible à notre ligne politique dans la France d'aujourd'hui ; qu'il évoque de pénibles souvenirs ; qu'on ne l'applique même plus aux [Max-Pol] Fouchet, Foucault, Jacob, Canguilhem, Mandrou ou Monod lui-même.

c). S'agissant des AIE<sup>1418</sup>, puisqu'ils sont au cœur du débat, - et pas seulement du nôtre, ici, deux remarques rapides :

- que l'étude d'Althusser, parue dans le n° 151 de La Pensée, portait en sous-titre « Notes pour une recherche » ; la note 1 en bas de page explicitait « les idées exposées ne doivent être considérées que comme introduction à une discussion ». Or je ne sais pas qu'Althusser n'ait jamais refusé cette discussion ; je suis, au contraire, le premier à me (à nous) reprocher de ne la lui avoir pas proposée.

- que B. et E. ne font mention qu'une seule fois de la thèse d'Althusser (p. 172). Est-ce une couverture ? Une illustration délibérée ? Les deux à la fois ? L'usage du concept d'AIE est-il univoque chez A. et B. et E. ? Ne pouvait-on poser ces questions avant de les résoudre ? N. B. l'ouvrage de B. et E. n'a pas été publié dans la collection « Théorie », ce qui aurait directement engagé son directeur.

Je ne puis non plus croire que vous preniez pour règle d'imputer au maître les errements des disciples.

Un mot encore pour dire que je suis d'autant plus à l'aise pour évoquer ces AIE et l'article d'Althusser que je fais personnellement des réserves aussi bien sur le concept que sur l'hypothèse qu'il avance. Mais cela est une autre question sur laquelle je crois bien que nous aurons à (re)venir<sup>1419</sup>.

Cette lettre de Georges Labica\* concerne d'abord, la position du parti sur la question scolaire, et les critiques du PCF à l'encontre des positions d'Althusser\* d'une part, et de Baudelot\* et Establet\* de l'autre. Mais en reprochant à ses camarades de « critiquer la pensée d'auteurs sans véritablement passer par une discussion de fond », la lettre de Labica\* dépasse questionne le rapport du PCF à Althusser\* et, avec lui, aux intellectuels, à la théorie, à la critique et à la place du débat au sein du parti **[sur ces questions, voir le chapitre 3].**

<sup>1417</sup> Bourdieu et Passeron ou Baudelot et Establet.

<sup>1418</sup> Les « appareils idéologiques d'Etat » d'Althusser\*.

<sup>1419</sup> Archives privées de Georges Labica\*, aimablement communiquée par Nadya Labica.

Mais le plus frappant de la réception de l'*ECF* est celle de la presse militante d'extrême gauche. Si *Libération*, créé seulement en 1973, n'y consacre pas directement d'article<sup>1420</sup>, de très nombreuses revues et journaux militants commentent le livre, à l'image de *Santé mentale*<sup>1421</sup>, qui parle positivement de *L'ECF* dans son premier numéro paru en 1973. Cette réception élogieuse se retrouve dans de très nombreux périodiques (*Rouge, La révolution prolétarienne*, etc...), et ce jusqu'au sein d'organisations plus petites comme les trotskystes de l'Alliance Marxiste-Révolutionnaire (AMR)<sup>1422</sup>. C'est enfin la presse militante locale qui rend compte du livre dans des termes très positifs, comme *Le Réveil du Maine, Klapperstei 68* à Mulhouse, *L'envers et l'endroit* à Villejuif<sup>1423</sup>. La presse contre-culturelle s'empare également de *L'ECF*, comme le journal libertaire *Fléau Social*, pour qui l'école a un rôle actif dans la société répressive, en « provoquant la séparation "classe bourgeoise-classe ouvrière" décrit dans *L'École capitaliste en France* et en organisant tous les modes de pensée et de saisie du monde et de soi ». Et si l'*ECF* « limite l'étendue de son sujet à la dimension socio-économique de l'acte répressif scolaire, il faudrait pour compléter l'étude lui ajouter la dimension sexuelle »<sup>1424</sup>. Enfin, le livre circule même dans des cercles militants belges<sup>1425</sup>.

Passée cette première circulation, quantité de textes postérieurs mentionnent *L'ECF*, donnant à l'ouvrage une véritable postérité. Cette réception conditionne celles des textes futurs de Baudelot\* et Establet\*, qui sont lus à travers elle, comme dans un long article de leur ami Régis Debray\* dans *Le Nouvel Observateur*, consacré à *La petite bourgeoisie en France* (1974), et dans lequel il écrit que des marxistes français

« qui exerc[eraient] leur théorie à enquêter sur la société française d'aujourd'hui, sans vouloir a priori justifier telle ou telle tactique politique ou prêter leur vocabulaire à tel ou tel pragmatisme épisodique, le fait à lui seul vaudrait déjà mention. Le travail de Baudelot\* et Establet\* (auteurs de *L'ECF*, qui fit du bruit en son temps) [...] est une gageure ».

Rendant « grâce à Louis Althusser\* [...] d'avoir dérouillé les concepts de la théorie mère et rendu possible ce genre de travaux exemplaires », Debray\* met en garde contre le

---

<sup>1420</sup> Un lecteur, dans une critique virulente d'un reportage de TF1, parle par exemple de « l'excellent ouvrage » de Baudelot\* et Establet\* auquel il faut se référer. Voir *Libération*, 14 juin 1973.

<sup>1421</sup> L'auteur, anonyme, écrit : « Si nous conservions des illusions concernant l'école publique, elle ne résistent pas à l'argumentation ici développée qui prouve bien que contrairement à ce que l'on pense : "Il n'y a pas un type unique de scolarité mais bel et bien deux réseaux de scolarisation, opposés, étanches, hétérogènes tant sur le plan du recrutement que sur celui de l'idéologie qui les sous-tend : primaire-professionnelle, secondaire supérieure". Des statistiques officielles accablantes où perce l'idéologie en cours ».

<sup>1422</sup> « École capitaliste et Pédagogie », *L'internationale*, 4 mai 1972.

<sup>1423</sup> « L'école capitaliste en France », *Le réveil du Maine*, 19 novembre 1971 ; « Un livre fondamental : « L'école capitaliste en France » de Baudelot\* et Establet\* (Maspero Editeur) », *Klapperstei 68*, Mulhouse, 1<sup>er</sup> novembre 1973 ; « Livres lus », *L'envers et l'endroit*, automne 1971.

<sup>1424</sup> « Le sexe à l'école ou l'école du sexe », *Le Fléau social*, Mai 1973, p. 13.

<sup>1425</sup> André Frankin, « Les deux réseaux. L'enseignement et la société capitaliste », *Mai*, Bruxelles, nov-déc 1972.

« double silence » (des théoriciens et des empiristes) qui risque d'étouffer le livre. *La petite bourgeoisie en France* bénéficie en réalité d'une réception à nouveau importante, et se vend à 11 569 exemplaires entre 1974 et 1981, ordre de grandeur que l'on retrouve pour *Le quotient intellectuel* (Maspero, 1974, avec Michel Tort\*), ou encore *L'école primaire divisée : un dossier* (Maspero, 1975, avec Jacques Toisier\*, sous le pseudonyme de Jacques Malemort). Tout comme l'étude de la carrière de *L'ECF*<sup>1426</sup>, l'analyse de ces livres postérieurs permettrait d'illustrer la très forte circulation de ces idées « marxistes », mais aussi de voir l'évolution du champ intellectuel au fil des années 1970, et la disparition de nombreux médias ici déterminants.

On a vu à travers cet exemple combien les idées « marxistes » bénéficient d'une visibilité exceptionnelle dans l'après-1968. La circulation nationale de l'ouvrage, mais aussi internationale, et les droits d'auteurs qui vont avec, indiquent l'ampleur du phénomène de production et de diffusion des idées « marxistes » après 1968 en France. On parle du livre partout, et ce à la fois dans des périodiques et des journaux à forte diffusion nationale que dans de nouveaux supports, souvent très virulents politiquement mais, aussi, éphémères. Le débat est intense et la réception du livre globalement positive. Bien qu'il propose une critique très violente du système scolaire, celle-ci est audible. De plus, non seulement on en parle, mais on l'achète – ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'on le lise et, encore moins, qu'on le comprenne de façon uniforme.

---

<sup>1426</sup> Qu'il faudrait compléter par les circulations télévisuelles et radiophoniques et, surtout, les 104 discussions publiques du livre. Elles sont si nombreuses que les deux auteurs doivent se relayer pour les honorer.

Les événements de Mai-Juin 1968 font passer la France d'un moment contestataire à un horizon « révolutionnaire », vécu comme tel par nombre de militants, intellectuels compris. Leurs effets sur la vie intellectuelle sont nets : de nouveaux objets et de nouvelles interrogations émergent ; les partis politiques de gauche se radicalisent dans l'après-1968, et deviennent, on le verra, des producteurs de premier plan d'idées politiques ; les mouvements sociaux se diversifient - à travers des luttes nouvelles comme l'environnement, des mots d'ordre comme l'autogestion et de nouveaux acteurs et actrices, à commencer par les femmes – et contribuent à renouveler les thèmes traités par les éditeurs « révolutionnaires ». Certaines transformations du champ éditorial, du champ universitaire et, plus globalement, du champ intellectuel, sont également directement liées à Mai-Juin 1968. Ce sont les façons de réaliser le travail intellectuel qui sont bouleversées, mais également le contenu des cursus d'enseignement supérieur. Les créations du centre expérimental de Vincennes et de nombreux autres lieux universitaires permettent une forte diffusion des idées « marxistes », à travers des enseignements clairement orientés vers un changement social. C'est d'autant plus important que le nombre d'étudiants et, avec eux, d'enseignants, croît fortement, ce qui constitue un public de lecteurs et un vivier de producteurs intellectuels. Ces évolutions contribuent à favoriser une augmentation brusque de la production et de la circulation des idées « marxistes » au sens large, et ce d'autant plus que l'époque est « révolutionnaire » ailleurs dans le monde. La circulation internationale des marxismes français en témoigne, à l'image de celles de l'économiste Charles Bettelheim\* ou du philosophe Louis Althusser\*. Pour analyser plus en détails la dimension « révolutionnaire » de la vie intellectuelle, dans les années 1968-1981, on se propose désormais de se focaliser sur trois éditeurs : Maspero, Anthropos, et les Éditions Sociales qui, bien que différemment, publient des « livres «révolutionnaires » ».



## **Chapitre 3 :**

# ***Anthropos, Maspero, Éditions Sociales : les idées au service de trois traditions révolutionnaires***

*« Les controverses au sein du mouvement seront conduites à grand renfort de citations utilisées comme autant de projectiles ; on se demandera d'une thèse non plus si elle est vraie ou fausse, mais si elle est marxiste ou non marxiste ; on distinguera au sein du monde marxiste une ligne juste et des déviations, en d'autres termes une orthodoxie et des hérésies »*

Emmanuel Terray, « Les destins du marxisme », in *l'État des Sciences sociales en France*, Paris, La Découverte, 1986, p. 28.

*« Bientôt les temps s'assombriront. Aux jours d'émeute, on cherche à faire arme de tout : des pavés des rues comme des œuvres du passé. Le Contr'un [Le discours de la servitude volontaire] n'échappa pas à la destinée commune. Au milieu de la Révolution, on le rendit à la lumière, rajeuni, commenté et adapté aux besoins de l'heure présente. Plus tard, La Boétie servit au même usage. M. de Lamennais l'édita, en le faisant précéder d'une préface violente et son exemple fut suivi par d'autres. C'était rabaisser un des monuments de la langue française, en l'employant aux attaques des partis. Il y a plus encore. Ceux qui, sur de semblables traces, veulent faire de La Boétie un des précurseurs des révolutions modernes, un fauteur de discordes, et voient dans son éloquent libelle le symbole des revendications sociales, méconnaissent à la fois sa vie et sa pensée. Lire ainsi la Servitude volontaire, c'est la lire à rebours, comme les sorciers lisaient la messe quand ils la célébraient en l'honneur du diable ».*

Paul Bonnefon, « Introduction », in Étienne de la Boétie, *Œuvres complètes*, Bordeaux/Paris, Gounouilhou/J. Rouam, 1892.

Alain Lipietz\* : « [Avec Manuel Castells\*], on avait un accord pratiquement rituel. On avait des tables rondes où il y avait un type de droite, un socialiste, lui et moi. On tapait pendant une demi-heure sur le type de droite, et puis on tapait ensemble sur le socialiste. Et puis quand ils étaient tous K.O., on s'engueulait pendant les dernières minutes du débat. Mais enfin c'était tout à fait réglé et très amusant ! (rires) Voilà, on essayait de ne pas utiliser l'arène de la recherche pour régler des questions politiques. On avait des motifs politiques pour faire ce qu'on faisait, mais pas de façon politicienne si vous voulez. C'était un peu l'arène de débat intellectuel où il aurait été mal vu de dire "tu dis ça parce que t'es un sale communiste, un léniniste, un stalinien..." »<sup>1427</sup>.

Après avoir montré les effets de la crise de Mai-Juin sur la production et de la circulation des idées « marxistes », ce chapitre entend approfondir l'analyse en étudiant ce que recouvre concrètement cette appellation polysémique « révolutionnaire » ou « marxiste ». Il s'agira aussi de montrer comment les idées sont devenues des armes intellectuelles au service de traditions politiques diverses, et parfois concurrentes.

---

<sup>1427</sup> Entretien de Jean-Michel Chahsiche avec Alain Lipietz\*, 3 mars 2017. Que Jean-Michel Chahsiche soit remercié de m'avoir permis de le voir et d'en utiliser la retranscription.

Pour illustrer cette pluralité et interroger ses significations et les logiques sociales qui guident leur production mais aussi leurs usages, ce chapitre s'ouvre sur l'étude des publications de et autour de la marxiste Rosa Luxemburg (1871-1919) entre le début des années 1960 et 1981. L'étude de la « carrière » de cette référence intellectuelle, et la mise en avant des « prises »<sup>1428</sup> qu'offrent ses différents ouvrages permettent de mieux saisir la diversité des appropriations de la pensée de Rosa Luxemburg dans les « années 1968 » (I).

Cette première étude de cas invite à poursuivre l'étude des idées « marxistes » en prenant pour point d'entrée trois éditeurs militants particulièrement actifs à cette période : Anthropos, Maspero et les Éditions Sociales [**voir l'introduction**]. Eux-mêmes actifs dans la diffusion de Rosa Luxemburg, l'étude qualitative et quantitative de leurs catalogues permet, en réduisant la focale, d'éclairer la vie intellectuelle « révolutionnaire » à travers l'étude qualitative et quantitative de leurs catalogues. Ce chapitre montrera la manière dont se construisent des traditions politiques et intellectuelles distinctes, voire opposées, et dessinera un « espace des idées révolutionnaires » pluriel qui va du communisme orthodoxe jusqu'à une tradition conseilliste, anti-léniniste et aux forts accents autogestionnaires. Autrement dit, comme l'écrit Emmanuel Terray\* cité en exergue, il s'agira d'analyser les textes publiés par ces éditeurs, et la façon dont « se distingue, au sein du monde marxiste, une ligne juste et des déviations », « une orthodoxie et des hérésies ».

Pour cela, on reviendra d'abord sur les usages instrumentaux et concurrentiels des idées du passé au sein de ces trois catalogues éditoriaux. En montrant ce qu'ils publient, ce qu'ils ne publient pas, et comment ils le font, on verra que les textes du passé représentent une part quantitativement décisive mais aussi symboliquement centrale de l'identité de ces trois éditeurs [II-A]. On se demandera ensuite quels sont les textes contemporains publiés par Maspero, Anthropos et les ES, en considérant d'une part les textes les plus partisans, et d'autre part les plus théoriques. On détaille enfin la géographie intellectuelle de ces trois éditeurs [II-B], avant de conclure en mettant en avant un thème contemporain dominant dans chaque catalogue [II-C].

---

<sup>1428</sup> L'idée de « prise » qu'offrent des textes pour leur réception future vient de Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques...*, art.cit.

## ***I. Rosa Luxemburg et les années 1968. Retour sur un double anniversaire***

En 2008, les œuvres complètes de Rosa Luxemburg ont commencé à être publiées en français par le collectif militant « Smolny » et les Éditions Agone<sup>1429</sup>, en partenariat avec Verso pour l'édition anglaise. Le dernier volume de ce projet, publié en 2019 à l'occasion du centenaire de la mort de Rosa Luxemburg, marque le retour en force d'une pensée longtemps éclipsée en France<sup>1430</sup>. Le regain récent d'intérêt pour la pensée de Rosa Luxemburg fait écho à une première réception française, plus éloignée, de cette intellectuelle marxiste. En effet, dans le contexte révolutionnaire des « années 1968 » et au moment où l'on fête le double anniversaire du cinquantenaire de sa mort (1969) et du centenaire de sa naissance (1971), les idées de Rosa Luxemburg sont, pendant une courte période, largement discutées. Trois phénomènes, déjà abordés au chapitre précédent, s'observent dans cette réception. Premièrement, si celle-ci existe déjà dans l'avant 1968, c'est après que la grande majorité de ces ouvrages est publiée<sup>1431</sup>. Deuxièmement, l'ampleur de cette production éditoriale, si elle est d'abord le fait d'éditeurs militants (Maspero, Anthropos, Éditions Sociales, Spartacus notamment), est également dûe à la politisation d'éditeurs généralistes comme Flammarion, Belfond, les PUF ou les UGE. Troisièmement, les idées de Rosa Luxemburg circulent largement. On évoque son œuvre dans de nombreux hebdomadaires et journaux quotidiens, des revues bien diffusées comme *Esprit* ou des nouveaux venus comme *Politique Aujourd'hui*, lancé en janvier 1969. De même, les ventes sont importantes, à l'image des 26 500 exemplaires vendus par Maspero entre le premier tirage de 1969 et fin 1980<sup>1432</sup> du tome 1 des *Œuvres* de Rosa Luxemburg intitulé *Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicat*.

On souhaite analyser avec précision les différents cadrages et interprétations de la pensée de Rosa Luxemburg. Autrement dit, il s'agira de saisir le sens de ces différentes

---

<sup>1429</sup> Voir le texte Smolny-Agone, « Rosa Luxemburg, l'intégrité d'une œuvre », *Contretemps*, n°8, janvier 2010.

<sup>1430</sup> En 2006, l'actrice Anouk Grinberg met en scène la lecture des lettres de prison de Rosa Luxemburg, lettres ensuite publiées aux Éditions de l'Atelier (*Lettres de Rosa Luxemburg. Rosa, la vie*, 2009, préface d'Edwy Plenel). Dans les années suivantes, des ouvrages de Rosa Luxemburg sont republiés, ainsi que la biographie de John Peter Nettel (*Rosa Luxemburg*, Paris, Spartacus, 2012), paru initialement chez Maspero en 1966. Des études paraissent également, comme celle de l'historienne Claudie Weill (*Rosa Luxemburg, ombre et lumière*, Le Temps des cerises, 2008) ou de l'écrivain Max Gallo (*Rosa Luxemburg : une femme rebelle*, Tallandier, 2011).

<sup>1431</sup> Sur les 45 ouvrages consacrés à Rosa Luxemburg que nous avons recensés entre 1964 et 1981, seuls 5 sont publiés avant les événements de 1968 (11%).

<sup>1432</sup> Plus précisément, un premier tirage de 10 000 exemplaires est écoulé au début de l'année 1971. Un nouveau tirage en novembre 1971, de 10 000 exemplaires, est écoulé à la fin 1975. Un troisième tirage de 10 000 exemplaires, en septembre 1976, se vend à 2574 exemplaires fin 1976, à 524 exemplaires en 1977, 1432 en 1978, 1186 en 1979, 784 en 1980. Comme pour le chapitre précédent, les chiffres de ventes avancés sont, sauf précision, tirés des relevés de droits d'auteurs conservés dans le fonds « La Découverte » à l'IMEC.



« appropriations »<sup>1433</sup> et les liens avec les « traditions » politiques révolutionnaires dans lesquelles elles s'inscrivent – qu'elles soient orthodoxes, trotskistes, conseillistes ou bien anarchisantes (B). C'est que, comme l'écrit Bourdieu en 1987, pour lire adéquatement une œuvre « dans la singularité de sa textualité », il faut la lire « à travers le système des écarts par lequel elle se situe dans l'espace des œuvres contemporaines »<sup>1434</sup>. Pour cela, il faut d'abord faire un détour historique et biographique sur Rosa Luxemburg, de manière à saisir la « carrière » des idées luxemburgistes jusqu'aux années 1968, puisque sa trajectoire limite l'éventail des appropriations disponibles et structure la réception française des années 1960 et 1970 (A).

### ***I-A. Vie, mort et « carrière » de Rosa Luxemburg***

Les idées politiques de Rosa Luxemburg sont étroitement liées à sa trajectoire intellectuelle et politique, notamment au sein de la II<sup>e</sup> Internationale, dont elle fut l'une des dirigeantes. Nous reviendrons d'abord ici sur ses premières années durant lesquelles « naît » une intellectuelle marxiste, avant d'aborder son rôle dans le mouvement marxiste international et ses polémiques (notamment avec Lénine). Ce point biographique développe certaines caractéristiques clivantes de sa pensée politique – comme ses rapports au « spontanéisme » et à l'organisation du parti envers les masses – qui permettent de comprendre les premiers usages de sa pensée après son assassinat, en 1919.

#### ***Naissance d'une intellectuelle marxiste***

Née en 1871 dans la partie polonaise de l'empire russe, Rosa Luxemburg est la cinquième enfant d'une famille juive assez aisée – son père, marchand de bois, ayant assez d'argent pour l'inscrire dans un lycée renommé de Varsovie. Elle est excellente élève mais aussi rapidement engagée puisqu'elle est « en contact avec un groupe révolutionnaire illégal » et qu'à « la fin de ses études, elle avait la réputation d'être politiquement active et rebelle à la discipline »<sup>1435</sup>. Elle a 18 ans lorsqu'elle émigre en Suisse en raison de la persécution des juifs en Pologne tandis que la russification s'intensifie. C'est là qu'elle poursuit ses études - jusqu'à son doctorat d'économie sur le développement industriel de la Pologne – et qu'elle rencontre Léo Jogiches, qui devient son compagnon. Ils participent ensemble – de la Suisse – à la

---

<sup>1433</sup> On suit ici Mathieu Hauchecorne quand il considère que l'« appropriation » d'une idée doit être définie rigoureusement comme « l'association d'une interprétation et d'un usage dans un contexte déterminé ». Voir Mathieu Hauchecorne, « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, 2012/4, n°100, p. 154.

<sup>1434</sup> Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, p. 175.

<sup>1435</sup> D'après son biographie John Peter Nettle, *Rosa Luxemburg*, Paris, Spartacus, 2012 [Oxford University Press, 1966], p. 59. Cette version est la réédition abrégée des deux tomes publiés par Maspero en 1972.

fondation en 1893 de la Social-démocratie du Royaume de Pologne (SKPD), qui s'oppose dans ces années au Parti socialiste polonais (PPS, créé en 1892) à propos de l'indépendance polonaise<sup>1436</sup>.

Dans les années suivantes, ils partent vivre en Allemagne et commencent à militer au SPD. Rosa Luxemburg devient rapidement célèbre en raison du débat sur le « révisionnisme » qui oppose, à partir de 1896, plusieurs figures dont Eduard Bernstein, représentant des modernisateurs, et Karl Kautsky, garant du respect de la pensée de Marx et d'Engels<sup>1437</sup>. Elle y intervient plusieurs fois en qualifiant le positivisme de Bernstein d'idéaliste et de « morale abstraite » opposée à la « société véritable [qui] se compose de classes »<sup>1438</sup>. À partir de 1905, sa renommée grandit grâce à son rôle au sein du SPD et de la II<sup>e</sup> Internationale. En effet, alors qu'elle est jusqu'à cette date relativement orthodoxe, les grandes grèves des mineurs de la Ruhr en 1904 et la révolution avortée en Russie durant l'année 1905 la conduisent à évoluer sur deux points : la grève comme mode d'action d'une part, et l'organisation du parti (avec son rapport aux masses) de l'autre.

### ***Rosa Luxemburg au cœur des polémiques de l'Internationale***

Le congrès socialiste international de 1904, à Amsterdam, s'est longuement consacré à la grève générale. Jusqu'ici, pour les dirigeants du SPD, bien que parfois utile, elle devait demeurer un moyen de lutte exceptionnel<sup>1439</sup>. La motion finale adoptée à Amsterdam reste dans cette ligne<sup>1440</sup>. Mais les événements de 1904 et 1905 poussent certains membres du SPD, dont Rosa Luxembourg, à rejoindre le camp des partisans de la grève générale<sup>1441</sup>, qu'elle rebaptise

---

<sup>1436</sup> Luxemburg et Jogiches critiquent cette position au profit d'une vision plus internationaliste défendant la nécessaire révolution socialiste dans l'ensemble des empires allemand, russe et austro-hongrois.

<sup>1437</sup> Ce débat porte sur le sens à donner au « marxisme » après la fondation de la II<sup>e</sup> Internationale en juillet 1889 à Paris et tandis qu'Engels s'éteint en 1895. Comme l'écrit Emmanuel Jousse, le révisionnisme désigne, l'« entreprise visant à élargir le marxisme, donnant une interprétation plus ample de ses bases conceptuelles » (*Réviser le marxisme ?...*, *op. cit.*, p. 99). Autrement dit, c'est une remise en cause de certains points doctrinaux du marxisme par des successeurs de Marx.

<sup>1438</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme ou Révolution ?*, Paris, Spartacus, 1947, p. 75.

<sup>1439</sup> Eduard Bernstein, « Der Strike als politisches Kampfmittel », *Die Neue Zeit*, 1893-1894, 689-695. Jean Jaurès met lui aussi en garde contre ce moyen d'action : « Les partisans de la grève générale sont obligés de réussir à la première fois. Si une grève générale (...) échoue, elle aura laissé debout le système capitaliste, mais elle l'aura armé d'une fureur implacable », *La Petite République*, 29 août au 1<sup>er</sup> septembre 1901.

<sup>1440</sup> Cette motion accorde aux réformistes que « les conditions nécessaires pour la réussite d'une grève de grande étendue sont une forte organisation et une discipline volontaire du prolétariat » et aux antirévissionnistes qu'il était « possible » qu'une grève étendue à de larges secteurs de la vie économique « se trouv[e] être un moyen suprême d'effectuer des changements sociaux de grande importance ». La résolution est citée par Daniel Guérin\*, qui parle de « compromis », dans *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire*, Paris, Flammarion, 1971, p. 54.

<sup>1441</sup> Ce camp est, historiquement, celui des anarchistes. En 1873, James Guillaume, disciple de Bakounine, recommandait aux ouvriers « la grève générale, seule grève réellement efficace pour réaliser l'émancipation complète du travail ». Cité par Daniel Guérin, *Ibid*, p. 52.

« grève des masses ». Alors qu'elle parlait en 1898 de « l'agitation purement négative » des anarchistes<sup>1442</sup>, elle écrit désormais :

« Aujourd'hui la Révolution russe a soumis cette argumentation à une révision fondamentale ; elle a, pour la première fois dans l'histoire des luttes de classes, opéré une réalisation grandiose de l'idée de grève de masses (...). Combattue naguère comme contraire à l'action politique du prolétariat, [elle] apparaît aujourd'hui comme l'arme la plus puissante de la lutte politique »<sup>1443</sup>.

Cette citation illustre un « changement crucial » dans la pensée de Rosa Luxemburg. Comme l'écrit Ottokar Luban, ce texte marque le « passage à une stratégie et une tactique offensives pour le SPD allemand »<sup>1444</sup>, et ce tout en proposant en parallèle de nouveaux rapports entre le parti et le prolétariat. Ceux-ci sont explicitement mis en avant dans la polémique qui, dans les mêmes années, oppose Rosa Luxemburg à Lénine. Dès le 10 juillet 1904, dans l'*Iskra*, l'organe du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, elle s'étonne de ce que Lénine « glorifie l'action éducatrice de l'usine qui rompt le prolétariat à la discipline et à l'organisation », et poursuit :

« Ce n'est pas en partant de la discipline imposée par l'État capitaliste au prolétariat, ni en se contentant de substituer simplement la baguette d'un Comité central social-démocrate à celle de la bourgeoisie, ce n'est qu'en brisant et en extirpant, jusqu'à la dernière racine, l'esprit d'obéissance servile que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle [...]. L'ultra-centralisme de Lénine nous apparaît dans son essence, comme imprégné non pas d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit. Tout son souci tend à contrôler l'unité du parti et non à la féconder ; à rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer ; à le juguler, non à l'unifier »<sup>1445</sup>.

Lénine lui répond qu'elle n'a pas compris sa pensée, qu'elle accumule les fausses accusations, qu'elle « ne fait que *répéter des phrases, tout bonnement, sans se donner la peine de démêler leur signification concrète* » et, qu'en somme, elle ne suit pas une véritable méthode marxiste, ce qui la conduit à un « avilissement manifeste du marxisme »<sup>1446</sup>.

Si cette polémique a eu, comme on le verra, une importance décisive pour la « carrière » posthume de Rosa Luxemburg, elle n'a pas de conséquences politiques immédiates, puisque Rosa Luxemburg demeure dans les années suivantes une figure influente de la II<sup>e</sup>

---

<sup>1442</sup> Rosa Luxemburg, *Œuvres. I, Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats*, Paris, Maspero, 1969 [1906], p. 88

<sup>1443</sup> *Ibid.*

<sup>1444</sup> Ottokar Luban, « La spontanéité créative des masses selon Rosa Luxemburg », *Agone*, 2016/2 (n° 59), p. 21.

<sup>1445</sup> Rosa Luxemburg, « Question d'organisation de la social-démocratie russe », *Iskra*, n°69, 10 juillet 1904. Il est repris dans *Die Neue Zeit*, organe de la social-démocratie allemande.

<sup>1446</sup> Lénine, « Un pas en avant, deux pas en arrière ». Ce texte fut envoyé à Kautsky pour être publié dans *Die Neue Zeit*, mais Kautsky refusa de l'insérer. Écrit fin septembre 1904, il est publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine, *XV. Œuvres* t.7, Paris-Moscou, Éditions sociales-Éditions du Progrès, 1973, pp. 465-467. Il est disponible, comme de nombreux textes cités plus haut, sur le site : <https://www.marxists.org>.

Internationale<sup>1447</sup>. Le déclenchement de la première guerre mondiale et son opposition au vote des crédits de guerre en août 1914 par les députés du SPD la rapprochent même de Lénine. Durant la guerre, elle est arrêtée à plusieurs reprises en raison de ses prises de position<sup>1448</sup>, alors qu'elle se détache de plus en plus de la II<sup>e</sup> Internationale avant de la quitter, à la fin de l'année 1918, pour fonder la Ligue Spartakus puis le Parti communiste allemand.

Rosa Luxemburg rejette pourtant en partie la « Révolution d'Octobre ». Certes, elle loue le « mérite historique impérissable d'avoir ouvert la voie au prolétariat international en conquérant le pouvoir politique et en posant dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme », mais elle met aussi en garde contre les dangers de l'exercice du pouvoir d'une minorité au nom de la classe ouvrière :

« Dans toutes les institutions publiques (...) c'est la bureaucratie qui demeure le seul élément actif. La vie publique entre peu à peu en sommeil, quelques douzaines de chefs de parti d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes dirigent et gouvernent, parmi eux une douzaine d'hommes éminents assurent en réalité la direction, et l'élite de la classe ouvrière est de temps en temps convoquée à des réunions pour y applaudir les discours des dirigeants, adopter à l'unanimité les résolutions qu'on lui soumet [...] Il s'agit bien certes d'une dictature, mais ce n'est pas la dictature du prolétariat »<sup>1449</sup>.

Son assassinat et celui de Karl Liebknecht, le 15 janvier 1919, quelques jours seulement avant la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale, inaugurent la première réception posthume de cette pensée restée inachevée et qui offre de nombreuses « prises » pour ses appropriations futures. Celles-ci naviguent entre communisme orthodoxe et anarchisme, selon l'insistance mise par exemple sur sa proximité avec les thématiques spontanéistes, anarchistes et anti-centralisatrices du pouvoir, ou au contraire ses divergences avec Lénine.

### ***La première réception de Rosa Luxemburg***

À sa mort, en janvier 1919, Rosa Luxemburg n'est pas une inconnue en France puisque certaines de ses interventions dans le débat révisionniste ou ses échanges avec Jaurès ont été traduits<sup>1450</sup>. Le journal *L'Humanité*, fondé en 1904, la qualifiait même en juillet 1916 de

---

<sup>1447</sup> Elle devient, à partir de 1906, professeur à l'école du SPD nouvellement créée. Ses cours d'économie politique lui inspirent l'ouvrage *L'Accumulation du capital*, paru en 1913.

<sup>1448</sup> Rosa Luxemburg passe un an en prison à partir de février 1915, durant lequel elle écrit *La crise de la social-démocratie*, dite « Brochure Junius », du nom du pseudonyme dont elle signe alors. Lénine, lui, se demande en 1915 « comment a-t-il pu se faire que les représentants et les chefs les plus en vue de la II<sup>e</sup> Internationale aient trahi le socialisme ? », dans *La faillite de la II<sup>e</sup> internationale*, 1915.

<sup>1449</sup> Ces citations sont tirées de Rosa Luxemburg, *La révolution russe*, Paris, Maspero, 1964.

<sup>1450</sup> Si elle soutient Jaurès concernant sa défense de Dreyfus, elle critique son soutien à Millerrand quand ce dernier accepte, en 1899, de participer au gouvernement de défense républicaine formé par Waldeck-Rousseau. Plus généralement, ils s'opposent sur la ligne politique que les partis socialistes doivent adopter, Jaurès étant sur une ligne davantage réformiste, même s'il faut se méfier de ces catégories (réformisme, révolutionnaire, révisionnisme). Voir Jean-Numa Ducange, « Le révisionnisme n'est-il qu'un réformisme ?... », *art. cit.*

« célèbre agitatrice »<sup>1451</sup>. C'est donc logiquement que le 18 janvier 1919, *Le Populaire* rapporte son assassinat en écrivant qu'elle emporte « dans la tombe l'universel amour des exploités et des opprimés pour lesquels [elle a] donné toute [sa] vie »<sup>1452</sup>. *L'Humanité*<sup>1453</sup> publie également les 18, 19 et 20 janvier des articles qui mettent en avant la responsabilité d'officiers allemands dans l'assassinat de Rosa Luxemburg.

Dans les mois qui suivent, la création de la III<sup>e</sup> Internationale – et de la Section Française de l'Internationale Communiste (la SFIC, premier nom du PCF), en décembre 1920<sup>1454</sup> –, structure la réception de Rosa Luxemburg. *Le Bulletin Communiste*, journal communiste fondé en mars 1920, publie plusieurs de ses textes. Des propos de hauts dirigeants de la III<sup>e</sup> Internationale évoquant sa mémoire sont traduits, à l'image d'un texte de Trotski dans lequel il écrit que « Rosa Luxemburg, malgré sa fragilité, était douée d'une puissance de pensée toute virile »<sup>1455</sup>. La vision de Trotski est plus élogieuse que celle de Lénine, qui occupe désormais une position dominante au sein du monde communiste. Dans un article de 1920, celui-ci la qualifie de « représentante du prolétariat révolutionnaire » et du « marxisme non falsifié »<sup>1456</sup>. Deux ans plus tard, il ajoute :

« Il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules ne pourront s'élever aussi haut que les aigles [...]. Rosa Luxemburg s'est trompée sur la question de l'indépendance de la Pologne ; elle s'est trompée en 1903 dans son appréciation du menchevisme ; elle s'est trompée dans sa théorie de l'accumulation du capital ; elle s'est trompée lorsqu'elle a défendu en juillet 1914 [...] l'unification des bolcheviks et des mencheviks ; elle s'est trompée dans ses écrits de prison de 1918 [...]. Mais malgré ses erreurs, elle était et elle reste un aigle »<sup>1457</sup>.

Ces propos de Lénine s'accompagnent d'un appel à la publication de l'œuvre de Rosa Luxemburg. Mais la maladie puis la mort du dirigeant russe, en janvier 1924, changent la donne. En effet, si *Réforme ou Révolution ?*, relatif au débat révisionniste, est publié en 1932 par les

---

<sup>1451</sup> Elle vient alors d'être arrêtée en raison de ses prises de position radicales contre la guerre. *L'Humanité* ajoute que « telle que nous la connaissons, du reste, énergique, toujours désireuse d'action, vive d'esprit pénétrant et acéré, Rosa Luxemburg est certainement au premier rang parmi les militants qui dénoncent la responsabilité impériale ». Cf. « Rosa Luxemburg inculpée de haute trahison », *L'Humanité*, 17 juillet 1916, cité par Sélim Nadi, *La seconde mort de Rosa Luxemburg ? Sa réception par la gauche française (1919-1936)*, mémoire dirigé par Gilles Vergnon, IEP de Lyon, Juin 2013. Nous nous appuyons largement sur ce travail ici.

<sup>1452</sup> Jean Longuet, « Deux morts », *Le Populaire*, 18 janvier 1919.

<sup>1453</sup> Le journal est depuis 1918 dirigé par Marcel Cachin (1869-1958), l'un des artisans du congrès de Tours.

<sup>1454</sup> Sur la III<sup>e</sup> Internationale, Serge Wolikow, *L'Internationale communiste : le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier/Paris, Éditions ouvrières, 2010. Sur la naissance du PCF, voir la thèse publiée de Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010 ; et les textes de Annie Kriegel, *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 ; et Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris, Flammarion, 1970 [Mouton, 1964]. Pour une version trotskiste, voir Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997.

<sup>1455</sup> Léon Trotski, « Héros et martyrs du communisme », *Le Bulletin Communiste*, 20 mai 1920.

<sup>1456</sup> Lénine, « Sur l'histoire du problème de dictature », Octobre 1920.

<sup>1457</sup> Lénine, *Œuvres*, Tome 33, Paris, Éditions Sociales/ Moscou, Éditions en langues étrangères, 1936, p. 212.

Éditions Sociales Internationales, aucun autre texte de Rosa Luxemburg n’y paraît. Ses autres écrits publiés dans ces années le sont principalement par proches de Trotski - alors dans l’opposition à Staline - et par des socialistes, à l’image de la parution, en 1922, de *La Révolution Russe*, utilisée par les éditions de la SFIO pour critiquer le PCF naissant. Étant donné l’importance des moyens dont sont alors dotées les éditions du PCF pour gagner la bataille idéologique [voir le chap. 1], ce manque ne peut s’expliquer que par des raisons politiques. Et pour cause, à partir de la fin des années 1920, c’est Staline lui-même qui rejette la pensée de Rosa Luxemburg. Dans un article de 1932, celui-là immédiatement traduit en français, il affirme que la spartakiste appartient au camp trotskyste, c’est-à-dire après la « bolchévisation » des partis de la III<sup>e</sup> internationale<sup>1458</sup>, au camp des ennemis<sup>1459</sup>. Cet article entérine définitivement l’impossible circulation des textes de Rosa Luxemburg par l’un des circuits de l’espace autorisé<sup>1460</sup>. Dans le même temps, Trotski, alors exilé en Turquie, écrit que l’article de Staline « constitue une calomnie effrontée et honteuse contre Rosa Luxemburg »<sup>1461</sup>.

Dès lors, la carrière de Rosa Luxemburg en France est structurée par ce conflit aux dimensions transnationales. Dans les années 1930, c’est la gauche antistalinienne qui s’empare de cette référence, à l’image de René Lefeuve (1902-1988), qui est à l’origine de la revue *Masses* (1933) puis, un an plus tard, de la revue et de la maison d’édition *Spartacus*, dont le nom est directement repris du groupement politique fondé par Rosa Luxemburg<sup>1462</sup>. Proche de Marceau Pivert, avec qui il prend contact en 1935, peu avant d’entrer à la SFIO, René Lefeuve fait figure de premier grand « luxemburgiste » français. C’est lui qui publie les premiers textes complets de Rosa Luxemburg en français<sup>1463</sup>, à côté des parutions d’autres oppositionnels comme Victor Serge. Si Lefeuve est isolé dans son travail d’introduction du luxemburgisme

---

<sup>1458</sup> Cf. Bernard Pudal, *Un Monde défait...*, *op. cit.*, chapitres 1 et 2 ; Isabelle Gouarné, *L’introduction du...*, *op. cit.*

<sup>1459</sup> Staline, « Sur quelques questions de l’histoire du bolchévisme (Lettre à la rédaction de la revue Proletarskaia Révoloutskia) », *les Cahiers du bolchévisme*, n°2, 7<sup>ème</sup> année, 15 Janvier 1932.

<sup>1460</sup> Pour reprendre la terminologie, déjà utilisée dans le chapitre 1, de Ioana Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op. cit.* Ce qui ne signifie pas qu’il n’existe des moyens narratifs détournés pour évoquer Rosa Luxemburg, comme lorsque dans *Les cloches de Bâle*, de Louis Aragon (1934), celui-ci met en scène la femme nouvelle incarnée par Clara Zetkin (1857-1933), socialiste révolutionnaire proche de Rosa Luxemburg à la fin des années 1910.

<sup>1461</sup> Léon Trotski, « Bas les pattes devant Rosa Luxemburg », *La lutte de classes*, 39, 15 juin 1932.

<sup>1462</sup> Voir la notice maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article107794>, notice LEFEUVRE René [LEFEUVRE Joseph, Pierre, Marie dit René] par Michel Dreyfus, Jean-Louis Panné.

<sup>1463</sup> Comme la réédition de *La Révolution Russe*, en 1937.

au cours des années 1940 et 1950<sup>1464</sup> – bien qu’aidé, à partir de 1949, par *Socialisme ou Barbarie*<sup>1465</sup> –, la situation change au début des années 1960.

### ***I-B. Rosa Luxemburg dans les « années 1968 »***

Cette brève histoire de la « carrière » de Rosa Luxemburg avant 1968 permet de comprendre l’éventail des orientations possibles des dizaines de textes « luxemburgistes » publiés par la suite. Au-delà de l’étude du contenu ou des choix de traduction qui peuvent s’avérer politiquement significatifs<sup>1466</sup>, c’est l’analyse de la « mise en livre » qui permet de comprendre comment ces « prises » se matérialisent à travers des appropriations divergentes, encouragées, on l’a vu au chapitre précédent, par la vitalité et la diversité de la vie intellectuelle après 1968. L’étude de ces appropriations luxemburgistes permet de dégager deux pôles entre lesquels celles-ci oscillent, l’un lié au communisme orthodoxe, l’autre à une tradition conseilliste et libertaire.

#### ***Rosa Luxemburg entre communistes orthodoxes et libertaires***

Le premier pôle est celui de l’orthodoxie marxiste incarnée par le PCF. Il s’appuie principalement sur les prises de position antirévissionnistes de Rosa Luxemburg à la fin des années 1890 ainsi que sur ses critiques de la social-démocratie allemande, qu’elle qualifie en 1918 de « cadavre puant »<sup>1467</sup>. La publication d’une sélection de ses écrits par les Éditions Sociales en 1969, que l’on doit à Gilbert Badia\* [**Voir l’encadré n°1, infra**], est publiée au moment du point mort des rapports entre communistes et socialistes et alors que le gauchisme est florissant, ce qui n’est sans doute pas un hasard [**voir le chapitre 2**]. La préface de Gilbert Badia\* est représentative de cette première appropriation. Durant soixante pages, il loue à plusieurs reprises la persistance de Rosa Luxemburg dans le projet révolutionnaire, ainsi que son rôle dans le débat révisionniste et son rejet de la social-démocratie. En revanche, il n’hésite

---

<sup>1464</sup> Que l’on pense aux nouvelles traductions de *La Révolution russe* (1946), de la brochure *Marxisme contre dictature : centralisme et démocratie, masse et chefs, liberté de la critique et de la science* (1946), de *Grève générale : Parti et syndicats* (1947) ou encore de *Congrès. Spartacus et la commune de Berlin, 1918-1919* (1949)

<sup>1465</sup> Expression qui est d’ailleurs généralement attribuée à Rosa Luxemburg. Sur *Socialisme ou Barbarie*, voir le chapitre 1.

<sup>1466</sup> Comme on peut le voir avec les enjeux politiques de la traduction des termes touchant à la « spontanéité » révolutionnaire. Ces enjeux sont visibles, et dans des proportions autrement plus importantes, pour les concepts de Marx, et notamment celui de « *mehrwert* », traduit selon les éditions en « survaleur » ou en « plus-value ». Ces polémiques ont donné lieu à de nombreux échanges au cours des années 1970. Pour un état des lieux, voir Guillaume Fondu et Jean Quétier, « Comment traduire Marx en français ? », in Antony Burlaud et Jean-Numa Ducange (dir.), *Marx..., op cit.* pp. 113-123.

<sup>1467</sup> Lors du discours de fondation du KPD, le parti communiste allemand. Cf. Rosa Luxemburg, *Œuvres, II, Écrits politiques 1917-1978*, Paris, Maspero, 1969, p. 101.

pas à critiquer d'autres aspects de sa pensée et à fustiger la mode des années 1968 qui la transforme en « un personnage créé à partir de phrases isolées ou de bribes d'articles et que l'on brandirait comme le drapeau flamboyant d'un certain gauchisme ». Pour cela, Badia\* minimise la dimension critique de ses idées. D'une part, s'il refuse de « récupérer » Rosa Luxemburg, il met en avant ses points d'accord avec Lénine bien plus que ses divergences, écrivant qu'elle « n'a pas été, sa vie durant, l'adversaire de Lénine ». Pour le prouver, il recontextualise son spontanéisme pour mieux en atténuer la portée subversive :

« En réalité, c'est parce que les dirigeants soci[aux]-démocrates, à partir de 1905-1910, transportent de plus en plus la lutte sur le seul plan parlementaire, où [...] ils sont voués à l'impuissance, que Rosa Luxemburg est conduite à affirmer, contre cette politique, la nécessité de mobiliser les masses en vue d'une action révolutionnaire »<sup>1468</sup>.

D'autre part, Badia\* la décrédibilise en affirmant qu'elle n'a jamais eu – au contraire de Lénine –, de grandes responsabilités politiques, lacune qui l'aurait conduite à des erreurs théoriques et politiques : elle « se défie, écrit-il, de toute organisation qui, par sa rigidité, tendrait à paralyser l'initiative créatrice des masses. Or les conditions même de la lutte, le succès de la révolution semble bien exiger un parti très discipliné et fortement centralisé ».

Enfin, Badia\* met en garde contre *La révolution russe*, texte « entouré de légendes »<sup>1469</sup>. Il affirme qu'elle « a souhaité passionnément la victoire des " léninistes " [...] et [que] toutes ses critiques ne sauraient masquer l'admiration qu'elle éprouve pour les bolcheviks » [...]. Il suffit de lire ces pages pour voir qu'elles sont d'abord une approbation et un hommage aux bolcheviks. Les critiques sont formulées "de l'intérieur". Ce sont les remarques d'une révolutionnaire à des révolutionnaires, avec lesquelles elle est d'accord sur l'essentiel : la révolution, l'abolition du capitalisme »<sup>1470</sup>. Pourtant, ces « remarques » ne sont pas publiées, puisqu'aucun texte sur la révolution russe ne figure dans le recueil des ES et ce, d'après Badia\*, en raison d'un « manque de place ».

#### **Encadré n°1 : Gilbert Badia\*, communiste luxemburgiste<sup>1471</sup>**

Gilbert Badia\*, né le 11 septembre 1916 à Causses-et-Veyran (Hérault), est le deuxième d'une fratrie de trois enfants d'immigrés catalans. Vivant modestement grâce aux seuls revenus de son père, ouvrier maçon, il est encore à l'école primaire quand sa mère décède de la tuberculose. En raison des faibles ressources familiales, son père souhaite le voir rapidement travailler avec lui. Pourtant, sur les conseils de son instituteur, il continue ses études et obtient, à 17 ans, son baccalauréat au lycée à Béziers. Excellent élève, il sollicite alors un poste d'instituteur, mais, jugé trop jeune, il commence finalement une licence d'allemand, suivant

<sup>1468</sup> Gilbert Badia\*, « Introduction », in Rosa Luxemburg, *Textes*, Paris, Éditions Sociales, 1969, p. 42.

<sup>1469</sup> *Ibid*, p. 60.

<sup>1470</sup> *Ibid*, pp. 60-61.

<sup>1471</sup> Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article15456>, notice BADIA Gilbert [BADIA Théodule, Gilbert, Adolphe] par Marie-Louise Goergen, Isabelle Kalinowski, version mise en ligne le 20 octobre 2008.



son frère qui étudie l'anglais. Après sa licence, il est envoyé en Allemagne pour enseigner et, de 1936 et 1938, il fait la « découverte » du nazisme<sup>1472</sup>. De retour en France, il obtient le certificat d'aptitude à l'enseignement – ancêtre du CAPES — en 1939, mais, mobilisé à partir de septembre, il ne peut passer l'agrégation. Il vient alors de rencontrer Simone Thévenon<sup>1473</sup>, une institutrice communiste qui le fait adhérer au PCF, et le couple entre en Résistance après la défaite française. Arrêté avec sa femme pour distribution de tracts, il est relâché durant l'été 1940, année durant laquelle il finit par obtenir l'agrégation en décembre. À la Libération, il collabore au quotidien communiste *Ce soir*, où il côtoie des intellectuels communistes de premier plan comme Aragon\*. Il devient un temps directeur du journal mais, critiqué pour avoir laissé paraître une photo compromettante<sup>1474</sup>, il est muté à l'Union Française d'Information (UFI), autre organe de la presse communiste. Il la quitte rapidement pour reprendre un poste d'enseignement : il est à partir de 1950 en poste en banlieue parisienne, puis au lycée Charlemagne (IV<sup>e</sup> arrondissement) et, de 1964 à 1967, à l'Université d'Alger. À son retour en France, il enseigne à l'Université de Nanterre quand éclate Mai 1968. Il y demeure jusqu'en 1971 : après avoir soutenu sa thèse sur *Rosa Luxemburg. Journaliste, polémiste, révolutionnaire*, il intègre le Centre Expérimental de Vincennes où il reste jusqu'à sa retraite en 1985. Spécialiste de l'histoire de l'Allemagne, traducteur des écrits de figures féminines (*Rosa Luxemburg, Clara Zetkin*) comme masculines (Martin Walser, Georg Lukacs, Bertolt Brecht), il est surtout l'un des traducteurs de Marx et Engels. Si, comme de nombreux intellectuels communistes, sa femme et lui prennent leurs distances avec le PCF au début des années 1980, il reste un collaborateur occasionnel de *L'Humanité*, et des hommages y sont publiés après son décès en 2004.

Face ce premier pôle « orthodoxe », un deuxième insiste au contraire sur le caractère « spontanéiste » de la pensée de Rosa Luxemburg et la rattache au « socialisme venant d'en bas »<sup>1475</sup>, en raison de ses conceptions sur la grève et sur le rôle du parti vis-à-vis de l'action des masses et des conseils ouvriers, qu'elle conçoit comme « l'épine dorsale » du système politique démocratique socialiste<sup>1476</sup>. Pierre Guillaume, le gérant de « La Vieille Taupe » [voir le chapitre 2], préface un texte de Rosa Luxemburg sur la social-démocratie et la grève générale publié chez Spartacus. Il oppose le réformisme de Vandervelde, responsable du parti social-démocrate belge à « Rosa », qui « analyse ce qui constitue le fondement même de la théorie révolutionnaire : la spontanéité révolutionnaire du prolétariat »<sup>1477</sup>. Critiquant ceux qui

---

<sup>1472</sup> Sur sa « découverte » du nazisme et ses deux confrontations avec la Gestapo, voir Gilbert Badia, « Ma découverte de l'Allemagne », reproduit dans le 15 novembre 2004 dans *L'Humanité* juste après sa mort.

<sup>1473</sup> Sur Simone Badia, née Thévenon, voir sa notice dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article15457>, notice BADIA Simone [née THÉVENON Eugénie, Philomène, Simone] par Jacques Girault, version mise en ligne le 20 octobre 2008

<sup>1474</sup> D'après la notice Maitron (que ne fait que l'évoquer), il semble que l'erreur de Badia\* soit d'avoir laissé publier une photo de la fille de Joanivici lisant *L'Humanité* dans sa cellule de prison. Personnage obscur, à la fois proche des Résistants et des Nazis, Joseph Joanivici est condamné en 1949 pour collaboration à 5 ans de prison, à l'indignité nationale à vie et à la confiscation de ses biens. La photo fait donc le rapprochement indirect entre un traître et un communiste.

<sup>1475</sup> Hal Draper, *Socialism from Below*, Atlantic Highlands, Humanities Press, 1992.

<sup>1476</sup> Alexeï Gusev, « Rosa Luxemburg et la démocratie socialiste », *Agone*, 2016/2, p. 11.

<sup>1477</sup> Pierre Guillaume, « Préface », in Rosa Luxemburg, Franz Mehring, *Grèves sauvages, spontanéité des masses. L'expérience belge de grève générale : polémique avec Vandervelde*, Paris, Spartacus, 1969, p. 3.

entendent « encadrer le prolétariat », il se place clairement, avec Rosa Luxemburg, du côté de « l'activité créatrice et spontanée » du prolétariat<sup>1478</sup>. Il ajoute que par ce geste, il met sa confiance dans le « mouvement spontané de la classe ouvrière » qui évite d'avoir « besoin d'un appareil séparé de pouvoir et de la propagande pour faire entrer les "idées justes" dans la tête des travailleurs »<sup>1479</sup>, geste qui serait riche d'une « valeur actuelle »<sup>1480</sup>.

D'autres textes proposent une glorification similaire de Rosa Luxemburg, à l'image des préfaces d'autres publications de Spartacus comme celle d'Alain Guillermin<sup>1481</sup>. L'écrivain et journaliste Daniel Guérin\*, à l'époque militant homosexuel et anticolonialiste de premier plan, partage, lui aussi, une position proche [**Voir encadré n°2**]. Il publie en 1971 *Le Socialisme en France* de Rosa Luxemburg dans la collection « Changer la vie »<sup>1482</sup>, qu'il dirige chez Belfond. Dans ce livre sont réunis les textes polémiques de Rosa Luxemburg à l'endroit des socialistes français, notamment, Millerand et Jaurès. Dans une longue présentation de 41 pages, Guérin\* écrit que, si ces textes de « Rosa » montrent qu'elle « connaissait et suivait de près le mouvement socialiste en France »<sup>1483</sup>, ils font surtout apparaître ses critiques du « fiasco » du « ministérialisme français »<sup>1484</sup> tant « le ministre socialiste et ses soutiens parlementaires furent conduits de compromis en compromis [...] à capituler devant la réaction »<sup>1485</sup>. Cette position permet à Guérin de formuler « un jugement de principe, applicable à toute forme de cartel électoral avec la gauche bourgeoise, à toute participation gouvernementale en régime capitaliste », jugement qui fait écho à la signature imminente du programme commun entre communistes, socialistes et radicaux. Guérin\* conclut en mettant en avant « l'actualité des écrits rassemblés ici » tant le réquisitoire de la spartakiste « aide à mieux comprendre et à mieux empêcher que ne se renouvellent les trahisons perpétrées chez nous, en 1936 et en 1968 », à savoir le réformisme de la social-démocratie qualifié par « Rosa » de « crétinisme parlementaire »<sup>1486</sup>. En 1971, dans un ouvrage consacré à la « spontanéité », Guérin\* précise :

« Rosa Luxemburg ne fait en réalité que revenir aux sources authentiques du marxisme et, plus encore, bien qu'elle ait cru s'en devoir défendre, de l'anarchisme, lorsqu'elle

---

<sup>1478</sup> *Ibid.*

<sup>1479</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>1480</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>1481</sup> Alain Guillermin, *Le luxemburgisme aujourd'hui*, Paris, Spartacus, 1970. Voir aussi, par exemple, la couverture de Rosa Luxemburg, « Contre la guerre par la révolution », *Lettres de Spartacus et tracts*, Paris, Spartacus/Éditions de la tête de feuilles, 1972. Sur Alain Guillermin, voir la note au chapitre 2.

<sup>1482</sup> Codirigée par Daniel Guérin\*, la présentation de cette collection commence ainsi : « CHANGER LA VIE. Le projet n'est pas nouveau, mais il a été réactualisé par la Révolution de Mai 1968, qui, en ouvrant une brèche, a changé notre vie, transformé notre pratique quotidienne. Le dynamisme du courant socialiste libertaire a été pour beaucoup dans l'esprit de Mai, au devenir duquel cette collection se voue ».

<sup>1483</sup> Daniel Guérin\*, « Introduction », in Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France*, Paris, Belfond, 1971, p. 13.

<sup>1484</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>1485</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>1486</sup> *Ibid.*, p. 48.

prend le contrepied de Kautsky et de Lénine pour revivifier la notion d'auto-activité, terme qu'elle emploie parfois, et de spontanéité, vocable dont elle use le plus souvent »<sup>1487</sup>.

Cette défense du rôle révolutionnaire du prolétariat et de la primauté accordée à son initiative sur celle de parti seraient, pour Guérin\*, des héritages directs du luxemburgisme. Cette appropriation au moment même de l'Union de la gauche et qui s'accompagne d'une « lucidité » sur l'impasse d'un spontanéisme total<sup>1488</sup> – se retrouve jusqu'en 1980, lors de « Journées Rosa Luxemburg » auxquelles il participe<sup>1489</sup>.

## **Encadré n°2 : Daniel Guérin\* : homosexuel, anti-colonialiste, luxemburgiste, anarchiste**

Daniel Guérin\* est né le 19 mai 1904 dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement parisien de parents bourgeois dreyfusards. Son père, Marcel Guérin, est un riche collectionneur d'art, et sa famille compte quelques ascendants comme Maurice Duplay, proche de Robespierre et babouviste. Il suit dans les années 1920 des cours à l'École libre des sciences politiques, puis devient militant anticolonialiste après des voyages en Syrie, au Liban et en Indochine (1927-1930)<sup>1490</sup>.

De retour en France, il écrit en 1930 un article dans *Monde* d'Henri Barbusse et, la même année, se rapproche du syndicaliste révolutionnaire Pierre Monatte en collaborant à ses périodiques *La Revue prolétarienne* et *Le Cri du peuple*. Il rejoint parallèlement une section de la SFIO à Belleville ainsi que Marceau Pivert et les membres de sa tendance comme René Lefeuve [cf *supra*]. Il reprend ses voyages, notamment en Allemagne, en pleine montée du nazisme, expérience qui est à la base de la publication, en 1936, de *Fascisme et grand capital*. Il reste proche de ces cercles socialistes anti-staliniens et de Marceau Pivert, auprès du qui il continue de militer quand Pivert quitte la SFIO en 1938 pour fonder le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP). Guérin se rapproche ensuite en 1939 de militants trotskistes, alors que la IV<sup>e</sup> Internationale est fondée en 1938, peu avant l'assassinat de Trotski. Il se trouve à Oslo lors de l'invasion allemande de la Norvège et il est brièvement prisonnier en Allemagne. Libéré de son camp d'internement, il rentre en France et s'engage dans la résistance de 1943 à 1945.

Dans l'après-guerre, il embarque pour les États-Unis, où il milite auprès d'activistes noirs-américains, mais il est interdit de territoire lors des débuts du maccarthysme. C'est dans l'après-guerre qu'il se rapproche de l'anarchisme et du « marxisme libertaire » et qu'il publie en deux volumes en 1946 chez Gallimard un texte important dans l'historiographie révolutionnaire : *La lutte de classes sous la Première République (1793-1797)*. Mais c'est la guerre d'Algérie qui occupe à partir du milieu des années 1950 l'essentiel de son temps, jusqu'à son inculpation après sa signature de « l'Appel des 121 ». Il est également l'auteur dès les

<sup>1487</sup> Daniel Guérin\*, *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire...*, op. cit., p. 25. Très significativement, cet ouvrage est réédité par les Éditions Spartacus en 1982.

<sup>1488</sup> Il écrit : « Mai 1968 en France n'a pas seulement démontré l'efficacité de la spontanéité, il a aussi révélé ses déficiences. À part un quarteron de "spontanéistes" irréductibles, adversaires maniaques de l'organisation par hantise du péril bureaucratique [...], aucun militant, ni dans le milieu étudiant, ni dans la classe ouvrière ne croit aujourd'hui qu'il serait possible, pour mener la révolution jusqu'à son terme, de se passer d'une "minorité agissante" [...] Que peut l'élite sans les masses ? Que peuvent les masses sans l'élite ? », *Ibid*, p. 28 et sq.

<sup>1489</sup> Organisées par le Groupe d'Études et de Recherches de Boussy-Val-d'Yerres et soutenues par les Éditions Spartacus, ces journées s'intéressent à la trajectoire de cette « révolutionnaire » et à son « actualité » alors que « les thèses de Rosa Luxemburg, occultées par le stalinisme, reviennent au centre des débats d'aujourd'hui ». Voir Pochette « F Delta 531/5 Divers », Archives René Lefeuve, BDIC, Nanterre.

<sup>1490</sup> Sur ces années de jeunesse, voir son *Autobiographie de jeunesse. D'une dissidence sexuelle au socialisme*, Paris, Belfond, 1972 [La Fabrique, 2016]. Voir également sa notice « Maitron » rédigée par David Berry et Jean Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article24776>, notice GUÉRIN Daniel, Eugène, Edmond par David Berry, Jean Maitron, version mise en ligne le 1er mars 2009.

années 1960 d'anthologies de penseurs anarchistes, d'une *Histoire de l'anarchisme* et de *Pour un marxisme libertaire*, paru en 1969 chez Laffont. Actif dans toutes les luttes des années 60 et 70, aussi bien tiers-mondistes (il participe au congrès de La Havane en janvier 1968) qu'homosexuelles, il participe à Mai-Juin 1968 et publie en 1969 sur Rosa Luxemburg, même si, on le voit, son intérêt pour elle est bien plus ancien. Il participe en avril 1981 à un colloque de l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) sur le thème « De Cronstadt [lieu de répression de marins mutinés par Trotski en 1921] à Gdansk [lieu de fondation du syndicat Solidarnosc], 60 ans de résistance au capitalisme d'État (1921-1981), auquel participent aussi Castoriadis et Souvarine. Il décède le 14 avril 1988, laissant derrière lui une trentaine d'ouvrages et un riche fonds d'archives.

### *Cinquante nuances de "Rosa" <sup>1491</sup>*

Entre ces deux pôles opposés, on observe une multitude d'appropriations nuancées, dont la position la plus fréquente est celle, intermédiaire, d'intellectuels proches du trotskisme. Malgré leurs divergences, tous partagent la volonté de distinguer clairement les mérites et les erreurs de Rosa Luxemburg. Ernest Mandel\* [encadré n°3], dans sa préface à *Introduction à l'économie politique*, explique par exemple que « si Rosa Luxemburg a raison contre ses critiques dans sa définition de l'économie politique, elle a tort dans son élaboration de la théorie marxiste des salaires »<sup>1492</sup>. Si cette discussion porte sur des points précis d'économie politique, il ne cesse de mettre en avant les mérites mais aussi les faiblesses de la spartakiste, et conclut :

« Dans l'erreur même, la puissance intellectuelle et le souffle révolutionnaire de Rosa Luxemburg se détachent mieux encore de la médiocrité de tant d'"orthodoxes" qui restent dans le vrai [...] Si elle n'a pas vu toutes les crêtes qui conduisent de la plaine aux cimes, elle a eu le mérite de discerner celles-ci alors qu'elles restaient cachées dans les nuages pour la grande majorité des socialistes de son époque [...]. Que les réponses qu'elle a apportées à ces questions soient insuffisantes et en partie erronées, c'est, en définitive, moins important que le fait qu'elle ait compris qu'il y avait là effectivement des questions, auxquelles Marx lui-même n'avait pas apporté des réponses. Il fallait du génie pour poser ces questions, dans le cadre de la problématique marxiste »<sup>1493</sup>.

---

<sup>1491</sup> L'utilisation du seul prénom de Rosa Luxemburg pour la désigner est très fréquente. Si elle évoque une familiarité entre intellectuels révolutionnaires, ainsi qu'un mélange de paternalisme et d'attractivité qu'éprouvent des hommes pour une femme marxiste, il renvoie aussi, plus généralement, à la minorisation des femmes (politiques) dans l'espace public, dont l'usage du seul prénom est l'un des signes, comme l'a montré Frédérique Matonti, *Le Genre présidentiel. Enquête sur l'ordre des sexes en politique*, Paris, La Découverte, 2017.

<sup>1492</sup> Ernest Mandel, « Préface », in Rosa Luxemburg, *Introduction à l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1971, réédité en poche par les éditions UGE en 1974 avec la même préface.

<sup>1493</sup> *Ibid.*

### Encadré n°3 : Ernest Mandel\*, trotskyste francophone<sup>1494</sup>.

Ernest Mandel\* est né en 1923 à Francfort-sur-le-Main, en Allemagne, dans une famille juive originaire de Pologne. Son père, membre du PC allemand, était journaliste et travaillait à l'agence de presse soviétique. Peu après la naissance d'Ernest Mandel\*, la famille partit en Belgique. À la fin des années 1930, Ernest Mandel adhère très jeune – il n'a que 15 ans – au Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR), section belge de la IV<sup>e</sup> internationale nouvellement créée. Il est alors influencé par la trajectoire politique de son père, qui s'est montré très critique vis-à-vis des procès de Moscou, au point de créer un comité démocratique pour la défense des accusés. Ses engagements durant la guerre – il devient membre du comité central du PSR en juillet 1941 et contribue activement à plusieurs actions et journaux clandestins, jusqu'à se faire arrêter trois fois – lui permettent d'obtenir la nationalité belge après la défaite du troisième Reich et de devenir membre du comité exécutif international du mouvement trotskyste en 1946. Mandel\* démarre ainsi sa carrière de permanent politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui le voit participer à tous les congrès jusqu'à sa mort.

Il conseille régulièrement des dirigeants du syndicat belge FGTB, et devient un intellectuel marxiste influent. Auteur d'un *Traité d'économie marxiste*, publié en français en 1962 par l'éditeur René Julliard, il est également celui d'une *Initiation à la théorie économique marxiste* (EDI, 1964) et surtout d'une thèse, soutenue à l'EPHE et publiée en 1967 par Maspero sous le titre *La formation de la pensée économique de Karl Marx : de 1843 jusqu'à la rédaction économique du Capital : étude génétique*. Cette expertise en économie marxiste lui permet d'être nommé en 1972 professeur d'économie à l'Université libre de Berlin, où il enseignait déjà comme professeur invité. Il publie dans les années suivantes de nombreux textes théoriques, mais aussi des traductions, des anthologies d'histoire du marxisme, des préfaces et introductions (notamment à Rosa Luxemburg ou Trotski) et des ouvrages à vocation plus pratique – comme *La concentration économique aux États-Unis*, publié en 1971 chez Anthropos avec Daniel Guérin\* ou *Critique de l'eurocommunisme* (Maspero, 1978).

Mais Ernest Mandel\* est avant tout un professionnel de la politique trotskyste. En mai-juin 1968, il participe activement aux événements en France, et s'y voit interdit de séjour, mesure levée seulement en 1981. Il reste très actif au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale au cours des années 1970 et 1980, et fonde en 1982 l'Institut International pour la Recherche et la Formation, tout en restant très actif intellectuellement au sein du Parti ouvrier socialiste de Belgique. Il continue de publier de nombreux textes en français dans les années 1980, toujours chez Maspero – *Trotski* (1980), traduit par Anna Libéra de *Trotski : a study in the dynamic of his thought*, dans une édition qu'il revoit lui-même – ou chez La Brèche, l'éditeur de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Il meurt en 1995 à Bruxelles d'une crise cardiaque.

Michael Löwy\* [Voir encadré n°4] propose une démonstration similaire dans le numéro de la revue *Partisans* de Décembre 1968-Janvier 1969 intitulé « Rosa Luxemburg vivante ». Dans son texte portant sur « Le marxisme révolutionnaire de Rosa Luxemburg », il loue le rôle des masses et critique les dangers d'un parti bureaucratique. Citant sa phrase

---

<sup>1494</sup> Sur Ernest Mandel, voir principalement Gilbert Achcar, *The Legacy of Ernest Mandel*, Verso, Londres, 1999 ; la notice Maitron rédigée par Michael Löwy\* et Enzo Traverso. Voir aussi <https://maitron.fr/spip.php?article89557>, notice MANDEL Ernest. Pseudonymes : E. Germain, Henri Valin, Pierre Gousset, Walter, E. R. par Michael Löwy\*, Enzo Traverso, version mise en ligne le 5 octobre 2010 le documentaire « Ernest Mandel : une vie pour la révolution », de Chris den Hond (2005). Voir enfin l'hommage sur le site Inprecor : <http://www.inprecor.fr/article-Ernest-Mandel-ou-la-longue-marche-d%E2%80%99un-militant-r%C3%A9volutionnaire?id=1777>

laquelle elle refuse « d’attendre les bras croisés que l’histoire nous apporte ses fruits mûrs »<sup>1495</sup>, Rosa Luxemburg est pour lui la représentante d’un marxisme ouvert qui met en avant la « praxis révolutionnaire » et rejette le fatalisme d’une certaine philosophie de l’histoire marxiste.

Son goût pour Rosa Luxemburg est lié à sa propre trajectoire politique, puisqu’il raconte en entretien l’avoir découverte « quand [il] était très jeune, en 1953-1954, à l’âge de 15 ans », initié par son frère, « militant sioniste socialiste », et en être « tombé amoureux » :

« J’ai été formé tout de suite dans le luxemburgisme. Je suis tombé amoureux de Rosa Luxemburg adolescent (rire) et je n’ai pas abandonné, je suis resté fidèle à cet amour jusqu’à aujourd’hui. [...] Donc je commençais à lire Rosa Luxemburg, je lisais aussi Marx, je lisais Trotski mais bon Rosa Luxemburg c’était la chose la plus importante. Une passion quoi (rires) ! Et vers 1955, j’avais 17 ans on a créé une organisation luxemburgiste [...]. On était une quinzaine de personnes à tout casser et donc j’ai milité pas mal d’années dans ce groupuscule mais ça m’a donné une formation internationaliste, révolutionnaire, bon, marxiste ! »<sup>1496</sup>.

#### **Encadré n°4 : Michael Löwy\*, marxiste franco-brésilien<sup>1497</sup>**

Michael Löwy\* est né à Sao Paulo, au Brésil, le 6 mai 1937, de parents immigrés juifs autrichiens. Si sa mère et son père, respectivement institutrice et ingénieur chimiste, étaient sionistes et sociaux-démocrates, c’est son frère, « luxemburgiste », « militant sioniste socialiste qui est parti après dans un kibboutz » en Israël, qui l’initie au marxisme hétérodoxe. Lisant aussi bien Marx, Trotski, Rosa Luxemburg que des intellectuels états-uniens comme Hal Draper et sa revue *Labour Action* - publiée par l’Independent Socialist League -, Michael Löwy\* milite dès quinze ans dans des groupes politiques dont l’Organisation marxiste révolutionnaire « Politique ouvrière » (POLOP : « Política operaria »). Dans le même temps, il se forme en sciences sociales à l’Université de Sao Paulo, obtient une licence en 1960 et enseigne la sociologie durant une année à l’université de São José (État de Sao Paulo). Durant ces années de formation, et en raison de son bagage militant, il n’« avait pas beaucoup de patience pour la sociologie bourgeoise, raconte-t-il, tout au plus Mannheim, les autres franchement non », jusqu’à sa découverte – dans sa traduction espagnole - de Lucien Goldman\* [voir le chapitre 1] (« ça a été pour moi une arme extraordinaire », « ça a été une véritable illumination profane »), et, grâce à lui, du jeune Lukacs, dont il lit *Histoire et conscience de classe* en français, dans son édition de 1960. Löwy\* arrive en France en 1961, après avoir obtenu une bourse, et commence un doctorat sur le jeune Marx avec Goldman\* justement, soutenu en 1964 et publié en 1970 chez Maspero. Pendant ce temps, il milite, de 1961 à 1964, au PSU. Il se rend en 1964 en Israël – où vient d’émigrer une partie de sa famille partie du Brésil au moment de l’instauration de la dictature militaire -, où il est durant quatre années assistant à l’Université, jusqu’à ce qu’on « essaye de [le] virer » pour des « raisons politiques ». Il est finalement contraint de quitter Israël en 1968 :

« Ça a fait un petit scandale parce qu’on disait que c’était pour des raisons politiques. La presse en a parlé etc., les étudiants ont protesté et un ami à moi qui a aussi vécu en Israël et qui était prof en Angleterre a écrit une lettre dans un journal, The New Statesman dénonçant le

<sup>1495</sup> Cité par Michael Löwy, « Le marxisme révolutionnaire de Rosa Luxemburg », *Partisans*, Décembre 1968-Janvier 1969, disponible en ligne [http://www.collectif-smolny.org/IMG/pdf/ds032\\_lowy\\_luxemburg.pdf](http://www.collectif-smolny.org/IMG/pdf/ds032_lowy_luxemburg.pdf).

<sup>1496</sup> Entretien avec Michael Löwy\*, 8 septembre 2016.

<sup>1497</sup> Outre notre entretien, nous nous appuyons sur la notice maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article140251>, notice LÖWY Michael, dit Michel Löwy, Carlos Rossi. Écrit parfois Lowy Michael ou LOEWY Michael par Frédéric Thomas ; et son entretien avec Alexier Cukier et Isabelle Garo (dir.), *Avec Marx...*, op. cit., pp. 109-139.

maccarthysme à l'Université de Tel Aviv. Et un ami à lui Peter Wasley de l'Université de Manchester a lu cet article et il a réuni ses collègues et ils ont décidé de m'inviter une année ! Solidarité (rires) ».

Il revient en France en 1969, commence à militer à la Ligue Communiste et enseigne à Vincennes, où il débute une thèse d'État publiée en 1976 aux PUF, dans la collection « Sociologie d'aujourd'hui » de Georges Balandier, sous le titre *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires : l'évolution politique de Lukács 1909-1929*. Toujours ancré à Paris VIII, où il n'est que chargé de cours, il entre au CNRS en 1978 avec un projet de sociologie de la connaissance, qu'il qualifie de « théorique » et « goldmanien ». Il enseigne à l'EHESS à partir de 1981, poursuit son œuvre engagée (sur le judaïsme libertaire, l'utopie, la théologie de la libération, le romantisme révolutionnaire) et continue de militer à la LCR, puis au NPA.

Si le jugement de Michael Löwy\* — au-delà de la dimension « amoureuse » — sur Rosa Luxemburg est très positif, c'est moins le cas de Daniel Bensaïd\* [voir le chapitre 5], autre membre historique de la LCR qui, dans ce même numéro de *Partisans*, publie « À propos de la question de l'organisation chez Lénine et Rosa Luxemburg ». S'il commence par souligner ses mérites, il prend rapidement position pour Lénine :

« On ne saurait trouver chez Rosa Luxemburg qu'un contrepoint fragmentaire à la démarche léniniste : les soubresauts affectifs et les trivialités s'y mêlent ; il en résulte une arlequinade bariolée, séduisante de fantaisie peut-être, mais qui ne saurait être prise pour une théorie de l'organisation ».

Tous ces textes – auxquels il faudrait encore en ajouter plusieurs<sup>1498</sup> – permettent de décrire un espace où se confrontent des appropriations divergentes du luxemburgisme dans les « années 1968 », et d'éclairer deux phénomènes conjoints qui s'appliquent, au-delà de Rosa Luxemburg, à l'ensemble des idées « révolutionnaires » des années 1968-1981.

D'une part, cette étude montre que l'après-1968 est un moment d'une inflation des discours sur les idées « révolutionnaires » permise à la fois par l'expansion d'éditeurs militants mais aussi par des maisons plus généralistes, encouragées par les ventes. D'autre part, l'exemple de Rosa Luxemburg permet de voir que ces discours pluriels construisent un espace où les divergences intellectuelles et politiques se réfractent dans des interprétations concurrentes. Si, d'ordinaire, ces divergences sont infimes et difficilement perceptibles par l'œil profane, elles sont dans l'après-1968 exacerbées et, de ce fait, simplifiées. Chaque cadrage dépend de la carrière antérieure d'une prise de position idéologico-politique mais aussi du contexte dans lesquels cette idée ré-émerge et des positions dans le champ de ses interprètes.

---

<sup>1498</sup> Principalement la présentation de Claudie Weill à Rosa Luxemburg, *Œuvres, II. Écrits politiques (1917-1918)*, Paris, Maspero, 1969 ; celle de Victor Fay à Rosa Luxemburg, *Lettres à Léon Jogiches*, Paris, Denoël, 1971, dans la collection « Femmes » ; ou encore Dominique Desanti, « L'œuvre et la vie de Rosa Luxemburg », in Rosa Luxemburg, Paris, PUF, 1970, collection « Hier ». Enfin, un dossier du numéro de novembre 1972 de *Politique aujourd'hui* est consacré à « Rosa Luxemburg et nous ». Dirigé par l'historienne Madeleine Rébérioux\*, il réunit notamment Gilbert Badia\*, Daniel Guérin\* et Michael Lowy\*.

Plus généralement, si la surpolitisation du champ intellectuel favorise une telle pluralité herméneutique, elle permet aussi de voir à l'œuvre un phénomène d'instrumentalisation des figures du passé dans le but d'influencer le débat contemporain. C'est que dans l'après-1968, comme l'écrivait en 1892 Paul Bonnefon cité en exergue, « on cherche à faire arme de tout », et notamment des « œuvres du passé ». Ce sont ces différents usages non seulement du passé – usages diversifiés (on ne publie pas les mêmes textes) mais aussi différenciés (on publie les mêmes textes mais avec des cadrages distincts) – mais aussi du contemporain, qu'il s'agit maintenant d'étudier. On mènera cette analyse à partir du catalogue de trois éditeurs militants : Maspero, Anthropos et les Éditions Sociales. Comme l'étude des idées luxemburgistes l'a en effet déjà dévoilé, il s'agit de montrer comment se déploient, en acte, des traditions intellectuelles et politiques qui s'inspirent toutes, bien que de manières différentes, de Marx, et qui vont du marxisme orthodoxe au marxisme autogestionnaire et libertaire en passant par la tradition trotskiste. Plus quantitative, l'analyse ne pourra rentrer autant dans le détail que ce qui a été fait ici pour la réception de Rosa Luxemburg, mais prend appui sur les acquis de cette diversité des cadrages.

## ***II. Étudier les idées : enquête sur trois traditions révolutionnaires***

Nous défendons ici l'hypothèse que le livre « révolutionnaire » est, dans l'après-1968, un livre d'éditeurs. Pour ce faire, nous avons choisi trois maisons d'édition qui sont à la fois des lieux de sociabilité politique et intellectuelle, des éditeurs « révolutionnaires » et qui sont perçus comme tels par les intellectuels qui souhaitent y publier un ouvrage<sup>1499</sup>. Nous nous intéresserons au catalogue de ces trois éditeurs et aux significations politiques de leurs choix alors que, comme l'écrivent en 1976 les communistes Antoine Spire\* et Jean-Pierre Viala\* en écho à Paul Bonnefon, le livre et la lecture sont « des armes »<sup>1500</sup>.

On l'a dit (***Cf. Introduction***), ces trois éditeurs ont une taille assez proche et disposent tous d'au moins une librairie rattachée directement à leur production<sup>1501</sup>. Sur la période 1968-1981, le nombre d'ouvrages publiés par ces éditeurs et qui est donc retenu pour l'analyse est respectivement de 371 pour Anthropos, 439 pour les Éditions Sociales, et 882 pour Maspero. Le graphe 1 illustre l'évolution quantitative de la production de ces trois maisons d'éditions sur

---

<sup>1499</sup> Voir l'introduction pour le détail de ces choix d'enquête.

<sup>1500</sup> D'après le chapitre 3 d'Antoine Spire, Jean-Pierre Viala, *La bataille du livre*, Paris, Éditions Sociales, 1976.

<sup>1501</sup> On a vu dans le chapitre précédent l'importance, pour le PCF, des librairies de la Renaissance, dont on compte jusqu'à neuf enseignes parisiennes dans les années 1970, et une quarantaine dans toute la France. Maspero a jusqu'à deux librairies parisiennes, et deux provinciales, à Montpellier et Bordeaux. Enfin, Anthropos a également une librairie qui se trouve, dans les années 1970, au siège éditorial, au 15 rue Racine, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement.

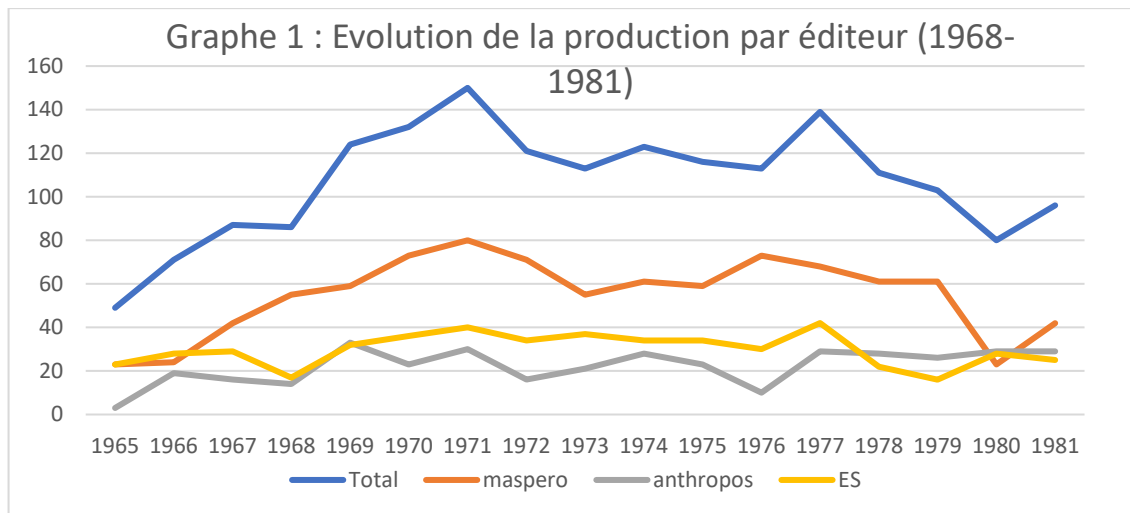


la période 1965-1981. Il montre que la production cumulée des trois éditeurs atteint un plateau après 1968 aux alentours de 125 publications en moyenne annuelle, plateau qui se prolonge jusqu'en 1977 pour redescendre ensuite et retrouver le niveau des années 60, en dessous de 100 publications par an. Cette variation tient surtout à Maspero, les deux autres maisons se maintenant à un niveau de production relativement constant. Ainsi, s'il existe un « effet 1968 », il ne se répercute pas de la même façon sur ces trois maisons d'éditions. Pour les ES, si la production est encore assez faible en 1968 (17 titres publiés), elle se stabilise ensuite à plus de 30 titres par an à partir de 1969, atteint un pic de 40 titres en 1977, avant de baisser nettement à partir de 1978. Cette diminution de la production est due à une crise interne à la fois au monde de l'édition dans son ensemble et à Odéon-Diffusion, l'outil de diffusion du PCF, elle est aussi et surtout liée au début d'une crise profonde de l'identité communiste [Voir deuxième partie]. Du côté de Maspero, les années post-1968 sont très fastes, puisque la production s'établit à plus de 60 titres tout au long de la décennie, atteignant une valeur maximale de 80 titres en 1971. Certes, on constate une baisse à la fin des années 1970 – et même une chute brutale entre 1979 et 1980, la production passant de 61 à 23 titres publiés – mais ce chiffre repart immédiatement à la hausse, avec 42 titres en 1981. Enfin, Anthropos ne connaît pas une telle baisse, et la production est même très stable entre 1977 et 1981 (28 titres en moyenne). En revanche, la courbe du nombre des titres de cette maison d'édition, où l'on peut observer de fortes variations d'une année sur l'autre, reflète, ici aussi, sa dimension artisanale et sa fragilité.

Dans l'ensemble, si l'évolution de ces productions éditoriales reste difficile à analyser puisqu'elle mêle des causes internes à leur fonctionnement, des raisons propres à l'édition (prix du papier, etc...) et un contexte politique et économique général, le graphique de la production cumulée de ces trois maisons d'éditions permet néanmoins de constater une augmentation nette de la production après Mai-Juin 1968, puis une baisse à la fin des années 1970 sans que la production ne s'effondre. La production cumulée en 1981 est même supérieure à ce qu'elle était en 1968 et dans les années précédant les événements (96 titres publiés en 1981 contre 81 en 1968). Autrement dit, et en anticipant sur ce qui nous occupera dans les chapitres 5, 6 et 7, la thèse classique de l'histoire intellectuelle qui veut que le livre et les idéaux « marxistes » et révolutionnaires s'effondrent à la fin des années 1970 mérite discussion<sup>1502</sup>.

---

<sup>1502</sup> De très nombreux travaux d'histoire intellectuelle reprennent ce constat. Sur ce point, voir l'introduction à la deuxième partie. Notons simplement ici que dans un travail par ailleurs très riche, Sophie Noël écrit que « dès le milieu des années 1970, la production éditoriale de caractère politique accuse un net reflux, avant de connaître un nouvel élan dans les années 1990 ». Cf Sophie Noël, *L'édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*, Villerbanne, Presses de l'Esssib, 2012, p. 47.



Certes, ces 1692 livres « politiques » restent une goutte d'eau dans la production éditoriale globale de la période 1968-1981. À titre d'exemple, pour l'année 1975, les 119 ouvrages publiés par ces trois éditeurs<sup>1503</sup> représentent 0,54% de l'ensemble des 21 969 livres publiés en un an par les 406 maisons retenues par le Syndicat National de l'édition (SNE)<sup>1504</sup>, et 2,8% des 4 255 livres de SHS auxquels on ajoute ceux d'histoire (mémoires, témoignages, essais historiques, biographies) et d' « actualité »<sup>1505</sup>.

Pourtant, ces trois éditeurs sont représentatifs d'une production livresque « révolutionnaire » dans l'après-1968. Nous nous appuyons ici sur le travail de Marie-Cécile Bouju qui identifie trois genres principaux du catalogue des Éditions sociales : la « littérature directe », qui touche à la vie du PCF (congrès, conférences, discours parlementaires) et étaient initialement lus en publics ; les classiques du marxisme ; et les essais politiques contemporains. Pour notre propre analyse, nous avons choisi, en nous appuyant sur cette typologie, de ne distinguer ces ouvrages que selon deux catégories : celle des textes du passé – qui comprend tout texte que l'on doit à un auteur décédé au moment de sa publication — et celle des textes contemporains, écrits par des personnes qui, au moment de leur publication, sont en vie et donc parties prenantes des débats de la société française des années post-1968. Nous avons ensuite divisé ces « textes contemporains » en trois : la « littérature partisane », directement rattachable à des organisations politiques ; les « études historiques », qui traitent du passé ; et les textes théoriques et empiriques attachés au présent. Tous ces ouvrages, s'ils recouvrent des réalités différentes, participent donc à la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968-1981.

<sup>1503</sup> N=35 pour les Éditions Sociales, N=25 pour Anthropos et N=59 pour Maspero.

<sup>1504</sup> Voir les *Données statistiques sur l'édition de livre en France* publiées par le SNE pour l'année 1975. Ces 21 969 livres publiés recouvrent 10 149 nouveautés, 1 305 nouvelles éditions et 10 515 réimpressions.

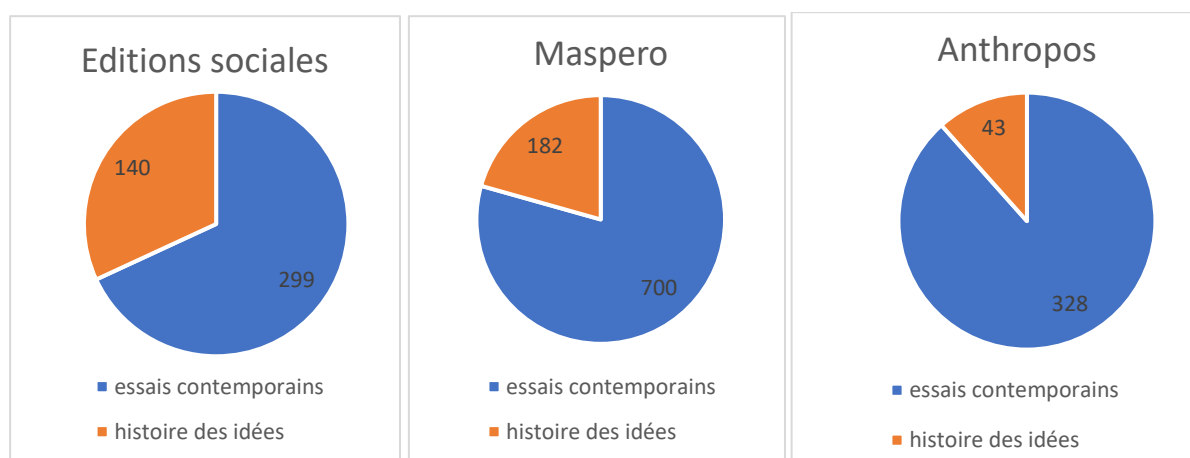
<sup>1505</sup> D'après les catégories du SNE.

En suivant ces catégories, on se propose ici d'analyser d'abord la place des auteurs du passé dans ces trois catalogues éditoriaux (A) avant d'en venir à l'étude des auteurs contemporains (B). Ces deux axes permettent de voir à l'œuvre la construction de trois traditions intellectuelles différentes. En effet, tandis que les ES, à la longue histoire, oscille selon la situation internationale et l'état des alliances électorales, entre ouverture du canon et contrôle, Maspero publie tous les courants révolutionnaires des années 1968. Anthropos se crée une place dans cet espace en s'appuyant sur l'histoire d'un groupe au long passé anti-stalinien, à l'ancrage sociologique et qui cherche à se réinventer, surtout grâce à l'autogestion.

## II. A. Le rapport au passé au cœur des identités militantes.

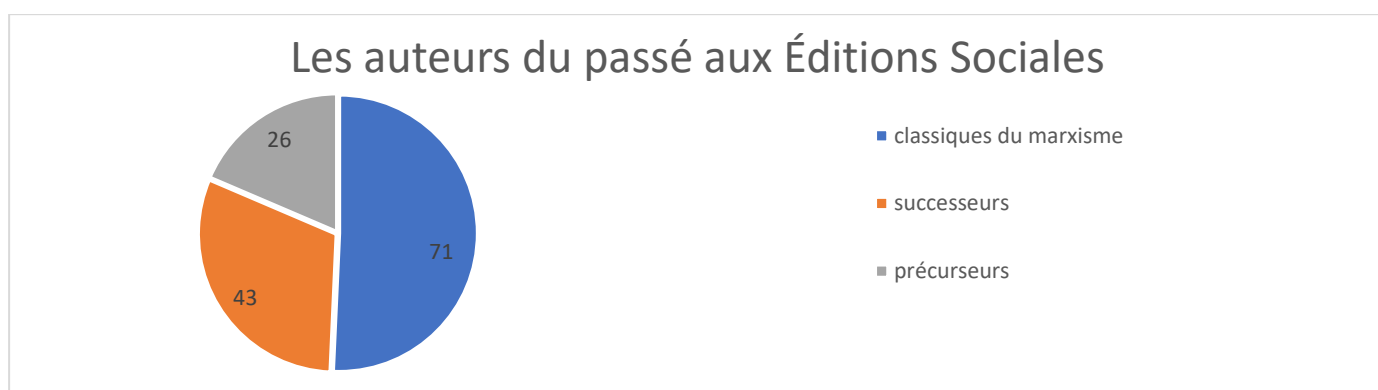
Les textes du passé recouvrent les classiques du marxisme mais aussi, plus globalement, tous les auteurs du passés publiés dans le but de construire une tradition révolutionnaire légitime. Étant donné l'identité militante de ces trois maisons d'édition, l'hypothèse qui sous-tend ce choix est qu'il s'agit d'une bonne entrée pour comprendre les usages instrumentaux du passé par ces trois éditeurs et leurs significations.

Pour les trois éditeurs étudiés, ces textes représentent une part quantitativement importante de leur catalogue respectif, à savoir 32,1% pour les ES, 20,6% pour Maspero et 12,7% pour Anthropos. Ces pourcentages renvoient à des contenus différents pour les trois éditeurs, et leur analyse permet d'esquisser les premiers traits de trois traditions intellectuelles et politiques. Nous revenons d'abord sur la construction de l'orthodoxie communiste au sein du catalogue des éditions communistes (A), avant de montrer comment celle-ci s'opposent aux traditions concurrentes qu'incarnent Anthropos (B) et Maspero (C).



### ***Les Éditions Sociales : l'histoire au service de l'orthodoxie***

Les textes du passé représente un tiers du catalogue de la maison d'édition du PCF (32,1%), signe de l'importance, pour les Éditions Sociales, de sa mise en valeur d'une patrimoine, notamment français. Cet aspect « patrimonial » du catalogue, dû à l'histoire longue de la maison d'édition et du parti, est également visible dans le pourcentage très élevé de rééditions aux ES entre 1968 et 1981 : 29,5% des titres publiés dans l'ensemble du catalogue sont des rééditions, souvent actualisées dans de nouvelles éditions ou de nouvelles traductions<sup>1506</sup>. Plus précisément, les 140 ouvrages de cet axe du catalogue des ES peuvent être eux-mêmes classés en trois sous-catégories : les « classiques du marxisme », les « précurseurs » et les « successeurs ».



La première sous-catégorie, la plus importante, est celle des « Classiques du marxisme », du nom de la collection des Éditions sociales lancée en 1952 et dans laquelle sont publiées les œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine. La nécessité d'étoffer cette collection devient urgente dans le contexte de l'après-1968 puisque, comme on l'a vu aux chapitres précédents, de nombreux éditeurs concurrencent les ES pour la publication de textes phares du marxisme. Même si ces « classiques du marxisme » se vendent souvent bien, les enjeux ne sont pas principalement économiques<sup>1507</sup>, mais symboliques et politiques. En effet, comme l'écrit Marie-Cécile Bouju,

<sup>1506</sup> A de très rares exceptions près, ces textes ont été publiés dans leur édition antérieure dans la « presse communiste » au sens large, et non chez d'autres éditeurs.

<sup>1507</sup> Lucien Sève dit en entretien à propos de Lénine et de son *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, publié par les ES mais aussi par Maspero, que « le marché était alors si vaste que c'était parfaitement supportable. Chez nous, il tournait à 10 000 Exemplaires par an, c'est dire que Maspero ne nous faisait pas trop d'ombre ». Cf. Jean-Numa Ducange, « Entretien avec Lucien Sève... », *art. cit.*, p. 118. Claude Mazauric, le successeur de Lucien Sève aux ES à partir de 1982, explique même, toujours à Jean-Numa Ducange, que cette mission devient dans les années 1980 très coûteuse : « Les volumes de la Correspondance se sont vendus en moyenne à 700 exemplaires jusqu'en 1986 (après, je ne sais pas) ce qui n'était pas mal, mais qui provoquait l'hilarité de Lucette Thomazo, vus les efforts consentis [...] pour préparer la publication d'un seul volume. La maigre subvention du Centre national des lettres ne couvrait évidemment pas la quantité de travail de celles et ceux qui s'y consacraient : Françoise Sève y travaillait durement pendant des mois pour préparer un seul tome ». Cf. Jean-Numa Ducange, « Entretien avec

« Qu'il s'agisse des œuvres de Lénine ou de Marx, le soin extrême porté aux textes, à leur traduction et à l'appareil critique, démontre que ces livres fondent la légitimité du Parti communiste. Pour ce, ils doivent remplir des conditions de scientificité définies par le Parti lui-même. Ces conditions une fois remplies, ces éditions constituent des "canons", pour lesquels la caution du champ intellectuel est inutile, canons qui participent à la doctrine sur laquelle repose l'organisation partisane »<sup>1508</sup>.

Le PCF, grâce aux Éditions Sociales, se considère dans l'après-1968 comme étant toujours le diffuseur légitime des fondateurs du marxisme. La qualité de ces éditions est assurée par l'organisation des « bureaux de langues », qui permet des traductions soignées établies par des spécialistes. Critiquant la faiblesse des autres éditions de Marx, notamment celles de Roger Dangeville, traducteur, on va le voir, des *Grundrisse* chez Anthropos, Lucien Sève\* explique en entretien avec Jean-Numa Ducange avoir mis en place « un bureau allemand où ont travaillé jusqu'à trois personnes, un bureau russe avec deux personnes, des germanistes et russisants à bac +3, 4 ou même 5 qui nous ont permis, en travaillant de façon serrée avec les traducteurs, d'avoir des éditions de Marx ou de Lénine que j'ose dire de vraie bonne qualité »<sup>1509</sup>. De nombreux textes de Marx, Engels et Lénine sont ainsi republiés dans de nouvelles traductions, assurées par une équipe autour de Gilbert Badia\* et de Jean-Pierre Lefebvre\*, normalien, agrégé d'allemand, ami d'Althusser\* et membre du PCF<sup>1510</sup>. De la nouvelle traduction en trois tomes du *Capital*<sup>1511</sup> jusqu'aux œuvres complètes de Lénine – qualifiée, dans *Le Monde Diplomatique*, de « monument de léninologie » et de « témoignage saisissant de la ferveur du culte léninien »<sup>1512</sup> – en passant par les huit tomes de la *Correspondance* entre Marx et Engels, ce sont 71 ouvrages appartenant à la catégorie des « classiques du marxisme » qui sont publiés entre 1968 et 1981 (51% des auteurs du passé). Il s'agit essentiellement de traductions de l'allemand et du russe, langues qui représentent 83% de l'ensemble du catalogue des ES, soit 108 traductions sur la période 1968-1981. Ces langues sont politiques : l'allemand est celle de

---

Claude Mazauric », in Jean-Numa Ducange, Jean-Yves Mollier, Julien Hage, *Le Parti communiste français et le livre...*, *op. cit.*, p. 160.

<sup>1508</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste...*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>1509</sup> Jean-Numa Ducange, « Entretien avec Lucien Sève... », *art. cit.*, p. 119.

<sup>1510</sup> Né en 1943 à Boulogne-sur-Mer dans une famille de la petite bourgeoisie intellectuelle (son père est journaliste à *La Voix du Nord*), il fait ses études secondaires dans le Pas-de-Calais et entre à l'ENS en 1964. Il obtient l'agrégation d'allemand en 1968. Il devient alors assistant à Paris-IV (1968-1970), puis agrégé répétiteur à l'ENS (1971-1977) et, après sa thèse soutenue en 1976 sur l'histoire de la philosophie de l'histoire », il est élu maître de conférences à l'ENS, jusqu'à être nommé professeur de littérature allemande (toujours à l'ENS) en 2002. Sur sa trajectoire, voir sa notice Maitron rédigée par Jean-Numa Ducange : <https://maitron.fr/spip.php?article137285>, notice LEFEBVRE Jean-Pierre par Jean-Numa Ducange, version mise en ligne le 6 juin 2011; ainsi que Gérard Noiriel\* Peter Schöttler Jean-Pierre Lefebvre\*, « Comment traduire les philosophes allemands ? Entretien avec Jean-Pierre Lefebvre », *Genèses*, 7, 1992, pp. 150-162.

<sup>1511</sup> Dont Lucien Sève affirme qu'il s'en est vendu 30 000 exemplaires. Cf Jean-Numa Ducange, « Entretien avec Lucien Sève... », *art. cit.*, p. 131.

<sup>1512</sup> Et ce au moment de la publication en 1965 du dernier tome de ces œuvres complètes de Lénine en russe. Voir André Pierre, « Les œuvres complètes de Lénine », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1965.

Marx et d'Engels, mais aussi de la III<sup>e</sup> Internationale ; le russe, évidemment, indique l'importance de Lénine au catalogue, mais aussi le fort lien de dépendance qui existe encore avec Moscou.

Pourtant, si les « classiques du marxisme » montrent sans surprise, et même dans ces années d'*aggiornamento*, la relation générale de proximité entre le PCF et le PCUS – les œuvres complètes de Lénine sont d'ailleurs publiées sur le modèle de la nouvelle version russe, établie au même moment par le PCUS – l'évolution du PCF et du mouvement communiste se reflète aussi dans le catalogue. En effet, l'ensemble des textes de Staline en a été retiré après 1956, alors qu'il en représentait une part importante. Ses écrits ne seront republiés qu'en 1983, et avec tout l'appareil critique nécessaire pour tenter de prévenir les accusations de stalinisme.

D'autres textes du passé publiés par les ES concernent des précurseurs de Marx et Engels<sup>1513</sup>. On les retrouve principalement dans la collection « Les Classiques du peuple », très majoritairement française [**voir l'encadré n° 5**] Créée en 1950, son but est de diffuser « les grands textes qui constituent le patrimoine de la culture universelle et progressiste, et d'abord l'héritage de la culture française », comme le mentionne le catalogue de mars 1963<sup>1514</sup>. Dans le détail, on peut souligner que cette deuxième sous-catégorie regroupe essentiellement des penseurs « pré-marxistes » — car antérieurs chronologiquement à Marx et Engels<sup>1515</sup>, et concerne 26 ouvrages, soit 19% de cette partie du catalogue. Outre le matérialiste antique Lucrèce<sup>1516</sup>, on y trouve d'abord des grandes figures de la pensée française antérieures aux Lumières comme Racine (*Britannicus*, 1970 [1669]), Molière (l'édition du tricentenaire des *Femmes savantes*, 1971 [1671-1672]) et surtout Descartes, dont le *Discours de la méthode* est réédité en 1974. Ensuite, les penseurs des Lumières sont très présents, que ce soit Pierre Bayle (*Dictionnaire historique et critique*, 1974 [1697]), La Hontan (*Dialogues avec un sauvage*, 1973 [1702/1703]), les *Œuvres* de François-Joseph L'Ange, les quatre volumes de Diderot, ou encore des textes de Condorcet, de d'Holbach, de Lavoisier, de Mably et, bien sûr, de Rousseau. Enfin, des penseurs révolutionnaires – au sens d'actifs durant la Révolution Française – sont aussi mis en avant, à l'image de Robespierre (1758-1994) et de Gracchus Babeuf (1760-1979).

---

<sup>1513</sup> Seuls les *Textes choisis* de Paul Lafargue, gendre de Marx, ne peuvent être classés dans les « précurseurs » du marxisme.

<sup>1514</sup> Cité par Stéphanie Roza, « Un grand moment d'éducation populaire ? " Les classiques du peuple" et le siècle des lumières », in Jean-Numa Ducange, Jean-Yves Mollier, Julien Hage, *Le Parti communiste français et le livre...*, *op. cit.*, p. 69.

<sup>1515</sup> Excepté deux contemporains de Marx et Engels, à savoir Paul Lafargue (1842-1911) – dont des *Textes choisis* sont publiés en 1970 — et Pasteur (1822-1895), dont des *Pages choisies* paraissent en 1970.

<sup>1516</sup> Seul auteur de l'antiquité, il est fréquemment mis en avant en raison de l'influence décisive qu'il aurait eue sur le jeune Marx.

**Encadré n° 5 : Les « classiques du peuple » (1968-1981): quelques exemples d'inédits et de rééditions**

Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, introduction, commentaires et notes explicatives par Jean-Louis Lecercle, 1968  
Helvétius, *De l'esprit*, introduction et notes par Guy Besse\*, 1968  
François-Joseph L'Ange, *Œuvres*, introduction et notes par Paul Leutrat, 1968  
Voltaire, *L'ingénu ; anecdotes sur Bélisaire*, Présenté par Jean Varloot, 1968  
Beaumarchais, *La folle journée ou le mariage de Figaro*, préface, commentaires et notes explicatives par Anne Ubersfeld\*, 1968  
Molière, *Don Juan ou le festin de Pierre*, introduction et notes de Guy Leclerc, 1968  
Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf*, bibliographie établie par Jean Dautry, et complétée par Claude Mazauric\*, 1969  
Montesquieu, *De l'esprit des lois*, introduction et notes de Jean Ehrard, 1969  
Jean Racine, *Britannicus*, introduction et notes de Maxwell Adereth, 1970  
Charles de Marguetel de Saint-Denis, seigneur de Saint-Évrémond, *Textes choisis*, introduction et notes par Alain Niderst, 1970  
Jean Racine, *Andromaque*, préface et notes d'Anne Ubersfeld\*, 1971  
Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, introduction, commentaires et notes de Jean-Louis Lecercle, 1971  
Molière, *Les femmes savantes*, édition du tricentenaire, Introduction et notes par Jean Cazalbou et Denise Sevely. Entretien sur la pièce avec Jacques Toja, 1971  
Pierre Bayle, *Œuvres diverses*, préface et notes d'Alain Niderst, 1971  
Denis Diderot, *Œuvres choisies (Le neveu de Rameau ou satire seconde ; accompagnée de la satire première)*, introductions et commentaires de Roland Desné, préfaces de Jean Varloot et Maurice Roelens, 1972  
Denis Diderot, *Premières œuvres (Lettre sur les aveugles. Article Animal de l'«Encyclopédie». Lettre sur les sourds et muets. Suite de l'Apologie de l'abbé de Prades)*, textes établis et présentés par Norman Rudich et Jean Varloot, 1972  
La Hontan, *Dialogue avec un sauvage*, introduction et notes par Maurice Roelens, 1973  
René Descartes, *Discours de la méthode*, préface, commentaire et notes explicatives par Marcelle Barjonet-Hureauux, 1974  
Lucrèce, *De la nature des choses*, textes choisis, préface, commentaires et notes explicatives par Georges Cogniot\*, 1974  
Pierre Bayle, *Dictionnaire historique et critique*, préface et notes par Alain Niderst, 1974  
Lavoisier, *Pages choisies*, présentation et annotations par Ernest Kahane, 1974  
Mably, *Sur la théorie du pouvoir politique*, Introduction et notes de Peter Friedmann, 1975  
Babeuf, *Textes choisis*, Introduction et notes par Claude Mazauric\*, 1976

Les *Textes choisis* de Babeuf, d'abord parus en 1951 avec des notes explicatives des historiens communistes Germaine et Claude Willard, sont republiés en 1965 dans une nouvelle édition introduite par l'historien communiste Claude Mazauric\*, avant qu'une autre encore toujours supervisée par Mazauric\*, paraisse en 1976. L'intérêt pour Babeuf permet de montrer la logique de cette partie du catalogue. Il s'agit, premièrement, de mettre en avant une tradition révolutionnaire et proto-communiste guidée par une exigence d'égalité réelle et de fraternité. Critique, comme Robespierre, du suffrage censitaire, du droit de propriété et de « l'égalité formelle » typique des révolutionnaires bourgeois, Babeuf est représentatif d'une tradition que Stéphanie Roza qualifie de « communauté des biens »<sup>1517</sup>. Dans son introduction, Mazauric\*

<sup>1517</sup> Stéphanie Roza, « Un grand moment d'éducation populaire ?... », *art. cit.*, p. 75-76.

en fait un des précurseurs de Marx, rappelant le mot de Marx qui parlait de Babeuf comme du « premier communiste agissant » et celui de Labrousse qui évoquait une sorte de « communisme distributif »<sup>1518</sup>.

Deuxièmement, la publication des textes d'un précurseur comme Babeuf valorise la tradition rationaliste et révolutionnaire française. La mise en avant du patrimoine intellectuel français est particulièrement claire quand on observe que l'essentiel des textes des « précurseurs » sont des textes de penseurs français, alors que les « classiques du marxisme » sont essentiellement des traductions de l'allemand et du russe [cf *supra*]. Ainsi, au-delà de Babeuf, cette partie du catalogue est typique de la « coexistence au PCF d'une culture avant-gardiste et d'une culture républicaine et patrimoniale »<sup>1519</sup>, déjà visible dans les décennies précédentes avec *La Pensée*, « revue du rationalisme moderne », dans la collection « Grandes Figures » des Éditions sociales. Cette inscription dans la culture française la plus légitime explique que la plupart des textes publiés dans cette partie du catalogue sont utilisés dans le système scolaire, qu'il s'agisse de textes de théâtre et de classiques de philosophie. En même temps, il s'agit bien d'intégrer le marxisme à l'histoire française. La nouvelle publication de Descartes est par exemple en continuité avec un mouvement d'intellectuels « philosoviétiques » [cf le chap. 1] qui, dans les années 1930, a tenté de « redéfinir les rapports entre Marx et les grands penseurs français, non plus sous la forme d'une opposition irréductible, mais sous la forme d'une filiation »<sup>1520</sup>. Descartes fut à ce titre une « figure de ralliement », tout comme Durkheim, grâce au travail par exemple de René dont les conférences à la Commission scientifique de la Russie neuve portèrent (sous pseudonyme) aussi bien sur Durkheim que sur Hegel et Marx<sup>1521</sup>.<sup>1522</sup>

Troisièmement, si Claude Mazauric\* souligne les vertus de Babeuf, il pointe aussi les limites de sa pensée : s'il n'est « pas illégitime, écrit-il, de voir en Babeuf l'ancêtre du “communisme” », il n'a pu que « répondre aux questions posées par les circonstances tout à fait dramatiques du temps qui fut le sien »<sup>1523</sup>. L'historien se situe ainsi dans l'orthodoxie

---

<sup>1518</sup> Claude Mazauric\*, « Introduction », in Gracchus Babeuf, *Textes choisis*, Éditions Sociales, Paris, 1976, pp. 51 et sq.

<sup>1519</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, p. 227.

<sup>1520</sup> Voir Isabelle Gouarné, *L'invention du marxisme en France*, pp. 182 et sq.

<sup>1521</sup> *Ibid.* Sur René Maublanc, voir également sa fiche Maitron rédigée par Nicole Racine : <https://maitron.fr/spip.php?article121125>, notice MAUBLANC René, Léon, Gustave par Nicole Racine, version mise en ligne le 30 novembre 2010.

<sup>1522</sup> Voir Isabelle Gouarné, *L'invention du marxisme en France...*, *op. cit.*, p. 182 et sq. Voir plus généralement la deuxième partie de son ouvrage intitulée « L'invention d'un marxisme française : le “rationalisme moderne” (1932-1939) », dans laquelle l'auteure pointe aussi les liens entre marxisme et École des Annales ou la centralité de Descartes.

<sup>1523</sup> Claude Mazauric, « Introduction »..., *op. cit.*, p. 11.



marxiste, puisque Marx lui-même louait Babeuf tout en critiquant son « ascétisme universel » et son « égalitarisme grossier »<sup>1524</sup>, visible notamment dans son objectif de stricte répartition des terres<sup>1525</sup>. Ainsi, comme tous les précurseurs, Babeuf est une source d'inspiration mais doit être dépassé. Cette appropriation est d'autant plus aisée que les précurseurs du marxisme présentent l'avantage d'avoir pu influencer et non pas critiquer le marxisme authentique fondé par Marx et Engels. Mais s'il est un précurseur appelé dialectiquement à être dépassé, Babeuf reste loué par l'ensemble de la tradition communiste et marxiste « officielle » comme le montre le fait que ses archives ont été longtemps conservées à l'institut Marx-Engels-Lénine de Moscou<sup>1526</sup>.

Contrairement aux « précurseurs », la place des « successeurs » est plus délicate à contrôler. Cette partie du catalogue, qui représente près du tiers des textes du passé (43 ouvrages, soit 30,7%), regroupe, d'abord, des « grandes figures » françaises. On y trouve une anthologie de textes du psychologue Henri Wallon, des ouvrages des écrivains communistes Romain Rolland (1866-1944) et Jean-Richard Bloch (1884-1947), ou celui élogieux que Jean Fréville a publié en 1950 sur la naissance du PCF – *La nuit finit à Tours* –, et qui est réédité en 1970 dans une « édition du cinquantenaire » (de la création du PCF). Cette réédition est aussi une manœuvre politique pour contrer la visibilité croissante que gagne au même moment la lecture plus historienne – et donc critique – d'Annie Kriegel. Cet ex-communiste, devenue anticommuniste, vient d'être élue professeure de sociologie politique à l'Université de Nanterre, et publie en 1970 une nouvelle édition du livre tiré de sa thèse consacrée aux « origines du communisme français », chez un éditeur généraliste après une première diffusion universitaire<sup>1527</sup>. Maurice Thorez est aussi en bonne place avec la nouvelle édition en 1970 de son autobiographie *Fils du peuple*, initialement parue en 1937 [voir *infra sur les autobiographies communistes*]<sup>1528</sup>.

On trouve également au sein du catalogue des ES des textes de Jean Jaurès, avec une édition en six tomes de son *Histoire socialiste de la Révolution française*<sup>1529</sup>, annotée par Albert

---

<sup>1524</sup> Cité par Stéphanie Roza, « Un grand moment d'éducation populaire ?... », *art. cit.*, p. 77 et sq.

<sup>1525</sup> Ernest Labrousse parlait, à ce propos, de « communisme distributif », cité par Claude Mazaauric\*, « Introduction », in Gracchus Babeuf, *Textes Choisis...*, *op. cit.*, pp. 51 et sq. Mazaauric\* ajoute que, pour Babeuf, « seule l'égalité entre tous peut garantir à chacune et chacun la possibilité minimale de développer le plus librement possible son être propre, condition de son bonheur personnel et de sa participation empathique au bien commun de tous les hommes », *Ibid.*, p. 35.

<sup>1526</sup> Pour une brève histoire du babouvisme, voir Stéphanie Roza, « Situation de la connaissance du babouvisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°115, 2011, pp. 157-174.

<sup>1527</sup> Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français...*, *op. cit.*

<sup>1528</sup> Voir Bernard Pudal, « Le peuple dans Fils du Peuple de Maurice Thorez », *Sociétés et représentations*, n°8, décembre 1999, pp. 265-279 ; et, plus globalement, Bernard Pudal, *Prendre parti...*, *op. cit.*

<sup>1529</sup> Auxquels il faut ajouter la publication, en 1977, de *L'armée nouvelle : l'organisation socialiste de la France*.

Soboul\* et préfacée par Ernest Labrousse. Ces textes mêlent là aussi des enjeux historiographiques et politiques autour de la Révolution Française mais aussi autour de Jaurès, qui est à la fois une figure patrimoniale de l'histoire intellectuelle et politique française tout en étant un enjeu de lutte (et de rapprochement) avec les socialistes. Le texte lui-même est « incontestablement [...] la partie de l'œuvre jaurésienne où la référence à Marx est à la fois la plus explicite et la plus visible dans son écriture »<sup>1530</sup>. En même temps, cette édition nouvelle, qui remplace celle d'Albert Mathiez (1922-1927), est moins marquée par la « flamme de la jeune révolution bolchevique et de l'enthousiasme révolutionnaire » (comme l'est celle de Mathiez) et « respire davantage *l'aggiornamento* post-stalinien »<sup>1531</sup>. C'est donc le fait même de publier un texte (et un auteur) longtemps indisponible et rejeté par le stalinisme en raison de ses « propos ponctuels négatifs » sur Lénine<sup>1532</sup> [voir la même logique que le rejet de Rosa Luxemburg, voir *supra*] qui est une marque d'ouverture.

Le constat d'ouverture contrôlée est similaire pour les trois textes publiés en 1969 de Georges Politzer (1903-1942)<sup>1533</sup>, agrégé de philosophie et intellectuel communiste actif surtout à partir des années 1930, à savoir une réédition des *Principes élémentaires de philosophie*<sup>1534</sup>, et deux recueils intitulés *Écrits. La philosophie et ses mythes* (tome 1), et *Écrits. Les fondements de la psychologie* (tome 2). Classiquement, ces textes du résistant Politzer, exécuté par les allemands en 1942, permettent au PCF de réactiver l'image de « parti des fusillés ». Georges Cogniot\*, dans son « avant-propos » au tome 1 des *Écrits*, rappelle que « les Éditions sociales s'acquittent d'un devoir pressant envers les jeunes en leur offrant ce recueil de quelques textes théoriques ou polémiques du grand philosophe qu'en mai 1942, les hitlériens fusillèrent », ajoutant que Politzer « ne s'est pas trompé sur l'essentiel : l'Union soviétique s'est révélée plus forte que le fascisme, elle a remporté la victoire dans la deuxième guerre mondiale, et le monde a fait de nouveaux et gigantesques progrès sur la route du socialisme »<sup>1535</sup>. Les *Écrits* de Politzer

---

<sup>1530</sup> Jean-Numa Ducange, « La réception de *L'Histoire socialiste de la Révolution française de Jaurès* », Note n°225 - Fondation Jean-Jaurès - 8 juillet 2014, pp. 1-6. Voir également la préface de Jean-Numa Ducange à la réédition (dans l'édition de Soboul\* augmentée) de Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions Sociales, 2014.

<sup>1531</sup> Jean-Numa Ducange, « La réception de *L'Histoire socialiste de la...* », art. cit.

<sup>1532</sup> *Ibid.*

<sup>1533</sup> Nous nous appuyons ici largement sur Giuseppe Bianco, « Introduction. 90 ans de psychologie concrète (1925-2015) », in Giuseppe Bianco (dir.), *Georges Politzer, le concret et sa signification : psychologie, philosophie et politique*, Paris, Hermann, 2016.

<sup>1534</sup> Publiés pour la première fois en 1946, ces *Principes élémentaires de philosophie* sont la reproduction de notes prises par un de ses élèves lors des cours que Politzer donna à l'Université ouvrière en 1935-1936.

<sup>1535</sup> Georges Cogniot\*, « Avant-propos », in Georges Politzer, *Écrits. Tome I*, Paris, Éditions sociales, 1969, pp. 8-9.

permettent donc de mettre en avant des textes politiques<sup>1536</sup> qui ne posent aucun problème d'assimilation. En même temps, des textes plus philosophiques et théoriques, plus problématiques pour le parti, sont publiés. Georges Cogniot\* écrit que « sa force, Georges Politzer la devait surtout à sa fidélité absolue au marxisme-léninisme, passée l'époque des premiers tâtonnements théoriques<sup>1537</sup> », référence à ses rapports un temps conflictuels avec le parti dans les années 1920, quand il était membre du groupe « Philosophies » [cf le chap. 1]. Ces « tâtonnements » politiques sont parallèles aux « « tâtonnements théoriques » dont parle Cogniot\*, à savoir sa défense initiale de la psychanalyse (« Le mythe de l'anti-psychanalyse », *Philosophies*, mars 1925) et d'une « psychologie concrète (*Critique des fondements de la psychologie*, 1928). Ces textes problématiques sont antérieurs à son virage de 1929-1930<sup>1538</sup> et son rejet « sectaire »<sup>1539</sup> de Freud et de tout ce qui s'apparente à la psychanalyse mais aussi au freudo-marxisme (comme le texte reproduit : Psychanalyse et marxisme : un faux contre-révolutionnaire, le freudo-marxisme », *Commune*, n°3, novembre 1933). La publication de textes antérieurs à son tournant (et donc datés des années pré-1929) peut s'expliquer de trois façons. Premièrement, comme on l'a vu au chapitre 1, la psychanalyse reste, pour le PCF, une « idéologie réactionnaire », du nom de l'autocritique publiée en 1948 [voir le chap. 1], Politzer est le « véritable spectre qui hante les rapports entre psychanalyse et marxisme des années 1930 aux débats des années 1970 »<sup>1540</sup>, comme l'écrit Frédérique Matonti. Or, en 1969, ce conflit est moins vif<sup>1541</sup>. Deuxièmement, c'est le rôle même de Sève\* qui est sans doute central ici. Il publie, toujours en 1969, son livre *Marxisme et théorie de la personnalité* aux ES. Dans ce livre, il se place dans la lignée du Politzer de 1928, celui de la *Critique des fondements de la psychologie*, et va jusqu' à écrire que la psychanalyse peut être enfin « assimilée sous certaines conditions par le matérialisme historique, c'est-à-dire reprise de façon critique et dans certaines

---

<sup>1536</sup> Est reproduit par exemple le texte *Révolution et contre-révolution au XXe siècle*, texte de janvier 1941 publié dans la clandestinité et en pleine Résistance, puis en 1947 par les Éditions sociales.

<sup>1537</sup> « Tâtonnements et recherches reflétés dans les textes par lesquels s'ouvre le présent recueil [note de bas de page originale de Georges Cogniot\*].

<sup>1538</sup> Voir la notice Maitron de Nicole Racine : <https://maitron.fr/spip.php?article88367>, notice POLITZER Georges par Nicole Racine, version mise en ligne le 4 juillet 2010

<sup>1539</sup> Pour reprendre le terme de Nicole Racine, qui dit qu'il « condamna non sans sectarisme, toute tentative de concilier marxisme et psychanalyse ».

<sup>1540</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 275.

<sup>1541</sup> Frédérique Matonti revient sur cette histoire et ces « bricolages » entre psychanalyse et marxisme. Permises par la période d'aggiornamento et en suivant la voie ouverte par Althusser dans « Freud et Lacan », publié dans *La NC* en janvier 1964, ces rapports moins conflictuels entre intellectuels communistes et psychanalyse sont aussi rendus possibles par l'arrivée de jeunes intellectuels, socialisés hors du PCF, à l'image de Catherine Clément\*, qui explique : « Ma naïveté politique et mon innocence étaient telles au moment de mon adhésion que c'est tout spontanément que je me mis à parler de psychanalyse : c'était, en toute bonne foi, ignorer les violentes polémiques dont elle avait été l'objet dans les temps anciens », entretien intitulé « Les beaux jours » publié dans *Le Magazine littéraire* en novembre 1980 dans un numéro intitulé « Les écrivains communistes et le PCF », cité dans *Ibid.*

limites »<sup>1542</sup>. Troisièmement, la publication des textes de Politzer est liée à l'intérêt nouveau d'éditeurs « bourgeois » pour les idées « marxistes » au sens large [cf le chap. 2], puisque les PUF publient en 1967 la *Critique des fondements de la psychologie* et les éditions Jean-Jacques Pauvert *La fin d'une parade philosophique : le bergsonisme* en 1968<sup>1543</sup>. La publication des écrits est donc aussi le moyen de reprendre la main sur le cadrage d'une pensée qui « remonte à la surface dans toute sa complexité »<sup>1544</sup>. En parallèle, la publication de texte des années 1930 est le moyen de réaffirmer l'opposition du PCF au freudo-marxisme<sup>1545</sup>, alors que des adversaires intellectuels et politiques s'en emparent, chez Maspero et surtout aux éditions Anthropos [voir *infra*], et que les ventes d'auteurs comme Reich ou Marcuse explosent avec Mai-Juin 1968 [cf le chap. 2]

On trouve enfin, à côté de ces auteurs français, à la fois des Italiens (Togliatti, *Sur Gramsci*, 1977, alors que l'ancien leader du PCI est décédé en 1964), des Allemands (une anthologie de textes de Rosa Luxemburg [voir *supra*], et une autre de Clara Zetkin), mais aussi de nombreux penseurs d'Europe de l'Est. Il s'agit avant tout de dirigeants communistes, à l'image du Bulgare Georgi M. Dimitrov, dirigeant de la III<sup>e</sup> Internationale, et des Russes Lioudmila M. Zak (*Des Français dans la Révolution d'octobre*, 1976) et Georges Plekhanov (2 titres). On trouve également un texte de Georg Lukacs (1885-1971), dont les ES publient en 1974, dans la nouvelle collection « Ouvertures », dirigée par Francis Cohen\*, des textes inédits intitulés *Écrits de Moscou*. Auteur complexe en raison de sa double vie, à la fois critique du PCUS puis dirigeant (député, ministre de la Culture en Hongrie), ces textes de Lukacs sont cadrés par une longue introduction de Claude Prévost\* [Cf. l'encadré 6, chap. 2]<sup>1546</sup>.

Dans tous ces textes des successeurs se voit à la fois la volonté de mettre en avant des figures essentielles de la III<sup>e</sup> Internationale et du PCF mais aussi des signes d'ouvertures liés à la situation politique en France, puisque l'essentiel de ces textes sont publiés avant 1977 et la rupture du programme commun [voir les chap. 2 et 5]. S'il faudrait ici dépouillés les archives pour saisir en détails les coulisses de ces publications, on peut observer ici une assimilation prudente, comme on a pu le voir dans le cas de Rosa Luxemburg. Celle-ci passe par une sélection des textes les plus faciles à cadrer, à l'image de l'*Histoire socialiste de la Révolution*

---

<sup>1542</sup> Lucien Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris, Editions sociales, 1972 [1969], p. 206.

<sup>1543</sup> Texte initialement publié par Politzer en 1929. Voir Giuseppe Bianco, « Introduction. 90 ans de... », *chap. cit.*

<sup>1544</sup> *Ibid*, p. 5.

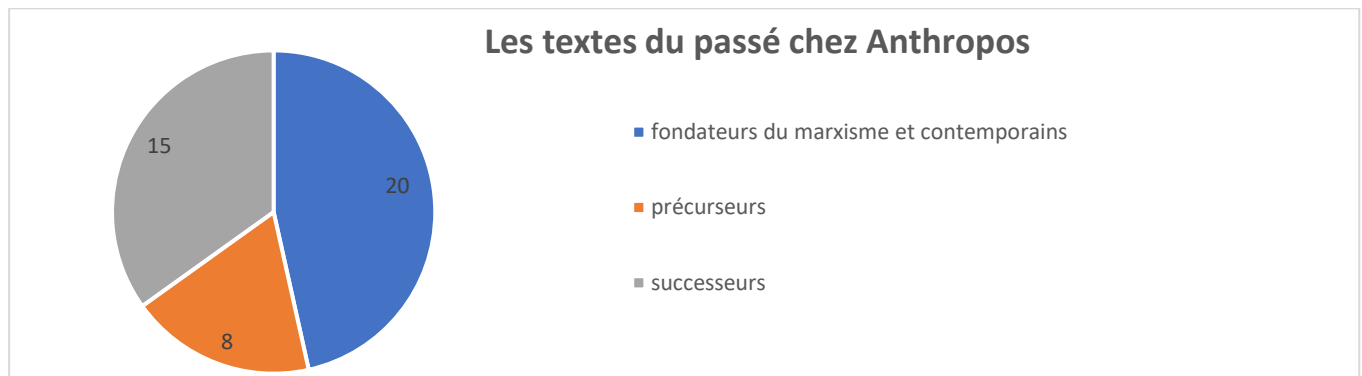
<sup>1545</sup> Pour une présentation de l'histoire du freudo-marxisme, voir l'introduction à Jean-François Bert (dir.), *La Volonté de savoir de Michel Foucault. Regardes critiques 1976-1979*, Caen, Presses Universitaires de Caen, 2014.

<sup>1546</sup> Il faudrait revenir en détail sur les différentes appropriations de Lukacs à l'époque, ce qui excède notre propos ici. Pour une critique du cadrage de Prévost\*, voir Yvon Bourdet\*, *infra*.

française. Celle-ci est complétée par la place importante donnée aux précurseurs (français) de Marx, Engels et Lénine, mais surtout aux « classiques du marxisme », véritable cœur de la généalogie orthodoxe reconstruite par les ES à l'époque, et qui représente plus de 50% des textes du passé. La centralité qu'y occupent les textes allemands et russe témoignent que l'ouverture reste relative, et que les ES et le PCF sont encore largement pris dans l'orbite du PCUS et du mouvement communiste international. C'est justement cette tradition qui est critiquée dans le catalogue d'Anthropos, qui entend construire une tradition alternative.

### ***Anthropos, entre marxisme, utopie et sociologie***

La catégorie des textes du passé, malgré sa faible importance quantitative chez Anthropos puisqu'elle ne concerne que 43 ouvrages soit 12,7% du catalogue, est une composante essentielle de son identité intellectuelle et politique, à l'image de la création, à la fin des années 1960, de la collection « Marxismes d'hier et d'aujourd'hui ». Elle s'articule autour des mêmes axes comme le montre le schéma suivant.



On y trouve plusieurs auteurs de la période moderne (XV-XVIII<sup>e</sup> siècles), comme Jean de Lévy, auteur d'une *Histoire mémorable du siège de Sancerre* en 1573<sup>1547</sup>, les tomes 3 et 4 des *Voyages* d'Ibn Baṭṭūṭā, ainsi que d'autres textes d'explorateurs comme ceux de Jacques Cartier<sup>1548</sup>. Mais le projet éditorial le plus représentatif de cette partie du catalogue est sans doute la publication en 3 tomes entre 1970 et 1972 des *Œuvres Complètes* du Curé Meslier, et qui a bénéficié d'une aide de la Caisse nationale des lettres. Il s'agit là d'un « précurseur », décrit dans l'introduction comme « athée et révolutionnaire ». Simple curé de campagne né en 1654 dans les Ardennes et mort en 1729 en Champagne, où il exerça son ministère, il laisse à sa mort un testament resté célèbre dans lequel il écrit que « toutes les religions du monde ne

<sup>1547</sup> Cet ouvrage est publié par Anthropos en 1975 avec une étude de Géralde Nakam, *Au lendemain de la Saint-Barthélemy : guerre civile et famine*, qui est le texte d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris Sorbonne en 1970. Géralde Nakam est, au moment de cette publication en 1975, maître-assistant à l'Université de Paris III.

<sup>1548</sup> Jacques Cartier, *Voyages de découverte au Canada entre les années 1534 et 1542*, Paris, Anthropos, 1968.

sont que des inventions humaines », que l'égalité entre les hommes entre en contradiction avec la propriété privée, pivot central de l'économie politique naissante qui se développe alors en France<sup>1549</sup>, et évoque la révolution comme « une si noble, si généreuse, si importante et si glorieuse entreprise ». Certes, Roland Desné [voir l'encadré n° 7], dans son introduction aux *Œuvres*, défend, contre des visions plus radicales comme celle de Maurice Dommanget\*<sup>1550</sup>, que le curé Meslier était un « révolutionnaire de pensée, non de tempérament et d'action ». Mais cette publication d'Anthropos propose malgré tout « une doctrine matérialiste originale et surtout une pensée socialiste d'une vigueur sans précédent ». Cette publication toute politique qu'elle soit revendique aussi une grande rigueur scientifique, au point que ces *Œuvres Complètes* reçoivent un prix de l'Académie Française en 1972.

Cette distance vis-à-vis du monde communiste ne doit pas être surévaluée. Premièrement, les trois responsables de ces *Œuvres Complètes*, à savoir le philosophe Jean Deprun et les historiens Roland Desné et Albert Soboul\*, sont proches et/ou membres du PCF, même s'il sont autour de Mai-Juin 1968 de plus en plus critiques [voir l'encadré n° 7]. On peut cependant se demander si ces *Œuvres complètes* ont été proposée à Lucien Sève\* et aux Éditions Sociales et, si oui, les raisons de la non-publication. Deuxièmement, les Éditions Anthropos publient un penseur « traduit et apprécié en Union Soviétique où les lycéens apprennent qu'il est un des plus grands noms du pays de Descartes et de Corneille<sup>1551</sup>, traduit intégralement aussi en Tchécoslovaquie, connu et étudié en Pologne », mais qui, en France, reste ignoré au point qu'il n'a « jamais figuré dans le *Petit Larousse illustré* »<sup>1552</sup>. Anthropos comble donc ici autant un vide éditorial qu'un espace politique.

---

<sup>1549</sup> Voir Arnault Skornicki, *L'Économiste, la cour et la patrie. L'économie politique dans la France des Lumières*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

<sup>1550</sup> Maurice Dommanget, *Le Curé Meslier, athée, communiste et révolutionnaire sous Louis XIV*, Paris, Julliard, 1965.

<sup>1551</sup> Et ce à tel point qu'un obélisque lui est érigé à Moscou en 1919.

<sup>1552</sup> Jean Deprun, Roland Desné, Albert Soboul\*, « Avant-Propos », in Jean Meslier, *Œuvres complètes*, Paris, Anthropos, 1970, p. XI.

### Encadré n° 7 : Roland Desné, Jean Deprun et Albert Soboul\*, trois communistes chez Anthropos

Jean Deprun<sup>1553</sup> (1923-2006), normalien, agrégé de philosophie en 1948, commence sa carrière de professeur en classes préparatoires au lycée Thiers à Marseille. Il est également membre, durant un temps, du PCF. Sa carrière se poursuit au Lycée Louis-Le-Grand à Paris, puis à l'Université, d'abord celle d'Aix-Marseille, avant qu'il devienne professeur à la Sorbonne. Spécialiste de la pré-modernité et des Lumières, point d'entrée de son intérêt pour Jean Meslier, il a soutenu en 1977, sous la direction d'Yvon Belaval, une thèse sur *La philosophie de l'inquiétude en France au dix-huitième siècle*, publiée en 1979 chez Vrin

Le littéraire Roland Desné, né en 1931, est un ancien élève de l'ENS Saint-Cloud, où il entre en 1951. C'est à l'ENS qu'il adhère au PCF. Il poursuit ensuite une carrière au sein de l'école normale d'instituteurs de Rouen, et publie dans les revues du parti. Il est actif au sein de la *Nouvelle Critique* jusqu'au renouvellement de la formule de la revue en 1966, et il participe au CERM entre 1964 et 1970. Si c'est un communiste déjà plutôt hétérodoxe au moment où il publie les *Œuvres Complètes* de Jean Meslier chez Anthropos, il reste proche du parti, et il est d'ailleurs le co-directeur, avec Pierre Abraham\*, des douze tomes de *L'histoire littéraire de la France* publiée aux Éditions Sociales. Académiquement, il devient professeur d'université et finit sa carrière à l'Université de Reims. Il a co-fondé la revue *Dix-huitième siècle* en 1967.

Albert Soboul\*<sup>1554</sup> est né en 1914 en Algérie après l'installation de ses parents en 1908. Les décès de son père, menuisier, au front, puis de sa mère, en 1922, d'une phtisie, font d'Albert Soboul\* une pupille de la Nation. Élevé par sa tante directrice de l'École normale d'institutrices de Nîmes, c'est un élève boursier aux résultats brillants jusqu'à son admission en khâgne à Louis-Le-Grand en 1932 puis à son entrée comme boursier à la Sorbonne en 1933, où il adhère à l'Union fédérale des étudiants et se rapproche des réseaux communistes. En 1938, Albert Soboul\* obtient l'agrégation d'histoire, alors qu'il vient de publier aux ESI, sous pseudonyme, son travail de maîtrise : *Saint-Just : ses idées politiques et sociales* (1937). Résistant, il devient après le conflit actif au sein du Cercle des historiens du PCF tout en enseignant quinze années en lycée, notamment à Henri IV. A partir de 1960, c'est à l'Université de Clermont-Ferrand qu'il poursuit sa carrière comme maître de conférences puis, dès 1962, comme professeur, alors que sa thèse sur *Les Sans-culottes parisiens de l'an II*, soutenue en 1958 avec Georges Lefebvre, fait de lui l'un des historiens majeurs de la Révolution française, ce qu'illustre son élection en 1967 sur la chaire d'histoire de la Révolution Française de la Sorbonne. Ébranlé par les crises successives que traverse le monde communiste à partir de 1956, Soboul\* est un intellectuel communiste contestataire quand il participe aux *Œuvres Complètes* du Curé Meslier, mais son engagement politique reste fort jusqu'à sa mort en 1982, comme en attestent ses contributions à des ouvrages des Éditions Sociales, ou son appel à voter Georges Marchais\* en 1981.

L'identité d'Anthropos se construit également à travers la publication de nombreux auteurs du 19<sup>e</sup> siècle, tous réunis sous l'étiquette commode de « fondateurs du marxisme et contemporains ». Représentant près de 50% des textes du passé (20 titres), une part importante de cette partie du catalogue est consacrée à des ouvrages de Marx lui-même, dont les *Lettres à Kugelmann : 1862-1874*, publiées en 1968, et surtout les cinq tomes des *Grundrisse*, considérés comme les travaux préparatoires au *Capital*, et que Marx a écrit durant les années 1850. La

<sup>1553</sup> Nous le situons ici rapidement, mais sa seule activité chez nos trois éditeurs étant lié à son rôle dans ces publications de Jean Meslier, nous ne l'avons pas intégré à la population, contrairement à Roland Desné et Albert Soboul\*, qui participent à d'autres publications.

<sup>1554</sup> Voir la notice Maitron rédigée par Michel Trebitsch et Jacques Girault, actualisée le 25 février 2018.

publication des *Grundrisse* par Anthropos est permise par le travail de son traducteur, Roger Dangeville, qui a travaillé aux côtés de Maximilien Rubel dans l'établissement de l'œuvre de Marx à la Pléiade, initiée au début des années 1960<sup>1555</sup>. Si seuls des morceaux choisis ont été publiés dans la Pléiade, la brouille entre Rubel et Dangeville au milieu des années 1960 conduit ce dernier à se rapprocher d'Anthropos, dont il est proche politiquement<sup>1556</sup>. La publication des *Grundrisse* est en même temps rendu possible par les « lacunes », voire la « faute », des Éditions Sociales, comme Lucien Sève\* l'avance à propos de la direction précédente :

« Avec les grands éditeurs, nous n'avions pas de problèmes tout simplement parce que nous ne jouions pas dans la même cour. En revanche, on en avait évidemment avec Maspero et spécialement avec Anthropos [...] Quand Anthropos publie en 1967 le premier tome des *Grundrisse* de Marx, et le second en 1968, alors là c'est un vrai coup dur. J'étais furieux, mais contre nous-mêmes. On s'était engagés dans des projets de bien moindre importance, alors que nous ne disposions pas encore de la totalité du massif du *Capital*. Il y avait eu là une typique faute de direction [des Éditions sociales]. Là on peut vraiment parler de lutte pour l'hégémonie culturelle. Comblers ces graves lacunes a été dès 1970 un de mes soucis constants »<sup>1557</sup>.

L'exemple des *Grundrisse* révèle la « lutte pour l'hégémonie culturelle » entre plusieurs éditeurs politiques, et les oppositions politiques que ce travail éditorial recouvre<sup>1558</sup>. On peut en effet douter de la volonté réelle de Lucien Sève\* et du PCF de publier les *Grundrisse* quand on sait que les textes des *Grundrisse* sont, dans les années 1960 et 1970, très utilisés par l'extrême gauche antistalinienne<sup>1559</sup>, notamment en raison du « fragment sur les machines »<sup>1560</sup>, où les marxistes antistaliniens tentent d'actualiser leur marxisme en repensant les liens entre développement technologique et domination de classe, alors que la vie intellectuelle est marquée par les débats sur la « nouvelle classe ouvrière » et les bienfaits de la croissance et du

---

<sup>1555</sup> Aude Le Moullec-Rieu, « Les Œuvres de Marx dans la « Bibliothèque de la Pléiade » : une consécration paradoxale », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx, une passion...*, op. cit., pp. 134-143.

<sup>1556</sup> *Ibid.* Roger Dangeville a été formé au bordiguisme français (courant anti-stalinien tiré du nom d'Amadeo Bordiga, fondateur du PCI exclu en 1930 pour son opposition à la ligne de la fin des années 1930), et se montre – tout comme Rubel – très critique du communisme orthodoxe.

<sup>1557</sup> Lucien Sève, « Un éditeur communiste heureux »..., art. cit., p. 118.

<sup>1558</sup> Cette lutte ne se limite bien entendu pas aux *Grundrisse*, et les dirigeants communistes en sont conscients. En 1969, année où il passe la main à Lucien Sève\* à la tête des ES, Guy Besse\* exprime sa crainte de perdre une position dominante sur le marché du livre marxiste dans une lettre écrite après une proposition d'édition en poche d'extraits du *Capital* qui lui aurait faite Althusser\* : « Nous avons certes l'idée de publier *Le Capital* en livre de poche. Mais la signature d'Althusser nous aiderait beaucoup. Si nous, Éditions sociales, nous ne faisons pas une telle édition, d'autres la feront. C'est ainsi qu'on nous "fauchera" peu à peu Marx et Engels en détail », Lettre à François Billoux, 3 mars 1969, Archives du PCF, AD de Bobigny, Fonds Leroy, 263J 58, citée par Bernard Pudal, « Un inédit de Louis Althusser\* : la note à Henri Krasucki\* (1965)... », art. cit., p. 63.

<sup>1559</sup> Voir Patrick Massa, « Le Marx de l'extrême gauche : la politisation d'un marxisme savant », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx, une passion...*, op. cit., pp. 99-110.

<sup>1560</sup> Pour une histoire (très italienne) des usages de ce texte, voir Riccardo Bellofiore et Massimiliano Tomba, « Marx et les limites du capitalisme : relire le "fragment sur les machines" », 2014, texte disponible en ligne : <http://revueperiode.net/marx-et-les-limites-du-capitalisme-relire-le-fragment-sur-les-machines/>



capitalisme [voir le chapitre 1]. Ainsi, que ce soit chez Ernest Mandel\* (*Traité d'économie marxiste*, Julliard, 1962), André Gorz, Michael Lowy\* - qui, dans sa généalogie du « gauchisme théorique », ce « spectre qui hante le sommeil de l'orthodoxie », s'appuie en partie sur les *Grundrisse*<sup>1561</sup> - ou chez Antonio Negri\* - chef de file de l'opéraïsme italien qui va jusqu'à écrire à la fin des années 1970 et contre les lectures althussériennes qui voient dans *Le Capital* la perfection de la pensée de Marx, que c'est dans les *Grundrisse* que se trouve « le sommet de la pensée révolutionnaire marxienne »<sup>1562</sup> -, ces usages d'extrême-gauche des *Grundrisse* expliquent que le choix d'Anthropos de les publier soit un geste politique et que l'absence du texte au catalogue des ES le soit tout autant. Ce n'est qu'en 1980 que les ES publient enfin les *Grundrisse* avec une préface de Jean-Pierre Lefebvre\*. Celui-ci insiste sur le « caractère inclassable » et le « statut mixte et pluriel » de ces manuscrits de 1857 et 1858, manière de reprendre la main en ré-ouvrant les interprétations possibles des *Grundrisse*<sup>1563</sup>.

Ce décentrement par rapport au marxisme orthodoxe à travers les écrits de Marx lui-même se double de la publication de textes de socialistes du XIX<sup>e</sup>, que Marx a baptisé pour mieux les marginaliser les « socialistes utopiques ». Étienne Cabet (*Voyage en Icarie*, 1970) ou Charles Fourier sont ainsi des auteurs phares d'Anthropos. Les douze tomes de la série intitulée *Œuvres complètes* de Fourier<sup>1564</sup> sont d'ailleurs publiés à partir de 1966, dans une édition supervisée par la chercheuse au CNRS Simone Debout-Oleskiewicz\*<sup>1565</sup>, peu avant que les événements ne remettent à la mode sa pensée<sup>1566</sup>.

---

<sup>1561</sup> Michael Löwy\*, *Dialectique et révolution. Essai de sociologie et d'histoire du marxisme*, Paris, Anthropos, 1973.

<sup>1562</sup> Toni Negri\*, *Marx au-delà de Marx*, Paris, Christian Bourgois, 1979, p. 45

<sup>1563</sup> En même temps, J-P Lefebvre\* est alors dans une position critique, et s'apprête à quitter le PCF (dont il reste cependant proche, cf le chap. 5). La publication de cet ouvrage particulier de Marx par un communiste critique reste donc en partie mystérieuse. Il faudrait ici plus globalement faire l'histoire précise des usages différenciés des textes de Marx – et notamment des *Grundrisse* – pour décrire l'espace des prises de positions marxistes dans l'après-1968, tâche qui dépasse notre analyse. Pour un premier aperçu, voir les contributions à la première partie (intitulée « Usages politiques de Marx ») de Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx, une passion française...*, op. cit., pp. 29-110.

<sup>1564</sup> Cette série porte mal son nom, puisqu'on y constate de nombreux manques.

<sup>1565</sup> Née en 1919, Simone Debout-Oleskiewicz\* est à l'époque attachée de recherche au CNRS. Étudiante puis professeure de philosophie, elle fut communiste jusqu'en 1939, puis engagée dans la Résistance (c'est là que, née Devassous, elle prend pour patronyme « Debout ». Elle s'engage après-guerre dans divers mouvement politiques de gauche. Elle a consacré sa vie à l'étude de Charles Fourier, et a publié sur son œuvre un ouvrage paru en 1974 chez Anthropos (« *Griffe au nez* » ou *Donner « have ou art » : écriture inconnue de Charles Fourier*). Toujours vivante et centenaire en 2019, elle a publié sa correspondance avec André Breton, ainsi qu'un texte autobiographique : Simone Debout et André Breton, *Correspondance, 1958-1966*, Paris, Éditions Claire Paulhan, 2019. Nous n'avons pu la rencontrer, et nous nous appuyons ici sur ce texte, ainsi que sur un portrait publié dans *Médiapart* par Antoine Perraud, « "L'élan créateur de la philosophe centenaire Simone Debout », 1<sup>er</sup> janvier 2020.

<sup>1566</sup> Laurent Jeanpierre et Élie During racontent que la statue de Fourier, installée boulevard de Clichy à Paris, a été retirée par les Nazis, avant qu'une copie soit à nouveau mise en place peu après Mai-Juin 1968. Voir Laurent Jeanpierre et Élie During, « Fourier revient », *Critique*, 2015/1 (n° 812-813), p. 3-5. Pour des éléments sur la réception de Fourier en France, voir l'intégralité de ce numéro de *Critique*.

Auguste Comte, dont on sait l'importance dans l'histoire de la sociologie et du positivisme, est également une pièce essentielle du catalogue, à travers la publication de ses *Œuvres*, en douze tomes. Plus que du seul socialisme utopique, c'est donc aussi la tradition de la sociologie française qui est mise en avant par Anthropos. La publication des *Œuvres Complètes* de Saint-Simon, en six tomes, complète ce double projet, politique et scientifique. Réédition de celles publiées entre 1865 et 1878 – à laquelle Anthropos ajoute quelques inédits jusqu'alors inconnus<sup>1567</sup> –, l'enjeu est ici d'abord éditorial, puisqu'il s'agit de « faciliter le travail des chercheurs ». L'introduction à ces *Œuvres Complètes* précise d'ailleurs qu'elles s'adressent à « ceux qui ne se contentent pas de résumés et de morceaux choisis »<sup>1568</sup>. C'est en effet une initiative à la portée scientifique tant « Saint-Simon, bien plus que Rousseau ou Montesquieu apparaît comme le véritable fondateur de la sociologie »<sup>1569</sup>. Mais c'est aussi un geste politique, puisqu'il s'agit de republier l'ensemble du travail « de celui que l'on pu considérer comme le précurseur, non seulement de la pensée sociale moderne, du socialisme et de la sociologie, mais aussi du positivisme, du scientisme et de la technocratie ». Bref, d'un penseur qui « s'est manifesté par une influence déterminante sur la pensée d'Augustin Thierry, fondateur de l'histoire scientifique, sur celle d'Auguste Comte, fondateur du positivisme, celle de Karl Marx, fondateur du socialisme scientifique et même sur celle de Proudhon »<sup>1570</sup>.

Cette partie du catalogue d'Anthropos construit une généalogie du socialisme et en même temps de la sociologie (par la lecture de Durkheim) distincte de Marx et des matérialistes – et, donc, de celle des Éditions Sociales –, à la dimension utopique affirmée. L'invention d'une telle tradition marxiste hétérodoxe se poursuit avec la publication de quinze textes de « successeurs » de Marx. On y trouve notamment *L'Introduction à l'économie politique* de Rosa Luxemburg [voir *supra*], mais aussi des textes d'auteurs russes mis au banc du communisme officiel comme l'austro-marxiste Max Adler, et surtout David Riazanov<sup>1571</sup> et

---

<sup>1567</sup> Sur la construction de cette première édition qui rassemble aussi bien des œuvres de Saint-Simon lui-même que de certains de ses disciples comme Prosper Enfantin, voir Christophe Prochasson, *Saint-Simon ou l'Anti-Marx*, Paris, Perrin, 2005.

<sup>1568</sup> « Notes des éditeurs », in Saint-Simon, *Œuvres. Tome I*, Paris, Anthropos, 1966, p. I.

<sup>1569</sup> Les éditeurs citent Gurvitch, pour qui « Saint-Simon joue le rôle d'un Jean-Baptiste par rapport à la sociologie moderne. Sous certains aspects, ses ouvrages contiennent, mais en germe seulement, une théorie générale déjà très avancée. Il pose avec une étonnante acuité la plupart des problèmes qui ont agité la pensée sociologique au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle ». *Ibid*, p. II. De même, Émile Durkheim faisait de Saint-Simon un penseur central de son étude sur le socialisme. Voir le texte posthume tiré de ses cours, Émile Durkheim, *Le socialisme*, Paris, Félix Alcan, 1928, et principalement le second chapitre intitulé justement « Saint-Simon, sa doctrine, l'école saint-simonienne ». Sur ce point, voir aussi Jean-Claude Filloux, *Durkheim et le socialisme*, Genève, Droz, 1977.

<sup>1570</sup> *Ibid*, pp. I-II.

<sup>1571</sup> Dans sa préface à *Karl Marx, homme, penseur et révolutionnaire*, de Riazanov, publié en 1968 dans la collection « Marxisme d'hier et d'aujourd'hui », Victor Fay souligne qu'il est « nécessaire d'évoquer la figure aujourd'hui presque oubliée de celui qui fut le plus grand marxologue marxiste », professeur à l'université

Nikolaï Boukharine, tous deux fusillés en 1938 après leur condamnation dans les procès de Moscou. Là encore, ces publications construisent l'identité politique d'Anthropos par son opposition aux partis communistes français et soviétique. Cette dimension se renforce quand on observe les grands absents du catalogue d'Anthropos. En effet, on ne trouve, bien sûr, aucun texte de Staline, mais également aucun de Lénine, et un seul de Trotsky – qui plus est un livre plutôt mineur, *Europe et Amérique*, dans une traduction de Victor Serge préfacée par Naville\*.

On trouve enfin des écrits à la croisée de la politique et de la culture savante légitime, à l'image de *La Société archaïque* de Morgan Lewis (1971), anthropologue connu pour être cité par Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. C'est aussi le cas de *Magie et schizophrénie* (1969) du psychanalyste juif Géza Roheim (1891-1953). Né en Hongrie et un temps proche de la république des conseils hongrois - avant d'émigrer aux États-Unis dans les années 1930 -, il eut des échanges soutenus avec Sigmund Freud ou Wilhelm Reich, et représente ici le courant du freudo-marxisme.

Enfin, concurrençant à nouveau les Éditions Sociales, Anthropos publie en 1972 *Figures de Lukacs*, d'Yvon Bourdet\* [voir l'encadré n° 8], dans laquelle on trouve une interview par Bourdet\* de Lukacs, décédé en 1971. Deux ans plus tard, en 1974, quand les Éditions sociales publient « leur » Lukacs introduit par Claude Prévost\* [voir *supra*], c'est à nouveau Yvon Bourdet\* qui prend la plume dans les colonnes de la revue *L'Homme et la société*. Il juge que l'interprétation de Prévost\* passe sous silence le rapport ambigü de Lukacs au stalinisme, et ce pour « la raison subtile [...] que le stalinisme n'a[urait], pour ainsi dire, pas existé ». Bourdet\* tente de réhabiliter Lukacs différemment, en considérant que l'intellectuel hongrois n'a pas été stalinien car il n'a jamais cessé de ruser avec le pouvoir autoritaire des partis communistes d'Europe de l'Est<sup>1572</sup>. Il reprend cette interprétation dans *Figure de Lukacs* en 1972, insistant constamment sur l'opposition de Lukacs à la bureaucratie soviétique.

Ainsi, les textes du passé permettent à Anthropos d'établir une généalogie alternative à l'histoire du marxisme orthodoxe, généalogie qui a des conséquences sur les ouvrages contemporains publiés par l'éditeur. Face à l'orthodoxie communiste, c'est une tradition qui se veut marxiste mais aussi « anti-autoritaire » qui structure son identité militante.

---

Sverdlov et, surtout, fondateur de l'Institut Marx/Engels de Moscou, qu'il dirige jusqu'en 1930 ». Il s'agit d'une réédition d'un texte publié par les Éditions Sociales Internationales en 1928, à laquelle il a été ajouté un « rapport inédit en français sur l'héritage littéraire de Marx et Engels », prononcé le 20 novembre 1923 à Moscou.

<sup>1572</sup> Yvon Bourdet\*, « Georges Lukács, Écrits de Moscou, Paris, Éditions sociales, 1974 », *L'Homme et la société*, n°35-36, 1975, pp. 247-248.

### **Encadré n°8 : Yvon Bourdet\*<sup>1573</sup>, marxiste anti-autoritaire et autogestionnaire**

Yvon Bourdet\* est né le 8 juin 1920 à Albussac, en Corrèze, de parents ouvriers agricoles. Après avoir été « brusquement transplanté »<sup>1574</sup> dans une école républicaine à l'âge de cinq ans, où son occitan natal est interdit, ses bons résultats scolaires lui permettent de sortir de sa destinée sociale en étudiant au séminaire, ce que sa famille « n'avait jamais envisagé ». Alors que l'enfermement catholique et la solitude sociale lui sont pénibles (« j'étais déraciné », « j'avais l'impression d'être embarqué contre mon gré », écrit-il), la guerre est une rupture radicale mettant fin à son expérience du séminaire. Il évite le STO en devenant rédacteur auxiliaire de préfecture à Tulle, et il s'engage dans un réseau de jeunes catholiques combattants. Grand lecteur, il s'inscrit à l'Université de Toulouse peu avant la Libération. Après celle-ci, il refuse de retourner en Corrèze : « la perspective de revenir [s]'enfermer dans le séminaire [lui] paraissait insupportable ».

C'est alors qu'il bénéficie, comme de nombreux élèves dont les études ont été interrompues par la guerre, d'une petite bourse lui permettant de « monter » sur Paris. Il s'inscrit en licence de lettres à la Sorbonne, s'intéresse à l'existentialisme sartrien, multiplie les diplômes<sup>1575</sup> jusqu'à l'agrégation de philosophie en 1955. Il commence au même moment à militer à *Socialisme ou Barbarie*, qu'il quitte en 1958<sup>1576</sup>. Il se rapproche d'*Arguments*, et y publie début 1962 « Démocratie de classe et de parti avec Max Adler ». Dans le même temps, il se fréquente Aron, avec lequel il entame une thèse sur l'austromarxisme tout en enseignant au lycée, et il tente sa chance en 1963 au CNRS, avec le soutien institutionnel de Maximilien Rubel. Après un premier échec, il en essuie un second l'année suivante mais, grâce à des désistements, il est finalement nommé « attaché de recherche agrégé »<sup>1577</sup>.

Au niveau politique, il s'engage, au début des années 1960, au PSU. Intellectuel marxiste, ses recherches portent essentiellement sur l'autogestion (*La délivrance de Prométhée : pour une théorie politique de l'autogestion*, Anthropos, 1970 ; *Pour l'autogestion*, Anthropos, 1974) et l'histoire de l'austromarxisme : il publie des textes de Max Adler (*Démocratie et conseils ouvriers*, Maspero, 1967 ; *Démocratie politique et démocratie sociale*, Anthropos, 1970), d'Otto Bauer (*Otto Bauer et la révolution : textes choisis*, EDI, 1968) et de Rudolf Hilferding (*Le capital financier*, Minuit, 1970). S'il quitte le PSU au milieu des années 1960, il en reste proche alors que l'autogestion devient, d'après Pierre Rosanvallon, « le mot époque/carrefour/aspiration des années 1970 »<sup>1578</sup>. Après 1968, il publie de nombreux ouvrages, notamment chez Anthropos et Maspero, tient un séminaire sur l'autogestion à l'EHESS, et continue sa carrière au CNRS jusqu'à sa retraite, en 1985.

Il meurt en 2005 dans l'indifférence<sup>1579</sup>. Ses archives sont conservées à l'IMEC.

<sup>1573</sup> Sur Yvon Bourdet\*, outre une entrée dans le *Dictionnaire des intellectuels*, voir Benjamin Laillier, *Yvon Bourdet\* (1920-2005), Histoire d'un intellectuel*, mémoire de M2 d'histoire, Caen, 2013.

<sup>1574</sup> Les citations suivantes viennent toutes, sauf mention contraire, d'un document décisif des archives d'Yvon Bourdet\*, à savoir un texte autobiographique de 70 pages intitulé « Petite autobiographie intellectuelle », dans la pochette « Doctorat d'Etat es lettres et sciences humaines. Soutenance sur travaux », BDT 20.4, IMEC, Caen.

<sup>1575</sup> Il écrit : « Je fus bientôt titulaire d'une seconde licence et du Diplôme d'Études Supérieures de philosophie et, par-dessus le marché, de certificats d'histoire des religions, d'esthétique et science de l'art et de psychophysiologie. Ma bourse étant terminée, j'occupais dans l'enseignement public des postes d'auxiliaires et de stagiaires et préparais en même temps le CAPES et l'agrégation de philosophie ».

<sup>1576</sup> Bourdet accuse Castoriadis d'avoir abandonné le marxisme, le traite de « bureaucrate » et lui reproche la place qu'il a pris dans S ou B. Voir François Dosse, *Castoriadis, Une vie..., op. cit.*, pp.137 et sq.

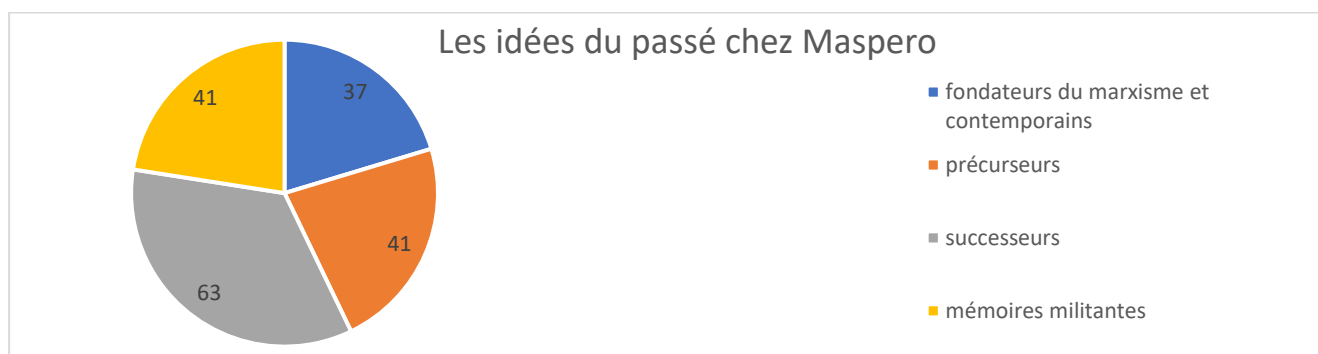
<sup>1577</sup> Lettre de Louis Plin à Yvon Bourdet du 31 août 1964, cité par Benjamin Laillier, *Yvon Bourdet...*, p. 105.

<sup>1578</sup> Dans le troisième de ses onze cours de la série « Les années 1968-2018 : une histoire intellectuelle et politique » ; voir aussi Pierre Rosanvallon, *Notre Histoire intellectuelle et politique, 1968-2018...*, op. cit.

<sup>1579</sup> Exception faite d'une brève d'Olivier Corpet, directeur de l'IMEC et ancien doctorant d'Yvon Bourdet, dans *Le Monde*. Dans *Autogestion, la dernière utopie ?*, ouvrage dirigé par Frank Georgi, il n'est que mentionné qu'à quelques reprises, et sans contribution centrée sur lui. Dans l'histoire du PSU de Bernard Ravanel, il n'est mentionné qu'à une seule reprise, et décrit comme « l'un des plus importants spécialistes de l'autogestion ».

### **Maspero : anti-stalinien et éclectique**

L'histoire des idées représente, chez Maspero, une proportion faible du catalogue (20,6%), mais reste, au vu de l'importance de la production éditoriale de cet éditeur, quantitativement significative, avec 182 ouvrages publiés. Comme pour les deux autres éditeurs, la triade « précurseurs/classiques/successeurs du marxisme » permet de saisir la logique politique à l'œuvre dans cette partie du catalogue. On la complexifiera cependant en ajoutant une quatrième catégorie originale, celle des « Mémoires militantes ».



Tout d'abord, 41 ouvrages concernent des « précurseurs » de Marx et Engels. Il s'agit, pour la totalité d'entre eux, de récits de voyages publiés dans la collection poche « La Découverte », collection dont le but affiché est justement de proposer ce type de lecture [voir l'encadré n° 9]. Ces textes ont bien souvent une dimension littéraire – et, en un sens, économique, puisque ces livres ont un public –, ce qui les rapproche de la collection littéraire « Voix », qui n'a pas été prise en compte dans l'analyse<sup>1580</sup> précisément en raison de sa vocation littéraire<sup>1581</sup>. Pourtant, si cette dimension littéraire semble à première vue rapprocher ces textes d'une littérature d'évasion romanesque, légère et apolitique<sup>1582</sup>, les publications de ces « précurseurs » sont en réalité politisées. Cette partie du catalogue propose une littérature utopique, ainsi qu'une ouverture sur le (tiers) monde et une expérience partagée de voyages et de mobilité géographique [sur Cuba et l'Algérie, Cf. *infra*]. Cette dimension politique est

<sup>1580</sup> L'autre raison qui nous a poussés à ne pas prendre en compte cette collection dans notre analyse est plus pragmatique, et tient au fait que Camille Joseph a déjà réalisé ce travail dans sa thèse. Voir Camille Joseph, *La découverte..., thèse. cit.*, pp. 280 et sq.

<sup>1581</sup> Ce qui ne signifie pas que la collection « Voix » ne soit pas politique. Comme l'écrit Camille Joseph, « la collection "Voix" se donnait pour fonction d'être une tribune pour des situations politiques et humaines tragiques, occultées ou ignorées. À l'image des autres collections de la maison et du catalogue en général, "Voix" reflétait les luttes anticoloniales et anti-impérialistes à travers le monde », *Ibid.*, p. 286.

<sup>1582</sup> Sur la littérature d'évasion, voir notamment Gérard Mauger\*, Claude Poliak\*, « Les usages sociaux de la lecture », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 123, juin 1998, pp. 3-24. Voir aussi Gérard Mauger\*, Claude Poliak\*, Bernard Pudal, *Histoires de lecteurs*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2010 [1999].

accentuée par l'identité des introducteurs de ces textes qui sont eux-mêmes des militants révolutionnaires, à l'image du trotskiste Michel Lequenne\*<sup>1583</sup> pour Christophe Colomb.

**Encadré n° 9 : Les textes de la collection « La découverte » aux Éditions Maspero**

Christophe Colomb, *La découverte de l'Amérique. I. Journal de bord, 1492-1493. II. Relations de voyage, 1493-1504* (1979).  
Horace-Bédédic de Saussure, *Premières ascension au Mont Blanc, 1774-1787* (1979).  
Flora Tristan, *Les pérégrinations d'une paria, 1833-1834* (1979)  
Charles Darwin, *Voyage d'un naturaliste. De la terre de Feu aux Gualapagos* (1979)  
Bartolomé de Las Casas, *Très brève relation de la destruction des Indes* (1979)  
René Caillé, *Voyage à Tombouctou, I, II.* (1979)  
Hernan Cortès, *La conquête du Mexique* (1979)  
Louis Sebastien Mercier, *Le tableau de Paris* (1979)  
Mungo Park, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique* (1980)  
Louis-Antoine de Bougainville, *Voyage de « La Boudeuse » et de la flûte « L'étoile » autour du monde* (1980)  
Stendhal, *Promenades dans Rome, I, II.* (1980)  
James Cook, *Relations de voyage autour du monde, I, II.* (1980)  
Bernal Diaz del Castillo, *Histoire véridique de la conquête de l'Espagne, I, II.* (1980)  
Flora Tristan, *Le tour de France : état actuel de la classe ouvrière sous l'aspect moral, intellectuel et matériel. Journal, 1843-1844, I, II.* (1980)  
Marco Polo, *Le devisement du monde : le livre des merveilles, I, II.* (1980)  
Alexandre de Humboldt, *Voyage dans l'Amérique équinoxiale, I, II.* (1980)  
Jean-Henri Fabre, *Promenades entomologiques* (1980)  
Jean Thévenot, *Voyage du Levant* (1980)  
Jean-François de Lapérouse, *Voyage autour du monde sur « L'astrolabe » et « La Boussole », 1785-1788* (1981)

<sup>1583</sup> Michel Lequenne\* est né le 25 mai 1921 au Havre, dans une famille d'employés aux origines paysannes qui fut durement touchée par la crise économique des années 1930. De faible constitution, c'est un passionné de lecture, son passe-temps favori durant les mois qu'il passe au préventorium à l'âge de 10 ans. Après de brèves études stoppées en raison des faibles ressources familiales – jusqu'à l'année d'études générales de l'école primaire supérieure –, il entre dans la vie active en travaillant, à 14 ans, chez des courtiers de négoce en coton. Il se politise en 1936 puis à travers la guerre d'Espagne, tout en continuant à lire le patrimoine littéraire français, Victor Hugo en tête. Il commence à s'engager dans le mouvement des Auberges de Jeunesse [auberges de jeunesse = trotskiste], engagement qu'il intensifie durant la guerre, alors qu'il enchaîne des petits boulots et se rapproche du mouvement trotskiste dans le cadre du groupe « Octobre » rattaché au PCI et qu'il intègre officiellement en septembre 1943. Après-guerre, il devient un permanent trotskiste en intégrant son comité central. Après des changements internes au PCI, il perd son statut et devient correcteur de la revue *Quatrième Internationale* puis employé des éditions du Pré-aux-Clercs. Il poursuit sa carrière de professionnel de la politique en suivant l'école des cadres de la IV<sup>e</sup> Internationale, et un nouveau changement au sein du PCI pousse la direction à faire à nouveau appelle à lui. Il est ensuite journaliste politique au sein de *La Vérité*, autre organe du PCI. Il continue aussi de travailler en parallèle comme technicien de fabrication pour de petits éditeurs. IL commence à s'intéresser à Christophe Colomb dont il traduit les textes chez Maspero dans les années 1970. Engagé contre la guerre d'Algérie (il signe le Manifeste des 121), il reste un trotskiste jusqu'à la fin des années 1980. Professionnellement, il est embauché comme correcteur aux Éditions Arthaud (1962-1967) puis devient chef du service « lecture correction » de l'*Encyclopédia-Universalis*, avant de finir sa carrière comme correcteur au *Journal Officiel* jusqu'à sa retraite en 1981. Il reste dans les années 1980 et 1990 engagé à gauche, et écrit dans *Politis*. Il est décédé en février 2020. Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article140297>, notice LEQUENNE Michel, Fernand, Jules, dit Maurin Michel, dit Géraume Pierre, dit Ramos, dit Delobel Michel, dit Leuwen Michel, dit Hoffmann. par Jean-Guillaume Lanuque, version mise en ligne le 10 avril 2012 ; voir également son site internet : <http://lequenne.michel.free.fr/index.htm> ; ainsi que des notices nécrologiques, comme Lucien Jedwab, « La mort du militant trotskiste Michel Lequenne\* », Le Monde, 13 février 2020.

Stendhal, *Mémoires d'un touriste, I, II, III.* (1981)  
 Hérodote, *Histoires* (1981)  
 Jean-Baptiste Tavernier, *Les six voyages de Turquie et de Perse, I, II.* (1981)  
 Charles-Marie de la Condamine, *Voyage sur l'Amazone* (1981)  
 Jacques Cartier, *Voyages au Canada* (1981)  
 Fray Bernardino de Sahagun, *Histoire générale des choses de la Nouvelle Espagne* (1981)  
 Juan Perez Jolote, *Tzotil : le récit de la vie d'un Indien mexicain* (1981)  
 Théodore Hersart de la Villemarqué, *Le Barzaz Breiz : chants populaires de Bretagne* (1981)  
 Guillaume Thomas Raynal, *Histoire philosophique et politique des deux Indes* (1981)  
 Mehmed Efendi, *Le paradis des infidèles : un ambassadeur ottoman en France sous la Régence* (1981)  
 Mary Worthley Montaignu, *L'islam au péril des femmes : une anglaise en Turquie au XVIII<sup>e</sup> siècle* (1981)

Comme les deux autres éditeurs, François Maspero\* publie des textes de Marx, d'Engels et de leurs successeurs directs (37 ouvrages). Outre deux textes de Lénine, cette partie du catalogue est essentiellement composée de textes de Marx et Engels (12 titres) et de Trotsky (17 titres), qui est délaissé non seulement par les Éditions Sociales – pour des raisons politiques évidentes – mais aussi par Anthropos en raison de son identité anti-léniniste et autogestionnaire [voir *supra*]. Si Trotsky est également publié par de petits éditeurs militants comme les EDI<sup>1584</sup>, il est au cœur de la construction de l'identité militante des Éditions Maspero, François Maspero\* lui-même ayant rejoint la LCR en 1970. L'éditeur publie aussi des penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle comme *L'essence du travail intellectuel*, de Joseph Dietzgen, mais dans une édition bien précise, celle de 1865 annotée par Lénine. On trouve aussi l'édition en deux tomes de *L'Origine des espèces* de Darwin, illustrant la proximité souvent mise en avant entre les pensées de Marx et Darwin<sup>1585</sup>.

Maspero\* affiche lui aussi dans son catalogue une grande variété de « successeurs » marxistes. La diversité de cette partie du catalogue est grande. Comme chez Anthropos, des communistes dissidents sont publiés, principalement Boukharine (2 titres), Lukacs (2), Rosa Luxemburg (6) et Victor Serge duquel sept textes sont publiés dont sa correspondance avec Trotsky. Ils ont pour point commun d'être peu réappropriés voire rejetés par le communisme orthodoxe, ce que l'on retrouve également pour Paul Nizan [voir le chapitre 2] ou le syndicaliste Alfred Rosmer (1877-1964). Ce dernier, employé aux écritures dans les mairies parisiennes après avoir passé son enfance à New-York – son père, coiffeur et dreyfusard, y possédait un salon avant de s'installer à Montrouge en 1884 -, fut un acteur important de *La vie ouvrière*, journal lié à la CGT, et l'un des fondateurs de la III<sup>e</sup> Internationale. Membre du comité

<sup>1584</sup> Voir le chapitre précédent.

<sup>1585</sup> Sur cette question voir notamment Patrick Tort, *Darwinisme et marxisme*, Paris, Les Éditions arkhê, 2011.

directeur et du bureau politique du Parti Communiste en 1923 et 1924, année où il en fut exclu, il se rapprocha ensuite de Trotsky et de son mouvement oppositionnel<sup>1586</sup>.

Aux côtés de ces marxistes de premier plan – dans le sens où ils ont été très liés à l’une des Internationales, la II<sup>e</sup>, la III<sup>e</sup> ou la IV<sup>e</sup> –, François Maspero édite des figures tiers-mondistes, dont Franz Fanon et Che Guevara, dont on a vu l’intense circulation autour de 1968. Les textes militants d’Amilcar Cabral – au cœur de l’indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap Vert, anciennes colonies portugaises – sont publiés en 1974, un an après sa mort<sup>1587</sup>. Les textes de Malcolm X, assassiné en 1965, avec la publication en 1968 de *Le pouvoir noir : textes politiques*, complète ceux des « figures de la révolution africaine »<sup>1588</sup>.

Enfin, le catalogue rassemble des ouvrages sur des figures du XX<sup>e</sup> siècles moins directement liées au marxisme, comme Walter Benjamin, Wilhelm Reich ou le pédagogue Célestin Freinet. De plus, Maspero publie des écrits qui, s’ils ont bien une dimension militante, ne serait-ce que par leur objet, sont aussi légitimes académiquement, comme les études de John Peter Nettl (mort accidentellement en 1968) sur Rosa Luxemburg, d’Isaac Rubine et de Roman Rosdolsky sur Marx, ou des travaux de l’anthropologue Bronislaw Malinowski et du sociologue engagé Charles Wright Mills (1916-1962), que François Denord décrit comme un « radical », une « icône de la gauche intellectuelle des années 1960 » et une « égérie de la sociologie critique »<sup>1589</sup>. Ainsi, le militantisme des éditions Maspero se double de la construction d’une légitimité intellectuelle à travers la mise en tradition de ces textes universitaires.

Mais pour mener une analyse exhaustive du catalogue de Maspero, il faut dépasser le tryptique précurseurs/classiques/successeurs, puisque des dizaines d’ouvrages n’entrent pas dans ces catégories. Plus précisément, 41 livres (23,4%) correspondent à des « mémoires militantes » [voir l’encadré n° 10]. Ils sont principalement publiés dans trois collections : « Actes et mémoires du peuple » (dirigée par Louis Constant, pseudonyme de François Maspero\*<sup>1590</sup>), « Centre d’histoire du syndicalisme » - dirigée principalement par Jean

---

<sup>1586</sup> Voir la notice de Rosmer dans le Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article75205>, notice ROSMER Alfred [GRIOT, André, Alfred dit]. Autre pseudonyme : ALFRED André par Colette Chambelland, Christian Gras, version mise en ligne le 28 novembre 2009

<sup>1587</sup> Amilcar Cabral, *Unité et lutte : l’arme de la théorie* (t.1) et *Unité et lutte : la pratique révolutionnaire* (t.2), Paris, Maspero, 1974.

<sup>1588</sup> Pour une présentation synthétique de ces différents penseurs et militants, voir Saïd Bouamama, *Figures de la révolution africaine. De Kenyatta à Sankara*, Paris, La Découverte, 2014.

<sup>1589</sup> François Denord, « Préface », in Charles Wright Mills, *L’élite au pouvoir*, Marseille, Agone, 2012 [1956], p. VIII. Voir aussi François Denord et Bertrand Réau, *La sociologie de Charles Wright Mills*, Paris, La Découverte, 2014.

<sup>1590</sup> La collection est d’abord double, avec d’un côté « La mémoire du peuple » et de l’autre « Actes du peuple », mais ces deux parties fusionnent en 1975. Voir Julien Hage, « Brève histoire... », *op. cit.*, p. 150.



Maitron\* - et « Bibliothèque socialiste », confiée à Georges Haupt\* à partir de 1967 [sur ces deux figures, voir l'introduction].

**Encadré n° 10 : Les « mémoires militantes » chez Maspero**

- Pierre Monatte, *Syndicalisme révolutionnaire et communisme : les archives de Pierre Monatte, 1914-1924* (1968)
- Fadhma Aith Mansour Amrouche, *Histoire de ma vie* (1968)
- Louise Michel, *La commune. Histoire et souvenirs, I, II.* (1970, première édition en 1898)
- Anonyme, *Mémoires d'un bolchevik-léniniste* (1970)
- Émile Masson, *Les Bretons et le socialisme* (1972)
- Victorine Brocher, *Souvenirs d'une morte vivante* (1972, première édition en 1909)
- Geronimo, *Les mémoires de Geronimo* (1972, « Voix » ; 1977, « PCM)
- Fernand et Maurice Pelloutier, *La vie ouvrière en France* (1975, première édition en 1900)
- Louise Michel, *Mémoires* (1976, première édition en 1886)
- Marcel Martinet, *Culture prolétarienne* (1976, première édition en 1935)
- Martin Nadaud, *Léonard, maçon de la creuse* (1976, première édition en 1895)
- Jean-Baptiste Dumay, *Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot* (1976, textes de 1882)
- Lluis Montagut, *J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole* (1976)
- Eugène Varlin, *Pratique militante et écrits d'un ouvrier communard* (1977, premiers textes publiés en 1866)
- Hélène Elek, *Mémoire d'Hélène* (1977)
- Agricol Perdiguier, *Mémoires d'un compagnon* (1977, première édition en 1914)
- Norbert Truquin, *Mémoires et aventures d'un prolétaire à travers la révolution* (1977, première édition en 1888)
- Maman Jones, *Maman Jones, autobiographie* (1977, première édition en 1952)
- Christian, *Zistoir Kristian : mes-aventures : histoire vraie d'un ouvrier réunionnais en France* (1977)
- Louis Barthas, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918* (1978)
- Suzanne Voilquin, *Mémoires d'une fille du peuple* (1978, première édition en 1866)
- Constant Malva, *Ma nuit au jour le jour* (1978, première édition en 1954)
- Flora Tristan, *Promenades dans Londres ou l'Aristocratie et les prolétaires anglais* (1978, première édition en 1840)
- Collectif, réunit par Louis Constant [François Maspero], *Mémoires de femmes, mémoire du peuple* (1978)
- Vera Zassoulitch, Olga Loubatovitch, Élisabeth Kovalskaïa et Vera Figner, *Quatre femmes terroristes contre le tsar* (1978)
- Domitila [Barrios de Chungara], *Si on me donne la parole... La vie d'une femme de la mine bolivienne* (1978)
- Emilio Guarnaschelli, *Une petite pierre : l'exil, la déportation et la mort d'un ouvrier communiste italien en URSS, 1933-1939* (1979)
- Adelheid Popp, *La jeunesse d'une ouvrière* (1979, première édition en 1913)
- Rudolf Hoess, *Le commandant d'Auschwitz parle* (1979, réédition de 1959)
- Edmond Thomas, *Voix d'en bas : la poésie ouvrière du XIX<sup>e</sup> siècle : anthologie* (1979)
- Sidney W. Mintz, *Taso, la vie d'un travailleur de la canne*, Paris, Maspero, 1979.
- Rosa Meyer Leviné, *Vie et mort d'un révolutionnaire : Eugen Leviné et les conseils ouvriers de bavière* (1980)
- Frederik Douglass, *Mémoires d'un esclave américain* (1980)
- Maria Occhipinti, *Une femme de Sicile* (1980)
- Varlam Chamalov, *Kolya I, II.* (1980/1981)
- Giuseppe Garibaldi, *Mémoires d'une chemise rouge* (1981)
- Gustave Folcher, *Les carnets de guerre de Gustave Folcher, paysan languedocien 1939-1945* (1981)
- Pauline Roland, Arthur Ranc, Gaspard Rouffet, *Bagnes d'Afrique : trois transportés en Algérie après le coup d'État du 2 décembre 1851* (1981)
- Jean Allemane, *Mémoires d'un communard* (1981, première édition en 1906)
- Jos-Phydime-Michaud, *Karamouraska, de mémoire... Souvenirs de la vie d'un village québécois* (1981)
- Manuel Da Conceçao, *Cette terre est à nous, récit recueilli par Ana Maria Galano* (1981)

Grace à des textes inédits, des traductions mais aussi plusieurs rééditions de textes devenus bien souvent introuvables, les « mémoires militantes » abordent des événements et des réalités stratégiques dans l'histoire révolutionnaire : la Révolution française, de la Commune, les deux guerres mondiales ou le Goulag. C'est le cas des deux tomes de *Kolyma*, qui, sous la plume de Varlam Chalamov, décrivent l'enfer concentrationnaire d'un camp de la région de Kolyma, à l'extrême nord-est du pays.

Si ces textes ne traitent pas de thèmes très originaux, ils se caractérisent par trois traits nouveaux. Premièrement, ils donnent la parole à des dizaines de militants anonymes qui représentent le peuple, les « voix d'en bas » - pour reprendre le titre de l'anthologie sur la poésie ouvrière d'Edmond Thomas, publiée en 1979 comme en écho à la collection « Voix », elle-même créée pour réhabiliter la littérature maghrébine de langue française et les « voix » d'ailleurs. Les titres publiés – « ouvrier communard », « prolétaire à travers la révolution », « maçon de la Creuse », « Ma vie au jour le jour », du mineur franco-belge Constant Malva, etc... – indiquent bien la volonté de François Maspero\* d'« apporter, dans l'écoute de l'histoire, des voix qui sont différentes de celles qui ont toujours parlé plus haut et plus fort. Il s'agit d'aller, vers le passé, aux sources de l'histoire ; il s'agit aussi d'apporter, pour l'avenir, des éléments à une culture populaire »<sup>1591</sup>. Ces textes se veulent internationaux, puisqu'on y trouve les mémoires de la chemise rouge italienne Giuseppe Garibaldi, l'un des pères de la nation italienne, mais aussi des acteurs de la guerre d'Espagne et l'anti-franquisme comme le catalan Lluís Montagu (1904-1981), ou l'histoire d'Eugen Léviné et des conseils ouvriers de Bavière racontée par sa veuve. On trouve également le récit de la vie du prolétaire rural portoricain Taso, qui marque une rupture dans l'anthropologie américaine en donnant la parole à ceux que Sidney Mintz appelle dans sa préface « les gens ordinaires », ou encore le récit de l'exil, de la déportation et de la mort du communiste italien Emilio Guarnaschelli dans les années 1930, avec une préface de Jean Maitron\*, qui l'a personnellement connu.

Ces collections, dans lesquelles François Maspero\* est très impliqué — et notamment « Actes et Mémoires du peuple », dont il confie en 2014 qu'il a pris un « plaisir particulier » à la « nourrir »<sup>1592</sup> —, sont bien diffusées, à l'image des dizaines de milliers d'exemplaires des carnets de Louis Barthas, publiés en 1978 à l'initiative de l'historien Rémy Cazals\***[voir l'encadré n° 12]**, qui a mis la main sur ce document inédit (resté dans la famille de Louis Barthas) alors qu'il enseigne dans le secondaire dans le Sud-Ouest et qu'il réalise une thèse sur

---

<sup>1591</sup> Cité par Julien Hage, « Brève histoire... », *op. cit.*, p. 150.

<sup>1592</sup> François Maspero, « Quelques malentendus », revue *Période*, en ligne : <http://revueperiode.net/entretien-avec-francois-maspero-quelques-malentendus/>

les ouvriers de Mazamet, sa région natale du Tarn, également publiée par Maspero. Ce témoignage du caporal Barthas, tonnelier dans la vie civile et titulaire du seul certificat d'études, mais aussi socialiste, est initialement composé de 19 cahiers, représentant près de 1700 pages illustrées de cartes postales. Premier témoignage sur la guerre 14-18 d'un poilu et d'un soldat du peuple à une époque où n'existaient guère que les témoignages écrits des officiers et des journalistes sur la grande guerre, ces carnets de guerre se sont écoulés aujourd'hui à plus de 150 000 exemplaires, et ont même été adaptés en bande-dessinée (La Découverte, 2018).

Deuxième originalité de ces livres : la présence de voix féminines (treize livres). C'est le cas de la traduction de l'autobiographie de la syndicaliste et socialiste américaine *Maman Jones*, initialement publiée en 1925, ou des *Souvenirs* de Victorine Brocher, « morte-vivante » car sa mère et les autorités l'ont cru morte pendant la Commune, alors qu'elle s'était réfugiée en Suisse. On peut aussi penser à l'histoire de la vie de l'écrivaine algérienne Fadhma Aith Mansour Amrouche, qui meurt en 1969, ou encore aux *Mémoires* d'Hélène Elek, résistante active dont le fils Thomas fut fusillé le 21 février 1944 avec les autres membres de l'Affiche rouge<sup>1593</sup> et qui fut après-guerre au PCF jusqu'en 1956 avant de vivre « l'esprit de mai 1968 » à travers ses deux autres enfants<sup>1594</sup>. De même, c'est sous son pseudonyme de Louis Constant que Maspero\* réunit lui-même en 1978 l'anthologie *Mémoires de femmes, mémoires du peuple*.

Parmi tous ces textes, ce sont sans doute ceux de Louise Michel (1830-1905) qui sont les plus révélateurs de la conjoncture politico-idéologique. Outre ses souvenirs sur la Commune de Paris, Maspero\* publie en 1975 ses *Mémoires*, rééditées en 1976 et en 1979, qui constituent le premier titre d'« Actes et mémoires du peuple »<sup>1595</sup>. En tant qu'anarchiste et en tant que femme, la figure de Louise Michel bénéficie conjointement de l'ébullition révolutionnaire de l'après-mai – et, en 1970, du centenaire de la Commune<sup>1596</sup> – et de l'essor du militantisme féministe et de ses relais intellectuels et universitaires [voir le chapitre 2]<sup>1597</sup>. Comme

---

<sup>1593</sup> Fusillé avec 21 camarades au Mont-Valérien, son portrait figure sur « l'Affiche Rouge », document de propagande qui visait à présenter comme criminels et « armée du crime » les résistants du groupe « Manouchian », cet épisode de la seconde guerre mondiale a été magnifiée par Louis Aragon dans les « Strophes pour se souvenir » en 1956, avant d'être chanté par Léo Ferré sous le titre « L'Affiche Rouge » en 1959. Sur Hélène Elek, voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article24287>, notice ELEK Hélène par Claude Pennetier, version mise en ligne le 17 janvier 2009. Cette publication est presque contemporaine du premier film sur *L'Affiche Rouge* réalisé par Franck Cassenti et sorti en 1976.

<sup>1594</sup> Ces mémoires sont tirées d'une série d'entretiens enregistrés en 1974.

<sup>1595</sup> Sidonie Verhaeghe, « De la Commune de Paris au Panthéon (1871-2013) : célébrité, postérité et mémoires de Louise Michel. Sociologie historique de la circulation d'une figure politique », Thèse de Science politique dirigée par Michel Hastings, Lille II, 2016, pp. 503 et sq.

<sup>1596</sup> Sidonie Verhaeghe signale les nombreux succès éditoriaux lors de cet anniversaire. En s'appuyant sur le travail de Julien Hage, elle indique que *L'histoire de la Commune de Paris*, de Prosper-Olivier Lissagaray (1838-1901), publié par Maspero en 1967, se vend à 47 500 exemplaires entre 1970 et 1976. *Ibid*, p. 372.

<sup>1597</sup> *Ibid*, principalement le chapitre 6 intitulé « La canonisation républicaine de Louise Michel : le tournant des années 1970 », et sa sous-partie sur l'institutionnalisation du féminisme, pp. 369 et sq.

l'explique Sidonie Verhaeghe, c'est encore en tant que militante révolutionnaire et figure de la Commune qu'elle est convoquée – avant son intégration, après 1981, au récit national<sup>1598</sup> - mais aussi en tant que femme.

Troisièmement, ces « mémoires militantes » mettent en valeur les marges coloniales et dénoncent les oppressions raciales. C'est le cas par exemple des « mes-aventures » de l'ouvrier réunionnais Christian, qui narre, dans une édition bilingue française et créole<sup>1599</sup>, les conditions de vie des migrants des DOM-TOM – et notamment des Réunionnais - en France et leurs nombreuses désillusions, alors qu'« entre 1963 et 1982, l'État français, *via* le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer (BUMIDOM), organise l'émigration d'environ 160 000 ressortissants des DOM en France, dont 65 000 réunionnais »<sup>1600</sup>. Ces textes qui explorent le racisme et le colonialisme sous ses nombreuses formes se retrouvent aussi bien dans l'histoire de la vie de Fadhma A.M. Amrouche que dans les mémoires de l'ancien esclave américain Frederik Douglass, celles du chef apache Geronimo (1829-1909) ou dans le récit de l'ouvrier machiniste canadien Jos-Phydime-Michaud – dont les mémoires sont recueillis par Fernand Archambault, son petit-fils.

C'est enfin le cas dans le récit de Manuel da Conceição, paysan brésilien devenu dans les années soixante-dix un leader important du mouvement rural et des paysans sans terre jusqu'à affronter – parfois armes à la main – les propriétaires terriens. Cet activisme conduit à ses trois arrestations – dont la première, en 1968, en raison d'une blessure par balle à la jambe entraîne son amputation. Après une nouvelle arrestation en 1975, il part en Suisse approfondir sa formation militante durant quatre ans et se confie à la sociologue Ana Maria Galano, ce qui forme la trame de *Essa terra é nossa*, traduit chez Maspero en 1981<sup>1601</sup>. C'est enfin le cas des *Mémoires de Geronimo* tout comme du texte de Domitila Barrios (épouse Chungura), leader des luttes des mineur.e.s boliviens, dans un témoignage recueilli par la journaliste brésilienne Moema Viezzer. Dans cette prise de parole, elle raconte l'un des travaux les plus durs du monde, avec « les salaires les plus bas du monde dans un pays où toutes les tentatives d'améliorer les conditions de vie se terminent écrasées par des coups d'État sanglants »<sup>1602</sup>. Domitila Barrios

---

<sup>1598</sup> Sidonie Verhaeghe montre cette intégration à travers deux études de cas : l'étude des livres scolaires et celle de la « toponymie urbaine », cette dernière fait apparaître la croissance très forte du nombre de noms de rues « Louise Michel » en France, *ibid*, pp. 346 et *sq.* On peut aussi la repérer au « Prix Louise Michel », créé en 1983, aux expositions, et bien sûr à la proposition, en 2013, de la faire entrer au panthéon.

<sup>1599</sup> C'est d'ailleurs la première fois que paraît en métropole un livre en créole.

<sup>1600</sup> Myriam Paris, « “Contre tous les pouvoirs ». Le militantisme intersectionnel de féministes réunionnaises émigrées en France (années 1960-1970) », *20 & 21. Revue d'histoire*, 2020/2, n°146, p. 95.

<sup>1601</sup> Voir Stéphanie Nasuti, *Une situation de « post-front pionnier » : le cas de la région rurale de Ciriaco (Ouest Maranhao)*, thèse de géographie dirigée par Martine Droulers, Université Paris III/IHEAL, 2010, pp. 67 et *sq.*

<sup>1602</sup> 4<sup>e</sup> de couverture du livre.

fait le récit des affrontements avec la police et l'armée, la torture – enceinte, elle a perdu son enfant en raison de la torture puis accouché d'un enfant mort-né -, la grève de la faim des mineurs, la place des femmes du tiers-monde (elle a pris la parole à la journée internationale de la femme, en 1975, à Mexico). Comme l'écrit *Jeune Afrique*, « on est tour à tour ému, heureux, scandalisé au fil des pages qui se succèdent comme le cri prolongé de tout un peuple exploité », alors que dans *Le monde diplomatique* (juillet 1978), on peut lire qu'« il est rare que la parole soit donnée à une femme du peuple, qui lutte pour son pain quotidien, se politise et prend l'envergure d'un leader populaire. Ce livre devient une sorte de *Germinal* du tiers monde ».

Ainsi, en mettant en valeur des figures peu visibles dans l'histoire des luttes politico-idéologiques – figures souvent féminines ou racisées –, cette partie du catalogue promeut une authenticité qui est à l'époque neuve, même si elle apparaît en parallèle à cette époque chez les historiens. Ces publications soulignent plus généralement un intérêt pour les idées populaires, idées qui se caractérisent par « leur exclusion du champ de l'expression politique légitime »<sup>1603</sup>. Dans le même temps, c'est aussi une forte attention pour les archives et les sources autobiographiques qui est visible ici, et que l'on retrouve encore dans l'ouvrage portant sur les archives de Pierre Monatte, présenté par Jean Maitron\* et Colette Chambelland et préfacé par Labrousse. Là aussi, ces textes sont novateurs et reflètent en même temps un tournant dans l'historiographie française, à la suite notamment de la publication par Foucault des mémoires du parricide Pierre Rivière<sup>1604</sup>. Les textes publiés chez Maspero rapproche donc la maison d'édition d'évolutions récentes, dans l'après-1968, qui touchent la discipline historique [**Voir, aussi, le chapitre 2, sur les effets de Mai-Juin 1968**].

Ces livres publiés chez Maspero développent une liberté de ton éloignée de la verticalité politique attachée au PCF et à son organisation. Proche en cela du projet d'Anthropos, ces publications sont permises par la capacité de Maspero, grâce à son poids économique au début

---

<sup>1603</sup> Déborah Cohen, « La politique hétérogène du peuple », in Chloé Gaboriaux et Arnaud Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2017, p. 295. La recherche d'idées populaires pose par ailleurs de nombreux problèmes de sources, et il faudrait relire ces textes de Maspero à travers cette interrogation. Comme l'écrit Déborah Cohen en revenant sur des ouvrages essentiels de Carlo Ginzburg (*Le fromage et les vers*, Flammarion, 1980), sur le journal de Ménétra, vitrier exhumé par l'historien Daniel Roche en 1998, ou encore sur des « gestes » populaires, comme la tentative de régicide de Damiens (dont le supplice ouvre *Surveiller et Punir* de Foucault en 1975), l'historien des idées populaires éprouve une triple difficulté : « les sujets ont peu parlé ; ils ont été peu entendus ; ils ont été parlé par les autres et leur voix a été recouverte par celle, désormais évidente, des vainqueurs de l'histoire qui en ont interprété et réduit le sens », *Ibid.*

<sup>1604</sup> Michel Foucault, *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... Un cas de parricide au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard/Julliard, 1973. Plus généralement, voir le numéro 13 (2002/1) de la revue *Sociétés et représentations* consacré à « Histoire et archives de soi ».

des années 1970, à investir et à diversifier son offre éditoriale<sup>1605</sup>. Ces publications agissent comme une sorte de miroir inversé des textes les plus théoriques du catalogue. Ces témoignages sont souvent encensés pour leur « simplicité »<sup>1606</sup> et donc leur vérité, même si leur valeur littéraire est parfois soulignée, comme pour les carnets de Louis Barthas<sup>1607</sup>. L'étude de ces différentes « marges » est particulièrement valorisée dans les pôles les plus novateurs des champs intellectuel et politique<sup>1608</sup>.

Plus généralement, on retrouve, tout au long du catalogue de Maspero\*, une double dimension. D'une part, une orientation militante, tiers-mondiste et marxiste, à dominante anti-stalinienne et trotskiste. D'autre part, le prestige acquis de Maspero\* lui permet d'avoir un catalogue où se côtoient des textes très militants mais aussi d'autres plus littéraires, ainsi que des publications académiquement légitimes.

#### **Encadré n° 12 : Rémy Cazals\*, historien des ouvriers du sud-ouest**

Rémy Cazals\* est né en 1942 à Mazamet, dans le Tarn, dans une famille populaire. Sa famille maternelle vient de l'agriculture, et son père, de tradition ouvrière, est devenu petit employé de bureau. Votant à droite mais peu politisée, catholique, sa famille l'envoie à l'école primaire des Frères de la Doctrine Chrétienne – « on m'y apprenait que les élèves des écoles publiques étaient des voyous et que les protestants étaient pires que les juifs qui avaient fait crucifier Notre Seigneur »<sup>1609</sup>.

Après des « premiers frémissements politiques, ou simplement intellectuels » au lycée grâce à certains professeurs, il entre à la faculté de Lettres de Toulouse en 1959. Il s'y politise à l'UNEF et au contact des JC, mais aussi contre toutes sortes de « réacs » : c'est ainsi qu'à une manifestation contre la guerre d'Algérie, il se fait tabasser par un commando pro-Algérie française devant le siège toulousain de l'UNEF. Il ajoute : « Au début de 1962, à l'époque des attentats OAS, j'ai organisé des équipes d'étudiants et étudiantes chargées de veiller, la nuit, sur la maison du professeur de géographie Georges Viers qui avait pris des positions courageuses sur la guerre d'Algérie. Et j'ai participé largement à ces gardes car il était assez difficile de trouver des volontaires ». Il décroche le CAPES d'histoire puis est nommé à Castres,

<sup>1605</sup> Julien Hage explique que Maspero, « fort de son succès, et désireux de répondre à une demande grandissante [...] s'endette pour opérer de gros investissements, à la fois dans la librairie et dans les éditions », à l'image de l'ouverture de librairies en province. Cf. Julien Hage, « Une brève histoire... », *art. cit.*, p. 133.

<sup>1606</sup> À propos des carnets de guerre de Gustave Folcher, on peut lire par exemple dans les *Annales du midi* que « la lecture des 260 pages de texte très serré n'est jamais fastidieuse, car l'auteur a une qualité maîtresse : la simplicité » (*Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, Tome 95, N°163, 1983, p. 343). Concernant le livre de Domitila Barrios Chungura, *La Croix* écrit qu'« à sa façon, ce livre, ce témoignage simple et sincère, est l'un des plus beaux chants d'espoir ». De même, Pierre Sempé juge en octobre 1997 dans *Études* - à l'occasion d'une réédition par La Découverte des carnets de Louis Barthas - que « sa simplicité rend son texte émouvant et souvent superbe ». Pour une réception d'un lecteur plus ordinaire, voir le témoignage d'Auguste Bastide, ancien combattant de 14-18 : « Celle des tranchées, et d'ailleurs toute la guerre, est décrite d'une façon simple et totalement vraie par Louis Barthas, tonnelier. Ce livre est une merveille, c'est une véritable fresque de 14 à 18 par un poilu qui l'a vécue. Ce livre est tellement beau et tellement vrai que j'ai pleuré à plusieurs reprises en le lisant ». Voir ce témoignage, et de nombreux autres, sur le site du Collectif de Recherche International et de Débat sur la guerre de 1914-1918 (CRID) : <http://crid1418.org/>

<sup>1607</sup> Voir, là encore, les comptes-rendus recensés par le CRID : [http://crid1418.org/espace\\_scientifique/ouvrages/barthas.htm](http://crid1418.org/espace_scientifique/ouvrages/barthas.htm)

<sup>1608</sup> Voir par exemple le numéro des *Cahiers Jussieu* n°5 publié en 1979 aux UGE et consacré, à la suite d'un séminaire tenu à Paris VII, aux « marginaux et aux exclus de l'histoire ».

<sup>1609</sup> Échanges mails avec Rémy Cazals, octobre 2019. Les citations viennent de cette correspondance.

où il continue à militer contre Franco et la guerre du Vietnam, mais moins intensément, pris entre 20 heures de cours par semaine, une activité footballistique intense et la préparation de l'agrégation, qu'il obtient en 1968. Membre d'aucun parti mais militant au SNES, il participe à Mai-Juin 1968, puis part deux ans enseigner en Algérie dans le cadre de son service militaire.

À son retour en 1970, il reste dans le secondaire tout en entamant une thèse sous la direction de Rolande Trempé, thèse d'abord refusée pour publication par les éditions Privat et finalement acceptée en 1978 par François Maspero\* (*Avec les ouvriers de Mazamet : dans la grève et l'action quotidienne (1909-1914)*) – dont Rémy Cazals\* « admirait le travail éditorial » — grâce à Michelle Perrot, membre de son jury. Il en présente ainsi le sujet mais aussi le point de vue et les liens avec ses enquêtés : « Le choix du sujet sur le mouvement ouvrier dans ma ville natale vient du fait que tous les ouvrages d'histoire locale traitaient des succès industriels en faisant seulement allusion à une main-d'œuvre solide et travailleuse. Il me semblait qu'il ne suffisait pas de parler de main-d'œuvre, mais qu'il fallait s'intéresser aux individus, les ouvriers et les ouvrières. Retrouver leurs conditions de vie et leurs combats syndicaux, démonter la propagande cléricale et de droite qui avait obscurci l'esprit de mes ancêtres. Toutefois, j'avais maladroitement répondu que je travaillais sur les ouvriers de Mazamet à une enquête [...]. Ils m'avaient vertement rappelé à l'ordre à propos du mot "sur" ; c'est pourquoi, lorsque j'ai publié le livre chez Maspero j'ai employé le mot "avec" : Avec les ouvriers de Mazamet » [...]. Mettre les ouvriers au premier plan et prouver que les grèves n'avaient pas entraîné la ruine de l'industrie, c'était faire œuvre de "rouge" ».

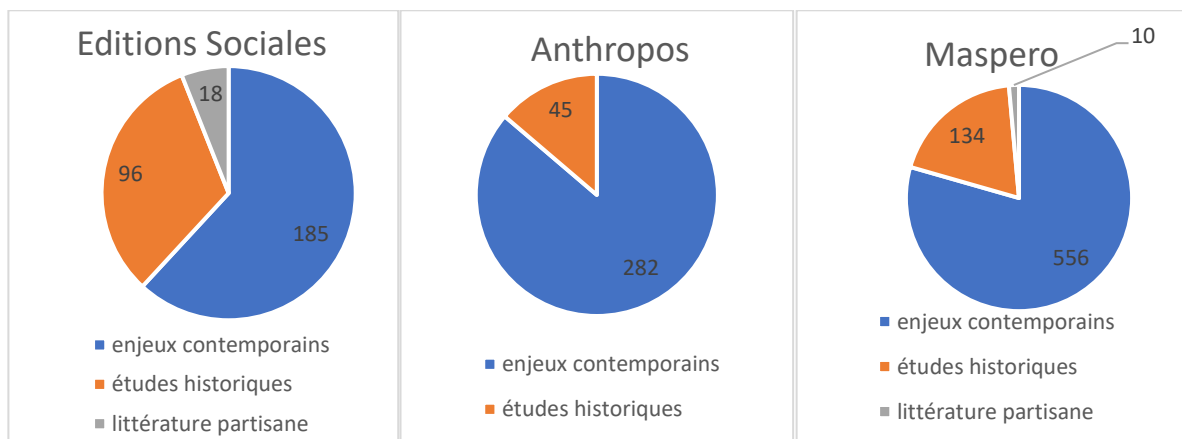
Il reste engagé dans les années 1970 : il garde de bons rapports avec la CGT du Tarn et son Institut d'Histoire sociale, il adhère un temps à l'association des Amitiés franco-chinoises (« sans être maoïste », précise-t-il), et continue de militer au SNES. Il poursuit son travail historique (sur Louis Barthas et la guerre 14-18, sur Mazamet, en publiant *Les révolutions industrielles à Mazamet : 1750-1900* en 1983, chez Maspero/La Découverte), ses recherches sur l'Aude (*La vie des Audois en 14-18*, archives de l'Aude, 1987 ; *Les Audois et l'événement révolutionnaire*, 1989) ou encore Jean Jaurès (*Jean Jaurès : combats pour l'Humanité*, Éditions midi-pyrénéennes, 2017). En 1994, il entre tardivement comme professeur d'université à l'université de Toulouse après avoir soutenue son HDR en 1993. Il résume ainsi sa trajectoire lors de nos échanges : « Le caractère militant de mon action est celui d'un militantisme en faveur de l'honnêteté en histoire, du développement de l'esprit critique, de lutte contre les falsifications et contre les conformismes. Donner la parole aux ouvriers et aux simples combattants de la Grande Guerre, est-ce "révolutionnaire". Peut-être un peu tout de même ».

Les textes du passé sont, pour nos trois éditeurs, une part économiquement, symboliquement et politiquement motrice de leur activité éditoriale. Dans ces années, l'instrumentalisation de leurs idées est mise au service de la construction de plusieurs traditions révolutionnaires concurrentes, indissociablement politiques et intellectuelles. Les Éditions Sociales, malgré la liberté de ton affichée *a posteriori* par leur directeur Lucien Sève\*, sont encore largement dépendantes dans ces années 1970 du PCUS et des logiques éditoriales du mouvement communiste international privilégiant toujours les classiques légitimes du marxisme. Anthropos, malgré sa fragilité économique, développe de son côté une identité militante, dont la dimension utopique, influencée par la tradition sociologique et socialiste française du XIX<sup>e</sup> siècle, constitue une alternative à la généalogie orthodoxe. L'absence de Lénine et la quasi-absence de Trotsky font de cet éditeur le défenseur d'un marxisme

conseilliste et anti-autoritaire, en opposition non seulement au stalinisme mais aussi à toute l'histoire de l'Internationale Communiste, ce qui le distingue de Maspero. Ce dernier, plus solide économiquement, publie à la fois tous les grands penseurs révolutionnaires, tiers-mondistes et marxistes non staliniens, sans oublier des textes plus légitimes académiquement – mais néanmoins marqués politiquement – et les voix de tous les peuples et des anonymes d'en bas à la croisée de toutes les dominations politiques. Ces textes sont souvent doublés d'études portant sur ces grandes figures révolutionnaires, Marx en tête, ou chez Anthropos, sur Charles Fourier<sup>1610</sup>, ou encore des livres qui s'intéressent spécifiquement au freudo-marxisme<sup>1611</sup>.

## ***II-B. Les textes contemporains, significations et usages***

La production d'essais contemporains recouvre 299 titres pour les Éditions sociales (68,1% du catalogue), 700 pour Maspero (79,7%) et 328 pour Anthropos (87,3%). Très hétérogène, cette catégorie doit être à nouveau divisée en trois : les ouvrages de groupes et partis politiques ; les « études historiques », qui à côté de celles sur des figures ou des courants intellectuels, contribuent à une meilleure connaissance d'événements ou d'institutions centrales dans les diverses traditions révolutionnaires ; et enfin les textes qui concernent des « enjeux contemporains en France ou à l'étranger, et que l'on analysera selon la place qu'y occupe la théorie, la géographie intellectuelle et les thèmes dominants par éditeur.



<sup>1610</sup> Voir notamment Henri Lefebvre\* (dir.), *Actualité de Fourier: colloque d'Arc-et-Senans*, Paris, Anthropos, 1975.

<sup>1611</sup> Erich Fromm, *La crise de la psychanalyse : essais sur Freud, Marx et la psychologie sociale*, Paris, Anthropos, 1971 ; Robert Kalidova, *Sociologie et connaissance, tome 2 : Marx et Freud. La pensée contemporaine et le marxisme*, Paris, Anthropos, 1971 ; Pierre Fougeyrollas, *Marx, Freud et la révolution totale*, Paris, Anthropos, 1972.



### ***La littérature partisane et la question de l'indépendance éditoriale***

La première catégorie, la littérature partisane, rassemble les textes publiés par des organisations politiques. Elle est quantitativement très faible, puisqu'elle ne représente que 18 ouvrages pour les ES (6.1%), 10 pour Maspero (1%) et aucun pour Anthropos. Mais bien que quantitativement négligeable – du moins en apparence —, son analyse est néanmoins intéressante. Pour l'éditeur communiste, ces dix-huit ouvrages sont sans surprise des ouvrages de partis communistes, français (17) et espagnol<sup>1612</sup> [voir l'encadré n° 13]. Ce sont à la fois des textes du secrétaire général du PCF, des productions de groupes parlementaires (sur l'École ou la condition féminine, avec des ouvrages rassemblant des interventions, des amendements et des propositions de loi portés par les élus communistes à l'Assemblée Nationale ou au Sénat) et de sections de travail du Comité central du PCF (celle de politique extérieure dite de la « Poles », celle sur le droit des femmes ou de la section économique). Sont également publiés un texte d'Antoine Casanova\*, Félix Damette\* et Édouard Perrier\*, au nom des communistes corses, et surtout des programmes politiques, avec, en premier lieu, le *Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste*, publié en juin 1972.

#### **Encadré n° 13 : Le PCF publie...**

Parti Communiste Français, *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste*, 1969  
Waldeck Rochet, *L'Avenir du Parti communiste français*, 1970.  
Georges Marchais, *Qu'est-ce que le parti communiste français?*, 1970  
Yvonne Dumont, Parti communiste français. Commission centrale de travail parmi les femmes, *Les Communistes et la condition de la femme : étude de la Commission centrale de travail du Parti communiste français*, 1970.  
Georges Marchais, Parti Communiste Français, *Changer de cap : programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire*, 1971  
Parti communiste français. Comité Central. Section économique, revue « Economique et Politique », *Le capitalisme monopoliste d'Etat : traité marxiste d'économie politique*, 1971.  
Georges Marchais, Parti communiste français ; Parti socialiste *Programme commun de gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste*, 27 juin 1972, 1972.  
Santiago Carrillo, Partido Comunista de España, *Hacia la libertad : informe del Comité central presentado al octavo Congreso del Partido comunista de España*, 1972  
Pierre Juquin, Parti communiste français. Groupe parlementaire, *Reconstruire l'école : proposition de loi d'orientation portant création de l'"école fondamentale" démocratique et moderne*, 1973  
Parti Communiste Français, *Les Principes de la politique du Parti communiste français*, 1975  
Édouard Perrier, Antoine Casanova, Félix Damette, sous l'égide de la fédération de la Corse du PCF, *Corse : les raisons de la colère, perspectives démocratiques*, 1975  
Georges Marchais, Parti communiste français, *La crise : journées d'étude organisées par le Parti communiste français les 23, 24 et 25 mai 1975 à Nanterre*, 1975  
Parti communiste français. Section Politique extérieure. Journées d'études, *L'impérialisme français aujourd'hui*, 1977.  
Parti communiste français. Commission nationale Santé, *Prendre soin de la santé*, 1977

<sup>1612</sup> On peut en effet ajouter à ce corpus un ouvrage du Parti communiste espagnol, alors clandestin, et publié directement dans sa langue d'origine en 1972 par son premier secrétaire, lui-même exilé en France jusqu'en 1975.

Christian Hernandez, Parti communiste français, *Handicaps, handicaper : colloque national "Handicaps/société/libertés, le droit de vivre différent, libre et heureux" organisé par le Parti communiste français les 17, 18 et 19 juin 1977 à Paris*, 1978

Jean Colpin, Parti communiste français (collectif de travailleurs), *Communistes à l'entreprise : des travailleurs témoignent*, 1979

Conseil national du P.C.F : 9 et 10 février 1980, *Les Intellectuels, la culture et la révolution*, 1980

Parti communiste français. Groupe parlementaire, *Naissance, contraception, avortement : les moyens de décider*, 1980.

Ces textes, peu nombreux, semblent donner du crédit à la présentation des Éditions comme relativement autonomes, on l'a vu, par les dirigeants des ES, Lucien Sève\* en tête. Cette tendance illustre la thèse défendue par Marie-Cécile Bouju qui montre que s'observe à partir des années 1960 un passage d'une « forme populaire » des textes des ES – visible notamment dans les nombreuses brochures de propagande des années 1920 et 1930 – à une forme plus scientifique et « moins immédiatement politique »<sup>1613</sup>.

Pourtant, si ces évolutions existent, elles ne doivent pas faire illusion : la dépendance des ES vis-à-vis du parti reste en réalité très forte. Tout d'abord, si le parti signe directement un faible nombre de textes, sa présence est visible dans les très nombreuses préfaces et introductions (51 en tout, soit plus de 12% du catalogue)<sup>1614</sup> qu'écrivent, la plupart du temps, des cadres du parti, principalement sur les sujets les plus « chauds » politiquement, à l'image de *Programme commun : l'actualisation à dossiers ouverts* (1977), de Pierre Juquin\*, préfacé par Charles Fiterman\* et qui comporte des textes du Secrétaire général Georges Marchais\*. Ensuite, le contrôle du parti se retrouve justement dans l'aspect collectif — celui-ci est régulièrement défini comme un « intellectuel collectif » — des textes publiés au catalogue<sup>1615</sup>. Alors que 15,6% des textes sont collectifs chez Anthropos et 29,9% chez Maspero, ce chiffre s'élève à 35,7% aux ES<sup>1616</sup>. Enfin, outre ces préfaces et introduction, certains textes collectifs sont « cadrés » par des chapitres entiers écrits par des membres du parti jugés dans la ligne.

C'est le cas de l'ouvrage *Besoins et mode de production*, publié en 1977 par Jean-Pierre Terrail\*, Edmond Prétéceille\* et Maurice Décaillot\*. Plus précisément, ce livre est l'aboutissement de nombreuses discussions entre intellectuels communistes intéressés par les

---

<sup>1613</sup> Marie-Cécile Bouju, « Les maisons d'édition du PCF et Marx en France de 1920 à 1960 : du politique au scientifique ? », in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx, une passion...*, op. cit., pp. 124-133.

<sup>1614</sup> Ces préfaces et introductions concernent très largement des essais contemporains (41 titres sur 51, soit 80%) qui sont majoritairement des essais individuels (38 sur 51, soit 75%).

<sup>1615</sup> La dimension « collective » signifie que le nombre d'auteurs est d'au moins deux.

<sup>1616</sup> Il faut ajouter que, plus généralement, de nombreux ouvrages individuels sont signés par des responsables du PCF – membres du CC ou du BP – et sont donc des publications quasi-officielles du parti [**Sur la sociologie de la population étudiée, voir le chapitre 4**]. Même les témoignages individuels peuvent avoir valeur d'exemplarité, comme dans le cas de la littérature de témoignage [cf *infra*].

questions urbaines. Elles se sont engagées dans l'après-1968 au CERM, se sont poursuivies à la section économique du PCF - avant de se dérouler, au cours des années 1970, dans la section du Comité central « cadre de vie », créée pendant le programme commun. Elles ont notamment donné lieu à des articles dans des revues communistes comme *Les Cahiers du CERM*, *La Nouvelle Critique* et surtout *La Pensée*, où ont été initialement publiées les contributions de Jean-Pierre Terrail\* et Edmond Prétéceille\*<sup>1617</sup> en 1975. Tous deux sont chercheurs en sociologie urbaine – alors contractuel pour le premier, et assistant à l'université de Caen pour le second – et proches du Centre de Sociologie Urbaine (CSU), laboratoire qui accueille d'autres intellectuels communistes spécialistes de l'urbain comme Christian Topalov\*. Edmond Prétéceille\* raconte en entretien la genèse de l'ouvrage :

« Quand on fait le livre - alors je pense que ça doit être à l'initiative des Éditions sociales, mais je ne sais plus qui - on nous propose à ce moment-là d'ajouter un chapitre, qui est le chapitre de Maurice Décaillot\*, qui est un chapitre, si vous avez regardé le bouquin, qui est en rupture de style et de ton avec les deux chapitres précédents. Dans la mesure où c'est un chapitre plus de réflexion je dirais programmatique et politique un peu indirect, mais ce n'est pas du tout un travail analytique critique sur la société française. Et d'ailleurs, pour l'anecdote, on nous a proposé quelques années après de publier le bouquin en anglais, et l'éditeur [Blackwell] nous a demandé à ce moment-là de publier en anglais les deux chapitres, le mien et celui de Jean-Pierre Terrail\*, mais pas le chapitre de Décaillot\*, parce qu'il jugeait qu'il y avait une rupture de ton. Et il voulait un autre chapitre de conclusion »<sup>1618</sup>.

La contribution de Maurice Décaillot\* - assistant en économie à Vincennes avant d'être permanent du PCF à la section économique - est donc à la fois externe au groupe des sociologues communistes spécialistes de l'urbain et plus ou moins imposée (« on nous propose ») à Edmond Prétéceille\* et Jean-Pierre Terrail\*. Ce cas permet d'observer un triple phénomène caractéristique de nombre d'ouvrages publiés aux ES. Premièrement, le texte de Maurice Décaillot\* — qualifié par Prétéceille de “programmatique et politique” — montre que les membres du groupe dirigeants du PCF obéissent à des objectifs politiques de court terme,- En raison de cet usage stratégeste des publications (« la bataille d'idées ») les parutions sont donc dépendantes du contexte — ce qui rend comme ici leur traduction malcommode en dehors du monde éditorial partisan. Deuxièmement, cet exemple montre la confrontation des intellectuels communistes à la discipline partisane et leur place dominée au sein de la production intellectuelle du parti. S'ils ont dans un premier temps un rôle moteur dans l'élaboration intellectuelle, on leur impose (« on nous propose ») un collaborateur extérieur à la discussion mais politiquement « sûr ». Troisièmement, la présence de Maurice Décaillot\* révèle la

---

<sup>1617</sup> Sur sa trajectoire, voir le chapitre 4.

<sup>1618</sup> Entretien (Skype) avec Edmond Prétéceille\*, 24 avril 2020.

hiérarchie implicite des diverses sections du PCF : la section économique du parti et non la section du cadre de vie qui décide *in fine* des positions communistes sur les questions urbaines.

Parfois, ces rapports implicites de domination et d'obéissance qui structurent ordinairement et quotidiennement les relations au sein du PCF se révèlent insuffisants, et les manœuvres du parti pour contrôler le catalogue des ES deviennent plus visibles. Ainsi, le secrétariat du PCF (soit l'organe de direction le plus élevé) ordonne à Lucien Sève\* et aux ES de mettre au pilon *Le mode de production socialiste: essai théorique*, publié en 1973 par le même Maurice Decaillot\*. À propos de cet épisode, qu'il présente d'ailleurs comme exceptionnel, Lucien Sève\* parle de « pratiques scandaleuses » de la part des dirigeants du PCF et raconte :

« L'exemple le plus frappant est, en 1973, la décision du Secrétariat du CC qui me notifie en deux lignes d'avoir à pilonner le livre de l'économiste communiste Maurice Decaillot\* sur le mode de production socialiste. L'ouvrage est imprimé à des milliers d'exemplaires, broché en cahiers, il ne reste plus qu'à rajouter la couverture. Et on me donne l'ordre de pilonner... La raison, que je demande aussitôt, est qu'à la page 73 du livre est soulevée la question de savoir si dans les pays socialistes les ouvriers sont bien les vrais propriétaires des moyens de production... Le seul fait de poser la question est estimé scandaleux, et a fortiori sera jugé ainsi en URSS... Mon hypothèse est qu'à la section économique du CC, dont Decaillot\* est membre, on n'avait pas lu le manuscrit avec assez de soin, on a donc laissé passer la phrase, au dernier moment quelqu'un s'en est rendu compte, a tiré la sonnette d'alarme, "bon sang, c'est énorme, on va se faire engueuler, faut à tout prix arrêter ça", l'affaire a passé au Secrétariat qui, dans la hâte a décidé le pilon... J'ai dû faire comme à l'armée : exécuter l'ordre avec colère intérieure, et demander aussitôt un rendez-vous à Georges Marchais\* pour protester »<sup>1619</sup>.

Contrairement aux ES, peu de livres sont assimilables chez Maspero à de la littérature partisane au sens strict. Certes, les neuf « Livres Rouges », publiés « en collaboration avec la « Ligue Communiste » entre 1970 et 1973, sont partisans, mais restent des livres d'intervention publiés individuellement, à l'image de *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion* d'Ernest Mandel\* en 1970. De même, les cinq titres de la collection « Débats communistes » de Gérard Molina\* et Yves Vargas\*, publiés entre 1979 et 1980, ne sont pas des initiatives du PCF, mais bien au contraire d'un certain nombre d'intellectuels communistes contestataires [**voir le chapitre 5 sur la contestation des intellectuels communistes à la fin des années 1970**]. Ainsi, seuls trois ouvrages du « Groupe pour la fondation de l'Union des communistes français marxistes léninistes » (maoïste) – dont *Le livre des paysans pauvres : cinq années de travail maoïste dans une campagne française, 1976 -*, six des trotskistes de la LCR<sup>1620</sup> sont des

---

<sup>1619</sup> Voir Jean-Numa Ducange, « Entretien avec Lucien Sève... », *art. cit.*, pp. 113-114.

<sup>1620</sup> *Ce que veut la ligue communiste*, 1972 ; *L'école de Jules Ferry est morte*, deux tomes en 1974 ; *Le gaullisme, et après ? État fort et fascisation*, deux tomes en 1974 ; *Oui, le socialisme !* publié en 1978 et le premier congrès

productions partisanses. On peut y ajouter *La lutte pour l'autogestion et la révolution*, résolutions de la 4<sup>ème</sup> Conférence internationale de la tendance marxiste révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> internationale (1972).

Pourtant, le repérage des titres politiques est plus complexe. D'une part, les publications de certains collectifs militants sont proches la littérature partisane, à l'image des huit titres publiés chez Maspero par le « Front de solidarité Indochine » ou de celle d'autres collectifs militants ou syndicaux qui prennent position lors de luttes sectorielles, comme le texte *Les mineurs accusent*, du Secours Rouge du Nord, en 1970 [Voir *Infra*, « Maspero, caisse de résonance des luttes »]. D'autre part, Maspero publie plusieurs revues militantes, les *Cahiers Révolutions* de la LCR, la revue martiniquaise *Acoma* (1971-1973), celle des révolutionnaires israéliens à l'étranger *ISRAC* (1971), la revue des socialistes révolutionnaires du Proche-Orient *Khamsin* (1972-1977), dirigée par Leila Khadi et Eli Lobel\*, ou encore les revues tiers-mondistes *Partisans* et *Tricontinental*.

Chez Anthropos, aucun ouvrage n'est directement partisan, et les collectifs qui publient sont académique, à l'image des actes du colloque *Sociologie des mutations* (publiés en 1970 par l'association internationale des sociologues de langue française), des parutions liées à des événements comme le Congrès mondial de sociologie (*Sociologie de l'impérialisme*, 1971) ou à la Conférence Internationale sur l'Autogestion (*Recherches sur l'autogestion, autogestion de la recherche ? Histoire et sociologie de la seconde conférence internationale sur l'autogestion*, 1978), ou encore aux premières assises de la recherche (*Recherche et contestation*, 1969), qui se sont déroulées à la faculté des sciences d'Orsay en juillet 1968 devant 355 délégués élus par 11 000 travailleurs scientifiques dépendant principalement du CNRS (291 délégués), mais aussi d'institutions comme l'ORSTOM (15), l'INRA (19) ou l'INSERM (30). Dans la foulée des événements, ils portent pour revendication principale leur « titularisation dans un corps qui garantisse les avantages sociaux accordés aux titulaires de la fonction publique »<sup>1621</sup>.

---

des dissidents trotskistes de « Révolution ! » ; *Sur la crise de la bourgeoisie française, l'impasse réformiste, sur la période, les révolutionnaires, la classe ouvrière et les syndicats, notre tactique*, Paris, Maspero, 1973. « Révolution ! » rassemble des militants de la Ligue Communiste qui, autour d'Isaac Joshua ou Henri Mahler, font scission début 1971. Sur la trajectoire de Nicolas Dubost\*, qui en fut membre, voir le chapitre 7.

<sup>1621</sup> Voir Girolamo Ramunni, "Quels statuts pour les chercheurs ? Le débat en 1968", *La revue pour l'histoire du CNRS*, 12/2005, pp. 6-7. En parallèle, des discussions – et des tensions – portent à partir de 1967 sur la place des assistants et des maîtres-assistants dans les processus de décision mais aussi sur les découpages disciplinaires. Elles sont notamment soulevées au niveau du Comité Consultatif des Universités. Voir Emmanuelle Picard, « Les universitaires de Mai 68 : tensions structurelles et radicalisation syndicale autour de la réforme du Comité consultatif des universités », in Gilles Morin, Christian Chevandier, Bruno Benoit (dir.), *Mai 68 et les identités professionnelles*, Rennes, PUR, 2011, pp. 269-280. Voir également Dominique Damamme, « Laboratoires de la réforme pédagogique », in Dominique Damamme et al, *Mai-juin...*, pp. 245-258.

Pourtant, même si aucun ouvrage n'émane directement d'une organisation politique, plusieurs sont liés au PS et à la CFDT. C'est le cas de *L'Iran des mollah : la révolution introuvable* (1981), de l'ingénieur militant Joseph Vernoux\*<sup>1622</sup>, que préface Lionel Jospin, conseiller socialiste de Paris après avoir été membre du bureau exécutif du PS (depuis 1973) et l'un des responsables des relations avec le PCF au cours des années 1970. On peut aussi penser à *Les pièges de l'Europe* (1979), de Paul Desbois\* et Jean-Pierre Ramadac\* - deux experts économiques du PS –préfacé par le professeur de droit Jean-Pierre Cot\*, lui aussi membre du PS [**Sur la trajectoire de Jean-Pierre Cot\*, voir le chapitre 5**], ainsi qu'à *L'imposture monétaire*, publié en 1981 par Thomas Lefranc, pseudonyme collectif d'auteurs qui considèrent « cette discrétion comme une exigence de leurs responsabilités professionnelles ou pour employer le langage de la fonction publique, comme une obligation de réserve liée à leur état ». Ce livre est présenté comme « une réflexion collective » développée « dans le cadre d'un groupe de travail spécialisé de la commission économique du Parti socialiste », même si, comme le précise « Thomas Lefranc », il ne peut « prétendre représenter la position officielle du Parti socialiste ». On peut enfin évoquer *La nouvelle donne*, publié en 1980 par Julien Créteil (pseudonyme collectif de deux adhérents de la CFDT et d'un responsable CGT de Créteil), préfacé par Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille, député du Nord et futur Premier ministre de François Mitterrand en juin 1981. Ce titre paraît après la rupture du programme commun, à un moment où « le mouvement socialiste [est] conduit à s'interroger sur lui-même, sur sa façon d'analyser et d'interpréter les faits économiques et sociaux » et entend « formuler un ensemble d'analyses et de propositions conçues à partir d'un thème fondamental, à savoir le problème de la redistribution du pouvoir politique et économique »<sup>1623</sup>. Tous ces textes, publiés à partir de 1979, s'expliquent par la proximité avec le PS : Jean Pronteau (1919-1984), co-fondateur des éditions Anthropos avec Serge Jonas\*, est lui-même entré au PS en 1973 après son exclusion du PCF en 1970. Soutien du courant mitterrandien, il fut membre du comité directeur du PS à partir de 1975 et surtout responsable de l'Institut Socialiste d'Études et de Recherches (ISER), chargé de produire des réflexions pour le parti<sup>1624</sup>.

---

<sup>1622</sup> Joseph Vernoux, qui travaille alors en Iran dans une société occidentale, est membre du PS et de la CFDT.

<sup>1623</sup> Pierre Mauroy, « Préface. Pour un nouvel essor du débat politique », in Julien Créteil, *Pour une nouvelle donne*, Paris, Anthropos, 1980.

<sup>1624</sup> L'ISER, comme souvent ce genre d'organismes, a eu un faible impact sur le PS. Comme l'écrit Mathieu Fulla, « en dépit d'une activité théorique indéniable, dont témoigne la publication du *Bulletin mensuel* à partir de 1976, l'influence de l'Institut dans la fabrique du discours économique du PS est marginale ». Voir Mathieu Fulla, « L'« économiste » en politique. Les experts socialistes français des années 1970 », *Revue française de science politique*, 2016/5 (Vol. 66), p. 773-800, note de bas de page n°113. Les archives de Jean Pronteau que nous avons consultées n'ont pas été très utiles ici.

Au-delà des seuls livres, c'est dans la revue *Autogestions* entre 1968 et 1981, publiée chez Anthropos, que l'on trouve des textes issus de nombreuses organisations politiques et syndicales de la gauche révolutionnaire et/ou autogestionnaire : l'Alliance marxiste révolutionnaire, l'Alliance syndicaliste, le cercle socialiste de Paris, la CFDT (notamment sous la plume de Pierre Rosanvallon), la Fédération Anarchiste, le groupe de liaison pour l'autogestion, l'Humanité rouge, Lutte Ouvrière et le PSU. Même le programme commun des socialistes, des communistes et des radicaux de gauche y est présent, à l'image d'un texte en 1975 de son « Groupe de gestion démocratique de l'entreprise ».

Anthropos occupe donc à nouveau une place distincte de celle de Maspero et des ES, en étant à la fois marxiste et engagée du côté d'un socialisme renouvelé, centralement du côté du PS et de la CFDT. Il faut ajouter que l'enquête a montré que de nombreux auteurs d'Anthropos sont passés, dans les années 1960 et 1970, par le « carrefour des gauches alternatives »<sup>1625</sup> qu'est le PSU, et y ont souvent animés les tendances les plus à gauche.

L'analyse des textes les plus partisans des trois catalogues répètent ce que l'on avait pu observer pour la construction de généalogies historiques se répètent ici : les ES sont du côté de l'orthodoxie communiste, Maspero est davantage affilié à l'extrême-gauche trotskiste et Anthropos est proche de la nouvelle gauche socialiste et autogestionnaire.

### ***Les « études historiques »***

Les « études historiques » permettent de compléter cette construction de traditions révolutionnaires grâce à des travaux d'intellectuels (vivants) qui entendent éclairer des événements ou des institutions stratégiques, et, ainsi, façonner une mémoire militante légitime. Cette sous-catégorie, pèse respectivement 96 ouvrages pour les ES, 134 pour Maspero et 45 pour Anthropos<sup>1626</sup>.

Pour les ES, on trouve 43 ouvrages qui s'attardent sur des événements révolutionnaires : sept portent sur la Révolution Française, un sur la révolte des canuts lyonnais en 1831 – la réédition revue et augmentée de l'ouvrage de Maurice Moissonnier\*, initialement publié en 1958 – deux titres s'intéressent à la révolution de 1848, huit abordent Commune, cinq analysent la Révolution Russe, et 19 livres étudient la Seconde Guerre Mondiale, essentiellement du point de vue de la Résistance, et plus précisément de la résistance de la classe ouvrière. Autrement dit, les ES publient des textes portant sur des événements jugés fondateurs

---

<sup>1625</sup> Annie Collovald, Julie Pagis, Vincent Porhel, « Au carrefour des gauches alternatives : le PSU », in Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclet, Isabelle Sommier (dir.), *Change le monde...*, op. cit., pp. 423-452.

<sup>1626</sup> Ces chiffres comprennent les travaux historiques consacrés aux grandes figures du marxisme.

de l'histoire du communisme mondial et supposés exemplaires, dans le sens où ils doivent servir d'appui au changement social que le PCF appelle de ses vœux. Dans la même perspective d'éducation politique des militants communistes de l'après-1968, cinq livres du catalogue sont consacrés à l'étude d'institutions centrales dans l'histoire du communisme français, que ce soit la CGT (un ouvrage), la CFDT (un), les Jeunesses communistes (un), ainsi que l'histoire du mouvement ouvrier et des « Internationales » (cinq) et, bien sûr, le PCF lui-même (six).

En défendant ce passé, le PCF entend réaffirmer sa place dans le champ politique des années 1968-1981. C'est par exemple le cas des très nombreux titres qui mettent en lumière l'histoire héroïque du PCF pendant la guerre, à une époque où les polémiques sont fréquemment réactivées, notamment, à partir de 1970, à propos des activités de Georges Marchais\* entre 1940 et 1944, après que les résistants et anciens communistes Auguste Lecœur (qui a quitté le PCF en 1954, après « l'affaire Lecœur ») et Charles Tillon (exclu en 1970) l'aient accusé d'avoir menti dans sa « bio » et d'avoir tu qu'il était allé travailler en Allemagne volontairement. Le sacrifice des communistes pendant la guerre, comme les lettres de fusillés et les témoignages de résistants mis en récit dans ces livres, sont plus globalement réinsérés dans une tradition très largement française constituée de grands ancêtres et de moments révolutionnaires dans lesquels le rôle du mouvement ouvrier est souligné avec force.

Même les études *a priori* les plus éloignées de l'actualité restent cadrées par un souci pédagogique. Les usages stratégiques que font les ES des nombreux anniversaires de l'histoire communiste sont à ce titre révélateurs, comme la publication en 1974 des actes d'un colloque du CERM consacrée à *Lénine et la pratique scientifique*, alors que l'on fête les 100 ans de sa naissance (1870) et les 50 ans de sa mort (1924). L'ensemble des textes de cet ouvrage – et notamment ceux de Georges Labica\* et de Lucien Sève\*, tous deux « rapporteurs » de ce colloque – reviennent sur l'histoire et la pertinence de concepts centraux de la tradition marxiste et du léninisme (matérialisme historique, matérialisme dialectique, etc...). Ils les remettent au goût du jour dans le but de poursuivre la théorisation d'une « pratique scientifique » qui n'est pas « séparable du combat politique pour la démocratie avancée et le socialisme »<sup>1627</sup>. Un autre ouvrage révélateur de cette fonction stratégique est publié à l'occasion du centenaire de la Commune, en lien avec la Semaine de la pensée marxiste d'avril 1971. C'est l'occasion pour Nicolas Pasquarelli\*, secrétaire général du CERM, de revenir en introduction sur l'évolution de la classe ouvrière depuis un siècle et d'affirmer la permanence de son exploitation par la bourgeoisie malgré une amélioration certaine :

---

<sup>1627</sup> Centre d'études et de recherches marxistes, *Lénine et la pratique scientifique*, Paris, Éditions Sociales, 1974, p. 14.



« Il y a un peu plus d'un siècle, l'irruption de l'industrie au milieu d'une France encore fortement rurale, l'introduction de la machine à vapeur et des marteaux-pilons, constituait alors un monde nouveau, brutal, tranché [...]. Exploitée de façon impitoyable, encore privée de syndicats légaux, la classe ouvrière luttait déjà avec ténacité [...] Cent ans après, bien des choses ont changé dans le monde et le mouvement ouvrier. L'évolution des conditions de vie et de travail des travailleurs manuels et intellectuels dans les pays les plus industrialisés est incontestablement marquée, aujourd'hui, par un accroissement de sa consommation en biens et services divers, accompagné d'une durée de travail moins longue en moyenne que celle qui caractérisait le XIX<sup>e</sup> siècle. Ces éléments nouveaux suscitent des interprétations diverses [...] L'utilisation de la méthode marxiste montre bien, qu'indépendamment des techniques de production et de l'évolution du travail provenant de la modernisation des usines, celles-ci restent la propriété privée d'un patron ou d'une société ; que l'usine c'est le lieu où, par l'exploitation de la force de travail des ouvriers, s'élabore la plus-value, source du profit capitaliste [...]. Telle est la racine de l'aliénation [...]. Le visage de la classe ouvrière a changé au rythme de ses conquêtes et du progrès technique. Mais dans son ensemble, la condition prolétarienne demeure »<sup>1628</sup>.

Partant de l'épisode de la Commune, c'est donc la réalité des transformations de la classe ouvrière qui est interrogée et, avec elle, le rapport du PCF au sujet révolutionnaire ainsi que sa stratégie d'alliance avec les socialistes. Ces exemples illustrent combien les études historiques aux ES restent attachées à la fois à la construction d'une tradition communiste légitime mais aussi à des enjeux immédiats de stratégie politique et électorale.

Il reste, malgré tout, des thèmes sensibles qui ne peuvent être abordés, ou du moins qui ne peuvent l'être sans de nombreuses précautions, ou qui font face à des formes de censure explicites. C'est le cas des quatre tomes de l'*Histoire de l'URSS* publiés entre 1972 et 1975 par l'historien du PCF, Jean Elleinstein\*, et qui ont donné lieu à de longues discussions en interne et à des critiques, notamment de la part des althussériens, qui la juge mauvaise. Considérée, par le rôle qu'occupent les ES à l'intersection du champ politique et du champ éditorial, comme la vision quasi-officielle du PCF, tout en se posant comme scientifique – Jean Elleinstein\* est un universitaire —, cette *Histoire de l'URSS* a donné lieu à de multiples retouches. Lucien Sève\* raconte en 2014 cette « aventure risquée non seulement pour son sujet mais aussi pour son auteur », qui avait à l'époque « une considérable notoriété d'antistalinien » sans être un « historien d'une grande rigueur ». Il se souvient (sans doute de façon polémique, Elleinstein\* ayant quitté le parti bruyamment) « qu'il n'y a aucun livre sur lequel [il a] dû autant travailler avec l'auteur que cette *Histoire de l'URSS* »<sup>1629</sup>, et poursuit :

« Elleinstein\* était quelqu'un de très arrangeant, je lui ai proposé en foule de petites corrections – ses manuscrits étaient d'incroyables brouillons – et soumis nombre

---

<sup>1628</sup> Semaine de la pensée marxiste, *Problèmes de la révolution socialiste en France*, Paris, Éditions Sociales, 1971, pp. 10-14.

<sup>1629</sup> Jean-Numa Ducange, « Entretien avec Lucien Sève... », *art. cit.* p. 116.

d'objections et suggestions, il les a presque toutes acceptées. Au total, nous avons disposé pour la première fois d'une histoire de l'URSS vue par un communiste antistalinien, de valeur scientifique sans doute limitée mais du moins idéologiquement décapante, déniaisante même pour qui en était encore à une vision imaginaire. Le résultat m'a semblé bénéfique. Naturellement nous avons eu une grosse algarade des Soviétiques – Roland Leroy\* s'est vu vivement reproché à Moscou par Ponomarev cette publication "objectivement trotskiste". Mais c'était sans conséquence notable sur les rapports de parti. Les Soviétiques n'étaient pas contents, voilà tout »<sup>1630</sup>.

Si le terme d'« antistalinien » surjoue l'hétérodoxie d'une telle publication – surtout dans sa version finale, très retouchée -, la publication d'un tel livre montre à quel point le contrôle et l'importance du regard du PCUS demeurent. Jean Elleinstein\* a d'ailleurs lui aussi raconté comment son *Histoire de l'URSS* avait été, dès son deuxième tome, soumise à une « commission de lecture » avant publication<sup>1631</sup>. Dans le même temps, ces quatre tomes sont, dans leur projet mais aussi, par moments, dans leur contenu, un marqueur politique important du détachement du PCF vis-à-vis de Moscou dans ces années de programme commun, alors que *L'Histoire de l'URSS* publiée aux Presses de la cité en 1962 par Aragon\* ne mentionnait pas... le rapport Khrouchtchev<sup>1632</sup>. Mais si *L'histoire de l'URSS* d'Ellenstein est un symbole de l'ouverture du PCF au milieu des années 1970, ces quatre tomes sont tellement pris dans cette période spécifique des années 1972-1975, que leur publication est très liée à la conjoncture. Après la rupture du programme commun en 1977 et avec l'attitude très critique d'Ellenstein\* vis-à-vis de la direction du PCF [voir le chapitre 5], l'historien est victime d'une campagne interne visant à le discréditer et, comme l'a expliqué Frédérique Matonti, on menace même de révéler l'importance de ses droits d'auteurs pour la coordination des tomes de *L'histoire de la France contemporaine*<sup>1633</sup>.

On le voit, il reste délicat pour les intellectuels de parler des sujets politiquement les plus sensibles – et, à ce titre, normalement réservés aux dirigeants du PCF -, et la prétention des intellectuels peut être rapidement contrecarrée. Frédérique Matonti rapporte de son entretien avec Roger Martelli\* [voir le chapitre 5] que les archives du Comité central, déposées à l'Institut Maurice Thorez, ont été « rappatriées » à l'été 1977 ou 1978, « en interdisant de fait la consultation »<sup>1634</sup>. Décidé par Gaston Plissonnier, lui-même alerté par Georges Cogniot\* [voir *infra*], ce rapatriement est lié à la méfiance qu'inspire de l'IMT constituée autour de l'historien Jean Burles\*, puisqu'ils sont qualifiés de « liquidateurs ». Ces tensions entre

---

<sup>1630</sup> *Ibid.*

<sup>1631</sup> Jean Elleinstein\*, *Ils vous trompent, camarades*, Paris, Belfond, 1981. Voir aussi Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, Chapitre 7.

<sup>1632</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 64.

<sup>1633</sup> *Ibid.*, p. 251.

<sup>1634</sup> *Ibid.*

intellectuels et certains des dirigeants les plus orthodoxes du PCF sont exacerbées à partir de 1977, année de la rupture du programme commun et d'un conflit ouvert au sein du PCF [voir le chapitre 5], comme a pu à nouveau le montrer Frédérique Matonti autour de la publication de *L'URSS et nous* en septembre 1978<sup>1635</sup>.

Du côté d'Anthropos, 22 ouvrages sont des « études historiques » [voir l'encadré n°14], auxquels il faut ajouter 23 textes qui se consacrent à des figures ou à des courants marxistes [comme Fourier ou le freudo-marxisme, voir *infra*]. Ces études explorent, à côté des textes sur les penseurs « marxistes », la « pré-modernité » française, et des événements traumatiques comme la Saint Barthélémy. Certaines se présentent comme des études d'histoire urbaine et de linguistique. Bien qu'historiques, elles ont une dimension politique, à l'image de la thèse de Daniel Vidal\* sur le discours camisard en Europe après la rupture de l'Édit de Nantes. C'est aussi le cas de *La domestication du mouvement* (1981), qui revient sur « l'explosion de la conception statique de la société » entre le XII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1636</sup>. S'appuyant sur divers événements qui « appartiennent à l'histoire des chemins, de la monnaie, des routes, du chemin de fer, du crédit, c'est-à-dire à l'ensemble historique des appareils de gestion, de codage et de domestication des mobilités »<sup>1637</sup>, cet ouvrage dessine une étude historique de l'émergence et de la consolidation de l'État moderne. Pourtant, une lecture attentive du livre et surtout de sa « mise en livre », pour parler comme Roger Chartier, montre que la politique n'est pas loi. La quatrième de couverture est ainsi ornée d'une citation des *Grundrisse* de Marx, indique qu'« à l'aube d'une réinvention du pouvoir local, une vision historique [démontre] comment la France a besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire eu recours à un appareil central fort pour se construire ».

**Encadré n° 14 : Anthropos et les « études historiques »**

Fernand Rude, *L'insurrection lyonnaise de novembre 1831: le mouvement ouvrier à Lyon de 1827-1832*, Paris, Anthropos, 1969.

Géralde Nakalme, *Au lendemain de la Saint-Barthélemy : guerre civile et famine*, 1975

François Champarnaud, *Révolution et contre-révolution culturelles en URSS : de Lénine à Jdanov*, 1975

Jamel-Eddine Bencheikh, *Poétique arabe : essai sur les voies d'une création*, 1975

Jean Piel, *Capitalisme agraire au Pérou. Originalité de la société agraire péruvienne au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1975

<sup>1635</sup> En 1977, la *Nouvelle Critique* a publié un dossier également intitulé « l'URSS et nous ». Le texte, composé de cinq textes (d'alexandre Adler\*, Maurice Décaillot\*, Claude Frioux\*, Léon Robel\* et Francis Cohen\*, son « maître d'œuvre »). Dès la première page, il est écrit que « le temps est venu d'une réflexion sérieuse sur le socialisme soviétique. Celui-ci sera considéré d'une façon critique, c'est-à-dire aussi objective que possible, dans sa réalité, son mouvement, ses contradictions, sa signification dans le mouvement universel vers le socialisme ». Voir Francis Cohen\* et al, *L'URSS et nous*, Paris, Éditions Sociales, 1978, p. 7 ; et Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., pp. 377 et sq.

<sup>1636</sup> Thomas Regazzola\*, Jacques Lefebvre\*, *La domestication du mouvement : poussées mobilisatrices et surrection de l'État*, Paris, Anthropos, 1981, p. 12.

<sup>1637</sup> *Ibid*, p. 7.

Daniel Vidal, *L'Ablatif absolu : théorie du prophétisme : le discours camisard en Europe (1706-1713)*, 1977  
Wanda Bannour, *Les nihilistes russes*, 1978  
Louis Necker, *Indiens guarani et chamanes franciscains : les premières réductions du Paraguay, 1580-1800*, 1979  
Patrick de Laubier, *La Grève générale en 1905 : le mythe français et la réalité russe*, 1979  
André Miquel, Henri Loucel (dir.), *Lumières arabes sur l'Occident médiéval : actes du colloque "civilisations arabe et européenne deux cultures complémentaires", Montpellier, 12-14 mai 1977*, 1978  
Ambroise Gravejat, avec la collab. de Marc Masson et Simone Martin, *La rente, le profit et la ville : analyse de la constitution de la ville romaine antique et de la ville de Lyon du 6e au 19e siècle*, 1980  
Jacqueline Pluet-Despatin, *Les Trotskistes et la Guerre 1940-1944*, 1980.  
Bağ Ye'ôr, *Le Dhimmi : profil de l'opprimé en Orient et en Afrique du Nord depuis la conquête arabe*, 1980  
Ben Salem Himmich, *De la formation idéologique en islam : ijthâdât et histoire*, 1980  
Coline Constance, *Le matin vu du soir : de la Belle Époque aux années folles*, 1980  
Jacques Zylberberg, *Aux sources du Chili contemporain : économie et société au Chili colonial*, Paris/Quebec, Anthropos/Presses de l'Université Laval, 1980  
Thomas Regazzola, Jacques Lefebvre, *La domestication du mouvement : poussées mobilisatrices et surrection de l'État*, 1981  
Louis Elégoët, *Saint-Méen : vie et déclin d'une civilisation paroissiale dans le Bas-Léon*, 1981  
Luc Duhamel, *Les Soviétiques et les voies de la révolution en Europe occidentale : de Lénine à Brejnev*, 1981  
Renée Poznanski, *Intelligentsia et Révolution : Blok, Gorki et Maïakovski face à 1917*, 1981

Ensuite, plusieurs travaux s'inscrivent dans l'histoire locale et de longue durée, à l'image d'une étude sur une commune du Finistère (Saint-Méen) et à son évolution sur plusieurs siècles, et notamment durant la Révolution française. C'est aussi le cas l'ouvrage sur une société villageoise du Jura de Michèle et Michel Dion\*, publié en 1972 avec une préface du géographe Pierre Georges, professeur à la Sorbonne et intellectuel communiste entré au parti en 1936 mais qui s'est progressivement éloigné. D'autres titres concernent des pays étrangers, mais ils sont peu nombreux : on ne trouve que trois études sur l'Amérique Latine et trois sur le monde arabe.

Enfin et surtout, plusieurs livres abordent l'histoire du communisme et du mouvement ouvrier de façon peu orthodoxe, comme par exemple la thèse de Jacqueline Pluet-Despatin\* sur les trotskistes durant la seconde guerre mondiale. Cinq publications s'intéressent à la Russie révolutionnaire, à l'image d'une étude sur la grève russe de 1905 vue de France et une autre sur la révolution russe de Lénine aux années 1970. Cette partie du catalogue explore de façon critique les débuts de la prise de pouvoir de Lénine puis de Staline, prise de pouvoir que les membres d'Anthropos perçoivent comme un dévoiement autoritaire d'un régime politique se réclamant du marxisme.

La vision « spontanéiste » et anti-léniniste d'Anthropos est encore visible dans le travail de l'historien Fernand Rude\*, ex-communiste qui fait paraître une nouvelle édition de sa thèse sur la révolte des canuts lyonnais préfacée par Ernest Labrousse, initialement publiée en 1943. S'il publie aussi chez Anthropos des textes de Bakounine sur la Commune de Paris, Fernand

Rude\* [voir l'encadré n° 15], alors à la retraite, est également proche de François Maspero\*, chez qui sont parus deux de ses livres : *C'est nous les Canuts* (Maspero, 1977) et *Les révoltes des Canuts 1831-1834* (Maspero, 1982).

**Encadré n°15 : Fernand Rude\*, historien des canuts<sup>1638</sup>**

Fils d'instituteurs, Fernand Rude (1910-1990) est né à Lyon. Il suit des études d'histoire-géographie et de langue russe à la faculté des lettres de Lyon, études qui le mènent, après son service militaire, à l'enseignement. Il adhère dès 1929-1930 au Secours rouge, à la Fédération unitaire de l'enseignement (CGTU) et au Parti communiste. Particulièrement attentif au mouvement ouvrier et à son histoire, il fait une série de conférences en 1931 à l'occasion du soixantième anniversaire de la Commune de Paris et de la commémoration du centenaire de l'insurrection de Lyon de novembre 1831. Cet intérêt profond se matérialise dans la rédaction d'une thèse d'histoire sur le mouvement ouvrier lyonnais entre 1827 et 1832, qu'il soutient en 1942. Engagé dans le congrès mondial contre la guerre, il écrit dans des revues comme *La Voix du peuple* en 1932 tout en essayant de lancer en 1933 – mais sans succès – une université ouvrière à Lyon. En novembre 1933, il fait un premier séjour en URSS puis, peu après, il y retourne et y vit durant deux ans. Durant cette période, il travaille avec des historiens qui peu de temps après sont victimes des purges staliniennes lors des premiers procès de Moscou<sup>1639</sup>. En revenant de Russie, en 1936, il quitte le PCF et rejoint la SFIO tout en restant marxiste. Il occupe un poste de professeur à Besançon à partir de 1938, et commence, en parallèle, à militer à la CGT et dans le courant de gauche de la SFIO, avec lequel il soutient les républicains espagnols. Mobilisé en août 1939, il réussit à échapper aux Allemands en juin 1940 puis il est nommé à Grenoble. Résistant, collaborateur des *Cahiers de la France Intérieure*, il est nommé à la Libération sous-préfet à Vienne puis à Briey, postes qu'il occupe de 1944 à 1962. Il est ensuite chargé des affaires culturelles pour la région Rhône-Alpes de 1964 à 1969, année où il prend sa retraite. Son temps libre lui permet de retravailler sur le mouvement ouvrier, thème avec lequel il avait renoué depuis quelques années déjà à travers un enseignement donné à l'IEP de Grenoble. Il publie plusieurs livres chez Anthropos et Maspero entre 1968 et 1981. Il apporte aussi son concours en 1984 à la réalisation de l'exposition lyonnaise *C'est nous les canuts : association, résistance, courage (novembre 1831 - avril 1834)* célébrant le 150e anniversaire de la révolte de 1834. Après son décès en 1990, ses archives ont été déposées à la bibliothèque municipale de Lyon.

L'ensemble de ces textes participent à la tradition politique marxiste et conseilliste dans laquelle s'inscrit Anthropos. Mais ils le font à travers des études principalement académiques, puisqu'une grande part de ces « études historiques » est constituée de thèses remaniées. Alors que les ES n'en publient quasiment pas, la part des doctorats publiés par Anthropos est quantitativement importante, puisque c'est le cas d'au moins 85 ouvrages (près du ¼ du catalogue total), signe de la recherche constante d'une légitimité intellectuelle.

<sup>1638</sup> Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article136050>, notice RUDE Fernand [RUDE Pierre, Marie, Fernand] dit FROMENT Pierre. par Maurice Moissonnier, version mise en ligne le 6 décembre 2010

<sup>1639</sup> Ludovic Frobert, « L'historien s'engage comme le partisan : Fernand Rude\* et les révoltes des canuts », in Fernand Rude, *Les révoltes des canuts (1831-1834)*, Paris, La Découverte, 2007 [Maspero, 1982], p. 202.

Cette position à l'intersection du champ politique et du champ académique se retrouve sans surprise chez Maspero, où plus de 70 thèses sont publiées, ainsi que plusieurs mémoires de recherches, à l'image de celui de Paul Lidksy\* [voir le chapitre 7], *Les écrivains contre la commune* (1970), tiré de son diplôme d'études supérieures de lettres (DES, à l'époque entre le Master 1 et le Master 2) en 1970, au moment du centenaire de la Commune<sup>1640</sup>.

Nombre de ces textes académiques appartiennent aux « études historiques », qui représentent 134 ouvrages, soit 15,2% du catalogue. Outre les études « marxistes », plusieurs publications se focalisent sur des institutions, des partis politiques ou des événements majeurs, à l'image des travaux sur la III<sup>e</sup> Internationale ou de ceux – critiques - sur le PCF et sa bolchévisation entre 1923 et 1928<sup>1641</sup>, son rapport aux colonies<sup>1642</sup>, ses « grandes affaires » internes<sup>1643</sup> ou son rôle dans la guerre d'Indochine<sup>1644</sup>. Si les communistes ne sont pas ménagés, Maspéro met logiquement en valeur la IV<sup>e</sup> internationale trotskiste (2 titres) ou d'autres partis communistes moins dépendants de Moscou. Enfin, des travaux portent sur des thèmes récurrents de la mémoire révolutionnaire, la Révolution Française (5 ouvrages), la Commune (2 ouvrages), la révolution d'Octobre (4), la deuxième guerre mondiale et le nazisme (6), le fascisme (2), ou encore le Front populaire (5), le mouvement ouvrier ou des luttes sociales et paysannes comme la jacquerie, analysée par Maurice Dommanget\*<sup>1645</sup>. On trouve quelques textes historiques consacrés au début du XX<sup>e</sup> siècle – qu'il s'agisse de l'étude d'Élisabeth Dixmier\* et Michel Dixmier\* sur le périodique pacifiste et satirique *L'assiette au beurre* ou du travail de Jean-Pierre Mordier\* sur les débuts de la psychanalyse en France entre 1895 et 1926 - ainsi que des travaux des pays étrangers comme le Vietnam<sup>1646</sup>, sur le monde arabe – portant sur des figures comme Ibn Khaldoun<sup>1647</sup>, des genres littéraires comme les Isefra<sup>1648</sup> ou les contes kabyles<sup>1649</sup>. L'outre-mer est également présent, à l'image de l'histoire de l'insurrection malgache de 1947, publiée en 1974 et que l'on doit au prêtre Jacques Tronchon\*, qui vit lui-

---

<sup>1640</sup> Sur la trajectoire de Paul Lidksy\*, voir le chapitre 7.

<sup>1641</sup> Jederman (pseudo), *La bolchevisation du PCF, 1923-1928*, Paris, Maspero, 1971.

<sup>1642</sup> Jacob Moneta\*, *Le PCF et la question coloniale, 1920-1945*, Paris, Maspero, 1971 ; et Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du parti communiste française : 1944-1947, crise de l'impérialisme colonial et mouvement ouvrier*, Paris, Maspero, 1977.

<sup>1643</sup> Louis Couturier\*, *Les grandes affaires du PCF*, Paris, Maspero, 1972.

<sup>1644</sup> Collectif, *Le PCF et la première guerre d'Indochine*, Paris, Maspero, 1973.

<sup>1645</sup> Maurice Dommanget\*, *La Jacquerie*, Paris, Maspero, 1972. Voir aussi Philippe Gratton\*, intitulée *Les paysans français contre l'agrarisme*, Paris, Maspero, 1972 ; et Éric Wolf, *Les guerres paysannes au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Maspero, 1972.

<sup>1646</sup> Vo Nguyen Giap, Bui Lam, Le Van Luong, Joan Guoc Viet, *Récits de la résistance vietnamienne, 1925-1945*, Paris, Maspero, 1971.

<sup>1647</sup> Yves Lacoste\*, *Ibn Khaldoun : naissance de l'histoire, passé du tiers-monde*, Paris, Maspero, 1981

<sup>1648</sup> Mouloud Mammeri\*, *Les Isefra, poèmes de si mohand*, Paris, Maspero, 1970.

<sup>1649</sup> Camille Lacoste Dujardin\*, *Le conte kabyle : étude ethnologique*, Paris, Maspero, 1970.

même à Madagascar<sup>1650</sup>. Enfin, un travail collectif présente, en les contextualisant, les résultats du premier congrès des peuples de l'orient qui s'est tenu à Bakou, en 1920<sup>1651</sup>.

Parmi l'ensemble de ces « études historiques », deux thèmes récurrents, à la croisée du politique et de l'académique, méritent d'être analysés en détails. Le premier est l'épistémologie. Que ce soit dans la collection « Théorie », dirigée par Louis Althusser\* [sur « **Théorie** », voir *infra*], ou « Algorithmme »<sup>1652</sup>, confiée à partir de 1975 au philosophe et historien des sciences Pierre Raymond\*<sup>1653</sup>, proche d'Althusser\*, ce thème représente 11 ouvrages, tous dédiés à l'épistémologie et à l'histoire des mathématiques, bien que certains soient plus historiques – à l'image des thèses de Anne-Françoise Schmid\* sur Poincaré<sup>1654</sup> ou de Pierre Guénancia\* sur Pascal<sup>1655</sup>, publiées toutes deux dans la collection « Algorithmme » -, et d'autres plus directement théoriques, comme *Le concept de modèle. Introduction à une épistémologie matérialiste des mathématiques*, d'Alain Badiou\*, paru en 1969 dans la collection « Théorie ». S'il juge en entretien « assez universitaire et épistémologique » sa thèse sur la physique et les mathématiques de Pascal, dirigé par Jean Toussaint Desanti (« un maître considérable »), Pierre Guénancia\*, normalien de Saint-Cloud [voir l'encadré n° 16], précise néanmoins sa dimension « idéologique », c'est-à-dire son intention politique (la religion comme obstacle à la science) :

« Donc, moi sur Pascal, ça a été un peu un travail de nature idéologique, il s'agissait de voir en quoi la religion pouvait être un obstacle au développement de la science [...]. Desanti s'était reconverti en philosophie des mathématiques et ça me fascinait assez, les sciences m'ont toujours assez fasciné et donc mon premier travail ça a été sur les mathématiques de Pascal que j'ai fait avec lui. Ce n'était pas très philosophique mais c'était une manière pour moi d'essayer de parler une autre langue que la langue philosophique. Mais bon c'était comme un travail historique »<sup>1656</sup>.

---

<sup>1650</sup> Jacques Tronchon\*, *L'insurrection malgache de 1947 : essai d'interprétation historique*, Paris, Maspero, 1974.

<sup>1651</sup> Collectif, *Le premier congrès des peuples de l'orient : l'internationale communiste et la libération de l'orient. Bakou, 1920*, Paris, Maspero, 1971.

<sup>1652</sup> Le texte de présentation indique qu'elle a pour but de réunir scientifiques, philosophes et historiens pour « montrer comment la pratique des recherches scientifiques elle-même engage, sous des aspects très divers et souvent cachés, des formes de fonctionnements philosophiques ». Il s'agit ainsi de « constituer le ferment d'une pratique matérialiste de la philosophie, d'une introduction de matérialisme historique dans l'histoire des sciences et d'une appropriation des rapports de leur production théorique par les travailleurs des sciences ».

<sup>1653</sup> Pierre Raymond\* (1942-2014) est né à Clermont-Ferrand. Arrivé à Paris à l'âge de 8 ans, il suit toute sa scolarité au lycée Janson-de-Sailly, entre en hypokhâgne au Lycée Louis-le-Grand et il est reçu à l'ENS Ulm en 1962, où il est l'élève, puis l'ami d'Althusser. Agrégé de philosophie, il fut professeur de philosophie en classes terminales puis en classes préparatoires au lycée Fénélon. Homosexuel, marxiste, il reste toute sa vie proche d'Althusser\*, qu'il accompagne dans sa fin de vie. Il décède en 2014. Sur ce personnage méconnu, voir principalement l'ouvrage à l'initiative de Xavier Renou\*, son compagnon, enseignant de philosophie dans le secondaire et lui aussi « auteur Maspero » : Xavier Renou\* (dir.), *D'abord penser : autour de Pierre Raymond\**, Paris, Kimé, 2017.

<sup>1654</sup> Anne-Françoise Schmid\*, *Une philosophie de savant : Henri Poincaré et la logique mathématique*, Paris, Maspero, 1978

<sup>1655</sup> Pierre Guénancia\*, *Du vide à Dieu : essai sur la physique de Pascal*, Paris, Maspero, 1976.

<sup>1656</sup> Entretien avec Pierre Guénancia\*, 9 mai 2017.

L'entretien permet également de comprendre comment un jeune auteur publie aux Éditions Maspero une thèse à la fois « historique » et « idéologique » :

« Je passe l'agreg en 1973, par chance je m'en débarrasse du premier coup, si bien qu'après j'ai encore une année d'école où j'ai été complètement libre, et où j'ai fini Pascal : du vide à Dieu [...]. Et après c'est André Lécivain qui m'a dit "Mais vous savez j'ai un collègue Pierre Raymond\* à qui Althusser\* a confié une collection chez Maspero et qui cherche des livres de philosophie et d'histoire des sciences, envoyez-lui votre thèse". Je venais de finir, je lui ai envoyée et j'ai eu une réponse quasi immédiate et extrêmement positive. Mais Pierre Raymond\*, tout en étant chargé de collection, "Algorithme" venait de se créer, il venait de publier, lui, un livre là-dedans, peut-être le mien était le deuxième, et il fallait qu'Althusser\* voit le manuscrit. D'accord, il était directeur de collection mais au-dessus de lui il y avait Althusser\* qui dirigeait chez Maspero toutes les collections "théorie", qui avaient un succès considérable [...] Et je le rencontrai [Althusser\*] dans la cour [d'Ulm] et il m'embrassait, il me disait "on va faire ça ! Ah, ton livre sur Pascal est magnifique, on va le prendre mais attention, t'as un problème avec le marxisme" m'avait-il dit ! "Tu as un problème avec le marxisme, il faudra regarder ça de près comme un médecin vous dit attention ça va mais je me demande s'il n'y a pas le taux de machin qui n'est pas un peu trop..." et donc voilà il a fallu passer par Althusser\*. Ça a été pour moi, pas une fierté, je ne suis pas orgueilleux, mais ça a été une joie vraiment importante. Pas tant le fait d'être publié très jeune que le fait de rentrer chez Maspero comme toutes mes idoles ! Comme Balibar\*, c'est devenu un ami Balibar\* mais à l'époque c'étaient des noms qui presque nous terrorisaient »<sup>1657</sup>.

Cet extrait éclaire plusieurs dimensions de la vie intellectuelle « marxiste » de l'après-1968. Tout d'abord, il illustre à nouveau la centralité d'Althusser\* et des althussériens qui, grâce à leurs écrits dès le milieu des années 1960 [voir les chapitre 1 et 2] et à leur renommée, exercent un véritable « droit d'entrée » dans la partie théorique du des Éditions Maspero, et ce bien au-delà de la seule collection « Théorie », puisqu'Althusser\* « contrôle » aussi une collection comme « Algorithme ». La joie rapportée par Pierre Guénancia\* quand il est publié montre aussi l'immense prestige de ces collections chez les jeunes intellectuels, au-delà de leur grande circulation [voir le chapitre 2]. De plus, ce cas illustre l'importance de la sociabilité normalienne non seulement intellectuelle, mais aussi politique, puisque cette sociabilité s'enracine dans la cellule communiste de l'ENS. Enfin, il montre qu'une étude sur Pascal peut être dans ces années politique. Non seulement la thèse est, dans la ligne des textes de Marx, une critique de la religion et une apologie de la science – « *il s'agissait de voir en quoi la religion pouvait être un obstacle au développement de la science* » -, mais elle est comme telle, si Althusser\*, tel un « docteur », diagnostiquant même chez Pierre Guénancia\* un « problème avec le marxisme », d'ailleurs peu avant son départ du PCF.

---

<sup>1657</sup> *Ibid.*



### Encadré n° 16 : Pierre Guénancia\*, althussérien de deuxième génération

Pierre Guénancia\* est né le 12 avril 1949 en Algérie, dans une famille d'origine juive. Son père, commerçant dans les produits coloniaux (café, cacahuètes, etc...), décède en 1957, ce qui entraîne sa famille (sa mère et sa grand-mère) dans les difficultés. En 1962, après les accords d'Evian, ils viennent en France où sa mère reprend des études de droit et commence à travailler comme conseillère juridique aux Éditions Francis Lefevre Sarrut, devenu depuis une immense entreprise. D'abord établie à Fécamp (Haute-Normandie) durant un an, la famille gagne Paris. Marqué par la guerre d'Algérie, Pierre Guénancia\* adhère aux Jeunesses communistes à l'âge de quinze ans, guidé par un « *anti-fascisme radical* » : « J'étais en Algérie, je suis rentré en France en 62. La guerre d'Algérie m'a quand même beaucoup traumatisé si je puis dire parce que c'est les gens qui se tuent [...]. On ne tue pas parce que vous avez un différend avec votre voisin mais on vous tue parce que vous êtes européen ou arabe. Vous voyez, cette sorte de haine communautaire comme ça. Je crois que ça, ça a été quelque chose de très générateur pour moi. Ça, ça m'a montré qu'il y avait un mal absolu. Ce mal absolu c'était, au fond, le communautarisme [...]. Donc je crois que c'est aussi fondamental et aussi premier que moi : l'antiracisme, l'antifascisme, tout ce qui est porteur de haine entre les hommes »<sup>1658</sup>. Engagé dans les comités Vietnam, il entre en 1968 en classes préparatoires au lycée Carnot où il est très actif politiquement au sein de la cellule communiste. Il réussit en 1970 le concours de l'ENS de Saint-Cloud – où l'influence althussérienne est importante, notamment autour de la revue *Dialectiques* [voir le chapitre 2] - et il fréquente les Ulmiens et Althusser\* à travers la cellule communiste, qui regroupe tous les normaliens.

Agrégé de philosophie en 1973, il soutient en 1975 une thèse sur les « structures et enjeux de la physique pascalienne », dirigée par Jean-Toussaint Desanti, passé lui-même longuement par le PCF jusqu'à sa prise de distance dans les années 1960. Si Pierre Guénancia\* a participé, au début des années 1970, au CERM et à l'université populaire du PCF, qui se tenait à Saint-Germain-des-Prés, il a déjà, en 1975, quitté le parti. Il se souvient d'avoir été très marqué par les critiques à l'encontre de l'idéologie communiste : « Le rapprochement communisme/totalitarisme a été quelque chose d'extrêmement traumatisant quand même parce qu'il fallait avouer que ce à quoi vous aviez cru dur comme fer, ce qui vous a même constitué à une époque où on a 15 ans, on se développe, on "naît" une deuxième fois, était plus qu'une erreur, enfin une catastrophe. Donc tout ça, il faut le digérer, il faut le repenser sur d'autres bases sans pour autant développer une culpabilité morbide. Parce qu'après tout je n'y suis pour rien dans les camps et tous les trucs ! Dans ma pratique, dans mon militantisme politique j'ai toujours voulu la liberté des gens [...]. Il se trouve que vous vous apercevez que vous faites partie d'une machine qui par une sorte de tour de folie comme dirait Pascal se retourne en oppression et secrète encore plus d'oppression que celle qu'on combat »<sup>1659</sup>. Il s'éloigne dès cette époque de la politique institutionnelle – il m'explique par exemple avoir moins voté, et n'avoir plus manifesté – mais tout en conservant une « sensibilité révolutionnaire ».

En parallèle, il entame à partir du milieu des années 1970 sa carrière de philosophe, qu'il commence à Clichy, avant de passer deux ans à Nevers, puis de devenir professeur en classes préparatoires au lycée Carnot de Dijon, en 1977, alors qu'il n'a que 28 ans. Il y enseigne durant vingt ans, puis entre à l'Université de Bourgogne, toujours à Dijon, comme professeur d'Université, où je l'ai eu comme enseignant entre 2008 et 2010.

---

<sup>1658</sup> *Ibid.*

<sup>1659</sup> *Ibid.*

Le second thème des « études historiques » est l'Antiquité - essentiellement grecque - qui rassemble 20 publications du catalogue [voir l'encadré n° 17] et se retrouvent, pour la plupart, dans la collection « Histoire classique » dirigée à partir de 1967 par Pierre Vidal-Naquet\*, assisté de Jean-Pierre Vernant\*. La collection est liée institutionnellement au Centre de recherches comparées sur les sociétés anciennes, qu'ils ont fondé à l'EPHE en 1964 après des réunions régulières mais plus informelles avec des collègues de l'EPHE – dont Maxime Rodinson\* et Maurice Godelier\* - pour réfléchir, « en marxistes » et en comparatistes, aux « faits sociaux communs aux différentes sociétés »<sup>1660</sup>. Des travaux sur la politique à la religion en passant par le théâtre tragique, les mythes, la science et la philosophie, la Grèce ancienne est explorée dans ses nombreuses dimensions. Ce geste, avant tout historique, recouvre pourtant, dans les années pré et post-1968, plusieurs implications politiques. Il s'agit déjà, en travaillant sur une époque aussi lointaine, de rester en dehors de l'interventionnisme du PCF, choix que Vernant\* opère alors qu'il est, dès 1956, dans une position interne très critique du PCF<sup>1661</sup>, comme il l'écrit en 1996 :

«[J'avais] le sentiment aussi que, en prenant, pour terrain d'étude la Grèce ancienne, un chercheur politiquement engagé comme je l'étais alors, dans un parti qui régentait la vie intellectuelle, disposerait d'une liberté d'esprit beaucoup plus grande que s'il travaillait dans le domaine de la vie contemporaine»<sup>1662</sup>.

Revers de la médaille, on a pu lui reprocher d'abandonner des enjeux liés à la lutte des classes réelles<sup>1663</sup>. Mais le projet était bien, pour Vernant\*, politique, car, comme il le précisa plus tard, il s'agissait de mettre « au jour les conditions politiques d'émergence d'une pensée rationnelle, [de] réaffirmer, au sein du monde communiste, que la confrontation des idées est constitutive de la pensée rationnelle et montrer ainsi la nécessité d'ouvrir le débat afin de sortir le communisme d'une pensée mythique »<sup>1664</sup>. Enfin pour Vernant\* – comme pour Pierre Vidal-

---

<sup>1660</sup> Voir la notice Maitron rédigée par Isabelle Gouarné : <https://maitron.fr/spip.php?article183602>, notice VERNANT Jean-Pierre par Isabelle Gouarné, version mise en ligne le 16 août 2016. Voir également, François Dosse, *Pierre Vidal-Naquet...*, *op. cit.*, surtout pp. 209-226.

<sup>1661</sup> Dans son étude comparative sur les historiens anglais et français, Frédérique Matonti rappelle que Vernant\* est, dès 1956, engagé dans un certain nombre de revues communistes contestataires (voire clandestines) comme *Unir*, *L'Étincelle* ou *Voies nouvelles*. Voir « Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2006/5 (n° 53-4bis), pp. 80-87.

<sup>1662</sup> Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1996, p. 32, cité par Frédérique Matonti, « Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques »..., *art. cit.*, p. 85.

<sup>1663</sup> Isabelle Gouarné, « Marxisme et rationalisme dans les sciences sociales françaises (1930-1960), in Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud, *Marx, une passion française...*, *op. cit.*, p. 164. Elle ajoute : « Nommé en 1958 directeur d'études à la VIe section de l'EPHE (devenue EHESS), il rassembla, pour une réflexion commune sur le marxisme, des intellectuels engagés comme lui à gauche (Maxime Rodinson\*, Maurice Godelier\*, André-Georges Haudricourt, Pierre Vidal-Naquet\* et d'autres) et créa en 1964 le Centre des recherches comparées sur les sociétés anciennes, qui devint plus tard le Centre Louis-Gernet », *ibid*, p. 165.

<sup>1664</sup> *Ibid*, p. 165.

Naquet\*<sup>1665</sup> - travailler sur la Grèce c'est aussi traiter d'un certain nombre de problèmes contemporains en les abordant à travers des "pistes" antiques comme les limites de la démocratie représentative, le tirage au sort et la rotation des représentants politiques. Bref, cette importance d'« Athènes à Paris »<sup>1666</sup>, sensible dès le début des années 1960 avec la création du « Cercle Saint-Just » - auquel participent Vernant\*, Vidal-Naquet\*, Castoriadis ou François Châtelet\* et où se déroulent de nombreux débats sur la démocratie athénienne ou la culture, le théâtre, l'isonomie ou les nomothètes<sup>1667</sup> -, ne peut être analysée sans comprendre les « problèmes grecs de la démocratie moderne »<sup>1668</sup> auxquels cette partie du catalogue de Maspero tente d'apporter des réponses à travers des recherches académiques, souvent issues de thèses, et qui sont pour la plupart devenues des textes fondateurs et des classiques.

#### **Encadré n° 17 : Vernant\*, Vidal-Naquet\* et les études antiques**

Jean-Pierre Vernant\*, *Mythe et pensée chez les grecs*, deux tomes, 1971.  
 Moses Israel Finley, *Les anciens Grecs : une introduction à leur vie et à leur pensée*, 1971.  
 Jean-Pierre Vernant\* et Pierre Vidal-Naquet\*, *Mythe et tragédie en Grèce ancienne*, 1972.  
 Moses Israel Finley, *Les premiers temps de la Grèce : l'âge du bronze et l'époque archaïque*, 1973  
 Jean-Pierre Vernant\*, *Mythe et société en Grèce ancienne*, 1974.  
 Geoffrey E.R. Lloyd, *Les débuts de la science grecque : de Thalès à Aristote*, 1974.  
 Jean-Pierre Vernant\*, *Religion grecque, religion antique*, 1975.  
 Harold C. Baldry, *Le théâtre tragique des grecques*, 1975.  
 François Frontisi-Ducroux\*, *Dédale : mythologie de l'artisan en Grèce ancienne*, 1975  
 Victor Ehrenberg, *L'État grec : la cité, l'état fédéral, la monarchie hellénistique*, 1976.  
 Carl Axel Moberg, *Introduction à l'archéologie*, 1976  
 Florence Dupont\*, *Le plaisir et la loi : du Banquet de Platon au Satiricon*, 1977.  
 Suzanne Said\*, *La faute tragique*, 1978.  
 Laurent Kahn\*, *Hermès passe ou les ambiguïtés de la communication*, 1978.  
 Jean-Pierre Vernant\*, *Religions, histoires, raisons*, 1979.  
 Peter A. Brunt, *Conflits sociaux en république romaine*, 1979.  
 Arnaldo Momigliano, *Sagesses barbares : les limites de l'hellénisation*, 1979.  
 Nicole Loraux\*, *Les enfants d'Athéna. Idées athéniennes sur la citoyenneté et la division des sexes*, 1981.  
 Arnaud Berthoud\*, *Aristote et l'argent*, 1981.  
 Annie Schnapp\*, *Lions, héros, masques : les représentations de l'animal chez Homère*, 1981.

<sup>1665</sup> Pierre Vidal-Naquet évoqua moins son rapport à la Grèce Antique. Il écrivit néanmoins : « En choisissant l'histoire grecque, j'avais l'espoir ou l'illusion que j'échapperais à la tyrannie de l'immédiat. Du moins ma passion pour la Grèce lointaine, et pour Platon en particulier, me donnait-elle une sorte de distance que ne m'aurait assurément pas donnée un travail sur la guerre d'Espagne comme celui auquel j'avais songé », position comparable à celle de Vernant. Cf. Pierre Vidal Naquet, *Le choix de l'histoire*. Paris, Arléa, 2004, p. 27.

<sup>1666</sup> Miriam Leonard, *Athens in Paris. Ancient Greece and the Political in Post-War French Thought*, Oxford University Press, Oxford, 2005.

<sup>1667</sup> Il faudrait une étude spécifique sur ce collectif, encore très méconnu. Nous n'avons pu qu'effleurer les très riches débats, pour la plupart non publiés, de ce groupe, notamment à travers les 79 feuillets conservés dans les archives de François Châtelet\*, « Cercle Saint-Just : démocratie athénienne », CHT 9.12, Fonds François Châtelet\*, IMEC, Caen. Il y est notamment mis en avant la nécessité de traiter « certains problèmes touchant à l'idée de démocratie, et à l'origine du fait même de la démocratie, sur la démocratie athénienne et le rapport que nous pouvons aujourd'hui établir entre la démocratie à cette époque et la démocratie moderne », en repartant de la « participation de tous les citoyens, ceux qui avaient le statut de citoyen », aux institutions politiques.

<sup>1668</sup> Nicole Loraux\*, « Les problèmes grecs de la démocratie moderne », *Critique*, décembre 1976.

La construction de traditions politiques concurrentes se poursuit dans les parutions historiques des trois éditeurs : une histoire communiste orthodoxe versus histoire plus académique chez Anthropos et, surtout, chez Maspero, même si la politique n'est jamais loin d'implications politiques. Ce sont ces mêmes oppositions que l'on retrouve dans les essais contemporains.

## ***II. C. Les « essais contemporains » : théorie contre empirie***

Les « essais contemporains » prennent directement position à propos des enjeux des années 1968-1981. Ils peuvent être classés en deux grandes catégories : les essais « théoriques », qui proposent une théorie générale, économique, philosophique ou autre, se revendiquant très souvent du marxisme, et les essais « empiriques », principalement consacrés à l'étude d'un thème et/ou d'une aire géographique. Si cette distinction est parfois délicate puisque certains ouvrages sont à la fois théoriques et empiriques, c'est le contenu qui nous a conduit à les classer d'un côté ou de l'autre. Pour les analyser, nous étudierons d'abord les usages différenciés de la théorie dans les trois catalogues (A), avant de nous intéresser à la géographie de ces textes contemporains (B), avant de mettre en avant un thème structurant pour chaque éditeur (C).

### ***La théorie et ses significations***

Aux Éditions sociales, la théorie contemporaine concerne 54 des 299 « essais contemporains » du catalogue (18,1%), et 11% de l'ensemble du catalogue. Chez Maspero, elle occupe une place de choix, puisqu'elle renvoie à 185 des 700 (26,4%) « essais contemporains ». Pour Anthropos, cette part est encore plus importante, avec 113 des 328 essais contemporains (34,5%). Là encore, ces chiffres illustrent l'inégale recherche de légitimité intellectuelle entre les ES d'un côté, et Maspero et Anthropos de l'autre.

Pourtant, même du côté des ES, ce chiffre reste important. Il indique que les années post-1968 sont le moment d'un recrutement et d'une promotion plus importants d'intellectuels, puisqu'on observe « l'entrée dans le PCF, après 1968, d'agents sociaux dotés d'un fort capital culturel, progressant très rapidement dans toutes les instances dirigeantes du PCF à l'exception de certaines positions clés de l'institution communiste, le Bureau politique, les secrétariats et bureaux de fédérations et les secrétariats de section, menaçant progressivement, directement et indirectement, plus ou moins consciemment, les titulaires des positions de pouvoir au sein du PCF ». Autrement dit, « le corps militant se désouvriérise [...] durant toutes ces années au profit d'autres groupes sociaux, alors que le parti lui-même se renouvelle à 60% à l'époque du

Programme commun »<sup>1669</sup>. Cette volonté de « dépasser l'ouvriérisme idéologique et identitaire », pour reprendre les mots de Georges Marchais\* en 1970<sup>1670</sup>, est au cœur de la stratégie du programme commun, et elle est à la base de l'engagement d'intellectuels néo-communistes qui, comme Michèle Bertrand\* [voir l'encadré n° 18], sont venus au PCF après les événements de Mai 1968, ainsi qu'elle le raconte en entretien :

Michèle Bertrand\* : « Alors j'ai adhéré au Parti Communiste dans les années 1970, au moment du Programme Commun, ça devait être en 1972. [...]

*Moi : Et qu'est-ce qui vous a décidé à entrer au PCF en 72 ?*

Michèle Bertrand\* : J'avais l'impression que le PCF était plus ouvert... il y avait une ouverture dans les années 70, dont le programme commun était un signe, puisque c'était un programme commun avec la gauche socialiste pour la participation des communistes au gouvernement, donc ça me paraissait de bon augure. Il me semblait que c'était un petit peu moins rigide qu'avant le fonctionnement [...]. J'étais plutôt sur la pente d'un communisme ouvert et critique, un communisme de recherche. Ça n'empêche pas d'être stable dans ses luttes, mais quand même, qu'on garde l'ouverture critique. Si la pensée n'est plus critique, ça devient du dogmatisme, ce n'est pas possible ! »<sup>1671</sup>.

Cette entrée au parti, exemplaire d'autres chez les intellectuels, n'est possible que dans la configuration partisane du programme commun, qui les pousse à s'engager au sein du parti, à la section économique en l'occurrence pour Michèle Bertrand\* [voir *infra*]. Ce qui ne l'empêche pas de se montrer plus critique au cours de l'entretien : « j'ai découvert que les apparatchiks ça continuait quand même ». Son témoignage de jeune intellectuelle communiste est similaire à d'autres trajectoires mises en avant par Frédérique Matonti, comme celles des philosophes Jean-Pierre Cotten\*, Béatrice Longuenesse et Olivier Schwartz<sup>1672</sup>. Ces trajectoires montrent que ces années post-1968 sont aussi une période de production théorique à l'ampleur inédite, bien que toujours encadrée, pour les intellectuels communistes, même si la place de la théorie reste moins importante aux ES que chez Maspero et Anthropos. Ces productions théoriques sont d'ailleurs bien reçues, à l'image de *Marxisme et théorie de la personnalité*, de Lucien Sève\*, qu'il dit s'être vendu, en cinq éditions, à plus de 25 000 exemplaires, et qu'il a été traduit en vingt langues<sup>1673</sup>.

---

<sup>1669</sup> Bernard Pudal, *Un monde défait...*, op. cit., p. 95-96.

<sup>1670</sup> Cité par Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste...*, op. cit., p. 199.

<sup>1671</sup> Entretien avec Michèle Bertrand\*, 27 avril 2017.

<sup>1672</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., pp. 235 et sq.

<sup>1673</sup> Lucien Sève\*, « Un éditeur communiste heureux »..., art. cit.,

### Encadré n° 18 : Michèle Bertrand\*

Michèle Bertrand\* est née en 1939 en Tunisie, territoire encore sous domination française. Son père, technicien supérieur en électronique et sa mère, assistante de bibliothèque, étaient de gauche – pour la résistance (à la suite d'oncles de Michèle Bertrand\*, volontaires dans l'armée française de libération) et contre la guerre d'Algérie – mais aussi attachés à la figure de De Gaulle, pour qui ils ont toujours voté. Ses parents, des « gens modestes », l'empêchent pour des raisons financières de suivre des études de médecine. Mais, bonne élève, elle est soutenue par ses parents qui, après son bac en 1955, quittent la Tunisie pour la région parisienne pour qu'elle puisse suivre une classe préparatoire au lycée La Bruyère de Versailles.

Michèle Bertrand\* entre à l'ENS de jeunes filles (Sèvres) en 1959, et y suit un cursus de philosophie jusqu'à l'agrégation en 1962. Après une année de congés, elle enseigne cinq ans dans le secondaire, à Montluçon, Avignon et Nîmes, où elle se trouve en Mai-Juin 1968. Si elle est relativement peu active durant les événements, ces derniers ont pour effet principal de lui permettre d'être recrutée à la rentrée 1968, comme assistante, à l'université de Montpellier. Mais rapidement épuisée par les allers-retours à Paris, où son mari vient d'avoir un poste, elle accepte un poste d'agrégée-répétitrice à l'ENS l'année suivante. Elle y passe une grande partie de sa carrière, et devient maître de conférences après avoir soutenu son doctorat d'Etat en 1976, sous la direction de Paul Ricoeur :

« Et en 1985 quand y'a eu la fusion des deux écoles, je suis allée à Ulm puisque c'était là qu'on devait enseigner la philo. Donc j'ai enseigné quelques temps la philo, ensuite je suis allée dans la section des sciences sociales... Et ça correspondait davantage à mes goûts, parce que quand j'ai passé l'agrégation de philo, on était dans les années 60, c'était très ouvert sur les sciences humaines, sur les relations entre sciences humaines et philosophie, sciences sociales et philosophie [...]. Mais dans les années 1980, on a eu une évolution dans l'enseignement de la philosophie qui était très différent, c'est-à-dire que c'était très orienté vers Heidegger, vers la métaphysique, ou alors c'était histoire de la philosophie, alors très érudite, très pointue, etc... Comme je n'étais ni dans l'un ni dans l'autre, je me suis trouvée beaucoup mieux dans la section des sciences sociales...où je participais à la préparation de l'agrégation des sciences sociales pour les étudiants »<sup>1674</sup>.

Ce pluralisme disciplinaire s'accroît encore quand elle devient psychanalyste, à partir de 1987. En effet, elle entre en 1990 à l'Inserm, dans une équipe de recherche psychanalytique, puis devient en 1995 professeure de psychopathologie clinique à l'université de Besançon.

En parallèle de sa carrière académique, Michèle Bertrand\* est une intellectuelle communiste. Entrée au PCF en 1972, elle y reste jusqu'en 1985. Elle est active durant plusieurs années au sein de la section économique du PCF, et publie trois livres aux Éditions sociales : *Histoire et théories économiques* en 1978, *Le marxisme et l'histoire* en 1979 – « c'était presque une commande qui m'avait été faite par le parti communiste », précise-t-elle - et, toujours en 1979, *Le statut de la religion chez Marx et Engels*. Malgré son départ du PCF, elle reste très attachée à la figure de Marx, et m'explique qu'elle « n'a jamais cessé d'être marxiste<sup>1675</sup> » !

Du côté de Maspero, 26,4% des textes sont théoriques. Certes, ce rapport enthousiaste à la théorie n'est pas unanimement partagé, notamment par les rares femmes qui publient chez Maspero<sup>1676</sup>. Juliette Mincès\* [Voir le chapitre 2], par exemple, raconte en 2015 :

« Je crains les théories et les théoriciens. Souvent il me semble qu'ils ne voient pas ce qui est sous leurs yeux, ou tirent des conclusions qui me paraissent hâtives. Ils passent

<sup>1674</sup> Entretien avec Michèle Bertrand\*, 27 avril 2017.

<sup>1675</sup> *Ibid.*

<sup>1676</sup> Elles sont 18%. Pour une analyse générale, voir le chapitre 4.

trop souvent à côté de “détails” qui sont pourtant d’une grande signification si on sait les regarder. Ce sont trop souvent des chercheurs qui ne sont pas ou plus attirés par le terrain, et surtout qui ne cherchent guère à vérifier leurs théories. Ils font des constructions plus ou moins abstraites, parfois fausses mais toujours brillantes, qu’ils inculquent à leurs élèves, et ils les entraînent à travailler à partir de ces constructions. À titre personnel, je n’avais pas de théorie. Je voulais voir et comprendre et ne pas en faire des généralisations. “Est-ce ainsi que les hommes vivent ?” est un vers d’Aragon qui ne m’a jamais abandonnée »<sup>1677</sup>.

Si ce rapport à la théorie est sans doute distribué selon le genre, il l’est aussi selon le cursus scolaire, et l’exemple paradigmatique des amateurs de théorie est celui d’Althusser\* et de ses disciples normaliens. Au-delà du nom de sa collection « Théorie », les archives d’Althusser\* dévoilent une vraie gourmandise pour la théorie et ce bien avant mai-juin 1968, comme on l’a vu au chapitre 1<sup>1678</sup>. Dans une séance du « groupe Spinoza »<sup>1679</sup> - vraisemblablement en 1967 - , Althusser\* réaffirme :

« Nos forces sont extrêmement réduites, mais elles sont d’autant plus précieuses. Il n’est pas question de les gaspiller en participant actuellement à des formes d’activités politiques dont l’avenir est incertain, et pour lesquelles en tout état de cause nous ne sommes pas irremplaçables. Telles que nous pouvons les dénombrer sur les doigts d’une ou deux mains, nos forces sont aujourd’hui absolument irremplaçables pour la tâche de construire la philosophie marxiste et d’en développer les conséquences. Ce serait un crime de les gaspiller à tout autre usage. Un crime contre le mouvement ouvrier. Cela ne veut pas dire un seul instant que nous devons nous abstenir de toute activité politique. L’activité politique est indispensable, l’expérience politique est indispensable. Nous utiliserons nos forces en respectant le primat de la politique dans la philosophie. Pour bien les utiliser politiquement dans la philosophie, et dans la lutte idéologique conjointe, il faut posséder une expérience et une formation politique. Mais l’activité politique ne peut, en aucun cas être [...] notre tâche n°1. Notre tâche n°1 : le travail théorique, et avant tout philosophique »<sup>1680</sup>.

<sup>1677</sup> Juliette Minces\*, *De Gurs à Kaboul...*, op. cit., p. 195.

<sup>1678</sup> Parmi plusieurs exemples, voir la note (restée lettre morte) d’Althusser\* à Henri Krasucki\*, datée du 25 février 1965, où il défend la nécessité de « former théoriquement les militants » ; de « Développer la théorie et la recherche théorique par un meilleur emploi des capacités des intellectuels » et donc de « revaloriser le travail théorique » ; de « créer une revue de théorie et de recherche marxiste » ou encore de « repenser le concours des Éditions sociales » dans cette optique, notamment en publiant davantage de textes d’histoire communiste. Cf Bernard Pudal, « Un inédit de Louis Althusser\* : la note à Henri Krasucki\*... », art. cit.

<sup>1679</sup> Ce « groupe Spinoza », auquel participent Baudelot\* et Establet\* [voir le chapitre 2], a été créé en 1967 par Althusser\*, il s’est réuni plusieurs fois avec des objectifs théoriques et politiques affichés, même s’il est, comme ils le disent eux-mêmes, « clandestin », c’est-à-dire que ce qu’il s’y dit ne peut y être dit publiquement, notamment concernant la Chine, le PCF mais aussi la théorie. Dans une lettre à Étienne Balibar\*, datée du 14 octobre 1966, Althusser raconte son projet d’écrire un livre collectif de philosophie : « Le projet de travail collectif que je t’ai soumis a pour objet la rédaction d’un véritable ouvrage de philosophie ayant toute l’ampleur et la systématisme désirables, quelque chose qui puisse, à sa mesure, et même de loin, être notre Éhique [livre majeur de Spinoza] », cité par François Matheron, « Louis Althusser et le “groupe Spinoza” », in Pierre-François Moreau, Claude Cohen-Boulakia et Mireille Delbraccio (dir.), *Lectures contemporaines de Spinoza*, Paris, PUPS, 2012.

<sup>1680</sup> Pochette « réunions », archives du « Groupe Spinoza », *ALT 2. A11-03-01 ; 20 ALT/11/15*, Archives de Louis Althusser, IMEC, Caen.

L'obsession de la théorie – présente dans de nombreuses archives du « Groupe Spinoza »<sup>1681</sup>, et qui s'oppose en partie aux déclarations publiques d'Althusser<sup>1682</sup> - est ici particulièrement claire quand celui-ci écrit qu'elle est première (la « tâche n°1 ») vis-à-vis de l'activité et de l'expérience politiques (certes indispensables) et que ce serait un « crime » (« contre le mouvement ouvrier ») de ne pas jouer leur rôle – irremplaçable car rare – de théoriciens marxistes. Cette revendication est, rappelons-le, hétérodoxe vis-à-vis du PCF, car la résolution finale d'Argenteuil en 1966 a réaffirmé que « la responsabilité de la théorie incombe aux partis marxistes-léninistes » [voir le chapitre 1]. Elle est donc une défense du « droit des intellectuels à développer librement leurs recherches »<sup>1683</sup>, recherches qui devraient guider la politique du Parti, ensemble qui constitue une « remise en cause du mode ecclésial lui-même »<sup>1684</sup>.

Ainsi, le fonctionnement du PCF et des ES conduit un certain nombre d'intellectuels communistes à trouver chez Maspero une sorte de refuge où peut s'exprimer leur goût pour la théorie et la réévaluation du rôle d'intellectuel militant qui va avec. Cette stratégie inaugurée avant mai-juin 1968, se poursuit après, et ce d'autant plus que, pour beaucoup, c'est le manque d'organisation du mouvement – et donc, aussi, de théorie – qui en explique l'échec, selon le schéma qu'avance régulièrement Althusser\* depuis qu'il a analysé les égarements des années 50. Nombre d'intellectuels communistes s'inscrivent donc, entre 1968 et 1981, dans cette dynamique théoricienne, largement influencés par Althusser. Pierre Guénancia\* raconte par exemple que le caïman est, dans ces années-là, un « phare » intellectuel et politique, avant

---

<sup>1681</sup> On peut penser au projet (avorté) d'une revue intitulée *Théorie*, qui entendait être une « revue philosophique » (20 ALT/11/18, pochette n°1) ; à une présentation de Michel Tort\* intitulée « Rapport sur le système des interventions théoriques (objectifs et moyens) », qui est annoncée pour le dimanche 17 décembre 1967 (20 ALT/11/22), ou encore dans l'élaboration de la notion de « politique théorique », dont Althusser\* donne une définition précise : « "Politique théorique" : c'est donc l'inauguration d'une forme inédite d'union de la pratique (pol.) et de la théorie (philosophique). Ce qui distingue essentiellement notre entreprise, c'est que toute intervention dans la conjoncture théorique est déterminée par l'objectif précis d'une construction dans le champ théorique, dans un même mouvement, soit pour manifester une idéologie comme telle, soit pour produire le concept de cette idéologie. Il s'agit là d'une situation parfaitement neuve en philosophie. Finalement aucune doctrine philosophique ne s'est jamais présentée que comme bilan ; le mouvement venant à la philosophie de l'extérieur. La fonction de la controverse (il serait important de faire une étude sur le statut des combats philosophiques / théoriques jusqu'ici) doit changer sensiblement, comme l'ensemble des moyens utilisés ». Voir 20 ALT/11/23, point n°3, p. 2. Archives de Louis Althusser, IMEC, Caen.

<sup>1682</sup> En février 1968, Althusser\* explique au journal italien *L'unita* qui l'interroge sur les « contradictions inhérentes à sa posture » : « Je suis un philosophe communiste. Ma place est dans la lutte des classes prolétariennes. Je suis un militant parmi des dizaines de millions. C'est tout. Nous vivons dans une société qui "fabrique des personnalités" pour les vendre : commercialement et idéologiquement. Un communiste doit se défendre avec férocité. Ce ne sont pas les "personnalités", les "intellectuels" qui font l'histoire, mais les masses, implantées dans la lutte des classes », cité par Bernard Pudal, « Un inédit de Louis Althusser\*... », *art cit.* Notre traduction de l'italien.

<sup>1683</sup> *Ibid.*

<sup>1684</sup> *Ibid.*



d'ajouter que c'est un « grand philosophe » doté d'une « intelligence exceptionnelle », et de se souvenir, à propos de *Lire le Capital* et *Pour Marx* qu'il « lisait ça comme on lit la bible »<sup>1685</sup>.

L'influence d'Althusser\*, mais aussi bien sûr de Charles Bettelheim\*, sur toute une génération de jeunes théoriciens est au principe de deux collections d'économie chez Maspero : « Économie et Socialisme », et « Intervention en économie politique », lancée en 1974 par les économistes universitaires Suzanne de Brunhoff\*, Jean Cartelier\*, Carlo Benetti\*, Claude Berthomieux\* et Christian Palloix\*. Les douze ouvrages de cette dernière collection - auxquels il faut ajouter la revue *Critique de l'économie politique* - entendent « contribuer au développement du marxisme comme théorie du capitalisme. La reconnaissance du marxisme, toujours en voie de constitution, conduit à écarter tout esprit dogmatique, à substituer la réflexion à la “révélation”, et, par conséquent, à modifier les pratiques actuellement dominantes dans l'enseignement »<sup>1686</sup>.

La place prise par la théorie contemporaine chez Maspero est donc centrale, mais elle reste inférieure à celle qu'elle occupe chez Anthropos, où elle rassemble 113 ouvrages sur 328 essais contemporains (34,5%). Ces publications vont de théories marxistes très générales – pensons aux deux tomes de Joseph Gabel\* sur l'idéologie<sup>1687</sup> - jusqu'à des écrits philosophiques – comme *La Délivrance de Prométhée : pour une théorie politique de l'autogestion*, publiée par Yvon Bourdet\* en 1970 [**Sur l'autogestion chez Anthropos, voir *infra***] – et économiques – à l'image de *L'échange inégal et la loi de la valeur : la fin d'un débat*, de Samir Amin\* et Jagdish Chandra Saigal (1973) - en passant par des essais d'anthropologie, comme *Terrains et théories*, compilation de textes de Claude Meillassoux\* publiée en 1977.

Parmi tous ces textes, la théorie économique figure, là encore, en bonne place. Comme chez Maspero, elle se développe dans une « perspective critique »<sup>1688</sup>, irriguée notamment par les travaux de l'économiste de Cambridge Piero Sraffa. Outre Maspero, cette théorie économique critique s'exprime aussi au « séminaire Aftalion »<sup>1689</sup>, et se retrouve également à l'UFR d'économie d'Amiens<sup>1690</sup>, dont les travaux sont publiés par Anthropos au début des

---

<sup>1685</sup> Entretien avec Pierre Guénancia\*, 9 mai 2017.

<sup>1686</sup> Présentation de la collection « Intervention en économie politique », citée par Jean-Michel Chahsiche, « Les intermédiaires dans la fabrique des idées économiques. L'économie aux Éditions Maspero et La Découverte au tournant des années 1980 », *Raisons politiques*, 2017/3 (N° 67), p. 124.

<sup>1687</sup> Joseph Gabel, *Idéologies*, Paris, Anthropos, 1974 ; et *Idéologies. II, Althussérisme et stalinisme*, Paris, Anthropos, 1978.

<sup>1688</sup> D'après le titre d'une sous-partie d'Emmanuel Monneau, *Institutionnalisation et déclin d'économies critiques du champ universitaire français. Contributions à une socio-histoire des disciplines du social*, Thèse de sociologie dirigée par Frédéric Lebaron, Amiens, 2016, pp. 54-63.

<sup>1689</sup> Emmanuel Monneau, « Le séminaire comme dispositif collectif académique transitoire. Le cas du séminaire Aftalion en économie (1963-1974) », *Raisons politiques*, 2018/3 (N° 71), pp. 81-102.

<sup>1690</sup> *Ibid*, chapitre 3 intitulé « L'opportunité de la poursuite du projet à Amiens », pp. 93-116.

années 1980<sup>1691</sup>. Les textes d'économie critiques sont publiés également dans la collection « M8. Matériaux d'économie politique de l'Université de Vincennes – Paris VIII », qui entend « s'inscrire dans un effort d'appréhension critique de la réalité contemporaine... en menant une réflexion théorique sur le capitalisme contemporain, saisi dans son contexte mondial »<sup>1692</sup>. Cette théorie économique se retrouve enfin, dans la diffusion des économistes du développement et de « l'école de la dépendance », à l'image des ouvrages de Fernando Henrique Cardoso\* intitulés *Sociologie du développement en Amérique latine* (1969) et *Politique et développement dans les sociétés dépendantes* (1971), tous deux publiés dans la collection « Sociologie et tiers-monde », ou des textes de Celso Furtado\*, lui aussi économiste brésilien en exil en France (*Analyse du « modèle » brésilien*, 1974 ; *Le mythe du développement économique*, 1976) [sur ces intellectuels exilés, voir les chap. 4 et 7]. Ce sont, en tout, 25 ouvrages qui se rattachent à la théorie économique à dimension tiers-mondiste dans le catalogue d'Anthropos. Parmi eux, on trouve de nombreux textes de Samir Amin\*, notamment grâce à son travail à l'Institut africain de développement et de planification (IDEP), qui l'amène à publier 7 titres chez Anthropos. Samir Amin écrit dans ses mémoires à propos de cet institut :

« J'ai conduit les affaires de l'IDEP comme on fait la guerre. Il faut définir clairement le but stratégique, qui est toujours une question politique. Pour nous, c'était : créer en Afrique un centre de réflexion critique indépendant. Il faut choisir à partir de là le terrain où livrer les batailles et forcer l'adversaire à se situer sur ce terrain, ne pas le suivre sur ceux qu'il choisit »<sup>1693</sup>.

Si cette place donnée à la théorie s'inscrit dans la quête de légitimité intellectuelle d'Anthropos, elle est aussi, en même temps, politique. Plus précisément, l'anti-autoritarisme et l'anti-léninisme des membres d'Anthropos (un ouvrage de Serge Latouche, publié en 1979, s'intitule significativement *Critique de l'impérialisme : une approche marxiste non léniniste des problèmes théoriques du sous-développement*) se retrouvent dans la critique de la théorie pure éloignée de toute recherche empirique (et donc de l'althussérisme), y compris dans les collections de théorie économique.

Pierre Lantz\* [voir l'encadré n° 19] explique en entretien appartenir à un courant qui insiste « sur le caractère non-intellectuel, [...], sur le fait, sur le vécu des ouvriers ». Il critique par conséquent les intellectuels qui appréhendent la classe ouvrière « à l'intérieur d'une stratégie qu'[élaborent] des intellectuels ou des stratèges politiques spécialisés, généraux

---

<sup>1691</sup> De plus, les travaux du Centre Universitaire de Recherche Sociologique d'Amiens sont, depuis 1974, publiés par Anthropos. Sur la centralité de cette université pour l'économie marxiste au cours des années 1970 et 1980, voir Emmanuel Monneau, *Institutionnalisation et déclin d'économies critiques...*, thèse. Cit., pp. 93-116 et le chapitre 9 consacré exclusivement à l'histoire du département d'Amiens, pp. 287-314.

<sup>1692</sup> Présentation que l'on trouve dans les ouvrages publiés dans cette collection.

<sup>1693</sup> Samir Amin\*, *Mémoires. L'éveil du sud*, Paris, Les Indes Savantes, 2015, p. 193.

reconvertis en politiciens (disons) de la classe ouvrière »<sup>1694</sup>. Il leur reproche – sont visés, notamment, les philosophes althussériens – de ne pas connaître le vécu ouvrier, rencontré pour sa part PSU, à Besançon, où il a notamment beaucoup échangé avec Charles Piaget, l'un des leaders des ouvriers de LIP, candidat à la présidentielle de 1974 pour le PSU. C'est seulement en comprenant et en tenant compte de ces « expériences très fortes, qui sont à la limite du dicible », que l'on peut, selon lui, « avancer dans une transformation sociale profonde »<sup>1695</sup>. S'il ajoute qu'il faut malgré tout saisir intellectuellement cette expérience et « l'interpréter à travers des catégories » théoriques, Pierre Lantz\* revendique cet ancrage empirique comme premier.

Ces deux dimensions (quête de légitimité intellectuelle/ancrage empirique) dessinent un rapport complexe à la théorie : si elle est perçue comme nécessaire, elle est en même temps vue comme secondaire, et, surtout, devant être avant appliquée. Cette conception se retrouve dans plusieurs entretiens avec des auteurs d'Anthropos, ainsi que dans un échange écrit d'octobre 2019 que j'ai eu avec Jacques Guigou<sup>1696\*</sup>. Ce dernier y défend la « représentation sociale d'un intellectuel se niant comme tel mais tout de même existant ». Il inscrit cette définition dans la « puissante dynamique égalitaire et anti-autoritaire à l'œuvre au cœur des contestations et des manifestations de mai 68 qui a, de fait, supprimé tous les rôles et les statuts et notamment celui "d'intellectuel" »<sup>1697</sup>. Il revendique une filiation avec René Lourau\*, lui aussi auteur Anthropos et qui, en 1981, a promu la définition d'un « intellectuel impliqué »<sup>1698</sup> qui soumet son propre statut à la critique habituellement réservée aux autres catégories sociales et, ainsi, devient plus conscient des limites de son propre rôle. En cela, cette définition est proche de celle de Foucault [voir le chapitre 2]. Relancé sur sa vision politique, Jacques Guigou précise : « Si je cherche à

---

<sup>1694</sup> Entretien avec Pierre Lantz\*, 12 juillet 2017.

<sup>1695</sup> *Ibid.*

<sup>1696</sup> Né en 1941 dans à Vauvert, dans le Gard, Jacques Guigou\* est élevé dans une famille de la petite bourgeoisie économique (son père est médecin) très politisée, puisque son père est résistant, socialiste, et maire de Vauvert (il publiera d'ailleurs les écrits de son père chez Anthropos). Jacques Guigou\* se politise durant la guerre d'Algérie. Il est étudiant à Montpellier et devient anticolonialiste : il participe au réseau *Jeune Résistance*, milite à la Cimade, et est proche à la fois du militantisme protestant et des minoritaires de l'UNEF qui défendent l'indépendance algérienne. Après avoir soutenu une thèse de sociologie en 1965 (*Sociologie des jeunes ruraux dans le Languedoc méditerranéen*), il est recruté comme « chercheur intervenant » à l'Institut national pour la formation des adultes (INFA) de Nancy. Il y reste jusqu'à être recruté en 1971 comme maître-assistant en sciences de l'éducation à l'université des sciences sociales de Grenoble. Il est enfin recruté en 1991 comme professeur à Montpellier, d'abord à l'IUFM, puis à l'université Paul Valéry de Montpellier. Il prend sa retraite en 1991. Il n'a jamais appartenu à un parti politique, mais a été très engagé depuis les années 1960, moment où il commence à lire Marx et « les classiques du marxisme et de l'anarchisme » (H. Lefebvre\*, Pannekoek, Bordiga, etc...). Échanges par mails avec Jacques Guigou\*, septembre et octobre 2019. Il m'a écrit un long texte, d'une dizaine de pages, sorte d'autobiographie intellectuelle et politique. Il a également un blog personnel (<https://www.editions-harmattan.fr/minisites/index.asp?no=21&rubId=396>) Sur ses productions intellectuelles, cf *infra*.

<sup>1697</sup> *Ibid.*

<sup>1698</sup> René Lourau\*, *Le lapsus des intellectuels*, Toulouse, Privat, 1981.

définir ma position politique en 68 et en 69, le terme de conseillisme serait sans doute le moins inapproprié ; un communisme des conseils comme dominante mais mâtiné d'anarchisme ».

Ce rapport à la théorie passe par d'autres thèmes comme « l'amateurisme », opposé à la théorie pure, comme dans l'ouvrage de l'anthropologue de Paris-VII Bernard Delfendahl intitulé en 1973 *Le Clair et l'obscur : critique de l'anthropologie savante, défense de l'anthropologie amateur*. Cette conception est également définie par Serge Mallet\*, qui publie en 1971 *Le pouvoir ouvrier : bureaucratie ou démocratie ouvrière*, dans le prolongement de ses travaux des années 1960 sur la « nouvelle classe ouvrière » [voir le chapitre 1], ou encore par Henri Lefebvre\*, qui défend la « spontanéité cultivée », qui n'est « plus la spontanéité sauvage » mais « la spontanéité d'une classe ouvrière éduquée, qui a assimilé beaucoup par son expérience mondiale. Par sa pratique, par la vie quotidienne, par ses exigences. Même s'il reste vrai que le processus de la plus-value lui échappe ! ». Elle est enfin, pour conclure, exposée limpide par Carlo Brendel, ancien proche du théoricien du conseillisme Anton Pannekoek. Invité en 1975-1976 par Yvon Bourdet\* dans le cadre de son séminaire sur l'autogestion à l'EHESS, consacré cette année-là aux « Lectures de Pannekoek » – et car, comme lui écrit Bourdet\*, il « a personnellement connu Pannekoek », il « parle sa langue maternelle » et il s'est « dévoué au conseillisme », il lui répond :

« Les étudiants qui suivent votre séminaire, qu'est-ce qu'ils représentent ? Des groupuscules léninistes ou maoïstes ? Est-ce qu'ils viennent par curiosité pour s'en fiche après ? Dans quelle mesure votre séminaire contribue-t-il à la lutte de classe et dans quelle mesure il ne représente rien d'autre qu'une passion purement scientifique ? J'espère bien que vous me pardonneriez ces questions et ma méfiance. Et comme vous aurez compris certainement, j'aurais préféré discuter sur Pannekoek dans un milieu ouvrier »<sup>1699</sup>.

Cette réponse éclaire une conception de l'intellectualisme et de la théorie, partagée par les membres d'Anthropos. S'il finit par accepter, Brendel privilégie un public ouvrier qui, seul, peut donner du sens à sa parole qu'il tient à distance d'un exercice purement théorique et intellectuel : bref, il rejette tout « point de vue scolastique »<sup>1700</sup> au profit d'une « contribu[tion] à la lutte de classe ». Bourdet\* lui répond d'ailleurs « qu'il ne s'agit donc pas d'un public “mondain” qui viendrait attiré par une curiosité éphémère. Beaucoup de participants suivent le séminaire depuis des années, quelques-uns sont âgés et on peut dire que beaucoup ont, un peu

---

<sup>1699</sup> Lettre de Cajo Brendel à Yvon Bourdet\*, 20 décembre 1975, BDT 24.3, Archives Yvon Bourdet\*, IMEC, Caen.

<sup>1700</sup> Pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, « Le point de vue scolastique », communication présentée en octobre 1989 à la *Freie Universität* de Berlin dans le cadre d'un colloque sur *Geschmack, Strategien, praktiker Sinn*, in *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1996

comme vous, consacré leur vie à militer dans la même direction que vous et pour des objectifs quasi identiques »<sup>1701</sup>.

### **Encadré n° 19 : Pierre Lantz\*, intellectuel du PSU**

Pierre Lantz\* est né à Paris en 1931 dans une famille de petits intellectuels juifs. Son père, ingénieur chimiste, a fait une thèse de science à la Sorbonne avant de travailler dans une société fabriquant des colorants. Sa mère, après avoir suivi l'école d'institutrices de la Seine, est admise à l'ENSJF de Fontenay, mais « ma grand-mère ne voulait pas qu'elle aille en province et à ce moment-là, l'école de Fontenay était à Paris évidemment mais ensuite ça ramenait à une filière qui était en province ». Sa mère devient finalement enseignante de cours complémentaire dans une école primaire, « elle [a fait] ce qu'il y avait de plus élevé au-delà du certificat d'études. Et ensuite elle a été professeur de collège moderne, et à la fin de sa vie elle faisait passer le bac parce que Jean Zay avait uni l'école primaire supérieure et l'enseignement secondaire. Donc ma mère était disons, entre institutrice et professeure »<sup>1702</sup>. De cette ambiance familiale, également militante – « C'étaient des gens de l'union rationaliste, c'étaient même des militants » -, il hérite d'un goût pour les études, jusqu'à entrer en 1952 à l'ENS de Saint-Cloud puis de réussir l'agrégation de philosophie – non sans difficulté, puisqu'il est d'abord certifié en tant que bi-admissible, avant d'être agrégé en 1961. Nommé à Gray, puis à Besançon, il obtient un poste d'assistant à l'université de Besançon pour enseigner la sociologie<sup>1703</sup>. Il passe maître-assistant après avoir soutenu sa thèse d'État en 1975 dirigée par Henri Lefebvre\* et publiée en 1977 chez Anthropos (*Valeur et richesse : aux marges de l'économie politique. Une approche de l'idée de nature*). En 1987, il devient professeur à Paris-VIII.

Durant ses études, il s'éveille à la politique, et s'oppose à la guerre d'Algérie, au point, durant son service militaire de 18 mois de passer huit jours en prison : « j'étais jeune et avais l'habitude de ne pas cacher mes idées contre la guerre d'Algérie. J'étais considéré comme un élément dans lequel on ne pouvait pas avoir confiance ! ». Ces convictions politiques trouvent un débouché au PSU et à la CFDT : « Alors moi j'ai été au PSU, mais après la guerre d'Algérie. Et j'ai rencontré quelqu'un pour qui j'ai beaucoup d'affection, c'est Charles Piaget. C'était un membre très assidu, et il me disait : "Qu'est-ce qu'il faut que je lise ?", Et je lui disais : "Ah il y a un livre de Gorz, c'est *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*". Bon, on a réussi quand même à lier un certain courant intellectuel et un autre ouvrier. Il y avait très peu d'ouvriers au PSU finalement, mais ils étaient influents. Et c'était lié aussi à un courant qui a été ensuite complètement dominé à la CFDT, mais qui à l'époque était l'objet de la bienveillance de la direction [...]. Par la CFDT et le PSU, j'ai appris énormément de choses sur ce qu'il se passait dans le milieu ouvrier. Et ça m'a amené vraiment à avoir des relations ! Bon uniquement avec des responsables, pas avec des ouvriers de base, ce n'est pas vrai, il n'y avait pas de relations, il n'y avait pas de langage. Mais avec les responsables, les intellectuels ouvriers au sens de Rancière\* d'une certaine manière, ça oui il y'a eu à ce moment-là une jonction qui a été extrêmement formatrice pour moi ! [...] Et ce qui a été commun à tout ça a été le slogan de l'autogestion [...]. Ensuite ça a été, disons, repoussé, marginalisé, voire brisé ! ».

Après un premier passage au PSU jusqu'en 1965-1966, il quitte le parti après des tensions consécutives à une alliance entre le PCF et le PSU aux municipales de Besançon en 1965. Il réadhère en 1974-1975-1976 après le départ des Rocardiens, puis quitte la politique partisane tout en continuant à militer à la CFDT. Il est élu au Conseil National des Universités

<sup>1701</sup> Lettre d'Yvon Bourdet à Cajo Brendel, 26 décembre 1975, BDT 24.3, Archives Yvon Bourdet, IMEC, Caen.

<sup>1702</sup> Entretien avec Pierre Lantz\*, 12 juillet 2017.

<sup>1703</sup> « Il n'y avait personne pour enseigner la sociologie à Besançon. Pour enseigner le certificat de morale sociologique à l'époque pour les philosophes. Et on m'a dit : "Vous êtes capables de faire ça ?", et j'ai dit "Oui peut être !" Donc on m'a fait nommer comme assistant [...]. Et puis en 68, la sociologie était extrêmement à la mode, donc il est arrivé quantité d'étudiants qui tous voulaient faire de la sociologie » !, *Ibid.*

dans les années 1980 et, pour la CFDT, au comité consultatif régional (1980-1984). Il milite aussi dans diverses associations comme le Planning familial, le MRAP et sur la question palestinienne. Encore adhérent de l'association Louise Michel et proche du NPA, il décède en janvier 2019.

Les rapports à la théorie, même si il faut se garder d'en exagérer les différences, ne sont pas identiques. Maspero penche plus vers la théorie économique, en raison notamment de l'influence althussérienne et Anthropos privilégie l'empirie. L'une et l'autre maison s'intéressent néanmoins beaucoup à l'économie du développement, très proche, et plusieurs auteurs publient chez les deux. Ces différences et ces nuances se retrouvent lorsque l'on étudie de la géographie intellectuelle des textes contemporains.

#### ***II-D. Des aires géographiques significativement différenciées***

Au-delà de la théorie, l'analyse des autres « essais contemporains » permet de dessiner une cartographie des aires géographiques très différente selon les catalogues [**voir les graphiques suivants**]. Ainsi, si les publications sur la France arrivent en tête chez les trois éditeurs, la distribution avec les autres pays varie nettement. Aux ES, celles-ci sont largement majoritaires (62,5%), et les autres aires géographiques abordées sont numériquement faibles, avec, en ordre décroissant, l'Europe de l'Est (10 ouvrages, 7%), l'Amérique du Nord (9, 6%), l'Asie (9, 6%), l'Amérique latine (8, 5%), l'Europe de l'Ouest (6, soit 4%) et l'Afrique (5, soit 3%). En revanche, aussi bien dans le catalogue de Maspero que dans celui d'Anthropos, la France n'est qu'une des aires géographiques abordées (respectivement 36,1% et 29,3%), et la géographie intellectuelle est plus diversifiée, avec, en tête, l'Afrique et l'Amérique Latine, signe de l'attachement des deux éditeurs pour des pensées hétérodoxes et tiers-mondistes. Chez Anthropos, certaines expériences politiques originales, comme en Yougoslavie et en Israël (les kibboutz), en raison de l'intérêt pour l'autogestion de la maison donnent lieu respectivement à 4 et 3 publications.

L'analyse des traductions de l'ensemble des catalogues éditoriaux renforce ce constat. Aux ES, on l'a dit, les 110 livres traduits au catalogue sont essentiellement des textes russes et allemands, qui représentent 83% des traductions si on ajoute les ouvrages bilingues allemand-russe. Les autres langues traduites — espagnol (6), anglais (4), italien (3), hongrois (2), bulgare (1) et vietnamien (1) – sont quantitativement faibles. Ainsi, si le catalogue est très axé sur la France, ces traductions confirment à nouveau le lien encore très fort avec le PCUS.

Chez Anthropos, le rapport étroit à l'histoire intellectuelle française – et notamment à la sociologie – se voit à la faible part des traductions (46 ouvrages entre 1968 et 1981, soit 14%

de la production). Pourtant, celles qui sont publiées dessinent un projet politique largement ouvert sur le tiers-monde, et avec certaines particularités, à nouveau, comme la traduction du serbo-croate (2 titres : *Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*, d'Edvard Kardelj, le principal théoricien de l'autogestion yougoslave, et *De la résistance à l'indépendance*, de Tito) et de l'hébreu (2). On trouve aussi du polonais (6 titres), du tchèque<sup>1704</sup> (2 titres) et du hongrois (1) qui indiquent la place prise par des auteurs des « démocraties populaires ». L'éditeur traduit aussi de l'allemand (9 titres), du hongrois (1), de l'autrichien (1) et du russe (1), signe de son rapport toujours fort – à l'histoire du marxisme. Enfin, l'anglais (10), l'espagnol (6), l'arabe (3), le portugais (2) et le turc (1), accentuent encore la diversité de ses réseaux internationaux.

Ces derniers restent cependant moins nombreux que chez Maspero, chez qui les traductions représentent, avec 232 livres, 28% du catalogue. Les traductions recouvrent une double dimension. D'une part, quatre langues monopolisent 82% du catalogue étranger, à savoir l'anglais (77 titres, soit 33%), l'allemand (48 titres, 21%), le russe (35 titres, soit 15%) et l'espagnol (30 titres, 13%). Si l'allemand et le russe renvoient, on l'a déjà dit, à la tradition marxiste, la forte présence de l'anglais et de l'espagnol illustre à la fois l'importance de la radicalité académique dans le monde anglophone (ce sont essentiellement des universitaires qui sont ici traduits) ainsi que la forte insertion de François Maspero\* dans les réseaux tiers-mondistes internationaux, notamment sud-américains [**voir les chapitre 1 et 2**]. L'importance de l'italien (15 titres), mais surtout la présence, fortement dispersée, d'une multitude de langues plus périphériques de la « République mondiale des lettres »<sup>1705</sup> reflètent la volonté d'être au « carrefour des divers courants révolutionnaires », mais sans prendre position pour l'un d'eux, car « les éditions ont voulu surtout connaître, apprendre et juger, plutôt que prêcher l'ultime vérité »<sup>1706</sup>. Les éditions publient ainsi même des textes de l'Albanie réputée « stalinienne », mais sans pourtant se faire l'écho des expériences réformistes des social-démocraties scandinaves<sup>1707</sup>, selon un éclectisme qui penche néanmoins vers la radicalité.

---

<sup>1704</sup> Entendu comme la langue parlée en Tchécoslovaquie. Le tchèque et le slovaque sont deux langues très similaires (plus de 90%). Pour un guide généraliste, voir Bernd Kortmann et Johan van der Auwera, *The Languages and Linguistics of Europe: A Comprehensive Guide*, Walter de Gruyter, 2011. Je m'appuie aussi sur ma propre expérience, ayant vécu six mois à Prague dans le cadre d'un échange Erasmus.

<sup>1705</sup> Pascale Casanova, *La république mondiale des lettres...*, *op. Cit.* On trouve comme langues traduites le brésilien et le portugais (7+1), le polonais (4), le tchèque (3), le chinois (2), l'arabe (2), le chinois (1), le danois (1), le suédois (1), le grec (1) et l'albanais (1).

<sup>1706</sup> François Maspero, « Encore une fois... », Archives La Découverte. Souligné par l'auteur. Cité par Camille Joseph, *Les Éditions La Découverte : la gestion d'un héritage éditorial...*, thèse. cit., p. 246.

<sup>1707</sup> Sur l'influence de la Suède sur la vie politique française, voir Gilles Vergnon, *Le « modèle » suédois. Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, PUR, 2015.

Cette géographie intellectuelle montre donc la focalisation des ES sur la France et la plus grande pluralité d'Anthropos et surtout de Maspero. Seul Maspero traite de la Chine, notamment à travers la collection pro-chinoise « Yen-an »<sup>1708</sup>, dirigée par Sylvain Lazarus\* et Alain Badiou\* [voir le chapitre 1] (5 titres), qui vient compléter les travaux sur la Chine et Luxun de Michelle Loi\*, enseignante de chinois à Paris VIII et proche d'Althusser\*<sup>1709</sup>.

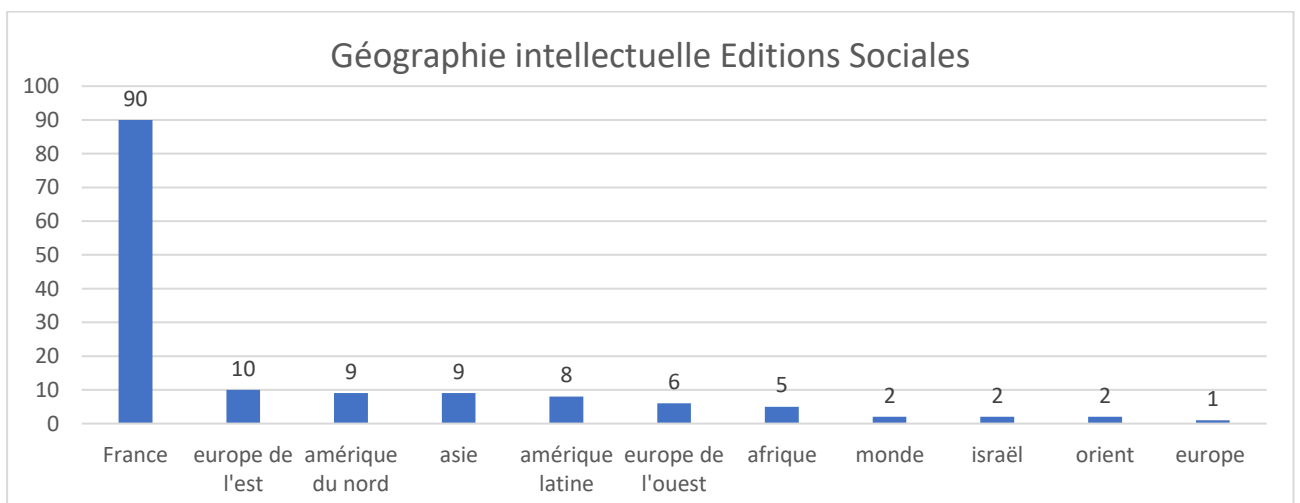
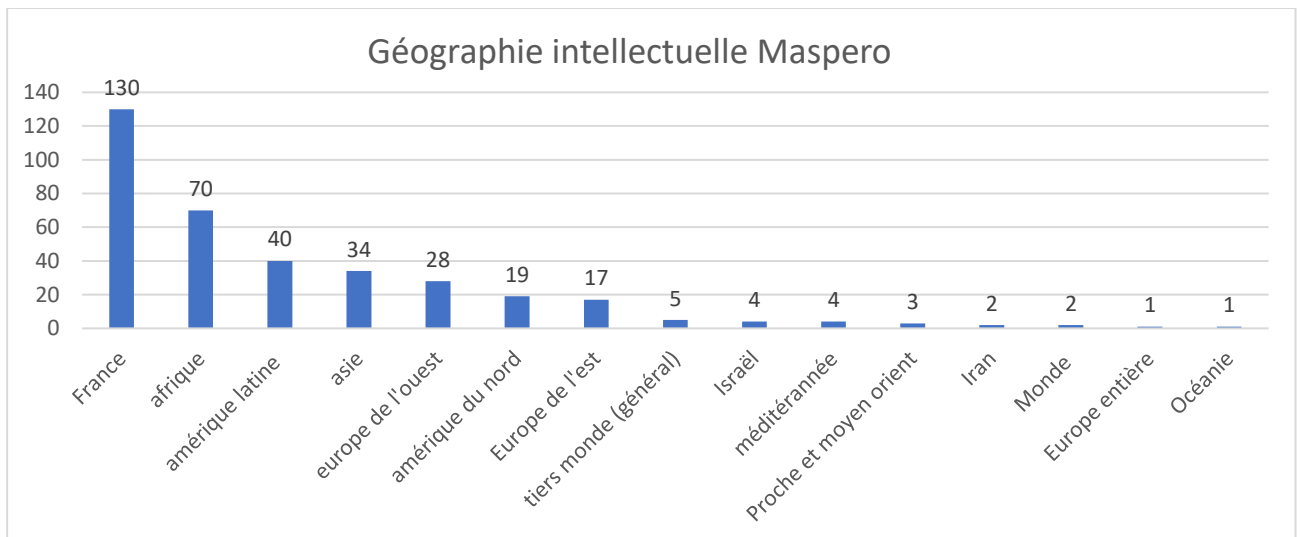
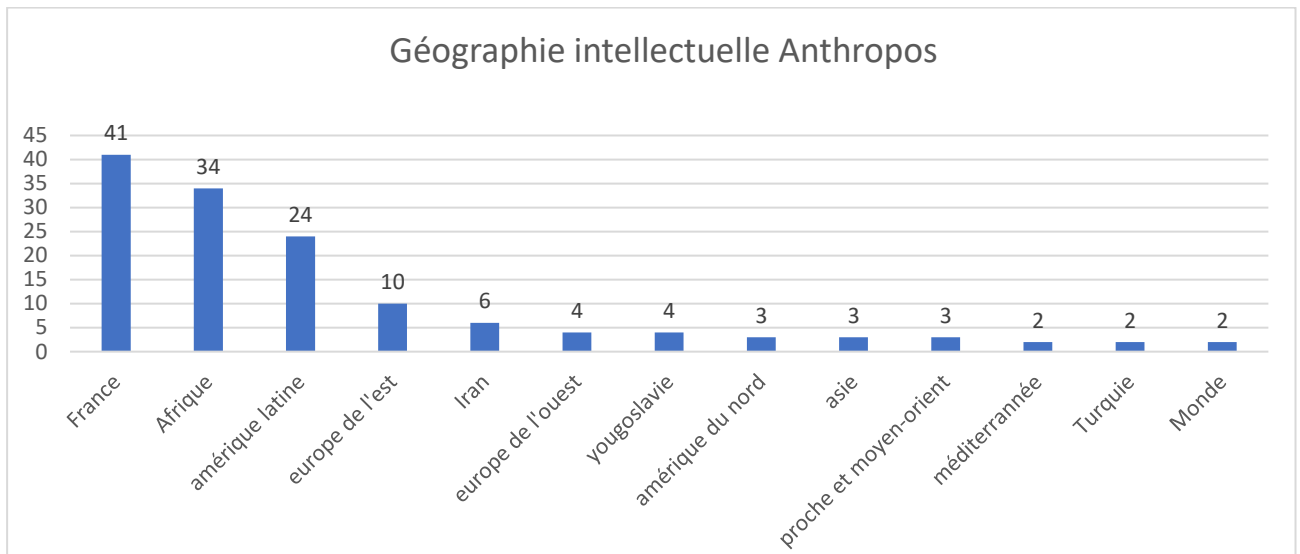
---

<sup>1708</sup> Il faut y ajouter les quatre numéros des « Cahiers » de la collection Yen-an.

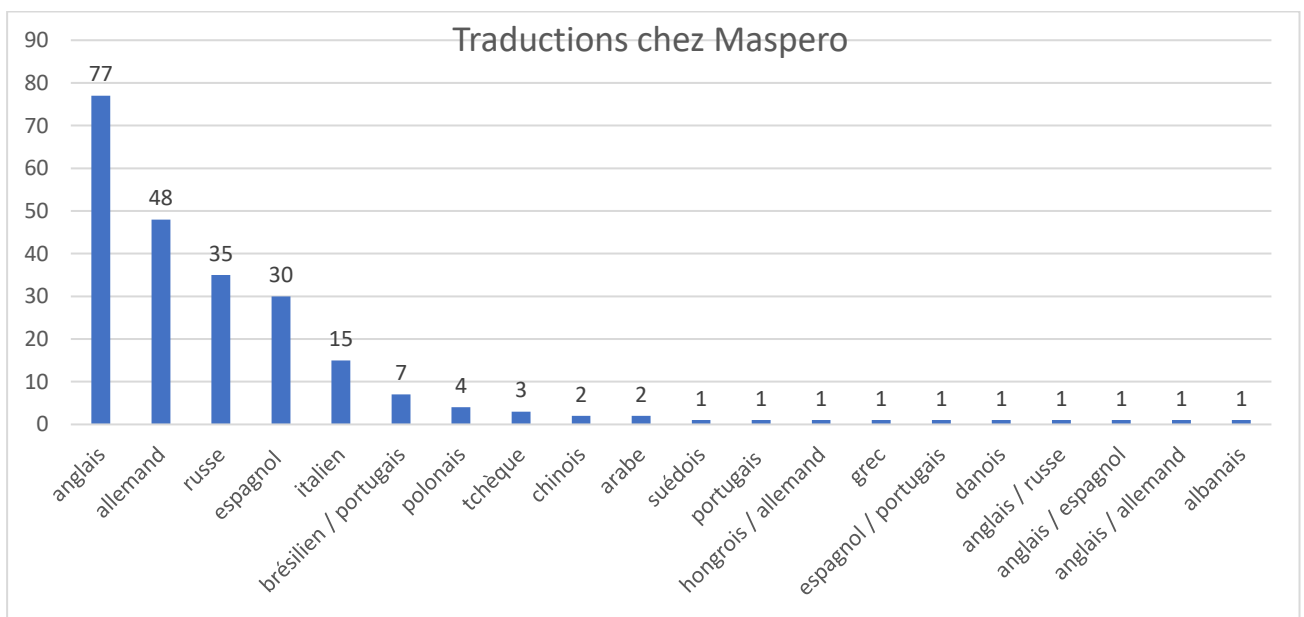
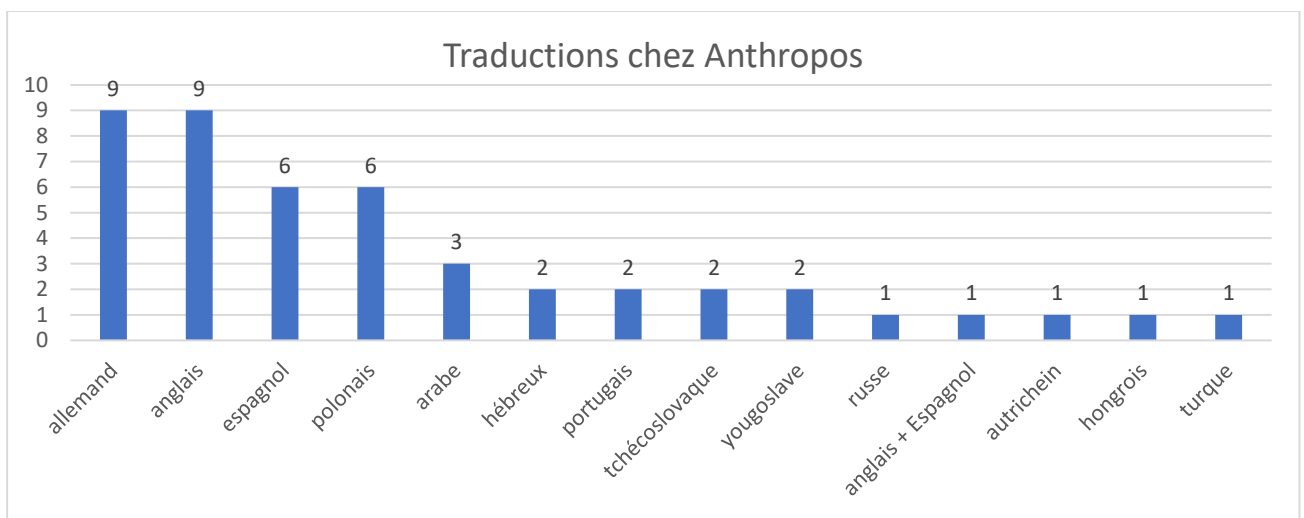
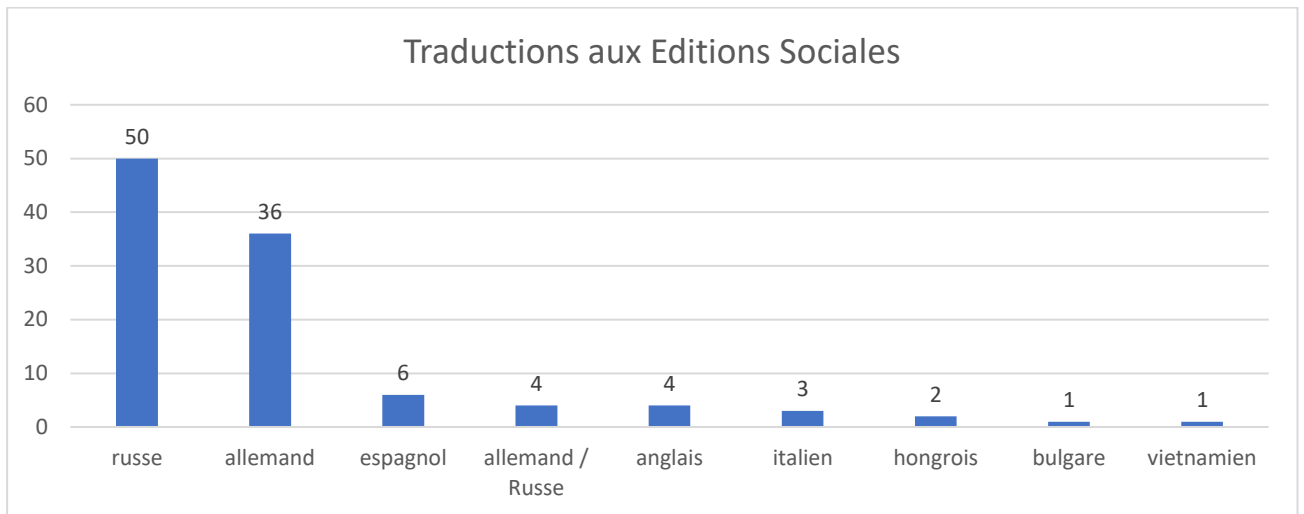
<sup>1709</sup> C'est elle qui a par exemple permis le déménagement des archives d'Althusser de l'ENS vers son appartement parisien, dans le XXe arrondissement de Paris, avant qu'elles soient transférées à l'IMEC.



**Graphe 1 : Géographie des pays abordés par éditeur**



**Graphe 2 : Géographie des traductions par éditeur**



Cette géographie intellectuelle illustre surtout un fait majeur de la vie intellectuelle des années 1968-1981 : la circulation internationale des intellectuels. Qu'elle soit subie dans le cas des exils, ou bien rendue possible par les nombreux voyages (souvent militants) ou par des obligations comme le service militaire – qui permet à de nombreux jeunes intellectuels de partir comme coopérants notamment dans d'anciennes colonies françaises —, cette mobilité géographique alimente largement les ouvrages publiés sur « l'ailleurs ». Deux exemples sont particulièrement parlant ici : l'Algérie et Cuba, qui représentent respectivement 26 livres [voir l'encadré n° 20] et 12 livres chez les trois éditeurs.

**Encadré n°20 : Les « essais algériens » (par ordre de parution)**

- Abdallah Laraoui, *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, Maspero, 1968.
- Fadela M'Rabet, *La femme algérienne, suivi de Les algériennes*, Paris, Maspero, 1969.
- Tami Tidafi, *L'agriculture algérienne : perspectives de développement*, Paris, Maspero, 1969.
- Abdallah Mazouni, *Culture et enseignement en Algérie et au Maghreb*, Paris, Maspero, 1969.
- Abdallah Laraoui, *L'histoire du Maghreb : un essai de synthèse*, Paris, Maspero, 1970.
- Nathan Weinstock, *Le mouvement révolutionnaire arabe*, Paris, Maspero, 1970.
- Nefissa Zerdoumi, *Enfants d'hier : l'éducation de l'enfant en milieu traditionnel algérien*, Paris, Maspero, 1970
- Ahmed Akkache, *Capitiaux étrangers et libération économique : l'expérience algérienne*, Paris, Maspero, 1971.
- Rachid Boudjedra, *Naissance du cinéma algérien*, Paris, Maspero, 1971.
- Yvonne Turin, *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale : médecine, écoles, religions (1830-1885)*, Paris, Maspero, 1971.
- Ahsene Zhraoui, *Les travailleurs algériens en France : étude sociologique de quelques aspects de la vie familiale*, Paris, Maspero, 1971.
- Gérard Chaliand et Juliette Minces, *L'Algérie indépendante*, Paris, Maspero, 1972.
- Kader Ammour, Christian Leucate, Jean-Jacques Moulin, *La voie algérienne : les contradictions d'un développement national*, Paris, Maspero, 1974.
- Abdallah Laraoui, *La crise des intellectuels arabes : traditionnalisme ou historicisme ?*, Paris, Maspero, 1975
- Philippe Lucas et Jean-Claude Vatin, *L'Algérie des anthropologues*, Paris, Maspero, 1975.
- Elbaki Hermassi, *État et société au Maghreb : étude comparative*, Paris, Anthropos, 1975.
- Jamel-Eddine Bencheikh, *Poétique arabe : essai sur les voies d'une création*, Paris, Anthropos, 1975.
- Ahmed Mahsas, *L'Autogestion en Algérie : données politiques de ses premières étapes et de son application*, Paris, Anthropos, 1975.
- Algérie, naissance d'une société nouvelle : le texte intégral de la charte nationale adoptée par le peuple algérien*, introduction de Robert Lambotte, Paris, Éditions sociales, 1976.
- Marc Raffinot, Pierre Jacquemot, *Le capitalisme d'État algérien*, Paris, Maspero, 1977.
- Philippe Lucas, *Problèmes de la transition au socialisme : le transformisme algérien*, Paris, Anthropos, 1978.
- Tayeb Saïd-Amer, *L'industrialisation en Algérie : l'entreprise algérienne dans le développement*, Paris, Anthropos, 1978.
- Tahar Benhouria, *L'économie de l'Algérie*, Paris, Maspero, 1980.
- Shimon Ballas, *La littérature arabe et le conflit au Proche-Orient : 1948-1973*, Paris, Anthropos, 1980.
- Dersa, *L'Algérie en débat : luttes et développement*, Paris, Maspero, 1981.
- Tayeb Saïd-Amer, *Le développement industriel de l'Algérie : bilan de l'industrialisation*, Paris, Anthropos, 1981.

Excepté un texte officiel – le texte intégral de la charte nationale algérienne -, aucun texte n'est consacré à l'ancienne colonie française dans le catalogue des Éditions sociales, à l'exception du livre de souvenirs d'André Moine\* sur « sa » guerre d'Algérie<sup>1710</sup> [**sur la littérature de témoignage aux ES, voir *infra***]. Aux éditions Anthropos et Maspero – respectivement 6 et 19 titres -, l'Algérie (traité parfois dans le Maghreb) est abordée dans ses multiples dimensions : historique, culturelle (la littérature, le cinéma), économique, la question féminine avec l'ouvrage de Fadela M'Rabet\*<sup>1711</sup>, nature de l'État et de la transition politique, migrations – avec une étude sur les travailleurs algériens en France -, idéologie arabe et ses intellectuels ou encore enseignement. Ces textes sont d'abord écrits par des Algériens francophones, qui vivent parfois encore en Algérie et qui, plus souvent, exilés depuis l'arrivée de Boumédiène au pouvoir en 1965.

C'est le cas d'Ahmed Mahsas\*. Né en 1923 près d'Alger dans une famille rurale, il milite dès 1940 au sein du Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj. Après la Seconde Guerre mondiale, il est membre du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, créé par Messali Hadj après sa libération en 1946. Après avoir été arrêté en 1950, Ahmed Mahsas\* est condamné à cinq ans de prison pour complicité dans l'attaque de la poste d'Oran. Il s'évade en mars 1951 avec Ahmed Ben Bella et se réfugie en France sous une fausse identité. Il est l'un des fondateurs de la branche française du FLN, dont il est l'un des responsables durant toute la guerre. Après l'indépendance de 1962, il devient ministre de l'Agriculture entre 1963 et 1965 tout en étant membre du Conseil de la Révolution. Mais après le coup d'État de Boumedienne en juin 1965, il est rapidement poussé à l'exil en France, où il réside jusqu'en 1981. Durant son exil, il continue à militer pour la démocratie algérienne tout en reprenant des études. Il publie un ouvrage chez Anthropos en 1975 (*L'autogestion en Algérie : données politiques de ses premières étapes et de son application*) et soutient en 1979 une thèse dirigée par Jacques Berque sur *Le mouvement national en Algérie*.

Mais les ouvrages sur l'Algérie sont également écrits par des Français qui ont résidé plusieurs années dans l'ancienne colonie française. Qu'ils soient « pieds-rouges » - terme qui désigne des militants qui se sont rendus en Algérie après l'indépendance pour aider au développement du pays -, appelés dans le cadre du service militaire, coopérants ou simples voyageurs curieux, de nombreux intellectuels français de l'après-1968 se rendent en Algérie, à

---

<sup>1710</sup> André Moine\*, *Ma guerre d'Algérie*, Paris, Edition Sociales, 1979.

<sup>1711</sup> Voir notamment Dalila Morsly, « Fadela M'Rabet\* : pionnière du féminisme algérien ? », in Christine Bard (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, pp. 135-146.

l'image de Pierre Jacquemot\* et Marc Raffinot\*, auteurs de l'ouvrage *Le capitalisme d'État algérien*, publié par Maspero en 1977<sup>1712</sup>. Nés respectivement en 1946 et 1948 dans des familles bourgeoises de droite mais peu politisées – le père de Pierre Jacquemot\* est entrepreneur et sa mère femme au foyer, tandis que les parents de Marc Raffinot\* sont ingénieur en traitement des métaux et pharmacienne —, ils fréquentent des lycées parisiens avant de poursuivre des études supérieures : en sciences économiques à Assas et à Sciences Po pour Pierre Jacquemot\*, et à HEC et Paris-I pour Marc Raffinot\*. Quand les événements de mai-juin 1968 commencent, ils sont déjà politisés grâce à leur études. Marc Raffinot\* évoque les comités Vietnam de Base à HEC, un voyage d'études à Cuba, un autre en Albanie, et divers groupes d'extrême-gauche en France (des situationnistes au PSU). Pierre Jacquemot\*, de deux ans son aîné, parle des événements comme d'« une révélation de l'état de la société française, une remise en cause de [sa] position bourgeoise, un processus de politisation accélérée » qui le mènent à militer intensément au Centre d'études anti-impérialiste (CEDETIM), lié au PSU, et ce comme « catho de gauche », alors qu'il a été scout jusqu'à ses 18 ans. Après 68, ils se retrouvent tous deux coopérants en Algérie dans le cadre de leur service militaire. C'est là, à l'Institut des techniques de planification et d'économie appliquée (ITPEA) d'Alger, qu'ils se rencontrent en 1972. Ils sont tous deux formés à l'économie appliquée, marxistes hétérodoxes et en rupture vis-à-vis de leur socialisation familiale, très ouverts sur le tiers-monde. Pierre Jacquemot\* me raconte qu'avant l'Algérie, « un voyage culturel au Maroc [l']a ouvert sur les réalités d'un pays du Sud » et qu'il a, en 1971, soutenu une thèse à Dakar dirigée par Samir Amin\* qui « portait sur un débat en URSS en 1924 autour de la problématique Plan-Marché ». Ils se servent de leur expérience de coopérants pour recueillir des informations sur le capitalisme d'État en Algérie. Ils sont dans cette démarche très influencés par Charles Bettelheim\*, dont Raffinot\* a suivi le séminaire. C'est lui qui accepte leur manuscrit dans la collection « Économie et socialisme », alors que, tous deux rentrés en 1975, ils se retrouvent à Dauphine, où Raffinot\* est un temps assistant<sup>1713</sup> avant de rejoindre Jacquemot\* comme chargé de programme du service d'éducation permanente de Dauphine<sup>1714</sup>. Ils défendent dans cet ouvrage que « si la révolution nationale [qui] s'y est engagée [en Algérie] avant et après l'indépendance n'a jamais permis au prolétariat et à la paysannerie de prendre et d'exercer le pouvoir, elle a néanmoins engendré

---

<sup>1712</sup> Les informations qui suivent sont tirés d'échanges mails avec les auteurs, octobre 2018 pour Pierre Jacquemot\* et avril 2019 pour Marc Raffinot\*.

<sup>1713</sup> Il a profité juste avant d'être engagé comme assistant d'une période de chômage pour terminer le manuscrit.

<sup>1714</sup> C'est à Dauphine qu'ils fondent en 1977 une filière « Développement ». Sur les héritages institutionnels des années 1968, voir le chapitre 6.

une transformation notable du système de relations que le pays entretenait avec l'impérialisme au point qu'il apparaît actuellement à l'avant-garde des luttes du tiers-monde » (p. 23).

Cet intérêt pour l'Algérie et son indépendance se retrouve au-delà de ces seules publications. Il se retrouve dans l'expérience pédagogique de nombreux intellectuels qui ont pu enseigner en Algérie durant la période coloniale. Il s'agit souvent de jeunes agrégés comme Yves Lacoste\*, Étienne Balibar\*, Georges Labica\* ou Aimé Guedj\*. D'autres s'y rendent après la signature des accords d'Évian, à l'image d'Alain Médam\*, enseignant d'économie urbaine à l'Institut d'urbanisme d'Alger en 1963 et 1964, de René Gallissot\*, Gilbert Badia\* et Jacques Bidet\*, respectivement historien, germaniste et philosophe à l'Université d'Alger<sup>1715</sup> (entre 1962-1965 pour Gallissot\*, 1964-1967 pour Badia\* et 1967-1970 pour Bidet\*), ou encore le couple Jean-Pierre Durand\* et Joyce Sebag\*, qui, entre expérience militante en Algérie et pénurie de poste en France, y sont tous deux maître-assistants en sociologie. D'autres, dans les pas de Pierre Jacquemot\* et Marc Raffinot\* partent en Algérie en coopération, à l'image de Jacques Guigou\*, qui effectue son service militaire dans le cadre de la coopération technique avec le statut de « Volontaire du service national actif » en étant affecté à Annaba comme « sociologue-consultant auprès de la Direction de la formation de la Société nationale de sidérurgie ». Rémy Cazals\* enseigne pour sa part deux ans comme coopérant en Algérie, là encore dans le cadre de son service militaire. De même, Annick Ohayon\* part entre 1969 et 1971 en coopération (culturelle) en Algérie à la fac de lettres avec son jeune enfant et son mari, et elle dit à propos de cette expérience que c'était « une autre manière de faire le service militaire ». Elle se définit à l'époque comme une « pied-rouge »<sup>1716</sup>. D'autres, enfin, partent y enseigner sans diplôme, à l'image de Florence Gauthier\*, née en 1948 à Paris dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle – son père est architecte – et qui, secouée par les événements de mai-juin 1968 où elle a été très active, abandonne ses études d'histoire, et se rend en Algérie avec un ami. Elle enseigne grâce à des accords de coopérations dans un collège « au fin fond des hauts plateaux algériens », alors même qu'elle n'a pas fini sa licence d'histoire :

---

<sup>1715</sup> René Gallissot\* a été également enseignant à l'IEP et à Ecole nationale d'administration d'Alger.

<sup>1716</sup> Née en 1946 à Royan dans une famille plutôt populaire et de droite – sa mère est à l'époque couturière à domicile, et son père obligé de reprendre l'entreprise familiale de vitrerie/peinture alors que plusieurs membres de sa famille ont péri dans les bombardements massifs de Royan – Annick Ohayon\* se politise à gauche à la Fédération des lycéens protestants, sans toutefois adhérer à un parti. Enceinte en mai 1968 pendant que son « mec », plutôt trotskyste, participe à toutes les manifs, elle suit des études de psychologie à Bordeaux, et décroche sa licence en 1968. À son retour en France en 1971, elle est recrutée comme formatrice permanente, au département dit « des actions d'adaptation » de l'Institut Parmentier, où elle est chargée de former des travailleurs sociaux. C'est cette expérience qui est à la base de la publication de l'ouvrage *Les socio-clerics : bienfaisance ou travail social* (Maspero, 1976), écrit avec deux autres formateurs, Anne-Marie Beyssaguet\* et Michel Chauvière\*.

« C’était magnifique ! Comme déstabilisation c’était génial ! On est arrivés là-bas, j’ai commencé à m’intéresser à ce qui était autour de moi. Moi je connaissais Paris, évidemment, j’y suis née. Mais je ne connaissais rien du reste du monde, ou si peu de choses. Et là on voyait, tout, toute la société. C’était un petit bourg, avec un ancien camp militaire de la guerre d’Algérie, où on avait regroupé des Algériens considérés comme dangereux, et qui sont restés là, ont stagné, se sont mariés. C’était étonnant, on découvrait tout ça, leurs enfants venaient à l’école, et nous, jeunes étudiants qui quitions le quartier latin, on était respectés par la population parce que nous étions des enseignants. C’était la première fois que j’enseignais, et j’ai trouvé ça passionnant. J’étais professeur de français, d’anglais et de dessin, il fallait faire trois choses différentes [...]. Et j’ai commencé à découvrir plein de choses : le colonialisme, le racisme, la religion musulmane, la féodalité telle qu’elle existait encore à cette époque-là »<sup>1717</sup>.

Cette expérience précoce d’enseignement à l’étranger pour la parisienne Florence Gauthier\* constitue une ouverture (et même une « déstabilisation ») qui s’inscrit pleinement dans sa trajectoire politique des années 1968, quand elle commence à « [s]’intéresser à ce qui était autour d’ [elle] ». Cet extrait montre plus globalement à quel point l’Algérie demeure centrale dans l’après-1968, non seulement en raison des livres qui lui sont consacrés, mais aussi en raison d’une communauté d’expériences fondées sur l’attrait pour le tiers-monde et des convictions marxistes et révolutionnaires. C’est aussi une fascination pour un pays qui a gagné la guerre contre la France qui se déploie ici, fascination encore renforcée par le fait que l’Algérie a tenté après 1962 de mettre en place un socialisme autogestionnaire<sup>1718</sup>. Le rejet du « racisme » et du « colonialisme » trouve donc une matérialisation dans ces mobilités en Algérie. Celles-ci sont d’autant plus nombreuses que la guerre à travers le service militaire puis les accords de coopération ont conduit beaucoup d’hommes à y séjourner.

Autre alternative phare aux communismes chinois et soviétique, la référence cubaine est très présente au sein des trois catalogues entre 1968 et 1981. Parmi les 69 ouvrages consacrés à l’Amérique Latine, 12 portent spécifiquement sur Cuba<sup>1719</sup> [voir l’encadré n° 21], dans la lignée des années 1960 où sont très diffusés en France les textes de Che Guevara, Fidel Castro ou encore de Régis Debray\*.

---

<sup>1717</sup> Entretien téléphonique avec Florence Gauthier\*, 28 avril 2020.

<sup>1718</sup> Certains membres de notre population se sont directement investis dans ce projet, à l’image de Michel Raptis\*. Il a d’ailleurs dirigé un numéro de la revue *Autogestion* consacrée à l’Algérie en septembre 1967 (« Le dossier de l’autogestion en Algérie », n°3) : <https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/autogestion/autogestion/autogestion-n03.pdf>

<sup>1719</sup> 3 sur 20 chez Anthropos, 3 sur 8 aux ES et 5 sur 40 chez Maspero.

### Encadré n° 21 : les essais « cubains »

Fidel Castro, *La révolution cubaine*, 2 tomes, Paris, Maspero, 1968  
Léo Huberman et Paul M. Sweezy, *Le socialisme cubain*, Paris, Anthropos, 1969.  
Saverio Tutino, *L'octobre cubain*, Paris, Maspero, 1969.  
Charles Bettelheim et Paul M. Sweezy, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme : Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Cuba, Yougoslavie, Chine*, Paris, Maspero, 1970.  
Jean-Jacques Alphanéry, *Cuba, l'autre révolution : douze ans d'économie socialiste*, Paris, Éditions Sociales, 1972.  
Fidel Castro, *Fidel Castro au Chili*, Paris, Éditions sociales, 1972.  
Michel Huteau et Jacques Lautrey, *L'éducation à Cuba*, Paris, Maspero, 1973.  
Jean-Pierre Garnier, *Une ville, une révolution, La Havane : de l'urbain au politique*, Paris, Anthropos, 1973.  
Claude Auroi, *La nouvelle agriculture cubaine*, Paris, Anthropos, 1975  
André Carrel, Georges Fournial, *Cuba socialiste de A à Z*, Paris, Éditions Sociales, 1975, Préface de Roland Leroy.  
Fidel Castro, *Bilan de la révolution cubaine : rapports et discours de clôture du 1er congrès du parti communiste cubain de 1975*, Paris, Maspero, 1976.  
Martha Harnecker, *Cuba, dictature ou démocratie ?*, Paris, Maspero, 1976

A côté des trois textes et discours du leader Fidel Castro, tous les livres publiés sont l'œuvre de non cubains, tous très liés avec Cuba. C'est le cas de Léo Huberman et Paul Sweezy, économistes marxistes étatsuniens qui ont fondé, en 1949, le *Monthly Review*, journal se revendiquant, en plein maccarthysme, comme « socialiste ». Ils se rendent plusieurs fois à Cuba dès 1960 pour statuer sur la nature du « socialisme cubain »<sup>1720</sup>. De même, Saverio Tutino est l'ancien représentant à La Havane de *L'Unita*, organe officiel alors du Parti communiste italien et dont plusieurs textes ont été initialement publiés dans *Le Monde*. Il raconte chez Maspero son *Octobre cubain*, celui de la crise des missiles de 1962, écho pour lui d'un autre Octobre, celui de 1917. Tutino retrace, plus globalement, l'aventure du socialisme cubain, tout comme la militante chilienne Martha Harnecker (1937-2019), qui analyse très favorablement en 1975, dans un ouvrage publié d'abord au Mexique par Siglo XXI avant d'être traduit l'année suivante chez Maspero, la nature de l'expérience cubaine. Elle réside alors à La Havane après avoir été contrainte à l'exil après le coup d'État contre Allende<sup>1721</sup>. Son ouvrage connaît un écho important en France, notamment dans les cercles althussériens : Marta Harnecker est en effet centrale dans la circulation des idées de Louis Althusser\* en Amérique Latine – et notamment au Chili – puisqu'après avoir été son élève en France au début des années 1960<sup>1722</sup>, elle fut la

<sup>1720</sup> Ce texte, publié aux États-Unis en 1969, fait suite à *Cuba : Anatomy of a Revolution*, New York : Monthly Review Press, 1960 ; et à *Regis Debray and Latin American Revolution*, New York : Monthly Review Press, 1968.

<sup>1721</sup> Marcelo Starcenbaum, « Althusser et l'Amérique latine », *Actuel Marx*, 2020/1 (n° 67), pp. 11-28.

<sup>1722</sup> Elle est alors une jeune militante de l'Acción Católica Universitaria du Chili quand elle se rend en France avec son conjoint Rodrigo Ambrosio, un des dirigeants du Parti chrétien-démocrate chilien. Ils prennent contact avec Althusser\* par l'intermédiaire de cercles catholiques liés au PCF. Althusser\*, dans une lettre à Franca, écrit : « Vu ce matin une Chilienne qui m'écrivait "estimé M. Althusser\*" et qui veut, avec toute une bande de Brésiliens et autres Sud-Américains, étudier "dans le marxisme" », cité par Marcelo Starcenbaum..., *Ibid*, p. 25 et sq.



traductrice espagnole de *Pour Marx (La Revolución teórica de Marx, 1967, qu'elle préface)* et de *Lire le Capital (Para leer El Capital, 1969)*. Elle publie également en 1968 le manuel *Conceptos elementales del materialismo histórico*, très inspiré des enseignements d'Althusser\* et qui se vend à des millions d'exemplaires en Amérique Latine.

Les autres ouvrages publiés le sont par des francophones souvent très bons connaisseurs du régime socialiste cubain. Certains, comme les communistes André Carrel\* - journaliste, rédacteur en chef de *L'Humanité Dimanche* qui a rencontré Fidel Castro pendant de longues heures, après s'être entretenu également avec Salvador Allende ou Nasser – et Georges Fournial\* - responsable des problèmes de l'Amérique Latine auprès du comité central, il s'est rendu à Cuba de nombreuses fois – gardent une distance critique vis-à-vis du régime, présenté comme un « kaléidoscope », manière de le présenter, sans le critiquer, comme éclectique. De même, l'autre ouvrage publié par les ES, celui de Jean-Jacques Alphanbéry\*, propose une étude critique, mais élogieuse, de l'économie cubaine depuis la révolution de 1959. La publication de ces textes globalement positifs – et d'un autre de Fidel Castro aux ÉS en 1972 - est rendue possible par le revirement du leader cubain qui, en 1968, s'est rangé derrière l'URSS face aux « contre-révolutionnaires » tchèques.

Les textes français publiés par Anthropos et Maspéro s'inscrivent, en revanche, dans une idéologie tiers-mondiste assumée. Charles Bettelheim\*, dont les *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme* publiés avec Paul Sweezy portent en partie sur Cuba, a été président de l'association France-Cuba de 1962 à 1971, et surtout conseiller à la mise en place de la planification économique du régime entre 1960 et 1967<sup>1723</sup>, y associant aussi certains jeunes intellectuels français<sup>1724</sup>. Jean-Pierre Garnier\* réside à Cuba en tant que chargé de recherches à l'Institut de Planification physique, entre 1966 et 1971, année où, après avoir été brièvement emprisonné par la police politique pour « espionnage » et « propagande contre-révolutionnaire », il rentre en France et devient jusqu'en 1975 assistant au département de

---

<sup>1723</sup> Dans les entretiens qu'il a accordés à François Denord et Xavier Zunigo, il porte un regard mitigé sur cette expérience : « C'est une grande réussite du point de vue santé publique, du point de vue éducation aussi, et du point de vue de l'atmosphère générale du pays. Ce n'était pas du tout l'atmosphère russe, policière, etc. Contrairement à ce que les anti-castristes ont pu dire, c'est un pays où l'on parlait quand même assez librement. [...] Fidel avait quelques idées arrêtées assez primitives qu'il a voulu faire passer, qui n'ont pas permis à Cuba d'être l'exemple qu'il aurait dû être. À partir du moment où ils ont accepté des prêts soviétiques, ils ont été très limités parce que les Soviétiques [...] n'ont pas vraiment cherché à renforcer l'économie cubaine », cité par François Denord et Xavier Zunigo, « "Révolutionnairement vôtre"... », *art. cit.*, p. 18.

<sup>1724</sup> C'est le cas de l'économiste marxiste Isaac Joshua, qui a été son doctorant, ou de Michel Gutelman\*, attaché de recherche au CNRS et qui a fait de nombreuses missions à Cuba, missions à la base de la publication de *L'agriculture socialisée à Cuba. Enseignements et perspectives (Maspéro, 1967)*. Voir aussi les articles de ces deux auteurs dans *Études rurales*, n°33, 1969. Isaac Joshua est, dans les années 1970, l'un des leaders des trotskistes dissidents de Révolution !

géographie urbaine de l'université de Toulouse-Le Mirail. Ce qui n'empêche pas son livre sur l'urbanisme à Cuba, tiré d'une thèse de géographie et d'études urbaines soutenue en 1972 à Toulouse, d'être globalement élogieux vis-à-vis du régime castriste.

Claude Auroi\* ne s'appuie pas sur une expérience aussi longue, mais se rend tout de même trois fois à Cuba. Il tire de ces séjours le matériel pour écrire sa thèse sur l'agriculture cubaine publiée en 1975 par Anthropos<sup>1725</sup>. Né en 1944 dans le Jura suisse, Claude Auroi\* est élevé dans une famille protestante de la petite bourgeoisie, son père étant médecin de campagne. Amateur de livres, il pousse son fils à étudier, et celui-ci part pour l'université de Genève au milieu des années 1960. À son arrivée, Claude Auroi\* adhère aux jeunesses socialistes et s'engage dans divers mouvements de gauche, notamment anti-colonialistes. Il est également membre de l'Association nationale des étudiants en sciences économiques et sociales, dont il devient un temps président et grâce à laquelle il part trois mois à Cuba, en 1968, pour participer à la révolution, alors qu'il est alors « très pro-cubain ». Son expérience, qu'il raconte avec humour en entretien, s'avère en revanche rapidement moins enchantée :

« On arrive et les Cubains défrichaient leurs collines dans le nord-est de la Havane, et ils avaient fait des terrasses [...] et là on s'amuse à faire des trous et après ils avaient des plans de café qui étaient venus de Dieu sait où, et nous on devait les mettre dans le trou, mettre un peu de terre meuble, et c'est tout [...]. On nous sortait des camions, on allait chacun dans notre coin avec notre pioche. Et au début on devait même creuser le trou. Et puis, à 7h15, il y avait le cagnard qui nous tombait dessus. Mais alors ce n'est pas un soleil comme ici, c'est quelque chose. Et on n'y échappait pas du tout parce qu'il n'y avait plus d'arbres. On était là et puis on travaillait. Et les jeunes intellos, bon Dieu, on n'avait jamais vu ça, les Européens, des Belges, des Suisses, des Français, on tombait d'inanition carrément. Et donc improductifs au possible ! [...] Et il y en a qui faisaient de la résistance passive : le matin ils ne se levaient plus, donc on avait des grandes tentes [...] et le matin c'était avec de la musique militaire (il chante), ça ne vous quitte plus ça quand vous l'avez eu une fois ! Avec cette musique, au début, on se levait c'est clair quoi ! Et au bout d'un mois... il y'en avait peut-être 30% qui se levaient ».

Claude Auroi raconte en riant cette première expérience militante à l'étranger. Son récit illustre à quel point la « Révolution » des livres se trouve bien éloignée des travaux manuels que les cubains forcent ces jeunes intellectuels européens à réaliser, et qu'ils ont toutes les peines effectuées. Malgré ce relatif échec – qui est aussi largement reconstruit, puisque cette expérience s'est révélée aussi, *a posteriori*, une première étape dans sa trajectoire de détachement vis-à-vis des idéaux les plus révolutionnaires<sup>1726</sup> – il rentre avec l'intention d'entamer une thèse sur l'agriculture cubaine, ce qu'il fait sous la direction de Gilbert

---

<sup>1725</sup> Les informations suivantes viennent d'un entretien réalisé à Genève avec Claude Auroi\* le 14 septembre 2019.

<sup>1726</sup> Il continue cependant de militer dans les années 1980 et 1990 au parti socialiste suisse, mais dans les courants moins radicaux et en se disant social-démocrate.

Étienne<sup>1727</sup>. Après deux nouveaux voyages à Cuba en 1972 et 1973, il la soutient et la publie chez Anthropos, éditeur qu'il connaît grâce à son institution de rattachement à Genève où il est chargé de cours<sup>1728</sup>, l'Institut (universitaire) d'études du développement, que Claude Auroi\* qualifie de « repère d'alternatifs » dans l'après-1968 suisse. Plusieurs de ses membres ont d'ailleurs déjà publié chez Anthropos par l'intermédiaire de Serge Jonas\*, à l'image de son fondateur Roy Preiswerk\* ou de l'anthropologue Louis Necker\* [voir le chapitre 7].

Dernier exemple : l'ouvrage de Michel Huteau\* (né en 1936) et Jacques Lautrey\* (né en 1941) sur l'éducation à Cuba, paru chez Maspero. Ils sont tous les deux enseignants à l'INOP<sup>1729</sup>, rue Gay-Lussac, institution particulièrement active dans les événements de mai-juin 1968 autour des enjeux d'orientation scolaire<sup>1730</sup>. Jacques Lautrey\*, né en Saône-et-Loire dans une famille d'instituteurs de gauche mais peu militants, suit la trajectoire de ses parents en entrant à 16 ans, en 1958, dans l'École normale d'instituteurs de Mâcon. Politisé dans la lutte contre la guerre d'Algérie, révolté contre les socialistes, il devient compagnon de route du PCF dans les années 1960. Il abandonne son métier d'instituteur en 1964, pour être détaché afin de suivre des études à l'INOP, dont il obtient le diplôme en 1966. Il est dans la foulée recruté comme conseiller d'orientation scolaire détaché au service de consultation de l'INOP. En poste en Mai-Juin 1968, il est très actif, comme il en témoigne longuement par écrit :

« J'ai cru - naïvement - que le mouvement de mai 68 était le début d'une révolution. Mon compagnonnage avec le PC a pris fin à ce moment-là, lorsque j'ai constaté non seulement qu'il ne soutenait pas ce mouvement, mais qu'il s'y opposait. Je n'ai pour autant adhéré à aucune organisation gauchiste, mais j'étais dans cette mouvance. Très critique sur la révolution soviétique, très sceptique sur la révolution chinoise, déçu par l'échec de mai 68, je pensais néanmoins que la toute jeune révolution cubaine était porteuse d'espoir. C'est la raison pour laquelle aux vacances de 1969, je me suis inscrit à un voyage à Cuba proposé par je ne sais plus quelle organisation gauchiste. Il s'agissait d'aller planter du café pendant un mois. Un bus nous a emmenés de Paris à Amsterdam, où nous devions prendre un avion pour Cuba. Cet avion n'arrivant pas, nous avons appris que le gouvernement français avait fait pression pour bloquer le vol. Nous avons protesté en occupant l'aéroport d'Amsterdam pendant quatre jours, puis il a bien fallu rentrer à Paris, où les services de renseignement nous attendaient de pied ferme. C'est finalement dans d'autres circonstances que je suis allé à Cuba, deux ans plus tard, en 1971. J'étais à ce moment-là détaché au service de recherches de l'INOP. Cuba cherchait à recruter, dans différents pays du monde, des universitaires acceptant de venir bénévolement enseigner dans le cadre d'écoles d'été. René Zazzo, un intellectuel du PC,

---

<sup>1727</sup> Voir Claude Auroi\*, « Décès de Gilbert Étienne », *Revue Tiers Monde*, 2014/3 (n° 219), pp. 238-239.

<sup>1728</sup> Poste titulaire, équivalent de maître-assistant en France.

<sup>1729</sup> Institut National d'Orientation Professionnelle, devenu depuis l'Institut national d'études du travail et d'orientation professionnelle, INETOP.

<sup>1730</sup> Francis Danvers, « Les événements de "mai-juin 1968" et l'orientation scolaire et universitaire : une question de sens », *Transformations*, n°3/2010, pp. 97-120. Voir aussi Paul Lehner, *Les conseillers d'orientation dans l'enseignement secondaire (1959-1993) : un métier « impossible » ?*, thèse de science politique dirigée par Bernard Pudal, Université de Nanterre, 2017.

qui dirigeait le laboratoire de psychologie de l'enfant situé à l'INOP avait déjà eu des contacts avec Cuba dans ce cadre-là. C'est lui qui nous a proposés, Michel Huteau\* et moi, pour participer à cette école d'été. Nous sommes donc partis à l'Université de La Havane en juillet 71 faire un enseignement sur le système d'orientation scolaire et professionnelle en France. Nous avons fait savoir en arrivant que nous souhaitions avoir accès aux informations relatives à la campagne d'alphabétisation qui avait été organisée au début de la révolution et, plus généralement, au système d'éducation mis en place au début de la révolution. L'autorisation a été longue à obtenir, mais lorsque le feu vert a été donné, nous avons pu avoir accès aux écoles et rencontrer des responsables du système éducatif »<sup>1731</sup>.

Cuba, comme le montre cet extrait, est toujours, après 1968, une destination idéalisée par les intellectuels « révolutionnaires ». Les voyages militants et professionnels à Cuba – et leurs difficultés (l'avion qui n'arrive pas, l'arrestation) [voir aussi *infra*] — se mêlent dans ces « années 1968 », et irriguent la production intellectuelle française qui circulent largement chez les éditeurs les plus militants. Bien sûr, tous ces textes sont éloignés de ce qu'on sait aujourd'hui sur le champ intellectuel et politique de Cuba<sup>1732</sup>, et ils doivent être pris pour ce qu'ils sont : des études appuyées par un travail de terrain largement empêché et qui sont conduites par des intellectuels militants. Ces derniers, dans un moment de surpolitisation des biens symboliques, décrivent élogieusement un régime idéalisé depuis de longues années<sup>1733</sup>.

Pour conclure, nous souhaitons mettre en avant deux points saillants de cette géographie intellectuelle. Premièrement, elle illustre l'ampleur des échanges internationaux des intellectuels français vis-à-vis d'autres pays « révolutionnaires ». L'Amérique Latine est particulièrement attractive, y compris des destinations très minoritaires comme le Salvador. Jacques Pain\*<sup>1734</sup>, aujourd'hui professeur émérite en sciences de l'éducation à Paris-X Nanterre, est né en 1943 à Mâcon dans une famille de petits fonctionnaires engagés à gauche<sup>1735</sup>. Après deux ans de service militaire à Madagascar, dans l'infanterie de marine, il monte à Paris en 1966 et commence à étudier la psychologie à Nanterre, et plus précisément la

---

<sup>1731</sup> Échanges mails avec Jacques Lautrey\*, novembre 2018.

<sup>1732</sup> Voir par exemple l'étude récente d'Amina Damerdjî sur l'aventure politique et intellectuelle des poètes du Caiman Barbudo, d'abord au service de la révolution avant d'être rapidement ostracisés – et pour certains de s'exiler — par le régime cubain en raison de leur pratique poétique critique, décrite comme un « soupçon ludique ». Voir Amina Damerdjî, « Le soupçon ludique. Les poètes officiels de la Révolution cubaine, de La Havane à Madrid (1966-2002) », thèse d'études hispaniques et latino-américaines dirigée par Hervé Le Corre, Université de la Sorbonne nouvelle, 2018.

<sup>1733</sup> Même si cet enthousiasme n'est pas toujours total. Par exemple, Huberman et Sweezy concluent leur livre en écrivant « qu'un nouveau drame historique se prépare à Cuba aujourd'hui ». À la différence de leur livre de 1960, celui-ci n'a pas été publié à Cuba, à un moment où Sweezy – Huberman vient de mourir en 1968 – est davantage influencé par la Chine.

<sup>1734</sup> Les informations qui suivent proviennent de trois entretiens (Skype) réalisés avec Jacques Pain\* en avril 2020.

<sup>1735</sup> Son père est d'abord facteur avant de devenir receveur après la guerre, suite à une promotion liée à son engagement dans la résistance.

nouvelle option « sciences de l'éducation ». D'abord anarchiste, il participe très activement aux événements de 1968, avant de se rapprocher, dans la dynamique de l'union de la gauche, du PCF, auquel il adhère début 1970. Après avoir terminé ses études, il devient chargé de cours en science de l'éducation à Nanterre, à défaut d'obtenir un poste d'assistant. C'est dans ces circonstances qu'il part, comme il le raconte en entretien, au Salvador en 1972, puis s'y lie à un mouvement de guérilla<sup>1736</sup> :

JP : Voilà je pars. J'ai reçu une proposition par quelqu'un d'Amérique centrale, le bureau international de développement, financé par les Américains, donc aucun scrupule à accepter leur argent pour aller enseigner en Amérique centrale, au Salvador.

AA : *Et comment vous avez eu cette proposition ?*

JP : C'est un enseignant de là-bas, enfin un coopérant, qui revenait pour un mois sur Paris. Il est venu en sciences de l'éducation, et il était mandaté par l'Université du Salvador pour trouver deux enseignants qui auraient accepté d'aller là-bas, pour travailler au développement des sciences de l'éduc. Alors j'ai réfléchi un peu et on est partis avec ma femme, on est partis tous les deux à l'époque. Et puis, arrivés là-bas, elle s'est retrouvée chargée de la recherche, et moi j'étais à la formation, l'enseignement, tout ça [...] À peine étais-je arrivé, dès le premier jour, ce qui m'a frappé, c'est qu'il y avait des étudiants syndiqués, politisés qui m'attendaient, et qui connaissaient Nanterre ! Ils me parlaient tout de suite de Nanterre, ils m'ont pris en photo et tout. Et on parlait de Nanterre en Amérique centrale, c'est étonnant quand même ! [...] Et en fait j'avais contacté le PC Clandestin et j'étais entré dedans en arrivant. Qui était donc engagé dans la guérilla. Et je me suis inscrit dans leur mouvance, et je leur servais on va dire de haut-parleur, de transmetteur dans l'université.

AA : *Vous avez fait quoi par exemple ?*

JP : Et bien, ils venaient me donner, me dire où ils en étaient, ce qu'ils comptaient faire, etc... Et comme j'avais monté un journal, une revue dans l'université, je donnais des nouvelles non pas du Front Farabundo Martí parce que j'aurais été rapidement arrêté, mais je donnais des nouvelles indirectes, je faisais passer des informations [...] et je prenais des contacts et on montait des réseaux. Donc, ils venaient me voir à peu près toutes les semaines, ils venaient me voir de nuit les copains du Front Farabundo Martí. D'ailleurs, j'en ai caché un qui était recherché par la police, qui avait été faire la grande école de parti en URSS [...]. Et donc je l'ai caché un mois chez moi avant qu'il ne reparte et qu'il soit arrêté par la police ».

Les activités pédagogique et, surtout, révolutionnaires, de Jacques Pain\*, sont bien éloignées des récits de voyage habituellement étudiés et souvent moqués<sup>1737</sup>, qui ne donnent qu'une vision partielle de l'après-1968 des intellectuels « révolutionnaires » français. Dans son cas, elles prennent fin au bout d'un an, quand un coup d'État a lieu au Salvador. Contraint de partir, il

---

<sup>1736</sup> Le récit de Jacques Pain\* est en partie confus, puisque le Front Farabundo Martí n'est créé qu'en 1980. Il se lie donc sans doute avec les mouvements de guérilla qui précèdent le Front, ou peut-être avec le PC dissident qui est entré dans la guérilla. Il oublie sans doute des détails (il est né en 1943) [sur les problèmes de mémoire, voir l'introduction], et peut-être en rajoute-t-il...

<sup>1737</sup> François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux...*, op. cit.

rentre en France peu après la sortie de *L'école caserne* chez Maspero, qu'il a co-écrit avec Fernand Oury\* juste avant son départ. L'ouvrage se vend à plus de 12 000 exemplaires, lui assurant un début de renommé dans son champ. Cette expérience salvadorienne d'un an est fondatrice, et il raconte être « revenu gonflé à mort », être « dans le radicalisme ». Il termine en riant : « Je préconisais quand même la guérilla dans la cellule du PCF à Nanterre ! Donc, il y'en a qui me regardaient quand même un peu... Bon... et j'ai mis deux-trois mois pour me calmer, et c'était quelque chose hein ! J'étais parti dans le truc, vraiment quoi ! ».

Si les communistes sont peu présents dans ces circulations internationales, et à la différence notable de ce qu'elles furent dans l'entre-deux-guerres, ils n'en sont pas pour autant absents (du moins chez les néo-adhérents) comme le montre le cas de Jacques Pain\*. Certains communistes se rendent aussi par exemple au Portugal après la « révolution des Œillets » qui commence par le soulèvement du 25 avril 1974. C'est le cas du communiste alors sociologue contractuel Christian Topalov\*, membre de la commission Cadre de vie — où il est responsable du secteur logement — qui se rend au Portugal à l'invitation de Nuno Portas, architecte et secrétaire d'État au Logement et à l'urbanisme dans les premiers mois de la Révolution<sup>1738</sup>, accompagné d'autres sociologues marxistes urbains. De ces discussions sur place avec les fonctionnaires portugais (très souvent francophones) et de cette expérience, il tire un article publié en 1976 dans la nouvelle revue *Espace et Société*<sup>1739</sup>, éditée par Anthropos. Il rapporte également de quoi élaborer pour les élus communistes une contre-proposition à la loi d'Olivier Guichard, le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des transports :

« Et donc il y a Henry Canacos\*<sup>1740</sup> qui m'appelle et qui me dit : “ il y a cette loi qui arrive, il faut que tu nous fasses une contre-proposition, que tu nous fasses des amendements”. Et je lui dis : “Mais comment tu veux que je fasse ça ?” (rires). Et tout d'un coup, je me dis “ Mais non d'une pipe !”. La loi foncière en préparation allait taxer les densités excessives. Il y avait une sorte de dissuasion fiscale à la densification, c'était ça l'idée de base de ce truc-là du côté français. Et Portas avait apporté autre chose, qui était une pression fiscale non pas contre la densification, mais contre les prix élevés ! Donc au fur et à mesure que le prix au m<sup>2</sup> augmentait, la taxation foncière augmentait plus que proportionnellement. Ça dissuadait les logements de luxe en gros. Et j'ai rapporté ça de Lisbonne, et j'ai filé ça à Canacos\*, il était ravi ! Bon évidemment, rien n'a été voté, comme vous l'imaginez, mais vous voyez ça fait partie des transactions à l'intérieur de l'eurocommunisme de l'époque ! »<sup>1741</sup>.

---

<sup>1738</sup> Entretien avec Christian Topalov\*, 24 avril 2020. Il se rend à cette période, à Madrid, avant même la mort de Franco, à l'invitation d'une association d'architectes.

<sup>1739</sup> Christian Topalov\*, « La politique du logement dans le processus révolutionnaire portugais (1974-1975) », *Espaces et sociétés*, n°17-18, 1976, pp. 109-135.

<sup>1740</sup> Né en 1928 à Saint-Étienne dans une famille ouvrière (son père, mineur, meurt de la silicose très jeune), Henri Canacos\* est alors maire de Sarcelles et député de la 5<sup>e</sup> circonscription du Val-d'Oise. Il a publié en 1979 *Sarcelles ou le béton approvisionné*, dans la collection « Notre temps – Société » des Éditions Sociales.

<sup>1741</sup> Entretien avec Christian Topalov\*, 24 avril 2020.

Cette anecdote de Christian Topalov\* sur l'inspiration portugaise d'un amendement en France illustre très concrètement la réalité de ces échanges intellectuels et politiques internationaux. Limités ici à l'Europe communiste, et même eurocommuniste, ils n'en sont pas moins révélateurs de l'ouverture sur le monde des intellectuels communistes français et, plus largement, de l'ensemble des intellectuels « révolutionnaires ».

Cette ouverture est cependant parfois entravée – et c'est notre second point. Se rendre dans certains pays « socialistes » est considéré par les gouvernements successifs comme un acte « révolutionnaire », susceptible donc d'être interdit.. Plusieurs entretiens et échanges écrits insistent – comme, plus haut, celui avec Jacques Lautrey\* - sur les difficultés à quitter la France, principalement pour l'Amérique latine. Interdiction qui complète la censure, par exemple de la revue *Tricontinentale* [voir le chapitre 2]. L'extrait suivant d'entretien avec Jacques Pain\* est instructif sur ces difficultés :

*AA : Et quand vous partez du Salvador, donc après le coup d'État, vous passez quelques temps en Amérique latine, etc... Vous n'essayez pas d'aller soit à Cuba, soit au Chili ?*

*JP : Si j'avais des contacts à Cuba, et j'avais essayé les Tupamaros aussi, et la guérilla trotskiste de Colombie. Bon je n'avais pas de réponse mais j'avais des contacts [...] Et j'avais une grande admiration par ailleurs pour Cuba évidemment, et je suivais autant que possible ce qu'il se passait à Cuba, où le Che avait introduit les techniques Freinet. Il avait fait acheter des presses Freinet, il avait fait acheter ça par Castro, il y en avait dans des écoles, il avait monté tout un courant en direction de ça, sous la direction d'un réfugié antifranquiste dont j'ai connu les petits enfants et qui a écrit un livre à l'époque sur tout ça, et qui s'appelle Almendros [Herminio], c'était un instituteur espagnol, et c'est lui qui supervisait la construction de l'école révolutionnaire à Cuba [...] Et j'aurais eu qu'une idée c'était de passer, mais on ne pouvait pas, on pouvait même pas aller à Cuba ! Pour aller à Cuba, il fallait revenir en Europe. C'est ce que faisaient mes collègues, les collègues du PC. Pour aller à Cuba, ils allaient au Mexique. Ensuite ils partaient en Scandinavie. De Scandinavie, ils partaient ailleurs encore, et ils revenaient en Europe pour passer à Cuba, sinon il n'y avait pas moyen. Je ne me souviens plus mais j'avais étudié la question, il n'y avait que un, deux ou trois pays européens dont on pouvait partir pour aller à Cuba. Il n'y avait pas moyen autrement, pas moyen d'y aller en bateau, par les États Unis n'en parlons pas »*

Si certains passages des propos de Jacques Pain\* ne peuvent là encore être vérifiés, cet extrait illustre les difficultés pour voyager vers ces pays considérés comme « révolutionnaires ». Souvent éludées dans les études sur les « voyages », elles sont pourtant décisives dans le renforcement des croyances révolutionnaires et mériteraient une étude spécifique.

Ce détour par la géographie des traductions et, surtout, des pays abordés dans les essais contemporains des trois catalogues éditoriaux permet de voir que les Éditions sociales sont largement repliées sur la France, et que leurs échanges ont lieu quasi exclusivement avec des

Partis communistes d'Europe de l'Ouest et, surtout, de l'Est. Inversement, Anthropos et Maspero – très proches ici — sont ouverts sur le tiers-monde, et les échanges intellectuels avec les pays et les personnes sont légion dans ces années. Cette expérience politique d'ouverture, que de nombreux intellectuels révolutionnaires partagent, est constitutive de leur culture politique. Elle trouve son miroir dans l'arrivée massive, au même moment, d'exilés étrangers en France [voir les chapitre 4 et 7].

### ***II-E. Des thèmes propres à chaque éditeur***

Pour terminer ce chapitre, nous souhaitons mettre en avant un thème présent dans les textes contemporains et qui, pour chacun des trois éditeurs, structure leur identité éditoriale et achève sa description. Plus précisément, il s'agit de souligner ce qui unit, pour chacun des éditeurs, la part la plus importante de leur production. On peut ainsi tenter de rendre encore plus net comment se structure un espace des idées marxistes dans les années 1968-1981. Pour les ES, nous mettrons d'abord en avant la place qu'occupe la littérature de témoignage. Chez Maspero, c'est l'importance des collectifs politiques qui en fait une « caisse de résonance » des luttes les plus radicales. Enfin, pour Anthropos, c'est la centralité, de façon diffuse, des thématiques autogestionnaires venues de Yougoslavie qui mérite d'être développée.

#### ***Les ES, la littérature de témoignage et les interdits.***

Aux Éditions Sociales, la littérature de témoignage, qu'il s'agisse de livres d'entretiens, de mémoires ou de « Souvenirs » - nom d'une collection des ES fondée au milieu des années 1960 –, est centrale dans les essais contemporains. Ce sont en tout 50 livres qui relèvent de cette littérature de témoignage, soit 16,7% des 299 essais contemporains [encadré n° 22].

<p><b>Encadré n° 22 : La littérature de témoignage aux ES, une partie incontournable du catalogue</b>  Maurice Choury, <i>Tous bandits d'honneur ! : Résistance et libération de la Corse, juin 1940-octobre 1943</i>, 1968 (nouvelle édition)  Laurent Naves, <i>Mon chemin</i>, 1968  Jacobo Arenas, <i>Colombie, guérillas du peuple</i>, 1969  Fernand Grenier, <i>Journal de la drôle de guerre (septembre 1939-juillet 1940)</i>, 1969  Roger Pestourie, <i>La résistance, c'était cela aussi</i>, 1969  Florimond Bonte, <i>Le Chemin de l'honneur : de la Chambre des députés aux prisons de France et au bagne d'Afrique</i>, 1970  Collectif, <i>Lettres de fusillés</i>, 1970  Georgette Guéguen-Dreyfus et Bernard Lehoux (témoignages recueillis par), <i>Résistance Indre et vallée du Cher</i>, Tome 1, 1970  Léo Figuières (dir.), <i>Ho Chi Minh, notre camarade : souvenirs de militants français</i>, 1970  Angela Davis, <i>Angela Davis parle</i>, 1971  Louis Gazagnaire, <i>Le peuple, héros de la Résistance : à ceux qui sont morts pour que les hommes vivent dans l'honneur</i>, 1971  Léo Figuières, <i>Jeunesse militante : chronique d'un jeune communiste des années 30-50</i>, 1971</p>
---



Collectif, *Maquis de Corrèze : 120 témoins et combattants*, 1971

Lucien Monjauvis, Benoît Frachon, Louis Aragon, Pierre Delon, Jacques Duclos, *Jean-Pierre Timbaud*, 1971

Collectif, *La Lutte des travailleurs de chez Renault racontée par eux-mêmes : 1912-1944, la Résistance*, 1971

Jean Laffitte, *Une Nuit sous l'Occupation*, 1972

François Billoux, *Quand nous étions ministres*, 1972

Georgette Guéguen-Dreyfus et Bernard Lehoux (témoignages recueillis par), *Résistance Indre et vallée du Cher*, Tome 2, 1972.

André Moine (témoignages recueillis par), *La déportation et la Résistance en Afrique du Nord : 1939-1944*, 1972

Jean Le Ramey, Pierre Vottero, *Les mutins de la mer noire*, 1973

Joseph Sanguedolce, *Résistance, de Saint-Étienne à Dachau*, 1973

Louis Gazagnaire, *Dans la nuit des prisons*, 1973

Lucien Midol, *La voie que j'ai suivie : un ingénieur au cœur des batailles sociales (1900-1970)*, 1973

Jacques Kahn, *Persiste et signe*, 1973

André Tollet, *Le souterrain*, 1974

Fernand Grenier, *Ce bonheur-là : de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous*, 1974

Robert Meeropol, Michael Meeropol, Ethel Rosenberg, Julius Rosenberg, *Nous sommes vos fils*, 1975

Auguste Gillot, Simone Gillot, *Un couple dans la résistance*, 1975

Félicia Langer, *Avocate israélienne, je témoigne*, 1975

Jean Chaumeil, *Venise Gosnat*, 1975

Georges Cogniot, *Parti pris : cinquante-cinq ans au service de l'humanisme réel. Tome 1, d'une guerre mondiale à l'autre*, 1976

Raoul Calas, *Souvenirs d'un condamné à mort : un demi-siècle de combats pour la démocratie et le socialisme*, 1976

Robert Bailly, *Les feuilles tombèrent en avril : témoignages et documents sur la Résistance dans l'Yonne en liaison avec l'Aube et la Côte-d'Or*, 1977

Henri Rollin, avec la collaboration de Dominique Decèze, *Militant chez Simca-Chrysler*, 1977

Jacky Béna, Jacques Galès, *Les Nouveaux maires communistes : seize entretiens avec les maires de Antony, Béziers, Bourges, Châlons-sur-Marne, Évreux, Gagny, Grasse, Le Mans, Noisy-le-Grand, Reims, Saint-Étienne, Saint-Quentin, Sevran, Tarbes, Thionville, Villeneuve-Saint-Georges*, 1977

Gustave Ansart, *De l'usine à l'Assemblée nationale : entretien avec Jacques Estager*, 1977

René Maurice, *L'UNEF ou le pari étudiant*, 1977

Georges Cogniot, *Parti pris : cinquante-cinq ans au service de l'humanisme réel. Tome 2, De la Libération au programme commun*, 1978

Paul Laurent, Roger Faivre, *Le P.C.F. comme il est : entretiens avec Roger Faivre*, 1978

Jean Sanitas (propos recueillis par), *La liberté a la parole*, 1978

René Andrieu, *Choses dites : 1958-1978, vingt ans rédacteur en chef à "L'Humanité"*, 1979

André Moine, *Ma guerre d'Algérie*, 1979

Jean Colpin, *Communistes à l'entreprise : des travailleurs témoignent*, 1979

Régis de Castelnau, Daniel Voguet, François Salvaing, *La Provocation*, 1980

Marcelle Hertzog-Cachin, *Regards sur la vie de Marcel Cachin*, 1980

Simone Lajoinie, *Conditions de femmes en Afghanistan*, 1980

Jack Ralite, *Retour en France*, 1981

Collectif, *Aujourd'hui les femmes : douze auteurs témoignent*, 1981

René Duhamel, *Aux quatre coins du monde*, 1981

Benoît Frachon, *Pour la C.G.T. : mémoires de lutte, 1901-1939*, 1981

Beaucoup de ces textes ont pour but de montrer l'exceptionnalité de l'engagement communiste, et son caractère désintéressé. Comme dans d'autres sections du catalogue, ces textes sont essentiellement écrits par des Français et portent sur le contexte hexagonal, à l'exception de cinq d'entre eux. Il s'agit de textes singuliers sur des hommes et des femmes communistes mondialement connus pour leurs engagements. C'est le cas des époux Rosenberg, communistes new-yorkais morts en 1953 sur la chaise électrique après avoir été condamnés (malgré une campagne mondiale pour leur grâce) pour espionnage au profit de l'URSS, et dont les enfants « parlent », dans une édition contenant « plus de cents lettres inédites » du couple. C'est également le cas de Jacobo Arenas (1924-1990), membre du comité central du Parti communiste colombien envoyé pour aider à l'organisation de la guérilla auprès des insurgés de la région de Marquetalia, qui se revendique autonome depuis 1958. Arenas raconte l'offensive militaire du gouvernement colombien qui, avec l'aide des États-Unis, a tenté de mettre fin en 1964 à cette résistance. Ce récit, traduit en français en 1969, revient donc sur la naissance des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). On trouve également le livre *Angela Davis parle* (1971), la traduction d'un ouvrage qui recueillait pour la première fois la parole de cette militante américaine, née en 1944 en Alabama, figure des droits civiques, membre des Black Panthers et du Parti communiste. Angela Davis fait paraître ce livre alors qu'elle vient de sortir de prison, après avoir été finalement acquittée après une condamnation à vingt-deux mois de prison après avoir été accusée d'avoir acheté les armes ayant servi à une prise d'otage sanglante dans un tribunal de Californie au cours de laquelle un juge a été tué. Libérée après avoir bénéficié d'une mobilisation internationale, cet ouvrage matérialise le soutien du PCF dans les mois précédents. Enfin, la traduction du livre de l'avocate israélienne Félicia Langer (1930-2018), membre du parti communiste d'Israël, revient sur ses premières années d'activisme comme principale défenseur des arabes palestiniens.

Les textes français ont la même fonction : mettre en valeur le PCF et son histoire. À côté des 16 ouvrages de témoignages consacrés aux « mutins de la mer noire » et surtout à la seconde guerre mondiale – qui réactivent, encore une fois, l'image du caractère sacrificiel de l'engagement communiste, et son héroïsme, à l'image des fusillés dont sont publiées les lettres -, on trouve par exemple un témoignage personnel de Jean Chaumeil\* sur le communiste et résistant Venise Gosnat. Chaumeil\*, qui a justement connu Gosnat pendant la guerre, raconte l'histoire de ce dirigeant communiste qui exerça des responsabilités dans l'administration des logements HLM de la Seine en parallèle de son mandat de premier adjoint d'Ivry-sur-Seine

entre 1945 et 1965, « capitale du communisme français »<sup>1742</sup> et ville où s'établit politiquement Maurice Thorez<sup>1743</sup>. De manière comparable, un texte est consacré à Marcel Cachin, directeur historique de *L'Humanité* décédé en 1958. Il ne s'agit pas d'une biographie ordinaire mais du récit personnel de sa fille, médecin, elle aussi communiste et ancienne députée. Deux livres enfin rassemblent des témoignages de dirigeants et d'intellectuels célèbres sur d'autres communistes de premier plan, le dirigeant syndical fusillé comme otage à Châteaubriant le 22 octobre 1941, Jean-Pierre Timbaud, et Hô Chi Minh, qui est mort quelques mois avant la publication.

Il s'agit, aussi, cette fois de manière plus immédiatement contemporaine, de montrer que le PCF est toujours engagé dans la défense des ouvriers, à l'image du sidérurgiste lorrain de *La Provocation* qui passe en procès après les manifestations violentes de 1979-1980 à Paris. François Salvaing\*, journaliste à *L'Humanité* qui a rédigé l'essentiel de ce livre, raconte en entretien que « les deux avocats [Daniel Voguet\* et Régis de Castelnaud\*] avaient les matériaux de base, ils avaient assisté à des audiences, ils avaient défendu le gars, qui était le seul sidérurgiste, après cette manifestation, qui avait été arrêté, le seul, et qui était passé en jugement »<sup>1744</sup>. Cette littérature de témoignage entend encore montrer que le PCF reste en contact avec la jeunesse après 1968, à l'image de la publication du livre d'entretiens avec René Maurice, qui dirige l'UNEF-Renouveau, contrôlée par les communistes après la scission de 1971<sup>1745</sup>. Plus généralement, on voit que le PCF s'intéresse à tous les segments de sa clientèle électorale.

Dans la conjoncture du Programme commun, une partie des publications entendent démontrer que le PCF est un parti de gouvernement. Comme l'écrit Antoine Spire\* dans une lettre du 8 mai 1974 envoyée aux militants après le premier tour de la présidentielle qui a vu Mitterrand arriver en tête, « Giscard d'Estaing présente sous un jour apocalyptique la participation éventuelle des communistes au gouvernement. C'est faire injure à l'un des grands moments de l'histoire de notre pays que de prétendre jeter l'exclusive contre les communistes. À l'appel du Général de Gaulle à la Libération, les ministres communistes participèrent au

---

<sup>1742</sup> Emmanuel Bellanger, *Ivry, banlieue rouge : capitale du communisme français*, Grane, Créaphis, 2017.

<sup>1743</sup> Ivry est aussi, pour les Gosnat, une histoire familiale, puisque Georges Gosnat, le fils de Venise, a également été député de la circonscription d'Ivry-Vitry (1967-1982). Voir leurs notices Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article73163>, notice GOSNAT Venise, Ernest, Hidol par Claude Penetier, version mise en ligne le 7 août 2009 ; et <https://maitron.fr/spip.php?article24041>, notice GOSNAT Georges, Raoul par Jean Maitron, Claude Penetier, version mise en ligne le 30 décembre 2008

<sup>1744</sup> Entretien avec François Salvaing\*, 23 septembre 2019.

<sup>1745</sup> Sur l'UNEF, voir Alain Monchablon, *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983 ; et Robi Morder, « La scission de l'UNEF », *Revue de l'université* n° 10, 1997. Sur l'autre entité de l'UNEF, voir Cécile Chambraud, « L'UNEF-ID dans le mouvement », *Politix*, vol. 1, n°1, Hiver 1988, pp. 44-54.

gouvernement du pays. Voilà l'expérience dont François Billoux\* s'est fait le témoin irréfutable et particulièrement éloquent dans *Quand nous étions ministres* »<sup>1746</sup>. Cette capacité est également mise en scène dans l'ouvrage de 1977 qui présentent les nouveaux maires communistes, après le succès de l'Union de la gauche aux municipales.

Deux dispositifs à l'œuvre dans ces textes donnent de la valeur à la parole communiste. Le premier consiste à valoriser des paroles anonymes à portée universelle car prononcées par des représentants de la classe ouvrière (comme dans *Communistes à l'entreprise : des travailleurs témoignent*), ou, bien que plus rarement, par des femmes (comme dans *Aujourd'hui les femmes : douze auteurs témoignent*). Si la parole est donnée à des anonymes, c'est le simple fait qu'ils parlent qui importe, car le PCF se veut, dans ces années, le seul parti réellement attentif à la classe ouvrière. A travers ces textes, le rôle classique de représentation et de porte-parolat du PCF est réaffirmé, et la délégation politique justifiée<sup>1747</sup>.

Le second dispositif, plus classique dans l'histoire éditoriale du PCF, consiste dans l'utilisation du genre autobiographique. Prenant modèle sur *Fils du peuple*, autobiographie édifiante de Maurice Thorez publiée pour la première fois en octobre 1937 et qui incarne par excellence la stratégie d'auto-consécration de la propagande communiste (et ses évolutions<sup>1748</sup>), un grand nombre de ces ouvrages mettent en avant des trajectoires supposées exemplaires de la vision que veut promouvoir le PCF. Teintés d'ouvriérisme, promouvant un rapport enchanté au parti, évoquant la résistance et parfois même certains moments controversés de l'histoire du PCF comme son rôle dans la guerre d'Algérie<sup>1749</sup> -, ces ouvrages continuent à promouvoir une image positive du PCF alors que son accès aux responsabilités gouvernementales devient probable. Cette partie du catalogue illustre les propos de Frédérique Matonti sur le rôle de l'histoire et des autobiographies au sein du monde communiste :

« L'histoire doit être édifiante, pédagogique, propre à raffermir les croyances collectives, et récits événementiels et biographies y sont plus propres que les structures. Les autobiographies militantes, fort nombreuses, et la plus connue d'entre elles, *Fils du*

---

<sup>1746</sup> Archives personnelles d'Antoine Spire\*.

<sup>1747</sup> Voir Pierre Bourdieu, La représentation politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 36-37, février/mars 1981, pp. 3-24.

<sup>1748</sup> *Fils du peuple* est en effet réédité une première fois en 1949, « durant la guerre froide, après avoir été expurgé et actualisé », comme l'écrit Bernard Pudal. Le texte, réédité en 1954, est à nouveau retravaillé en 1960, quatre ans avant la mort de Thorez. En 1970, une nouvelle réédition, posthume et quasi-identique – seul change la couverture jaune où l'on voit le visage de Maurice Thorez et une sorte d'avertissement. On y lit que « la vie et l'œuvre de Maurice Thorez sont inséparables de l'histoire du parti communiste français et des luttes d'un demi-siècle de la classe ouvrière », et que *Fils du peuple* « reste un excellent ouvrage d'initiation sérieuse et vivante aux problèmes politiques et sociaux de notre temps ». Voir Bernard Pudal, « Le peuple dans... », *art. cit.*

<sup>1749</sup> Voir par exemple André Moine\*, *Ma guerre d'Algérie*, Paris, Éditions Sociales, 1979.

peuple, constituent la matière contemporaine de la “leçon”, parfois au sens propre puisque lecture et étude en sont faites dans les écoles du Parti »<sup>1750</sup>.

On pourrait ajouter avec Bernard Pudal que l’autobiographie est

« un genre littéraire particulièrement propice aux mécanismes d’identification, qu’elle peut tendre à faire fonctionner tout à fait délibérément, ce qui sera le cas avec *Fils du peuple*, illustration exemplaire de la trajectoire biographique idéale du cadre ouvrier communiste, destinée à être lue et étudiée comme un manuel d’apprentissage du rôle de cadre communiste »<sup>1751</sup>.

Ces autobiographies retracent donc une expérience, certes individuelle et héroïque, mais qui doit guider tous les communistes, à l’image de celle de Fernand Grenier, sous-titrée « De l’horizon d’un homme à l’horizon de tous ». Ces textes biographiques réaffirment eux aussi l’ancrage du PCF dans le monde ouvrier, sa fonction de représentation politique de celui-ci mais également le fonctionnement méritocratique du parti, à l’image de l’ouvrage de Jacques Estager\* intitulé *De l’usine à l’Assemblée nationale*. Ils sont peut-être également alors que nombre de dirigeants achèvent une longue carrière militante, l’occasion de mettre en scène la fidélité, à une époque où les discours critiques sur le PCF et son déclin commencent à apparaître.

Toutes ces dimensions se mêlent dans les deux tomes de la biographie de Georges Cogniot\* [voir l’encadré n° 23], intellectuel communiste devenu élu et permanent et qui réunit un ensemble de critères propres à en faire une autobiographie édifiante : l’origine sociale modeste (il est d’une famille d’instituteurs), l’ascension sociale par l’École (il est normalien et agrégé), l’abandon de la carrière enseignante pour l’endossement de responsabilités politiques, la résistance (il dirige la presse communiste clandestine pendant la guerre), les nombreux mandats (député, sénateur), la proximité avec Thorez et, bien sûr, l’activité d’intellectuel communiste, à l’image de son rôle à *La Pensée*, de sa création en 1939 jusqu’en 1976, et de ses nombreuses publications aux Éditions sociales<sup>1752</sup>. Agé de 75 ans quand *Parti pris* (titre lui-même révélateur de cet engagement de toute une vie) paraît, il s’agit pour lui d’être encore une fois utile au parti. Dans l’avertissement du premier tome, il écrit : « *Si je m’accorde le loisir de consigner ces Souvenirs, ce n’est pas que je me sente affaibli par la lutte, fatigué après une vie de militant et que je cherche un répit, ou une diversion aux travaux et aux peines. Tout au contraire. Écrire est encore agir* »<sup>1753</sup>. S’il évoque un « devoir envers [s]es amis », son

---

<sup>1750</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., p. 263.

<sup>1751</sup> Bernard Pudal, « Le peuple dans *Fils du Peuple* de Maurice Thorez », *Sociétés et représentations*, n°8, décembre 1999 - p. 270.

<sup>1752</sup> Il publie quatre livres entre 1968 et 1970, auxquelles s’ajoutent donc les deux tomes de ses mémoires.

<sup>1753</sup> Georges Cogniot\*, *Parti pris : cinquante-cinq ans au service de l’humanisme réel. Tome 1, d’une guerre mondiale à l’autre*, 1976, p. 8.

autobiographie est donc avant tout un livre d'éducation militante qui revient sur son adhésion – « la rédaction de ces *Souvenirs*, c'est encore pour moi une manière de ne pas consentir au conformisme bourgeois auquel j'ai dit non quand j'avais vingt ans, et de continuer mon règlement de comptes avec l'injustice et le désordre établis »<sup>1754</sup> - et sur les grandes scissions du communisme français au XX<sup>e</sup> siècle, puisque « le passé contribue à modeler le présent ». Il raconte « son » rapport Khrouchtchev, et la « haine » qu'il a éprouvé contre ce « document scandaleux ruinant l'autorité de l'URSS », propos dont la virulence peut étonner. Il revient aussi sur les débats intellectuels au sein du parti, à l'image des « discussions orageuses » et des « controverses acharnées » avec Althusser\* autour du maoïsme supposé de ce dernier, ce que le philosophe a pour sa part qualifié de « procès théorique »<sup>1755</sup>. Bref, pour Cogniot\*, « ce livre est moins le produit d'un individu qu'un document de notre siècle de grands ébranlements. Je livre accès à une mine à ciel ouvert »<sup>1756</sup>. Comme dans toutes les autobiographies du PCF, on constate à nouveau que le « je » s'efface.

Cette autobiographie est commentée dans la presse, comme par Philippe Robrieux, ex de l'UEC et alors très critique du PCF<sup>1757</sup>. Il écrit dans *Le Monde* du 7 mars 1979 (après la parution du second tome), revient sur ces « centaines de pages denses » de « militant orthodoxe », mais aussi sur l'« intime déchirure » qui anime tous les intellectuels communistes, Cogniot\* étant présenté comme « le rationaliste, le matérialiste convaincu, tenant d'un marxisme ouvert ». Bref, Robrieux parle d'une « version contemporaine et militante du docteur Jekyll et Mr Hyde ». Cogniot\* est même invité à présenter *Parti pris* dans une émission d'Apostrophes le 7 octobre 1977 intitulée « Deux itinéraires communistes après la révolution d'Octobre » (l'autre invité, aux antipodes de la carrière de Cogniot\* est Charles Tillon, l'ancien mutin de la Mer noire, résistant puis ministre, exclu en 1970 pour ses activités oppositionnelles après avoir été écarté des responsabilités depuis 1952).

Plus généralement, l'importance de la littérature de témoignage au sein du catalogue – sorte de miroir des « textes collectifs » vus plus haut — montre que les ES promeuvent un « je », soluble dans un « nous » — celui la famille communiste – qui s'oppose à l'activité critique des intellectuels communistes chez Maspero [**voir supra**], comme à la place qu'y occupe les collectifs militants.

---

<sup>1754</sup> *Ibid*, p. 9.

<sup>1755</sup> Cité par Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 79.

<sup>1756</sup> *Ibid*.

<sup>1757</sup> Il publie le premier tome de son *Histoire intérieure du Parti Communiste* chez Fayard en 1980.

### **Encadré n° 23 : Georges Cogniot\*, de l'intellectuel communiste au dirigeant exemplaire**

Georges Cogniot\* est né le 15 décembre 1901 en Haute-Saône, dans une famille d'instituteurs aux opinions de gauche<sup>1758</sup>. Son père, conseiller municipal d'opinion radical-socialiste, adhère au Parti communiste tardivement, en 1949. Son grand-père maternel, ancien instituteur rural – comme la mère de Georges Cogniot\*, qui fut institutrice durant la première guerre mondiale –, est lui aussi adjoint radical au maire de Vesoul et conseiller général.

Élevé dans ce milieu de gauche, Georges Cogniot\* obtint, comme de nombreux enfants de famille nombreuse et par conséquent modeste, une bourse d'étude qui lui permet d'être élève externe au lycée de Vesoul. D'abord très croyant, il s'éloigne de la religion vers quinze ans et poursuit de brillantes études : bachelier en 1918, interne et boursier au lycée Ampère de Lyon<sup>1759</sup>, normalien de la rue d'Ulm où il est reçu en 1921, et agrégé de lettres en 1924.

C'est dans ses années d'études qu'il commence à militer, d'abord aux Étudiants socialistes révolutionnaires puis, à son arrivée à Paris en 1921, à la Fédération de la Seine du PC. En octobre 1922, avec d'autres normaliens et des étudiants de médecine, il contribue à fonder *Clarté universitaire* (n° 1, 20 novembre 1922), « organe d'union entre élèves et maîtres des trois degrés d'enseignement et également entre les jeunes intellectuels et les jeunes travailleurs manuels »<sup>1760</sup>. Il commence à cette période à travailler avec les éditions communistes et avec Boris Souvarine en particulier, notamment en traduisant et en préfaçant des textes comme ceux de Karl Liebknecht, assassiné avec Rosa Luxemburg le 15 janvier 1919 [Sur cet épisode, voir *supra*]. Il se marie et part au son service militaire au cours duquel il signe en octobre 1925 la « lettre des 250 », adressée à la direction de l'Internationale Communiste et initiée par des oppositionnels pour critiquer la façon dont la direction du PCF mène la bolchevisation et, plus globalement, le fonctionnement du parti<sup>1761</sup>. S'il retire rapidement sa signature et écrit rétrospectivement que « cet épisode honteux de [sa] vie de parti a été une leçon » — à tel point qu'il n'eut plus jamais de relations avec des courants oppositionnels internes au parti — il est un temps barré pour les tâches politiques importantes.

C'est le stigmate de cette déviation politique qui le conduit vers le syndicalisme enseignant – autorisé seulement en 1924 - après avoir été nommé professeur à Évreux. Plus généralement, ce sont cet écart originel et l'assimilation du fonctionnement du PCF et de sa hiérarchie qui est à la base de son investissement croissant au sein du parti. Cet engagement passe d'abord par de premiers voyages en URSS (à partir de 1928) et un activisme dans le syndicalisme enseignant, où il joue un rôle prépondérant au sein de la direction de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement. Puis, peu à peu, Cogniot\* s'éloigne de la pratique de l'enseignement et devient une figure centrale du parti, où il s'occupe d'abord des questions scolaires – il participe par exemple à la rédaction du plan Langevin-Wallon – avant d'obtenir de très nombreux mandats, aussi bien comme député du XI<sup>e</sup> (1936-1958) puis comme sénateur (d'avril 1959 à 1977) ainsi que dans le Parti où il accède au Comité central (1936 - 1964). Il exerce également des responsabilités en tant qu'intellectuel : rédacteur en chef de *L'Humanité* (de 1937 à 1948), membre fondateur de *La Pensée*, en 1939. Cogniot\* est surtout l'un des plus fidèles de Maurice Thorez, puisqu'il devient son secrétaire politique de 1954 à sa mort en 1964. Auteur de nombreux textes publiés aux Éditions Sociales, il fait paraître son autobiographie en deux volumes (*Parti pris*, 1976) peu avant sa mort, survenue en mars 1978.

<sup>1758</sup> Outre son autobiographie, nous nous appuyons ici essentiellement sur la notice « Maitron » de Georges Cogniot\*, rédigée par Jean Maitron\* : <https://maitron.fr/spip.php?article20270>, notice COGNIOT Georges, Auguste, Alexandre. Pseudonyme : KAEMPFER par Jean Maitron, version mise en ligne le 25 octobre 2008.

<sup>1759</sup> La notice du Maitron signale un doute sur ce point, puisqu'une autobiographie de parti indique que Georges Cogniot était scolarisé au lycée du Parc, toujours à Lyon.

<sup>1760</sup> *Ibid.*

<sup>1761</sup> Sur cet épisode, voir Serge Wolikow, « L'organisation du PCF à ses débuts », *Nouvelles Fondations*, 2006/1 (n° 1), pp. 159-165. La « lettre des 250 » est reproduite dans ce numéro.

### **Maspero, « caisse de résonance » des luttes**

On l'a vu tout au long de ce chapitre, le catalogue des éditions Maspero est le plus varié des trois. On y trouve une grande diversité aussi bien géographique que disciplinaire, avec des collections dédiées à l'anthropologie, l'histoire (ouvrière ou antique), la philosophie et l'épistémologie, les sciences de l'éducation ou encore l'économie [voir chapitre 2, et *supra*].

Le point d'orgue de l'éclectisme « révolutionnaire » des éditions Maspero se trouve dans la diversité des collectifs militants qui y sont publiés. En effet, si, comme on l'a dit, près de 30% des ouvrages du catalogue sont collectifs – avec au moins deux auteurs –, l'éditeur affiche parmi eux de nombreux textes de groupes militants, anonymes ou non [voir l'encadré n° 24]. À côté de certaines collections spécifiquement consacrées aux « luttes sociales »<sup>1762</sup>, les Éditions sont dans ces années la « caisse de résonance » des mouvements sociaux les plus novateurs. À travers 81 livres, François Maspero\* donne la parole aux antennes syndicales, « unions », « groupes », « centres », « commissions », « revues », « mouvements », « comités » et « collectifs »<sup>1763</sup> militants<sup>1764</sup>.

#### **Encadré n° 24 : Les collectifs militants chez Maspero**

Quaderni Rossi, *Luttes ouvrières et capitalisme aujourd'hui*, 1968  
Collectif, *La grève à flins : documents*, 1968  
Mouvement du 22 mars, *Ce n'est qu'un début, continuons le combat*, 1968  
Collectif, *Des soviets à Saclay ?*, 1968  
Collectif, *Notre arme, c'est la grève : la grève chez Renault*, 1968  
Comité d'action santé, *Médecine. Ce texte n'est qu'un début*, 1968  
Cercle Eliard Laude, *La réunion 1969 : une colonie française*, 1969  
Comité pour la sauvegarde des droits de l'homme en Tunisie, *Liberté pour les condamnés de Tunisie*, 1969  
Collectif (Rédigé par des militants des comités d'action Sorbonne, Vincennes, Nanterre), *Après mai 68, les plans de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire*, 1969  
ENS Saint-Cloud, *Problèmes du mouvement étudiant*, 1969  
Comité d'action santé, *Hôpital = silence-répression*, 1969  
Union générale des travailleurs sénégalais, *Le livre des travailleurs africains en France*, 1970  
Collectif, *Batasuna, la répression au pays basque*, 1970  
Collectif, *Ouvriers face aux appareils : une expérience militante chez Hispana-Suiza*, 1970  
Collectif, *Les trente et une séances officielles de la commune de Paris*, 1970  
CFDT Hachette (section parisienne), *Hachette, une expérience*, 1970  
Collectif, *Crosse en l'air : le mouvement ouvrier et l'armée*, 1970  
Collectif, *L'ennemi est dans notre pays : l'antimilitarisme révolutionnaire*, 1970

<sup>1762</sup> Du nom d'une collection dirigée à partir de 1979 par l'anthropologue Gérard Althabe\*, et dont le but est d'étudier la nature nouvelle des luttes dans l'après-1968, notamment à l'usine, où de nouveaux modes de production apparaissent et, en réaction, de nouveaux types de mobilisation. 6 titres sont publiés dans cette collection entre 1979 et 1981 : Ginette Francequin-Gallais\* et Marie-France Mazalaigue\* (témoignages recueillis par), *On n'a pas honte de le dire : adolescence au C.E.T.*, Paris, Maspero, 1979 ; Eddy Cherki\* et Dominique Mehl\*, *Les nouveaux embarras de Paris : de la révolte des usagers des transports aux mouvements de défense de l'environnement*, Paris, Maspero, 1979 ; Nicolas Dubost\*, *Flins sans fin*, Paris, Maspero, 1979 [voir le chapitre 7] ; François Piettre\*, *La mascarade des stages Barre : les jeunes, les femmes et le Pacte national pour l'emploi*, Paris, Maspero, 1979 ; Daniell Bleitrach\* et Alain Chenu\*, *L'usine et la vie : luttes régionales, Marseille et Fos*, Paris, Maspero, 1979 ; Aisha (collectif), *Décharge publique : les emmurés de l'assistance*, Paris, Maspero, 1980 ; Jean-Paul de Gaudemar\* (dir.), *Usines et ouvriers : figures du nouvel ordre productif*, Paris, Maspero, 1980.

<sup>1763</sup> Pour reprendre les appellations qui reviennent le plus dans les titres d'ouvrages, cf ; l'encadré.

<sup>1764</sup> Sur les textes les plus directement partisans, voir *supra*.



Collectif de prisonniers politiques, *Les prisonniers politiques parlent : Le combat des détenus politiques: grève de la faim, procès des diffuseurs de La cause du peuple*, 1970

Perspectives tunisiennes, *La voie tunisienne vers le socialisme*, 1970

Secours rouge du Nord, *Les mineurs accusent*, 1970

Union des populations du Cameroun, *L'UPC parle*, 1971

Comité de grève Jeune Afrique, *Jeune Afrique démasquée*, 1971

Collectif, *Les panthères noires parlent*, 1971

Collectif, *Nous, les tupamaros : la pratique de la guérilla urbaine, suivi d'Apprendre d'eux, de R. Debray\** 1971

Collectif (suivi d'un commentaire de Gérard Althabe\*), *Les fleurs du Congo*, 1971

Collectif d'alphabétisation, *Parler, lire, écrire, lutter, vivre*, 1972

Mouvement des paysans travailleurs, *Répression des luttes : des paysans parlent*, 1972

Mouvement français pour le planning familial, *Apprenons à faire l'amour*, 1972

Front de solidarité Indochine, *Autour du voyage à Pékin*, 1972

Collectif, *Psychiatrie politique : l'affaire de Heidelberg*, 1972

Al Massira, *La révolte des étudiants égyptiens*, 1972

Front de solidarité Indochine, *Génocide électronique et firmes multinationales. Un exemple : Honeywell*, 1972

Front de solidarité Indochine, *La politique française en Indochine*, 1972

Front de solidarité Indochine, *Dossier de l'agression américaine en Indochine*, 1972

Collectif, *Panthères noires d'Israël*, 1973

Collectif d'alphabétisation, *Alphabétisation, pédagogie et luttes*, 1973

Collectif d'alphabétisation, *Initiation à l'approche logique et au calcul*, 1973

Front de solidarité Indochine, *Saïgon, les prisonniers*, 1973

Comité d'information Sahel, *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*, 1974

Collectif d'alphabétisation, *Le Petit livre juridique des travailleurs immigrés : conditions de séjour et de travail*, 1974

Front de solidarité Indochine, *La France complice de Saïgon. La stratégie néocoloniale*, 1974

Collectif d'alphabétisation, *L'alphabétisation des travailleurs immigrés*, 1975

Collectif d'alphabétisation, *Pour faire le cahier-livre*, 1975

Collectif, *La pédagogie Freinet par ceux qui la pratiquent*, 1975

Mouvement d'action judiciaire, *Les droits du soldat: statut, discipline et justice militaire*, 1975

GISTI, *Le petit livre juridique des travailleurs immigrés*, 1975

Revue Tankonalasanté, *Revue Tankonalasanté : recueil de textes*, 1975

Fédération démocratique des travailleurs des PTT, *Des idiots par milliers : du démantèlement des PTT à la grève de 1974*, 1975

MLAC de Rouen, *Vivre autrement dès maintenant*, 1975

Front de solidarité Indochine, *Le Cambodge*, 1975

Collectif d'alphabétisation, *Lire, comprendre et s'informer : un livre pour les travailleurs immigrés*, 1976

Revue Champ Social, *Autour du travail social*, 1976

Movimento reorganizativo do partido do proletariado, *Le Portugal de près : textes et documents*, 1976

François Malbosc (pseudonyme collectif), *Civils, si vous saviez*, 1977

Collectif intersyndical des universités Paris VI et VII, *Danger ! Amiante*, 1977

Comité Portugal pour l'information, *L'expérience portugaise : un bilan après le 25 novembre 1975*, 1977

Groupe Afrique centrale du CEDETIM, *Angola, la lutte continue*, 1977

Collectif Paulo Freire, Centre d'études du développement en Amérique Latine, *Multinationales et travailleurs au Brésil*, 1977

SGEN CFDT, *L'école en lutte : action, effectifs, emploi, conditions de travail*, 1977

Samizdat XX<sup>e</sup> siècle, *Une opposition socialiste en Union soviétique aujourd'hui*, 1977

Rote armee fraktion, *Textes de prisonniers*, 1977

Mouvement d'action judiciaire, *L'affaire croissant*, 1978

CEDETIM, *L'impérialisme français*, 1978

Collectif, *Les trafics d'armes de la France*, 1978

Radios libres populaires, *Les radios libres*, 1978

Revue Quel Corps, *Revue quel corps : recueil de textes*, 1978

Revue Actes (cahiers d'action juridique), *Délinquance et ordre*, 1978

Commission internationale d'enquête (Aarhus), *La mort d'Ulrike Meinhof*, 1979

Collectif d'alphabétisation, *Alphabétisation : pédagogie, pratiques, réflexion*, 1979  
 CFDT, fédération de l'enseignement privé, *Libres dans l'école libre ?*, 1979  
 Syndicat de la magistrature, *Des juges croquent la justice*, 1979  
 Institut coopération de l'école moderne, *Perspective d'éducation populaire*, 1979  
 Behrang, *Iran, le maillon faible*, 1979  
 Chantier équipes pédagogiques de l'ICEM, *Les équipes pédagogiques : caprice, épouvantail ou panacée?* 1980  
 Syndicat de la magistrature, *Justice sous influence*, 1980  
 Comité des personnes injustement poursuivies, *Procès à Prague*, 1980  
 Dersa, *L'Algérie en débat : luttes et développement*, 1981  
 Revue Tricontinental nouvelle série, *La France contre l'Afrique*, 1981  
 Syndicat de la magistrature (avec la collaboration de Marie-Claire-Ferrié), *Enfants de justice*, 1981  
 Revue Tricontinental nouvelle série, *Amérique latine : luttes et mutations*, 1981  
 Association internationale de défense des artistes victimes de répression dans le monde, *Argentine : une culture interdite. Pièces à conviction 1976-1981*, 1981

Certains thèmes reviennent fréquemment, à commencer par la santé (Comité d'action santé, revue *Tankonalasanté*) ou l'éducation, à travers plusieurs groupes de pédagogie ou de travailleurs sociaux, la revue *Champ social*, consacrée à l'éducation spécialisée, ou encore le Collectif d'alphabétisation, qui publie de huit textes entre 1968 et 1981. Les immigrés et le soutien à leur apporter sont présents à travers le GISTI, le groupe d'information et de soutien des immigrés, créé en 1972 après la rencontre entre des juristes, des militants de terrain et des travailleurs sociaux<sup>1765</sup>. L'enfermement (prisons, asiles) est bien sûr en bonne place – par l'intermédiaire du GIP, le groupe information prison, et du GIA, le groupe d'informations Asiles. Les groupes anti-impérialistes, très présents dans l'après-1968, précurseurs de l'altermondialisme, dans lequel on retrouvera, d'ailleurs, certains acteurs de l'après-1968<sup>1766</sup> sont présents grâce par exemple au CEDETIM, créé en 1965 et proche du PSU pendant plusieurs années. Le CEDETIM publie d'abord des livres en son nom, puis dans une collection, dirigée par François Gèze<sup>1767</sup>. La présentation du livre sur l'Angola est l'occasion d'une défense du Centre : « il existe, certes, un grand nombre de comités d'action et de soutien engagés dans la lutte anti-impérialiste, soit avec les travailleurs immigrés en France, soit en liaison avec les mouvements révolutionnaires des pays dominés par l'impérialisme. Le CEDETIM n'a pas la prétention de s'y substituer, ni de s'ériger lui-même en organisme de coordination. Mais il peut rendre des services utiles par la création d'un centre de documentation, par la publication d'informations regroupées et de réflexions collectives sur les mouvements de libération et les

<sup>1765</sup> Sur sa création, voir notamment Anna Marek, « La création du Gisti », *Plein droit*, 2002/2 (n° 53-54), p. 9-11. Voir aussi le site du GISTI, encore actif : <https://www.gisti.org/spip.php?article170>

<sup>1766</sup> Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, et principalement le chapitre 1 d'Éric Agrikolianski, « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », *Ibid.*, pp. 43-73. Voir aussi Gilbert Wasserman, « De la décolonisation à l'altermondialisme. Entretien avec Gustave Massiah », *Mouvements*, 2005/5 (n° 42), pp. 133-140.

<sup>1767</sup> Et ce avant que François Gèze ne reprenne les Éditions Maspero [voir chapitre 6].

luttons anti-impérialistes en général ». De fait, ce groupe, qui revendique encore en 1977 d'être « lié au mouvement révolutionnaire mondial dans son ensemble », a fédéré de nombreuses luttons internationalistes et a contribué à les rendre visibles en publiant chez Maspero.

D'autres thèmes encore sont récurrents, que ce soit les revendications féministes (des MLAC ou du Planning)<sup>1768</sup> ou encore l'antimilitarisme, très présent dans cette période<sup>1769</sup>. S'il émane en réalité d'un collectif *Le mouvement des soldats : les comités de soldats et l'antimilitarisme révolutionnaire* (1976) est signé Robert Pelletier\* et Serge Ravet\*, ces deux noms ayant été choisis pour leur médiatisation après la manifestation de soldats du 19e régiment d'artillerie de Draguignan le 10 septembre 1974 et leurs procès<sup>1770</sup>.

Dans l'ensemble, tous ces livres d'interventions – souvent d'un nombre de pages limité et d'un prix modique – sont écrits par des militants de terrain anonymes qui, grâce à la place symbolique des Éditions Maspero, parviennent à rendre visible leurs combats. Ce rôle de « caisse de résonance » est une dimension essentielle de l'identité de Maspero dans l'après-1968. Cette fonction est rendue possible d'une part, par la facilité avec laquelle on peut alors publier chez Maspero, comme tous les entretiens menés au cours de ce travail l'ont presque toujours rappelé. D'autre part, cet éclectisme est aussi lié à sa propre trajectoire intellectuelle et politique totalement bouleversée par la guerre, [voir le chapitre 1]. Éditeur « éponge, juste capable d'absorber et de régurgiter », pour reprendre une formule de Maspero lui-même mis en avant par Jean-Michel Chahsische<sup>1771</sup> -, François Maspero\* place la diversité politique et intellectuelle au cœur de sa maison, du moment que l'engagement est « révolutionnaire » et antistalinien. Il se distingue ainsi d'Anthropos, très marqué par l'autogestion. C'est sur cette dimension de l'identité intellectuelle et politique d'Anthropos qu'il faut à nouveau revenir.

***Anthropos et l'autogestion : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».***

On l'a compris, Anthropos cultive sa singularité en s'opposant au communisme stalinien et, avec lui, au PCF, mais également au léninisme et à sa conception verticale du parti comme avant-garde révolutionnaire. En cela, Anthropos se revendique essentiellement de la II<sup>e</sup> internationale et surtout de la I<sup>e</sup>, reprenant très fréquemment sa maxime : « l'émancipation des

---

<sup>1768</sup> Sur les MLAC, voir Lucile Ruault, *Le spéculum, la canule et le miroir...*, thèse. cit.

<sup>1769</sup> Sur l'antimilitarisme dans l'après-1968, voir le travail de thèse (en cours) de Maxime Launay, en histoire, à Paris I Panthéon-Sorbonne.

<sup>1770</sup> Échanges mails avec Serge Ravet\*, novembre 2018 ; et entretien téléphonique avec Robert Pelletier\*, 1<sup>er</sup> mai 2020.

<sup>1771</sup> Jean-Michel Chahsische, « Les intermédiaires dans la fabrique des idées économiques. L'économie aux Éditions Maspero et La Découverte au tournant des années 1980 », *Raisons politiques*, 2017/3 (N° 67), p. 119-140.

travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »<sup>1772</sup>. Par exemple, dans la présentation du séminaire « Autogestion » consacré en 1975-1976 aux « lectures de Pannekoek », Yvon Bourdet\* écrit qu'il a

« cherché à situer l'intervention originale de Pannekoek comme une double réaction : d'une part contre l'institutionnalisme bureaucratique de la social-démocratie allemande ; d'autre part contre la pratique des Bolcheviks [...]. Par là, la pensée de Pannekoek est un retour à l'essentiel de la pensée de Marx et de la Première Internationale : l'émancipation du prolétariat doit être l'œuvre du prolétariat lui-même [...]. Nous nous sommes attachés plus particulièrement à faire comprendre le sens de la critique de Pannekoek contre la philosophie et la pratique de Lénine et des léninistes de toutes espèces [...]. Par-là il se révèle comme un des théoriciens les plus importants de ce qu'on appelle maintenant l'autogestion »<sup>1773</sup>.

L'identité d'Anthropos se donne donc logiquement à voir dans la centralité qu'occupe dans son catalogue les idées autogestionnaires. Certes, à première vue, seuls 7 titres [voir l'encadré n° 25] se rapportent clairement à « l'autogestion » au sein du catalogue d'Anthropos, une goutte d'eau au regard des 328 ouvrages contemporains (2%).

**Encadré n° 25 : Anthropos et les idées autogestionnaires**

Albert Meister, *Où va l'autogestion yougoslave ?*, 1970.

Yvon Bourdet, *La Délivrance de Prométhée : pour une théorie politique de l'autogestion*, 1970.

Michel Raptis, *Quel socialisme au Chili ? : étatismisme ou autogestion : dossier de la participation des travailleurs au processus révolutionnaire du pays*, 1973.

Rudi Supek (dir.), *Étatisme et autogestion : bilan critique du socialisme yougoslave*, 1973.

Jacques Caroux-Destray [propos recueillis par], *Un couple ouvrier traditionnel : la vieille garde autogestionnaire*, 1974.

Yvon Bourdet, *Pour l'autogestion*, 1974.

Ahmed Mahsas, *L'Autogestion en Algérie : données politiques de ses premières étapes et de son application*, 1975.

Pourtant, au-delà de ces sept livres, le thème autogestionnaire se retrouve beaucoup plus fréquemment au catalogue, que ce soit dans des textes théoriques ou dans ceux qui s'intéressent à la « participation » — comme les ouvrages d'Albert Meister\* *Participation, animation et développement: à partir d'une étude rurale en Argentine* (1969) et *Le système mexicain: les avatars d'une participation populaire au développement* (1971) – ou par la promotion de la décentralisation. Yves Durrieu\* écrit par exemple en 1973 qu'« une entreprise centralisée ne peut faire de l'autogestion une réalité » tandis qu'« une entreprise décentralisée au niveau régional permet un “exercice de l'autogestion”<sup>1774</sup>». Il en va de même pour l'École, tant « l'autogestion pédagogique » constitue un thème constitutif d'Anthropos, à l'image du livre

<sup>1772</sup> Voir, par exemple, la présentation du séminaire « Autogestion » d'Yvon Bourdet, et ses échanges avec Cajo Brendel, *supra*.

<sup>1773</sup> BDT 24.3, Pochette B « 1975-1976 », Archives Yvon Bourdet, IMEC, Caen.

<sup>1774</sup> Yves Durrieu, *L'impossible régionalisation capitaliste : témoignages de Fos et du Languedoc*, Paris, Anthropos, 1973, p. 263.

de Jacques Guigou\* *Critique des systèmes de formation*, publié en 1972 après sa participation en amont au numéro 14 de la revue *Autogestion* dirigé par René Lourau\* et consacré à « l'autogestion et la formation » et à « l'analyse institutionnelle ». René Lourau\* lui-même – auteur de deux livres chez Anthropos, dont *L'instituant contre l'institué*, en 1969, a développé avec Georges Lapassade, entre les universités de Nanterre et Vincennes, cette conception qui redéfinit la relation pédagogique. Comme l'écrit Valentin Schaepelynck, il a même « tenté de mettre en place l'autogestion dans ses classes »<sup>1775</sup>.

De plus, on l'a vu, la relecture de l'histoire des idées va dans ce même sens autogestionnaire, par la construction d'une tradition « révolutionnaire » anti-autoritaire, c'est-à-dire antistalinienne, mais aussi anti-léniniste, tradition qui valorise le « spontanéisme » de Rosa Luxemburg, les écrits de Max Adler mais aussi des expériences historiques, comme celle de la Commune, de la grève, des conseils ouvriers de la Révolution russe ou des mouvements ouvriers non organisés. C'est pourquoi il faut considérer l'autogestion non comme une théorie précise, mais comme un mot d'ordre qui, par son flou, irrigue l'ensemble du catalogue. Dans le premier numéro d'*Autogestions*, paru en 1966, Henri Lefebvre\* écrit d'ailleurs que l'« autogestion » est « la voie et l'issue, la force qui peut soulever les poids colossaux qui pèsent sur la société et l'accablent. Elle montre le chemin pratique pour changer la vie, ce qui reste le mot d'ordre et le but et le sens d'une révolution »<sup>1776</sup>. Yvon Bourdet\* considère dans son ouvrage de 1970, à travers ce qu'il appelle « l'autogestion généralisée » ou « autarchie »<sup>1777</sup>, que l'autogestion ne se limite pas à certaines dimensions de la vie, comme, par exemple, l'économie, mais qu'elle est par essence politique et touche toutes les sphères de la vie quotidienne, professionnelle ou non : « Dans leurs principes théoriques, écrit-il, “démocratie” et “autogestion” sont identiques. Il faut expliquer comment, historiquement, on a dû en venir à les distinguer, voire à les opposer »<sup>1778</sup>. Sa définition repose sur deux points. Le premier est celui « de la révocabilité à chaque instant des députés, délégués ou dirigeants quelconques. Cette règle, simple autant que radicale, a pour but d'empêcher la coupure du corps social en deux catégories d'hommes : ceux qui commandent et ceux qui obéissent »<sup>1779</sup>. À ce principe, qui se retrouve dans plusieurs de ses travaux comme ceux sur Max Adler<sup>1780</sup>, s'en ajoute un

---

<sup>1775</sup> Valentin Schaepelynck, *L'institution renversée : folie, analyse institutionnelle et champ social*, Paris, Eterotopia, 2018, p. 10. Ce travail est tiré d'une thèse dirigée par Rémi Hess\*, lui-même acteur de cette histoire.

<sup>1776</sup> Henri Lefebvre, « Problèmes théoriques de l'autogestion », *Autogestion*, n°1, p. 69.

<sup>1777</sup> Yvon Bourdet\*, *La délivrance de Prométhée*, Paris, Anthropos, 1970, p. 156.

<sup>1778</sup> *Ibid*, p. 2.

<sup>1779</sup> *Ibid*, p. 188.

<sup>1780</sup> Dans sa préface à *Démocratie et conseils*, de Max Adler, Yvon Bourdet\* développe : « Le remède à de tels vices radicaux semble bien se trouver dans le système des conseils qui veut être la mise hors circuit de toutes les minorités oppressives et même simplement directives par la mise en œuvre immédiate et permanente de

second qui veut qu'« il n'y a pas de démocratie ni, à plus forte raison, d'autogestion si les hommes ne sont pas à même de se déterminer en connaissance de cause »<sup>1781</sup>. Cette conception de l'autogestion, qui se réclame de Marx tout en se voulant anti-étatique et anarchiste<sup>1782</sup>, permet de rapprocher des publications *a priori* hétérogènes, et notamment toutes celles de Bourdet\*, comme celui-ci l'a avancé lors de sa soutenance de thèse sur travaux :

« Malgré une diversité apparente, les textes retenus sont tous des contributions à la thèse de l'auto-émancipation de la classe ouvrière [...] la thèse de l'auto-émancipation ne transforme pas la référence en une révérence, ni le commentaire des écrits de Marx en une herméneutique qui injecte dans les textes anciens les sciences du jour. Elle est davantage une théorie du développement de l'action ouvrière liée aux transformations scientifiques et technologiques. Greffée sur la racine commune du marxisme et de l'anarchisme, elle est devenue une pratique historique dans les communes, les coopératives de production et surtout dans et par les conseils ouvriers. La formulation actuelle de ce mouvement théorique et pratique est celle de l'autogestion. De la sorte, si le mot autogestion n'apparaît pas explicitement à l'origine de la recherche, ce concept en a toujours été le fondement »<sup>1783</sup>.

De la même manière l'autogestion peut être considérée comme le « fondement » sur lequel le catalogue d'Anthropos repose. C'est pourquoi elle ne se limite pas aux livres. Elle est présente, on l'a vu, dans la revue *Autogestions*, carrefour central dans la production et la circulation des idées autogestionnaires d'Anthropos à partir de 1966, mais aussi dans le séminaire sur l'autogestion qu'anime à partir de 1970 Yvon Bourdet\* à l'EHESS. Dans une lettre à Monique Laks<sup>1784</sup> datée du 25 novembre 1970, Bourdet\* écrit qu'il s'intéresse à la thèse d'Hamid Temma sur *L'autogestion et la problématique du socialisme algérien* - qui apparaît dans la bibliographie de l'ouvrage de Monique Laks -, car « les *Éditions Anthropos [le] chargent de rassembler des textes pour une nouvelle collection : « Sociologie et autogestion »*<sup>1785</sup>. Si cette

---

l'autodétermination des hommes. Ce système est, en effet, l'autogestion de la société des producteurs par les producteurs eux-mêmes et, de ce fait, la suppression de la distinction entre dirigeants et exécutants ». Voir sa préface à Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, Maspero, 1967, p. 40.

<sup>1781</sup> *Ibid*, p. 188.

<sup>1782</sup> Henri Lefebvre\*, par exemple, critique l'étatisme du marxisme officiel quand il affirme qu'« en devenant doctrine officielle – doctrine d'action politique organisée et disposant d'une autorité – le marxisme est aussi devenu une doctrine de l'État » (Henri Lefebvre, *Problèmes actuels du marxisme*, Paris, PUF, 1957, p. 38). Yvon Bourdet développe cette vision à plusieurs endroits, et notamment dans Yvon Bourdet\*, « Karl Marx et l'autogestion », *Autogestion et socialisme*, n°15, mars 1971. L'un et l'autre sont en cela proches de la position de Maximilien Rubel, systématisée dans « Marx, théoricien de l'anarchisme », texte de 1973 repris dans Maximilien Rubel, *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974.

<sup>1783</sup> Yvon Bourdet, « Petite autobiographie intellectuelle », dans la pochette « Doctorat d'État es lettres et sciences humaines. Soutenance sur travaux », BDT 20.4, Archives Yvon Bourdet\*, IMEC, Caen.

<sup>1784</sup> Monique Laks est alors l'auteur d'une thèse, sous la direction de Pierre George, intitulée *Mode de gestion ouvrière et transition en société post-coloniale*. Soutenue en 1968, elle est publiée deux ans plus tard : Monique Laks, *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, Paris, EDI, 1970.

<sup>1785</sup> Lettre d'Yvon Bourdet à Monique Laks, datée du 25 novembre 1970, BDT 24.1, « Sociologie de l'autogestion », séminaire EHESS 1970-1971, pochette B, Archives Yvon Bourdet, IMEC, Caen.

collection ne voit pas le jour, elle illustre, là encore, la centralité du thème autogestionnaire chez Anthropos.

Celle-ci est également visible dans les liens qu'entretiennent les membres d'Anthropos avec la Yougoslavie, lieu d'expérimentation et de théorisation de l'autogestion. En effet, si, comme on l'a vu, la Yougoslavie est abordée dans quatre ouvrages et dans deux traductions [voir *supra*], on trouve également au catalogue d'Anthropos une publication de Rudi Supek, yougoslave francophone leader du groupe yougoslave « Praxis », et qui écrit à plusieurs reprises dans la revue *Autogestion*. Il est aussi invité par Yvon Bourdet\* dans son séminaire, qui comme de nombreux autres<sup>1786</sup>, est un lieu d'internationalisation<sup>1787</sup>. Dans ces réseaux internationaux autour de l'autogestion, les membres d'Anthropos occupent une position stratégique. Ce sont eux qui organisent à Paris, du 6 au 10 septembre 1977, la seconde conférence internationale sur l'autogestion, après la demande de Rudi Supek de les aider au moment où le régime yougoslave se durcit et interdit le groupe *Praxis* en 1975<sup>1788</sup>. La tenue de cet événement, dont le compte-rendu détaillé est publié dans la revue *Autogestion*<sup>1789</sup>, est possible grâce au travail du « Groupe d'étude sur l'autogestion » (GEA) de la Maison des Sciences de l'homme, présidé un temps par Bourdet\*, et qui fonde, fin 1977, le Centre International de Coordination des recherches sur l'autogestion (CICRA), actif par exemple lors du congrès mondial de sociologie, à Uppsala, en août 1978<sup>1790</sup>. Jacqueline Pluet-Despatin\*, bibliothécaire à la MSH – et en couple avec Yvon Bourdet\* — est alors responsable d'une des missions du CICRA et du GEA, à savoir la constitution d'un fond bibliographique sur le thème de l'autogestion<sup>1791</sup>. Dans notre entretien, elle souligne le rôle de Clemens Heller<sup>1792</sup>, intellectuel marqué à droite mais qui affiche un grand intérêt pour les pays de l'Est :

« C'était une affaire totalement hellerienne ! C'était quand même assez incroyable de créer un centre sur l'autogestion sans aucune couverture officielle, mais qui a fonctionné à travers un fond d'ouvrages, l'activité autorisée de la revue *Autogestion*, qui avait

---

<sup>1786</sup> Pour plusieurs exemples, voir le numéro 71 (2018/3) de *Raisons politiques* sur les « Pratiques du séminaire ».

<sup>1787</sup> L'internationalisation des penseurs français de l'autogestion passe aussi par les pays dans lesquels ils sont traduits. Par exemple, *La délivrance de Prométhée*, d'Yvon Bourdet, est traduit en Espagnol, en Suédois et en Italien.

<sup>1788</sup> Frank Georgi, *L'autogestion en chantier...*, *op. cit.*, pp. 412 et *sq.*

<sup>1789</sup> Dans le numéro 42, juin-septembre 1978.

<sup>1790</sup> BDT 26.1.1, « Groupe d'étude sur l'autogestion. Maison des sciences de l'Homme », Archives Yvon Bourdet, IMEC, Caen. Les archives du CICRA sont pour leur part déposées à la FMSH.

<sup>1791</sup> Entretien avec Jacqueline Pluet-Despatin\*, 30 octobre 2017.

<sup>1792</sup> Clemens Heller, est né en 1917 à Vienne et il est mort à Lausanne en 2002. C'est l'un des acteurs centraux de la diplomatie culturelle américaine en France, et notamment à la Vie section de l'EPHE, devenue l'EHESS en 1975. Sur lui, voir Serge Benest, « Recomposition de l'ordre disciplinaire et analyse des faits économiques : le cas de la Vie Section et de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales », thèse soutenue à Cachan le 5 mars 2019, dirigée par Philippe Fontaine, pp. 149 et *sq.* ; et Hinnerk Bruhns, Joachim Nettelbeck et Maurice Aymard (dir.), *Clemens Heller, impresario des sciences humaines*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2017.

pendant un temps son adresse à la MSH. Il y a eu *Anthropos*, mais le foyer de réunion était la MSH, avec un tas de rencontres autour de l'autogestion »<sup>1793</sup>.

Cette centralité de ce groupe d'acteurs dans la production et la diffusion de l'autogestion en France se voit encore avec l'intervention de Serge Jonas le 12 juin 1968, à Censier, sur les Kibboutzim israéliens<sup>1794</sup>, ou avec celle de Victor Fay, à l'automne 1975, lors d'une rencontre organisée par le Centre culturel yougoslave de Paris<sup>1795</sup>. Elle se repère également aux nombreux voyages des « auteurs *Anthropos* » en Yougoslavie qu'ils ont souvent évoqués en entretien. Irène Jonas m'a aussi montré une photo de son père en train de discuter avec Tito, signe des liens très forts entre autogestionnaires français et dirigeants yougoslaves.

Les catalogues éditoriaux de Maspero, d'*Anthropos* et des Éditions sociales permettent de saisir la richesse de la vie intellectuelle « révolutionnaires » des années 1968-1981. L'analyse des livres publiés permet de dessiner trois traditions intellectuelles et politiques qui sont construites grâce à des prises de positions distinctes face à la politique partisane, aux auteurs du passé, à la théorie ou encore aux aires géographiques qui sont traitées (ou non).

Du côté des Éditions sociales, la dépendance vis-à-vis de contraintes politiques (notamment en provenance de Moscou) reste forte. Cette orthodoxie passe à la fois par le poids du « collectif », très lourd au sein du catalogue – et, paradoxalement, jusqu'à la littérature autobiographique – ainsi que par la publication de nombreux « classiques du marxisme ». Les auteurs allemands et russes sont très présents, et, dans le même temps, les traductions restent circonscrites à quelques pays « amis », tout comme, plus généralement, la « géographie intellectuelle » des ES exclut quasiment l'Afrique et l'Amérique Latine, au contraire des Éditions Maspero et d'*Anthropos*. La France, en revanche, est omniprésente, signe que le PCF

---

<sup>1793</sup> Entretien avec Jacqueline Pluet-Despatin\*, 30 octobre 2017.

<sup>1794</sup> Frank Georgi, *L'autogestion en chantier...*, *op. cit.*, pp. 318-319.

<sup>1795</sup> *Ibid*, pp. 436 et *sq.*



est alors tourné vers la conquête du pouvoir avec, pour préalable, l'analyse de la société française.

Pour *Anthropos*, l'analyse du catalogue dévoile une identité politique anti-léniniste et autogestionnaire, qui repose à la fois sur la construction d'une généalogie distincte de celle du PCF – avec, par exemple, la publication des socialistes utopiques – et la mise en avant des expériences révolutionnaires du monde entier dont, en premier lieu, l'expérience autogestionnaire en Yougoslavie. En même temps, *Anthropos* recherche constamment une légitimité intellectuelle, comme le montre la centralité qu'y occupent les textes théoriques et les travaux universitaires publiés. Cette recherche théorique se veut en même temps appliquée. Elle s'accompagne d'une critique du rôle surplombant de l'intellectuel et donc d'un rejet de la délégation (politique et intellectuelle).

Enfin, Maspero, s'il est sur plusieurs points proche d'*Anthropos*, développe une identité politique à la fois plurielle et plus proche des trotskistes et des maoïstes. En effet, alors qu'*Anthropos* ne publie (presque) aucun texte de Lénine ou de Trotsky, cette double tradition est valorisée chez Maspero qui publie des ouvrages d'intellectuels organiques d'organisations maoïstes ou de la LCR. De nombreux textes revendiquent une recherche théorique de pointe, autour et à la suite des travaux de Louis Althusser\* et de sa collection « Théorie ». Plus généralement, par rapport aux deux autres catalogues, le catalogue de Maspero apparaît comme éclectique. Tout en gardant une ligne antistalinienne, l'éditeur publie de tout, aussi bien concernant les textes du passé qu'au niveau des nombreuses langues traduites, des pays abordés, des disciplines explorées et des collectifs militants de l'après-1968.

Certes ces trois traditions sont parfois moins tranchées qu'on a pu le résumer ici – ce qui s'explique aussi par les contraintes économiques propres au champ éditorial<sup>1796</sup> qui pèsent sur les trois, même si ces contraintes sont, dans l'après-1968, en partie suspendues en raison des ventes exceptionnelles. Mais cette diversité et cette concurrence n'en sont pas moins bien réelles, et ce chapitre a voulu donner à voir les « mille marxismes » dont parle André Tosel\*, mais aussi leurs oppositions et leurs axes structurants. Il faut désormais analyser, à travers une approche prosopographique, les propriétés des intellectuels qui publient chez ces trois éditeurs.

---

<sup>1796</sup> Sur le fonctionnement du champ éditorial, voir notamment Pierre Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 126-127, mars 1999, pp. 3-28.





## ***Chapitre 4. Ce qui mène à la révolution. Étude des propriétés des intellectuels « révolutionnaires » dans l'après-1968***

*« Pourquoi une partie significative des intellectuels devient-elle radicalement opposée au capitalisme et finit-elle par adhérer au mouvement ouvrier et à la Weltanschauung [conception du monde] marxiste ? Il nous semble que les causes de ce phénomène sont très différentes de celles qui mènent le prolétariat vers le socialisme, à travers l'expérience directe de l'exploitation et par des motivations tout d'abord directement socio-économiques [...]. Les prolétaires n'ont pas besoin de "morale" pour se révolter contre l'oppression et l'exploitation. Les intellectuels cependant ne peuvent avoir que des motivations éthiques, puisque la révolution s'oppose à leurs intérêts personnels ; ils scient la branche sur laquelle ils sont assis en devenant révolutionnaires. Si Marx avait été un bon bourgeois comme les autres, il n'aurait pas souffert de faim à Londres... Evidemment, dans ce cas-là, il n'aurait pas écrit Le Capital ! »*

*Michael Löwy\*, Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires : l'évolution politique de Lukacs, 1909-1929, Paris, PUF, 1976, p. 20 et p. 523<sup>1797</sup>.*

*« Une partie du corps professoral, du fait de ces mécanismes de défense du corps, se prolétarise. Du point de vue d'une sociologie de la diffusion des idées, c'est extrêmement important. Ce sont ces gens qui, avec des étudiants en très grand nombre, vont fournir un marché nouveau à un nouveau type de philosophie, symbolisé dans les années soixante par la librairie Maspero et son rayon politique, Tiers-monde, féminisme, etc. Il y a donc une fraction de plus en plus importante du corps enseignant qui est en situation prolétaroïde, une fraction importante des étudiants qui se trouve placée entre deux chaises, entre l'adulte et l'ado, mais ni adulte ni ado. Vincennes dans les années soixante-dix a été le lieu de tout ça, avec des diplômés incertains, des professeurs incertains, l'univers donc de l'incertitude ».*

*Pierre Bourdieu, « Le fonctionnement du champ intellectuel », Regards Sociologiques n°17/18, 1999, p. 24.*

Les chapitres précédents ont montré que la production, la circulation et la réception d'idées « révolutionnaires » constituent une dimension structurante de la vie intellectuelle des années 1968-1981. L'analyse des catalogues de trois éditeurs militants, à savoir Maspero, Anthropos et les Éditions Sociales, a permis d'approfondir la diversité de ces idées politiques, et la façon dont se construisent trois traditions « marxistes » qui, sans être totalement distinctes, sont en partie concurrentes dans l'après-1968.

L'objectif est ici d'affiner notre connaissance des marxismes de cette période en nous focalisant sur les propriétés sociales des producteurs eux-mêmes. Qui sont-ils, qui sont-elles ? En partant de cette question simple, nous explorerons deux axes d'analyse complémentaires.

---

<sup>1797</sup> La seconde partie du propos est une retranscription d'un entretien avec Ernest Bloch.

Le premier souhaite comprendre les propriétés de la radicalité politique. Autrement dit, on s'interrogera d'abord sur les facteurs qui favorisent chez des acteurs des « années 1968 » la production d'idées révolutionnaires en repérant les propriétés communes aux « intellectuels révolutionnaires ». Si la configuration politique, économique et sociale de l'après-mai 1968 est un moment particulièrement propice à un tel engagement, il reste en effet à comprendre plus précisément la spécificité de ces intellectuels par rapport à d'autres types d'acteurs, aussi bien les « révolutionnaires » anonymes que d'autres types d'« intellectuels ». Dans le même temps – et ce sera notre second axe – nous interrogerons l'hétérogénéité générationnelle, professionnelle, scolaire et sociale des « intellectuels révolutionnaires » des années 1968-1981. Une attention particulière sera portée aux lignes de fractures qui traversent notre population, et mises en relation avec nos sous-populations éditoriales. Si Anthropos, Maspero et les Éditions sociales représentent trois traditions politiques, on peut en effet supposer qu'elles publient des individus aux propriétés distinctes.

Pour répondre à ces questions, on s'appuiera sur un travail d'enquête et de saisie visant à renseigner, à coder 813 « intellectuels révolutionnaires » pour en dresser une prosopographie. Parmi eux, 347 publient chez Maspero, 246 aux Éditions Sociales, 192 chez Anthropos et 28 (que l'on pourrait qualifier d'« auteurs » doubles), chez au moins deux de ces éditeurs simultanément<sup>1798</sup>. L'analyse sera structurée en deux moments. Le premier reviendra sur les choix méthodologiques de l'enquête et présente comment ont été construites les 8 variables et les 34 modalités afférentes tout en donnant leurs valeurs à travers des tableaux simples (A). Le second présentera, à travers une analyse des correspondances multiples (ACM), les axes qui structurent notre population. Cette méthode d'analyse géométrique de données permet une visualisation graphiquement claire de l'hétérogénéité de la population en éloignant les modalités – et les individus qui les portent – les plus répulsives les unes des autres. En affinité avec le concept bourdieusien de « champ »<sup>1799</sup>, l'ACM est donc une méthode relationnelle qui permet de cartographier dans notre cas un espace des « intellectuels révolutionnaires » de l'après-1968 et de dégager des idéaux-types qui illustrent les différents pôles.

---

<sup>1798</sup> Michel Dion\* est le seul à publier à la fois chez Anthropos et aux ES. Ils sont 18 à publier chez Anthropos et Maspero, et 9 à publier chez Maspero et aux ES.

<sup>1799</sup> Julien Duval, « L'analyse des correspondances et la construction des champs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2013/5 (N° 200), pp. 110-123.

## ***De la saisie au codage : construction de la base prosopographique***

Nous reviendrons d'abord sur la façon dont nous avons construit notre base de données, support à l'analyse de correspondances multiples. Nous traduirons nos questions de recherche en modalités opératoires (A) avant de présenter dans le détail les données de nos 8 variables et 34 modalités (B) puis de proposer quatre remarques sur les limites de l'opération de codage au regard de notre enquête (C).

### ***I/A. Une prosopographie au service de questions de recherche***

Qui sont ces femmes et ces hommes qui ont participé à la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968-1981 en publiant chez Maspero, Anthropos et aux Éditions sociales ? La constitution d'une population d' « intellectuels révolutionnaires » à partir d'une activité intellectuelle et politique précise – la publication d'un livre chez l'un de nos trois éditeurs militants – permet de s'interroger sur les « viviers » et les « filières » de recrutement les plus récurrentes<sup>1800</sup>. Pour cela, il nous a fallu construire les entrées pertinentes pour appréhender les propriétés de ce groupe constitué à partir d'une « prosopographie sauvage »<sup>1801</sup>. Toute base de données, en tant qu'elle enregistre le point de vue du chercheur sur le monde social, doit être construite en lien avec des interrogations de recherche précises. Si on s'émancipe ici d'une « définition trop étroite de la prosopographie », c'est au profit de trois interrogations élaborées en amont et en lien avec notre connaissance de l'objet et la construction de notre recherche<sup>1802</sup>.

La première touche aux relations historiquement conflictuelles entre les « intellectuels » et le mouvement ouvrier. En tant que membres de la bourgeoisie, les « intellectuels » sont généralement perçus comme porteurs d'intérêts de classe opposés à ceux revendiqués par les « marxistes ». La proposition classique de Bourdieu sur la place des intellectuels dans le monde social est de poser qu'en tant que détenteurs d'un haut niveau de capital culturel, ils sont une fraction dominée de la classe dominante. Si les intellectuels sont partie prenante de la classe dominante, c'est-à-dire s'ils participent aux « luttes incessantes dans lesquelles les différentes

---

<sup>1800</sup> Pour reprendre librement – comme on l'a déjà dit – l'expression de Mattei Dogan, « Les filières de la carrière politique en France... », *art. cit.* Voir aussi Mattei Dogan, « Les professions propices à la carrière politique. Osmose, filières et viviers », in Michel Offerlé, *La profession politique...*, *op. cit.*, pp. 171-199.

<sup>1801</sup> Pour reprendre cette fois l'expression de Simon Epstein, *Les dreyfusards sous...*, *op. cit.* p. 292.

<sup>1802</sup> On suit ici Claire Lemercier et Emmanuelle Picard quand elles défendent la nécessité de s'émanciper d'une « définition étroite de la prosopographie » au profit d'une approche « à la fois rigoureuse et à géométrie variable », ce qui signifie que « la recherche d'informations biographiques doit être liée à un questionnement précis sur un objet, plutôt que dépendante de fiches-types ». Voir Claire Lemercier, Emmanuelle Picard, « Quelle approche prosopographique ? », in Laurent Rollet et Philippe Nabonnaud (dir.), *Les uns et les autres. Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy, Éditions Universitaires de Lorraine, p. 607.

fractions de la classe dominante s'affrontent pour l'imposition de la définition des enjeux et des armes légitimes des luttes sociales »<sup>1803</sup>, alors ils sont organiquement proches de ce qui définit habituellement les élites, comme des origines sociales élevées et une centralité parisienne<sup>1804</sup>. C'est pourquoi un premier groupe de variables « socio-démographiques » vise à décrire les propriétés sociales de nos « intellectuels révolutionnaires » sous cet angle et permet de voir, à la suite des propos de Michael Löwy\* cités en exergue, s'ils « scient la branche » sur laquelle ils sont (socialement) assis. Il s'agit du lieu de naissance et de l'origine sociale, variables auxquelles on a ajouté le sexe. Le sexe est une modalité binaire (homme ou femme). Le lieu de naissance a été codé en quatre modalités, à savoir « Paris », « province », « colonie », et « étranger »). L'origine sociale a également été codée en quatre modalités : « classes populaires », « employés, petits fonctionnaires et assimilés », « bourgeoisie économique » et « bourgeoisie intellectuelle ».

Notre deuxième question de recherche touche aux enjeux générationnels. Il est fréquent de présenter les militants des « années 1968 » comme avant tout des « jeunes », souvent diplômés. On décrira donc notre population à travers le critère de l'âge, en recueillant l'année de naissance. Il s'agit là aussi d'une variable « sociodémographique », mais qui revêt une importance particulière en raison du poids de cette littérature sur les « années 1968 ». Nous l'avons d'abord codée comme variable quantitative, par année de naissance, avant d'en faire une variable qualitative avec cinq catégories : « 1883-1917 », « 1918-1927 », « 1928-1938 », « 1939-1945 » et « 1946-1959 ».

Notre troisième interrogation porte sur la place de nos « intellectuels révolutionnaires » au sein du champ intellectuel, et plus particulièrement du champ universitaire. Il s'agit ici de saisir les ressources proprement intellectuelles et scolaires des membres de notre population pour se demander, à la suite des propos de Bourdieu cités en exergue, si notre population se caractérise par une « prolétarisation » professionnelle. Si le contexte est très différent de la Libération et de la guerre froide, il s'agit finalement de poursuivre les interrogations d'Anna Boschetti et de Pierre Bourdieu. La première écrit que « dans un champ où la liberté est une

---

<sup>1803</sup> Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

<sup>1804</sup> Sur les élites, voir par exemple les travaux récents de François Denord, Paul Lagneau-Ymonet et Sylvain Thine, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2011/5 (n° 190), pp. 24-57 ; et, dans un essai plus politique, François Denord et Paul Lagneau-Ymonet, *Le concert des puissants*, Paris, Raisons d'agir, 2016. Pour des travaux classiques, voir Pierre Bourdieu, *La distinction...*, *op. cit.*, et *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989 ; Pierre Birnbaum, *Les sommets de l'État. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Paris, Seuil, 1977. Pour une enquête récente avec une importante bibliographie, voir « Sociographie des cabinets ministériels », *Revue française d'action publique*, 2018/4, n°168.

composante essentielle de l'excellence intellectuelle, les agents qui ont le plus à gagner en s'identifiant à un parti et en acceptant une orthodoxie sont ceux qui, peu dotés, n'ont objectivement que peu d'espoir de conquérir eux-mêmes une position prestigieuse dans l'espace culturel »<sup>1805</sup>. Elle s'inscrit dans la continuité des propos de Bourdieu qui a pu mettre en évidence ce qu'il appelle la « loi du jdanovisme » qui veut que « les plus démunis de capital spécifique, c'est-à-dire les moins éminents selon les critères proprement scientifiques, ont tendance à en appeler aux pouvoirs externes pour se renforcer, et éventuellement triompher, dans leurs luttes scientifiques »<sup>1806</sup>. Dans *Homo Academicus*, il ajoute que « l'état du marxisme historique - tel qu'il s'observe dans la réalité des usages sociaux qui en sont faits - ne se comprendrait pas si l'on ne voyait pas qu'il a souvent, avec toutes les références au "peuple" et au "populaire", cette fonction d'ultime recours permettant aux plus démunis scientifiquement de s'instaurer en juges politiques des juges scientifiques »<sup>1807</sup>.

En partant de ces questionnements, nous nous intéresserons à la fois au capital culturel de nos « intellectuels révolutionnaires » et à leur position professionnelle, étant entendu que les prises de positions politiques (ici, révolutionnaires) sont vraisemblablement liées à des positions sociales (ici, dominées). Pour cela, nous avons renseigné quatre variables : le passage par une grande école (3 modalités : « ENS », « GE\_autre », et l'absence d'une scolarité dans une grande école, quelle qu'elle soit, codée « non\_ENS ») ; l'obtention de l'agrégation (binaire) ; et l'obtention d'un doctorat (six modalités : « pas doctorat », « doctorat sociologie », « doctorat SH », « doctorat histoire », « doctorat économie », « doctorat autre »). Enfin, nous avons renseigné le statut professionnel au moment de la publication de l'ouvrage<sup>1808</sup>. Cette dernière variable a été codée en 8 modalités : « enseignant chercheur non titulaire », « enseignant secondaire », « profession\_intello\_autre », « professionnel de la politique », « universitaire catégorie A », « universitaire catégorie B », et « profession autre ».

Avant de présenter dans le détail ces variables, leurs modalités et les principaux résultats, il convient de revenir rapidement sur la façon dont nous avons récolté ces informations. Idéalement, il faut partir d'une source unique pour ne pas mêler des informations biographiques contenues dans des documents produits selon des logiques très différentes. Mais puisque notre point de départ est l'objet « livre », la construction de notre population ne permet pas d'accéder à une source unique pour tous. Nous avons donc procédé à un « bricolage » qui

---

<sup>1805</sup> Anna Boschetti, *Sartre et...*, *op.cit.*, p. 215.

<sup>1806</sup> Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité...*, *op.cit.*, p. 115.

<sup>1807</sup> Pierre Bourdieu, *Homo Academicus...*, *op. cit.*, p. 33.

<sup>1808</sup> Et du premier quand l'individu concerné publie plusieurs fois.



suit la logique suivante. Nous sommes toujours partis des sources à la fois les plus neutres et les plus garanties scientifiquement, à savoir « le Maitron », les biographies, et les travaux de chercheurs, centralement ceux de Frédérique Matonti et de Christelle Dormoy-Rajramanan<sup>1809</sup>. Si ces données se sont avérées manquantes ou insuffisantes, nous avons ensuite exploré les sources « déclaratives » en suivant, là encore, un ordre, à savoir mes archives, mes entretiens<sup>1810</sup> et mes échanges de mails, puis les entretiens publiés (ou non) menés par d'autres, les autobiographies, les 4<sup>e</sup> de couverture, les blogs et les CV en ligne. Ces sources sont moins fiables, car elles présentent toujours le risque de « l'illusion biographique » mais aussi de la déformation. Comme l'écrivent par exemple Bernard Pudal et Claude Pennerier à propos des autobiographies d'institutions du PCF, certaines « paraissent bien ouvriérisées » pour coller aux attentes du parti<sup>1811</sup>. Par extension, toutes les sources déclaratives – y compris le *Who's Who*, au cœur de stratégies de présentation de soi<sup>1812</sup> — sont plus ou moins fiables, que les erreurs soient volontaires ou non. Elles ont cependant été utilisées en l'absence d'autres sources fiables. Quand toutes ces recherches ont été vaines, j'ai eu recours à des moteurs de recherche présents sur internet avec différents mots clés, mais toujours en interrogeant la pertinence des informations recueillies.

Cette hétérogénéité est certes un problème, mais il est ici assumé comme lié à la façon dont nous avons construit et mené, au mieux, notre recherche. En gardant à l'esprit cette limite méthodologique, nous présentons maintenant, pour chacune des huit variables, les choix de codage et les effectifs par modalités.

---

<sup>1809</sup> J'ai également utilisé à la marge le *Dictionnaire des femmes*, le *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens (1926-1954)* de Benjamin Stora et le site « Lesbiographies.com », qui se revendique comme une source de « documentation biographique des quotidiens de la Société Générale de Presse ».

<sup>1810</sup> Ces informations biographiques ont généralement été demandées en milieu d'entretien, après une première grande vague de questions sur les événements de Mai-Juin 1968 et sur les années 1970. Ils font ainsi partie d'une seconde partie touchant à la socialisation politique et à la trajectoire intellectuelle et militante avant les événements de Mai-Juin 1968.

<sup>1811</sup> « La consultation du carnet scolaire d'André Marty permet de découvrir un élève de l'enseignement secondaire issu des milieux populaires qui, d'un niveau moyen en 1900, devient un très bon élève en 1905, avec une prédilection pour les matières scientifiques. À la lumière de son cursus scolaire réel, les autobiographies d'institution d'André Marty et surtout les biographies publiques de ce bachelier ès sciences paraissent bien ouvriérisées. Ainsi les biographies officielles passent sous silence son admissibilité à la "prestigieuse" École des matelots élèves mécaniciens de la Marine ». Voir Claude Pennerier et Bernard Pudal, *Autobiographies, autocritiques...*, *op. cit.*, p. 231.

<sup>1812</sup> Annie Collovald, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 73, juin 1988, pp. 29-40.

## ***I/B. Variables, modalités, effectifs : présentation des données***

Pour décrire notre population, nous nous intéresserons aux variables dans cet ordre : d'abord le sexe, l'âge, les origines géographiques et les origines sociales, à savoir les quatre variables sociaux-démographiques. Puis nous reviendrons sur les variables relatives au capital scolaire à travers les trois types de diplômes retenus (grandes écoles, agrégation, puis doctorat). Enfin, nous introduirons la dernière variable, celle du statut professionnel au moment de la publication du (premier) livre. Nous détaillerons ces chiffres à travers des tableaux dans lesquels nous distinguons, de plus, les données par sous-populations éditoriales, à savoir les « auteurs Anthropos », les « Auteurs Maspero », les « Auteurs ES » ou les « auteurs doubles », qui publient chez plus d'un éditeur.

### ***Les variables « sociaux-démographiques »***

#### ***Le sexe comme premier discriminant***

La première variable, binaire, est celle du sexe<sup>1813</sup>. Elle est codée pour 100% de la population.

**Tableau n°1 : le sexe de la population étudiée**

	Editions sociales	Maspero	Anthropos	Auteurs doubles	Total
Homme	223	284	163	27	697
Femme	23	63	29	1 <sup>1814</sup>	116
Total	246	347	192	29	813

On constate que la population est très caractérisée du point de vue du sexe, puisque 85,7% des individus sont des hommes. Ces chiffres varient en partie selon les éditeurs considérés : on ne trouve que 9,4% de femmes aux Éditions sociales, contre 15,1% chez Anthropos et 18,2% aux éditions Maspero. Cette faible place des femmes en général au sein de notre population tient, sans nul doute, à la façon dont nous l'avons construite<sup>1815</sup>. On a vu au chapitre 2 que les Éditions Tierce et les Éditions des femmes, créées en 1973 et 1974, ont eu un rôle moteur dans

<sup>1813</sup> Nous parlons de sexe comme variable binaire par convention.

<sup>1814</sup> Il s'agit de la sociologue Danielle Bleitrach\*, qui publie à la fois chez Maspero et aux ES.

<sup>1815</sup> Plus globalement, l'historiographie des intellectuels a longtemps laissé de côté les intellectuelles, malgré des efforts pionniers comme ceux de Nicole Racine et Michel Trebitsch (dir.), *Intellectuelles, du genre en histoire des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 2004. Cette tendance dépasse largement la France. Pour une étude fondatrice dans un autre contexte historique et géographique, voir Deirdre David, *Intellectual Women and Victorian Patriarchy*, London, Mac Millan, 1987.

l'après-1968 en ne publiant les premières années que des livres produits par des femmes<sup>1816</sup>. Pour s'intéresser plus précisément aux intellectuelles des années 1968-1981, il aurait donc été nécessaire de les intégrer à la population. Et en ne prenant pas en compte ces éditeurs, on est conduit à n'avoir que peu de femmes dans notre population. Ce biais est d'ailleurs vérifié par le fait que seulement 16 livres consacrés au féminisme sont publiés par ces trois éditeurs entre 1968 et 1981<sup>1817</sup>, soit une goutte d'eau au regard des centaines de livres que nos trois éditeurs publient sur la période **[voir le chapitre 3]**.

Mais cette observation ne permet pas de comprendre pourquoi Anthropos, Maspero et les Éditions sociales, en étant avant tout des éditeurs « marxistes » ne participent pas à « l'espace de la cause des femmes »<sup>1818</sup> **[voir le chapitre 2]**. Cette sous-représentation s'explique par d'autres raisons. Elle révèle déjà la place très réduite qu'occupent les femmes dans les professions intellectuelles durant la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle. C'est le cas pour les universitaires, surtout dans les disciplines les plus littéraires. Comme l'écrit Christophe Charle, si la scientifique Marie Curie a obtenu un poste universitaire dès 1906, il faut attendre 1934 pour qu'une femme accède à une faculté de lettres en province, 1947 pour celle de Paris, et 1973 pour le Collège de France<sup>1819</sup>. Au-delà de ces dates, c'est la structure entière de l'enseignement supérieur qui privilégie les hommes pour l'accès à l'université<sup>1820</sup>. Ainsi, le système d'agrégation féminine ne permet pas à ses lauréates de candidater à un poste dans le supérieur<sup>1821</sup>, et on trouve seulement 6,5% de femmes dans le supérieur en 1945<sup>1822</sup>, principalement aux postes les moins élevés dans la hiérarchie universitaire<sup>1823</sup>. Sans qu'elle remette à plat les différences selon les facultés et les grades occupés, la féminisation dans les décennies suivantes est réelle, puisque le taux de femmes passe à 29,3% en 1968<sup>1824</sup>. Le pourcentage de 14% de femmes dans notre population, s'il ne concerne, certes, pas que des

---

<sup>1816</sup> Le premier co-écrit par un homme, *Histoire du féminisme français du Moyen âge à nos jours*, date de 1976.

<sup>1817</sup> Dont 6 pour Maspero, 7 pour les Editions Sociales et 3 pour Anthropos.

<sup>1818</sup> Laure Béréni, « Du MLF au Mouvement pour la parité. La genèse d'une nouvelle cause dans l'espace de la cause des femmes... », *art. cit.* ; et « Quand la mise à l'agenda ravive... », *art. cit.*

<sup>1819</sup> Christophe Charle, « Les femmes dans l'enseignement supérieur. Dynamiques et freins d'une présence 1946-1992 », in Patrick Fridenson (dir), *Avenirs et avant-gardes en France XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles. Hommage à Madeleine Rebérioux*, Paris, La Découverte, 1999, pp. 84-105.

<sup>1820</sup> Sur la structure de l'enseignement genré sous la III<sup>e</sup> République, voir Françoise Mayeur, *L'enseignement secondaire de jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Fondation Nationale de Science Politique, 1977.

<sup>1821</sup> L'ouverture de l'agrégation masculine aux femmes ne change pas fondamentalement la donne. Voir André Chervel, *Histoire de l'agrégation, contribution à l'histoire de la culture scolaire*, Paris, INRP-Kimé, 1993. Sur l'histoire des agrégés, cf. aussi Yves Verneuil, *Les agrégés : histoire d'une exception française*, Paris, Belin, 2005.

<sup>1822</sup> Christophe Charle, « Les femmes dans l'enseignement supérieur... » ..., *op. cit.*, p. 87. Ce chiffre est différencié selon les disciplines, mais nous laissons cela de côté ici.

<sup>1823</sup> On ne trouve ainsi que 3,8% de femmes professeurs à la Faculté des sciences de Paris, contre 18,3% d'assistantes et préparatrices, *Ibid.*

<sup>1824</sup> *Ibid.*, p. 91.

universitaires [**voir infra**], indique donc une sous-représentation des femmes au regard de leur proportion chez les universitaires. On peut en plus penser que même quand elles sont présentes, les femmes publient en moyenne moins que les hommes.

De plus, cette invisibilité est liée à l'objet, à savoir l'engagement à portée révolutionnaire et l'imaginaire violent qui l'accompagne. Celui-ci est en opposition à la figure féminine vue classiquement comme douce et passionnée, et ce même si les recherches empiriques sur la violence révolutionnaire ont montré la part importante qu'on put y prendre les femmes<sup>1825</sup>. Il n'empêche : cette représentation de la figure féminine produit des effets, y compris parce qu'elle est accompagnée de dispositifs contraignant comme l'interdiction faite durant longtemps aux femmes d'accéder à certaines professions masculines (comme l'armée) ou l'impossibilité, dans la police, de porter une arme<sup>1826</sup>. Plus globalement, ce rapport socialement construit des femmes à la violence et, plus globalement, à l'engagement politique révolutionnaire, produit également des effets d'auto-contraintes, et on peut imaginer qu'elles n'entrent pas dans les mouvements les plus « révolutionnaires ».

Cette représentation des femmes trouve peut-être son pendant dans le machisme du « mouvement ouvrier »<sup>1827</sup>. Il semble d'ailleurs plus fort au sein du PCF, puisqu'on ne trouve que 9,4% d'auteurs femmes aux Éditions sociales. On pourrait être tenté de rattacher ce chiffre à la tradition viriliste de la « culture ouvrier »<sup>1828</sup>, ou de la faible place qu'ont eu les femmes dans le « mouvement ouvrier », si ce n'est en soutien quotidien au militantisme masculin<sup>1829</sup>.

---

<sup>1825</sup> Fanny Bugnon a ainsi pu montrer que dans le cas d'Action Directe ou de la Fraction Armée rouge allemande, ce sont principalement les femmes qui ont pris les armes et commis des meurtres « politiques », à l'inverse de l'image dominante des femmes (D'où l'expression d' « Amazone de la Terreur » qui donne son titre au livre de Fanny Bugnon, *Les "Amazones de la terreur"*. Sur la violence politique des femmes, de la Fraction Armée Rouge à Action Directe, Paris, Payot & Rivages, 2015). De même, en Italie, des études ont mis en évidence l'importance de femmes au sein du terrorisme d'extrême gauche comme Margherita Cagol, la chef des Brigades rouges. Voir Pino Casamassima, *Donne di piombo*, Milano, Bevivino, 2005 ; Stefania Podda, *Nome di battaglia Mara*, Milano, Sperling & Kupfer, 2007.

<sup>1826</sup> Cf. Juliette Rennes, *Le mérite et la nature. Une controverse républicaine, l'accès des femmes aux professions de prestige (1880-1940)*, Paris, Fayard, 2007 ; *Femmes en métiers d'hommes (cartes postales, 1890-1930). Une histoire visuelle du travail et du genre*, Bleu Autour, Saint-Pourçain-sur-Sioule, 2013. Voir aussi Guillaume Malochet, « La féminisation des métiers et des professions. Quand la sociologie du travail croise le genre », *Sociologies pratiques*, 2007/1 (n° 14), pp. 91-99.

<sup>1827</sup> Nous mettons des guillemets pour signifier qu'il est très pluriel, et que cette expression est ici réductrice.

<sup>1828</sup> Sylvie Chaperon, Florence Rochefort, « Féminismes et marxisme, des liens conflictuels », in Jean-Numa Ducange (dir.), *Marx, une passion française...*, op. cit., pp. 275-284. Voir également Isabelle Sommier, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », in Philippe Braud (dir.) *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 341-356 ; Brigitte Studer, « Communisme et féminisme », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 2015/1 (n° 41), pp. 139-152 ; le dossier « Femmes, genre et communismes » de la revue *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 2015/2, n° 126.

<sup>1829</sup> Pour une réflexion sur les « femmes » de militants et leur rôle quotidien, voir par exemple Dominique Loiseau, « Les militantes de l'ombre : femmes de... », in Michel Dreyfus, Claude Pannetier et Nathalie Viet-Depaule (dir.), *La part des militants...*, op. cit., pp. 257-268.

En même temps, c'est bien le PCF qui a eu, après 1945, le plus fort taux de députées, comme l'a montré Catherine Achin dans sa thèse<sup>1830</sup>.

Autre explication possible : dans les années 1968, le développement du mouvement féministe s'est ainsi heurté à la question ouvrière au « mouvement ouvrier », notamment autour de la hiérarchisation des luttes. Dans un article de 1972 intitulé « Rosa Luxemburg et le marxisme anti-autoritaire », Yvon Bourdet\*, auteur phare d'Anthropos, questionne le rapport de la spartakiste au « mouvement féminin » du début du XX<sup>e</sup> siècle et, en même temps, son propre rapport aux féministes des « années 1968 ». Il écrit noir sur blanc un argument que l'on retrouve de façon récurrente à l'époque : « les oppressions nationales, raciales et sexuelles sont des conséquences de la société de classe ; elles disparaîtront avec l'avènement du socialisme »<sup>1831</sup>. Cet aspect secondaire des luttes des femmes au sein du mouvement ouvrier<sup>1832</sup> illustre le caractère peu accueillant vis-à-vis des militantes féministes, et contribue à expliquer pourquoi des maisons d'éditions spécifiques se sont développées et pourquoi elles délaissent les maisons les plus « marxistes ».

Plus globalement, on constate aussi la place faible occupée par les femmes dans les sources, et notamment dans le Maitron. Sur les 147 individus des ES présents dans le Maitron, seules 9 concernent des femmes (6%). Ce chiffre est également très faible pour les auteures Maspero présentes dans le Maitron, et inférieure à la représentation des femmes dans l'ensemble de la base, avec 6 femmes sur 67 notices Maitron (9%). Pour Anthropos, on trouve une seule femme dans le Maitron sur 29 auteurs, à savoir Charlotte Delbo\* — qui est par ailleurs avant tout une auteure « Minuit ». Cette sous-représentation des femmes au sein du Maitron, visible dans d'autres enquêtes<sup>1833</sup>, se retrouve, plus globalement, dans toutes les sources que

---

<sup>1830</sup> Catherine Achin, « *Le mystère de la chambre basse* ». *Comparaison des processus d'entrée des femmes au Parlement (France-Allemagne, 1945-200)*, Paris, Dalloz, 2005.

<sup>1831</sup> Yvon Bourdet\*, « Rosa Luxemburg et le marxisme anti-autoritaire », *L'Homme et la société*, n°24-25, 1972, p. 256.

<sup>1832</sup> Le caractère secondaire s'accompagne, plus globalement, d'une forme de mépris vis-à-vis de ces luttes et d'une critique des préoccupations des militantes « femmes » et, avec elles, du « public lettré » (l'expression est de Bourdet\*) peu militant. Bourdet\* - mais il est un exemple parmi d'autres — pointe les faiblesses d'une édition de lettres de Rosa Luxemburg publié dans la collection « Femmes » des éditions Denoël-Gonthier. Il écrit avec mépris qu'« on ne se plaindra pas qu'on ait édité des lettres où Rosa parle de son désir d'avoir un petit bébé ou, à défaut, un chat : tout certes est “intéressant”, mais qu'on aille pas soutenir que ces notations sont plus “importantes” que les discussions au sujet de Radek, pour autant qu'une révolutionnaire éminente comme Rosa Luxemburg ne peut guère être dissociée du mouvement ouvrier européen », *Ibid*, p. 254.

<sup>1833</sup> Bastien Amiel constate que les femmes, qui représentent 12% des effectifs du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, ne sont que 3% à figurer dans le Maitron. Voir Bastien Amiel, *La tentation partisane..., thèse. cit.*, pp. 79 et sq.

nous avons pu utiliser, à l'exception bien entendu du *Dictionnaire des femmes*<sup>1834</sup>. Elle illustre le peu d'attention pour les femmes dans l'histoire des marxismes et du « mouvement ouvrier » et, plus globalement, ce que Michelle Perrot a pu appeler les « silences de l'histoire »<sup>1835</sup>.

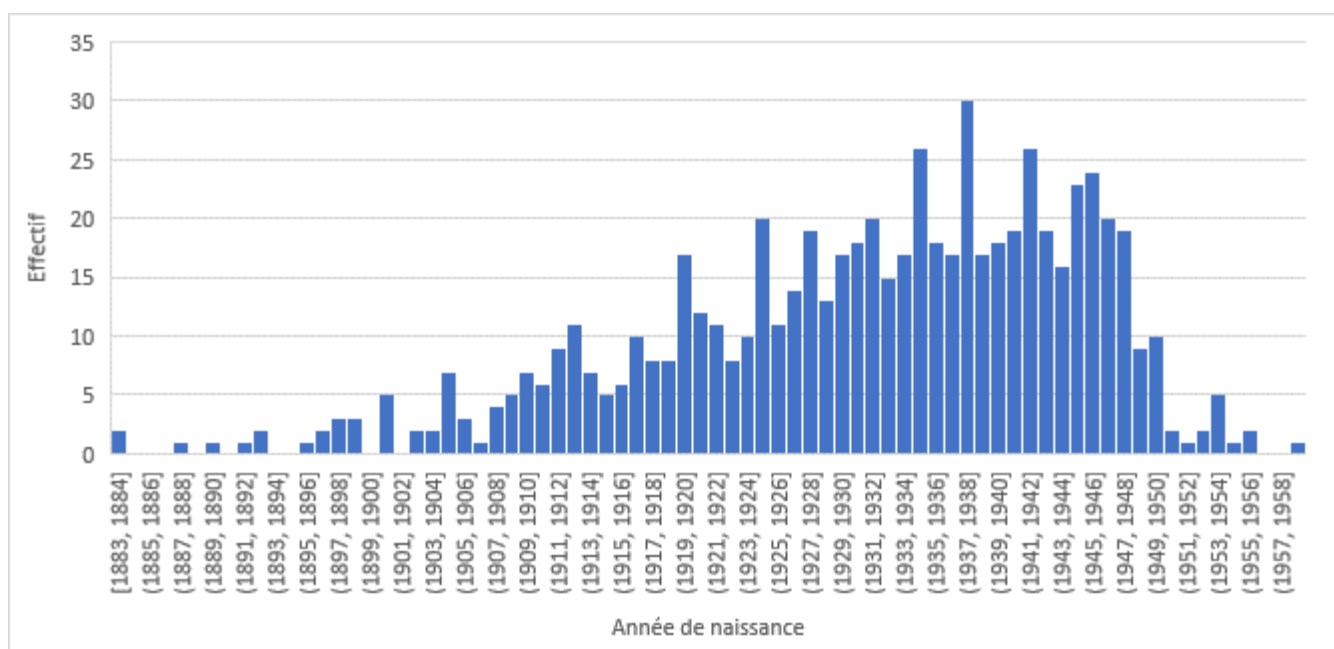
Tous ces éléments permettent de comprendre que seulement 15% des membres de notre population « d'intellectuels révolutionnaires » soient des femmes.

### *L'âge comme variable déterminante : une « génération 1968 » ?*

L'année de naissance est la deuxième variable que nous avons souhaité renseigner. Elle a été saisie pour 668 individus, et est donc restée inconnue dans 145 cas (18%)<sup>1836</sup>.

Le graphique 1 un présente les résultats de façon descriptive<sup>1837</sup> :

**Graphique 1 : Année de naissance de la population générale (N = 668)**



Ce premier graphique montre tout d'abord une distribution allant de l'année 1883/1884 (avec le dirigeant syndicaliste Lucien Midol\*, auteur ES, et le linguiste Marcel Cohen\*, auteur Maspero et ES) jusqu'à 1959, année de naissance de David Charasse\*, auteur en 1981 d'une

<sup>1834</sup> Dès 1976, Michèle Vessilier a montré que sur les 1083 auteurs du *Who's Who* pour les années 1971 et 1972, seules 8,4% étaient des femmes. Voir Michèle Vessilier, « La démographie des auteurs », *Population*, 31<sup>e</sup> année, n°1, 1976. pp. 111-130.

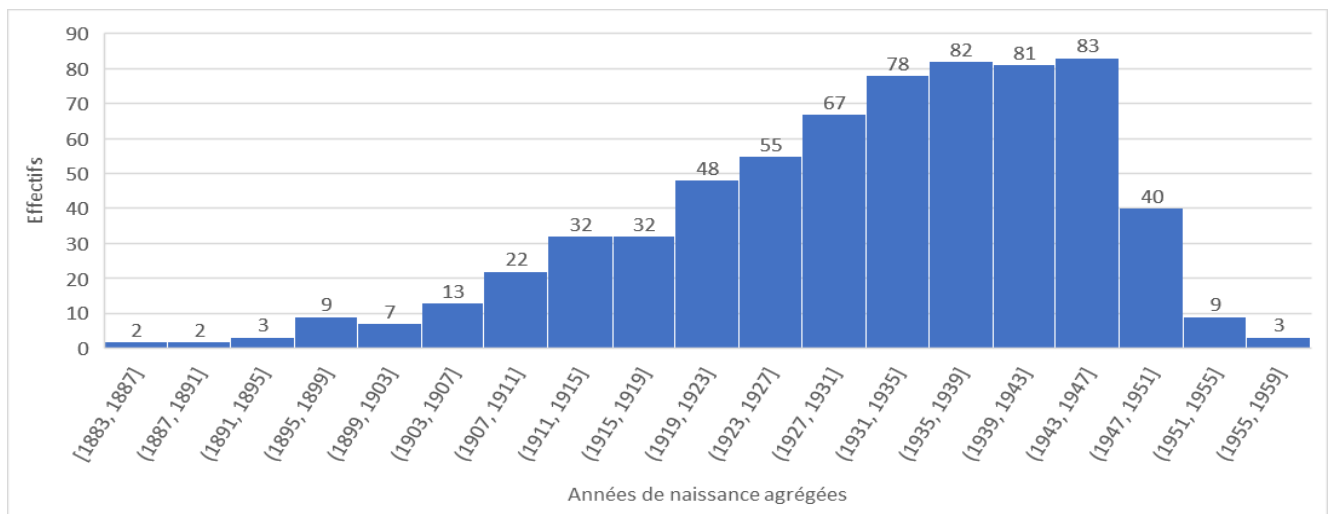
<sup>1835</sup> D'après le titre de Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998.

<sup>1836</sup> 79 pour Maspero, 34 pour Anthropos, 32 pour les ES, et 1 pour un auteur double. Sauf dans de très rares cas où l'hésitation portait sur simplement une année qui n'influaient pas sur la catégorie d'âge finalement codée, nous n'avons pas souhaité attribuer une année de naissance hasardeuse.

<sup>1837</sup> Le graphique agrège automatiquement les années de naissance par deux, étant donné qu'il est très difficile de représenter convenablement un spectre aussi large.

étude publiée chez Maspero sur la radio *Lorraine, cœur d'acier*. On observe ensuite une progression des effectifs jusqu'aux années 1930, avec les valeurs modales de la distribution pour les années 1933-1934 et 1941-1942 (26 individus) et pour l'année 1937-1938, avec 30 personnes. Malgré le taux de 18% de « date inconnue », les résultats de cette variable restent significatifs. Ils sont d'autant plus parlant – et lisibles - quand on les agrège par classe de quatre années, ainsi que dans le graphe suivant :

**Graphique 2 : années de naissance agrégées par classes d'âge de quatre années (N = 668)**



Ce graphique 2 montre plus clairement que le graphique 1 que la répartition de l'âge au sein de la population dessine une forme en escalier, avec une augmentation des effectifs par classe d'années de naissance jusqu'aux années « 1931-1935 », « 1935-1939 », « 1939-1943 » et « 1943-1947 », et une chute des effectifs pour la classe « 1947-1951 » et surtout « 1951-1955 » et « 1955-1959 ». Il permet de représenter le large spectre des membres de la population en termes d'âge. Les plus jeunes – ceux qui sont nés après 1947, et qui ont donc, au plus, 20 ans en Mai-Juin 1968 – sont peu nombreux, avec seulement 52 représentants. Les individus âgés de 22 ans ou moins (ceux nés en 1946 ou après) sont à peine plus nombreux, avec 14,2% des effectifs (N = 95), et ceux âgés de 26 ans ou moins en 1968 ne représentent que 26,8% de la population (n = 179). Si la proportion des auteurs augmente avec l'âge des personnes – ils sont ainsi 263, soit 39,4% des cas renseignés, à avoir 30 ans ou moins en 1968 —, elle reste moins élevée qu'attendu, par rapport au cadrage des « années 1968 » comme mouvement générationnel d'une jeunesse révoltée, politisée dans les années 1960 avec la guerre d'Algérie puis active dans les luttes contre la guerre du Vietnam et présente dans toutes les mobilisations

dès Mai-Juin. Ce cadrage est très présent dans les travaux sur 1968<sup>1838</sup> mais aussi, comme on le verra dans la seconde partie, pour ceux qui traitent des années 1980, moment où la « génération 1968 » rentrerait dans le rang, délaisserait ses idéaux révolutionnaires de jeunesse et opèrerait un virage politiquement conservateur<sup>1839</sup>. Or, notre choix de partir des livres publiés chez trois éditeurs militants, et donc de partir de la vie intellectuelle concrète des années « 1968-1981 », permet de ne pas s'en tenir à la focale générationnelle et à la seule « génération 1968 » – qui n'est, par ailleurs, pas du tout homogène<sup>1840</sup>. Ce qui domine dans notre enquête est bien la forte diversité en terme de classes d'âge chez les « intellectuels révolutionnaires ».

Cette répartition générationnelle est, en plus, très différenciée selon nos sous-populations éditoriales, comme le montrent les graphiques 3, 4 et 5.

---

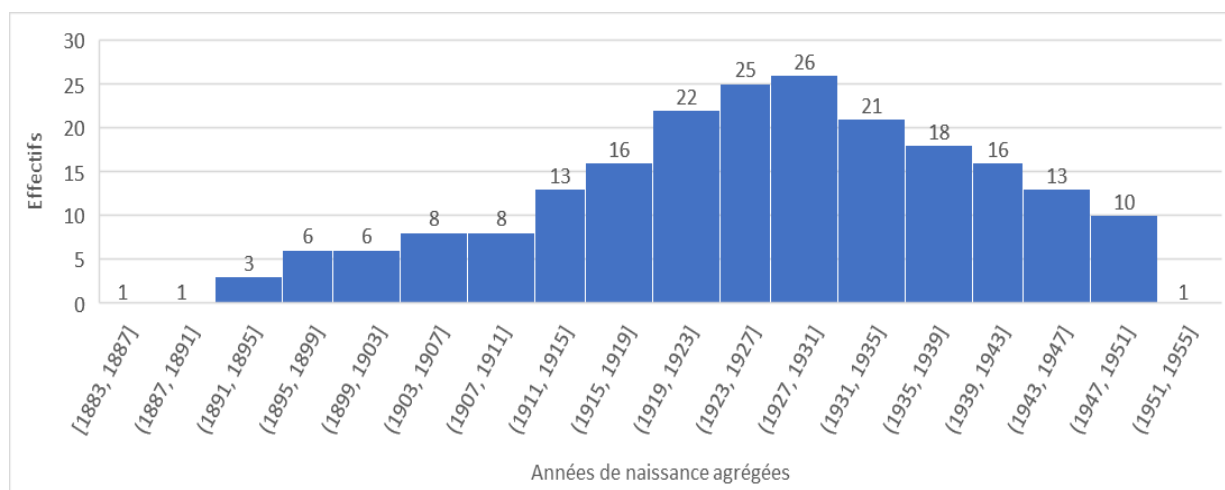
<sup>1838</sup> Même si c'est pour le discuter et le complexifier, Julie Pagis s'intéresse par exemple avant tout à des personnes nées en 1938 ou après, puisque sur 35 entretiens, seuls 4 sont réalisés avec des personnes déjà trentenaires en 1968. De même, le collectif Sombbrero s'intéresse, avant tout, à la population âgée de moins de 30 ans en Mai-Juin 1968, puisque l'analyse de correspondances multiples indique 38 individus pour les individus nés entre 1922 et 1939, contre 76 pour « 1940-1946 », 82 pour « 1947-1950 » et 89 pour « 1951-1959 ». Voir les annexes de Julie Pagis, *Mai 68...*, *op. cit.*, pp. 323 et *sq* ; et Olivier Fillieule et al, *Changer le monde...*, *op. cit.*, p. 1104.

<sup>1839</sup> Certains ouvrages journalistiques, malgré leur intérêt par ailleurs, ont profondément biaisé les analyses ultérieures avec ce cadrage unique. Voir notamment Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération. Les années de rêve* (1958-1968) et *Les années de poudre* (1968-1975), publiés en 1987 et 1988 au Seuil.

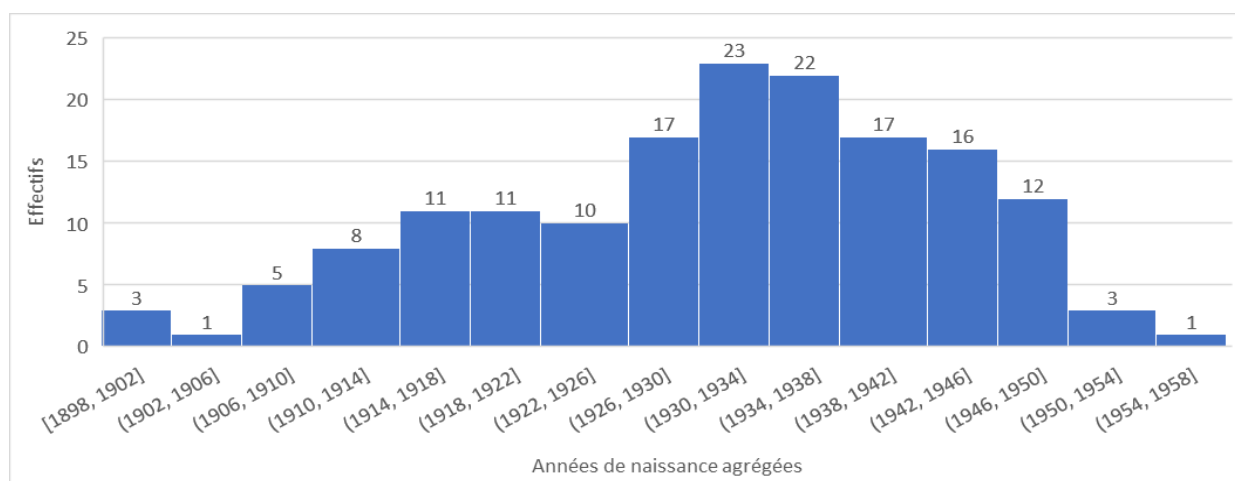
<sup>1840</sup> Julie Pagis parle à ce titre utilement de « micro-génération » de soixante-huitards (Cf Julie Pagis, *Un pavé dans leur...*, *op. cit.*). L'analyse en termes de génération est souvent privilégiée en histoire intellectuelle. Malgré sa valeur heuristique, elle doit rester une variable parmi d'autres. Pour des exemples de ce type d'analyses, voir Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle...*, *op. cit.* ; et Michel Winock, *L'Effet de génération. Une brève histoire des intellectuels français*, Vincennes, Thierry Marchaisse, 2011.



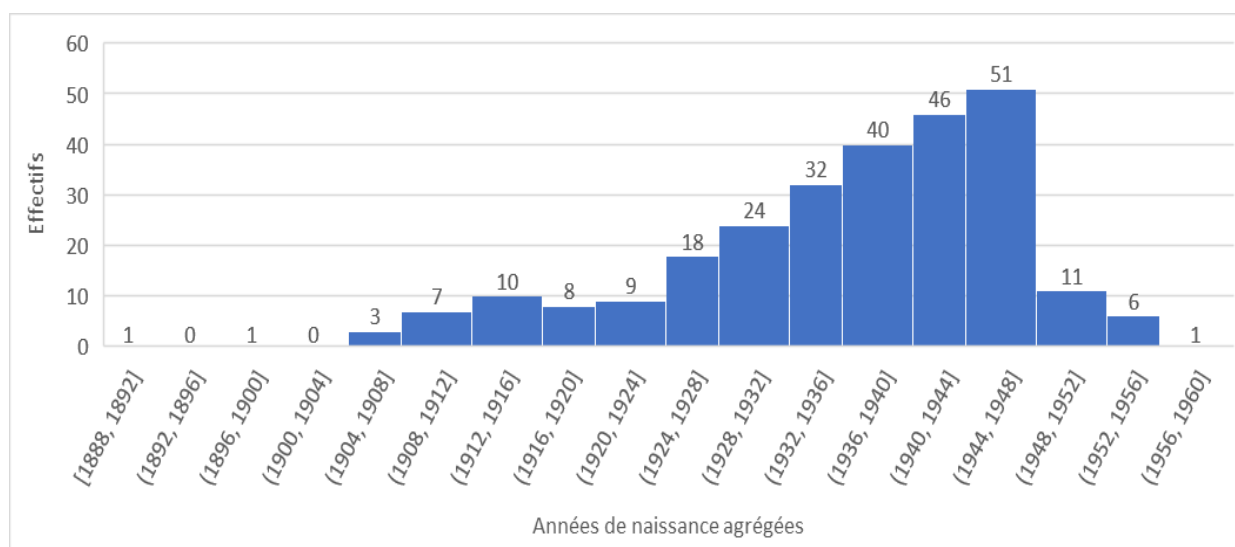
**Graphique 3 : années de naissance agrégées par classes d'âge de 4 années (ES)**



**Graphique 4 : années de naissance agrégées par classes d'âge de 4 années (Anthropos)**



**Graphique 5 : années de naissance agrégées par classes d'âge de 4 années (Maspero)**



On observe à la lecture de ces trois graphiques la présence d'une courbe similaire pour Anthropos et les ES, mais avec un décalage temporel puisque les auteurs des ES sont tendanciellement plus vieux. En effet, 11 auteurs des ES sont nés avant 1900, contre deux pour Anthropos<sup>1841</sup>, et les deux classes aux effectifs les plus importants sont « 1930-1934 » et « 1934-1938 » pour Anthropos, alors qu'il s'agit de « 1923-1927 » et « 1927-1931 » pour les ES. Mais ces deux sous-population éditoriales restent proches, avec une part importante d'individus âgés: 110 sont nés en 1938 ou avant chez Anthropos (69,5%), et 168 aux ES (78,5%) ; 60 sont quarantenaire en 1968 chez Anthropos (nés avant 1928, 38%), chiffre qui atteint 117 aux ES (55%) ; enfin, 28 sont cinquantenaires en 1968 chez Anthropos (18%), et 56 aux ES (26%).

Ces deux sous-populations tranchent avec celle des auteurs qui publient chez Maspero, dont la moyenne d'âge est bien plus jeune, avec 104 individus nés en 1942 ou après, soit 39%. 54 % des « auteurs Maspero » est même âgée de 30 ans ou moins en Mai-Juin 1968 (n = 144), soit une proportion supérieure à la moyenne de notre population (39,2%) et donc à celle d'Anthropos (30,4%), des ES (21,5%) et des « auteurs doubles » (9/28, soit 32%).

Dans le cadre de l'ACM, nous avons regroupé les années de naissances en cinq groupes relativement équilibrés en termes d'effectifs et qui séparent les moins de 30 ans (en 1968) en deux classes d'âge et les plus de 30 ans en trois groupes, à savoir : « 1883-1917 », « 1918-1927 », « 1928-1938 », « 1939-1945 » et « 1946-1959 ». Les effectifs de ces modalités sont regroupées dans le tableau 2 :

**Tableau n° 2 : Groupes de naissance de la population étudiée**

Année de naissance	1883-1917	1918-1927	1928-1938	1939-1945	1946-1959	NA	Total
Effectifs (% de la population connue)	106 (15,9%)	119 (17,8%)	210 (31,4%)	137 (20,5%)	96 (15,4%)	145	813

En résumé, l'analyse des années de naissance de nos « intellectuels révolutionnaires » permet d'observer des écarts d'âge sensibles entre nos trois éditeurs mais aussi, plus globalement, des différences fortes par rapport à ce que l'on sait des « années 1968 », puisque la « jeunesse » n'est que faiblement représentée parmi notre population.

<sup>1841</sup> Ainsi que 2 pour Maspero et 1 auteur « Maspero-ES ».

### *Origines géographiques : le centre contre la périphérie*

Venons-en aux données relatives au lieu de naissance des intellectuels étudiés. Cette information est particulièrement révélatrice pour un pays comme la France. On sait en effet que l'opposition entre Paris concentrant les institutions de savoir et de pouvoir et la province structure la vie intellectuelle française depuis la Révolution Française<sup>1842</sup>. Dans notre base de données, l'origine géographique a été codée en quatre modalités : l'origine parisienne (Paris ou banlieue proche), l'origine provinciale (territoire métropolitain hors Paris), la naissance dans une colonie française (la situation politique du pays – colonie ou indépendance - est prise au moment de la naissance)<sup>1843</sup> ou la naissance à l'étranger, qui concerne tous les territoires non métropolitains et qui ne font pas partie de l'Empire français. Le tableau 3 résume les effectifs de ces quatre modalités :

**Tableau n°3 : lieux de naissance de la population**

	Paris	Province	Colonie	Etranger	NA	Total
Editions Sociales	42	126	13	9	56	246
Maspero	67	96	37	48	99	347
Anthropos	27	53	16	58	38	192
Auteurs double	6	10	2	8	2	28
Total	142	285	68	123	195	813

L'étude de la population générale connue (N = 618) montre une forte hétérogénéité géographique : près d'un quart est né à Paris (23%), soit près de deux fois moins qu'en Province (46,1%) mais près du double des individus nés dans une colonie (11%). 19,9% de la population (N = 123) est née à l'étranger. Contrairement à d'autres études de sociologie des intellectuels, on constate donc une forte représentation des différentes périphéries, du point de vue du lieu de naissance : à savoir en province, à l'étranger ou dans une colonie française. Il faut ici rappeler que l'Empire français est très étendu puisqu'en 1936, les colonies - qui sont des départements, comme l'Algérie - protectorats et mandats rassemblaient près de 70 millions d'habitants, contre

---

<sup>1842</sup> Laurent Jeanpierre et Christophe Charle, *La vie intellectuelle en France...*, *op. cit.*, notamment la conclusion du Tome 2 sur ce point. Voir aussi l'étude de Christophe Charle sur les universitaires sous la III<sup>e</sup> République, où il développe que l'accession à Paris est, au XIX<sup>e</sup>, une « consécration » qui passe par des revenus supérieurs, des facilités de travailler (notamment l'accès à des bibliothèques nombreuses), la proximité aux élites administratives et politiques et, enfin, la possibilité d'être proche du sommet de la hiérarchie au sein de sa discipline. Voir Christophe Charle, *La république des universitaires...*, *op. cit.*,

<sup>1843</sup> Nous y incluons les DOM-TOM c'est-à-dire ici la Réunion, la Martinique, et la Guadeloupe.

à peine plus de 40 millions pour le territoire métropolitain<sup>1844</sup>. Pour saisir la signification concrète de ces chiffres, il faudra donc revenir sur certaines trajectoires qui illustrent des réalités particulières, puisque la plupart des individus nés dans les colonies sont en réalité issus de familles de colons (plus ou moins riches) ou pour l’Afrique du Nord notamment appartiennent à la communauté juive [**sur la dimension « juive », voir *infra***]. Mais cette part des naissances dans les périphéries au sens large reste structurante, ce qui conduit à faire l’hypothèse qu’il s’agit là d’un élément favorisant la production d’idées « révolutionnaires ».

De plus, ces chiffres se différencient fortement selon les sous-population éditoriales. Chez Maspero, on observe un équilibre général entre les parisiens (27%), les provinciaux (38,7%), et celles et ceux nés dans les colonies (14,9%) et à l’étranger (19,4%). Aux Éditions sociales, la provinciaux sont très majoritaires, puisqu’ils représentent 2/3 des effectifs (66,3%), loin devant les Parisiens (22,1%) et surtout les étrangers (4,7%) et les individus nés dans les colonies (6,8%), les uns et les autres peu nombreux. En revanche, les auteurs Anthropos se caractérisent par une surreprésentation importante des intellectuels nés à l’étranger (37,7%), tandis que les Parisiens sont sous-représentés (17,5%), tout comme les provinciaux (34,4%). Les individus nés dans une colonie (10,4%) sont dans la moyenne de la population globale.

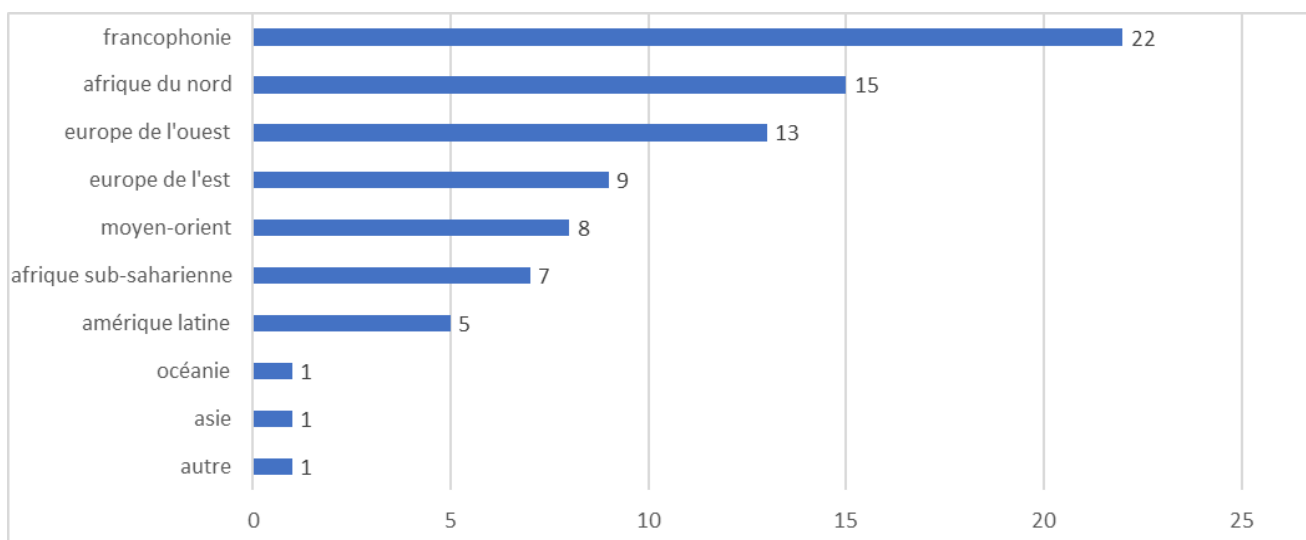
La géographie des non métropolitains (naissance dans les colonies ou à l’étranger) de notre population corrobore les intérêts géographiques de ces trois éditeurs. En effet, les ES publient surtout des intellectuels appartenant à des pays de partis communistes « amis » et des colonies françaises du Maghreb récemment indépendantes. En revanche, Maspero et Anthropos publient de nombreux Africains et Sud-américains, mais dont la part et la dispersion varient cependant, comme le montrent les graphiques 6, 7 et 8<sup>1845</sup> :

---

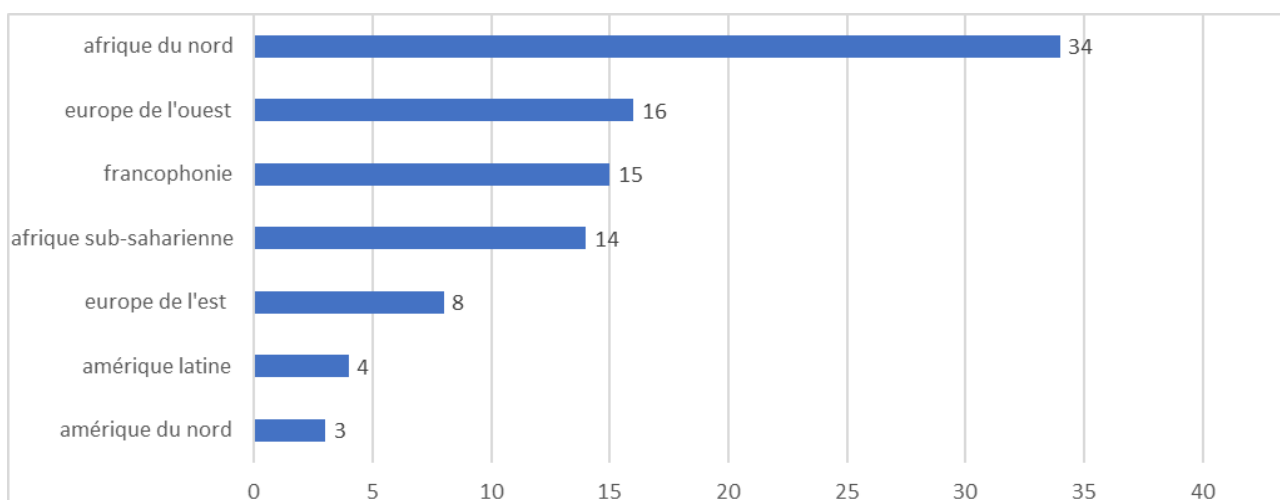
<sup>1844</sup> Voir notamment Jean Meyer, Jean Tarrade, Annie Rey-Goldzeiguer, Jacques Thobie, Gilbert Meynier, Catherine Coquery-Vidrovitch\*, Charles-Robert Ageron, *Histoire de la France coloniale*, Paris, Armand Colin, 1991, deux volumes.

<sup>1845</sup> Les modalités recouvrent les informations suivantes : « Francophonie » (Suisse, Belgique, Québec) ; « Afrique du Nord » (Maroc, Algérie, Égypte, Tunisie) ; « Europe de l’Ouest » (Allemagne, Italie, Espagne, Grèce, Crète, Suède, Grande-Bretagne) ; « Europe de l’Est » (Pologne, Russie, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie) ; « Moyen Orient » (Iran, Turquie, Liban, Syrie) ; « Afrique sub-saharienne » (Sénégal, Guinée, Mauritanie, Cameroun, Niger, Mali, Angola) ; « Amérique Latine » (Brésil, Argentine, Venezuela, Chili), et Asie, Océanie, et autre (apatride).

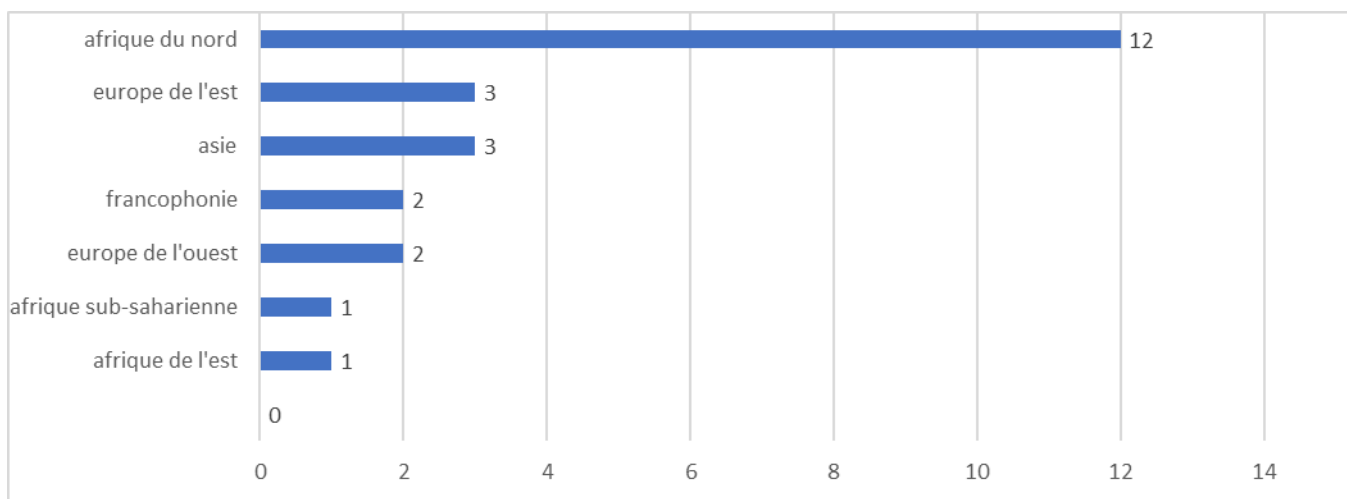
**Graphiques 6 : Origines géographiques non métropolitaines chez Anthropos**



**Graphiques 7 : Origines géographiques non métropolitaines chez Maspero**



**Graphiques 8 : Origines géographiques non-métropolitaines aux Éditions Sociales**



Mais que ces intellectuels naissent dans une colonie française ou à l'étranger, ces « origines géographiques » non métropolitaines recouvrent des réalités très différentes. Il n'y a en effet que peu de points communs entre des personnes nées dans une colonie française mais bien souvent du côté des colons, des intellectuels nés à l'étranger mais qui arrivent tôt en France (et plutôt dans de bonnes conditions), des individus dont la trajectoire est marquée, très tôt dans le siècle, par la révolution d'Octobre 1917, et d'autres qui sont contraints de s'exiler en raison de la situation des juifs en Égypte, de l'instabilité politique en Iran, du contexte de décolonisation en Afrique ou après l'instauration de régimes autoritaires comme celui de Franco en Espagne, des colonels en Grèce, ou de Pinochet au Chili. Plus encore, ces trajectoires « tragiques » sont très différentes de celles de francophones (Belges, Québécois, Suisses) qui sont davantage liées à des migrations intellectuelles et scolaires. Nous reviendrons sur toutes ces dimensions - qu'il s'agit ici, dans un premier temps, de simplement présenter et chiffrer - dans l'ACM [voir *infra*]. Venons-en maintenant aux origines sociales de notre population.

#### *Origines sociales : une population clivée*

Dernière variable relative aux caractéristiques sociaux-démographiques de notre population, l'origine sociale. Celle-ci s'est avérée très difficile à renseigner. Souvent peu publique et rarement mise en avant – et ce d'autant plus dans le cas des intellectuels, groupe se présentant bien souvent comme sans attaches et donc peu enclin à faire référence à ses origines sociales, cette variable n'a pas pu être renseignée dans 45,3% des cas, soit 368 personnes. Plus précisément, on ignore cette information pour 83 auteurs ES (33,7%), 173 auteurs Maspero (50,3%) et 104 auteurs Anthropos (54,2%). Les origines sociales des intellectuels qui publient chez plusieurs éditeurs sont davantage renseignées (8/28 inconnus, soit 29%), signe que le multi-positionnement est, dans ce cas, signe de notoriété et de visibilité. Le rôle des sources est déterminant, si les origines sociales des « auteurs ES » ont été plus accessibles c'est avant tout en raison de leur mention dans le Maitron – notre source principale – puisque plus de la moitié des auteurs ES y ont une notice (53%), quand ce chiffre s'élève à peine à 20% pour Maspero, et à 13% pour Anthropos.

Malgré ce nombre élevé de sans réponse, les effectifs restent significatifs même s'ils ont sans doute tendance à sous-représenter les individus les plus éloignés de l'élite sociale. La variable a été codée en quatre modalités : la « bourgeoisie économique », qui intègre les médecins et les militaires (officiers), tous deux nombreux ; la « bourgeoisie intellectuelle », avec une majorité d'enfants d'enseignants du supérieur, du secondaire, d'avocats ou de

diplomates ; les « classes populaires », qui renvoie principalement aux ouvriers, aux paysans et aux petits artisans, notamment ruraux (comme les sabotiers) ; et les « employés et petits fonctionnaires », dont les instituteurs et les petits commerçants.

Nous avons très généralement renseigné les « origines sociales » à travers la profession du père, mais nous avons aussi souhaité rester au plus près des trajectoires. Ainsi, Albert Soboul\* [voir le chapitre 3], dans le père est menuisier puis petit colon cultivateur, est orphelin de père à 6 ans, puis de mère à 14. Il a été élevé par des femmes durant la guerre, et notamment par sa tante, qui le recueille quand il est orphelin. C'est la profession de cette tante, à savoir institutrice, qui a été saisie puisqu'elle incarne la fonction sociale de chef de famille. De même, Paul Lidsky\*, sur qui nous reviendrons au chapitre 7, a perdu toute sa famille proche dans les camps. Élevé par une tante et un oncle (pelletier-fourreur), il est classé comme étant issu des « classes populaires », comme la plupart des individus les plus touchés par la Shoah. Enfin, pour les personnes nées à l'étranger, nous avons tenté de conserver du mieux possible la position sociale dans la structure sociale du pays d'origine, mais toujours en l'adaptant aux spécificités des trajectoires individuelles, plus ou moins tragiques.

Le tableau 4 résume les effectifs des 4 modalités selon les sous-populations éditoriales :

**Tableau n°4 : origines sociales de la population générale**

	Classes populaires	Employés et petits fonctionnaires	Bourgeoisie intellectuelle	Bourgeoisie économique	NA	Total
ES	68	56	14	25	83	246
Anthropos	22	19	21	25	104	192
Maspero	48	37	55	34	173	347
Auteurs double	2	6	2	11	8	28
Total	140	118	92	95	368	813

Les enseignements des résultats de cette variable sont multiples. On voit déjà que 31,5% (N = 140) des individus renseignés sont issus des classes populaires. Cette catégorie est légèrement sous-représentée chez Maspero (27,6%, N = 48) et chez Anthropos (25%, N = 22), mais est en revanche surreprésentée aux Éditions sociales (41,7% = 68), signe de l'ancrage dans le monde ouvrier du PCF et de ce que les ES le privilégient elles aussi.

Dans le même temps, à l'autre bout du spectre social, 41,7% de notre population appartient à des fractions de la bourgeoisie, avec une répartition équitable entre la bourgeoisie intellectuelle (20,5%, N = 92) et la bourgeoisie économique (21,4%, N = 95). Sans surprise, les auteurs des ES sont ici sous-représentés, avec seulement 14 individus issus de la bourgeoisie intellectuelle (9%) et 25 issus de la bourgeoisie économique (15%), alors qu'ils sont 24% de personnes issus de la bourgeoisie intellectuelle et 28% pour la bourgeoisie économique chez Anthropos. Pour les auteurs Maspero, la bourgeoisie intellectuelle est largement dominante (33,6%) vis-à-vis de la bourgeoisie économique, légèrement sous-représentée (19,5%). Entre les deux, au sein d'un codage qui regroupe une large classe « moyenne » d'employés et de petits fonctionnaires, est représentée 26,6% de la population (N = 118). Cette part est surreprésentée aux ES, dans la même logique que pour les classes populaires (34,4%), mais il est sous-représenté chez Anthropos (22%) et chez Maspero (21,3%).

En résumé, si on considère que la bourgeoisie parisienne est le vivier classique des intellectuels, notre population d'intellectuels révolutionnaires se caractérisent par un recrutement social plus hétérogène et moins élevé, avec des effectifs importants issus à la fois chez les classes populaires et dans la petite classe moyenne.

Ce constat, que l'on peut faire pour les ES, mais aussi pour les éditions Maspero et Anthropos, est d'autant plus net quand on compare notre population à d'autres études sociologiques, malgré les écarts dans les choix de codage et dans les différentes périodes enquêtées, qui sont autant d'état distincts des champs étudiés. Pierre Bourdieu, dans *Homo Academicus*, montre que 33,3% de sa population (N = 405) sont nés à Paris, 32,4% sont de classes populaires et petites classes moyennes (l'équivalent de nos employés et assimilés)<sup>1846</sup>. Ils sont donc bien plus centraux socialement que nos enquêtés, comme le montre, encore, leur très forte présence dans *Le Bottin mondain* (10,1%) ou le *Who's who* (48,4%)<sup>1847</sup>. Pour sa part, Frédéric Lebaron montre qu'au sein de l'espace des économistes français des années 1990<sup>1848</sup>, les économistes d'origines sociales et géographiques basses et périphériques<sup>1849</sup> sont peu nombreux. Ils sont d'ailleurs tous dans une forte proximité dans l'ACM où se trouvent aussi les modalités « marxiste » et « militant notoire gauche non socialiste », ce qui va dans le sens de

---

<sup>1846</sup> Il intègre les « salariés agricoles, ouvriers » et les « employé, artisan, cadres moyens et instituteurs ». Pierre Bourdieu, *Homo Academicus...*, *op. cit.*, p. 66.

<sup>1847</sup> *Ibid.*

<sup>1848</sup> Construit, contrairement à notre population, de façon active et raisonnée, à partir d'une connaissance préalable du champ permettant d'en « respecter la multiplicité ». Voir Frédéric Lebaron, « La dénégarion du pouvoir. Le champ des économistes français au milieu des années 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 119, septembre 1997, p. 5.

<sup>1849</sup> « Géographique » qualifie, chez Frédéric Lebaron, le lieu de résidence et non pas de naissance.



notre enquête, malgré la distance des périodes traitées. Mathieu Hauchecorne, dans son analyse de la réception des théories de la justice en France – réception principalement due à des économistes, des hauts fonctionnaires et des philosophes —, montre que la province et les origines sociales les plus basses sont peu fréquentes dans ses effectifs, au contraire des modalités « naissance à Paris » ou « profession père cadre », « profession père diplomatie armée », « profession père profession libérale » et « profession père université enseignement »<sup>1850</sup>. On peut enfin se référer aux travaux de Gisèle Sapiro qui, dans son étude sur les écrivains sous l'Occupation, montre que parmi les 185 écrivains de sa population, environ 35,1% sont issus des classes populaires, de la petite bourgeoisie et des fonctionnaires moyens<sup>1851</sup>. Bien que plus élevés que ceux de l'enquête de Rémy Ponton sur les écrivains au XIX<sup>e</sup> siècle, ces chiffres restent donc bien inférieurs à ceux que l'on trouve dans notre population. Inversement, l'ancrage parisien est plus représenté dans sa population d'écrivains (33% chez Gisèle Sapiro, contre 23% dans notre étude)<sup>1852</sup>. On peut ajouter que nous avons jugé ici inutile de mentionner de personnes présentes dans le *Who's Who* ou *Le Bottin Mondin*, tant elles sont peu nombreuses, à savoir une dizaine pour l'ensemble de la population, chiffre d'ailleurs révélateur de leur marginalité. Bref, si on admet que « les écrivains se recrutent le plus souvent dans les catégories favorisées de la société, cumulant les atouts économiques, géographiques et culturels »<sup>1853</sup>, c'est bien moins vrai pour nos « intellectuels révolutionnaires », à un moment où, malgré une première augmentation du nombre d'étudiants dans le supérieur [voir le chapitre 1], la démocratisation scolaire reste limitée, avec seulement 20% de bacheliers d'une même classe d'âge en 1968<sup>1854</sup>.

Il faut maintenant affiner ce constat en étudiant les données portant sur les capitaux scolaires des individus qui composent notre population.

### ***Les variables relatives aux « capitaux scolaires »***

Trois variables concernant les capitaux scolaires de nos enquêtés ont été renseignées : le passage par une grande école, le succès au concours de l'agrégation – quelle que soit la discipline –, et l'obtention d'un doctorat avant la publication du premier livre chez un des trois

---

<sup>1850</sup> Plus que le livre, plus bref sur les données, voir Mathieu Hauchecorne, *La fabrique transnationale...*, thèse. cit., chapitre 5 (« Les logiques spatiales de l'engagement intellectuel ») et les annexes.

<sup>1851</sup> Gisèle Sapiro, « La raison littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 111-112, mars 1996, pp. 3-35 ; et *La guerre des écrivains...*, op. cit.

<sup>1852</sup> Pour une mise en perspective plus large de la question du recrutement social des écrivains, voir Gisèle Sapiro, « “Je n'ai jamais appris à écrire”... », art. cit.

<sup>1853</sup> *Ibid*, p. 19.

<sup>1854</sup> D'après l'INSEE : [https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eest/8/EESR8\\_ES\\_08-les\\_evolution\\_de\\_l\\_enseignement\\_superieur\\_depuis\\_50\\_ans\\_croissance\\_et\\_diversification.php](https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eest/8/EESR8_ES_08-les_evolution_de_l_enseignement_superieur_depuis_50_ans_croissance_et_diversification.php)

éditeurs. Si nous avons souhaité connaître ces trois variables, c'est parce que de nombreuses enquêtes sur les intellectuels ont montré que ces trois composantes du capital scolaire sont structurantes pour la vie intellectuelle française.

Pour renseigner ces trois variables, nous avons toujours suivi une règle simple : rester au plus près des ressources que possède l'individu considéré au moment de la publication. C'est pourquoi quelqu'un comme Serge Bosc\*, qui se présente aujourd'hui comme agrégé, mais qui ne l'est qu'au début des années 1990 (après avoir été certifié de sciences économiques et sociales en 1974), est renseigné comme n'ayant pas d'agrégation. En restant au plus près des trajectoires, les « althussériens » (Balibar\*, Macherey\*, Baudelot\*, Rancière\*, Badiou\*, Estabiet\*) sont renseignés comme n'ayant pas de doctorat, et pour cause : comme on l'a vu au chapitre 2 et comme on le verra au chapitre 6, tous ces intellectuels ne souhaitent pas à l'époque passer de thèse pour des raisons politiques, puisqu'ils ne veulent pas « faire carrière ». Althusser\* lui-même ne soutient que tardivement, en 1975, une thèse sur travaux. Il n'est donc pas non plus comptabilisé comme un « docteur » dans notre base de données.

La première variable possède trois modalités : le passage par une École normale supérieure (ENS), à savoir Ulm et Saint-Cloud pour les hommes, et Sèvres et Fontenay pour les femmes ; le passage par une autre grande école (HEC, Polytechnique, Centrale, Sciences Po, grandes écoles d'ingénieurs, etc...), codé « GE\_autre » ; ou l'absence de passage par une grande l'école (« Non\_ENS »). Les effectifs ventilés par éditeurs sont détaillés dans le tableau 5 :

**Tableau n°5 : le passage par une grande école**

	ENS	GE_autre	Absence	Total
Anthropos	7	8	177	192
Editions Sociales	27	7	212	246
Maspero	33	22	292	347
Auteurs doubles	1	4	23	28
Total	68	41	704	813

La deuxième variable, binaire, est relative à l'obtention (ou non) de l'agrégation. Elle a été en partie renseignée, pour la période antérieure à 1960, grâce au répertoire des agrégés du

secondaire mis en ligne par André Chervel\*<sup>1855</sup>. Pour les autres cas, nous avons consulté le *Bulletin de la Société des agrégés* – la liste des lauréats est souvent publiée en octobre – même si les manques restent fréquents, non seulement en raison de problèmes autour des noms de familles des autrices et auteurs (homonymie, pseudo, nom de jeune fille, etc.) mais aussi car la Société des agrégés ne mentionne pas les promus agrégés sur liste d’aptitude (et donc sans concours) qu’elle ne reconnaît pas. On a souvent dû croiser ces informations avec d’autres sources.

Toutes les disciplines dans laquelle l’agrégation est obtenue sont ici équivalentes, en raison du trop faible nombre des effectifs. Dans le détail, on a 54 agrégés de philosophie, 43 d’histoire, 22 de lettres, 10 de géographie, et 23 « autres » (linguistiques, langue, etc...). Il y a également 13 agrégés d’économie et 10 de droit, qui sont toutes les deux des agrégations du supérieur. Malgré la grande différence qui existe avec les autres agrégés, nous avons malgré tout mis ensemble tous les types d’agrégation. Les effectifs de la variable sont détaillés dans le tableau 6 :

**Tableau n° 6: l’agrégation**

	Agrégation	Non-agreg	Total
Anthropos	26	166	192
Éditions Sociales	62	184	246
Maspero	71	276	347
Auteurs doubles	8	20	28
Total	167	646	813

Enfin, l’obtention d’un doctorat est une variable à six modalités : « pas doctorat » ; « doctorat sociologie » ; « doctorat SH », qui regroupe la philosophie et les lettres ; « doctorat histoire », qui comprend la géographie ; « doctorat économie » ; et enfin « doctorat autre », qui prend en compte l’anthropologie, le droit et la médecine<sup>1856</sup>. Le doctorat a été renseigné à travers le SUDOC, la base bibliographique de l’enseignement supérieur. Celle-ci, très utile, ne prend cependant en compte que les doctorats réalisés en France (et non en Suisse ou en Belgique par exemple, ni en Afrique, par exemple à Dakar, à l’image de la thèse de Pierre Jacquemot\*

<sup>1855</sup> Disponible ici : [http://rhe.ish-lyon.cnrs.fr/?q=agregsecondaire\\_laureats](http://rhe.ish-lyon.cnrs.fr/?q=agregsecondaire_laureats)

<sup>1856</sup> Nous n’avons pas distingué les « doctorats ès lettres » / « doctorat d’État » et les doctorats de 3<sup>e</sup> cycle, en raison de la grande hétérogénéité qui règne à l’époque dans l’organisation de ces différents diplômes. En les agrégeant pour l’ACM, on perd en complexité mais on gagne ici en lisibilité dans l’analyse.

soutenue en 1971 sous la direction de Samir Amin\*). Elle comporte aussi quelques erreurs, c'est pourquoi nous avons toujours essayé de croiser, au maximum, les sources<sup>1857</sup>. La fréquence des modalités de la variable « doctorat » est présentée dans le tableau 7 :

**Tableau n° 7 : diplôme du doctorat au sein de la population générale**

	Pas doctorat	doctorat sociologie	Doctorat SH	Doctorat histoire	Doctorat économie	Doctorat autre	Total
Anthropos	62	50	16	11	18	35	192
Editions Sociales	193	7	9	7	10	20	246
Maspero	211	20	16	23	22	55	347
Auteurs doubles	6	8	0	4	7	3	28
Total	472	85	41	45	57	113	813

Au sein de l'ensemble de notre population, on trouve 8,4% de normaliens et 5% de diplômés de grandes écoles, tandis qu'ils sont 86,6% (N = 704) à ne pas être passés par ces filières d'excellence. De plus, notre population compte 167 agrégés, soit 20,5%. Ces capitaux sont sous-représentés chez Anthropos (4% de normaliens, 4% de diplômés d'une autre grande école, et 14% d'agrégés), mais sont surreprésentés chez Maspero (9,5% de normaliens, 6% d'autres grandes écoles, et 20,5% d'agrégés) et aux ÉS (respectivement 11%, 3% et 25%).

Si ces effectifs de diplômés de grandes écoles ou d'agrégés sont réduits, les chiffres des docteurs sont, en revanche, très importants, puisqu'on en compte 42% dans notre population (N = 341). La répartition des docteurs est, là encore, très différente selon l'éditeur considéré. Si Anthropos a le moins d'individus passés par une grande école et ayant l'agrégation, ils sont, en revanche, 68% (N = 130) à être docteur au moment où ils publient leur livre chez Anthropos – livre d'ailleurs souvent tiré de la thèse [voir le chapitre 3]. C'est plus de trois fois plus que pour les auteurs des ES (21,5%, N = 53) et bien davantage que pour les individus publiant chez Maspero (39% de docteurs, N = 136).

On peut aller plus loin, en s'intéressant à la discipline du doctorat obtenu. Pour l'ensemble des docteurs d'Anthropos, on a ainsi 38,5% (N = 50) de doctorats soutenus en

<sup>1857</sup> Il peut s'agir d'absence de référencement, ou de problème de nom propre associé à des thèses. Par exemple, Pierre Salama\* a bien une thèse référencée dans le sudoc en 1971, mais ce n'est pas le même « Pierre Salama\* » qui publie chez Maspero. De même, la linguiste Françoise Gadet\* soutient bien une thèse en 1975, mais sous le nom de « Françoise Robert Gadet » et non de Françoise Gadet. Les problèmes de noms de jeune fille et de nom marital sont nombreux.

sociologie, signe de sa périphérie – ici disciplinaire<sup>1858</sup> – tandis que 12% sont soutenus en sciences humaines, 8% en histoire, 14% en économie et 27% dans d'autres disciplines. Pour les Éditions Sociales, les 53 doctorats se distribuent de façon plutôt équilibrée entre la sociologie (13%), les sciences humaines (17%), l'histoire (13%), l'économie (19%) et les autres (36%). Dans le cas de Maspero, le recrutement social plus élevé se retrouve aussi dans le choix des disciplines, puisque si la sociologie reste bien représentée avec 15% (N = 20), ce chiffre reste très proche de l'histoire (17%, N = 23) et des sciences humaines (12%, N = 16), dont, principalement, la philosophie. Les autres disciplines – et, centralement, l'anthropologie – représente 40% des docteurs publiant chez Maspero, quand l'économie, avec 22 docteurs, concentre 16% des effectifs.

### ***Le statut professionnel dans l'après-1968***

Enfin, nous avons renseigné le statut professionnel de nos « intellectuels révolutionnaires », toujours tel qu'il se présente au moment de leur première publication chez l'un de nos trois éditeurs. Malgré les difficultés pour le renseigner, le nombre de sans-réponse est faible, puisque nous ignorons cette information dans seulement 90 cas (11,1%). Autrement dit, cette variable est connue pour 92% des individus publiant aux ES (N = 226), pour 303 auteurs Maspero (87,3%), pour 166 auteurs Anthropos (86,9%) et pour 28 des 29 auteurs publiant chez au moins deux éditeurs (97%).

Cette variable a été codée en 8 modalités. Les trois premières (« enseignant chercheur non titulaire », « universitaire catégorie A », « universitaire catégorie B ») renvoient à la structuration du champ universitaire de l'époque : les non-titulaires incluent les étudiants – qui publie souvent par des organisations politiques ou qui transforment en livre leur mémoire -, les docteurs sans poste et simples chargés de cours, les chercheurs contractuels ainsi que tous les attachés de recherche non agrégés du CNRS et les assistants non agrégés à l'université. Si l'inclusion des assistants peut surprendre, elle a finalement été décidée après avoir souvent entendu la même chose en entretien : le statut d'assistant non agrégé, bien que plus enviable que simple chargé de cours, reste précaire dans le temps (quatre ans maximum en théorie) et ne mène pas forcément à une titularisation. Il ne peut pas dès lors être assimilé en pratique aux catégories B (agrégés du secondaire détachés dans le supérieur comme assistants et attachés de recherche agrégés, maîtres-assistants et chargé de recherche au CNRS<sup>1859</sup>) et encore moins aux

---

<sup>1858</sup> Yann Renisio, « L'origine sociale des disciplines », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2015/5 (N° 210), pp. 10-27.

<sup>1859</sup> Ainsi que le statut d'agrégé-répétiteur à l'ENS pour Louis Althusser\* et Michèle Bertrand\*.

catégories A (professeurs d'université et maîtres de conférence, directeurs d'études à l'EHESS, maître et directeur de recherche au CNRS).

Trois autres modalités concernent les professions intellectuelles. La quatrième rassemble les enseignants du primaire (les instituteurs) et du secondaire. La cinquième (profession\_intello\_autre») renvoie à des emplois certes intellectuels (avocats, chargé d'études au sein d'un ministère, architecte, journaliste, animateur et éducateurs, etc...) mais qui ne sont pas assimilables au champ universitaire français. Enfin, la sixième modalité intitulée « présence à l'étranger » concerne avant tout des universitaires qui sont en poste à l'étranger au moment de la publication.

Les deux dernières modalités concernent des « professionnels de la politique » (permanent d'un parti ou élu, dont les 35 journalistes communistes) et des « profession \_autre » (médecins par exemple).

Le tableau 8 résume les effectifs de chaque modalité de cette variable :

**Tableau n°8 : Statut professionnel dans l'après-1968**

	ECno n- titulai re	Universitair e Cat_A	Universita ire cat_B	Enseignant primaire et secondaire	Permanent et élu politique	Présence à l'étranger	Profession _autre	Profession intello_autre	NA	Total
ES	11	20	32	27	<b>102</b>	2	10	21	20	246
Anthr opos	33	26	33	11	2	<b>39</b>	2	23	25	192
Maspe ro	<b>61</b>	30	<b>48</b>	29	10	21	19	<b>84</b>	44	347
Auteu rs double s	6	<b>9</b>	5	1	2	2	0	2	1	28
Total	111	85	118	68	116	64	31	130	90	813

Cette variable du statut professionnel illustre la diversité des statuts chez les intellectuels dans les années 1968-1981. On trouve, tout d'abord, 9,4% (N = 68) d'enseignants en primaire et surtout dans le secondaire au sein de notre population. De plus, elle fait apparaître la forte présence de professionnels de la politique au sein de notre population (16%, N = 116), mais quasi exclusivement au sein du monde communiste (N = 102), même si on trouve aussi quelques membres éminents de la IV<sup>e</sup> Internationale comme Pierre Frank\* et Michel Raptis\*. Cette surreprésentation très forte des professionnels de la politique publiant aux ES tient au fait que

les résultats électoraux et le poids du PCF – avec ses circuits intellectuels - offrent de nombreuses opportunités professionnelles à de militants appartenant au PCF d'être soit permanent, soit journaliste.

On voit également que 8,9% personnes (N = 64) se trouvent à l'étranger au moment de la publication, ce qui renseigne sur l'étendue, à l'époque, de la francophonie mais aussi sur la place de la France et de Paris dans la vie intellectuelle mondiale [voir *infra*]. Et qu'un nombre important de personnes occupent des « profession\_autre », modalité composée principalement de 22 personnes exerçant une profession médicale, ou de « professions intellectuelles autres », métiers éloignés de l'Université comme dans l'édition – Michel Lequenne\*, mais aussi, bien entendu, François Maspero\* et Serge Jonas\* –, mais aussi dans le journalisme, dans le travail social ou encore dans le monde de la justice (avocats notamment) et de l'architecture.

Surtout, le tableau 8 permet d'avoir une idée de la structure du champ universitaire dans les années 1968-1981. Premièrement, 15,4% des membres de la population (N = 111) occupent des postes de non titulaires à l'Université, au CNRS mais aussi comme chercheurs contractuels. À côté de ces non-titulaires, plus de 28% des individus de notre population sont titulaires, qu'ils soient de catégorie A (11,8% des individus, N = 85) ou B (16,3%, N = 118). Ces chiffres élevés s'expliquent par l'âge général de notre population, qui est, on l'a dit, tendanciellement élevé. Mais il se comprend aussi en raison de la création de nombreux postes et *a fortiori* dans des universités nouvelles, surtout après Mai-Juin 1968 et la loi Faure [voir le **chapitre 2**]. Ces créations permettent à nombre d'intellectuels de notre population soit d'avoir un poste, soit de monter en grade, soit les deux, et ce rapidement après 1968. Cette « jeunesse » académique s'objective à travers le très faible part de ces universitaires qui ont dirigé des thèses avant 1968, chiffre qui n'augmente qu'assez faiblement quand on ajoute ceux qui font soutenir une thèse entre 1968 et 1981.

La structure du champ universitaire s'illustre surtout par la géographie des universités représentées. Ainsi, si de très nombreuses facultés de province sont présentes (de Nice à Aix-en-Provence en passant par Toulouse, Nantes, Metz, Dijon, Lille ou Rouen), les nouvelles facultés parisiennes, généralement présentées comme bouillonnantes politiquement, sont en effet surreprésentées au sein de notre population, à l'image de Jussieu (Paris-VII) et de Vincennes (Paris-VIII). L'un des cas les plus intéressants est sans doute celui de l'université de Nanterre (Paris-X), qui illustre la vitalité à la fois de la vie universitaire dans l'après-1968 mais aussi ses compartimentages disciplinaires et politiques. En économie, on trouve aussi bien des communistes (Philippe Herzog\*) que des trotskistes comme Jacques Vallier\* au sein d'un

département qui devient, au début des années 1980, un haut-lieu du renouvellement de l'économie hétérodoxe avec l'école de la Régulation, notamment après les recrutements de Robert Boyer et Michel Aglietta<sup>1860</sup>. Dans le département de sociologie, on ne trouve aucun sociologue de Nanterre publié aux Éditions Sociales quand on en trouve plusieurs chez Anthropos : Henri Lefebvre\*, mais aussi Manuel Castells\* – passé par Paris X -, le sociologue brésilien Fernando Henrique Cardoso\*, René Lourau\* ainsi que des étudiants comme Rémi Hess\* (Anthropos) ou Alain Brossat\*, Daniel Bensaïd\* et Jacques Pain\*, tous trois auteurs Maspero et qui, pour Hess\* et Pain\*, enseignent un temps comme non titulaires au sein du département de sciences de l'éducation (rattaché à la sociologie)<sup>1861</sup>. En revanche, la philosophie nanterrienne est absente chez Anthropos et Maspero quand elle est centrale aux Éditions Sociales. On trouve ainsi Jacques Bidet\*, Michèle Bertrand\*, Georges Labica\*, Jacques Texier\*, Solange Mercier-Josa\* ou encore Gilbert Badia\*, qui part cependant dès 1971 à Paris VIII. Tous sont actifs – avec Jean Rony\*, qui est maître de conférences en « Information et communication »<sup>1862</sup> — au sein de la section communiste « Maurice Audin » de Paris-X Nanterre, souvent considérée comme contestataire [**voir le chap. 6**].

Une université comme Nanterre voit donc se croiser de nombreux intellectuels « révolutionnaires » de statuts et de disciplines variés dans l'après-1968. Dans le même temps, ces échanges entre générations se retrouvent dans la recherche organisée par des organismes étatiques qui se développent dans l'après-68 [**voir le chapitre 2**]<sup>1863</sup>. Le cas le plus emblématique est sans doute celui de la recherche urbaine, notamment au sein de la mission de la recherche urbaine du ministère de l'Équipement, pilotée par le Commissariat Général du Plan et alors dirigée par Michel Conan, haut-fonctionnaire passé par une grande école d'ingénieurs<sup>1864</sup>. Dotée de fonds importants, cette mission de la recherche urbaine est à l'initiative d'enquêtes réalisées à la fois par des titulaires aux idées « marxistes », à l'image d'Henri Lefebvre\* ou de Manuel Castells\* [**sur sa trajectoire, voir *infra***]. Ce dernier écrit que, « chose extraordinaire », lui et d'autres sociologues de l'urbain produisaient « des pages et des

---

<sup>1860</sup> Voir notamment Jean-Michel Chahsiche, « Les intermédiaires... », *art. cit.* Voir également notre chapitre 6.

<sup>1861</sup> Voir les recherches de Christelle Dormoy-Rajramanan, « La sociologie nanterrienne « autour de 68 ». Entre expertise et contestation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2018/3 (Vol. 12, N°3), pp. 481-511.

<sup>1862</sup> Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 339.

<sup>1863</sup> Sur la production savante produite par l'État, voir Étienne Péniassat et Mathieu Hauchecorne, « The field of state expertise », in Charlotte Halpern, Patrick Hassenteufel et Philippe Zittoun, *Policy analysis in France*, Policy Press, 2017, pp. 191-208.

<sup>1864</sup> Sur cette période, voir François Fourquet, *Les Comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, Paris, Éditions Recherches, 1980 ; et sur la question spécifique des « sociologues urbains contre l'État », voir Michel Amiot, *Contre l'État, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France*, Paris, éditions de l'EHESS, 1986 ; ainsi que Pierre Lassave, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997.



pages pour montrer comment fonctionnait la logique des intérêts des classes dominantes dans l'appareil d'État et nous étions tous subventionnés par l'appareil d'État »<sup>1865</sup>. C'est aussi le cas d'André Bruston\* [voir le chapitre 5], maître de conférences à Grenoble en urbanisme et qui publie en 1979 *Violence et transgression*, chez Anthropos, éditeur qui héberge durant les années 1968-1981 la collection « Société et urbanisme », dirigée par Henri Lefebvre\*<sup>1866</sup>. Ces titulaires embauchent pour ces recherches de nombreux non titulaires qui, dans l'après-mai, sont des marxistes convaincus—C'est le cas par exemple de chercheurs communistes comme Jean Lojkine\*, Christian Topalov\*, Edmond Prétéceille\*, Alain Chenu\* Jean-Pierre Terrail\*, Danielle Bleitrach\* ou François Ascher\*.

La présentation de ces dix variables permet d'avoir une première vue d'ensemble de notre population d'intellectuels. Avant d'en venir à l'ACM, nous souhaitons présenter quelques remarques sur les limites du codage.

### ***I/C. Quatre remarques sur les limites du codage***

En réduisant de très nombreuses informations qualitatives saisies dans notre base de données, le codage permet un traitement de correspondances multiples mais perd, dans le même temps, quelques informations précieuses. La première remarque concerne les sans-réponses (NA, signifie non-applicable). Si, pour l'ACM, les sans réponse ne sont pas un réel problème<sup>1867</sup> -, la difficulté demeure pour l'analyse de notre population.

Historiquement, la question des NA n'est pas nécessairement saillante car la méthode prosopographique a été pensée comme une méthode adaptée à l'analyse des élites, ce qui a d'ailleurs pu motiver des accusations d'élitisme à son encontre. De fait, cette méthode a été d'abord utilisée par les historiens de l'Antiquité gréco-romaine. Dès 1970, dans un article faisant le point sur les travaux prosopographiques sur Rome et l'Italie, l'historien Claude

---

<sup>1865</sup> Géraldine Pfieger, *De la ville aux réseaux. Dialogues avec Manuel Castells*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 2006, p. 94.

<sup>1866</sup> On trouve dans ces réseaux des intellectuels se trouvant à la périphérie de notre population comme Anne Querrien, proche de Guattari, membre dans les années post-1968 du CERFI et chargée de mission dans les années 1970 puis 1980, dans la continuité de ses engagements soixante-huitards. Entretien avec Anne Querrien, 28 mars 2013. Voir aussi François Dosse, *Gilles Deleuze, Félix Guattari : biographie croisée...*, op. cit., chapitre 15 sur « Le CERFI dans ses œuvres ». On peut également penser à Monique Pinçon-Charlot, ou à Michel Freyssenet, né le 6 août 1941, qui est contractuel au Centre de Sociologie Urbaine (CUS) à partir de 1970, et qui enchaîne les contrats de recherche en urbanisme jusqu'à son recrutement au CNRS en 1978.

<sup>1867</sup> Le problème des sans réponses est évacué par l'utilisation de l'argument « impute MCA » du package MissMDA - dont le but est, pour le dire rapidement, d'attribuer aux « NA » une valeur à partir de ce que l'on connaît des corrélations au sein de la base de données. D'autres choix sont possibles, comme d'enlever tous les individus avec des « NA » ou de ventiler les cases sans réponse de façon aléatoire. Ces solutions nous ont paru moins satisfaisantes compte tenu de la structure de notre base de données.

Nicolet expliquait que la plupart se sont orientés soit vers l'établissement d'imposants dictionnaires biographiques, soit vers l'analyse des carrières et du recrutement des élites politiques romaines, magistrats et sénateurs en tête<sup>1868</sup>. Les recherches prosopographiques se sont ensuite étendues à des périodes plus récentes, et notamment au Moyen-Âge, en questionnant la genèse et la structure de l'État moderne grâce à la sociographie de l'État et de ses serviteurs<sup>1869</sup>. Enfin, d'autres travaux se sont intéressés aux élites intellectuelles, comme ceux de Christophe Charle<sup>1870</sup>. Cette dimension élitiste tient aussi aux sources elles-mêmes, qui sont, bien souvent, les archives du pouvoir.

Or, en raison de la manière dont nous avons construit notre population, les sans-réponses font partie intégrante de la recherche, puisqu'il s'agit d'individus ont laissé peu de traces. Plus précisément, plusieurs dizaines d'individus cumulent même tous les « NA », ce qui signifie qu'une partie de notre population s'identifie par son caractère totalement anonyme, ce qu'ont pu montrer des tests où les modalités « NA » étaient conservées comme contributives dans l'ACM. De plus, cette absence de traces est renforcée par une utilisation importante du pseudonyme, ce qui rend souvent difficile de retrouver l'identité véritable des auteurs<sup>1871</sup>. Si les « NA » ne seront pas présentés comme un « idéal-type », ils ne peuvent être ignorés. On peut préciser, au vu de la connaissance que nous avons de notre population, que les sans-réponses sont principalement des étrangers, des femmes, et des membres des classes populaires et moyennes. Ils sont donc vraisemblablement proches des individus les moins dotés de notre population, et ils ont sans doute connu pour beaucoup des trajectoires de « disparition » intellectuelle similaires à celles que nous décrirons plus loin [voir le chapitre 7].

---

<sup>1868</sup> Claude Nicolet, « Prosopographie et histoire sociale : Rome et l'Italie », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n° 5, 1970, pp. 1209-1228.

<sup>1869</sup> Hélène Millet, *Les chanoines du chapitre cathédral de Laon : 1272-1412*, Rome, École Française de Rome, 1982 ; Françoise Autrand, [Naissance d'un grand corps de l'État : les gens du Parlement de Paris : 1345-1454](#), Paris, Publications de la Sorbonne, 1981 ; Jean-Philippe Genet et Günter Lottes, *L'État moderne et les élites...*, *op. cit.*, p. 13. Voir aussi Bernard Vincent et Jean-Philippe Genet, [État et Église dans la genèse de l'État moderne : actes du colloque](#), Madrid, Casa de Velasquez, 1986 ; ainsi que le numéro 118 d'*Actes de la recherche en sciences sociales* publié en 1997 et consacré à la « Genèse de l'État moderne ».

<sup>1870</sup> Pour un guide général de la prosopographie des élites françaises, voir le travail collectif *Prosopographie des élites françaises (XVI<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles). Guide de recherche*, Paris, CNRS-IHMC, 1980 ; voir aussi, dix ans plus tard : Christophe Charle, « Où en est l'histoire sociale des élites et de la bourgeoisie ? Essai de bilan critique de l'historiographie contemporaine », *Francia*, série contemporaine, 18-3, 1991, pp. 123-134.

<sup>1871</sup> Ces pseudos recouvrent plusieurs fonctions : une fonction purement esthétique (pouvoir choisir son nom littéraire), une fonction scientifique (ne pas se couper de son terrain) ou, bien plus fréquemment, une fonction de prudence politique et une volonté de ne pas se retrouver professionnellement en difficulté (pour les universitaires, les chercheurs contractuels d'établissement publics et les hauts fonctionnaires notamment). Dans son étude sur la Ligue Communiste Révolutionnaire des années 1970, Jean-Paul Salles recense 118 pseudonymes renvoyant à 87 militants de la LCR, signe de l'importance de l'utilisation des pseudonymes à cette période – et particulièrement chez les trotskistes de la LCR ou de l'OCI de Pierre Lambert. Voir Jean-Paul Salles, *La Ligue Communiste Révolutionnaire...*, *op. cit.*

La deuxième remarque concerne les engagements politiques de nos « intellectuels révolutionnaires ». Si des enquêtes s’y sont essayées<sup>1872</sup>, nous n’avons pas souhaité coder de variable relative aux engagements politiques, notamment partisans. Une telle entreprise nous a paru à la fois trop complexe à mener seul et trop incertaine, les engagements politiques des intellectuels étant à cette période à la fois changeants et nombreux. Nous avons donc abandonné le codage de tels engagements politiques, ce qui ne signifie pas qu’ils sont totalement absents. Ici, c’est le statut de « permanent politique » ainsi que l’ancrage éditorial qui permet d’expliquer sommairement l’intensité mais aussi l’orientation « marxiste » des engagements politiques de nos intellectuels en les rattachant aux traditions politiques révolutionnaires portées par Maspero, Anthropos et les ES.

Ce codage minimaliste mais significatif [**voir *infra***] ne doit cependant pas faire oublier que la saisie (tout comme l’enquête par entretiens et par archives) a, dans l’ensemble, permis de voir à quel point les engagements de nos intellectuels sont riches. L’engagement partisan est très répandu, au PCF bien sûr, mais aussi à l’extrême-gauche (groupes maoïstes, LCR), au PSU (Serge Mallet\*, Pierre Naville\*, Yvon Bourdet\* et beaucoup d’autres s’y investissent jusqu’au niveau national), mais aussi au PS. Les anarchistes et les libertaires, bien que moins nombreux, sont aussi bien présents. Plus globalement, la palette des tous les engagements possibles de l’après-1968 se retrouvent [**voir le chapitre 2**], y compris, la vie en communauté. C’est le cas par exemple pour Francis de Chassey\*<sup>1873</sup>. Né en 1934 dans une famille d’officiers, très croyants et très à droite, il est scolarisé de nombreuses années chez les jésuites, avant de se politiser à gauche jusqu’à rompre avec la religion à la fin des années 1950, durant la guerre d’Algérie. Il obtient alors le CAPES de philosophie, et part enseigner cinq ans en Mauritanie (1964-1969), puis en Algérie (1970-1972). Il revient en métropole, enseigne un an à Angoulême, et est en 1973 recruté au Centre Université de Coopération Économique et Sociale de Nancy (CUCES). Formateur d’adultes, il a officiellement le statut de maître-assistant car il est rattaché à l’université. Il reste en poste jusqu’en 1981, et à propos de ces années qu’il m’explique en entretien appliquer ses engagements politiques d’extrême-gauche à sa vie

---

<sup>1872</sup> Julie Pagis a par exemple souhaité renseigner l’intensité et la forme de la participation de ses enquêtés aux événements de Mai-Juin 1968, ainsi que le contenu de l’engagement politique entre 1968 et 1974, en distinguant les engagements politiques dans la gauche partisane (PC/PSU), à l’extrême-gauche ou hors structure (ainsi que l’absence d’engagement). Le collectif Sombbrero distingue pour sa part trois grandes familles d’engagements (syndicaux, gauches alternatives, et féministes), et plusieurs sous-engagements, comme « gauchiste maoïste », « gauchiste PSU », « gauchiste Révo/OCT » ou « gauchiste ». Voir Julie Pagis, *Mai 68...*, *op. cit.*, p. 122, et Olivier Fillieule et al, *Changer le monde...*, *op. cit.*, p. 1105.

<sup>1873</sup> Les informations qui suivent sont tirées d’un entretien Skype avec Francis de Chassey\*, 26 mai 2020.

quotidienne, puisqu'il vit durant de nombreuses années dans une communauté<sup>1874</sup>. Cet exemple illustre plus globalement que la politique se retrouve jusque dans la sphère intime, à l'image d'Yvon Bourdet\* qui, au vu du contenu de ses lettres les plus personnelles, prône le refus du couple, ce qui, certes, n'est à l'époque pas propre aux autogestionnaires.

L'exemple de Francis de Chassey\* amène à notre troisième remarque, qui concerne la forte mobilité intellectuelle de notre population. Si le choix de nos variables écrase malheureusement la temporalité et les carrières, la saisie permet de voir que le passage (souvent professionnel) par l'étranger – et notamment par l'Afrique – est fréquent au sein de notre population [**sur les cas de Cuba et de l'Algérie, voir le chapitre 3**]. On peut ainsi penser à l'historienne Hélène Almeida-Topor\* (1932-2020), qui enseigne entre 1960 et 1970 dans un lycée de Porto-Novo (au Dahomey en début de période devenu Bénin ensuite), puis à l'Institut d'enseignement supérieur du Bénin toujours à Porto-Novo et à Lomé (Togo), ou à l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch\*, née en 1935, ancienne élève de l'ENSJF (Sèvres), agrégée d'histoire en 1959 et qui passe dans les années 1960 de nombreuses années au Congo, pays auquel elle consacre une thèse soutenue en 1966 et intitulée *Brazza et la prise de possession du Congo. La mission de l'ouest africain, 1883-1885*. Enfin, on peut mentionner Pierre Fougeyrollas\* et Louis-Vincent Thomas\*, tous deux en poste à l'université de Dakar jusqu'en 1968, avant que les événements ne les poussent à rentrer en France. Bref, si elle ne survit pas à l'opération de codage, cette mobilité, et l'ouverture sur le monde qui l'accompagne, semble favoriser l'engagement « révolutionnaire » des intellectuels, au moins de certaines classes d'âge qui partent à l'étranger entre la fin des années 1950 et le début des années 1970.

Enfin, notre dernière remarque porte sur la judéité. Si nous n'avons pas non plus souhaité en faire une variable, de nombreux intellectuels de notre corpus ont des origines juives — tout en étant généralement athées. À la suite de Florence Joshua qui montre l'importance de la Shoah chez nombre de familles juives de gauche et son rôle dans la mobilisation politique<sup>1875</sup>, il semble que l'identité juive aille avec des dispositions au militantisme révolutionnaire<sup>1876</sup>. S'il est difficile de donner un chiffre, on peut quand même avancer, tout en gardant en tête la

---

<sup>1874</sup> Un autre exemple, à la marge de notre population, est celui du philosophe Jean-Luc Nancy, qui habite durant toutes les années 1970 dans une communauté alors qu'il est en poste à l'université de Strasbourg. Entretien avec Jean-Luc Nancy, 9 septembre 2015.

<sup>1875</sup> Même si c'est avant tout le silence qui entoure la Shoah dans les familles juives.

<sup>1876</sup> Voir Florence Joshua, « Nous vengerons nos pères... ». De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », *Politix*, vol. 104, n°4, 2013, pp. 203-233. Voir également le film documentaire du même nom qui en est tiré, de Florence Joshua et Bernard Boespflug, 2017.

fragilité de ce chiffre, qu'environ ¼ des membres de la population a des origines juives<sup>1877</sup>. Cette affinité des « marxismes » avec la « question juive »<sup>1878</sup> prend, outre le militantisme rationaliste<sup>1879</sup>, plusieurs formes tragiques : trajectoires d'exils des ascendants depuis l'Europe de l'Est et naissance à l'étranger et exil en France, drame de la Shoah qui décime la cellule familiale, ou encore expérience d'être minoritaire, par exemple au Maghreb.

Le cas de Rachel Ertel\* est, ici, exemplaire du poids de ce passé juif<sup>1880</sup>. Née en 1939 en Pologne dans une famille d'intellectuels (son père et sa mère sont des poètes yiddish), la famille émigre en France en 1948 après le traumatisme de la seconde guerre mondiale durant laquelle son père, menchevik, a été déporté un temps au Goulag, tandis qu'elle a été, avec sa mère, exilée en Sibérie et assignée à résidence. Elle fait ses études en France – ses parents parlent le yiddish à la maison, et maîtrisent à peine le français – jusqu'à obtenir l'agrégation d'anglais puis, dans l'après-1968, d'être recrutée à Paris VII Jussieu, plus précisément à l'Institut Charles V, spécialisé dans la langue anglaise. C'est dans ce cadre qu'elle commence à donner des cours sur les minorités aux États-Unis (*En marge : sur les minorités aux États-Unis*, Maspero, 1971)<sup>1881</sup> – dont la minorité juive – et, surtout, qu'elle arrive à institutionnaliser peu à peu un travail sur la langue yiddish – « la langue des assassinés », dit-elle – aussi bien à l'université qu'avec une collection, « Domaine yiddish », lancée dès 1970 et qui connaîtra de nombreux éditeurs. Cette dimension juive de l'engagement, mis en avant par d'autres<sup>1882</sup>, est ainsi présente chez nombreux membres de notre population.

---

<sup>1877</sup> Par exemple, dans le cas des 374 individus qui publient au moins un livre aux éditions Maspero (auteurs simples et doubles), 69 personnes ont des origines juives de façon certaine (elles le mettent en avant en entretien ou dans leur autobiographies, ont été enfants cachés, ont eu des membres de la famille exterminée, etc...). On peut également penser raisonnablement qu'une trentaine d'autres ont des origines juives en raison de leur nom de famille ou de l'histoire familiale marquée par une émigration en France dans les années 1930. Si on ajoute les individus pour lesquels nous n'avons aucune information mais qui peuvent l'être (informations manquantes ou bien qui ne sont pas mises en avant), on peut même penser qu'1/3 des auteurs Maspero ont des origines juives.

<sup>1878</sup> Pour reprendre le titre d'Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive. Histoire d'un débat (1843-1943)*, Paris, PEC-La Brèche, 1990.

<sup>1879</sup> Voir Sylvain Laurens, *Militer pour la science : les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*, Paris, EHESS, 2019.

<sup>1880</sup> Nous nous appuyons ici sur Rachel Ertel\*, *Mémoire du yiddish. Transmettre une langue assassinée : entretiens avec Stéphane Bou*, Paris, Albin Michel, 2019. Il s'agit d'entretiens diffusés d'abord sur France Culture.

<sup>1881</sup> Rachel Ertel\*, Élise Marienstras\*, Geneviève Fabre\*, *En marge : sur les minorités aux États-Unis*, Paris, Maspero, 1971.

<sup>1882</sup> Daniel Lindenberg\*, par exemple, écrit en 2008 : « Né en octobre 1940, je me suis toujours vécu comme un rescapé. Aussi l'autobiographie de Pierre Goldman me touche comme si j'avais commis moi-même cet "acting-out", même si je n'ai pas intériorisé comme lui la violence des bourreaux... Ces *Souvenirs d'un juif polonais né en France* ont véritablement marqué un tournant. Par une triste ironie de l'histoire, ils anticipaient sur ce qu'on peut appeler (je l'ai fait dès 1994 dans un article de *Vingtième siècle*) la "guerre des mémoires" en France. Goldman était le premier à briser le silence observé par les survivants de la catastrophe. Après tout, les piétons de mai avaient défié la génération de leurs parents en clamant : « Nous sommes tous des juifs allemands ! » Les juifs

Après cette longue présentation de nos données, que l'on a voulu la plus réflexive possible, il faut désormais détailler l'analyse de correspondances multiples qui permet de représenter un espace des intellectuels marxistes dans l'après-1968 et dégager, à travers les ruptures qui le traversent, des pôles qui sont autant d'idéaux-types « d'intellectuels révolutionnaires ».

## ***II — L'ACM, une projection graphique des propriétés des « intellectuels révolutionnaires »***

Les 8 variables et 34 modalités que nous venons de présenter ont fait l'objet d'une analyse des correspondances multiples (ACM), que nous présentons maintenant. Cette technique possède l'avantage de pouvoir représenter graphiquement à la fois les relations entre les modalités mais, aussi, entre les individus. Elle a pour but d'offrir au lecteur une photographie générale de notre population, et se présente comme un complément nécessaire à la présentation de trajectoires biographiques.

En utilisant l'ACM comme un outil permettant de trier, classer et ordonner les caractéristiques des individus enquêtés, l'analyse se déroulera ici en deux temps. Nous reviendrons d'abord sur la construction de l'ACM, les modalités actives et illustratives choisies, avant de présenter l'ACM. Il s'agira donc, dans un premier temps, de visualiser (A), puis de décrire, à partir de l'ACM et de notre connaissance de la population, 5 idéaux-types « d'intellectuels révolutionnaires » (B).

### ***II – A. Sélections des variables actives et représentation graphique***

Les deux représentations graphiques que produit l'ACM – celle des rapports entre les modalités de notre jeu de données et celle entre nos 813 individus – ont toutes les deux la même logique : élaborer une cartographie qui repose sur les différences entre les modalités et les acteurs qui les portent. Autrement dit, c'est l'écart à la moyenne qui est significatif. Cette propriété de l'ACM fait qu'il importe, au mieux, de construire des modalités dont les effectifs sont équilibrés pour éviter au maximum l'effet « distinction » - et artificiel – de l'une d'elles. C'est ce qui motive notre choix de ne pas retenir le sexe comme une variable active de l'ACM,

---

français ne voulaient donc plus être des marranes ». Cf Daniel Lindenberg\*, *Choses vues : une éducation politique autour de 68*, Paris, Bartillat, 2008, pp. 181-182.

le risque étant de modifier la structure de la représentation graphique. Le sexe est donc une variable supplémentaire<sup>1883</sup> (codée « H » et « F »).

De même, nous avons mis les informations relatives aux éditeurs (les modalités « Anthropos\_1 », « Maspero\_1 » et « Éditions\_sociales\_1 » indiquent que l'individu publie chez cet éditeur<sup>1884</sup>, contrairement aux modalités « Anthropos\_0 », « Maspero\_0 » et « Éditions\_sociales\_0 »), en modalités supplémentaires. Ce choix n'est pas lié à des problèmes techniques, mais répond à une raison méthodologique. En « illustrant » ainsi l'ACM, on se donne les moyens de voir à quel niveau de l'espace social l'éditeur « recrute ». La position sociale des maisons d'édition est expliquée par le profil des intellectuels qui y publient, ce qui permet de voir s'il existe une éventuelle homologie entre les idées – les traditions révolutionnaires qu'incarnent ces maisons d'éditions – et les individus qui les portent.

Nous avons conservé finalement 7 variables actives, pour un total de 32 modalités qui sont représentées dans l'ACM. On y a ajouté deux modalités illustratives concernant le sexe, et six modalités illustratives sur les éditeurs. L'histogramme des valeurs propres [**voir le graphique en annexe**] représente de façon décroissante les contributions de chaque axe à la variance totale.

L'interprétation s'est concentrée sur les axes 1 et 2, qui forment le premier plan factoriel. Ces deux axes sont représentés dans le graphique 10 qui projette les coordonnées de toutes les modalités, illustratives comprises, avec un jeu de couleur différent<sup>1885</sup>. Le graphique 11 présente le nuage des individus, avec un point rouge foncé quand les mêmes coordonnées représentent plusieurs individus distincts.

L'axe 1, horizontal, contribue à 9,60% de la variance totale (avec une valeur propre de 0,295). Il est principalement structuré par les capitaux scolaires des individus de notre population : avoir l'agrégation contribue à 28,7%, et être passé par une ENS contribue à près de 20,4%. Ensuite être un universitaire de catégorie B contribue à 8,2%, ne pas avoir l'agrégation contribue à 7,4% (négativement, donc vers l'ouest du graphe), un peu plus qu'être un universitaire titulaire de catégorie A (4,5%). Avoir un doctorat d'histoire est également un atout pour figurer dans la population (4,1%), tout comme enseigner dans le secondaire (4,1%). Négativement, les modalités être un professionnel de la politique (3,1%), être né à l'étranger

---

<sup>1883</sup> Ce qui signifie que l'on projette ses coordonnées, mais qu'elle ne contribue pas à la construction graphique.

<sup>1884</sup> Il peut donc posséder plusieurs de ces modalités simultanément.

<sup>1885</sup> Pour un graphique avec seulement les modalités les plus contributives (supérieures à  $1/32 = 3,13\%$ , 32 étant le nombre de modalités) projetées, pour un tableau qui présente les contributions de toutes nos modalités à ces deux axes, indique les coordonnées de toutes les modalités, et le  $\cos^2$  de chaque modalité, voir les annexes. De même pour le nuage d'individu avec les noms.

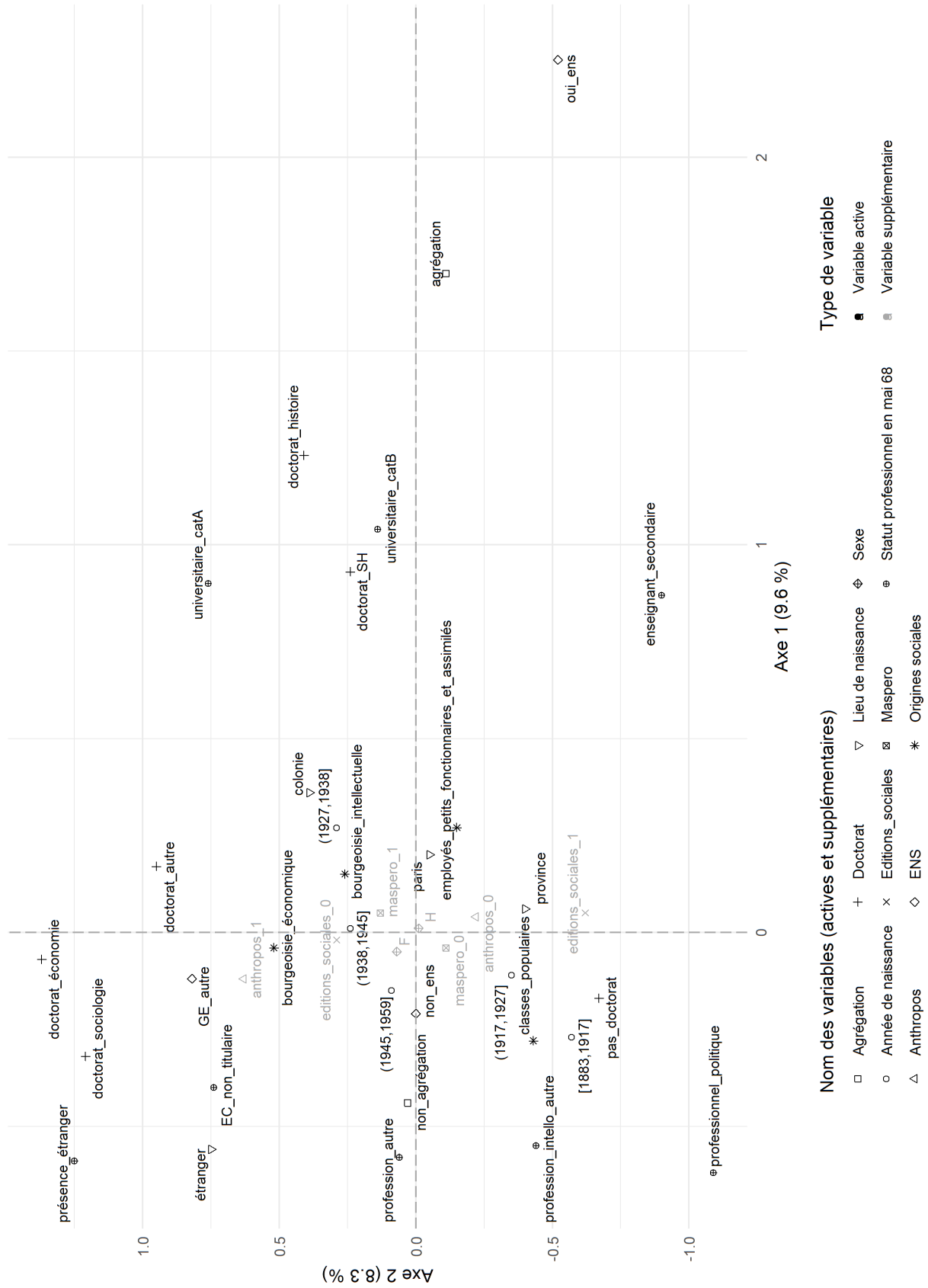
(3,1%) et exercer une professionnelle intellectuelle « autre » (2,7%) contribuent autour de la moyenne des modalités à la construction de cet axe.

Le deuxième axe, vertical, contribue pour sa part à 8,34% de la variance totale (avec une valeur propre de 0,256). Verticalement, l'absence de doctorat contribue très négativement (14,5), tout comme « être un professionnel de la politique » (10,8). Certains doctorats jouent ici aussi à plein – mais pas les mêmes qu'horizontalement, puisqu'il s'agit surtout ici du doctorat de sociologie (8,6% au Nord), du doctorat d'économie (7,3%) et d'autres doctorats (6,9%). Ne pas avoir de poste de titulaire dans l'enseignement et la recherche est également une modalité décisive, puisqu'elle contribue à 4,7% de la variance de l'axe. À côté de ces modalités, les plus importantes sont des informations socio-démographiques ou ce qui s'y rapportent : être né à l'étranger est très discriminant (6,3%), tout comme être présent à l'étranger au moment de la publication de l'ouvrage (8%), mais aussi être né en province (4%), être issu de la bourgeoisie économique (3,4%) ou des classes populaires (3,2%) ou encore être né avant 1917.

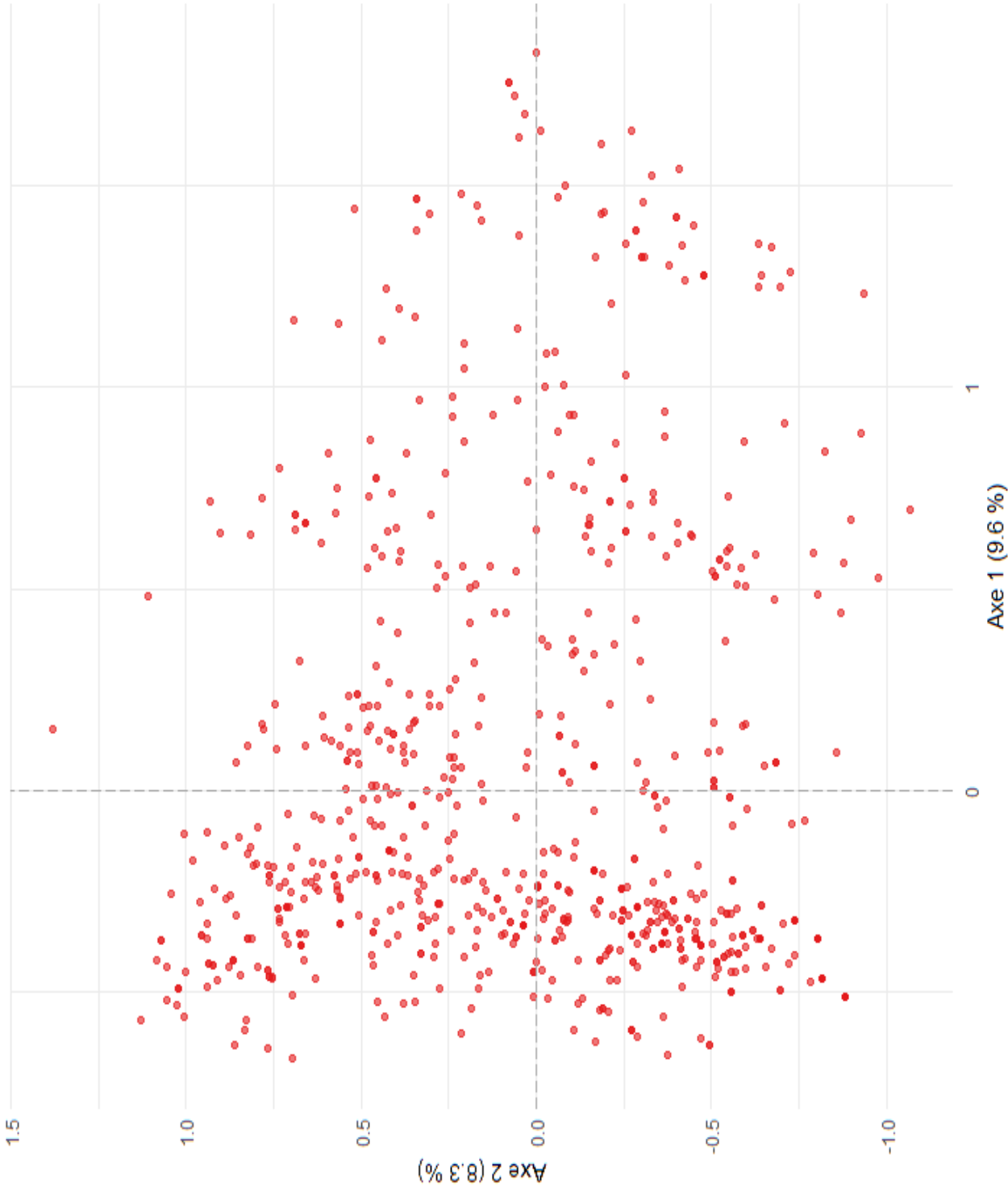
Autrement dit, on peut dire que l'axe horizontal classe les individus selon leur capitaux culturels (ici, scolaires) et, avec eux, leur proximité à l'université. À l'Est, les individus sont plus diplômés et proches du savoir légitime (ici, universitaire), tandis qu'à l'Ouest, c'est davantage la proximité avec des professions moins intellectuelles et, aussi, plus artisanes qui s'observe. Pour l'axe vertical, la représentation graphique des axes 1 et 2 oppose, au Nord, des individus internationalisés (ils sont nés à l'étranger ou présents à l'étranger dans l'après-1968, et ont des diplômes mais pas les plus centraux sur le marché français, comme le doctorat de sociologie et d'économie) à un pôle national, au Sud, qui réunit des individus plus âgés, plus provinciaux et d'origines sociales moins élevées.



Graphique n° 10 : Nuage des modalités actives et illustratives sur un plan factoriel 1-2



Graphique n° 11 : Nuage des individus les plus contributifs de notre population

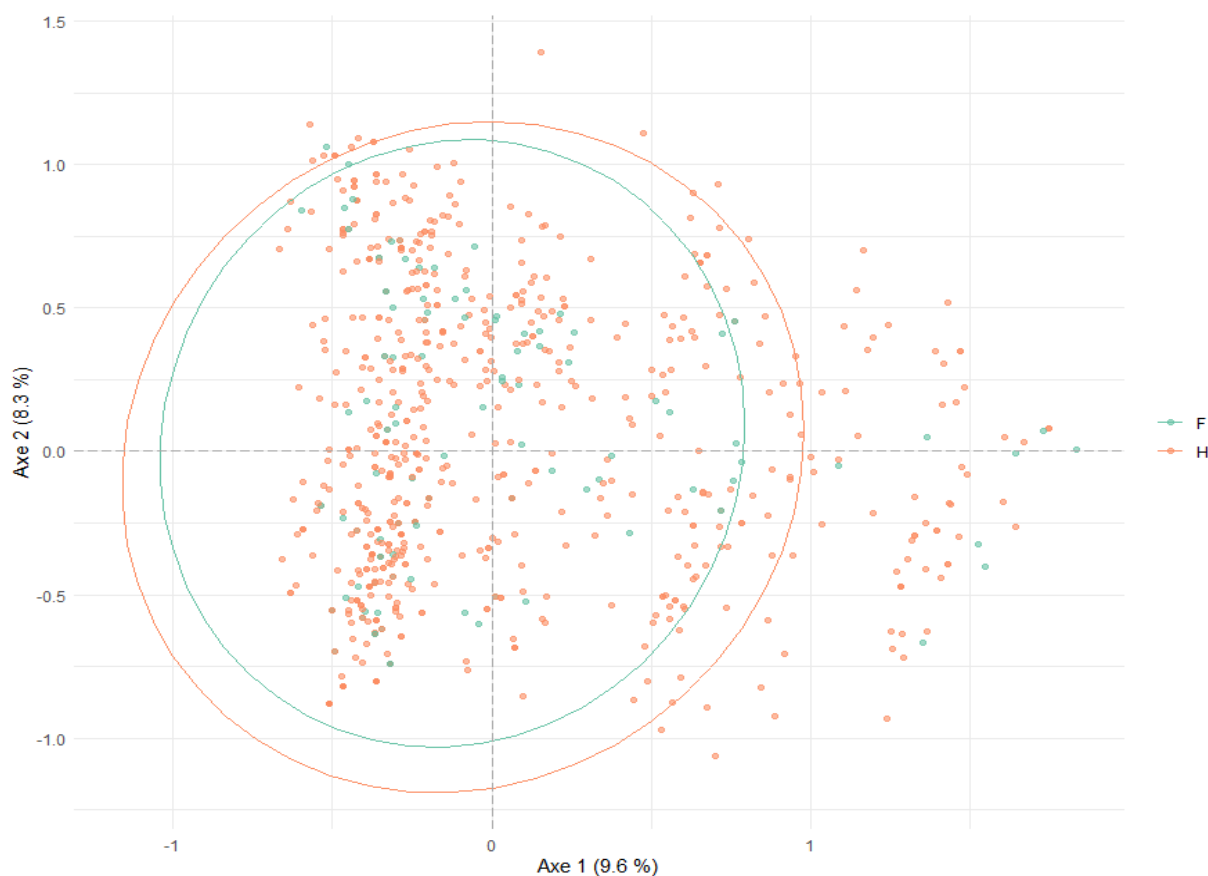


Avant de revenir plus longuement sur la structuration de l'espace des intellectuels « révolutionnaires » dessiné par cette ACM en dégagant des idéaux-types, on souhaite étudier les nuages des individus sous plusieurs points de vue.

Tout d'abord, on observe dans le graphique 11 une plus forte densité à l'Ouest du graphique, là où il y a relativement moins de capital culturel et – ce qui va avec – moins de forte légitimité scolaire. Ce constat indique une spécificité certaine (une marginalité sociale et scolaire) des « intellectuels révolutionnaires » par rapport à d'autres types d'intellectuels.

Ensuite, on voit que le sexe est peu explicatif [voir le graphique 12], puisque les femmes se concentrent légèrement plus au centre que les hommes, mais sans dessiner de tendance vers un des pôles. C'est pourquoi les intellectuelles n'ont pas fait l'objet d'un traitement spécifique comme un « idéal-type », puisque cette variable ne permet pas de comprendre la façon dont cet espace est ordonné. On peut malgré tout interpréter cette « centralité » des femmes (au niveau des coordonnées de l'ACM) ainsi : pour publier chez un de nos trois éditeurs quand on est une femme, il faut être « centrale » - c'est-à-dire, non marginale ou originale.

**Graphique n° 12 : ellipse de concentration du nuage d'individus selon le genre**

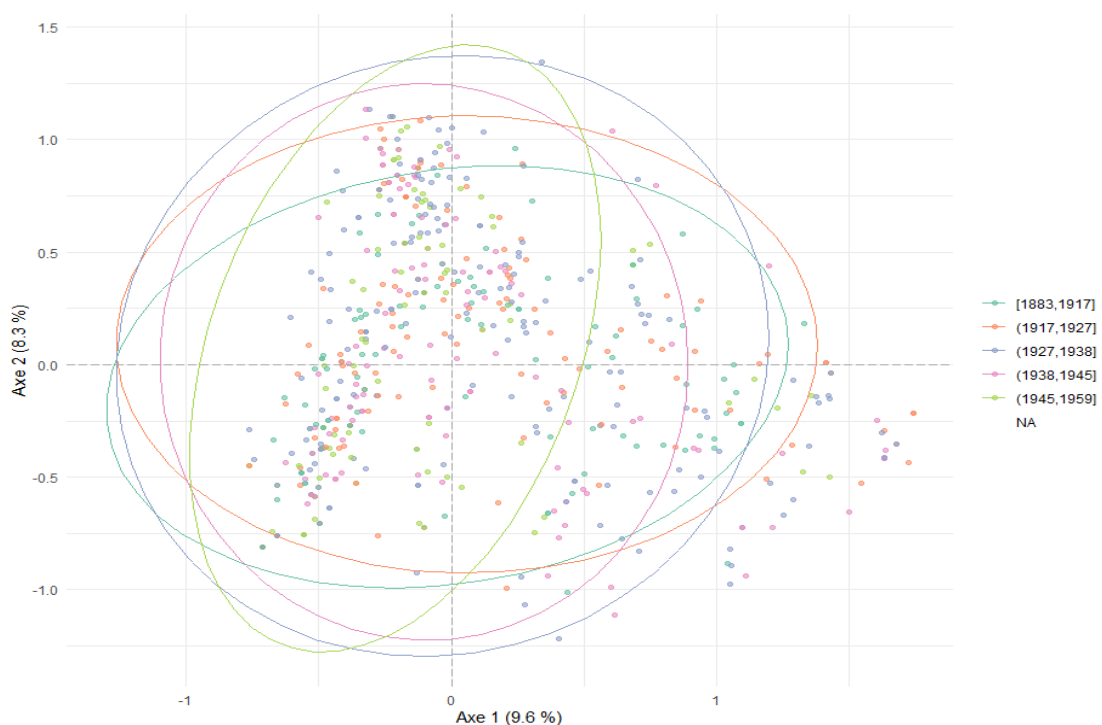


Les graphiques 13, 14 et 15 éclairent la façon dont le nuage d'individus se concentre selon l'âge, le statut professionnel et le type de doctorat. Si les ellipses de concentration sont finalement assez bien réparties entre les cinq modalités, on voit malgré tout que les plus âgés tendent à se répartir principalement dans le cadran sud-ouest du graphique, quand les plus jeunes se concentrent davantage vers le centre du graphe et vers le nord.

Le graphique 16 montre plus clairement que les individus se répartissent fortement selon les modalités de leur statut professionnel, ce qui va dans le sens, comme on l'a dit, de la centralité de cette variable dans la construction des axes. On observe nettement la concentration des professions les plus intellectuelles (universitaires et enseignants du secondaire) à l'Est du graphique, alors que les moins intellectuelles sont à l'Ouest, et que les non titulaires et les individus travaillant à l'étranger se concentrent au Nord, légèrement Nord-Ouest.

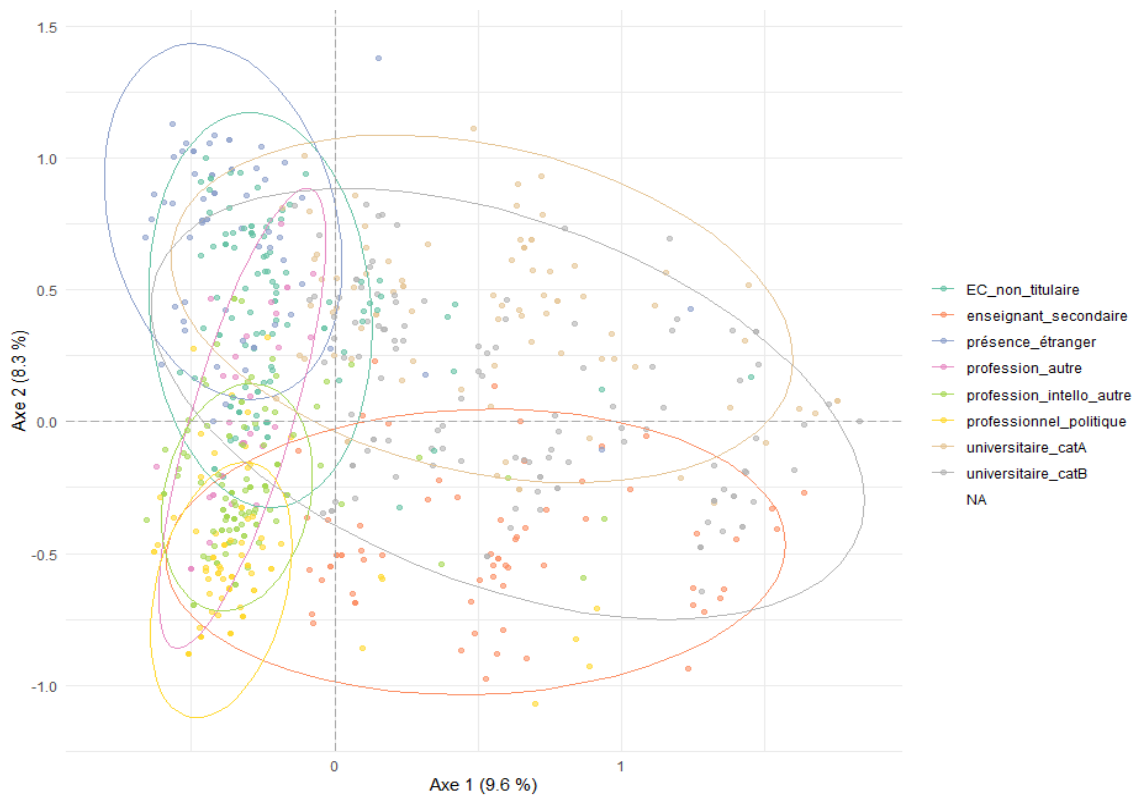
Le graphique 15, enfin, illustre la concentration des moins diplômés dans le sud-ouest du graphique (ils n'ont pas de doctorat, ni d'agrégation ou de passage par une grande école), alors que les docteurs en économie et en sociologie sont principalement situés au Nord du graphique, et que les docteurs en histoire et en sciences humaines (centralement la philosophie), sont très bien représentés à l'Ouest, signe, aussi, de l'ancienneté de ces disciplines, puisqu'elle compte nombre de représentants chez les universitaires titulaires.

**Graphique n° 13 : ellipse de concentration du nuage d'individus selon l'âge<sup>1886</sup>**

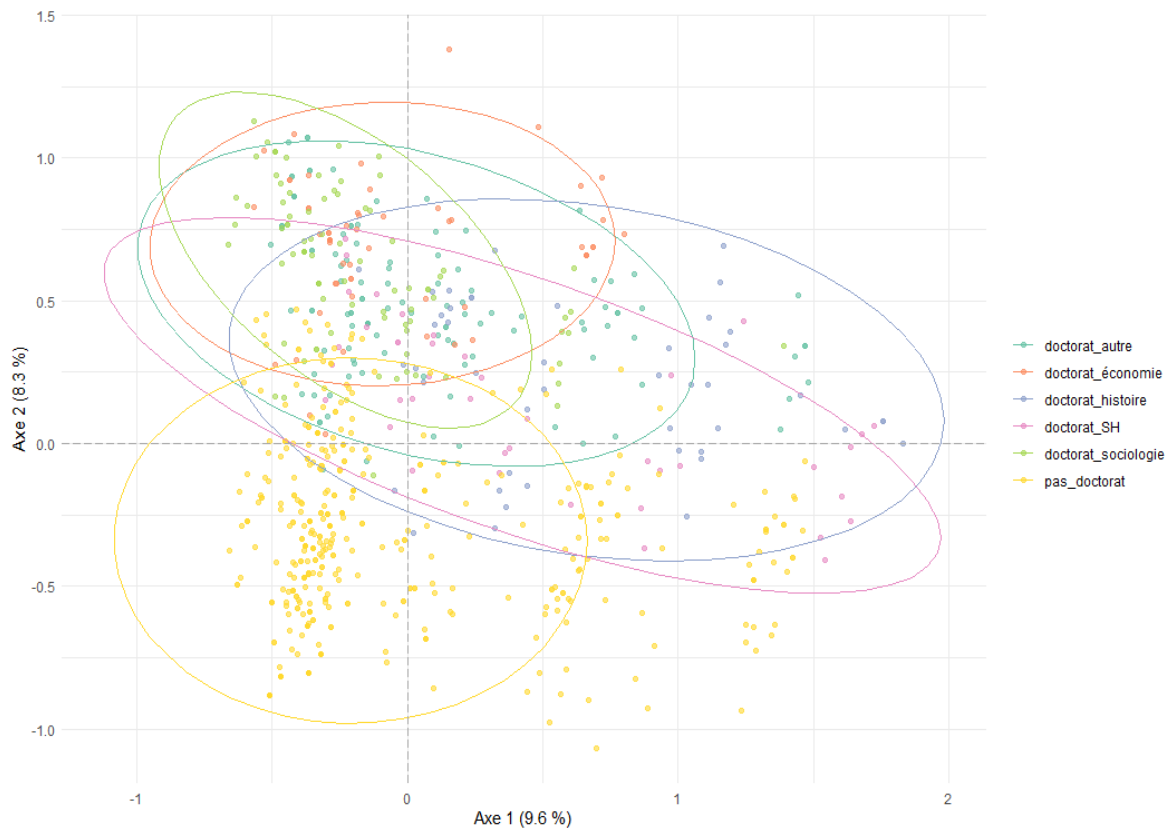


<sup>1886</sup> Le nuage d'individus du graphique 13 est différent en raison de l'absence des NA au sein du graphique.

**Graph. n° 14 : ellipse de concentration du nuage d'individus selon le statut professionnel**



**Graph. n° 15 : ellipse de concentration du nuage d'individus selon le type de doctorat**



L'ACM permet, en organisant relationnellement les individus et leur « modalités », de donner à voir un espace des « intellectuels révolutionnaires » des années 1968-1981. Plus précisément, en projetant sur les axes 1 et 2 la place relationnelle de ces modalités et de ces individus – le nuage —, on peut voir que certaines informations sont plus discriminantes que d'autres. C'est le cas des statuts professionnels (être universitaire ou non, titulaire ou non) puisque, comme le montre le graphique 14, cette variable est particulièrement importante dans la répartition des individus sur les axes 1 et 2. C'est également le cas des capitaux scolaires détenus par nos intellectuels mais aussi des disciplines elles-mêmes, la sociologie et l'économie étant par exemple très au nord du cadran. On peut également voir que certaines modalités socio-démographiques participent activement à la construction des axes, comme le fait d'être né avant 1917, d'être né après 1938 et donc âgé de moins de 30 ans en 1968, ou encore d'être né dans un pays étranger. Grâce à ces regroupements qui dessinent des combinaisons de modalités, l'ACM permet, grâce à une bonne connaissance de la population étudiée aussi par l'enquête qualitative, d'interpréter cet espace pour dresser une typologie « d'intellectuels révolutionnaires ».

## ***II – B. Cinq idéaux-types « d'intellectuels révolutionnaires »***

Interpréter une ACM, c'est dessiner un « espace des possibles biographiques »<sup>1887</sup>, autrement dit, dans notre cas, décrire la production des dispositions révolutionnaires chez les intellectuels. Si, dans la tradition wébérienne, l'idéal-type est une démarche instrumentale qui permet d'identifier des modèles abstraits – dans le sens où elles ne se retrouvent pas toujours parfaitement dans les phénomènes observés — cet outil méthodologique est particulièrement heuristique quand il est combiné à la présentation de trajectoires biographiques. En utilisant ces deux méthodes complémentaires, nous présenterons cinq idéaux-types d'« intellectuels révolutionnaires » : l'« intellectuel ouvrier », l'« intellectuel francophone », « l'intellectuel universitaire », « l'intellectuel précaire », et « l'intellectuel pratique ». Si leur construction est principalement guidée par le poids du statut professionnel, ces idéaux-types ne s'y limitent pas et s'articulent avec d'autres modalités scolaires ou socio-démographiques.

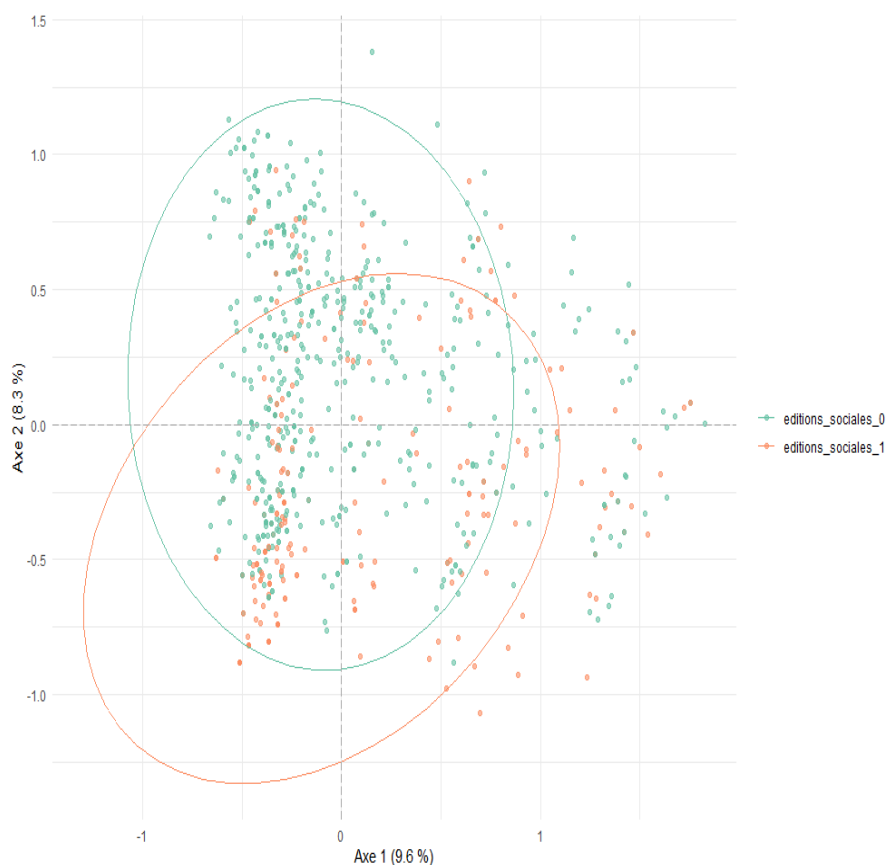
---

<sup>1887</sup> Christophe Charle, *La république des universitaires...*, *op. cit.*, p. 14.

### ***L' « intellectuel ouvrier » : un militant exemplaire***

Le premier idéal-type présent au sein de notre population de 813 « intellectuels marxistes » est celui que l'on a choisi d'appeler l' « intellectuel ouvrier ». Il se situe au sud-ouest du cadran. Il se retrouve très souvent au sein du monde communiste, comme le montre le fait qu'il publie majoritairement aux Éditions Sociales, ce que l'on peut voir à travers les coordonnées de la variable illustrative « Éditions\_sociales\_1 » (au sud du graphique, légèrement à l'Est) ainsi qu'avec le graphique 16 qui dessine l'ellipse de concentration des individus qui publient chez cet éditeur. On voit qu'elle tend nettement vers le sud-Ouest, où se concentrent plusieurs « intellectuels ouvriers », d'ailleurs souvent sur les mêmes coordonnées en raison du nombre limité de modalités actives intégrées à l'analyse.

### **Graph n° 16 : ellipse de concentration du nuage d'individus publiant aux Éditions Sociales**



Plus précisément, l' « intellectuel ouvrier » est un homme âgé (surreprésentation des modalités « 1883-1917 » et « 1917-1927 »), majoritairement issu des classes populaires et souvent né en province. Il se trouve éloigné de l'université et il est au contraire proche des modalités « professionnel politique » et « profession\_intello\_autre ». Enfin, il est peu diplômé, comme le montrent l'importance de la modalité « non\_agrégation » et celles, proches, indiquant

l'absence de doctorat ainsi que de grande école (non\_ENS indique, rappelons-le, l'absence de passage en ENS ou en GE\_autre). Certes, il faut ajouter, en suivant Claude Pannetier et Bernard Pudal, que ces « intellectuels ouvriers » qui prennent la plume ne sont pas non plus totalement démunis en matière de diplômes puisqu'ils détiennent, contrairement à nombre de militants anonymes, souvent le certificat d'études<sup>1888</sup>. Mais, par rapport à leur place dans notre jeu de données, ils font figure de non diplômés. Si on rapproche cet idéal-type de l'analyse des catalogues (*cf. chapitre 3*), on peut dire que ces « intellectuel ouvriers », qui sont aussi souvent des militants historiques parfois membres du Bureau Politique et plus souvent du Comité Central du PCF ou de la direction de la CGT, produisent surtout de la littérature de témoignage dans laquelle ils mettent en scène dans une autobiographie leur trajectoire exemplaire. C'est le cas, par exemple, parmi de nombreuses possibilités similaires, des trajectoires de Gustave Ansart\*, de Fernand Grenier\* et d'André Tollet\*.

Gustave Ansart<sup>1889\*</sup> possède pour coordonnées -0,467 sur l'axe 1, et -0,817 sur l'axe 2, ce qui le place au centre du cadran Sud-Ouest. Il est né à Roubaix en mars 1923, dans une famille ouvrière du textile et ancrée dans la tradition guesdiste. Après avoir travaillé dans un cabaret à Roubaix vers 1935, Gustave Ansart\* entre comme ouvrier à partir de 1938 dans l'usine où se trouve déjà son père. Il adhère à la CGT à l'âge de treize ans, et assiste à ces premiers meetings politiques. Vient la guerre, où plusieurs membres de sa famille résistent. Si il est proche des communistes, il n'a pas été très actif au sein de la Résistance. À la Libération, il réintègre l'usine et poursuit son activité syndicale, jusqu'à être remarqué par Louis Manguine, le dirigeant de l'union départementale de la CGT dans le Nord. Commence pour Gustave Ansart\* une carrière de permanent : il suit l'école du parti en 1952-1953, devient suppléant au comité central du PCF en 1954, en 1955 secrétaire de la fédération du Nord du PCF avant d'être élu député entre 1956 et 1958, puis à nouveau entre 1973 et 1990. C'est cette ascension qu'il raconte dans un livre d'entretien (et de témoignage) au titre évocateur publié en 1977 aux Éditions Sociales : *De l'Usine à l'Assemblée nationale : entretien avec Jacques Estager*, ouvrage qui constitue sa première publication. Il demeure engagé au PCF jusqu'à son décès en 1990, alors qu'il était encore député du Nord.

---

<sup>1888</sup> Dans leur étude sur les autobiographies d'intellectuels communistes, ils écrivent que « même dans un parti "ouvrier", écrivent essentiellement ceux que leur capital scolaire prédispose à l'écriture, les très bons élèves du primaire, ceux du primaire supérieur et évidemment ceux qui sont passés par la voie royale des collèges et des lycées, et qui, pour nombre d'entre eux, ont exercé des métiers d'écriture au sein du PCF », comme les journalistes ». Voir Claude Pannetier et Bernard Pudal, *Autobiographies, autocritiques...*, *op. cit.*, pp. 221 et *sq.*

<sup>1889</sup> Les propos qui suivent s'appuient sur sa notice dans le maitron et sur Gustave Ansart\*, *De l'usine à l'Assemblée nationale*, propos recueillis par Jacques Estager, Éditions sociales, 1977.



Cette carrière exemplaire de militant communiste se retrouve également chez Fernand Grenier\*, dont les coordonnées sont -0.510 sur l'axe 1, et -0.880 sur l'axe 2, ce qui le place légèrement plus au Sud-Ouest du cadran que Gustave Ansart\*. La raison en est simple : si Fernand Grenier\* est lui aussi issu des classes populaires (son père est domestique, sa mère sans profession), s'il est aussi né dans le Nord de la France (à Tourcoing), s'il n'a pas non plus de diplôme et s'il est aussi un responsable et un élu communiste important (membre du comité central de 1945 à 1965, conseiller municipal et député de Saint-Denis avant la guerre, et surtout de 1945 à 1965), il « diffère » (sur le plan factoriel) de Gustave Ansart\* par son âge, puisque, né en 1901, il appartient à la génération précédente. Mais hormis cette différence d'âge, tout les rapproche, y compris leur mode d'intervention intellectuelle à savoir ici la littérature de témoignage. En effet, Fernand Grenier\* publie dans les années 1970 un livre sur son expérience de militant historique du PCF (*Ce bonheur-là*, Éditions sociales, 1974). Une différence de taille cependant, qui n'est pas visible dans l'ACM, puisque la modalité « permanent » ne fait pas la distinction : Gustave Ansart\* a fait une carrière de permanent syndical alors que Fernand Grenier\* a suivi une carrière d'élu<sup>1890</sup>. De plus, Fernand Grenier a été un grand résistant, contrairement à Ansart\*.

Malgré ces différences que seules la présentation des trajectoires peut saisir à côté de l'ACM, on voit que Ansart\* et Grenier\* restent proches dans l'espace social projeté par l'ACM par rapport à l'ensemble des autres membres de la population. Ils ont également des coordonnées similaires à André Tollet<sup>1891</sup>\* (-0,328 et -0,705). Né à Paris en 1913 dans une famille de petits-commerçants pauvres, il suit une formation en tapisserie et commence à travailler très jeune dans différents ateliers parisiens dans les années 1920, durant lesquelles il adhère à la CGTU (1928) puis aux Jeunesses communistes. Actif politiquement dans divers mouvements de grève, il est souvent renvoyé par son patron et doit retrouver du travail dans un autre atelier. Il gravit les échelons au sein de la CGTU jusqu'à représenter l'organisation à Moscou, en 1934. Vient la guerre, durant laquelle il devient un représentant important de la Résistance. Il reprend après-guerre ce qui devient une véritable carrière de permanent syndical, qui l'amène à entrer au bureau confédéral de la CGT, où il reste jusqu'en 1951 avant d'être écarté des instances du syndicat. Il reste malgré tout permanent, mais dans des postes moins prestigieux : d'abord à l'Union départementale de Paris jusqu'en 1959 puis comme responsable

---

<sup>1890</sup> Il a battu Jacques Doriot à Saint-Denis en 1938. Sur le passage de Doriot du communisme au fascisme, voir Laurent Kestel, *La conversion politique...*, *op. cit.*

<sup>1891</sup> Les propos qui suivent s'appuient sur la notice d'André Tollet dans le Maitron, son autobiographie *Ma traversée du siècle*, publiée en 2002 chez un petit éditeur de Montreuil, ainsi que sur ses deux publications aux Éditions sociales dans l'après-1968, à savoir *La classe ouvrière dans la résistance* (1969) et *Le Souterrain* (1974).

à Prague durant les années 1960. Grand résistant, organisateur de la manifestation de Charonne appelée par la CGT<sup>1892</sup>, sa trajectoire politique est marquée, comme nombre de ceux-ci souvent réputés ingérables, par une certaine hétérodoxie qui l'a empêché de faire une véritable carrière de professionnel de la politique. Mais il reste, durant toute sa vie, très proche du monde communiste, et notamment de la mémoire de la résistance, puisqu'il est à la fin de sa vie le président du musée de la Résistance nationale installé à Ivry-sur-Seine, puis à Champigny-sur-Marne. C'est encore son expérience de la Résistance qu'il met en avant dans un ouvrage, *La classe ouvrière dans la résistance*, publié en 1969 aux Éditions Sociales.

Ce premier idéal-type d' « intellectuel ouvrier », âgé, issu des classes populaires, peu diplômé mais qui trouve dans le PCF l'occasion d'une carrière inespérée au regard de leurs ressources et de devenir des représentants de la classe ouvrière, s'oppose structurellement presque terme à terme à un deuxième profil, celui de « l'intellectuel francophone ».

### ***L' « intellectuel francophone »***

L' « intellectuel francophone » se situe au Nord du graphe, et tend vers l'Ouest en raison de l'absence fréquente de diplômes d'excellence (grandes écoles et, en premier lieu, ENS ; agrégation) et de statut universitaire assez peu prestigieux. Il est souvent jeune, très majoritairement sociologue et économiste, est né à l'étranger, et il est souvent en poste à l'étranger, même s'il peut aussi être titulaire en France ou, plus souvent, non titulaire. Mais même dans le cas des titulaires, les carrières professionnelles sont souvent heurtées. C'est pourquoi cet idéal-type illustre la nécessité des allers-retours entre les données et les biographies individuelles, tant ces dernières montrent, au-delà des statistiques, la réalité de trajectoires complexes, très marquées par la mobilité géographique et, souvent, l'exil<sup>1893</sup>.

Selon les données que nous avons pu rassembler, ce profil se recrute surtout chez Anthropos (ce que confirment à la fois les coordonnées de la modalité « Anthropos\_1 » et le graphique 17), même s'il se trouve aussi chez Maspero. Il est en revanche presque inexistant aux ES. D'ailleurs, pour les plus actifs d'entre eux, ces intellectuels publient à la fois chez Maspero et Anthropos, signe, aussi, de leur engagement « marxiste » mais opposé au PCF.

---

<sup>1892</sup> Il raconte : « Nous sommes partis de là, changeant de temps en temps de direction, en route nous avons retrouvé des militants de la CFTC parisienne qui avait appelé également à la manifestation et nous avons remonté le boulevard Voltaire en direction de la Nation. Je devais appelé à la dislocation, côté gauche du boulevard et le copain de la CFTC, du côté droit (ce n'était pas un choix politique !). Une vingtaine de mètres après le métro Charonne, je suis monté sur les grandes épaules de Jean-Paul Kayser, un copain du Vie arrondissement. Je me retourne, et je vois arriver les flics au pas de gymnastique, brandissant ces grandes matraques surnommées « bidules ». Que faire ? Foutre la pagaille, en l'annonçant ou se faire matraquer en ne disant rien. Je précipite les choses, je dis deux mots et appelle à la dispersion ». Cf *Ma traversée du siècle...*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>1893</sup> Ce qui rend souvent ce profil difficile à renseigner.

### Graphique 17 : ellipse de concentration du nuage d'individus publiant chez Anthropos



On peut en prendre trois exemples : Anatole Kopp\*, Armand Mattelart\* et Manuel Castells\*. Anatole Kopp\*<sup>1894</sup> (coordonnées de -0.593 sur l'axe 1, et de -0.106 sur l'axe 2) est né en 1915 en Russie, dans la bourgeoisie russe de confession juive. Ses parents, dentiste et médecin formés à Paris, quittent la Russie entre février et octobre 1917, passent plusieurs années à Berlin, puis s'installent à Paris à la fin des années 1920, permettant à Anatole Kopp de terminer sa scolarité au lycée Buffon, puis à Louis-le-Grand. Il suit ensuite des études d'architecture, et découvre par ce biais l'action municipale du PCF, parti auquel il adhère en 1936. Il obtient une bourse du MIT, séjourne aux États-Unis, puis, mobilisé, revient en France en 1939. Fait prisonnier en 1940, il s'évade et réussit à embarquer pour les États-Unis avec sa famille. Il y obtient l'équivalent d'une maîtrise en 1943, et devient quelques temps assistant au Black Mountain College, en Caroline du Nord. Mais la guerre l'obsède, à tel point qu'il s'engage comme volontaire dans l'armée américaine, avec laquelle il participe au débarquement de Normandie. Blessé en décembre 1944, il est soigné aux États-Unis, puis revient pour de bon à Paris en janvier 1946, où il reprend sa carte au PCF et suit la formation de l'École centrale du parti en

---

<sup>1894</sup> Les informations suivantes sont essentiellement tirées de sa notice dans le « Maitron » : <https://maitron.fr/spip.php?article136442>, notice KOPP Anatole par Jean-Louis Cohen, version mise en ligne le 20 mars 2011

1948. Intellectuel communiste, il publie en 1953 un texte « Sur les problèmes de l'architecture moderne » dans *La Nouvelle critique*. Malgré une exclusion temporaire de l'Ordre des architectes en 1952 – date à laquelle il s'est fait remarquer en raison de son opposition à la venue du général Ridgway – il s'installe comme architecte dans les années 1950. Il s'éloigne peu à peu du PCF tout en en restant membre, y compris durant la guerre d'Algérie où il est très engagé aux côtés du FLN. Il noue alors des contacts avec des Algériens qui lui confieront après 1962 des ensembles urbains à réaliser. En France, son activité d'architecte est également politique : il construit l'ensemble sportif de l'île des Vannes (1967-1971) – où de nombreux congrès du PCF eurent lieu depuis – puis, après sa rupture définitive avec le parti en 1968, il réalise un foyer de travailleurs immigrés de la Sonacotra en 1971-1972. Parallèlement, il s'investit de plus en plus dans ses recherches sur l'histoire de l'architecture, et publie en 1967 chez Anthropos *Ville et révolution. Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, republié dans une nouvelle version en 1969. Proche d'Henri Lefebvre\*, il crée avec lui en 1970 – toujours chez Anthropos – la revue *Espaces et Sociétés*, alors qu'il est entre 1972 à 1974 le directeur de l'École Spéciale d'Architecture. En 1974, il devient maître de conférences à Paris VIII au département d'urbanisme. Il soutient tardivement (en 1975) sa thèse d'État avec Lefebvre\* et Duvignaud\*, ce qui lui permet de devenir professeur à Paris 8, où il reste jusqu'à sa retraite. Il meurt en 1990<sup>1895</sup>.

La trajectoire d'Armand Mattelart\* [cf le chap. 2] est un peu différente structurellement (elle est plus au Nord mais aussi plus au centre-Est, avec des coordonnées de -0.238 et de +0.735) mais reste celle d'un « intellectuel francophone ». Né le 8 janvier 1936 en Belgique<sup>1896</sup>, Armand Mattelart\* est l'aîné d'une famille de trois enfants. Sa mère, d'origine paysanne, est sans profession et son père, fonctionnaire de l'administration fiscale. Il fait des études brillantes qui le mènent jusqu'à l'obtention en 1960 d'un doctorat en droit avec une spécialité de démographie. Il passe ensuite deux ans en France et continue à se former à l'Institut de Démographie de l'Université de Paris (IDUP), que vient de créer Alfred Sauvy. Puis, en 1962, il émigre en Amérique Latine quand il obtient un poste en démographie à l'Université catholique de Santiago, au Chili. Il y passe six années marquées par sa charge universitaire et une activité d'expert en développement social à la FAO<sup>1897</sup>. Vient l'accession au pouvoir

---

<sup>1895</sup> Nous n'avons pas consulté ses archives, conservées à la cité de l'architecture et du patrimoine.

<sup>1896</sup> Les informations sont tirées d'un entretien personnel avec l'auteur réalisé le jeudi 4 mai 2017 à son domicile parisien, et d'un ouvrage d'entretien : Armand Mattelart\*, *Pour un regard monde. Entretiens avec Michel Sénécal*, Paris, La Découverte, 2010.

<sup>1897</sup> Au sujet de son départ au Chili en 1962, il raconte : « J'ai eu une proposition dans 3 ou 4 pays, enfin y en a 3 principaux. C'est à Rio de Janeiro, à Quito et à Santiago. Alors je ne savais pas comment me décider et j'ai été

d'Allende en novembre 1970. Même s'il est, comme il le précise en entretien, « beaucoup plus à la gauche de la gauche que le gouvernement », il participe de près aux réformes démographiques et à la réorganisation des médias, thème central de ses recherches depuis les révoltes étudiantes de 1967-1968. Le coup d'État de Pinochet le pousse à l'exil, et il arrive en France en 1974. Il travaille alors à un film sur le coup d'État chilien en collaboration avec Chris Marker, qu'il a justement rencontré au Chili. Intitulé « La Spirale », il sort en 1976. Il lui permet d'avoir un petit salaire durant un an, mais l'exil en France est difficile : il touche une faible indemnité d'intermittent du spectacle et enchaîne les postes et les emplois précaires :

« Jusqu'au début de l'année 1984, les périodes de chômage ont alterné avec des contrats annuels d'enseignant universitaire associé à titre d'étranger, des expertises et des recherches pour des organismes internationaux et des gouvernements, majoritairement en Amérique latine [...]. Pendant cette période, j'ai vécu grâce à des missions effectuées surtout au Mexique et au Canada. [...] En septembre 1976 j'ai été nommé pour un an maître de conférences associé en sciences de l'information et de la communication à l'université de Paris VII (Jussieu) [qui] venait de lancer un troisième cycle en sciences de l'information et de la communication. J'ai tout de suite été propulsé directeur de thèse – même si mon poste n'était que temporaire. [...] J'ai été reconduit à cette place par deux fois. Ne pouvant occuper ce poste plus de trois ans, l'université de Vincennes m'en a proposé un autre pour l'année universitaire 1979-1980, toujours de maître de conférences associé, mais cette fois en sociologie [...]. J'avais été nommé pour un an et mon poste n'a pas été renouvelé l'année suivante [...]. En septembre 1980, je me suis donc retrouvé sans contrat de travail ni indemnité de chômage. Je n'avais plus droit au statut d'intermittent. C'est là que commence une période de nomadisme où s'enchaînent missions d'étude, rapports ou séminaires »<sup>1898</sup>.

Durant toute cette période, il publie à la fois chez Anthropos et Maspero<sup>1899</sup> mais reste dans une situation financièrement difficile, et ce n'est qu'au milieu des années 1980 qu'il obtient un poste stable en sciences de l'information et de la communication à Rennes, puis, de 1997 à 2005, à Paris VIII.

Le dernier exemple que l'on souhaite détailler est celui de Manuel Castells\*<sup>1900</sup>, dont nous avons déjà très rapidement parlé au chapitre 2. Sa trajectoire illustre à la fois la centralité de l'exil chez les « intellectuels francophones » et, en même temps, les difficultés pour s'intégrer dans la vie intellectuelle française. Manuel Castells\* (-0.139; +0.816), dont la

---

voir Pierre Monbeig, vous savez le géographe qui était responsable de l'Institut des études d'Amérique latine, qui avait fait partie de la mission avec Braudel, Lévi-Strauss dans les années 20 30 au Brésil et lui m'a conseillé de prendre le Chili. Il m'avait dit une chose qui est assez incroyable (rires), il m'avait dit « c'est le seul pays qui est stable, y a pas de coup d'État ».

<sup>1898</sup> *Ibid*, pp. 147-149.

<sup>1899</sup> Armand Mattelart\*, *Mass media, idéologies et mouvement révolutionnaire : Chili (1970-1973)*, Paris, Anthropos, 1974 ; *Multinationales et systèmes de communication : les appareils idéologiques de l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1976 ; Armand Mattelart\* et Hector Schucler, *L'ordinateur et le tiers-monde : l'Amérique latine à l'heure des choix télématiques*, Paris, Maspero, 1983.

<sup>1900</sup> Les informations sont principalement tirées des entretiens menés par Géraldine Pfieger, *De la ville...*, *op. cit.*.

position est proche de celle de Mattelart\*, est né en Espagne en 1942. Son père, aux sympathies phalangiste et fasciste, est membre de la petite classe moyenne espagnole qui reste pauvre, alors que le pays est très rural et peu développé. Il entre à la faculté de droit et de sciences économiques de l'université de Barcelone, la plus élitiste du pays, et aussi l'une des plus actives politiquement. Il y découvre la résistance à Franco et les groupuscules d'extrême-gauche, qu'il commence à côtoyer jusqu'à devenir l'un des leaders du mouvement étudiant. Il est pour cette raison poussé à l'exil et, à 20 ans, part en France. Il y finit ses études de droit spécialité économie politique, puis se tourne vers la sociologie urbaine. Il soutient en 1967 sous la direction d'Alain Touraine (EPHE/Nanterre) une thèse intitulée *Les politiques d'implantation des entreprises industrielles dans la région de Paris*, thèse qu'il a financée avec diverses missions contractuelles au sein du laboratoire de sociologie industrielle de l'EPHE. Docteur, il devient, grâce à Touraine, maître-assistant à Nanterre de 1967 à 1969, où il a des sympathies pour le mouvement étudiant, et il travaille également avec l'UNESCO à Santiago du Chili, accompagnant la montée au pouvoir d'Allende. Dans l'après-1968, la répression du mouvement étudiant et gauchiste le touche, et il est suspendu en 1969 et condamné, à nouveau, au départ. Il se rend durant un an à l'Université de Montréal, mais une décision du gouvernement français en janvier 1970 lui permet un retour non pas à Nanterre, « trop politique », mais à l'EPHE, où il est de 1970 à 1979, maître-assistant en sociologie. C'est dans ces années qu'il publie ses recherches urbaines d'orientation marxiste : le numéro double d'*Espaces et sociétés* (Anthropos) en 1972 sur les « mouvements sociaux urbains » ; *La question urbaine* (Maspero, 1972) puis *Luttes urbaines et pouvoir politique* (Maspero 1973) et *Sociologie de l'espace industriel*, publié chez Anthropos en 1975 dans la collection « Société et urbanisme » dirigée par Henri Lefebvre\*, qu'il a connu à Nanterre. Sans y participer directement comme militant, il a dans ces années des sympathies pour le mouvement gauchiste, et ses ouvrages, qui circulent beaucoup, contribuent à l'alimenter théoriquement et empiriquement. Sa popularité grandissante dans les études urbaines puis, ensuite, dans les études de communication lui permettent de recevoir une proposition de l'Université de Berkeley, en Californie, où il devient professeur de sociologie et d'aménagement urbain à partir de 1979 [sur la suite de sa trajectoire, voir le chapitre 7].

Malgré les histoires politiques différentes que racontent ces récits de vie, ces « intellectuels francophones » partagent les mêmes attributs sociaux, scolaires et professionnels. On pourrait ici aussi multiplier les exemples, à l'image de ceux de Gilles Dostaler\* (coordonnées -0.530 et + 1.024) et de Samir Amin\* (+0.152 et +1.378). Le premier,

né en 1946 au Québec (origines sociales inconnues) n'a pas ni doctorat ni agrégation, mais vient en France peu après 1968 pour préparer une thèse d'économie à Paris VIII avec Michel Beaud\*, thèse qu'il publie en deux parties (l'une chez Maspero, et l'autre chez Anthropos) alors qu'il est rentré à Montréal où il a déjà un poste. Samir Amin\* (1931-2018) - le point le plus au Nord du nuage d'individus – est, lui, né en Egypte, dans une famille de médecins. Diplômé de sciences Po et de statistiques à l'Institut des Statistiques de l'Université de Paris (ISUP)<sup>1901</sup> (GE\_ autre), il soutient en 1957 une thèse d'économie puis obtient l'agrégation du supérieur de sciences économiques. Il ne s'installe pour autant pas en France et, très militant, devient, comme Charles Bettelheim\* a pu l'être, un économiste expert des pays du tiers-monde (il conseille par exemple le gouvernement malien de 1960 à 1963), mais en s'installant à l'étranger, surtout à Dakar, où il est longtemps professeur à l'université. Il n'en continue pas moins de publier en français tout au long des années 1970, et ce aussi bien chez Maspero qu'aux éditions Anthropos.

Nombreux, ces « intellectuels francophones » n'ont bien souvent pas les ressources sociales et scolaires pour s'imposer facilement dans la vie intellectuelle française, où ils publient mais depuis les marges<sup>1902</sup>. Issus de pays aussi variés que la Belgique, la Suisse, le Québec mais aussi les pays arabes<sup>1903</sup>, ils s'opposent aux « intellectuels universitaires ».

### ***L' « intellectuel universitaire » : entre élite et périphérie***

Les universitaires, autrement dit les intellectuels titulaires d'un poste stable d'enseignant-chercheur, sont, on l'a vu, nombreux au sein de notre population (28%, N = 206). On peut parmi eux dégager deux sous-populations qui s'opposent principalement du point de vue social et, avec lui, du point du vue scolaire (notamment sur le passage par les grandes écoles, surtout par l'ENS). Ils publient chez les trois éditeurs, même si les moins dotés restent plus proches des ES et, surtout, d'Anthropos, quand Maspero attire l'élite, autour d'Althusser\*.

---

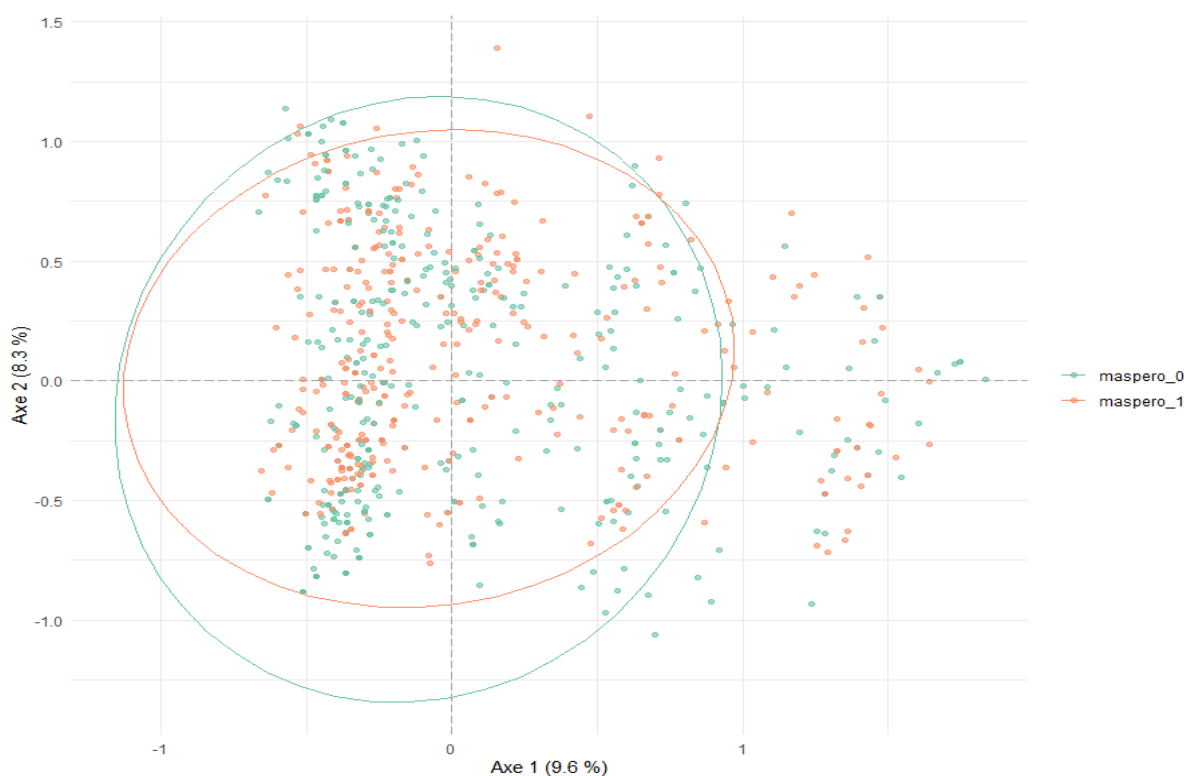
<sup>1901</sup> Il obtient le diplôme en 1956. Voir Samir Amin, *Itinéraire intellectuel : regards sur le demi-siècle (1945-1990)*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 21.

<sup>1902</sup> Pour une étude du rôle actif des « marges » francophones, au-delà d'un simple trajet du centre (parisien) vers les périphéries que sont les pays francophones, voir Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine...*, op. cit., chapitre 5 intitulé « Le polycentrisme des marges Les “filières” belge et québécoise d'importation des théories de la justice », pp. 169-213.

<sup>1903</sup> Ils sont ainsi très proches des intellectuels décrits par Thomas Brisson, *Les intellectuels arabes en France*, Paris, La Dispute, 2008. D'ailleurs, le cas d'Anouar Abd-el-Malek\*, qui publie *Idéologie de la renaissance nationale : l'Égypte moderne* chez Anthropos en 1969, est largement développé par Thomas Brisson\*, principalement dans le chapitre 3, pp. 73 et sq. Plusieurs autres intellectuels de notre population sont mentionnés dans cette recherche, à savoir l'Algérien Jamel-Eddine Bencheikh\*, qui s'exile en France après le coup d'État de Boumedienne, et entre au CNRS en 1969 comme chargé de recherche en littérature arabe, et le marocain Abdallah Laroui\*.

La première sous-population, celle de « l'élite », se situe très à l'Est du cadran, dans une proximité vis-à-vis de l'axe horizontal (et donc proche du 0 sur l'axe 2). Elle est composée d'individus principalement issus de la bourgeoisie intellectuelle ou économique, majoritairement parisiens, et qui ont une carrière scolaire parfaite dans le sens où ils sont à la fois normaliens et agrégés, même si la plupart ne soutiennent une thèse que tardivement pour des raisons politiques. Cette excellence leur permet d'obtenir – même en qualité d'assistant agrégé, c'est-à-dire comme agrégé du secondaire détaché assistant dans le supérieur) – un poste de titulaire à l'université. Ils sont surtout philosophes – du moins au début de leur cursus scolaire —, discipline qui est toujours celle du « couronnement »<sup>1904</sup> et où s'exprime le mieux leur goût pour la théorie [voir le chapitre 3]. Appartenant essentiellement aux générations des années 1930 et du début des années 1940 (« 1927-1938 », et « 1939-1945 »), ils se socialisent politiquement durant la guerre d'Algérie dans des organisations étudiantes, principalement l'UNEF et l'UEC, et sont fortement influencés par l'engagement politique de Louis Althusser\* (+1.324 ; -0,168). Communistes critiques quand ils adhèrent au PCF, ils sont attirés par la radicalité du maoïsme autour de 1968.

**Graphique 18 : ellipse de concentration du nuage d'individus publiant chez Maspero**



<sup>1904</sup> Jean-Louis Fabiani, *Les philosophes de la république...*, op.cit.



Alain Badiou\* [voir le chapitre 1], Jacques Rancière\*, Christian Baudelot\* [voir le chapitre 2], Pierre Macherey\* font partie de cette population tout comme, malgré leurs origines sociales moins élevées, Michèle Bertrand\* [voir le chapitre 2], André Tosel\*, Christine Buciu-Glucksmann\*, Maurice Godelier\* [voir le chapitre 1], Roger Estabiet\* [voir le chapitre 2] ou encore Pierre Guénancia\* et Pierre Lantz\* [voir le chapitre 3]. C'est également le cas d'Étienne Balibar<sup>1905</sup>\* (+1.326 ; -0.293) et d'Emmanuel Terray\* (+1,469 ; +0,351), dont nous analysons ici rapidement les trajectoires.

Le premier est né le 23 avril 1942 à Auxerre, dans l'Yonne. S'il n'est pas parisien, il est issu de la bourgeoisie intellectuelle puisque ses parents sont tous deux professeurs en lycée, normaliens et agrégés (de mathématique pour son père, de lettres pour sa mère). Comme il le raconte dans un entretien radiophonique en mai 2013, il a été « intoxiqué par les livres » en raison de cet héritage familial<sup>1906</sup>. Politiquement, ses parents sont de sensibilité de gauche, mais sans engagement politique fort et sans être partisans. Juifs ils sont radiés de l'Éducation Nationale sous Vichy. Très bon élève, Étienne Balibar\* est en classes préparatoires de 1958 à 1960 avant d'entrer à l'ENS Ulm. Il est très marqué par la guerre d'Algérie et adhère à l'UNEF, à l'UEC et au PCF durant ses années normaliennes. Agrégé en 1964, il part comme volontaire à Alger, où il est assistant à l'Université (1965-1967), avant d'enseigner deux années en lycée à Savigny-sur-Orge (1967-1969). En 1969, il devient assistant à Paris I, puis maître assistant, et enfin maître de conférences, avant d'être élu tardivement (en 1994) professeur d'Université à Paris X Nanterre<sup>1907</sup>. Politiquement, il est très proche d'Althusser\*, avec qui il a publié *Lire Le Capital* avant de faire paraître deux ouvrages en son nom dans la collection « Théorie » chez Maspero. Intellectuel communiste rapidement hétérodoxe, il est finalement exclu du PCF en 1981, mais maintient dans les années 1980 de nombreux engagements, aussi bien en philosophie à travers une fidélité à Marx qu'en tant que citoyen.

Emmanuel Terray\*<sup>1908</sup> est né en 1935 à Paris, dans une famille de la bourgeoisie économique politiquement conservatrice avec laquelle il est en conflit durant la guerre d'Algérie, alors qu'il est élève en classes préparatoires (1955-1957) puis, à partir de 1957, à l'ENS Ulm. Durant ces années, malgré une « tentation PCF très forte », il n'adhère pas en raison

---

<sup>1905</sup> Étienne Balibar\*, qui est déjà revenu sur sa trajectoire dans de nombreux entretiens utilisés ici, n'a pas souhaité faire un entretien avec moi, mettant en avant le fait qu'il « avait déjà tout dit ». Nous nous appuyons principalement sur son entretien avec Aliocha Wald Losawski, *Althusser et nous*, Paris, PUF, 2016, pp. 35-44 ; et sur celui avec avec Alexis Cukier et Isabelle Garo, *Avec Marx, philosophie et politique*, Paris, La Dispute, 2019, pp. 39-78.

<sup>1906</sup> <https://www.franceinter.fr/emissions/l-heure-bleue/l-heure-bleue-23-mai-2018>

<sup>1907</sup> Il a soutenu entre temps une thèse sur travaux, en 1987.

<sup>1908</sup> Nous utilisons ici un entretien avec lui, réalisé le lundi 27 mars 2017, et le livre d'Emmanuel Terray\*, *Un livre d'entretiens avec un cadet, l'anthropologue Jean-Paul Colleyn : Traversées. Livres, actions, voyages*, Bruxelles, Labor, 2005.

de l'affaire Kravtchenko [voir le chap. 1], et prend sa carte à la SFIO en 1955. Il le quitte en 1958 après ce qu'il appelle la « trahison » de Guy Mollet, et contribue à la fondation du PSU, en 1960. En 1961, il sort de l'ENS agrégé de philosophie mais part accomplir au Sénégal son service militaire, qui est écourté avec la signature des accords d'Évian. Au retour, il délaisse la philosophie au profit de l'anthropologie en obtenant un poste en 1964 d'assistant en ethnologie à l'Université d'Abidjan, alors qu'il a suivi, au tout début des années 1960, les enseignements de Georges Balandier. Mais sa sympathie vis-à-vis des événements de 1968 en Côte d'Ivoire le condamne à rentrer en France. Il intègre alors le nouveau centre expérimental de Vincennes, tout en se radicalisant en sein du PSU, où il est l'un des leaders de la branche la plus révolutionnaire, avec notamment Jean-Marie Vincent. Si ce dernier rejoint la LCR, Emmanuel Terray\* quitte le PSU en 1972 sans entrer dans un autre parti. Mais il reste un intellectuel engagé, publie chez Maspero dans la collection « Théorie », participe aux manifestations pour les ouvriers de Lip, se rend au Larzac, etc... Élu directeur d'études à l'EHESS après avoir soutenu sa thèse d'État avec Balandier en 1984, il demeure engagé durant cette décennie, mais de façon décalée, puisqu'il fait le choix de défendre des ouvriers aux prud'hommes durant de nombreuses années [voir le chapitre 5].

Cette « élite », passée par l'École normale supérieure, se distingue d'une autre sous-population « d'intellectuels universitaires » qui se trouve à l'Est du cadran, mais de façon moins prononcée. Celle-ci se retrouve davantage chez Anthropos, se revendique plus facilement de l'autogestion et s'oppose à une conception trop verticale et théorique du rôle des « intellectuels marxistes ». Souvent docteurs, agrégés et titulaires à l'université, ces intellectuels restent malgré tout socialement, géographiquement (par le lieu de naissance) et scolairement (par des trajectoires moins brillantes et plus heurtées) périphériques. On peut évoquer les sociologues Raymond Ledrut\* et Pierre Fouyerollas\*, l'historien Guy Dhoquois\*<sup>1909</sup>, Pierre Lantz\* [voir le chapitre 3] ou encore Yvon Bourdet\* [voir le chapitre 3] et Henri Lefebvre\* [voir le chapitre 1]. Ce dernier l'exprime d'ailleurs très clairement en 1975 :

« Je crois que je suis un périphérique [...]. Paris c'est ma fascination. J'y ai toujours habité, et je ne suis pas parisien. Si je faisais le compte des années, j'ai beaucoup plus vécu à Paris que dans les Pyrénées ; pourtant, dans la mesure où j'ai une base, un fondement et des racines, c'est bien en Occitanie, où je me reconnais par le côté charnel, le côté valeur d'usage, qui s'étend de la nourriture à l'amour. Je dis ça comme un barbare raffiné. Je garde un certain sens charnel de la nature. Et puis, il y a l'autre bout de l'axe, l'autre pôle, Paris, détesté, aimé, fascinant, l'abstraction, l'élitisme, l'insupportable élitisme de gauche, [...], la vie politique la plus odieuse et la plus excitante. Je joue entre

---

<sup>1909</sup> Tous les trois ont d'ailleurs des coordonnées très proches : +0.562 et +0.281 pour Dhoquois\*, +0.582 et +0.439 pour Ledrut\*, et +0.570 et +0.390 pour Fougeyrollas\*.

les centres et les périphéries ; je suis à la fois périphérique et central, mais avec un parti pris pour la périphérie»<sup>1910</sup>.

De même, Yvon Bourdet\*, en revenant en 1974 sur sa trajectoire de « marxiste anti-autoritaire », va dans le même sens quand il tente d'analyser son orientation autogestionnaire :

« Pour ma part, si je m'interroge sur mon intérêt particulier pour le marxisme anti-autoritaire et pour l'autogestion, je ne peux manquer d'établir un certain rapprochement avec ma situation de petit paysan transplanté. Bien que membre d'une famille traditionnelle, je ne pense pas avoir été pris dans les structures de la hiérarchie patriarcale »<sup>1911</sup>.

Ainsi, ces deux sous-populations conçoivent différemment leur légitimité et leur rôle d'intellectuels. Pour « l'élite », la théorie est bien davantage mise en avant [cf le chap. 3]. L'identité d' « intellectuel » est affirmée et même revendiquée, y compris en politique, à l'image des althussériens. Leurs convictions politiques sont « marxistes », bien entendu, mais ils ont sans doute davantage tendance à revendiquer une forme de léninisme, si on entend par là la défense d'une avant-garde éclairée et, donc, d'une certaine « verticalité » politique. En revanche, les moins dôtés, tout autant « marxistes », sont plus empiriques (ou, plus précisément, ils n'ont pas le goût pour la théorie). Leurs convictions politiques sont davantage autogestionnaire, horizontale et se déploient souvent en dehors des partis (après y être passé). L'identité d' « intellectuel » est plus subie, et l'anthropologue Gérard Althabe\*, né, comme René Lourau\*, dans le village rural de Gelos (près de Pau), fait un parallèle entre la conception de l'intellectuel « impliqué » [voir le chap. 3] et ses origines sociales. Il précise que

« l'implication ressort comme un phénomène central, dans la mesure où toute ma vie, je ne serai jamais impliqué dans le monde des supérieurs. Cette importance de l'implication est donc spécifique à une position sociale [...]. Je suis pris dans une appartenance structurée en permanence par une distanciation que je n'arrive à pas à surmonter et, dans le même temps, je ne peux pas rompre avec cette appartenance. **Une appartenance sociale dans laquelle j'ai l'impression d'être entré par effraction** »<sup>1912</sup>.

Les différences sont donc bien réelles, et l'idée « d'effraction » souligne à quel point certains « intellectuels révolutionnaires », principalement auteurs Anthropos (ce qui n'est pas le cas de Gérard Althabe\* avant 1984<sup>1913</sup>), ressentent une forte distance avec la bourgeoisie intellectuelle

---

<sup>1910</sup> Henri Lefebvre\*, *Le temps des méprises : entretien avec Claude Glayman*, Paris, Stock, 1975, p. 133.

<sup>1911</sup> Archives d'Yvon Bourdet\*, tiré du document « soutenance sur travaux » déjà cité.

<sup>1912</sup> Gérard Althabe\* et Rémi Hess\*, *Gérard Althabe\* : une biographie entre ailleurs et ici*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 159-160. Nous soulignons.

<sup>1913</sup> Il publie alors Gérard Althabe\*, Monique Sélim et Bernard Légé, *Urbanisme et réhabilitation symbolique : Ivry, Bologne, Amiens*, Paris, Anthropos, 1984.

parisienne, ce qui a pu se matérialiser concrètement dans leur façon d’être un intellectuel – ici « impliqué ».

Cependant, par-delà ces différences, leur statut de titulaire conduit à ce que cette population « d’intellectuels universitaires », au-delà de son hétérogénéité, s’oppose à un quatrième groupe : les non-titulaires.

**Les « intellectuels précaires »**

On l’a déjà dit, la modalité « EC\_non\_titulaire » est fortement contributive à la construction de l’axe vertical, avec une variance de 4,7%. Pour cette raison, nous avons constitué les « intellectuels précaires », ceux qui font de la recherche et de l’enseignement mais sans statut pérenne, comme notre 4<sup>e</sup> idéal-type. Celui-ci se trouve au Nord du cadran (mais moins au Nord que les étrangers), et en moyenne légèrement à l’Ouest, même si cette position dépend largement de l’ancrage disciplinaire des « intellectuels précaires ». Au-delà de cette modalité (« EC\_non\_titulaire ») qu’ils partagent, ils sont aussi principalement métropolitains (parisiens et provinciaux), et sont surtout jeunes (modalités « 1938-1945 » et « 1946-1959 »), puisque 67 individus (74% des non titulaires dont on connaît la date de naissance) ont 30 ans ou moins en 1968 [voir le tableau 10]. Les « intellectuels précaires » appartiennent donc à cette jeunesse nouvellement scolarisée et très politisée évoquée aux chapitres précédents. Ils sont souvent étudiants : beaucoup sont encore à l’université au moment où ils publient, qu’ils soient en licence, en master ou en cours de doctorat. D’autres sont de jeunes docteurs, mais bien souvent dans une discipline peu prestigieuse et sans concours, à commencer par la sociologie. Comme on le voit dans le tableau 10, 40% des non-titulaires (N = 44) n’ont pas de doctorat – ils sont nombreux, en revanche, à être doctorants au moment où ils publient un premier livre – et 23% ont un doctorat en sociologie. Enfin, et logiquement, cette population « d’intellectuels précaires » n’a presque jamais fait de grande école (ENS ou autre) ni obtenu l’agrégation<sup>1914</sup>.

**Tableau n° 10 : tri croisé entre la modalité « EC\_non\_titulaire » et la variable "âge"**

	Nés en 1946 et après	Nés entre 1942 et 1946	Nés entre 1938 et 1941	Nés entre 1933 et 1938	Nés en 1932 et avant	NA	Total
EC_non_titulaire	28	27	12	13	10	21	111

<sup>1914</sup> Trois exceptions : Abdallah Laroui\*, agrégé d’arabe et qui publie chez Maspero en étant doctorant ; Jean Piel\* [voir le chapitre 7], agrégé d’histoire, qui ne souhaite pas enseigner dans le secondaire mais n’arrive pas à avoir de poste stable (y compris d’assistant) dans le supérieur ; et Bernard-Henri Lévy\* [voir le chapitre 5], normalien et agrégé de philosophie, qui n’est au moment de la publication de son ouvrage que simple chargé d’enseignement.

**Tableau n° 11 : tri croisé entre les modalités « EC\_non\_titulaire » et « doctorat »**

	Pas de doctorat	Doctorat autre	Doctorat économie	Doctorat histoire	Doctorat SH	Doctorat sociologie	Total
EC_non_titulaire	44	11	15	8	8	25	111

On retrouve au sein de cet idéal-type de nombreux intellectuels que nous avons déjà croisés comme les étudiants Daniel Bensaïd\*, Alain Brossat\*, Michel Field\*, tous trois militants à la LCR, ou bien Jacques Pain\*, de retour d'Amérique Latine quand sort *L'école caserne* chez Maspero en 1972 et qui est durant plusieurs années chargée de cours, principalement en sciences de l'éducation à Nanterre, tout en étant par moments maître-auxiliaire en collège et... enseignant de karaté. C'est aussi le cas de Jean-Michel Devesa\*, qui vient d'être docteur quand il publie son ouvrage de communiste critique chez Maspero, tout comme Marc Abelès\*, jeune docteur sans poste qui n'est pas encore, à l'époque, entré au CNRS. C'est encore le cas de Daniel Lindenberg\* (coordonnées de -0,313 et +0.128), né en 1940 à Clermont-Ferrand dans une famille de médecins juifs polonais exilés en France, est au début des années 1970 chargé de cours à Paris-VIII et membre de plusieurs groupes gauchistes. Tous se retrouvent proches dans l'espace social projeté, et parfois de façon très nette, à l'image de Michael Löwy\* et de Sylvain Lazarus, qui fréquentent tous les deux le centre expérimental de Vincennes. Michael Löwy\* (coordonnées de -0,366 et +0.878) est à l'époque encore chargé de cours (principalement à Vincennes) avant son entrée au CNRS en 1978 [voir le chapitre 3]. Son collègue à Vincennes Sylvain Lazarus\* (-0.382 ; +0.708), né en 1943, sans diplôme d'une grande école ni l'agrégation, est actif dans l'après 1968 avec Alain Badiou\* chez les maoïstes de l'Union des communistes de France marxiste-léniniste. Il est assistant à Vincennes quand il fonde en 1974-1975 sa collection pro-chinoise « Yenan » chez Maspero, et il vient de soutenir une thèse de sociologie avec Georges Balandier intitulée *Quelques éléments pour une théorie de l'État socialiste* (1973)<sup>1915</sup>.

On peut enfin penser à tous les chercheurs contractuels qui alimentent cette sous-population d' « intellectuels précaires » à l'image de Gérard Mauger\* (-0,354 ; +0,090) et Claude Fossé\* (-0,362 ; +0,053), dont on a vu leur intérêt pour la « vie buissonnière » [voir le chapitre 2], ou bien des nombreux sociologues marxistes de l'urbain déjà évoqués [voir supra et chap. 3]. Edmond Préteceille\* (-0,234 ; +0,382), dont nous avons déjà parlé brièvement [cf chap. 3], est l'un d'eux, et sa trajectoire illustre à la fois comment les « années 1968 »

<sup>1915</sup> Il passe peu après « maître-assistant » (en 1975-1976).

remodèlent les trajectoires en les politisant à gauche tout en renseignant sur la réalité de cette recherche contractuelle. Né en 1944 à Paris dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle (père journaliste, mère employée de banque, tous deux communistes), il suit une scolarité brillante jusqu'à intégrer l'école Polytechnique en 1964. Il est déjà à cette époque actif dans les JC, puis à l'UEC, et prend sa carte au parti en 1967, année où, de retour de son service militaire, il décide de ne pas devenir ingénieur. Il raconte longuement en entretien :

« En 1967, une fois sortie de l'armée, il fallait que je gagne ma vie. Et à ce moment-là, le ministère de l'Équipement venait de faire approuver la grande loi d'urbanisme qui s'appelait la loi d'orientation foncière, qui prévoyait un certain nombre de développement institutionnel dans différents domaines dont la création d'un institut de recherche sur la ville. Les responsables du ministère de l'Équipement à l'époque commençaient à embaucher un certain nombre d'apprentis chercheurs ou de chercheurs plus confirmés pour préfigurer cet institut de recherche sur la ville [...] qui étaient regroupés au sein d'un service du ministère de l'Équipement qui s'appelait le STAU, service technique central d'aménagement et d'urbanisme. C'était un service dont la fonction principale à l'époque était de développer des outils méthodologiques [...] en même temps qu'il commençait à préfigurer l'institut d'urbanisme. C'était un service avec des sociologues, des économistes, des géographes, des architectes, des juristes [...], un lieu d'échanges interdisciplinaires assez intense qui m'a été très utile puisque j'hésitais à l'époque entre différentes orientations disciplinaires. Je me suis rendu compte que c'était clairement les sociologues dont j'étais le plus proche dans mes préoccupations »

La réorientation de l'ingénieur Edmond Préteceille\* vers le métier de sociologue trouve sa source dans ses engagements politiques et sa volonté d'agir en tant qu'intellectuel. Elle est aussi rendue possible par un contexte institutionnel favorable de développement des recherches étatiques dans le cadre du Plan, peu avant 1968 [*Cf. le chap. 2*]. 1968 change la donne :

« Et ce service s'est trouvé embarqué dans Mai 1968 de façon très, très forte, comme beaucoup de services d'études de l'administration centrale en France en général, ce n'est pas spécifique au ministère de l'Équipement. C'était en partie lié au fait que beaucoup des gens qui étaient rassemblés-là étaient des jeunes professionnels de ces disciplines qui sortaient à peine de l'université ou pour certains avaient encore un pied à l'université, ils étaient en cours de thèse ou des choses comme ça, et donc ont été très pris par le mouvement de mobilisation de mai 1968. C'est aussi un service où il y avait pas mal de gens de gauche qui ont eu de la sympathie pour ce qui se passait : on s'est mis en grève [...], un certain nombre de gens de ce service avait une sensibilité syndicale. Et c'est une grève extrêmement active, moi j'ai dû perdre 10 kilos en cinq ou six semaines ! La dynamique était d'être un lieu de contribution au mouvement social sur les questions urbaines [...], quelque chose qui était une espèce de contre-pensée technocratique. Il y avait beaucoup de frustrations de gens du STAU par rapport aux injonctions technocratiques du ministère [...], et après ça a été une période de très grande activité, avec aussi un effort militant par des recherches de contact avec les autres services du ministère de l'équipement et même d'autres ministères [...]. On essayait d'avoir des contacts à l'extérieur avec les syndicats, avec les organismes d'études en

province. L'idée était d'étendre la grève au-delà de Paris et dans d'autres domaines. Notre STAU était un peu un lieu de rassemblement d'énergies militantes »<sup>1916</sup>.

La mobilisation du STAU en 1968 – dont Prétéceille\* est l'un des membres les plus actifs politiquement – et la contestation de ces jeunes intellectuels vis-à-vis des missions « technocratiques » qu'ils doivent remplir, renforcent le réaménagement de son identité intellectuelle en direction de la sociologie. Mais dans le même temps, la direction du STAU décide après les événements de 1968 de faire éclater le noyau militant du STAU. Prétéceille\* est réaffecté à une direction plus opérationnelle du ministère (la direction de l'action foncière et de l'urbanisme) où il estime avoir été « *complètement stérilisé dans ce qu'[il] pouvai[t] proposer* ». Il décide de chercher un autre travail « dans ce qu'[il] avait envie de faire depuis le début, c'est-à-dire de la recherche ». Grâce à des amis connus au STAU ou durant 1968, il commence à travailler au Centre de Sociologie Urbaine (CSU) quand ses mêmes amis se voient proposer un contrat de la région Île-de-France pour faire une étude sur les grands ensembles : « C'était un des thèmes sur lesquels je travaillais à la STAU, ils n'avaient personne de compétent là-dessus, ils savaient que je cherchais du boulot, et on a fait affaire ! C'est comme ça que je suis devenu chercheur ! »<sup>1917</sup>.

Tout ce passe comme si les événements de Mai-Juin 1968 et les années qui l'entourent avaient poussé E. Prétéceille\* à renoncer aux bénéfices de sa scolarité à l'école Polytechnique – c'est la raison pour laquelle nous le codons « non-titulaire » - pour choisir de se retrouver chercheur contractuel au CSU pour lequel il publie de nombreux rapports, de *La production des grands ensembles : essai d'analyse des déterminants de l'environnement urbain* en 1971 jusqu'à les deux volumes du rapport *Indicateurs d'équipements collectifs en région parisienne*, en 1976 et 1977. Cet extrait d'entretien invite aussi à relativiser la précarité du statut de chercheur sur contrats à cette période. Certes, et de façon croissante au cours des années 1970, la recherche des contrats devient chronophage. Mais les entretiens montrent que du point de vue financier, les avantages sont aussi réels. Christian Topalov\* me signale ainsi en entretien qu'il a refusé à l'époque un poste d'assistant, moins bien payé, à un moment où il venait d'être père. Surtout, la liberté et la satisfaction qu'éprouvent ces chercheurs dans leur travail – et, notamment, la possibilité de produire des rapports d'orientation « marxiste » -, est fréquemment mise en avant. À ce titre, si la « précarité » est réelle, elle n'est pas écrasante comme pour

---

<sup>1916</sup> Entretien (Skype) avec Edmond Prétéceille\*, 24 avril 2020.

<sup>1917</sup> *Ibid.*

certaines des « intellectuels francophones », la liberté qu'autorise le statut de contractuel permet même, en un sens, de produire des idées « marxistes ».

Plus globalement, on constate que tous les « intellectuels précaires » restent liés à la vie du CNRS et de l'Université. Ils publient à la fois leurs recherches contractuelles, mais aussi souvent leur thèse, bien aidés par les entrées éditoriales dont disposent souvent leurs directeurs ou leurs « maîtres », à l'image d'Althusser\* bien sûr pour Maspero – mais qui, en tant que caïman, a principalement affaire à de jeunes intellectuels qui, normaliens et souvent agrégés, ne connaissent pas de précarité – et surtout d'Henri Lefebvre\*, de Pierre Fougeyrollas\* et d'Yvon Bourdet\* (habilité à diriger des thèses à partir de 1975) pour Anthropos.

Cette volonté de s'insérer, en tant qu'intellectuels marxistes, dans le champ universitaire les oppose à notre dernier type-idéal : « l'intellectuel pratique ».

### ***L'intellectuel pratique : retour d'expérience***

Notre dernier idéal-type, celui de « l'intellectuel pratique », se trouve à l'Ouest du cadran, et proche, des deux côtés, de l'axe 1. Il réunit des intellectuels qui n'ont pas de capitaux scolaires<sup>1918</sup>, qui sont souvent jeunes, qui sont nés en France métropolitaine et, surtout, qui ont une « profession intellectuelle autre » ou une « profession autre ». Plus précisément, ils sont actifs dans les nombreuses institutions balayées par la critique de l'après-1968 : la médecine, la pédagogie, l'orientation scolaire, l'éducation populaire, l'architecture, la psychiatrie, l'éducation spécialisée, le sport, la défense des réfugiés et des immigrés, le journalisme, etc...

Leur principale caractéristique est d'être éloigné de l'université et d'investir de façon critique d'autres professions. Ils sont proches de ceux, décrits par exemple par Julie Pagis, qui, dans les années 1968-1981, « militent par leur profession », où ils importent les dispositions militantes qu'ils ont développés avant, pendant et après Mai-Juin 1968<sup>1919</sup>. Mais la spécificité des individus qui composent notre population générale reste, malgré tout, d'écrire. En publiant un livre, ils rendent compte publiquement – même si c'est parfois sous pseudonyme – de situations professionnelles qu'ils jugent insupportables car en décalage complet avec leurs convictions politiques « révolutionnaires » de l'après-1968. Annick Ohayon\* de Michel Chauvière\*, éducateurs spécialisés, publient en 1976 chez Maspero du livre *Les socio-clerics : bienfaisance ou travail social*, livre dans lequel ils racontent leur expérience « d'intellectuel

---

<sup>1918</sup> Du moins les capitaux que nous avons codés. Le résultat serait différent en prenant en compte le CAPES, ou un niveau d'études plus fin.

<sup>1919</sup> Julie Pagis, *Mai 68, un pavé...*, *op. cit.*, p. 161.



pratique » qui a mené à leur licenciement<sup>1920</sup>. Ils sont tous deux structurellement proches dans l'ACM : ils sont nés en 1946 en province, respectivement dans une famille de petits commerçants et d'instituteurs. Sans diplômes scolaires importants (ni grande école, ni agrégation, ni doctorat), ils sont très militants dans l'après-1968, jusqu'à être recrutés dans la formation permanente et l'éducation spécialisée. Annick Ohayon\* raconte par mail :

« En 1971, j'entre à l'Institut Parmentier, recrutée comme formatrice permanente au département dit "des actions d'adaptation". Il s'agit de former des travailleurs sociaux, qui sont entrés dans la profession d'éducateur sans le titre ni la qualification et de leur permettre d'obtenir l'un et l'autre. Très vite, cette section va devenir le foyer de contestation de l'institution. Moi, de retour d'Algérie [où elle est partie en coopération], je me rends compte de tout ce qui a bougé en deux ans [...]. Je découvre l'analyse institutionnelle, Lapassade, les premières luttes des travailleurs sociaux et des formateurs. C'est un moment de bascule dans le travail social de l'humanisme à la logique gestionnaire. Naturellement nous foutons le bordel dans cette institution chrétienne, et ils nous licencient. Nous [les trois co-auteurs] en profitons pour écrire cette chronique de notre aventure institutionnelle et de sa fin. Cela a bien plu à Émile Copfermann\* qui dirigeait la Collection « Malgré Tout », qui nous a demandé si ça faisait référence à la « Trahison des clercs » de Julien Benda, et nous, on est restés cois, on ne savait pas qui était Benda, et on n'avait jamais entendu parler de ce livre. On était comme ça en ce temps- là : incollables sur Deleuze et Guattari\*, Reich et Marcuse, sur Foucault, le CERFI et la revue *Recherches* (on avait contribué à diffuser sous le manteau le numéro Spécial consacré à « Trois milliards de pervers », interdit pour cause de pornographie), mais notre culture générale péchait un peu »<sup>1921</sup>.

Cet extrait montre l'appétit de ces « intellectuels pratiques » pour les idées révolutionnaires de l'après-1968 et, en même temps, leur éloignement vis-à-vis d'une culture plus scolaire et légitime – ici, les écrits de Julien Benda —, dont ils ignorent tout. Dans le même temps, si ces « intellectuels pratiques » prennent des risques en relatant leur expérience, ils évoquent systématiquement en entretien la joie et la fierté qu'ils ont pu éprouver à la publication de leur livre – bien souvent chez Maspero. Ginette Francequin-Gallais\* (coordonnés de -0.459 et de -0.511), est née en 1946 à Lonwgy dans une famille ouvrière, ce qui contribue fortement à sa politisation à gauche (elle évoque par exemple en entretien des souvenirs d'accidents du travail de collègues de son père, et l'injustice qui l'anime). Elle poursuit sa scolarité jusqu'à entrer à la fin des années 1960 à l'INETOP, et obtient son diplôme de conseillère d'orientation<sup>1922</sup>. C'est dans le cadre de son travail dans un Collège de l'Enseignement Technique (CET) de banlieue parisienne qu'elle publie avec une collègue en 1979 chez Maspero le livre *On n'a pas honte de*

---

<sup>1920</sup> Ils publient ce livre avec Anne Marie-Beyssaguet\*, dont nous n'avons pas retrouvé la trace.

<sup>1921</sup> Elle ajoute pour conclure : « Alors pourquoi avons-nous choisi Maspero ? Pour faire éditer notre manuscrit, bien c'est simple, parce que c'était Maspero. Mais notre vrai choix, c'était Émile Copfermann\*, car il incarnait beaucoup de choses qui nous tenaient à cœur : Le travail social, les CEMEA, le théâtre, l'Éducation Nouvelle, Freinet, et surtout Deligny ». Échanges mails avec Annick Ohayon\*, avril 2019.

<sup>1922</sup> Entretien téléphonique avec Ginette Francequin-Gallais\*, 29 avril 2020.

*le dire : adolescence au CET* dans lequel sont rassemblés des témoignages d'adolescents qu'elle suit. Sur la couverture, on retrouve tous les noms des adolescents dont les histoires singulières sont racontées dans ce livre, dont elle confie en entretien que c'est la plus grande fierté de sa vie.

On pourrait encore évoquer le parcours de plusieurs de ces « intellectuels pratiques » : ceux investis dans l'éducation populaire Bruno Cacérés\* (1916-1991), Fernand Deligny\* (1913-1996), Fernand Oury\* et Aïda Vasquez\* ; les avocats comme Denis Langlois\* [**voir l'introduction**] et Henri Leclerc\* [**voir le chapitre 5**] ; des journalistes, comme Claude Angeli\* et Nicolas Brimo\*, tous deux au *Canard Enchaîné* ; ou encore les médecins Guy Caro\*, Roger Gentis\* ou encore Félix Guattari\* et Jean Oury\* (le frère de Fernand) qui à la clinique de La Borde, créé en 1953, alimentent l'après-1968 d'idées anti-psychiatriques.

Si tous ces acteurs contribuent à la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968-1981 de l'extérieur du champ universitaire, certains « intellectuels pratiques », les plus diplômés (et donc les plus à l'Est du cadran parmi cet idéal-type), sont plus proches de l'Université et, surtout, des administrations centrales de l'État. On trouve en effet plusieurs individus, essentiellement des ingénieurs-économistes, au sein de notre population. Souvent issus des grandes écoles d'ingénieurs, Polytechnique en tête, ils se distinguent d'Edmond Préteceille\* [**voir supra**] par le fait que, contrairement à lui, ils continuent dans la voie tracée par leurs études : ils travaillent en effet à l'INSEE ou dans des départements d'études de ministères, comme la Direction de la Prévision (DP) au ministère des Finances, à une époque où, dans l'après-1968, les idées « marxistes » y sont bien diffusées<sup>1923</sup>.

Si Bernard Billaudot\* [**voir le chapitre 5**], Pierre-Philippe Rey\* ou Alain Lipietz\* [**voir le chapitre 5**], après leurs études à Polytechnique et avoir passé des années dans ces administrations, se dirigent dès le milieu des années 1970 vers l'Université – respectivement au Centre pour la recherche économique et ses applications (CEPREMAP), à Vincennes (en anthropologie) et à l'IEP de Grenoble, ce n'est pas le cas de Bruno Théret\* (-0,324 ; -0,087). Né en 1947 à côté de Caen dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle gaulliste (son père est magistrat, sa mère femme au foyer), il est directement confronté à l'OAS et aux militants de l'Algérie française au lycée – « il y avait des bagarres avec l'OAS, des groupes de fachos »<sup>1924</sup> - et, surtout, à travers les activités professionnelles de son père. Ce dernier, en

---

<sup>1923</sup> Sur l'histoire de ces services, voir Étienne Pénissat, *L'État des chiffres...*, *op. cit.*, principalement le chapitre 1. Sur la place des « ingénieurs économistes » à la périphérie des universités, voir également Thierry Pouch, *Les économistes français...*, *op. cit.*, pp. 90 et sq.

<sup>1924</sup> Entretien avec Bruno Théret\*, 20 janvier 2020.

fonction lors du putsch des généraux et lors de l'attentat du « Petit Clamart » contre de Gaulle [voir le chapitre 1], est directement visé. Bruno Théret\* précise : « Je devais être en première. Et là ils ont mis une bombe devant l'appart de mes parents. Il était gardé de jour, mais pas la nuit... Et donc ça a dévasté l'appart, la cage d'escalier, tout ça »<sup>1925</sup>. Si personne n'est blessé, la famille quitte la Normandie, d'abord pour le Nord, puis pour Paris, où son père est nommé. Bruno Théret\*, lui, profondément marqué par cet attentat, devient quelques mois plus tard interne, en classes préparatoires scientifiques, à Louis-Le-Grand, avant d'intégrer en 1966 l'école Centrale de Paris (dont il en sort en 1971<sup>1926</sup>). Pendant sa scolarité, il milite dans la branche « grandes écoles » de l'UNEF et organise de nombreux concerts de jazz et de rock, en faisant notamment venir Led Zeppelin<sup>1927</sup>. Il s'inscrit également à la rentrée 1968 en sociologie à la Sorbonne – pour « s'attaquer à des problèmes concrets » — et fréquente des bourdieusiens (dont Michel Pialoux), des tourainiens (dont Michel Wieworka\*), et se forme à la sociologie urbaine en suivant le séminaire de Manuel Castells\* à l'EPHE/EHESS au milieu des années 1970. 1968 marque aussi le début de son engagement politique intense, d'abord au PSU, puis dans divers groupes gauchistes et trotskistes (Secours Rouge, La Ligue dont il proche, etc...). Il est donc pris dans des réseaux à la fois politiques, de sociologues universitaires et d'ingénieurs-économistes quand il entre, en 1972, au ministère des Finances :

*AA : Et du coup, une fois que tu as fait cette formation, comment on rentre à la Direction de la Prévision [DP] ? Tu as été chargé de mission pendant dix ans en fait ?*

*BT : Non ! En fait je suis resté 15 ans, de 72 à 87. Alors, c'est simple, je faisais en socio beaucoup des trucs, de l'économie du développement, et de l'anthropologie du développement aussi. Et donc ça me plaisait, j'aimais les voyages ,j'avais beaucoup voyagé déjà, en Afrique, Moyen-Orient, Amérique Latine. Et donc ça me plaisait, je me suis marié, et il fallait que je trouve un boulot ! Donc j'avais des copains de Centrale qui me disait que c'était sympa à la DP. Ça se disait si tu veux, que la DP recrutait des ingénieurs économistes, et que c'était sympa. Donc comme ma femme préparait le CAPES et l'agreg, je ne voulais pas partir, donc je me suis dit j'allais faire ça ! Et je suis resté 15 ans, j'étais pris par le truc ! Je ne me faisais pas surexploiter, donc ça me libérait du temps pour les revues, pour les cours, faire d'autres choses <sup>1928</sup>!*

Son entrée à la DP, où il suit des condisciples de Centrale, est facile, professionnellement protectrice – c'est un contrat à durée indéterminée, plutôt bien payé, et où il n'est « pas

---

<sup>1925</sup> *Ibid.*

<sup>1926</sup> Il perd un an car, malade, il passe plusieurs mois dans un sanatorium de montagne, *Ibid.*

<sup>1927</sup> Il détaille : « Quand on faisait des collages pour les concerts, en même temps on faisait des collages pour l'UNEF. Pour organiser des concerts, parce qu'on a fait des supers concerts dans le parking Foch, après c'était l'époque du free jazz, alors à Centrale on a fait venir Led Zeppelin, des sacrés trucs ! On s'éclatait », *Ibid.*

<sup>1928</sup> *Ibid.*

surexploité ». Elle répond aussi à ses aspirations de l'époque, car l'ambiance y est quasi « révolutionnaire » :

« Dans cette période-là aux finances j'étais PSU, puis je sors du PSU [vers 1973-1974], et j'étais dans une taupinière rouge. C'étaient les sympathisants de la ligue communiste. Et aux finances, à la Direction de la prévision, c'était un ramassis de gauchistes, et de PC, et de sociaux-démocrates, mais ce n'était pas très à droite du tout, donc la bagarre était entre le PC qui voulait tout contrôler et les différents courants, PSU, LCR, il y avait Secours rouge, et il y avait ceux qui soutenaient Libé aussi, parce que c'étaient les maos qui ont fait démarrer Libé en fait, donc voilà tu avais cette configuration-là ».

Les activités de recherche qu'il produit à la DP sont très marquées par la présence qu'y occupe le PSU<sup>1929</sup> et l'extrême-gauche. Ses activités à la DP montrent aussi la proximité qui existe alors entre les économistes universitaires, les chercheurs contractuels et les administrations : il me parle ainsi en riant des « contrats Conan », allusion à Dominique Conan, le responsable de la Mission urbaine du ministère de l'Équipement et signe d'un « tuyau », à l'époque, bien connu de tous ces acteurs. Il travaille ainsi avec la Datar, mais aussi dans des revues d'économie publiées chez Maspero comme *Critique de l'économie politique* [voir le chapitre 3], où il discute de théorie marxiste, de sociologie urbaine, et du CME.

Tous ces réseaux permettent de comprendre comment Bruno Théret\* en vient à publier en 1978, avec Michel Wieviorka\*, sa *Critique de la théorie du « Capitalisme Monopoliste d'État »*. Cet ouvrage est directement issu de son opposition politique au PCF, de son expertise économique et de ses autres réseaux amicaux et intellectuels, puisque Wieviorka\* vit à l'époque en communauté avec un de ses amis et fréquente les mêmes cercles, notamment sociologiques, (il soutient sa thèse en 1976 sur la sociologie des mouvements de consommateurs avec Touraine).

Si, comme le montre cet exemple, la plupart de ces « intellectuels pratiques » se trouvent éloignés de l'université, cet éloignement n'est pas général surtout à un moment où les échanges intellectuels et militants entre l'université, les administrations centrales, les partis politiques et les militants qui « militent par leur profession » sont nombreux<sup>1930</sup>.

---

<sup>1929</sup> Le PSU y est important, autour de Michel Mousel (un temps à la direction de la DP tout en étant expert économique du PSU puis, de 1974 à 1979, secrétaire national du parti). À part Bruno Théret\*, on trouve d'autres experts économiques du PSU, comme le centralien André Granou\* et le polytechnicien Yves Barou\*, ce dernier étant, durant plusieurs années, chef du bureau emploi-salaire à la DP. Ils publient tous les deux (sous pseudonyme), avec Bernard Billaudot\*, le livre *Croissance et crise* (Maspero, 1979). Sur tous ces acteurs, voir Mathieu Fulla, « L'expertise économique du PSU : un cas singulier dans la gauche socialiste (1968-1981) », in Noëlline Castagnez et al, *Le parti socialiste unifié...*, op. cit., pp. 265-280.

<sup>1930</sup> Ces rapprochements et ces réseaux sont denses, surtout à un moment où les ingénieurs économistes fréquentent largement les séminaires d'Althusser\* ou de Bettelheim\*. Ils ne doivent pourtant pas faire oublier la structure du champ des grandes écoles, et la centralité qu'y occupe l'ENS. Ainsi, dans un entretien mené par Jean-Michel Chahsiche avec Alain Lipietz\*, ce dernier explique : « Les normaliens, ils sont avec Althusser\*, par définition. [...] Parmi les grandes écoles, il y a les normaliens, et comme ils sont normaliens, ils sont beaucoup plus

### ***Les enseignants du primaire et du secondaire : un sixième type ?***

Pour conclure, on souhaite s'interroger sur la place des enseignants du primaire et du secondaire au sein de notre population, et se demander s'ils constituent un sixième idéal-type. On l'a déjà dit, ils représentent 9,4% des effectifs dont la profession est connue (N = 68), et l'ellipse de concentration représentant les différents statuts professionnels [voir le **graphe 14, supra**] montre très clairement que l'essentiel des professeurs du primaire et surtout du secondaire se retrouve dans le cadran Sud-Est de l'ACM, mais moins à l'Est que les universitaires, souvent plus diplômés. Leur place au Sud, à l'opposé des modalités « naissance à l'étranger » et « présence physique à l'étranger », est logique, puisque ces enseignants sont bien basés en France et qu'ils sont de nationalité française. Plus précisément, la nationalité est un préalable à toute installation comme professeur du secondaire, comme le montre l'exemple de Sophie Bessis\* [Sur sa trajectoire, voir le **chapitre 7**]. Née à Tunis en 1947, agrégée d'histoire en 1972, elle n'obtient la nationalité française qu'en 1979, et ne peut enseigner<sup>1931</sup>.

Malgré cette proximité géographique dans l'ACM, la condition de professeur du secondaire masque des profils très variés, et au moins deux investissements très différents qui font que sa catégorisation comme « idéal-type » est discutable<sup>1932</sup>. D'une part, plusieurs membres de notre population passent seulement quelques temps dans le secondaire, parfois comme certifié, parfois comme maître-auxiliaire, à une époque où il est facile d'être, pour quelques temps, enseignant dans le primaire ou dans le secondaire avec un statut proche de celui de « contractuel » que l'on connaît aujourd'hui. Le codage masque alors le caractère transitoire du passage de l'enseignement secondaire, qui fait que, bien souvent les enseignants du secondaire rejoignent, parfois lentement, l'une des catégories précédentes. C'est d'autant plus vrai pour ceux qui, fraîchement titulaires d'un concours de l'Éducation Nationale mais plus diplômés (agrégation, voire grande école) et dotés socialement, sont bien souvent en attente

---

intelligents que les autres. Ils sont beaucoup plus divers aussi. Même s'ils sont exactement à l'épicentre d'Althusser\*, ils peuvent être opéraïstes par exemple. Donc ils sont un petit peu différents. Il y a un type comme Robert Linhart, lui ça aurait dû être le dieu. Celui qu'Althusser\* ou Bettelheim\* considèrent comme extraordinaire. Mais il est tellement excessif... Moi j'étais très lié à lui, sa famille, ses enfants etc... Mais c'est un type qui était inaccessible, c'est vraiment le superdieu. Il va faire toutes les révolutions, il va au Portugal etc. et quand il revient, après la révolution portugaise, il m'appelle. Il est déjà le chef de la formation à l'INSEE ! Et donc il m'appelle, "voilà, j'ai un bouquin sur le crédit foncier urbain, est-ce que tu peux faire un truc sur la rente foncière urbaine pour les sociétaires de l'INSEE". Et donc il me fait la critique de normalien évidemment, en me disant "t'écris comme un pied, faut pas confondre le style de la recherche et l'art de l'exposition". "Oui, oui, bien monsieur, d'accord !" (rires). Et voilà c'étaient les normaliens. Ils sont à l'hypercentre des grandes écoles, ce ne sont pas des ingénieurs, donc ils ont une espèce de facilité qu'on n'a pas, nous » ». Entretien de Jean-Michel Chahsiche avec Alain Lipietz\*, 3 mars 2017.

<sup>1931</sup> Elle explique en entretien : « Quand on est étranger [je n'avais pas la double nationalité quand j'ai passé l'agrégation], on signe un papier comme quoi on n'est pas éligible à un poste dans la fonction publique française. Vous n'êtes pas en droit de demander un poste. Maintenant si vous en avez un, tant mieux pour vous, mais vous n'êtes pas en droit de réclamer un poste ». Entretien avec Sophie Bessis\*, 25 octobre 2017.

<sup>1932</sup> Et ce d'autant plus que nous n'avons conservé ici que les deux premiers axes de l'ACM.

d'un poste dans le supérieur, à l'image de Dominique Lecourt\*, normalien, agrégé de philosophie et qui enseigne jusqu'en 1973 au lycée Jean-Baptiste Corot de Savigny-sur-Orge avant d'être recruté comme maître-assistant à l'Université d'Amiens. Ce caractère provisoire peut également être lié à des situations d'exil, à l'image de Rachid Boudjedra\*, né en Algérie en 1941 et un temps professeur agrégé au lycée Montaigne, avant de retourner en Algérie au milieu des années 1970<sup>1933</sup>. Ou encore à des raisons politiques, comme pour Georges Cogniot\* ou Lucien Sève\* qui, après des études brillantes – ils sont normaliens et agrégés [**voir les chapitres 1 et 3**] – sont un temps enseignants en lycée avant d'opter pour une carrière de permanent communiste. Ils deviennent donc des « intellectuels ouvriers » [**voir supra**] **mais en en étant des exceptions.**

D'autre part, si plusieurs individus font leur carrière dans le secondaire, c'est parfois dans des postes plus prestigieux et en gardant des liens avec l'université : Pierre Guénancia\* est par exemple longtemps professeur en classes préparatoires à Dijon et proche de l'Université, tout comme Pierre Raymond\* à Paris [**voir le chapitre 3**]. Surtout, un nombre important des membres de notre population profite de leur poste dans le secondaire pour se donner le temps, en parallèle, de militer ou d'écrire. C'est le cas de la militante féministe et écrivaine Anne-Marie Lugan-Dardigna\*, née en 1945 à Toulouse dans un milieu qu'elle qualifie de « modeste »<sup>1934</sup>, et qui, certifiée de lettres et enseignante dans le secondaire tout au long des années 1970, a du temps pour militer et écrire plusieurs ouvrages féministes publiés chez Maspero. De même, Mongo Beti\*, né au Cameroun en 1932 et qui a fait toute sa carrière comme professeur agrégé de lettres au lycée Corneille de Rouen [**voir le chapitre 2**], conserve du temps pour créer en 1978 la revue *Peuples noirs, peuples africains*, à la suite de la dénonciation du colonialisme qu'il a mené dans *Main basse sur le Cameroun*<sup>1935</sup>. C'est également le cas d'Yves Bénot\* (1920-2005), pseudonyme du professeur de français en lycée, Édouard Helman, dont la « vraie vie », celle de militant anticolonialiste, « était ailleurs »<sup>1936</sup>, mais aussi de militants communistes comme Serge Wolikow\* et Roger Martelli\*. Nés à Paris, respectivement en 1945 et 1950, ils sont tous les deux agrégés d'histoire (Roger Martelli\* est également normalien) et choisissent, dans l'après-1968, le secondaire pour des raisons politiques, c'est-à-dire à la fois pour des raisons pédagogiques et pour se libérer du temps pour militer, ce qu'ils feront

---

<sup>1933</sup> Sur la trajectoire complexe de Rachid Boudjedra\*, cf. Tristan Leperlier, *Une guerre..., thèse. cit.*, pp. 495 et sq.

<sup>1934</sup> Échanges mails avec Anne-Marie Lugan Dardigna\*, entre l'automne 2019 et le printemps 2020.

<sup>1935</sup> D'après Cilas Kemedjio, *Monge Beti\*, le combattant fatigué. Une biographie intellectuelle*, Berlin, LIT Verlag, 2013, p. 181, cité par Kombila Milunda, *Périodiques culturels..., thèse. cit.*, p. 79.

<sup>1936</sup> D'après l'expression de Marcel Dorigny, « Nécrologie : Yves Bénot\* : 1920-2005 », *Annales historiques de la Révolution française*, n°339, 2005. pp. 151-154.

également tout au long des années 1980 [**voir le chapitre 5**]. Ce choix est d'autant plus net chez Serge Wolikow\* qu'il refuse, après son agrégation, un poste dans le supérieur à Reims.

S'il est donc difficile de voir ces enseignants du secondaire un idéal-type au sens fort, en raison de leur nombre réduit et de la diversité des profils que ce statut professionnel recouvre, il reste que ces professionnels de la pédagogie restent des « intellectuels révolutionnaires » puisqu'ils écrivent et publient des idées « marxistes » au sens large tout en militant, bien souvent intensément, au PCF ou à l'extrême-gauche.

Premièrement, la prosopographie permet de voir que ces « intellectuels révolutionnaires » sont, comparés à d'autres intellectuels, plutôt moins bourgeois, moins parisiens et moins diplômés. Ils sont donc davantage périphériques que ce que les études de sociologie des intellectuels décrivent habituellement. Ainsi, si leurs activités d'« intellectuels révolutionnaires » contribuent à transformer la société et donc à « scier une branche » du capitalisme, ce n'est pas toujours celle sur laquelle ils sont assis, du moins au regard de leurs origines sociales.

Dans le même temps, notre population est composée d'individus qui se trouvent éloignés de l'image classique des années 1968-1981 qui veut que les intellectuels actifs dans ces années soient jeunes et prolétarisés. Ce profil d'« intellectuel précaire » existe, et Bourdieu a raison de souligner son importance. Mais il coexiste dans un espace des « intellectuels révolutionnaires » avec d'autres idéaux-types comme celui de « l'intellectuel ouvrier » - que l'on trouve principalement aux ES -, de « l'intellectuel francophone » - qui se concentre au niveau d'Anthropos – ou encore ceux de « l'intellectuel pratique » et de « l'intellectuel universitaire », voire de l'enseignant du secondaire. Ainsi, en élargissant l'étude des intellectuels « marxistes » au-delà des quelques grandes figures mises en avant comme celle de Louis Althusser\*, on se donne les moyens de montrer cette diversité au sein de la vie intellectuelle « révolutionnaire » des années 1968-1981.

En mettant en lien les caractéristiques de notre population avec des traditions politiques concurrentes dans lesquelles s'inscrivent les maisons d'édition Maspero, Anthropos et les Éditions sociales, on comprend pourquoi leurs auteurs s'inscrivent dans des endroits différents de l'espace social. Les Éditions Anthropos, qui revendiquent un « marxisme autogestionnaire », sont ainsi plus périphériques, que ce soit socialement, scolairement mais aussi géographiquement (les étrangers y sont nombreux) et du point de vue disciplinaire puisque la sociologie, discipline récente et peu noble, y est très présente. Les éditions Maspero, en revanche, sont plus éclectiques. On y trouve de tout, aussi bien l'élite universitaire (mais très engagée) que des « intellectuels francophones » et, surtout, des « intellectuels pratiques ». On y trouve aussi quelques grandes figures du trotskisme, comme Pierre Frank\* ou Michel Raptis\*. Cette diversité scolaire et professionnelle se retrouve dans l'ellipse de concentration [**graph. 19**] qui montre une grande diversité mais aussi un équilibre entre les différents pôles. L'analyse des propriétés sociales complète utilement l'analyse de catalogue, lui aussi « éclectique ».

Désormais, après avoir sélectionné et décrit sociologiquement ces 813 « intellectuels révolutionnaires », il est désormais possible de les suivre dans la période suivante : celle des années 1980.





## *Deuxième Partie*

### *Comment une idéologie meurt-elle ? Histoire sociale du déclin des marxismes français (1981-1992).*

« Qui donc s'est jamais posé la question suivante ? Comment peut-il se faire que le marxisme qui paraissait en position "hégémonique" dans les années 60-70, au moins dans la jeunesse, ait complètement disparu, mais complètement ! Et (sauf en Amérique latine) complètement disparu du monde, même en URSS et en Chine ? Mais comment alors, s'il a disparu, expliquer la prodigieuse fascination qu'il a pu exercer dans les années 60-70, dans le monde entier et particulièrement en France ? Et comme j'ai été directement mêlé à ce phénomène d'hégémonie culturelle pour le peu que j'ai fait, cette question me touche particulièrement. Or personne, absolument personne ne pose la question ».

Louis Althusser, « Situation politique : analyse concrète ? », in Louis Althusser, *L'avenir dure longtemps, suivi de Les Faits. Autobiographies*, Paris, Stock/IMEC, 2007, pp. 522-523.

Ils ont troqué leur col Mao  
Contre un joli costume trois-pièces  
Ils ont troqué leurs idéaux  
Contre un petit attaché-case  
Citoyens de Paris ma ville  
La plage est loin sous les pavés  
Vivez en paix dormez tranquilles  
Le monde n'est plus à changer

Ce n'était alors que jeunes imbéciles  
Le poil au menton  
Ce n'était alors que jeunes imbéciles  
Les voilà vieux cons

Ils ont troqué leur col Mao  
Pour une tenue plus libérale  
Le vieux slogan du père Guizot  
Est devenu leur idéal  
Nos soixante-huitards en colère  
Reprennent un refrain peu banal  
C'est enrichissez-vous mes frères  
En guise d'Internationale

Ce n'était alors que jeunes imbéciles  
Le poil au menton  
Ce n'était alors que jeunes imbéciles  
Les voilà vieux cons

Et leur vieux look égalitaire  
Pour un costume plus rigolo  
C'est la chasuble humanitaire  
Ils font la quête avec délice  
Chez ceux qu'ont plus rien à donner  
Et pour établir la justice  
S'en remettent à la charité

Ce n'était alors que jeunes imbéciles  
Le poil au menton  
Ce n'était alors que jeunes imbéciles  
Les voilà vieux cons

Ils ont troqué leur col Mao  
Pour des tenues plus officielles  
Depuis qu'ils fréquentent à gogo  
Les cabinets ministériels  
Ah quel plaisir en redingote  
Sur le perron de l'Elysée  
De se faire lécher les bottes  
Par des journalistes avisés

C'est toujours avec les jeunes  
imbéciles  
Qu'on le veuille ou non  
C'est toujours avec les jeunes  
imbéciles  
Qu'on fait les vieux cons

Jean Ferrat, « Les jeunes imbéciles », 1991

## Introduction. Réflexions sur la crise et ses conséquences supposées

La fin des années 1970 semble se caractériser par l'omniprésence de la « crise »<sup>1937</sup>. Économiquement, les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 inaugurent une période de ralentissement économique et de « stagflation », matérialisant la fin des « Trente Glorieuses ». Politiquement, « l'âge d'or des luttes » ouvert par Mai-Juin 1968 se clôt symboliquement avec la grève, perdue, des sidérurgistes lorrains et la fin de l'émission de leur radio libre « Lorraine Cœur d'Acier »<sup>1938</sup>. Les années 1980 sont dès lors celles de l'atonie politique. Si le nombre de journées individuelles non travaillées pour grève tournait autour de trois millions par an dans les années 70, ce chiffre tombe à environ un million durant la décennie suivante<sup>1939</sup>. Il s'explique en partie par l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en mai 1981, qui mène plusieurs réformes d'ampleur, économiques et sociales (nationalisations, création d'un impôt sur la fortune, augmentation du SMIC, la retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés ou diminution du temps de travail à 39 heures hebdomadaires, etc...), culturelles (prix unique du livre, légalisation des radios libres<sup>1940</sup> notamment) et judiciaires (abolition de la peine de mort, dépénalisation de l'homosexualité) et abandonne plusieurs dossiers très conflictuels des années 1970, à l'image du Larzac.

Dans cette introduction à la seconde partie de cette thèse, nous rappellerons que cette « crise » protéiforme est supposée toucher les espérances révolutionnaires de l'après-1968, avant de nous interroger sur la réalité de cette crise et sur ses conséquences supposées, en premier lieu la mort des idées et des engagements « révolutionnaires ».

À la fin des années 1970, le « marxisme », constitué par sa « crise » comme un tout homogène, semble à bout de souffle pour au moins trois raisons. C'est tout d'abord une théorie, le marxisme, qui perd de sa portée explicative à mesure que les évolutions socio-économiques des pays occidentaux depuis 1945 mettent à mal ses fondements. C'est ensuite la crise d'un

---

<sup>1937</sup> Nous utilisons ici des guillemets car nous prenons nos distances avec ce constat que nous critiquerons tout au long de cette seconde partie.

<sup>1938</sup> Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière...*, *op. cit.* ; Sur l'expérience spécifique de cette radio, voir Ingrid Hayes, *Radio Lorraine Cœur d'Acier, Longwy (1979-1980) : les voix de la crise*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018. Voir aussi les textes d'époque sur Longwy de Gérard Noiriel\* (*Vivre et lutter à Longwy*, Paris, Maspero, 1980) ou qu'il préface (David Charrasse\*, *Lorraine, cœur d'acier*, Paris, Maspero, 1981, présentation de Gérard Noiriel\*) ainsi que sa thèse sur les ouvriers sidérurgistes et les mineurs de fer dans le bassin de Longwy pendant l'entre-deux-guerres, dirigée par Madeleine Rébérioux\* à Paris-VIII et soutenue en 1982.

<sup>1939</sup> Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, pp. 40 et sq.

<sup>1940</sup> Signe de l'importance de ce sujet, un ouvrage publié chez Maspero en 1978 proposait de donner – schémas à l'appui – les indications pour créer soi-même son poste de radio et participer au mouvement des radios pirates. Voir Collectif radios libres populaires, *Les radios libres*, Paris, Maspero, 1978.

modèle, le communisme, critiqué en raison des politiques menées en son nom. C'est enfin une crise stratégique qui touche le marxisme, dans le contexte politique français marqué par la rupture du programme commun en 1977 et la fin de l'union de la gauche.

La crise est donc premièrement celle d'une théorie, le marxisme, dont les bases semblent de plus en plus contestées. Après de premières évolutions de la doctrine du PCF dans les années 1960 – dont, en 1964, l'abandon de la thèse de la paupérisation absolue du prolétariat [**Voir le chapitre 1**] – le marxisme du parti est à nouveau remanié en 1976 lorsque les communistes français, à leur XXII<sup>e</sup> congrès, décident d'abandonner officiellement la référence à la « dictature du prolétariat »<sup>1941</sup>. Au sein du PCF, de nombreux intellectuels – principalement des proches d'Althusser\*<sup>1942</sup> – réagissent face à ce qu'ils perçoivent comme une décision politique de la « direction »<sup>1943</sup> sur un enjeu qu'ils saisissent avant tout comme théorique et non politique. Étienne Balibar\*, dans un texte publié en 1976 dans la collection « Théorie » de Maspero et qui se vend à près de 9 000 exemplaires<sup>1944</sup>, refuse ce qu'il pose comme un faux dilemme entre « renoncer à la théorie et à la pratique de la lutte des classes » et « revenir aux impasses de la déviation stalinienne qui avaient durablement affaibli le parti »<sup>1945</sup>. Il critique par conséquent la décision du XXII<sup>e</sup> congrès qu'il considère comme un « aveu » de faiblesse de la part des communistes qui accrédite l'idée que le PCF « se serait jusqu'à présent opposé à la démocratie »<sup>1946</sup>. Il appelle à un « grand effort prolongé de réflexion théorique »<sup>1947</sup> tout en livrant sa position personnelle : « la dictature du prolétariat est un concept qui fait corps avec toute la théorie marxiste de la lutte des classes, et ne peut en être détaché sans que l'ensemble se trouve remis en cause »<sup>1948</sup>. D'autres intellectuels communistes proches de Balibar\* critiquent également cet abandon, à l'image de Georges Labica\*<sup>1949</sup> et d'Althusser lui-même\*, qui écrit dans son ouvrage sur le XXII<sup>e</sup> congrès qu'un concept ne s'abandonne pas comme un

---

<sup>1941</sup> La « dictature du prolétariat » est un concept employé chez plusieurs penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle – à commencer par Blanqui – et repris très brièvement dans des textes de Marx et Engels. Il désigne une phase transitoire mais considérée comme nécessaire pour permettre le passage du capitalisme au socialisme puis au communisme, à savoir la société égalitaire et sans classe.

<sup>1942</sup> Qui sont souvent les plus dotés en capitaux scolaires mais aussi parmi les moins favorables à l'ouverture politique en raison de leur attachement à la théorie, et principalement à celle de Marx [**voir les chapitres 3 et 4**].

<sup>1943</sup> Étienne Balibar\* dénonce le fait que les discussions autour de la « dictature du prolétariat » n'aient pas été mentionnées dans les documents préparatoires au congrès, et se sent obligé de répondre face à ce que « l'actualité impose à l'attention des communistes ». Voir Étienne Balibar\*, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, Maspero, 1976.

<sup>1944</sup> Ce texte s'écoule à 9197 exemplaires en 1977, mais voit 1004 retours d'invendus en 1978. Il ne s'en vend finalement que 597 exemplaires en 1978, et 179 en 1979, année de la rupture de stock (8969 ventes au total).

<sup>1945</sup> *Ibid.*, pp. 7-8.

<sup>1946</sup> *Ibid.*

<sup>1947</sup> *Ibid.*, pp. 9-10. Le texte s'achève par 130 pages composées de deux dossiers, l'un compilant des extraits d'interventions préparatoires et de travaux au XXII<sup>e</sup> congrès, l'autre des textes classiques de Marx et Lénine.

<sup>1948</sup> *Ibid.*, p. 161.

<sup>1949</sup> Georges Labica\*, « Marx 78 », *Dialectiques*, n° 22, hiver 1978, pp. 33-49

chien, ajoutant que l'abandon d'un concept théorique « ne peut être l'objet d'une décision politique » car « on peut "abandonner" la dictature du prolétariat, on la retrouve dès qu'on parle de l'État et du socialisme »<sup>1950</sup>.

Certes, cette décision est, pour la fraction dominante au sein du PCF, une décision politique et non pas théorique, puisqu'elle est prise dans le contexte politique de l'Union de la gauche et dans la nécessité pour les communistes de ne pas se faire distancer par les socialistes en matière de libertés démocratiques. Il faut pour cela prendre ses distances avec l'URSS, de plus en plus critiquée en France, y compris à gauche<sup>1951</sup>. Pourtant, cette évolution doctrinale du PCF est aussi un symptôme des limites de certaines thèses centrales de la théorie marxiste mises à mal au même moment, en France et ailleurs, et qui illustrent les désajustements croissants entre une théorie du XIX<sup>e</sup> siècle et la situation des années 1970<sup>1952</sup>. Deux sont particulièrement discutées, la centralité révolutionnaire de la classe ouvrière et la théorie économique de Marx.

La première s'inscrit dans la continuité des débats qui, dès les années 1960, interrogeaient l'identité de la « nouvelle classe ouvrière » [voir le chapitre 1]. Dans les années 1970, le statut de la classe ouvrière comme sujet révolutionnaire est d'abord remis en cause empiriquement avec les nombreuses transformations qui affectent ce groupe social, même si celles-ci sont encore confusément perçues. Ensuite, sur le plan politique, des mots d'ordre comme celui du « front de classe » se développent, en lien avec la configuration particulière d'union de la gauche. L'enjeu du dépassement de la classe ouvrière se pose enfin théoriquement. Du côté des marxistes opérâistes, on met l'accent sur les potentialités révolutionnaires des travailleurs immigrés, nouveaux entrants dans le prolétariat industriel et qui sont, pour des penseurs comme Antonio Negri\*, la prochaine avant-garde révolutionnaire<sup>1953</sup>. André Gorz remet plus nettement encore en cause la centralité

---

<sup>1950</sup> Louis Althusser, *22e congrès*, Paris, Maspero, 1977. L'ouvrage se vend à 12 953 exemplaires la première année, puis les ventes se tassent (285 ventes en 1978, 110 retours en 1979, 390 ventes en 1980, année de la fin du stock).

<sup>1951</sup> Voir *infra*.

<sup>1952</sup> Dès 1959, le SPD allemand abandonne officiellement la référence à Marx après un travail d'écriture complexe du programme de Bad Godesberg. En 1978, en Suisse alémanique, le *Progressive Organisation der Schweiz* (POCH), la plus grande organisation de la gauche radicale du pays, opère aussi un « tournant idéologique fondamental ». Sur le SPD, voir Karim Fertikh, « Trois petits tours et puis s'en va... Marxisme et programme de Bad Godesberg du Parti social-démocrate allemand », *Sociétés contemporaines*, mars 2011, 1 (81), pp. 61-80 ; « Le genre programmatique. Sociologie de la production des programmes partisans : l'exemple de Bad Godesberg », *Revue française de science politique*, 64 (5), 2014, pp. 903-92. Et, récemment, *Le Bad Godesberg de la social-démocratie allemande. Une histoire sociale des idées politiques*, Paris, Éditions de la MSH, 2019. Sur la Suisse, cf. Nuno Pereira et Renate Schär, « Soixante-huitards helvétiques. Étude prosopographique », *Le Mouvement Social*, 2012/2 (n° 239), pp. 9-23

<sup>1953</sup> Pour le cas italien, Negri considère que la classe ouvrière italienne est scindée en deux en raison de l'arrivée de nombreux travailleurs non qualifiés, jeunes et souvent immigrés du sud de l'Italie, région pauvre, vers le nord, plus riche. C'est cette main d'œuvre ouvrière, non intégrée au PCI et aux syndicats, qui est pour les opérâistes le nouveau sujet révolutionnaire. Voir Antonio Negri, *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Galilée, 1978.

révolutionnaire ouvrière dans *Adieux au prolétariat* (1980). Pour lui, « l'automatisation, puis l'informatisation suppriment les métiers et les possibilités d'initiative », et ce jusqu'à déqualifier « ce qu'il reste d'ouvriers et d'employés »<sup>1954</sup>. En 1989, il écrit même que « c'est l'utopie sur laquelle les sociétés industrielles vivaient depuis deux siècles qui s'effondre »<sup>1955</sup>. De même, Edgar Morin constate en 1981 que « la société industrielle et les fondements marxistes du socialisme de l'Est s'effondrent ». Dans un cours d'avril 1983, le philosophe François Châtelet\* affirme que « le prolétariat a disparu historiquement » et que « philosophiquement, il n'y a plus de sujet de l'histoire »<sup>1956</sup>. Le philosophe Jean-François Lyotard, l'année suivante, parle de cette « donnée nouvelle dans l'histoire occidentale depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle : il n'y a pas de sujet-victime universel, faisant signe dans la réalité »<sup>1957</sup>.

Le déclin de la croyance dans le caractère révolutionnaire du prolétariat se double de critiques économiques sur la théorie de Marx, et notamment sur sa conception de la « valeur », formulées notamment par des auteurs jusqu'ici marxistes. Henri Denis, grand promoteur du marxisme dans l'après-1945<sup>1958</sup>, publie en 1980 *L'économie de Marx. Histoire d'un échec*. Il y soutient que les apories qu'il trouve chez Marx – notamment sur les différentes modalités de la valeur – tiennent avant tout à ce que sa théorie de la plus-value est dérivée de celle de Ricardo. Marx est ainsi rabattu sur les économistes classiques, ce qui « disqualifie du même coup sa charge critique »<sup>1959</sup>. D'autres économistes comme Carlo Benetti\* et Jean Cartelier\* vont dans le même sens dans *Marchands, salariat et capitalistes*, publié en 1981 dans leur collection d'économie éditée par Maspero et les Presses Universitaires de Grenoble<sup>1960</sup>.

Toutes ces incertitudes sur les bases du marxisme s'enracinent dans un faisceau de faits qui mettent en cause, deuxièmement, les conséquences des politiques menées au nom du marxisme — en tout cas supposées menées en son nom. Les témoignages s'accumulent sur les

---

<sup>1954</sup> André Gorz, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, 1980, p. 46. On retrouve là des prolongements des théories de la « nouvelle classe ouvrière » que Gorz défend depuis le milieu des années 1960. Sur tous ces points, voir Willy Gianinazzi, *André Gorz. Une vie*, Paris, La Découverte, 2016, et notamment le chapitre 13 (« Adieux au prolétariat », pp. 215-236) dans lequel il affirme que, pour Gorz, « la possibilité même du socialisme, au sens authentique de maîtrise du pouvoir par les travailleurs, devient une chimère » (p. 220).

<sup>1955</sup> Il précise sa vision de l'utopie comme une « vision du futur sur laquelle une civilisation règle ses projets, fonde ses buts idéaux et ses espérances. Qu'une utopie s'effondre, c'est toute la circulation des valeurs réglant la dynamique sociale et le sens des pratiques qui entrent en crise. C'est cette crise que nous vivons ». Voir André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête de sens*, Paris, Galilée, 1988, p. 22.

<sup>1956</sup> CHT 8,1 « Cours des années 1982-1985, rue Clauzel, Méthodologie « 1/3 » (Année scolaire 1982/1983) », Archives François Châtelet, IMEC, Caen.

<sup>1957</sup> Jean-François Lyotard, *Tombeau des intellectuels*, Paris, Galilée, 1984, p. 20.

<sup>1958</sup> Né en 1913, Henri Denis est professeur agrégé à la faculté de Droit de Rennes. Il est aussi membre du PCF, et très actif au sein de la section économique, dont il a dirigé la revue *Économie et politique* jusqu'en 1961. Il publie deux livres sur la valeur aux Éditions sociales, en 1950 et 1957. Voir Thierry Pouch, *Les économistes..., op. cit.*, pp. 65 et sq.

<sup>1959</sup> *Ibid.*, p. 175.

<sup>1960</sup> *Ibid.*

crimes des régimes socialistes et communistes dans plusieurs pays d’Afrique, en Yougoslavie (où la contestation s’amplifie après la mort de Tito en 1980)<sup>1961</sup>, et au Cambodge, avec le génocide perpétré par les Khmers rouges<sup>1962</sup>. En Chine, la mort de Mao Zedong en 1976 favorise les regards critiques sur la révolution culturelle, que l’on pense aux thèses de Simon Leys, auteur d’une trilogie sur la Chine publiée entre 1971 et 1976<sup>1963</sup>, au succès du livre de Jean Pasqualini *Prisonnier de Mao*<sup>1964</sup>, vendu à 60 000 exemplaires en un an<sup>1965</sup>, ou à l’autocritique d’un certain nombre d’anciens maoïstes sur leur engagement politique dans l’après-1968 comme les époux Broyelle<sup>1966</sup> ou les membres de la revue *Tel Quel*<sup>1967</sup>.

La publication française en 1974 de *L’archipel du goulag*, d’Alexandre Soljenitsyne, dans lequel le prix Nobel de littérature (1970) décrit le système de travail forcé et d’élimination touchant les opposants au PCUS à travers de nombreux témoignages. Le livre est salué par d’anciens trotskistes comme le fondateur de *Socialisme ou Barbarie*, Claude Lefort, qui écrit en 1975 dans la revue *Textures* qu’il attendait depuis longtemps « un livre disant ce qu’il en est des prisons et des camps de travail soviétiques, de la terreur qui a accompagné, non dans un temps d’exception mais de manière continue l’édification du régime bureaucratique en

---

<sup>1961</sup> Et ce y compris chez les partisans français de l’autogestion comme ceux de la revue *Autogestion*, dont un numéro critique publié en 1981 s’intitule « Les Habits neufs du président Tito ». Pour une perspective historique sur Tito, voir Jože Pirjevec, *Tito*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

<sup>1962</sup> Voir par exemple pour un ouvrage d’un journaliste de gauche, Jean Lacouture, *Survive le peuple cambodgien !* Paris, Seuil, 1978. Le livre s’ouvre ainsi : « La honte aurait suffi... La honte, à elle seule, justifiait que l’on écrivît ce petit livre – qui est d’abord un cri d’horreur. La honte d’avoir contribué, si peu que ce soit, si faible qu’ait pu être en la matière l’influence de la presse, à l’instauration de l’un des pouvoirs les plus oppressifs que l’histoire ait connu ». Ce livre m’a été cité, lors de plusieurs entretiens, comme étant tout à fait déterminant dans la remise en cause d’engagements politiques.

<sup>1963</sup> Simon Leys, *Les habits neufs du président Mao : chronique de la révolution culturelle*, Paris, Champ libre, 1971 ; *Ombres chinoises*, Paris, 10/18, 1974 ; *Images brisées*, Paris, Robert Laffont, 1976. Simon Leys, nom de plume de Pierre Ryckmans, est né en 1935 en Belgique. Après des études de droit et d’histoire de l’art à Louvain, il se rend une première fois en Chine, en 1955, dont il rentre convaincu. Après d’autres voyages en Asie puis aux États-Unis, il fait l’équivalent (civil) des trois ans de service militaire dans la coopération du développement à Singapour, où il enseigne le chinois. Soupçonné d’être pro-communiste, il part s’installer à Hongkong, à l’époque colonie britannique. Il donne à nouveau des cours de chinois à l’université, soutient une thèse d’histoire de l’art sur le peintre Shitao, et rédige en parallèle des rapports sur le déroulement de la révolution culturelle chinoise pour l’ambassade de Belgique. C’est par ce travail, qui constitue le cœur de *Les habits neufs du président Mao*, qu’il devient critique du maoïsme. Devenu attaché culturel de l’ambassade belge à Pékin en 1972, il est à partir de cette date aux premières loges pour observer le régime chinois et continue à publier des textes critiques sur la Chine. Il meurt en 2014 en Australie. Voir Philippe Paquet, *Simon Leys. Navigateur entre les mondes*, Paris, Gallimard, 2016.

<sup>1964</sup> Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao, Tome 1*, Paris, Gallimard, « Témoins », 1974 ; et *Prisonnier de Mao, Tome 2*, Paris, Gallimard, « Témoins », 1976.

<sup>1965</sup> D’après Anne Simonin et Hélène Clastres (coord.), *Les idées en France (1945-1988). Une chronologie*, Paris, Gallimard, 1989.

<sup>1966</sup> Claudie et Jacques Broyelle, Évelyne Tschirhart, *Deuxième retour de Chine*, Paris, Seuil, « Combats », 1977.

<sup>1967</sup> Pour plusieurs exemples, voir François Hourmant, *Le désenchantement des clercs. Figures de l’intellectuel dans l’après-Mai 68*, Rennes, PUR, 1997, et spécialement le premier chapitre intitulé « La Chine ou le crépuscule du mythe révolutionnaire ».

U.R.S.S. »<sup>1968</sup>. À côté de ce succès de librairie – dont il est néanmoins difficile de mesurer exactement les effets politiques<sup>1969</sup> – d'autres événements à l'Est mettent à mal l'attractivité du communisme soviétique, comme la répression en Tchécoslovaquie des membres de la Charte 77, mouvement d'intellectuels dissidents<sup>1970</sup> fondé pour exiger l'application des accords d'Helsinki signés en 1975 par l'URSS<sup>1971</sup>, revendication alors jugée « complètement illusoire » à l'Est par la Charte<sup>1972</sup>. Ce groupe est d'abord interdit, ce qui n'empêche pas ses productions d'être relayées par de nombreuses publications clandestines à l'Est mais aussi, dès le 7 janvier 1977, par d'importants journaux étrangers comme *Le Monde* ou *The Times*. Cette circulation aggrave encore la répression vis-à-vis des intellectuels dissidents, considérés par la presse officielle et les dirigeants communistes comme des ennemis de la nation et du socialisme. Le dramaturge Václav Havel<sup>1973</sup> et le philosophe Jan Patočka sont soumis à des interrogatoires violents par la police secrète auxquels ne survit pas Patočka. Quelques jours après sa mort, le 15 mars 1977, Paul Ricoeur le décrit dans *Le Monde* comme un « philosophe-résistant » qui fut « littéralement mis à mort par le pouvoir ». Ces crises internationales multiples qui touchent le communisme soviétique sont encore amplifiées, à partir de 1980, par le mouvement Solidarnosc en Pologne et par l'intervention soviétique en Afghanistan.

---

<sup>1968</sup> Texte repris dans Claude Lefort, *Un homme en trop*, Paris, Seuil, 1976.

<sup>1969</sup> *L'archipel du goulag* a très souvent été décrit comme un événement qui permet un « réveil », terme que l'on retrouve dans de nombreux articles de presse mais aussi dans de très nombreuses analyses historiques. Christofferson critique ce type d'analyse, et parle de « l'invention *a posteriori* d'un “effet Goulag” » qui oublie que « la très grande majorité des intellectuels non communistes connaissent déjà parfaitement [en 1974] les échecs du socialisme soviétique et ils l'ont rejeté en tant que modèle ». Pour lui le Goulag constitue moins une révélation qu'une métaphore, un mot clé qui peut à la fois exprimer et légitimer le rejet radical du communisme et de la stratégie révolutionnaire, rejet qui commence alors à prendre de l'ampleur » (Michael S. Christofferson, *Les intellectuels...*, *op. cit.*, p. 165).

<sup>1970</sup> Les signataires de cette charte furent nombreux. Les principaux sont Zdeněk Mlynář, un intellectuel qui écrivit notamment sur le printemps de Prague, l'écrivain Pavel Kohout, l'écrivain et journaliste tchèque Ludvík Vaculík, l'acteur et réalisateur Pavel Landovský, le diplomate et ancien ministre des affaires étrangères Jiří Hájek ou encore l'écrivain et futur président Vaclav Havel.

<sup>1971</sup> Et notamment de l'article 7 qui mentionne le « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont la liberté de conscience, de religion et de croyance ».

<sup>1972</sup> Le texte : [http://libpro.cts.cuni.cz/charta/docs/declaration\\_of\\_charter\\_77.pdf](http://libpro.cts.cuni.cz/charta/docs/declaration_of_charter_77.pdf), p.1.

<sup>1973</sup> Vaclav Havel (1936-2011) est né dans une famille de la bourgeoisie pragoise dépossédée de ses biens à l'arrivée au pouvoir des communistes en raison d'accusations portant sur sa collaboration avec les Nazis. Ses parents sont alors obligés de travailler comme ouvriers dans l'entreprise qu'ils avaient créée. Il souhaite à ses quinze ans – date de la fin de la scolarité obligatoire – continuer des études de littérature et de cinéma, mais il est comme de nombreux membres de l'élite interdit de les poursuivre. Il travaille comme chimiste puis éclairagiste, mais suit dans le même temps des cours du soir, et commence à écrire des textes, principalement de théâtre. Engagé contre le régime communiste, il l'est d'autant plus après 1968 et le Printemps de Prague. Il est président du « Cercle des écrivains indépendants », puis de la charte 77 lorsque, visé par la censure, ses pièces sont interdites à partir de 1971. Il continue de faire des « petits boulots » tout en continuant son activité d'écriture et de représenter l'opposition intellectuelle, activité qui le mène à passer près de cinq ans en prison entre 1977 et 1989. Dissident très connu, il devient à la suite de la « Révolution de velours », président, d'abord des républiques fédérales tchèque et slovaque (1989-1992), puis de la République Tchèque. Sur Vaclav Havel et, plus largement, sur la Charte 77, voir Ioana Popa, *Traduire sous contraintes...*, *op. cit.*, pp. 478 et sq.



Dans le même temps, le discrédit des idées révolutionnaires se déploie également en Europe de l'Ouest, principalement en raison de l'augmentation des actes de violence politique. En Italie, les attaques contre les biens augmentent de 77 %<sup>1974</sup> en 1977. Pour lutter contre cette violence – perpétrée aussi bien par des groupes d'extrême droite que d'extrême gauche, moment désigné par l'expression d' « années de plomb »<sup>1975</sup> –, des mesures répressives prises par les autorités conduisent à l'arrestation de nombreux militants et à l'exil de beaucoup d'autres. Le 7 avril 1979, un vaste coup de filet de la police italienne conduit à de nombreuses arrestations dont celle d'Antonio Negri\*, accusé d'être le cerveau des Brigades Rouges, groupe « terroriste » d'extrême gauche responsable en 1978 de l'assassinat d'Aldo Moro, leader de la Démocratie chrétienne italienne et promoteur du « compromis historique » [**Sur sa trajectoire, voir le chapitre 6**]. Ces arrestations sont très couvertes par la presse française<sup>1976</sup>. Au-delà du scandale que constitue cette arrestation, celle-ci est aussi le signe qu'à travers Negri\*, c'est le procès en responsabilité de l'intelligentsia « révolutionnaire » de l'après-1968 et de son rapport à la violence politique qui est en jeu. Car si, en France, la violence politique a été longtemps cantonnée à une dimension symbolique [**voir le chap. 2**] – y compris chez les militants qui, comme à la GP, justifient ce mode d'action –, la situation change partiellement après le meurtre de Jean-Antoine Tramoni<sup>1977</sup> par les Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire (NAPAP) en mars 1977. Issu des franges les plus radicales du mouvement autonome français, le groupe Action Directe recourt également avec violence à partir de la fin des années 1970 et jusqu'à l'assassinat en 1985 du directeur général de Renault Georges Besse<sup>1978</sup>. Cette radicalisation dans la lutte armée d'une poignée de militants est désormais largement rejetée [**sur l'évolution des circuits de la vie intellectuelle, voir le chap. 6**]<sup>1979</sup>. La fin du cycle des années 1970

---

<sup>1974</sup> Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil...*, *op. cit.*, p. 102.

<sup>1975</sup> Voir Marc Lazar, Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010. Sur l'origine de l'expression « années de plomb », qui est utilisée dans d'autres pays occidentaux, voir Carmela Lettieri, « L'Italie et ses Années de plomb. Usages sociaux et significations politiques d'une dénomination temporelle », *Mots. Les langages du politique [en ligne]*, 87, 2008.

<sup>1976</sup> Une recherche avec l'entrée « Antonio Negri » sur Europresse permet de constater que dans le seul journal *Le Monde*, ce sujet est traité dans 27 articles entre avril 1979 et décembre 1986, dont 4 fois en avril 1979.

<sup>1977</sup> Jean-Antoine Tramoni est le vigile responsable de la mort de Pierre Overney aux Usines Renault [**voir le chapitre 2**]

<sup>1978</sup> Action Directe est également responsable d'attentats à la bombe comme celui le 15 décembre 1986 contre la voiture d'Alain Peyrefitte, ancien garde des Sceaux et député maire RPR, qui cause la mort d'un employé de mairie. Sur la violence révolutionnaire en France, voir Fanny Bugnon, *Les amazones...*, *op. cit.* ; Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 ; et Nicolas Lebourg, Isabelle Sommier (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve, 2017.

<sup>1979</sup> Fanny Bugnon, « Venger Pierre Overney ? Controverse autour d'un mot d'ordre », *Dissidences*, vol. 13, 2013, pp. 97-111.

marque ainsi l'adieu aux armes dans plusieurs pays occidentaux et, avec lui, la remise en cause des espérances révolutionnaires qui sont attachées à ce mode d'action<sup>1980</sup>.

Troisièmement, l'impression de fin d'un cycle est d'autant plus forte qu'au même moment l'Union de la gauche s'est rompu et que le PCF traverse une profonde crise qui aggrave son déclin électoral. Jusqu'ici, le programme commun symbolisait chez nombre d'intellectuels – et de militants – un réel espoir de changement, matérialisé par la large victoire de la gauche lors des élections municipales de mars 1977 lors desquelles Paris a failli être repris à la droite<sup>1981</sup>. Cet espoir prend fin en septembre 1977 quand le Parti socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG) refusent les conditions du PCF concernant l'actualisation du programme commun. Les communistes considèrent n'avoir pas cédé « sur [leurs] exigences profondes » et accusent les socialistes « d'avoir viré à droite », tandis que ces derniers « s'interroge[nt] ouvertement sur la volonté réelle de [leur] partenaire d'arriver au pouvoir ». La gauche, longtemps favorite des sondages pour les législatives de 1978, n'obtient que 201 des 491 sièges<sup>1982</sup>. Sans détailler les raisons de la rupture, multiples, complexes et fortement liées à des stratégies d'appareil et de fractions internes<sup>1983</sup>, on peut avancer que la rupture du programme commun tient pour une part à une méfiance réciproque jamais réellement dissipée depuis 1972 entre communistes et socialistes, une partie des communistes mettant en avant leur scepticisme vis-à-vis d'un parti parfois encore perçu à travers les actions répressives de Jules Moch en 1947 ou l'attitude de Guy Mollet ou de François Mitterrand durant la guerre d'Algérie, ou de la conception jugée trop autonome de ce dernier vis-à-vis du programme commun<sup>1984</sup> quand une bonne partie des socialistes se méfient encore, malgré les apparences de démocratisation du PCF, de sa dépendance aux soviétiques.

De plus, ces tensions entre les deux camps, toujours présentes durant la période de l'Union de la gauche, sont aussi liées au nouveau rapport de forces à gauche dans lequel les socialistes ont gagné en importance électorale, au moment de la courte défaite de Mitterrand en

---

<sup>1980</sup> Voir Isabelle Sommier, *La violence politique...*, *op. cit.*, Chapitre 6, « L'adieu aux armes ».

<sup>1981</sup> Dans cette élection qui se déroule par arrondissements, le communiste Henry Fiszbin recueille 45 % des suffrages au deuxième tour, battu de seulement quatre points par Jacques Chirac. Sur la municipale parisienne de 1977, voir Élisabeth Dupoirier, « Une ou deux droites à Paris ? Les élections municipales de 1977 et la restructuration du bloc conservateur », *Revue française de science politique*, 27<sup>e</sup> année, n°6, 1977, pp. 848-883.

<sup>1982</sup> Le PS remporte 104 sièges, le PCF 86 et le MRG 10, auxquels il faut ajouter un élu divers gauche.

<sup>1983</sup> Sur le programme commun et sa rupture, voir entre de nombreux autres textes Karim Fertikh et al, *Les programmes politiques...*, *op. cit.*, principalement la troisième partie intitulée « Du programme commun de la gauche aux 110 propositions : la carrière des programmes de gauche dans les années 1970-1980 ». Voir également la table ronde sur « La rupture du programme commun », in Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (Dir), *L'Union sans unité. Le programme commun de la gauche (1962-1978)...*, *op. cit.*, pp. 273-298.

<sup>1984</sup> L'autonomie de Mitterrand vis-à-vis des programmes et des partis est d'ailleurs dénoncée dans son propre camp. Voir Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remord*, Paris, Hachette, 2007, pp. 251 et sq.

1974 puis lors d'élections législatives partielles et d'élections cantonales et municipales<sup>1985</sup>. Roger Martelli\* souligne que si, en 1971, le PCF obtient 26,7% dans les communes de plus de 9 000 habitants, contre 15,5% pour les socialistes, en 1977, le pourcentage est de 22% pour le PCF et de 26% pour le PS<sup>1986</sup>. Cette configuration nouvelle inquiète sérieusement les dirigeants communistes et la rupture de septembre 1977 ne peut s'expliquer sans mettre en avant cette perception par les communistes de la montée électorale des socialistes et, par les socialistes, de leur propre dynamique électorale.

Cette explication électorale se redouble de divergences idéologiques entre les deux partis, qu'illustre notamment l'affaire Soljenitsyne. En effet, le PCF mène à partir de 1974 une violente campagne contre l'écrivain et l'antisoviétisme, tous deux considérés comme opposés au programme commun. Le PCF aurait été jusqu'à résilier dès 1974 son abonnement à la revue pro-Soljenitsyne *Esprit*<sup>1987</sup>. Les attaques sont également vives contre le *Nouvel Observateur*, à l'image d'un débat télévisé d'« Ouvrez les guillemets », en juin 1974, durant lequel Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, s'oppose à Francis Cohen\*, ancien correspondant de *L'Humanité* à Moscou et directeur de la *Nouvelle Critique*. La tension augmente d'un cran quand Gilles Martinet, l'un des secrétaires nationaux du PS entre 1975 et 1979 – qui ne pèse certes guère sur Mitterrand<sup>1988</sup> – critique à la télévision ses alliés communistes et apporte son soutien au *Nouvel Observateur*. Cette prise de position est d'autant plus marquante qu'au même moment, 86 intellectuels de la gauche non-communiste soutiennent le magazine contre les attaques du PCF<sup>1989</sup>. Ainsi, si la rupture du programme commun met à jour des divergences idéologiques fortes, elles ne sont pas, en 1977, nouvelles.

Les conséquences de la rupture de septembre 1977 n'en sont pas moins déterminantes. Électoralement, elles rendent visible le nouveau rapport de forces désormais favorable, on l'a dit, au Parti socialiste de François Mitterrand. Aux législatives de 1978, il recueille 22.8% des voix, dépassant le PCF et ses 20.6%. Cette tendance se confirme lors du premier tour de l'élection présidentielle en mai 1981, quand Mitterrand réunit 25,9% des voix et Marchais

---

<sup>1985</sup> Sur ces résultats, voir Pierre Martin « Les élections législatives partielles en France de 1973 à 1980 : mécanismes et enseignements », *Revue française de science politique*, 1981, 31/3, pp. 535-562.

<sup>1986</sup> Roger Martelli, *L'archipel communiste : une histoire électorale du PCF*, Paris, Editions sociales, 2008, p. 152.

<sup>1987</sup> D'après les membres d'*Esprit* eux-mêmes. Voir Casa, "Esprit Interdit", *Esprit*, avril 1974, n°434, pp. 694-697 ; et Jean-Marie Domenach, « Soljenitsyne et le destin de l'Europe », *Esprit*, mars 1974, n°433.

<sup>1988</sup> Après son départ du PSU en 1972, il rejoint le courant chevènementiste du CERES, le plus marxiste au sein du PS. Il rompt l'année suivante avec Chevènement, et il devient à partir de 1974 un soutien de Rocard quand ce dernier quitte le PSU et rejoint le PS. Il ne pèse donc que peu sur le courant de François Mitterrand, ce qu'illustre sa nomination comme ambassadeur de France en Italie en 1981, certes prestigieuse mais loin des responsabilités politiques en France.

<sup>1989</sup> Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 273.

seulement 15,3 %. Cette nouvelle configuration politique est systématiquement confirmée par les élections suivantes, aussi bien les législatives de juin 1981 (16% des voix pour le PCF) que celles de 1986, où le PCF s'écroule à 9,7 % quand les socialistes obtiennent 31 % des suffrages exprimés<sup>1990</sup>. Politiquement, la rupture a pour conséquence un raidissement idéologique des communistes – à la fois cause et conséquence du déclin électoral. En effet, si l'union de la gauche avait poussé le PCF à entamer une transformation du parti et une « désoviétisation », la rupture conduit le parti au « repli »<sup>1991</sup>.

L'ensemble de ces évolutions théoriques, politiques et stratégiques, malgré leurs chronologies et rythmes propres, participent toutes à la crise généralisée du projet révolutionnaire. Cette situation est d'ailleurs clairement vécue comme telle par les intellectuels communistes, à l'image de Louis Althusser\*, qui en 1978 parle de la « crise générale du marxisme » déclinée comme une « crise idéologique, politique et théorique »<sup>1992</sup>. Dans un texte de 1978 publié seulement après sa mort en 1994<sup>1993</sup>, il réitère ce constat de crise et n'hésite pas à faire le point sur les « erreurs » de Marx<sup>1994</sup>, écrivant qu'« enfin un travail de correction et de révision est possible »<sup>1995</sup>. Son ton est encore plus net dans une lettre qu'il adresse à son ami Merab le 16 janvier 1978, et dans laquelle il écrit qu'il a « comme l'impression qu'on n'a jamais connu ça »<sup>1996</sup> avant de poursuivre : « Tu parles de “dégoût” : j'entends le mot autour de moi, chez les meilleurs [...]. C'est le mot qui dit tout haut qu'on ne trouve plus sa place dans toute cette merde, et qu'il est vain de l'y chercher, car toutes les places sont emportées par le cours insensé des choses »<sup>1997</sup>.

Au-delà d'Althusser, ce constat est largement partagé dans ces années par les « intellectuels révolutionnaires » de l'après-1968. Maria-Antonietta Macciocchi\* mentionne par exemple « la rupture à accomplir avec le mythe tout-puissant du “marxisme-léninisme-

---

<sup>1990</sup> Cf. Jean Ranger, « Le déclin du PCF », *Revue française de science politique*, 1986, 36-1, pp. 46-63.

<sup>1991</sup> Bernard Pudal, *Un monde défait...*, op. cit., pp. 100 et sq.

<sup>1992</sup> Louis Althusser\*, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Paris, Maspero, 1978. Cet ouvrage, tiré d'un article paru dans *Le Monde*, se vend à 13 819 exemplaires en 1978, avant que les ventes soient quasi nulles dans les années qui suivent.

<sup>1993</sup> Non publiés à l'époque, ces textes ont été retrouvés dans les archives d'Althusser après sa mort.

<sup>1994</sup> Il écrit notamment, à propos de la théorie de la « production des prix de production à partir de la valeur », que Sraffa et son école « ont eu le mérite de contrôler de près la démonstration de Marx sur ce point, et ils ont découvert à leur grand étonnement que la démonstration était fautive », *Ibid*, p. 394.

<sup>1995</sup> Louis Althusser, « Marx dans ses limites », in Louis Althusser, *Écrits philosophiques et politiques. Tome I*, Paris, Stock/IMEC, 1994, p. 359 et p. 362. C'est Althusser qui souligne.

<sup>1996</sup> Althusser poursuit : « Des variations de conjoncture, oui, c'est pas la première, où l'accumulation des travers un jour change jusqu'à l'aspect du jour, insensible à venir, longue à se décider, puis comme d'un coup, on n'est plus dans le même air. Mais cette fois, si la réalité abonde et même se répète, ce sont les repères qui manquent », in Louis Althusser\*, « Lettre à Merab », in Louis Althusser, *Écrits philosophiques et politiques. Tome II*, Paris, Stock/IMEC, 1995, p. 527.

<sup>1997</sup> *Ibid*, p. 529.

maoïsme’’ » et la « destruction nécessaire du marxisme en crise »<sup>1998</sup>. Antonio Negri\* affirme de son côté en 1979 que « le mouvement révolutionnaire cherche de nouveaux fondements, et sous une forme qui ne soit pas minoritaire. Nous n'avons que faire de l'orthodoxie. Et nous serions même ravis de nous passer de Marx. Une césure s'est produite, on ne peut le nier »<sup>1999</sup>. L'économiste Bernard Chavance, encore proche du maoïsme, écrit en 1980, sous pseudonyme, un texte significativement intitulé « Crise de la perspective révolutionnaire », publié dans la revue *Communisme*<sup>2000</sup> et dans lequel il « tente un bilan de cette décennie »<sup>2001</sup>. Il raconte en entretien entré à cette date « dans une posture de réflexion auto-critique sur ce qu'[il a] fait dans les années 70 » et revient sur sa trajectoire militante :

« J'arrête l'activisme militant que j'ai eu pendant une dizaine d'années même plus puisque ça commençait juste après 68. En fait moi j'ai commencé à faire de la politique même dans les années 60. J'ai commencé quand j'étais au bahut, j'ai d'abord été à la Ligue des droits de l'homme j'étais dans le 17<sup>e</sup> au lycée Carnot. Puis la Ligue de droits de l'homme c'étaient des gens du PSU donc je suis passé au PSU. Il y avait notamment quelqu'un qui s'appelait Jean Poperen<sup>2002</sup>, qui a créé le mouvement et qui a fait une dissidence du PSU qui s'est rattachée à la FGDS. Et donc j'ai participé à ce groupe de Poperen en 66-67-68 et arrive 68, j'ai 20 ans et je deviens gauchiste en quelque sorte et donc j'abandonne ce courant et cette tradition-là [...]. On lance cette revue et donc ça va m'occuper pendant toutes les années 70, ça va être mon activité principale »<sup>2003</sup>.

Toujours assistant en économie à Paris VII en 1980, il répond ainsi quand je l'interroge sur les raisons qui ont conduit à la fin de *Communisme* :

« C'était une revue je dirais à la fois intellectuelle et politique qui cherchait à influencer les divers courants et qui avait un certain écho. On était diffusé par des méthodes plus ou moins artisanales, on vendait chez Maspero notamment, et puis le lectorat a décliné et la motivation aussi à la fin des années 70. Il y a eu toutes sortes de facteurs, il y a eu ce qui s'est passé après la dernière période maoïste et La bande à Mao et les grands changements en Chine, la guerre Chine-Vietnam, le Cambodge, plus un travail disons critique qui a progressé graduellement dans la revue qui était une analyse critique de la tradition stalinienne [...]. Mais voilà je relisais ça [son texte de 1980] et je trouve que ça reflète bien l'espèce de sentiment, disons général, de détresse voire d'angoisse qu'il y a pour cette génération et pour les différents courants. Je fais référence à la tradition trotskiste, à la tradition communiste qui étaient les deux plus importantes d'extrême gauche par rapport au PC etc. et l'idée qu'il y a un cycle qui se termine, qu'une série de postulats initiaux de l'après-68 dont je refais la liste, qui sont remis en cause, et donc, voilà, donc pour moi, c'est un peu le testament de la revue mais aussi un peu de toute cette période de l'après 68 qui a connu un cycle d'expansion et de retournement vers le

---

<sup>1998</sup> Maria Antonietta Macciocchi\*, *Après Marx, Avril*, Paris, Seuil, 1978, p. 171.

<sup>1999</sup> Antonio Negri, *Marx au-delà de Marx*, Paris, Christian Bourgois, 1979.

<sup>2000</sup> Il s'agit bien d'une revue maoïste, et non de la revue du même nom fondé en 1982 par Annie Kriegel et Stéphane Courtois.

<sup>2001</sup> Entretien avec Bernard Chavance, 1er juin 2016.

<sup>2002</sup> Né en 1925 à Angers, Jean Poperen est professeur agrégé d'histoire. Il a été militant communiste jusqu'à son exclusion en 1959. Engagé ensuite au PSU, il se rapproche des socialistes à la fin des années 1960 et devient député du PS de 1972 à 1988. De 1988 à 1992, il est ministre chargé des Relations avec le Parlement.

<sup>2003</sup> Entretien avec Bernard Chavance, 1er juin 2016.

milieu des années 70. Et là au tournant 1970-1980 il y a ce sentiment alors je n'avais pas beaucoup d'amis qui l'auraient exprimé comme ça, voilà comment je ressentais moi »<sup>2004</sup>.

Cet extrait portant sur la fin d'un cycle – marqué à l'époque par ce texte-bilan qui a valeur testamentaire – mentionne les multiples causes du désengagement<sup>2005</sup> qui s'entremêlent : les trois crises du projet révolutionnaire, mais aussi des raisons plus matérielles et moins souvent mobilisées en histoire des idées politiques comme la fatigue physique, ou morale, et vis-à-vis des débats théoriques et de courants<sup>2006</sup> et la une perte de motivation que l'ensemble entraîne<sup>2007</sup>. D'autres raisons peuvent se surajouter, comme la peur de la répression judiciaire et policière<sup>2008</sup>. Elles permettent de comprendre que la fin des années 1970 et le début des années 1980 marquent pour les intellectuels la fin d'une époque où travail intellectuel et militantisme ne faisaient qu'un. Sans multiplier les citations de textes d'époque ou les nombreux extraits d'entretien qui se répéteraient, on peut souligner simplement que loin d'être une reconstitution ex-post de l'historien, ce constat d'une crise généralisée des espérances révolutionnaires « fait époque »<sup>2009</sup>.

Cette seconde partie souhaite interroger les effets réels de cette « crise » multiple des marxismes à travers l'évolution politique, intellectuelle et professionnelle de nos 813

---

<sup>2004</sup> *Ibid.*

<sup>2005</sup> Olivier Fillieule et Isabelle Sommier expliquent que « les modalités et les circonstances du désengagement obéissent à une alchimie complexe articulant plusieurs niveaux : celui du contexte et des transformations de l'offre militante, celui du groupement, traversé de tensions internes et travaillé par des modalités changeantes d'adhésion et de fidélisation, celui enfin des individus, soumis à des changements de parcours susceptibles de modifier leur rapport à l'enjeu de mobilisation et au groupe mobilisé » Voir Olivier Fillieule et Isabelle Sommier, « Déprises. Logiques du désengagement et évaluations rétrospectives », in Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclet et Isabelle Sommier, avec le collectif SOMBRERO (dir.), *Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Arles, Actes Sud, 2018, p. 584. Voir aussi Olivier Fillieule (Dir.), *Le désengagement*, Paris, Belin, 2005 ; et Isabelle Sommier, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et politique*, n°68, 2012, pp. 15-35.

<sup>2006</sup> Olivier Fillieule et Isabelle Sommier, « Déprises... », *art. cit.*, pp. 591 et sq.

<sup>2007</sup> Sur ce point, Bernard Chavance précise plus tard dans l'entretien : « La politique a fini par ne plus m'enthousiasmer du tout. Le côté bagarre politique, donc je n'ai plus envie de faire de la politique. Donc j'ai gardé bien sûr des liens avec des gens qui font de la politique, j'ai aidé à faire des conférences, dans toutes sortes de cadres politiques mais c'était plutôt comme un universitaire que comme un militant et oui j'ai... il y a eu un côté enthousiasmant de la politique après 68 qui était en fait la phase ascendante du mouvement, il y avait un sentiment de, comment dire, de participer à quelque chose qui était dans le mouvement de l'histoire, c'était surtout ça mais quand ça s'est retourné et quand tous les aspects, disons classiques, des campagnes et conflits politiques ont pris le dessus moi je n'étais plus du tout motivé pour ça ». Entretien avec Bernard Chavance, 1er juin 2016.

<sup>2008</sup> Le collectif Sombbrero analyse que cinq enquêtés « vont interrompre leur militantisme à la suite de la manifestation aux abords du site de Creys-Malville contre le projet de surgénérateur nucléaire Superphénix le 31 juillet 1977. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont été tels qu'ils se soldent par la mort d'un manifestant, Vital Michalon, et la mutilation de deux autres ainsi que celle d'un garde mobile, provoquant un véritable choc moral ». Cf. Olivier Fillieule et Isabelle Sommier, « Déprises... », *art. cit.*, p. 590.

<sup>2009</sup> Voir le numéro de la revue *Tracés* dirigé par Thomas Angeletti, Quentin Deluermoz et Juliette Galonnier, « Faire époque », n°36, 2019, disponible en ligne : <https://journals.openedition.org/traces/>.

« intellectuels révolutionnaires ». Autrement dit, il s’agit tout au long des chapitres 5, 6 et 7 de s’intéresser à la « trahison », à la « conversion », au « désengagement » ou à la « loyauté » des intellectuels « marxistes » des années 1968-1981 à partir de l’étude empirique de leurs évolutions au cours des années 1981-1991. Notre ambition est donc de revenir sur les diverses caractérisations de la période 1981-1991, et notamment celle qui est sans doute la plus puissante à savoir, comme dans la chanson de Jean Ferrat en exergue de cette introduction, le virage libéral de ces « jeunes imbéciles » devenus « vieux cons ».

Dans ce domaine, et pour paraphraser Daniel Roche, l’impression de déclin semble avoir pris le dessus sur la réalité<sup>2010</sup>. En réalité, et comme l’écrit Laurent Willemez, si « une sociologie politique spontanée évoque souvent les “trahisons” d’un certain nombre d’individus, par exemple d’anciens gauchistes des années 1970 devenus leaders d’opinion ou responsables politiques sociaux-démocrates », la réalité des engagements politiques et intellectuels dans la durée – ce que Willemez appelle le « vieillissement », « à la fois réalité biologique et processus social »<sup>2011</sup> – n’est que rarement étayé empiriquement. Dans le cas de l’évolution des intellectuels « révolutionnaires » des années post-1968, notre base de données de 813 individus rend possible une analyse fine et « armée par les statistiques »<sup>2012</sup>.

L’écriture de cette histoire que l’on veut à hauteur d’hommes et de femmes, se déploie dans trois directions complémentaires. Dans le chapitre 5, nous nous intéresserons à l’effondrement supposé du militantisme partisan des intellectuels et à leur conversion politique au libéralisme en montrant que s’observe à la fois une attraction très forte du parti socialiste sur les membres de notre population et une grande persistance des engagements politiques « révolutionnaires », même si ceux-ci, au fil de la décennie et du contexte politique nouveau, se transforment. Dans le chapitre 6, on se propose d’écrire l’histoire sociale des idées « marxistes » au cours des années 1980 en revenant sur les transformations qui touchent le champ intellectuel et surtout universitaire, alors que l’arrivée de la gauche au pouvoir normalise une certaine façon d’être un « intellectuel révolutionnaire ». Surtout, nous analyserons la persistance et les transformations des idées « marxistes » au cours des années 1981-1991 à partir de trois études de cas : l’analyse du centenaire de la mort de Marx en 1983 ; l’étude des séminaires « marxistes » des années 1980 ; et la constitution de Spinoza comme un penseur politique révolutionnaire et comme alternative crédible à Marx, dans une période où la référence

---

<sup>2010</sup> Daniel Roche, « La comptabilité des arts », *Revue de l’Art*, 1986, n°73, pp. 5-8.

<sup>2011</sup> Laurent Willemez, « *Perseverare Diabolicum* : l’engagement militant à l’épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, (51), pp. 71-82, 2004, citation p. 72.

<sup>2012</sup> Florence Weber, « L’ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, 1 | 1995, 153-165.

au penseur allemand est discréditée politiquement et scientifiquement. À un moment où les idées « marxistes » deviennent moins visibles tout en se transformant, cette histoire ne peut être que souterraine. Dans le chapitre 7, nous interrogerons les modalités de la « disparition » des intellectuels « révolutionnaires » de notre population. S'ils sont près de 40% au sein de notre population à ne plus publier en français au cours des années 1981-1991, cet *exit* intellectuel revêt des situations très disparates et ne signifie pas, bien souvent, un reniement politique.





## **Chapitre 5. La fin de l'intellectuel partisan ? Analyse des formes d'engagement des « intellectuels révolutionnaires » dans les années 1980**

*"La mode est au consensus. Idéologique, depuis la mort des idéologies. Sociologique, avec la montée du grand groupe central. Institutionnel, étant donné l'absorption unanimiste de la V<sup>e</sup> République. Économique, vu la crise. Politique, avec l'extinction des extrémismes, le déclin du communisme, la nécessité nationale. Et si les mauvais coucheurs de la division et autres nostalgiques du conflit ne sont pas convaincus, c'est qu'ils refusent de voir la vérité : preuve suprême, l'argument de réalité est asséné, sondages à l'appui, pour imposer l'image d'un "consensus hexagonal éclatant" ».*

Olivier Duhamel, "L'évolution des dissensus français", in Sofres, *Opinion publique. Enquêtes et commentaires*, Paris, Gallimard, 1984, p. 133.

*« Les années 1980 sont les années du renoncement de la gauche au pouvoir d'abord, mais aussi de ses intellectuels. La victoire de 1981 prépare alors les désillusions, les échecs et l'abandon du projet de "transformer le monde" au profit de celui d'accompagner le néolibéralisme. Les "compagnons de route" d'antan deviennent alors les compagnons de la doxa néolibérale et les plus ardents opposants à toute forme de projet de transformation sociale. Tout ce qui fut célébré est désormais vu comme ce qui fait problème et qui mène inexorablement à la "tentation totalitaire". État, sécurité sociale, redistribution, bien publics, nationalisation sont alors devenus des idées désuètes et conservatrices ».*

Daniel Zamora (dir.), *Critiquer Foucault. Les années 1980 et la tentation néo-libérale*, Paris, Syllepse, 2014, p. 7.

*« Tout cela vient de se terminer, depuis dix ans à peu près. Il s'est produit chez les intellectuels français quelque chose d'analogue à un dessaoulement : en lui-même, le phénomène n'est pas difficile à comprendre, puisqu'il traduit une revanche relativement tardive du principe de réalité ; mais sa rapidité, son caractère massif, sa date restent à expliquer ».*

François Furet, « Préface », in Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française*, Paris, Hachette, 1987, p. 15.

Dans ce texte écrit en 1987, mentionné en exergue, François Furet décrète la fin de la fascination qu'ont exercée les idées « révolutionnaires » et « marxistes » sur l'intelligentsia française, non seulement depuis 1945, quand sa fonction de « porte-parole de la société [...] s'est dégradée en mission abusive, à mi-chemin entre la farce byzantine et le terrorisme intellectuel », mais aussi, plus globalement, depuis la Révolution Française. Les années post-1968 font office, dans cet argumentaire, de « bouquet final d'une idéologie bicentenaire »<sup>2013</sup>. Pour Furet, la fin des années 1970 serait donc marquée par une soudaine prise de conscience

---

<sup>2013</sup> *Ibid*, p. 14.

par les intellectuels de l'ensemble des illusions que véhicule le marxisme et qui conduit « naturellement », sur le modèle du dépérissement organique, à la mort de Marx et, avec lui, de tout projet révolutionnaire.

Son schéma mêle plusieurs éléments : la qualification du marxisme (unifié) comme idéologie totalitaire et du communisme comme l'illusion politique par excellence<sup>2014</sup> ; l'affirmation du primat de la liberté sur l'égalité à travers l'exposition des vertus du libéralisme, centralement en s'appuyant sur Tocqueville ; l'analyse du passage d'une hégémonie marxiste à une hégémonie libérale grâce à la prise de conscience chez les intellectuels « révolutionnaires » de l'impasse meurtrière dans laquelle ils ont été pris, constat ayant d'autant plus de poids qu'il émane d'un ancien du PCF qui, de 1949 à 1959, a « vécu de l'intérieur l'illusion »<sup>2015</sup> et en est sorti « vacciné contre l'investissement pseudo-religieux dans l'action politique »<sup>2016</sup>.

Cette analyse prend place dans une œuvre qui s'intéresse centralement à la Révolution Française<sup>2017</sup> sans s'y limiter, sa position centrale dans la vie intellectuelle française – Président de l'EHESS et fondateur de l'Institut Raymond Aron en 1984 (actuelle UMR CESPRA) et la Fondation Saint-Simon en 1982, responsable de la rubrique « Histoire » au *Nouvel Observateur*<sup>2018</sup> – lui permettant d'évoquer tous les sujets et notamment les Trente Glorieuses durant lesquelles il estime que la société française a connu « le plus rapide embourgeoisement collectif de son histoire », la rendant « plus individualiste et plus uniforme » et « moins aristocratique et moins révolutionnaire »<sup>2019</sup>.

Certes, Furet est en 1988 l'un des principaux représentants d'un libéralisme politique et économique assumé, et sa vision se veut performative. Mais cette grille de lecture se retrouve partout, que l'on s'en réjouisse ou bien que l'on s'en désole. Le texte de Daniel Zamora cité en exergue présente par exemple les années 1980 comme celles du renoncement de ceux qui, précisément, s'opposaient auparavant au « néo-libéralisme ». Olivier Duhamel va dans le même sens quand il écrit en 1984 que les idéologies et les extrémismes sont « morts »<sup>2020</sup>. Au-delà du

---

<sup>2014</sup> François Furet, *Le passé d'une illusion*, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995.

<sup>2015</sup> *Ibid*, p. 113.

<sup>2016</sup> *Ibid*, p. 13.

<sup>2017</sup> François Furet, *Penser la révolution française*, Paris, Gallimard, 1978. Et pour une analyse de cette lecture, voir Michael Scott Christofferson, *Les Intellectuels...*, *op. cit.*, principalement le chapitre 6 intitulé « L'antitotalitarisme contre la tradition révolutionnaire. Comment François Furet révisa l'histoire de la Révolution française ».

<sup>2018</sup> Et professeur à l'université de Chicago depuis 1977.

<sup>2019</sup> François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La république du centre*, Paris, Calmann-Lévy, 1988, p. 32.

<sup>2020</sup> Pour une revue de littérature plus exhaustive sur cette question, voir l'introduction générale.

constat, ce qui réunit ces différents textes est l'absence de preuves tangibles sur l'évolution de ces intellectuels revenus de la révolution et de l'ivresse marxiste.

Nous souhaitons, au contraire, analyser empiriquement les évolutions des engagements des « intellectuels révolutionnaires » au cours des années 1980, en nous appuyant sur notre population de 813 intellectuels. Nous nous intéresserons d'abord à la conversion idéologique, si souvent prise comme acquise, des membres de notre population en montrant qu'ils sont très peu nombreux à passer activement à la droite de l'échiquier politique (I). Puis nous montrerons que l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République crée une forte attraction auprès de nos intellectuels. Ils sont alors nombreux, à partir de 1981, à se rapprocher des socialistes au pouvoir (II). Nous reviendrons ensuite sur le cas du Parti Communiste Français. Si le PCF est confronté à la fin des années 1970 à une vague de départ de ses intellectuels, celle-ci n'est peut-être pas aussi massive qu'on le lit souvent, et ils sont en réalité encore des dizaines à militer au sein du PCF, que ce soit d'abord à proximité du pouvoir entre 1981 et 1984 puis à distance et en opposition aux socialistes (III). Dans un quatrième moment, nous développerons un constat simple et pourtant négligé : ils sont encore plusieurs dizaines parmi notre population à militer activement (mais différemment) du côté de l'extrême-gauche (IV). Enfin, pour terminer ce chapitre, nous aborderons les investissements associatifs et consacrés à des objets nouveaux comme l'environnement, qui viennent se substituer à l'engagement partisan « classique » des intellectuels ou le compléter (V).

## ***I. Passer à droite : une trajectoire très minoritaire***

Les trajectoires où se mêlent, dès la fin des années 1970, un rejet actif du marxisme et une conversion politique à la droite de l'échiquier politique sont très minoritaires statistiquement, puisqu'elles ne concernent, au maximum, qu'une dizaine de personnes dont on a réussi à connaître l'évolution avec certitude<sup>2021</sup>. Nous en présentons ici deux types : celles où s'observe un engagement dans un parti situé à droite du PS, et celles des « nouveaux philosophes ».

### ***I-A. Militer à droite***

Les trajectoires qui se caractérisent par « l'abandon du projet de “transformer le monde” au profit de celui d'accompagner le néolibéralisme »<sup>2022</sup> sont très peu nombreuses. La plus emblématique est celle d'Hughes Portelli\*<sup>2023</sup>. Né le 22 décembre 1947 à Constantine, en Algérie, il est élevé dans une famille d'employés modestes : son père, soldat, se reconvertisse à la fin de la guerre comme postier peu après avoir rencontré sa femme, fille d'un cheminot cégétiste, en libérant un village d'Alsace. Comme de très nombreux lycéens et étudiants, Hugues Portelli\* se politise à gauche – en métropole, la famille ayant quitté l'Algérie en 1955 en raison de son soutien à l'indépendance – et participe activement aux événements de Mai-Juin 1968 avant d'adhérer, en 1969, au PS, où il milite au CERES. Il commence dès cette époque des recherches sur Gramsci qui donne lieu à des publications, dont *Gramsci et la question religieuse* (Anthropos, 1974), tiré de sa thèse<sup>2024</sup>. Il devient en 1976 (et très jeune, il n'a que 29 ans) agrégé des facultés de droit, et professeur d'université à Paris-X puis à Paris-II.

La question religieuse, qu'il aborde dans sa thèse, reste d'ailleurs une dimension structurante de ses convictions politiques : s'il dit s'être engagé « là où il y avait des catholiques »<sup>2025</sup>, influencé par ses aumôniers (« à l'époque, celui de la fac rejoignait les comités d'action LIP [*Cf. le chap. 2*]), c'est aussi un « à bas la calotte ! »<sup>2026</sup> qui, dit-il, le fait quitter le PS peu après la présidence de Mitterrand, alors qu'il a quitté le CERES en 1979 pour le courant rocardien. Après son départ du PS, il se tourne « vers la droite chrétienne »<sup>2027</sup>, et se

---

<sup>2021</sup> Il y en a donc potentiellement d'autres, mais la tendance reste celle-ci.

<sup>2022</sup> Daniel Zamora (dir.), *Critiquer Foucault...*, *op. cit.*, p. 7.

<sup>2023</sup> Nous n'avons pas rencontré Hugues Portelli\*. Nous nous appuyons ici sur les informations publiques qui le concerne – il est notamment dans le *Who's Who* – et sur Nathalie Guibert, « Les Portelli, deux hommes dans la cité », *Le Monde*, 15 juillet 2008.

<sup>2024</sup> Voir aussi, tiré de son travail de mémoire : Hugues Portelli\*, *Gramsci et le bloc historique*, Paris, PUF, 1972.

<sup>2025</sup> Nathalie Guibert, « Les Portelli, deux hommes... », *art. cit.*

<sup>2026</sup> *Ibid.*

<sup>2027</sup> *Ibid.*

rapproche dès alors de l'UDF, parti où les catholiques sont très majoritaires<sup>2028</sup>. Il travaille au cours des années 1980 avec Raymond Barre puis, dans les années 1990, se rapproche d'Édouard Balladur, qu'il soutient en 1995. Il s'engage au RPR, puis à l'UMP. Il reste très engagé à droite au fil des années 1990 et 2000, puisqu'il est maire (UDF puis UMP) d'Ermont à partir de 1996, et sénateur du Val d'Oise (UMP) de 2004 à 2017. Sans entretien approfondi avec l'intéressé, il est difficile de saisir les modalités de sa « conversion » politique, mais l'accès rapide à un poste universitaire et l'importance de ses croyances religieuses comme substitut à son marxisme – phénomène que l'on retrouve ailleurs, chez des intellectuels qui, comme Benny Lévy, sont revenus à une pratique très exigeante judaïsme<sup>2029</sup> – sont assurément décisifs.

Dans l'ensemble, ces « convertis » (politiquement) intriguent par leur absence au sein de notre population. Certes, le peu d'informations que nous avons pu rassembler les concernant rend leurs trajectoires difficiles à restituer, à l'image de celle de l'énarque Patrick Allard\*, de l'homme politique Marcel Ro(c)ques ou du dirigeant de sociétés Jean-Jacques Alphanéry\* [voir l'encadré 1]. Il est vraisemblable qu'ils soient légèrement plus nombreux et que ces manques, combinés à un certain nombre de refus sans doute révélateur d'une forme de rejet de leur passé politique – étant donné que je présente l'enquête comme une étude sur la vie intellectuelle de l'après-1968 et ses suites-, sous-estiment le nombre de ces conversions politiques.

#### **Encadré n° 1 : Sur trois trajectoires de « convertis » en question**

Si nous ignorons tout de certaines trajectoires des membres de notre population, trois d'entre elles, pour lesquelles nous avons pu recueillir quelques rares informations, semblent se rapprocher de formes de « conversion ». La première est celle de Patrick Allard\*<sup>2030</sup>. Né en 1945, il entre à l'IEP de Paris dans les années 1960, avant d'être étudiant au sein du département d'économie de Vincennes. Il participe, sous le pseudonyme de Patrick François, au livre *Lire le capitalisme : sur le capitalisme mondial et sa crise* (Anthropos, 1976, avec Michel Beaud\* et Bertrand Bellon\*), et, sous son vrai nom, au *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, avec les mêmes co-auteurs (Seuil, 1978). Il est élève à l'ENA entre 1984 et 1986 et intègre en juin 1986 comme administrateur civil 2<sup>e</sup> classe le ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation. Ce premier poste puis les suivants semblent clairement pencher vers la droite de l'échiquier politique (il est plus proche du pouvoir quand la droite l'occupe), mais en tirer des conclusions sur ses engagements relève ici de la supposition.

<sup>2028</sup> Julien Fretel rappelle qu'à l'UDF, seul 5% des militants se disent athées, contre 60% de catholiques pratiquants et 35% de catholiques non pratiquants. Voir Julien Fretel, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004/5 (no 155), pp. 76-89.

<sup>2029</sup> Avec l'expression qui l'accompagne du passage de la « révolution » à la « révélation ». Pour une analyse de ce type, voir Jean Birnbaum, *Les maocccidents. Un néoconservatisme à la française*, Paris, Stock, 2009.

<sup>2030</sup> Nous n'avons pu retrouver sa trace que difficilement, notamment parce qu'il écrit initialement sous pseudonyme. Les informations que nous présentons ici sont essentiellement tirées de sa notice dans « Lesbiographies.com ».

Il en va de même pour Marcel Ro(c)ques\*, auteur en 1969 du texte *Y-a-t-il une gauche aux États-Unis ?* (Éditions Sociales, 1969, orthographié Rocques sur la couverture). S'agit-il de Marcel Roques, jeune avocat maire UDF de Bédarieux entre 1977 et 1983, puis maire de Lamalou-les-Bains (sa ville natale) entre 1983 et 2004 ? Aurait-il alors publié cet ouvrage à seulement 20 ans ? Ne nous pouvons répondre affirmativement à cette question, n'ayant pas réussi à le joindre.

Enfin, l'évolution politique de Jean-Jacques Alphandéry\*, auteur en 1972 de *Cuba, l'autre révolution : douze ans d'économie socialiste* (Éditions Sociales, 1972), semble plus claire. Les informations que nous avons pu recueillir sont tirées d'une enquête journalistique<sup>2031</sup> dans laquelle il est présenté comme étant « parti à Cuba pour étudier le socialisme à la Castro ». Jean-Jacques Alphandéry\* serait rentré dès le début des années 1970 au service des études de l'entreprise Sucres et Denrées, avant d'en devenir directeur général dans les années 1980, et d'être le « bras droit » du président Serge Varsano. Il est décrit comme étant le « stratège », proche des banques et du RPR. Son livre aux ES est mentionné avant que les auteurs ajoutent : « pour lequel il n'a pas touché de "royalties", plaisante "JJA" qui, aujourd'hui, arbore ses initiales sur des chemises taillées sur mesure ». Bref, il semble représenté la trajectoire typique du révolutionnaire reconverti dans les affaires.

Mais le constat reste valide : ce type de trajectoire est résiduel au sein de notre population. Le second type — les « nouveaux philosophes » — est bien plus connu.

### ***I-B. Les nouveaux philosophes ou les anti-marxistes***

L'histoire de la « nouvelle philosophie »<sup>2032</sup> en France est aujourd'hui bien documentée<sup>2033</sup>. En réaction à la crise des espérances révolutionnaires – la lecture de *L'Archipel du goulag* est décrite par les « nouveaux philosophes » comme un choc vecteur d'une prise de conscience –, les « nouveaux philosophes » commencent à publier des ouvrages et des tribunes à partir de 1974. André Glucksmann affirme ainsi dans *Le Nouvel Observateur*, le 4 mars 1974, que « le marxisme rend sourd ». Les « nouveaux philosophes » connaissent leur gloire médiatique le 27 mai 1977, lorsque André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy\* viennent présenter respectivement *La cuisinière et le mangeur d'hommes* (Seuil, 1976) et *La Barbarie à visage humain* (Grasset, 1977) à l'émission télévisée « Apostrophes ».

---

<sup>2031</sup> Jean-Louis Gombeaud, Corinne Moutout, Stephen Smith, *La guerre du cacao : histoire secrète d'un embargo*, Paris, Calmann-Lévy, 1990.

<sup>2032</sup> Ce label de « nouveaux philosophes » est essentiellement dû à Bernard-Henri Lévy\*, et ce que l'on désigne habituellement sous ce terme est en réalité plus hétérogène que ce que l'on décrit ici.

<sup>2033</sup> Voir Michael Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche...*, *op. cit.*, surtout le chapitre 5 intitulé « Le triomphe de l'antitotalitarisme. Les "nouveaux philosophes" et leurs interlocuteurs », pp. 323-399. Voir aussi et Sarah Sindaco, « Des "nouveaux philosophes" aux "nouveaux réactionnaires" : trajectoires et récits de soi chez André Glucksmann et Pascal Bruckner », in Pascal Durand et Sarah Sindaco (dir.), *Le discours "néo-réactionnaire"*, Paris, CNRS Editions, 2015, pp. 63-77 ; et François Hourmant, « BHL, un entrepreneur intellectuel au temps de la médiashère », in François Hourmant et Arnault Leclerc (dir.), *Les intellectuels et le pouvoir : déclinaisons et mutations*, Rennes, PUR, 2012.

Au-delà du succès qu'ils rencontrent en France<sup>2034</sup> et à l'étranger<sup>2035</sup>, ils nous importent en raison des deux clichés qu'ils véhiculent sur la vie intellectuelle française de la fin des années 1970 et des années 1980. Le premier veut que les intellectuels « révolutionnaire » de l'après-1968 soient tous issus d'une jeune élite intellectuelle, souvent normalienne, agrégée et d'origine bourgeoise, ce qui est très insuffisant [voir le chapitre 4]. Le second renvoie à l'idée qu'à travers une forme de retour sur ces habitus bourgeois, ces intellectuels se sont rapidement détachés de cette idéologie révolutionnaire pour se convertir au socialisme ou, plus souvent, à droite. André Glucksmann est normalien, agrégé de philosophie en 1961, attaché de recherche au CNRS à partir de 1966 (il est également, un temps, assistant d'Aron) et, dans l'après-1968, très engagé du côté des maoïstes, notamment à la GP, où il est l'un des leaders. Cet engagement révolutionnaire se retrouve par exemple dans un débat avec Michel Foucault sur la « justice populaire » et publié dans *Les Temps Modernes* en 1972<sup>2036</sup>. Seulement quelques années plus tard, en 1981, il apporte son soutien à une des candidates de droite Marie-France Garaud<sup>2037</sup>, et ne cesse guère à partir de cette date d'être marqué à droite.

Bernard-Henri Lévy\*, dit BHL, illustre lui aussi très clairement ces deux clichés, même si sa trajectoire de conversion politique est moins rapide. Né le 5 novembre 1948 à Béni Saf (Nord-Ouest de l'Algérie), il est élevé dans une famille de la bourgeoisie économique juive. Son père, engagé dans la défense de l'Espagne républicaine et dans la Résistance, a fondé dans les années 1940 à Casablanca une société devenue prospère d'import-export de bois précieux. Mais le mouvement de décolonisation pousse la famille à partir du Maghreb en 1954 et à venir s'installer à Neuilly-sur-Seine. BHL\* poursuit sa scolarité dans la capitale, et entre à Louis-Le-Grand, en classes préparatoires. Il réussit en 1968 le concours d'entrée à l'ENS, où il suit les cours de Jacques Derrida et, bien sûr, de Louis Althusser\*. Dans l'après-1968, il passe l'agrégation de philosophie (1971), se rapproche de groupes maoïstes et commence à travailler pour le journal *Combat*. Après des premiers articles sur l'Irlande du Nord et les paysans français, il part en Asie, parrainé par Charles Bettelheim\*, pour enquêter sur la guerre opposant le Bangladesh au Pakistan. À son retour, il transforme ce travail en un ouvrage qui paraît chez

---

<sup>2034</sup> *La Barbarie à visage humain* se vend à 37 000 exemplaires en deux semaines et à plus de 80 000 exemplaires en un an. *Les maîtres penseurs*, publié en 1977 par André Glucksmann dans la collection que Bernard-Henri Lévy dirige chez Grasset, se vend à 30 000 exemplaires en à peine un mois, et à 80 000 exemplaires en un an. Cf. Michael Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche...*, *op. cit.*, p. 323.

<sup>2035</sup> La circulation internationale des « Nouveaux Philosophes » est rapide : dès le 5 septembre 1977, le *Time Magazine Europe* fait sa une sur « Marx is dead » avec, en sous-titre : « France's New Philosophers Speak Out ».

<sup>2036</sup> Michel Foucault, « Sur la justice populaire. Débat avec les maos », *Les Temps Modernes*, 310 bis, 1972, pp. 355-366.

<sup>2037</sup> Ex-conseillère de Pompidou, elle se présente en 1981 sans l'investiture du RPR. Disputant les voix de la droite gaulliste à Jacques Chirac, elle ne recueille que 1,33% des voix.



Maspero en juin 1973<sup>2038</sup>. Le succès n'est pas au rendez-vous<sup>2039</sup>, et sa situation professionnelle reste précaire puisqu'il refuse d'enseigner dans le secondaire et, dans le même temps, n'arrive pas à obtenir un poste stable dans le supérieur, puisqu'il n'est que chargé de cours en épistémologie à l'Université de Strasbourg.

Ce début de carrière difficile, et ce premier échec commercial, peuvent peut être expliquer ses débuts dans l'essayisme. En 1974, année de la publication de *L'Archipel du Goulag*, Grasset lui propose de diriger trois collections dont « Figures »<sup>2040</sup>, inaugurée en octobre 1974 et qui devient la collection symbolisant la « nouvelle philosophie ». En parallèle BHL\* lance avec Michel Butel<sup>2041</sup> le quotidien très radical *L'imprévu*, dont le premier numéro sort en janvier 1975 et qui s'arrête après seulement onze numéros. Après ce nouvel échec, il se rapproche peu après du PS et de François Mitterrand, auprès de qui il participe au « Groupe des Experts »<sup>2042</sup>. Figure de proue des « nouveaux philosophes », il incarne la figure de « l'intellectuel médiatique »<sup>2043</sup> qui délaisse sa carrière de professeur du secondaire ou d'universitaire pour se consacrer à l'écriture d'essais grand public très commentés dans les médias mais décriés par les intellectuels « de métier », à l'image des polémiques suscitées par *Le testament de Dieu* (1979) et, en 1981, par *L'idéologie française*, au moment où l'étude du fascisme français est renouvelée, à l'étranger, notamment par Zeev Sternhell, mais sans bénéficier d'une réception élogieuse en France<sup>2044</sup>. BHL\* reste tout au long des années 1980 un

---

<sup>2038</sup> Bernard-Henri Lévy, *Bangla Desh, nationalisme dans la révolution*, Paris, Maspero, 1973. Ce livre a été réédité sous le titre *Les Indes rouges*, Paris, Librairie générale française, 1985.

<sup>2039</sup> Sorti en juin 1973, il ne s'en vend que 31 exemplaires en 1974, 54 en 1975, 70 en 1976, 75 en 1977, 153 en 1978. Une forte solde permet d'en écouler 1559 en 1979. Il n'en reste alors que 193 en stock, épuisés fin 1981.

<sup>2040</sup> Les deux autres collections sont « Enjeux » (dont le premier ouvrage est *L'école dans la rue*, publié en 1973 par Michel Field\*) et « Théoriciens » (lancée en 1974 avec *Bachelard ou le jour et la nuit : un essai du matérialisme historique*, de Dominique Lecourt\*).

<sup>2041</sup> Michel Butel (1940-2018) est né à Tarbes. Membre de l'UEC dans les années 1960, il est un temps actif à la clinique de La Borde. Écrivain (*L'autre Amour*, publié aux éditions du Mercure de France en 1977, remporte le prix Médicis), c'est surtout un fondateur de journaux : il crée *L'imprévu*, puis *L'Autre Journal* dans les années 1980 [cf le chap 6], et des titres comme *Encore* et *L'Azur* dans les années 1990.

<sup>2042</sup> Mitterrand parle de lui en ces termes, en 1978 : « Les nouveaux philosophes m'intéressent par leur littérature plus que par leur philosophie. J'ai connu Bernard-Henri Lévy\* alors qu'il venait d'entrer à Normale Supérieure. Je me flatte d'avoir pressenti en ce jeune homme grave le grand écrivain qu'il sera. Un danger le guette : la mode. Mais la souffrance, amie des forts, le sauvera. Tout l'y prépare. Je ne m'inquiète pas de ce goût de plaire qui l'habite et l'entraîne aujourd'hui hors de son territoire. Quand il s'apercevra qu'il possède en lui-même ce qu'il cherche il reviendra à sa rencontre. Le voudrait-il qu'il n'échapperait pas au feu qui le brûle. Il a dans le regard, ce dandy, de la cendre », avant de considérer La barbarie à visage humain, « à l'image de son auteur », de « livre superbe et naïf ». François Mitterrand, *L'abeille et l'architecte. Chronique*, Flammarion/Rencontre, Paris/Lausanne, 1978, pp. 330-331.

<sup>2043</sup> Sur l'importance croissante de la télévision dans le champ intellectuel, voir *infra*.

<sup>2044</sup> Zeev Sternhell, *La droite révolutionnaire : 1885-1914, les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978 ; et *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983. Autour des débats sur le fascisme français, voir Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

essayiste grand public très prolifique, très visible (notamment à la télévision) et touche-à-tout : il publie en 1984 son premier roman, *Le diable en tête*, chez Grasset.

Dans le même temps, il reste engagé politiquement, mais rejette de plus en plus le marxisme et l'URSS, encouragé par les ventes très fortes de ses bouquins les plus anti-marxistes. En 1985, il signe une pétition qui appelle Donald Reagan à poursuivre son aide au Nicaragua en direction des « Contras », le groupe armé en guerre contre les sandinistes socialistes. La même année, un rapport de la CIA le présente comme l'une des figures de l'anti-marxisme en France<sup>2045</sup>. Il reste cependant proche du PS : c'est l'un des parrains de SOS racisme, très lié au Mitterrandisme [voir infra]. En parallèle, il s'investit dans l'humanitaire en participant à la création d'Action internationale contre la faim en 1979 (devenue Action contre la faim), contribuant à vider partiellement le tiers-mondisme – cette « sous-vulgate marxiste » construite autour de l'idée de « d'échange inégal » - de sa dimension la plus « révolutionnaire » au profit d'une « morale de l'extrême urgence », moins directement politique<sup>2046</sup>.

La pensée des « nouveaux philosophes » entend liquider le marxisme en raison de ses conséquences politiques désastreuses — l'URSS et le Goulag — et dont l'équivalent est trouvée dans le nazisme. Plus que le « marxisme » – si on entend par là les usages de Marx après sa mort<sup>2047</sup> – c'est Marx lui-même qui est condamné par ces penseurs. Les « nouveaux philosophes » considèrent même que ce sont toutes les idéologies totalitaires qui doivent être abandonnées, à l'image de l'ancien maoïste Guy Lardreau : « L'humanité saura-t-elle vivre sans de grandes espérances ? Saura-t-elle enfin accéder à sa “majorité”, pour citer Kant, parvenir enfin aux “Lumières” ? Ce pourrait bien être cela, la grande tâche, aujourd'hui, de l'humanité européenne : après avoir saoulé le monde de grandes espérances, lui montrer qu'on peut faire sans »<sup>2048</sup>.

Les « nouveaux philosophes » critiquent plus généralement l'idée de révolution et rejettent l'héritage de Mai 1968. Ils participent à partir du milieu des années 1970 au développement d'un « langage »<sup>2049</sup> antitotalitaire aux côtés d'autres groupes comme les

---

<sup>2045</sup> Il le décrit comme l'une des figures « *new climate of intellectual opinion in France – a spirit of anti-Marxism and Anti-Sovietism that will make it difficult for anyone to mobilize significant intellectual opposition to US policies* ». Ce rapport est consultable en ligne: <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP86S00588R000300380001-5.PDF> ; Voir aussi Violaine Morin, « Quand la CIA s'intéressait de près à Foucault, Derrida et Althusser », *Le Monde*, 23 mars 2017.

<sup>2046</sup> Voir Maxime Szczepanski-Huillery, « “L'idéologie tiers-mondiste” ... », *art. cit.*, pp. 27-48.

<sup>2047</sup> Sur le « marxisme » et ses multiples sens, voir l'introduction.

<sup>2048</sup> Cité par François Dosse, *La saga des intellectuels...*, *op. cit.*, pp. 385-386.

<sup>2049</sup> Le « langage » est ici entendu au sens de Pocock. Voir Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine en France. La réception de John Rawls et des théories de la justice*, Paris, CNRS Éditions, 2019, chapitre 2 : « L'horizon totalitaire », pp. 58-101.

« nouveaux économistes »<sup>2050</sup>, les néo-kantiens<sup>2051</sup> ou les membres de la Fondation Saint-Simon. L'un d'eux, Pierre Rosanvallon, écrit dès mai 1977 qu' « il n'y pas de tâche plus urgente que de faire la révolution de la révolution »<sup>2052</sup>. D'autres intellectuels peuvent être associés à cette mouvance anti-totalitaire comme Jacques Julliard, qui affirme en février 1979 qu' « il n'y aura de socialisme africain que totalitaire ». C'est aussi le cas de Pascal Bruckner, rendu célèbre par ses développements anti-tiers-mondisme dans *Le sanglot de l'homme blanc : Tiers-monde, culpabilité, haine de soi* (Seuil, 1983)<sup>2053</sup>.

En résumé, si l'épisode des « nouveaux philosophes » illustre une trajectoire typique de conversion politique et de rejet du marxisme<sup>2054</sup>, la figure du « converti », pourtant régulièrement mise en avant dans la vie intellectuelle française depuis le milieu des années 1970, est statistiquement inexistante dans notre population. De plus, loin de considérer, à travers le cas de BHL\*, que la proximité avec le PS est comparable à une « trahison » des idéaux révolutionnaires de l'après-1968, on souhaite au contraire montrer qu'il existe de nombreuses façons d'être un intellectuel socialiste à partir de 1981. Aucune ne peut être assimilée à une forme de conversion au libéralisme puisque le PS se veut, à l'époque, à l'initiative d'un changement social d'envergure<sup>2055</sup>. Ce sont sur ces engagements auprès du pouvoir socialiste que l'on va revenir maintenant.

## ***II. Aller vers le pouvoir (1). Les engagements auprès du pouvoir socialiste.***

Le 10 mai 1981, le socialiste François Mitterrand est élu président de la République avec 51,76% des voix après une campagne marquée par des divisions à gauche entre socialistes et

---

<sup>2050</sup> Voir *supra*.

<sup>2051</sup> Luc Ferry et Alain Renaut, « néo-kantiens », proclament avec satisfaction en 1988 que le marxisme est une « idéologie morte », cité par Mathieu Hauchecorne, *La gauche...*, *op. cit.* D'autres intellectuels participent, bien que différemment, à ce « langage » antitotalitaire. C'est notamment le cas d'anciens trotskistes comme Claude Lefort, dont on a vu au chapitre 1 le rôle dans *Socialisme ou Barbarie*. En 1980, Lefort dénonce le jeu des socialistes, qui « se sont rendus délibérément aveugles à l'événement nouveau, massif, le plus énigmatique et le plus redoutable de notre époque : la naissance et l'expansion mondiale du totalitarisme sous les couleurs du communisme ». Cf. Claude Lefort, *L'invention démocratique, les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981, pp. 134-135.

<sup>2052</sup> *Ibid*, p. 85.

<sup>2053</sup> Voir Maxime Szczepanski-Huillery, « "L'idéologie tiers-mondiste". Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en "crise" », *Raisons politiques*, 2005/2 (no 18), pp. 27-48.

<sup>2054</sup> Comme l'écrit Kristin Ross, « ce ne sont pas des erreurs, des illusions ou des mystifications qu'ils injurient, mais bien le désir d'un changement systémique radical ». Pour sa part, Guy Hocquenghem voit dans ces trajectoires un « désir de conformisme » de la part d'intellectuels qui étaient de gauche par conformisme » et qui sont « devenus réactionnaires par conformisme ». Voir Kristin Ross, *Mai 68 et...*, *op. cit.*, p. 172 ; et Guy Hocquenghem, *Lettre...*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>2055</sup> On pense, notamment, aux 110 propositions de Mitterrand pour la présidentielle de 1981. Voir Karim Fertikh et al, *Les programmes politiques...*, *op. cit.*, principalement la troisième partie intitulée « Du programme commun de la gauche aux 110 propositions : la carrière des programmes de gauche dans les années 1970-1980 ».

communistes, dans le prolongement de la rupture du programme commun<sup>2056</sup>. Le moment n'en est pas moins historique. L'enquête par entretiens montre à quel point cette date fait ressurgir des souvenirs joyeux pour la quasi-totalité des enquêtés, même si certains d'entre eux – souvent les trotskistes ou les plus autogestionnaires, donc déjà opposés au Programme Commun dans les années 1970 – racontent parfois rétrospectivement le peu d'espoirs et de confiance qu'ils avaient dans le pouvoir socialiste et dans la personne de François Mitterrand<sup>2057</sup>.

Mais, dans l'ensemble, l'accession au pouvoir de la gauche pour la première fois de la V<sup>e</sup> République est saluée par les intellectuels de notre population, et ce dès 1981, à l'image des tribunes publiées par Félix Guattari\* dans lesquelles il encense la politique mitterrandienne<sup>2058</sup>. Mieux : l'élection suscite un grand espoir qui transforme les modalités d'interventions des intellectuels. Pour en rendre compte, on dessinera dans les pages qui suivent une cartographie de ces très nombreux engagements socialistes qui, des conseillers présidentiels et ministériels jusqu'à ceux actifs dans les administrations de la recherche en passant par les simples compagnons de route actifs ponctuellement, illustrent l'importance de ce phénomène d'entrées au sein du monde socialiste, à rebours des récits sur la fin de l'engagement partisan dans les années 1980.

## ***II-A. Dans le premier cercle du président et du Premier ministre***

Le 22 juin 1981, aux lendemains des élections législatives qui voient la majorité présidentielle l'emporter largement avec 285 sièges sur 491<sup>2059</sup>, le Premier ministre Pierre Mauroy annonce la composition de son gouvernement. Outre des ministres communistes [**voir infra**], on y trouve Jean-Pierre Cot\*, nommé ministre délégué chargé de la Coopération et du Développement. Né en 1937 en Suisse dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle (son père est avocat et professeur de droit), Jean-Pierre Cot\* est lui-même docteur en droit et professeur agrégé à l'université d'Amiens puis, à partir de 1969, à la Sorbonne, où il enseigne principalement la sociologie politique et le droit international. Quand il arrive au ministère, il a déjà une expérience politique importante (il a été député socialiste de 1973 à 1981) et s'est fait

---

<sup>2056</sup> Entre socialistes et communistes (Marchais obtient 15,4% des voix), et avec les trotskistes (Arlette Laguillier obtient 2,30% des voix) et le Parti Socialiste Unifié représenté par Huguette Bouchardeau (1,1%). Le début de la campagne a aussi été marqué par l'annonce puis le retrait de la candidature de Coluche.

<sup>2057</sup> Jacques Guigou\* m'écrit par exemple : « En mai 1981, je n'ai pas participé aux liesses collectives qui ont agité les milieux de gauche et gauchistes. J'étais alors membre du comité de rédaction de la revue Autogestion. Celle-ci avait envoyé un questionnaire aux membres du comité pour recueillir leurs réactions. Je me souviens avoir rédigé à chaud, un bref texte d'humeur qui disait mes sarcasmes sur un mode grinçant ». Échanges par mails avec Jacques Guigou\*, septembre et octobre 2019.

<sup>2058</sup> Félix Guattari, *Les années d'hiver...*, *op. cit.*

<sup>2059</sup> Le RPR en obtient 88, l'UDF 62 et le PCF 44. On compte aussi 12 députés non apparentés.

une solide réputation dans le milieu du développement et, plus globalement, du « marxisme »<sup>2060</sup>. Il entend changer l'image d'un ministère largement critiqué jusqu'ici par la gauche et dans lequel il voit « un nid de barbouzes et d'hommes de main [...], une opération gaulliste, d'agents secrets et de coups tordus »<sup>2061</sup>. D'où cette annonce triomphante, le 5 juillet, dans *Le Monde* : « À la mobilisation anti-fasciste des années trente, à la mobilisation anti-colonialiste et anti-impérialiste des années soixante, ajoutons la mobilisation tiers-mondiste des années quatre-vingt »<sup>2062</sup>.

Pour mener à bien cette mission, il s'entoure notamment de Pierre Jacquemot\*, maître de conférences à Dauphine dans une formation consacrée au « développement » [voir le **chapitre 6**], qui entre au ministère de la Coopération et du Développement comme chargé des programmes d'assistance en matière économique et statistique. Dans le même temps, le développement est l'objet d'une attention soutenue du côté de l'Élysée, où Mitterrand est conseillé de 1981 à 1986 « pour les affaires africaines » par le professeur d'université en odontologie Guy Penne. Celui-ci réunit autour de lui un groupe de travail auquel participe notamment l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch\* :

« Au tout début de Mitterrand, on croyait que tout allait changer du côté des pays du sud et de la FrancAfrique ! Et le conseiller pour les affaires africaines à l'Élysée, qui était Jacques Foccart, a été mis de côté pour un moment, et est venu à sa place [Guy Penne], grand socialiste, franc-maçon paraît-il, avec beaucoup d'entrées avec toute la franc-maçonnerie des chefs d'État africains, et qui odontologue n'avait pas la moindre idée des affaires africaines. Donc il a eu l'idée – sympathique – de s'instruire, c'est-à-dire de réunir un certain nombre de spécialistes, généralement socialistes : donc il y avait Jean-Pierre Chrétien, il y a eu Jean-François Bayart, Jean Copans\*, mon mari, géographe [Michel Coquery, géographe à Paris 8], moi comme historienne, et Jean-Pierre Raison aussi, de Paris-VII comme moi. On était une douzaine, et une fois par mois on allait à l'Élysée plancher pendant deux heures sur un sujet »<sup>2063</sup>.

Ce groupe d'experts, dont le but est d'aider Penne et Mitterrand à gérer au mieux les relations avec les pays d'Afrique, réunit donc dès 1981 de jeunes historiens, géographes, sociologues ou politistes spécialisés dans les études africaines. Il est rendu possible (au-delà du choix politique plutôt original) par le développement et l'autonomisation de ce sous-champ depuis les années

---

<sup>2060</sup> Il a préfacé deux ouvrages publiés chez Anthropos : Hugues Portelli\*, *Gramsci et la question religieuse*, Paris, Anthropos, 1974 ; et Paul Desbois\* et Jean-Pierre Ramadac\*, *Les pièges de l'Europe*, Paris, Anthropos, 1979.

<sup>2061</sup> Entretien de Julien Meimon avec Jean-Pierre Cot\*, 19 octobre 2004, cité dans Julien Meimon, « Se découvrir militant. Le cabinet Cot à l'épreuve de la Coopération (1981-1983) », *Politix*, 2005/2 (n° 70), p. 120. Plus globalement, voir Julien Meimon, *En quête de légitimité : le ministère de la coopération (1959-1999)...*, thèse. cit. Julien Meimon cite aussi un entretien avec Gérard Fuchs, conseiller politique de Cot\*, qui lui raconte : « Mon impression d'arrivée ? Une boîte de services qui devait faciliter la vie des chefs d'États africains », Julien Meimon, « Se découvrir militant... », art. cit.

<sup>2062</sup> Cité dans Julien Meimon, « Se découvrir militant... », art. cit.

<sup>2063</sup> Entretien (skype) avec Catherine Coquery-Vidrovitch\*, 22 mai 2020.

1960 et surtout les années 1970. Catherine Coquery-Vidrovitch\* m'explique ainsi qu'elle est l'une des « premières historiennes de formation »<sup>2064</sup> (elle est agrégée) à soutenir une thèse d'histoire africaine (en 1966, sur le Congo), puisque la plupart des chercheurs sur l'Afrique à l'époque sont d'abord liés au pouvoir colonial. C'était le cas d'Yves Person (1925-1982), administrateur colonial avant de se tourner vers la recherche<sup>2065</sup>, mais aussi d'Henri Brunshwig (1904-1989), son directeur de thèse, qui est agrégé d'histoire (1930) mais surtout professeur à l'École coloniale avant 1939 puis à l'École nationale de la France d'outre-mer à partir de 1948, et n'est élu à l'EPHE qu'en 1961. Outre ce développement institutionnel et intellectuel des recherches africaines, ce groupe fonctionne aussi en raison de l'espoir suscité par l'élection de Mitterrand – Catherine Coquery-Vidrovitch\* explique qu'elle pensait que « tout allait changer du côté des pays du Sud et de l'Afrique », sentiment partagé par Jean Copans\* en entretien. C'est donc bien cette espérance politique partagée (le groupe réunit « *un certain nombre de spécialistes, généralement socialistes* ») qui permet que deux membres de notre population y participent.

À côté d'eux, on trouve d'autres « intellectuels révolutionnaires » de notre population engagés auprès du Président ou du Premier ministre, à l'image de Régis Debray\*, membre du PS depuis 1974 et qui, de 1981 à 1985, est chargé de mission pour les relations internationales à l'Élysée. Gabriel Gosselin\* [Voir l'encadré n° 2], professeur de sociologie à l'Université de Lille et membre du PS depuis 1970-1971, devient la plume de Pierre Mauroy à Matignon dès sa nomination. Mis à disposition du Premier ministre durant deux ans comme « chargé de mission au Service d'Information », il raconte en 2005, dans le texte *L'épreuve du pouvoir* :

« Je me consacre surtout à la *Lettre de Matignon*, qui explique chaque semaine la politique suivie, les décisions prises, les projets et en informe à travers le pays tous les élus, les responsables administratifs et économiques, les partis, les syndicats, tous les décideurs et toutes les forces vives. Il y a une équipe de professionnels, une rédaction en chef. Je rédige souvent l'éditorial, d'autres papiers, tout ceci en lien étroit avec le cabinet du [Premier ministre]. Le Service d'Information conçoit, commande, suit aussi les campagnes gouvernementales et ministérielles diverses, les sondages et enquêtes d'opinion dont la vie gouvernementale fait grande consommation [...]. Très vite, je participe aussi [...] à la rédaction des innombrables discours, interventions, articles, textes de Mauroy. Il faut un texte écrit pour toutes les circonstances, et elles sont nombreuses chaque jour [...] La mise au point nécessite en permanence des va-et-vient »<sup>2066</sup>.

---

<sup>2064</sup> *Ibid.*

<sup>2065</sup> Et d'être à la marge de notre population, puisqu'il présente en 1971 un numéro de la revue *Autogestions* (Anthropos) intitulé « Afrique Noire : des communautés de base au socialisme autogestionnaire ».

<sup>2066</sup> Gabriel Gosselin\*, *L'épreuve du pouvoir : une génération politique née avec la guerre d'Algérie*, Paris L'Harmattan, 2005, pp. 28-29.

## Encadré n° 2 : Gabriel Gosselin\*, un intellectuel au service de Pierre Mauroy

Gabriel Gosselin\* est né à Rouen en 1938. Son père, ingénieur, et sa mère, sans profession, sont plutôt conservateurs (regard bienveillant sur Pétain ; inscription de leur fils en terminale au lycée Stanislas, qu'il décrit comme « bourgeois, parisien, privé »<sup>2067</sup>). C'est en 1956 qu'il participe « en spectateur encore peu politisé » à sa première manifestation : il défile contre l'invasion soviétique à Budapest, vecteur d'un durable rejet du communisme. Il commence véritablement à militer en 1958, quand il entre à l'UGS, puis au PSU, où il lutte contre le gaullisme et pour l'indépendance algérienne. Dans le même temps, il s'inscrit en sociologie et suit une spécialisation en études africaines à l'EPHE, et commence une thèse avec Balandier. Il milite dans le groupe « Témoignage et documents », qui contribue à diffuser des textes censurés. Pendant cette « période violente »<sup>2068</sup>, il passe des nuits en garde à vue aux côtés de Ricœur, Germaine Tillion et d'autres intellectuels engagés durant la guerre d'Algérie.

En 1962, il doit faire son service militaire, et parvient à se faire détacher à l'ORSTOM pour deux ans (au lieu des dix-huit mois du service militaire classique). Il passe ces années en Afrique, rédige une première thèse (soutenue en 1964), et reste jusqu'en 1966 à l'ORSTOM. La naissance de sa fille, handicapée, le « fait diverger ». Il demande une disponibilité d'un an pour s'occuper d'elle mais, après un refus, il démissionne, rentre en métropole, et s'installe en Suisse, où il occupe en 1966 et 1967 un poste au BIT, à Genève. En 1967, l'université de Lille cherche un assistant pour remplacer Bourdieu, qu'il connaît depuis l'EPHE. Il obtient le poste puis devient maître-assistant l'année suivante quand il remplace cette fois Robert Castel\*, parti à Vincennes. Il fait toute sa carrière à Lille, où il devient professeur après sa thèse d'État en 1974, publiée en deux tomes chez Anthropos sous le titre *L'Afrique désenchantée* (1978).

Son engagement politique s'est intensifié. À son retour en France en 1966, il retrouve le PSU miné par des divisions, et rejoint le PS en 1970-1971. Il y milite très activement, accède au secrétariat de la section de Lille et au secrétariat fédéral, se spécialise dans la politique universitaire et, à la faveur d'un mandat municipal, se rapproche de Pierre Mauroy, le député-maire de Lille. Il devient sa plume à la fin des années 1970 et le suit à Matignon en 1981. En 1983, il vit très mal le « tournant », et quitte Matignon en même temps que Mauroy. Il souhaite rester en détachement, cette fois au ministère des Affaires étrangères, et part deux ans en ambassade en Scandinavie. De retour en France en 1985, année qui marque la fin de son engagement intense au PS et ouvre une période qu'il qualifie de « désert politique », il reste encarté, mais quitte Lille pour Versailles. Il ne reprend du « service » au PS qu'au moment de sa retraite, en devenant élu municipal du PS d'opposition dans cette même ville.

Cette expérience de deux ans au plus près du pouvoir, qu'il qualifie en entretien « d'engagement politique et intellectuel total », n'est pas isolée. Si certains ne restent pas à proximité du Premier ministre – comme Christian Gras\*, bref chargé de mission auprès de Pierre Mauroy pour l'enseignement avant d'être nommé recteur de l'académie d'Amiens en juillet 1981<sup>2069</sup> – on trouve des engagements similaires au sein de deux ministères : celui de la Recherche et de l'Industrie et celui de l'Équipement.

<sup>2067</sup> Entretien avec Gabriel Gosselin\*, 8 septembre 2019.

<sup>2068</sup> *Ibid.*

<sup>2069</sup> Né le 2 avril 1935, à Oran (Algérie), Christian Gras est agrégé d'histoire en 1959 et docteur d'État en 1970. Professeur à Tours de 1959 à 1964, il est détaché au CNRS de 1964 à 1968, date à laquelle il devient assistant à la faculté des lettres de Strasbourg. Il devient maître-assistant en 1969, puis maître de conférences en 1972, et, enfin, professeur en 1979. Il publie en 1971 chez Maspero son doctorat d'État consacré à *Alfred Rosmer (1877-1964) et*

## ***II-B. Les intellectuels au ministère. Les exemples de la Recherche et de l'Industrie et de l'Équipement***

Au sein de l'important ministère d'État de la Recherche et de l'Industrie, Jean-Pierre Chevènement, le rapporteur depuis plusieurs années à l'Assemblée Nationale du budget de la recherche, s'entoure de membres de notre population ou de personnes qui en sont très proches. On peut penser à l'althussérien Yves Duroux, passé par Vincennes avant d'adhérer au PS, et surtout à Jean-Paul Sebord\*<sup>2070</sup> – pseudonyme de Philippe Barret<sup>2071</sup>. Né en 1945 à Lyon dans une famille d'employés modestes (père représentant de commerce, mère vendeuse), ce normalien de la rue d'Ulm est actif, durant les années 1960 et 1970, à l'UEC, à l'UNEF, à l'UJCml et surtout à la Gauche Prolétarienne, dont il est secrétaire général et trésorier. Comme d'autres [voir le chapitre 2], il s'établit un temps comme manutentionnaire au tri postal de la gare de Lyon puis, de 1971 à 1981, il est chargé de mission à la DATAR, notamment à la cellule d'études prospectives (1974-1978). Il révisé progressivement son maoïsme et se rapproche du PS, principalement du CERES et de Chevènement. En 1982, il rejoint son cabinet et dirige (notamment) le département de la recherche en sciences sociales du ministère (lié à la DGRST), avant de suivre Chevènement au ministère de l'Éducation nationale<sup>2072</sup>. Il est généralement décrit en entretien comme un personnage influent et un « mao pur sucre » qui « n'a écouté que sa militance et rien d'autre ! »<sup>2073</sup> Outre Duroux et Barret\*, Chevènement est également conseillé, entre 1984 et 1985, par le normalien Dominique Lecourt\*, qui vient de participer à la fondation du Collège International de Philosophie [voir le chapitre 6] et qui est ensuite nommé, en 1986, recteur d'académie. Yves Duroux le présente « quasiment [comme] un homme officiel de Chevènement »<sup>2074</sup>.

Le ministre nomme également plusieurs de ses proches dans les administrations de la recherche, et avant tout l'anthropologue Maurice Godelier\* [voir le chapitre 1]<sup>2075</sup>. Après avoir

---

*le mouvement révolutionnaire international*. Voir Catherine Arditti, « Treize recteurs et le vice-chancelier de l'académie de Paris sont remplacés », *Le Monde*, 31 juillet 1981.

<sup>2070</sup> Philippe Barret\* a publié sous ce pseudo le livre *D'un deuxième monde à l'autre : essai prospectif sur l'Europe du Sud et le monde arabe*, Paris, Anthropos, 1977

<sup>2071</sup> Nous n'avons pas réussi à contacter Philippe Barret\*. Nous nous appuyons ici sur un entretien avec Yves Duroux réalisé le 4 décembre 2017, sur notre entretien avec André Bruston\*, ainsi que sur Philippe Barret\*, Marie Stern, François Lepagnot-Leca, « N°2 - Philippe BARRET\* », *Témoins et acteurs des politiques de l'éducation* depuis la Libération. Tome 3 - Inventaire de quarante entretiens, Paris, Institut national de recherche pédagogique, 2002. pp. 17-18.

<sup>2072</sup> Il est l'auteur d'une thèse de science politique sur la politique éducative de Chevènement soutenue en 1988 à Paris-VIII sous la direction du trotskiste Jean-Marie Vincent\* [voir le chapitre 6].

<sup>2073</sup> Entretien téléphonique avec André Bruston\*, 29 avril 2019.

<sup>2074</sup> Entretien avec Yves Duroux réalisé le 4 décembre 2017

<sup>2075</sup> D'autres lui écrivent des rapports, à l'image d'Armand Mattelart\*, qui remet en 1983 à Chevènement un rapport intitulé *Technologie, culture et communication*, à une époque où il est très proche du CERES et du PS, et écrit par exemple dans la revue du CERES *NON !* On peut également citer Paul Vieille\*, directeur de recherche



quitté le PCF en 1968, Godelier\* s'est rapproché du CERES jusqu'à se voir confier en 1981 par Chevènement une mission sur l'état des sciences de l'homme et de la société en France (il est, à cette époque, directeur d'études à l'EHESS). Son rapport, publié en 1982 à La Documentation Française et discuté par ses pairs<sup>2076</sup>, préconise notamment la création d'un unique département de SHS au CNRS fusionnant tous les autres. Ce projet voit le jour, et Godelier\* lui-même dirige ce département, de 1982 à 1986. D'autres intellectuels de notre population l'aident dans cette tâche, comme Jacques Caroux\* – chercheur au CNRS qui, en 1981, rejoint Godelier\* à la direction SHS du CNRS, où il occupe durant toutes les années 1980 des postes scientifiques et administratifs<sup>2077</sup> – ou l'historienne de l'antiquité Nicole Loraux\*, directrice d'études à l'EHESS en 1981 et qui devient conseillère de la mission Godelier\* à partir de 1982. Yves Duroux rejoint aussi, très vite, la direction de la recherche du CNRS, où il s'occupe durant de longues années des programmes.

Dans l'ensemble, l'arrivée des socialistes au pouvoir permet l'entrée d'intellectuels « marxistes » au sein de ces organismes et des institutions de pilotage de la recherche et de l'enseignement et contribue à renouveler les façons de faire [Voir le chapitre 6]. De nouveaux objets sont valorisés, et Yves Duroux raconte en entretien les effets de ces nouvelles activités sur la recherche (développement de programmes) mais, aussi, sur ses convictions et son « image de soi » :

« Il fallait compliquer l'héritage marxiste parce qu'effectivement on découvrait l'existence des formes d'appareil d'État qu'on ne connaissait pas. Quand on est à l'intérieur, on voit les choses différemment ! [...] Par exemple, au CNRS il y a eu deux grands programmes en 1983. Il y a eu premièrement un programme de recherche sur les femmes, puis il y a eu un programme interdisciplinaire de recherche sur le travail [...]. L'appareil d'État lui-même soutient, prend en charge, impulse, développe des thèmes de recherche qui n'existaient pas avant... Les recherches sur les femmes, il y a eu un colloque à Toulouse en 1982, et l'idée est de faire un programme national, de le reconnaître, de lui donner sa légitimité. Les plus radicaux diront : normaliser, mais ce n'était pas vrai ! En tout cas ce programme, c'est moi qui l'ai voulu, donc je sais ! Et sur le travail, j'ai bien vu aussi. Au départ, sur le travail, c'était une demande de l'aile gauche, très à gauche, il y avait un groupe de travail, un rapport qui avait été cosigné

---

au CNRS et spécialiste des peuples méditerranéens. Après l'arrivée de Chevènement au ministère de l'Éducation nationale (1984-1986), il écrit en 1986 un rapport (non publié à la Documentation Française) intitulé « L'immigration à l'Université et dans la recherche », qui fait suite à un autre rapport de Jacques Berque sur l'intégration des enfants maghrébins à l'école primaire. Le rapport est enterré après les élections qui voient la droite gagner les législatives, et il est finalement publié en 1989 dans la revue *Babylone*, dirigé par Yann Moulier-Boutang, dont on a vu le rôle dans l'après-1968 dans la diffusion de l'opéraïsme et qui est encore à la fin des années 1980 très marqué à gauche, comme plusieurs de ses proches, dont Negri\* [voir le chapitre 6].

<sup>2076</sup> Parmi plusieurs articles, voir par exemple Jean Bollack, Pierre Chaunu, René Rémond et Alain Touraine, « À propos du rapport Godelier\* », *Le Débat*, 1982/5, n°22, pp. 5-23, ainsi que la réponse de Maurice Godelier\* dans le même numéro.

<sup>2077</sup> Échanges mails avec Jacques Caroux\* (dont le pseudonyme chez Anthropos est Jacques Destray), septembre 2019.

par Danièle Linhart [sociologue, sœur de Robert Linhart] [...]. L'idée, c'est qu'on pouvait être un intellectuel en faisant une recherche de type CNRS, ça c'est très important, ça fait bouger quelque chose en termes je dirais d'image de soi. Et non pas simplement... être dans des positions critiques, etc. Disons que ce qui a pu se faire, l'énergie intellectuelle et plus ou moins mise en forme, mais mise en forme ne veut pas dire normalisée »<sup>2078</sup> !

Si la proximité d'Yves Duroux avec le pouvoir lui impose de complexifier son marxisme – vécu rétrospectivement comme simpliste – il ne le renie pas et explique que le but de Chevènement est, à l'époque, d'utiliser cette « énergie intellectuelle », c'est-à-dire les travaux d'intellectuels marxistes au sens large. Il refuse énergiquement — signe qu'elles lui ont été opposées — les expressions de « mise en forme », de « normalisation » ou encore de récupération qui lui paraissent ne pas correspondre à son engagement et aux objectifs de Chevènement, relevant à ses yeux de la transformation sociale. Il mentionne également un programme de recherche sur les femmes, en rappelant l'importance de la création en 1981, autour d'Yvette Roudy, du ministère du Droit des femmes, dynamique de l'après-1968 que les socialistes ont, là encore, souhaité accompagner [**voir le chapitre 2**]. Au fond, explique-t-il pour conclure, le projet était que « l'énergie intellectuelle ne soit pas seulement “à côté” comme l'a été Vincennes »<sup>2079</sup>. Si, face à la contestation intellectuelle de 1968 et de ses suites, le pouvoir politique de droite a tenté, avec Vincennes, de la concentrer à l'écart (« à coté »), les socialistes souhaitent l'intégrer.

Cette tentative d'utiliser positivement le dynamisme des idées « marxistes » des années 1968-1981 par un « transfert de radicalité » vers le pouvoir<sup>2080</sup> se retrouve aussi au Ministère de l'Équipement, renommé en 1981 ministère de l'Urbanisme et du Logement, et confié à Roger Quilliot, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme et maire de Clermont-Ferrand. On y trouve André Bruston\* [**voir l'encadré n° 3**], responsable depuis la fin des années 1970 de la « Mission de la Recherche Urbaine » et qui y reste jusqu'en 1982, avant de devenir au ministère de la Recherche l'adjoint de Philippe Barret\*, puis de le remplacer<sup>2081</sup> comme responsable des Sciences sociales au sein de ce même ministère, gérant de nombreux dossiers dont la suivi de l'intégration des « hors-statuts » [**voir le chapitre 6**]. Il y reste jusqu'en 1986, quand il est « mis dehors par la droite » après les élections et qu'il retrouve la direction du « Plan Urbain ».

Entretemps, cet universitaire devenu un professionnel de l'administration de la recherche (urbaine) aux plus hauts sommets de l'État a été remplacé, pour les années 1982-

---

<sup>2078</sup> Entretien avec Yves Duroux 4 décembre 2017.

<sup>2079</sup> *Ibid.*

<sup>2080</sup> *Ibid.*

<sup>2081</sup> En mars 1983, quand Chevènement quitte le ministère.

1986, par un autre membre de notre population, Jean-Pierre Gaudin\*, ancien chargé de mission au bureau d'études et de réalisation urbaine, qui devient d'abord responsable de la Mission de la Recherche Urbaine au ministère de l'Équipement, puis directeur-adjoint du Plan Urbain entre 1984 et 1986. Avec l'arrivée de la droite au pouvoir qui le pousse vers la sortie, il se recentre vers ses activités universitaires<sup>2082</sup>.

### **Encadré n° 3 : André Bruston\*, du marxisme urbain à l'administration de la recherche**

André Bruston\* est né en 1938 dans la région PACA. Son père, pasteur, participe à partir de 1940 à l'évacuation de familles juives hors de France et prêche dans sa paroisse la désobéissance à Vichy. Sans être partisan, il « milite à sa façon »<sup>2083</sup>. Après-guerre, il se rend à Stockholm dans le cadre du mouvement pour la Paix, dont il n'ignore pas la proximité avec le communisme. Marqué par cet engagement familial, André Bruston\* suit des études jusqu'à son bac préparé à Lyon et à son entrée à l'école normale d'instituteurs, où il est compagnon de route du PCF. Un temps instituteur, il tombe malade et bénéficie d'un sursis pour l'Algérie. Abandonnant un temps le métier d'instituteur, il retourne à Lyon, s'inscrit en histoire à l'Université et entre à l'UNEF. Mais devenu politiquement trop visible, il voit son sursis annulé, et, à 20 ans, il est envoyé en Algérie pour 31 mois. Au-delà de son aspect traumatique, cette période algérienne interrompt ses études supérieures, ce qui le conduit à parler d'« années perdues ».

Il reprend des études d'histoire en parallèle de son métier d'instituteur et prépare l'agrégation en 1967-1968 pour devenir l'assistant d'André Latreille, un professeur d'histoire des religions qui lui promet le poste s'il est agrégé. Il le devient à l'automne 1968, mais se retrouve pourtant sans rien. Mai-Juin 1968 est passé par là. Il a 30 ans, il est marié et père d'une petite fille, mais raconte que sa femme et lui « avaient envie que les choses bougent. Donc je me suis retrouvé très engagé, en partie malgré moi, au sens où très vite – peut-être parce que j'avais fait la guerre d'Algérie – je me suis retrouvé en position à la fois de présider des AG étudiantes, et d'autre part responsable aussi pour une part des questions de sécurité autour de la fac vis-à-vis des mouvements de droite qui sévissaient sur Lyon ». Il se retrouve particulièrement exposé après la mort d'un CRS lors de l'une des manifestations lyonnaises.

Cet engagement en première ligne joue directement sur sa carrière universitaire. « Trop repéré en 1968 », il ne peut plus être recruté : « Latreille n'allait pas me prendre comme assistant, ce n'était pas possible (rires). C'était exclu ! C'est pour ça que j'ai [dit] à René Rémond, qui était dans le jury de l'agreg, que j'aimerais bien quand même avoir un poste à Lyon, et il m'avait dit "Non, mon pauvre ami, le recteur il a dit non quoiqu'il arrive, il s'oppose à votre nomination" ». Il résume : « entre le temps d'instituteur, la guerre d'Algérie, des études chaotiques et une agreg' qui devait me servir mais qui ne m'a pas servi : basta ! ». Il rejette dès lors l'Université et enseigne deux ans à Grenoble, dans le secondaire, où ses collègues lui racontent qu'ils ont reçu une note qui leur demande de « le surveiller ». Il ajoute : « C'étaient des petites choses qui montraient qu'on n'était encore pas tout à fait en période de normalité ».

Après deux ans au lycée, les effets 1968 se font sentir cette fois positivement quand on lui demande en 1971 de rejoindre l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (créé avec la loi Faure) comme assistant. On l'a déjà dit, la recherche marxiste en urbanisme est dans ces années très active. C'est d'autant plus vrai à Grenoble où l'équipe municipale PSU et PS, se lance dans des projets novateurs d'aménagements urbains, auxquels André Bruston\* participe. Il travaille à la

<sup>2082</sup> Avec l'arrivée de la droite en 1986, il se recentre vers des activités universitaires, devenant chargé de recherche au CNRS puis, en 1992, directeur de recherche.

<sup>2083</sup> Entretien téléphonique avec André Bruston\*, 29 avril 2019. Les informations et citations qui suivent en sont extraites.

même période grâce aux contrats de recherche de la DGRST, du CORDES et surtout de la mission de la recherche urbaine du Ministère de l'Équipement. Il recrute dans son Équipe de Sociologie Urbaine (ESU) Michel Maffesoli\* comme attaché de recherche, et ils publient ensemble l'ouvrage collectif *Violence et transgression* (Anthropos, 1979), l'éditeur lui paraissant « un des supports de publication les plus évidents ». Cette bifurcation vers la recherche urbaine « correspondait, selon lui, exactement à ce qui étaient nos choix de post-1968 », l'urbanisme « ne [pouvant] pas être une discipline, c'est forcément un travail de synthèse des différentes disciplines puisque c'est à la fois un système de pensée et un système de préparation à l'action ». Il est alors proche du PSU et de la gauche du PS (il adhère à la fin des années 1970) et plutôt autogestionnaire.

Il devient maître de conférences et continue ses recherches jusqu'en 1979, date à laquelle Michel Conan, le directeur de la mission de la recherche urbaine, lui demande de le remplacer, ce qu'il accepte. Il lance dès 1979 au ministère la revue *Les Annales de la recherche urbaine*, et se transforme en professionnel de l'administration de la recherche. En raison des recompositions de services gouvernementaux après 1981, il devient également responsable des SHS au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, et s'occupe de l'intégration de hors-statuts au sein du CNRS [voir le chapitre 6]. Fin 1982, il passe adjoint puis responsable des Sciences sociales au ministère de la Recherche. Remercié après 1986 en raison de l'alternance politique, il devient en 1987<sup>2084</sup> permanent du Plan urbain et sous-directeur des politiques d'aménagement au ministère de l'Équipement. Il est encore tout au long des années 1990 en poste au Plan Urbain et conseiller au ministère de la Ville. Il ne reprend un poste universitaire qu'en 1998.

On trouve au sein du ministère de l'Équipement d'autres membres de notre population comme Thomas Regazzola\* – qui y fait, toujours, de la recherche – ou David Kaisergruber\*, qui y est actif auprès de la direction du personnel<sup>2085</sup>. Mais c'est la trajectoire de Yannick Blanc\* qui est ici la plus représentative de la fenêtre d'opportunité représentée par l'arrivée de la gauche au pouvoir, ainsi que des transformations politiques et de carrière intellectuelle qu'elle entraîne.

Né en 1955 à Paris dans une famille de cinéastes communistes – sa mère est, en mai 1968, secrétaire de la cellule des cinéastes du PCF –, Yannick Blanc\* est en 1968 en 5<sup>e</sup>, dans un collège « très novateur, très à gauche »<sup>2086</sup>. Déjà politisé mais encore très jeune, il n'adhère à une organisation (l'UEC) qu'en 1973. Il entre peu après à l'ENS de Saint-Cloud, où il rencontre David Kaisergruber\* et l'équipe de *Dialectiques* [voir le chap. 2]. Avec Kaisergruber\*, il publie chez Maspero en 1979 un ouvrage sur Nikolaï Boukharine, alors qu'ils sont tous les deux en contact avec sa veuve, qui demande sa réhabilitation alors que le dirigeant a été exécuté à l'issue des Procès de Moscou<sup>2087</sup>. Il est alors secrétaire de la cellule des élèves

---

<sup>2084</sup> Même si c'est encore la droite au pouvoir, il m'explique que les chronologies politiques ne sont pas totalement liées à sa propre trajectoire : « En 1987, lorsque la droite a pris le pouvoir en 1986, moi je suis resté encore un an au ministère de la recherche, et j'ai été mis dehors en 1987, et du coup j'ai été mis dehors...à la demande de Durand qui était au cabinet Chirac. Et du coup j'ai pris la responsabilité du plan urbain en question ».

<sup>2085</sup> Il est ensuite actif au ministère de l'environnement, tout comme Yannick Blanc. Renseignements recueillis auprès d'André Bruston, *Ibid*, et entretien avec Yannick Blanc\*, 18 mai 2020.

<sup>2086</sup> Entretien avec Yannick Blanc\*, 18 mai 2020.

<sup>2087</sup> Yannick Blanc\* et David Kaisergruber\*, *L'affaire Boukharine ou le recours de la mémoire*, Paris, Maspero, 1979.

de l'ENS de Saint-Cloud mais assez logiquement au regard de ses positions, critique du PCF, qu'il quitte en 1977-1978 avant de se rapprocher des socialistes [**sur la crise intellectuel au PCF, voir *infra***]. Il devient à la fois chercheur contractuel en urbanisme – mais à un moment où les contrats sont moins nombreux, car la droite revoit sa politique de financement de la recherche [**voir le chapitre 6**] – et il obtient le CAPES de philosophie. Il n'enseigne qu'un an dans le secondaire et continue à travailler dans l'urbanisme. L'arrivée de la gauche infléchit considérablement sa trajectoire professionnelle :

« En 1981, l'ambiance a complètement changé. Nous avons sur notre lancée, l'équipe de jeunes chercheurs du ministère de l'Équipement, à partir de 1982, participé activement, à travers le groupe de prospective du ministère de l'Équipement et du ministère de l'Environnement... Nous avons pris l'observatoire de la Décentralisation qui était un dispositif dont le but était de construire une stratégie d'évolution par rapport à la décentralisation. Et le but de ce travail, c'était un travail de prospective très stratégique, il fallait anticiper les futurs restructuration... On a fait un travail d'observation, sur le terrain, avec des équipes de l'Équipement, des enquêtes auprès des élus, etc. Et on a fait évoluer nos activités de cette manière-là »<sup>2088</sup>.

Cette première familiarité avec la politique socialiste, vécue là encore sur le mode de l'engagement intense (« participé activement », « nous avons pris ») continue, en 1984, quand il est recruté comme chargé des relations avec le monde associatif au cabinet d'Huguette Bouchardeau (PSU), la ministre de l'Environnement. Deux ans plus tard, en 1986, il part comme délégué régional du ministère de l'Environnement à Poitiers. Cette expérience au sein du pouvoir socialiste « a marqué la suite de [s]a carrière de façon indélébile : le monde associatif, l'action locale, la décentralisation ». Surtout, il décide d'abandonner une carrière d'intellectuel sans le regretter – « j'avais raté le coche », « j'avais négligé un début de parcours universitaire » – et décide en 1986 de passer l'ENA, dont il sort diplômé en 1988.

S'il affirme avoir renoncé au militantisme actif au PS au milieu des années 1980, fatigué par les guerres de courants, sa trajectoire politique à partir de 1981 montre combien l'arrivée de la gauche au pouvoir transforme son engagement (il devient intense) et sa carrière (il s'éloigne de l'université et se rapproche de l'administration et du politique), le tout sous le sceau de la loyauté politique à des idées des années 1968-1981.

Plus globalement, l'étude du rapport de nos intellectuels au pouvoir permet de voir l'attraction du socialisme français au début des années 1980. Car au-delà des quelques cas présentés ici, le suivi de notre population montre qu'ils sont une cinquantaine à s'engager, avec des degrés d'intensité variés, auprès du nouveau pouvoir socialiste à partir de 1981 [**Pour 20**

---

<sup>2088</sup> Entretien avec Yannick Blanc\*, 18 mai 2020.

**autres cas, voir l'encadré n° 4]**<sup>2089</sup>. Ces « intellectuels de gouvernement »<sup>2090</sup> travaillent auprès du pouvoir, et deviennent pour certains des permanents de la recherche. Godelier\*, Bruston\* ou encore Michel Chauvière\*, chargé entre 1982 et 1986 de l'importante MIRE au ministère de la Justice, s'éloignent pour de nombreuses années de tout travail intellectuel. Pris dans des enjeux désormais avant tout politiques et administratifs, leur engagement se transforme et s'amende, bien souvent de sa dimension la plus révolutionnaire au contact de « l'épreuve du pouvoir »<sup>2091</sup>. Comme le souligne Yves Duroux, « passer de cours sur Marx à Vincennes à organiser les formes de recherche des sciences de l'homme au CNRS ce n'est pas pareil ! ». Bernard Kalaora\* explique pour sa part dans un entretien à *Libération* en 1999 avoir voulu « peser sur les décisions politiques des hauts fonctionnaires qui l'avaient engagé pour élargir les horizons de l'administration » et « revendique de [s]'être sali les mains auprès des politiques et des décideurs »<sup>2092</sup>. Mais ce changement de perspective et ce contact avec l'État, s'ils impliquent une partielle « dé-révolutionnarisation », ne signifie pas pour autant le reniement des engagements des années 1968-1981.

#### **Encadré n° 4 : vingt exemples d'engagements socialistes**<sup>2093</sup>

Yves Barou\* (Maspero), polytechnicien et économiste. Il est conseiller technique auprès de Jean Le Garrec, le Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'emploi (1982-1983), puis auprès du ministre des Affaires sociales Pierre Bérégoovoy (1983-1984). Spécialiste de l'emploi, il s'occupe surtout du temps de travail, et notamment des 39 heures<sup>2094</sup>.

<sup>2089</sup> D'autres, à la marge de notre population – à l'image de Jean Pronteau, nommé responsable aux études au sein du secrétariat national du PS et, surtout, directeur de la Caisse nationale de l'énergie après la victoire de la gauche – suivent aussi ce trajet, et plusieurs sont de simples militants qui se mobilisent au sein de leur cellule ou de leur section durant la campagne présidentielle de 1981 et après, mais sans se rapprocher plus directement du pouvoir. On peut penser à Jacques Galès\* (passé du PCF au PS à la fin des années 1970), à Daniel Lindenberg\*, à Philippe Brachet\* – qui était au PSU jusqu'en 1974, année où il a suivi Rocard au PS, et qui est encore dans le courant rocardien au cours des années 1980, plus militant quand ce dernier devient Premier ministre – ou encore à la sociologue Doris Bensimon\* (1924-2009). Née à Vienne, en Autriche, dans une famille de petits commerçants juifs qui émigrent rapidement en France, elle soutient une thèse de sociologie dirigée par Aron en 1969 (un an après son dépôt, en raison des événements). Elle est rapidement élue maîtresse de conférence à Caen (en 1972), travaille principalement sur l'histoire des juifs, et publie sa thèse en 1970 chez Anthropos intitulée *Immigrants d'Afrique du Nord en Israël, évolution et adaptation*. Active au SNCS, puis au SNESUP, elle s'engage à la section PS du 20e arrondissement de Paris (où elle réside) à partir de 1978. Voir Doris Bensimon, *Quotidien du vingtième siècle : histoire d'une vie mouvementée*, Paris, L'Harmattan, 2007.

<sup>2090</sup> Pour reprendre librement l'expression de Gérard Noiriel\*, *Les fils maudits de la...*, op. cit., chapitres 3 et 4.

<sup>2091</sup> Pour reprendre l'expression de Gabriel Gosselin\*.

<sup>2092</sup> [https://www.liberation.fr/sciences/1999/01/05/bernard-kalaora-53-ans-sociologue-et-conseiller-du-conservatoire-du-littoral-s-est-specialise-dans-l\\_262895](https://www.liberation.fr/sciences/1999/01/05/bernard-kalaora-53-ans-sociologue-et-conseiller-du-conservatoire-du-littoral-s-est-specialise-dans-l_262895)

<sup>2093</sup> Nous n'avons pas ici indiqué les engagements qui se résument à rapport publié dans les services des ministères ou à la Documentation Française. Ils sont pourtant une quinzaine à en écrire, comme Armand Mattelart\* [**voir supra**], Luciano Martins\* (*Les capitaux étrangers en Amérique Latine*, 1981), Jean-Loup Amselle\* (sur la filière arachide au Mali en 1982, parmi d'autres rapports d'Amselle\*) ou, en 1982, le rapport de la sociologue du travail Lucie Tanguy\* intitulé *L'École et l'entreprise : l'expérience des deux Allemagne*.

<sup>2094</sup> Il publie, dès 1983, le rapport Yves Bardou et Jacques Rigaudiat, *Les 35 heures et l'emploi*, Paris, La Documentation française, 1983. Il participe à la mise en place des 39 heures. Sur son action, voir surtout Mathieu Tracol, *La rigueur et les réformes, Histoire des politiques du travail et de l'emploi du gouvernement Mauroy (1981-1984)*, thèse d'histoire dirigée par Pascal Ory, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2015, pp. 577 et sq.

Jean-François Barbier-Bouvet\* (Anthropos), chercheur contractuel au département des études et de la prospective du ministère de la Culture (1974-1980) après des études à IEP de Paris. Il devient de 1981 à 1989 le chef du service des études et de la recherche de la Bibliothèque Publique d'Information (BPI) du centre Pompidou, créée en 1977.

Michel Beaud\* (Anthropos), professeur d'économie à Paris-VIII. Après l'accession de Mitterrand au pouvoir, et alors qu'il est déjà depuis 1976 au PS (au CERES, puis à l'éphémère courant « Union pour l'autogestion), il est nommé rapporteur général de l'Intergroupe Emploi pour la préparation du IX<sup>e</sup> Plan (1982-1983).

Michel Chauvière\* (Maspero), chargé de recherche au CNRS depuis la fin des années 1970 [**sur l'intégration des hors-statuts, voir le chapitre 6**], il devient chargé de mission à la Mission interministérielle recherche-expérimentation (MIRE), rattachée au ministère de la Justice, de 1982 à 1986. Créateur et gestionnaire de l'Annuaire de la recherche sur le social à partir de 1986. Directeur du Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson du ministère de la Justice jusqu'à sa fermeture (1988-1994)

François Champarnaud\* (Anthropos), docteur en philosophie<sup>2095</sup>, diplômé de l'ENA en 1982. Administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe, il entre en juin 1982 au ministère de l'Économie, des Finances et du Budget. Il est au bureau des opérations financières, puis devient chef du bureau « économie des pays de la CEE » à la direction de la prévision. En 1986, avec la première cohabitation, il est détaché un an à l'Inter American Development Bank Washington (États-Unis).

Francis de Chassey\* (Anthropos), Professeur de sociologie (du travail) et d'ethnologie à Nancy depuis 1981. Il est membre d'un groupe d'experts autour d'Alain Savary, ministre de l'éducation nationale entre mai 1981 et juillet 1984, au titre d'expert en sociologie de l'éducation et de la formation pour adultes, après son expérience comme formateur d'adultes au CUCES [**voir le chapitre 4**].

Catherine Clément\* (Éditions Sociales), écrivaine et journaliste après avoir démissionné, en 1976, de son poste d'assistante. Elle est nommée en 1982 au ministère des Relations extérieures, à la tête de l'Association française d'action artistique (AFAA), chargée de la diffusion et de l'accueil de la culture française à l'étranger.

Yves Durrieu\* (Anthropos), docteur en droit, économiste d'une grande entreprise publique, secrétaire de la commission collectivités locales-régions du PS. Il fait partie, à partir de l'été 1981, de la commission Bourjol, au ministère de l'Énergie. Le rapport Bourjol, publié en 1982, entend « définir des procédures et de proposer des institutions susceptibles de permettre à notre pays de définir démocratiquement une politique d'ensemble de l'énergie correspondant à un modèle de naissance sociale »<sup>2096</sup>. Yves Durrieu défend\*, au sein de cette commission, une « position radicale, régionaliste en matière d'économie »<sup>2097</sup>.

Jean Elleinstein\* (Éditions Sociales), maître de conférence en histoire à l'université de Poitiers. Il se met au service de François Mitterrand pour s'occuper des oppositions dans les pays de l'Est. Il participe à la création du Forum international de politique (FIP) et de son trimestriel *Cosmopolitique*, qui offre indirectement une tribune à certaines dissidences d'Europe de l'Est.

Jean-Paul de Gaudemar\* (Maspero), polytechnicien, docteur en économie, professeur agrégé à l'université d'Aix-Marseille. Chargé de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), responsable de l'équipe technologies (septembre 1982-novembre 1984) ; chargé de mission, responsable de l'équipe "localisation des activités industrielles et tertiaires" à la DATAR (novembre 1984-juin 1985) ; directeur à la DATAR (juin 1985-septembre 1987).

---

<sup>2095</sup> Sa thèse, soutenue en 1974 à Paris I, est publiée en 1975 chez Anthropos sous le titre *Révolution et contre-révolution culturelle en URSS : de Lénine à Jdanov*.

<sup>2096</sup> Maurice Bourjol et Christian Le Lamer, *Énergie et Démocratie*, « Rapport au Ministère délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de l'énergie », Paris, La Documentation française, 1982.

<sup>2097</sup> Sur ce point, voir François-Mathieu Poupeau, *EDF ou La permanence d'un "compromis républicain" : le système de distribution électrique français entre État et collectivités locales, de la nationalisation à la mondialisation*, Thèse de science politique dirigée par Erhard Fridberg, IEP de Paris, 1991, pp. 211 et sq. Voir également Guillaume Bouvier, *Les collectivités locales de l'électricité. Territoires, acteurs et enjeux autour du service public local de l'électricité en France*, thèse de géographie dirigée par Béatrice Giblin, Paris-VIII, 2005, pp. 174 et sq.

Alain Geismar\* (Maspero), maître-assistant à Paris-VII [Voir le chapitre 2]. Il est responsable des enseignements en prison pour les universités parisiennes (1981-1985), et conseiller du président de l'agence de l'informatique, chargé des questions de qualification, de formation et d'éducation (1984), avant de devenir directeur général adjoint de l'Agence de l'informatique (1985-1986). En 1986, il intègre le groupe d'experts auprès de Lionel Jospin, secrétaire du Parti socialiste et il adhère au PS, dont il est membre suppléant du conseil national. Il devint le directeur-adjoint du cabinet d'André Laignel, secrétaire d'État à la Formation professionnelle (1988-1991).

André Gauron\* (Maspero), diplômé de l'École Centrale. Il est conseiller technique au cabinet du ministre des Affaires sociales (1982-1984) puis du ministre de l'Économie, des Finances et du Budget (1984-1986)<sup>2098</sup>. Puis il est nommé conseiller référendaire à la Cour des Comptes en 1986, au moment de la cohabitation, avant d'être à nouveau conseiller auprès du ministre de l'Économie, des Finances et du Budget (1988-1991).

Yannick Guin\* (Maspero), d'abord étudiant quand il publie *La commune de Nantes* en 1969 chez Maspero, puis maître-assistant à la faculté de droit et de sciences politiques de Nantes quand il fait paraître en 1976 *Le mouvement ouvrier nantais*, tiré de sa thèse. Il adhère au PS en 1982, et devient (tardivement au regard des « années 1980 ») adjoint au maire de Nantes, chargé du Personnel et de la Culture (1989-2014). Devient ensuite professeur d'université.

Bernard Kalaora\* (Anthropos), chercheur à l'INRA, détaché à partir de 1985-1986 au ministère de l'Environnement d'Huguette Bouchardeau (PSU), à la direction du Service de la Recherche, des Études et du Traitement de l'Information sur l'Environnement (SRETIE). Il est également conseiller au conservatoire du littoral.

Jean-Marc Lachaud\* (Anthropos), « intellectuel précaire », chargé de cours. Il passe à la fin des années 1970 du PCF au PS, où il s'engage auprès de Didier Motchane (l'un des dirigeants du CERES, proche de Chevènement) qui est secrétaire national à la formation. Principal contributeur de quatre volumes, « très marqués par le marxisme », qui ne sont pas publiés et dont l'usage est interne et destiné à l'école de formation des militants PS.

Jean-Michel Leclercq\* (Anthropos), docteur en sociologie. Après avoir été directeur de l'institut français au Japon, il est en charge au ministère de l'Éducation, auprès d'Alain Savary, de la comparaison internationale en matière d'éducation, notamment des systèmes éducatifs étrangers.

Jacqueline Osselin\* (Maspero), adjointe municipale à Mons-en-Barœul (1977-1981), députée du Nord (PS), de 1981 à 1988.

Christian Phéline\* (Maspero) (pseudonyme chez Maspero : Christian Leucate). Énarque, il est administrateur civil à la direction de la Prévision au ministère de l'Économie et des Finances de 1969 à 1982. Militant au PSU puis à la LCR dans les années 1970, il se rapproche du PS et devient sous-directeur au ministère de la Culture (1982-86), administrateur général du Musée d'Art Moderne (1987-89), directeur général-adjoint du Centre National de la Cinématographie (CNC) de 1989 à 1991.

Jacques Valier\* (Maspero), économiste, professeur agrégé d'université à Paris-X Nanterre. Il quitte la LCR à la fin des années 1970, et rejoint peu après le PS (et milite également au Snesup). Il est invité à rejoindre le groupe des experts du Parti socialiste, en 1986-1987, par Lionel Jospin avec lequel il très lié à Jospin – il a été son condisciple au lycée Janson-de-Sally, en terminale et en hypokhagne<sup>2099</sup>.

Marc Wolf\* (Maspero), enseignant dans le secondaire. Maire de Mons-en-Barœul (liste d'Union de la gauche) de mars 1977 à mars 1989<sup>2100</sup>. Après avoir été élève à l'ENA entre 1987 et 1989, il entre au ministère de l'Économie et des Finances dans l'administration fiscale, où il est chargé de mission à la sous-direction de la TVA (1989), puis chef de bureau successivement à l'informatique et à la fiscalité de l'épargne (1990-1995).

<sup>2098</sup> Dans le détail, il est entre 1982 et 1983 responsable de la protection sociale puis, entre 1983 et 1984, de la réforme de l'assiette des cotisations fiscales. Voir Mathieu Tracol, *La rigueur et les réformes...*, thèse. cit.

<sup>2099</sup> Il devient, à partir de 1997, membre de son cabinet à Matignon.

<sup>2100</sup> D'après l'INSEE, la ville compte 28 070 habitants en 1975 et 26 638 en 1982.



À l'issue de ce tableau descriptif, on peut faire trois remarques. Premièrement, la très grande majorité de ces « intellectuels de gouvernement » sont des « intellectuels universitaires », pour reprendre notre idéal-type du chapitre 4, et plus rarement des ingénieurs-économistes ou des haut-fonctionnaires. L'exercice du pouvoir socialiste semble donc très marqué par le recrutement d'universitaires. Ce constat s'inscrit dans la logique de la démonstration Brigitte Gaïti qui, en 1985, avait montré que, chez les socialistes, « le corps enseignant possède un taux de survie gouvernementale supérieur à la moyenne », précisant que « quatre ans après la conquête du pouvoir, la logique partisane ne cède pas plus le pas à la logique institutionnelle »<sup>2101</sup> :

« Depuis 1981, le recrutement ministériel socialiste opère à un niveau globalement moins élevé de la hiérarchie sociale que sous la “V<sup>e</sup> République conservatrice”. Alors que sous le recrutement antérieur étaient promus en majorité des “héritiers” issus de milieux appartenant aux fractions non salariées du pôle économique (44,2% contre 17,9% à gauche), le personnel gouvernemental, aujourd'hui, se caractérise avant tout par une trajectoire sociale ascendante : les filières dominantes de mobilité sociale et professionnelle constituées ici par le secteur public et plus généralement par les activités salariées sont liées plus fréquemment à l'acquisition d'un capital scolaire qu'à l'héritage d'un capital économique. **C'est ce glissement sensible vers le pôle intellectuel qui imprime toute son originalité au recrutement des ministres socialistes** »<sup>2102</sup>.

Ce glissement du recrutement politique vers « le pôle intellectuel » s'observe plus globalement, pour tous les acteurs dans l'entourage des ministres. Certes, cette évolution ne s'accompagne pas d'une réelle évolution de l'ancrage social de ces conseillers. Comme l'écrivent Monique Dagnaud et Dominique Mehl\* en 1982 à propos des membres des cabinets ministériels, « l'enracinement populaire de la gauche pouvait laisser supposer que les ministres recruteraient leurs conseillers auprès de la progéniture “vertueuse” des familles ouvrières et moyennes, grimpée dans l'échelle sociale à force de ténacité scolaire. Ce pari était d'autant moins absurde que les militants socialistes sont issus de milieux peu fortunés. En réalité, le profil social de l'élite rose est identique à celui d'une élite dirigeante classique. Elle n'atteint pas le summum de l'ancrage bourgeois des membres du *Who's Who* étudié par Pierre Birnbaum, mais elle soutient allègrement la comparaison »<sup>2103</sup>. Malgré tout, qu'une cinquantaine de membres de notre population devienne proche du pouvoir socialiste demeure une conclusion importante qui semble illustrer la singularité du rapport du PS aux intellectuels.

Deuxièmement, et sans surprise, ces « intellectuels de gouvernement » sont pour

---

<sup>2101</sup> Brigitte Gaïti, « “Politique d'abord” : le chemin de la réussite ministérielle dans la France contemporaine », in Pierre Birnbaum (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir (1981-1985)*, Paris, PUF, 1985, p. 63.

<sup>2102</sup> *Ibid*, p. 56. C'est nous qui soulignons, citation tirée d'une section intitulée « Le retour des intellectuels ».

<sup>2103</sup> Monique Dagnaud et Dominique Mehl\*, *L'élite Rose. Qui gouverne ? Les cabinets ministériels. Conseillers, experts et militants. Sociologie du pouvoir socialiste*, Paris Ramsay, 1982, p. 19.

l'essentiel membres du PS depuis le milieu des années 1970, même si certains viennent du PSU (Yves Barou\* et André Gouron\* ont été membre de sa commission économique) ou sont des transfuges du PCF (Jean-Marc Lachaud\*, Jean Elleinstein\*, Catherine Clément\*) [**Sur le PCF, voir *infra***]. Comme l'écrit encore Brigitte Gaïti, la prime à l'ancienneté et aux « vertus militantes »<sup>2104</sup> est une spécificité de l'élite socialiste, comme elle le précise :

« Si l'entrée par le parti politique concerne moins de 10% des Républicains indépendants, 20% des gaullistes, elle caractérise près des 2/3 des trajectoires socialistes, marquant là leur singularité [...]. Au principe du recrutement en vigueur de 1958 à 1981, le privilège accordé à l'excellence sociale plutôt qu'aux vertus militantes fondait la représentation d'une activité gouvernementale aux ressorts plus rationnels et techniques, que partisans et idéologiques. Le recrutement socialiste ne renverse pas le principe de cette logique institutionnelle dans la mesure où le poids de l'organisation ne supplée pas une compétence sociale déficiente. [Mais] la mobilisation des ressources personnelles (même importantes) doit être relayée par une structure organisationnelle »<sup>2105</sup>.

Autrement dit, le trajet de nos intellectuels vers le pouvoir s'inscrit dans une logique plus générale du recrutement socialiste qui se tourne à la fois plus vers le pôle intellectuel qu'économique des élites et, en même temps, recrute davantage des militants.

Troisièmement, parmi ces militants, c'est principalement l'aile gauche du PS qui est ici représentée, avec le CERES de Chevènement. Cette prédominance de l'aile gauche du PS, permet de comprendre qu'en 1983, le changement d'orientation politique – notamment en économie – décidé par Mitterrand marque une rupture. Jean-Pierre Cot\* n'est pas reconduit au ministère de la Coopération et du Développement<sup>2106</sup>, et plusieurs membres de notre population quittent le PS en 1983, à l'image de Michel Beaud\* – qui critique le virage économique du PS, dans deux ouvrages publiés chez Syros, éditeur lié au PSU<sup>2107</sup> – ou de Jean-Marc Lachaud\*, qui signe en 1983 dans *Le Monde* une tribune « Ni périr, ni trahir », dans lequel il appelle à ne pas voter socialiste aux municipales. D'autres, comme Gabriel Gosselin\*, lui aussi très marqué par le tournant, s'éloignent des responsabilités en même temps que Mauroy du gouvernement. 1986 et l'arrivée de la droite au pouvoir marquent enfin, pour beaucoup, la fin de l'aventure

---

<sup>2104</sup> Brigitte Gaïti écrit : « Loin de sacrifier le « dévouement » militant sur l'autel du pouvoir, le recrutement socialiste ne donne pas de prime à la conversion rapide et l'adhésion après 1971 ne regroupe que 25 % des ministres », Brigitte Gaïti, « «Politique d'abord»... », *art. cit.*, p. 82.

<sup>2105</sup> *Ibid*, p. 72 et p. 74.

<sup>2106</sup> Il revient sur son expérience au ministère dans Jean-Pierre Cot\*, *À l'épreuve du pouvoir : le tiers-mondisme, pour quoi faire ?*, Paris, Seuil, 1984. Jean-François Bayart a lui aussi publié un livre après son départ du groupe de travail de Guy Penne. Voir Jean-François Bayart, *La politique africaine de François Mitterrand : essai*, Paris, Karthala, 1984.

<sup>2107</sup> Michel Beaud\*, *Le mirage de la croissance : mai 1981-décembre 1982*, Paris, Syros, 1983 ; *La politique économique de la gauche : le grand écart*, Paris, Syros, 1985.

auprès du pouvoir socialiste, signe, aussi, de sa très forte dépendance au contexte particulier du début des années 1980, et de l'enthousiasme qu'il suscite.

Ces nombreuses trajectoires vers le pouvoir ne sont pas limités aux seuls socialistes : un tel constat est également visible au niveau du PCF, malgré la crise de la fin des années 1970.

### ***III. Aller vers le pouvoir (2). Les engagements communistes par-delà la crise***

Alors que le PCF à la fin des années 70 est sur le déclin électoralement, il affronte une contestation interne, portée principalement par ses intellectuels. Dans le même temps, à l'encontre du diagnostic d'une crise totale, de très nombreux communistes restent membres du PCF. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, nombre d'intellectuels de notre population, avant tout auteurs des Éditions sociales, ont des opportunités nouvelles

#### ***III-A. Les intellectuels communistes face à la crise***

On l'a vu en introduction de cette seconde partie, le PCF traverse une crise importante à la fin des années 1970. La rupture du programme commun a pour principale conséquence une baisse très nette de ses élus et des suffrages qui se portent sur lui, alors que les socialistes accèdent à l'Élysée. Ce déclin électoral s'accompagne d'une chute des effectifs militants : entre 1978 et 1984, ils baissent de 30%, passant de 540 000 à 380 000 adhérents<sup>2108</sup>. La diminution est ensuite continue jusqu'en 1998, année durant laquelle le chiffre passe sous les 200 000. Pendant la même période, les effectifs de la Fédération de Paris s'effondrent de 30 000 en 1978 à 4548 en 2000<sup>2109</sup>. Ce déclin s'accompagne d'un vieillissement du corps militant et de sa désouvriérisation<sup>2110</sup>.

Avec la rupture du programme commun, commence la contestation des intellectuels communistes – et, parmi eux, de nombreux membres de notre population<sup>2111</sup>. Certaines

---

<sup>2108</sup> Roger Martelli, *Prendre sa carte...*, *op. cit.* ; Julian Mischi, *Le communisme désarmé...*, *op. cit.* pp. 95 et sq..

<sup>2109</sup> François Platone et Jean Roger, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Cahiers du CEVIPOF*, Juin 2000, cité par Bernard Pudal, *Un monde défait...*, *op. cit.*, pp. 139 et sq.

<sup>2110</sup> 24% des adhérents avaient moins de 30 ans en 1979, ils ne sont plus que 10% en 1997 ; 46,5% des communistes étaient ouvriers en 1979, chiffre qui passe à 31,3% en 1997, *Ibid.*

<sup>2111</sup> Dans les lignes qui suivent, nous nous appuyons principalement sur la chronologie établie par Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, chapitre 9 intitulé « La crise », pp. 338-396. Voir aussi Michel Dreyfus, *PCF. Crises et dissidences de 1920 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1990 ; Bernard Pudal, *Un monde défait...*, *op. cit.* ; Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste...*, *op. cit.* Le sujet a été largement suivi à l'époque, notamment par *Le Monde*, qui en rend compte de façon extensive. De plus, dès 1980, Jean Baudouin publie « Les phénomènes de contestation au sein du parti communiste français (avril 1978-mai 1979) », *Revue française de science politique*, 30<sup>e</sup> année, n°1, 1980, pp. 78-111. L'année suivante, Janine Verdès-Leroux fait paraître, sur l'affaire Fiszbin, « Les invariants du parti communiste français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 36-37, février/mars 1981, pp. 65-81. Cet intérêt est aussi visible rapidement dans le monde anglophone, cf. Sue Ellen M. Charlton, « Deradicalization and the French Communist Party », *The Review of Politics* Vol. 41, No. 1 (Jan., 1979), pp. 38-60.

fédérations (celle de Paris notamment) et les organisations étudiantes, principalement l'UEC, sont particulièrement touchées. Le phénomène, qui semble soudain et inattendu pour le groupe dirigeant<sup>2112</sup>, se développe rapidement. Jusqu'ici cantonnée principalement aux cercles althusériens depuis le début des années 70, la contestation s'étend aux intellectuels les plus favorables à l'union, à l'image de l'historien Jean Elleinstein\*, figure de l'antistalinisme mise en avant par le cercle dirigeant durant les années 1972-1977 jusqu'à devenir une sorte d'historien officiel du PCF [Cf le chap. 3]. La fronde se matérialise dans des tribunes – comme celles d'Elleinstein\*, en février 1979 dans *Le Monde*<sup>2113</sup> – ou de pétitions comme celle dite d'Aix, publiée le 20 mai 1978 dans *Le Monde* à l'initiative de Michel Barak, maître-assistant en histoire à l'université d'Aix-en-Provence<sup>2114</sup>. Les plus jeunes intellectuels sont également mobilisés, comme Marc Abélès\* et David Kaisergruber\* [Cf le chap. 2] qui publient en juin 1978 dans *Le Monde* « Ce qui se dit dans les cellules », qui décrit les débats et les tensions à la base.

Outre *Le Monde*, le mouvement de contestation utilise des supports communistes comme *La Nouvelle critique*<sup>2115</sup>, ou l'hebdomadaire *France Nouvelle*<sup>2116</sup>, mais aussi la publication de nombreux ouvrages critiques, publiés (rarement) aux Éditions Sociales – c'est le

---

<sup>2112</sup> En mai 1977, Guy Besse écrit à Georges Marchais une lettre rassurante sur les intellectuels, estimant que nombre de ceux qui avaient auparavant partagé les critiques d'Althusser s'en sont éloignés et que ce dernier a abandonné la théorie pour se consacrer à un terrain qui n'est pas le sien, « celui de la politique », Lettre de Guy Besse à Georges Marchais du 25 mai 1977, APCF, Fonds Francis-Cohen, (FC), 354 J 282, cité par Marco Di Maggio, *Les intellectuels et la stratégie communiste...*, op. cit., p. 294.

<sup>2113</sup> Dans l'une d'elles, il écrit : « Nous constatons aujourd'hui, soixante-deux ans après la révolution d'Octobre, que nous sommes en face d'un triple échec historique : celui des partis socialistes et sociaux-démocrates en Occident, celui des partis communistes en U.R.S.S., dans les pays de l'Est européen, en Extrême-Orient et en Amérique centrale, celui des partis communistes en Occident. Les partis socialistes ou sociaux-démocrates n'ont dans aucun pays réalisé les réformes de structures dont ils parlaient voilà plus de soixante ans » et il précise que les « transformations importantes et bénéfiques » réalisées par les communistes dans le monde ont souvent été possibles « au prix d'une saignée humaine ». Voir Jean Elleinstein, « Ce qui dure encore dans le PC Français. Deux pas en arrière », *Le Monde*, 21 février 1979.

<sup>2114</sup> Tout comme celle de Nanterre (cf. chapitre 4), la section communiste de l'Université d'Aix-en-Provence est notoirement connue comme critique vis-à-vis de la direction du PCF. Michel Barak raconte le 22 avril 1979 dans le quotidien proche du PS, *Le Matin*, que cette section a été « autoritairement rattachée à l'orthodoxe section Aix-Nord de manière à priver le courant oppositionnel de toute représentation au niveau de la conférence fédérale », cité par Jean Baudouin, « Les phénomènes de contestation au sein du Parti communiste français... », art. cit., p. 107. Voir Michel Barak, *Fractures du PCF : des communistes parlent*, Aix-en-Provence, ÉDISUD/Karthala, 1980.

<sup>2115</sup> Frédérique Matonti revient sur la contestation à la *Nouvelle Critique*, qui prend par exemple la forme d'un article de Jean-Philippe Chimot, « récit ironique de l'aventure des intellectuels du parti » qualifiés de « communistes de seconde zone », *Ibid*, p. 372. Frédérique Matonti explique que le numéro dans lequel Chimot écrit « rompt avec deux clauses essentielles : ne pas revendiquer un statut à part pour les intellectuels, ne parler de politique qu'en position de porte-parole ». Rappelons que la *NC* s'écoule encore, en 1977, à 10 500 exemplaires (p. 338). Pour un récit complet de la crise à la *NC*, voir pp. 369-382.

<sup>2116</sup> Frédérique Matonti montre, extraits d'entretiens à l'appui, que pour les intellectuels communistes, *France Nouvelle* représente l'ouverture, ou les « cent fleurs », pour reprendre l'expression de Jean Rony. Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., pp. 340-341.

cas de *L'accident* de Maurice Goldring\*<sup>2117</sup> – et plus souvent chez les éditeurs que les communistes jugent ordinairement « bourgeois » ou « gauchistes ». Deux exemples illustrent cet usage des livres. Le premier est la création en 1979, chez Maspero, de la collection « Débats Communistes », dirigée par Yves Vargas\* et Gérard Molina\*, dans la continuité de la publication en 1978 de leur *Dialogue à l'intérieur du Parti Communiste Français* (collection « Cahiers Libres »), écrit à partir de leurs interventions dans leurs cellules<sup>2118</sup>. Nés respectivement en 1945 et 1949, ils sont tous les deux agrégés de philosophie et proches d'Althusser\*, en poste dans le secondaire après avoir été très actifs dans les organisations étudiantes au début des années 1970. Vargas\* était, en 1968, l'un des leaders de l'« UNEF-Renouveau » tandis que Molina\* était membre du bureau national de l'UEC en 1968 et secrétaire général de l'organisation entre septembre 1969 et 1971. La création de « Débats communistes » chez Maspero, facilité par Althusser\*<sup>2119</sup>, s'inscrit plus globalement dans une série d'activités critiques, à l'image, pour Vargas\*, de la tentative de fonder la « fraction » (c'est son terme) « les samedis communistes » en 1979 et, en 1980, la création, encore avec Molina\*, du mouvement « Union dans les Luttes », où se retrouvent des socialistes, des communistes critiques, des membres de la LCR et des Comités Communistes pour l'Autogestion (CCA)<sup>2120</sup>.

Second exemple de cette contestation éditoriale : la collection d'Antoine Spire\* créée au Seuil en 1979 et intitulée « J'écris ton nom, liberté », en référence au poème de Paul Eluard publié en 1942. Malgré sa faible productivité<sup>2121</sup>, c'est un espace où, explique-t-il en entretien, l'on peut « parler de l'engagement communiste autrement qu'on ne le fait dans les publications officielles du PCF »<sup>2122</sup>. Interrogé sur la naissance de cette collection, il précise :

« J'ai été voir le Seuil. Si vous voulez, ce qui s'est passé, c'est que j'étais assistant à l'Université, j'étais à France Culture, et j'ai été voir le Seuil heu... non je n'ai pas été voir le Seuil. J'ai fait mon livre, *Profession permanent*, donc c'est en 1980. Et après

---

<sup>2117</sup> Comme l'explique Frédérique Matonti, si l'ouvrage peut être publié aux Éditions Sociales fin 1978 malgré l'orthodoxie qui, on l'a vu, guide sa politique de publication, c'est avant tout parce qu'il « tient bon sur l'essentiel », à savoir la responsabilité des socialistes dans la rupture du programme commun (entretien de Maurice Goldring\* avec Frédérique Matonti, cité dans *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 338). L'ouvrage est néanmoins froidement accueilli dans les colonnes de *L'Humanité* du 3 novembre 1978 par une longue analyse (sévère) du journaliste Michel Cardoze\*. Signe de l'importance de l'épisode, il est chroniqué dans *Le Monde* le 4 novembre 1978, journal qui chronique régulièrement la contestation des intellectuels communistes.

<sup>2118</sup> Échanges mails avec Yves Vargas\*, avril 2020.

<sup>2119</sup> *Ibid.*

<sup>2120</sup> *Ibid.*

<sup>2121</sup> Seuls cinq titres y sont publiés entre 1979 et 1980 : *Vive la crise ! Crise de la société, crise du Parti communiste français*, de Jacques Brière ; *La singularité d'être communiste*, de Jean Raymond ; *Nos rêves camarades : informes mémoires*, de Gérard Belloin\* ; *Sous le PC, les communistes*, d'Yvonne Quilès ; et *Profession permanent*, d'Antoine Spire\*.

<sup>2122</sup> D'après un article du *Monde* publié le 3 mars 1980 et consacré au livre *Profession Permanent*.

avoir fait le livre, il y a quelqu'un qui m'a proposé de faire une collection, Le Seuil m'a proposé de faire une collection avec les gens qui quittaient le parti »<sup>2123</sup>.

Antoine Spire\* resitue cette collection défiant l'orthodoxie dans une trajectoire de détachement collectif vis-à-vis du PCF<sup>2124</sup>. Pourtant, il faut relire un peu différemment cet épisode. En réalité, le fait même qu'il s'attribue au début de cet extrait l'initiative de la création de la collection (« J'ai été voir Le Seuil ») montre la distance historique mais aussi politique qu'il a prise par la suite avec le parti communiste. Car sa collection, tout comme « Débats communistes », se voulait à l'origine une participation au débat communiste lui-même, de l'intérieur. Et s'il entend faire de la richesse des communistes une force et transformer le PCF, il continue à donner des marques de soutien au parti aussi bien dans son ouvrage que dans ses interventions publiques comme lors d'une émission d'Apostrophe en février 1980, signe sans doute que malgré la défiance clairement exprimée, il n'entendait pas alors rompre.

En tout, ce sont des dizaines « d'autobiographies analytiques » et d'articles critiques qui sont publiés<sup>2125</sup>. Toutes ces contestations publiques<sup>2126</sup>, qui viennent aussi bien de la droite que de la gauche du bureau du PCF, portent à la fois sur la stratégie politique du PCF et sur la place des intellectuels dans le parti, motifs qui font écho à 1956 et aux années 1960 [voir le **chapitre 1**]. Autrement dit, si « la poursuite [de l'engagement] avec des “zig” et des “zag”, selon la formule ironique des contestataires »<sup>2127</sup>, était possible avant la rupture du programme commun et l'échec aux législatives de 1978, ceux-ci marquent une rupture décisive.

Face à cet ample mouvement de contestation des intellectuels, des tribunes soutenant l'action de la direction du parti paraissent dans *L'Humanité* peu après les législatives de 1978. Le conflit est violent, jusqu'à des ruptures familiales, comme celle d'Antoine Spire\* avec son frère aîné, Arnaud\*, lui aussi communiste (il est, durant les années 1980, journaliste à *L'Humanité*) qui ne le verra pas pendant dix ans. Les lettres reçues par Jean Rony\* après la publication en 1978 chez Christian Bourgois de *Trente ans de parti* montrent à quel point le conflit au PCF est aigu [voir l'**encadré n° 5**]. La réponse émane, surtout, du Bureau Politique

---

<sup>2123</sup> Entretien avec Antoine Spire\*, 14 février 2017.

<sup>2124</sup> Il se trompe dans les dates. Les premiers titres ayant été publiés en 1979, il a donc sans doute été en contact avec le Seuil dès 1979. Il faudrait éclaircir ce point à l'aide des archives du Seuil, que nous n'avons pas consulté.

<sup>2125</sup> Bernard Pudal et Claude Penneret analysent 153 biographies et 238 documents à caractère biographique sur la période 1930-2001. Parmi elles, on trouve entre 1977 et le début des années 1980 des dizaines « d'autobiographies auto-analytiques ». Voir « Les autobiographies de fils du peuple : de l'autobiographie édifiante à l'autobiographie auto-analytique », in Bernard Pudal et Claude Penneret (Dir.), *Autobiographies...*, *op. cit.*, pp. 217-246. Voir aussi Marie-Claire Lavabre et Marc Lazar, « Se rassembler à sa ressemblance, lectures de quelques récits autobiographiques », 1981-1983 », *Communisme*, 1983, n°4, pp. 114-120.

<sup>2126</sup> Pour un calendrier exhaustif, voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.*, p. 362.

<sup>2127</sup> *Ibid*, p. 338.

qui organise en décembre 1978 à Vitry une rencontre entre ses membres et 400 intellectuels communistes. Officiellement marque d'écoute et de prise en considération de la contestation, ces débats<sup>2128</sup> sont avant tout l'occasion de régler le problème<sup>2129</sup>. Georges Marchais\*, dans son discours, rappelle que « le parti n'en est plus à l'époque révolue où quelques intellectuels clairvoyants et généreux apportaient, de l'extérieur, au mouvement ouvrier naissant la conscience du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière », mais que le PCF est bien un « intellectuel collectif ». Dans les mois qui suivent, Marchais\* et d'autres dirigeants du PCF multiplient les interventions sur le rôle des permanents, sur les « *intellectuels assis derrière leurs bureaux* » et, le 9 mai 1979, sur le « *bilan globalement positif* » des pays socialistes. Tout en jouant initialement l'ouverture, la fraction dominante de la direction du PCF se replie sur sa « *matrice stalinienne* »<sup>2130</sup>.

#### **Encadré n° 5 : Jean Rony\* et les lettres reçues après *Trente ans de parti***

Jean Rony\* est né en 1930 en Isère dans une famille modeste. Son père, fabricant de fromages, est exécuté par la Gestapo en mai 1944 et Jean Rony\* devient pupille de la Nation. Il monte à Paris en 1950, commence des études à l'IEP de Paris (qu'il abandonne) puis des études d'espagnol, et enfin de lettres, discipline dont il devient agrégé en 1962. Militant de la CGT et du PCF, il intègre le comité de rédaction de *La Nouvelle Critique* en 1963. Il commence par enseigner dans le secondaire au lycée Pasteur, où il raconte qu'il « y [avait] une forte effervescence politique, notamment des comités Vietnam »<sup>2131</sup>, puis est élu assistant à Tours en 1967. Il a aussi été un temps « porteur de valises » pour le Parti communiste espagnol (alors clandestin). « Sans désaccord fondamental » avec la politique du parti en 1968, il concède qu'il « ne comprend rien à ce qui se passe »<sup>2132</sup> durant les mois de Mai-Juin même si, pour lui, le « discours révolutionnaire » de l'époque ne correspond pas à l'état de la société française, où il « ne voit pas la moindre perspective révolutionnaire ». Il est en revanche dans les mois suivants ébranlé par les événements à l'Est, et devient, d'après les mots de Frédérique Matonti, étiqueté comme « italien » (manière de dire oppositionnel) et comme partisan de la « voie tchécoslovaque »<sup>2133</sup>. Les travaux qu'il publie ou traduit aux Éditions Sociales touchent d'ailleurs uniquement à l'Italie et au franquisme<sup>2134</sup>. Il se situe nettement du côté des partisans du programme commun, et la rupture de septembre 1977 le pousse à écrire *Trente ans de parti : un communiste s'interroge*, publié chez Bourgois en 1978.

<sup>2128</sup> Une partie est publiée en 1979 chez Maspero sous le titre *Ouverture d'une discussion ?*, dans la collection « Débats communistes ». Cet ouvrage, tiré à 4000 exemplaires en avril 1979, s'est vendu à 2459 unités au 31 décembre 1979, avant de voir 306 retours en 1980 et 132 retours en 1981, signe de la baisse très forte des ventes de Maspero [voir le chapitre 6 sur cette tendance] et, plus généralement, du désintérêt pour le sujet.

<sup>2129</sup> Comme l'écrit Frédérique Matonti, le Bureau politique souhaiter prioritairement éteindre trois foyers de contestation : *France Nouvelle*, *La Nouvelle Critique* et à la Fédération de Paris, où elle est menée par Henri Fizsbin\*. Cf Frédérique Matonti, *Intellectuels...*, op. cit. p. 386.

<sup>2130</sup> D'après l'expression de Bernard Pudal, *Un monde défait...*, op. cit.

<sup>2131</sup> Entretien avec Jean Rony\*, 17 avril 2017.

<sup>2132</sup> *Ibid.*

<sup>2133</sup> Frédérique Matonti\*, *Intellectuels communistes...*, op. cit.

<sup>2134</sup> Il traduit *La politique du Parti communiste Italien : entretien avec Éric Hobsbawm* (Éditions Sociales, 1976) et introduit les textes sur Gramsci publiés aux ES. Il publie également Jean Rony\*, *La lente rupture : l'Espagne du franquisme à la démocratie*, Paris, Éditions Sociales, 1976.

Les lettres qu'il reçoit par dizaines à la suite de cette publication, et qu'il m'a confiées après notre entretien, révèlent les conflits à l'intérieur du PCF en 1977-1978<sup>2135</sup>. Certains membres de la direction sont virulents quand d'autres, bien que fidèles au parti, le « remercient vivement » de participer au débat tout en ajoutant ne pas « épouser toutes ses analyses et propositions », comme le journaliste Michel Cardoze\*. Claude Prévost\* lui écrit : « j'ai peur que cette coalition hétéroclite d' "oppositionalistes", comme on dit, n'ébranle pas ce que je souhaite voir déperir mais au contraire le renforce. Et dans tout ça je ne trouve pas ma place pour écrire sur (nos ?) sujets politiques », avant d'ajouter : « Mon souci est le tien : allons-nous faire à temps les rectifications fondamentales que la conjoncture, et surtout l'avenir, angoissant, rendent si urgentes ? ». D'autres intellectuels communistes partagent totalement ses analyses, comme Michel Verret\*, qui lui écrit le 1er mai 1978 : « Replié depuis quelques années sur les lignes du consentement minimum. Content de n'être pas fusillé. Content d'avoir encore un poing à manger, voici que ce merveilleux printemps m'apporte les mille arbres fleuris du réveil communiste, et la grande analyse de mon maître Althusser\* et le journal de la Mémoire de mon cher vieux camarade stendhalien, Jean Rony\*. Cher Jean Rony\*, tu es juste, juste comme la justesse, juste comme la justice. Et que la paix soit sur les cendres de ton père. Ton livre est beau comme un roman. Sans doute les romans seraient-ils beaux comme la vie ».

Des anciens intellectuels communistes saluent son courage, à l'image de Madeleine Rébérioux\* ou du résistant et ancien député communiste Maurice Kriegel-Valrimont, qui a rompu en 1960 avec le PCF. « Tous les événements récents mettent en évidence des sujets qu'[il] a examinés », écrit-il, et qu'il a « réagi contre le déclin théorique et politique qui est en train de ruiner les espoirs suscités par le mouvement communiste », ajoutant que son livre « est aussi un signe de la possibilité de rendre vie à notre mouvement ». Enfin, des socialistes lui écrivent. Maurice Combes<sup>2136</sup>, employé SNCF et membre du CERES, met en avant l'authenticité du témoignage, qu'il recense pour un journal d'Orléans. Il ajoute que, « ne voulant pas désespérer de l'Union de la gauche », il serait très heureux de le rencontrer à Paris. L'historien et collaborateur du *Nouvel Observateur*, Jacques Julliard lui fait également part de son intérêt pour *Trente ans de parti*. Il souligne qu'il fait « ce qu'il y a de plus nécessaire, de plus urgent, si l'on veut que la gauche revive : vous parlez le même langage que ceux qui ne sont pas au PCF ; je veux dire un langage universel, un langage qui peut être compris de tous ».

Loin de désamorcer le conflit, l'attitude du groupe dirigeant l'amplifie et déclenche un mouvement d'*exit* de dizaines d'intellectuels communistes entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1980. Ils sont au moins 45 parmi ceux de notre population à avoir quitté le PCF à cette époque, signe de l'importance de cette hémorragie intellectuelle [Voir l'encadré n° 6]<sup>2137</sup>. Les départs se font en rang dispersés. Beaucoup quittent silencieusement le parti, au fil des ans, comme le sociologue Michel Verret\*, normalien, agrégé de philosophie, proche d'Althusser\* à partir du début des années 1960 et l'un des acteurs du numéro de *La Nouvelle*

---

<sup>2135</sup> Jean Rony m'a remis une centaine de lettres qu'il a reçues durant les années 1970, dont la plupart l'ont été après la publication de son autobiographie.

<sup>2136</sup> Sur sa biographie, qu'il détaille dans sa lettre, voir <https://maitron.fr/spip.php?article2457>, notice COMBES Maurice, Jean par Louis Botella, Marie-Louise Goergen, Gilles Morin, version mise en ligne le 30 juin 2008.

<sup>2137</sup> D'autres, à la marge de notre population, partent à la même époque, comme Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot : « Nous avons adhéré au Parti communiste français (PCF) en mars 1970, raconte cette dernière, et nous y sommes restés très actifs, surtout pour Michel jusqu'à notre déménagement à Arcueil en 1977. Notre participation s'est alors effilochée jusqu'à ce que n'ayons plus payé nos cotisations en 1980 ». Voir l'entretien en ligne sur le site de la revue *Frustration*. : <https://www.frustrationlarevue.fr/>



*critique* sur le culte de la personnalité en décembre 1963, numéro qui a ouvert prudemment mais non sans susciter des reproches de la part d'une partie de la direction, la discussion sur le culte<sup>2138</sup>. Revenant en 1988 sur sa trajectoire intellectuelle et politique, il évoque le « *grand renfermement* » du PCF en 1978, moment où il déclare avoir quitté le parti « silencieusement, comme on quitte un mort »<sup>2139</sup>. En 2005, il ajoutait « J'ai eu des deuils dans ma vie. Mais c'était un deuil, ça aussi, d'autant que personne n'était mort encore<sup>2140</sup>. Le deuil d'un rêve, d'une utopie. De quelque chose de fort dans quoi j'avais mis toute ma vie »<sup>2141</sup>.

Pour d'autres, c'est l'année 1980, avec l'invasion soviétique en Afghanistan et l'affaire du bulldozer de Vitry-sur-Seine<sup>2142</sup>, qui décide de la rupture, qu'elle prenne la forme d'un départ ou d'une « mise hors du parti ». Le 8 janvier 1981, dans *Le Monde*, Antoine Spire\* quitte le PCF en déclarant que « ce que l'*Humanité* appelle l' "affaire de Saint-Maur" et que tous les autres appellent l' "affaire de Vitry", voilà une des gouttes d'eau qui ont fait déborder le vase »<sup>2143</sup>. Il est suivi par d'autres communistes, comme l'ancien permanent, en charge de nombreuses tâches parmi les intellectuels, Gérard Belloin\*<sup>2144</sup>, qui a publié dans sa collection. Quelques jours plus tard, le 9 mars, Étienne Balibar\* publie un article dans *Le Nouvel Observateur* intitulé « De Charonne à Vitry » dans lequel il dénonce le racisme du maire communiste de Vitry et le fait remonter à la mémoire de la manifestation anti-OAS du 8 février 1962, le souvenir des morts de Charonne étant venus recouvrir à ses yeux celui des manifestants algériens assassinés le 17 octobre 1961. Au moment où les députés communistes demandent un mémorial pour les morts de Charonne, Balibar\* se demande ce qu'attend « la direction du Parti pour associer enfin les travailleurs algériens immigrés du 17 octobre et les travailleurs français du 8 février dans une même commémoration ? ». Il conclut en parlant des « erreurs » du parti, du « culte stupéfiant de la personnalité de Georges » (Marchais\*), et de la « crise sans

---

<sup>2138</sup> Voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.* p. 63 et sq, et, pour un encadré sur Althusser\* et Verret\*, p. 82.

<sup>2139</sup> Michel Verret\*, « Histoire d'une fidélité. Biographie de Michel Verret\* par lui-même », *Politix*, vol. 4, n°13, 1991, p. 49.

<sup>2140</sup> Allusion aux décès de sa femme Éliane en 2000 et de l'un de ses fils.

<sup>2141</sup> Marc Bessin, Annick Madec, « Paysages d'un sociologue de la culture ouvrière », *Mouvements*, 2005/2 (no 38), p. 130.

<sup>2142</sup> Largement reprise dans la presse non communiste, cette affaire concerne une mairie communiste qui a détruit la veille de Noël un foyer de travailleurs maliens récemment déplacé à Vitry. Le maire se trouve à la tête de la manifestation qui aboutit à cette destruction. Cet épisode est suivi par d'autres, comme, en février 1981, quand Robert Hue, alors maire PCF de Montigny-les-Cormeilles, accuse sans preuve une famille d'immigrés marocains d'être des trafiquants de drogue.

<sup>2143</sup> Antoine Spire, « Plus communiste que jamais », *Le Monde*, 8 janvier 1981.

<sup>2144</sup> Sur Gérard Belloin\*, voir les analyses de Bernard Pudal, *Un monde défait...*, *op. cit.*, chapitre 4, pp. 108 et sq.

précédent » qui touche le PCF. Le lundi suivant la parution de cet article, *L'Humanité* annonce, en Une, l'exclusion du philosophe.

On pourrait également mentionner Jacques Bidet\*, qui raconte en entretien avoir quitté le parti en 1983 pour protester contre l'exclusion de trente intellectuels membres de *Rencontres communistes*, un groupe issu de la mobilisation contestataire de la Fédération de Paris<sup>2145</sup>. On pourrait ajouter à ces départs celui d'Althusser\*, qui ne reprend pas sa carte au Parti après 1980 pour ne pas embarrasser le parti après le meurtre de sa femme mais aussi (bien qu'à la marge), pour des raisons politiques<sup>2146</sup>. Enfin, certains restent jusqu'au milieu des années 1980, souvent en ne se mobilisant plus à la marge, alors qu'une nouvelle crise touche le PCF en 1984 à la suite des élections européennes où le PCF ne recueille que 11% des suffrages.

#### **Encadré n° 6 : Les départs du PCF dans notre population par ordre alphabétique** <sup>2147</sup>

François Ascher\*, maître-assistant en urbanisme à Vincennes, départ en 1977<sup>2148</sup>

Marc Abélès, étudiant normalien / docteur non-titulaire, départ fin 1970

Alexandre Adler\*, journaliste, départ fin 1970/début 1980

Étienne Balibar\*, maître-assistant de philosophie à Paris 1, départ en 1981

Gérard Belloin\*, permanent puis journaliste communiste, départ 1981

Jacky Béna\*, enseignant d'histoire-géographie dans le secondaire, départ 1984

Michèle Bertrand\*, maîtresse de conférences à l'ENS, départ 1985

<sup>2145</sup> Plus précisément, il quitte le parti après l'écho très négatif reçu par son « adresse au Comité Central contre l'exclusion des 30 fondateurs de "Rencontres Communistes" », qu'il a diffusé en amont du XXIV<sup>e</sup> congrès du PCF de février 1982. Sur ce document que Jacques Bidet\* nous a remis en entretien, voir les annexes.

<sup>2146</sup> Dans un texte de la seconde partie des années 1980 initialement compris dans *L'avenir dure longtemps* mais finalement retiré par Althusser\*, ce dernier écrit : « Après le drame de 80, dont je ne suis vraiment sorti que depuis six mois, et pendant tout ce temps j'étais privé de toute initiative juridique, déposée par décision du préfet de police entre les mains de mon "tuteur" légal, je n'ai pas redemandé ma carte du Parti. *L'Humanité* avait été très correcte avec moi et je ne voulais pas encombrer le Parti du poids d'un "meurtrier" parmi ses rangs. On ne se serait d'ailleurs pas privé de l'en accabler et je ne vois nulle raison pour que cessent jamais, dans la lignée de Glucksmann, les équations ultra-terroristes de type ultra-Aufklärung (ce sont les idées qui mènent le monde) : marxisme = goulag, communiste = meurtre, philosophie = folie ». Puis il ajoute : « Mais enfin qu'est-ce qu'un intellectuel comme moi peut désormais faire dans le Parti ? Le Parti est politiquement, même si son organisation subsiste, complètement marginalisé et pour longtemps, il n'offre aucune perspective que cette absurde affirmation d'un "rassemblement majoritaire" ». Ce texte retiré a été publié de façon posthume. Voir Louis Althusser\*, « Situation politique : analyse concrète ? », in Louis Althusser, *L'avenir dure longtemps, suivi de Les Faits. Autobiographies*, Paris, Stock/IMEC, 2007, p. 514.

<sup>2147</sup> La profession indiquée est celle au moment de la publication du livre (et donc celle codée, comme on l'a présenté au chapitre 4). Le terme « départ » recouvre aussi bien les exclusions que les sorties.

<sup>2148</sup> Né à Metz en 1946, François Ascher\* grandit dans une famille d'immigrés juifs d'Europe de l'Est. Son père, devenu roumain en 1919 à la faveur des accords d'après-guerre, arrive en France à la fin des années 1920, où il débute des études de médecine qui le conduiront à exercer comme médecin de campagne dans la région messine. Sa mère, née allemande, s'installe à Metz, où elle rencontre le père de François Ascher\*. Après avoir fait des études de droit et soutenu une thèse d'économie, elle passe l'essentiel de son temps à élever ses enfants. C'est dans cet environnement familial que François Ascher\* suit d'abord une formation en économie avant de se tourner vers la sociologie et l'urbanisme. Étudiant à Vincennes dans l'après-1968, il y soutient une thèse en études urbaines en 1972. Membre des JC en 1964 puis du PCF de 1965 à 1977, il participe au travail de la section économique du comité central à travers son rôle d'animateur de la commission "urbanisme, tourisme, logement". Partisan de l'Union à gauche, il quitte le PCF fin 1977 après la rupture du programme commun.

Yannick Blanc\*, étudiant normalien, départ fin 1970

Jacques Bidet\*, maître-assistant en philosophie à Nanterre, 1983

Guy Bois\*, maître de conférences en histoire à Besançon, départ en 1981

Christine Buci-Glucksmann\*, enseignante de philosophie dans le secondaire, départ fin 1970

Michel Cardoze\*, journaliste communiste, départ 1986

Alain Chenu\*, assistant en sociologie à Aix-en-Provence, départ 1989

Catherine Claude\*, écrivaine / journaliste, départ fin 1970

Jean-Claude Delaunay\*, chargé de mission à l'INSEE, puis permanent PCF, puis maître de conférences en économie, départ début 1980

Jean-Michel Devesa\*, docteur non titulaire, départ 1980

Jean-Pierre Durand\*, maître de conférences en sociologie à Rouen, départ milieu 1980

Jean Elleinstein\*, maître de conférence en histoire à l'université de Poitiers, départ en 1980

Françoise Gadet\*, assistante en linguistique à Nanterre, départ vers 1977

Jacques Galès\*, étudiant / doctorant, départ fin 1970 / début 1980

Yvon Garlan\*, professeur d'histoire à l'université de Haute-Bretagne, départ en 1985

Maurice Goldring\*, maître-assistant en études anglaise à Vincennes, départ début 1980

François Hincker\*, maître-assistant en histoire à Paris 1, départ en 1981

Jacques Jeandin\*, instituteur, départ 1985

Pierre Juquin\*, élu PCF (député), départ 1987

Daniel Karlin\*, réalisateur à l'ORTF, départ en 1985

David Kaisergruber\*, étudiant normalien / chercheur contractuel, départ fin 1970

Guy Konopnicki\*, journaliste communiste puis à *Libération* après 1978, départ 1978

Maurice Moissonnier\*, enseignant dans le secondaire, départ fin 1970

Georges Labica\*, maître-assistant puis professeur de philosophie à l'université Paris-X, départ 1980

Jean-Pierre Lefebvre\*, maître de conférence d'allemand à l'ENS, départ en 1980

Tony Lainé\*, psychiatre, départ 1986

Gérard Molina\*, agrégé de philosophie, enseignant dans le secondaire, départ en 1980

Bernard Muldworf\*, psychanalyste, départ fin 1970

Antoine Pelletier\*, maître-assistant en histoire à la Sorbonne, départ fin 1970 ou début 1980

Edmond Préteceille\*, chercheur contractuel puis chercheur CNRS en 1978, départ fin 1970

Léon Robel\*, professeur d'université à l'INALCO, départ 1984

Pierre Roche\*, conseiller d'orientation, départ 1985

Jean Rony\*, maître-assistant en « Information et communication » à Nanterre, départ 1980

Antoine Spire\*, permanent communiste (aux Éditions sociales) puis journaliste, départ en 1981

Laurent Salini\*, journaliste communiste, départ dans les années 1980

André Tosel\*, maître-assistant de philosophie à Nice puis à Besançon, départ début 1980

Jacques Texier\*, chercheur au CNRS en philosophie rattaché à Paris-X, départ 1978

Christian Topalov\*, sociologue contractuel (puis intégré en 1978 au CNRS), départ fin 1970

Michel Verret\*, professeur de sociologie à l'Université de Nantes, départ 1978

Cette série de départs du PCF mérite quatre commentaires sur le « déclin » du PCF<sup>2149</sup>. Premièrement, on l'a dit, les départs sont étalés dans le temps, signe que l'on assiste la plupart du temps à une lente « “désadhérence”, faite d'un réaménagement continu de son identité »<sup>2150</sup>. La contestation mène rarement soudainement à une rupture, elle intervient dans la durée, tout en étant favorisée par le contexte général de crise des espérances révolutionnaires qui rend moins élevé le coût de l'*exit* face au coût de la *loyalty*<sup>2151</sup>. Par ailleurs, si les raisons théoriques et politiques sont essentielles pour des intellectuels qui, en tant que producteurs de connaissances, sont portés à rationaliser leur conduite selon des critères de vérité et à intervenir dans l'espace public selon ces mêmes critères, bien d'autres raisons micro-sociologiques pèsent sur ces trajectoires, et notamment « l'épuisement des rétributions » et la « transformation des relations de sociabilité »<sup>2152</sup>.

Deuxièmement, il n'existe pas de lien mécanique entre contestation et départ. Un certain nombre d'acteurs très impliqués dans la contestation restent au PCF, à l'image d'Yves Vargas\*, qui m'écrit avoir « échappé à l'exclusion grâce au soutien des militants de sa section » et qui est resté membre du parti jusqu'en 2013. C'est également le cas d'Henri Fiszbin\*, le principal contestataire de la Fédération de Paris, qui écrit dans son ouvrage critique de 1980 que « jamais un quart de seconde, [il n'a] envisagé de le quitter [le parti]. Je ne le quitterai pas. J'ai choisi mon camp »<sup>2153</sup> — avant d'être finalement exclu en octobre 1981. S'il fait sans doute – comme d'autres – le choix de forcer le parti à les exclure plutôt que de partir, la volonté de rester au parti malgré les doutes et la contestation doit être soulignée.

Troisièmement, l'enquête menée auprès de ces intellectuels qui quittent le PCF montre que beaucoup restent en réalité des compagnons de route qui écrivent parfois dans *L'Humanité* et qui se définissent encore comme « marxistes ». Pierre Guénancia\* raconte par exemple en entretien qu'il « n'a pas tourné le dos aux idéaux révolutionnaires. J'ai sans doute mis à la

---

<sup>2149</sup> Sur une analyse fine du déclin du PCF, voir aussi Bernard Pudal, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, 52<sup>e</sup> année, n°5-6, 2002. pp. 545-559.

<sup>2150</sup> Bernard Pudal, *Un monde...*, *op. cit.*, p. 134.

<sup>2151</sup> Olivier Fillieule et Mounia Bennani-Chraïbi écrivent que les organisations politiques encadrent la défection pour la rendre la plus coûteuse possible : « Le coût psychique ou matériel de la défection, et donc sa probabilité, [est] redevable de plusieurs facteurs parmi lesquels on mentionnera l'étendue des sacrifices consentis pour entrer dans le groupe (rites d'initiation, mises à l'épreuve, hiérarchisation et cloisonnement des collectifs), la socialisation plus ou moins forte au sein du groupe, qui se traduit notamment par le renforcement de l'attachement émotionnel, lequel varie en fonction du degré de renonciation aux relations sociales extérieures au groupe (réseaux familiaux et amicaux), les règles enfin qui président à la défection, quelquefois rendue impossible par la dépendance matérielle ou la menace d'être pourchassé comme traître », Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 123

<sup>2152</sup> Olivier Fillieule, « Désengagement », in Olivier Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 180-188.

<sup>2153</sup> Henri Fiszbin\*, *Les bouches s'ouvrent*, Paris, Grasset, 1980, p. 160.

critique assez systématique l'idée même d'une révolution, l'idée d'une conduite du peuple par un parti ou par une sorte intelligentsia éclairée ou de professionnels de la politique ou de la révolution [...] Mais pas l'idée qu'il fallait s'occuper de ce qu'il y a de plus commun entre les hommes »<sup>2154</sup>. Christian Topalov\* me précise « qu'il n'a rien perdu de ses colères »<sup>2155</sup> quand Pierre Roche\* m'écrit qu'il « n'a pas repris [sa] carte d'adhérent au PCF en 1985 du fait de mesures répressives de la direction de section du PCF, tout en restant communiste »<sup>2156</sup>. Michèle Bertrand\* raconte clairement en entretien :

« Je n'ai jamais cessé d'être marxiste ! Marx est une de mes références [...]. Le marxisme, c'est une façon de penser le système social dans lequel nous vivons, et je dois dire que même quand je réfléchis en tant qu'électeur ou que citoyen, ça reste quand même pour moi une méthode d'analyse des processus économiques qui ne me paraît, pour l'instant pas dépassée. Évidemment, le capitalisme a changé depuis Marx, mais la logique du système c'est toujours la même, c'est toujours le même système, même s'il prend des formes nouvelles », ajoutant que les « outils de Marx » lui « paraissent très utiles »<sup>2157</sup>.

On voit que, comme me l'écrit Jean-Pierre Durand, « entre la continuité aveugle et le reniement, il y a beaucoup de place pour le doute : conserver les valeurs acquises en prenant conscience qu'elles se dévalorisent face à la victoire en rase campagne du libéralisme à tout crin n'est pas une mince affaire »<sup>2158</sup>. On assiste donc bien souvent à une continuité chez les « ex », comme l'a analysé Catherine Leclercq<sup>2159</sup>. Pour les « intellectuels universitaires », très nombreux au sein des partants ou des exclus, cela passe parfois par une entrée au PS [voir *supra*] et, bien souvent, par le travail intellectuel lui-même [voir le chapitre 6].

Quatrièmement, à côté de ces *exit*, il existe des intellectuels qui demeurent au PCF. Ce sont ces trajectoires de poursuite de l'engagement que nous allons analyser maintenant.

---

<sup>2154</sup> Entretien avec Pierre Guénancia\*, 9 mai 2017.

<sup>2155</sup> Entretien avec Christian Topalov, 24 avril 2020.

<sup>2156</sup> Échanges mails avec Pierre Roche\*, mai 2020.

<sup>2157</sup> Entretien avec Michèle Bertrand\*, 27 avril 2017.

<sup>2158</sup> Échanges mails avec Jean-Pierre Durand\*, septembre 2019.

<sup>2159</sup> Les trajectoires de désengagement du PCF ont fait l'objet des travaux de Catherine Leclercq, qui les classe en trois familles : le déracinement, le désenchantement et le déplacement. Parmi ces trajectoires, elle a notamment mis l'accent sur les continuités dans les discours et les pratiques. Voir Catherine Leclercq, « Discours et pratiques de la continuité chez les anciens militants du PCF », *Actes du colloque international « Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires, pratiques et organisations militantes »*, CD-Rom édité par la Faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Lille. Plus globalement, voir Catherine Leclercq, « Raisons de sortir. Les militants du Parti communiste français » in Olivier Fillieule (Dir.), *Le désengagement...*, *op. cit.* ; et pour une étude fine du désengagement d'un permanent communiste, voir Catherine Leclercq, « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n° 84), p. 127-149 ; et bien sûr sa thèse : *Histoires d'"ex" : une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, thèse de science politique dirigée par Marc Lazar, IEP de Paris, 2008.

### ***III-B. Les conditions de la poursuite de l'engagement communiste***

De tels itinéraires de maintien de l'engagement sont statistiquement très nombreux, puisque nous en avons identifié 116 au sein de notre population. Ils recouvrent des formes très différentes. Ce sont, tout d'abord, des ministres, signe à nouveau de la très forte dépendance de la politique de publication des ES vis-à-vis des principaux dirigeants du PCF au cours des années 1968-1981. En effet, quatre communistes, à la faveur de nombreuses tractations avec les socialistes, entrent dans le second gouvernement Mauroy du 22 juin 1981. Parmi eux, à côté du ministre de la Formation Professionnelle Marcel Rigout, on trouve trois auteurs des ES, le ministre des Transports Charles Fiterman\*, le ministre de la Fonction publique et des réformes administratives Anicet Le Pors\* et le ministre de la Santé Jack Ralite\*. Tous les trois, nés entre 1928 et 1933 et issus de familles populaires, ont déjà eu des mandats et des responsabilités, au niveau municipal et national, à l'Assemblée Nationale ou au Sénat. Ce sont donc des « intellectuels ouvriers », même si Anicet Le Pors\* a suivi des études supérieures.

Dès leur arrivée dans leur ministère, ils s'entourent de membres de notre population. Dans le cabinet d'Anicet Le Pors\*, on trouve le professeur agrégé de droit Marcel Piquemal\* – qui participe à l'élaboration de la loi du 13 juillet 1983 sur les droits et obligations des fonctionnaires – ainsi qu'à la direction du cabinet René Bidouze\*, directeur divisionnaire aux impôts et ancien permanent de la CGT. Après le remaniement de mars 1983, Anicet Le Pors\* devient secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives. Il recrute à son cabinet Jean-Claude Poulain\*, permanent syndical CGT (1952-1970) et secrétaire de la section économique du Comité central du Parti communiste français de (1971-1979). Anicet Le Pors\* est alors également proche de Christian Hernandez\*, auquel il demande un rapport sur l'insertion des handicapés dans la fonction publique, signe qu'il s'appuie toujours sur les ressources du PCF puisque Christian Hernandez\* est depuis 1977 le coordinateur du secteur « environnement, cadre de vie, logement, santé, protection sociale » du parti et qu'il connaît parfaitement la question du handicap en raison de la maladie de l'un de ses fils. Il a d'ailleurs publié aux ES un ouvrage en 1978 sur le sujet<sup>2160</sup>.

Dans l'entourage des autres ministres communistes, on trouve le philosophe (agrégé et docteur) Jean-Paul Jouary\*, enseignant à l'époque dans le secondaire. Il devient en 1981 membre du cabinet de Charles Fiterman\*, où il s'occupe de la recherche et des déplacements des personnes handicapées. Après cette expérience ministérielle, Jouary\* devient rédacteur en

---

<sup>2160</sup> Christian Hernandez, Parti communiste français, *Handicaps, handicaper : colloque national "Handicaps/société/libertés, le droit de vivre différent, libre et heureux"* organisé par le Parti communiste français les 17, 18 et 19 juin 1977 à Paris, Paris, Éditions Sociales, 1978.

chef du l'hebdomadaire communiste *Révolution* et publie en 1985 aux ES (avec Arnaud Spire\*) un livre à charge contre le PS intitulé *Le coup d'État continué : Mitterrand et les institutions*.

En parallèle, l'arrivée des socialistes et des communistes au pouvoir permet des nominations, comme celle de Claude Quin\* à la direction de la RATP, sur proposition de Charles Fiterman\*. Passé par Sciences Po, docteur en économie et conseiller municipal (PCF) de Paris entre 1977 et 1981, Claude Quin\* reste en poste jusqu'en 1986. L'action la plus célèbre de son bilan jugé favorablement demeure la suppression de la 1ère classe<sup>2161</sup> dans le métro. L'élection de Mitterrand permet également de reconfigurer le service public audiovisuel, principalement à travers la commission Moinot, dont le communiste Maurice Failevic\*, réalisateur à l'ORTF, est l'un des dix membres. Cette commission, qui rend le 30 septembre 1981 son rapport intitulé « Pour une réforme de l'audiovisuel »<sup>2162</sup>, préconise notamment une plus grande pluralité des sensibilités politiques à la télévision, ce qui permet notamment le recrutement à TF1, en octobre 1981, de Roland Passevant\*, jusqu'ici journaliste sportif à *L'Humanité*.

L'arrivée des socialistes au pouvoir permet donc à une dizaine de communistes de notre population, tous « auteurs ES », de se rapprocher du pouvoir grâce aux accords passés entre PS et PCF. Ce passage est court, puisque la plupart quittent le pouvoir entre 1983 et 1984 lorsque commencent les critiques du PCF à l'égard du gouvernement, puis lors du départ des ministres communistes. D'autres perdent leur poste au moment de la première cohabitation, à l'image de Roland Passevant\*, démis en 1986 de son poste de codirecteur du service des grands reportages et qui décide de quitter TF1 en juillet 1987.

Plus globalement, au-delà du déclin électoral et des effectifs, le PCF reste une organisation politique et intellectuelle puissante. Politiquement, on dénombre encore dans notre population plusieurs dizaines d'hommes et de femmes encore élus ou permanents du PCF et de la CGT. Outre Georges Marchais\*, député du Val-de-Marne de 1973 à 1997, ou Gustave Ansart\* [voir le chapitre 4], député du Nord de 1973 à 1990, on peut penser à Guy Hermier\* (1940-2001), qui règne durant trois décennies sur la IVe circonscription de Marseille. Né en 1940 à Créteil dans une famille issue des classes populaires (son père est plombier-couvreur), Guy Hermier\* connaît une importante ascension sociale par l'École. Entré à l'École Normale d'Instituteurs de Nîmes à la fin des années 1950, il commence des études de lettres qu'il interrompt un temps quand il devient permanent de la fédération Seine-Sud du PCF, parti auquel

---

<sup>2161</sup> Il a tiré un livre de cette expérience, très technique : Claude Quin\*, *Mêlez-vous de vos affaires !* Paris, Jean-Claude Lattès, 1985.

<sup>2162</sup> Le rapport est disponible en ligne : <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/814054301.pdf>

il a adhéré en 1958. Après avoir finalement obtenu l'agrégation de lettres modernes en 1972, il enseigne brièvement dans le secondaire mais poursuit son ascension dans l'organigramme du PCF, jusqu'à devenir titulaire du BP en 1976, quatre ans après en avoir été suppléant. À partir de cette date, il occupe divers postes au sein du parti – dont, de 1979 à 1987, celui de responsable du secteur des intellectuels et de la culture. Il est surtout élu député en 1978 dès le premier tour à Marseille, où il est continuellement réélu jusqu'à sa mort en 2001, et maire du 4ème secteur entre 1995 et 2001.

On compte également plusieurs sénateurs ou députés européens – comme l'économiste et universitaire Philippe Herzog\*, élu en 1989 – et, surtout, de nombreux maires et conseillers municipaux. En effet, si le PCF, après avoir dirigé plus de 3800 communes de plus de 3 500 habitants en 1977, le communisme municipal reste encore un phénomène structurant du poids du PCF dans la vie politique française durant les années 1980<sup>2163</sup>. Enfin, malgré son déclin, le PCF a encore suffisamment de ressources pour offrir des postes de permanents à ses militants les plus fidèles, à l'image de Roger Gaudon\*. Né en 1924 à Ivry-sur-Seine, c'est l'« intellectuel ouvrier » par excellence [voir le chapitre 4]. Titulaire du certificat d'études primaires, issu d'une famille de petits fonctionnaires communaux, il travaille d'abord comme ouvrier métallurgiste puis dans une maroquinerie, où il est secrétaire de la section syndicale CGT en 1949-1951 et délégué du personnel. Il adhère également au PCF (en 1948) et s'y investit jusqu'à être appelé à collaborer au Comité Central en 1962 et à être affecté à la Section de montée des cadres. Sénateur (1968-1977), il collabore à partir de 1974 à la section de travail autour des artisans, commerçants et PME, ce qui débouche sur une publication aux Éditions Sociales<sup>2164</sup>. Cette fidélité au parti est récompensée : alors qu'il est battu en mars 1983 alors qu'il était candidat à sa réélection comme maire de Villeneuve-Saint-Georges, il est réaffecté comme permanent de la commission des artisans, commerçants et PME du Comité Central. Les rétributions professionnelles de l'engagement communistes restent donc encore suffisamment nombreuses pour que la crise qui touche le PCF soit atténuée, du moins pour ses membres les moins universitaires et les plus dépendants du parti.

En parallèle, le PCF demeure tout au long des années 1980 une force intellectuelle certes vacillante, mais encore présente. Plusieurs membres de notre population sont journalistes à

---

<sup>2163</sup> Sur l'histoire du communisme municipal et son importance en région parisienne, voir surtout les travaux Emmanuel Bellanger et Julian Misch (dir.), *Les territoires du communisme : élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, 2013 ; Emmanuel Bellanger et Julia Moro (dir.), *Le Val-de-Marne : anthologie (1964-2014)*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier et les Éditions ouvrières, 2014 ; Emmanuel Bellanger, *Ivry, banlieue rouge...*, op. cit..

<sup>2164</sup> Jean Chatain\*, Roger Gaudon, *Petites et moyennes entreprises : l'heure des choix*, Paris, Éditions sociales, 1975.



*L'Humanité* ou le deviennent à *Révolution*, lancé en 1979 en remplacement de *La Nouvelle Critique* et de *France nouvelle*, tous deux jugés trop critiques et supprimés [voir *supra*]. *Révolution*, sous-titré « Nous vivons le temps des révolutions », est dirigé par Guy Hermier\* et Jean Burles\*. Danielle Bleitrach\*, Bernard Di Crescenzo\* et Claude Prévost\* sont rédacteurs-en chef-adjoints. Cette composition illustre, là encore, que nombre de membre de notre population restent communistes dans les années 1980. Cette continuité s'observe aussi aux Éditions Sociales, où Claude Mazauric\*, maître de conférences en histoire à Rouen, remplace Lucien Sève\* en 1982. Ses principales missions restent les mêmes que celles son prédécesseur [voir le chapitre 3] : « faire connaître la politique du Parti à travers ceux qui l'expriment, sur les grandes questions : la guerre, la paix, le travail salarié, le capital, les choix politiques, le sociétal, etc. ». En entretien avec Jean-Numa Ducange, il ajoute que l'autre mission des ES relevait « du champ culturel, philosophique, historique, idéologique, qui était la plus importante et la plus problématique », mission à laquelle il s'est « surtout attaché » et qui a d'après lui « conduit à un renouveau incontestable de la démarche théorique dans le champ de la pensée marxienne »<sup>2165</sup>. L'historien communiste ajoute que dans un contexte où « le marxisme était en recul », il « pensai[t] dès 1982-1983 que, compte tenu de la surface réelle qui devenait celle du PCF dans la gauche, de la situation de Messidor dans l'édition française et de la place des ES au sein de Messidor, il fallait que l'on ouvre le champ de nos éditions à toute la littérature "progressiste", de "gauche" et révolutionnaire »<sup>2166</sup>. Il mentionne même sa volonté – rejetée – d'ouvrir les éditions à des penseurs trotskistes « comme Bensaïd\* » [voir *infra*], alors que les ES ont choisi de publier en 1984 un choix de textes de Trotsky.

Dans les faits, cette ouverture aux non communistes reste très limitée. Sur les 74 membres de notre population qui publient un ouvrage aux ES entre 1982 et 1992, 69 ont déjà publié aux ES pendant la période 1968-1981 [voir l'encadré n° 7]. Et les cinq autres (quatre auteurs Maspero, et un Anthropos) sont tous proches du PCF, à l'image d'André Tosel\* ou de Jean-Pierre Lefebvre\*, qui viennent de le quitter [voir *supra*] mais sans s'en éloigner idéologiquement. Seule la présente d'Henri Lefebvre\* surprend, mais ce retour vers le parti qu'il a quitté après 1956 s'explique à la fois par la demande Lucien Sève\* et par son opposition de gauche au PS, à un moment où les autres éditeurs politiques disparaissent [voir le chapitre 6] et que les ES deviennent le seul réel débouché pour ses écrits les plus « marxistes »<sup>2167</sup>.

<sup>2165</sup> « Entretien avec Claude Mazauric\* », in Jean-Numa Ducange et al., *Le parti..., op. cit.*, p. 144-145.

<sup>2166</sup> *Ibid*, p. 151.

<sup>2167</sup> Lucien Sève\* explique qu'il était « inconsolable » - ce dont on peut raisonnablement douter – qu'Henri Lefebvre\* ne figure pas au catalogue des ES au cours des années 1968-1981, et qu'il lui a présenté des « excuses sincères » pour le convaincre de publier chez lui, ce qu'il fit d'abord avec la réédition de *Logique formelle, logique*

### Encadré n°7 : Quel « intellectuel communiste » dans les années 1980 ?

L'analyse des profils des 74 personnes qui continuent de publier aux ES – et donc, d'être des intellectuels communistes actifs – entre 1982 et 1992 permet d'observer les conditions de la loyauté politique et de la persistance de l'appartenance partisane.

Tout d'abord, du côté de l'âge, il est logique, en raison du vieillissement biologique [voir chapitre 7] de constater que la cohorte d'années de naissance la plus âgée (« 1883-1917 », 14%, n=10) est sous représentée par rapport à son poids dans la population des auteurs ayant publiés aux ES entre 1968 et 1981 [14% contre 25%, voir chapitre 4]. Mais cette évolution ne bénéficie pas aux plus jeunes, puisque les individus nés après 1946 sont eux aussi très peu nombreux et sous-représentés par rapport à la période précédente (5% contre 7%), signe qu'il est plus difficile pour eux d'accepter l'obéissance partisane – aussi parce qu'ils n'ont pas connu les périodes de grand contrôle - et qu'ils ont quitté le parti<sup>2168</sup>.

Plus globalement, on constate une élévation sociale et scolaire du profil de l'intellectuel communiste. En effet, les écarts les plus notables entre les deux périodes sont l'augmentation du nombre de personnes nées à Paris (28% contre 22% entre 1968 et 1981, alors que les provinciaux baissent de 66,5% à 60%), la diminution de la part des origines sociales les plus populaires (de 42% à 30%) au profit principalement des « employés et assimilés » (45% contre 34%) et, à la marge, de la bourgeoisie intellectuelle (10% contre 9%) et économique (16% contre 15%). De même, ils sont nettement plus nombreux à être passés par l'ENS (19% contre 11%), à être agrégés (43% contre 25%) et à être docteurs (41% contre 21,5%). Cette élévation sociale se retrouve enfin dans les statuts : on trouve davantage d'universitaires de catégorie A (16% contre 9%), d'universitaires de catégorie B (23% contre 14%), plus d'enseignants du secondaire (15% contre 12%) mais moins de permanents (36% contre 45%) et de non titulaires (1 seule personne sur 73 connues, contre 5%).

Cette évolution s'explique par le demande d'intervention des intellectuels, alors que le PCF participe au gouvernement après 1981. Mais trois autres raisons doivent être avancées. Premièrement, elle illustre la disparition d'une génération militante, essentiellement composée d'« intellectuels ouvriers » qui ont connu les grandes scissions du XXe siècle et, en premier lieu, la Résistance. C'est dès lors la part relative des profils les plus dotés en capitaux scolaires et les plus bourgeois qui augmente à mesure que la spécificité du PCF (son ancrage ouvrier) se réduit, et ce malgré l'exit de nombre universitaires [voir supra]. Deuxièmement, c'est aussi le changement sociologique du PCF, commencé depuis déjà plusieurs années, qui s'observe. Les résultats de cette évolution sont plus nets dans les années 1980, les résultats. La transformation de l'intellectuel communiste est donc prise dans l'évolution, plus globale, de la sociologie du PCF. Troisièmement, la plus forte présence des intellectuels n'est pas lié à un rapport différent entre le parti et ses intellectuels – une hypothétique ouverture – mais à la promotion des intellectuels eux-mêmes au sein de l'organisation. Les intellectuels qui demeurent communistes ont davantage de responsabilités, que ce soit auprès de ministres ou d'élus, aux ES, où un intellectuel en remplace un autre (l'historien Claude Mazauric\* remplace le philosophe Lucien Sève\*, qui va à l'Institut de Recherche Marxiste, l'IRM) au niveau des revues – Philippe Herzog\* dirige *Économie et politique* de 1979 à 1984, Serge Wolikow\* *Société Française* [voir infra] - ou bien au niveau des instances centrales. La sociologue Danielle Bleitrach\* intègre par exemple le CC en 1981, et Roger Martelli\* l'année suivante. Le maintien des intellectuels est donc facilité par les rétributions (internes) de leur militantisme. Surtout, ils dirigent des revues sans devoir rendre directement des comptes à un directeur plus haut placé [voir infra].

---

*dialectique* en 1982 puis à travers la publication en 1986 de *Le retour de la dialectique : 12 mots clefs pour le monde moderne*, *Ibid*, p. 115.

<sup>2168</sup> Les cohortes « 1918-1927 », « 1928-1938 » et « 1939-1945 » sont surreprésentées dans des proportions proches (respectivement 30%, 30% et 21%, contre 27%, 28% et 14% lors de la période 1968-1981). L'augmentation est relativement plus forte pour les individus nés entre 1939 et 1945.

Cette poursuite du travail intellectuel au sein du monde communiste est également visible à l'Institut de Recherche Marxiste (IRM), dirigé par le très orthodoxe Jacques Chambaz\* de 1979 à 1996. À côté des *Cahiers d'histoire*, lancés en 1966 et qui se poursuivent sous la direction de l'agrégé d'histoire Roger Martelli\*, l'IRM lance en 1981 une nouvelle revue, *Société Française*, qui entend être, selon le premier numéro, « l'instrument de réflexion et d'échanges de tous ceux qui, intéressés par sa transformation, cherchent à mieux connaître la société française ».

La revue, dont le mot d'ordre est « connaître la société pour la changer », est animée Serge Wolikow\*. Né en 1945 à Paris, il est lui aussi agrégé d'histoire, diplôme qu'il obtient en 1968. Il refuse, on l'a vu, l'enseignement supérieur – « j'avais un poste en plus, j'avais un poste à Reims » – et devient à 23 ans enseignant dans le secondaire, d'abord à Troyes puis, à partir de 1970, à Paris. Il s'engage intensément en politique : il fait de la politique locale, se présente aux législatives de 1973 et, appelé auprès du groupe dirigeant au moment du programme commun, il écrit des discours à Georges Marchais\*. Si la crise de la fin des années 1970 l'affecte, il reste au parti et prend en 1981 la direction de *Société Française* où il connaît dès le milieu des années 1980 des difficultés, ainsi qu'il le raconte en entretien.

« Avec *Société Française*, on n'est pas sur le terrain traditionnel du discours idéologique normé de l'histoire, de la mémoire, etc. Donc, dans un premier temps, on a beaucoup plus de latitude, d'ouverture, parce que le Parti communiste, son rapport à la société et au gouvernement, il est demandeur : sauf en économie, il n'y a pas de lignes construites. Mais à partir de 84-85, quand sa position dans la société et dans le système politique change, il va y avoir des tensions sur notamment la relation entre l'analyse de la société et la stratégie politique. Par exemple, en 1984 il y a un discours sur l'analyse des problèmes de la société française. Est-ce que la société vire à droite ? Parce que le Parti communiste s'affaiblit, il y a l'extrême droite, et nous on intervient, moi j'interviens publiquement en disant c'est pas la société qui vire à droite, il y a un virage politique à droite mais une société... il ne faut pas caractériser une société de manière si simplificatrice ! Et je ne te dis pas le bordel que ça fait... C'est remonté à la direction du PCF, je suis interdit de publication dans cette affaire, et ainsi de suite... J'intervenais dans les écoles sur l'évolution de l'État, de la société : je n'y intervins plus »<sup>2169</sup>.

Comme le raconte Serge Wolikow\*, dans les premières années de *Société Française* (1981-1984), alors que le PCF est au pouvoir, il est demandeur d'analyses sur la société française qui sont produites dans des numéros consacrés à « la politique » (n° 1), la « classe ouvrière » (n° 2), les « médias » (n° 3) ou encore les « régions », les « collectives locales (n° 4 et 5) et les évolutions du « milieu rural » (n° 6). Si l'économie reste un thème interdit, tout comme le

---

<sup>2169</sup> Entretien avec Serge Wolikow\*, 20 février 2017.

« discours idéologique normé de l'histoire, de la mémoire » [voir le chapitre 3], les autres sont, comme il l'explique, sans « lignes construites ». Durant ces premières années, la liberté de Wolikow\* pour diffuser des idées avec *Société française* et contribuer au débat politique au sein du PCF est donc grande. Mais le départ des communistes du gouvernement change la donne, et le parti se tend, à mesure, aussi, des mauvais résultats électoraux. Les opérations de censure dont Wolikow\* est victime – et qui sont à l'origine, à partir du milieu des années 1980, de son désengagement croissant du PCF au profit de l'université, ici une thèse sur l'histoire de l'Internationale Communiste [voir le chapitre 6] – en sont une illustration. Le numéro 12 de la revue, « quelle crise ? », symbolise ce tournant. Néanmoins, il ajoute :

« La section des intellectuels, le contrôle, tout ça fonctionne de façon très différente dix ans plus tard. Dix ans plus tard, une revue comme *Société française*, en dépit de ces remarques, c'est un espace limité, qui est marginalisé d'une certaine manière par rapport au Parti mais on nous laisse faire, mais à condition qu'on ne propage pas les mêmes idées dans le journal ».

En fait, tout ce passe comme si *Société française* devenait peu à peu critique, mais sans qu'elle soit totalement reprise en main, et ce en raison même de la crise qui touche le monde communiste et qui limite l'audience d'une telle revue. On peut dès lors penser que si le profil de « l'intellectuel communiste » évolue, et que les intellectuels sont moins « surveillés » que dans les décennies précédentes, c'est en raison même du déclin du PCF. Autrement dit, tant que les analyses contenues dans *Société française* se limitent à ce support peu visible, elles sont, dans les années 1980, relativement tolérées.

Au sein du monde communiste, et malgré une crise électorale, militante et intellectuelle très réelle qui touche le parti à partir de la fin des années 1970, la persistance des engagements reste majoritaire au sein de notre population. Élus, ministres, conseillers, journalistes et permanents sont encore plus d'une centaine à militer au sein du PCF au cours des années 1980. Bien sûr, les tensions internes restent fortes, et le courant des « rénovateurs » tente une réorganisation profonde du parti. Elle est vécue par certains impossible, à l'image du rénovateur Serge Wolikow\*, qui s'éloigne peu à peu du parti et se rapproche du champ universitaire [voir le chapitre 6] quand Roger Martelli\*, lui aussi « rénovateur », reste à mesure qu'il gagne en responsabilités avec son entrée au Comité central. De même, Pierre Juquin\*, exclu en 1987, alors qu'il présente une candidature dissidente à celle du député communiste André Lajoinie\* à la présidentielle de 1988. Les résultats illustrent cet effondrement électoral du PCF et de ses dissidents : Lajoinie\* obtient 6,76% des voix, tandis que Juquin\*, soutenu par certains courants d'extrême-gauche dont le PSU et la LCR, en recueille 2,10%. Pire, en 1989, si l'économiste

Philippe Herzog\* est, on l'a dit, élu député européen, sa liste obtient seulement 7,72% des voix, loin derrière le Front national et ses 11,73% des suffrages.

Ainsi, si le PCF est encore vivant politiquement et intellectuellement, le contraste avec les années 1970 est saisissant. Ce double constat de difficile continuité s'applique aussi aux organisations d'extrême-gauche et à leurs intellectuels.

#### ***IV. Rester « révolutionnaire ». Sur les engagements partisans à l'extrême-gauche.***

Les partis d'extrême-gauche traversent péniblement les années 1980. Après avoir retracé les multiples scissions qui rythment l'histoire de ces organisations dans les années 1970, Isabelle Sommier et Olivier Fillieule concluent :

« Les années 1980 sonnent le glas. Déjà bousculées par l'accession de François Mitterrand à la présidence, les gauches alternatives finissent par trancher leurs tâtonnements idéologiques et stratégiques par une mesure radicale : l'euthanasie. L'OCT ouvre le bal. Elle prend acte de l'échec de la greffe entre ex-Révo et ex-GOP, ainsi que du violent duel de leadership, par son sabordage fin 1981 (seuls restaient alors 100 à 200 militants). Le PCRml suit : après avoir abandonné la référence "marxiste-léniniste" en 1981 en prenant le nom de Parti communiste révolutionnaire (PCR) et s'être orienté vers une ligne autogestionnaire, il s'autodissout en 1983. En septembre 1985, lui aussi en signe de rupture avec le maoïsme, le PCMLF devient le Parti pour une alternative communiste (PAC). Engagé dans le soutien à Pierre Juquin\* à l'élection présidentielle de 1988 avec la LCR, le PSU et d'ex du PCF, il se fond avec le PSU dans les comités Juquin\* qui décident à 63% des votes, en décembre 1988, de se transformer en Nouvelle gauche pour le socialisme, l'écologie et l'autogestion (NG). Le secrétaire politique Pierre Bauby en tire la conclusion en enterrant un parti qui n'a alors plus qu'une quarantaine de militants. Le PSU, "fort" de 630 adhérents, ferme la marche [...] en 1989 »<sup>2170</sup>.

L'impression de fin d'une époque s'appuie sur cette auto-dissolution de plusieurs organisations « révolutionnaires », et la lente agonie d'autres. « L'hiver » des années 1980 tient aussi au départ de plusieurs centaines de militants de ces organisations « révolutionnaires » - principalement la LCR et l'Organisation Communiste Internationale, qui reprend le nom de Parti Communiste Internationaliste (PCI) en 1981 – pour le PS. Une première vague a lieu dès 1981, et voit notamment plusieurs membres de la LCR (autour de Julien Dray ou Laurence Rossignol) quitter ou être exclus de la Ligue et adhérer au PS, où ils animent le courant « Questions socialistes ». En 1984, face à la montée du Front National, ces néo-socialistes fondent SOS-Racisme avec une fraction dominée de l'UNEF-ID (organisation qui regroupe les étudiants de gauche non-communiste)<sup>2171</sup>. L'année 1986 marque un autre tournant,

---

<sup>2170</sup> Olivier Fillieule et Isabelle Sommier, « Déprise... », *art. cit.*, p. 587.

<sup>2171</sup> Philippe Juhem, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 51<sup>e</sup> année, n°1-2, 2001. pp. 131-153.

principalement du côté de l'OCI. L'organisation connaît en effet une scission importante quand, autour de Jean-Christophe Cambadélis, 600 militants (dont la quasi-totalité de l'équipe dirigeante de l'UNEF-ID ou encore l'historien Benjamin Stora), passent au PS et abandonnent rapidement la référence au marxisme<sup>2172</sup>. Si Jean-Christophe Cambadélis a justifié ce passage au PS et sa rupture avec le marxisme trotskiste de sa jeunesse comme « un enchaînement inéluctable voyant s'effondrer, en une suite de croyances interdépendantes, le matérialisme historique, le léninisme et la révolution »<sup>2173</sup>, Benjamin Stora met en avant ce qui lui paraît être à l'époque une continuité et écrit que, « si paradoxal que cela puisse paraître, en 1986, nous avons l'impression de poursuivre notre ancienne histoire des années 1970. Pour nous, il n'y avait pas de rupture franche avec notre passé »<sup>2174</sup>. Ces multiples recompositions entre le PS et l'extrême-gauche sont donc permises par l'élection de Mitterrand en 1981. Elles passent aussi par des enjeux autour du contrôle de l'UNEF ou de la MNEF<sup>2175</sup>, et se font en échange de postes de pouvoir, notamment au sein du Bureau National du PS.

À côté de ces « grosses opérations »<sup>2176</sup>, d'autres itinéraires sont plus personnels. C'est le cas de Paul Allières\*, assistant en droit et science politique à l'université de Montpellier dans l'après-1968 – il passe ensuite maître-assistant et maître de conférences au cours des années 1970 —, acteur du mouvement « critique du droit », des luttes occitanes<sup>2177</sup> et membre actif de la LCR, pour qui il suit les mouvements régionaux, aide les opposants à Franco et suit activement l'extrême-gauche italienne<sup>2178</sup>. Il raconte en entretien son départ de la « Ligue » (LCR) :

« Mitterrand, je trouvais que ce type avait du caractère, que c'était intéressant, mais je reste à la Ligue après 1981. Et après, on a monté une liste pour les régionales. Il a fallu que je discute beaucoup beaucoup avec la Ligue pour qu'elle accepte le fait que je sois 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> à l'époque de la liste conduite par [un viticulteur]. Mais cette liste fait un bide, on fait presque moins que ce que faisait Alain Krivine aux présidentielles en Languedoc-Roussillon<sup>2179</sup>. Alors pour moi c'est quelque chose... J'étais persuadé qu'on allait faire 8%, je ne sais pas un truc qui permet d'exister au-delà de l'élection régionale... Sans faire carrière, mais pourquoi pas être conseiller régional, quelque chose comme ça. Et

---

<sup>2172</sup> Karel Yon, « Que faire de la théorie au Parti socialiste ? La carrière écourtée du marxisme de Convergences socialistes », *Sociétés contemporaines*, 2011/1 (n° 81), pp. 81-105

<sup>2173</sup> Jean-Christophe Cambadélis, *Le chuchotement de la vérité*, Paris, Plon, 2000, pp. 202-211, cité dans *Ibid.*

<sup>2174</sup> Benjamin Stora, *68, et après*, Paris, Stock, 2018, p. 59.

<sup>2175</sup> Camilo Argibay, « Un parti en quête de relais. L'établissement des liens entre le Parti socialiste et les organisations étudiantes (1969-1986) », *Genèses*, 2014/4 (n° 97), pp. 87-108.

<sup>2176</sup> Le terme est tiré d'un entretien (skype) avec Paul Allières\*, 30 avril 2020.

<sup>2177</sup> Il publie *L'Occitanie et la lutte des classes* chez Maspero en 1972, ainsi que sa thèse, parue dans la collection « Critique du droit » sous le titre : *L'invention du territoire*, Paris/Grenoble, Presses universitaires de Grenoble/Maspero, 1980.

<sup>2178</sup> Il participe par exemple à des congrès de Lotta Continua, groupe autonome de l'après-1968. Les informations qui suivent sont tirées de l'entretien du 30 avril 2020.

<sup>2179</sup> La liste recueille 1,08% des suffrages au scrutin de mars 1986, qui correspond aux premières élections régionales.

là on prend une gifle pas possible. Et cette gifle me fait réfléchir, en disant : “bon, ce n’est pas la peine d’insister, même quand on fait des opérations d’ouverture comme celle-là, on fait moins que la liste de la LCR seule”... Là je romps, j’arrête, et je passe au PS ».

Les raisons qui décident Paul Alliès\* à quitter la Ligue sont donc multiples : à commencer par le constat d’un rétrécissement considérable du poids politique du trotskisme et de l’extrême-gauche. Si un bon score aurait sans doute permis à son militantisme « révolutionnaire » de tenir quelque temps, la « gifle » est telle qu’elle l’oblige à repenser son action politique et à l’inscrire dans une démarche réaliste, au PS. Il ne souhaite plus « insister » dans cette position d’extrême-gauche qui perd de son sens à mesure que son poids politique et que son influence générale – réelle entre 1968 et 1981 – deviennent quasiment inexistantes. Le choix de partir est facilité par son avis positif sur Mitterrand (« je trouvais que ce type avait du caractère, que c’était intéressant ») et par son agacement vis-à-vis de certaines rigidités de la Ligue, ici la nécessité de discuter longuement pour faire une liste d’ouverture<sup>2180</sup>.

Paul Alliès\* quitte la LCR en 1986 avec une poignée d’amis militants, mais sans contrepartie, et il devient conseiller municipal (PS) en 1989. Henri Weber\*, l’un des leaders de la Ligue de l’après-1968 et dont Paul Alliès\* est proche, rejoint lui aussi le PS, sur ses conseils, en 1986. Parti de la LCR en 1981, il s’est entretemps recentré sur le travail universitaire à Vincennes, où il est maître de conférences en science politique. Son passage au PS coïncide avec un regain d’engagement politique, jusqu’à ce que Weber\* entre, en 1988, au cabinet de Laurent Fabius, président de l’Assemblée nationale.

A l’extrême-gauche comme ailleurs, s’effrite donc la force militante au profit, bien souvent, des socialistes au pouvoir. Ce déclin, également visible dans l’absence de nouveaux recrutements, est pourtant à relativiser. Comme au PCF, les départs ne sont pas forcément synonymes de passage au PS ni de rupture complète : que ce soit Pierre Naville\* et Yvon Bourdet\* au PSU, ou bien Alain Brossat\*, Jean-Marie-Brohm, Boris Frankel\* et Jean-Marie Vincent\* [voir le chapitre 6] pour les groupes trotskistes, ils sont nombreux à rester dans l’orbite de ces organisations<sup>2181</sup>. Surtout, ils sont encore plusieurs dizaines à demeurer actifs, bien que généralement moins intensément, dans une organisation « révolutionnaire » [Voir

---

<sup>2180</sup> En entretien, il ajoute aussi que « la Ligue défendait à l’époque une doxa qui était : “le gouvernement sans radicaux de gauche”, bon, alors, c’était la ligne du front populaire que Trotsky a défini », signe de son enfermement dans une doctrine. Il conclut sur ce point : « Donc j’avais déjà beaucoup de distance politique. Et j’avais beaucoup d’intérêt pour Mitterrand », *Ibid.*

<sup>2181</sup> Yvon Bourdet\* écrit par exemple en 1982 dans *Critique socialiste* (PSU) un article intitulé « Autogestion et transformation technologique ». Jean-Marie Vincent\* y écrit également un article en 1986 intitulé « La Ve République, démocratie élitiste ». La plupart des textes de Jean-Marie Vincent\* sont disponibles sur un site internet dédié : <http://jeanmarievincent.free.fr/>

**l'encadré n° 8]**. C'est le cas des dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale encore influents comme Michel Raptis\*, Ernest\* Mandel ou encore Pierre Frank\*, qui quitte en 1979, à 74 ans, de ses fonctions de dirigeant au sein du BP de la IV<sup>e</sup> Internationale. Son enterrement au Père-Lachaise, en avril 1984, est accompagné par un cortège de 1500 personnes, ce dont le journal *Le Monde* rend compte dans son édition du 19 avril [voir le chapitre 7]. On trouve également des universitaires qui continuent à militer au PSU (Bernard Billaudot\*), à l'OCI (Pierre Fougeyrollas\*), et, surtout, à la LCR, où les membres sont les plus nombreux. Alain Badiou\* et Sylvain Lazarus\*, après la fin de leur collection maoïste chez Maspero [voir le chapitre 3], continuent à militer à l'UCFml jusqu'au début des années 1980<sup>2182</sup>. Ils fondent ensuite *Le Perroquet*, un « quinzomadaire d'opinion » (1981-1988) et, en 1985, créent L'organisation politique, qui se revendique comme « post-léniniste »<sup>2183</sup> et « post-maoïste »<sup>2184</sup>, et qu'Alain Badiou\* décrit en entretien :

« J'étais encore proche de l'UCFml, et ça a duré jusqu'aux années 1983-1984 quand même ! Et à ce moment-là on a fondé quelque chose qui s'appelait l'Organisation Politique. Déjà le changement de nom était significatif quand même, c'est-à-dire que ce n'était plus le même système de références immédiates à l'idéologie. C'était un mot un peu neutre comme ça. Parce qu'on tirait les leçons aussi, parce qu'évidemment si vous échouez, il faut regarder ce qu'il s'est passé. Et ce qu'il s'est passé, c'est qu'il y avait une analyse de la situation exagérément optimiste. [...] À partir des années 1980, sans imaginer encore l'amplitude du courant réactif à être ce qu'il a été, on voit bien qu'on est engagé dans une autre temporalité qu'avant »<sup>2185</sup>.

Le changement de contexte politique général passe pour Badiou\* par un nouveau rapport au travail intellectuel [voir *infra*] et par une prise de conscience politique matérialisée dans le nom lui-même, moins idéologique, d'Organisation Politique. L'abandon d'une référence directe à Marx dans ce même nom est significative du basculement dans une époque nouvelle. Même si le jugement rétrospectif de Badiou\* peut paraître reconstruit en entretien, ses textes d'époque sont en fait révélateurs. Il écrit, en effet, en 1984 dans *Le Perroquet* que « le marxisme n'a plus de patrie historique » et que « tous les référents politiques dotés d'une vie ouvrière et populaire réelle sont aujourd'hui, par rapport au marxisme, atypiques, délocalisés, errants »<sup>2186</sup>. Ce qu'il appelle, avec Sylvain Lazarus\*, l'époque de la « fin des références » signifie que le crédit du

---

<sup>2182</sup> Badiou publie en 1979 une tribune dans *Le Monde* dans laquelle il dénonce l'invasion du Cambodge en parlant d'un « climat d'acceptation du gangstérisme international » et défend les Khmers-Rouges. Alain Badiou\*, « Kampuchea vaincra ! » *Le Monde* du 17 janvier 1979.

<sup>2183</sup> Le terme se retrouve fréquemment dans les textes publiés dans *Le Perroquet*.

<sup>2184</sup> Le terme est de Bruno Bosteels, « Post-Maoism : Badiou and Politics », *Positions : East Asia Cultures Critique*, 2005, vol. 13, n° 3, pp. 575-634.

<sup>2185</sup> Entretien avec Alain Badiou, 30 novembre 2014.

<sup>2186</sup> Alain Badiou\*, « La figure du (re)commencement », *Le Perroquet*, 1984, n° 42, p. 1.



marxisme est « épuisé » et qu'il nécessite une recomposition [voir le chapitre 6]<sup>2187</sup>. Malgré ces transformations, l'Organisation Politique reste résolument engagée (à gauche) contre la politique mitterrandienne (surtout après 1983). C'est également le cas de quelques personnes plus proches de l'anarchisme, comme Daniel Guérin\*, le militant argentin Miguel Benasayag\*, exilé en France à partir de 1978, ou le professeur d'espagnol dans le secondaire Frank Mintz\*, auteur d'un ouvrage sur Kropotkine chez Maspero et qui publie tout au long des années 1980 dans des revues confidentielles comme *La Lanterne Noire*, *La Rue* ou *Iztok* (1979-1991), la « revue libertaire sur les pays de l'Est ». C'est également le cas de Jean-Pierre Garnier\*, qui publie dans *Tribune Socialiste*, *L'Humanité* ou des revues plus confidentielles et qui fait paraître en 1986 chez Robert Laffont le livre *La deuxième droite*, très critique des socialistes au pouvoir.

#### **Encadré n° 8 : Continuer à l'extrême-gauche**

Alain Badiou\*, né en 1937. Maître-assistant de philosophie à Vincennes à sa création, promu maître de conférences en 1985-1986. Membre de l'organisation maoïste UCFml puis, à partir de 1985, membre fondateur de l'Organisation Politique [voir le chapitre 1].

Miguel Benasayag\*, né en 1953 en Argentine (sa mère est française, mais il ne parle pas la langue), où il participe à la guérilla guévariste. Arrêté, torturé, il passe 4 années en prison avant d'être libéré en 1978 lors d'un échange de prisonnier et de s'exiler en France. Médecin, psychanalyste, universitaire. Militant de la mouvance anarchiste<sup>2188</sup>.

Daniel Bensaïd\* (1946-2010), normalien de Saint-Cloud, certifié de philosophie. Il enseigne dans le secondaire et devient, après un doctorat de science politique obtenu à l'Université de Montpellier (1982), assistant titulaire de philosophie en 1984 à l'Université Paris VIII, puis maître de conférences en 1994. Militant de la LCR, il est membre du Comité exécutif international (CEI) de la Quatrième Internationale (1981-1986), et il est chargé de suivre la situation brésilienne. Il reste jusqu'à sa mort un intellectuel important de la LCR, puis du NPA<sup>2189</sup>.

Bernard Billaudot\*, polytechnicien. Il travaille à l'INSEE puis, à partir de 1976, devient maître de conférence à Grenoble. Militant au PSU, dont il est membre de la commission économique jusqu'à la fin des années 1980. Économiste influent du parti, défenseur d'une vision « vert-rouge », il reste militant jusqu'à la dissolution du PSU à la fin des années 1980<sup>2190</sup>.

Pierre Frank\* (1905-1984), ancien secrétaire de Trotsky, dirigeant historique de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale jusqu'à sa mort. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Internationales (dont un publié chez Maspero).

<sup>2187</sup> Alain Badiou, *Peut-on penser la politique ?* Paris, Seuil, 1985, p. 29. Voir également Paul Sandevince (pseudonyme de Sylvain Lazarus\*), « Les formes de conscience », *Le Perroquet*, 1984, n° 42. Sur ces thèmes, voir l'article « L'expatriation du marxisme ou le tournant d'Alain Badiou\* », en ligne sur le site *Nouveaux cahiers du socialisme* : <https://www.cahiersdusocialisme.org/l%E2%80%99expatriation-du-marxisme-ou-le-%C2%AB-tournant-%C2%BB-d%E2%80%99alain-badiou>

<sup>2188</sup> Voir surtout le livre d'entretiens de Miguel Benasayag\* avec Anne Dufourmantelle, *Parcours...*, *op. cit.*

<sup>2189</sup> Voir Daniel Bensaïd\*, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004 ; ainsi que sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article16280>, notice BENSAÏD Daniel, dit Jébrac, dit Ségur par Jean-Paul Salles, version mise en ligne le 20 octobre 2008.

<sup>2190</sup> Échanges mails avec Bernard Billaudot\*, janvier 2020.

Pierre Fougeyrollas\* (1922-2008), professeur d'université en sociologie à Paris-VII, ancien membre du PCF (jusqu'en 1956), puis trotskiste. Adhère à l'OCI/PCI à son retour de Dakar, en 1971. Il en reste membre jusqu'en 1991<sup>2191</sup>.

Jean-Pierre Garnier\*, né en 1940. Assistant à Toulouse (1971-1975), puis chargé de cours, il intègre le CNRS comme ingénieur de recherche en 1983. Militant de la mouvance anarchiste<sup>2192</sup>.

Daniel Guérin\*, militant homosexuel, anticolonial, marxiste libertaire, chercheur indépendant [voir le chapitre 3]. Il continue de militer dans la mouvance anarchiste.

Jean-Michel Krivine\* (1932-2013), frère aîné d'Alain Krivine (dirigeant historique de la LCR). Chirurgien. Il milite de 1956 à sa mort dans des organisations trotskistes : d'abord au PCI, puis, à sa fondation, à la LC, à la LCR, et au NPA<sup>2193</sup>.

Frank Mintz\*, né en 1941, enseignant d'espagnol dans le secondaire. Militant de la mouvance anarchiste, membre de la Confédération Nationale du Travail (CNT)<sup>2194</sup>.

Sylvain Lazarus\*, né en 1943. Assistant d'anthropologie à Vincennes à sa création, puis maître-assistant en 1975-1976, et maître de conférence en 1985-1986. Membre de l'organisation maoïste UCFml puis, à partir de 1985, membre fondateur de l'Organisation Politique<sup>2195</sup>.

Michel Lequenne\* (1921-2020), correcteur dans le milieu de l'édition. Membre de la LCR jusqu'en 1988, participation en parallèle au groupe surréaliste maintenu [voir le chap. 3].

Michael Löwy\*, né en 1938 au Brésil. Entre au CNRS en 1978 après des années comme chargé de cours. Membre du PSU, puis de la LCR, puis du NPA [voir le chap. 3].

Ernest Mandel\* (1923-1995), théoricien et économiste marxiste. Il reste militant de la IV<sup>e</sup> Internationale jusqu'à sa mort, notamment au Parti ouvrier socialiste belge [voir le chap. 3].

Jean-Jacques Marie\*, né en 1937. Enseignant agrégé de lettres classiques dans le secondaire. Membre du PCI et actif dans le syndicalisme enseignant (FEN ; CGT-FO). Il est au cours des années 1980 l'un des principaux animateurs du Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (CERMTRI), fondé en 1977. Toujours militant après 1992 quand le PCI devient le Courant Internationaliste du Parti des travailleurs<sup>2196</sup>.

Jacob Moneta\* (1914-2012), né en Allemagne. Journaliste, ancien attaché aux affaires sociales de l'ambassade de RFA à Paris. Membre de la IV<sup>e</sup> Internationale, actif dans de nombreuses organisations politiques dans les années 1980 puis après la chute du mur de Berlin<sup>2197</sup>.

Michel Najman\* (1948-1999), journaliste à *Libération*, militant trotskiste de tendance autogestionnaire. Actif à l'Alliance Marxiste Révolutionnaire (AMR), il œuvre à son entrée au PSU après 1974 et le départ des rocardiens. Proche de Michel Raptis\*, il milite dans divers

---

<sup>2191</sup> Pierre Fougeyrollas\*, *Un philosophe dans la Résistance: en dialogue avec François George*, Paris, Odile Jacob, 2001.

<sup>2192</sup> Voir sa (petite) notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article155272>, notice GARNIER Jean-Pierre [Dictionnaire des anarchistes] par Hugues Lenoir, version mise en ligne le 6 avril 2014 ; ainsi qu'un entretien d'une heure en ligne : <http://www.lesmutins.org/La-deuxieme-droite-avec-J-P.html>

<sup>2193</sup> Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article137921>, notice KRIVINE Jean-Michel, dit Arnold, dit Nikita, dit Bui Ten-Chi, dit Louis Couturier par Daniel Couret (avec Jean-Guillaume Lanuque), version mise en ligne le 24 août 2011

<sup>2194</sup> Il n'existe pas de sources solides ici : nous nous sommes appuyés sur wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Frank\\_Mintz](https://fr.wikipedia.org/wiki/Frank_Mintz)

<sup>2195</sup> Voir Christelle Dormoy-Rajramanan, *Sociogénèse..., thèse. cit.*

<sup>2196</sup> Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article141555>, notice MARIE Jean-Jacques, Constant, Jules, Louis par Loïc Le Bars, version mise en ligne le 26 août 2012

<sup>2197</sup> Voir sa (petite) notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article146728>, notice MONETA Jacob, version mise en ligne le 23 mai 2013

groupuscules (Comité Communistes pour l'Autogestion, Fédération de la gauche autogestionnaire, etc...). Il soutient activement Pierre Juquin\* en 1988<sup>2198</sup>.

Michel Raptis\*, dit (Michel) Pablo (1911-1996), militant historique de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont il a été membre du secrétariat. Exclu en 1965, il est partisan de l'autogestion. De toutes les luttes internationales, il reste très actif durant les années 1980 depuis la Grèce, où il réside le plus souvent à partir de 1974<sup>2199</sup>.

Pierre Rousset\*, né en 1946. Permanent de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les années 1980 – détaché à l'Institut international pour la recherche et la formation d'Amsterdam. Spécialiste également des pays d'Asie. Engagé à partir des années 1980 auprès de la municipalité de Montreuil, notamment sur les questions écologiques<sup>2200</sup>.

L'exploration des itinéraires de cette vingtaine de militants d'extrême-gauche [**Cf encadré n°8**] appelle deux remarques. Premièrement, si la plupart d'entre eux sont encore très engagés en France, surtout contre le socialisme présidentiel, les mobilisations autour de causes étrangères, certes déjà présentes durant la période 1968-1981, sont désormais au cœur de leur militantisme. Pierre Fougeyrollas\* explique dans un entretien publié en 2001, à propos de l'OCI, que « les années 1980 étaient le temps des campagnes d'agitation pour faire sortir de leur prison des condamnés politiques purgeant leur peine dans divers pays », et il mentionne notamment le mathématicien Léonid Pliouchtch, « enfermé dans une clinique psychiatrique spéciale quelque part en URSS » et ajoute : « Puis l'OCI me propulsa à la tête d'un comité pour la libération de deux syndicalistes péruviens, des mineurs de fer, Cuentas et Quadros, que le gouvernement de Lima avait incarcérés. Non seulement nous organisons des meetings [...], mais encore nous harcelions et faisons harceler téléphoniquement l'ambassade du Pérou à Paris »<sup>2201</sup>. De son côté, en 1982, Michel Pablo\* appelle au renforcement de l'aide – y compris militaire – à la résistance palestinienne et libanaise en Israël, et il est présent, les 26 et 27 mai 1984 (ou 1982 ?), au congrès constitutif du Mouvement pour la démocratie en Algérie de Ben Bella<sup>2202</sup>. De même, à la LCR, Daniel Bensaïd\* se rend souvent au Brésil durant les années 1980, quand Michael Löwy\* suit, pour le compte de la LCR, la révolution sandiniste et la situation au Salvador, « parfois en mission de la IV<sup>e</sup> Internationale »<sup>2203</sup>.

<sup>2198</sup> Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article23804>, notice NAJMAN Maurice [Pseudonymes : BRICART, NALLARD Michel] par Jean-Paul Salles

<sup>2199</sup> Voir sa notice Maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article89556>, notice PABLO Michel [ RAPTIS Mikhalis, dit PABLO Michel, dit SPEROS, dit GABRIEL, dit PILAR, dit MOLITOR, dit JEROME, dit MARTIN Jean-Paul, dit MURAT, dit MIKE, dit ABDELKRIM, dit VALLIN] par Jean-Guillaume Lanuque, Michael Löwy, version mise en ligne le 5 octobre 2010

<sup>2200</sup> Entretien téléphonique avec Pierre Rousset\*, 30 juin 2020.

<sup>2201</sup> Pierre Fougeyrollas\*, *Un philosophe dans la Résistance...*, op. cit, pp. 326-327.

<sup>2202</sup> La date de 1984 avancée dans sa notice Maitron est sans doute erronée, d'où notre parenthèse.

<sup>2203</sup> Entretien avec Michael Löwy\*, 8 septembre 2016.

La trajectoire de Pierre Rousset\*, également membre de la LCR, est emblématiques de ces expériences à l'étranger. Né en 1946 à Paris, il est le fils du journaliste et écrivain trotskiste David Rousset\* dont le livre sur les camps nazis, *L'Univers concentrationnaire* (1946), a reçu le prix Renaudot en 1946 [voir le chapitre 1]. Pierre Rousset\* grandit dans cet univers intellectuel, de gauche et anti-stalinien. Âgé de 20 ans en 1966, lui aussi trotskiste, il participe aux mobilisations contre la guerre du Vietnam et se retrouve gravement blessé au crâne le 11 décembre 1966 (il subit une trépanation). En 1968, là aussi très actif, il est à nouveau blessé (aux yeux) durant la nuit des Barricades, et se retrouve quelques jours aveugles. Dans l'après-1968, il milite à la LC puis à la LCR tout en poursuivant des études d'histoire à Paris-VII, où il travaille notamment avec Daniel Hémerly\*, historien de l'Asie, sur les mouvements communistes asiatiques. Dans le même temps, il siège à la direction de la Ligue, et entre à la direction de la Quatrième Internationale. Il commence dès le début des années 1970 à voyager en Asie, cofonde le Front Solidarité Indochine et publie chez Maspero un livre sur *Le parti communiste Vietnamien* (1973). Il décroche peu à peu de ses études et devient un militant à temps plein, jusqu'à mener une carrière de permanent tout au long des années 1980, mais à Amsterdam, comme si le déclin de l'extrême-gauche en France l'avait conduit à s'expatrier. Il est ainsi entre 1982 et 1992 le directeur de l'Institut international pour la recherche et la formation d'Amsterdam, fondé en 1982 et dont le but est d'œuvrer à travers des conférences et des groupes d'études à l'émancipation des opprimés et des exploités<sup>2204</sup>. Il continue de se rendre en Asie et reste chargé de cette région dans le cadre de ses activités dans le bureau de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>2205</sup>. En entretien, il souligne le rôle de cette mobilité dans le maintien de ses convictions politiques d'extrême-gauche :

« Ce qui a maintenu ma réflexion vivante jusqu'à aujourd'hui, même si je n'arrête pas d'évoluer, ce sont les voyages. Les voyages ont été extrêmement importants, surtout en Asie. J'ai rencontré des mouvements militants, et j'ai appréhendé des réalités politiques et sociales à travers ces rencontres »<sup>2206</sup>.

Deuxièmement, l'étude des trajectoires des membres de notre population permet d'observer un détachement progressif vis-à-vis de la référence à Marx et, en même, vis-à-vis d'un engagement politique aussi intense que dans l'après-1968. Par exemple, Bernard Billaudot\* reste au PSU tout au long des années 1980, où il défend un « point de vue rouge-vert ». À la dissolution du PSU en 1989, il ne rejoint ni le PS ni les Verts et m'explique :

---

<sup>2204</sup> Entretien téléphonique avec Pierre Rousset\*, 30 juin 2020.

<sup>2205</sup> *Ibid.*

<sup>2206</sup> *Ibid.*

« Je ne me sentais pas non plus la force de revivre des luttes de tendances ou de courants reproduisant celles du PSU, ces oppositions internes m'apparaissant avec le recul du temps stériles et sans fondements sérieux [...]. Surtout, je ne voyais pas ce que je pouvais apporter de vraiment nouveau pour sortir de cet enlèvement ou intégrer la dimension écologique dans un projet de transformation sociale, à partir du moment où le déroulement de la crise, sous l'égide d'une contre-révolution libérale qui n'avait pas fait long feu comme je l'espérais, m'avait fait perdre mes illusions [...] En conséquence, j'ai fait le choix de m'investir dans la réflexion théorique, en considérant que ce détour de production était indispensable pour moi [...] et pour d'autres aussi »<sup>2207</sup>.

Chez Billaudot\*, le militantisme déjà progressivement moins actif au cours des années 1980 trouve une fin dans la dissolution du PSU. Son énergie se réinvestit dans « la réflexion théorique », plus précisément dans l'économie hétérodoxe, puisqu'il devient l'un des théoriciens de l'école de la Régulation. Alain Badiou\* raconte également :

« Il y a eu un élément de retour, chez tout le monde. Chez moi ça a été un peu le retour à la philosophie, voilà ! Non pas qu'elle ait avalé toute mon existence, j'ai continué à militer autant que je pouvais, à écrire des textes d'intervention politique, etc., mais enfin, il y a eu... voilà, je me suis dit : “voilà il faut que je propose une vision d'ensemble, pour moi-même et pour les autres, dans laquelle on peut inscrire ce type de changement de temporalité, ce que c'est qu'un événement, et ses conséquences, etc.” ».

Cette nécessité de revenir au travail intellectuel – là encore, pour soi et pour les autres – n'est possible que parce que le militantisme n'envahit plus toutes les sphères de l'existence. Alors que la vie privée, académique et militante s'entremêlent dans les années 1968-1981, le contexte des années 1980 – et, avec lui, la fatigue militante et, souvent, l'arrivée d'enfants – rend impossible un tel investissement. Néanmoins, malgré tout, c'est la loyauté aux engagements des années 1968-1981 qui prédomine. Bien sûr, ces derniers évoluent, et sont moins révolutionnaires. Mais que ce soit dans des passages au PS – souvent à son aile gauche –, dans des formes de compagnonnage de route, dans des réinvestissements intellectuels qui empruntent aux marxismes [voir le chapitre 6] ou dans des engagements partisans davantage tournés vers l'étranger, c'est bien ici encore la continuité qui est centrale, et non des formes de trahison ou de rejet.

## ***V. S'engager autrement. Les « nouvelles » façons d'être un intellectuel « révolutionnaire ».***

En 1994, dans un ouvrage collectif intitulé *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Pascal Perrineau affirme qu'« à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, le regard de la science politique est entré dans un troisième âge : celui de la redécouverte de l'engagement politique mais d'un engagement politique diversifié, éclaté,

---

<sup>2207</sup> Échanges mails avec Bernard Billaudot\*, janvier 2020.

d'un nouveau type où de vieilles modalités de participation et d'engagement meurent ou se marginalisent et de nouvelles modalités hésitent à naître ». Si nous avons voulu montrer tout au long de ce chapitre que le constat de la mort de « vieilles modalités [...] d'engagement », notamment partisans, est très insuffisant au regard de l'évolution des « intellectuels révolutionnaires » de notre population, il est néanmoins vrai que « les lieux de la politique et de l'engagement se déplacent » et se diversifient<sup>2208</sup>.

L'enjeu qui illustre le mieux ces persistances et ces transformations est sans aucun doute l'environnement. L'engagement écologique prend en effet de l'importance à partir des années 1980, dans la foulée des luttes des années 1970 au Larzac et ailleurs [voir le chapitre 2]. Bernard Charbonneau\* (1910-1996), enseignant en école normale d'instituteurs près de Pau durant toute sa carrière, s'engage pour cette cause dès les années 1970 (à *La Gueule Ouverte* notamment) puis dans les années 1980, principalement dans la revue *Combat Nature* (1980-1996). Si la trajectoire de Charbonneau\* est assez rare, l'écologie devient pourtant un enjeu politique porté au sein de parti de gauche et d'extrême-gauche au PSU ou au ministère de l'Environnement, [voir *supra*].

C'est surtout la création du mouvement politique Les Verts au milieu des années 1980 qui change la donne. Vanessa Jérôme a retracé précisément la préhistoire de ce parti qui, des premiers militants politiques des années 1970 – l'écologiste René Dumont est candidat à la présidentielle de 1974 et obtient 1,32% des suffrages – jusqu'aux recompositions politiques du début des années 1980 (et notamment l'appel « Arc-en-Ciel »), s'inscrit dans une histoire et dans une « génération politique » issue des années 1968 et déjà militante depuis plusieurs années lors de la création des Verts<sup>2209</sup>.

Plusieurs membres de notre population s'engagent très rapidement dans ce parti, à l'image de Maurice Bardet\* (1932-2015), auteur en 1972 de *La fin du paysage*, préfacé par Bernard Charbonneau<sup>2210</sup>. Ce dernier, né dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle (son père est avocat à la Cour d'appel de Paris et poète, sa mère est écrivaine), suit, dans la tradition familiale, des études d'avocat. Mais le décès de son père, l'important héritage qu'il touche et la découverte du village de Saint-Paul-de-Vence en décident autrement : il s'installe dans le sud,

---

<sup>2208</sup> Pascal Perrineau, « Introduction » in Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, pp. 15 et *sq.*

<sup>2209</sup> Vanessa Jérôme, *Militants de l'autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez les Verts et Europe Ecologie-Les Verts (EELV)*, Thèse de Science Politique dirigée par Frédérique Matonti, Université Paris-1, 2014, pp. 118-177. À paraître aux Presses de la FNSP.

<sup>2210</sup> Nous nous appuyons principalement sur un site consacré à ce militant : <http://www.mauricebardetecologiste.sitew.fr/>

devient sculpteur (il aurait, des années plus tard, vendu une sculpture au Musée d'Art Moderne de New York) puis artisan-bijoutier jusqu'à sa retraite. Surtout, c'est un militant écologiste très actif : il est candidat du « Mouvement écologique » aux cantonales de 1976 dans les Alpes-Maritimes, et reste proche des écologistes durant toutes les années 1980, puisqu'il entre chez les Verts. Il est même candidat sous cette étiquette aux cantonales de 1992 et aux législatives de 1993.

Plusieurs de nos « intellectuels révolutionnaires », d'abord engagés à l'extrême-gauche, passent également chez les Verts. On peut penser à Félix Guattari\* et, surtout, à l'économiste Alain Lipietz\*, très présent à partir de 1986. Après avoir été très actif à l'extrême-gauche pendant les années 1968-1981 [voir l'encadré n° 9], il conduit la liste des Verts aux législatives de 1986 en Seine-Saint-Denis, et rejoint officiellement le parti en 1988 après plusieurs années de compagnonnage et de critique (de gauche) de la politique socialiste<sup>2211</sup>. Il travaille à la commission économique et y acquiert une stature nationale, alors qu'il devient, au cours des années 1990, conseiller régional, conseiller municipal, et enfin député européen.

#### **Encadré n° 9 : Alain Lipietz\*, économiste rouge-vert**

Alain Lipietz\* est né en 1947 à Charenton, en région parisienne, dans une famille de juifs polonais de gauche exilée en France dans les années 1920. Son père, ingénieur civil diplômé de l'École des Mines de Paris, est dénoncé, arrêté à Pau et conduit à Drancy avec une partie de sa famille en mai 1944. Mais ils ne sont pas déportés, car le camp est libéré en août 1944 peu avant le départ de son train pour l'Allemagne. Il est naturalisé français, quelques mois plus tard. C'est dans cette ambiance familiale qu'est élevé Alain Lipietz\*. Il suit de brillantes études d'ingénieur à l'École polytechnique (promotion 1966) puis à l'École nationale des ponts et chaussées (promotion 1971) et obtient enfin un diplôme d'études supérieures en économie de l'université Panthéon-Sorbonne (1972). D'abord ingénieur-économiste à l'Institut de recherche des transports (1971-1973), il mène ses premières recherches de fin d'études (stage, mémoire d'économie) sur les questions de capital foncier urbain. En parallèle, il suit les séminaires d'Althusser\* et de Bettelheim\*, et c'est ce dernier qui lui permet de publier dans sa collection le livre *Le tribut foncier urbain* en 1974, livre qu'il a d'abord proposé à Anthropos (qui l'a refusé) avant d'« aller voir » sans y croire à Bettelheim (« Tout intimidé, je vais voir Bettelheim\* et il en veut tout de suite », « j'étais terrorisé, c'était un géant »<sup>2212</sup>).

Cet attrait pour ces penseurs marxistes va de pair avec sa participation aux événements de Mai-Juin 1968. Il est d'abord proche des *Cahiers du mai*, et notamment de leur « branche logement », « ceux qui militent pour les sans-abris, contre les accidents de travail dans le bâtiment... Enfin bref, tout ce qui concerne le logement »<sup>2213</sup>. Il adhère toujours en 1968 au PSU, et devient la même année rapporteur de sa commission Cadre de vie où il s'initie aux questions environnementales<sup>2214</sup>. Il milite au sein d'une de ses tendances les plus radicales, la

<sup>2211</sup> Alain Lipietz\*, *L'audace ou l'enlèvement. Sur les politiques économiques de la gauche*, Paris, La Découverte, 1984. Le site internet d'Alain Lipietz\* mentionne 12 000 exemplaires vendus.

<sup>2212</sup> Nous nous servons ici de l'entretien de Jean-Michel Chahsiche avec Alain Lipietz\*, 3 mars 2017. Nous nous servons également des informations données par Vanessa Jérôme dans sa thèse et tirées d'un entretien.

<sup>2213</sup> Entretien de Jean-Michel Chahsiche avec Alain Lipietz\*, 3 mars 2017

<sup>2214</sup> Alain Lipietz\*, « Des assemblées régionales ouvriers-paysans à Europe-Écologie : une trajectoire », in Jacques Sauvageot (dir.), *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXIe siècle ?*, Rennes, PUR, 2012, pp. 161-169.

Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP), exclue du parti en 1971. Il reste à la GOP, qui fusionne à la fin de la décennie avec les trotskistes critiques de « Révolution ! » (elle-même scission de la LCR) dans l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT). Il est très actif tout au long de la décennie, notamment auprès des militants de Lip et du Larzac.

En 1973, il entre comme chercheur au Centre pour la Recherche Économique et ses Applications (CEPREMAP), le centre de recherche fondamentale du Plan. Se revendiquant de l'école dite de la « Régulation »<sup>2215</sup>, il continue de publier ses recherches d'économie marxiste toujours chez Maspero (*Le capital et son espace* en 1977 ; *Crise et inflation, pourquoi ?*, 1979) puis, après 1982, à La Découverte (*Le Monde enchanté : de la valeur à l'envol inflationniste*, 1983) [sur la naissance de La Découverte, voir le chapitre 6]. En 1988, dans un colloque sur l'héritage d'Althusser, il explique son passage de « l'althussérisme » à la « théorie de la Régulation »<sup>2216</sup>.

Toujours très engagé politiquement et comme économiste, il participe à plusieurs revues et journaux au début des années 1980 (*Parti pris*, *Le Monde Diplomatique*, *Les Temps Modernes*, etc...) et rejoint officiellement les Verts en 1988.

Aux côtés de ce parti politique qui entend subvertir les pratiques partisans, le thème de l'environnement est également porté par des associations, et notamment par Greenpeace. Créée en 1971 aux États-Unis, Greenpeace acquiert une considérable renommée en France après l'attentat contre le Rainbow Warrior, en 1985<sup>2217</sup>. La personne la plus engagée à Greenpeace de notre population est Jean Chesneaux\* [voir l'encadré n° 10]. Très actif dans les nouvelles luttes (comme le Larzac<sup>2218</sup>) après son départ du PCF en 1969, il prend une retraite anticipée en 1978, à 56 ans. Il en profite pour rester un intellectuel engagé mais non partisan. En février 1981, il écrit dans *Libération* que

« tous les intellectuels n'ont pas enterré la militance ! Ce qui est enterré, c'est le discours du marxisme théorique, qui soutenait la militance au nom des impératifs du Parti-État, même à venir. L'engagement personnel de l'intellectuel doit assumer le risque de la dispersion, du coup par coup, dès qu'il refuse d'être soit une potiche manipulée par une organisation, soit un spécialiste encloué. Nous sommes encore quelques-uns à assumer ce risque. Cet engagement actif, et c'est plus difficile, ne doit nier ni le travail intellectuel comme à la belle époque des maos ni le réduire à l'agit-prop élémentaire [...]. Entre l'intellectuel phare et le signeur de pétitions sur répondeur automatique, il y a peut-être place pour un groupe actif d'intervention et de réflexion [...] Par boutade, nous nous sommes demandé à quelques-uns ce que pourrait être aujourd'hui un Sartre collectif »<sup>2219</sup>.

<sup>2215</sup> En octobre 1976, dans une conférence faite à l'université autonome de Barcelone peu après la chute de Franco, il intitule son intervention : « Pour une théorie marxiste de la régulation capitaliste et de l'inflation ». Le texte est disponible sur son site personnel : <http://lipietz.net/IMG/pdf/Barcelona.pdf>

<sup>2216</sup> Le texte est publié en 1992 : Alain Lipietz\*, « From Althusserianism to "Regulation Theory" », in E.A Kaplan and M. Sprinker (eds.), *The Althusserian Legacy*, Londres, Verso, 1993, pp. 99-138.

<sup>2217</sup> Le 10 juillet 1985, le Rainbow Warrior, un navire de Greenpeace, mouille à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Mobilisé contre les essais nucléaires français au large du pays, le navire est saboté : deux explosions secouent la coque du navire, et ce dernier coule. Les services secrets français sont rapidement impliqués, entraînant un scandale diplomatique entre les deux pays et la démission de Charles Hernu, ministre de la Défense.

<sup>2218</sup> Il participe au livre collectif *Dessine-moi un Larzac : 1971-1981, dix ans de lutte, dix ans de dessins*, Paris, Comité Larzac de Paris, 1981.

<sup>2219</sup> Texte repris dans Jean Chesneaux\*, *L'engagement des intellectuels, 1944-2004. Itinéraire d'un historien franc-tireur*, Toulouse, Privat, 2004, p. 42.



Sa retraite s'accompagne d'un double changement de sa conception du rôle de l'intellectuel pensé dorénavant comme « Sartre collectif ». Sans « enterrer la militance », il vient à s'intéresser plus aux enjeux contemporains (en n'étant plus attaché à l'académie<sup>2220</sup>), et s'éloigne des partis et d'un marxisme rigide, et souhaite à nouveau s'inscrire dans un collectif. C'est l'engagement écologiste qui lui permet de concilier cette double exigence et « d'assumer le risque de la dispersion ». Il se rend de nombreuses fois dans le Pacifique et notamment en Nouvelle-Calédonie, écrit dans *Écologie et Politique*, et surtout milite à Greenpeace France, jusqu'à devenir son président (1997-2004). Bien que très différents – notamment du point de vue de leurs « référents idéologiques »<sup>2221</sup> —, Jean Chesneaux\* trace dans un texte de 2004 les parallèles entre son engagement communiste et son engagement d'écologiste. Il estime qu'il a retrouvé à Greenpeace « l'internationalisme » du PCF, mais aussi « la discipline militante, l'efficacité, l'observation rigoureuse, sinon le secret des décisions prises par l'échelon compétent » qui font que « les priorités du terrain conduisent à différer la concertation démocratique, qui n'intervient que sous la forme d'évaluation *ex post*, après l'action à chaud ». Il ajoute même

« J'ai personnellement contribué, tant dans le “bureau” français qu'au niveau international, à clarifier ce que j'ai proposé d'appeler “ la double nature ” de Greenpeace : d'un côté un appareil efficace, discipliné, régi par des règles strictes, et de l'autre un “ mouvement ” au sens américain ou italien de ce terme, une dynamique fondée sur des pratiques, donc des valeurs très originales, autour desquelles on se retrouve avec une conviction chaleureuse »<sup>2222</sup>.

L'exemple de Jean Chesneaux\* montre que si la forme de l'engagement évolue dans les années 1980 face à la « crise » des marxismes – Chesneaux\* lui-même écrivant en 1976 qu'il se trouve dans une « impasse intellectuelle après tant d'années d'identification à un projet maoïste dont j'ai un peu trop longtemps rechigné à admettre le naufrage » —, ces réinvestissements militants en marge des partis ne sont pas non plus étrangers à l'héritage marxiste de la plupart d'entre eux. La continuité, si elle est idéologique, est donc aussi, pour Chesneaux\*, dans la forme elle-

---

<sup>2220</sup> Il écrit qu'« à partir des années 70-80 - ce fut aussi un choix politique -, cette activité d'auteur s'est déplacée vers des thèmes plus généraux, plus liés aussi aux enjeux actifs de notre époque, plus directement insérés dans les batailles d'idées de celle-ci. Ainsi à propos du savoir historique, de la modernité, de la temporalité, du Pacifique, de l'irruption écologique », *Ibid*, p. 14.

<sup>2221</sup> Jean Chesneaux\*, « Du PCF à Greenpeace », *Écologie & politique*, 2003/1 (N°27), pp. 207-215. Parmi les différences, il précise que ces référents sont « pour l'un, la violence révolutionnaire, aussi peu respectueuse des êtres humains que des biens matériels et des institutions, le marxisme comme philosophie de l'action et lecture de l'histoire universelle, le “rôle dirigeant” de la classe ouvrière. Pour l'autre, une exigence plus spontanée que doctrinale de respect de la nature, la non-violence comme principe général de vie et pratique concrète dans l'action, des affinités coutumières mais peu théorisées avec les classes moyennes, et aussi un pragmatisme systématique qui ne cherche pas à cacher ses affinités anglo-saxonnes », *Ibid*, p. 208.

<sup>2222</sup> *Ibid*, p. 213.

même, ce qui peut surprendre pour des engagements non-partisans où la dimension « mouvementiste » et non « disciplinaire » est généralement mise en avant.

#### Encadré n° 10 : Jean Chesneaux\*, historien « franc-tireur »

Jean Chesneaux\* (1922-2007) est né à Paris dans une famille que Daniel Hémerly\* qualifie de « moyenne bourgeoisie catholique libérale »<sup>2223</sup> : sa mère s'occupe du foyer tandis que son père, fils d'un cheminot, est ingénieur des Ponts et Chaussées et participe au tracé des tramways parisiens. Jean Chesneaux\* suit des études brillantes aux lycées Montaigne et Louis-le-Grand jusqu'en juillet 1939, puis prépare une licence d'histoire à la Sorbonne, qu'il obtient en juillet 1941, à 19 ans. Il continue ses études d'histoire jusqu'à l'agrégation en 1945.

Il devient, toujours en 1945, le secrétaire de l'Entraide universitaire internationale (EUI), un organisme protestant par le biais duquel il commence à réaliser des missions d'études en Asie. Lors de l'une d'elles, en septembre 1947, il est arrêté à Saïgon (alors en Indochine) par une patrouille française et se retrouve accusé d'« atteinte à la sûreté extérieure de l'État et de haute trahison ». Emprisonné près de cinq mois, il est exclu du pays à sa sortie de prison, malgré un non-lieu. Cet événement constitue une véritable bifurcation de sa trajectoire : il rentre en France, adhère au PCF, et abandonne sa thèse d'histoire médiévale pour apprendre le chinois à l'INALCO (il obtient son diplôme en 1951) et travailler sur l'Asie.

Il est à cette époque enseignant dans le secondaire, avant d'être nommé, en 1953, attaché de recherche au CNRS. Il commence immédiatement une thèse sur « Les travailleurs de l'industrie chinoise de 1911 à 1927 » sous la direction de Pierre Renouvin et d'Ernest Labrousse. Seulement trois ans plus tard, en 1956, il est élu directeur d'études à l'EPHE. Après la publication aux Éditions sociales, en 1955, de *Contribution à l'histoire de la nation vietnamienne*, il poursuit ses recherches et publie sa thèse sur le mouvement ouvrier chinois (*Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, Mouton, 1962) et des textes plus généraux sur l'Asie (*L'Asie orientale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, Chine, Japon, Inde, Sud-Est asiatique*, PUF, 1966). Il devient, en même temps, un intellectuel communiste de plus en plus critique, jusqu'à dénoncer l'attitude du PCF en Mai-Juin 1968. Exclu en 1969, il se rapproche du mouvement maoïste tout en devenant après 1968 Professeur d'histoire à Paris-VII.

Il publie à partir de 1968 chez Maspero (dont *Le Vietnam : études de politique et d'histoire*, 1968), défend une approche renouvelée de l'histoire, et participe aux « Forums Histoire » à partir de 1976<sup>2224</sup>. Autour du milieu des années 1970, il est confronté aux limites de son maoïsme. Il décide de quitter l'institution universitaire en 1977, en retraite anticipée. Il profite de celle-ci pour s'investir de plus en plus dans la cause écologique, jusqu'à devenir président de Greenpeace. Décédé en 2007, ses archives sont déposées à l'IMEC.

Au-delà de la cause environnementale, ces transformations de l'engagement des intellectuels se retrouvent dans de très nombreux espaces en dehors des partis, et ils sont plusieurs dizaines à militer autrement au cours des années 1980. Plusieurs se retrouvent dans des collectifs, notamment à la Ligue des Droits de l'Homme, qu'Éric Agrikoliansky a pu qualifier

<sup>2223</sup> Dans la notice « Maitron » : <https://maitron.fr/spip.php?article19807>, notice CHESNEAUX Jean par Daniel Hémerly, version mise en ligne le 25 octobre 2008

<sup>2224</sup> Ce collectif, qui entendait renouveler les pratiques de l'histoire après Mai-Juin 1968 [cf la chap. 2], revendiquait une « vision utilitariste : l'étude du passé est en soi parfaitement inutile si elle ne se donne pas pour objectif de répondre aux exigences du présent ». Voir Kristin Ross, *Mai 1968 et ses vies ultérieures...*, op. cit., pp. 120 et sq. Le collectif diffusait une revue, un temps diffusée par les éditions Maspero.

de « cause accueillante »<sup>2225</sup>. L’avocat Denis Langlois\* y est encore investi tout au long des années 1980 [voir l’introduction], tout comme le communiste Aimé Guedj\*, qui quitte le PCF dans les années 1990, plus tardivement que d’autres [voir *supra*] alors qu’il est déjà très actif à la LDH. Surtout, l’historienne Madeleine Rébérioux\* [voir le chapitre 2], adhérente à la LDH depuis 1964, s’intéresse à partir des années 1970, à travers l’association aux questions de « jeunesse, d’éducation, d’antiracisme, de prisons » et devient présidente de la LDH de 1991 à 1995. L’avocat pénaliste Henri Leclerc\*, membre du PSU en 1960 et 1972 et acteur central de la défense de militants d’extrême-gauche dans l’après-1968 ainsi que de journaux (*Libération*, *Le Canard Enchaîné*), lui succède à ce poste. Enfin, plusieurs autres « intellectuels révolutionnaires » comme Jean Rony\* ou Pierre Lantz\*, après leurs départs respectifs du PCF et du PSU, donnent de leur temps à des associations mobilisées sur des sujets proches comme Amnesty International.

Plus globalement, les membres de notre population se mobilisent sur des thèmes extrêmement variés, à tel point qu’il est impossible de tous les citer. On peut penser à la mobilisation contre le racisme – avec le Mouvement contre le Racisme et pour l’Amitié entre les Peuples (MRAP), où l’économiste Suzanne de Brunhoff\*, partie du PCF en 1968, est active – et en parallèle, à la lutte contre la montée du Front National, qui débouche sur la création de Ras le Front en 1990, dont un intellectuel comme Maurice Moissonnier\*, ancien du PCF, préside l’antenne de Rhône-Alpes à partir de 1995. Autre cause majeure : l’investissement au moment de la guerre du Liban à partir de 1982 et, plus généralement, dans la défense des Palestiniens. Plusieurs intellectuels déjà engagés dans la cause palestinienne dans l’après-1968 restent particulièrement mobilisés, à l’image de Georges Labica\*, de Catherine Lévy\*, de Maxime Rodinson\* ou du juriste internationaliste et universitaire Géraud de la Pradelle\*, membre du Centre d’information sur les prisonniers palestiniens et libanais de 1982 à 1988. Il faut aussi mentionner les mouvements féministes (Catherine Wolf\*, médecin, est par exemple très active au Planning Familial) et homosexuels. Daniel Guérin\* crée en 1983 l’association Mémoire des Sexualités à laquelle il lègue ses documents personnels. Elle contribue, en faisant se rencontrer plusieurs cercles du militantisme homosexuel, à visibiliser ces enjeux tout en archivant la mémoire des luttes LGBT. Rapidement, l’association s’intéresse au SIDA, qui commence à faire des ravages alors que Daniel Defert, le compagnon de Michel Foucault, crée l’association AIDES en 1984, association dans laquelle Louis-Vincent Thomas\* s’engage dès

---

<sup>2225</sup> Éric Agrikoliansky, *La ligue française des droits de l’Homme...*, op. cit., p. 250.

les premiers mois. De même, plusieurs s'engagent dans Act-up après sa création en 1989<sup>2226</sup>, à l'image d'Anne Guérin\* [cf le **chap. 7**], la fille de Daniel Guérin\*. Le tiers-mondisme ou l'anticolonialisme sont également encore présents tout au long des années 1980, à travers notamment la CEDETIM, qui fonctionne toujours avec plusieurs actifs comme l'économiste Elsa Assidon\*. De même, l'enseignant de lettres dans le secondaire Yves Benot\*, pseudonyme d'Édouard Helman, est l'un des membres fondateurs en 1991 de l'Association pour l'étude de la colonisation européenne (APECE), qu'il préside jusqu'à sa mort.

Enfin, certains ont des itinéraires plus personnels, comme le militant de l'éducation Benigno Cacérés dans le mouvement Riposte qui agit en faveur du droit à l'éducation des jeunes sous protection judiciaire et contre l'exclusion des jeunes les plus en difficulté, ou le géographe Claude Bataillon\*, qui travaille au sein de l'association antiraciste Coup de Soleil, créée à Toulouse en 1985, ville où il décide de s'installer, aussi, pour des raisons écologiques.

On peut enfin penser à Emmanuel Terray\* [voir le **chapitre 4**], élu directeur d'études à l'EHESS après avoir soutenu sa thèse d'État avec Balandier en 1984 et qui n'a plus d'affiliation partisane tout en restant engagé tout au long de la décennie, puisqu'il défend des ouvriers aux prud'hommes durant de nombreuses années. Il considère qu'il s'agit toujours là de se mettre au service des plus dominés, et découvre une classe ouvrière plus empirique et moins fantasmée que durant ses années post-1968, comme il en fait le récit en entretien :

« J'avais de bons amis [où il habite dans les Yvelines] qui étaient à la CFDT et qui m'ont proposé de me joindre à eux pour faire ce qui était une des grandes activités de cette union locale : la défense prud'homale. Parce que bon à l'époque, je pense que c'est d'ailleurs toujours vrai, si vous avez un mandat syndical vous pouvez être défenseur aux prud'hommes sans autre qualification. Donc j'ai dit que j'étais d'accord, ça m'intéressait beaucoup de faire ça parce que d'abord c'était une activité où on voyait ses résultats et on voyait si on avait gagné ou si on avait perdu, c'était clair ! Parce que l'activité groupusculaire, c'est difficile de mesurer l'efficacité ! Mais là, vous saviez ! Et puis d'autre part, ça donnait accès à une classe ouvrière qui n'était pas du tout celle qui nous avions rencontrée, parce que celle que nous avions rencontrée c'était une classe ouvrière de militants, et de militants très bien formés, et de gens tout à fait décidés, alors que la défense prud'homale elle s'adresse essentiellement... parce que dans les petites boîtes où il n'y a pas de syndicats, c'est le seul recours qu'ils ont. Alors on voyait arriver des gens avec beaucoup de naïveté et qui était une toute autre classe ouvrière que celle d'avant. Et alors j'ai fait ça très activement pendant 6-7 ans, jusqu'en 1984-1985 »<sup>2227</sup>.

---

<sup>2226</sup> Sur Act-up, voir surtout Olivier Fillieule et Christophe Broqua, *Trajectoires d'engagement : Aides et Act Up*, Paris, Textuel, 2001 ; « Chapitre 6. Act Up ou les raisons de la colère », in Christophe Traïni (dir), *Émotions... Mobilisation* /Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2009, p. 141-167 ; et Dominique Marchetti, « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites : l'exemple d'Act Up-Paris », in Eric Darras (dir.), *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, pp. 277-297.

<sup>2227</sup> Entretien avec Emmanuel Terray\*, 27 mars 2017.

Signe d'une transformation de son rapport à la politique et à la théorie, il reste lui aussi très marqué par le marxisme au sens large (ici, l'analyse par le prisme de la classe), puisqu'il précise fièrement et en riant qu'il a « fait changer de poche, c'est-à-dire passer de la poche patronale à la poche ouvrière ou salarié 85 millions de centimes, et 115 millions formellement que j'avais obtenus au tribunal, mais je n'avais eu l'exécution du jugement que pour 85 millions » ! Il arrête cependant au milieu de la décennie 1980, trop pris par les « responsabilités administratives » de l'EHESS, quand il devient directeur du Centre d'études africaines, signe là encore que les « carrières militantes » sont, bien plus que dans l'après-1968, distinctes des carrières académiques.

L'énumération de ces dizaines d'engagements hors partis – auxquels il faudrait ajouter ceux, nombreux, au sein de syndicats, malgré la crise qui touche aussi bien la CGT que la CFDT<sup>2228</sup> – permet de comprendre que la thèse du désengagement ne tient pas empiriquement, et encore moins celle de la trahison. Au contraire, l'engagement hors partis s'imposent comme l'un des devenirs les plus significatifs pour nos « intellectuels révolutionnaires ». C'est d'autant plus vrai que plusieurs d'entre eux cumulent ces engagements. Jacques Hassoun\* (1936-1999)<sup>2229</sup> est par exemple multi-positionné. Né en Egypte dans une famille juive modeste, arabophone et très croyante, il est militant communiste en Egypte (où il est un temps emprisonné) avant d'arriver en France en 1954. Il y suit des études de médecine couronnées par un doctorat en 1963. Très militant, engagé contre la guerre d'Algérie, il milite successivement chez les dissidents communistes de *La voie communiste* (tout en restant encarté) puis, après 1968 (il a déchiré sa carte), à la LC, à Révolution !, et enfin à nouveau à la LCR jusqu'à la fin des années 1970. Directeur du Centre médico-psycho-pédagogique d'Aubervilliers, il raconte son quotidien professionnel dans *Entre la mort et la famille, l'espace crèche* (Maspero, 1973). Il enseigne en parallèle la psychanalyse à Vincennes. La fin des années 1970 marque sa prise de distance avec le militantisme révolutionnaire, mais pas la fin de son engagement. Après la fondation en 1979 de l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Culturel des Juifs d'Egypte (ASPCJE), il milite au MRAP, à la LDH, à l'association médicale franco-palestinienne, à France-Palestine, au forum des citoyens de la Méditerranée, et il est un temps Président du Cercle juif laïque.

Les multiples façons de s'engager « autrement » appellent, pour finir, trois remarques.

---

<sup>2228</sup> Entre 1978 et 1988, la CGT perd les trois quarts de ses membres, tandis que la CFDT en perd la moitié. Voir Sophie Bérout et Séverine Misset, « Par-delà la crise... », *chap. cit.*

<sup>2229</sup> Outre un film introuvable de 2003 réalisé par Paul Pérèz et intitulé *Jacques Hassoun, de mémoire*, nous nous sommes appuyés sur ses cinq entretiens radiophoniques rediffusés en 2014 : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-nuit-revee-de/voix-nue-jacques-hassoun>

Premièrement, on voit que les « intellectuels », contrairement aux simples militants, ont plus facilement accès à des fonctions importantes au sein de ces associations. Deuxièmement, à la suite de plusieurs travaux dont ceux d'Éric Agrikoliansky, on a affaire ici à des « carrières militantes ». Tout comme la « majorité »<sup>2230</sup> des militants de la LDH étudiés par Agrikoliansky, ces engagements associatifs sont consécutifs à des engagements partisans. Si 68% des enquêtés d'Éric Agrikoliansky sont passés par un parti de gauche<sup>2231</sup>, c'est le cas, évidemment, de l'immense majorité des nôtres. De plus, ces engagements associatifs (à la LDH ou ailleurs), clairement marqués à gauche, sont non seulement une suite mais aussi une façon de tourner la page sans trahir. Comme l'exprime un des enquêtés d'Éric Agrikoliansky, à la LDH, « ce sont des combats politiques au sens noble. Moi la politique en tant que parti je crois que je pourrais plus la faire »<sup>2232</sup>. Très actifs dans ces associations, ils sont ce que Éric Agrikoliansky appelle des « militants intermédiaires », à savoir des militants « qui se distinguent des simples adhérents des partis par leur propension à l'activisme », mais qui s'opposent en même temps aux élites professionnalisées qui vivent « de » la politique, pour reprendre la catégorie de Max Weber<sup>2233</sup>. Surtout, ils se pensent comme des « contre-pouvoirs » aux partis, organisation dans lesquelles ils ne croient généralement plus (sauf dans le cas des Verts).

Troisièmement, bien qu'ils puissent s'inscrire dans des collectifs associatifs, ces itinéraires sont bien souvent des parcours individuels. Cet éclatement des « carrières militantes », liée au déclin des collectifs et, plus généralement, à l'étiollement des sociabilités militantes, rend difficile leur analyse tout en les invisibilisant. Malgré tout, cette invisibilisation est parfois dépassée pour des causes ponctuelles. Quelques jours après la mort de Malik Oussekiné la nuit du 5 au 6 décembre 1986<sup>2234</sup>, Étienne Balibar\* est ainsi à l'initiative d'un collectif d'intellectuels se voulant vigilant « contre les atteintes aux droits de l'homme et aux droits démocratiques en France, indépendant de toute organisation politique ou corporative » et dont « les premiers objectifs proposés » sont de « récapituler et dénoncer les atteintes de ces derniers mois (actes de censure, expulsions, crimes racistes, illégalités policières, etc.) » et d'obtenir « une commission d'enquête sur la répression des manifestations étudiantes »<sup>2235</sup>.

---

<sup>2230</sup> Eric Agrikoliansky, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 2001/1 (Vol. 51), p. 31.

<sup>2231</sup> *Ibid*, p. 33.

<sup>2232</sup> *Ibid*, p. 31.

<sup>2233</sup> *Ibid*, p. 34.

<sup>2234</sup> Dans un contexte très tendu et après plusieurs semaines de contestation étudiante contre le projet de réforme universitaire d'Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Malik Oussekiné, 22 ans, qui sortait d'un concert est pris à parti par des voltigeurs de la police, qui le roue de coups. Il décède dans la soirée. Deux jours plus tard, le projet de loi est retiré après la démission d'Alain Devaquet.

<sup>2235</sup> Lettre d'Étienne Balibar\* à François Gèze, 10 décembre 1986, Archives La Découverte, *DEC 1112.6*, IMEC, Caen.

Parmi les 51 premiers signataires, on trouve 19 membres de notre population, signe qu'ils sont encore mobilisés et mobilisables, malgré une période où l'engagement est moins visible.

Sans que l'on puisse dresser une chronologie unanimement partagée, il est indéniable qu'une « crise » des espérances révolutionnaires est ressentie à partir de la fin des années 1970 par les membres de notre population. Avec le déclin électoral du PCF et de l'extrême-gauche, combiné à des « disponibilités biographiques »<sup>2236</sup> professionnelles et familiales généralement moins fortes<sup>2237</sup>, ce sont les conditions générales qui sont défavorables à la persistance de l'engagement des « intellectuels révolutionnaires » et à leur maintien dans une « carrière militante ».

Pourtant, la persistance d'un engagement fort à gauche demeure. Ils sont au moins 300 à rester actifs politiquement, souvent de façon différente et moins intense que durant les années 1968-1981, mais sans réelle solution de continuité. Bien sûr, les formes d'engagement sont variées. Une cinquantaine de nos « intellectuels révolutionnaires », essentiellement des universitaires, s'investissent activement auprès du PS au pouvoir. Dans le même temps, et malgré la crise qui le touche, plus d'une centaine persistent au PCF. Si la fuite de ses membres les plus dotés en capitaux scolaires est réelle, les profils sociologiques de ceux qui restent sont divers, et aux « intellectuels ouvriers » qui disparaissent, en raison de leur âge ou de la modification sociologique du PCF, succèdent plusieurs autres profils. A l'extrême-gauche aussi, il y a des départs, mais les ruptures totales sont rares, et ils sont encore une vingtaine à être actifs au sein des diverses organisations entre 1981 et 1991.

Ainsi, qu'ils s'agissent de persistances distantes, d'engagements auprès du pouvoir, de transformations à l'écart des partis ou de départs qui se transforment en compagnonnages de route, l'analyse des devenir politiques des membres de notre population montre que la loyauté

---

<sup>2236</sup> Johanna Siméant, « Entrer, rester en humanitaire... », *art. cit.*

<sup>2237</sup> Alain Badiou\* me raconte : « La grande majorité des gens qui s'étaient engagés étaient très jeunes, donc quand ils sont là, ils sont moins jeunes aussi ! Et ils commencent à se dire, "enfin il faut que je m'installe, il faut que je vive, que j'ai un métier, que je... voilà, je ne peux pas... demain sera comme aujourd'hui pour l'essentiel ! », entretien avec Alain Badiou\*, 30 novembre 2014.

politique active est une constante massive, au contraire de la « trahison ». En effet, ils sont tout au plus une dizaine à se « convertir ».

S'ils vont dans le sens des enquêtes sur les militantes et militants « anonymes » des années 1968 en France, la persistance de ces engagements semble même plus importante quantitativement au sein de notre population<sup>2238</sup>. Autrement dit, les intellectuels qui écrivent des livres, ne sont pas des militants ordinaires et anonymes. Deux hypothèses peuvent être avancées. La première serait que les intellectuels, en tant qu'acteurs sociaux aux propriétés et à l'activité spécifiques, sont plus à même de prolonger l'engagement politique. Plus précisément, si on conçoit l'engagement comme le produit circonstancié de « l'ajustement entre [une] offre et [une] demande de militantisme »<sup>2239</sup>, les intellectuels ont à la fois plus à offrir et, en même temps, sont plus demandés. Ayant potentiellement davantage de rétributions, ils ont donc davantage intérêt à continuer à s'engager. La seconde hypothèse porterait sur les effets à long terme de l'écriture elle-même. Les intellectuels de notre population, en tant qu'investis dans une activité particulière – ils ont écrit un livre « marxiste », au sens large – sont peut-être davantage portés à croire que des anonymes, et surtout à croire plus fortement et plus longuement. Il est ainsi possible que l'activité de produire des idées laisse davantage conséquences biographiques à l'engagement, et que les « intellectuels révolutionnaires » soient pour cette raison tendanciellement plus loyaux malgré le vieillissement social.

---

<sup>2238</sup> Il est cependant difficile de comparer en raison des nombreuses différences méthodologiques. Par exemple, l'enquête Sombrero porte principalement sur 285 personnes, et la question de devenir politiques de la population à partir de la fin des années 1970 est délimitée entre avant 1983 et après 1983 (jusqu'à aujourd'hui). En prenant en compte tous les types d'engagement après 1983 (féministes, gauchistes, syndicaux, etc...), 54 personnes ne déclarent pas de militance (19%). Voir Olivier Filleule et al, *Changer le monde...*, op. cit., p. 1103.

<sup>2239</sup> Olivier Filleule et Bernard Pudal, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacements des méthodes d'enquête », in Olivier Filleule, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux...*, op. cit., pp. 164-184.





## **Chapitre 6.**

# **Comment les marxismes français sont devenus souterrains ? Récit d'un déclin.**

*« Je n'ai pas tourné le dos aux idéaux révolutionnaires. j'ai sans doute mis à la critique assez systématique l'idée même d'une révolution, l'idée d'une conduite du peuple par un parti ou par une sorte d'intelligentsia éclairée ou de professionnels de la politique, ça, bien sûr. Mais pas l'idée qu'il fallait s'occuper de ce qu'il y a de plus commun entre les hommes. C'était ça le communisme au fond, c'était quand même s'occuper de ce que les hommes ont de commun. Et donc aujourd'hui encore c'est dans cette voie que je travaille. En travaillant sur le cosmopolitisme, voilà en travaillant en philosophie disons classique c'est quand même toujours dans cette perspective. Ce n'est pas une perspective "scientifique" ou "universitaire" qui est la mienne. Ce n'est pas de faire un travail de "savant", si je puis dire. C'est quand même toujours un travail d'émancipation, de combat, même si je pense qu'il faut faire de la philosophie pour elle-même, il ne faut pas la subordonner à autre chose. Malgré tout je pense que la philosophie a cette ambition en elle. Et c'est ça qui m'intéresse dans la philosophie : ce par quoi elle est tournée vers les hommes, vers la question de l'homme ».*

Entretien avec Pierre Guénancia\*, 9 mai 2017.

*« Je connaissais très bien Hélène, aussi bien que Louis [Althusser\*], et j'ai même fait partie des femmes – et ça veut dire quelque chose – qui sont allées le voir dans la clinique, et qui ont maintenu un certain temps un rapport. Ce qui veut dire que j'ai eu au sens strict un trauma. Et le trauma donne à penser, et il m'a donné à penser que quelque chose du marxisme était en train de mourir. Et ce quelque chose, c'était sûrement mon engagement au sens premier du terme. Et sur ces entrefaites, la gauche arrive au pouvoir. Et là au fond j'ai choisi entre être une enseignante, être une intellectuelle toujours avec des références politiques, mais qui ne quitte pas l'enseignement, ou tenter d'aller quelque part, d'avoir un poste quelconque, comme beaucoup de mes amis, dans la gauche au pouvoir. J'ai donc choisi de revenir à l'esthétique à travers Benjamin et c'est pas par hasard pour deux raisons. J'avais dit que je voulais faire un sujet de thèse sur Don Juan. Or Benjamin, c'est quand même celui qui avait pensé le baroque, le drame baroque allemand. Et d'autre part, au fond, le marxisme m'intéressait comme marxisme critique, ouvert ».*

Christine Buci-Glucksmann\*, « Le tournant esthétique du baroque des années 80 », *À voix nue*, France Culture, 15 février 2012.

*« Je dirais que [mon] rapport à Marx, dans les années 1960, il mélange la dimension intellectuelle du marxisme comme instrument d'analyse critique de la société, et la dimension de l'engagement politique et de l'action politique. Dans l'évolution, je dirais qu'en ce qui me concerne, le premier volet [instrument d'analyse critique] est resté une référence, si ce n'est que, quand on est chercheur, les références théoriques évoluent avec les résultats des recherches, et donc ce qui pouvait servir comme instrument pour penser par exemple les classes sociales, la stratification sociale, les inégalités à un moment donné, s'avère progressivement... une référence utile mais lointaine, et de moins en moins directement présente... Sans que ce soit un reniement, mais voilà, Marx n'a pas écrit la vérité des classes sociales à travers l'histoire jusqu'à la fin des temps ! ».*

Entretien (Skype) avec Edmond Préteceille\*, 24 avril 2020.

Au début des années 1980, malgré la « crise », le rapport à Marx des « intellectuels révolutionnaires » n'est pas rompu. Bien sûr, les conditions politiques pour un engagement massif des intellectuels ne sont plus réunies, et un certain nombre d'entre eux ont quitté la sphère partisane. C'est le cas de Pierre Guénancia\*, d'Edmond Prétéceille et de Christine Buci-Glucksmann\*, cités en exergue, qui ont quitté le PCF dans les années précédentes, parfois en prenant position publiquement [voir le chapitre 5]<sup>2240</sup>. En même temps, même quand ils ne sont plus engagés dans un parti, la grande majorité des « intellectuels révolutionnaires » de notre population reste profondément attachée à conserver un rôle politique à leur travail intellectuel. C'est le cas de la recherche sur le « cosmopolitisme » de Pierre Guénancia\*, adossée non pas à une simple dimension académique – sous-entendu apolitique et sans utilité sociale – mais bien à une aspiration à l'« émancipation » et au « combat ». Pour Christine Buci-Glucksmann\*, la décision de cesser son engagement partisan et politique pour un travail d'« intellectuelle toujours avec des références politiques, mais qui ne quitte pas l'enseignement », est liée au contexte général de crise (notamment du PCF et du marxisme, mais aussi au « trauma » causé par la mort d'Hélène Althusser). Mais son choix de travailler sur Walter Benjamin, loin d'être un « hasard », s'inscrit dans la continuité de son attachement au marxisme, un marxisme plus « ouvert » et « critique » que celui qu'elle a connu au PCF, mais qui reste, au fond, toujours orienté dans la même direction. C'est aussi le cas du sociologue Edmond Prétéceille\*, qui entre au CNRS à la fin des années 1970 grâce à une intégration massive des hors-statuts, ces « intellectuels précaires » qui vivent souvent de contrats de recherche ou de charges de cours entre 1968 et 1981, et qui deviennent titulaires. Il continue dans les années suivantes de publier des textes qui restent engagés, à l'image, en 1986, de *Ségrégation urbaine : classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*, un travail comparatif élaboré en partie avec des instruments marxistes et qui est l'un des derniers ouvrages publiés par Serge Jonas\* chez Anthropos, alors qu'il passe la main après plusieurs années où sa maison a été peu active.

Ce chapitre s'intéresse aux devenirs des membres de notre population d'« intellectuels révolutionnaires » en étudiant les conditions nouvelles dans lesquelles sont produites, au cours des années 1980, des idées politiques qui peuvent difficilement être qualifiées encore de

---

<sup>2240</sup> Christine Buci-Glucksmann\* intervient à la rencontre de Vitry organisée en 1978 entre le BP et 400 intellectuels et commence par dire « combien “l'information” de Georges Marchais\* [l]'a déçue » tant ce « discours général évacue totalement les problèmes politiques très concrets de la démocratie dans le parti et de nos responsabilités spécifiques dans l'échec de l'Union de la gauche », avant d'ajouter : « Qu'est-ce qui brûle en moi ? [Je] n'ai trouvé qu'une seule réponse : une déstalinisation insuffisante de nos pratiques réelles, ce fameux “retard” de 56 face à la critique du stalinisme en URSS et dans notre parti. Un retard qui a pesé en 68 comme en 78 ». Voir Christine Buci-Glucksmann, « Brève histoire d'une déstalinisation impossible : sur les « retards » de 56, 68, 78 », in Collectif, *Ouverture d'une discussion ?*, Paris, Maspero, 1979, pp. 19-27.

« marxistes », et encore moins de « révolutionnaires ». Elles restent cependant « critiques », si on entend par là la posture d' « indocilité réfléchie » dont parle Foucault en 1978 et qui désigne cette orientation toujours de gauche, toujours du côté de l'émancipation mais moins dogmatique, moins marxiste, moins révolutionnaire<sup>2241</sup>. Davantage tournée vers le travail intellectuel pour lui-même, sans l'adosser dorénavant à une organisation partisane mais sans renoncer à lui accorder un rôle dans la bataille politique. Un « militantisme d'écriture », pour reprendre l'expression de l'anthropologue Jean Copans\*<sup>2242</sup>.

Ce chapitre se concentre principalement sur les itinéraires des idées et des intellectuels « marxistes » des années 1968-1981 au sein de l'enseignement supérieur et de la recherche, secteur où ils sont de loin les plus nombreux à travailler au cours des années 1980. Ils sont en effet un peu moins de 300<sup>2243</sup> à être encore actifs (ou retraités) de l'université française et du CNRS durant cette période. Dans un premier temps, nous reviendrons sur les conséquences de l'arrivée de la gauche au pouvoir sur les membres de notre population et, plus globalement, sur le champ universitaire (I). Puis nous étudierons les transformations de l'ensemble du champ intellectuel qui, toutes, concourent à invisibiliser les idées les plus « révolutionnaires » au profit d'autres, plus libérales (II). Enfin, à travers trois études de cas consacrées au centenaire de la mort de Marx en 1983 (III-A), aux séminaires marxistes des années 1980 (III-B) et à la lecture « marxiste » de Spinoza (III-C) initiée dans les « années 1968 », nous montrerons l'intérêt d'écrire une histoire des idées politiques au cours des années 1980 qui, bien que plus souterraine, illustre là encore l'inadéquation de la thèse de la trahison généralisée des « intellectuels révolutionnaires ».

---

<sup>2241</sup> Michel Foucault, « Qu'est-ce que la critique ? [Critique et Aufklärung] », *Bulletin de la Société française de philosophie*, LXXXIV, 1990, (séance du 27 mai 1978), pp. 35-63.

<sup>2242</sup> Entretien téléphonique avec Jean Copans\*, 17 mai 2020.

<sup>2243</sup> Nous en avons comptabilisé 154 chez Maspero, 89 chez Anthropos et 63 aux ES, soit 305 individus, parmi lesquels vingt-six auteurs « auteurs doubles » encore en vie, soit 279.

## ***I. Le travail intellectuel après-1981 : entre intégration, normalisation et stigmatisation***

L'arrivée de la gauche au pouvoir n'est pas seulement un moment de joie, d'enthousiasme et, pour certains, d'engagement politique [voir le chapitre 5]. Pour les « intellectuels révolutionnaires » de notre population, c'est parfois leur statut qui change. Pour tous, ce sont les conditions dans lesquelles ils travaillent, entre opportunités, normalisation mais aussi stigmatisation. Nous reviendrons d'abord sur la vague de recrutements à l'université et au CNRS initiée à la fin des années 1970 et poursuivie par le nouveau pouvoir politique après 1981, mais selon une autre logique (A). Puis nous montrerons que l'après-1981 représente une configuration nouvelle où le travail intellectuel qui entend s'inscrire dans la continuité des « idées révolutionnaires » des années 1968-1981 se trouve facilité (B). Dans un troisième temps, nous verrons en quoi les années 1980 sont un moment de « normalisation » du travail des « intellectuels révolutionnaires » (C) avant de nous demander s'ils font face, au cours de cette décennie, à des formes de stigmatisation (D).

### ***I-A. L'université sous Mitterrand : la disparition de l' « intellectuel précaire » ?***

Au cours des années 1980, l'essentiel des « intellectuels précaires » de notre population qui, dans l'après-1968, n'étaient pas en poste (étudiants, chargés de cours, assistants et chercheurs contractuels) le sont désormais. Au-delà des entrées individuelles, des changements de carrière (notamment des passages du secondaire vers le supérieur) et des conversions professionnelles (comme celle de Bruno Théret, qui quitte un travail d'économiste au sein d'un ministère pour un poste au CNRS<sup>2244</sup>), des décisions politiques favorisent la disparition de la figure de l' « intellectuel précaire » dans notre population<sup>2245</sup>.

L'élection de François Mitterrand est décisive. Plusieurs situations individuelles complexes dans les années précédentes sont résolues. C'est l'alternance politique qui permet la réintégration à l'université de Judith Miller, la fille de Jacques Lacan et l'épouse de Jack-Alain Miller, à Paris VIII, après avoir été évincée de Vincennes en 1970 pour des raisons

---

<sup>2244</sup> Après s'être mis en retrait de son travail en ministère des Finances après le tournant de 1983. « En 1981, le lendemain de l'élection de Mitterrand, on s'installe dans le bureau du directeur, on s'assied et on demande sa démission, et on demande à élire nos chefs ! (rires). Ça n'a pas duré longtemps ! Enfin si, parce qu'on a bossé énormément pour faire le plan intérimaire si tu veux, il y avait une espèce de motivation, Rocard propose un plan intérimaire, donc il fallait bosser beaucoup, et donc on se défonce, et puis là à la fin, « clac » ! 1983, changement et retournement [...]. Et là, je me dis qu'il faut que je reprenne ma thèse ». Il est recruté au CNRS en 1986, mais le concours en sciences sociales est finalement annulé cette année d'alternance politique par le ministre de la Recherche, Alain Devaquet. Bruno Théret\* n'entre finalement au CNRS qu'après un recours devant le Conseil d'État. Entretien avec Bruno Théret, 15 janvier 2019.

<sup>2245</sup> Il ne s'agit pas, bien entendu, de dire que la précarité n'existe plus pour les nouveaux entrants, mais de saisir les modalités de l'intégration des acteurs de la période 1968-1981 en parlant de notre population.

politiques<sup>2246</sup>. Le départ d’Alice Saunier-Seïté, la secrétaire d’État aux Universités, est également une bonne nouvelle pour le géographe Yves Lacoste\*. Dans ses mémoires, il écrit que c’est elle, géographe comme lui, qui a empêché sa nomination comme professeur à l’École nationale supérieure des arts et métiers peu après la soutenance de sa thèse d’État de géographie intitulée *Unité et diversité du tiers-monde : une analyse géographique* (1979)<sup>2247</sup>. Il était redevenu alors simple assistant à Paris-VIII, puis raconte que c’est « après 1981 et l’élection de François Mitterrand » qu’une « nouvelle commission de spécialistes [1]’a élu professeur à l’université Paris VIII-Vincennes »<sup>2248</sup>.

Surtout, au-delà de la fin d’un climat hostile aux « gauchistes » [voir *infra*], l’arrivée de Mitterrand au pouvoir permet la création de plusieurs centaines de postes de tous statuts universitaires. Plusieurs membres de notre population sont directement concernés, à l’image d’Annick Ohayon\*, anciennement éducatrice spécialisée. Chargée de cours en psychologie à Vincennes à la fin des années 1970 (« mais c’était un statut précaire »), elle est titularisée comme assistante « après l’arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 ». Jacques Pain\*, toujours chargé de cours en sciences de l’éducation à Nanterre, raconte lui aussi qu’« en 1981, Mitterrand prend le pouvoir et dans la foulée, Mauroy débloque 150 postes d’universitaires, assistants et maître de conf, et j’étais dedans »<sup>2249</sup>. L’investissement du nouveau gouvernement dans l’ESR, visible dans la création du ministère de Jean-Pierre Chevènement [voir le **chapitre 5**], a donc des effets très directs sur la carrière certains membres de notre population, qui deviennent moins précaires en passant assistant puis, après la loi Savary de 1984, accèdent à un vrai statut de titulaire<sup>2250</sup>.

---

<sup>2246</sup> En mars 1970, elle donne un entretien à Michèle Manceaux où elle fait l’éloge de la révolution chinoise tout en critiquant l’université comme institution oppressive, bien qu’elle y enseigne. Elle déclare notamment qu’elle « s’attache[ra] à ce qu’elle fonctionne de plus en plus mal ». Après que les bonnes feuilles de cet entretien aient été publiées dans *L’Express*, elle est radiée de l’enseignement supérieur, malgré les initiatives locales menées notamment par Emmanuel Terray\* et François Châtelet\*. Ce dernier a obtenu sa réintégration en 1981.

<sup>2247</sup> Il écrit qu’il candidate, sur les conseils de Jean Dresch, et poursuit : « J’ai été largement élu. Mais quelques temps après, le vote des professeurs [...] fut rejeté par le ministre des Universités, Mme Saunier-Seïté (qui fut géographe avant d’être nommée à ce poste par le président Giscard d’Estaing ». Voir Yves Lacoste, *Aventures d’un géographe*, Paris, Equateurs, 2018, p. 234.

<sup>2248</sup> *Ibid*, p. 235.

<sup>2249</sup> Entretien (skype) réalisé avec Jacques Pain\*, 12 avril 2020.

<sup>2250</sup> Pilotées par Anicet le Pors\* et Alain Savary, plusieurs réformes sur le statut des fonctionnaires entrent en vigueur en 1984. Elles concernent tout d’abord la fonctionnarisation de plus de 800 000 agents des communes, des départements et des régions. Surtout, le 26 janvier 1984, la loi Savary réforme l’enseignement supérieur : le statut d’assistant est enterré, tout comme celui de maître-assistant, qui est intégré au corps des maîtres de conférences. Il ne reste alors plus que deux rangs : les professeurs d’université et les maîtres de conférences. En parallèle, un nouveau doctorat est créé (article 16) ainsi que l’Habilitation à diriger les recherches (HDR). Elles sont ensuite réglementées dans les années suivantes, comme à travers la circulaire du 5 janvier 1989.

Mais c'est surtout au CNRS que se déroule une intégration de nombreux « hors statuts » dès le milieu des années 1970. Initialement, Giscard d'Estaing et son Premier ministre, Raymond Barre (août 1976 - mai 1981), souhaitent changer le fonctionnement de la recherche et le rôle actif qu'y joue l'État. Autour de 1975, et s'appuyant sur les anticipations faites en 1971 par la commission « Recherche » du VI<sup>e</sup> Plan (1971-1975) qui pose un « diagnostic de rigidité de l'emploi scientifique due à l'arrivée sur le marché des premiers étudiants titulaires de diplômes en sciences sociales et aux effets de la politique contractuelle », ils commencent à intégrer « discrètement au CNRS, au cas par cas, sur de petits effectifs », des chercheurs hors-statut<sup>2251</sup>. Mais la gestion du problème reste trop partielle, et l'essentiel des chercheurs contractuels restent hors-statut jusqu'à un arbitrage en 1977 de Giscard d'Estaing et de son secrétaire d'État à la recherche Pierre Aigrain. À partir de cette date, le nombre d'intégrations augmente très fortement, et entre 1975 et 1980, ils sont 411 à entrer au CNRS (ou parfois comme ITA à l'université), d'après le rapport Boudon de 1979<sup>2252</sup>. Il s'agit principalement de sociologues (171, soit 41,6%) d'économistes (72, soit 17,5) et d'anthropologues (45, 11%).

Ce choix très coûteux – et très mal reçu au CNRS d'après André Bruston\*, qui raconte que « le CNRS évidemment avait quelques peines à avaler tout ça et à intégrer tous ces gens nouveaux qui faisaient problème »<sup>2253</sup> – n'est pas dénué de stratégie politique. Autour de 1977, les conseillers recherches de Raymond Barre que sont le sociologue Raymond Boudon et l'économiste Jean-Claude Casanova plaident pour une réorganisation complète des organismes publics de recherche. André Bruston, déjà à la Mission de la Recherche Urbaine [**voir le chapitre 5**], raconte :

« A l'époque, je crois que c'était au mois d'août 1980 ou 1979, il y a eu une grande réunion et ce qui a été décidé par Casanova, ça a été de supprimer tous les comités qui avaient financé les équipes (notamment le CORDES – qui était le principal comité de recherche du Plan) [...] : le comité sur le tourisme, sur les transports, etc. Et de s'en sortir avec deux comités, un plutôt sociologique confié à Boudon au Plan, et un plutôt économique pour créer ce qui est devenu l'OFCE. C'est donc une décision du Premier ministre de l'époque. Et un comité plus général réunissant l'équipement, l'architecture, les transports, le commerce, le tourisme et l'environnement, tout ça en sciences sociales, et qui m'a été confié. Et je me suis retrouvé avec tout ce paquet à gérer avec une double mission : me débrouiller pour faire vivre les chercheurs sous contrats qui n'étaient pas encore intégrés, et il fallait qu'on leur donne suffisamment de contrats pour qu'ils puissent survivre, et avec suffisamment peu d'exigences pour qu'ils puissent faire leur

---

<sup>2251</sup> D'après les souvenirs de Pierre Creyssel, à l'époque directeur administratif et financier du CNRS, cité par Philippe Bezes et Nicole de Montricher, « Le moment CORDES (1966-1979) », in Philippe Bezes (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales...*, op. cit., p. 66.

<sup>2252</sup> Voir Raymond Boudon et al, *Rapport sur la politique contractuelle en sciences sociales*, Premier ministre, secrétariat d'État à la recherche, Paris, La Documentation française, 1979.

<sup>2253</sup> Entretien téléphonique avec André Bruston\*, 29 avril 2019.

travail d'intégration au CNRS qui, évidemment, était exigeant sur le plan scientifique. J'ai conduit tout ce processus là en 80-81 »<sup>2254</sup>.

L'intégration des chercheurs « hors-statut » au CNRS s'accompagne donc d'une réorganisation complète de la recherche au sein des ministères, et, surtout, d'une baisse drastique des moyens et des contrats, sauf pour accompagner les hors-statuts en voie d'intégration. Le but politique est pour Bruston « de contrôler ces gens ». On retrouve là une gestion classique du « prolétariat académique », pour reprendre une expression de Bismarck lancée dans les années 1890<sup>2255</sup>.

Comme l'affirme Cyprien Tasset, il s'agit d'une actualisation d'un

« topos qui traverse différentes périodes historiques, et qui se caractérise par l'articulation entre 1° une alarme lancée à propos des dangers d'une diffusion excessive des titres scolaires, *a fortiori* ceux décernés par l'université, 2° la désignation d'un groupe d'intellectuels surnuméraires porteurs d'un risque politique, et 3° des projets de réformes censés contrecarrer la production d'un tel groupe »<sup>2256</sup>.

L'intégration des « hors-statuts » et leur contrôle à travers leur normalisation institutionnelle devient le prix à payer pour stopper la production d'idées vues comme « marxistes » – ce qui, au vu de ce que l'on a montré jusque ici, n'est sans doute pas qu'une lubie libérale...

Cette intégration concerne des dizaines de membres de notre population comme les sociologues urbains Édmond Prétéceille, Serge Topalov\* ou encore les sociologues de la marginalité Gérard Mauger\* et Claude Fossé Poliak\*. Chargé de cours à Vincennes, Michael Löwy\* est également recruté en 1978, à 40 ans, tout comme François Flahault\*. Né en 1943 à Saint-Malo dans une famille bourgeoise, « catholique et d'extrême-droite », il se politise dans les années 1968. Un temps maître-auxiliaire de philosophie (1967-1971), il travaille à l'Association Nationale pour la Formation pour Adultes entre 1971 et 1980. Il obtient durant cette période sa thèse de philosophie et la publie chez Maspero (*L'extrême existence : essai sur des représentations mythiques de l'intériorité*, 1972) tout en étant chargé de cours dans plusieurs universités. Il tente sa chance au CNRS, et il est admis en 1980<sup>2257</sup>.

Une trajectoire similaire d'obtention progressive d'un statut universitaire se retrouve dans la trajectoire de Michel Chauvière\*. Après avoir été renvoyé de son travail d'éducateur et la publication de son livre chez Maspero [voir le chapitre 4], il se rapproche de l'université. Il précise néanmoins au début de notre entretien : « Je ne me destinais pas à la recherche. C'est

---

<sup>2254</sup> *Ibid.*

<sup>2255</sup> Cyprien Tasset, « Comment juguler la production de prolétaires intellectuels ? Les discours réformateurs contre la surproduction universitaire (XVII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup>), in Yamina Bettahar, Françoise Birck, Marie-Jeanne Coffel-Mailfert (dir.), *Les universités au risque de l'Histoire. Principes, configurations, modèles*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2014, p. 184.

<sup>2256</sup> *Ibid.*

<sup>2257</sup> Entretien avec François Flahault\*, 20 février 2020.



venu chez moi de heurts avec une institution de formation de travailleurs sociaux »<sup>2258</sup>. C'est la situation particulière de l'après-1968 et la possibilité d'enseigner les sciences de l'éducation à Vincennes comme chargé de cours qui modifie une première fois sa trajectoire professionnelle. Il commence dans le même temps à travailler sur un contrat du CORDES, puis se met au chômage pour finir une étude sur l'histoire du travail social, qu'il parvient à transformer en une thèse de sociologie soutenue en 1978 à Nanterre sous la direction de Pierre Kaufmann (*Pour une sociologie historique du travail social : le secteur de l'enfance inadaptée, la profession d'éducateur, 1940-1950*). Il est intégré au CNRS en 1979-1980, « par le haut » comme il le dit en opposition à d'autres qui disparaissent [cf le **chap. 7**], et devient un professionnel de la recherche scientifique alors qu'il en était très éloigné cinq ans plus tôt<sup>2259</sup>.

Ce phénomène d'intégration des hors-statuts touche également des instituts comme l'ORSTOM, qui se réforme peu après en profondeur en 1984 pour devenir l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)<sup>2260</sup>. Au-delà de notre population, cette intégration profite à des intellectuels proches d'Anthropos comme les époux Guillerm<sup>2261</sup>, le couple formé par Michèle Collin et Thierry Baudouin<sup>2262</sup> ou par Michèle Pinçon et Monique Pinçon-Charlot. Cette vague d'intégration initiée à partir de 1977 par la droite est poursuivie par les socialistes. Et le PS fait coup double : non seulement les hors-statuts sont intégrés, mais, en plus, il peut réorganiser l'ESR selon ses souhaits, dans le contexte très favorable de l'après-1981, et réformer aussi les statuts des chercheurs et des fonctionnaires, en 1984.

### ***I-B. Une configuration « amie » entre intellectuels et pouvoir politique***

La fin des années 1970 puis l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 n'ont pas des conséquences seulement sur les statuts des chercheurs. L'alternance politique « réactive l'intérêt des administrations pour les sciences sociales »<sup>2263</sup> et, avec lui, ce sont aussi les objets

---

<sup>2258</sup> Entretien (skype) avec Michel Chauvière\*, 26 avril 2020.

<sup>2259</sup> Comme on l'a vu au chapitre 5, il se rapproche du pouvoir socialiste après 1981 et dirige durant plusieurs années la Mission Interministérielle de Recherche-Expérimentation (MIRE).

<sup>2260</sup> Sur son histoire, voir le numéro 191 (2007/3) de la revue *Tiers Monde* intitulé « Itinéraires de chercheurs et parcours d'une institution. L'IEDES a 50 ans ».

<sup>2261</sup> Alain Guillerm publie par exemple en 1975 un ouvrage avec Yvon Bourdet\* (*L'autogestion*, Seghers).

<sup>2262</sup> Thierry Baudouin, né en 1946 et Michèle Collin, née en 1948 à Rouen, forment un couple depuis les années 1970. Ils enseignent comme vacataires à Vincennes après Mai 1968 puis rencontrent Yann Moulier-Boutang au sein du groupe « Matériaux pour l'intervention ». Ils sont recrutés en 1979 au CNRS en tant que chargés de recherche, statut qu'ils conservent jusqu'à aujourd'hui. Ils ont été rattachés successivement à divers laboratoires comme celui d'Histoire maritime ou celui d'« Architecture, urbanisme, société ». Amis des époux Guillerm, ils ont milité ensemble dans les années 1970 et publié à huit mains un ouvrage en 1979 (*La grève et la ville*, Paris, Bourgois).

<sup>2263</sup> Philippe Bezès, Michel Chauvière, Jacques Chevallier et al, « Introduction », in Philippe Bezès (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales...*, op. cit, p. 17.

de la recherche qui se transforment. On a déjà vu qu'à travers son action auprès de Chevènement puis au CNRS, Yves Duroux avait lancé des programmes de recherche novateurs consacrés aux femmes et au travail [voir le chapitre 5]. Ce sont aussi les idées tiers-mondistes qui intègrent l'Université à la faveur de l'après 1981, comme me l'explique Catherine Coquery-Vidrovitch\* :

AA : « *Qu'est-ce que ça change en fait concrètement l'arrivée de Mitterrand ?* »

CCV : Incontestablement, pour nous, catégorisés rouges, ça change des choses ! Alors il faut vous dire que Mitterrand est arrivé en mai 1981. Et en avril 1981, un rapport d'une trentaine de pages a été diffusé dans toutes les ambassades, dans tous les consulats, dans tous les ministères, et qui était signé par le directeur des affaires africaines au Quai d'Orsay. Il s'appelait : « Menées anti-impérialistes dans l'université ». C'est tout un programme ! C'est vous dire vraiment l'esprit de l'époque ! Côté université ! Indépendamment... Giscard a fait des choses pas mal par ailleurs, mais là, Alice Saunier Seité, c'était vraiment notre bête noire [...] ».

Cet extrait permet de rappeler la violence politique des conflits intellectuels, et Catherine Coquery-Vidrovitch\* précise que quelques temps après, elle a pu avoir accès grâce à une collègue à ce rapport avec, cette fois, une annexe de quelques pages

« avec une liste des responsables et des formations qui enseignaient aux étudiants des idées anti-impérialistes. Et évidemment on était tous dessus. Donc, ça nous a fait rigoler d'autant que c'était fini, mais on s'est dit que... Bon... Avec Alice Saunier-Seité on était sur la voie du maccarthysme ! C'était insensé ! »

Si l'expression « sur la voie du maccarthysme » est bien sûr exagérée, elle fait sentir, en miroir, le soulagement de l'élection de Mitterrand. Cette dernière a d'ailleurs des conséquences très directes sur le département d'histoire de Paris VII. Après des discussions avec l'anthropologue du droit Michel Alliot, alors président de cette université, elle décide de créer un laboratoire CNRS consacré au Tiers monde :

« J'ai demandé à tous les collègues historiens et géographes s'ils étaient d'accord pour créer un labo, on était une petite dizaine. Et le labo a été créé, à partir du moment où le président était d'accord. Bon il y avait des commissions, on allait présenter en commissions, mais ce n'était pas du tout les trucs compliqués et complexes d'aujourd'hui. Donc le laboratoire d'université a existé comme ça, et on est devenu laboratoire CNRS en 1981. Après des mésaventures ! Parce qu'il faut dire que ma supposée coloration rouge m'a beaucoup poursuivie dans ma carrière [...]. Donc j'étais vraiment la personne à abattre, et en particulier pour Saunier-Seité [...]. Elle s'entendait très mal avec Jean Dresch\* [lui aussi géographe, et toujours membre du PCF] [...]. Elle avait été secrétaire de la commission CNRS de géographie dont Dresch\* avait été président. Et il en avait le plus mauvais souvenir, et ça devait être réciproque je présume, tout les séparait, à commencer par leurs opinions politiques. Donc elle haïssait Jean Dresch\*. Et on n'avait pas encore l'habilitation CNRS, et pour la formation doctorale – je ne sais plus comment ça s'appelait à l'époque – on était habilités en histoire, géographie et en science politique des relations internationales. Et à l'arrivée, au

renouvellement contrôlé par Saunier Seité, elle a supprimé l'habilitation géographie. Elle détruisait notre formation pluridisciplinaire »<sup>2264</sup>.

Cette nouvelle tension avec la ministre se résout, là encore, après 1981, et directement grâce à l'alternance politique.

Autre exemple : la création du Collège International de Philosophie (CIPh) en 1983. Yves Duroux raconte que peu après 1981, Jean-Pierre Faye propose à Mitterrand de créer une institution non universitaire d'échanges intellectuels internationaux. Chevènement l'apprend, et va de son côté chercher Jacques Derrida, qui est non seulement un philosophe célèbre, mais qui s'est également très investi à la fin des années 1970 dans le Groupe de Recherche sur l'Enseignement Philosophique (GREPH), un collectif mobilisé pour la défense de la philosophie, à une époque où son enseignement dans le secondaire est menacé<sup>2265</sup>. Troisième acteur : François Châtelet\*, qui à « Vincennes avait eu l'idée de ce qu'il appelait un département polytechnique, avec l'idée d'élargir la philosophie au-delà d'elle-même »<sup>2266</sup>. Et enfin Dominique Lecourt\*, appelé par Mitterrand pour « ne pas se faire déborder sur sa gauche »<sup>2267</sup>.

Le CIPh voit le jour en 1983. La fondation de cette institution para-universitaire peut se comprendre comme une forme de réponse à la fin de Vincennes décidée par Saunier Seité [**voir infra**]. Comme me l'explique Yves Duroux, qui fut le premier président du Conseil d'Administration du CIPh, il s'agit de montrer l'engagement du PS dans un geste d'ouverture mais aussi, comme à Vincennes, de tenir à distance « les intellectuels radicaux » ou, mieux, de faire de cette institution une « danseuse »<sup>2268</sup> :

« Dans les grandes universités américaines aujourd'hui, ils ont des départements qui s'appelle "littérature comparée, humanities", ce sont leurs danseuses, on parle *gender studies*, *queer studies*, *postcolonial studies*. Ils en ont besoin. Et le collège de philo c'est la danseuse de Chevènement ! Et le CIPH, d'une certaine façon, est une institution qui est créée par le pouvoir socialiste, par Chevènement. Fabius [...], avec la caution de Dominique Lecourt\*, parce qu'ils étaient ensemble à la rue d'Ulm, ils s'aimaient bien, et voilà c'est parti ! [...] Et l'idée de la danseuse ce n'était pas bête, parce que c'est d'une certaine façon un autre traitement des intellectuels radicaux. Parce qu'ils y sont tous allés au collège de philo ! Rancière, Badiou... C'est moi qui les ai fait venir ! Parce que moi j'étais de l'autre côté mais en même temps j'étais ami avec eux. Le Collège de philo, c'est un autre lieu de cooptation. Je vais faire un discours auquel je ne crois pas : il y a des intellectuels radicaux. Et puis il y a les méchants socialistes mais ils sont très malins. Et ils ont capté ces intellectuels... Alors les plus raisonnables, on va les mettre

---

<sup>2264</sup> Entretien (skype) avec Catherine Coquery-Vidrovitch\*, 22 mai 2020.

<sup>2265</sup> Derrida est à l'origine de la publication de GREPH, *Qui a peur de la philosophie ?*, Paris, Flammarion, 1977. Notamment les États généraux de la philosophie, initiés par Derrida en 1979.

<sup>2266</sup> Entretien avec Yves Duroux, le 4 décembre 2017.

<sup>2267</sup> *Ibid.*

<sup>2268</sup> Le terme est, selon Duroux, de Chevènement lui-même, *Ibid.*

dans l'appareil d'État, ils vont s'occuper de la recherche, etc. Et puis ceux qui sont presque incontrôlables, on leur donne le Collège. Ce n'est pas vrai, mais ce n'est pas totalement faux ! »<sup>2269</sup>.

En parlant de « danseuse », et au-delà de l'idée assez méprisante et machiste, Yves Duroux souligne la dimension stratégique et d'encadrement de la radicalité que revêt le CIPh, Chevènement – qui représente alors, rappelons-le, l'aile gauche du PS – fait un geste onéreux mais symboliquement fort en direction des intellectuels « révolutionnaires » qui se retrouvent nombreux à y donner cours [voir *infra*]. Finalement inauguré en 1983, alors que Chevènement et Philippe Barret\* ne sont plus au ministère, le CIPh reste l'illustration d'une configuration très positive pour les rapports entre les intellectuels et le pouvoir politique. Si nous verrons d'autres exemples au fil de ce chapitre (à Nanterre ou autour de Spinoza), on peut dire que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et Chevènement ouvre une période nouvelle que Philippe Bezès qualifie d'« accord » implicite entre gouvernants et chercheurs en sciences sociales<sup>2270</sup>. Nous pourrions même parler de configuration « amie » puisque ce sont les sociabilités militantes tissées dans les années 1968 qui jouent ici.

Les propos de Duroux mettent en lumière un autre phénomène : celui de la normalisation des « intellectuels révolutionnaires », alors que les critères du travail intellectuel changent, que la neutralité axiologique s'impose et que la professionnalisation s'accélère.

### ***I-C. Un moment de normalisation du travail intellectuel***

Christian Topalov\*, dans un entretien à *Savoir/Agir* en 2013, revient sur son recrutement au CNRS :

« Nous étions [...] des milliers de “hors-statuts” [...] Tout cela a fait que nous avons lancé un mouvement assez puissant pour la stabilisation de notre situation. Giscard d'Estaing, immédiatement après son élection en 1974, a décidé que tout le monde allait rentrer au CNRS. Il y a eu évidemment toute une procédure, un filtrage par les commissions, etc. Mais c'était fondamentalement le résultat d'un mouvement social [...] Ce mouvement des hors-statuts a permis à tout notre petit monde d'entrer dans les structures universitaires, au CNRS en particulier, au moment précis où les financements contractuels se sont effondrés – les deux mouvements allant d'ailleurs de pair. En un sens, nous sommes rentrés dans le rang. Ce qui avait beaucoup d'avantages : nous commençons à écrire des articles, à travailler plus paisiblement, à repenser le sujet de nos travaux antérieurs, etc. En même temps, il s'agissait d'une sorte de normalisation [...]. Cette normalisation a touché aussi nos esprits : nous sommes entrés davantage dans le moule des disciplines, nous avons dû devenir les sociologues que nous avons

---

<sup>2269</sup> *Ibid.*

<sup>2270</sup> Philippe Bezès, Michel Chauvière, Jacques Chevallier et al, « Introduction », in Philippe Bezès (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales...*, op. cit, p. 17.

négligé d'être vraiment. Nous voulions aussi devenir plus respectables : cette entrée en masse au CNRS, en effet, avait été diversement appréciée, les patrons de la discipline étaient horrifiés et beaucoup de collègues un peu amers. Tout cela n'a été possible que parce qu'une partie des syndicalistes au CNRS a courageusement joué le jeu »<sup>2271</sup>.

S'il complexifie le phénomène d'intégration au CNRS évoqué plus haut en mettant en avant le rôle des syndicats et la volonté des hors-statuts d'être intégrés (le souci d'être « plus respectable »), le témoignage de Christian Topalov\* illustre surtout la normalisation des « intellectuels révolutionnaires ». Jusqu'ici dans une position en dehors du champ universitaire, leur intégration les force à se plier aux logiques académiques ordinaires, même si elles ne sont pas encore, à l'époque, très pesantes. Certes, comme Topalov\* l'ajoute en entretien lorsqu'il est interrogé sur ce point, il importe dans son laboratoire des pratiques, comme le « vote collectif du budget » et la mise en place d'assemblées générales. Mais dans l'ensemble, le revers de la stabilisation professionnelle est une perte de créativité et une soumission aux logiques de carrière<sup>2272</sup>.

C'est en même temps le travail intellectuel lui-même qui se professionnalise. Gérard Mauger\*, lui aussi intégré à la fin des années 1970 après une période d'intense militantisme politique et intellectuel, revient sur l'évolution de son rapport militant à la recherche. Cette transformation est liée à une normalisation institutionnelle :

« J'étais investi ailleurs. Au début, c'est très manifeste, et puis j'ai raccroché petit à petit, avec un sens du placement absolument nul, je ne connaissais rien ni personne, j'étais vraiment marginal avec ma bande de pieds nickelés là<sup>2273</sup>. Ca se manifestait par le fait par exemple qu'on n'avait pas de bureau [...]. Enfin si, on avait un local parce que cette équipe va durer presque une dizaine d'années. On a eu plusieurs locaux... chez un artisan en cravates rue de la Villette (rires) ! On avait des locaux grandioses quoi ! Pour se réunir, pour travailler, enfin pour exister. Je vous dis ça parce que bon, c'est anecdotique, mais ça illustre géographiquement le caractère totalement marginal de la position par rapport à une carrière intellectuelle normale. J'ai raccroché petit à petit mais de façon tout à fait marginale, totalement latérale. Donc, quand il y a eu la question de l'intégration des chercheurs hors statut par exemple, il fallait être rattaché à un labo CNRS. On n'avait rien, on était dans la nature. Je me souviens, on m'avait mis d'office Touraine : tant qu'on n'était pas DR soi-même, il fallait avoir un directeur. Et on m'avait

---

<sup>2271</sup> « Christian Topalov\*, chercheur et militant », *Savoir/Agir*, 2013/4 (n° 26), pp. 63-75.

<sup>2272</sup> Cette carrière n'est pas encore totalement normée, et sa trajectoire professionnelle s'inscrit dans les arrangements possibles de l'après-1968, comme le montre la manière dont il obtenu sa thèse : « En réalité, ce n'était pas une thèse mais un rapport écrit pour contrat de recherche. Une fois le rapport écrit, je suis allé voir Alain Touraine pour lui dire : "j'aimerais bien en faire une thèse de troisième cycle". Il m'a répondu "Aucun problème, montrez-moi cela". Je ne suis pas certain qu'il ait lu mon texte, il parlait en effet beaucoup à ses étudiants, mais plutôt de lui-même que de leur travail. Mais je lui sais gré de sa générosité : je suis devenu docteur de cette façon. J'ai continué après et, à la suite de l'intégration au CNRS, j'ai construit ma thèse d'Etat sur mes recherches financées par des contrats », *Ibid*, p. 65.

<sup>2273</sup> Il fait référence à son équipe de copains, tous contractuels et donc « chercheurs hors statut », avec lesquels il mène des enquêtes dans les années 1970. Sur ce point, voir le chapitre 2.

collé Touraine. Je lui écris pour lui demander [de nous héberger], je pensais qu'il nous dirais "merde", et contre toute attente il me dit "Mais oui venez" (rires) ! On raccrochait les wagons. On s'est retrouvés au Centre d'études des mouvements sociaux, chez Touraine, Boulevard Raspail [...]. J'ai pris pied dans le champ on peut dire, avec une position institutionnelle, balisée, un labo ».

La carrière de Mauger\* est jusqu'à son intégration au CNRS très périphérique, comme le souligne son insistance sur sa dimension « marginale » et son « sens du placement absolument nul ». Sa normalisation passe par une progressive intégration institutionnelle. Au-delà de l'incongruité de son acceptation par Touraine, partisan d'une sociologie de l'action et critique d'Althusser\* et de la sociologie dont Mauger\* se revendique, cet extrait raconte aussi un déménagement qui est en réalité une intégration dans l'institution : le passage de locaux excentriques et excentrés partagés avec sa « bande de pieds nickelés » à des bureaux, on ne peut plus convenables, et surtout situés Boulevard Raspail, dans ce haut-lieu des SHS.

La normalisation est aussi celle du travail intellectuel lui-même, comme le démontre Pierre-François Moreau<sup>2274</sup> quand il compare sa soutenance de thèse de 3<sup>e</sup> cycle en 1974 et celle de sa thèse d'État en 1991. Au-delà du passage d'un sujet sur Marx à un autre sur Spinoza [voir *infra*], ce sont aussi les règles d'écritures et d'évaluation qui changent :

« En 74, à mon jury de 3<sup>e</sup> cycle, il y avait François Châtelet\* et Yvon Belaval [spécialiste de Leibniz et Diderot] et Desanti [son directeur de thèse]. Je soutenais en 74 une thèse devant un jury de la fin des années 60. Et en 1991, quand j'ai fait ma thèse d'Etat, donc Belaval et Châtelet\* étaient morts tous les deux, Desanti est toujours là [c'est à nouveau son directeur], et il y avait Alexandre Matheron, Didier Deleule notamment. Tout à coup, c'est un jury de spécialistes, ce n'est pas un jury de culture générale des années 1960. Et entretemps j'avais découvert ce que c'était que la recherche scientifique. Quand j'ai fait ma thèse de 3<sup>e</sup> cycle, et je crois que tout le monde, on était tous comme ça en sortant de l'École, on n'avait pas l'idée... chez quel éditeur était paru un livre, quelle page on citait, on s'en foutait de ces trucs-là. Maintenant on sait qu'il faut faire ça. En 1991, je le savais ! Je ne suis pas sûr que ça nous rende plus intelligents, mais ça met quelques barrières qui empêchent de raconter n'importe quoi »<sup>2275</sup>.

Cette découverte de la rigueur du travail intellectuel, si elle ne rend pas « plus intelligent », a le mérite faire entrer dans la communauté des chercheurs. Surtout, c'est l'évaluation qui change, puisqu'elle est dorénavant le fait de spécialistes plus exigeants par là même.

La normalisation est enfin le signe du déclin de l'engagement « révolutionnaire ». Christian Baudelot\* raconte à quel point le changement de conjoncture politique et

---

<sup>2274</sup> Pierre-François Moreau, né en 1948 à Paris, est proche de tous les acteurs de la réception « marxiste » de Spinoza en France et, plus globalement, de l'élite des « intellectuels universitaires » : il est ulmien, agrégé de philosophie, proche d'Althusser\*, un temps membre du PCF dans l'après-1968, et auteur d'une thèse sur Ricardo et Marx, soutenue en 1974, puis d'une thèse d'État en 1991 intitulée *L'expérience et l'éternité : recherches sur la constitution du système spinoziste*. Entretien avec Pierre-François Moreau, 18 mars 2017.

<sup>2275</sup> *Ibid.*

intellectuelle conduit, en parallèle de son désengagement politique partiel<sup>2276</sup>, à un rapport à l'académie :

« J'ai fait ma thèse avec Michel Verret<sup>2277\*</sup>, qui a été dogmatique, il a su être stalinien à bloc quand même ! Mais il ne l'était plus. Donc je vais le voir, je lui dis que ça serait intéressant de faire une thèse. J'avais 40 ans à peu près. Parce qu'au début avec Establot\* on ne voulait pas faire de thèse, on ne voulait pas être profs, on reste maître de conf, tu vois : militantisme, pas de hiérarchie... Et puis progressivement vu la façon dont évoluaient les choses, on s'était dit qu'on pouvait peut être changer notre dogme, et donc on s'est inscrits tous les deux en thèse ».

Directement tributaire du changement de contexte à la fin des années 1970, l'inscription en thèse de Christian Baudelot\*, puis son recrutement à l'Université de Nantes l'année de sa soutenance – il remplace dès 1983 Michel Verret\* à la tête du LERSCO lors du départ de celui-ci en retraite en 1983<sup>2278</sup> – est à la fois une façon de sortir du militantisme de l'après-1968 et de professionnaliser son rapport au travail intellectuel.

Les effets de la professionnalisation universitaire sur le militantisme révolutionnaire sont encore plus nets pour Jacques Pain\*. Quand il devient assistant, il est proche de repartir en Amérique Latine, dans la continuité de ses engagements de l'après-1968 [voir le chapitre 3] :

« J'ai eu la grande hésitation de ma vie [en 1980/1981], après avoir soutenu ma première thèse à Nanterre [en 1979]<sup>2279</sup>, je me suis dit : "Maintenant il est temps de repartir ». Donc en 1979, j'étais toujours chargé de cours, et j'étais toujours en contact [avec les Sandinistes, qui prennent le pouvoir au Nicaragua en 1979]. J'étais en Belgique, et j'avais rencontré ma femme, mon épouse actuelle, psychologue, qui a dirigé une maison d'enfants. Donc j'étais avec elle et tout, je m'apprêtais à partir, j'ai fait mes bagages pour partir en Amérique Centrale, et je retournais avec les Sandinistes, je retournais au ministère de l'Éducation là-bas. J'avais des contacts, bon, et puis [peu après] c'était au moment de la prise de pouvoir entre guillemets par Mitterrand [...]. J'étais chez moi avec les bagages faits, et on me dit "tu es nommé à la fac de Nanterre, il faut que tu donnes ta réponse dans les 48 heures". Je ne savais pas quoi faire alors que j'allais partir en Amérique Centrale. Donc j'ai réfléchi, et Christine [son épouse] voulait rester, et je ne suis pas parti »<sup>2280</sup>.

S'il revendique être encore, à la fin des années 1970, un militant « révolutionnaire », sa volonté de repartir en Amérique Latine ne résiste guère à la fin de sa « disponibilité biographique », à

---

<sup>2276</sup> Il continue de militer, à Nantes, comme compagnon de route de la mairie socialiste de Jean-Marc Ayrault, et il est même un temps président d'une association de quartier. Mais cet engagement est en nature et en temps très différent de celui de l'après-1968.

<sup>2277</sup> Il soutient en 1982 sa thèse intitulée *L'évolution individuelle des salaires : 1970-1975*.

<sup>2278</sup> Signe de la proximité des deux hommes, Christian Baudelot lui a rendu hommage après son décès, en novembre 2017. Voir Christian Baudelot, « Michel Verret, poète et homme de convictions (1927-2017) », *Revue française de sociologie*, 2018/2 (Vol. 59), pp. 183-186.

<sup>2279</sup> Intitulée *Une formation à la pratique de l'institutionnel : pédagogies institutionnelles, pratiques institutionnelles en formation*, dirigée par Jean-Claude Filloux, Université Paris Nanterre, 1979.

<sup>2280</sup> Entretien Skype avec Jacques Pain\*, 14 avril 2020.

la fois familiale et professionnelle. Sa nomination comme assistant, assez inespérée, le fait finalement choisir une carrière universitaire où il reste politiquement engagé, mais sans commune mesure avec ce qu'aurait pu être sa trajectoire en cas de départ.

Dernier exemple : celui de Serge Wolikow\* qui raconte comment se sont longtemps entremêlés engagement politique et travail académique, avant de pencher de plus en plus vers celui-ci en raison de désaccords avec le PCF et de la censure dont il fait l'objet autour de 1985 [voir le chapitre 5]. Après cet épisode à *Société française*, il reste au PCF jusqu'au début des années 1990 mais s'engage moins intensément :

« C'est le moment où je prends la décision de continuer à être actif dans le domaine de l'IRM [Institut de Recherches marxistes], de *Société française*, mais d'aller à fond dans ma thèse, dans la recherche, en même temps je fais des TD à Marne-la-Vallée, à Tolbiac, etc. [...]. Je ne veux pas cracher dans la soupe mais je ne veux pas non plus m'épuiser dans des batailles politiques qui sont des batailles internes dont l'avenir est limité pour moi, et donc d'une certaine façon sur le plan politique je vais rester en mineur [...]. Et j'ai basculé vers une réflexion sur l'histoire de l'Internationale communiste et la France [...]. Ce qui me caractérise c'est que je ne coupe pas les ponts avec tout ce qui est l'histoire du communisme et les archives, au contraire, c'est un phénomène classique, c'est le fait que je continue à être dans une position de proximité et d'intérêt [...]. Et je considère au contraire qu'il faut absolument non pas brûler les étapes mais rattraper un peu de temps que je n'ai pas gaspillé mais enfin... pas perdre de temps ».

Son choix de l'académisme – choix qu'il oppose à celui de l'historien Roger Martelli\*, qui reste dans le secondaire et au PCF – passe par un réinvestissement historien de ses intérêts politiques. Il quitte définitivement le parti peu après la soutenance de sa thèse d'État en 1990, et il est rapidement élu à l'Université de Bourgogne. Cette reconversion professionnelle n'est pas pour autant facile et, comme il le raconte, il est arrivé à l'université avec une « énorme étiquette dans le dos » de militant communiste. Étiquette qui invite à s'intéresser à la réalité du « stigmaté » d'intellectuel révolutionnaire.

### ***I-D. Un « stigmaté » révolutionnaire ?***

De nombreux témoignages mettent en avant, une fois élu ou recruté, les difficultés d'insertion dans le champ universitaire, à l'image de Jean-Claude Delaunay\*, qui m'écrit :

« Assez rapidement, je me suis rendu compte que j'allais devoir payer le prix fort pour avoir "insulté" le système en devenant permanent. Bon, j'ai payé le prix. Je suis devenu maître de conférences. Mais j'ai ramé comme un malade »<sup>2281</sup>.

Pour cet économiste, le début de sa carrière universitaire après son retrait du PCF – où il a été très engagé au point de devenir permanent de la section économique – est difficile. Il lie

---

<sup>2281</sup> Echanges par mails avec Jean-Claude Delaunay\*, septembre 2017.



directement ces difficultés à son investissement politique, qu'il analyse comme une « insulte » vis-à-vis du système universitaire. Jean Piel\* [voir le chapitre 7] explique : « institutionnellement, c'est toujours pour moi le blocus en France. C'est en effet la période où la Commission d'histoire du CNU me décrète chaque année inapte à l'enseignement supérieur. Donc, bien qu'agrégé et docteur en histoire, je n'obtiens toujours pas de poste dans l'Université. Jusqu'à ce qu'en 1989, F. Mitterrand signe un décret par lequel moi et quelques autres sommes enfin reconnus. Je deviens alors, enfin, professeur des universités. Donc en gros, de 1974, date à laquelle j'ai soutenu ma thèse d'État en Sorbonne, à 1989, il s'est écoulé presque quinze ans pendant lesquels j'étais un peu dans le vide institutionnel »<sup>2282</sup>.

Armand Mattelart\* donne lui aussi des explications directement politiques des blocages institutionnels qu'il estime avoir subis :

*AA : Quand vous revenez en France, vous êtes rapidement chargé de cours à Paris VII et Paris VIII ?*

AM : Non, non pas tout de suite. C'est-à-dire que j'ai commencé à donner des cours à Paris VII comme prof associé dans une discipline qui n'existait quasiment pas en France à ce moment-là, sur l'audiovisuel, les sciences de l'information et communication. Je l'ai été trois ans, en 76-77-78, et en 79-80 c'était à Vincennes. Et la dernière année à Paris-VIII je n'ai pas été renouvelé non pas par Paris VIII, mais par la sociologie... par le CNU quoi, pour être rouge.

*AA : C'est-à-dire ?*

AM : C'est-à-dire que finalement ils estimaient que j'étais trop rouge. Que j'étais trop marxiste, trop communiste [...]. Je sais que je n'ai pas pu être renouvelé parce qu'il y a eu une discussion dans l'intérieur du CNU sur mon renouvellement comme prof associé. Parce qu'à ce moment, j'étais étranger [cf le chap. 4] ! Et j'ai su que la majorité de la commission avait refusé de me renouveler le poste à Paris VIII [...]. La majorité disait : « On ne renouvelle pas ». Il faut dire qu'à ce moment-là, il y avait de nombreuses discussions à l'UNESCO sur le nouvel ordre mondial de l'information, les pays non alignés finalement proposaient de rééquilibrer les rapports internationaux au niveau de la communication. Et disons qu'à ce moment-là, l'UNESCO était très mal vu par certains secteurs en France, parce qu'il allait vraiment trop loin, c'était vraiment ouvrir la porte à toutes les revendications du Tiers-monde dans ce domaine-là. Je ne travaillais pas à l'UNESCO, mais pour Annie Kriegel<sup>2283</sup> [qui siège alors au CNU] et les gens de la commission, c'était : «Qu'il y aille !» ».

Le stigmate de « rouge », qui revient parfois en entretien, a pu, sans doute, être réellement discriminant. De même, des intégrations à l'université ou au CNRS ont pu être parfois

---

<sup>2282</sup> *Ibid.*

<sup>2283</sup> Annie Kriegel (1926-1995), ancienne militante du PCF devenue historienne de l'histoire du communisme et anticommuniste [voir le chapitre 3] est dorénavant très hostile aux intellectuels qui sont encore « marxistes ».

empêchées et jugées « risquées », comme le raconte à Ariane Revel l'intellectuelle et militante féministe Geneviève Fraisse, membre un temps du collectif des *Révoltes Logiques* :

« On avait une audition devant la commission, et j'arrive avec les numéros des *Révoltes logiques*, entre autres, et puis j'avais pas mal de publications, à côté, et pour moi [...]. Je me dis : « Tu vas rentrer dans l'institution en mettant *Les Révoltes logiques* sur la table » [...] C'est une des grandes, pas trahisons, mais passages à l'acte de mon existence. Parce que je risque gros de montrer *Les Révoltes logiques* à ces gens-là, même s'il y a des copains quand même, il y a Buci-Glucksman\*, qui jouera un rôle important pour me faire rentrer, mais c'est quand même des vieux..., je risque gros, et je risque gros par rapport à mon unité personnelle, parce que bien sûr on a fait ça en dehors de l'université [...]. Quand je mets *Les Révoltes logiques* sur la table, j'ai l'impression de faire quelque chose d'extrêmement grave, d'un double point de vue. Du point de vue de la trahison et du point de vue de la bravade<sup>2284</sup> ».

À côté de la normalisation politique (l'impression de « faire quelque chose d'extrêmement grave » vis-à-vis de ses engagements passés, la « trahison » d'entrer dans le système), elle met en avant ce qu'elle présente comme une « bravade » (« montr[er] les *Révoltes Logiques* » au jury de recrutement), le risque, à cette époque où les signes d'ouverture de l'université sont nombreux, n'était peut-être pas si grand.

Plus généralement, il est difficile de juger de la réalité d'un « stigmaté » de l'engagement révolutionnaire dans les années 1968-1981. Non seulement de multiples explications se mêlent, mais surtout les sources – ici exclusivement orales – sont subjectives et souvent reconstruites. Les archives académiques, que nous n'avons pas consultées sur ce point, mériteraient d'être exploitées pour trancher. On peut malgré tout tenter de s'intéresser à la rapidité des carrières : elles sont, dans l'ensemble, lentes. Des dizaines de membres de notre population restent longtemps à des postes en bas de la hiérarchie universitaire. Il s'agit d'ailleurs souvent de femmes : Simone Debout- Oleszkiewicz [**voir le chapitre 3**] est encore attachée de recherche au CNRS en 1984 (elle a 65 ans) ; Catherine Lévy\*, qui participe à des enquêtes de Pierre Naville\*, est toujours ingénieure de recherche au milieu des années 1990, alors qu'elle est née en 1942 ; et Claudie Weill\* (1942-2018), assistante de Georges Haupt\* puis intégrée comme ITA<sup>2285</sup>, garde ce statut jusqu'à sa retraite. L'historienne de l'antiquité Annie Schnapp-Gourbeillon\*, née en 1950 et qui soutient une thèse avec Pierre Vidal-Naquet\* en 1975 (elle est publiée chez Maspero), reste assistante à Paris-VIII jusqu'en 1985-1986, moment où elle devient maître-assistante. Mais ces exemples de carrière lente, auxquels on pourrait en ajouter de nombreux, sont également liés à leurs capitaux – souvent faibles – et à

---

<sup>2284</sup> Ariane Revel, « La forme du collectif. *Les Révoltes logiques*, un cas de recomposition intellectuelle et militante dans l'après-68 », *Raisons politiques*, 2017/3 (N° 67), pp. 49-69.

<sup>2285</sup> Pour Ingénieurs, techniciens, administratifs, personnels qui travaillent dans les organismes de recherche.

leur entrée chanceuse ou marginale dans le champ universitaire. Il faut enfin le rapprocher d'une gestion de la masse salariale devenue coûteuse avec l'intégration des hors-statut.

On peut également pour mesurer l'éventuel stigmate « révolutionnaire » en comptabilisant le nombre de directeurs de thèse parmi notre population. Avant 1981, ils sont environ 100 à diriger des thèses<sup>2286</sup>. Ce chiffre monte à 170 entre 1981 et 1991<sup>2287</sup>, puis atteint 215 après 1991<sup>2288</sup>. Si on rappelle qu'ils sont un peu moins de 300 à être en poste dans l'ESR dans les années 1980, ces chiffres montrent qu'ils n'ont guère eu de difficultés à devenir professeurs et/ou à obtenir l'HDR.

Surtout, le gonflement tardif de ces chiffres est également lié à des stratégies qui ont consisté à ne pas jouer le jeu universitaire pendant de longues années, à l'image des « althussériens », qui soutiennent tous leurs thèses tardivement (et encadrent par conséquent tardivement). Ainsi, Roger Establet\* fait soutenir sa première thèse en 1990 (5 ans après sa propre soutenance), Christian Baudelot en 1987 (il a soutenu en 1982), Étienne Balibar\* en 1999 (il a soutenu une HDR en 1993), Pierre Macherey\* en 1996 (il a soutenu une thèse d'État en 1991) et Alain Badiou\* en 1996 (il n'a jamais soutenu de thèse), mais il s'agit ici de carrières qui, une fois lancées, ont un rythme normal. On peut au contraire trouver remarquable que Gérard Mauger\*, qui n'a pas de concours, qui n'a pas fait de thèse et qui est rentré tardivement et par les marges au CNRS ait pu finalement faire soutenir une thèse en 2001.

Dans l'ensemble, la configuration politique et intellectuelle de l'après-1981 a été favorable aux « intellectuels révolutionnaires », qui entrent en nombre dans l'ESR et bénéficient de conditions de travail normalisées et relativement conformes aux situations générales et évolutions du champ universitaire.

Dans ce contexte de l'après-1981, c'est plutôt leur visibilité et la circulation des idées qui diminuent, à une époque où le champ intellectuel se transforme en profondeur. Ce sont sur ces transformations que nous allons maintenant revenir.

---

<sup>2286</sup> 49 chez Maspero, 42 chez Anthropos, et 19 aux ES, soit 111, auxquels ils font retirés les « auteurs doubles », soit 101.

<sup>2287</sup> 81 chez Maspero, 59 chez Anthropos et 34 aux ES, soit 174, moins les auteurs doubles.

<sup>2288</sup> 111 pour Maspero, 73 pour Anthropos et 50 pour les ES, moins les auteurs doubles.

## ***II. Un bouleversement des intermédiaires de la vie intellectuelle « révolutionnaire »***

Dans les années 1980, la production d'idées « marxistes » chute fortement. Mais ce constat ne pas s'expliquer simplement par une brusque chute de l' « offre », elle-même liée à une trahison généralisée des « intellectuels révolutionnaires » qui ne publieraient plus de livres « marxistes » tout simplement parce qu'ils ne se reconnaîtraient plus dans de telles idées. En réalité, la baisse de production et de visibilité des idées « marxistes » à partir de la fin des années 1970 est aussi et surtout liée aux transformations des circuits intellectuels qui, entre 1968 et 1981, permettaient aux idées « révolutionnaires » d'être très largement diffusées [voir le chapitre 2].

Il s'agira dans cette deuxième partie d'éclairer l'évolution de la vie intellectuelle dans les années 1980 à partir des nouvelles règles d'accès à la visibilité intellectuelle. Prenant à rebours à nouveau la doxa de la trahison des « intellectuels révolutionnaires », ces bouleversements permettent de comprendre que si les idées « révolutionnaires » déclinent, c'est certes parce qu'elles se transforment, mais aussi et surtout parce qu'il devient plus difficile de publier. Et même quand l'accès à l'objet livre demeure possible, sa circulation est très réduite.

C'est l'analyse de l'ensemble de ces transformations qui touchent le champ intellectuel à partir de la fin des années 1970 que l'on se propose de mener, étant entendu que « dans la production des biens symboliques les institutions apparemment chargées de la circulation font partie intégrante de l'appareil de production, qui doit produire et le produit et la croyance dans la valeur de son propre produit »<sup>2289</sup>. Nous reviendrons sur les changements qui touchent les universités et les organes de diffusion des idées, principalement la presse écrite (A). Dans un second temps, nous étudierons en détail l'état du champ éditorial dans les années 1980 et ses conséquences sur l'édition militante (B).

### ***II-A. Une « démarxisation » des circuits intellectuels de l'après-1968***

Ce sont tout d'abord les institutions centrales dans la production des idées « révolutionnaires » entre 1968 et 1981 qui évoluent. Comme on l'a vu, la « normalisation » de la vie intellectuelle est en partie le fruit de l'évolution des conditions de production elles-mêmes, puisque le travail intellectuel se professionnalise, devient plus politiquement neutre et

---

<sup>2289</sup> Pierre Bourdieu et Yvette Delsault, « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°1, 1975, pp. 7-36.

que la figure de « l'intellectuel précaire »<sup>2290</sup> disparaît en quasi-totalité. Mais cette « normalisation » est aussi guidée par des modifications institutionnelles et des reprises en main politiques décidées par la droite, et notamment par Alice Saunier-Seïté.

A la VI<sup>e</sup> Section de l'EPHE, Mai-Juin 1968 a beaucoup mobilisé<sup>2291</sup> malgré les efforts de Charles Morazé, responsable de la gestion courante de l'établissement pendant les événements et qui envoie des émissaires aux assemblées générales pour « empêcher les extrémistes de poursuivre le travail anarchique qui de-ci de-là commence d'être entrepris »<sup>2292</sup>. Dans les années suivantes, le statut de la VI<sup>e</sup> Section de l'EPHE est partiellement aligné sur les universités jusqu'à sa transformation en École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), effective le 1<sup>er</sup> janvier 1975. En économie, les créations du DEUG en 1973, du 3<sup>e</sup> cycle en 1974 et des licences et maîtrises en 1975 permettent à l'État d'homogénéiser à l'échelon national les enseignements, y compris à l'EPHE/EHESS, et on assiste à une « normalisation de l'enseignement de l'économie en France comparé aux situations étrangères »<sup>2293</sup>. Dans le même temps, c'est le contenu même des enseignements qui se transforme, à l'image de l'anthropologie économique, discipline où la modélisation s'impose peu à peu face aux théories à tonalités marxistes<sup>2294</sup>.

La normalisation de l'EPHE/EHESS ou de l'économie ne sont pas une reprise en main politique, mais un alignement institutionnel, au contraire du Centre Universitaire Expérimental de Vincennes, rebaptisé en 1971 l'université Paris-VIII Vincennes. Place forte de la production et de la diffusion des idées « marxistes », il perd en 1970 la possibilité de délivrer des diplômes reconnus nationalement, notamment en philosophie. Cette décision du ministre de l'éducation Olivier Guichard (juin 1969-juillet 1972) empêche les étudiants qui y suivent des études dans des disciplines à concours de pouvoir s'inscrire au CAPES ou à l'agrégation. A partir de janvier 1976 et de l'arrivée d'Alice Saunier-Seïté comme secrétaire d'État aux Universités, la liquidation de Vincennes est l'une de ses priorités. Elle reprend souvent une (fausse) rumeur selon laquelle un diplôme aurait été délivré à un cheval, ce qui, d'après elle, illustrerait le délire général de ce lieu gauchiste<sup>2295</sup>. Dans les mois qui suivent, le déménagement de Paris-VIII de

---

<sup>2290</sup> Entendu, rappelons-le, comme les intellectuels qui, entre 1968 et 1981, n'ont pas de statut stable, et qui, en raison des décisions politiques et du vieillissement professionnel, en obtiennent finalement un à partir du milieu des années 1970.

<sup>2291</sup> Bernard Brillant, *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003, pp. 251-255.

<sup>2292</sup> Lettre de Morazé à Braudel, 12 mai 1968, correspondance de Morazé, archives Braudel, Académie Française, citée par Serge Benest, *thèse cit.*, p. 214.

<sup>2293</sup> *Ibid*, p. 207.

<sup>2294</sup> *Ibid*, essentiellement le chapitre 4, "L'économie est morte, vive l'économie ! Les économistes modélisateurs intègrent l'EHESS", pp. 197-252.

<sup>2295</sup> Nous avons croisé à plusieurs reprises cette anecdote de diplôme délivré à un cheval. Voir par exemple Patrick Rotman et Hervé Hamon, « Vincennes ou l'anomalie », *Le Débat*, n° 1981/5, pp. 38-50.

Vincennes à Saint-Denis, alors communiste, est régulièrement avancé. Il a finalement lieu durant l'été 1980, tandis que le site de l'Université dans le bois de Vincennes est rasé sur décision de Saunier-Seïté, en lien avec Jacques Chirac, qui en tant que maire de Paris a la propriété du bois. L'épisode est douloureux, et son ancien président Pierre Merlin parle en 1980 d'un assassinat<sup>2296</sup>. Dans un article publié par *Libération* le 10 juin 1980, Guy Hocquenghem, enseignant de philosophie à Vincennes, interroge étudiants et enseignants sur la fin probable du Centre. Jacques Rancière\* répond :

« Pour moi, ça ne change rien. Je suis titulaire. Je continuerai à faire à Saint-Denis ce que je fais ici. Mais c'est tout de même une coupure [...]. Comment savoir si le public sera aussi hétérogène ? En fait, je le vis comme un exil idéologique [...]. Je pense que les gens ici ne sont pas mécontents que ça soit fini. Après tout, ils ont pris le meilleur du gauchisme, il est temps de rompre »<sup>2297</sup>.

S'il n'a pas d'effets sur la situation des titulaires comme ici Rancière, le déménagement est vécu sans doute par beaucoup d'autres comme un « exil idéologique », un abandon forcé, une liquidation symbolique du gauchisme. Cette opération politique, très coûteuse économiquement<sup>2298</sup>, met en scène le changement d'époque, et le provoque. Le coup est dans l'ensemble réussi. Peu à peu, les intitulés de cours deviennent moins ouvertement politiques et l'habilitation à délivrer des diplômes est rendue à Paris-VIII. Et si, tout au long des années 1980, une pensée critique s'y développe toujours, son rôle moteur dans la diffusion des « marxismes » est moindre.

Brice Le Gall a retracé le cas spécifique de la normalisation du département d'économie : le Centre d'étude et de Recherche sur le Capitalisme (CERCA). Particulièrement actif au cours des années 1970 – avec, notamment, la création de la collection M8 chez Anthropos [voir chapitre 3] –, le CERCA entreprend au cours des années 1980 son « *aggiornamento* »<sup>2299</sup>. Le déménagement à Vincennes voit les effectifs étudiants en économie réduire de moitié entre 1979 et 1983, et il est un moment de « “démoralisation collective” qui signe le début d'une lente “normalisation” du département, qui est également rendu possible par l'entrée de la gestion dans le département d'économie, même si c'est à travers ses idées les plus “hétérodoxes” ». Ce contexte a des effets très directs sur ses acteurs.

---

<sup>2296</sup> Pierre Merlin, *L'université assassinée, Vincennes (1968-1980)*, Paris, Ramsay, 1980. Sur la fin de Vincennes, voir Jean-Michel Djian (dir.), *Vincennes : une aventure de la pensée critique...*, *op. cit.* ; et Charles Soulié, *Un mythe à détruire ?...*, *op. cit.* Voir également le film de Virginie Linhart, *Vincennes, l'université perdue*, 95 minutes, Arte France et Agat Film & Cie, 2016.

<sup>2297</sup> Cité dans Guy Hocquenghem, « La chute de Paris-VIII : Vincennes sur sa fin .... », *Libération*, 10 juin 1980

<sup>2298</sup> Les bâtiments avaient été pour l'essentiel construits en dur, et faits pour durer. Son existence brève (11 ans) est donc loin d'être rentabilisée.

<sup>2299</sup> Brice Le Gall, « L'aggiornamento d'un département d'économie. Conversion à la gestion et marginalisation des savoirs critiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017/5 (N° 220), pp. 49-67.

L'économiste Bertrand Bellon\*, né en 1945 à Lyon dans une famille d'artistes et étudiant puis assistant à Vincennes, m'écrit que c'est à cette époque qu'il « abandonne assez radicalement ses ambitions intellectuelles »<sup>2300</sup>. Assistant puis maître-assistant au département de Paris-VIII, proche de Michel Beaud\* et de Samir Amin\*, avec qui il a écrit chez Anthropos, il cesse de militer activement en politique. Il reste actif syndicalement ou dans des associations du 20e arrondissement, mais il se (re)met à peindre en 1980-1981, et se définit dès lors comme un artiste, la « casquette » de militant et de chercheur en sciences sociales devenant secondaire.

Plus généralement, la diffusion des idées « marxistes » décline à mesure que se transforment journaux et revues. Ce sont d'abord les revues les plus militantes qui, au fil des années 1980, cessent de paraître. On peut penser à *Communisme* (en 1980), *Autogestion* – qui publie son dernier numéro en 1986 –, *Pluriel-Débat* (1975-1983) ou des revues éditées par Maspero comme *Critique de l'économie politique*, qui s'arrête en 1985. Mais c'est plus globalement tout le tissu de revues marxistes, dont on a vu l'ampleur en étudiant la réception de *L'école capitaliste en France* [voir le chapitre 2], qui disparaît. En parallèle, certaines revues qui, sans être entièrement « révolutionnaires », ont pu par moments participer à la diffusion de telles idées, se transforment. *Esprit* a commencé à adopter une ligne antitotalitaire après 1976 et le départ de Jean-Marie Domenach, qui fut aux côtés de Michel Foucault l'un des animateurs du GIP<sup>2301</sup>. Paul Thibaud, qui le remplace, abandonne le personnalisme et l'identité chrétienne de la revue tout en accentuant la critique du marxisme, jusqu'ici limitée chez Domenach<sup>2302</sup>.

Le symbole de ces transformations est représenté par les revues de Gallimard, avec la perte d'influence de l'équipe des *Temps Modernes*, endeuillée par la mort de Sartre\* en 1980, au profit de la nouvelle revue de Pierre Nora *Le Débat*, lancée au même moment et dont le premier numéro s'interroge sur les dérives de l'engagement des intellectuels. Nora y écrit que « l'intellectuel-oracle a fait son temps » et qu'il s'est « puissamment laïcisé, son prophétisme a changé de style. L'investissement scientifique l'a immergé dans un large réseau d'équipes et de crédits ». Fin de l'engagement (révolutionnaire) et désidéologisation du champ scientifique vont de pair pour Nora, qui écrit que *Le Débat* a pour projet d'incarner « une réaction forte à toutes les philosophies de l'engagement ». La mort de Sartre\* a accéléré ce changement. Interrogé sur ce point, il confirme : « Oui, c'est comme le signe d'une relève »<sup>2303</sup>. L'équipe

---

<sup>2300</sup> Échanges mails avec Bertrand Bellon\*, août 2019.

<sup>2301</sup> Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine...*, op. cit., pp. 61 et sq.

<sup>2302</sup> Goulven Boudic, *Esprit, 1944-1982 : les métamorphoses d'une revue*, Paris, IMEC, 2005, pp. 335-417.

<sup>2303</sup> Cité par François Dosse, *La saga des intellectuels...*, op. cit. pp. 376 et sq.

des *Temps Modernes* réplique dans son éditorial de mai 1980 en affirmant qu'elle compte toujours s'inscrire dans l'héritage politique et intellectuel de Sartre\* et qu'elle n'entend pas en prendre le « contre-pied, pour parler comme ce spécialiste sans vergogne du marketing culturel, qui n'a pas hésité à voir un “symbole” dans la parution de sa nouvelle gazette le jour même de la mort de Sartre »<sup>2304</sup>. Malgré tout, le passage de témoin est contraint par les éditions Gallimard, qui investissent financièrement dans *Le Débat* pour qu'il devienne un mensuel tandis qu'elles délaissent les *Temps Modernes* après le décès de son fondateur.

Le même type d'évolution se déroule dans la presse écrite. Le journal *Libération*, né en 1973, est à partir de 1980 repris en main par Serge July qui renonce à plusieurs dimensions militantes de son organisation comme l'égalité stricte des salaires et la non spécialisation des rédacteurs, avant d'abandonner progressivement les orientations révolutionnaires au principe de la création du journal. Après une brève interruption, le journal reparait en mai 1981 avec pour ambition de devenir un quotidien crédible car, comme l'affirme alors toujours Serge July : « La vraie subversion aujourd'hui, c'est l'information ». Fin 1981, les ventes doublent et dépassent les 50 000 exemplaires<sup>2305</sup>. Tout en restant une voix singulière et de gauche dans le champ médiatique, *Libération* n'est plus gauchiste et devient un journal (presque) comme les autres.

Du côté des journaux plus généralistes, *Le Nouvel Observateur*, acteur majeur de l'après-1968, relaie désormais la pensée anti-totalitaire des « nouveaux philosophes » tout en souhaitant continuer à incarner une forme « d'anti-conformisme »<sup>2306</sup> et à soutenir la gauche socialiste. Mais la couverture des idées – et, parmi elles, des idées marxistes – n'est plus aussi importante, tout comme au *Monde*. C'est donc aussi matériellement que la place accordée aux idées diminue. Ce changement est parallèle à la professionnalisation des « pages politiques » dans de nombreux journaux, comme le montre Nicolas Kaciaf :

« L'extension de la spécialisation traduit une professionnalisation, et corrélativement, une moindre politisation de l'univers journalistique. Les exemples du *Nouvel Observateur* ou de *Libération* sont à cet égard significatifs : la constitution d'un service Politique spécifique, exclusivement composé de professionnels du journalisme, coïncide avec l'abandon des orientations les plus militantes »<sup>2307</sup>.

---

<sup>2304</sup> *Ibid.*

<sup>2305</sup> Anne Simonin, *Chronologie des idées...*, *op. cit.*

<sup>2306</sup> Louis Pinto, reprenant des termes souvent utilisés dans les colonnes du journal, écrit qu'il s'agit là de « l'aboutissement d'une aventure faite de “déchirement” et de “désespoir”. Revenus des illusions de révolutionnaires, ils n'en sont pas moins des “anti-conformistes” et des « rebelles ». Cf. *L'intelligence en action...*, *op. cit.* pp. 137-138.

<sup>2307</sup> Nicolas Kaciaf, *Les pages politiques...*, *op. cit.*, p. 18.



Ces évolutions ont des effets immédiats sur le cadrage d'idées ou de pratiques « révolutionnaires », à l'image de la violence politique contre les personnes. Comme l'a montré Fanny Bugnon en comparant sa « mise en mot médiatique » dans l'après-1968, les actions violentes de la GP ou de la LC sont jusqu'en 1973 qualifiées par le terme « sympathique » d'« agitation »<sup>2308</sup>. Le terme « terrorisme » apparaît à partir de 1973 puis s'impose. Mais ce phénomène est progressivement cadré différemment : le « caractère politique du recours aux armes s'estompe » et « l'illégalité » devient « illégitimité »<sup>2309</sup>. Le cas de *Libération* est exemplaire et son évolution épouse celle de son directeur Serge July, passé d'une justification de la violence révolutionnaire [voir le chap. 2] à une position bien moins militante. Ainsi, après l'assassinat de Georges Besse le 17 novembre 1986, *Libération* publie un article dans lequel est écrit qu'« En se revendiquant de cet épisode qui a marqué à la fois l'apothéose du gauchisme post-soixante-huitard et le début de sa fin, les tireurs d'Action directe veulent se donner des apparences d'héritiers. Il s'agit en fait d'une usurpation d'identité et d'un détournement de sens »<sup>2310</sup>

La dernière évolution qui pèse sur la diffusion des idées est celle de l'emprise croissante de la télévision. Les « Trente Glorieuses » ont permis aux ménages de s'équiper : alors qu'ils sont 1,9 million à avoir un téléviseur en 1960, ils sont plus de 16 millions en 1980, soit 9 foyers sur 10<sup>2311</sup>. Progressivement, ce média devient central dans la vie intellectuelle (et politique) française, et les passages télévisés d'Alexandre Soljenitsyne ou des « nouveaux philosophes » sont décisifs pour expliquer l'importance qu'ils ont pris. La place occupée par la télévision dans la diffusion des idées, symbolisée par l'émission de Bernard Pivot, est par exemple dénoncée en 1982 par Régis Debray\* qui accuse le présentateur de pratiquer une « dictature sur le monde intellectuel »<sup>2312</sup>. Il prolonge lors de cette polémique ce qu'il défendait en 1979 dans *Le pouvoir intellectuel en France* où il critiquait la centralité des médias dans la mise à l'agenda des idées, affirmant que « les médias commandent à l'édition, qui commande à l'université »<sup>2313</sup>. Comme

---

<sup>2308</sup> Plus précisément, Fanny Bugnon s'intéresse à plusieurs organisations ayant revendiqué la violence politique : les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes (GARI, 1973-1974), les Brigades internationales (BI, 1974-1977), les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP, 1977) et Action directe (AD, 1979-1987). Elle étudie la « fabrique médiatique du terrorisme » à travers cinq titres : *France Soir*, qui représente « la presse populaire » ; *Le Monde* et *Le Figaro*, des journaux de références respectivement « modéré » et « conservateur » ; *L'Humanité* pour le monde communiste ; et *Libération* comme « symbole du gauchisme culturel ». Voir Fanny Bugnon, « De l'« agitation » au « terrorisme » ». Enjeux de la médiatisation de la violence révolutionnaire en France (1973-1986) », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, pp. 247-263.

<sup>2309</sup> *Ibid*, p. 261.

<sup>2310</sup> *Libération*, 19 novembre 1986, cité dans *Ibid*, p. 257.

<sup>2311</sup> Christian Delporte, « Une lutte croissante pour l'attention médiatique », in Christophe Charle et Laurent Jeanpierre (dir.), *La vie intellectuelle en France, tome II...*, op. cit., p. 442.

<sup>2312</sup> Christian Delporte, « Une lutte croissante pour l'attention médiatique... », art. cit., p. 451.

<sup>2313</sup> Régis Debray, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ramsay, 1979, p. 185.

l'écrit Pierre Bourdieu, dix ans plus tard et à partir d'autres prémisses, la vie intellectuelle française des années 1980 se caractérise désormais par « l'emprise du journalisme »<sup>2314</sup>, c'est-à-dire par l'introduction de logiques d'hétéronomie et de « circulation circulaire de l'information », au sein de champs jusqu'ici relativement autonomes comme l'Université.

La définition même de la légitimité intellectuelle se joue en partie dans ce basculement, avec la construction de la figure de « l'intellectuel médiatique » défini par la prégnance de « l'image sur le verbe »<sup>2315</sup>. Mais c'est aussi les idées qui bénéficient de la meilleure diffusion qui ne sont plus les mêmes. L'émission *Apostrophes* de Bernard Pivot, lancée en janvier 1975, parle fréquemment du « marxisme » au sens large. Malgré l'hostilité face à ce média (Aragon\* et Althusser\*, parmi d'autres, n'ont pas répondu à l'invitation de Pivot), plusieurs membres de notre population viennent y présenter un livre, à l'image de Robert Castel\* et Aïda Vasquez\* (« Bienfaits et méfaits de la psychanalyse », 18 mars 1977), d'Anne-Marie (Lugan) Dardigna\* pour *La presse « féminine ». Fonction idéologique*, publié par Maspero, et de Yann Viens, une des participantes au livre collectif *La condition féminine* publié aux Éditions Sociales (« Quelles nouvelles femmes », 26 janvier 1979). En juin 1976, dans une émission consacrée au sport, Jean-Marie Brohm\* y présente deux livres de « critique du sport » (dont un publié chez Maspero), et dénonce chez Pivot les « fonctions idéologiques et politiques » du sport qui font le jeu des intérêts nationalistes, notamment aux Jeux Olympiques. Il est moqué le lendemain dans *L'Humanité* pour le journaliste sport Roland Passevant\* (« *Apostrophes*, utile compétition », 26 juin 1976).

Une décennie plus tard, ces auteurs ne sont plus invités alors qu'ils défendent souvent les mêmes idées (ce qui est peut-être le problème, la logique télévisuelle et médiatique préfère le neuf), à l'image de Jean-Marie Brohm\*, qui n'a jamais cessé de développer sa critique politique du sport « bourgeois » et de dénoncer son rôle « d'opium du peuple »<sup>2316</sup>. Et en parallèle, l'importance de l'émission croît : le nombre de téléspectateurs d'*Apostrophes* passe de 2,3M en 1975 à 3,4M en 1983 et 1984, avec une hausse continue<sup>2317</sup>. Sans étude spécifique sur *Apostrophes* et ses coulisses, il est difficile de conclure directement à une normalisation « politique » d'*Apostrophes*, mais nous pouvons faire deux observations. La première souligne que les textes les plus politiques ont désormais moins de place que les textes littéraires. La

---

<sup>2314</sup> Pierre Bourdieu, « L'emprise du journalisme », *ARSS*, n°101-102, mars 1994, pp. 3-9.

<sup>2315</sup> François Hourmant, « BHL... », *art. cit.*

<sup>2316</sup> Il dit néanmoins en entretien qu'il n'est plus invité à partir de la fin des années 1970-début 1980, mais aussi qu'il « refuse de parler à la télé maintenant, car c'est un piège ». Entretien avec Jean-Marie Brohm\*, 3 mai 2020.

<sup>2317</sup> Édouard Brasey, *L'effet Pivot*, Paris, Ramsay, 1987, p. 363. L'auteur, diplômé de Sciences po et de l'Essec, est journaliste (notamment à *Lire* et *Livres-Hebdo*). Il s'appuie sur des chiffres communiqués par Antenne 2.

hausse des romans présentés à *Apostrophes* entre la période 1975-1980 (35,5%) et la période 1981-1986 (41,2%)<sup>2318</sup> est notable, selon le constat d'Édouard Brasey<sup>2319</sup>. Il faudrait aussi mettre en lien cette observation avec la production éditoriale elle-même qui, comme pour Christian Bourgois [voir *infra*], suit cette évolution. On assiste à un cercle vicieux, puisque *Apostrophes* présente ce qui est produit et, en même temps, encourage cette évolution. La seconde touche à la concentration des intervenants. Édouard Brasey recense 2063 invités entre janvier 1975 et fin 1987. Parmi eux, 77,5% (N = 1598) sont passés une fois, et 22,5% (N = 465) sont passés au moins deux fois. Ils sont mêmes 9,9% (N = 205) à être passés trois fois ou plus<sup>2320</sup>, et 107 à être passés 4 fois ou plus (dont Jean Ellenstein\*, le seul membre de notre population, passé 4 fois). Cette concentration s'accroît au cours des années 1980, et les mêmes sont de plus en plus souvent réinvités. Au vu de la liste dressée par Édouard Brasey, et qui comprend nombre d'éditorialistes, de « nouveaux philosophes » ou assimilés ou d'économistes médiatiques de droite comme François de Closets<sup>2321</sup>, invité 5 fois sur une courte période, on peut faire l'hypothèse que s'observe ici un décalage vers la droite du champ intellectuel, ou du moins la fin de la médiatisation des penseurs les plus « révolutionnaires ».

En général, les idées « révolutionnaires », très présentes dans l'ensemble du champ intellectuel entre 1968 et 1981, sont désormais moins visibles. Une circulation comme celle de *L'École capitaliste en France* ne serait sans doute plus possible, ni de tels chiffres de vente, mais deviennent en revanche attachés à d'autres produits comme le *Toujours plus !* du journaliste François de Closets, dans lequel il défend le libéralisme économique. Recensé dans plusieurs journaux généralistes comme *Le Monde* ou *L'Express*, son livre publié au printemps 1982 se vend à 700 000 exemplaires en un an<sup>2322</sup>. De Closets est en même temps présentateur de « L'enjeu » sur TF1, une émission d'actualité économique, et son succès médiatique lui vaut de présider à la fin des années 1980 la commission du Plan sur la réforme de l'État, et de signer le rapport issu de cette commission.

Illustration d'un changement d'époque où les journalistes deviennent de plus en plus centraux non seulement dans la circulation des idées, mais aussi dans leur production, l'exemple de François de Closets permet de voir que les bouleversements des circuits de la vie intellectuelle jouent en faveur des idées libérales.

---

<sup>2318</sup> *Ibid.*, pp. 343-344.

<sup>2319</sup> *Ibid.*

<sup>2320</sup> Les plus visibles sont Max Gallo et Jean d'Ormesson (13 fois chacun !)

<sup>2321</sup> Jean-Michel Chaschische, *thèse. cit.*, chapitre 6, « Les conditions de production d'un discours économique grand public. *Toujours plus !* et la dénonciation des corporatismes ».

<sup>2322</sup> *Ibid.*, pp. 375 et sq.

## ***II-B. La fin de l'édition politique ? Retour sur les transformations du champ éditorial***

Le déclin touche avant tout les idées politiquement marquées comme « marxistes » et met en difficulté tous les éditeurs et, parmi eux, les plus militants. Mais de façon plus général, c'est l'ensemble du champ éditorial qui traverse une crise économique, bien qu'en partie contrebalancée par la mise en place du prix unique du livre. Elles conduisent à des rachats, des cessations d'activité et des réorientations de plusieurs maisons d'éditions centrales dans l'après-1968.

### ***Le livre et le marché***<sup>2323</sup>

Les acteurs du livre ont été longtemps menacés par la censure et les amendes<sup>2324</sup> [voir le chapitre 2]. Cet interventionnisme disparaît en grande partie avec l'élection en 1974 de Giscard d'Estaing, qui lève de nombreuses interdictions d'ouvrages et des condamnations touchant des éditeurs. Dès lors, ce sont avant tout les menaces représentées par le marché qui pèsent chez les acteurs du livre, et ce pour plusieurs raisons. C'est en premier lieu le mouvement de concentration, initié dès l'après-guerre, qui s'accélère dans les années 1960 et 1970 autour du duopole constitué par Hachette et les Presses de la Cité. Alors que 6,8 % des maisons d'édition réalisaient 55 % du chiffre d'affaires global du secteur en 1962, le même petit groupe conquiert 62,7 % du marché en 1971<sup>2325</sup> et progresse encore dans les années 1980 jusqu'à atteindre 68% en 1993<sup>2326</sup>. Ce phénomène, visible dans d'autres industries culturelles, est favorisé par la situation économique de l'édition. Malgré la vitalité du secteur dans les années 1960 et 1970<sup>2327</sup>, les mauvais chiffres de 1980 et surtout de 1981 (baisse de 6,6% des ventes) fragilisent la profession, et ce d'autant qu'au même moment, c'est l'ensemble de la chaîne du livre qui évolue. Hachette lance son nouvel outil de diffusion-distribution en 1972, suivi en 1973 par les Presses de la Cité qui créent les Messageries du livre. Mettant l'accent sur la commercialisation, le marketing et les réseaux de point de vente, ces éditeurs déploient leurs produits dans de nouveaux lieux comme les grandes surfaces. De même, l'ouverture de la

---

<sup>2323</sup> Pour les lignes qui suivent, nous avons pu nous appuyer sur Jean-Yves Mollier, « Jalons pour une histoire du livre politique... », *art. cit.* ; *Une autre histoire de l'édition française ...*, *op. cit.* ; *Edition, presse et pouvoir en France au XX<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.* ; voir également Laurent Martin (dir.), *Le prix du livre, 1981-2006*, Caen, IMEC, 2006.

<sup>2324</sup> À titre d'exemples, Maspero cumule en 1973 plus de 300 000 francs d'amendes, tout comme Éric Losfeld. Sur cet éditeur, voir « Petite histoire d'un éditeur aux prises avec la censure », *Bibliographie de la France*, n°10, 7 mars 1973.

<sup>2325</sup> Yves Surel, *L'État et le livre*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.124.

<sup>2326</sup> Patrice Cahart., *Le livre français a-t-il un avenir ?*, La Documentation française, 1987, p. 39 et sq.

<sup>2327</sup> De 1962 à 1971, la croissance moyenne est d'environ 7 %, avec un pic de +12,3 % en 1971. Si le premier choc pétrolier ralentit cette dynamique, avec une baisse de 0,6 % en 1974, celle-ci reste importante jusqu'en 1979.

première FNAC consacrée aux livres à Montparnasse en 1974 est un tournant de la diffusion du livre, et ce d'autant plus qu'à cause d'elle, la politique de rabais des grandes surfaces inquiète les « petits » : les livres sont par exemple vendus 20% moins cher à Leclerc que dans les librairies.

Toutes ces évolutions menacent la survie économique des librairies traditionnelles, alliées dans ces circonstances de l'édition indépendante et politique. Le 23 février 1979, l'arrêté du ministre de l'économie René Monory vient appuyer cette logique de marché en libérant le prix du livre qui était jusqu'ici « conseillé »<sup>2328</sup>. Bref, c'est la structure même du champ du livre qui se transforme, où s'opposaient historiquement des « entreprises à cycles de production » qui « minimis[aient] les risques » et étaient « destinées à assurer la rentrée accélérée des profits », et des « entreprises à cycle de production long, fondées sur l'acceptation du risque inhérent aux investissements culturels »<sup>2329</sup>. La généralisation de la logique de court terme bouleverse cette structure. Cette logique est renforcée par l'emprise croissante du secteur bancaire sur l'édition, et par les contraintes économiques de plus en plus fortes qui pèsent sur les éditeurs, dans un contexte global de chute des ventes de livre, notamment politiques<sup>2330</sup>.

Ainsi, à la fin de l'année 1979, la profession s'inquiète<sup>2331</sup>. L'absence d'une véritable politique de lecture publique est déplorée. C'est surtout le prix du livre qui est la cible de toutes les critiques<sup>2332</sup>. L'éditeur Jean-Pierre Ramsay affirme que face aux livres à grands tirages devenus « produits d'appel », « le premier roman, l'essai critique, le manuel universitaire, enfermés déjà dans un ghetto de luxe, s'appêtent à mourir »<sup>2333</sup>. Robert Laffont met en cause la politique de René Monory en déclarant que « toutes nos difficultés proviennent actuellement des difficultés que connaissent elles-mêmes les petites et moyennes librairies »<sup>2334</sup>. Ces prises de position ne sont pas unanimement partagées, ce qui conduit, dans ce contexte de tensions, à des scissions parmi les instances professionnelles, aussi bien au sein du Syndicat National de l'Édition (SNE), où Jean-Louis Pidoux-Payot, favorable au prix unique, succède en 1979 à Yvon Chotard. En parallèle, Gallimard se retire du SNE, inquiet d'un potentiel prix unique sur

---

<sup>2328</sup> Michel Chaffanjon, « Le prix du livre régulé par le marché : « le prix conseillé » (1945-1978) », et Yves Surel, « Les années 1970 et l'arrêté Monory », in Patricia Sorel et Frédérique Leblanc (dir.), *Histoire de la librairie française*, Paris, Éditions du cercle de la librairie, 2008.

<sup>2329</sup> Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art, genèse et structure du champ littéraire*, Le Seuil, 1992, p. 203 et sq.

<sup>2330</sup> Pour une discussion de la « crise » du livre, voir Bruno Auerbach, « Publish and perish. La définition légitime des sciences sociales au prisme du débat sur la crise de l'édition SHS », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2006/4 (no 164), pp. 75-92.

<sup>2331</sup> Les premiers numéros de *Livres-Hebdo*, qui remplace la *Bibliographie de la France* en septembre 1979, donnent la parole à de nombreux éditeurs sur le thème de la « crise » de l'édition.

<sup>2332</sup> De très nombreux articles y sont consacrés dans *Livre-Hebdo* dans les mois qui suivent l'arrêté Monory.

<sup>2333</sup> « Lettre à un ministre bien discret », *La Gazette des Éditions Ramsay*, n°2, Juin-Juillet-Août 1980.

<sup>2334</sup> « Cinq éditeurs font le point », *Livres-Hebdo*, n°1, 1980.

toute son activité de diffusion. De même, les associations professionnelles de libraires s'opposent, ce qui conduit à la création, face à la Fédération française des syndicats de libraires (FFSL), de l'Union des Libraires de France (ULF), favorable au prix unique. La dénonciation de la censure économique, position tenue jusque-là principalement par les communistes<sup>2335</sup>, commence à être reprise par d'autres acteurs comme l'Union Internationale des Editeurs (UIE)<sup>2336</sup>.

Cette situation suscite plusieurs initiatives chez les éditeurs dits « indépendants ». Alors que « la distribution s'est mise à peser de tout son poids sur l'édition »<sup>2337</sup>, les plus centraux créent leur propre structure de diffusion et de distribution : la SODIS pour Gallimard, Seuil-Distribution pour Le Seuil, Union-Diffusion pour Flammarion<sup>2338</sup>. De plus, les indépendants les plus importants rachètent eux-mêmes de plus petites maisons pour diversifier leur fond<sup>2339</sup>. Mais, incapables de réaliser de tels investissements, la grande majorité des autres acteurs du livre sont menacés, et ne peuvent se contenter de co-éditions pour limiter les coûts de production. Certains tentent par conséquent d'apporter une réponse collective à ces changements structurels. Jérôme Lindon, fort de ses précédents engagements politiques [voir le chapitre 1], est un acteur décisif. En mars 1977, il crée l'Association pour le prix unique du livre (APU). S'il n'est pas le premier à soutenir cette solution – qui figurait déjà dans un rapport de 1973<sup>2340</sup> – ses ressources se révèlent déterminantes. Dans les pas de Paul Angoulvent<sup>2341</sup>, Lindon entreprend de démarcher les opposants de Giscard d'Estaing pour les convaincre que l'État doit intervenir. En 1976, il est en contact avec Bernard Pingaud<sup>2342</sup>, ancien animateur de l'Union des écrivains fondé en 68, responsable de l'action culturelle au PS, auquel il écrit que « dans leur immense majorité, les éditeurs et les libraires sont formels : la pratique du “cassage des prix” en matière de livre entraînera la disparition rapide des libraires de qualité, ceux dont les livres ont pour caractéristiques d'être de “rotation lente” et par conséquent peu rentables ».

---

<sup>2335</sup> Antoine Spire\* et Jean-Pierre Viala\*, *La bataille du livre...*, op. cit., pp. 224 et sq.

<sup>2336</sup> Voir l'étude de Peter Calvocoressi, *Freedom to publish*, Stockolm, Almqvist & Wiksell International, 1980, commanditée par l'UIE.

<sup>2337</sup> François Rouet, *Le livre, mutations d'une industrie culturelle*, La Documentation française, 1992, p. 230.

<sup>2338</sup> Albin Michel, le dernier « mousquetaire » de cette « bande des quatre », n'a pas eu de structure similaire, se contentant de prendre des parts dans le capital d'Interforum.

<sup>2339</sup> Flammarion rachète par exemple les éditions Aubier-Montaigne en 1975 et Arthaud en 1977.

<sup>2340</sup> On trouve dans le rapport de Georges Chetochine, devenu professeur de marketing à Dauphine, l'idée, (p. 47), que face aux dangers qui touchent le livre, « le prix fixé est son antidote ».

<sup>2341</sup> Dès 1960, le directeur des PUF en appelait à la puissance publique et déclarait : « Qu'on ne soit point surpris de la part que je reconnais à l'État dans les responsabilités présentes et futures : c'est la conséquence normale du fait que le Livre n'est pas – les Éditeurs sont unanimes sur ce point – une marchandise comme les autres ». Voir Paul Angoulvent, *L'édition française au pied du mur*, Paris, PUF, 1960, p. 8.

<sup>2342</sup> Sur Bernard Pingaud et son rôle au PS, où il fonde la section socialiste des écrivains, voir Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains...*, op. cit., pp. 351 et sq.

Lindon ajoute que cette situation poussera des « éditeurs à renoncer à des publications dont les modestes tirages [...] sont à la limite du possible »<sup>2343</sup>. Cet argument, qui sous-entend que l'indépendance vis-à-vis du pouvoir économique permet la diversité culturelle se retrouve alors dans plusieurs notes de l'APU.

Ce travail s'avère payant, puisque François Mitterrand prend parti pour le prix unique dès novembre 1977<sup>2344</sup> tout comme, à droite, Jacques Chirac. L'arrivée au pouvoir du PS en mai 1981 et de Jack Lang au ministère de la Culture, dont Lindon est proche, favorise le vote rapide de la loi sur le prix unique, le 10 août 1981. Lang exprime à l'Assemblée nationale sa volonté de « refuser d'abandonner le prix des biens culturels aux lois destructrices du marché » car « le livre n'est pas un produit comme les autres » et le gouvernement se doit de soutenir « la création et l'édition, en particulier pour les ouvrages littéraires ou difficiles »<sup>2345</sup>.

Si « l'offre publique d'intervention »<sup>2346</sup> se déploie durant les années 1980, elle se révèle insuffisante pour contrer l'effondrement de l'édition indépendante, *a fortiori* militante.

### ***Se soumettre ou se démettre : le dilemme des éditeurs militants***

Le mouvement de concentration de l'édition s'accélère durant les années 1980, à l'image du rachat d'Hachette par le groupe Matra présidé par Jean-Luc Lagardère<sup>2347</sup>. La même dynamique a lieu du côté des Presses de la Cité, surtout après la mort de son président Sven Nielsen, en 1976, ce qui favorise l'OPA réussie par le groupe Goldsmith en novembre 1986 puis la fusion avec CEP communication, alors dirigée par Christian Brégou, le directeur financier d'Havas<sup>2348</sup>. Plusieurs éditeurs politiques des années 1970 sont contraints à être rachetés. C'est le cas de Ramsay qui, malgré le succès du livre *Le Pull-over rouge*<sup>2349</sup>, est repris en 1982, ou des Éditions du Sagittaire, relancées par Gérard Guégan en 1975 et qui, après le rachat par Hachette en 1978, sont « liquidées » l'année suivante<sup>2350</sup>. C'est surtout le cas

---

<sup>2343</sup> Lettre du 22 juillet 1976. Ce document, qui se trouve dans les archives des Éditions de Minuit, est notamment repris dans le livre publié à l'occasion des 25 ans de la loi Lang. Voir *Le prix du livre...*, *op. cit.*, p. 121.

<sup>2344</sup> Dans une lettre de Mitterrand à Lindon, datée du 17 novembre 1977, également reprise dans *Ibid.*

<sup>2345</sup> Cité par Yves Surel, *L'État et le livre*, *op. cit.*, p. 206.

<sup>2346</sup> Yves Surel, « L'État, acteur ou spectateur ? », in Jean-Yves Mollier (dir.), *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2002, p. 256.

<sup>2347</sup> Béatrice Reynaud, « L'emprise des groupes. Sur l'édition française au début des années 1980 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 130, n°199.

<sup>2348</sup> Cette fusion fait de ce nouvel ensemble, qui prend le nom de Groupe de la cité, le n°1 français, employeur de plus de 6000 personnes.

<sup>2349</sup> Cette contre-enquête de Gilles Perrault, alors proche des trotskystes, s'est vendue à plus de 200 000 exemplaires. Elle est consacrée à l'affaire Ranucci, sans doute victime d'une erreur judiciaire, l'avant-dernier guillotiné de France avant l'abolition de la peine de mort.

<sup>2350</sup> Voir François Laurent et Béatrice Mousil, *Les Éditions du Sagittaire (1919-1979)*, Caen, IMEC, 2003. On peut aussi se référer au témoignage de Gérard Guégan, ancien membre de l'Union des Étudiants Communistes et un

d'Anthropos, dans des conditions difficiles à établir en raison de l'absence d'archives. Serge Jonas\* cède Anthropos vers 1985 (il a 71 ans), et part prendre sa retraite dans le sud, à Méjanne. Le premier repreneur (dont je n'ai même pas pu retrouver le nom) est un personnage « obscur » qui réoriente la production éditoriale vers des ouvrages portant sur l'armée et les conflits. Il semble qu'il ait brûlé une partie des archives pour échapper à des poursuites judiciaires, sans doute du fisc. Quelques mois plus tard, la maison est reprise par Economica, qui conserve une partie de l'identité militante de la maison, comme en 1988 lorsqu'il réédite des ouvrages épuisés de Samir Amin et publie même un de ses textes inédits<sup>2351</sup>.

Si les effets du rachat d'un éditeur sont difficiles à mesurer et varient considérablement selon le repreneur<sup>2352</sup>, l'idéologie anti-capitaliste qui oriente l'action de nombreux éditeurs politiques les conduit à souvent préférer arrêter leur activité éditoriale plutôt que de voir leur maison perdre son indépendance au prix de compromis aussi bien avec des confrères – dont le conservatisme politique a pu s'observer lors de la guerre d'Algérie [voir le chapitre 1] qu'avec l'État, vu comme une puissance bourgeoise. Ces refus se retrouvent aux Éditions Savelli, au Sycomore (1985), aux Éditions ouvrières, mises en redressement judiciaire à la fin des années 1980<sup>2353</sup>, ou aux Éditions Champ libre, qui cessent leur activité après le mystérieux assassinat en 1984 de leur directeur Gérard Lebovici. François Maspero\*, de son côté, abandonne l'édition en 1982. En effet, s'il peut encore écrire en 1980 qu'il entend poursuivre son travail d'édition « avec un programme qui reste conforme à [ses] options depuis 20 ans : une recherche constante dans les champs de la politique, des sciences humaines, des sciences sociales, de la littérature », et ce malgré la situation économique « qui frappe actuellement l'ensemble des petites et moyennes entreprises »<sup>2354</sup>, il passe définitivement la main à François Gèze pour un franc symbolique, la possibilité d'utiliser son fonds mais l'interdiction d'utiliser sa « griffe », à savoir

---

temps proche des éditions gauchistes « Champ libre » de Gérard Lebovici dans *Ascendant Sagittaire*, Parenthèses Éditions, 2001.

<sup>2351</sup> *L'accumulation à l'échelle mondiale et Impérialisme et sous-développement en Afrique* sont réédités, et *L'Eurocentrisme : critique d'une idéologie* est publié pour la première fois.

<sup>2352</sup> Certains comme André Schiffrin ou Éric Hazan estiment que les effets sur l'édition politique sont considérables. Pour Schiffrin, son intégration dans un grand groupe a été marquée par l'injonction de cesser de publier « tant de livres de gauche » et de publier davantage de livres de droite » (*L'édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique, 1999, p. 54.). Éric Hazan raconte pour sa part en entretien qu'avec la concentration éditoriale, « c'est la possibilité même de publier des livres offensifs » qui est remise en cause (Entretien avec Éric Hazan, 5 novembre 2015). Hazan a dénoncé cette « censure par l'économie » dans « Point de vue d'un éditeur concentré », *Esprit*, Juin 2003. Mais comme l'écrit Jean-Yves Mollier, « une chose est de constater, comme le fait André Schiffrin [...], que les industries d'armement françaises, Lagardère, Dassault, possèdent de puissants médias, Europe 1 d'un côté, *Le Figaro* de l'autre, autre chose est de démontrer le lien de cause à effet entre la propriété du capital et le positionnement idéologique d'une maison d'édition telle que Fayard, Grasset ou Stock » (Cf. *Édition, presse et pouvoir en France au XXe siècle*, Paris, Fayard, 2008, pp. 363-364).

<sup>2353</sup> Elles deviennent quelques mois plus tard les Éditions de l'Atelier.

<sup>2354</sup> *Bulletin de la librairie Maspero*, octobre-novembre-décembre 1980.



son nom. La Découverte, née de cet accord, s'émancipe en partie de l'héritage de Maspero<sup>2355</sup>. Plus structurellement, Jean-Marie Bouvaist a établi la forte « mortalité » des éditeurs nés après Mai-Juin 1968 et donc la dimension militante est généralement forte : sur les 812 maisons créées entre 1973 et 1987, 351 ont disparu en 1988, soit 43% d'entre elles<sup>2356</sup>.

Enfin, les éditions partisans de gauche, dont le sort est lié à l'état du parti politique auxquelles elles sont rattachées, sont confrontées aux évolutions défavorables du champ politique. Aux Éditions Sociales, dirigées par Claude Mazauric\* de 1982 à 1986, ce dernier pointe la gestion catastrophique des stocks<sup>2357</sup> (ce qui est sans doute un règlement de compte avec Lucien Sève\*), et le refus de la direction du PCF de s'ouvrir à d'autres courant de gauche, précipite la disparition des Éditions Sociales à la fin des années 1980, après plusieurs années de faible activité et de désintérêt pour le livre politique par le PCF, secteur qui n'arrive plus qu'en troisième position, derrière la littérature jeunesse et la littérature générale, dans le chiffre de ventes des livres du groupe Messidor<sup>2358</sup>. Toutes les autres maisons d'édition affiliées à des groupuscules partisans, notamment maoïstes, s'effondrent également. Seules Syros et La Brèche continuent réellement à être actives : la première, liée au PSU, jusqu'en 1989 et la disparition du parti. Après cette date, elle s'allie à La Découverte et continue à publier des textes engagés. De même, La Brèche, liée à la LCR, continue ses activités. Malgré ses difficultés économiques, la maison survit grâce à son rapprochement en 1987 avec Presses Editions Communications (PEC), ce qui lui permet d'être très active en 1988-1989, aussi bien pour les 20 ans de Mai 68 que pour le Bicentenaire de la Révolution Française. Daniel Bensaid\*, Denis Berger\*, Ernest Mandel\*, Michel Lequenne\* et même les anciens communistes Étienne Balibar\* et Georges Labica\* contribuent à des ouvrages parus pendant cette période à La Brèche-PEC<sup>2359</sup>.

Parmi les maisons d'éditions nées dans l'après-1968, seules quelques-unes résistent, à l'image de Galilée au prix d'une marginalisation volontaire loin de tout investissement dans les

---

<sup>2355</sup> Voir Camille Joseph, *Les éditions La découverte : la gestion d'un héritage...*, thèse. cit., pp. 156 et sq.

<sup>2356</sup> Jean-Marie Bouvaist, *Du printemps*, op. cit.

<sup>2357</sup> « Des livres avaient été publiés jusqu'à 80 000 exemplaires par titre et vendus à peine 10 000, raconte Mazauric\*. Voilà où conduit le subjectivisme qu'on confond souvent, mais à tort, avec de la détermination ! Quand je suis arrivé aux ES, j'ai vu partir à Saint-Ouen au pilonnage des camions entiers de livres, parce que la gestion des stocks était devenue si onéreuse qu'elle aurait entraîné toute l'édifice ! », in Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier (dir), *Le parti communiste et le livre...*, op. cit., p. 157.

<sup>2358</sup> *Ibid*, p. 100.

<sup>2359</sup> Voir Ernest Mandel\*, *Où va l'URSS de Gorbatchev ?*, Montreuil, La Brèche-PEC, 1989 ; Alain Krivine et Daniel Bensaid\*, *Mai si ! 1968-1988, rebelles et repentis*, Montreuil, La Brèche-PEC, 1988 ; Collectif, *Permanences de la Révolution: pour un autre bicentenaire*, Montreuil, La Brèche-PEC, 1989.

instances nationales de l'édition, comme le SNE<sup>2360</sup>. D'autres sont contraintes à des réorientations importantes de leur catalogue, à l'image de Christian Bourgois, alors à la fois directeur des éditions qui portent son nom, de 10/18, ainsi que l'un des représentants des Presses de la Cité au sein d'instances comme le SNE ou le Conseil National du Livre (CNL). Engagé dans la diffusion de nombreux courants marxistes dont l'opéraïsme, il abandonne cette littérature pour des raisons économiques, comme il s'en justifie en 1991 :

« Si vous voulez, je n'avais pas fidélisé un public. Chronologiquement, j'avais d'abord eu un public d'étudiants, peut-être de lycéens, mais surtout d'étudiants, dans les années 1970-1975, puis j'ai vu venir un public de lycéens qui lisait Vian mais qui n'a plus eu les mêmes lectures, une fois passé à l'Université, que les étudiants qui avaient fait 68 ou qui étaient arrivés en faculté juste après 1968. Je les retrouvais quand je continuais à publier London ou Vian mais lorsque je publiais des écrits de Trotsky, alors que dans les années 1970 j'en vendais 30000 ou 40 000 Exemplaires, en 1979, lorsque j'ai réédité l'admirable biographie de Trotsky par Isaac Deutscher, ou le Staline de Trotsky, je n'en ai pas vendu du tout. Donc à ce moment-là, j'ai bien été obligé d'admettre que mon public n'existait plus [...]. C'est la seule fois où j'ai reçu une sanction du marché – cela m'a contraint à changer de politique parce que, et c'est un phénomène qui dépasse "10/18", le public se détournait de mes publications »<sup>2361</sup>.

Ce rappel de la réalité économique dûe aux modifications sociologiques et politiques du public étudiant, un temps suspendu durant l'après-1968, conduit Bourgois à se réorienter vers des ouvrages plus littéraires mais aussi grand public. Il crée notamment en 1983 la collection de romans policiers « Grands Détectives », qui connaît un grand succès. En parallèle, il renonce à publier des revues et des collections politiques comme « Cibles », qui s'arrête en 1985<sup>2362</sup>. Il abandonne également les textes de l'avant-garde littéraire. L'écrivain Christian Prigent, alors directeur de la collection « TXT » et un temps proche de la revue *Tel Quel*, est en contact avec Edith Heurgon, qui accueille les colloques de Cerisy, pour un colloque intitulé « Quelles avant-gardes ? ». Prévu en 1980, il est finalement annulé. Prigent lui parle de la fin de sa revue et de sa collection, et regrette ce « lâchage que rien de vraiment objectif ne justifie », regrettant que « l'édition tend[e] de plus en plus à marginaliser »<sup>2363</sup> les textes les plus politiques et avant-

---

<sup>2360</sup> Créées en 1971 par Michel Delorme, Galilée publie dans ces années Derrida, Balibar\* ou Negri\*. L'éditeur refuse les entretiens, illustrant les difficultés pointées par Paul Dirckx, « Les obstacles à la recherche sur les stratégies éditoriales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol 26, 1999.

<sup>2361</sup> Dans l'entretien qu'il donne à Jean-Yves Mollier, « Trente ans d'édition », *Revue des sciences humaines*, n°219, juillet-septembre 1990, p. 158.

<sup>2362</sup> Au moment où nous avons consulté les archives de Christian Bourgois, aucun document n'étaient relatifs à cette collection.

<sup>2363</sup> Lettre du 12 juin 1980. Archives du centre culturel international de Cerisy, Boite « Colloques fantômes », sans côte, boite n°1, pochette du colloque « Quelles avant-gardes ? ». Sur ces colloques fantômes, voir François Chaubet, Les colloques « fantômes » à Cerisy (années 1970 - fin des années 1980) : contraintes et affirmations dans le choix de programmation au sein d'une grande institution culturelle », *Histoire@Politique*, 2013/2 (n°20), pp. 102-113. Plus globalement, voir tout ce numéro consacré au changement intellectuel entre 1968 et 1986 à travers l'entrée des colloques de Cerisy.

gardistes. La conséquence pour le colloque est direct, puisque c'est principalement l'absence de débouché éditorial (alors que Bourgois publie pendant toutes les années post-1968 les actes de ce type de colloques) qui entraîne finalement l'annulation. C'est plus généralement le « symptôme d'une situation d'ensemble bien décourageante », comme l'écrit à nouveau Prigent<sup>2364</sup>.

L'autre maison d'édition à réorienter ses productions politiques est bien entendu La Découverte. Dès 1982, la volonté de rupture avec l'héritage Maspero est manifeste. Comme Camille Joseph l'a montré, elle passe par la reprise du nom de la collection la moins politisée du catalogue de Maspero. C'est aussi l'actionnariat qui change. Comme le souligne Camille Joseph, « l'étude des transformations de l'actionnariat et de la forme juridique de l'entreprise révèle le passage d'un actionnariat proche, à la fois politiquement et socialement, de l'identité des Éditions Maspero, à un actionnariat davantage institutionnalisé, relevant d'un investissement financier plus classique »<sup>2365</sup>. La Découverte achète aussi des parts dans d'autres maisons d'édition comme Champ Vallon ou Le Monde Éditions<sup>2366</sup>, et entend devenir un acteur central du champ éditorial. C'est la raison pour laquelle François Gèze s'investit fortement dans les instances professionnelles de l'édition comme le SNE<sup>2367</sup>, alors que Maspero\* cultivait sa marginalité. Enfin et surtout, les premières années de La Découverte s'appliquent à se détacher de la « marque » Maspero, trop politique. Camille Joseph a analysé plus de quatre-vingt pages de comptes rendus de visites dans les librairies en 1984. Si le but général est de sonder les libraires face au livre politique, il s'agit en réalité avant tout de mesurer leur adhésion au projet de rupture des Éditions La Découverte avec l'image politique des Éditions Maspero. Les comptes-rendus soulignent surtout les témoignages qui vont dans ce sens – comme ce libraire d'Orléans qui « est réjoui de voir que La Découverte avait cessé de faire du “gauchisme stupide” », sous-entendant par là que tel était le cas des Éditions Maspero – et, comme l'écrit Camille Joseph, il ressort de ces comptes-rendus un « enthousiasme très modéré face aux librairies dont l'identité politique de gauche est trop affirmée. Les éditeurs en visite semblent chercher tous les moyens de vérifier auprès des libraires la nécessité de l'abandon des collections qui seraient porteuses de cette identité »<sup>2368</sup>.

Les conséquences sur les idées sont réelles. Si François Gèze m'explique en entretien que des « pans entiers de la production la plus marxisante [...] ne se vend[ent] plus » et même

---

<sup>2364</sup> *Ibid.*

<sup>2365</sup> Camille Joseph, *Les Éditions La Découverte : la gestion d'un héritage éditorial...*, thèse. cit, pp. 173 et sq.

<sup>2366</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>2367</sup> *Ibid.*, p. 181 pour le détail de ses fonctions.

<sup>2368</sup> *Ibid.*, p. 228.

qu'« il n'y avait plus de manuscrits pour certaines collections »<sup>2369</sup>, les archives font apparaître un rôle bien plus actif de François Gèze dans la transformation du catalogue. Comme l'a montré Jean-Michel Chaschiche à propos de l'économie, c'est bien Gèze, formé dans une école d'ingénieurs, qui décide d'abandonner l'économie marxiste pure au profit de nouvelles approches, plus hybrides, comme celle de l'école dite de la Régulation [*voir infra*]. Il en vient ainsi à refuser des auteurs qui, comme Christian Palloix\* ou Philippe Zarifian\*, faisaient parti du catalogue de la période 1968-1981<sup>2370</sup>. Au-delà de la seule discipline économique, les archives de La Découverte conservent des cartons entiers de traces de manuscrit refusés qui permettent de dessiner une histoire sociale des années 1980 différente, à l'image de ce qu'ont pu entreprendre Anne Simonin et Pascal Fouché pour la littérature<sup>2371</sup>. Bien sûr, le refus de manuscrits est au cœur de l'activité de tri d'un éditeur, mais étant donné que ce qui est publié est une « part infime de la production culturelle brute d'une époque »<sup>2372</sup>, ce type d'archive permet de saisir le fonctionnement interne et les mécanismes de sélection à l'œuvre dans les années 1980 chez La Découverte.

A ce titre, certains refus confirment les évolutions du champ intellectuel, y compris pour des figures très influentes de l'après-1968 comme Charles Bettelheim\*, dont les « souvenirs d'un économiste engagé » envoyés en mars 1989 ne sont pas publiés par La Découverte, signe de son changement d'image, Bettelheim\*, à la retraite, se revendiquant encore à l'époque du marxisme<sup>2373</sup>. De même, un certain Aziz Renard écrit en 1990 une lettre à François Gèze après le refus de son ouvrage *La fin du libéralisme*, que Gèze lui conseille de publier plutôt chez L'Harmattan. Il accuse La Découverte de boycotter le « marxisme critique, courant qui pour le moment ne trouve pas d'expression dans les médias ». Dans une autre lettre, quelques mois plus tard, il constate que « la tradition à laquelle [il se] rattache est en totale décomposition et ne peut même plus s'exprimer »<sup>2374</sup>. En parallèle, François Gèze arrête des collections – comme celle d'Althusser\* ou de Bettelheim\* –, en lance de nouvelles comme « Économie Critique »<sup>2375</sup>. Ouverte en 1983, elle est finalement arrêtée dès 1986, signe de la « dépréciation des approches critiques en sciences économique » et de la réorientation progressive de La

---

<sup>2369</sup> Entretien avec François Gèze, 22 octobre 2015.

<sup>2370</sup> Jean-Michel Chaschiche, *Le marché français du livre d'économie (1945-2016)...*, thèse. cit., p. 286.

<sup>2371</sup> Anne Simonin, Pascal Fouché, « Comment on a refusé certains de mes livres », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 126-127, mars 1999, pp. 103-115.

<sup>2372</sup> *Ibid*, p. 103.

<sup>2373</sup> François Denord et Xavier Zunigo, « Révolutionnairement vôtre »..., *art. cit.*, p. 29.

<sup>2374</sup> « Manuscrits refusés, 1989-1991 », DEC 973.2, Archives La Découverte, Caen, IMEC.

<sup>2375</sup> Jean-Michel Chaschiche, « Les intermédiaires... », *art. cit.*, pp. 137 et sq.

Découverte, qui se consacre à partir du milieu des années 1980 principalement aux collections plus généralistes « Repères » et « L'état du monde »<sup>2376</sup>.

Enfin, Gèze refuse de retirer certains « classiques » de Maspero épuisés et envoie des pans entiers de la production marxiste des années post-1968 au pilon, choix qu'il justifie dans notre entretien de « faillite théorique ». Christian Baudelot confirme qu'il a « foutu tous nos bouquins au pilon », et les archives des relevés de droit d'auteurs montrent à ce moment-là des choix similaires, comme quand 1523 des 3265 ouvrages restant de *Sur Gramsci* (Perry Anderson, 1978) sont détruits en 1984<sup>2377</sup>.

Ainsi, si, comme l'écrit Camille Joseph, « la Découverte ne s'éloigna jamais d'une vision engagée de l'édition », son évolution permet d'interpréter le déclin du marxisme et, dans le même temps, ses transformations, sans y voir un quelconque caractère « naturel ». Elle permet aussi de réinscrire la production des idées « marxistes » ou « critiques » dans un contexte économique difficile. Il faudrait le montrer plus en détails, en revenant notamment sur les projets de revues présents dans les archives de La Découverte<sup>2378</sup>. L'un d'eux émane de « l'Association critique sociale », dans laquelle on retrouve Gérard Althabe\*, et dont le projet mentionne la « dictature d'un anti-marxisme primaire ». De même, les projets de revues « Idées » ou « Citoyen », permettent aussi de repérer des aspirations intactes. Le projet « Citoyen » part en 1987 « d'hommes et de femmes engagés à gauche, issus de courants différents, porteurs de pratiques et d'expériences diverses », et qui font le constat « d'un manque, d'un vide, d'une carence » après cinq ans de pouvoir socialiste et quelques mois de cohabitation. « Citoyen » souhaite rendre la parole au peuple, « confisquée par les professionnels de la politique », et être une alternative à « une presse qui n'exprime plus que de loin en loin la réalité des aspirations, des rejets, des révoltes du peuple ». Ce projet ne voit pas non plus le jour, et montre la difficulté de refaire du collectif, pour les intellectuels de gauche, dans le contexte des années 1980.

Dans le champ intellectuel des années 1980, les idées « marxistes » n'ont plus la parole. Certes, quelques projets réussissent : Le *Bulletin du MAUSS*, lancé en 1981 par Alain Caillé, Serge Latouche\* et d'autres intellectuels au passé marxiste, est rétrospectivement caractérisé par ses acteurs par « sa réticence à trop couper les ponts avec les aspirations marxistes centrales, son refus de jeter le bébé de l'espérance radicale – ou plutôt de l'espérance d'une

---

<sup>2376</sup> *Ibid.*

<sup>2377</sup> D'après les archives des droits d'auteurs..

<sup>2378</sup> DEC 1112.6, « Projets de revue », archives La Découverte, IMEC, Caen.

certaine radicalité – avec les eaux sales du totalitarisme »<sup>2379</sup>. En 1984, c'est *L'Autre Journal* qui est lancé par Michel Butel, deux ans avant *M. Mensuel, marxisme, mouvement* en 1986. Dans ces journaux écrivent de nombreux intellectuels de notre population, et une anthologie récente de *L'Autre Journal* a pu mettre en lumière l'importance de ce support au cœur des années 1980<sup>2380</sup>. Mais malgré tout, ces textes ont eu peu d'échos à l'époque et peu de postérité.

Ce phénomène d'invisibilisation est particulièrement visible au regard des lieux de publication. C'est L'Harmattan, éditeur peu prestigieux, qui devient pour beaucoup « d'intellectuels révolutionnaires » le principal – et, bien souvent le seul – débouché éditorial possible. C'est le cas, parmi d'autres, pour Grégoire Madjarian\*, maître de conférence en économie à Paris-VIII, et qui y publie son seul livre de la décennie intitulé *Le complexe Marx* (Harmattan, 1989).

Tous ces constats montre l'importance de déplacer le regard pour écrire une histoire, plus souterraine, des années 1980.

### ***III. Une histoire souterraine des idées politiques dans les années 1980***

En suivant la population d'intellectuels décrite au chapitre 4, on entend montrer que c'est en détournant le regard vers des formes du travail intellectuel non pas « bruyantes »<sup>2381</sup> – que Vincent Descombes définit comme « *ce dont on a parlé* dans un certain territoire à une certaine époque, c'est-à-dire, en fin de compte, ne retenir que ce qui a fait du bruit dans l'auditoire le plus vaste »<sup>2382</sup> – mais souterraines, constituées de « traces d'expériences et de pensées perdues ou tout simplement négligées pour cause d'incompréhension ou d'inactualité à l'époque de leur avènement »<sup>2383</sup>. En suivant cette approche, l'objectif est d'écrire une histoire intellectuelle des années 1980 plus fidèle aux conséquences biographiques de l'engagement politique de l'après-1968 sur les intellectuels.

Nous développerons trois études de cas qui illustrent la persistance et les transformations des idées politiques « marxistes » dans les années 1980. La première explorera les commémorations du centenaire de la mort de Marx, en 1983 (A). La deuxième se

---

<sup>2379</sup> Voir Alain Caillé et Sylvain Dzimara, « De Marx à Mauss, sans passer par de Maistre ni Maurras », *Revue du MAUSS*, 2009/2, n° 34, pp. 65-95.

<sup>2380</sup> Collectif, *L'Autre-Journal : 1984-1992, une anthologie*, Paris, Les Arènes, 2012.

<sup>2381</sup> D'après le terme de Vincent Descombes pour caractériser sa démarche « bruyante », qu'il considère d'ailleurs comme « injuste, puisqu'elle laisse de côté ce qui n'a pas été entendu par le public, ou ne l'a pas été au même degré ». Vincent Descombes, *Le même et l'autre...*, *op. cit.*, p. 12.

*Ibid.*

<sup>2383</sup> Michèle Riot-Sarcey, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX<sup>e</sup> siècle en France*, Paris, La Découverte, 2016, p. 9.

concentrera sur l'étude des séminaires marxistes qui, tout au long des années 1980, permettent de continuer de voir à l'œuvre la production d'idées politiques « marxistes » (B). La troisième s'intéressera à la naissance d'un spinozisme politique de gauche qui naît en France dans les années 1960, se développe dans les années 1970 et s'institutionnalise dans les années 1980, remplaçant en partie, chez nombre d'intellectuels « marxistes », la référence à Marx (C).

### **III-A. Les commémorations du centenaire de la mort de Marx**

1983, l'année du débat sur le « silence des intellectuels », est aussi celle du centenaire de la mort de Karl Marx. Comme tout ce qui touche au marxisme durant les années 1981-1991, cette commémoration est ignorée ou minorée dans les (rares) travaux d'histoire intellectuelle sur cette période. Anne Simonin et Hélène Clastres mentionnent dans leur chronologie des « idées en France » le « colloque Labica » sur Marx en 1983 [voir *infra*] mais ajoutent que « le centenaire passe largement inaperçu »<sup>2384</sup>. François Cusset affirme pour sa part que le « centenaire, début 1983, de la mort de Karl Marx, que commencent de célébrer [...] l'édition et la presse étrangères » est d'une « discrétion stupéfiante en France », discrétion qui « a valeur d'enterrement définitif ». Il ajoute que « Mitterrand n'en souffle pas un mot », que « la presse et l'université passent aussi leur tour » et que le champ libre laissé par le « reflux de Marx et des marxismes » est occupé par Tocqueville<sup>2385</sup>.

En réalité, là comme ailleurs, le constat de « crise du marxisme » semble tout recouvrir et ne pas nécessiter pour être validé de recherche empirique réelle – y compris chez un historien comme Cusset. Comme l'écrit Doug McAdam, « on tend à stéréotyper les décennies comme on stéréotype les gens. Quels que soient les faits sur lesquels repose un stéréotype, il ne tarde pas à les englober »<sup>2386</sup>. Pourtant, à rebours des histoires intellectuelles classiques, l'étude du centenaire de la mort de Marx révèle une référence certes critiquée, souvent plus académique que dogmatique, mais dont les usages restent largement positifs à l'occasion de ces commémorations qui sont en réalité nombreuses. Pour le montrer, nous reviendrons dans un premier temps sur la chronologie de ces événements commémoratifs (A), avant d'étudier le contenu des textes produits lors de cet anniversaire (B) puis l'identité des acteurs impliqués, parmi lesquels nombreux sont membres de la population étudiée (C).

---

<sup>2384</sup> Hélène Clastres et Anne Simonin, *Les idées en France...*, *op. cit.*, p. 396.

<sup>2385</sup> François Cusset, *Le grand cauchemar...*, *op. cit.*, pp. 76-77.

<sup>2386</sup> Doug McAdam, *Freedom Summer...*, *op. cit.*, p. 332.

## *Un anniversaire en crise : Marx 1983*

Sans être aussi important que s'il avait eu lieu dix ans plus tôt, dans la fureur de l'après-1968, le centenaire de la mort de Marx est loin d'être inexistant. Les commémorations commencent avec un colloque international organisé du jeudi 20 au samedi 22 janvier 1983 à Bagnolet (Seine-Saint-Denis) par l'Institut de recherches marxistes (IRM) sur le thème : « Le marxisme et la libération humaine ». L'événement est annoncé par *Le Monde* (21 janvier 1983) et *L'Humanité* (22 janvier 1983), mais les actes, censés paraître en 1983 aux Éditions Sociales sous le même titre *Le marxisme et la libération humaine*<sup>2387</sup>, sont finalement publiés dans le supplément au n° 232 de *La pensée*, en 1983.

Quatre autres commémorations sont organisées les mois suivants. La première l'est du 17 au 20 mars 1983 à l'université de Nanterre sous la direction de Georges Labica\*, et réunit plus de soixante-dix participants français et étrangers. Outre le soutien de Paris-X, sa tenue est permise par la configuration « amie » dont nous avons parlé : l'ancien communiste Maurice Caveing, qui a des fonctions importantes au CNRS après avoir été professeur d'université à Nanterre, ouvre le colloque<sup>2388</sup>, et les financements ont été débloqués par Maurice Godelier et surtout Yves Duroux. Mireille Delbraccio, à l'époque ingénieure de recherche au CNRS et proche de Georges Labica\*, le raconte :

« Il [Yves Duroux] était au ministère de la Recherche pendant des années, et si on a pu organiser avec Georges Labica\* des grosses choses, ça a été quand même grâce aussi à Yves. Le colloque international "Marx cent ans après" [...], il a pu se faire aussi parce qu'il y avait des crédits du ministère de la Recherche, c'est bien la seule fois qu'on en a eu. Donc j'ai été discuter à l'époque avec Yves, et on a eu un budget effectivement qui nous a permis d'accueillir des gens de partout »<sup>2389</sup>.

Le colloque, mentionné dans les pages de nombreux journaux comme *Libération*, *Le Monde*, *La Croix* et *L'Humanité*, reste dans les souvenirs de Mireille Delbraccio comme un vrai succès, tant public – elle parle d'un « monde fou », de ce que « dans les salles de Nanterre, il y avait des gens debout », d'une « énorme effervescence » qui n'a « rien à voir avec les colloques de phénoménologie »<sup>2390</sup> – qu'intellectuel :

---

<sup>2387</sup> Du moins si l'on en croit Georges Labica, *Le marxisme-léninisme : éléments pour une critique*, Editions Bruno Huisman, Paris, 1983, qui fait référence à ce livre en note de bas de page n°82.

<sup>2388</sup> Il regrette dans son introduction au colloque que certains de nos collègues étrangers, auxquels le CNRS a envoyé des invitations, dont il s'est efforcé de faciliter le voyage, ne se soient pas trouvés en situation de pouvoir y répondre, en dépit, pour certains, d'acceptations antérieures », sans que les pays concernés, la RDA et l'URSS, ne se soient justifiés. Voir Maurice Caveing, « Ouverture au colloque », in Georges Labica (dir.), *1883-1983 : l'œuvre de Marx, un siècle après*, Paris, PUF, 1985, p. 11.

<sup>2389</sup> Entretien avec Mireille Delbraccio, 30 novembre 2017.

<sup>2390</sup> La phénoménologie est la spécialité initiale de Mireille Delbraccio. Elle est d'abord entrée au CNRS en 1976 à mi-temps en tant que documentaliste. Rattachée à l'équipe de Paul Ricœur à Nanterre, elle est dans ces années



« Il y avait une vraie activité intellectuelle autour de Marx dans ce moment, en 1983. Ce colloque a fédéré peut être pour la première fois autour de Labica\* et de l'équipe un ensemble de chercheurs, d'enseignants à l'université ou ailleurs, travaillant sur Marx. Il a fait un point sur les travaux. Un point historique et je dirais conceptuel et thématique sur les travaux sur Marx. Et il a fédéré une communauté internationale dont les liens sont toujours restés actifs, en tout cas très longtemps actifs, et ont donc déterminé pour l'équipe Labica\* un volant de coopération internationale. [...] Vraiment ça a fait, je crois qu'on peut dire sans auto-glorification, que ce colloque a quand même fait événement <sup>2391</sup> ».

Ce colloque est donc présenté par ces acteurs comme un succès intellectuel et une réussite en termes d'affluence, signe que les idées marxistes sont encore bien présentes, mais qu'elles se font alors plus académiques. Les actes, publiés en 1985 aux PUF, rassemblent au total 51 contributions, alors que 49 autres participants (il y a donc 100 communications) sont remerciés dans le livre mais non publiés. A côté de cet événement majeur, d'autres commémorations se tiennent, à l'image de celle organisée le samedi 23 avril par l'Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS), institution fondée en 1969 par Guy Mollet et proche du Parti Socialiste<sup>2392</sup>. Elle réunit une vingtaine d'intellectuels autour de deux tables rondes consacrées respectivement à « Marx et l'État » et à « Marx et la crise »<sup>2393</sup>, auxquelles participent notamment Henri Lefebvre\* et Jean Ellenstein\*. Quelques semaines plus tard, du 24 au 28 mai 1983, le colloque « Marx - marxismes - problématique d'histoire des marxismes », financé notamment par le ministère de la Recherche, la Délégation pour les célébrations nationales du ministère de la Culture et l'UNESCO, se déroule devant des centaines de personnes à l'Assemblée nationale. Il est piloté par un comité d'organisation où l'on trouve des membres de l'université Paris VII (Georges Boudarel\*, Catherine Coquery-Vidrovitch\*, Pierre Fougeyrollas\* et Daniel Hémerly\*), de l'université Paris-VIII (Claude Frioux\*, René Gallissot\*, Maurice Goldring\*, Madeleine Rébérioux\* et Jean-Marie Vincent\*) et de la Fondation Nationale de Science Politique (Georges Lavau et Lilly Marcou). Ce colloque rassemble donc à la fois des anciens trotskistes, des anciens gauchistes, et des ex-communistes comme Goldring\* ou des communistes encore actifs, dont Claude Frioux\* (1932-2017). Né à Paris dans une famille de la bourgeoisie économique (son père travaille à la Chambre des députés, sa mère est médecin) mais engagé à gauche, Claude Frioux\* est ulmien, agrégé de russe, docteur en études slaves et

---

responsable de l'établissement de la « bibliographie Husserl Internationale 1884-1984 » et rédige une thèse sur la *mathesis universalis* de Leibniz à Husserl, qu'elle n'a finalement pas achevée.

<sup>2391</sup> Entretien avec Mireille Delbraccio, 1<sup>er</sup> décembre 2017.

<sup>2392</sup> Sur l'OURS, voir Frédéric Cépède, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique*, 2014/3 (n° 24), pp. 163-179.

<sup>2393</sup> Voir les actes reproduits dans plusieurs numéros du *Cahier et revue de l'Ours* à partir du n°151 de mai 1984.

à l'époque professeur à Paris-VIII, université dont il est président<sup>2394</sup>. Communiste critique depuis la fin des années 1970, il est resté au PCF mais appartient au courant des fondateurs. Cette composition du comité d'organisation, très marquée à gauche du PS, montre que dans le contexte de crise, les alliances entre diverses sensibilités politiques deviennent à la fois possibles et nécessaires. Les actes, dirigés par René Gallissot\*, sont d'ailleurs publiés en 1984 par Syros, éditeur proche du PSU, dans la collection « Histoire et théorie »<sup>2395</sup>, l'un des derniers débouchés éditoriaux marqués politiquement à gauche [voir *supra*].

Enfin, le dernier événement d'envergure de cette année 1983 a lieu en décembre à l'EHESS. Souhaité par son président François Furet, il est organisé par Bernard Chavance :

« Furet essayait de montrer que l'EHESS [s'intéressait au centenaire] mais il fallait quelqu'un pour organiser. Donc j'ai organisé le colloque sur Marx, j'ai eu une certaine autonomie et un financement super. Et j'ai co-organisé avec Jon Elster [du Collège de France] qui relevait du marxisme analytique. Du coup dans ce colloque il y a une composante marxiste analytique avec des Américains. Et moi j'ai eu une autonomie assez grande pour faire venir des Français : il y avait Robert Boyer, Lipietz\*, des étrangers également, de Praxis [des yougoslaves]. Regardez ce bouquin ça vaut le coup simplement pour la liste des participants ! Il y avait Hobsbawm, une variété de gens et puis des Français : Alain Touraine, Godelier\*, etc. Ça m'a pris deux, trois ans à organiser, c'était vraiment un très gros truc »<sup>2396</sup>.

Ce « très gros » colloque, divers à la fois pour les disciplines et les nationalités représentées, a été voulu politiquement éclectique par Furet, désormais marqué à droite. Si Chavance a une grande autonomie, c'est le seul des événements du centenaire où des critiques fortes se font entendre à l'encontre de Marx et du marxisme[voir *infra*].

Enfin, l'année 1983 se termine par une exposition et une table ronde organisées par l'UNESCO, qui donnent là encore lieu à une publication<sup>2397</sup>. Il faut ajouter à ces commémorations deux brochures politiques publiées en français en 1983 par des partis communistes étrangers. La première, de 39 pages, est signée du dirigeant nord-coréen Kim Djeung Il, et intitulée *Allons de l'avant en portant bien haut le drapeau du marxisme léninisme et des idées du Djoutche* (Éditions en langues étrangères de Pyongyang) ; la seconde, produite par le très orthodoxe parti communiste albanais, est un document de 158 pages (*La doctrine de Marx, toujours jeune et immortelle : 1883-1983*, Tirana, 1983).

---

<sup>2394</sup> Après avoir été président de Vincennes entre 1971 et 1976, il est président de Paris-VIII de 1980 à 1987. Sa deuxième épouse, Irène Sokologorsky, lui succèdera en 1991.

<sup>2395</sup> René Gallissot (dir.), *Les Aventures du marxisme*, Paris, Syros, 1984. Voir aussi le compte-rendu du colloque fait par René Gallissot\*, « Marx-marxismes : Problématique d'histoire des marxismes (marxisme incroyant) », *L'Homme et la société*, n°67-68, 1983, pp. 197-201.

<sup>2396</sup> Entretien avec Bernard Chavance, 1<sup>er</sup> juin 2016.

<sup>2397</sup> UNESCO, *Nul ne combat la liberté. Karl Marx (1818-1883)*, Paris, Composé et imprimé dans les ateliers de l'Unesco, 1984.

Mais les commémorations du centenaire de la mort de Marx sont loin de se limiter à ces événements académiques (ou presque folkloriques pour ces deux dernières publications). Tout d'abord, le centenaire de la mort de Marx est abordé à la télévision. L'héritage du penseur allemand est l'objet d'une émission tendue *d'Apostrophes* intitulée « Karl Marx, cent ans après sa mort » et à laquelle sont invités en août 1983 G. Labica\*, J-P. Lefebvre\*, C. Mazauric\* et M. Rubel. Ce dernier reste dans ces années sur une ligne extrêmement offensive vis-à-vis du PCF – dont les trois autres invités sont ou ont été membres – et les visages graves des quatre intervenants au début de l'émission laisse penser qu'ils s'attendent à une discussion mouvementée. Rubel exprime d'ailleurs très rapidement ses critiques vis-à-vis du « culte de Marx et donc du marxisme », « culte idéologique » fait de « silences », de « déformations », d'« aliénation » et qui ne « correspond pas à la réalité des choses » [Sur Rubel, voir *infra*].

Ensuite, plusieurs numéros de revues s'inscrivent dans cette série d'hommages, à l'image de plusieurs livraisons de la revue de Maximilien Rubel, *Économies et Sociétés*, consacrées explicitement au centenaire de Marx, du numéro 66 de la revue *Raison Présente* qui porte, en juin 1983, sur les liens entre Darwin et Marx<sup>2398</sup>, ou du premier *Cahiers Georges Sorel*, qui se lance en 1983 avec un numéro portant sur Sorel et Marx<sup>2399</sup>. Les *Cahiers Spartacus* publient également en avril 1984 un numéro intitulé « De l'usage de Marx en temps de crise ». D'autres publications et colloques participent aussi plus ou moins directement de ces commémorations, à commencer, en 1986, par un livre publié par les éditions EDI et intitulé *Marx...ou pas ? Réflexions sur un centenaire* qui réunit, chez un éditeur présenté comme « militant », 24 textes d'intellectuels marxistes produits à la suite d'un questionnaire envoyé par les deux personnes à l'initiative de ce livre, à savoir Denis Woronoff<sup>2400</sup> et Jean-Marie Brohm\*. C'est le cas encore du colloque *Actualité du marxisme* qui s'est tenu à Lille en 1980, donc trois ans avant les colloques du centenaire, sous la direction de l'économiste Jean-Claude

---

<sup>2398</sup> Ce numéro paraît au moment de leurs centenaires respectifs, Charles Darwin étant décédé en 1882.

<sup>2399</sup> On peut aussi penser à plusieurs numéros de *L'Homme et la société* qui, autour de 1983, s'intéressent aux socialismes réels (n°65-66, 1982) ou à des marxismes comme celui de l'École de Francfort (n°69-70, 1983).

<sup>2400</sup> Né en 1939, il a soutenu en 1981 une thèse sur *L'industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire*. Recruté à Paris I, directeur entre 1983 et 1987 de l'IHMC, il n'est pas dans notre population mais en est proche, tant le contexte politique et intellectuel des années 1960 (notamment à l'ENS) joue sur sa trajectoire (choix des objets étudiés, investissement partisan intensif au PSU). Il explique en 2018 qu'il a failli être philosophe, mais « qu'à l'ENS, le terrain était occupé par des camarades brillants – Régis Debray\*, Étienne Balibar\*, Pierre Macherey\*, Alain Badiou\*, Emmanuel Terray\*... L'évidence était de revenir à l'histoire [...]. Le contexte politique des années 1960 est important, il m'a conduit à m'intéresser à l'histoire de la Révolution française ». Il ajoute que quand « l'effervescence [politique] s'est apaisée », il a quitté « le statut de quasi-permanent pour celui d'enseignant en formation », et a « pu mesurer ce qu'avait apporté le marxisme à la française, dans son moment le plus excessif et le plus fascinant : aider à penser la société dans son histoire, tout en délivrant d'arrogants oukases ». Son intérêt pour l'histoire industrielle est politique et stratégique, puisqu'il précise qu'elle « n'était pas aussi politiquement sensible que l'avait été l'histoire ouvrière ». Cf Thomas Le Roux, Nicolas PIERROT, « Entretien avec Denis Woronoff », e-Phaïstos [En ligne], VI-1 2017 | 2018.

Delaunay\*, et dont les actes sont publiés par Anthropos, en deux volumes, en 1982 et 1983 ; du livre d'hommage à Nicos Poulantzas\* [**Voir le chapitre 7**] intitulé *La gauche, le pouvoir, le socialisme*<sup>2401</sup>, issu d'un colloque organisé par Christine Buci-Glucksmann\* les 27 et 28 novembre 1981 à Paris VIII-Saint-Denis et publié au PUF en avril 1983. S'il appartient initialement à une temporalité différente des commémorations [**à savoir le suicide de Poulantzas\*, cf le chap. 7**], nous l'avons intégré car sa parution en 1983 et le cadrage de sa réception rapproche cet ouvrage de ceux directement issus de réflexions sur le centenaire. Le colloque sur Poulantzas\* se présente ainsi comme un état des lieux des marxismes. La collection où il paraît, « Politiques », fondée par Poulantzas\*, est par ailleurs marquée à gauche. Le texte de présentation indique que la collection entend se « situer, politiquement et théoriquement, dans le cadre d'une pensée et d'une recherche de *gauche*, mais au sens le plus large du terme puisqu'elle fait appel à des enseignants, des fonctionnaires, des hommes politiques, des syndicalistes qui vont du PC au PSU et au PS, de la CGT à la CFDT, y compris les diverses "gauches" où se regroupent les intellectuels progressistes de toutes tendances »<sup>2402</sup>. C'est aussi pour les mêmes raisons que l'on doit étudier le livre *Autres marxismes réels*, dirigé par André Corten et qui, en 1985, est la dernière publication de la collection marxiste « Cibles » hébergée par Christian Bourgois<sup>2403</sup>.

On peut également élargir la focale vers les marges francophones, dont on a déjà souligné l'importance dans plusieurs chapitres. Un colloque international est organisé à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar en décembre 1983<sup>2404</sup>. À Montréal, l'ouvrage dirigé par Gilles Dostaler\*, issu de séminaires sur l'économie marxiste est co-édité en 1985 par les Presses de l'Université du Québec et La Découverte sous le titre : *Un échiquier centenaire : théorie de la valeur et formation des prix*. On pourrait également penser à André Vachet\*, de l'Université d'Ottawa, dont l'article de 1987 « Les "fractures" du marxisme et le boîtement de la gauche », paru dans la *Revue Canadienne de Science Politique*, fait le point sur plusieurs publications parues autour des commémorations.

Ce sont donc des milliers de pages issues de ces événements parfois plus politiques, parfois plus académiques, qui participent aux commémorations du centenaire de Marx en 1983.

---

<sup>2401</sup> Christine Buci-Glucksmann\* (dir.), *La gauche, le pouvoir, le socialisme : hommage à Nicos Poulantzas*, Paris, PUF, 1983.

<sup>2402</sup> Présentation de la collection, *Ibid.*

<sup>2403</sup> Sur cette collection, voir le chapitre 2.

<sup>2404</sup> Les actes s'ouvrent sur l'affirmation que « les textes que l'on va lire dans les pages qui suivent n'ont pas, de l'aveu même de leur auteur, la prétention de renouveler la pensée de Karl Marx » ou de « découvrir des thèses nouvelles, une nouvelle relecture de Marx », mais simplement de diffuser « le souvenir d'un événement qui fut un grand moment de la vie intellectuelle de l'université de Dakar ». Cf Aloyse-Raymond Ndiaye, « présentation des actes », *Revue sénégalaise de philosophie*, n°12, semestrielle, juillet-décembre 1987.

Loin d'être un non-événement, ces publications révèlent de nouveaux rapports à Marx, comme nous allons le voir.

### ***Le centenaire de 1983 : un moment d'actualisation du marxisme***

L'analyse des textes et communications de cet anniversaire permet de dégager trois grands traits qui valent pour les marxismes – et, plus globalement, les idées « révolutionnaires » – au cours des années 1980 : le constat d'une crise réelle qui altère la portée explicative des marxismes des décennies précédentes ; celui du rappel du caractère néanmoins toujours actuel de la pensée de Karl Marx, et de la nécessité de ne pas abandonner sa dimension critique mais de la renouveler ; enfin, l'existence, vécue parfois à regret, d'un phénomène de canonisation faisant passer Marx de symbole par excellence de la révolution sociale à auteur majeur de l'histoire des idées, passage qui contribuerait à le dépolitiser.

C'est tout d'abord le champ lexical de la « crise » qui est omniprésent dans ces pages. René Gallissot\* concède lors de son colloque que « l'interrogation sur le marxisme ou plutôt les marxismes était le fait de marxistes ; la mise en cause s'élevait de l'intérieur »<sup>2405</sup>. Georges Labica\* conclut le sien en rappelant les propos de Louis Althusser\* sur la crise du marxisme qui est « enfin » arrivée<sup>2406</sup>. Denis Woronoff, en s'interrogeant sur cette « crise du marxisme », écrit qu'à part en Amérique Latine, « le marxisme donne l'impression d'être sur la défensive, frappé d'essoufflement, voire de discrédit. Il a cessé d'être l'horizon indépassable de notre temps ; les militants paraissent tentés par l'empirisme et les théoriciens sont fatigués », avant d'ajouter que l'époque est au « trop-plein idéologique où fleurissent sans mal les doctrines de la résignation. La crise est la matrice de toutes les variantes du fatalisme et de l'irrationalité [...]. Enfin, le reflux des doctrines de l'engagement laisse la place aux philosophies du désenchantement »<sup>2407</sup>. Même si c'est pour regretter le fatalisme politique et le désengagement, Woronoff fait donc sien le constat de « crise ». De même, André Corten débute son introduction des *Autres marxismes réels* par ces phrases lapidaires : « Le marxisme en crise. Point de départ d'une réflexion »<sup>2408</sup>. André Vachet\* mentionne la « crise présente des idéologies » et s'interroge sur la profondeur de la « crise du marxisme » qui n'est peut-être « qu'un épiphénomène d'une crise radicale, d'une crise de la pensée ou même de la civilisation occidentale, et les fractures diagnostiquées par ses critiques, que des fissures résultant de

---

<sup>2405</sup> René Gallissot\*, « Marx-marxismes : Problématique d'histoire des marxismes... », *art. cit.*

<sup>2406</sup> Georges Labica\*, « Quelques remarques de conclusion », in Georges Labica (dir.), *1883-1983 : l'œuvre de Marx...*, *op. cit.*, p. 410. Sur ces déclarations d'Althusser, voir le chapitre 5.

<sup>2407</sup> Denis Woronoff, « Introduction », in Collectif, *Marx...ou pas ? Réflexions sur un...*, *op. cit.*, pp. 7-8.

<sup>2408</sup> André Corten, « Substrats », in André Corten (dir.), *Les autres marxismes réels*, Paris, Christian Bourgois, 1985, p. 11.

brisures autrement plus profondes »<sup>2409</sup>. Balibar\*, dans le numéro de *Raison Présente* sur Darwin et Marx, commence son article en affirmant que « cent ans après la mort de Marx, “crise du marxisme” il y a »<sup>2410</sup>, et Pierre Vilar intitule sa contribution « Crise du marxisme ? »<sup>2411</sup>. Enfin, Chavance intitule son introduction au colloque de l'EHESS « Faut-il oublier Marx ? » :

« Depuis cent ans, écrit-il, la référence à Marx a traversé, selon les périodes, les courants intellectuels et les mouvements politiques, nombre de phases de renouveau ou de crise, dont les issues furent à leur tour diverses. Le colloque s’est tenu, à cet égard, dans une conjoncture particulière. La dernière en date des “crises du marxisme”, en l’occurrence celle d’importants courants occidentaux, reflète le déclin des espoirs tiers-mondistes, le reflux de la nouvelle gauche et des mouvements radicaux des années 1960 et 1970, la perte de prestige irréversible des modèles [...] autoproclamés “socialismes réels”, sans que l’on puisse en conclure qu’ils soient par là-même devenus rationnels. Une telle crise cependant ouvre peut-être la voie à de nouvelles lectures et critiques de Marx, moins passionnées mais, qui sait, plus profondes »<sup>2412</sup>.

En entretien, il précise que dans sa préface, il :

« parl[ait] d’une crise exceptionnelle dans la tradition de la pensée marxiste dans toutes ses variétés historiques, le mouvement des années 1970, le basculement anti-marxiste où les marxistes devenaient critiques de pans entiers de la tradition marxienne. Je présent[ait] ça comme une crise exceptionnelle dans l’histoire des marxismes mais ma conclusion quand même c’est qu’il ne faut pas oublier Marx<sup>2413</sup> » !

Si cet extrait d’entretien montre que le constat de crise est accepté par un marxiste comme Chavance, il illustre aussi le deuxième point d’accord entre ces publications : leur refus d’abandonner totalement Marx et les marxismes. Il s’agit certes de dépasser Marx, mais sans oublier certaines de ses innovations théoriques ni sa position intellectuelle, ni encore la radicalité politique qui l’accompagne. Dans les actes du colloque de 1985, toujours, Chavance écrit :

« Distinguer aujourd’hui ce qui reste vivant de ce qui est mort dans la pensée de Marx semble un projet impossible. La complexité et la richesse de cette œuvre foisonnante [...] expliquent la fragilité de toute tentative de bilan. Chaque génération, chaque individu apportent des motifs nouveaux ou différents de lecture, d’interprétation et de critique. Une chose est toutefois certaine, cent ans après la mort de Marx : son apport intellectuel, loin d’avoir sombré dans l’oubli, reste éminemment vivant. S’il n’est pas l’horizon indépassable de notre temps, il ne saurait davantage être relégué à un simple chapitre, désormais clos, de l’histoire des idées. Le “moment Marx” demeure incontournable dans la pensée contemporaine. On chercherait en vain, en dehors des

---

<sup>2409</sup> André Vachet\*, « Les “fractures” du marxisme et le boitement de la gauche... », *Revue canadienne de science politique*, Vol. 20, n°1, Mars 1987, p. 172.

<sup>2410</sup> Étienne Balibar\*, « La vacillation de l’idéologie dans le marxisme », *Raison présente*, n°66, 1983, p. 97.

<sup>2411</sup> Pierre Vilar, « Crise du marxisme ? », in Jean-Claude Delaunay, *Actualité du marxisme, Tome 2...*, *op. cit.*

<sup>2412</sup> Bernard Chavance, « Faut-il oublier Marx ? », in Bernard Chavance (dir.), *Marx en perspective...*, *op. cit.*, p. 9.

<sup>2413</sup> Entretien avec Bernard Chavance, 1<sup>er</sup> juin 2016.

fondateurs des grandes religions, un homme dont l'influence ait atteint des dimensions semblables »<sup>2414</sup>.

Certes, dans son contenu, ce type de discours n'est pas neuf, et a pu être prononcé durant les décennies précédentes. Mais la nouveauté réside ici dans la double acceptation par l'immense majorité de ces « intellectuels marxistes » de la crise mais aussi de la nécessité de poursuivre un travail intellectuel permettant de la dépasser. La posture de la résignation est unanimement rejetée. Dans le livre d'hommage à Nicos Poulantzas\*, Christine Buci-Glucksmann\* souhaite par exemple que « son travail marxiste, ses inquiétudes, les questions laissées ouvertes par ses écrits [soient] plus que jamais les nôtres dans cette France et cette Grèce de gauche qui mobilisaient tous ses espoirs et désespoirs », et qu'il s'agit de les « relancer », de les « critiquer » et de les « reformuler en toute liberté, comme ce socialisme qu'il souhait[e] »<sup>2415</sup>.

Dans son introduction au colloque *Actualité du marxisme* écrite fin 1982, Jean-Claude Delaunay\* rappelle que

« la conjoncture intellectuelle était alors la suivante. Au plan théorique, l'un des thèmes dominants était celui de la crise du marxisme. Au plan politique, les rapports internes à la gauche étaient marqués par l'hostilité et la désunion. Le succès de ce colloque a exprimé le refus, de la part d'un nombre important d'intellectuels, marxistes ou non, de se laisser dominer par l'événement. Refus des tentatives bruyantes de mise à mort du marxisme par la "nouvelle droite", mais refus aussi de la division qui affaiblit la réflexion scientifique et nuit à la confrontation, au débat nécessaires »<sup>2416</sup>.

Il ajoute que « la diversité des approches mises en œuvre et des problèmes soulevés [dans le colloque] témoigne non seulement du caractère toujours vivant du marxisme dans la réflexion scientifique française mais encore de la capacité de cette théorie à questionner le monde et à se questionner elle-même »<sup>2417</sup>. Dans nos échanges par mails, il précise qu'à la fin des années 1970,

« Les échecs et piétinements politiques de "la gauche" sont devenus de plus en plus évidents. L'expérience du programme commun, à laquelle j'avais consacré une partie de ma vie intellectuelle, débouchait sur la remise en cause du pouvoir absolu de la droite française mais faisait apparaître les illusions que la direction communiste (et des gens comme moi), et sans doute aussi les masses populaires de France, avions sur le cours des choses. Le socialisme aux couleurs de la France disparaissait lentement des possibilités au fur et à mesure que nous allions vers 1981 et bien sûr pendant les années 1980. Le colloque de Lille auquel vous faites mention est né dans cette ambiance. Que faire ? Comment réfléchir ? Quelle était notre part de responsabilité, nous les marxistes,

---

<sup>2414</sup> Bernard Chavance, « Faut-il oublier Marx ?... », *chap. cit.*, p. 7.

<sup>2415</sup> Christine Buci-Glucksmann\*, « Présentation », in Christine Buci-Glucksmann (dir.), *La gauche, le pouvoir, le socialisme...*, *op. cit.*

<sup>2416</sup> Jean-Claude Delaunay\*, « Présentation », in Jean-Claude Delaunay (dir.), *Actualité du marxisme, Tome 2 : Etat, socialisme, connaissance*, Paris, Anthropos, 1983.

<sup>2417</sup> *Ibid.*

dans cet échec ? Je ne crois pas que ce colloque répondit à toutes ces questions [...], mais c'était l'intention »<sup>2418</sup>.

Cette volonté de revenir sur l'état de santé du marxisme est prise dans un moment personnel de désenchantement, mais elle est, aussi, un moment de réflexion tournée vers le futur et vers l'élaboration de nouveaux outils. Dans *Marx...ou pas ?*, l'ancien de la LCR Jean-Marie Brohm\* qui est resté « sympathisant » et allait « de temps en temps au local de la Ligue »<sup>2419</sup>, définit dans des termes proches le projet de cette publication : « Il ne s'agit pas de marxologie ni de cérémonie funèbre, mais d'un bilan théorique et politique de l'actualité du marxisme comme méthode d'analyse des processus sociaux et initiative historique de praxis révolutionnaire »<sup>2420</sup>. Denis Wornoff écrit lui qu' « il y a, plus que jamais, besoin d'un inventaire. Le devoir minimum, à la fois professionnel et militant, d'intellectuels se réclamant du marxisme, n'est pas tant de défendre celui-ci ou de l'illustrer que de clarifier son statut, ses usages, à la lumière de l'expérience »<sup>2421</sup>.

Dans ce livre, l'ancien trotskiste et directeur du département de science politique de Paris-VIII Jean-Marie Vincent\* [**voir infra**] fustige la société contemporaine [du milieu des années 1980] en écrivant qu'elle a « de plus en plus de mal à coïncider avec elle-même », que « les hommes qui vivent en elle et par elle s'identifient de plus en plus difficilement aux relations et aux pratiques qui leur collent à la peau, mais leur semblent en même temps extérieures, comme imposées d'un dehors qu'ils ne savent pas très bien situer ». Il poursuit en critiquant le fait qu'une « grande partie de la pensée contemporaine témoigne de cet état de choses en se faisant pensée du retrait, c'est-à-dire du désinvestissement par rapport aux pratiques sociales et aux représentations qui les accompagnent ». Contre cette « fascination pour le retrait, cette répudiation de l'engagement immédiat », il prône pour sa part une fidélité aux leçons de Marx<sup>2422</sup>. François Châtelet\* écrit quant à lui qu' « un siècle après sa mort, Marx, qui a accompli une œuvre essentielle de critique destructive de la structure du monde produit par le Capital, monde dans lequel nous sommes toujours (entre autres, parce que les “sectateurs indignes”, ayant usurpé – c'est plus compliqué que cela bien sûr ! – la charge de représentants du monde ouvrier, ont fait de lui un fondateur et un doctrinaire), fournit les moyens de critiquer

---

<sup>2418</sup> Echanges par mails avec Jean-Claude Delaunay\*, septembre 2017.

<sup>2419</sup> Il parle des éditions La Brèche, qui se trouve près de chez lui dans le XII<sup>e</sup>. Il est à l'époque encore professeur d'EPS dans le secondaire, avant de devenir professeur d'université à Montpellier en 1988, onze ans après la soutenance de sa thèse d'État. Entretien téléphonique avec Jean-Marie Brohm\*, 2 mai 2020.

<sup>2420</sup> Jean-Marie Brohm, « Centenaire de la mort de Marx », in Collectif, *Marx...ou pas ?...*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>2421</sup> Denis Wornoff, « Introduction », in Collectif, *Marx...ou pas ?...*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>2422</sup> Jean-Marie Vincent, « Marx au-delà des marxismes », in Collectif, *Marx...ou pas ?...*, *op. cit.*



cette œuvre, jusqu'à en refuser des pans entiers »<sup>2423</sup>. Toujours dans cet ouvrage, Henri Lefebvre\* présente sa position : « Ni fétichiser Marx – ni l'envoyer aux poubelles ! »

André Vachet\* affirme qu'« en un sens, Marx porterait la pensée occidentale à sa limite, mais en même temps en abolirait le développement et en bloquerait le renouvellement qui ne pourrait être alors que dans un au-delà du marxisme ! »<sup>2424</sup>. Il ajoute que « le salut du socialisme ne peut venir que d'une nouvelle créativité théorique qui ne soit pas seulement la remise au goût du jour des anciennes formules qui ont été vidées de leurs significations »<sup>2425</sup>. Enfin, en conclusion au colloque de Nanterre, Labica\* écrit qu'Althusser\*, en parlant de crise,

« souhaitait cette crise "productive". Je ne suis pas certain que nous ayons exaucé ce vœu, poursuit-il, mais je constate qu'une conjoncture théorique nouvelle, encore à analyser, a été enregistrée dans notre pratique, au-delà évidemment de ces quatre journées, et nous a permis de débattre *avec* nos différences, inextricablement intellectuelles (idéologiques, politiques, théoriques) et géographiques (d'Orient et d'Occident, du Sud et du Nord, du Centre et de la périphérie). Autrement dit d'apporter la démonstration qu'il est désormais *partout* possible d'en finir avec les dogmes, les fétiches et les écoles, d'ouvrir la voie à de libres recherches, indifférentes aux étiquettes (éclectisme, révisionnisme, etc.) »<sup>2426</sup>.

Tout se passe donc comme si, dans un contexte de déclin des idées « marxistes », la situation très concurrentielle voire conflictuelle de l'après-1968 s'apaisait. En appelant à débattre *avec* les différences idéologiques des uns et des autres, l'ancien communiste Georges Labica\*, qui reste à l'époque compagnon de route<sup>2427</sup> bien qu'il soit critique du socialisme réel et du dogmatisme, plaide pour une sorte d'alliance large des marxistes ouverts. L'attitude de critique productive se généralise jusque dans les rangs des (anciens) intellectuels communistes à mesure que le PCF perd son poids politique et son pouvoir de contraindre à l'obéissance.

Cette attitude de critique productive est également visible dans le troisième trait qui ressort de l'étude de ces commémorations : le retour à Marx contre les marxismes et le rejet de Marx comme référence absolue. Dans « Faut-il oublier Marx ? », Bernard Chavance écrit que « l'impact intellectuel de Marx sur notre siècle s'est produit avant tout par l'intermédiaire de

---

<sup>2423</sup> François Châtelet, « La liberté des hommes ensembles », in Collectif, *Marx...ou pas ?...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>2424</sup> André Vachet\*, « Les "fractures"... », *art. cit.*, p. 172.

<sup>2425</sup> *Ibid.*, p. 174. Il commente ici une phrase de Laurent Joffrin qui, dans *La gauche en voie de disparition : comment changer sans trahir ?* (Seuil, 1984), écrit que « la philosophie socialiste ne doit plus se contenter de transformer le monde, elle doit l'interpréter. L'expérience de la dernière décennie le montre bien : le socialisme ne retrouvera pas son identité dans un programme, mais dans une morale. Avant d'élaborer une nouvelle politique, il lui faut reconstruire les valeurs de la gauche, c'est l'heure des philosophes (p. 242) ». Joffrin retourne bien entendu ici la 11<sup>ème</sup> thèse à Feuerbach.

<sup>2426</sup> Georges Labica\*, « Quelques remarques de conclusion », in Georges Labica\* (dir.), *1883-1983 : l'œuvre de Marx...*, *op. cit.*, p. 410.

<sup>2427</sup> Il écrit par exemple dans *L'Humanité* à l'occasion du centenaire. Voir Georges Labica\*, « Une tombe à ciel ouvert », *L'Humanité*, 16 mars 1983.

mouvements marxistes et de changements politiques passablement éloignés de ceux qu'il envisageait de son vivant »<sup>2428</sup>. Une des solutions pour dépasser la situation des années 1980 consiste donc en un travail critique de déconstruction des marxismes (entendus comme les usages historiques faits de la pensée de Marx après sa mort).

En entretien, il réinterprète le colloque et le livre *Marx en perspective* comme l'illustration de la nécessité « d'approcher Marx comme un classique. Donc c'est une manière de changer le rapport à Marx, et le bouquin se voulait comme une sorte de bilan sur la pensée de Marx, il y avait des philosophes, des sociologues, des économistes, des historiens »<sup>2429</sup>. Lors de son allocution d'ouverture, le président de l'OURS Adrien Spinetta explique qu'il « ne s'[agit] pas d'une grande messe, mais d'une réflexion studieuse sur deux thèmes éminemment contemporains, les crises économiques et l'État, en partant bien entendu pour les analyser des écrits de Marx ». Le colloque de Dakar est lui aussi, comme l'écrit Aloyse-Raymond Ndiaye dans sa « présentation des actes », un moyen « d'honorer le grand penseur du XIX<sup>e</sup> siècle dont l'œuvre continuer d'interpeller les hommes de notre temps, les intellectuels, les hommes de culture de tous bords, sous tous les cieux, marxistes ou non ». Le colloque de Nanterre illustre également ce processus d'inscription du penseur Karl Marx dans une sorte de canon commun de l'histoire des idées, processus qui, s'il s'accompagne de la dépolitisation partielle de la référence à Marx, est aussi un moyen de le sauver face aux dérives de ses héritiers. Revenir à un marxisme originel, pur, est ainsi une façon de lutter contre ses appropriations ultérieures jugées fallacieuses. Le philosophe Jean-Pierre Cotten, parti depuis peu du PCF [voir *infra*], se demande : « Mais voilà, ce marxisme [celui du début des années 1980] est-il celui de Marx ? ».

Dans le même temps, le dépassement de la seule référence à Marx passe par une critique de certaines dimensions de son œuvre et, en parallèle, par l'affirmation de la nécessité d'une attitude « révisionniste ». Ce terme de « révisionnisme », fréquent dans les querelles marxistes, désigne généralement, à la différence du sectarisme et du dogmatisme, un « déviationnisme de droite ». Présent à de nombreuses reprises, il signifie dans le contexte des années 1980 la nécessaire transformation d'un rapport trop rigide et exclusivement politique à Marx. Dit autrement, le rapport à Marx devient moins politique à mesure qu'est affirmé le nécessaire dépassement de cette seule référence. C'est le projet d'une actualisation du marxisme qui se trouve justifiée.

À ce titre, l'introduction de René Gallissot\* à l'ouvrage *Les aventures du marxisme* peut se lire comme un retour sur l'histoire des marxismes destiné à justifier une telle révision. Elle

---

<sup>2428</sup> Bernard Chavance, « Faut-il oublier Marx ? »..., *chap. cit.*, p. 7 et sq.

<sup>2429</sup> Entretien avec Bernard Chavance, 1<sup>er</sup> juin 2016.

s'ouvre par l'affirmation qu' « opposer révisionnisme et marxisme ou parler au présent de crise du marxisme, c'est situer les fractures à l'intérieur même du marxisme, et viser un marxisme constitué »<sup>2430</sup>. François Châtelet\* critique pour sa part Marx et les marxismes à propos de leur vision téléologique de l'Histoire et de leur conception du sujet révolutionnaire : « Il faut s'y résoudre : il n'y a pas de sujet de l'histoire. Ou plus précisément : l'histoire est faite de et par *des* sujets. Ou plus précisément encore : il n'y a pas d'Histoire, mais des histoires, des séquences d'histoire que les hommes font, des séquences qui s'enchevêtrent les unes aux autres, qui s'unifient, puis se séparent à nouveau, dont certaines se perdent ou stagnent, dont d'autres roulent tumultueusement »<sup>2431</sup>.

La sortie d'un marxisme « orthodoxe » passe donc ici par une adaptation classique de la dialectique : il faut dépasser Marx et l'actualiser pour mieux le conserver. Ce dépassement repose sur la remise en cause de certains aspects doctrinaux mais aussi, comme on le verra dans le cas de Spinoza, par des hybridations ou par l'élaboration de théories nouvelles, comme la théorie économique de la régulation – présentée à l'époque comme post-marxiste – et dont plusieurs représentants interviennent au moment du centenaire, à l'image de Robert Boyer, Bernard Chavance\*, Alain Lipietz\* et de Suzanne de Brunhoff\*, qui intitule son intervention au colloque de Lille « Sur la notion de régulation ». Tous participent à poser les bases d'une théorie qui est dans les années suivantes s'impose au sein de l'économie hétérodoxe française<sup>2432</sup>.

Cette attitude « révisionniste », largement partagée dans ces contributions, est cependant rejetée par Maximilien Rubel et ses proches, dont les contributions sont publiées dans les *Cahiers Spartacus*, dans la revue *Économie et Société* et, pour Louis Janover et Rubel, dans certains actes des colloques mentionnés plus haut. Dans les *Cahiers Spartacus*, ils se dressent « contre le marxisme “universitaire” et l'abandon partiel de Marx et des possibilités de transformation sociale qui l'accompagne ». Ils fustigent aussi le fait « qu'un colloque sur Marx se tienne pour le centenaire de sa mort dans les locaux de l'Assemblée Nationale », signe que le marxisme a pu devenir « l'idéologie de la classe dominante dans les pays de capitalisme d'État [l'URSS] » mais aussi que « le marxisme se présente partout ailleurs sur le marché des idées comme une variété de l'idéologie dominante [...] Écrite pour être l'arme théorique du

---

<sup>2430</sup> René Gallissot\*, « Les fractures du marxisme », in René Gallissot (dir.), *Les aventures...*, *op. cit.*, p. 15 et sq.

<sup>2431</sup> François Châtelet\*, « La liberté des hommes ensemble », in Collectif, *Marx...ou pas ?...*, *op. cit.*

<sup>2432</sup> La *Lettre de la Régulation* a paru régulièrement entre 1991 et 2008, avant de devenir une revue au sens fort. Pour un aperçu historique de cette école, voir Robert Boyer et Yves Saillard, *Théorie de la Régulation, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002. Voir également Robert Boyer et Pierre Alary, « “Perdre en simplicité pour gagner en pertinence” : les défis contemporains de la théorie de la régulation », *Revue de la régulation* [Online], 25 | 1er semestre/spring 2019.

prolétariat, l'œuvre de Marx a servi à la réforme et à la conservation du capital, tout autant qu'à sa subversion ». Ils ajoutent dans l'introduction au numéro des *Cahiers Spartacus* consacrés au centenaire :

« Tandis que diverses variétés de la contre révolution – staliniens, sociaux-démocrates et trotskistes – réunies dans les locaux du parlementarisme bourgeois vont mimer l'enterrement en grandes pompes du noyau subversif de l'œuvre de Marx, les *Cahiers Spartacus* vont s'efforcer d'offrir les éléments d'une réflexion utile à ceux qui n'ont pas perdu l'espoir de changer le monde. Nous demandons à un certain nombre de personnes qui ont quelques lumières sur la question à quoi peut servir Marx en temps de crise ? »

Cet isolement de Rubel et de ses proches, et leur animosité vis-à-vis des autres intellectuels « marxistes », se retrouve dans les archives. Dans les années 1970 déjà, à propos de la publication en 1974 de *Marx critique du marxisme* (Payot), Rubel écrit à son éditeur qu'il s'attend « à un déchaînement de l'obscurantisme marxiste plutôt qu'à une campagne de réfutations bien réfléchies ». Ou encore « à une conspiration du silence, particulièrement et obstinément pratiquée par les idéologues du marxisme-léninisme »<sup>2433</sup>. Au début des années 1980, c'est au *Dictionnaire critique du marxisme* de Georges Labica\* qu'il s'en prend, que ce soit publiquement à travers un texte publié dans l'hebdo *TEL*<sup>2434</sup> ou dans ses correspondances dans lesquelles il parle d'un « dictionnaire apologétique du marxisme-léninisme [...] produit par d'éminents idéologues du PCF »<sup>2435</sup>. Il va jusqu'à refuser de participer au colloque de Nanterre : dans une lettre du 3 janvier 1983, Labica\* écrit qu'il « prend acte de [son] refus nettement exprimé » mais déplore que Rubel puisse « confondre une manifestation de caractère scientifique » qui offre « l'occasion à des chercheurs d'orientations diverses de confronter leurs travaux » sur l'œuvre de Marx « avec des festivités ou des procès en cours »<sup>2436</sup>.

Pourtant, malgré ces tensions résiduelles entre « marxistes » des années 1980, le climat général est davantage à l'apaisement entre des intellectuels qui sont pour la plupart issus du militantisme des années post-1968, comme on va le voir en s'intéressant aux trajectoires de ces acteurs des commémorations de 1983.

---

<sup>2433</sup> F Delta 1792 (173) (3). Éditions Payot (1969-) / Correspondance / Contrats / Droits d'auteur, pochette C « Correspondances 1969-1987 », Archives Maximilien Rubel, BDIC, Nanterre.

<sup>2434</sup> Lancé le 7 octobre 1982 par Philippe Thureau-Dangin (directeur de la publication), Olivier Poivre d'Arvor et Philippe Simmonot, l'hebdomadaire *TEL* (pour Temps, Économie, Littérature) est un journal généraliste destiné à « créer un espace commun » entre ces trois notions. Tiré à 43 000 exemplaires, il comporte 8 pages au « format *Canard enchaîné* ». Ces informations sont tirées de son annonce dans *Le Monde* le 29 septembre 1982.

<sup>2435</sup> F Delta 1792 (173) (4). Presse Universitaires de France, PUF, 1982-1994, pochette B « PUF ; Encyclopédie philosophique universelle ; 1982-1985 », Archives Maximilien Rubel, BDIC, Nanterre.

<sup>2436</sup> F Delta 1792/162.- [Recueil. Correspondance entre 1981-1985].- Du 01/01/1981 au 01/12/1985).

### ***Les intellectuels du centenaire : des « marxistes » convaincus***

Pour étudier ces acteurs engagés dans ces commémorations, on s'est concentré sur les auteurs des dix publications que nous avons jugés les plus significatives<sup>2437</sup>. En tout, 228 personnes y écrivent. Parmi eux, on trouve 33 femmes (14%) et 195 hommes (86%), ce qui est sensiblement identique aux proportions de la population globale étudiée au chapitre 4 (85% d'hommes). La plupart d'entre eux n'ont donné qu'une contribution (n = 189, soit 83%), et seule une petite minorité (n= 39, 17%) est présente dans plusieurs de ces célébrations (parmi eux, 29 pour deux contributions, soit 13% du total, et 10 individus, soit 4%, pour trois et plus). La part des femmes baisse sans surprise au regard de l'investissement dans ces commémorations, puisque si 15% des individus ayant donné une seule publication sont des femmes, elles ne sont plus que 10% à en avoir deux ou plus (4 femmes contre 35 hommes). Autre enseignement : ces colloques sont internationalisés, puisque seulement 59% des participants sont nés en France (n = 134), auxquels on peut ajouter les francophones. On trouve des Belges (comme Chantal Mouffe), des Suisses (dont Philippe Van Parjis), des Québécois ainsi que les étrangers vivant en France comme Michael Löwy\*, ce qui porte leur part à 68% (n = 154). Le pourcentage d'intellectuels étrangers invités à participer à ces commémorations est donc important, notamment pour les actes du colloque de l'EHESS dans lesquels la moitié des contributions sont publiées en anglais (16/33). On retrouve parmi ces intellectuels non francophones des Italiens, des Allemands, des représentants des pays de l'Est – notamment des Polonais –, des intellectuels sud-américains comme Ernesto Laclau et, surtout, des Étatsuniens et des Britanniques comme l'historien Eric Hobsbawm, le sociologue Erik Olin Wright ou le philosophe Gérald Cohen.

Parmi ces 228 individus présents à ces commémorations, 28% (n = 64) font partie de notre population<sup>2438</sup>. [Voir l'encadré n° 2].

---

<sup>2437</sup> Il s'agit des deux tomes d'*Actualité du marxisme*, des *Autres marxismes réels*, des *Aventures du marxisme*, du livre sur le centenaire de la théorie de l'échiquier, du livre d'hommage à Nicos Poulantzas\*, de *Marx en perspective*, de *Marx...ou pas ?*, de *L'œuvre de Marx, cent ans après* et des actes du colloque organisé par l'Office universitaire de recherche socialiste. J'ai donc ôté les *Cahiers Spartacus*, les revues, le livre issu de l'exposition de l'UNESCO et les actes du colloque de Dakar.

<sup>2438</sup> Les proportions sont similaires pour les participants au colloque de Nanterre non publiés, puisqu'ils sont 11/49 à être membres de la population, et nombreux à être proches. Ce chiffre est d'autant plus significatif que 23 des 49 participants sont étrangers.

## Encadré n° 2 : Les 68 membres de notre population participant aux commémorations

Alexandre Adler\*, Manuel Azcarate\*, Gilbert Badia\*, Etienne Balibar\*, Michel Beaud\*, Yves Benot\*, Daniel Bensaïd\*, Denis Berger\*, Michèle Bertrand\*, Charles Bettelheim\*, Jacques Bidet\*, Guy Bois\*, Georges Boudarel\*, Jean-Marie Brohm\*, Christine Buci-Glucksmann\*, François Châtelet\*, Jean-Pierre Coin\*, Jean Copans\*, Catherine Coquery-Vidrovitch\*, Suzanne de Brunhoff\*, Jean-Claude Delaunay\*, Jean-Pierre Delilez\*, Gilles Dostaler\*, Claude Dubar\*, Jean Ellenstein\*, René Gallissot\*, Gabriel Gosselin\*, Christian Gras\*, Daniel Hémerly\*, François Hincker\*, Jésus Ibarrola\*, Georges Labica\*, Pierre Lantz\*, Serge Latouche\*, Jean-Pierre Lefevre\*, Henri Lefebvre\*, Anne Légaré\*, Daniel Lindenberg\*, Alain Lipietz\*, Michelle Loi\*, René Lourau\*, Michael Löwy\*, Yvette Lucas\*, Ernest Mandel\*, Claude Meillassoux\*, Solange Mercier Josa\*, Pierre Naville\*, Robert Paris\*, Nicos Poulantzas\* (décédé), Catherine Quiminal\*, Michel Raptis\*, Pierre-Philippe Rey\*, Alain Roux\*, Pierre Salama\*, Lucien Sève\*, Danielle Tartakowsky\*, Emmanuel Terray\*, Bruno Théret\*, André Tosel\*, Trin Van Thao\*, Jean-Marie Vincent\*, Henri Weber\*, Claudie Weill\*.

Etrangers traduits chez Maspero, Anthropos ou aux Éditions Sociales (extérieurs à notre population) : Gian Mario Bravo (Italie), Mario de Andrade (Brésil), Pierangelo Garegnani (Italie), Agnès Heller (Hongrie), Eric Hobsbawm (Grande-Bretagne), Mihailo Markovic (Yougoslavie).

Cette proportion augmente si l'on prend en compte l'investissement dans ces commémorations, puisque 66% des individus avec deux publications ou plus font partie de notre population (n = 26), et qu'ils sont 8 à être parmi les 10 personnes les plus prolifiques. Cette information permet de mettre en évidence la persistance de l'engagement des intellectuels de notre population, et notamment du côté des « marges » francophones. Sont présents de nombreux Québécois, et si André Corten (UQAM) ne fait pas partie de notre population, c'est le cas de Gilles Dostaler\* et surtout d'Anne Légaré\* [voir le chapitre 7], qui participe à deux de ces commémorations.

Par ailleurs, la grande majorité des participants aux commémorations qui sont extérieurs à notre population en sont structurellement proches. Certes, on trouve des intellectuels critiques du marxisme comme François Furet, Pierre Rosanvallon, Lucio Colletti ou Blandine Kriegel<sup>2439</sup>, dont l'ouvrage de 1979, *L'État et les esclaves*, se présente entre autres comme une rupture avec le marxisme.

Mais l'immense majorité continue de revendiquer l'héritage marxiste et, avec lui, une forme de radicalité politique. S'ils demeurent extérieurs à notre population car ils n'ont pas publié chez l'un des trois éditeurs ciblés, ils présentent des propriétés et des trajectoires très similaires à nos « intellectuels révolutionnaires »<sup>2440</sup>. On peut penser à Jean Salem [voir

<sup>2439</sup> Née en 1943 à Neuilly sur Seine, Blandine Kriegel est la fille du résistant et député communiste Maurice Kriegel-Valmont. Agrégée de philosophie, proche d'Althusser\* puis de Foucault (qui commence à diriger sa thèse de doctorat d'État avant sa mort), elle a fait une carrière à l'université. Elle a été l'épouse de Philippe Barret\* et d'Alexandre Adler\*.

<sup>2440</sup> Cette proximité est telle que certains ont publié entre 1968 et 1981 dans les revues de Maspero, d'Anthropos ou des ES, ou ont pu écrire un chapitre d'ouvrage, investissement insuffisant pour entrer dans notre population.

**l'encadré n° 3]**, à Pierre Vilar – qui a publié aux Éditions Sociales avant 1968, et qui se définissait comme « compagnon de route »<sup>2441</sup> –, aux économistes hétérodoxes Bernard Chavance, Robert Boyer et Benjamin Coriat, au philosophe Gérard Bensussan, alors proche de Georges Labica\*<sup>2442</sup>, à Maurice Andreu, auteur d'ouvrages sur Boukharine aux EDI dans les années 1970, au trotskiste Yvan Craipeau<sup>2443</sup>, au philosophe, spécialiste de Marx et de Hegel Jacques d'Hondt ou encore au syndicaliste cégétiste Jean-Louis Moynot<sup>2444</sup> et au haut fonctionnaire Didier Bargas, qui s'intéresse justement dans le livre commémoratif à la « haute fonction publique » d'un point de vue clairement marxiste<sup>2445</sup>. On trouve également dans ces contributeurs plusieurs docteurs qui ont travaillé sous la direction d'intellectuels de notre population, à l'image de Chantal Rondeau, que Catherine Coquery-Vidrovitch\* a dirigé sur le Mali, de Bernard Drugman, dont la thèse *État, capital et salariat* l'a été par Gérard de Bernis\*, ou de Sidi-Mohammed Barkat, né à Oran en 1948 et qui vient de soutenir à Lille en 1981, avec Pierre Salama\*, une thèse consacrée à *La logique de Marx : prolégomènes à une nouvelle étude du rapport de la "dialectique" marxienne à la dialectique hégélienne*.

### **Encadré n° 3 : Jean Salem (1954-2018), marxiste et fils de marxiste**

Jean Salem est né le 16 novembre 1954 à Alger, dans une famille très politisée à gauche. Son père, Henri Alleg, dirigeant du parti communiste algérien, est le directeur du journal *Alger Républicain*. Il devient à la fin des années 1950 l'une des grandes figures intellectuelles de l'opposition à la guerre d'Algérie avec *La Question*, brûlot publié en 1958 par les Éditions de Minuit qui raconte sa propre expérience et dénonce les tortures de l'armée française en Algérie<sup>2446</sup>.

La trajectoire politique de Jean Salem est marquée par son histoire familiale qui le conduit à passer son enfance entre Alger, la Provence, Paris et l'URSS, où commence à neuf ans son « immersion [...] dans le système scolaire soviétique »<sup>2447</sup>. Il entre en effet à l'école de l'ambassade soviétique de Prague, à une époque où son père, en « situation de parfaite illégalité »<sup>2448</sup> au regard de la France, ne peut inscrire ses enfants au lycée français. À Prague puis à l'internat Ivanovo, où il reste jusqu'à ses douze ans, il apprend le russe et se familiarise avec la culture soviétique. Il retrouve sa famille à Alger en 1964 puis part avec elle pour Paris

<sup>2441</sup> Voir sa notice dans le Maitron, rédigée par Rosa Congost : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article182006>.

<sup>2442</sup> Voir *Infra*.

<sup>2443</sup> Né en 1911, il est notamment l'auteur de *Mémoires d'un dinosaure trotskiste. Secrétaire de Trotsky en 1933*, Paris, L'Harmattan, 1999. Voir sa notice dans le Maitron rédigée par Jean-Michel Brabant : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21043>.

<sup>2444</sup> Voir sa notice dans le Maitron, rédigée par Claude Pennetier : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article148793>.

<sup>2445</sup> Didier Bargas, « La haute fonction publique », in Jean-Claude Delaunay (dir.), *Actualité du marxisme, Tome 2...*, *op. cit.*

<sup>2446</sup> Voir le chapitre 1.

<sup>2447</sup> Jean Salem, *Résistances. Entretien avec Aymeric Monville*, Paris, Delga, 2015, p. 26.

<sup>2448</sup> *Ibid.*

en 1965, après le coup d'État de Boumediène. Il adhère éphémèrement aux JC à l'âge de quatorze ans puis, après 1968, devient membre de l'UEC puis du PCF.

En France, il suit des études d'art et d'archéologie, d'histoire et surtout, de philosophie, dont il devient agrégé en 1976. Il enseigne plusieurs années dans le secondaire et se lance en parallèle dans une thèse de doctorat avec Olivier Bloch, thèse qu'il souhaite d'abord consacrer à Marx avant de finalement s'intéresser au matérialisme antique à travers l'analyse de l'éthique épicurienne d'après Épicure et Lucrèce. Ces auteurs sont le reflet d'un choix politique – Marx lui-même les a longuement travaillés – mais ce changement — de Marx aux épicuriens — illustre les contraintes de la « crise » des années 1980 : « les années de plomb commençaient, raconte-il dans ses entretiens avec Aymeric Monville. Il valait mieux faire le gros dos, rentrer la tête dans les épaules... La 6 000<sup>e</sup> thèse sur Marx et une théorie de la “révolution”, alors que c'était tout juste si les autres (et, parmi eux, mes chers collègues) ne crachaient pas par terre, à cette époque-là, dès que l'on prononçait seulement l'un de ces deux noms [Marx ou la « révolution »]. Dans cette mitterandolâtrie ambiante et cet unanimisme anticommuniste, je n'étais guère intimidé, mais j'étais assurément un peu guetté par l'écoeurement. *Tout*, du point de vue de l'engagement de ma famille, paraissait en voie d'écroulement [...]. Donc, une thèse de doctorat consacrée à l'épicurisme, cela constituait pour moi un honorable “décrochage” »<sup>2449</sup>. Cette philosophie – qu'il qualifie de « marxisme sans la politique » – lui permet de ne pas tourner « le dos à l'engagement de [ses] parents, au tropisme soviéto-communiste qui continuait de les habiter [...]. Je crois que j'affichais ainsi, sans bien m'en rendre compte, jusqu'où allait mon refus de me couler dans la mitterandolâtrie étouffante qui, durant ces années de plomb, prédominait dans notre milieu universitaire »<sup>2450</sup>. Au-delà des appellations provocantes (« années de plomb », « mitterandolâtrie étouffante »), la transformation de ses objets de recherche, si elles se détachent d'une vision orthodoxe (Marx et la théorie de la révolution), reste fidèle aux années 1970 [**voir *infra* sur Spinoza**].

Après cinq ans passés dans le secondaire (1976-1981) puis en école normale d'instituteurs (1981-1989), il devient maître de conférences à Paris I en 1989, puis professeur d'université en 2000. C'est à la Sorbonne qu'il lance en 2005 le séminaire « Marx au XXI<sup>e</sup> siècle : l'esprit et la lettre ». Resté proche du PCF, il décède le 13 janvier 2018.

Tous ces acteurs des commémorations dessinent une vie intellectuelle peu analysée, « à contre-courant de la mode intellectuelle qui fait fi du marxisme au nom des droits de l'homme »<sup>2451</sup>. Comme celles du bicentenaire de la Révolution Française en 1989 que Steven Kaplan a étudiées<sup>2452</sup>, ces commémorations permettent d'approcher les formes de persistance des idées « marxistes » au cours des années 1980 et de relativiser le déclin de l'offre intellectuelle « révolutionnaire » durant cette période. Elles encouragent enfin à rechercher d'autres entrées pertinentes et d'autres échelles pour la saisir. À ce titre, l'étude des séminaires est particulièrement heuristique.

---

<sup>2449</sup> *Ibid*, pp. 152-153.

<sup>2450</sup> *Ibid*, p. 156.

<sup>2451</sup> René Gallissot\*, « Marx-marxismes : Problématique d'histoire des marxismes... », *art. cit.*

<sup>2452</sup> Steven L. Kaplan, *Adieu 89...*, *op. cit.*



### **III-B. Une production souterraine d'idée politiques. Les séminaires « marxistes » durant les années 1980 entre actualisation et transmission**

Cette deuxième étude de cas, destiné à étudier les idées politiques lorsque leur circulation est moins visible, repose sur l'hypothèse que les séminaires sont des lieux pertinents pour voir à l'œuvre la constitution d'une offre intellectuelle. À un moment où l'accès à l'édition et à la forme livre devient difficile, les séminaires<sup>2453</sup>, lieux d'oralité où le savoir court « en dehors des livres »<sup>2454</sup>, méritent une attention particulière, y compris dans leur forme même. En effet, dans l'oralité à l'œuvre dans les séminaires se déploient « une pratique »<sup>2455</sup>, une « pragmatique du rapport aux autres »<sup>2456</sup> ou, mieux, un « savoir pratique »<sup>2457</sup>. Ces qualificatifs sont importants. D'une part, le contexte de l'après-68 a montré l'importance de la pédagogie et multiplié les critiques des rapports de domination qui y sont à l'œuvre. Ainsi, que ce soit au Centre expérimental de Vincennes ou à travers le succès de la série « Pédagogie » chez l'éditeur François Maspero, les années post-68 s'intéressent à la nature des relations pédagogiques. D'autre part, la forme de la circulation du savoir renvoie, dans l'histoire des marxismes, aux enjeux autour de la place et du rôle des intellectuels par rapport à la classe ouvrière et, plus globalement, au savoir et sa transmission, ce qui invite tout particulièrement à analyser la dimension politique de ces séminaires « marxistes ». On se concentrera ici sur des séminaires académiques à dominante philosophique dans trois institutions universitaires ou para-universitaires : à Paris-X Nanterre, à Paris-VIII Saint-Denis et au CIPh [voir *supra*].

#### ***Nanterre ou l'hétérodoxie contrôlée***

À partir de 1984 à l'université de Nanterre est organisé un séminaire qui s'inscrit dans les activités du laboratoire de « Philosophie politique, économique et sociale », créé le 1er janvier 1983 et qui a été, on l'a dit, à l'initiative du colloque commémoratif sur l'œuvre de Marx en mars 1983. La création de ce laboratoire, rattaché au CNRS, est rendue possible tout d'abord parce que Labica\* a accédé au rang de professeur d'université en 1982, ce qui le rend apte à le diriger. Ensuite, l'équipe de Ricoeur, lui aussi à Nanterre et qui part à la retraite, est réorganisé au même moment. Enfin, elle est rendue possible par le contexte politique plus général de

---

<sup>2453</sup> Sur l'étude des séminaires, voir le numéro 71 de *Raisons politiques* intitulé « Pratiques du séminaire », 2018/3.

<sup>2454</sup> Roland Barthes, « Au séminaire », in Roland Barthes, *Le bruissement de la langue. Essais critiques*, Tome IV, Paris, Seuil, 1984, p. 376.

<sup>2455</sup> Michel de Certeau, « Qu'est-ce qu'un séminaire ? », *Esprit*, novembre-décembre 1978.

<sup>2456</sup> Henri Meschonnic, « Enseignement, séminaire », *Esprit*, novembre-décembre 1978.

<sup>2457</sup> Françoise Waquet, *Parler comme un livre*, Paris, Albin Michel, 2003, pp. 100 et sq.

l'arrivée des socialistes au pouvoir et l'incitation (encore peu développée) du CNRS à s'organiser en laboratoires. Mireille Delbraccio souligne en entretien l'importance, à nouveau, de cette « configuration amie » :

« Et puis c'était le moment avec le passage à la gauche et les années Mitterrand. C'est très lié. Georges [Labica\*] a avancé parce que c'était... c'était toute l'équipe... il y avait Godelier\* au CNRS, il y avait Maurice Caveing. Godelier\* était directeur du département sciences de l'homme et de la société, Caveing était responsable de la section 35, enfin ça s'appelait encore la 45, de la section de philosophie, enfin vous voyez, les conditions je dirai, stratégiques étaient complètement réunies pour que soit créée une équipe de philosophie, au fond contemporaine, et marxiste, qui s'appellerait philosophie politique, économique et social [...] C'était vraiment le bon moment, je ne suis pas sûre que deux ou trois ans, après ça se serait passé »<sup>2458</sup>.

Elle précise à propos de l'identité de ce nouveau laboratoire de recherche :

« Le congrès Marx a assuré la visibilité de cette équipe très vite après sa création. Et son image. C'est vrai qu'elle a eu très vite une image qui la faisait détester des conservateurs de la section du CNRS, de la section 45. "C'étaient que des marxistes", j'ai entendu ça toute ma vie, "Vous êtes une équipe de marxistes, vous vous cachez, vous êtes des néo-marxistes", enfin j'ai toujours entendu ça »<sup>2459</sup>.

La création du laboratoire de Philosophie politique, économique et sociale – « C'était pas n'importe quel sigle, quand même ! », s'exclame Mireille Delbraccio – s'inscrit donc dans la volonté de Labica\* et la sienne – puisqu'elle l'assiste durant toutes les années 1980 – de mener un travail intellectuel mais aussi politique face au conservatisme des institutions philosophiques françaises, avec l'optique de « déranger l'ordre ambiant qui disait qu'il n'y avait pas de philosophie au-delà du XVIIIe siècle »<sup>2460</sup>. En se situant spatialement à l'Université de Nanterre, le laboratoire s'inscrit aussi symboliquement dans la tradition contestataire d'une institution qui a vu naître le mouvement du 22 mars et qui regroupe de nombreux intellectuels communistes contestataires au sein de la cellule « Maurice Audin ». Ils sont, à partir de la fin des années 1970, à l'initiative des « Trois jours du livre et de la pensée marxistes » de Nanterre, organisés chaque année et qui diffusent les idées marxistes communistes – mais pas les plus orthodoxes — à travers des débats, des rencontres avec des animateurs de revue et des stands tenus par les différents mouvements de libération [**Cf le programme en annexe**]<sup>2461</sup>.

---

<sup>2458</sup> Entretien avec Mireille Delbraccio, 30 novembre 2017.

<sup>2459</sup> *Ibid.*

<sup>2460</sup> *Ibid.*

<sup>2461</sup> On y retrouve de nombreux auteurs du CERM et des ES, à l'image d'Alexandre Adler\*, qui vient présenter *L'URSS et nous* en décembre 1978, de Maurice Goldring\*, qui revient sur *L'Accident*, récit (pourtant paru aux ES), de ses désaccords avec la ligne du Parti après la défaite de 1978, de Philippe Herzog\*, de Béatrice Henry (Longuenesse) et de Nicolas Pasquerelli\* qui interviennent sur le thème de plus en plus récurrent de la crise du marxisme.

La création de l'équipe permet à de nombreux intellectuels qui entendent continuer à se réclamer d'une pensée « critique » d'y trouver refuge. C'est le cas du sociologue urbain Jean-Pierre Garnier\*, de la féministe Geneviève Fraisse, de Nicole Beaurain (alors l'épouse de Henri Lefebvre\*), ainsi que de nombreux anciens intellectuels communistes comme Jacques Texier\*, Jacques Bidet\*, Jean Rony\*, Étienne Balibar\*, André Tosel\*, le poète, écrivain et mathématicien proche du PCF Jacques Roubaud\* ou encore Jean Robelin, alors enseignant dans le secondaire. On trouve également des intellectuelles communistes comme Christine Buciu-Glucksmann\*, Michèle Bertrand\* et Solange Mercier-Josa\* qui, elles aussi, intègrent « l'équipe Labica » au cours des années 1980.

Ce sont ces acteurs, dont la quasi-totalité est membre de notre population, qui animent le séminaire collectif de recherche bimensuel qui se tient à partir de 1984. Réunissant d'abord une soixantaine de personnes dans une salle au 156 avenue Parmentier, dans la salle de conférence du laboratoire [à Paris et non à Nanterre], le séminaire a pour ambition de réunir l'ensemble de ses membres autour d'un séminaire doctoral qui prolonge le DEA « La philosophie et la cité ». Il se dédouble en 1987 tout en s'exportant à Nanterre – « Avec pour effet que tout le monde n'a pas suivi »<sup>2462</sup> – pour devenir, d'une part, un séminaire « doctoral » et, d'autre part, une journée réservée aux chercheurs CNRS et aux enseignants-chercheurs rattachés au laboratoire et consacrée aux travaux de l'un d'eux.

Les archives du séminaire, difficilement consultables en raison de leur support, sont en partie conservées sur disquettes par Mireille Delbraccio. L'année 1983 est consacrée à « La notion de "science" chez Marx et dans le marxisme » et, l'année suivante, à une réflexion sur « Science et utopie chez Marx et dans le marxisme ». L'année 1985-1986 a pour thème unificateur celui d'« État/Ideologie », et Mireille Delbraccio\* y est notamment intervenu sur « Freud et l'idéologie ». Le calendrier des tables-rondes de l'année 1986-1987, plus éclectique mais toujours dans la même veine, donne à voir l'actualité des recherches de chacun. S'y ajoutent des journées d'études sur *Ideologie, imaginaire, symbolique* (le 27 avril 1985), sur *Labriola d'un siècle à l'autre* (28-30 mai 1985) ou encore la participation de l'équipe à l'organisation du colloque Bloch-Lukacs qui s'est tenu à l'Institut Goethe, à Paris, en février 1986, peu avant une autre journée d'études consacrée à « Philosophie, ontologie, idéologie ».

---

<sup>2462</sup> Entretien avec Mireille Delbraccio, 30 novembre 2017.

Tous ces travaux, dont certains ont donné lieu à publication<sup>2463</sup>, restent fondamentalement attachés à l'étude de la pensée de Marx et Engels. Dans la continuité des années 1970, mais de façon plus ouverte, ils s'inscrivent dans la tradition sociologique « loyaliste » que Randall Collins définit comme orientée par des héros (il prend justement l'exemple de Marx) et qui s'articule autour de débats de type orthodoxie/hétérodoxie dans lesquelles « les factions se disputent pour savoir laquelle maintient le mieux l'esprit ou la lettre de l'original, et laquelle, par son déviationnisme, perd la qualité de membre d'un lignage »<sup>2464</sup>. Initiées par le colloque Marx de 1983, moment « idéal d'une démonstration pratique des liaisons menées entre philosophie, politique, économique et social, dans leur histoire et leur actualité »<sup>2465</sup>, ces activités se situent bien dans le prolongement de l'après-1968. Mais, tout comme lors du centenaire, ce retour aux fondateurs permet de retrouver un marxisme originel distinct des actes supposés commis ultérieurement en son nom, il participe à la même entreprise de canonisation d'un auteur central de l'histoire des idées.

On peut dès lors qualifier la perspective à l'œuvre dans ces séminaires d'« hétérodoxie contrôlée », tant tous ces acteurs ont été à la fois des intellectuels critiques mais restent encore, à l'époque, des marxistes. En effet, à part Mireille Delbraccio (trotskiste), Geneviève Fraise ou Jean-Pierre Garnier\*, tous ont en commun une culture marxiste forgée lors de leur militantisme au PCF, dont ils restent souvent des compagnons de route critiques [**voir le chapitre 5**]. L'étude de ces séminaires permet dans le même temps de saisir un phénomène d'académisation du marxisme, en dehors des partis politiques. Le travail intellectuel se développe désormais plus librement dans l'espace académique et sans liens avec des engagements partisans, ce qui, tout en dépolitisant le savoir, le rend plus sûr scientifiquement. Cet aspect est d'ailleurs revendiqué positivement par Stathis Kouvélakis, doctorant grec de Labica\* et engagé à l'extrême gauche. « Labica\*, écrit-il, avait compris que la seule façon, à partir des années 1980, de continuer un travail à la fois systématique et collectif autour de Marx, c'était de se placer à distance des appareils politiques [...]. La seule possibilité concrète d'assurer une continuité mais aussi une transmission, c'était de construire quelque chose au niveau institutionnel, donc universitaire »<sup>2466</sup>.

---

<sup>2463</sup> Georges Labica\*, Mireille Delbraccio (dir.), *Étudier Marx*, Paris, Presses du CNRS, 1985 ; *De Marx au marxisme*, Paris, Presses du CNRS, 1986 ; *Idéologie, symbolique, ontologie*, Paris, Presses du CNRS, 1987 ; *État, idéologie*, Paris, Presses du CNRS, 1991. Voir aussi Antoine Tarek, *Le prolétariat aujourd'hui*, Nanterre, Presses universitaires de Nanterre, 1989. Toutes ces publications sont parues dans la collection « Cahiers du centre de philosophie politique, économique et sociale » du CNRS.

<sup>2464</sup> Randall Collins, « Les traditions sociologiques », *Enquête*, n°2, 1996, pp. 11-38.

<sup>2465</sup> Mireille Delbraccio, « Activités et bibliographie de l'U.A. », in Geroges Labica, Mireille Delbraccio et le Centre de philosophie politique, économique et sociale (dir.), *Étudier Marx...*, op. cit. p. 191.

<sup>2466</sup> Stathis Kouvélakis, *Philosophie et révolution...*, op. cit., p. 15.

La production au sein de ce séminaire recouvre trois caractéristiques principales. Premièrement, il s'agit d'un lieu de transmission de l'héritage marxiste à une nouvelle génération. Plusieurs doctorants s'y forment et y présentent leur recherche doctorale en cours, à l'image de Stathis Kouvélakis puis d'Yves Sintomer. Kouvélakis revient en entretien sur l'importance de ces échanges au sein de l'école doctorale, mais pointe aussi l'impossibilité pour lui de trouver un poste, dans les années suivantes, en sortant de ce lieu encore marqué politiquement, détenteur, en plus, une thèse sur Marx et Kant<sup>2467</sup>. Deuxièmement, c'est grâce à ces séances de séminaires que des liens se nouent avec d'autres disciplines – comme les économistes issus de l'école de la régulation et dont certains sont eux aussi en poste à Nanterre – comme avec des intellectuels étrangers, à commencer par ceux de l'Université italienne d'Urbino. Troisièmement, les liens d'interconnaissance et le goût du collectif qui s'y développent – particulièrement mis en valeur en entretien par Mireille Delbraccio, qui insiste sur l'égalité entre les membres, la participation des doctorants et le choix de parler de « table-ronde », formule plus inclusive que les séminaires – sont à la base d'importants travaux collectifs comme la nouvelle édition refondue et augmentée du *Dictionnaire critique du marxisme*, publiée en 1985, qui comprend plus de 500 entrées<sup>2468</sup>. Elle se souvient que

« quand ils [Georges Labica\* et son collègue Gérard Bensussan] avaient conçu le *Dictionnaire Critique du marxisme*, ils n'avaient peut-être pas la vision large qu'ils avaient [en 1985]. Donc ils avaient remis en chantier d'autres entrées, il y avait les entrées que les gens avaient envoyées en retard, et c'était un nouveau chantier [...]. La 2e édition il y a quand même un élargissement volontaire, c'est comme ça que Labica\* me l'avait présenté, avec le souci d'intégrer des gens qu'il avait relancés pour la seconde, mais il s'était aussi rendu compte qu'il fallait élargir »<sup>2469</sup>.

Cet élargissement est en partie le fruit « des raisons politiques pour introduire des choses dans certains domaines »<sup>2470</sup>, notamment autour du gramscisme et, on le verra, du spinozisme.

À côté de ce travail, que l'équipe traduit ensuite en allemand, avec la collaboration de collègues de Berlin réunis autour de la revue marxiste *Das Argument*, l'autre grande réalisation de ce groupe est la création de la revue *Actuel Marx*, dont le premier numéro intitulé « Actualité du marxisme » paraît en février 1987. Directement issue des sociabilités intellectuelles nouées au sein de l'équipe, la revue dirigée par Jacques Bidet\* et Jacques Texier\* entend « participer

---

<sup>2467</sup> Entretien avec Stathis Kouvélakis, 5 octobre 2019.

<sup>2468</sup> Georges Labica\* et Gérard Bensussan (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1985 [1982].

<sup>2469</sup> Entretien avec Mireille Delbraccio, 30 novembre 2017.

<sup>2470</sup> *Ibid.*

au développement de la communauté scientifique marxiste »<sup>2471</sup>, comme le décrit le projet que ses futurs animateurs envoient le 14 janvier 1986 aux Éditions La Découverte :

« Quel sera son contenu ? Essentiellement une information sur l'état actuel de la recherche marxiste en France et dans le monde. Actuel Marx, parce qu'il s'agit du marxisme aujourd'hui, face à ses problèmes [...]. Nous prenons acte de la diversité des marxismes existants et de la multiplicité des problèmes réels qu'ils ont à affronter. Ce qui nous intéresse, c'est avant tout la possibilité de faire progresser les connaissances et la réflexion critique. Nous entendons, autant que faire se peut, tirer partie de cette diversité et de la volonté de travail théorique coopératif qui tend à s'affirmer [...]. Actuel Marx s'inscrit dans le contexte du Laboratoire de philosophie politique, économique et sociale du CNRS [...]. L'orientation générale commune consiste en la volonté d'affirmer et de démontrer la fécondité du marxisme vivant dans les conjonctures théoriques actuelles »<sup>2472</sup>.

Cette lettre d'intention, tout comme le comité de rédaction du premier numéro d'*Actuel Marx*, confirment l'inscription de la revue dans le laboratoire de Nanterre. Ce sont les mêmes personnes que celles qui fréquentent les séminaires. Cependant, si *Actuel Marx* constitue bien un prolongement de ses activités, la création est portée par Texier\* et Bidet\* à un moment où ils contestent en partie le leadership de Labica\* sur le laboratoire. En entretien, Bidet\* raconte que c'est bien ainsi qu'il conçoit la création d'*Actuel Marx*, comme une manière d'échapper à « l'égide » de Labica :

JB : J'avais suggéré à Georges Labica\* de faire quelque chose... à partir des héritages de Marx. Et... Georges Labica\*, c'était sa façon, il ne m'en a jamais reparlé et il a organisé ça [le colloque au moment du centenaire]. De même que le dictionnaire qu'il avait complètement pensé avec David Kaisergruber\*, il a proposé que ce dictionnaire soit... que les articles soient anonymes. Alors Kaisergruber\* a aussitôt démissionné ! (rires). C'est un grand politique David Kaisergruber\*. A part ça il avait quand même des qualités formidables. Mais moi il m'est tout de suite apparu que si je faisais une revue, ça ne pouvait pas être sous l'égide de Labica\* ! (rires).

AA : *Il participe quand même à la revue !*

JB : Oui, oui ! Il y participe. Mais je suis allé voir Jacques Texier\* qui est un bon ami et qui lui est un gramscien, moi j'étais une sorte d'althussérien, voilà [...]. Donc je lui dis : « On va faire ça mais on va s'organiser tous les deux au départ, mais on peut le faire dans le contexte du labo ». Rien ne s'y opposait. Donc on a rassemblé un petit groupe et on a dit à Georges que ça serait bien qu'il en fasse partie. Au début, on savait pas trop ce que ça allait donner ».

Les deux hommes se connaissent depuis les années 1960, lorsque Jacques Bidet\* a remplacé Georges Labica\* (et Balibar\*) comme professeur de philosophie à Alger. L'estime réciproque qu'ils se portent se double d'une concurrence pour l'accès à une position dominante au sein de

---

<sup>2471</sup> Archives La Découverte, DEC 843.7, dans le dossier des « Projets refusés » au cours des années 1980.

<sup>2472</sup> *Ibid.*

la pensée marxiste des années 1980 et au sein du département de philosophie de Nanterre. Concurrence que Bidet\* a vécue jusqu'à la création d'*Actuel Marx* à travers ce qu'il considère comme des accaparations de ses idées – par exemple, celle du colloque de 1983. La création de la revue est alors un moyen, pour lui, de reprendre la main, sans réel succès si l'on en croit Stathis Kouvélakis, qui mentionne en entretien la « raclée » que Bidet\* a subie au début des années 1990 quand il a souhaité prendre la direction du laboratoire<sup>2473</sup>.

Les séminaires de Nanterre au cours des années 1980 furent des lieux importants de production d'idées marxistes, mais ils restèrent peu visibles. La preuve de cette faible visibilité concerne la revue *Actuel Marx*, dont le projet est refusé par La Découverte – qui y sont « peu favorables »<sup>2474</sup> – et finalement accepté par L'Harmattan. Ce déclassement, s'il s'explique facilement compte tenu des évolutions du champ intellectuel [voir *supra*], illustre les difficultés qui touchent alors la crédibilité des idées marxistes et leur faible circulation.

### ***Paris-VIII entre trotskisme et opéraïsme***

Il faut dépasser « l'esprit de clocher » qui fait dire à Stathis Kouvélakis que Nanterre fut « l'épicentre intellectuel » de « ce qui s'est fait théoriquement autour du marxisme en France à cette époque »<sup>2475</sup>. En réalité, en parallèle, le marxisme se voit consacré dans d'autres espaces tout aussi souterrains. Dans les mêmes années se créent, à Paris-VIII, plusieurs séminaires qui continuent à se revendiquer d'une forme de marxisme. C'est principalement le cas au sein du département de science politique. Le renouvellement théorique y est impulsé par le trotskiste Jean-Marie Vincent\*, fondateur du département en 1968 [voir l'encadré n° 4]. Il est entouré d'autres acteurs issus de cette tradition politique comme Daniel Bensaïd\* ou Denis Berger\*, alors assistant en science politique à Paris VIII et qui prépare une thèse intitulée *Sociologie des partis politiques, essai méthodologique : le cas du parti communiste français (1920-1988)* sous la direction de Jean-Marie Vincent\*<sup>2476</sup>. Aux côtés de Denis Berger\*, on trouve sa compagne Michèle Riot-Sarcey, historienne du genre, du mouvement ouvrier et spécialiste de l'utopie ou encore Henri Maler, enseignant certifié de philosophie en poste dans le secondaire tout en étant doctorant sous la direction toujours de Jean-Marie Vincent\*<sup>2477</sup>. C'est également dans ce département qu'Antonio Negri\* [voir l'encadré n° 4] enseigne à partir du milieu des années 1980 malgré son statut de clandestin depuis son exil fin 1983.

---

<sup>2473</sup> Entretien avec Stathis Kouvélakis, lui-même doctorant de Georges Labica\* et qui fut proche de ce dernier.

<sup>2474</sup> Archives La Découverte, DEC 843.7, dans le dossier des « Projets refusés » au cours des années 1980.

<sup>2475</sup> Stathis Kouvélakis, *Philosophie et révolution....., op. cit.*, pp. 11-12.

<sup>2476</sup> Il devient maître de conférences au sein du département en 1988-1989, un an après l'avoir soutenue.

<sup>2477</sup> Il soutient en 1992 sa thèse de doctorat sur l'utopie marxienne avant de devenir maître de conférences en science politique à Paris VIII à partir de 1996.

Negri\* et Vincent\* sont les principaux animateurs de ces séminaires qui portent principalement, dans ces années, sur les transformations du travail, thème que chacun d'eux aborde selon son propre héritage. Vincent\* s'ancre philosophiquement dans la tradition allemande, à la fois hégélienne et critique, autour de l'École de Francfort, dont il a été l'un des introducteurs en France<sup>2478</sup>. C'est pourquoi, plus qu'à Marx lui-même, il s'intéresse à des penseurs comme Jürgen Habermas ou Ernest Bloch pour repenser positivement le projet révolutionnaire, lui qui critique en 1987 les courants dominants de la vie intellectuelle et l'attitude politique de « résignation désabusée devant les faits accomplis du présent et la marche folle des sociétés actuelles »<sup>2479</sup> qui anime ses contemporains. Autour de Negri\* se déploie une seconde tradition inspirée de l'héritage opéraïste. Elle s'appuie notamment sur le concept de « travail immatériel »<sup>2480</sup> pour analyser les transformations du capitalisme. Ce concept est à partir du début des années 1990 mis en application lors d'enquêtes collectives menées dans le bassin industriel de la Plaine Saint-Denis<sup>2481</sup>.

#### **Encadré n° 4 : Jean-Marie Vincent\* et Antonio Negri\***

Jean-Marie Vincent\* est né le 6 mars 1934 à Nancy dans une famille de la bourgeoisie catholique (père industriel, mère au foyer). Après son bac passé en province, il part à Paris « faire » Sciences Po. Il milite d'abord au sein de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), puis adhère début 1953 au Parti communiste internationaliste (PCI). Il le quitte quelques mois plus tard, après l'exclusion de ses amis Michel Lequenne\* [voir le chapitre 3] et Marcel Blebtreu. Il participe de 1957 à 1960 à la revue *Tribune Socialiste*, où il côtoie notamment Daniel Guérin\* et Yvan Craipeau. Sous le pseudonyme de Vincent Valette, il y publie plusieurs textes, puis occupe un rôle moteur dans la création, en 1960, du Parti Socialiste Unifié (PSU). Appartenant à la tendance la plus marxiste – mais parfois allié à la tendance majoritaire – il reste au PSU jusqu'en janvier 1972, date à laquelle il rejoint la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) avec d'autres membres du PSU, dont son ami Denis Berger\*. Il la quitte en 1981 tout en restant proche dans les années suivantes du trotskisme.

Professionnellement, il devient un intellectuel marxiste respecté. Il soutient en 1961 à l'IEP de Paris une thèse sous la direction d'Alfred Gosser intitulée « Le Mouvement ouvrier en Allemagne de l'Ouest de 1945 à 1960 » puis une thèse d'Etat, en 1972, sous celle de François Châtelet\*, sur les problèmes méthodologiques des sciences sociales à travers l'étude de Max Weber, de l'École de Francfort et du marxisme italien. En octobre 1968, il fonde le département de science politique du Centre expérimental de Vincennes qu'il dirige jusqu'à sa retraite, en 2002. Tous les travaux réalisés durant ces années « visaient à réactualiser le marxisme comme

<sup>2478</sup> Jean-Marie Vincent\*, *La théorie critique de l'École de Francfort*, Paris, Galilée, 1976.

<sup>2479</sup> Jean-Marie Vincent\*, *Critique du travail. Le faire et l'agir*, Paris, PUF, 1987.

<sup>2480</sup> Pour une des premières publications qui revendique explicitement le terme, voir Toni Negri\*, « Travail immatériel et subjectivité », *Futur Antérieur*, n° 6, été 1991.

<sup>2481</sup> Toni Negri\*, Antonella Corsani, Maurizio Lazzarato, Yann Moulier-Boutang, *Le Bassin de travail immatériel dans la métropole parisienne*, Paris, L'Harmattan, 1996.



théorie critique efficiente »<sup>2482</sup>, à l'image de *Fétichisme et société* (Anthropos, 1973), de *L'État contemporain et le marxisme* (Maspero, 1976, co-dirigé avec Joachim Hirsch) ou de *La théorie critique de l'École de Francfort*, publié en 1976 chez Galilée dans la collection « Politique et société » qu'il dirige. Dans les années 1980, sa contribution la plus importante demeure son livre *Critique du travail. Le faire et l'agir*, sorti en 1987 aux PUF dans la collection « Pratiques théoriques ». Il fonde enfin en 1991 la revue *Futur Antérieur* avec Antonio Negri\*, puis, en 2002, la revue *Variations*. Il décède le 6 avril 2004.

Né le 1er août 1933 à Padoue, Antonio, dit Toni, Negri\* est le fils d'un fonctionnaire qui fut l'un des fondateurs du Parti communiste italien à Livourne en 1921<sup>2483</sup>. Son père ayant été tué par les fascistes en 1936, il est élevé par sa mère, catholique, et obligée de devenir institutrice après la mort de son mari.. Membre de l'association catholique de la jeunesse italienne à l'université, Toni étudie la philosophie et travaille sur Hegel, puis Dilthey, par lesquels il en vient à s'intéresser à Marx. Il se tourne alors vers l'opéraïsme et fonde en 1963 avec Mario Tronti la revue *Classe Operaia*. Il commence sa carrière d'universitaire en enseignant la science politique à l'Université de Padoue. Au moment des grandes grèves de l'automne 1969 en Italie, de nouvelles divergences entre opéraïstes le poussent à radicaliser sa position et à fonder Potere Operaio en 1969.

Par la suite il continue, malgré son exclusion de Potere Operaio quelques semaines avant sa dissolution en 1973, à être un penseur influent. Il publie dans le journal *Rosso* et en vient à légitimer la lutte armée face à la répression étatique. Parallèlement, il demeure un universitaire marxiste et traduit en italien les textes d'Hegel sur la philosophie du droit. Invité à plusieurs reprises en France durant les années 1970, il se lie d'amitié avec Moulier-Boutang, Guattari\*, Althusser\* ou encore Deleuze, auprès desquels il est amené à s'intéresser à la pensée de Spinoza. Arrêté en Italie le 7 avril 1979, il est condamné pour sa « responsabilité morale » dans le meurtre d'Aldo Moro. Après quatre années d'enfermement, il est élu député du Parti radical italien et bénéficie, à ce titre, de l'immunité parlementaire, immunité qui est rapidement levée, ce qui l'oblige à s'exiler en France fin 1983.

Malgré sa clandestinité, il parvient, grâce notamment à l'aide de Jean-Marie Vincent\*, à enseigner à l'Université Paris VIII. Avec ce dernier, il devient co-directeur de *Futur antérieur* de 1990 à 1997, moment où il décide de retourner en Italie purger la fin de sa peine. Pensant initialement être rapidement amnistié, il passe six nouvelles années en prison durant lesquelles il publie *Empire*, co-écrit avec Michael Hardt. Vendu à plus d'un million d'exemplaires, cet ouvrage fait de Negri l'un des intellectuels les plus en vue de la gauche radicale au début des années 2000<sup>2484</sup>.

Les invitations adressées dans le cadre des séminaires de Paris VIII à un penseur comme André Gorz vont dans le même sens, puisque s'il apporte de nouveaux objets comme l'écologie, Gorz partage avec ces acteurs qu'il connaît depuis de longues années un double souci d'analyse empirique et d'élaboration théorique des transformations du capitalisme ainsi que leur critique du communisme institué. Le goût de tous ces animateurs du séminaire – et principalement

<sup>2482</sup> <https://maitron.fr/spip.php?article182844>, notice VINCENT Jean-Marie dit Vincent Valette par Jean-Guillaume Lanuque, version mise en ligne le 25 juillet 2016

<sup>2483</sup> Nous nous appuyons principalement sur un entretien avec Toni Negri\*, 20 mai 2013.

<sup>2484</sup> Razmig Keucheyan lui consacre de longs développements dans *Hémisphère gauche*, Paris, La Découverte, 2010, et il occupe une place importante dans Isabelle Sommier et Xavier Crettiez (dir.), *La France Rebelle*, Paris, Michalon, 2002. Un film, réalisé par Pierre-André Boutang, lui a même été consacré en 2004.

Negri\* - pour la création de nouveaux concepts, lié à leur marxisme hétérodoxe et ouvert<sup>2485</sup>, s'inscrit enfin dans la filiation philosophique d'auteurs comme Gilles Deleuze et Félix Guattari\* et qui écrivent en 1991 que la philosophie est « la discipline qui consiste à créer des concepts »<sup>2486</sup>.

Comme à Nanterre, ces séminaires ont une fonction de transmission de l'héritage marxiste et de préparation de la relève intellectuelle. Alexander Neumann, de nationalité allemande et alors doctorant de Jean-Marie Vincent\* à Paris-VIII, insiste en entretien sur leur importance dans sa formation d'intellectuel critique<sup>2487</sup>. Judith Revel, alors en thèse avec Pierre Macherey\* sur la pensée de Michel Foucault, raconte :

« Moi je suis née en 1966, je les ai connus en 1991, je venais d'avoir l'agrégation... Et je les ai connus, à un séminaire sur le travail. On était en plein dans la description de ce qu'allait devenir le travail immatériel, le travail cognitif »<sup>2488</sup>.

Ces sociabilités – qui ne se limitent pas, ici comme ailleurs, au seul travail intellectuel, à l'image du couple formé quelques années plus tard par Judith Revel et Antonio Negri\* – sont également à l'origine de la création, en 1990, de la revue *Futur Antérieur*, plusieurs fois mentionnée. Son projet est, comme l'explique Antonio Negri en entretien, de « continuer à réfléchir après la chute du mur de Berlin. On travaillait sur le communisme après le communisme »<sup>2489</sup>. Le premier numéro donne une bonne idée de ce collectif : on y trouve un article du philosophe italien Giorgio Agamben intitulé « La communauté qui vient. Théorie de la singularité quelconque », un autre appelé à devenir célèbre de Louis Althusser\* sur « La solitude de Machiavel » ; et deux articles consacrés davantage à l'actualité, le premier de Jean-Marie Vincent\* sur « La fin de la pensée cuirassée », qui s'interroge sur les conséquences de la « crise généralisée » et « irrémédiable » du socialisme réel en URSS, et le second de Denis Berger\*, intitulé « Perestroïka : la révolution réellement existante » ? Maurizio Lazzarato, un chercheur proche de Negri\* qui se revendique indépendant de l'université, revient lui sur une grève à Renault (« Pas de sous, pas de toto<sup>2490</sup> : la grève des ouvriers Peugeot), quand Negri\* développe ses réflexions sur la « Polizeiwissenschaft », littéralement les « sciences policières »

---

<sup>2485</sup> Stathis Kouvelakis, en entretien, va jusqu'à caractériser la position de Negri\* de non marxiste, dans le sens où il n'y était pas question de Marx, mais beaucoup plus de Spinoza. C'est bien dans ces années que la référence à Marx s'efface chez Negri au profit de Spinoza. C'est en effet dans un ouvrage consacré à Spinoza que Negri écrit : « La révolution est un présupposé – non un projet abstrait mais une tâche pratique, non un choix mais une nécessité ». Cf Antonio Negri\*, « Retour à Spinoza et le retour du communisme », in Antonio Negri, *Spinoza subversif*, Paris, Kimé, 1994, p. 133. Plus globalement, sur Spinoza et Marx, voir *infra*..

<sup>2486</sup> Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Minuit, 1991, p. 10.

<sup>2487</sup> Entretien avec Alexander Neumann, 26 avril 2013.

<sup>2488</sup> Entretien avec Judith Revel, 22 mars 2013.

<sup>2489</sup> Entretien avec Toni Negri\*, 20 mai 2013.

<sup>2490</sup> Le terme « toto » désigne ici les « autonomes ».

qu'il analyse comme « organiquement liée[s] au développement de l'État moderne et à la formation de l'État, véritable laboratoire de la modernisation de l'administration publique ». On trouve enfin dans ce premier numéro de *Futur Antérieur* un texte de Nicole Édith-Thévenin\* sur la psychanalyse et ses implications politiques, un autre du philosophe et théologien Stanislas Breton, qui reste un proche d'Althusser (« Principe et totalité »), ainsi que trois comptes-rendus de lecture<sup>2491</sup> et un entretien de Negri\* avec Gilles Deleuze (« Le devenir révolutionnaire et les créations politiques »).

L'étude des séminaires de Paris-VIII et du premier numéro de *Futur Antérieur* permettent de voir que ce deuxième groupe d'intellectuels « marxistes » est différent de celui de Nanterre. Premièrement, ils sont moins attachés à la figure de Marx. La philosophie générale de leur projet intellectuel n'est pas de prôner un retour à Marx et aux textes (comme à Nanterre), mais de chercher des lieux de confrontations entre la théorie et l'empirie comme le bassin industriel de Saint-Denis. Comme l'explique Judith Revel, venue directement de la philosophie et qui méconnaissait tout le « noyau italien » :

« J'ai découvert tout ce qu'on pouvait faire avec de la philosophie, dans des domaines qui n'étaient pas de la philosophie à proprement parler. C'est-à-dire de la sociologie, et notamment de la sociologie du travail, des analyses d'économies politiques, dont je n'avais vraiment aucune idée de ce que ça pouvait être [...]. L'idée était de confronter des savoirs qualifiés d'universitaires avec quelque chose qui du point de vue de la méthode n'était pas si facile à identifier et qui est ce que les italiens opéraïstes ont qualifiés comme de l' "auto-enquête" »<sup>2492</sup>.

De ce point de vue, c'est la confrontation avec la réalité qui permet la création conceptuelle, et non la collecte érudite elle-même. L'interdisciplinarité de ce qu'on entend à Paris-VIII par « science politique » accompagne ce rejet d'une conception trop respectueuse du canon philosophique, tout comme l'intérêt pour le féminisme ou la psychanalyse.

Deuxièmement, ce rapport à Marx plus relâché et tourné vers le « devenir » (pour parler comme Deleuze) et non vers un retour à Marx (dans le sens de déconstruction des « marxismes » comme usages historiques de la pensée de Marx) est lié à la trajectoire politique des participants. Si Negri\* et Vincent\* se sont connus des décennies plus tôt dans des réunions européennes des jeunesses socialistes, la plupart de ces membres se sont rencontrés dans l'après-1968, dans les croisements franco-italiens permis par les événements<sup>2493</sup>. Ils sont tous

---

<sup>2491</sup> Un de Jean-Marie Vincent\* sur les travaux de l'équipe autour de Rainer Zoll, à Brême, sur les mondes du travail ; un autre de Claude Amey sur Thomas Bernhard, et un dernier d'Alisa Del Rey, militante féministe et de l'autonomie italienne, sur le féminisme contemporain.

<sup>2492</sup> Entretien avec Judith Revel, 22 mars 2013.

<sup>2493</sup> Antoine Aubert, « *Multitudes* : aux origines d'une revue radicale »..., art. cit.

passés par l'extrême-gauche trotskiste et opéraïste, et la plupart des italiens sont venus en France à partir de la fin des années 1970 pour échapper au contexte répressif italien. Dès lors, ils ont été dans l'ensemble soumis à une discipline partisane moins stricte que les communistes de Nanterre. Certes, pour les trotskistes, les disciplines partisans ont pu être fortes, mais Denis Berger\*, ancien du PCF, a été critique dès la fin des années 1950 (comme à *La voie communiste*) et Jean-Marie Vincent\* est d'abord passé par le PSU avant d'adhérer à la LCR. Negri\* les qualifie d'ailleurs en entretien de « trotskistes ouverts »<sup>2494</sup>, les opposants à d'autres membres plus sectaires de la LCR. On peut donc penser que ces acteurs ont été tendanciellement peu respectueux des disciplines partisans, et ce rapport à l'obéissance politique s'observe dans leur conception du marxisme qui se veut ouverte et anti-dogmatique.

Troisièmement, cette attitude est à la fois permise et contrainte par leur place dans le champ universitaire. Contrairement aux marxistes de Nanterre, certains animateurs de ceux de Paris VIII (notamment les « italiens »<sup>2495</sup>) sont moins bien dotés en capitaux scolaires (français) : ils ne sont pas agrégés, encore moins normaliens, et ils vivent pour certains de contrats du Plan ou des collectivités territoriales, notamment de Saint-Denis, où est implanté Paris-VIII. Ils ont une position comparable aux hors-statuts de l'après-1968 [voir le chapitre 4], et c'est d'ailleurs bien souvent l'identité militante qui est spontanément mise en avant en entretien face à celle d'universitaire.

Quatrièmement, ces acteurs revendiquent une proximité avec le mouvement social et avec l'actualité. Ils sont souvent actifs politiquement dans de petits collectifs associatifs ou chez les Verts [voir le chapitre 5], mais aussi dans la défense des précaires, dans des projets liés au numérique – et ce dès la fin des années 1980<sup>2496</sup> - ou dans le collectif CASH (1985-1989), qui défend la mise en place d'un revenu garanti. Cet ancrage militant mais non partisan est visible dans les séminaires eux-mêmes, et Judith Revel se souvient qu'au début des années 1990, Bruno Latour était invité en même temps qu'un autre sociologue et qu'une caissière de supermarché. Ce rapport direct au social se retrouve lors du mouvement de 1995, lors duquel tous ces acteurs sont très actifs, ainsi qu'en 1996, quand est fondé autour d'Henri Maler l'association critique des médias ACRIMED.

Cinquièmement, et paradoxalement, ces séminaires, organisés centralement autour des deux « figures » que sont Vincent\* et Negri\*, sont sans doute plus verticaux dans leur format que ceux de Nanterre. Il ne s'agit pas de dire que la liberté de parole n'existait pas. Mais on

---

<sup>2494</sup> Entretien avec Toni Negri\*, 20 mai 2013.

<sup>2495</sup> Nous mettons des guillemets pour indiquer que le terme est connoté depuis les années 1960 [voir le chap. 1].

<sup>2496</sup> Françoise Blum, « Entretien avec Aris Papathéodorou », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 79, 2005

peut relever les propos d'Alexander Neumann, qui, évoque à propos de Jean-Marie Vincent, son directeur de thèse, son « obstination nécessaire, matinée de rigidité pour ceux qui ne le connaissent pas de près »<sup>2497</sup> et raconte en entretien la fascination que pouvait éprouver son auditoire face à Negri tant il « est extrêmement fort intellectuellement, puissant », mais aussi beau et « séducteur »<sup>2498</sup>. Le capital militant d'un intellectuel comme Negri qui a passé plusieurs années en prison participe sans doute de cette fascination.

L'ensemble de ces traits favorise, dans ces séminaires, la persistance d'un marxisme produit aux marges institutionnelles et qui se caractérise par une audace intellectuelle et des hybridations théoriques qui viennent le renouveler. On retrouve plusieurs similarités avec le dernier lieu de cette étude de cas : le Collège Internationale de Philosophie.

### ***Le Collège International de Philosophie : se réinventer hors de l'Université***

On l'a dit, la création du Collège international de philosophie (CIPh) a été concrètement permise par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Lieu qui se veut ouvert à la recherche et à de nouveaux objets en philosophie, le CIPh a pu être une sorte d'asile, durant les années 1980, pour des intellectuels qui continuent à revendiquer une forme d'engagement et qui, souvent sans poste dans le supérieur, souhaitent continuer à enseigner ailleurs qu'en lycée.

C'est cette institution, par exemple, qui accueille à sa fondation le philosophe Miguel Abensour, directeur de la collection « Critique de la politique » [voir le chapitre 2]. Pour Abensour, le CIPh rend possible « une expérience de pensée et d'enseignement que l'université avait rejetée, ni plus ni moins », après la suppression par le ministère du DEA de philosophie politique qu'il dirigeait à Reims à la fin des années 1970, signe là encore du rapport très conflictuel entre pouvoir politique et « intellectuels révolutionnaires »<sup>2499</sup>. Dès 1983, il tient au CIPh un séminaire sur « le moment machiavélien » – terme qu'il reprend explicitement aux analyses de Pocock (*The Machiavellian moment*, Princeton University Press, 1975). Il s'y interroge sur le présent politique qu'il considère comme une figure inédite de ce « moment machiavélien » marquée par la « redécouverte de la révolution démocratique dans le monde moderne », « l'exigence de repenser le politique contre la dénégation marxiste du politique » et par celle « de réinstaurer, contre la domination totalitaire, un espace démocratique »<sup>2500</sup>. Une partie importante de son séminaire consiste à revenir sur la façon dont « Marx lui-même est travaillé par le rapport à Machiavel (ou à Spinoza, en tant que machiavélien) » en étudiant

---

<sup>2497</sup> Alexander Neumann, « Dans le labyrinthe du Minotaure », *Variations*, n° 17, 2012, p. 2.

<sup>2498</sup> Entretien avec Alexander Neumann, 26 avril 2013.

<sup>2499</sup> Miguel Abensour, *La communauté politique des « tous uns »*, Paris, Les Belles Lettres, 2014, p. 35

<sup>2500</sup> Les citations sont extraites des présentations des séminaires d'Abensour, CIP 19 et 20

principalement les textes de jeunesse de 1842-1843. La dimension politique de ce séminaire est évidente quand Abensour s'interroge sur la définition de « la vraie démocratie » et ses liens avec « l'émancipation humaine » 2501. Pour y répondre, il se pose en critique du marxisme dogmatique pour repenser, avec Machiavel, la tradition républicaine, dont on sait qu'elle lie une définition de la liberté qui comprend l'indépendance réelle (vis-à-vis des puissances extérieures, et par l'exercice actif de la citoyenneté).

L'année suivante, en 1984-1985, le séminaire d'Abensour s'intitule « Philosophie politique et socialisme : Pierre Leroux ou du style barbare en philosophie » dans lequel, en partant de la pensée de cette figure marginale de la tradition socialiste, Abensour souhaite développer son objectif qui était de « penser et mettre en œuvre l'Association dans la société moderne dont le "consentement" est irréversiblement démocratique » et ainsi de « redécouvrir des interrogations essentielles pour l'émancipation moderne, [de] recommencer à frayer et à parcourir des chemins délaissés, tant les questions qui peuvent s'y faire jour sont considérées comme définitivement résolues, aussi bien par le dogmatisme libéral que par le socialisme »<sup>2502</sup>. Abensour explique vouloir s'inspirer pour son séminaire de l'opposition de Leroux au « philosophe fonctionnaire » pour penser « les enjeux et les effets d'une pratique de la philosophie en dehors de l'institution et contre elle sans pour autant céder à l'illusion de la militance », allusion transparente à sa propre situation au CIPh. En 1985-1986, dans son séminaire intitulé « Nouvel esprit utopique. Philosophie de l'humanité et question de l'humain », Abensour propose une réflexion à la fois philosophique et historique sur « Utopie et émancipation dans la modernité ». Enfin, le séminaire de l'année 1986-1987 a pour titre : « Le politique, le cosmopolitique et l'idée d'humanité » et « s'inscrit dans une recherche plus générale sur les conditions de possibilité et la légitimité d'une pensée du politique dans la modernité ».

À côté de ceux d'Abensour, qui poursuit une certaine tradition « conseilliste »<sup>2503</sup> et incarne en quelque sorte l'héritage d'Anthropos au cœur de ces années 1980 à travers son intérêt pour le socialisme utopique, on trouve d'autres séminaires comme ceux d'Arno Münster [**voir l'encadré n° 5**], de Patrice Vermeren ou de Gérard Bensussan. Arno Münster a animé « Théorie critique et pensée utopique » en 1983-1984 puis, avec Jean-Pierre Faye, « Philosophie et narration » et « Réification et utopie » qui « contribue à l'analyse d'un autre discours

---

<sup>2501</sup> *Ibid.*

<sup>2502</sup> *Ibid.*

<sup>2503</sup> Manuel Cervera-Marzal, « Miguel Abensour, Cornelius Castoriadis. Un conseillisme français ? », *Revue du MAUSS*, vol. 40, no 2, 2012.

philosophique sur la modernité » à partir d'une approche « dialectique et matérialiste »<sup>2504</sup>. Il développe aussi des réflexions sur les intellectuels juifs et organise avec Michael Löwy\*, en février 1986, le colloque international sur Ernest Bloch et Georg Lukacs, ainsi que, la même année, celui sur le penseur juif allemand Franz Rosenzweig. Patrice Vermeren<sup>2505</sup> anime pour sa part des séminaires sur « la philosophie populaire » en 1985-1986 et sur la philosophie de l'égalité en 1986-1987, ainsi que sur l'histoire de l'enseignement de la philosophie en France. Il est alors proche de Jacques Rancière\*, le fondateur des *Révoltes logiques*, qui tient lui aussi durant les années 1980 des séminaires au CIPh consacrés aux « Figures de l'égalité » puis à « La pensée de l'égalité »<sup>2506</sup>. Il se demande alors « comment penser l'Égalité, lorsqu'elle n'est plus la propriété d'une communauté privilégiée, lorsque le concept même de l'Égal vient exiger que tous y participent ? », ajoutant que « le cadre général de ce travail est celui d'une réflexion sur l'homme démocratique »<sup>2507</sup>. C'est aussi au CIPh que Jacques Rancière\* organise le 11 mai 1987 avec Alain Badiou\* un débat sur « la communauté des égaux ». Le philosophe Gérard Bensussan, acolyte de Georges Labica\* à Nanterre et qui a dirigé avec lui le *Dictionnaire critique du marxisme*, organise quant à lui des séminaires sur « la question juive dans les marxismes » durant plusieurs années.

#### **Encadré n° 5. A la marge : Arno Münster et Jean-Pierre Cotten**

Arno Münster et Jean-Pierre Cotten sont à l'extrême limite de notre population. Né en 1942 à Paris, fils d'un inspecteur socialiste de la SNCF, Jean-Pierre Cotten a milité contre la guerre d'Algérie à l'UNEF. Proche des Italiens, le courant de l'UEC qui critique le dogmatisme du PCF et loue l'ouverture du PCI, il n'a cependant pas adhéré au mouvement communiste avant 1968, mais en août 1968, après la critique par le PCF de l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie. Il en reste membre jusqu'au début des années 1980. Durant toute cette période, c'est un intellectuel communiste orthodoxe : il milite à Caen, où il est en poste à l'université, et siège au Comité fédéral ; il écrit dans les revues communistes, et donne des cours à l'école centrale ; et il a des responsabilités à la section de politique extérieure du Comité central, ce qui l'amène à mener plusieurs missions en Europe de l'Est<sup>2508</sup>. Il est également très investi au CERM, publie dans les *Cahiers du CERM*, et préface un ouvrage d'Engels publié en 1980 aux Éditions Sociales<sup>2509</sup>. Agrégé de philosophie en 1966, il enseigne dans le secondaire entre 1966 et 1970, année où il devient maître-assistant de philosophie à l'Université de Caen. Il est élu professeur d'université en 1989, à Besançon et y reste jusqu'à sa retraite.

Après son départ du PCF, il reste durant les années 1980 « marxiste » au sens large : il participe au groupe de Labica\* à Nanterre, et il écrit dans *Actuel Marx*. Dans le premier numéro

<sup>2504</sup> Archives du Collège international de philosophie, CIP 20.

<sup>2505</sup> Né à Reims en 1949, cet ancien membre des *Révoltes Logiques* certifié de philosophie entre au CNRS au début des années 1980 grâce au soutien d'Abensour.

<sup>2506</sup> Archives du Collège international de philosophie, CIP 20.

<sup>2507</sup> *Ibid.*

<sup>2508</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes..., op. cit.*, p. 237.

<sup>2509</sup> S'il n'est pas dans notre population, c'est en raison du nombre trop faible de publications publiées directement aux ES.

de la revue, il recense *Marx en perspective*, le colloque de l'EHESS lors du centenaire, et y souligne la nécessité de ne pas séparer la « doctrine » marxiste d'une « perspective pratique/historique », « instance dernière de radicalité pratique », pour reprendre l'expression d'Étienne Balibar\* cité dans le livre.

Arno Münster, né en Allemagne en 1942, étudie la philosophie à Tübingen et à Berlin. Il milite au SDS, la fédération des étudiants socialistes allemands, et il est proche de Rudi Dutschke, qu'il rencontre durant ses études à Berlin. Cette politisation explique que, lorsqu'il arrive en France en octobre 1967 grâce à une bourse du bureau allemand des échanges universitaires, il noue rapidement des liens avec des étudiants et des militants d'extrême-gauche comme Henri Maler, Daniel Cohn-Bendit ou Alain Krivine. Il précise dans nos échanges par mails qu'il sympathisait « principalement avec ceux qui défendaient des positions politiques *marxistes-internationalistes, anti-staliniennes et anti-autoritaires (libertaires)* ». Habitant dans une chambre de bonne près de la Sorbonne, il se retrouve au cœur de Mai-Juin 1968 (« J'ai participé moi-même, jusqu'à 3 heures du matin, à la célèbre "nuit des barricades" du 10 au 11 mai 1968, où j'ai reçu beaucoup de gaz lacrymogènes ; mais, fort heureusement, je n'ai pas été blessé, malgré le matraquage violent des CRS. Vers 2 heures du matin, après l'attaque des barricades par les CRS, dans la rue Gay-Lussac, je me suis réfugié, avec un groupe d'autres étudiants, sur le toit d'un immeuble, situé dans la rue Royer-Collard, où j'ai passé la nuit du 10 au 11 mai 68, jusqu'à l'aube, toujours dans la crainte d'être découvert et évacué de force par la police »).

Structurellement proche des intellectuels de notre population, il a même failli être publié chez Maspero, mais, selon lui, l'éditeur « n'a pas respecté et honoré le contrat qu' [il] avait signé avec lui en 1976 au sujet de la publication des *Discours et Lettres de Prison* d'Auguste BLANQUI », ouvrage finalement publié chez Galilée, avec lequel Arno Münster sera ensuite en conflit après ne pas avoir reçu de droits d'auteurs pour cet ouvrage et pour *Révolution et contre-révolution au Portugal*, publié en 1977. Il a également été près d'être édité chez Anthropos – maison qui l'a « toujours intéressé, non seulement à cause de la publication des *Œuvres* de Charles Fourier, mais aussi à cause de la revue *L'Homme et la société* » et des écrits d'Henri Lefebvre\*, « qui [l'] intéressait beaucoup plus que Louis Althusser\* », mais « aucun projet éditorial n'a pu être concrétisé avec cet éditeur, à cause de la situation financière trop "précaire" de cette maison d'édition ». Durant les années 1980, toujours installé en France, il connaît une situation professionnelle difficile (qu'il attribue en partie à ses origines étrangères) puisqu'il est chargé de cours au département de philosophie de l'Université Paris-VIII et au CIPh. Il a publié en 2010 son autobiographie en allemand, sous un titre que l'on peut traduire ainsi : *La vie comme résistance. De Strehlen à Paris. Souvenirs d'une ancienne société littéraire allemande des années soixante-huit* (Deutsche Literaturgesellschaft, Berlin).

Dans tous ces années, les thèmes de l'égalité et du marxisme sont très présents. Plus généralement, le programme du CIPh, qui traite de nombreux objets politiques, est animé par plusieurs intellectuels de notre population qui y poursuivent leurs recherches qui sont autant de marqueurs politiques. C'est le cas par exemple de Pierre Raymond\*, un temps directeur de collection chez Maspero [voir le chapitre 3], mais aussi de Xavier Renou\*, de Paulin Hountondji\*, de Victor Gomez-Pin\* ou encore de Jean-Pierre Cotten\* [voir l'encadré n°5]. Ce dernier s'intéresse durant plusieurs années à l'« analyse de quelques fonctions de la doctrine marxiste dans la France des années 60 ». Dans ce séminaire, il interroge le statut du « "savoir" »



dans le domaine de la pratique, des pratiques », notamment celles se réclamant du marxisme<sup>2510</sup>, et s'intéresse tout particulièrement à « une certaine institutionnalisation de la doctrine marxiste, celle qu'il convient de mettre en relation avec l'organisme, historiquement déterminé, que fut le Parti communiste français » des années 1960 et 1970, et auquel Jean-Pierre Cotten\* a appartenu après août 1968. C'est pourquoi ce dernier conçoit cet espace de discussion comme une « expérience pratique de l'observateur-participant » et précise que s'il souhaite « ne pas privilégier l'expérience qui fut la sienne », il « tient à établir qu'on ne peut jamais partir que d'une expérience limitée, partielle et partiellement indépassable »<sup>2511</sup>. L'insistance du séminaire sur les années 1960 – lors desquelles Jean-Pierre Cotten\* n'est pas encore au parti communiste – mais aussi la prise en compte « des points de vue non hexagonaux » permettent de tenir au maximum à distance sa propre implication sans la dénier. En cela, ce séminaire s'inscrit parfaitement dans la renégociation de l'identité communiste et du rapport à Marx de Jean-Pierre Cotten\*, mais dans une forme (de séminaire) plus personnelle au CIPh qu'à Nanterre<sup>2512</sup>.

Le CIPh est enfin un lieu internationalisé, comme le montre les nombreuses venues de penseurs comme les philosophes américains et belge Dick Howard et Chantal Mouffe dont on trouve les traces dans les archives et qui sont à l'époque en train de respectivement écrire sur Marx et Kant<sup>2513</sup> et sur la démocratie radicale<sup>2514</sup>. Centrale dans la vie intellectuelle des années 1980, mais largement méconnue tant elle a été peu étudiée, cette institution favorise des recherches personnelles plus que les échanges. Patrice Vermeren explique ainsi en entretien qu'au CIPh, il « fait cours » devant un public, et que « le problème au Collège, c'est que l'on vient écouter des personnalités », regrettant que la dispersion et l'éclatement physique du collège ne favorisent pas les échanges entre séminaires.

Ces séminaires des années 1980, différents par leur lieu académique et aussi par leur ancrage dans des traditions marxistes concurrentes, permettent que se poursuive, dans un contexte général de « crise » peu propice, un travail intellectuel à dimension « marxiste », au sens large. Lieux de production qu'il faut entendre au sens fort, ces séminaires donnent à voir, comme l'écrit Roland Barthes, « un travail *au présent*, sans recul, sans rétroactivité, sans

---

<sup>2510</sup> D'après le « formulaire de présentation des projets de séminaires », document d'une dizaine de page, CIP 19, IMEC, Caen.

<sup>2511</sup> Présentation du séminaire dans les archives du Collège international de philosophie, CIP 20.

<sup>2512</sup> Entretien avec Jean-Pierre Cotten, et, pour les archives, CIP 19.

<sup>2513</sup> Dick Howard, *From Marx to Kant*, Albany, State University of New York, 1985.

<sup>2514</sup> Chantal Mouffe and Ernest Laclau, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, London, Verso, 1985.

protection, sans filet : d'une production, plus que d'un produit »<sup>2515</sup>. C'est pourquoi ils préparent des recherches plus abouties et publiées ultérieurement. Pour compléter cette histoire, il faudrait en effet aborder des dizaines d'autres séminaires qui s'inscrivent dans la même démarche pendant les années 1980. On peut penser à ceux de Félix Guattari\*<sup>2516</sup>, au séminaire de sociologie urbaine organisé autour de Gérard Althabe\* à l'EHESS, ou encore aux séminaires du laboratoire nantais d'études et de recherches sociologiques sur la classe ouvrière.

Ils reflètent une diversification du « marxisme » en acte à travers la multiplication des références, phénomène déjà visible au moment du centenaire. Ils permettent d'apercevoir un passage des idées « marxistes » aux idées « critiques », davantage détachées de la référence unique, forcément pesante, au penseur allemand. Ils sont à la base de sociabilités nouvelles – ou anciennes, mais renouvelées et refondées au cours des années 1980 – qui débouchent sur la création de revues à partir de 1987 et sur la transmission auprès d'une relève intellectuelle. De même, ils participent à une internationalisation de ces idées, phénomène d'ailleurs plus général<sup>2517</sup>. L'étude de ces séminaires montre aussi que ces renouvellements ont lieu à la marge du champ universitaire, ce qui est peu étonnant quand on connaît sa structuration<sup>2518</sup>. Que ce soit à Paris VIII, Paris-X ou au CIPh, ils sont l'œuvre d'intellectuels qui sont aussi, pour l'essentiel, des militants politiques, ce qui contribue encore à les délégitimer au regard d'une vision scientifique et neutre axiologiquement du travail universitaire qui commence alors à s'imposer<sup>2519</sup>. Dans le même temps, la forme même des séminaires, plus ou moins collective, et les dispositifs dans lesquels se transmet la parole jouent directement sur leurs modalités, signe que les institutions « pensent »<sup>2520</sup> et contraignent en partie les modes de transmissions des idées, à l'image du CIPh, qui individualise davantage la circulation de la parole alors que les « tables-rondes » de Nanterre cherchent à recréer du collectif dans un contexte d'*exit* du PCF.

Enfin, ces séminaires permettent d'observer comment se transforment les objets intellectuels eux-mêmes, qui se présentent moins directement sous des formes évidentes de « marxisme ». Elles ne sont interprétables politiquement que pour l'œil initié. C'est

---

<sup>2515</sup> Roland Barthes, *Le Discours amoureux, Séminaire à l'École pratique des hautes études 1974-1976, suivi de Fragments d'un discours amoureux : inédits*, Paris, Le Seuil, 2007, p. 320.

<sup>2516</sup> Disponibles sur le site de la revue *Chimères* : <https://www.revue-chimeres.fr/Les-seminaires-de-Felix-Guattari-1980-a-1988>

<sup>2517</sup> Yves Gingras, Johan Heilbron, « L'internationalisation de la recherche en sciences sociales et humaines en Europe (1980-2006) », in Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, 2009, pp. 359-389.

<sup>2518</sup> Pierre Bourdieu, *Homo Academicus...*, *op. cit.*

<sup>2519</sup> Pour un éclairage sur ce thème, voir Mathieu Hauchecorne, « Essor et disciplinarisation des sciences humaines et sociales », in Christophe Charle et Laurent Jeanpierre (dir.), *La vie...*, *op. cit.*, p. 565-590.

<sup>2520</sup> Mary Douglas, *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte, 2004.

particulièrement le cas quand on s'intéresse au spinozisme politique qui, en France, prend son essor dans les années 1968 et s'institutionnalise dans les années 1980. C'est ce cas que l'on va maintenant traiter.

### ***III-C. Spinoza et les « années 1968 » : comment un philosophe du XVIIe siècle devient révolutionnaire***

Spinoza (1632-1677) est aujourd'hui un penseur classique dans l'histoire des idées, comme en atteste sa fréquente mise au programme de l'agrégation de philosophie<sup>2521</sup>. Philosophe canonique de la discipline, il est pourtant auréolé également d'une radicalité politique due aux usages contemporains de sa pensée par plusieurs intellectuels engagés à gauche, comme Frédéric Lordon et Franck Fischbach. Frédéric Lordon<sup>2522</sup> est un économiste hétérodoxe membre du collectif des « Économistes atterrés », directeur de recherche au CNRS non en économie mais en section 35 (Sciences philosophiques et philologiques, sciences de l'art). Pour analyser ce qu'il qualifie de « capitalisme néolibéral », ses travaux s'appuient centralement sur Spinoza. Signe de son engagement politique, il les publie chez des éditeurs qui, comme La Découverte et surtout Amsterdam<sup>2523</sup> et la Fabrique<sup>2524</sup>, font partie de « l'édition indépendante critique »<sup>2525</sup>.

La « marque » politique imprimée à Spinoza – et renforcée par les engagements politiques d'extrême gauche de Frédéric Lordon comme lors de « Nuit Debout » – se retrouve également chez d'autres intellectuels comme Franck Fischbach<sup>2526</sup>. Celui-ci publie des travaux

---

<sup>2521</sup> Il fut par exemple avec Aristote l'un des deux auteurs au programme de l'agrégation de philosophie en 2016.

<sup>2522</sup> Né en 1962 dans une famille de la bourgeoisie de l'ouest parisien (père dirigeant d'entreprise, mère au foyer), Frédéric Lordon a été élève de l'École nationale des Ponts et chaussées et soutenu un master à HEC. Il s'est orienté ensuite vers la recherche tout en passant progressivement à gauche, et a soutenu une thèse à l'EHESS en 1993 sous la direction de Robert Boyer, chef de file de l'École de la régulation (*Irrégularités des trajectoires de croissance : évolutions et dynamique non linéaire : vers une schématisation de l'endométrabolisme*). D'abord chargé d'études à l'Observatoire français des conjonctures économiques et chargé d'enseignement à l'IEP de Paris, il a fini par intégrer le CNRS.

<sup>2523</sup> Frédéric Lordon y a dirigé avec Yves Citton la collection « Cauter ! » consacrée aux usages spinozistes en sciences sociales, et dans laquelle ont été publiés, outre *Spinoza et les sciences sociales*, des ouvrages comme celui de Chantal Jacquet, Pascal Sévéric et Ariel Suhamy (dir.), *La multitude libre. Nouvelles lectures du Traité Politique* (2008) ou de Catherine Secretan, Tristan Dagron et Laurent Bove (dir.), *Qu'est-ce que les Lumières radicales ? Libertinage, athéisme et spinozisme dans le tournant philosophique de l'âge classique* (2007).

<sup>2524</sup> Voir par exemple *L'intérêt souverain : essai d'anthropologie économique spinoziste*, Paris, La Découverte, 2006 ; *Spinoza et les sciences sociales : de l'économie des affects à la puissance de la multitude* (dirigé avec Yves Citton), Paris, Éditions Amsterdam, 2008 ; *Capitalisme, désir et servitude : Marx et Spinoza*, Paris, La Fabrique, 2010 ; *La Société des affects : pour un structuralisme des passions*, Paris, Seuil, 2013 ; *Imperium : structures et affects des corps politiques*, Paris, La Fabrique, 2015 ; *La Condition anarchique*, Paris, Seuil, 2018 ; *Vivre sans ? : Institutions, police, travail, argent...*, Paris, La Fabrique, 2019.

<sup>2525</sup> Sophie Noël, *L'édition indépendante critique...*, op. cit.

<sup>2526</sup> Franck Fischbach est né en 1967 à Annecy. Ancien élève de l'ENS Saint-Cloud, agrégé de philosophie, docteur en philosophie (1996) et HDR (2002), il a été professeur dans le secondaire avant d'entrer à l'Université de Toulouse (2003-2009), de Nice (2009-2013) et désormais à l'université de Strasbourg.

de philosophie classique (notamment chez Vrin, éditeur prestigieux en philosophie) portant principalement sur le XIXe siècle<sup>2527</sup>, sur Marx<sup>2528</sup> ainsi que sur le « social » et le « capital »<sup>2529</sup>. Il publie surtout en 2005 un ouvrage intitulé *La production des hommes. Marx avec Spinoza* dans la collection « Actuel Marx Confrontation » des PUF. Il entend y montrer que « la pensée de Marx est tout entière [...] imprégnée, traversée, parcourue de philosophie, y compris et peut-être surtout lorsqu'elle s'approprie des objets et se coule dans des discours non immédiatement philosophiques »<sup>2530</sup>. Souhaitant « révéler » la philosophie de Marx au sens photographique et chimique du terme, il confie ce rôle de « révélateur » à Spinoza et précise qu'il s'agit « d'un livre sur Marx, mais sur Marx lu à la lumière de Spinoza dans la mesure où, placée sous cette lumière, la pensée de Marx se laisse clairement voir comme pleinement philosophique »<sup>2531</sup>. C'est donc au moyen d'un « détour par Spinoza » que l'auteur s'interroge principalement sur « l'ontologie de l'activité productive »<sup>2532</sup>. Bien que philosophiquement technique, ce livre de Fischbach n'en est pas moins politiquement clair, puisque l'objectif affiché est bien de repenser le communisme et de promouvoir la transformation du monde social pour « conquérir les conditions objectives d'une expérience affirmative et puissante, c'est-à-dire *joyeuse* de soi dans le monde, forger les conditions d'une auto affirmation individuelle et collective de la vie, c'est ce qui, pour Marx comme pour Spinoza, ne peut être atteint qu'*en changeant la vie* »<sup>2533</sup>.

Ce travail de marquage politique d'une pensée philosophique classique est dans l'ensemble réussi, comme le montre la thèse récente de Bernardo Bianchi Barata Ribeiro entièrement orientée vers l'analyse des divers rapports de Marx à Spinoza<sup>2534</sup> ou le constat de la philosophe Céline Spector qui écrit en 2007 (en critiquant cette appropriation) que c'est « Spinoza, plutôt que Marx, [qui] est désormais convoqué comme le penseur qui ne cède pas

---

<sup>2527</sup> Voir par exemple *Du commencement en philosophie. Étude sur Hegel et Schelling*, Paris, Vrin, 1999 ; *La reconnaissance. Fichte et Hegel*, Paris, PUF, 1999 ; *L'être et l'acte. Enquête sur les fondements de l'ontologie moderne de l'agir*, Paris, Vrin, 2002.

<sup>2528</sup> Voir *Marx. Relire Le Capital*, Paris, PUF, 2009, et *Philosophies de Marx*, Paris, Vrin, 2015.

<sup>2529</sup> Principalement *Sans objet. Capitalisme, subjectivité, aliénation*, Paris, Vrin, 2009 ; *Manifeste pour une philosophie sociale*, Paris, La Découverte, 2009 ; *Histoires et définitions de la philosophie sociale* (co-dirigé avec Éric Dufour et Emmanuel Renault), Paris, Vrin, 2013 ; *Le sens du social. Les puissances de la coopération*, Montréal, Lux Éditeur, 2015 ; *Qu'est-ce qu'un gouvernement socialiste ? Ce qui est vivant et ce qui est mort dans le socialisme*, Montréal, Lux Éditeur, 2017.

<sup>2530</sup> Franck Fischbach, *La production des hommes. Marx avec Spinoza*, Paris, PUF, 2005, p. 10.

<sup>2531</sup> *Ibid*, pp. 10-11.

<sup>2532</sup> *Ibid*, p. 29.

<sup>2533</sup> *Ibid*, p. 21.

<sup>2534</sup> Bernardo Bianchi Barata Ribeiro, *Le fil rouge de la transformation : Marx et Spinoza*, thèse de philosophie dirigée par Christian Bonnet et Renato Lessa, Paris 1 Panthéon-Sorbonne en cotutelle avec l'UERJ (Brésil), 2015

aux sirènes libérales de l'harmonie spontanée des intérêts ni aux illusions de la pacification sociale »<sup>2535</sup>.

Pourtant, les analyses de Lordon et Fishbach, produites dans les années 2000, sont loin d'être entièrement nouvelles. Elles sont en fait les héritières d'une appropriation collective<sup>2536</sup> qui a eu lieu dans les « années 1968 ». Cette dernière étude de cas revient sur cette lecture de Spinoza dont le succès est paradoxalement lié à la fois à l'omniprésence des marxismes dans les années 1968 et à leur crise. Pour écrire cette histoire, nous reviendrons dans un premier temps sur la place, largement mineure, qu'occupe Spinoza dans le champ philosophique français au début des années 1960 (A). Puis nous présenterons les principaux acteurs et textes des études spinozistes qui, à la fin des années 1960, posent les jalons d'une lecture marxiste de Spinoza en France (B). Enfin, nous montrerons les devenir de cette interprétation dans les décennies suivantes, lorsqu'elle s'institutionnalise alors que la crise du marxisme s'intensifie (C).

### ***Spinoza, un penseur classique aux usages peu politiques.***

Pour comprendre la nouveauté de cette réception « marxiste » de Spinoza, il faut commencer par écrire une brève histoire du spinozisme en France. Spinoza est né en 1632 dans une famille nombreuse et aisée de commerçants juifs portugais ayant émigré à Amsterdam à une époque où il y règne une grande tolérance religieuse. Amsterdam accueille tout au long du siècle des exilés célèbres comme Descartes (qui s'y installe définitivement en 1629) ou Locke (en 1682). Sans revenir en détail sur la vie et l'œuvre de Spinoza, mentionnons trois points qui constituent des « prises » pour les réceptions futures. Tout d'abord, Spinoza fut frappé d'un herem le 27 juillet 1656<sup>2537</sup> et cette réputation d'irreligiousité et de critique de la religion l'accompagne. Ainsi, Pierre Bayle (1647-1706), qui se revendique de Spinoza, parle de lui en ces termes dans son *Dictionnaire historique et critique* (1697) : « Juif de naissance, et puis déserteur, et enfin athée, était d'Amsterdam »<sup>2538</sup>. Ensuite, la pensée politique de Spinoza est la dernière partie de son œuvre après son *Traité de la réforme de l'Entendement*, ses *Principes de la philosophie de Descartes*, ses *Pensées métaphysiques* et, surtout, l'*Éthique*, son ouvrage le plus commenté, commencé autour de 1660 et publié à titre posthume. C'est seulement autour de 1665 qu'il commence son *Traité théologico-politique* (TTP), texte d'interprétation de la

---

<sup>2535</sup> Céline Spector, «Le spinozisme politique aujourd'hui», *Esprit*, mai 2007, p.27-28. Voir aussi la recension de l'ouvrage récent d'Alexandre Matheron par Michael Foessel, *Esprit*, Octobre 2011, pp. 205-207.

<sup>2536</sup> Le terme d' « appropriation » désigne dans les pages qui suivent « l'association d'une interprétation et d'un usage dans un contexte déterminé ». On suit ici Mathieu Hauchecorne, « Faire du terrain en pensée politique »..., *art. cit.*

<sup>2537</sup> Le « herem » est la forme la plus sévère d'exclusion de la communauté juive.

<sup>2538</sup> Pierre Bayle qualifie plus loin Spinoza « d'athée vertueux ». Sur ce thème, voir Alain Billecoq, *Spinoza ou l'athée vertueux*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2016.

Bible dont le but est de rejeter l'accusation d'athéisme que certains théologiens lui adressent et, en même temps, de défendre la raison et la philosophie qui sont, pour Spinoza, les servantes de la théologie. Peu après la publication anonyme du *TTP*, rapidement censuré, il commence l'écriture du *Traité Politique (TP)* demeuré inachevé. Les réceptions futures ont d'autant plus de marge interprétative que la partie manquante porte sur le régime démocratique, partie qui devait faire suite à celles sur la monarchie et l'aristocratie<sup>2539</sup>. Enfin, un événement marque profondément Spinoza entre l'écriture de ces deux textes politiques : l'assassinat en août 1672 des frères De Witt, républicains et protecteurs de Spinoza. L'écriture des textes postérieurs à 1672 est, dès lors, d'après une partie de ses commentateurs, analysable d'après un « art d'écrire » en temps de persécution politique<sup>2540</sup> qui permet, là encore, une forte pluralité herméneutique. Le *TP* est donc une œuvre inachevée et peut-être bien un texte avec une vérité cachée. Il s'agit, pour certains de ses commentateurs tout comme d'autres textes de Spinoza, de le tirer vers Marx dans le contexte des années 1960. Plus généralement, c'est la difficulté interne des textes de Spinoza – dont la forme mathématique est l'illustration la plus nette – qui permet paradoxalement des interprétations très divergentes entre « ce que dit un texte (sa signification littérale) et son sens (ce que l'auteur fait en l'écrivant ainsi dans un contexte discursif déterminé) »<sup>2541</sup>.

Après 1677 et la mort de Spinoza, sa postérité est faible, même si la célèbre expression de Mendelssohn qualifiant Spinoza de « chien crevé » de l'histoire des idées est excessive. Les études de Paul Vernière et de Jonathan Israël montrent qu'il a existé un spinozisme, souterrain car souvent censuré à partir de la fin du XVIIe siècle en France, soit « avant que le spinozisme authentique ne soit révélé par la philosophie allemande »<sup>2542</sup>. Vernière s'intéresse principalement à la circulation de Spinoza chez les protestants<sup>2543</sup>, et écrit que tandis que « le catholicisme français sera averti assez tard de Spinoza et de sa doctrine, les protestants français, au contact direct des publications hollandaises, seront informés très tôt »<sup>2544</sup>. Certains parmi eux seront tentés par des pans des textes de Spinoza, notamment par « la critique biblique du *Tractacus* et l'apologie de la tolérance religieuse »<sup>2545</sup>, dans un contexte marqué par la

<sup>2539</sup> Pour mentionner ces deux textes, nous utiliserons désormais les abréviations *TTP* et *TP*.

<sup>2540</sup> Pour reprendre l'expression de Léo Strauss, *Art d'écrire, politique, philosophie, texte de 1941 et études*, Paris, Vrin, 2001 [1941]. Pour une étude sur cette méthode, voir aussi Jean-Pierre Cavaillé, « Leo Strauss et l'histoire des textes en régime de persécution », *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, 2005/1, pp. 38-60.

<sup>2541</sup> Sur ce point, repris et aménagé de Skinner, voir Mathieu Hauchecorne, « Faire du terrain en pensée politique »..., *art. cit.*, p. 153.

<sup>2542</sup> Paul Vernière, *Spinoza et la pensée française avant la Révolution*, Paris, PUF, 1954, p. 3.

<sup>2543</sup> *Ibid*, voir principalement les chapitres 2 (« Spinoza et le protestantisme français ») et 3 (« La pénétration du spinozisme en France »).

<sup>2544</sup> *Ibid*, pp. 36-37.

<sup>2545</sup> *Ibid*.

révocation de l'Édit de Nantes en 1685. Mais cette histoire sociale du spinozisme est difficile à mener, tant, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, il est « beaucoup plus difficile de se représenter avec quelque chance de précision comment le nom de Spinoza devient familier au public français »<sup>2546</sup> en raison des innombrables censures et déformations qui touchent à la fois les textes de Spinoza eux-mêmes et ceux de ses lecteurs. Jonathan Israël s'intéresse aussi à ce courant souterrain qui, à travers notamment des écrits de penseurs juifs et libertins, constitue ce qu'il appelle les « Lumières radicales »<sup>2547</sup>, à savoir un ensemble disparate de textes matérialistes, anti-religieux, rationalistes, influencés par les mathématiques et politiquement progressistes. Son étude, qui s'arrête autour de 1750, présente *L'Encyclopédie*, parue en 1751, comme imprégnée du radicalisme spinoziste.

Mais malgré ces travaux et la mise en avant de ce courant alternatif des Lumières<sup>2548</sup>, on peut dire que dans l'ensemble, jusqu'à la Révolution Française, « le spinozisme fut très souvent connu de seconde main et, en outre, lu à travers des ouvrages écrits par ses détracteurs plutôt que par ses partisans »<sup>2549</sup>. C'est pourquoi Yves Citton écrit que pour répondre à la question « Que peut donc vouloir dire “être spinoziste” dans la France des Lumières ? », il faut privilégier le terme « d'invention » à celui « d'influence »<sup>2550</sup>. Si l'influence signifie l'adhésion forte d'un lecteur au système d'un auteur dont il a lu attentivement les textes – l'historien des idées recherche dans ce cas des « contacts directs », de « rapports de continuités », de « citation et de références explicites »<sup>2551</sup> —, l'invention se trouve davantage du côté d'une forme de création. Dans le cas du spinozisme du XVIIIe siècle, il rend donc davantage justice à « la grande masse de ce qui fait la présence du spinozisme dans la France des Lumières »<sup>2552</sup>, et qui est éloigné des liens que l'historien des idées juge habituellement attestés et attestables.

La situation change au XIXe siècle, quand Spinoza accède à une visibilité nouvelle grâce à des traductions de son œuvre, principalement en Allemagne. Hegel le consacre en philosophe majeur et estime que le philosophe hollandais est « le point cardinal de la philosophie : ou le

---

<sup>2546</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>2547</sup> Jonathan I. Israël, *Les lumières radicales. La philosophie, Spinoza et la naissance de la modernité (1650-1750)*, Paris, Editions Amsterdam, 2005. Il reprend le terme à Margaret C. Jacob, *The Radical Enlightenment : Pantheists, Freemasons, and Republicans*, Metairie, Cornerstone Book Publishers, 1981.

<sup>2548</sup> Pour une discussion sur les Lumières à partir du spinozisme, voir Antoine Lilti, « Comment écrit-on l'histoire intellectuelle des Lumières ? Spinozisme, radicalisme et philosophie », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2009/1 (64e année), p. 171-206.

<sup>2549</sup> Mogens Laerke, « La réception du spinozisme aux XVIIe et XVIIIe siècles », in Pierre-François Moreau et Charles Ramond (dir.), *Lectures de Spinoza*, Paris, Ellipses, 2006.

<sup>2550</sup> Yves Citton, « L'invention du spinozisme dans la France du XVIIIe siècle », in Laurent Bove, Catherine Secretan et Tristan Dagron, *Qu'est-ce que les Lumières radicales ?...*, *op. cit.*, pp. 309-324.

<sup>2551</sup> *Ibid.*, p. 309.

<sup>2552</sup> *Ibid.*

spinozisme, ou pas de philosophie » Il ajoute : « Quand on commence à philosopher on doit tout d'abord être spinoziste »<sup>2553</sup>. Au-delà de Hegel, c'est l'ensemble de la pensée allemande qui, à partir de la fin du XVIIIe siècle, parle de Spinoza, notamment lors de la querelle dite du « panthéisme ». Elle oppose centralement Mendelssohn, Lessing et Jacobi, ce dernier accusant dans ses *Lettres à Moses Mendelssohn sur la philosophie de Spinoza* (1785) le rationalisme des Lumières mais aussi le spinozisme d'engendrer l'athéisme<sup>2554</sup>. Dans ce tableau, Marx fait plutôt figure d'exception. En effet, s'il n'ignore pas Spinoza, il ne se réfère que peu au philosophe hollandais et, quand il le fait, c'est à travers ces controverses dont il est contemporain. Bernardo Bianchi a retracé les diverses références à Spinoza dans les textes de Marx, les premières remontant à 1841. Dans l'ensemble, elles sont très peu nombreuses (une seule fois dans sa thèse, trois dans les cahiers préparatoires à celle-ci, deux fois dans ses articles journalistiques) et sont généralement utilisées à l'appui de critiques vis-à-vis de la religion<sup>2555</sup>.

En France, à part Pierre Bayle, Spinoza n'a eu que peu de continuateurs jusqu'à la fin du XIXe siècle. Victor Delbos (1862-1916), normalien, agrégé de philosophie, est un catholique mais laïque, et un républicain, proche de Durkheim et Jaurès. Il publie en 1893 *Le problème moral dans la philosophie de Spinoza et dans l'histoire du Spinozisme* et fait ensuite paraître *Le spinozisme* en 1916 d'après les notes d'un cours qu'il donna à la Sorbonne en 1912-1913. L'autre spinoziste à l'époque est Léon Brunschvicg (1869-1944), lui aussi normalien et agrégé de philosophie, qui publie en 1923 *Spinoza et ses contemporains*. Philosophe idéaliste, juif, Léon Brunschvicg est lui aussi un intellectuel de gauche marqué par l'affaire Dreyfus et membre de la Ligue des Droits de l'Homme.

Chez Brunschvicg et Delbos<sup>2556</sup>, c'est l'interprétation panthéiste de Spinoza qui est mise en avant : Dieu est partout dans la nature, il est la nature<sup>2557</sup>. À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, en plein débat sur la séparation de l'Église et de l'État, cette thèse signifie qu'il faut penser ce qui enveloppe l'humain, à savoir la nature. Mais c'est aussi une critique du

<sup>2553</sup> Hegel, *Leçons sur l'histoire de la philosophie*, Paris, Vrin, 1985, p. 1453.

<sup>2554</sup> Voir Sylvain Zac, *Spinoza en Allemagne. Mendelssohn, Lessing et Jacobi*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1989. Voir aussi « La renaissance de Spinoza dans la philosophie religieuse en Allemagne à l'époque de Goethe », in Sylvain Zac, *Essais spinozistes*, Paris, Vrin, 1985. Voir également Jean-Marie Vaysse, *Totalité et subjectivité. Spinoza dans l'idéalisme allemand*, Paris, Vrin, 1994.

<sup>2555</sup> Voir Bernardo Bianchi, *Le fil rouge..., thèse. cit.*, principalement le chapitre 4 intitulé « Les ruses de la complicité : sur l'influence supposée de Spinoza sur Marx », pp. 110 et sq.

<sup>2556</sup> Et malgré les écarts entre les textes de Delbos, qui sont avant tout liés au changement de climat politique, Alexandre Matheron allant jusqu'à parler de « deux Spinoza » chez Delbos. Ce seraient les idées les plus liées à la philosophie allemande – et notamment le mot « vie » - qui seraient évacuées vers 1910, alors que le patriotisme français se développe. Voir Alexandre Matheron, « Les deux Spinoza de Victor Delbos », in André Tosel\*, Pierre-François Moreau et Jean Salem (dir.), *Spinoza au XIXe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008, pp. 311-318.

<sup>2557</sup> *Deus sive Natura*, pour Spinoza.



dogmatisme. Comme l'écrit Tosel\*, « le panthéisme signifie une lutte contre les orthodoxies religieuses et pour les institutions politiques libres », à une époque où « Spinoza sent encore le souffre »<sup>2558</sup>. Ce n'est donc pas un hasard qu'il soit à cette époque mis en avant par Brunschvicg et Delbos, tous deux progressistes, de gauche, l'un catholique mais laïc, l'autre juif et pour la séparation de l'Église et de l'État, et donc, aussi, du côté du savoir et de la médecine<sup>2559</sup>.

Au-delà de ces deux interprètes, on peut dire que la réception française de Spinoza a quatre caractéristiques. Premièrement, elle est quantitativement faible et passe principalement par la figure de Descartes (dont Spinoza revendique l'héritage), représentant par excellence de l'esprit français et omniprésent dans l'histoire de la philosophie du XVIIe siècle en France<sup>2560</sup>. La réception de Spinoza illustre plus généralement le poids de la dimension française dans la philosophie académique, et on peut rappeler qu'un auteur comme Hegel (1770-1831) a été lui aussi longtemps ignoré<sup>2561</sup>. Deuxièmement, Spinoza n'entre que tardivement dans le canon philosophique. Si nous ne pouvons ici faire une histoire précise de l'enseignement de Spinoza qui permettrait de mesurer clairement sa place dans la formation universitaire, on peut voir un indice de cette marginalité dans le canon philosophique français avec son entrée tardive, en 1954, dans la bibliothèque de la Pléiade. Troisièmement, la réception française est non seulement limitée, mais elle ignore aussi largement les textes politiques de Spinoza jusque dans les années 1960. Pierre-François Moreau, lui-même acteur du renouveau du spinozisme politique, précise :

« À la fin du XIXe, quand on commence vraiment à être sérieux sur Spinoza, les gens acceptent l'idée que Spinoza est un théoricien politique. Le grand ouvrage, à l'époque, en 1895, c'est Victor Delbos. La thèse de Delbos est de part en part morale et politique. Il n'y a pas de différences entre l'*Éthique* et les *Traité*s. Ça s'arrête à la guerre de 14. Quand on regarde le deuxième livre de Delbos, il date de juste avant la guerre de 14 [publié en 1916 mais d'après des cours de 1912-1913], qui s'appelle *Le spinozisme*, Spinoza devient un métaphysicien, un théoricien de la connaissance. En gros, il étudie les deux premiers livres de l'*Éthique*, et si on a du temps à perdre on peut regarder les trois suivants, mais le *Traité Politique* et le *TTP*... Et on en reste là jusqu'en 1970 »<sup>2562</sup>.

---

<sup>2558</sup> André Tosel\*, « présentation », in André Tosel\*, Pierre-François Moreau et Jean Salem (dir.), *Spinoza au XIXe...*, *op.cit.*, pp. 7-18.

<sup>2559</sup> Sur l'histoire de la laïcité, voir principalement les travaux de Jean Baubérot, et notamment *Histoire de la laïcité en France*, Paris, PUF, 2017 pour la 7e édition.

<sup>2560</sup> Stéphane Van Damme, *Descartes : essai d'histoire culturelle d'une grandeur philosophique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

<sup>2561</sup> En 1948, Georges Canguilhem écrit qu'« Hegel est entré en France un siècle après sa mort ». Cf. Georges Canguilhem, « Hegel en France », *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, 28-29e année n° 4, 1948, p. 282.

<sup>2562</sup> Entretien avec Pierre-François Moreau, 18 mars 2017.

André Tosel\* [voir l'encadré n° 6], autre acteur de la lecture marxiste de Spinoza, décrit le rapport aux textes politiques de Spinoza quand il commence à travailler sur sa thèse, à la fin des années 1960 :

« AA : Quand vous vous y intéressez, quel Spinoza vous apprend-on pendant vos années de formation ?

AT : *Avant Matheron, et des gens comme Balibar\* et moi... Le Spinoza qu'on apprend c'est exclusivement le panthéiste, et le rationaliste.*

AA : Les deux traités politiques sont quasi absents ?

AT : *Ils ne sont pas lus ! Le TTP n'est pas lu, très peu. Quand moi j'ai fait ma thèse c'est sur le TTP [...]. Je la finis dans les années 1980 mais je l'avais travaillée pendant longtemps. Ce TTP a été très peu fréquenté en France. Il y a eu très peu de choses quand moi j'ai commencé »<sup>2563</sup>.*

Dernier point qui caractérise la réception française et participe à sa marginalité : l'état des éditions de textes spinozistes est, jusqu'aux années 1960, jugé de mauvaise qualité par les philosophes. Pierre-François Moreau répond en ces termes quand je lui demande quels sont les défauts de l'édition de la Pléiade de 1954 :

AA : *Qu'est-ce qu'il manque ?*

PFM : C'est simple, il y a une règle absolue qui est de ne jamais utiliser les livres de la Pléiade en philo. La Pléiade, c'est une édition de littérature, chez Gallimard qui est un éditeur de littérature. Le Pascal, raté. Le Descartes est raté, le Spinoza est raté [...]. Dans les années 50, l'idée c'était presque de faire des morceaux choisis [...]. C'est scandaleux ».

Pour étayer sa critique à l'endroit de l'édition Gallimard, Pierre-François Moreau prend l'exemple d'un terme latin que l'on trouve chez Spinoza et qui est traduit dans la Pléiade par le terme anachronique de « haut-fonctionnaire ». La mauvaise qualité de la traduction se double, d'après lui, de la faiblesse de certaines études. Il souligne pour le déplorer que si peu de philosophes s'intéressent à Spinoza, c'est aussi que certains littéraires s'emparent à l'époque du philosophe hollandais. Il prend l'exemple de la position de Paul Vernière – dont on a vu qu'il a écrit sur l'histoire sociale du spinozisme avant la Révolution — dans les études spinozistes françaises durant les années 1950, 1960 et 1970 :

« Vernière c'est un littéraire. Il n'y a pas de philosophe qui s'intéresse à Spinoza. Quand vous lisez le bouquin de Vernière, vous apprenez plein de choses érudites, mais vous n'apprenez rien en philo. Et alors ce qui était marrant, c'est que dans les années 1970, je me souviens à la soutenance de thèse de Tosel\*, ça avait été difficile de constituer un jury. Parce qu'il n'y avait pas de philosophe. Pour devenir maître de conf, ça allait, mais pour devenir prof, pour une thèse d'État... Donc ils ont mis Vernière dans le jury. Il était totalement déboussolé sur la philo parce qu'il n'avait rien à dire, donc il a passé

---

<sup>2563</sup> Entretien avec André Tosel\*, 12 octobre 2016.

une heure à dire qu'à la page trente, vous avez oublié une virgule, etc.... Et je me souviens que Macherey\* et Balibar\* étaient venus me voir en me disant " mais il se moque du monde !". Mais pour un littéraire, rentrer vraiment dans Spinoza c'est loin d'être évident »<sup>2564</sup>.

Si le jugement négatif de Moreau sur Vernière – et, avec lui, d'autres interprètes marxistes de Spinoza comme Balibar\* et Macherey\* - est sans doute d'abord une critique disciplinaire de philosophes adressée à des littéraires qui ne seraient pas capables de comprendre réellement les textes difficiles, il est aussi politique, Vernière étant souvent jugé comme conservateur.

Dans l'ensemble, on peut dire que si Spinoza n'est pas une figure entièrement marginale dans la philosophie française, cet auteur complexe reste à la fois largement éclipsé par Descartes — et, plus globalement, par la philosophie française – et les interprétations spinozistes existantes le limitent à un penseur peu politisé et souvent étudié à travers sa dimension juive. La situation change profondément au début des années 1960.

#### **Encadré n° 6 : André Tosel\*, marxiste spinoziste**

André Tosel\* est né le 15 juin 1941 à Nice dans une famille de droite catholique. Sa mère, fille d'immigrés italiens, est femme au foyer. Son père, employé à la Compagnie du gaz, est un « militant vichyste et milicien », découverte qui provoque chez André Tosel\* une grande honte « au fur et à mesure qu'[il] formait des convictions "progressistes" »<sup>2565</sup>, à savoir dès la guerre d'Algérie, alors qu'il étudie d'abord à Nice, puis en khâgne au lycée Louis-le-Grand et enfin, à partir de 1961, à l'ENS Ulm. C'est là qu'il passe d'une politisation catholique progressiste, au sein de la JEC (il est membre du bureau national), à un engagement marxiste par le biais d'Althusser\*. D'abord proche de l'extrême-gauche maoïste autour de Mai-Juin 1968, il se rapproche du PCF, et prend sa carte en 1973<sup>2566</sup>. Dans l'entretien donné à *Période*, il précise : « La religion – le catholicisme de gauche, plus précisément – a été pour moi un langage et une pratique constitutifs de sens et d'orientation, avant la philosophie dont je redoutais l'abstraction et l'éloignement de la dimension existentielle. Elle me paraissait souvent abandonner le réel au domaine des spéculations intéressantes mais séparées. [...] La lecture de Spinoza commença à déconstruire ce projet alors que je continuais à militer à la JEC et que j'y occupais des fonctions modestes de responsabilité [...]. Doutes théoriques et contestation éthique et politique finirent par parvenir à un point de rupture qui fut vécu sans trouble. Une impulsion s'était épuisée de par son mouvement propre. C'est à l'ENS qu'il fut atteint et là la rencontre avec Althusser\* fut décisive ». Dans notre entretien, il poursuit : « Et je rencontre donc à l'École normale ce groupe de gens autour d'Althusser\* qui m'ont absolument impressionné puisque Balibar\*, écrire ce qu'il a écrit sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique à 23/24 ans, ça a un côté vraiment génial. Voilà donc il y a ce mouvement qui m'attire, moi je suis parti de Spinoza, avant de connaître Althusser\* et Marx je connaissais Spinoza. Au fond je suis sorti du christianisme par la voie de Spinoza, et j'ai radicalisé Spinoza en en faisant un critique radical de la superstition »<sup>2567</sup>.

<sup>2564</sup> Entretien avec Pierre-François Moreau, 18 mars 2017.

<sup>2565</sup> « De Spinoza à Gramsci : entretien avec André Tosel », revue *Période*, en ligne.

<sup>2566</sup> *Ibid.* Il ajoute plus loin que le séminaire autour de *Lire le Capital* fut « un choc, un tournant. Je décidai alors de travailler Marx en qui je vis d'abord le continuateur de Spinoza, le critique des autorités économique-politico-théologiques et en même temps le penseur épocal de l'émancipation, le concepteur et le politique d'une autre pratique de la philosophie, immanentiste, anti-métaphysique, matérialiste de type nouveau ».

<sup>2567</sup> Entretien avec André Tosel\*, 12 octobre 2016.

Ainsi, s'il arrive à l'ENS avec en tête un travail sur la religion, sa sortie du militantisme catholique vers le communisme coïncide avec une transformation de son approche de Spinoza, puisque c'est désormais à travers non pas la dimension spirituelle mais bien la critique de la religion qu'il aborde le philosophe hollandais. André Tosel\* commence ensuite une carrière de philosophe. Après l'agrégation obtenue en 1965, il est nommé au lycée de jeunes filles de Nice puis recruté en 1967 comme assistant, puis maître-assistant et enfin maître de conférences à l'université de Nice. La soutenance de sa thèse d'Etat – consacrée justement à la politique dans la pensée de Spinoza, et qui fut publiée sous le titre *Spinoza ou le crépuscule de la servitude : Essai sur le Traité théologico-politique* (Aubier, 1984) – lui a permis ensuite de devenir professeur à Besançon, puis à Paris I, et enfin de nouveau à Nice.

Durant toutes ces années, André Tosel\* a des responsabilités partisans. Il est durant les années 1970 responsable aux intellectuels au bureau fédéral du PCF des Alpes-Maritimes tout en étant militant au Snesup de 1967 à 2003. À ce propos, il précise : « J'étais à la fois responsable aux intellectuels, vice-président de l'université de Nice, et secrétaire de la section Snesup pendant dix ans ! Et nous étions 100 dans la section des intellectuels à Nice. Il y a 200 communistes maintenant [à Nice en 2016]. Et à l'époque : 100 universitaires ! Et j'étais obligé de gérer la débâcle avec la fédération, je disais que les gens s'en allaient, qu'ils ne comprenaient pas. C'était l'époque où le PCF sort de l'Union de la gauche sur la question des nationalisations parce qu'il se rend compte que le PS profite plus de l'union. Et moi je leur disais qu'il ne fallait pas faire comme ça, qu'il fallait rester... parce que j'avais vu venir le coup que, même si sur le fond il y avait des trucs justes, la majorité de l'opinion de gauche rendrait le parti communiste responsable par sectarisme de la fin de l'union de la gauche, et que finalement il serait perdant sur tous les tableaux. [...] Voilà donc pour vous dire que j'ai vu s'effondrer ce secteur, passé d'une centaine d'intellectuels communistes à 7-8. En quatre ans ».

André Tosel\* se détache lui aussi, finalement, du PCF au début des années 1980, peu après la publication de *Marx et sa critique de la politique* avec Étienne Balibar\* et Cesare Luporini (Maspero, 1979). Du point de vue du travail intellectuel, il écrit un article d'une centaine de pages sur l'histoire du marxisme pour l'histoire de la philosophie dans la Pléiade (1974)<sup>2568</sup>, participe au *Dictionnaire critique du marxisme* et aux activités du laboratoire de Nanterre au cours des années 1980, et écrit beaucoup sur Marx et, au fil des années, de plus en plus sur Spinoza. Ainsi, si Marx a sorti André Tosel\* du militantisme catholique, la crise du marxisme le ramène vers Spinoza<sup>2569</sup> et, aussi, vers Gramsci, dont il est un spécialiste reconnu. André Tosel\* ne s'est jamais véritablement éloigné de la politique partisane. En 2013, il reprend sa carte au PCF, signe qu'il est resté proche toute sa vie du communisme et, plus globalement, d'un projet politique émancipateur. Il s'est éteint le 14 mars 2017, à Nice.

### ***Spinoza dans les « années 1968 ». La nouveauté d'une lecture « marxiste »***

L'étude de la pensée spinoziste connaît, à partir des années 1960, un essor important. De nombreux textes sur le philosophe hollandais sont publiés, souvent consacrés à sa théorie de la connaissance ou à la place de la religion dans son système. C'est le cas chez plusieurs penseurs d'origine juive comme Robert Misrahi, et le colloque sur « Spinoza, la science et la religion » qui s'est tenu à Cerisy du 20 au 27 septembre 1982 en est une bonne illustration<sup>2570</sup>.

<sup>2568</sup> André Tosel\*, « Développement du marxisme en Europe occidentale depuis 1917 », Collectif, *Histoire de la philosophie*, Paris, Gallimard, « Pléiade », 1974.

<sup>2569</sup> Il raconte d'ailleurs en entretien s'être plus tard « rattrapé » en donnant « une place à la religion qui ne peut pas disparaître chez Spinoza, elle doit être aménagée, transformée, réformée », entretien avec André Tosel\*.

<sup>2570</sup> Colloque de Cerisy, *Spinoza, science et religion*, Paris, Vrin, 1988.

La période est également marquée par les travaux des philosophes Martial Guéroult<sup>2571</sup>, professeur au collège de France de 1951 à sa retraite en 1962, et de Ferdinand Alquié<sup>2572</sup>, qui finit sa carrière à la Sorbonne. Dans l'ensemble, au-delà de leur qualité, ces textes restent pris dans la réception française antérieure : ils sont essentiellement consacrés à l'*Éthique* et à sa dimension géométrique, et laissent de côté les textes politiques<sup>2573</sup>.

La nouveauté des années 1960 réside dans le développement d'une lecture nouvelle de Spinoza qui s'appuie centralement sur le *TTP* et sur le *TP*. Elle est produite par des intellectuels marxistes mais souvent critiques vis-à-vis du stalinisme. On doit certains des textes fondateurs de cette interprétation à Alexandre Matheron<sup>2574</sup>, qui, proche de Guéroult qui fut son « parrain »<sup>2575</sup> au CNRS -, applique sa méthode systématique aux textes politiques de Spinoza dans *Individu et communauté chez Spinoza*, (Paris, Minuit, 1969), tiré de sa thèse<sup>2576</sup>. S'intéressant aux trois derniers livres de l'*Éthique* mais aussi au *TTP* et au *TP*, Matheron y développe une analyse de la puissance, des passions et des conflits et tente d'articuler ce qui lie l'individu et la communauté chez Spinoza, et donc ce qui est commun – et politique – chez le philosophe hollandais. Dans cette étude matérialiste, l'interrogation de l'idée communiste dans un travail d'histoire de la philosophie est pour le lecteur limpide, comme le montre le compte-rendu de l'ouvrage publié dans *Le Monde* en 1970, par le philosophe et chroniqueur Jean Lacroix qui utilise deux fois le mot « communiste »<sup>2577</sup>.

---

<sup>2571</sup> Martial Guéroult, *Dieu (Éthique, livre I)*, Paris, Aubier-Montaigne, 1968 ; *L'Âme (Éthique, livre II)*, Paris, Aubier-Montaigne, 1974.

<sup>2572</sup> Il publie notamment des textes choisis de l'*Éthique* aux PUF en 1961, ainsi que des cours professés en Sorbonne, comme *Nature et vérité dans la philosophie de Spinoza*, Les Cours de Sorbonne, CDU, 1965. Ses leçons de 1958-1959 sur Spinoza ont été republiées en 2003 par les Éditions La table ronde.

<sup>2573</sup> Guéroult consacre deux études aux deux premiers livres de l'*Éthique* et son projet, resté inachevé avec son décès en août 1976, portait sur le reste de l'*Éthique*.

<sup>2574</sup> Né en 1926, Alexandre Matheron fait des études de philosophie à l'université jusqu'à l'agrégation en 1956. Il est assistant à la faculté des lettres d'Alger de 1957 à 1963, puis attaché de recherche au CNRS avant d'être de 1968 à 1971 maître-assistant à l'université de Nanterre. Après 1971 et jusqu'à sa retraite en 1992, il est professeur à l'ENS de Fontenay Saint-Cloud, où le marxisme est très diffusé. Lui-même membre du PCF de l'après-guerre jusqu'en 1957, il reprend ensuite sa carte de 1964 à 1978 mais, comme il le précise, « toutes mes sympathies allaient aux oppositionnels, aussi bien à Althusser\* qu'à Labica\* et à mes élèves et anciens élèves de la revue *Dialectiques*. Je restais simplement marxiste dans un sens large ». Voir Alexandre Matheron, « A propos de Spinoza », *Multitudes*, n°3, novembre 2000, p. 169.

<sup>2575</sup> À l'époque, il est nécessaire d'être parrainé par un membre du CNRS pour y candidater.

<sup>2576</sup> Il publie également *Le Christ et le salut des Ignorants chez Spinoza* (Paris, Aubier-Montaigne, 1971, tiré de sa thèse complémentaire) et *Anthropologie et politique au XVIIe siècle. Études sur Spinoza* (Paris, Vrin, 1985).

<sup>2577</sup> Il écrit par exemple : « Toute la pensée spinoziste est sous-tendue par la critique de l'homme féodal, qui s'identifie sur le plan politique à l'homme passionné. Le régime féodal est fondé sur l'appropriation du sol et l'attachement à la terre, qui est le plus grand obstacle à l'harmonisation des désirs. La nationalisation du soi et, si possible, des immeubles est le meilleur remède à la lutte des conatus. Non que Spinoza soit " communiste ". Mais il estime que l'État libéral, tel qu'il se dessine en Hollande, procure la loyauté et la bonne foi, en multipliant les échanges et garantissant la liberté de penser, et donne à chacun les plus grandes possibilités de développer sa raison ». Voir Jean Lacroix, « Individu et communauté chez Spinoza », *Le Monde*, 15 août 1970.

D'autres philosophes centraux des « années 1968 » mettent Spinoza au cœur de leur projet intellectuel et politique. C'est le cas de Gilles Deleuze qui fait de Spinoza l'une de ses références centrales aux côtés de Bergson et de Nietzsche<sup>2578</sup>, et même la référence majeure : « C'est sur Spinoza que j'ai travaillé le plus sérieusement d'après les normes de l'histoire de la philosophie, mais c'est lui qui m'a fait le plus l'effet d'un courant d'air qui vous pousse dans le dos chaque fois que vous le lisez, d'un balai de sorcière qu'il vous fait enfourcher. Spinoza, on n'a même pas commencé à le comprendre, et moi pas plus que les autres »<sup>2579</sup>. De fait, c'est bien à l'étude de Spinoza que Deleuze a consacré la plus grande partie de son travail à partir de 1968, de sa thèse complémentaire sur « L'idée d'expression dans la philosophie de Spinoza » soutenue en 1968 avec Ferdinand Alquié, jusqu'à ses séminaires à Paris-VIII consacrés à Spinoza au moment où il est au programme de l'agrégation du philosophe en 1971-1972<sup>2580</sup> en passant par la publication en 1970 d'extraits choisis<sup>2581</sup>. En 1978, Deleuze fait paraître « Spinoza et nous », texte issu d'une conférence prononcée en 1977 à l'occasion du tricentenaire de la mort de Spinoza. En 1981, il continue à travailler sur le philosophe hollandais en publiant *Spinoza, philosophie pratique* chez Minuit. Dans tous ces textes, contre l'image d'un Spinoza pur métaphysicien, Deleuze place la liberté et le corps au centre de sa propre philosophie du devenir et de la différence. Il écrit encore en 1991 que Spinoza est le « prince des philosophes. Peut-être le seul à n'avoir passé aucun compromis avec la transcendance, à l'avoir pourchassée partout »<sup>2582</sup>.

Louis Althusser\* a, lui aussi, cherché chez Spinoza des réponses aux impasses du marxisme dans les années 1960 et à son projet de le renouveler. C'est, comme on l'a vu, du nom du philosophe qu'il baptise le groupe « clandestin » qu'il organise à l'ENS vers 1967. C'est aussi à Spinoza qu'Althusser\* se réfère à plusieurs reprises dans les deux tomes de *Lire le Capital* (Maspero, 1965). Il écrit par exemple que

---

<sup>2578</sup> Voir François Dosse, *Gilles Deleuze, Félix Guattari. Biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2009 [2007], et principalement le chapitre 7, « Nietzsche, Bergson, Spinoza : une triade pour une philosophie vitaliste », pp. 159-184. Sur la place de Nietzsche en France jusqu'aux années 1970, voir Louis Pinto, *Les neveux de Zarathoustra. La réception de Nietzsche en France*, Paris, Seuil, 1995.

<sup>2579</sup> Cité par François Dosse, *Gilles Deleuze...*, *op. cit.*

<sup>2580</sup> On peut d'ailleurs penser que dans le contexte de l'après-1968, Spinoza a été davantage préparé qu'Aristote, l'autre auteur au programme. Marc Abélès\*, dont on a vu le rôle à Saint-Cloud et dans *Dialectiques* [voir le chapitre 2], écrit à propos de ce concours de l'agrégation que « les critiques fusaient à propos de l'arbitraire de ce jury ayant choisi de redonner Aristote à commenter, alors que toutes les prépas à l'agrégation avaient fait la part belle à Spinoza ». C'est cet épisode qui le pousse au boycott, sous l'impulsion de David Kaisergruber\* (Voir Marc Abélès, *Carnets...*, *op. cit.*, pp. 92-93). Rappelons que Matheron vient d'arriver à l'époque à Saint-Cloud, et qu'Althusser\* est bien sûr à l'ENS, même si Pierre-François Moreau affirme qu'il n'a pas fait cours directement sur Spinoza (Entretien avec Pierre-François Moreau, 18 mars 2017).

<sup>2581</sup> Gilles Deleuze, *Spinoza, textes choisis*, Paris, PUF, 1970.

<sup>2582</sup> Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie ?...*, *op. cit.*, p. 49. Quelques pages plus loin, il qualifie Spinoza de « Christ des philosophes » (p. 59).

« Spinoza introduit une révolution théorique sans précédent dans l'histoire de la philosophie, et sans doute la plus grande révolution philosophique de tous les temps, au point que nous pouvons tenir Spinoza, du point de vue philosophique, pour le seul ancêtre direct de Marx. Pourtant, cette révolution radicale a été l'objet d'un refoulement historique prodigieux, et il en a été de la philosophie spinoziste à peu près ce qu'il en a été et ce qu'il en est encore en certains pays, de la philosophie marxiste : elle a servi d'injure infamante au chef d'inculpation "d'athéisme". L'insistance avec laquelle les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles officiels se sont acharnés sur la mémoire de Spinoza, la distance que tout auteur devait inéluctablement prendre à l'égard de Spinoza pour avoir le droit d'écrire (cf. Montesquieu), témoigne non seulement de la répulsion mais aussi de l'extraordinaire attrait de sa pensée. L'histoire du spinozisme refoulée de la philosophie, se déroule alors comme une histoire souterraine qui agit en d'autres lieux, dans l'idéologie politique et religieuse (le déisme) et dans les sciences, mais pas sur la scène éclairée de la philosophie visible »<sup>2583</sup>.

Althusser\* intitule également le chapitre 4 de ses *Éléments d'autocritiques* « Sur Spinoza » (Paris, Hachette, 1974), et le philosophe communiste confesse dans sa soutenance de thèse à Amiens s'être « autorisé de passer par Spinoza pour comprendre pourquoi Marx avait dû passer par Hegel »<sup>2584</sup>, ajoutant ancrer son propre travail dans la « voie qui [lui] a été ouverte [...] par deux philosophes dans l'histoire : Spinoza et Marx ».

Cette relation à Spinoza, qu'Althusser présente parfois en s'excusant et qu'il ne développe jamais dans une étude spécifique, est avant tout, pour Moreau, une « incitation à penser »<sup>2585</sup>. Cette « incitation » s'inscrit dans la démarche d'Althusser\* qui vise à élargir le marxisme et à étudier réellement Marx en philosophe pour combler le « déficit d'une théorie marxiste que le stalinisme a stérilisé »<sup>2586</sup>, geste politique vis-à-vis du statut d'intellectuel communiste puisque « la responsabilité de la théorie incombe aux partis marxistes-léninistes »<sup>2587</sup> [voir le chap. 1 sur Althusser\* dans le contexte des années 1960]. Aller chercher Marx est, néanmoins, dans la gamme des « gestes » de l'intellectuel communiste, l'un des moins risqués puisque la recherche des « précurseurs » de Marx est politiquement moins délicate que celle des successeurs, les premiers n'ayant pu logiquement critiquer Marx [cf le chap. 3]. Dès lors, parler de Spinoza peut être plus difficilement vu comme un « révisionnisme » et un « déviationnisme ». C'est d'autant plus vrai que le statut même du spinozisme joue : les textes de Spinoza sont à la fois très difficiles d'accès et théoriques, mais aussi ouverts à l'interprétation concernant les textes les plus politiques. Dès lors, les « prises »

---

<sup>2583</sup> Louis Althusser\* (dir.), *Lire le capital. Tome 2*, Paris, Maspero, 1965, pp. 50-51.

<sup>2584</sup> Louis Althusser\*, « Soutenance d'Amiens », in Louis Althusser\*, *Positions*, Paris, Editions sociales, 1976, p. 142.

<sup>2585</sup> Pierre-François Moreau, « Althusser\* et Spinoza », in Pierre Raymond\* (dir.), *Althusser philosophe*, Paris, PUF, 1997, p. 75.

<sup>2586</sup> Bernard Pudal, « Un inédit de Louis Althusser\* : la note à Henri Krasucki\*... », *art. cit.*

<sup>2587</sup> Roger Martelli\*, *Une dispute communiste...*, *op. cit.*, p. 25.

matérialistes et athées de sa pensée s'inscrivent pleinement dans un projet de renouvellement théorique du marxisme. Enfin, la mise en avant par Althusser\* de la philosophie de Spinoza et en particulier de ses textes politiques doit être comprise comme un geste orienté contre le conservatisme de la discipline philosophique. Contre les défenseurs de l'histoire de la philosophie, il écrit en 1968 qu'ils « ne font que répéter des platitudes et vieilleries qui appartiennent à ce que la philosophie est bien obligée de considérer comme son histoire », ajoutant que « tout ce qui touche à la politique peut être mortel à la philosophie car elle en vit »<sup>2588</sup>.

Le cas de Jean Préposiet, très proche de notre population sans en être, mérite d'être développé car il condense tous les éléments qui caractérisent cette réception marxiste de Spinoza. Né le 25 avril 1926 à Roanne, Jean Préposiet soutient sa thèse de philosophie en 1964 à Besançon avant d'être détaché dans l'enseignement supérieur algérien à partir de 1965 puis de revenir dans le secondaire et comme chargé de cours à l'université de Besançon. Auteur d'une très imposante *Bibliographie spinoziste* publiée en 1973 aux Belles Lettres, il est surtout l'auteur de *Spinoza et la liberté des hommes* (Gallimard, 1967)<sup>2589</sup>. Politiquement proche de l'anarchisme<sup>2590</sup>, Jean Préposiet s'intéresse lui aussi à la dimension libératrice de la philosophie spinoziste.

Dans ses textes, et en prenant appui sur l'*Éthique* mais aussi sur le *TTP* et le *TP*, il souligne, premier point, l'aspect communautaire et transindividuel de la liberté naturelle des hommes quand il écrit que « dès le départ Spinoza veut dépasser le subjectivisme moral et l'idéalisme égotiste et l'on trouve autrui présent au cœur de son projet fondamental », puis ajoute que nous sommes tous « sujets dans un monde qui nous est commun »<sup>2591</sup>. La conséquence, directement politique, conduit à faire de Spinoza un penseur profondément démocratique considérant que seule la démocratie peut respecter une telle exigence de liberté. Deuxième point : la philosophie politique de Spinoza est pratique et immanentiste. Certes, Jean

---

<sup>2588</sup> Louis Althusser\*, *Lénine et la philosophie*, Paris, Maspero, 1969, p. 7 et p. 14.

<sup>2589</sup> Ce texte est issu de sa thèse de doctorat soutenue en 1964 à Besançon et intitulée « Nature divine et société humaine dans le système de Spinoza : étude sur la liberté spinoziste ».

<sup>2590</sup> Jean Préposiet est l'auteur d'une *Histoire de l'anarchisme* (Tallandier, 1993), et a écrit l'entrée « Kropotkine (1842-1921) : l'économie libertaire », dans Alain Caillé (dir.), *Histoire raisonnée de la philosophie morale et politique*. Paris, La Découverte, 2001, pp. 582-587. Après sa mort en 2009, un texte d'hommage a été publié dans *Le Monde Libertaire* par un membre du groupe de la fédération anarchiste de Besançon (<https://monde-libertaire.fr/?page=archives&numarchive=12636>). Voir aussi Daniel Colson, « La liberté, l'anarchisme et Spinoza. À propos de la réédition d'un livre de Jean Préposiet », *Réfractions*, 2011. Disponible en ligne : <http://refractions.plusloin.org/IMG/pdf/2707.pdf>; Voir aussi Daniel Colson, « Lectures anarchistes de Spinoza », *Réfractions*, n°2, 1998.

<sup>2591</sup> Jean Préposiet, *Spinoza et la liberté des hommes*, Paris, Gallimard, 1967, p. 25.



Préposiet ne va pas jusqu'à rattacher la « *praxis* spinoziste » à celle de Marx<sup>2592</sup>, mais il écrit que « Spinoza appartient indiscutablement à la lignée du réalisme politique »<sup>2593</sup> et que « le spinozisme ne peut absolument pas passer pour un idéalisme. L'histoire ne "vient pas d'en haut". Elle ne comporte aucune signification surnaturelle »<sup>2594</sup>. Contre l'approche religieuse et même panthéiste, la philosophie de Spinoza débouche pour Préposiet sur une critique radicale de la religion comme autorité temporelle<sup>2595</sup>. La dimension pratique et matérialiste de la pensée de Spinoza le transforme en un pourfendeur de toutes les croyances : bref, en athée. C'est en revenant sur le contexte religieux du XVIIIe siècle<sup>2596</sup> et sur son herem le 27 juillet 1656<sup>2597</sup> que Jean Préposiet montre la portée de la position de Spinoza sur la religion qui, loin de vouloir justifier l'existence de Dieu comme Descartes, Leibniz ou Malebranche, se contente de montrer qu'« au fond, la vie religieuse authentique n'est pas autre chose que la vie morale »<sup>2598</sup>. Cet effacement de la religion s'accompagne de critiques de la Bible<sup>2599</sup>, du prophétisme et des miracles ainsi que d'un rejet de toute transcendance. L'auteur s'appuie ici sur le herem de Spinoza et ses relations tendues avec les religions instituées pour affirmer que « le problème de la liberté subit une translation essentielle, en passant du plan théologique (Moyen-Âge chrétien) au plan anthropologique (philosophie moderne) »<sup>2600</sup>.

Le *TTP* et le *TP* sont ainsi relus à travers le marxisme des années 1960, et la démocratie populaire est mise au premier plan chez Préposiet puisque la critique de l'autorité religieuse a pour corollaire, dans son interprétation, la critique de l'autorité politique. Celle-ci passe par

---

<sup>2592</sup> « Bien sûr, écrit-il, nous restons encore, avec cette notion de *praxis communis*, plus près de l'idée cartésienne de sens commun que de l'idée marxiste de *praxis*. Marx donnera à cette notion le sens précis d'une action concrète étroitement liée aux conditions matérielles de la production et du travail des hommes. Le concept de la lutte des classes échappant à Spinoza, la *praxis* spinoziste se situe encore au niveau abstrait de la métaphysique des mœurs, des relations sociales en général, et non pas sur le plan des rapports économiques et politiques réels. Elle reste toujours formelle parce qu'elle n'est pas conçue en fonction d'un travail et d'une pratique de classe, mais en termes d'intérêt général », *Ibid*, p. 33. À l'appui de cette affirmation, l'auteur cite un extrait du *TP* dans lequel Spinoza écrit qu'« en vue de conserver dans le domaine de la science politique, une impartialité identique à celle dont nous avons l'habitude, lorsqu'il s'agit de notions mathématiques, j'ai pris grand soin de ne pas tourner en dérision les actions humaines ». Si elle reste formelle (comme chez Kant, auteur de *La métaphysique des mœurs* en 1775) et non pas, comme chez Marx, attachée aux droits réels, base de sa critique de la révolution et des droits bourgeois, le spinozisme n'en reste pas moins, chez Préposiet, une « *praxis* ».

<sup>2593</sup> *Ibid*, p. 184.

<sup>2594</sup> *Ibid*, p. 186.

<sup>2595</sup> « Son radicalisme philosophique, écrit Préposiet, était absolument incompatible avec la reconnaissance et le respect d'une autorité extérieure, quelle qu'elle soit. Spinoza ne pouvait devenir Spinoza que dans le "déracinement" » total », *Ibid*, p. 148.

<sup>2596</sup> Voir principalement le chapitre « L'autorité politique et le sacré », pp. 117-141.

<sup>2597</sup> *Ibid*, pp. 144 et *sq.*

<sup>2598</sup> *Ibid*, p. 63.

<sup>2599</sup> Voir le chapitre « La critique biblique », *Ibid*, pp. 144 et *sq.*

<sup>2600</sup> *Ibid*, p. 103-104. Il ajoute : « Chaque homme reste bien un effet de la nécessité divine (un produit de l'histoire, dirait-on aujourd'hui où, qu'on le veuille ou non, la transcendance se concrétise de plus en plus dans la fatalité des relations sociales), mais il n'empêche que la réalité humaine ne peut avoir d'autre signification que celle que lui donnent les hommes qui la vivent, puisque Dieu ne "pense" pas, ne "connait" pas l'histoire », *Ibid*, p. 112.

l'accentuation (et sans doute la déformation) de la conception anti-contractualiste de Spinoza. Contre Hobbes, promoteur de ce que Bernard Manin a appelé la « représentation absolue »<sup>2601</sup> mais aussi contre toute la tradition contractualiste, Spinoza est décrit comme le défenseur d'une immanence pure et d'une démocratie véritable où la participation de tous s'oppose à toute forme de verticalité politique et, donc, de délégation<sup>2602</sup>. Jean Préposiet écrit que

« l'impression qui se dégage des traités politiques de Spinoza c'est que tout gouvernement reste soumis, d'une façon permanente à l'approbation populaire, support réel de toute souveraineté. Il se rapproche de la logique de consentement libéral, mais, en élargissant toujours ce consentement à tous, à la "multitude". Si considérable que soit donc le droit, dont une souveraine puissance dispose en tous domaines, si fermement que lui soit reconnu son rôle d'interprète, et du droit humain et du culte le plus fervent, jamais cependant les sujets ne pourront être empêchés de porter des jugements de tout ordre, à leur gré, ni de ressentir tel ou tel sentiment à titre individuel »<sup>2603</sup>.

Contre le gouvernement représentatif vu comme bourgeois, cette lecture permet de faire de Spinoza le défenseur de la démocratie populaire, la seule vraiment authentique.

De plus, toutes les lectures que nous avons abordées partagent la volonté d'intégrer Spinoza à la tradition matérialiste en insistant sur la filiation entre Marx et Spinoza. Certes, cette idée, qui trouve sa source dans les quelques notes de jeunesse de Marx sur le *TTP* et dans les quelques références à Spinoza présentes dans son œuvre, n'est pas nouvelle. En 1929, on lit dans *La Revue marxiste* qu'« il serait absurde de nier que l'origine historique du matérialisme contemporain, de Feuerbach, des matérialistes français du XVIII<sup>e</sup> siècle, est Spinoza, auquel se rattachent tous les matérialistes des temps modernes »<sup>2604</sup>. Plus globalement, la place de Spinoza en Russie soviétique fut loin d'être négligeable, comme l'a montré Georges Kline en 1952<sup>2605</sup>. Il rappelle qu'entre 1927 et 1932, soit pour les 250 ans de la mort de Spinoza et le tricentenaire de sa naissance, des textes de Plékhanov ou de Deborine lui rendent hommage comme précurseur de Marx et font même du matérialisme dialectique une « variété de spinozisme ».

Au sein du communisme français, si Spinoza n'a pas été une figure majeure, il n'a pas non plus été une figure maudite, comme l'atteste l'attrait de Waldeck Rochet pour le philosophe

---

<sup>2601</sup> Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

<sup>2602</sup> Jean Préposiet affirme que « Le spinozisme est une vaste entreprise de désacralisation. Tandis que dans l'*Éthique* Spinoza vise la destruction méthodique de l'anthropomorphisme théologique, dans ses traités politiques il épure la politique de toute référence à un absolu transcendant et préconise un État laïque libéré de toute hypothèque confessionnelle. L'histoire universelle se borne à une dialectique immanente naturelle », *Ibid*, p. 127.

<sup>2603</sup> *Ibid*, p. 209.

<sup>2604</sup> Abram Deborine, « Spinoza précurseur », *Revue marxiste*, n°1, 1929, p. 52.

<sup>2605</sup> Georges L. Kline, *Spinoza in soviet philosophy*, London, Routledge and Paul, 1952. Voir aussi, en français, « La philosophie en Union soviétique autour de 1930 », in Georges Nivat et al (dir.), *Histoire de la littérature russe*, Vol. 3, Paris, Fayard, 1990, pp. 259-263.

hollandais<sup>2606</sup> ou les articles consacrés à Spinoza dans *La Nouvelle Critique* en 1977 et 1978. Si la lecture de Spinoza qui y est proposée tend à mettre en hétérodoxie l'interprétation d'Althusser\*, cette présence de Spinoza peut être interprétée comme une « nouvelle manifestation de la coexistence au PCF d'une culture avant-gardiste et d'une culture républicaine et patrimoniale » et un moyen d'ancrer la stratégie politique du PCF dans un courant rationaliste et républicain<sup>2607</sup>.

Dans l'ensemble, l'intérêt pour Spinoza sur retrouve dans de nombreux espaces « marxistes » dans les années 1968. Par rapport à la période antérieure, cet intérêt se déplace vers ses textes politiques, et les commentaires sur la pensée de Spinoza se développent. Surtout, ils sont principalement dû à des intellectuels « marxistes » au sens large. Plus précisément, cette nouvelle lecture<sup>2608</sup> est principalement le fait d'intellectuels qui, parmi les membres de notre population, sont les plus diplômés et donc constituent l'élite des « intellectuels universitaires » [voir le chapitre 4]. Alors que d'autres s'intéressent, par exemple, à Rosa Luxemburg [voir le chapitre 3], ils sont davantage portés à s'intéresser à un philosophe aussi complexe que Spinoza. Cette lecture « marxiste » fait des émules et s'institutionnalise progressivement, avant de migrer vers d'autres disciplines. Ce phénomène est d'autant plus intense qu'à mesure que le marxisme est confronté à une « crise », Spinoza apparaît comme un moyen de la dépasser et de paraître moins politique tout en continuant à l'être.

#### *Devenirs et institutionnalisation d'une lecture « marxiste ».*

Le chemin tracé par Matheron, Althusser\*, Deleuze ou Préposiet fut suivi par plusieurs autres dans les années 1970 et 1980. Ils furent, pour la plupart, des élèves des premiers, comme Pierre Macherey\* (auteur de *Hegel ou Spinoza*, Maspero, 1979), Étienne Balibar\* (qui publie *Spinoza et la politique*, 1984, aux PUF) ou encore André Tosel\*. Élève de Matheron et d'Althusser\* dans les années 1960, il explique en entretien appartenir à « ce spinozisme mouvementiste, démocrate, que ceux qui sont venus après ont pu trouver idéologique »<sup>2609</sup>. Pierre-François Moreau et Pierre Guénancia\*, tous deux à l'ENS au début des années 1970, me racontent également à quel point l'influence de la lecture « marxiste » de

---

<sup>2606</sup> Althusser fait d'ailleurs référence dans une dédicace aux discussions sur Spinoza qu'ils ont eu ensemble. Voir Bernard Pudal, *Un monde défait...*, op. cit., p. 76 et sq. ainsi que Jean Vigreux, « Waldeck Rochet et les intellectuels », *Nouvelles Fondations*, 2006/3 (n° 3-4), pp. 139-141.

<sup>2607</sup> Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, op. cit., pp. 202 et sq.

<sup>2608</sup> Pour un panorama détaillé de l'histoire de cette lecture « marxiste », voir Jean Préposiet, *Bibliographie spinoziste...*, op. cit., pp. 232 et sq. sur Spinoza et Marx, pp. 275 et sq. sur la philosophie politique et pp. 320-321 sur l'historiographie marxiste.

<sup>2609</sup> Entretien avec André Tosel\*, 12 octobre 2016.

Spinoza a été décisive dans leur trajectoire intellectuelle et politique<sup>2610</sup>. De même, Michèle Bertrand\*, qui publie en 1983 aux PUF son livre *Spinoza et l'imaginaire*, mentionne le rôle d'Althusser\* et se rappelle avoir lu les ouvrages de Deleuze, Macherey\*, Matheron et Negri\*<sup>2611</sup>.

Ce dernier commence à travailler véritablement sur le philosophe hollandais en prison jusqu'à publier, alors qu'il est encore incarcéré, *L'anomalie sauvage : puissance et pouvoir chez Spinoza* (PUF, 1982)<sup>2612</sup>. Il écrit aussi des articles comme celui sur le TP paru en 1986 dans le *Dictionnaire des œuvres politiques*<sup>2613</sup> et dans lequel Negri\* utilise à de multiples reprises le terme « révolutionnaire » pour caractériser la pensée de Spinoza. Ce passage de Marx à Spinoza trouve son origine à la fois dans la « crise » du marxisme – Negri\* parle, dans une lettre envoyée à Guattari\*, de la nécessité de « liquider certains vieux résidus idéologiques »<sup>2614</sup> — et dans sa proximité à la philosophie française. Il a ainsi été invité à plusieurs reprises à l'ENS durant les années 1970, connaît Althusser\* et les jeunes opéraïstes français, et a suivi les cours de Deleuze sur Spinoza à Vincennes — il affirmera plus tard que c'est à la suite de ses cours à Vincennes qu'il « est devenu spinoziste »<sup>2615</sup>.

Au début des années 1980, le travail théorique lui permet de « continuer la lutte »<sup>2616</sup> de la prison, et c'est Spinoza qui est le cœur de ce travail. C'est aussi à lui que Negri\* reprend le concept de « multitude » qui lui permet d'analyser l'élargissement du sujet révolutionnaire au-delà de la seule classe ouvrière. Il peut ainsi actualiser son marxisme en jouant « Spinoza au-delà de Marx »<sup>2617</sup>, à un moment où il entend redéfinir le « vrai » communisme alors que « les promesses de liberté, d'égalité de progrès ont été trahies d'un côté comme de l'autre »<sup>2618</sup>. En 1994, dans un ouvrage intitulé *Spinoza subversif*, Negri\* montre la persistance de son spinozisme « marxiste » en écrivant que « la révolution est un présupposé – non un projet abstrait mais une tâche pratique, non un choix mais une nécessité »<sup>2619</sup>. Enfin, en 2000, dans le best-seller *Empire* qu'il co-écrit avec Michael Hardt, nous avons compté que Spinoza est cité

---

<sup>2610</sup> Entretien avec Pierre Guénancia\*, 9 mai 2017.

<sup>2611</sup> Entretien avec Michèle Bertrand\*, 27 avril 2017.

<sup>2612</sup> Cet ouvrage est préfacé par Alexandre Matheron, Gilles Deleuze et Pierre Macherey\*.

<sup>2613</sup> François Châtelet\*, Olivier Duhamel et Évelyne Pisier (dir.), *Dictionnaire des œuvres politiques*, Paris, PUF, 1986.

<sup>2614</sup> Lettre de Negri\* à Guattari\*, datant certainement de 1980, GTR 62.10, IMEC.

<sup>2615</sup> Cité par François Dosse, *Gilles Deleuze et Félix...*, *op. cit.*, p. 353.

<sup>2616</sup> Lettre de Negri\* à Guattari\*, datant certainement de 1980, GTR 62.10, IMEC.

<sup>2617</sup> Nous reprenons ici l'expression d'Éric Alliez, « Spinoza au-delà de Marx », *Critique*, août-sept. 1981, n°411-412, pp. 812-821.

<sup>2618</sup> Félix Guattari\* et Antonio Negri\*, *Les nouveaux espaces de liberté*, Paris, Dominique Beddou, 1985, p. 11.

<sup>2619</sup> Antonio Negri\*, *Spinoza subversif*, Paris, Kimé, 1994, p. 133.

27 fois, ce qui en fait la seconde référence après Marx, mentionné à 102 reprises<sup>2620</sup>. Negri est même revenu sur sa relation (collective) à Spinoza dans *Spinoza et nous* (Galilée, 2010). Tout au fil de la période, Spinoza a donc été le soubassement de son engagement politique qui trouve matière à se redéployer avec les mouvements sociaux de 1995 (il est exilé en France) puis avec le mouvement altermondialiste, dont il devient l'une des références.

Cette lecture « marxiste » de Spinoza, reprise encore par des penseurs comme Jean Salem<sup>2621</sup>, Bernard Rousset<sup>2622</sup> ou Lucien Mugnier-Pollet<sup>2623</sup>, s'institutionnalise peu à peu à la fin des années 1970. Premièrement, des revues lui sont consacrées, à l'image du lancement en 1977, au moment du tricentenaire de sa mort, des *Cahiers Spinoza* aux Éditions Réplique. Le premier numéro est significativement consacré à la relation de Marx à Spinoza à travers des articles de Maximilien Rubel et d'Alexandre Matheron notamment<sup>2624</sup>. Deuxièmement, si la première édition du *Dictionnaire critique du marxisme* de 1982 ne mentionne pas Spinoza, la seconde de 1985 contient une entrée « spinozisme », signe du succès de cette lecture marxiste. Troisièmement, à côté du « Groupe de recherches matérialistes » monté à Paris I par Olivier Bloch, se crée au CNRS le « Groupe de recherches spinozistes ». S'il répond à l'injonction de l'époque d'officialiser des groupes de recherche par un statut auprès du CNRS, cette institutionnalisation est aussi le signe de la vigueur d'un spinozisme politique français au début des années 1980. Il est marqué notamment par le projet d'édition des œuvres complètes. Pierre-François Moreau rappelle l'importance là encore de la configuration politique et institutionnelle de l'après-1981 dans l'institutionnalisation du spinozisme politique au CNRS :

« C'est [Maurice] Caveing, qui à ce moment-là faisait la pluie et le beau temps au CNRS [...], qui m'avait dit "Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire, on ne fait pas une édition d'un auteur sans créer un groupe CNRS qui s'en occupe". Donc je lui ai dit : "Qu'est-ce que je fais ?" Et il m'a dit "bon tu remplis un papier ». À l'époque ce n'était pas encore bureaucratique comme maintenant le CNRS, donc j'ai rempli un papier et je me suis retrouvé directeur d'un groupe de recherche, GDR ! Et du coup, comme on avait de l'argent, on s'est dit qu'on allait faire venir des gens qu'on voudrait connecter, et

---

<sup>2620</sup> Tout au long des années 1990, la référence à Spinoza est centrale dans les articles qu'ils publient tous les deux dans la revue *Futur Antérieur*. Voir notamment Michael Hardt, « L'art de l'organisation: agencements politiques chez Spinoza, *Futur antérieur*, n°7, Automne 1991. Voir aussi le « Dossier Spinoza » du numéro 39-40 de septembre 1997.

<sup>2621</sup> Il a notamment dirigé deux tomes sur *Spinoza au XIXe siècle* (PUF, 2007) et *Spinoza au XXe siècle* (PUF, 1993).

<sup>2622</sup> Il a publié en 1968, chez Vrin, *La perspective finale de « L'Éthique » et le problème de la cohérence du spinozisme: l'autonomie comme salut*, Paris, Vrin, 1968. Professeur de philosophie à l'Université de Picardie, Bernard Rousset, qui fait partie de notre population, raconte en 1995, lors de son départ en retraite : « Je suis devenu, non pas spécialiste de Spinoza, mais simplement spinoziste », ajoutant que « cette philosophie nous permettant de comprendre tout notre être, dans notre servitude et pour notre libération », cité in Laurent Bove (dir.), *Criticiste et spinoziste ? : mélanges en l'honneur de Bernard Rousset*, Paris, PUPS, 1999, p. 10.

<sup>2623</sup> Lucien Mugnier-Pollet, *La Philosophie politique de Spinoza*, Paris, Vrin, 1976.

<sup>2624</sup> Les *Cahiers* deviennent à partir de 1979 par le *Bulletin d'Études Spinozistes*, publié par la nouvelle Association des Amis de Spinoza.

c'était en 1986, on a organisé un colloque sur les premiers écrits de Spinoza, où on a fait venir des Italiens, des Espagnols ».

Enfin, ce mouvement d'intégration académique excède la seule philosophie pour gagner la sociologie et surtout l'économie, à un moment où les hétérodoxes cherchent à se renouveler grâce à l'interdisciplinarité. L'École de la régulation, par exemple, trouve certaines de ses intuitions dans cette lecture « marxiste » de Spinoza<sup>2625</sup>, et c'est en raison de cette histoire et de ces ponts passés entre l'économie et la philosophie que l'on peut comprendre les usages contemporains de Spinoza, et notamment ceux de Lordon.

Une nouvelle lecture du spinozisme marquée par l'approfondissement du rapport entre Marx et Spinoza s'est imposée chez les intellectuels marxistes dès le milieu des années 1960. Favorisée par le contexte intellectuel et politique de l'après-1968, cette lecture « révolutionnaire » du spinozisme s'est progressivement institutionnalisée au cours des années 1970 et 1980, notamment au CNRS. Elle a alors servi à plusieurs intellectuels marxistes de référence de substitution à celle de Marx, de plus en plus critiquée. Mais, paradoxalement, l'institutionnalisation de la lecture de Spinoza et l'hybridation du marxisme permettent à certains intellectuels une sortie en douceur du marxisme. A. Matheron explique en 2000 :

«Au début [vers 1949, peu après son adhésion au PCF], j'avais commencé à étudier Spinoza parce que j'y voyais quelqu'un qui avait eu le grand mérite, par-delà les limites que lui imposait sa perspective de classe, d'être un précurseur de Marx ; et maintenant, j'ai plutôt tendance à voir dans Marx quelqu'un qui a le grand mérite d'être l'un des successeurs de Spinoza dans certains domaines »<sup>2626</sup>.

La sortie du marxisme grâce à l'étude d'un philosophe légitime se voit aussi dans la trajectoire de Pierre Guénancia\*, qui publie en 1983 aux PUF *Descartes et l'ordre politique : critique cartésienne des fondements de la politique* dans lequel un chapitre est consacré à Spinoza. S'il qualifie en entretien ce livre de « rupture avec le marxisme », il précise que c'est en réalité davantage un prolongement et une hybridation, qu'une rupture complète et définitive.

Ainsi, le phénomène d'institutionnalisation d'un spinozisme politique d'origine marxiste est double, puisqu'il permet à la fois à des intellectuels se revendiquant encore de Marx de faire passer des idées « en contrebande » tout en favorisant pour d'autres intellectuels toujours politisés à gauche mais moins engagés politiquement de se professionnaliser et de travailler sur un intellectuel canonique et légitime. Le déclin de la vie intellectuelle « marxiste »

---

<sup>2625</sup> Guillaume Fondu, « Totalité et déduction dans les sciences sociales : l'héritage spinoziste de la Théorie de la régulation », communication au colloque international « La théorie de la régulation à l'épreuve des crises, 10-12 juin 2015, disponible en ligne.

<sup>2626</sup> Alexandre Matheron, « A propos de Spinoza », *Multitudes*, n°3, novembre 2000.

dans les années 1980 s'explique aussi par ces phénomènes de transformation du marxisme qui, sans signer sa disparition, rendent plus complexes ses « vies ultérieures »<sup>2627</sup> après Mai 1968 et permettent de saisir qu'à côté de la canonisation de la figure libérale de Tocqueville<sup>2628</sup> se trouve, comme en contrepois, celle d'un Spinoza penseur politique « révolutionnaire ».

---

<sup>2627</sup> Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures...*, op. cit.

<sup>2628</sup> Claire Le Strat et Willy Pelletier, *La canonisation libérale de Tocqueville...*, op. cit.

La vie intellectuelle des années 1980 est généralement décrite – à raison – comme le début d’un « moment libéral » où la pensée des nouveaux économistes<sup>2629</sup>, celle de Tocqueville<sup>2630</sup> ou celle de Rawls<sup>2631</sup> deviennent, malgré leurs oppositions, des références centrales de certains intellectuels libéraux. Si ce constat est vrai, il n’explique ni comment il a été possible, ni quelles formes de persistances des « marxismes » ont été encore à l’œuvre durant cette décennie.

Ce chapitre a voulu montrer, contre l’hypothèse de la conversion idéologique (ou de la trahison) que les idées « marxistes » se transforment mais persistent, et qu’elles sont encore soutenues par de nombreux intellectuels « révolutionnaires » de l’après-1968. Mais les difficultés pour accéder à la visibilité intellectuelle au cours des années 1980 force l’historien des idées à déplacer le regard vers des formes souterraines de productions d’idées politiques, tant les transformations du champ intellectuel invisibilisent de telles idées. Le centenaire de 1983, les séminaires ou l’histoire de la lecture marxiste de Spinoza permettent de comprendre qu’en sachant où regarder, on peut écrire une histoire intellectuelle plus minoritaire mais bien réelle des années 1980 qui résiste au tournant libéral.

Pour terminer cette histoire, il faut encore saisir comment « disparaissent » totalement de la production des idées une partie significative de nos intellectuels, et qui, sans devenir des « intellectuels » qui produisent des idées, n’en restent pas moins attachés à leurs engagements.

---

<sup>2629</sup> Kévin Brookes, *Thèse cit.* ; Jean-Michel Chaschische, *Thèse. cit.*, chapitre 5 intitulé « Les “Nouveaux économistes” contre les snobs. Un néo-libéralisme scientifique dans les luttes de définition de la science économique »

<sup>2630</sup> Claire Le Strat et Willy Pelletier, *La canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2006.

<sup>2631</sup> Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine...*, *op. cit.*





## *Chapitre 7*

# *Disparaître : le déclin des « marxismes » et les significations du « retrait » intellectuel*

Pour expliquer l'impression de « fin d'une époque » qui pèse sur l'histoire intellectuelle des années 1980, nous analyserons le « retrait » des intellectuels révolutionnaires, soit l'arrêt ou la faible activité de publication de livres. Entre 1982 et 1992, 37,1% (n=302) des auteurs de notre population ne publient aucun livre tandis que 15,6% (n=127) publient seulement une fois<sup>2632</sup>. Ils sont donc plus de la moitié à moins publier ou ne plus publier du tout au cours des années 1980. Ce constat permet d'expliquer – indirectement, par l'absence de production - le déclin des idées « révolutionnaires », tout en rejetant l'argumentaire de la « trahison ». Comment expliquer le caractère massif de ce retrait ? Autrement dit, et pour employer le terme canonique d'Albert Hirschman, comment comprendre cet *exit* intellectuel d'une partie de notre population à partir de la fin des années 1970 ? Que recouvre ce phénomène, et en quoi éclaire-t-il les « vies ultérieures » de l'engagement politique et intellectuel des années 1968-1981 ? Les modalités de ce retrait ont été peu étudiées. Notre base de données de 813 « intellectuels révolutionnaires » rend possible une analyse fine et « armée par les statistiques »<sup>2633</sup> qui permet de saisir pourquoi, dans les années 1980, ils sont si nombreux à disparaître de la vie intellectuelle française et donc indirectement à participer au déclin des idées « marxistes ». Ce chapitre s'organisera autour de trois axes. Dans un premier moment, nous étudierons le vieillissement biologique de notre population. Contre l'idée d'une conversion massive des intellectuels révolutionnaires dont nous avons déjà montré l'inexactitude, on peut d'abord montrer que le déclin de la production des idées s'explique par la disparition du pan le plus âgé de la population étudiée et dont « l'intellectuel ouvrier » a constitué l'idéal-type (I). Dans un deuxième moment, nous analyserons les effets des nombreuses migrations hors de France. Celles-ci sont de deux ordres. Elles touchent, d'une part, les retours d'exils et d'études, et tendent à indiquer une perte d'influence de la France au sein de la vie intellectuelle mondiale.

---

<sup>2632</sup> Les chiffres sont respectivement de 44 auteurs Anthropos, 46 auteurs Maspero et 37 auteurs des ES pour ceux qui publient une fois, et de 65 auteurs Anthropos, 127 auteurs Maspero et de 110 auteurs des ES pour ceux qui cessent de publier.

<sup>2633</sup> Florence Weber, « L'ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, 1 | 1995, 153-165.

Si les idées marxistes déclinent, c'est que les « intellectuels francophones » n'y sont plus actifs (II-A). D'autre part, ces mouvements géographiques reposent sur la persistance de l'attrait de l'ailleurs pour les intellectuels « révolutionnaires », réactivé par la « crise ». Ils sont alors nombreux à partir à l'étranger, souvent temporairement, entre 1981 et 1992. (II-B). Dans les deux cas, ces migrations tendent à diminuer le volume de productions intellectuelles, mais aussi à favoriser le recours à d'autres langues, ou encore à invisibiliser les marges francophones de la vie intellectuelle (II).

Enfin, dans un dernier moment, nous étudierons cet *exit* en le mettant en correspondance avec les engagements professionnels des membres de notre population les plus éloignés d'une identité intellectuelle. Autrement dit, ce sont les devenirs des « intellectuels pratiques » qui nous occuperont ici. Certains, qui ne sont pas universitaires ni enseignants mais font partie des professions classiquement vues comme intellectuelles – avocat, écrivain, artiste, architecte, journaliste –, conservent souvent des pratiques d'écriture. Mais les transformations du champ intellectuel font qu'ils ont moins accès à la visibilité intellectuelle, et donc qu'ils publient moins (III-A). D'autres, dont le travail est plus éloigné d'un *ethos* intellectuel, militent par leur profession, mais sans que cela se concrétise par une activité de type éditorial (III-B). L'analyse de ces deux groupes dessine la figure d'un « intellectuel éphémère » qui a pu publier un texte engagé dans le contexte très favorable de l'après-1968, mais qui disparaît de la vie intellectuelle au cours des années 1980. Pour le montrer, nous reconstruirons dans le détail les trajectoires de quatre membres de notre population : Paul Lidsky\*, Nicolas Dubost\*, Marie-Ange Charras\* et Monique Hervo\* (III-C).

## ***I. Vieillir. Le « retrait » intellectuel expliqué par l'évolution biologique.***

Près de 53% des membres de notre population ne publient plus ou presque plus au cours des années 1981-1992. Pour le comprendre, il faut d'abord décrire comment ils « vieillissent » entre les deux décennies. Nous étudierons dans un premier temps la part de décès au sein de notre population (I-A) avant d'analyser plus globalement les effets du vieillissement biologique mais aussi des drames personnels sur l'activité intellectuelle (I-B).

### ***I.A. La disparition de l' « intellectuel ouvrier »***

L'étude des devenir de nos intellectuels « révolutionnaires » nécessite de se poser une question simple : combien sont encore en vie en 1981 ? En 1986 ? Et en 1991 ? Notre recherche montre une baisse sensible du nombre d'intellectuels « révolutionnaires » potentiellement actifs. Au 1<sup>er</sup> janvier 1982, 29 personnes de notre population sont décédées (3.5%) ; 25 meurent entre cette date et le 31 décembre 1986 (6,5% en cumulé, +3%) et 38 autres meurent entre le 1<sup>er</sup> janvier 1987 et la fin de l'année 1992 (11% en cumulé, +4.5%)<sup>2634</sup>. En prenant en compte que nous ne sommes pas parvenus à recueillir ces informations pour 18% de notre population<sup>2635</sup>, et en rapportant nos chiffres à la part « connue » de notre population, on peut dire que 4% des intellectuels étudiés meurent avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982, 3,5% entre cette date et la fin de l'année 1986 (7,5% en cumulé), et 5,5% entre le 1<sup>er</sup> janvier 1987 et le 31 décembre 1992, soit un total cumulé de 13%, équivalent d'une centaine d'intellectuels décédés (N = 105 en équivalence).

Ces chiffres élevés sont le produit, d'une mortalité « naturelle » importante, mais aisément explicable en raison de la répartition générationnelle de notre population, puisque les individus nés après 1945 ne représentent que 15,4% du total de notre population connue, quand 40,6% sont nés avant 1928 [Voir le tableau n°1, repris du chapitre 4]<sup>2636</sup>.

**Tableau n° 2 : Groupes de naissance de la population étudiée**

Année de naissance	1883-1917	1918-1927	1928-1938	1939-1945	1946-1959	NA	Total
Effectifs (% de la population connue)	106 (15,9%)	119 (17,8%)	210 (31,4%)	137 (20,5%)	96 (15,4%)	145	813

<sup>2634</sup> Dans le détail, 43 auteurs des Éditions sociales décèdent entre le 1<sup>er</sup> janvier 1982 et la fin de l'année 1992, 28 des Éditions Maspéro et 21 chez Anthropos.

<sup>2635</sup> Voir le chapitre 4.

<sup>2636</sup> Comme on l'a vu au chapitre 4, l'analyse de l'âge moyen des individus de notre population dessine une population bien éloignée de l'image d'Épinal des jeunes intellectuels soixante-huitards.

Ainsi, au-delà du cliché des années 1980 comme fin d'une époque symbolisée par les morts de Sartre\* en 1980 ou de Foucault en 1984 (à 57 ans) – et, avec elles, de la disparition du modèle de « l'intellectuel engagé » remplacé par un supposé « silence des intellectuels »<sup>2637</sup> –, les années 1980 sont bien caractérisées par la disparition physique d'une génération d'intellectuels « révolutionnaires ». Certaines disparitions sont saluées, à l'image des deux cents personnes qui accompagnent la dépouille de Maurice Dommanget\* en 1976 – à propos duquel *L'Humanité* du 7 avril 1976, par la voix de Jean Bruhat\*, écrit qu'« en dépit de ce qui nous a séparés, [il] est pour nous l'historien qui a contribué à exalter les grandes luttes menées par le peuple français depuis la Jacquerie jusqu'à la Commune » – ou des milliers de militants qui font leurs adieux à Pierre Frank\* en 1984 [voir le chapitre 5]. Et de celle de Jean-Paul Sartre\*, bien sûr, dont on a vu l'influence depuis la Libération tout au long de ce travail. Son cortège funéraire est accompagné de plusieurs dizaines de milliers de personnes le 19 avril 1980. Plus globalement, il faut noter que ces décès sont principalement ceux des auteurs des Éditions Sociales (43/92, soit 47%, alors que le poids des ES dans la population globale est de 30%). Ils illustrent la disparition de « l'intellectuel ouvrier », idéal-type que l'on retrouve essentiellement chez les éditeurs communistes et qui appartient à une époque révolue et à un autre état des rapports entre champs intellectuel et politique, ancré dans la guerre froide [voir le chap. 1].

Mais ces chiffres illustrent aussi la violence, pour les militants, de la fin de « l'âge d'or des années 1970 », puisque plusieurs intellectuels mettent fin à leurs jours<sup>2638</sup>. Sans qu'un tel acte puisse s'expliquer uniquement par la crise de l'espérance révolutionnaire, ces suicides – pensons à ceux de Paul Mercier\* (1976), de Nicos Poulantzas\* (1979) [voir l'encadré n°1], de Michel Pêcheux\* (1983), de Jean Colpin\* (1985) ou de David Kaisergruber\* (1988) – restent des symptômes de la fin d'une époque, thème magnifié en 1982 par le film *Mourir à trente ans*, de Romain Goupil, primé par la Caméra d'or du festival de Cannes. Ces suicides vont de pair avec d'autres formes d'*exit*, non létales, comme des dépressions et des tentatives de suicide, comme celle de Robert Linhart début 1981 racontée par sa fille<sup>2639</sup> ou celle, dans les mêmes années, du québécois Jean-Marc Piotte\* face à ce qu'il perçoit comme un grand

---

<sup>2637</sup> Vincent Gayon, « Jeu critique : la “fin des intellectuels” (1975-1985) », *Le Mouvement Social*, 2012/2 (n° 239), p. 25-44 ; Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1 (n° 176-177), pp. 8-31.

<sup>2638</sup> Si ces suicides d'intellectuels sont souvent présentés comme le produit de la fin des illusions révolutionnaires (facteur qui pèse, en effet, souvent), ils ont tous des causes plurielles qui ne se limitent pas à la dimension politique au sens large. Sur le facteur politique, voir Olivier Fillieule et Isabelle Sommier, « Déprises... », *art. cit.*, pp. 595 et *sq.*

<sup>2639</sup> Virginie Lihart, *Le jour où mon père s'est tu*, Paris, Seuil, 2008. Voir aussi l'émission de France Culture « Hors Champ » du 20/08/2013 dans laquelle Robert Linhart est l'invité de Laure Adler.

désenchantement<sup>2640</sup>. Notre enquête a souvent suscité des manifestations somatiques et des émotions violentes qui, des larmes à la voix tremblante – en passant, aussi, par le ressentiment et le sentiment d'isolement – montrent à quel point cette période est encore vécue douloureusement par certains de ses acteurs<sup>2641</sup>.

Au-delà des seuls suicides, il s'agit aussi simplement de rappeler que la mort fait partie de la vie et, donc, de la vie intellectuelle. Que l'on pense à des accidents mortels (de voiture pour Serge Mallet\* en 1973 ou pour Bernard Lambert\* en 1984), des maladies et des décès brutaux (comme ceux de Guy Bourdè\* en 1982, à 40 ans, de Lucien Goldmann\* en 1970, âgé de 57 ans, de François Châtelet\* en 1985 à 60 ans, d'Anne Retel-Laurentin\* en 1983, à 58 ans, de Jean Kanapa\*, terrassé en 1978, à 57 ans, par un cancer, de Nicole de Maupeou-Abboud\*, en 1988, à 60 ans, d'Albert Meister\*, en 1982, à 55 ans, ou du jeune normalien de Saint-Cloud et agrégé d'arabe Abdallah Mazouni\*, qui meurt lors d'un voyage à New-York en 1976, à 48 ans), ces drames sont quantitativement importants.

#### **Encadré n°1 : Nicos Poulantzas\*, tragédie grecque**

Nicos Poulantzas\* est né en 1936 à Athènes, dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle (son père est avocat). Il grandit dans un pays durement touché par la seconde guerre mondiale puis, de 1946 à 1949, par la guerre civile entre l'armée démocratique de Grèce (issue du Parti communiste) et l'armée grecque, soutenue par les États-Unis et le Royaume-Uni. Comme son père, il suit durant les années 1950 des études de droit, durant lesquelles il rejoint l'EDA (Alliance démocratique grecque), « façade légale » du Parti communiste grec, interdit depuis 1949. Il part à Munich, où il entame un doctorat en philosophie du droit, puis se rend en France. « Intellectuel francophone », il soutient en 1961 son doctorat, publié en 1964 sous le titre : *Le concept de Nature des Choses dans la philosophie et la sociologie contemporaine du droit*. D'abord intellectuellement proche de Sartre\* et de Goldmann\*, il se lie aux marxistes structuralistes à la fin des années 1960, notamment à Althusser\*. Vient Mai-Juin 1968, et les possibles ouverts par les événements. Pour Poulantzas\*, c'est Vincennes, où il devient professeur de sociologie dès l'automne 1968 tout en enseignant au département de sciences politiques<sup>2642</sup>. Il est alors membre du PC grec (KKE) et, après le début de la « dictature des colonels », puis la scission de celui-ci après la répression du Printemps de Prague, du « Parti communiste grec de l'Intérieur », plus « ouvert ».

Dans l'après-1968, marié à Annie Leclerc, enseignante et militante féministe, Nicos Poulantzas\* publie de nombreux ouvrages chez Maspero comme *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste* (PPCS, 1968)<sup>2643</sup>, *Fascisme et dictature : la III<sup>e</sup> Internationale face au fascisme* (1970) et *La crise des dictatures : Portugal, Grèce, Espagne* (1975). Ses livres ont une forte audience en France, à l'image des deux tomes de PPCS, écoulés à la fin de l'année

<sup>2640</sup> Jean-Marc Potté, *Un certain espoir*, Montréal, Les éditions Logiques, 2008, pp. 20 et sq.

<sup>2641</sup> Ces données de l'enquête ont été confirmées lors d'un colloque du CESSP en octobre 2015 consacré aux "intellectuels empêchés" lors duquel l'historien Nicolas Hatzfeld (professeur d'université à Evry) a raconté son expérience d'établi en usine, récit souvent entrecoupé par la grande émotion que suscitait chez lui l'évocation de cette période.

<sup>2642</sup> Le pluriel est revendiqué par le département de Vincennes. Voir Christelle Dormoy-Rajramanan, Laurent Jeanpierre, « Excentrée ou excentrique ? ... », *art. cit.*

<sup>2643</sup> Réédité en deux tomes en « Petite Collection Maspero » en 1971.

1980 respectivement à 32 365 et 31 707 exemplaires<sup>2644</sup>. Ils sont aussi largement diffusés à l'étranger, puisque *PPCS* est traduit au Mexique, en Suède, en Italie, en Angleterre, au Japon, en Allemagne, aux États-Unis et en Espagne. C'est grâce à cette image d'intellectuel marxiste majeur de l'après-1968 qu'on lui confie en 1976, aux PUF, la collection « Politiques » [voir le chapitre 6], où il publie en 1978 *L'État, le pouvoir, le socialisme*, qui condense ses réflexions sur l'État, sur l'eurocommunisme (dont le parti communiste de l'intérieur est proche) et sur les voies pour atteindre un socialisme démocratique.

Dépressif, Nicos Poulantzas\* se défenestre le 3 octobre 1979. Sa mémoire est honorée par ses « amis » dans *Le Monde* : « Depuis des années, écrivent-ils, sans toujours opiner à telle ou telle de ses thèses particulières, nous nous retrouvions avec lui autour de valeurs dont nous avions la faiblesse de croire qu'elles sont le sel de la terre. Nous partagions son option irréversible pour les opprimés et les parias de ce monde, et ressentions comme lui que de cette option découlait le recours incontournable à la pensée rationnelle et critique, condition de toute action efficace contre la chaîne des servitudes »<sup>2645</sup>. Deux jours plus tard, toujours dans *Le Monde*, Christian Delacampagne écrit que Poulantzas, « marxiste, membre du Parti communiste grec, mais ouvert à tous les courants scientifiques qui ont traversé le siècle, nourri d'économie et de structuralisme », s'est « taillé une réputation à la hauteur de son talent » en France – et dans le monde –, concluant que pour Poulantzas, « le socialisme – et lui seul – donnait un sens à ce futur qu'il ne connaîtra pas »<sup>2646</sup>. Dans les mois suivants, d'autres articles reviennent sur sa trajectoire, et un colloque est organisé en 1981 [voir le chapitre 6].

Le suicide de Nicos Poulantzas\* est souvent vu comme le révélateur de l'ambiance de la fin des années 1970. Daniel Lindenberg\*, également auteur Maspero et qui a rédigé sa thèse sous sa direction, a pu écrire rétrospectivement : « Je fais partie de ceux qui pensent que ce geste, s'il était lié sans doute à des souffrances très personnelles, exprime aussi un drame collectif : la fin de l'hégémonie marxiste et de la séduction du totalitarisme communiste sur les intellectuels de gauche occidentaux »<sup>2647</sup>.

Il laisse aujourd'hui un héritage important en Grèce, l'institut de recherche de Syriza s'intitulant même « Institut Poulantzas ». Il est également progressivement redécouvert en France, à l'image d'un colloque international qui s'est tenu à la Sorbonne en janvier 2015<sup>2648</sup>.

### ***I.B. La retraite, une raison de la baisse de l'activité intellectuelle ?***

Si la mort est bien sûr explicative de l'arrêt de la production intellectuelle des membres de notre population entre 1982 et 1992, l'analyse de leur évolution biologique conduit à s'intéresser plus globalement au phénomène du vieillissement. En effet, au-delà du seul nombre de décès, ils sont 86 (soit 10,6% de la population) encore en vie en 1992 à être nés en 1920 ou avant, et donc à avoir plus de 61 ans au moment de l'élection de François Mitterrand à la

<sup>2644</sup> D'après les relevés des droits d'auteurs présents dans les archives de Maspero à l'IMEC.

<sup>2645</sup> « Notre ami Nicos », article daté – à tort – du 1er octobre 1979 dans les archives du journal *Le Monde*. Ce texte a été signé de Mmes Blandine Barret-Kriegel, Christine Buci-Glucksman\*, Catherine Clément\* et de MM. Pierre Birnbaum, Régis Debray\*, Robert Fossaert, Alain Joxe, Daniel Lindenberg\*, Didier Motchane, Olivier Duhamel, Jean-Marie Vincent\* et Henri Weber\*.

<sup>2646</sup> Christian Delacampagne, « Un théoricien de l'État moderne », *Le Monde*, 5 octobre 1979.

<sup>2647</sup> Daniel Lindenberg, *Choses vues. Une éducation politique autour de 68*, Paris, Bartillat, 2008, pp. 183 et sq. Michael Löwy\* est plus réservé, et ne lie pas nettement ce geste à une « défaite politique » : [contretemps.eu/read-offline/2293/nicos-poulantzas-tel-que-je-lai-connu-par-michael-lowy.print](http://contretemps.eu/read-offline/2293/nicos-poulantzas-tel-que-je-lai-connu-par-michael-lowy.print)

<sup>2648</sup> Il a donné lieu à une publication. Voir Jean-Numa Ducange et Razmig Keucheyan, *Nicos Poulantzas, un marxisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 2016.

présidence de la République. Ils sont même 24 à être nés en 1912 ou avant – ils sont donc âgés de 70 ans ou plus en 1982 – et à être encore en vie au 31 décembre 1992<sup>2649</sup>.

On observe sans surprise une corrélation entre le vieillissement et la baisse de la production intellectuelle. Sur les 24 auteurs nés en 1912 et avant, 8 ont une activité intellectuelle intense, à l'image de Pierre Naville\*, qui publie encore sur le salariat chez Anthropos (*La maîtrise du salariat*, 1984), qui écrit sur Hobbes (*Thomas Hobbes*, Plon, 1988), qui fait paraître ses mémoires à La Découverte (*Mémoires imparfaites : le temps des guerres*, 1987) ou encore un texte sur Gorbatchev en 1992, un an avant sa mort. Mais la baisse de l'activité intellectuelle est sans surprise surreprésentée chez les individus les plus âgés : 10 publient une fois, et six ne publient plus. Les 2/3 ont donc une activité réduite, contre 44% pour l'ensemble de la population.

Sans pouvoir tirer de conclusions générales sur un lien mécanique entre vieillissement et arrêt de toute production intellectuelle – chez certains, le désengagement vis-à-vis des contraintes professionnelles peut même être l'occasion d'une intensification de l'activité intellectuelle et politique –, ces chiffres expliquent en partie le déclin des idées « révolutionnaires » dans les années 1980.

Ce vieillissement est parfois amplifié par un autre phénomène : celui de l'*exit* « subi », souvent en raison d'un drame personnel. Bien que difficile à objectiver statistiquement – ces drames personnels étant délicats à évoquer, et peut-être plus encore dans le cas des intellectuels<sup>2650</sup> – il montre l'intérêt d'une étude fine des causes du « retrait » intellectuel.

Le cas de Claude Alzon\* illustre ces aléas de la vie qui imposent de sortir de la vie intellectuelle, temporairement ou définitivement. Né en 1931, vraisemblablement en province<sup>2651</sup>, il a été élevé dans une famille catholique pauvre. Il qualifie son père de « modeste employé [...] alcoolique et obèse », et sa mère de « simple ouvrière » qui fut empêchée d'être institutrice par ses parents, et qui a projeté sur lui ses rêves d'ascension sociale. Bon élève, sa famille voit en lui un futur évêque ou théologien ; ce sera une bourse pour suivre des études de droit, un temps interrompues par un séjour en sanatorium dû à un pneumothorax. Il les reprend

---

<sup>2649</sup> Ils sont 14 auteurs des Éditions Sociales, 5 de Maspero et 4 chez Anthropos.

<sup>2650</sup> Rares sont les autobiographies à mentionner ce type de ruptures biographiques, pourtant essentielles à la compréhension des trajectoires d'engagement. Quelques-uns l'évoquent, comme Benjamin Stora, qui quitte le PS, après être passé par l'OCI, et toute organisation politique en 1988 à la mort de sa fille, emportée par un cancer à l'âge de douze ans. Voir Benjamin Stora, *68, et après...*, *op. cit.*

<sup>2651</sup> Les propos qui suivent proviennent essentiellement de deux ouvrages autobiographiques, à savoir Claude Alzon\* et Gervaise Alzon, *L'amour fou*, Paris, Hachette, 1981 ; et Claude Alzon\*, *Deux vieux*, Paris, Harmattan, 2012. Nous avons tenté de contacter Claude Alzon le 23 février 2017 en passant par son éditeur, Le Temps des Cerises, qui nous a appris son décès quelques jours auparavant. Il est malgré tout très certainement originaire de province, puisqu'il mentionne qu'avec sa femme ils ont réalisé leur rêve : vivre à Paris.



ensuite tout en travaillant : d'abord comme maître d'internat pendant six ans, puis comme pigiste dans un journal de critique cinématographique comme spécialiste du cinéma des pays de l'Est autour de 1958-1959 (sans mentionner lequel dans ses mémoires). Cet intérêt pour le monde communiste et soviétique est aussi politique, puisqu'il adhère au PCF peu après la Libération et y milite jusqu'en 1956, année où il prend ses distances comme bien d'autres [voir le chapitre 1].

En 1959, Claude Alzon\* devient assistant en droit à Paris. Il prépare durant ces années une thèse d'histoire du droit qu'il soutient en 1963. Quelques semaines plus tard, il obtient l'agrégation d'histoire du droit, et part enseigner l'année suivante à l'université de Dakar. Il y reste en 1964 et 1965, puis revient en France, à l'université de Lyon III (1965-1969), avant d'entrer au département de science politique du Centre expérimental de Vincennes en 1969 comme professeur agrégé de droit. Entre temps ont lieu Mai-Juin 1968 et ses suites, dont il ressort féministe, principalement grâce à sa femme Gervaise, qu'il épouse au milieu des années 1960 :

« On était, depuis 1968, en plein féminisme. Déjà sympathisante depuis le collège, ma femme s'était décidée à sauter le pas [...]. [Elle] sut me convaincre et me rendit bientôt aussi féministe qu'elle. Il est vrai qu'il y avait une autre raison. Longtemps intéressé par le marxisme et la lutte des classes, je dus me rendre à l'évidence après réflexion : la domination de la femme par l'homme n'avait pas attendu le progrès économique pour se manifester partout, devenant ainsi la pierre angulaire de toute société »<sup>2652</sup>.

De cette expérience militante de l'après-1968, Claude Alzon\* tire trois ouvrages : *La femme potiche et la femme boniche : pouvoir bourgeois et pouvoir mâle* (Maspero, 1973), *La mort de Pygmalion : essai sur l'immaturité de la jeunesse* (Maspero, 1974), et *Femme mythifiée, femme mystifiée* (PUF, 1978). Il continue à enseigner à Vincennes, puis, à partir de 1980, à Paris VIII Saint-Denis, où il reste professeur d'université jusqu'à sa retraite en 1995.

Mais toute son énergie est, déjà, investie ailleurs : sa femme, qui a tenté de se suicider, est gravement malade. Des médecins veulent l'interner, mais Claude Alzon\* s'y oppose. En contrepartie, il doit veiller sur elle, « l'accompagner dans ses sorties pour l'empêcher de se jeter sous le métro », et ainsi « abandonner tout travail personnel jusqu'à son rétablissement »<sup>2653</sup>. Si elle va mieux quelques semaines plus tard – jusqu'à écrire avec lui *Un amour fou* (Hachette, 1981), où ils racontent cette première expérience de folie « à deux » –, les crises reviennent cycliquement, et rythment la vie du couple, vie que Claude Alzon\* a racontée en 2012<sup>2654</sup>. Entre

---

<sup>2652</sup> Claude Alzon\*, *Deux vieux...*, op. cit., pp. 17-18.

<sup>2653</sup> *Ibid*, pp. 23 et sq.

<sup>2654</sup> Claude Alzon, *Deux vieux...*, op. cit.

ces deux livres, il n'a rien publié, malgré plusieurs tentatives d'écriture<sup>2655</sup>. Il est pourtant resté profondément attaché à ses idéaux politiques et son rejet des conformismes jusqu'à sa mort, survenue en février 2017<sup>2656</sup>.

Bien que rares, les cas de « retraits subis » sont visibles également chez Marie-Claire Ferrier\* et Annick Ohayon\*, qui n'ont toutes les deux pas publié au cours des années 1980. La première évoque en ces termes, sans les développer, sa situation en 1980-1981, quand parut *Enfants de justice* chez Maspero : « À ce moment-là j'étais complètement fauchée et j'ai accepté une place d'assistante parlementaire à mi-temps avec le projet de continuer à écrire mais ma vie a basculé »<sup>2657</sup>. Annick Ohayon\* explique de son côté

« [être] entrée dans l'hiver des années 1980, du fait d'une maladie grave d'un de mes fils, adolescent, qui m'a à la fois mobilisée et immobilisée, si je peux m'exprimer ainsi, sur les plans intellectuel et professionnel. J'en suis sortie au milieu des années 90, en travaillant, puis soutenant une thèse (il était temps, en 1996, j'avais 50 ans!), qui m'a permis du coup de régler mes problèmes d'identité professionnelle, suis-je ou ne suis-je pas une psychologue, en devenant historienne de ma propre discipline »<sup>2658</sup>.

Drames personnels, vieillesse, morts, suicides : qu'ils soient ou non des symboles ou des symptômes supposés de la fin d'une époque, ces événements simples mais souvent écartés nous renseignent objectivement sur les premières raisons qui expliquent le nombre important des membres de notre population qui cessent de publier, ou qui publient peu.

Ce constat appelle deux remarques. En premier lieu, il pousse à s'interroger sur la spécificité d'un tel phénomène chez les « intellectuels révolutionnaires ». Au regard de la mortalité « normale » à l'époque<sup>2659</sup>, la surmortalité semble élevée pour les plus jeunes d'entre eux. Certes, le taux de suicide augmente, comme le mentionne un article du *Monde* en mai 1981 : « depuis 1973, année du début de la crise, le taux brut de suicide pour cent mille habitants s'établit ainsi: 1973, 15,5; 1974, 15,6; 1975, 15,8 ; 1976, 15,8 ; 1977, 16,5 ; 1978, 17,2 ; 1979, 18,4 et 1980, 19,7 »<sup>2660</sup>. Si mener des comparaisons approfondies constituerait un sujet en soi, reste l'impression que ces chiffres de suicide et, plus globalement, de mortalité, sont très importants. On peut avancer deux hypothèses complémentaires : les « intellectuels

---

<sup>2655</sup> « En 1982, écrit-il, je me remis à la rédaction du livre sur la société, que je n'avais jamais réussi à écrire huit ans plus tôt. Ce fut un échec, ainsi qu'une nouvelle tentative, quelques années plus tard. Alors je me rabattis sur la littérature. J'écrivis six nouvelles, un récit, un roman », textes qu'il ne publia jamais, *ibid.*, pp. 39-40.

<sup>2656</sup> *Ibid.*, p. 23 et p. 53.

<sup>2657</sup> Échanges par mails avec Marie-Claire Ferrier\*, novembre et décembre 2019.

<sup>2658</sup> Échanges par mails avec Annick Ohayon\*, au cours du deuxième semestre 2019 et du premier semestre 2020.

<sup>2659</sup> Un bilan publié en 1981 dans *Économie et Statistiques* rappelle qu'environ 1% de la population totale meurt chaque année (558 000 morts pour 53 962 000 habitants en 1981), et que seulement 13,9% de la population est âgée de plus de 65 ans ou plus en 1981. Voir Jean-Claude Labat et Chi Dinh Quang, « Bilan démographique de 1981 », *Économie et statistiques*, n°142, Mars 1982, pp. 3-6.

<sup>2660</sup> Bruno Frappat, « La France connaît une montée brutale du nombre des suicides », *Le Monde*, 16 mai 1981.

révolutionnaires », comme tous militants révolutionnaires, ont eu des pratiques à risque durant cette période ; et les « intellectuels révolutionnaires », en tant qu'intellectuels, croient peut-être plus à leurs idées. Plus précisément, ils éprouvent peut-être une transformation de soi à travers l'écriture de « livres révolutionnaires ». Celle-ci pourrait favoriser la stabilité dans le temps des croyances politiques et expliquer la forte persistance des engagements [voir le chap. 5]. En parallèle, peut-être que, par rapport à des militants plus anonymes, l'intensité de la croyance est plus durement ébranlée par la « crise ».

Deuxième remarque : la disparition de membres de notre population de la vie intellectuelle paraît très faiblement compensée par un renouvellement générationnel, comme le laisse supposer notre analyse des séminaires « marxistes » [Cf. le chap. 6] : le déclin n'est pas seulement dû à la disparition d'individus, mais aussi à ce qu'ils n'ont pas réussi à faire école.

## ***II. Partir. Le « retrait » intellectuel vu par la géographie migratoire***

À cette première dimension du « retrait » intellectuel s'en ajoute une deuxième : les nombreux départs du sol français. Les effets sur la vie intellectuelle de cette absence physique – provisoire ou définitive – sont doubles. Ils entraînent un retrait de la production intellectuelle en français, qu'il soit dû à un arrêt de toute production ou à un changement de langue. La présence hors de France conduit à invisibiliser tout un pan des idées en langue française produites aux marges de la vie intellectuelle francophone.

Les migrations, nombreuses, sont de deux ordres. D'une part, elles s'expliquent par la dimension transnationale forte des membres de notre population, et par la place attractive de la France et de Paris dans la géographie mondiale des lettres autour de 1968. Revers de la forte présence de « l'intellectuel francophone » entre 1968 et 1981, les départs hors de France durant les années 1980 sont bien souvent des retours d'exils, et constituent un retour à la normale en même temps qu'une raison décisive de la disparition de la scène intellectuelle française (II-A). D'autre part, on observe des départs à l'étranger d'intellectuels nés en France. Ces mobilités, souvent transitoires, contribuent elles aussi au « retrait » intellectuel (II-B).

### ***II-A. Partir, un retour. L'ailleurs entre retrait et prolongement***

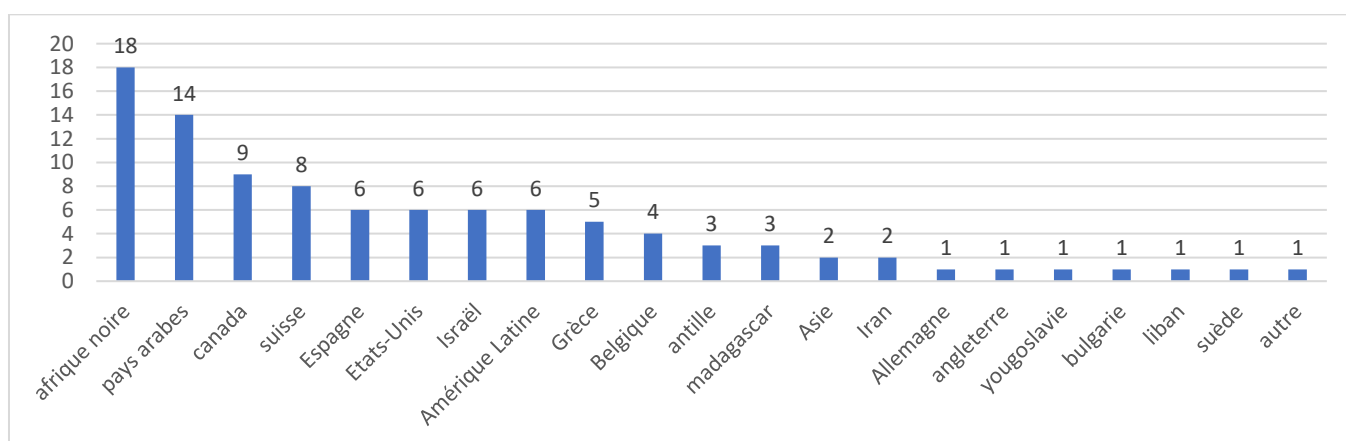
Comme on l'a vu [cf le chap. 4], la vie intellectuelle française est, dans l'après-1968, fortement transnationale, puisque près de 20% (N = 123) des femmes et des hommes de notre population sont nés soit à l'étranger, et 11% (N = 68) dans une colonie française. Les effets de cette transnationalité sont particulièrement forts pour la période 1982-1992 au regard des nombreux départs hors de France : 99 membres de notre population (12%) sont, avec certitude,

installées principalement à l'étranger entre le 1<sup>er</sup> janvier 1982 et la fin de l'année 1991 [voir le graphique n°1]. Ces migrations hors de France concernent essentiellement Maspero et Anthropos, puisque les Éditions Sociales ne représentent que 4% de ce total (n = 4), ce qui ne surprend guère au regard à la fois de la géographie des ES, très centrée sur la France [voir le chapitre 3] et de la sociologie des « auteurs ES », peu souvent nés hors de métropole.

S'il nous semble important de revenir sur ces migrations intellectuelles, c'est qu'elles sont fortement corrélées à la baisse de la production intellectuelle entre 1982 et 1992. De plus, pour ceux qui continuent de publier en langue française – et, bien souvent, des écrits engagés —, ils le font très généralement chez des éditeurs belges, canadiens et suisses<sup>2661</sup>, ce qui participe à leur quasi-disparition de la scène intellectuelle française. Enfin, l'étude de ces migrations invite à articuler ce retrait en France et la persistance de l'engagement politique hors de France, puisque ces départs ne sont pas synonymes de reniement politique ni d'abandon, ils sont, plus fréquemment, le prolongement des activités passées<sup>2662</sup>.

Pour étudier ces phénomènes migratoires complexes, différents selon les pays, et qui ont à la fois des logiques politiques (exils) et intellectuelles (échanges universitaires), nous reviendrons d'abord sur des trajectoires de retours d'exils de pays tombés en dictature (1) puis aux intellectuels arabes (2) et d'Afrique noire (3). Enfin, nous nous intéresserons aux intellectuels des marges francophones durant les années 1980 (4).

**Graphique 1 : Géographie des départs hors de France après 1981**



<sup>2661</sup> Certains publient aussi chez des éditeurs installés en Afrique, ou, parfois, chez L'Harmattan. Dans tous les cas, le constat d'invisibilisation reste le même.

<sup>2662</sup> Plus précisément, dans le cas de l'exil, le départ à l'étranger est la condition de la *loyalty*, et le retour dans son pays d'origine est donc la poursuite de l'activité politique en exil. Voir Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, pp. 25 et sq.

### ***Rentrer (1). Chute des dictatures et retours d'exil.***

Les retours d'exils concernent des dizaines de membres de notre population, principalement des « intellectuels francophones », nés à l'étranger mais ayant choisi la France comme terre d'accueil. Ils s'y sont trouvés dans l'après-1968 mais n'avaient pas vocation à y rester. Ces « retours migratoires » concernent essentiellement des individus qui ont fui une dictature, même si des liens intellectuels ou familiaux unissent généralement ces individus à la France. Nous allons développer en détail les trajectoires de retour de Brésiliens, d'Espagnols et de Grecs, qui sont des pays non-francophones qui sont passés un temps par un épisode de dictature politique. En ce sens, ces exemples de retours sont très explicatifs du déclin des marxismes en France.

L'exemple du Brésil, soumis à une dictature militaire entre 1964 et 1985, montre qu'exil politique et migrations scolaires sont très souvent entremêlés<sup>2663</sup>, comme les trajectoires de Maria Isaura Pereira de Queiroz\*, de Ladislau Dowbor\* et de Fernando Henrique Cardoso\* permettent de le saisir. Née en 1918 à Sao Paulo, Maria Isaura Pereira de Queiroz\* appartient à la génération intellectuelle qui entretient des liens forts avec la France. Après la seconde guerre mondiale, elle suit des études de sciences sociales à l'université de Sao Paulo, puis se rend en France au cours des années 1950, où elle soutient en 1959 une thèse dirigée par Roger Bastide, devant un jury comprenant Claude Lévi-Strauss et Gabriel Le Bras. Elle rentre ensuite au Brésil, où elle devient professeur à l'université de Sao Paulo, et fonde en février 1964 le Centre d'études rurales et urbaines (CERU). Contrairement à Ladislau Dowbor\* [voir *infra*], elle est donc déjà en poste quand le régime militaire est instauré en 1964. Son militantisme passe pour cette raison essentiellement par son activité intellectuelle. Si elle demeure en poste au Brésil durant toutes les années 1970, elle reste politiquement menacée, et se rend régulièrement à l'étranger, et notamment en France – où elle publie chez Anthropos en 1968 *Réforme et révolution dans les sociétés traditionnelles : histoire et ethnologie des mouvements messianiques*, livre tiré de sa thèse et préfacé par Roger Bastide. Invitée à Paris-III en 1978-1979, puis au Sénégal en 1979-1980, et enfin en Belgique en 1980-1981, elle rentre au Brésil au début des années 1980, où elle reste une opposante à la dictature militaire jusqu'à sa chute en 1985. Elle ne publie plus rien de significatif en français au cours des années 1981-1992,

---

<sup>2663</sup> Autrement dit, la situation politique n'est pas l'unique critère du retour, et les logiques intellectuelles – visibles, déjà, dans le choix de la France comme pays d'accueil – sont également décisives. Il faut replacer ces circulations migratoires dans l'histoire franco-brésilienne, marquée par d'intenses échanges intellectuels, notamment dans le cas de l'anthropologie, avec les nombreux voyages qu'ont pu y faire Roger Bastide et Claude Lévi-Strauss. Voir la synthèse sur la place de la France dans la vie intellectuelle mondiale que dresse Thomas Brisson, « Le rayonnement déclinant de la pensée française ? », in Laurent Jeanpierre et Christophe Charle (dir.), *La vie intellectuelle en France, Tome 2...*, op. cit., pp. 779 et sq.

écrivain essentiellement en brésilien. Elle reste néanmoins très liée à la France, participant un temps à l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, et introduisant l'anthropologie et la sociologie françaises au Brésil, dont l'œuvre de Roger Bastide. Elle est décédée à Sao Paulo en 2018<sup>2664</sup>.

Né en 1941 en France, à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), alors que ses parents d'origine polonaise tentaient de quitter l'Europe pour fuir la guerre<sup>2665</sup>, Ladislau Dowbor\* grandit au Brésil à partir de 1951, quand ses parents s'y installent. Après l'instauration du régime militaire en 1964, il quitte le Brésil pour suivre des études d'économie politique à l'Université de Lausanne, tout en militant au sein du groupe brésilien d'extrême-gauche Vanguarda Popular Revolucionária (Avant-garde populaire révolutionnaire, VPR). De retour au Brésil en 1968, il appartient à la direction de VPR, et participe à ce titre en mars 1970 à l'enlèvement du consul du Japon à Sao Paulo. Ce dernier est relâché quelques jours plus tard en échange de cinq prisonniers politiques<sup>2666</sup>. Arrêté en 1971, torturé, il bénéficie d'un échange de prisonniers politiques pour sortir de prison et partir en exil, d'abord en Algérie, puis en Pologne – où il devient docteur de l'École centrale de planification et de statistiques de Varsovie – au Portugal, où il est un temps professeur de finances publiques à l'Université de Coimbra entre 1975 et 1977. Francophone, il publie en 1981 chez Anthropos *La formation du capitalisme dépendant au Brésil*. Spécialiste de la planification économique, il est un temps coordinateur technique du ministère de la Planification de la Guinée-Bissau (lusophone) entre 1977 et 1981, et s'engage aussi auprès d'autres pays comme le Nicaragua. Amnistié, il rentre au Brésil, où il est élu dès 1982 professeur à l'université pontificale catholique de Sao Paulo. Il ne publie plus en français jusqu'à la traduction en 2004 de *La mosaïque brisée*, mais essentiellement en brésilien. Il demeure un intellectuel engagé, aussi bien auprès d'organisations internationales qu'à Sao Paulo, où il est entre 1989 et 1992 conseiller spécial du maire et responsable des questions environnementales et des relations internationales. Après l'élection de Lula à la présidence de la République Brésilienne en 2003, il devient son premier conseiller économique.

Ces trajectoires, qui combinent à la fois la persistance d'un engagement politique très marqué à gauche et la disparition de la production intellectuelle en français au profit d'une autre

---

<sup>2664</sup> Voir notamment Maria Helena Rocha Antuniassi, « Maria Isaura Pereira de Queiroz et son héritage », *SociologieS* [En ligne], Découvertes / Redécouvertes, Maria Isaura Pereira de Queiroz, mis en ligne le 28 avril 2008.

<sup>2665</sup> « Je tombai désespérément amoureux, écrit-il, d'une jeune fille juive d'origine polonaise comme moi. Son père, apprenant que sa fille fréquentait un *goy*, l'expédia en Israël pour qu'elle puisse fréquenter des jeunes gens "bien" ». Voir Ladislau Dowbor, *La mosaïque brisée, ou l'économie au-delà des équations*, Paris, L'Harmattan, 2004 [2000], p. 18.

<sup>2666</sup> Voir Irénée Guimaraes, « Cinq prisonniers politiques seront relâchés en échange de la libération du consul du Japon à Sao Paulo », *Le Monde*, 14 mars 1970.

langue se retrouve dans les autres trajectoires de brésiliens, notamment chez les économistes de la dépendance publiés par Anthropos [voir le chapitre 3]. L'économiste Celso Furtado\*<sup>2667</sup> (1920-2004), obtient un doctorat d'économie à Paris en 1948, puis est successivement membre de la commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL, de l'ONU) entre 1949 et 1958 et ministre du Plan au Brésil (1962-1963). Avec l'instauration de la dictature, il s'exile et s'installe à Paris en 1965. Il ne rentre au Brésil qu'en 1985, quand le régime démocratique est rétabli. Entre temps, il a été le premier étranger nommé dans une université française, en 1965, par décret présidentiel du général de Gaulle<sup>2668</sup>, et a été un « maître à penser » pour certains jeunes intellectuels marxistes. Pierre Salama\*, né en 1942, est au début des années 1970 un jeune économiste qui publie en 1972 *Le procès du sous-développement : essai sur les limites de l'accumulation nationale du capital dans les économies semi-industrialisées*, version remaniée de sa thèse qu'il vient de soutenir. Il raconte dans un entretien publié en 2007 :

« [Ma] chance est d'avoir eu un maître à penser : Celso Furtado\*. Il a été mon professeur pendant deux ans. J'ai été son assistant durant un an [...]. En France, dans les années 1960, les professeurs d'économie "spécialisés" sur le développement avaient peu connaissance de ce qui se passait, ou s'était passé, en Asie, en Égypte, en Inde et moins encore en Amérique latine. L'arrivée de Furtado\* en France les a pour le moins dérangés dans leurs certitudes et jouait comme effet de miroir de leur incompétence. Furtado\*, ministre brésilien expulsé de son pays par un coup d'État, formé à l'école de Cambridge, tenait un discours tout autre en 1966, un discours qui donnait matière à réflexion. Cette seconde chance m'a mobilisé sur le développement. J'ai eu aussi la chance d'entretenir des relations avec des hommes et des femmes ici, en France, lieu de leur exil, de discuter avec eux ; c'étaient des gens qui pensaient le développement de manière totalement différente de celle qui prédominait en France. Et ils ne pensaient pas simplement « les armes à la main », mais aussi avec leur tête. C'est ce mélange du refus de l'ignorance et de la connaissance de l'adversaire qui leur donnait un éclairage très lucide, savant et militant. J'ai connu, côtoyé, aidé parfois ces réfugiés politiques [...]. J'ai travaillé avec eux à la préparation de débats »<sup>2669</sup>.

Celso Furtado\* est donc très impliqué aussi bien intellectuellement que politiquement en France, jusqu'en 1985. À son retour, il est très impliqué dans la vie politique brésilienne, et devient même ministre de la Culture du gouvernement José Sarney (1986-1988). Il reste jusqu'à sa mort très proche de la gauche et du Parti des travailleurs de Lula. Il ne publie en français, mais sa renommée est telle que plusieurs de ses textes sont traduits du portugais à la fin des années 1980. Son départ implique donc un retrait net de la vie intellectuelle française, mais pas

---

<sup>2667</sup> Reneta Bianconi, *L'œuvre de Celso Furtado à Paris : le parcours d'un intellectuel et homme d'État*, thèse d'histoire dirigée par Luiz Felipe de Alencastro, Paris IV, 2014

<sup>2668</sup> *Ibid.*, p. 372.

<sup>2669</sup> Pierre Salama\*, « Parcours de vie d'un chercheur en économie », *Revue Tiers Monde*, 2007/3 (n° 191), pp. 573-574.

une disparition totale. Le constat est le même pour Fernando Enrique Cardoso\*, né en 1931 et lui aussi exilé en France durant la dictature – où il obtient un poste à Nanterre –, rentre au début des années 1980 au Brésil après s’être installé quelques années aux États-Unis. Il reste lui aussi très engagé dans la vie politique, puisqu’il est d’abord sénateur durant les années 1980, puis ministre des Affaires Extérieures entre octobre 1992 et mai 1993, moment où il devient ministre des Finances jusqu’en mars 1994. Il est enfin élu à la présidence de la République en 1995. Sa trajectoire politique est en revanche marquée par un déport progressif vers la droite de l’échiquier politique, et son parti (le Parti de la social-démocratie brésilienne) est nettement moins à gauche que le Parti des travailleurs. Sans devenir politiquement conservateur, Cardoso\* représente donc une trajectoire rare de déplacement significatif sur l’échiquier politique au regard de ses engagements politiques des années 1968<sup>2670</sup>.

Ces retours au Brésil sont étroitement à la situation politique nationale, et à la chute de la dictature militaire. C’est également le cas en Espagne et en Grèce, où l’on retrouve le même schéma de persistance d’engagement mais de disparition de la scène intellectuelle française. En Espagne, la mort de Franco le 20 novembre 1975 ouvre une période nouvelle, après plus de 35 ans de dictature. Six membres de notre population rentrent dans les mois qui suivent. Manuel Azcarate\*, militant communiste dès 1934, est en exil à Paris depuis 1939 et la défaite des républicains espagnols. Il travaille après la seconde guerre mondiale pour les organes officiels du Parti Communiste Espagnol (PCE) et passe à ce titre quelque temps en URSS entre 1959 et 1964. Il revient à nouveau en France, et rentre finalement en Espagne en 1976, au début de la transition démocratique. Eurocommuniste convaincu et « rénovateur » du PCE, il entre en conflit avec la direction du parti en 1982 et en est exclu. Il travaille ensuite comme éditorialiste à *El País*, reste loyal à ses convictions politiques, mais se détache progressivement de la France et ne publie plus qu’en espagnol dans les années 1980<sup>2671</sup>.

La trajectoire de Fernando Claudin\* est très proche de celle d’Azcarate\* : membre des jeunesses communistes d’Espagne à partir de 1933, militant du PCE à partir de la guerre civile, il s’exile d’abord au Mexique puis, après 1945, en France<sup>2672</sup>. Il ne rentre en Espagne qu’à la

---

<sup>2670</sup> Et notamment au cours des événements. Il raconte dans un entretien publié par RFI en décembre 2015 qu’il « étai[t] presque à toutes les manifestations » : <https://savoirs.rfi.fr/fr/comprendre-enrichir/histoire/la-revolution-en-france-etait-symbolique>.

<sup>2671</sup> Excepté une préface pour *Anthropos* en 1982 et un texte pour le livre hommage à Poulantzas\* : Christine Buci-Glucksmann\* (dir.), *La gauche, le pouvoir, le socialisme...*, op. cit.

<sup>2672</sup> Il a été proche de Jorge Semprun, écrivain, ancien du PCE, (et futur ministre), lui aussi exilé en France. Semprun revient sur son activité clandestine au Parti Communiste Espagnol notamment dans *Autobiographie de Federico Sanchez*, Paris, Seuil, 1978.



mort de Franco, après avoir été actif dans la vie intellectuelle française, notamment à travers quatre ouvrages publiés chez Maspero (comme *La crise du mouvement communiste : du Kominterm au Kominform*, en 1972 ; ou *L'eurocommunisme*, 1977) et des participations à des revues, comme au numéro 357-bis des *Temps Modernes* consacré en 1976 à la situation espagnole. Dans les années 1980, seul son livre *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »* (PUF, 1983), est disponible en français. Ce constat s'applique également à d'autres intellectuels espagnols comme le journaliste communiste Jesus Ibarrola\* — qui écrit dans *La Nouvelle Critique* et co-dirige le *Dictionnaire économique et social* (ES, 1975) —, le sociologue Sergio Vilar\* — qui publie en 1977 chez Anthropos *Dictature militaire et fascisme en Espagne : origines, reproduction, luttes*, tiré de sa thèse de 1974 soutenue à Paris-VIII avec Poulantzas\* — ou le philosophe Victor Gomez Pin\*, qui rentre également en Espagne après la mort de Franco et ne publie plus qu'en espagnol après avoir lui aussi fait paraître en 1977 chez Anthropos sa thèse de philosophie soutenue en 1974 à Paris 1<sup>2673</sup>.

Le même constat peut être dressé pour plusieurs pays, à commencer par la Grèce, où quatre membres de notre population rentrent après plusieurs années passées en France. Outre la trajectoire très internationalisée de Michel Raptis\*, qui vit en Grèce après 1974 [**voir le chapitre 5**], les trajectoires de Marie Eliou\* et d'Eftichios Bitsakis\* sont exemplaires de ces retours d'exils. Marie Eliou\*<sup>2674</sup> est née en 1933 en Grèce. Son père, vétérinaire militaire, est muté d'Athènes vers une petite ville du Nord du pays en 1936. En 1940, la Grèce est attaquée par l'Italie de Mussolini, bientôt aidée par l'Allemagne hitlérienne. Marie Eliou\* passe la guerre dans la ferme de ses grands-parents maternels, à Pyrgos, dans le Péloponnèse, où elle apprend en 1943 la mort de son père. Marquée à gauche, son enfance voit aussi ses oncles et tantes entrer dans la résistance armée, avant d'être emprisonnés en 1946, année où le roi Georges II retrouve son trône. Marie Eliou\* étudie à partir de 1951 à la faculté de Lettres de l'Université d'Athènes puis à l'Institut Français d'Athènes, où elle se destine au professorat. Elle est à l'époque proche de Philippe Iliou, son futur mari, le fils d'Ilias Iliou, l'un des fondateurs de la Gauche démocratique unie (EDA, le seul parti de gauche légal, émanation du Parti communiste grec<sup>2675</sup>). Ce sont ces relations politiques qui lui barrent la route de l'enseignement en Grèce à

---

<sup>2673</sup> Dirigée par Maurice de Gandillac, elle est consacrée à Aristote.

<sup>2674</sup> Les lignes qui suivent s'appuient principalement sur Marie Eliou\*, « Un voyage mouvementé », *Mediterranean Journal of Educational Studies*, Vol. 15(2), pp. 99-108, 2010 : <https://www.um.edu.mt/library/oar/bitstream/123456789/55861/1/MJES15%282%29A8.pdf>.

<sup>2675</sup> C'est le parti de Grigóris Lambrákis, député assassiné en mai 1963. Le film *Z*, de Costa-Gavras, revient en 1969 sur cette histoire avec Semprun comme co-scénariste.

une époque où de nombreux emplois nécessitent le « Certificat d'opinions sociales », qu'elle ne peut obtenir. Elle se marie avec Philippe Iliou en 1957, et s'exile avec lui à Paris, où elle milite rapidement contre la guerre d'Algérie et entame avec Jean Piaget une thèse sur « La formation du nombre et de l'espace chez l'enfant algérien de Paris ».

Pour financer son doctorat, elle réussit à entrer comme chercheuse contractuelle à l'Institut d'Étude du Développement Économique et Social (IEDES) et travaille aussi, en parallèle, avec l'UNESCO et l'OCDE. C'est par ce biais qu'elle découvre l'Afrique, expérience qui l'amène à commencer une seconde thèse sur l'éducation dans plusieurs pays du continent. Mais après sept ans d'exil, elle décide avec son mari de rentrer en Grèce en 1964, où ils essaient d'intégrer la fonction publique. Après plusieurs refus, elle obtient enfin un poste de chercheuse contractuelle au Centre de Recherches Sociales d'Athènes. En voyage pour quelques jours à Paris en avril 1967, elle n'est pas en Grèce lors du coup d'État « des colonels », le 21 avril 1967, alors que son beau-père Ilias Iliou est arrêté et torturé et que son mari, en fuite, parvient à la rejoindre à Paris.

Démarre une nouvelle période d'exil sur le sol français où, « coincée à Paris », Marie Eliou\* est « fraternellement accueillie par [ses] anciens collègues et retrouv[e] [s]on travail de chargée de recherche à l'IEDES, ainsi que des contrats de temps à autre à l'Unesco »<sup>2676</sup>. Elle soutient sa thèse en sociologie de l'éducation, en 1975 à Paris V sous la direction de Le Thanh Khoi<sup>2677</sup>, avec pour président du jury Georges Balandier. Intitulée « Enseignement et formation de la conscience nationale en République populaire du Congo », elle donne lieu à une publication en 1977 chez Anthropos<sup>2678</sup>. Elle est alors déjà revenue en Grèce avec son mari où elle est à nouveau chargée de recherche contractuelle au Centre national de recherches sociales d'Athènes, peu après l'instauration d'un régime démocratique consécutif à la chute du régime des colonels, en 1974. Ce n'est qu'en 1984 qu'elle devient professeure titulaire à l'Université de Jannina (Nord-Ouest du pays), avant d'être recrutée en 1990 à l'Université d'Athènes. Elle demeure une intellectuelle très engagée à gauche. Entre 1982 et 1984, elle est conseillère du ministre de l'Éducation (PASOK, social-démocrate) chargée de l'éducation populaire. Elle est aussi membre directeur de la Ligue grecque des droits de la femme entre 1979 et 1991,

---

<sup>2676</sup> Marie Eliou\*, « Un voyage mouvementé »..., *art. cit.*

<sup>2677</sup> Né à Hanoi en 1923, il est à l'époque Professeur émérite d'éducation comparée et d'éducation et développement.

<sup>2678</sup> Marie Eliou\*, *La formation de la conscience nationale en République populaire du Congo*, Paris, Anthropos, 1977.

organisme dont elle est même directrice de 1982 à 1983. Elle publie après son retour essentiellement en Grèce, disparaissant de la scène intellectuelle française<sup>2679</sup>.

La persistance de l'engagement combiné à un retour à la langue natale après l'exil est encore plus nette chez Eftýchios Bitsákis\*<sup>2680</sup>. Né en 1927 en Crète dans une famille d'agriculteurs, il y grandit jusqu'à la guerre, durant laquelle il entre en résistance au sein de l'Organisation de la Jeunesse pour l'Unité Panhellénique créée en 1943 et contrôlée par les communistes. Il devient membre du Parti communiste grec en 1944 (KKE), passe son bac puis s'inscrit en physique-mathématiques à l'Université d'Athènes. Arrêté en 1948 durant la guerre civile grecque (1946-1949), il passe sept années en prison. À sa sortie, en novembre 1955, il reprend ses études – il est diplômé en 1958 – et s'inscrit à l'EDA. Il devient le secrétaire de l'organisation de jeunesse et membre de la section idéologique. C'est également l'un des responsables de la revue théorique d'EDA, *Synchroni Themata* (*Enjeux contemporains*, qui est encore aujourd'hui la revue du Parti communiste), créée en 1962. En octobre 1965, il arrive à Paris pour poursuivre ses études de physique à l'Institut Poincaré. En 1967, il fonde avec d'autres intellectuels – dont Nicos Poulantzas\* [voir l'encadré n° 1] – un comité contre la dictature. Il crée et participe au journal *Gauche libre*, lié au Parti communiste grec (toujours clandestin) et distribué en Europe et en Amérique du Nord. Docteur en philosophie à Vincennes en 1973 – sa thèse est dirigée par François Châtelet\* –, il devient en 1976 docteur d'État en philosophie des sciences. Il est durant ces années chargé de cours à l'Université Paris XI et à Vincennes, tout en travaillant au laboratoire de physique nucléaire du collège de France, où travaillent de nombreux intellectuels communistes. C'est par leur entremise qu'il en vient à publier sa thèse de doctorat aux Éditions Sociales (*Physique contemporaine et matérialisme dialectique*, 1973, rééditée en 1983).

Il retourne à la fin des années 1970 en Grèce, après la chute de la dictature des colonels, et devient professeur titulaire à l'Université de Jannina, comme Marie Eliou\*. À partir de cette date, ses ouvrages sont toujours publiés en grec et non traduits<sup>2681</sup>. Eftýchios Bitsákis\* reste lui aussi très engagé : il est membre du comité central du Parti communiste grec à partir de sa légalisation en 1974 et publie dans la revue théorique du parti. Il le quitte en 1989, après des

---

<sup>2679</sup> Elle publie deux textes en français, mais publiés hors de France, en 1983 l'ouvrage *Femmes et développement ou Les Métamorphoses d'un développement au masculin* (European association of development research and training institutes book série, Tilburg, Pays-Bas) et un chapitre intitulé « La problématique féminine dans les sciences de l'éducation » dans les *Mélanges offerts à Roger Milliex* (Athènes, 1988).

<sup>2680</sup> Les lignes qui suivent doivent beaucoup à l'aide de Modestos Siotos, doctorant au CESSP.

<sup>2681</sup> Jusqu'à Eftýchios Bitsákis\*, *Le nouveau Réalisme Scientifique*, Paris, L'Harmattan, 1997.

années de conflits internes, et fonde le NAR (Nouvelle tendance de gauche). Il est encore aujourd'hui, à plus de 90 ans, lié à l'extrême-gauche.

Ces quelques trajectoires permettent de mesurer la complexité des devenir des intellectuels de notre population. Pour ceux qui rentrent dans leur pays natal après plusieurs années passées en exil en France, leur trajectoire intellectuelle et politique est bien souvent marquée par la persistance d'un engagement politique intense, mais aussi par une disparition de la vie intellectuelle française, consécutive à la réactivation de la langue natale. Encore une fois, le déclin des idées marxistes en France ne peut donc pas s'analyser comme une simple chute de « l'offre », mais doit se comprendre notamment à travers ces migrations intellectuelles complexes dont la France fut le cœur.

### ***Rentrer (2). Les « intellectuels francophones » arabes***

Un phénomène proche est à l'œuvre dans les anciennes colonies françaises, « arabes » au sens large (Afrique du Nord, mais aussi Égypte, Liban ou Syrie) et dans celles d'Afrique sub-saharienne. De nombreux intellectuels arabes et d'Afrique noire rentrent, dans les années 1970 et 1980, dans leur pays d'origine après plusieurs années passées en France. Cette sous-population est importante, puisqu'elle concerne 17 individus pour les pays de langue arabe, et 18 pour les pays d'Afrique noire francophone.

Parmi les 17 intellectuels qui rentrent dans un pays arabe, on trouve, d'une part, des ressortissants de pays extérieurs à l'ex-empire français, mais dont les liens avec la France sont anciens, à l'image du Syrien Hilan Rizkallah\* (né en 1928), qui suit ses études et soutient sa thèse à l'Université de Genève, en lien avec l'Institut du développement [voir le chapitre 4]. Il commence à résider en 1968 en France, à Issy-les-Moulineaux, avec son amie d'alors, et publie sa thèse chez Anthropos grâce à ses contacts suisses et français (*Culture et développement en Syrie et dans les pays retardés*, 1969). Il retourne en Syrie quelques années plus tard, où il est à la fois journaliste, consultant à l'UNIDO (agence de l'ONU spécialisée dans le développement industriel), intellectuel auteur de plusieurs ouvrages en arabe<sup>2682</sup> et toujours engagé selon ses propres termes contre la « folie néolibérale »<sup>2683</sup>.

L'Égypte est, elle aussi, un pays central dans cette géographie des retours, tant elle a une longue tradition d'échanges intellectuels avec la France, même si ce lien semble se distendre dans les années 1970 et surtout 1980, comme le note Thomas Brisson<sup>2684</sup>. Ce

---

<sup>2682</sup> Échanges mails avec Hilan Rizkallah\*, premier semestre 2019.

<sup>2683</sup> *Ibid.*

<sup>2684</sup> Thomas Brisson, « Le rayonnement déclinant de la pensée française ? », in Laurent Jeanpierre et Christophe Charle (dir.), *La vie intellectuelle en France, Tome 2...*, op. cit., pp. 779 et sq.

phénomène est visible dans la trajectoire de plusieurs intellectuels égyptiens, à l'image de celle de Mohamed Dowidar\* [voir l'encadré n° 2], qui rédige sa thèse à Paris sous la direction de Charles Bettelheim\* sur *Les schémas de reproduction et la méthodologie de la planification socialiste* (1964), avant d'être un temps professeur à la faculté de droit et des sciences économiques d'Alger, puis à l'Institut africain de Développement et de Planification (IDEP), basé à Dakar et longtemps dirigé par Samir Amin\*, avant de rentrer en Égypte, où il devient professeur d'économie politique à l'université d'Alexandrie. À partir de cette date, il publie peu en français, mais continue d'être un intellectuel actif, expert de la planification au sein d'institutions tiers-mondistes et de l'UNESCO.

### **Encadré n° 2 : Mohamed Dowidar\* et l'enjeu des sources**

Le cas de Mohamed Dowidar\* permet d'éclairer comment nous avons traqué, en l'absence presque totale de sources, toutes les mentions disponibles<sup>2685</sup>. Nous ignorons presque tout de Mohamed Dowidar\* : son année de naissance, ses origines sociales, la plupart de ses études, même son pays de naissance, même si il est très probablement né en Egypte (nous l'avons codé comme étant « né à l'étranger », le doute ici étant très faible). En 1964, il publie un article dans la revue *Tiers-Monde* sur « le développement économique de l'Égypte depuis 1952 » et signe « Assistant professeur à la Faculté de Droit d'Alexandrie. M. Se. (Econ.) (Londres) ». Il est donc assistant à l'université en Egypte, et vraisemblablement titulaire d'un master d'économie obtenu à Londres. Toujours en 1964, d'après le Sudoc, il soutient sa thèse de sciences économiques à « Paris ». Il ne publie rien en français avant *L'économie politique : une science sociale*, chez Maspero, en 1974. Il est indiqué dans ce livre que « M. H. Dowidar\* est professeur d'économie politique à l'université d'Alexandrie, ancien professeur à la faculté de droit et des sciences économiques d'Alger, et *using professor* à l'institut africain de développement et de planification (IDEP) de Dakar, dirigé par Samir Amin\*. On retrouve aussi sa trace en octobre 1973 dans le dixième numéro de la revue *Espace et société*<sup>2686</sup>, fondée autour d'Henri Lefebvre\*, Manuel Castells\* et d'autres sociologues de l'urbain chez Anthropos. Il y publie un texte intitulé « *Les concepts du mode de production à la "région"* », qui est la transcription d'une conférence prononcée à Ibadan, au Nigéria, lors d'un séminaire de l'IDEP (qui y possède une antenne). Le dernier livre qu'il publie en français est la réédition en 1981, dans la collection « Fondations » des Éditions Maspero, de son livre de 1974. En 1987, il est toujours à l'université d'Alexandrie, comme professeur, à en croire un compte-rendu d'un colloque sur les économistes africains d'avril 1987<sup>2687</sup>. Enfin, en 1993, dans un rapport de l'Institut International de planification de l'éducation (IPE) créé par l'UNESCO, il est présenté comme « membre élu » de l'IPE et comme « Professeur et Président du Département d'économie, Faculté de droit, Université d'Alexandrie, Alexandrie »<sup>2688</sup>.

Dernier exemple d'intellectuels du Moyen-Orient qui disparaissent de la vie intellectuelle française : celui des iraniens, dont les trajectoires sont fortement marquées par la

<sup>2685</sup> Il n'est par exemple pas mentionné dans les travaux de Thomas Brisson.

<sup>2686</sup> Téléchargeable sur Gallica : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k56134231?rk=21459;2#>.

<sup>2687</sup> En ligne : <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/027123.pdf>.

<sup>2688</sup> Disponible en ligne : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000095034>.

révolution khomeyniste de 1979 et ses suites. Né en 1933, Abolhassan Banī Šadr\* s'exile une première fois en France de 1963 à 1979<sup>2689</sup>. De retour en Iran à cette date, il devient le premier président de la République iranienne en 1980, avant d'être destitué en juin 1981 et de s'exiler à nouveau en France, où il vit toujours sous protection policière. Il n'a pourtant jamais cessé d'intervenir dans le débat intellectuel et politique iranien de sa position d'exilé, tout en écrivant également en français, signe que, pour certains, le bilinguisme devient au cœur de leur identité d'intellectuel [**voir également *infra***]<sup>2690</sup>. Le militant politique Kazem Radjavi\* (1934-1990) n'a pas eu cette chance. Lui aussi exilé en France et en Suisse dans les années 1960 et 1970 – période durant laquelle il soutient sa thèse à l'institut du développement de Genève, qu'il publie ensuite chez Anthropos<sup>2691</sup> –, il rentre en Iran à la fin des années 1970, et devient diplomate après la révolution. Il démissionne en 1982, et bénéficie alors du statut de réfugié politique en Suisse, mais il est tué par balles en 1990, vraisemblablement assassiné par les services secrets iraniens.

Chez les intellectuels originaires des anciennes colonies d'Afrique du Nord, plusieurs auteurs passés par la France se sont eux aussi installés définitivement hors de France dans les années 1980, à l'image du Marocain Abdallah Laroui\* ou de nombreux Algériens. La plupart écrivent bien moins en français, même si là encore le bilinguisme reste constitutif de l'évolution de leur trajectoire. Abdallah Laroui\* est particulièrement pris entre la langue française et la langue arabe. Né en 1933 à Azemmour, au Maroc, il fait ses études à Rabat et devient à moins de 30 ans conseiller au ministère des Affaires étrangères auprès du roi Hassan II (1961-1962) avant de venir à Paris où il étudie les sciences politiques à la Sorbonne, obtient un certificat en études islamiques et réussit l'agrégation d'arabe. Il publie quatre ouvrages chez Maspero : *L'idéologie arabe contemporaine* (1967), *Histoire du Maghreb* (1970) puis, après la soutenance de sa thèse d'État en 1976, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)* tiré de ce travail, et *La crise des intellectuels arabes : traditionalisme ou historicisme ?* (1978). Passant son temps entre la France et le Maroc, il rentre définitivement après 1976 et devient professeur à l'université Mohamed V de Rabat jusqu'en 2000. Intellectuel engagé, rationaliste pensant continuellement le rapport entre tradition et modernité, entre religion et

---

<sup>2689</sup> C'est durant cette période qu'il noue des liens étroits avec des intellectuels français dont Paul Vieille\*, avec lequel il publie par exemple *Violence et pétrole* (Anthropos, 1974).

<sup>2690</sup> Il a notamment publié un livre d'entretiens en 1989. Voir Abolhassan Bani Sadr\* et Jean-Charles Deniau, *Le complot des ayatollahs*, Paris, La Découverte, 1989.

<sup>2691</sup> Kazem Radjavi\*, *La dictature du prolétariat et le dépérissement de l'État de Marx à Lénine*, Paris, Anthropos, 1975, préfacé par François Châtelet\*.

laïcité, il participe au mouvement des réformateurs de l’Islam<sup>2692</sup>. Il se réfère encore abondamment à Marx, qu’il qualifie de « théoricien le plus conséquent du capitalisme et du libéralisme ». Il a publié principalement en arabe tout en continuant à utiliser le français, mais sans que ses publics communiquent beaucoup entre eux, puisque comme il l’écrit, « Je rencontre des gens qui croient que je n’ai rien publié depuis *L’idéologie arabe contemporaine* et d’autres qui ne savent pas que j’ai écrit des livres en français »<sup>2693</sup>.

En Algérie, Houari Boumédiène, vice-président du conseil entre 1963 et 1965 sous Ben Bella, est au pouvoir entre son coup d’État en 1965 et sa mort en 1978. Certains intellectuels nés en Algérie se rapprochent de lui dès les années 1970, à l’image de l’écrivain Rachid Boudjedra\*. Né en 1941 dans une riche famille de commerçants, exilé en France où il est professeur agrégé au lycée Montaigne à Paris – période durant laquelle il publie *Naissance du cinéma algérien* (Maspero, 1971) –, il rentre en Algérie et le pouvoir lui commande le scénario de *Chroniques des années de braise*, Palme d’or à Cannes en 1975. En 1977, il devient conseiller pour le ministère de l’Information et de la Culture. Il participe également à la rubrique culturelle de la revue hebdomadaire *Révolution africaine* et, à partir de 1981, est nommé lecteur à la Société nationale d’édition et de diffusion (SNED<sup>2694</sup>) tout en enseignant à l’IEP d’Alger et en étant membre de la Ligue des Droits de l’Homme<sup>2695</sup>.

D’autres intellectuels ne rentrent en Algérie qu’après la mort de Boumédiène, à l’image d’Ahmed Mahsas\*, qui quitte la France en 1981 et reste un intellectuel et un homme politique engagé, mais ne publie plus en français [**sur sa trajectoire, voir le chapitre 3**]. Enfin, parmi les intellectuels français très engagés dans l’indépendance des pays du Maghreb, certains partent s’y installer pour des raisons à la fois politiques et familiales, à l’image d’Anne Guérin\* (1936-2017) – fille de Daniel Guérin\* [**cf le chap. 3**] – qui s’installe définitivement en Tunisie au début des années 1970 après son mariage avec l’économiste marxiste Ahmed Henni, avec lequel elle a deux enfants. Au cours des années 1970, elle traduit *De la souillure* de Mary Douglas (Maspero, 1971) et *Les systèmes politiques des hautes terres de Birmanie* d’Edmund Leach (1972, Maspero). Journaliste, elle contribue également avec Nicolas Brimo\* (*Le Canard*

---

<sup>2692</sup> Mohamed Amine Brahimî le présente comme un intellectuel arabe portant un « regard critique sur le fait musulman ». Voir Mohamed Amine Brahimî, *La réforme islamique contemporaine : sociologie d’un marché intellectuel*, thèse de sociologie dirigée par Gisèle Sapiro et Hamit Bozarslan, Paris, EHESS, 2019, pp. 112 et sq.

<sup>2693</sup> Voir Abdallah Laroui, « Il nous faut une double comptabilité, économique et sociale ». Propos recueillis par Fadma Aït Mous et Driss Ksikes », *Economia*, n°4, octobre 2008-janvier 2009, pp. 121-134.

<sup>2694</sup> Créée en 1966, c’est une entreprise publique nationalisée en 1966. La SNED devient l’Entreprise nationale algérienne du livre (ENAL) en 1983.

<sup>2695</sup> Sur la trajectoire de Rachid Boudjedra, voir Tristan Leperlier, *Une guerre des...*, thèse cit., pp. 495 et sq.

*Enchaîné*) à l'enquête sur *Le dossier Hersant* (Maspero, 1977), livre dont le but est « d'apprendre à [le] combattre »<sup>2696</sup> l'empire de presse de Robert Hersant, propriétaire, à l'époque, de treize quotidiens. Elle travaille également sur des questions environnementales (elle publie en 1980 au Seuil *Les Pollueurs. Luttés sociales et pollutions industrielles*), carcérales (elle est un temps à l'Observatoire international des prisons) et sexuelles (elle est militante d'Act Up)<sup>2697</sup>. Malgré cet activisme politique et intellectuel, son installation à l'étranger coïncide avec la fin de ses publications en français et son engagement trouve, dans le même temps, sans doute moins d'écho en France<sup>2698</sup>.

Dans l'ensemble, les retours de ces intellectuels arabes dans leur pays – que ce retour soit lié à la lutte pour l'indépendance ou aux rapports de force intérieurs dans les années qui suivent son obtention – marquent, là encore, leur retrait partiel de la vie intellectuelle française. Certes, les liens avec la France ne disparaissent pas complètement, et les échanges – notamment universitaires – restent nombreux<sup>2699</sup>. Ces relations politiques et intellectuelles entre la France et ses anciennes colonies conduisent parfois à des situations d'entre-deux pour plusieurs de nos intellectuels, qui par la langue comme par leur lieu de vie sont à cheval entre ces deux pays, à l'image de la journaliste franco-tunisienne Sophie Bessis\* [voir l'encadré n° 4]. Sans conduire à une disparition complète de la vie intellectuelle française, ces situations contribuent au déclin du nombre des livres publiés en français (au profit d'autres langues) ainsi qu'à leur visibilité.

#### **Encadré n° 4 : Sophie Bessis\*, franco-tunisienne.**

Sophie Bessis\*, avec qui nous avons réalisé un entretien, est née en 1947 à Tunis, dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle juive : son père est haut-fonctionnaire au ministère de la Culture, et sa mère professeure d'histoire dans le secondaire. Tous deux sont membres du Parti Communiste Tunisien (PCT) – son père a été l'un des dirigeants du PC pendant l'occupation allemande – et elle explique avoir été « biberonnée » au communisme :

« Du plus loin que je remonte dans mon enfance, j'ai des souvenirs politiques : le parti, l'indépendance, et puis chez nous, c'était un défilé constant de militants politiques de gauche ! Voilà. Donc j'ai été élevée là-dedans. Aussi dans un milieu bourgeois parce que ma famille paternelle était très bourgeoise. Mais nous appartenions à la minorité juive. Et ça ne se passe jamais très facilement pour une minorité, et toujours pour la minorité juive dans le monde arabe. C'est ce qui fait qu'en 1962, il y a eu une "épuration" dans la fonction publique tunisienne de ses hauts fonctionnaires juifs »<sup>2700</sup>.

Refusant de s'exiler en France – « Ils n'avaient pas très envie d'aller en France, c'était peu après l'indépendance [du 20 mars 1956] » –, la famille se rend d'abord au Cameroun, où le père

<sup>2696</sup> Nicolas Brimo\* et Anne Guérin\*, *Le dossier Hersant*, Paris, Maspero, 1977.

<sup>2697</sup> Elle s'occupe également des archives de son père après son décès en 1988.

<sup>2698</sup> Elle soutient une thèse de sociologie à Paris-VII en 1978 (*La société rurale en Algérie précapitaliste*) et ne publie rien entre 1980 et 2013, année où paraît *Prisonniers en révolte : quotidien carcéral, mutineries et politique pénitentiaire en France (1970-1980)*, Marseille, Agone, 2013.

<sup>2699</sup> Thomas Brisson, « Le rayonnement déclinant de la pensée française ? », in Laurent Jeanpierre et Christophe Charle (dir.), *La vie intellectuelle en France, Tome 2...*, op. cit., pp. 779 et sq.

<sup>2700</sup> Entretien avec Sophie Bessis\*, 25 octobre 2017.



de Sophie Bessis devient agronome pour la FAO<sup>2701</sup>. L'influence familiale sur la trajectoire de Sophie Bessis est nette, et ce à tous les niveaux. Politiquement, elle est très tôt engagée à gauche, puisqu'elle rejoint le PCT durant ses études. Elle y milite jusqu'en 1968-1969, moment où elle rompt après les événements de Mai-Juin, auxquels elle participe activement à Paris, alors que le PCT, proche du PCF, est critique. Après avoir suivi des études en classes préparatoires au lycée Fénelon, Sophie Bessis étudie alors l'histoire-géographie à la Sorbonne et prépare l'agrégation, qu'elle obtient en 1972. Mais titulaire seulement de la nationalité tunisienne – elle n'obtient la nationalité française qu'en 1979, après de longues démarches administratives<sup>2702</sup> –, elle ne peut enseigner en France comme professeure agrégée. Elle décide alors de partir enseigner durant deux années au Cameroun, au lycée de Yaoundé et à l'université<sup>2703</sup>. Quand elle revient en France en 1975, elle commence à travailler comme journaliste pour le mensuel *Afrique agriculture*. Elle y reste trois années durant lesquelles elle voyage sur tout le continent africain :

« J'ai appris énormément de choses, je me suis plongée dans le monde agricole et dans les questions agricoles et alimentaires, et ce travail à la fois m'intéressait énormément, mais aussi me frustrait, puisque j'avais déjà une réflexion politique. À gauche ! Et là c'était quand même assez technique et plutôt institutionnel... C'est-à-dire que je voyais plus les ministres de l'Agriculture que les paysans, en gros. Et au bout de trois ans où j'ai énormément appris, j'ai quitté ce journal et j'ai eu envie d'écrire un bouquin : tout ce que je savais et tout ce que je n'avais pas dit, au fur et à mesure de cet apprentissage. Tout l'aspect politique des relations internationales agricoles et alimentaires »<sup>2704</sup>.

Nourri de son expérience et de ses nombreuses lectures sur l'économie du développement (« Les Gunder Frank, les Samir Amin\*, Celso Furtado\*, tout ce qui était à l'époque les classiques de cette école, ce qu'on appelait l'économie hétérodoxe »), *L'arme alimentaire* paraît chez Maspero en 1979<sup>2705</sup> et se vend à près de 30 000 exemplaires, signe que la « crise » des ventes d'idées révolutionnaires [voir le chap. 6] échappe à quelques titres. À l'occasion de l'initiative menée par la fondation « Liberté sans frontières » en janvier 1985 lors d'un colloque qui prend pour cible « l'idéologie tiers-mondiste »<sup>2706</sup> –, Sophie Bessis\* est l'une des organisatrices d'un « contre-colloque » :

« C'est J-P. Cot\* qui nous avait trouvé un lieu. Le colloque des anti-tiers-mondistes était au Sénat, et nous on avait fait un colloque à l'Assemblée Nationale, pour défendre disons... non pas le tiers-mondisme, moi je vous dis je ne me suis jamais considérée comme tiers-mondiste puisque je me suis toujours considérée comme quelqu'un de ce qu'on appelait alors le tiers-monde [...] Mais même si j'avais des réserves, on faisait bloc contre l'offensive de la droite idéologique [...]. Il y a eu un affrontement idéologique majeur, moi j'ai été dans un camp et pas dans l'autre, ça c'est clair ».

À partir de 1978-1979, Sophie Bessis\* est devenue journaliste à *Jeune Afrique*, hebdomadaire fondé par le tunisien Béchir Ben Yahmed en 1960. Spécialiste du développement – « J'étais un

<sup>2701</sup> Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture.

<sup>2702</sup> Les blocages viennent de France mais aussi de Tunisie, qui ne reconnaît pas la double nationalité jusqu'en 1976.

<sup>2703</sup> En 1972, sa mère, Juliette Bessis, habite depuis peu à Paris, choix qu'elle a fait après la mort de son mari. Ce déménagement parisien marque pour elle le début d'une carrière d'historienne à Paris VIII. Pour Sophie Bessis\*, la mort de son père marque une première prise de distance avec la Tunisie, puisqu'elle hésite alors entre enseigner en Tunisie ou en Afrique subsaharienne, privilégiant finalement le Cameroun.

<sup>2704</sup> *Ibid.*

<sup>2705</sup> Initialement commandé par les éditions Berger, le ton jugé trop virulent ne leur convient pas, et ils demandent une refonte complète du livre, ce que Sophie Bessis\* refuse. C'est alors qu'elle va voir François Maspero\*, qui accepte rapidement l'ouvrage « sans en toucher une virgule », *Ibid.*

<sup>2706</sup> Sur cet événement, voir Maxime Szczepanski-Huillery, « "L'idéologie tiers-mondiste" ». Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en « crise », *Raisons politiques*, 2005/2 (n° 18), pp. 27-48.

peu la dame développement de *Jeune Afrique* » –, elle y reste jusqu'au milieu des années 1990, moment où elle a surtout « repris sa casquette d'historienne », ne collaborant plus à *Jeune Afrique* qu'épisodiquement. Si elle n'a pas enseigné en tant qu'agrégée dans le secondaire, elle a gardé un pied à l'Université durant toute sa carrière, enseignant notamment à l'INALCO (un cours sur la dette, un autre sur l'histoire du développement) ou intervenant pendant 10 ans dans le DEA de Coopération Internationale du département de science politique de Paris I. Durant toute sa trajectoire, elle a vécu entre la France et l'Afrique. Elle a publié autant en français qu'en arabe, a écrit aussi bien sur la France, le développement que la politique tunisienne, et a habité entre Paris et Tunis, au gré des configurations politiques<sup>2707</sup>.

### ***Rentrer (3). Le retour des intellectuels africains***

Des constats similaires peuvent être dressés pour les « intellectuels francophones » d'Afrique noire, qui sont 18 parmi notre population. Là aussi, comme pour les pays arabes, les significations varient selon les contextes postcoloniaux et mêlent des trajectoires d'exil et des trajectoires scolaires alors que « les études en France, dans ces années 1950-1975, sont signe d'excellence et de mérite et les pays africains ont éperdument besoin de cadres qualifiés, dans tous les domaines »<sup>2708</sup>. Ces contextes politiques régionaux et nationaux, très mouvants, rendent délicate toute généralisation. On peut tout de même dessiner, à la suite de Françoise Blum, deux trajectoires idéal-typiques, l'une à dominante politique, et l'autre à dominante intellectuelle<sup>2709</sup>.

La première rassemble ceux qui restent des militants politiques de premier plan, toujours sur des bases « marxistes » au sens large. Ils connaissent des fortunes diverses selon le niveau de répression et la situation politique de leur pays natal<sup>2710</sup>. Certains rentrent dans leur pays tandis que d'autres restent en exil, en demeurant étrangers à la vie politique de leur pays d'origine.

Parmi eux, le camerounais Michel Ndoh\* est étudiant en France au début des années 1960 et membre dirigeant de la Fédération nationale des étudiants d'Afrique noire en France (FNEAF). Il est expulsé de France en 1961 après avoir participé à plusieurs manifestations dénonçant l'assassinat de Patrice Lumumba le 17 janvier 1961, premier dirigeant de la

---

<sup>2707</sup> Elle est ainsi, depuis les révolutions arabes de 2010/2011, davantage présente en Tunisie qu'à Paris, où elle conserve un appartement.

<sup>2708</sup> Françoise Blum, *Militant-e-s des indépendances africaines. A propos de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FNEAF)*, Habilitation à diriger des recherches, 2016, p. 182.

<sup>2709</sup> *Ibid.*, essentiellement la troisième et dernière partie intitulée « *Que sont-ils/elles devenu-e-s ? Reconversions* », pp. 182 et sq.

<sup>2710</sup> La mort violente n'est pas présente dans les portraits d'intellectuels africains décrits dans les lignes qui suivent, mais ils ont pu exister à la marge de notre population. Ainsi, Amilcar Cabral (qui n'est pas dans notre population car il n'a pas publié en Français) est un dirigeant politique et intellectuel guinéen et capverdien (sa mère est guinéenne et son père capverdien, qui sont deux colonies portugaises). Il est assassiné le 20 janvier 1973, peu avant l'indépendance de son pays. De même, le camerounais Osende Afana, né en 1930, vice-président de la FEANF, directeur du journal *L'étudiant d'Afrique noire* et auteur d'un ouvrage chez Maspero avant 1968 et donc en dehors de ma chronologie (*L'économie de l'Ouest africain, perspectives et développement*, 1966), est « assassiné en 1966 dans les maquis du Cameroun ». Voir Françoise Blum, *Militante-e-s des indépendances...*, *op. cit.*, pp. 186-187.

République démocratique du Congo après l'indépendance. Il se réfugie alors au Ghana mais, après le coup d'État militaire qui chasse Kwame Nkrumah du pouvoir en février 1966, il est emprisonné par « mesure de protection »<sup>2711</sup>. Libéré par la suite tout en étant étroitement surveillé (interdiction de travailler, déplacements limités), il s'exile à nouveau, cette fois en Italie. Une lettre citée par Françoise Blum mentionne une demande d'asile politique à la France, le 19 octobre 1971, sans doute sans résultat<sup>2712</sup>. C'est peu après, en 1973, qu'il publie chez Maspero un *Guide politique des États africains*, son seul ouvrage. Resté presque toute sa vie un militant en exil, il rentre finalement au Cameroun en 1991, où il meurt en 1998 après avoir mené une vie d'exil et avoir été finalement un intellectuel « révolutionnaire » peu actif sur le sol français.

D'autres intellectuels dont l'itinéraire est aussi à dominante politique accèdent à des postes de pouvoir dans leur pays, à l'image du Congolais Cleophas Kamitatu\* (1931-2008). Ce proche de Lumumba, ministre entre 1962 et 1965 mais condamné à cinq ans de prison après la prise du pouvoir par Mobutu en novembre 1965, est exilé en France de 1965 à 1983, période durant laquelle il publie *La grande mystification du Congo-Kinshasa* (Maspero, 1971) puis un autre livre tiré de sa thèse soutenue en 1976 à l'IEP de Paris<sup>2713</sup>. En 1983, Mobutu offre une amnistie générale aux opposants politiques en exil, et Cleophas Kamitatu\* retourne au Congo. S'il ne publie plus de livre en français jusqu'en 2007<sup>2714</sup>, il reste engagé politiquement, sans succès d'abord aux législatives de 1988, avant de se rapprocher de Mobutu et de son parti, ce qui lui vaut d'être nommé ministre de l'Agriculture. En 1994, il prend la tête du parti démocrate et social-chrétien, et demeure un personnage politique central de son pays.

Tout comme celle de Kamitatu\*, la vie du sénégalais Mahjemout Diop\* (1922-2007) fut prise entre exil, opposition politique, responsabilités dans son pays natal, entraînant une longue disparition de la vie intellectuelle française<sup>2715</sup>. Né à Saint-Louis dans une famille travaillant dans l'administration coloniale – son père, commis expéditionnaire après avoir fait l'école des interprètes, réintégra l'administration coloniale à son retour de la première guerre mondiale –, Mahjemout Diop\* suit des études de médecine et de pharmacie jusqu'à sa thèse<sup>2716</sup>.

---

<sup>2711</sup> *Ibid.*, p. 187.

<sup>2712</sup> Françoise Blum écrit : « On ne sait malheureusement pas ce qu'il advint de lui ensuite », *Ibid.*

<sup>2713</sup> Cléophas Kamitatu\*-Massamba, *Zaire : le pouvoir à la portée du peuple*, Paris, L'Harmattan, 1977.

<sup>2714</sup> Cleophas Kamitatu\*, *"Kilombo" ou Le prix à payer pour rebâtir la RD Congo*, Paris, L'Harmattan, 2007.

<sup>2715</sup> On s'appuie ici principalement sur la lecture de Mahjemout Diop, *Mémoires de luttes : textes pour servir à l'histoire du Parti africain de l'indépendance*, Paris, Présence Africaine, 2007.

<sup>2716</sup> « À quinze ans, écrit-il, les perspectives étaient claires. Il fallait obtenir le certificat d'études, entrer à l'École primaire supérieure Blanchot puis à l'École normale William Ponty et enfin à l'École de médecine de Dakar », *Ibid.* L'École William Ponty est, à l'époque, une véritable pépinière de futurs cadres politiques sénégalais. École normale fédérale de l'Afrique-Occidentale française (AOF), elle forme sous l'Empire les instituteurs, les médecins et les cadres de l'administration coloniale.

Malgré la carrière brillante qui l'attend, la politique prend le dessus dans les années 1950. En 1953, il publie dans le n° 13 de *Présence africaine*<sup>2717</sup> un texte virulent intitulé « *L'unique issue : l'indépendance totale* ». Communiste, il suit durant trois ans des cours de marxisme à Bucarest, en Roumanie grâce à la section coloniale de l'Internationale Communiste, puis rentre en 1956 au Sénégal et fonde le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), qui se revendique du socialisme scientifique. Après des élections tendues en 1960, où le PAI accuse son principal concurrent politique, l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS), de fraude électorale, le parti de Mahjemout Diop\* est dissout. Il s'exile en Gambie, puis en Guinée, et enfin au Mali, où il s'installe. Mais la situation évolue rapidement :

« Arrivé en 1961 au Mali, j'en fus chassé trois ans plus tard au moment où se réconcilièrent les présidents Senghor (Sénégal) et Modibo Keita (Mali). Passé en Algérie, je dus en partir après la chute de Ben Bella pour gagner le Ghana. La destitution de Kwame Nkrumah me contraignit à un nouveau départ. Après Le Caire, La Havane, Berlin, Moscou, je revins à Bamako après que les militaires maliens eurent confisqué le pouvoir au président Keita [...]. C'est très dur l'exil... Surtout lorsque cette situation se prolonge... Seule la conviction d'être dans son bon droit peut vous soutenir... Or les faits m'ont donné raison, puisque le Sénégal est désormais indépendant »<sup>2718</sup>.

Pour Mahjemout Diop\*, l'exil dure quatorze années durant lesquelles il enseigne à l'université de Bamako, et publie les deux tomes de son *Histoire des classes sociales dans l'Afrique de l'Ouest* (Maspero, 1971 et 1972) ainsi qu'*Étude sur le salariat (Haut-Sénégal-Niger, Soudan, Mali) (1884-1969)* (Institut des sciences sociales du Mali, 1975)<sup>2719</sup>. En 1976, il rentre au Sénégal, profitant de la relative accalmie démocratique sous la présidence de Senghor qui a permis au PAI de sortir de la clandestinité en 1975. Il continue jusqu'à la fin de sa vie à incarner une alternative politique « marxiste », malgré les difficultés qu'il rencontre pour redevenir le leader du PAI<sup>2720</sup>. En 1983, il est candidat à l'élection présidentielle pour le PAI, toujours marxiste, mais ne réunit que 0,2% des suffrages. Mahjemout Diop\* ne publie plus rien au cours des années 1980 et 1990, jusqu'à la parution de ses *Mémoires de lutte*, en 2007, aux Éditions Présence Africaine.

Le second idéal-type rassemble les trajectoires « intellectuelles », à l'image de Samir Amin\* qui dirige, comme on l'a vu, l'IFAN de Dakar de 1970 à 1980, et qui continue ensuite

---

<sup>2717</sup> Ce numéro de la revue s'intitule « Les étudiants noirs parlent... ».

<sup>2718</sup> Philippe Decraene, « Vingt ans après. Mahjemout Diop, proscrit politique », *Le Monde*, 18 février 1974.

<sup>2719</sup> Ce livre a sans doute été proposé à François Maspero\*. Philippe Decraene raconte, en effet, que Mahjemout Diop\* « a déposé, depuis plusieurs mois, chez Maspero, un nouveau manuscrit consacré au salariat en Afrique noire ».

<sup>2720</sup> Françoise Blum explique notamment que les dirigeants du PAI lui refusent le droit de diriger à nouveau le parti en raison de son exil qui l'a trop éloigné de la réalité sénégalaise. Voir Françoise Blum, *Militante-e-s des indépendances africaines...*, *op. cit.*, pp. 198-199.

d'enseigner à Dakar à partir de 1980 tout en y créant le bureau africain du Forum du tiers-monde, dont il prend la tête [voir le chapitre 4]. Le philosophe béninois et ivoirien Paulin Hountondji\*, né en 1942, rentre, lui, dans son pays natal après une trajectoire d'excellence scolaire en France (ENS Ulm, agrégé et docteur en philosophie). Enseignant depuis 1972 à l'université d'Abomey-Calavi au Bénin, il publie grâce à ses contacts parisiens en 1977 *Sur la « philosophie africaine » : critique de l'ethnophilosophie* chez Maspero, avant de ne plus apparaître qu'à la marge de la vie intellectuelle française<sup>2721</sup>. Dans son pays, il demeure un intellectuel engagé et devient ministre de l'Éducation (1990-1991) puis de la Culture et de la Communication (1991-1993) après que la mise en place d'un régime de transition en 1990 a ouvert la voie à la démocratie et au multipartisme.

Le cas d'Hamidou Magassa\*, avec qui nous avons pu échanger longuement par mails, est encore exemplaire d'une disparition de la vie intellectuelle mais de la poursuite d'un engagement politique et intellectuel fort hors de France. Initialement très lié à la France où il fait une partie de ses études, militant très engagé dans les années 1968, aussi bien en France que dans plusieurs pays d'Afrique, « intellectuel révolutionnaire » qui publie chez Maspero, il ne maintient à partir de la fin des années 1970 que des liens faibles avec la vie intellectuelle française. Il ne publie que dans des maisons d'édition maliennes invisibles en France, et ce jusqu'en 1992, date où paraît un ouvrage à Paris dans la maison d'édition africaniste Nubia. Autrement dit, ses réseaux intellectuels et politiques se déploient, après son retour au Mali en 1981, loin de la France [voir l'encadré n° 5].

#### **Encadré n° 5 : Hamidou Magassa\*, intellectuel malien**

Né le 19 janvier 1948 à Ségou, au Mali, Hamidou Magassa\* grandit dans le quartier administratif, dans une famille « polygamique, avec trois mamans, quatre papas, de nombreux frères, sœurs, cousins, cousines »<sup>2722</sup>. Fils unique de sa mère, première épouse du ménage polygame, il connaît une enfance heureuse, malgré les maladies – le paludisme manque de peu de l'emporter vers 7 ans. Il va à l'école coranique qui est encore, dans ces dernières années de l'empire colonial, couplée à l'école classique française. Élevé d'abord par son père, commerçant, pour qui « la politique se tenait au seuil de la porte familiale qui lui réservait une discrète considération clientéliste », il est à partir de dix ans élevé par son oncle – un puissant banquier bien inséré dans les réseaux étatiques de la République du Mali naissante – en raison d'une « grave crise domestique » et du transfert de l'école de Ségou à Bamako en 1958. Il vit à cette époque à proximité d'un quartier populaire, dans une grande villa « placée entre deux autres occupées par le pharmacien métissé et le professeur de lycée saxophoniste, en couple mixte. Vie de “blanc” jouxtant un site de “nègres” ! », comme il me l'écrit. « Gâté » par son oncle, fêtard, il décroche avec peine son bac en 1968 et il reste totalement étranger à la politique.

<sup>2721</sup> Il publie au cours des années 1981-1992 seulement un *Bilan de la recherche philosophique africaine : répertoire alphabétique*, Cotonou, Conseil africain de philosophie, 1985.

<sup>2722</sup> Les propos qui suivent sont tirés d'une correspondance de mails échangée entre novembre 2019 et avril 2020.

Il est en effet plus jeune que la plupart des personnes évoquées plus haut, et n'a pas connu la période de lutte pour l'indépendance.

Pourtant, cette année 1968, qui voit la chute de la 1<sup>ère</sup> République malienne après le coup d'État militaire du 19 novembre, marque une bifurcation. Boursier français, il part en 1969 étudier à l'université de Dakar le droit et les lettres : « Arrivé à l'Université de Dakar en 1969, ma vie bascula aussitôt, comme pour rattraper le temps perdu, dans le militantisme maoïste pur et dur au sein de l'Association des Étudiants et Stagiaires Maliens, branche de l'Union des Étudiants de Dakar (UED). C'est là, au cours d'une grève d'étudiants, que la police sénégalaise m'arrêta, avec photo de Che Guevara en poche, et m'envoya, sans aucune preuve de trouble à l'ordre public, en prison à Reubeuss ».

Rapidement libéré, il est expulsé du Sénégal en mai 1971 en compagnie de nombreux « *étudiants maliens et voltaïques* ». Arrivé à l'aéroport de Bamako, il est à nouveau immédiatement arrêté, cette fois-ci par la police malienne et expédié dans un camp clandestin. Torturé, il est libéré après la mort d'un de ses camarades. À sa sortie de prison, il se lie d'amitié avec un malien qui a participé aux événements de Mai-Juin 1968 en France. Sur ses conseils, motivé par son engagement politique grandissant et sa découverte de la répression politique, il part en France poursuivre ses études. « Par esprit de révolte juvénile », « par goût de l'aventure intellectuelle », par attrait pour Paris, sans aucun doute, et, aussi, pour s'opposer à sa famille, qui lui conseille de poursuivre une carrière dans l'administration : « Après m'être débrouillé pour avoir un passeport et quelques sous, j'ai réussi, sans soutien financier, à débarquer à Paris, Rue des écoles, en novembre 1971 [...]. Je me suis inscrit à la Sorbonne pour faire des études de linguistique de ma langue maternelle, le mandingue (bambara). Ce qui va aussitôt me propulser au rang d'assistant privilégié des africanistes français en quête d'informateur et d'instructeur dans cette langue ».

C'est en effet par ce biais qu'il rencontre Claude Meillassoux\*. Il ne reste cependant pas en France, puisqu'il retourne au Mali en 1974, après avoir obtenu sa maîtrise à la Sorbonne<sup>2723</sup>. Il intègre dans son pays la fonction publique comme linguiste à l'Institut des Sciences Humaines de Bamako en novembre 1974. Mais la linguistique est peu considérée au Mali, qui plus est quand elle se spécialise dans les langues subnationales comme le mandingue. Hamidou Magassa\* tente dans ces années de se frayer une place dans la communauté des chercheurs maliens en publiant dans la revue *Études Maliennes* des articles sur le mandingue et la littérature orale. Cette relative précarité le pousse à prendre des risques, comme lorsqu'il parcourt tout le Mali – avec une autorisation officielle mais à ses frais – pour une mission de recherche à Kidal lors de laquelle il est à nouveau inquiété par la police. On le soupçonne de vouloir faire libérer Modibo Keita, premier président de la République du Mali (1960-1968), et emprisonné au fort de Kidal. Toujours fiché comme « chef rebelle », il échappe de peu à une embuscade de la sécurité d'État. Pour prendre moins de risques, il restreint alors ses recherches à la zone du delta central du fleuve Niger – celle de son enfance.

C'est à ce moment qu'il étudie, à partir d'archives écrites et de témoignages oraux, l'« Office du Niger », l'une des grandes entreprises agroindustrielles de la France coloniale en Afrique. Initialement destinée à paraître au Mali, l'ouvrage est finalement publié par François Maspero\* en 1978 sous le titre : *Papa-commandant a jeté un grand filet devant nous. Les exploités des rives du Niger (1902-1962)*<sup>2724</sup>, avec une préface de Claude Meillassoux\*. C'est qu'en 1976, Hamidou Magassa\* est revenu à Paris, saisissant l'opportunité de rédiger une thèse sur la créativité lexicale du mandingue à l'INALCO, où il enseigne de 1976 à 1978. Parallèlement, il milite très activement dans des groupes marxistes, colonialistes et anti-impérialistes, comme à l'Association des Étudiants et Stagiaires Maliens de France (AESMF), au poste stratégique de chargé du Comité de Liaison Étudiants Travailleurs. Il « organise

<sup>2723</sup> Ici Sorbonne Nouvelle, équivalent aujourd'hui de Paris-III.

<sup>2724</sup> Titre tiré de l'expression de l'un de ses enquêtés.

l'alphabétisation en français des travailleurs migrants illettrés pour la plupart », « lutte avec eux contre leurs propriétaires d'immeubles, ces "vendeurs du sommeil", pour refaire la surface d'habitation des insalubres foyers surpeuplés », et « monte des spectacles culturels de théâtre, de danse africaine et de musique tamtam » pour renflouer la trésorerie de l'AESMF.

Il soutient sa thèse en 1980, puis rentre à Bamako après la « plus belle période activiste de [sa] vie parisienne ». Lecteur à l'université Port Harcourt (Nigéria) en 1981-1982, il est de 1983 à 1986 maître de recherches à l'Institut Supérieur de Formation à la Recherche Appliquée, puis aménagiste du territoire et du développement à la Direction nationale de la Planification (1986-1991). Chercheur invité à Indiana (1991-1992), il revient au Mali et rédige plusieurs rapports pour l'UNESCO, l'ONU ou le Forum du Tiers-Monde. Il ajoute avoir refusé en 1993 le ministère de l'Éducation, sur proposition du conseiller du président, Soumaila Cissé, étudiant à Dakar rapatrié avec lui en 1971. Il n'explique pas pourquoi, si ce n'est en mentionnant que son père lui a conseillé de refuser les responsabilités après ses séjours en prison.

Dans toutes ces trajectoires s'observent donc un détachement progressif vis-à-vis de l'ancien empire français et le renforcement de l'engagement (souvent sur des bases « marxistes ») pour l'indépendance nationale après une séquence où engagement politique et intellectuel s'entremêlent dans un contexte souvent violent. La trajectoire militante est étroitement liée à la période 1968-1981, mais se déploie désormais loin de la métropole. Les conséquences sur les productions intellectuelles sont tout aussi directes : à part des textes parfois publiés chez des éditeurs parisiens spécialiste de l'Afrique et peu visibles, la plupart de ces « intellectuels francophones » publient dans leur pays, loin de la vie intellectuelle française.

Plus généralement, ces trajectoires de « retour » montrent à nouveau qu'en général le déclin de la vie intellectuelle « marxiste » au cours des années 1980 est loin de s'expliquer simplement par une quelconque trahison ou un désengagement. Il s'explique en réalité par la fin de plusieurs régimes politiques dictatoriaux – qui conduit des intellectuels exilés à s'éloigner de la France et du français – ainsi que par le rétrécissement de la francophonie dans le contexte postcolonial, et ce aussi bien dans les pays du Maghreb que dans ceux d'Afrique subsaharienne. Que ce soit visible dans le repli (politisé) sur des langues nationales et régionales (dialectes subsahariens, langue arabe) et surtout dans la domination progressivement hégémonique de l'anglais, la géographie des retours de ces intellectuels illustre la progressive déstabilisation d'un champ intellectuel francophone transnational<sup>2725</sup>.

### ***La francophonie reléguée aux marges ?***

Cette déstabilisation est parallèle à un rétrécissement de la francophonie dans ses « marges », que ce soit les DOM-TOM, la Belgique, la Suisse et le Québec. Comme on le voit

---

<sup>2725</sup> Sur cette notion, voir le numéro 224 (2018/4) d'*Actes de la Recherche en Sciences Sociales* qui porte sur les « Champs intellectuels transnationaux ».

dans le graphique 1, 24 intellectuels de notre population appartiennent aux marges francophones : 9 Canadiens, 8 Suisses, 4 Belges<sup>2726</sup> et 3 membres des DOM-TOM. Comme dans tous les cas évoqués plus haut, ces « intellectuels francophones » rentrent très généralement dans leur « pays »<sup>2727</sup> d'origine, et disparaissent, partiellement ou totalement, de la vie intellectuelle française et/ou métropolitaine.

Les Canadiens sont bien représentés chez ces « intellectuels francophones », puisqu'ils sont sept – comme Anne Légaré\* [voir l'encadré n° 6] – à être venus en France pour leur doctorat dans les années 1968, et à participer à la vie intellectuelle « révolutionnaire » en publiant chez Maspero et Anthropos<sup>2728</sup>. Mais comme elle, ils sont tous – excepté Maurice Croisat, qui trouve un poste à l'IEP de Grenoble – de retour en Amérique du Nord à la fin des années 1970, bien souvent en obtenant un poste à l'UQAM de Montréal. Éloignés des enjeux politiques français – Gilles Bourque\* m'écrit que « les années Mitterrand n'ont eu que peu de résonance au Québec »<sup>2729</sup> –, ils sont en revanche engagés politiquement et intellectuellement en Amérique du Nord. Comme Anne Légaré\*, ils restent très majoritairement membres de la mouvance indépendantiste québécoise, notamment au sein du Parti québécois, fondé en 1968<sup>2730</sup>. Ils continuent à publier, par exemple dans la revue *Cahiers du socialisme*, lancée au printemps 1978 et qui paraît jusqu'en 1985. Au-delà de ces engagements<sup>2731</sup>, leurs recherches universitaires sont consacrées à des objets politiquement marqués, que ce soit sur les enjeux de nationalité et de souveraineté pour Anne Légaré\*, la pensée économique keynésienne et hétérodoxe pour Gilles Dostaler\*, ou l'histoire des idées marxistes et libérales pour André Vachet\*<sup>2732</sup> et pour Jean-Marc Pottle\* – qui se définit lui-même aujourd'hui comme un « marxiste révisionniste »<sup>2733</sup>. S'ils continuent tous évidemment à publier en français dans les années 1980, c'est essentiellement chez des éditeurs montréalais, ce qui diminue fortement leur visibilité dans la vie intellectuelle française<sup>2734</sup>, même s'ils se rendent souvent en France, comme le montre à nouveau le cas d'Anne Légaré\*, dont la trajectoire est marquée par de

---

<sup>2726</sup> Nous ne développons pas leur cas – similaire aux autres – dans les lignes qui suivent.

<sup>2727</sup> Nous mettons « pays » entre parenthèse puisque nous y incluons les DOM-TOM.

<sup>2728</sup> Les Éditions sociales ne sont pas représentées ici.

<sup>2729</sup> Échanges de mails avec Gilles Bourque\*, novembre et décembre 2019.

<sup>2730</sup> Gilles Bourque\* m'écrit qu'il a milité à la fin des années 1970 au Centre de Formation Populaire (CFP) puis qu'il a participé au Comité des cent qui a contribué à la création du mouvement socialiste, parti dissout après les élections de 1985.

<sup>2731</sup> Il faudrait en mentionner d'autres : Anne Légaré\* met par exemple en scène du théâtre populaire.

<sup>2732</sup> Voir par exemple André Vachet, *Marcuse. La révolution radicale et le nouveau socialisme*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1986.

<sup>2733</sup> Voir Jean-Marc Pottle\*, *Démocratie des urnes et démocratie de la rue. Regard sur la société et la politique*, Montréal, Québec Amérique, 2013.

<sup>2734</sup> Ils publient exclusivement chez Éditions Québec/Amérique, chez VLB éditeur (du nom de son fondateur, Victor Lévy-Baulieu), ou encore chez Hurtebise.



nombreux allers-retours entre la France et le Québec. Malgré leurs engagements politiques et leur rejet de l'impérialisme notamment américain, le bilinguisme de leur champ intellectuel s'impose vraisemblablement de plus en plus à eux, et l'utilisation de l'anglais devient pour eux obligatoire, tandis que le français perd de sa valeur à partir des années 1980 en raison d'évolutions structurelles de la vie intellectuelle mondiale<sup>2735</sup>.

#### **Encadré n° 6 : Anne Légaré\*, entre la France et le Québec.**

Anne Légaré\* est née en 1941 à Rimousky, dans la province canadienne du Québec. Issue de la bourgeoisie intellectuelle, elle souhaite initialement devenir journaliste, comme son père, propriétaire d'un hebdomadaire couvrant l'actualité de sa région natale et accessoirement président des hebdomadaires de langue française du Canada. Bien que relativement peu fortunés, ses parents l'envoient au couvent des Ursulines, une école privée, choix classique dans un pays où l'école publique est « médiocre », terme qu'elle utilise en entretien. Elle est dans ses années de jeunesse fascinée par la France, aussi bien à travers sa lecture de la comtesse de Ségur – qu'elle « dévorait » – que par la *Semaine de Suzette*, un « hebdomadaire français pour les petites filles instruites et de bonne famille » que son père lui a ramené de l'un de ses séjours professionnels en France. Chose remarquable : elle y publie des articles dès 10 ans. Elle évoque même un amour de la langue française qu'elle qualifie de « glorieuse », de « dominante », de « libre, alors qu'au Québec elle est toujours en conflit avec l'anglais »<sup>2736</sup>.

Cette passion marque ses choix de vie, puisqu'elle raconte, certes rétrospectivement : « Donc ma première chose, ça a été d'épouser un français, je me suis trouvé un mari... Je pense que c'est comme ça que j'ai fait quand j'y pense ! ». Elle se marie donc au début des années 1960 avec un comédien français dont la famille avait émigré au Canada. Elle le convainc de partir en France avec l'enfant qu'ils viennent d'avoir, et ils débarquent en bateau au Havre, en 1964. Si elle se sépare rapidement de lui, elle reste en France trois années durant lesquelles elle enchaîne des petits boulots dans le journalisme – pigiste à Radio Canada et dans les pages culture de journaux français – et à l'accueil d'une agence immobilière du 16<sup>e</sup> arrondissement. Après cette première expérience en France qu'elle juge très positivement, elle rentre au Québec quand on lui offre l'opportunité de travailler dans un organisme d'animation culturelle de quartier populaire, travail qu'elle relie à sa « vocation sociale dormante ». Elle reprend en parallèle des études de science politique à l'université de Montréal et rédige son mémoire sur les comités de citoyens directement inspiré de son expérience professionnelle d'animatrice. Dans ces « années 1968 » québécoises, elle découvre Althusser\*, son « premier maître à penser de l'époque », Nicos Poulantzas\*, et les « idéologies de la gauche ». Après avoir obtenu une bourse, elle décide de retourner en France entre 1969 et 1975. Elle rédige sa thèse consacrée aux classes sociales au Québec sous la direction de Poulantzas\*, à Vincennes.

Le mois d'octobre 1969, date de son départ, est resté célèbre dans l'histoire politique du Québec en raison des violences politiques qui l'ont émaillé, notamment celles des indépendantistes d'extrême-gauche proches du Front de Libération du Québec (FLQ), créé en 1963. En France, Anne Légaré suit l'actualité politique du Québec en militant activement dans l'Association Générale des Étudiants Québécois en France (AGEFQ). Au-delà des activités routinières de l'association (pétitions, manifestations sur les lieux de passage des visites officielles de représentants politiques canadiens), elle se retrouve mêlée indirectement au

<sup>2735</sup> Sur la place grandissante de l'anglais pour les auteurs du Canada francophone, voir Mathieu Hauchecorne, *La gauche américaine en France...*, *op. cit.*, principalement le chapitre 5, pp. 169-213

<sup>2736</sup> Entretien avec Anne Légaré\*, 22 novembre 2019.

meurtre du felquiste Mario Bachand, assassiné le 29 mars 1971 à Saint-Ouen<sup>2737</sup>. En effet, après un article des communistes critiques de *Politique Hebdo* [voir le chapitre 2] présentant M. Bachand comme le secrétaire général du FLQ – ce qui était d’après Anne Légaré\* faux – elle passe par Poulantzas\* pour contacter Noirot, directeur de *Politique Hebdo*, dans le but d’« intervenir de façon officielle [au nom de l’AGEFQ] pour contester l’article en question ». Mais Poulantzas\* souhaitant d’abord rencontrer Bachand, Anne Légaré\* obtient une adresse par un de ses connaissances. Mais elle n’a pas le temps de le rencontrer, car le felquiste est assassiné quatre jours plus tard en plein Paris, ce qui lui vaut plusieurs interrogatoires de la part de la police française, sans qu’ils n’aient de suite.

Après 1975 et la soutenance de sa thèse, Anne Légaré\* obtient un poste en Science Politique à l’UQAM, précisant qu’« à l’époque il y avait une vague marxiste, c’était comme évident qu’on embauchait des marxistes, donc j’ai eu cette chance-là ! » Elle accomplit ensuite toute sa carrière au Québec tout en conservant de nombreux liens avec la France, puisqu’elle publie chez Maspero en 1979 (*Le Québec : la question nationale*, avec Gilles Bourque\*), participe aux commémorations du centenaire de Marx en 1983 et enseigne plusieurs années en France (de 1982 à 1984 à Amiens, pôle important en pensée politique, et en 1985 à l’EHESS). Elle publie dans de nombreuses revues québécoises, et adhère en 1989 au parti québécois dont elle n’avait jusqu’ici été que compagne de route<sup>2738</sup>. Avant de partir à la retraite en 2005, elle occupait le poste de Secrétaire générale du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise, à Paris. Elle y possède un appartement, où elle se rend plusieurs fois par an.

Les marges suisses connaissent un éloignement plus net que les québécois vis-à-vis de la vie intellectuelle française. La plupart des intellectuels suisses de notre population ont un poste à l’université, principalement au sein de l’Institut du développement de Genève [cf chapitre 3] dont on a vu l’importance et qui demeure central au cours des années 1980 malgré le décès de son directeur Roy Preiswerk\* (1932-1982). Ces positions marginales vis-à-vis du centre parisien font qu’excepté Guy Palmade\* - qui publie chez des éditeurs parisiens alors qu’il vit en France et qu’il est inspecteur général de l’Éducation Nationale de 1968 à 1992 -, l’essentiel des Suisses écrivent au cours des années 1980 chez des éditeurs basés à Genève ou à Lausanne, à l’image de Claude Auroi\* [Cf chapitre 3], qui continue par ailleurs tout au long des années 1980 à militer au parti socialiste suisse.

D’autres poursuivent également une activité militante dans les années 1980, mais souvent différemment, comme Louis Necker\*, qui prend la tête du musée d’ethnographie de Genève en 1980-1981, après le décès accidentel du précédent directeur<sup>2739</sup>. Né en 1941 à Lausanne, d’un père ingénieur dans le génie civil, il suit des études de droit, puis s’inscrit à la fin des années 1960 en thèse à l’Institut du développement à Genève, thèse qu’il consacre aux

---

<sup>2737</sup> Une série québécoise intitulée *Le dernier felquiste*, consacré à cet épisode trouble, est en cours de diffusion (à l’automne 2020) sur Club Illico, une chaîne québécoise.

<sup>2738</sup> Elle y reste durant 30 années. En 2019, elle n’a pas repris sa carte.

<sup>2739</sup> Les informations et extraits qui suivent sont tirés d’un entretien réalisé à Genève avec l’auteur le 10 octobre 2019.

indiens Guarani du Paraguay, et qu'il publie en 1979 chez Anthropos<sup>2740</sup>. Recruté après sa soutenance à l'Institut du développement à un moment où l'institution a encore des liens avec des intellectuels parisiens – et notamment ceux qui publient chez Anthropos —, Louis Necker\*, comme de nombreux Suisses, n'a ensuite presque plus de rapports avec la France. Il publie en Suisse et y milite, principalement à la DOCIP, une association qu'il a contribué à créer en 1975-1976<sup>2741</sup>. Il n'en reste pas moins politiquement actif tout au long des années 1980, puisqu'il réinvestit cet engagement tiers-mondiste de l'après-1968 quand il est directeur du musée de l'homme. Comme il me le raconte, son action – à travers des expositions, des conférences, etc... – est guidée par des principes de lutte contre l'eurocentrisme et de défense des cultures minoritaires. Bref, par une « continuité de son engagement tiers-mondiste »<sup>2742</sup>.

On retrouve le même double phénomène de persistance intellectuelle et politique mais désormais très à la marge de la vie intellectuelle métropolitaine du côté des intellectuels ultramarins, à l'image de Michel Giraud\* et d'Alain Anselin\*. Le premier, né en 1946 en Martinique, publie en 1979 chez Anthropos le livre *Races et classes à la Martinique : les relations sociales entre enfants de différentes couleurs à l'école*, qu'il tire de sa thèse de sociologie soutenue à Paris V en 1976. Il devient ensuite chercheur en sociologie au CNRS, rattaché au Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe (CRPLC) de l'Université des Antilles-Guyane. Il publie peu, et essentiellement dans des revues ou des maisons d'éditions spécialisées dans les questions de « race » et postcoloniales, que ce soit la revue *Présence africaine* (« Le discours antillais d'Édouard Glissant », 1982) ou bien spécialistes de l'Afrique comme Karthala (*L'école aux Antilles : langues et échec scolaire*, 1992). De même, Alain Anselin\* (1954-2019), auteur en 1979 d'un ouvrage sur l'émigration antillaise en France<sup>2743</sup>, enseigne toute sa vie l'histoire dans des lycées professionnels de Martinique, tout en étant chargé de cours en égyptologie à l'université. Il demeure lui aussi un intellectuel engagé pour la valorisation de la négritude, participant à *Présence africaine*, créant *Carbet. Revue Martiniquaise de Sciences Humaines et de Littérature*, fondant le Groupe d'études et de recherches en espace créole (GEREC), et publiant chez Karthala et chez Anthropos un livre qui, en 1982, s'ouvre avec une allusion évidente au début du *Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels :

---

<sup>2740</sup> Louis Necker\*, *Indiens guarani et chamanes franciscains : les premières réductions du Paraguay (1580-1800)*, Paris, Anthropos, 1979.

<sup>2741</sup> Voir le site de l'association : <https://www.docip.org/fr/>

<sup>2742</sup> Entretien avec Louis Necker\*, 10 octobre 2019. Sur ses premières années au musée de l'ethnographie réinscrite dans l'histoire de l'institution, voir Louis Necker, « Le visage multiplié du monde : quatre siècles d'ethnographie à Genève », Genève, Musée d'ethnographie, 1985.

<sup>2743</sup> Alain Anselin\*, *L'émigration antillaise en France : du Bantoustan au guetto*, Paris, Anthropos, 1979.

« Un spectre hante l'histoire de l'Antiquité : l'histoire du monde noir de l'Afrique et de l'Inde. Pour l'Afrique, les réticences du club fermé des égyptologues occidentaux et arabes n'ont pas pesé lourd au Congrès du Caire de 1974 devant les arguments développés par Cheich Anta Diop et Théophile Obenga. Le couvercle du racisme n'a jamais empêché la vérité de s'échapper brûlante de la marmite de la science. L'Égypte était une civilisation africaine, l'Égypte était de culture et de langue négro-africaines »<sup>2744</sup>.

Ce travail intellectuel est pour Alain Anselin\* politique, car pour lui, ceux qui « ont perdu leur histoire » sont « morts »<sup>2745</sup>. S'ils continuent à publier, ces ultramarins sont très peu visibles en raison de leur place dans le champ universitaire français.

Enfin, il faudrait ajouter une autre marginalisation : celle des militants régionalistes. Ainsi, Louis Elegoët\*, né en 1942 dans une famille de paysans bretons, passe une licence de Breton au milieu des années 1980, « pour le plaisir et pour la culture », et publie uniquement chez des éditeurs bretons<sup>2746</sup> dans les années 1980 et 1990, après la publication de sa thèse d'histoire chez Anthropos (*Saint-Méen : vie et déclin d'une civilisation paroissiale dans le Bas-Léon*, 1981). Certifié d'histoire-géographie en 1980-1981 après avoir été des années maître-auxiliaire en collège et en lycée, il enseigne toute sa vie en Bretagne. Il poursuit donc son engagement de l'après-1968 auprès de groupes régionalistes bretons, mais cet engagement n'est dans le contexte des années 1980 plus réellement audible à gauche, ni valorisé intellectuellement. Il en est de même pour le prêtre et écrivain occitan Jean Rouquette\*, qui utilise pour pseudonyme Jean Larzac. Après avoir été l'un des leaders du mouvement occitan – il est au Comité Occitan d'Études et d'Action dans l'après-1968, et publie *Le petit livre de l'Occitanie*, chez Maspero, en 1972 –, son engagement l'amène à prendre la tête du secteur littéraire de l'Institut d'études occitanes. Dans les années 1980, il continue à publier, mais uniquement en occitan, signe, là encore, de la persistance d'un engagement politique dont le corollaire est une disparition de la vie intellectuelle française et une marginalisation dans une langue régionale qui n'est guère valorisée.

Les intellectuels des marges francophones continuent donc en grande majorité au cours des années 1980 à publier en français, mais dans des positions institutionnellement très éloignées du centre parisien (universités étrangères ou ultra-marines) et chez des éditeurs francophones mais installés à l'étranger, ou encore dans des éditions spécialisées comme

---

<sup>2744</sup> Alain Anselin\*, *Le mythe d'Europe : de l'Indus à la Crête*, Paris, Anthropos, 1982, p. 7.

<sup>2745</sup> *Ibid*, p. 8.

<sup>2746</sup> Par exemple Louis Elegoët\*, *Ancêtres et terroirs : onze générations de paysans en Basse-Bretagne*, Rennes, éditions Ouest-France, 1990.

Karthala. Cette position périphérique entraîne leur disparition quasi-complète de la vie intellectuelle française, à l'image de l'absence de leurs ouvrages dans les bibliothèques françaises. Ce sont donc à nouveau les transformations du champ intellectuel et du champ politique d'extrême-gauche qui pèsent ici, plus qu'une quelconque trahison. L'offre demeure, mais pas la demande.

## ***II-B. Migrations intellectuelles (2) : voyager ou partir***

Après la mort, l'exil et le retour d'« intellectuels francophones », le départ vers l'étranger d'intellectuels nés en France (ou, comme Manuel Castells\*, y ayant désormais une position stable) concourt à expliquer la baisse de la production intellectuelle des membres de notre population. Les migrations intellectuelles ne peuvent être détachées du contexte général de « crise » et, pour certains, de la difficile insertion dans le champ universitaire. Deux formes, quoique fort différentes, relèvent de ce type de migrations intellectuelles, à savoir les départs (permanents) à l'étranger (A), et les voyages et séjours hors de France (B).

### ***Partir ailleurs. L'éloignement comme nouveau départ***

Plusieurs membres de notre population se retrouvent à l'étranger au cours des années 1980, non parce qu'ils rentrent « chez eux » mais au contraire parce qu'ils quittent la France où ils avaient l'essentiel de leurs attaches. S'ils sont la plupart nés en France, le cas de Manuel Castells\*, né en Espagne [voir le chapitre 4] est malgré tout exemplaire de ces migrations. Après avoir été marqué par plusieurs exils (de l'Espagne franquiste vers la France, de la France vers l'Amérique Latine après une expulsion du territoire dans les mois suivants Mai-Juin 1968, puis de l'Amérique Latine vers la France après la chute d'Allende), il décide de partir en 1979 à l'université de Berkeley, en Californie, où on lui propose un poste. Après une quinzaine d'années passées en France à l'université de Nanterre et à l'EPHE/EHESS, il part vivre dans un pays marqué par l'influence grandissante de la pensée critique française – la « French Theory » – dans nombre de départements universitaires<sup>2747</sup>. Ce départ entraîne pour longtemps sa disparition de la vie intellectuelle française : il écrit exclusivement en anglais, et n'est plus traduit jusqu'à ce que Fayard publie en 1998 *L'ère de l'information*.

Bien que permis par l'aura de la pensée critique française outre-Atlantique, ce changement de pays est aussi synonyme pour Manuel Castells\* d'un rejet partiel de son marxisme des années 1970, visible notamment dans *The City and the Grassroots* en 1983.

---

<sup>2747</sup> Voir notamment François Cusset, *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze et Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*, Paris, La Découverte, 2005.

Certes, en 2006, il souligne qu'il n'est « pas antimarxiste et ne renie rien » car, « pour [lui], le marxisme n'était pas une religion, comme pour d'autres, ni une idéologie politique, mais [son] idéologie au sens strict du terme était, et continue d'être, plutôt libertaire, indépendante des appartenances politiques »<sup>2748</sup>. Il se revendique donc toujours d'un marxisme au sens large, non dogmatique, et prétend l'avoir toujours défendu. Cette inscription théorique lui a été contestée lors de certains entretiens, certains de mes enquêtés lui reprochant ses alliances avec une partie des intellectuels américains conservateurs au moment de son arrivée aux États-Unis. C'est interprétation est sans doute exacte, mais malgré ce rapport conflictuel au marxisme, réaménagé et mis à distance dans le champ universitaire nord-américain, il est resté un intellectuel engagé à gauche, ce que confirme son accession en Espagne depuis janvier 2020, au poste de ministre des Universités dans le gouvernement Sanchez II (Socialistes et Podemos).

Jean (Aït) Belkhir\* part lui aussi s'installer aux États-Unis au cours des années 1980 et cesse également de publier en français après son départ<sup>2749</sup>. Né en 1947 à Lisieux (Basse-Normandie), il est élevé dans une famille pauvre. Son père, analphabète, est un ouvrier kabyle algérien, membre du FLN, qui meurt en 1965 après avoir été longtemps invalide et tuberculeux, tandis que sa mère, femme de ménage, fille d'un ouvrier agricole, était décédée en 1956. Orphelin, Jean (Aït) Belkhir\* arrête ses études rapidement, séjourne quelque temps à la prison de Fresnes pour « port d'arme blanche et vagabondage », s'engage cinq ans dans l'armée, puis déserte, ce qui lui vaut un nouveau séjour en prison. Après avoir réussi à rompre son contrat militaire, il enchaîne plusieurs petits boulots (docker, représentant en livres, ouvrier chez Citroën, etc...) puis reprend des études en 1971 en télé-enseignement, alors qu'il vient d'avoir un fils et réside en Kabylie. Il rate le bac, mais rentre quelque temps plus tard en France pour s'inscrire à Vincennes, où il débute des études de sociologie (il est possible de mener des études à Vincennes sans le bac). Il est très actif politiquement, d'abord à la LCR, puis au PSU (entre 1974 et 1980, où il est responsable du « Portugal ») et enfin au PCF. Après sa thèse de doctorat soutenue en 1980<sup>2750</sup> et publiée chez Anthropos<sup>2751</sup>, il cherche du travail, publie un deuxième livre, toujours chez Anthropos<sup>2752</sup>, et obtient un poste de maître-assistant dans une université algérienne, poste finalement supprimé. Revenu en France en catastrophe, il est employé « en dépannage » par les éditions Anthropos, où il fait paraître un troisième livre dans lequel il

---

<sup>2748</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>2749</sup> Jean Belkhir\* n'a pas répondu à nos sollicitations. Les lignes qui suivent sont rédigées à partir de la lecture de ses textes, et de quelques informations biographiques glanées sur internet. Elles restent très partielles.

<sup>2750</sup> Dirigée par Konstantinos Tsoukalas, elle s'intitule *La démocratie dans la France d'aujourd'hui*.

<sup>2751</sup> Jean Belkhir\*, *La démocratie à la française*, Paris, Anthropos, 1980.

<sup>2752</sup> Jean Belkhir\*, *Les intellectuels et le pouvoir : essai sur la domination des manuels par les intellectuels*, Paris, Anthropos, 1981.

affirme que « [ses] travaux seront toujours engagés »<sup>2753</sup>. Il continue de travailler dans l'édition jusqu'en 1987, publie en anglais<sup>2754</sup> et en français<sup>2755</sup>, et part finalement aux États-Unis dans la seconde partie des années 1980, vraisemblablement à l'université de New Orleans, où il est ensuite en poste. Dès lors, il ne publie plus qu'en anglais, et devient l'une des figures des recherches « intersectionnelles », à l'image de son rôle moteur dans la fondation de la revue *Race, Gender & Class* en 1993 et de la section « Race, Gender and Class » au sein de l'American Sociological Association en 1994.

Plusieurs autres membres de notre population partent temporairement ou définitivement en Amérique du Nord à partir des années 1980, ce qui précipite leur éloignement de la vie intellectuelle française. On peut penser à Paul Vieille\*, qui en retraite du CNRS en 1988, enseigne à partir de cette date à l'université de l'Illinois, ou bien, dans les années 1990, à Suzanne Saïd\*, qui arrive à Columbia en 1997 après une thèse sur le thème du savoir et du pouvoir dans la mythologie grecque d'Eschyle<sup>2756</sup> et près d'une vingtaine d'années passées dans les universités de Grenoble III, de Strasbourg et de Paris X<sup>2757</sup>. Il faudrait encore citer l'historienne Régine Robin – un temps communiste, elle se trouve à la périphérie de notre population<sup>2758</sup> – qui part au Canada à la fin des années 1970 et devient professeure d'histoire et de sociologie à l'UQAM, à Montréal. Michel Pêcheux\* confiait à son sujet qu'elle avait été sauvée par le Québec et que, tandis qu'il était pour sa part pris dans « l'hiver politique » des années 1980, « seule la migration avait rendu possible [pour Régine Robin] un changement sans renonciation »<sup>2759</sup>.

Il ne faut pas surinterpréter le poids de la crise politique par rapport à d'autres raisons comme les rencontres sentimentales et les postes attractifs, qui jouent sans doute parfois plus, raisons qu'il faudrait éclairer par des entretiens, ce que nous n'avons pu faire ici. De même, dans le cas de Jean (Aït) Belkhir\*, l'absence de poste en France au milieu des années 1980 a

---

<sup>2753</sup> Jean Belkhir\*, *L'intellectuel, l'intelligentsia et les manuels*, Paris, Anthropos, 1983. Cet ouvrage est composé d'entretiens avec notamment Etienne Balibar\*, Pierre Bourdieu ou encore Charles Bettelheim\*.

<sup>2754</sup> Dans un numéro du *Radical science journal* consacré à « Biology as destiny, scientific fact or social bias? Biology as destiny, scientific fact or social bias? », et traduit en français en 1985 chez l'éditeur parisien Science Libre.

<sup>2755</sup> Il participe à deux livres publiés respectivement chez Science Libre et l'Harmattan, à savoir *"Défroquer les charlatans" : au sein du corps scientifique et social* (1987) et *Intelligence, société* (1988).

<sup>2756</sup> Suzanne Saïd\*, *La faute tragique*, Paris, Maspero, 1978.

<sup>2757</sup> Là encore, son recrutement est sans aucun doute lié au rayonnement de la pensée critique française aux États-Unis, puisque ses ouvrages *La littérature grecque d'Homère à Aristote* et *La littérature grecque d'Alexandre à Justinien* (PUF, 1990), ont été traduits en un volume sous le titre très politisé : *A short history of Greek literature : theoretical policy alternatives to neoliberalism* (Routledge, 1999).

<sup>2758</sup> Elle a notamment publié *Le Cheval blanc de Lénine ou l'Histoire autre*, Bruxelles, Complexe, 1979.

<sup>2759</sup> D'après Francine Mazière, « Copeaux de mots », in Caroline Désy, Véronique Fauvelle, Viviana Fridman et Pascale Malthais (dir.), *Une œuvre indisciplinaire. Mémoire, texte et identité chez Régine Robin*, Québec, Presses de l'université de Laval, 2007, p. 5.

sans doute été motrice, ce qu'il faudrait également éclaircir. Mais dans tous les cas, ces départs entraînent une sortie de la vie intellectuelle française.

Il en est de même pour les six membres de notre population qui partent en Israël. Comme on l'a vu, une part très importante de notre population a des origines juives, sans que cette trajectoire soit forcément le symbole du passage du militant politique révolutionnaire<sup>2760</sup> à un activisme religieux, à la différence de la trajectoire de Benny Lévy, l'un des leaders de la Gauche Prolétarienne dans l'après-1968, secrétaire de Sartre à la fin des années 1970 et qui émigre ensuite en Israël. La trajectoire de Danielle Storper Perez\*, avec qui nous avons pu faire un entretien, permet d'entrevoir comment s'entremêlent retour du religieux, persistance des idées politiques et de l'engagement à gauche et éloignement de la vie intellectuelle française en raison du départ en Israël.

Née en 1938 à Reims, elle n'y reste que quelques semaines, le métier de son père – il est électricien sur des lignes de chemin de fer – l'obligeant à une mobilité fréquente. Passée en zone libre durant la guerre, elle vit ensuite à Grenoble, avant d'habiter à partir de 10 ans en banlieue parisienne. Tous deux juifs roumains, ses parents – sa mère est femme au foyer, son père, « sacré macho », n'ayant « pas voulu qu'elle travaille »<sup>2761</sup> – sont de gauche mais sans être partisans. On trouve cependant dans la famille des personnes engagées comme Yvan Craipeau (1911-2001), l'un des fondateurs du PSU et « dinosaure trotskyste »<sup>2762</sup>. Elle adhère justement au PSU au début des années 1960, après avoir été un temps à l'Union des Jeunes Filles de France (communistes), et avant de militer chez les trotskistes de Voie Ouvrière (1956-1968), ancêtre de Lutte Ouvrière. Elle y milite intensément, puisqu'elle est notamment en charge de l'anti-franquisme. Comme elle l'explique en entretien, elle est alors « *tout le temps dans la rue, [elle] adorait ça. Toutes les belles causes en fait* ». Déjà politisée donc au cours des années 1960, Mai-Juin 1968 est pourtant pour elle un événement matriciel. Présente dans toutes les manifestations, « *Mai 1968, commente-t-elle, c'est fondateur pour moi, et je n'étais pourtant pas une petite fille à ce moment-là du tout !* ».

Si Mai 1968 a cette importance, alors qu'elle a déjà 30 ans, c'est aussi qu'elle est encore étudiante, puisqu'elle soutient son doctorat de sociologie à l'EPHE à l'automne 1968 – la

---

<sup>2760</sup> Né en 1945 au Caire, normalien, il a été l'un des leaders de la Gauche Prolétarienne dans l'après-1968, et fut un intellectuel majeur des « années 1968 » en France. Il a été le secrétaire de Sartre à la fin de sa vie, avant d'émigrer en Israël.

<sup>2761</sup> Les citations et les informations qui suivent proviennent d'un entretien (skype) avec Danielle Storper-Perez\*, 20 mars 2020.

<sup>2762</sup> Il n'est pas « étoilé » mais est proche de notre population. Il publie essentiellement aux éditions Syros (du PSU) et aux éditions Savelli [voir le chap. 2]. Yvon Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste...*, op. cit.



soutenance a été décalée en raison des événements – consacré à la psychiatrie au Sénégal. Tirée d'une expérience de sociologue associée à l'hôpital psychiatrique de Fann-Dakar en 1965, sa thèse est publiée chez Maspero en 1974 sous le titre *La folie colonisée*. Entre temps, elle est devenue chercheuse contractuelle, chargée de cours à Paris-VII, enseignante à l'École nationale supérieure des Arts décoratifs, et, après plusieurs tentatives, enfin recrutée en 1979 au CNRS, comme d'autres « hors-statuts » [cf chap. 6]. Elle est rattachée au laboratoire de sociologie des religions, ce qui correspond alors à son objet de recherche principal : « Ce qu'il se passe dans la tête des gens »<sup>2763</sup>. Elle se spécialise dans l'histoire du judaïsme et Israël, publiant un ouvrage au cours des années 1980 (*Au pied du mur de Jérusalem*, Cerf, 1989), puis, en 1993, *Israéliens et palestiniens : les mille et une voix de la paix*, toujours aux Éditions du Cerf.

Cette spécialisation est en réalité davantage subie que voulue. En effet, Danielle Storpez-Perez\* habite, depuis 1978, en Israël, où elle a suivi son mari, un juif tunisien, avec qui elle a déjà deux enfants à l'époque :

« Ils [au CNRS] voulaient me faire revenir mais moi je ne voulais pas, c'était compliqué, j'étais obligée de faire des recherches tout le temps sur Israël. Ce n'est pas que ça ne m'intéressait pas, mais j'étais obligée pour pouvoir justifier que je restais en Israël. J'avais mes mômes, après j'ai divorcé mais j'avais toujours mes mômes, ça ne changeait pas [...]. Il fallait que j'aie tout le temps des sujets sur Israël sinon on m'aurait rappelée en France. Et comme je ne voulais pas rentrer en France (rires) ».

Elle ajoute qu'elle avait « eu du mal » à son arrivée en Israël, puisqu'elle souhaitait à l'époque rester en France, et qu'elle a « quitté toute cette belle carrière pour être en Israël, pour poursuivre mon maître et seigneur sans enthousiasme ». Restée toute sa vie chargée de recherche au CNRS, elle n'est rentrée en France qu'épisodiquement, et habite encore aujourd'hui à Jérusalem.

Sa position marginale au sein de la vie intellectuelle française s'accompagne de la persistance d'un engagement politique à l'étranger. Elle s'est par exemple mobilisée à partir de 1987 avec les « femmes en noir », mouvement féministe actif contre l'occupation de territoires palestiniens. Son arrivée en Israël a aussi coïncidé avec la valorisation de son identité juive et de ce qu'elle appelle son « âme », sujet sur lequel elle a écrit un livre – jamais publié - qui part de sa découverte du judaïsme familial (athée) à 12 ans. Mais c'est bien l'engagement politique qui est premier, et elle conclut nos échanges en affirmant être « toujours restée complètement à gauche. Je suis féministe et gauchiste automatique ».

---

<sup>2763</sup> Entretien (skype) avec Danielle Storpez-Perez\*, 20 mars 2020.

On le voit, plusieurs intellectuels de notre population partent à l'étranger au cours des années 1980. Subies ou souhaitées, parfois liées à des histoires amoureuses ou à des opportunités professionnelles, ces migrations jouent là-encore sur leur visibilité au sein de la vie intellectuelle française, entraînant baisse de la production, bilinguisme et invisibilisation. Ce phénomène existe aussi pour ceux qui accomplissent des séjours à l'étranger plus courts, manières souvent pour les intellectuels de notre population de dépasser la « crise » de la fin des années 1970.

### ***Voyager, un remède à la crise ?***

Sans aller jusqu'à s'installer dans un autre pays, certains membres de notre population commencent à la fin des années 1970 à voyager, et ce pour des raisons qui touchent souvent à des problèmes professionnels – manque de poste notamment –, personnels – divorce et disponibilités nouvelles par conséquent – mais aussi crise politique, marquée par une rupture partisane. La période, parfois vécue douloureusement, conduit à des trajectoires d'*exit*. Certains prennent de la distance géographique, à l'image de l'économiste Jean-Claude Delaunay\*, qui quitte le PCF après la rupture de l'union de la gauche et raconte entrer au début des années 1980 « dans une phase de militantisme réduit » durant laquelle il a « réfléchi », s'est « baladé » et a « découvert le monde tel qu'il était »<sup>2764</sup>. Il habite un temps aux États-Unis puis, plus tard, en Chine, tout en continuant à se rattacher à la France, où il mène une carrière universitaire difficile [Cf. chap. 6].

Le jeune intellectuel communiste Jean-Michel Devésa\*, né en 1956 à Alger [sur sa trajectoire, voir le chapitre 2], soutient en 1979 sa thèse de lettres intitulée *René Crevel : univers fantasmatique et dynamique de l'écriture*. La rupture du programme commun, puis le fait qu'il quitte le PCF, entraînent son départ en Algérie pour enseigner :

JMD : « En ce qui me concerne, l'engagement au PCF s'est terminé en septembre 1980 quand je suis parti en Algérie avec un contrat local pour enseigner dans un lycée ».

AA : *Ce que tu appelles contrat local c'est quoi ?*

JMD : « C'était un contrat algérien, pas du tout un contrat de coopération. Parce que la République algérienne à l'époque publiait dans *Le Monde* au printemps une annonce recrutant des profs avec un salaire algérien... Rien de plus rien de moins. Et un de mes amis bordelais était parti en 79. Moi je soutiens ma thèse de 3<sup>e</sup> cycle en septembre 79, je suis en chômage les mois qui suivent et mars dans *Le Monde* il y a la même annonce. J'envoie mon dossier, ils m'envoient le contrat et donc en septembre je suis nommé à Biskra. J'y reste 3 ans, la question du parti ne se pose pas, je n'y suis plus... Et je vais

---

<sup>2764</sup> Echange de mails avec Jean-Claude Delaunay\*, juin 2017.

militer au syndicat, au SNES, et je vais me réclamer de la tendance école émancipée...  
Et au congrès du SNES à Alger, du SNES Algérie, je suis élu au comité local »<sup>2765</sup>.

Fin 1983, Jean-Michel Devésa\* quitte l'Algérie pour Bangui, en Centrafrique, où il est enseignant à la fac, cette fois sur un contrat de coopération. Il rentre en 1986 en France pour des raisons personnelles (il se marie) et politiques (la situation devient tendue pour les coopérants en Centrafrique). Titularisé comme adjoint d'enseignement, il enseigne en lycée de 1986 à 1989, milite à Force Ouvrière et dans les comités Juquin lors de la campagne présidentielle en 1988. Il écrit en même temps sa thèse d'État, qu'il soutient en 1989 – toujours sur René Crevel – et retourne en Afrique, cette fois à l'université de Brazzaville, au Congo. Il prépare l'agrégation par correspondance, l'obtient en 1991, et revient en France en 1994, quand il obtient un poste à l'université de Bordeaux. Son éloignement explique puissamment sa disparition de la vie intellectuelle française, et il ne publie rien entre 1979 (le livre chez Maspero) et 1993 (la publication de sa thèse d'État sur René Crevel ». Il conclut : « Donc en 91, j'ai l'agreg, j'ai deux doctorats, 79 et 89, et on va dire que j'ai rattrapé en dix ans les années militantes ! ». Tout en ayant quitté la sphère partisane, il reste engagé aujourd'hui pour de nombreuses causes politiques, et prépare pour la rentrée 2020 un livre sur les gilets jaunes.

La trajectoire de Jean Piel\* (1902-1996), pourtant bien plus âgé que Jean-Michel Devésa\* – il est né en 1936 à Asnières – présente des similitudes, puisqu'il part plusieurs années à l'étranger comme professeur coopérant en 1976. Jean Piel\* est élevé dans des conditions modestes. Son père, dessinateur industriel et syndiqué à la CGT, est chômeur lorsqu'il naît après avoir été « viré » de chez Schneider en 1936, et avant de travailler comme « facteur mixte » à la SNCF<sup>2766</sup>. Dans un entretien publié en 2014, il précise qu'il vient « d'une famille ni pauvre, ni riche. On vivait à quatre dans 32 m<sup>2</sup> à la Garenne-Colombes, sans salle de bain, ni confort »<sup>2767</sup>. Jean Piel\*, élève boursier, réussit l'école normale d'instituteurs de Paris, puis l'ENS de Saint-Cloud et l'agrégation d'histoire en 1964. Il est dans ces années très actif à l'UEC, dont il est secrétaire national en 1961 et 1962, avant d'en être exclu en 1966<sup>2768</sup>, et commence sa carrière de chercheur avec une bourse d'enseignant-chercheur agrégé qui lui permet de se rendre une première fois à Lima, où il reste de 1965 à 1968, moment où il commence à écrire sa thèse sur le capitalisme agraire au Pérou, publiée ensuite aux éditions

---

<sup>2765</sup> Entretien avec Jean-Michel Devésa\*, 22 janvier 2020.

<sup>2766</sup> Le site « openarchives » de la SNCF indique que le « facteur mixte » n'a pas de spécialisation et a des tâches diverses (travaux d'écritures, manutention, téléphone, etc. : <http://openarchives.sncf.com/archive/2003031-10>

<sup>2767</sup> Voir Carine Chavarochette et Aurélia Michel, « Jean Piel\* et le court vingtième siècle latino-américaniste », *Problèmes d'Amérique latine*, 2014/4 (n° 95), pp. 101-120.

<sup>2768</sup> À partir de cette date, il n'appartient plus à aucune organisation politique.

Anthropos<sup>2769</sup>. Il raconte qu'il sortait d'une « mission en Amazonie péruvienne » quand il lut « dans le journal local (un quatre page) un minuscule encadré “Barricades à Paris” ! Ma première réaction en rentrant à Lima fut d'essayer de me rapatrier pour participer. Mais Air France faisait grève, comme tout le monde »<sup>2770</sup>. De retour en France fin 1968, il obtient un poste de chargé de recherche contractuel au CNRS – grâce auquel il se rend plusieurs fois en Amérique Latine –, enseigne à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL) et à Paris-VII. À la fin de son contrat en 1976, « bloqué » par le CNU pour des raisons qu'il estime « politiques » – il estime avoir été « ostracisé à l'intérieur de l'institution pendant longtemps »<sup>2771</sup> [sur le « stigmaté, cf. chap. 6] – son statut d'agrégé l'oblige à prendre un poste dans le secondaire. Mais considérant qu'il n'a pas le « *tempérament pédagogique secondaire* », il décide de partir à l'étranger grâce à l'opportunité de bénéficier d'une coopération universitaire en Tunisie, puis dans divers pays d'Afrique, et ce jusqu'à obtenir difficilement un poste à Paris-VII en 1984, et d'être élu professeur d'université en 1989 :

« Ainsi, de 1976 à 1984, j'aurai été coopérant universitaire en Tunisie, au Gabon, au Cameroun, un petit peu au Rwanda et au Congo-Brazza. J'aurais bien voulu repartir en Amérique latine, par exemple à Mexico [...]. Mais, du côté latino-américain, avec le passé que j'avais ! On était encore dans la Guerre froide, avec des guerres civiles en Amérique centrale, des dictatures dans le Sud. Donc vous imaginez bien que [...] j'y étais un personnage suspect. Du côté français, pour des raisons sans doute assez semblables, on ne voulait pas non plus que je contamine la jeunesse en me donnant la possibilité de diriger des thèses »<sup>2772</sup>.

S'il exagère vraisemblablement le « stigmaté » politique qui l'encourage à partir, l'important est que cet éloignement a des effets sur la baisse de sa production intellectuelle au cours des années 1980. Outre un ouvrage sur le Pérou en 1982, publié alors qu'il n'est pas en France<sup>2773</sup>, il n'écrit rien avant son intégration dans le laboratoire Tiers-Monde de Paris VII [voir le **chapitre 6**] et la co-direction d'un livre, en 1988, avec ses collègues de Paris VII Catherine Coquery-Vidrovitch\* et Daniel Hémerly\* (*Pour une histoire du développement : États, société, développement*), publié chez L'Harmattan. À seulement à partir de cette date qu'il reprend une activité intellectuelle classique d'universitaire, mais toujours en se considérant comme un

---

<sup>2769</sup> Jean Piel\*, *Capitalisme agraire au Pérou. Originalité de la société agraire péruvienne au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Anthropos, 1975 ; et *Capitalisme agraire au Pérou. L'essor du néo-latifundisme dans le Pérou républicain*, Paris, Anthropos, 1983.

<sup>2770</sup> Carine Chavarochette et Aurélie Michel, « Jean Piel\* et le court vingtième... », *art. cit.*, p. 111.

<sup>2771</sup> *Ibid.*, p. 114. Il ajoute être à la fois « marqué » politiquement pour les anti-marxistes et considéré comme un « électron-libre » pour les marxistes organisés, ajoutant n'appartenir à « aucun groupe de pression [politique] efficace »

<sup>2772</sup> *Ibid.*, p. 112 et p. 114.

<sup>2773</sup> Jean Piel\*, *Crise agraire et conscience créole au Pérou*, Paris, Editions du CNRS, 1982.

intellectuel engagé. Comme il le racontait en 2014 : « Aujourd’hui, vieillissant, je maintiens la plupart de mes positions concernant mon marxisme. Par contre, je suis prêt à concéder que dans certains domaines, en particulier en anthropologie (ou alors c’est moi qui n’ai pas tout lu), c’est vrai que le vieux Marx en était resté à celle de son temps »<sup>2774</sup>.

Ces passages à l’étranger se retrouvent dans des expériences, plus courantes et d’intensité moindre, de détachement. On peut penser au Suisse Claude Auroi\*, qui est chercheur au Centre International de la Pomme de Terre de Lima entre 1983 et 1986 et qui rentre en Suisse alors que l’action du Sentier Lumineux menace les activités des chercheurs étrangers<sup>2775</sup>, à l’anthropologue Jean Copans\* – qui dirige l’Institut Français de recherche en Afrique (IFRA) de Nairobi, au Kenya, entre 1984 et 1988 –, à Gabriel Gosselin\*, qui part de 1983 à 1985 en détachement en ambassade en Scandinavie après son expérience de plume de Pierre Mauroy\* à Matignon [**Cf. le chapitre 5**], à Catherine Clément\*, qui séjourne en Inde de 1987 à 1991 en tant qu’épouse d’André Lewin, qui y a été nommé ambassadeur de France. On peut aussi mentionner Pierre Jacquemot\*, qui après son activité au ministère de la Coopération [**Cf. le chap. 5**] devient conseiller du président Abdou Diouf au Sénégal entre septembre 1984 et août 1989. Il y rejoint Marc Raffinot\* – avec qui il a écrit sur le capitalisme d’État algérien [**Cf. le chap. 3**] –, qui est à partir de 1980 le chef du service de formation permanente à l’École Sénégalaise de Gestion des Entreprises de Dakar. Il est ensuite de 1985 à 1988 directeur d’études à la Société d’études pour le développement économique et social (SEDES), rattachée au ministère de la Coopération, et dans le cadre de laquelle il intervient fréquemment comme expert dans les pays en développement.

On peut pour finir penser à Paul Alliès\*, qui passe un an comme adjoint du directeur de l’Institut français de Naples en 1985-1986, séjour permis par son appartenance à des réseaux d’« intellectuels révolutionnaires » passés au PS (ici Régis Debray\* et Gilles Martinet<sup>2776</sup>) et par le désenchantement politique vis-à-vis de la LCR [**Cf. le chap. 5**] :

« Donc je connais Martinet, et Savary [ministre de l’Éducation Nationale] prend un décret visant à favoriser la mobilité des universitaires. Et je me dis : “chic”. J’en parle

---

<sup>2774</sup> Carine Chavarochette et Aurélia Michel, « Jean Piel\* et le court vingtième siècle... », *art. cit.*, p. 118. Dans un entretien youtube, il exprime aussi clairement son attachement au communisme et à Marx : [https://www.youtube.com/watch?v=ghR10xtM2O4&ab\\_channel=Cristal](https://www.youtube.com/watch?v=ghR10xtM2O4&ab_channel=Cristal)

<sup>2775</sup> Entretien avec Claude Auroi\*, le 14 septembre 2019. Il publie à son retour *Des incas au Sentier lumineux : l’histoire violente du Pérou*, Genève, Georg, 1988.

<sup>2776</sup> Gilles Martinet (1916-2006), ancien résistant, journaliste, est l’une des figures du PSU (dont il a été secrétaire général adjoint). Après avoir proposé une première motion proposant de rejoindre la FGDS en 1967, il quitte finalement le PSU en 1972 pour rejoindre le PS, et il y devient rapidement membre du bureau exécutif. En 1981, Mitterrand ne lui donne pas de portefeuille ministériel, mais le nomme ambassadeur de France à Rome, un poste prestigieux. C’est au début des années 1980 que Paul Alliès le rencontre, lors d’un séjour de quelques jours rendu possible par la femme d’Alain Krivine, l’un de ses amis à la LCR.

à Martinet, et je demande l'ambassade de France à Rome. Et il y a une mobilisation par rapport à la nomination contre Martinet, parce qu'il y a ceux qui attendent depuis 20 ans d'être nommé au palais Farnèse [...]. Et Debray\*, qui était à cette époque à l'Élysée, que je connais un peu, défend ma cause et essaie de faire en sorte que l'Élysée force le Quai d'Orsay à admettre ma nomination à la culture à Rome, et c'est un veto que l'Élysée n'a pas pu franchir. Et Martinet m'a dit : "écoute si tu veux, il y a un poste intéressant à Naples" [...]. Ça me permettait de sortir du cadre de la fac de droit de Montpellier »<sup>2777</sup>.

Au-delà des conflits probables entre hauts-fonctionnaires (du ministère des Affaires Étrangères dont des diplomates de métier) et une filière plus militante (Régis Debray\*, Gilles Martinet et Paul Alliès\*)<sup>2778</sup>, cet extrait d'entretien montre que ce dernier est déjà proche des réseaux socialistes avant son départ de la LCR en 1986. Ce séjour à l'étranger facilite son recul sur son engagement politique vacillant, et prépare son passage au PS, acté après les législatives de 1986 [voir le chap.5].

Surtout, ce séjour à l'étranger de Paul Alliès\* est, comme tous les autres que nous avons évoqués, le symbole de la forte mobilité des membres de notre population à l'époque – liée, pour beaucoup, à la volonté de sortir du contexte politique et intellectuel français vécu comme pesant – et l'une des raisons de la baisse globale de leur production intellectuelle et, donc, du déclin des marxismes.

Enfin, pour certains, c'est par leur objet d'études qu'en quelque sorte, ils se dépaysent. Pour Christian Topalov\*, le « voyage a constitué une autre façon de sortir de ce présent un peu difficile »<sup>2779</sup>, mais il limite cette dimension à ses études historiques qui lui permettent de s'éloigner de la société française contemporaine. D'autres vont plus loin, à l'image du chercheur Michel Gutelman\*, resté toute sa vie attaché de recherche au CNRS mais constamment en voyage, publiant des rapports pour l'UNESCO – notamment pour l'Institut international de planification de l'éducation – et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), travaillant sur « des productions de tomates en Floride », observant « la science des brûlis au Soudan », installant « une stratégie de lutte contre la pauvreté au Bénin » ou étudiant « l'influence géopolitique des drogues sur les frontières de Birmanie »<sup>2780</sup>. L'économiste Pierre Salama\* écrit pour sa part :

« J'ai cessé de militer au sens strict du terme et je me suis investi à fond sur l'Amérique Latine. C'était au début des années 1980. J'allais de plus en plus souvent en Amérique

---

<sup>2777</sup> Entretien (skype) avec Paul Alliès\*, 30 avril 2020.

<sup>2778</sup> Et, sans doute, des réticences de Mitterrand.

<sup>2779</sup> « Christian Topalov\*, chercheur et militant »..., *art. cit.*

<sup>2780</sup> Bref, comme l'écrit son ancienne compagne Catherine Lamour, « *le goût de l'aventure sans ostentation l'a fait marcher* », Cité par Emmanuel Lemieux, « Michel Gutelman\*, de Cuba au Triangle d'or », disponible en ligne : <https://www.lesinfluences.fr/Michel-Gutelman-de-Cuba-au-Triangle-d-or.html>.

latine : au Brésil, au Mexique, en Argentine, et parfois en Colombie. J'ai commencé à participer à des enquêtes de terrain. Je ressentais de plus en plus la nécessité d'être sur le terrain avec des géographes, des sociologues, et c'est le fait de connaître des gens sur le terrain, d'avoir participé à des enquêtes avec eux, parfois en équipe, qui m'a permis de comprendre en profondeur ce que je voyais. Je m'alimentais de leurs travaux, dans une certaine mesure, ils me donnaient des idées ; je voyais des choses que je n'aurais pas pu voir sans leurs explications, ce qui me permettait de comprendre des problèmes que je posais ensuite d'un point de vue macroéconomique et global »<sup>2781</sup>.

Les terrains de recherche lointains participent donc, à côté de formes plus directes de départs à l'étranger, d'une invisibilisation générale de nombreux intellectuels de notre population. En même temps, on observe un rapport plus désenchanté et moins intense à la politique, sans que celui-ci change d'orientation ni ne disparaisse.

Les mêmes phénomènes sont à l'œuvre chez les moins « intellectuels » de notre population, ceux que nous avons appelé les « intellectuels pratiques ». Ils restent engagés, mais différemment, au cours des années 1980.

### ***III. S'engager par le travail. De « l'intellectuel pratique » à l'« intellectuel éphémère »***

Le tableau des devenirs après 1981 des 813 « intellectuels révolutionnaires » de notre population se précise. Ils sont plus d'une centaine à être hauts-fonctionnaires ou engagés en politique de façon professionnelle. Ils sont surtout au PCF (nous incluons les journalistes de la presse communiste) et au PS, même si on peut encore en trouver quelques-uns à l'extrême-gauche comme on l'a vu pour Pierre Rousset\*, permanent à Amsterdam [**Cf. le chap. 5**]. Ils sont près de 300 à être devenus des « intellectuels universitaires » avec des travaux intellectuels indissociablement politiques, même s'ils sont en partie normalisés par la professionnalisation de la recherche [**voir le chapitre 6**]. Il faut ajouter une cinquantaine d'enseignants dans le secondaire ou le primaire, dont certains continuent de publier des écrits engagés, mais très souvent chez des éditeurs plus marginaux comme L'Harmattan<sup>2782</sup>. Pour ceux qui ne publient (presque) plus, ils sont une centaine à être soit décédés, soit très âgés [**voir supra**]. Ils sont également une centaine à « disparaître » de la vie intellectuelle française en s'installant à l'étranger, qu'il s'agisse de retours d'exils, de migrations liées aux études ou, pour ceux nés en

---

<sup>2781</sup> Pierre Salama\*, « Parcours de vie d'un chercheur en économie », *Revue Tiers Monde*, 2007/3 (n° 191), pp. 576-577.

<sup>2782</sup> Nous en avons identifié 17 ayant publié aux éditions Maspéro, 25 aux ES et 7 chez Anthropos.

métropole, de départs hors de France. Ces départs s'accompagnent, très souvent, d'engagements politiques toujours très marqués à gauche.

Pour compléter ce tableau, il faut désormais revenir sur ceux qui s'orientent vers des métiers qui s'écartent de ce qu'on entend habituellement par « intellectuel », et que nous avons appelé les « intellectuels pratiques » [*Cf. le chap. 4*]. Ils sont au moins 150<sup>2783</sup> à suivre une trajectoire qui se caractérise par une poursuite de leur militantisme – avant tout par « leur profession »<sup>2784</sup> – mais par une disparition quasi-complète de la vie intellectuelle. « Intellectuels éphémères », ils ont profité de l'extraordinaire ébullition intellectuelle et politique de l'après-mai pour publier un ouvrage engagé, mais n'ont pas pu ou voulu persister dans une carrière dans ce champ. L'analyse de ces trajectoires d'« intellectuels éphémères » montre que, là encore, les engagements politiques de l'après-1968 se transforment et, sans reniement, deviennent essentiellement « pratiques ». Nous pouvons identifier deux groupes. Le premier rassemble des acteurs qui se caractérisent par la persistance d'une identité intellectuelle et, souvent, de pratiques d'écritures, mais différentes de celles, professionnalisées, des universitaires. Les professions intellectuelles ici envisagées sont liées au monde de l'écrit ou à la production d'autres biens symboliques, à l'image de celles d'avocats, d'architectes, d'écrivains, d'artistes ou de journalistes (A). Le second groupe est composé d'individus qui s'éloignent davantage de toute activité de production intellectuelle. Pourtant, qu'il s'agisse de militants de pédagogies alternatives, de conseillers d'orientation, de médecins, de psychanalystes, de travailleurs de soutien au monde ouvrier au sein des entreprises ou encore d'employés et d'ouvriers, leur engagement professionnel est le plus souvent vécu sur un mode politique, en continuité et non en rupture avec leurs engagements révolutionnaires des années post-1968 (B).

Pour éclairer ces deux types de groupes, nous reviendrons sur quatre trajectoires qui éclairent les transformations de l'engagement politique et intellectuel au cours des années 1980 : celle de Paul Lidsky\*, de Nicolas Dubost\*, et du duo composé de Monique Hervo\* et de Marie-Ange Charras\* (C).

---

<sup>2783</sup> Nous disons « au moins », car nous ignorons tout d'une cinquantaine de trajectoires. Mais étant donné que l'immense majorité de ces inconnus ne publient plus, ils se rapprochent très vraisemblablement de notre catégorie d'« intellectuels éphémères ».

<sup>2784</sup> Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire...*, *op. cit.*, pp. 122 et *sq.*, et, plus globalement, les chapitre 3 et 4. Le chapitre 5 est consacré aux incidences sur la sphère privée, que l'on ne traite pas dans notre travail.



### III-A. S'engager par le travail (1). Sur quelques professions intellectuelles

Sans être des intellectuels « professionnels », 71 membres de notre population travaillent au sein de professions à l'identité intellectuelle réelle mais qui souvent des « niches militantes »<sup>2785</sup> qui permettent de poursuivre un engagement plus quotidien mais aussi plus éloigné des « intellectuels universitaires » de plus en plus professionnalisés. Ils exercent d'abord des métiers dont l'écrit demeure le cœur, écrivains, poètes, journalistes ou personnes qui, comme Juliette Minces\* ou Patrice Noisette\*, n'ont pas pu ou voulu entrer à l'université ou au CNRS, et font de la recherche de façon « indépendante ». Du côté des écrivains, le cas le plus connu est sans doute celui de François Maspéro\* qui, après 1982 et son départ de sa maison d'édition [Cf. le chapitre 6], écrit des ouvrages autobiographiques, des reportages ou des textes de fiction<sup>2786</sup>. Ils sont en tout 11 à se tourner vers le roman comme Hélène Bleskine\*. Tout en continuant à publier, ils semblent *a priori* se détacher du politique. Pourtant, les genres qu'ils privilégient sont politiques comme le néo-polar, à propos duquel Érik Neveu et Annie Collovald écrivent que cette production liée au gauchisme favorise l'entretien

« d'un rapport serein – fût-il critique – aux engagements passés qui ne peuvent être vécus comme des gâchis dont il faut se repentir. Elle empêche ainsi une inclination au ressentiment et préserve une forme d'enchantement à l'égard des idéaux politiques même révolus, à l'inverse de ce qui se passe chez d'autres gauchistes dont la trajectoire sociale postérieure fait de ce passé un bagage encombrant ou un remords existentiel. Elle permet, en quelque sorte, de vivre une consécration sociale sans verser dans des reniements »<sup>2787</sup>.

C'est le cas par exemple de Monique Vernhes\*, auteur en 1970 de *Pour la Guadeloupe indépendante* chez Maspéro, et qui fonde à la fin des années 1980 les Éditions En marge. Elle y crée la collection « Idées Noires » dans laquelle elle publie des romans policiers comme *Bas les pattes !* (1990) ou *Cauchemar* (1992) sous le pseudo de Marie Dutertre. On peut également penser à Françoise Bouillot, co-auteure avec Jean-Michel Devésa\* d'un livre de communistes critiques chez Maspéro (*Un parti peut en cacher un autre*, 1979) et qui traduit notamment Agatha Christie. Elle écrit en parallèle des romans qui ne sont pas des polars mais s'intéressent à des personnages en marge de la société (un homosexuel qui se prostitue à New York dans *Roman de Roberte* en 1988, ou l'histoire d'amour entre un homme et un travesti dans *Travesti* en 1991).

---

<sup>2785</sup> Pour une utilisation de ce concept, que l'on doit à Jacques Ion, voir Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2006, pp. 196 et sq.

<sup>2786</sup> Il en publie trois entre 1984 et 1990, à savoir *Le sourire du chat* (Seuil, 1984), *Le figuier* (Seuil, 1988) et *Les passagers du Roissy-Express* (Seuil, 1990).

<sup>2787</sup> Annie Collovald et Erik Neveu, « Le "néo-polar". Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés & Représentations*, 2001/1 (n° 11), p. 87.

D'autres écrivains de notre population revendiquent une fibre sociale et, ainsi, un rapport au politique par le travail littéraire. C'est le cas de François Salvaing\*, né en 1943 à Casablanca dans une famille de la bourgeoisie économique « très à l'aise dans la colonisation »<sup>2788</sup>. Son père, issu du prolétariat, est commerçant dans le blé puis les plantes et les parfums. François Salvaing\* vient vivre à Paris à 17 ans pour entrer en classes préparatoires littéraires à Louis-le-Grand. Recalé à l'ENS, il se tourne vers la fac, et commence à faire intensément du théâtre, jusqu'à se retrouver salarié d'une troupe quand Mai-Juin 1968 éclate. Durant les événements, il donne des représentations dans des usines occupées. Il est proche du PCF. Il m'explique que « [son] centre d'intérêt, c'était la lutte anti-colonialiste », et c'est pourquoi il assiste en 1960 dès son arrivée en France au début du procès Jeanson à Paris [*Cf. chap. 1*]. Il ajoute que dans ces années, « il n'y avait qu'un seul parti qui avait une certaine importance et qui contribuait à ce que cette lutte pour l'indépendance de l'Algérie, pour l'ouverture de négociation, ait lieu. C'était le PCF il n'y en avait pas d'autres. Quand on se retrouvait au commissariat, qui il y avait autour de moi ? Des communistes ! Pas seulement, mais ceux qui avaient une carte politique, il y avait quelques gars du PSU et puis l'essentiel c'étaient des communistes ». Il ne saute néanmoins le pas qu'en 1971, et adhère au PCF.

Cette même année, il divorce, et, chose rare à l'époque, obtient la garde de son enfant de 4 ans. Il doit arrêter le théâtre, trop prenant, pour travailler d'abord dans des librairies, et enfin pour la presse communiste. Il y entre à l'occasion d'un article en 1973 pour *France Nouvelle*, sur le théâtre pour enfants. Il passe ensuite en 1974 à *L'Humanité Dimanche*, carrière qu'il poursuit jusqu'en mai 1981<sup>2789</sup>. Le desserrement du contrôle de l'information permet son recrutement à la télévision – en compagnie notamment de Michel Cardoze\* et Roland Passevant\* [*Cf. le chap. 5*] –, où il reste jusqu'au début de l'année 1984. Il décide de retourner à *L'Humanité*, où il devient chef du service culturel, mais en part finalement en 1985 pour écrire. À ce moment, son engagement politique vacille – il reste pourtant au PCF jusqu'en 1998 – ce qui l'emmène à s'engager dans une activité d'écriture, permise par le travail de sa femme, journaliste elle aussi à *L'Humanité*. On peut d'ailleurs penser que s'il ne quitte pas le parti, c'est pour la protéger. François Salvaing\* publie d'abord *Misayre ! Misayre !* (Balland 1988), qui reçoit le prix du livre Inter, ce qui lui permet de continuer à écrire des romans plus sociaux ; *La boîte* (1998) – sur une usine –, puis *Parti*, en 2000, partiellement autobiographique et très critique vis-à-vis du PCF.

---

<sup>2788</sup> Les citations et les informations qui suivent sont tirées d'un entretien avec François Salvaing\*, réalisé à son domicile de Fontenay-sous-Bois le 24 septembre 2018.

<sup>2789</sup> Il publie dans ce cadre plusieurs ouvrages aux Editions Sociales, dont *La provocation*, en 1980.

Il n'abandonne donc pas tout rapport à la politique, mais la place à partir des années 1980 au second plan, privilégiant son identité d'écrivain :

FS : Je suis un conteur, je ne suis pas un théoricien, je ne suis pas un essayiste, je suis un conteur. Et l'essentiel de mes contes, même quand ils ont une morale, ces contes ne sont pas publiés chez Messidor/Éditions Sociales. Je n'ai pas cherché à les publier chez Messidor, j'ai peut-être même cherché à ne pas les publier chez Messidor. Je n'aurais pas trouvé intéressant de les publier là-bas.

AA : *Pourquoi ?*

FS : Pffff. Quand j'ai commencé à écrire des romans, j'étais journaliste à ce moment-là, et mon idée c'était que je ne voulais pas que... je voulais qu'il y ait deux écritures chez moi. Je voulais être perçu comme un écrivain et pas comme un journaliste qui développe des thèses sous forme romancée, mais ce sont quand même des thèses. Je voulais échapper à cette catégorisation-là, c'est-à-dire que je n'étais pas un écrivain engagé au sens où on voulait imposer que soit engagés les écrivains, soit pour les dénigrer ou soit pour les louer, mais la terminologie d'écrivain engagé ne me convenait pas du tout. Elle correspondait à une certaine époque, à mon sens, à une époque marquée par Jean-Paul Sartre et par des textes de Sartre qui avaient tracé la voie de ce côté-là, mais ça ne correspondait pas du tout à ce qui m'intéressait, sans que je sois critique à l'égard des gens qui se voulaient engagés, mais ce n'était pas du tout ma recherche ».

Cette critique de l'écrivain engagé, qu'il relègue au temps de Sartre et du réalisme socialisme [Cf. le chap. 1], demeure relative, puisque le roman social qu'il pratique reste un genre politique et un marqueur d'engagement, mais elle illustre une dissociation entre politique et journalisme, possible à partir des années 1980 et produit d'un certain désenchantement.

Cette dissociation se retrouve chez beaucoup de journalistes qui, au-delà de la presse communiste, sont pris entre des impératifs politiques et des impératifs de professionnalisation de leurs pratiques d'écriture, que ce soit à *Libération*, au *Canard enchaîné* (où l'on trouve Claude Angeli\* et Nicolas Brimo\*) ou encore dans des journaux spécialisés comme *Jeune Afrique*, où travaille Sophie Bessis\* [voir l'encadré n°3]. Il est également visible dans d'autres médias, à l'image de la radio publique. L'émission *Panorama* de France Culture accueille des chroniqueurs comme les anciens communistes Guy Konopnicki\* et Antoine Spire\* (qui se décrit en entretien comme une sorte de « caution » communiste), ou encore Michel Field\*, avant son arrivée sur TF1 en 1997. Si ces entrées dans les médias sont parfois décrites comme le signe de conversions politiques vers des positions de pouvoir<sup>2790</sup> – ce qu'elles sont sans doute

---

<sup>2790</sup> Voir, par exemple, le cadrage du numéro du supplément du journal *Le Monde* de la première semaine de septembre 1997, intitulée « De Marx à Bouygues », disponible en ligne : <https://scholar.lib.vt.edu/InterNews/LeMonde/issues/1997/lm970831-tmr.pdf>

pour certains – Antoine Spire\* récuse cette interprétation pour mettre en avant son éviction de France Culture en 1999 pour des « raisons politiques »<sup>2791</sup>.

D'autres enquêtés disparaissent plus nettement encore de la vie intellectuelle, mais exercent des professions intellectuelles plutôt marquées à gauche, à l'image des dix avocats de notre population. Si certains ont des spécialités plus rares – comme Michel Huet\* pour le droit de l'architecture, Bernard Edelman\* pour la protection intellectuelle ou Denis Langlois\* pour les affaires pénales et des droits de l'Homme – d'autres appartiennent à la part la plus politisée de la profession, à savoir les « avocats travaillistes », spécialisés dans le droit du travail et dans la défense des salariés – notamment aux prud'hommes. C'est le cas, un temps, de Daniel Voguet et Régis de Castelnaud\*, notamment impliqués dans la défense des travailleurs de la sidérurgie entre 1978 et 1982<sup>2792</sup>. Comme l'écrit Laurent Willemez, une même logique,

« présente dans leurs représentations et dans les pratiques, préside à ces deux types conjoints d'engagement, logique que l'on pourrait dénommer "éthique de la fidélité" : fidélité à un métier dont ils perçoivent les profondes transformations et dont ils se sentent les (derniers) gardiens du temple ; fidélité, indissociablement, à un passé militant en 1968 et dans les années 1970, à gauche ou à l'extrême gauche, que leur activité professionnelle leur permet de ne pas renier, alors même qu'ils se sont embourgeoisés et que leurs visions du monde se sont transformées<sup>2793</sup> ».

La politisation de l'activité professionnelle qui s'inscrit dans la construction d'une « éthique de la fidélité » est également visible au sein des organisations internationales. Une dizaine de membres de notre population travaillent en effet au Bureau international du Travail, à l'ONU ou à l'UNESCO, comme les égyptiens Bagat El Nadi\* (né en 1936) et Adel Rifaat\* (né Eddy Lévy en 1938, et frère aîné de Benny Lévy) qui écrivent à quatre mains sous le pseudonyme de Mahmoud Hussein le livre *La lutte de classes en Égypte de 1945 à 1968* (Maspero, 1969). Tous deux anciens militants révolutionnaires, ils se sont rencontrés en 1955 et ont été détenus dans divers camps entre 1959 et 1964. Ils s'exilent en France en 1966, et font dès lors tout ensemble : ils soutiennent une thèse commune en 1975, sont naturalisés français en 1983 et travaillent à l'UNESCO à partir de 1978. Membres du secrétariat de l'organisation, ils sont d'abord conseillers du directeur avant de devenir co-directeurs en 1988 du *Courrier de l'Unesco*, mensuel publié en 30 langues. Leur activité intellectuelle est dès lors surtout réduite au cadre

---

<sup>2791</sup> Voir un article d'Édouard Launet le 10 juin 1999 dans *Libérations sur cet épisode* ,[https://www.liberation.fr/medias/1999/06/10/staccato-premiere-fausse-note-d-adler-a-france-culture-l-emission-de-debats-d-antoine-spire-disparai\\_277112](https://www.liberation.fr/medias/1999/06/10/staccato-premiere-fausse-note-d-adler-a-france-culture-l-emission-de-debats-d-antoine-spire-disparai_277112)

<sup>2792</sup> C'est par ce biais qu'ils publient avec François Salvaing\* *La provocation* en 1980 aux Éditions Sociales.

<sup>2793</sup> Laurent Willemez, « Engagement professionnel et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés », *Politix*, vol. 16, n°62, 2003, p. 146. Plus généralement, sur la profession d'avocat, voir Lucien Karpik, *Les avocats. Entre l'État, le public et le marché. XIII<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1995.

institutionnel, et ils ne publient qu'un livre entre leur entrée à l'UNESCO en 1978 et leur retraite à la fin des années 1990, mais ce livre, publié aux Éditions La Découverte, reste engagé (*Versant sud de la liberté : essai sur l'émergence de l'individu dans le Tiers Monde*, La Découverte, 1989). Ils continuent à publier dans les années 2000, principalement dans la perspective d'une réforme de l'islam dans un sens « compatible avec les valeurs libérales (démocratie, pluralisme, droits de la femme) »<sup>2794</sup>.

Leurs trajectoires sont proches de celle de René Lefort\*, avec qui nous avons échangé. Né en 1943 à l'étranger – son père, diplomate, voyageant beaucoup —, René Lefort\* est diplômé de l'École supérieure d'électricité de Paris<sup>2795</sup>. Politisé par son père, ancien résistant et violemment anti-gaulliste, il l'est aussi et surtout durant les années 1960, quand il milite à l'UNEF grandes écoles, mais sans jamais adhérer à un parti. Il participe très activement à Mai-Juin 1968 et écrit dans *Les cahiers de mai*, qui lui conviennent, « car il n'avait ni le dogmatisme ni la hiérarchie ni la discipline aveugles des autres mouvements “révolutionnaires” de l'époque (trostkistes, mao, etc.) ». Les événements réorientent sa trajectoire professionnelle, puisqu'à 25 ans, il décide de ne pas devenir ingénieur et de se lancer comme pigiste dans le journalisme. Comme il me l'écrit, « pendant toutes les années 70 j'ai été un “franc-tireur”, soit ingénieur du son payé à la prestation, soit journaliste payé à la pige, soit photographe (agence Gamma) plus quelques financements de ci de là ». C'est pour ses activités de journalisme qu'il se rend à plusieurs reprises en Afrique, commençant par un premier « grand reportage » dans les maquis de la lutte anti-coloniale en Guinée-Bissau, qui donne lieu à une série d'articles dans *Le Monde*. Il se rend alors compte que « la couverture par *Le Monde* de l'Afrique non francophone est dérisoire. Je me suis donc lancé là-dedans, se souvient-il, et pendant une dizaine d'années j'ai été “le” spécialiste français des mouvements révolutionnaires armés en Afrique noire (Angola, Mozambique, Zimbabwe, etc. Je n'ai jamais rejoint l'équipe rédactionnelle mais j'ai été je ne sais combien de fois “envoyé spécial” de ce journal, comme de beaucoup d'autres d'ailleurs : *Libé*, *Le Nouvel Obs*, *Le Monde Diplo*, etc. ». Outre de nombreux papiers dans la presse écrite, ses articles sont à la base de deux ouvrages publiés chez Maspero : *Afrique du sud, histoire du crise* (1977) et *Éthiopie : la révolution hérétique* (1981). En parallèle, il milite activement au GIP, et tourne dans ce cadre le film *Les prisons aussi...*, sorti en 1975 et dans lequel il rassemble avec Hélène Chatelain des témoignages d'anciens prisonniers.

---

<sup>2794</sup> Mohamed Amine Brahim, *La réforme islamique contemporain...*, thèse. cit., p. 409.

<sup>2795</sup> Les informations et citations qui suivent sont tirées d'échanges par mails avec René Lefort\*, 2<sup>e</sup> semestre 2019.

L'arrivée de la gauche est pour lui une « heureuse revanche » sur la droite, mais sans qu'elle ne débouche politiquement :

« Après 1981, alors que j'avais déjà un pied dans l'UNESCO, j'ai essayé d'apporter mes connaissances de l'Afrique au service d'un pouvoir de gauche. On m'a reçu à l'Élysée comme au Quai d'Orsay, mais sans rien me proposer de sérieux et concret. J'ai frappé à la porte du PS, Jospin m'a dit que j'étais en quelque sorte une perle rare, mais j'ai ensuite compris que même une fonction tout à fait bénévole de « conseiller », fut-ce de façon non officielle, ne serait possible qu'après avoir fait allégeance à quelques caciques du parti [...]. J'ai laissé tomber. Seul Régis Debray\* m'a proposé de rejoindre les services secrets. Il n'en était pas question ».

Après cet échec, il ne publie plus de livres jusqu'à sa retraite en 2002, mais continue d'avoir une activité intellectuelle engagée, même si elle est circonscrite au cadre de l'UNESCO, organisation dans laquelle il entre par « le plus grand des hasards » : invité à présenter son livre sur l'Afrique du Sud devant le comité exécutif de l'UNESCO lors de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le directeur général « [lui] a alors demandé de travailler avec lui. En fait, il cherchait un journaliste confirmé et "tiers mondiste" qui pouvait l'assister dans le projet de Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC). Après quelques contrats, j'ai rejoint son cabinet. Mais assez rapidement des désaccords de fond sont apparus entre lui et moi. J'ai alors pris d'autres fonctions dans les services d'information ». Il devient ensuite directeur du *Courrier de l'UNESCO* – il est donc proche de Bagat El Nadi\* et d'Adel Rifaat\* – qu'il qualifie de « foyer de contestation du néo-libéralisme *via* principalement la dénonciation de la montée des inégalités » et « la défense de l'environnement ». Ainsi, son activité intellectuelle passe durant toutes ses années par des rapports internes et des publications dans ce journal institutionnel, mais demeure engagée. La retraite venue, René Lefort\* est retourné en Afrique, et il a à nouveau publié sur le sujet. Il conclut nos échanges en affirmant que ses positions politiques « n'ont pas changé depuis » les années 1970, et me rappelle cette phrase d'Albert Camus, lui aussi un temps journaliste, et qu'il aime citer : « former ces cœurs et ces esprits, les réveiller plutôt, c'est la tâche à la fois modeste et ambitieuse qui revient à l'homme indépendant. Il faut s'y tenir sans voir plus avant. L'histoire tiendra ou ne tiendra pas compte de ces efforts. Mais ils auront été faits ».

Une partie importante de notre population s'engage donc dans des métiers intellectuels, à travers lesquels ils militent, bien souvent dans leurs franges les plus politisées. Dans le contexte des années 1980 où il devient plus difficile de publier des livres engagés [**Cf. le chap. 6**], cette possibilité leur semble de plus en plus fermée. La plupart adaptent pourtant leurs croyances politiques à diverses pratiques d'écriture. Certains transforment leur militantisme

passé mais sans le rejeter, à l'image des écrivains de néo-polar ou de roman social. D'autres, qu'ils soient architectes, acteurs, peintres ou metteurs en scène de théâtre, sont aussi nombreux à travailler dans les métiers de la culture mais en produisant des biens symboliques distincts du livre (films, pièces de théâtres, bâtiments, etc...) ce qui mériterait un développement spécifique. Les logiques de persistance y sont sans doute les mêmes, mais avec des réfractions spécifiques. L'architecte Rémy Butler\* [Cf. le chap. 2] que « la totalité – à deux exceptions près – des 200 bâtiments qu'[il a] conçu sont des constructions publiques », et qu'il investit d'une dimension politique forte une telle conception de l'architecture.

### ***III-B. S'engager par le travail (2). Au-delà des intellectuels***

Le deuxième groupe est composé de 45 personnes qui militent à travers des engagements professionnels moins directement intellectuels, mais qui sont, là encore, des « niches militantes », et donc des métiers à dimension politique. Outre quelques-uns difficilement classables (artisans, ouvriers et employés divers), ils sont présents principalement dans quatre professions.

Il s'agit, d'abord, de 21 médecins au sens large (généraliste, psychiatre, chirurgien, etc...), qui continuent d'exercer leur profession médicale au cours des années 1980, profession qu'ils occupaient déjà dans la décennie précédente. La plupart gardent une attache institutionnelle politiquement forte, mais cesse d'écrire. Seul Félix Guattari\*, encore actif à la clinique de La Borde, continue à avoir une activité intellectuelle soutenue, et fonde même avec Deleuze, en 1987, la revue *Chimères*. À côté de ces médecins, on trouve une dizaine de psychanalystes. Ces derniers ont souvent une activité principale médicale ou universitaire, mais certains s'y consacrent entièrement, comme l'ancien normalien et althussérien Michel Tort\*, ou encore Laurence Kahn\*, la fille de Jean-François Lyotard. Après une thèse d'histoire soutenue en 1975 à l'EHESS avec Pierre Vidal-Naquet\*, elle démissionne le 1<sup>er</sup> janvier 1979<sup>2796</sup> de son poste d'assistante et renonce à une carrière universitaire pour devenir psychanalyste et s'installer définitivement en cabinet au cours des années 1980. Cette décision n'est pas soudaine – elle a lu Freud dans les « années 1968 » et s'en sert déjà dans sa thèse, « ce qui n'enchantait absolument pas Vernant\*, Vidal-Naquet\* et Detienne\* »<sup>2797</sup> – mais la rupture avec la scène intellectuelle est brutale. Excepté dans la *Nouvelle Revue de Psychanalyse*, elle ne publie plus

---

<sup>2796</sup> François Dosse, *Pierre Vidal-Naquet\*, une vie..., op. cit.*, p. 266.

<sup>2797</sup> Jacques Mauger, « Quelle psychanalyse dans ce siècle ? Entretien avec Laurence Kahn », *Filigrane*, 24 (1), 2015, p. 74.

rien avant 1993 et la parution de *La petite maison de l'âme*, dans la collection « Connaissance de l'inconscient » chez Gallimard.

Ensuite, on trouve six conseillers d'orientation, profession dont Paul Lehner a retracé l'histoire et qui est dans les « années 1968 » choisie par des militants comme le communiste Pierre Roche\* ou Marie-Ange Charras\* [voir *infra*]<sup>2798</sup>. Ils sont généralement formés à l'INETOP, à un moment où cette institution est très marquée par une humeur contestataire, comme on l'a vu dans le cas de Jacques Lautrey\* et Michel Huteau\* [Cf. le chap. 3].

Ceux qui travaillent dans l'animation, la pédagogie et la formation pour adultes – et, plus globalement, dans l'éducation spécialisée sous toutes ses formes – sont également nombreux, puisqu'ils concernent 19 personnes de notre population. Cette part importante n'est pas surprenante puisque ce métier est « typiquement redéfinie au cours des années 1970 par l'importation de dispositions militantes », comme l'écrit Julie Pagis, à la suite de l'étude pionnière de Francine Muel-Dreyfus sur les éducateurs<sup>2799</sup>. Ainsi, Claude Deutsch\*, né en 1946 en région parisienne, suit une trajectoire classique qui l'amène à s'engager l'exercice de ce type de profession. Issu de la petite bourgeoisie économique – son père, « plutôt un peu anar »<sup>2800</sup>, est courtier en assurances, et d'origine juive, ses propres parents ayant été assassinés à Auschwitz —, Claude Deutsch\* est très actif dès la guerre d'Algérie, puisqu'il il épaula son grand frère, militant à l'UEC, dans ses diverses activités militantes. Âgé de 22 ans en Mai-Juin 1968, il est déjà adhérent à l'UJC(ml) quand les événements éclatent. Il continue de militer à l'extrême gauche dans l'après-mai dans divers groupes maoïstes révolutionnaires, voyage à l'étranger – à Cuba, mais aussi en Albanie, « dans le cadre d'un groupe initié par des maos dogmatiques de la Sorbonne de "Ligne Rouge" » –, et s'intéresse de plus en plus à tout ce qui est publié dans le domaine de la pédagogie institutionnelle, de l'éducation spécialisée et de la folie. C'est avec l'intention de devenir éducateur qu'il part à Caen pour travailler dans un foyer – expérience dont il tire un livre publié chez Maspero sous le pseudonyme de Jacques Fresco (*Les bagnes d'enfants, Dieu merci, ça n'existe plus*, 1974), dans lequel il rassemble et analyse des témoignages de répression dans les foyers.

Il passe ensuite ses diplômes d'éducateur, et, toujours en militant à l'extrême-gauche – ce qu'il considère comme parfaitement complémentaire – ouvre en 1975 le « foyer de Cluny de

---

<sup>2798</sup> Voir le livre tiré de sa thèse de doctorat dirigée par Bernard Pudal, Paul Lehner, *Les conseillers d'orientation : un métier impossible*, Paris, PUF, 2020.

<sup>2799</sup> Francine Muel-Dreyfus, *Le métier d'éducateur. Les instituteurs de 1900, les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris, Minuit, 1983 ; et Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire...*, op. cit., pp. 156 et sq.

<sup>2800</sup> Les citations et informations qui suivent sont tirées d'un entretien téléphonique réalisé avec Claude Deutsch le 9 mai 2020.



Blainville avec des jeunes gens qui voient là le moyen de sortir de l'hôpital psychiatrique et d'autres jeunes inexpérimentés qui ont dans la tête des idées piochées chez Laing et Cooper ». À partir de cette date, il ne publie plus de livre jusqu'en 2001, mais tire de cette nouvelle expérience une thèse de psychologie, soutenue à Paris V en 1985, *L'institution, outil d'action thérapeutique*. Il continue de diriger ce centre jusqu'à sa retraite, et s'engage en parallèle dans diverses associations critiques de la conception classique de la santé mentale, et, au fil des années 1980. Il se forme en même temps à la psychanalyse avec Jean Clavreul, l'un des fondateurs de l'École freudienne de Paris, devient lui-même psychanalyste en 1988. Comme il me le raconte, il voit dans ses divers engagements professionnels auprès des « fous » et des publics en difficulté une prolongation de ses engagements politiques révolutionnaires, à savoir un moyen de « servir le peuple ».

Cette dimension militante de l'engagement professionnel se retrouve enfin chez cinq enquêtés, tous des hommes, qui sont devenus des experts du monde ouvrier. C'est le cas notamment du communiste Gérard le Joliff\* – qui ouvre un cabinet d'expert pour assister les comités d'hygiène et de sécurité (CHSCT) au sein des entreprises –, d'Alain Bobbio\*, ouvrier sur le site Sanofi-Romainville et qui a pendant vingt ans consacré l'essentiel de ses efforts à améliorer la santé des travailleurs, notamment contre les risques de l'amiante<sup>2801</sup> –, ou encore de Dominique Decèze\*, lui aussi expert en risques au travail. La trajectoire de Nicolas Dubost\* [voir *infra*] s'inscrit elle aussi dans ces réinvestissements.

Ces devenirs, qui sont les plus éloignés de l'*ethos* intellectuel, rappellent qu'il existe des « niches militantes » qui permettent de continuer à s'engager à gauche dans la continuité des années 1968-1981, sans pour autant participer à la vie intellectuelle.

### ***III-C. Retours sur quelques trajectoires d' « intellectuels éphémères »***

À travers l'étude approfondie de quatre trajectoires, il s'agit pour conclure de comprendre plus finement comment les « intellectuels éphémères » disparaissent de la vie intellectuelle et participent au déclin des marxismes et ce sans le moindre reniement. Nous reviendrons successivement sur les trajectoires de Nicolas Dubost\*, Paul Lidsky\* puis de conclure avec Monique Hervo\* et Marie-Ange Charras\*, choisies car il a été possible de les retracer en détails

---

<sup>2801</sup> Alain Bobbio\* a été élu au CHSCT pendant de nombreuses années, avant de participer en 1996 à la création de l'Association Nationale de défense des victimes de l'amiantose (ANDEVA), qui regroupe plusieurs dizaines d'associations locales déjà existantes. Sur la construction de l'amiantose comme problème de santé publique, voir Emmanuel Henry, *Un scandale improbable. Amiante : d'une maladie professionnelle à une "crise de santé publique"*, Thèse de science politique dirigée par Marie-Noël Sicard et Jacques Lagroye, Compiègne, 2000. Alain Bobbio\* n'est pas mentionné dans la thèse.

mais aussi et surtout car elles nous semblent les plus représentatives de cette partie de notre population.

### ***Nicolas Dubost\* : de l'établi à l'expert du monde ouvrier***

Nicolas Dubost\* est né à Paris le 26 décembre 1949, dans une famille de la petite bourgeoisie intellectuelle ancrée à gauche. Son père, Jean Dubost (1925-2016), est un psychosociologue renommé<sup>2802</sup>, un temps membre de la Quatrième Internationale<sup>2803</sup>. Très bon élève, Nicolas Dubost fait ses études au collège Henri IV à partir de 1960, très tôt politisé à gauche, également puisque la guerre d'Algérie est fréquemment évoquée lors des nombreux repas qu'organisent ses parents et où ils invitent leurs amis militants. Il comprend aussi précocement ce qu'est la violence policière, lorsque « [son] père revient d'une manif contre la guerre d'Algérie avec le crâne complètement explosé ». Nicolas Dubost\* entre au lycée Henri IV au milieu des années 1960, et prend parti pour le Vietnam et surtout pour Cuba, pays qui le fascine et où il rêve de se rendre. Sans être membre d'un groupe politique, il colle ses premières affiches en décembre 1967 pour « Un milliard pour le Vietnam »<sup>2804</sup>. Il est, en effet, ami avec Bernard Guetta<sup>2805</sup>, dont le père, Pierre Guetta, est sociologue du travail et surtout l'un des créateurs du mouvement. Outre le froid, il se souvient des « fachos qui ont essayé de [leur] casser la gueule ».

Mai-juin 1968 éclate, et marque pour Nicolas Dubost\* une rupture majeure qui recentre géographiquement son militantisme révolutionnaire vers la France. Élève en terminale, il est dans la rue à partir du 3 mai, et participe à de très nombreuses manifestations. Il obtient son baccalauréat en juillet 1968, et s'inscrit à la rentrée à la faculté de Censier en histoire-géographie. Il adhère pendant les événements à la JCR, et participe à sa première réunion... le jour de la dissolution décidée par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin [**Cf. le chap. 2**]. Présent devant les usines Renault, à Flins, il milite intensément et participe au congrès de création de la Ligue Communiste en avril 1969 à Mannheim. Mais, dès septembre 1969, il participe en secret, avec vingt-sept autres militants, à la création d'une fraction sur des bases spontanéistes. En février 1971, il est l'un des cent soixante-dix fondateurs de « Révolution », groupe qui, autour d'Henri Maler et d'Isaac Joshua, quitte la Quatrième Internationale.

---

<sup>2802</sup> Voir le texte à sa mort d'André Lévy, « Hommage à Jean Dubost », *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2017/1 (n° 23), pp. 177-179.

<sup>2803</sup> Entretien skype avec Nicolas Dubost\*, 22 avril 2020. Les propos qui suivent s'appuient – outre les écrits de l'auteur – sur deux (brefs) échanges téléphoniques avec Nicolas Dubost\* (de prise de contact), et deux longs entretiens skype, de sept heures en tout. Notre rencontre physique prévue en décembre a été annulée en raison du mouvement de grève à partir de 5 décembre 2019, puis à nouveau annulée en raison de la crise sanitaire.

<sup>2804</sup> Son but est de réunir un milliard d'anciens francs pour le remettre à la Croix-Rouge nord-vietnamienne.

<sup>2805</sup> Bernard Guetta, né en 1951, longtemps journaliste au *Monde* puis à France-Inter, est aujourd'hui député européen LREM.

C'est là que commence sa réflexion sur l'établissement, dont il devient le principal promoteur au sein de Révolution (il écrit notamment des textes internes pour l'encourager). Surtout, l'été 1971, il décide de s'établir à l'usine Renault de Flins, qui représente pour lui l'un des bastions de la classe ouvrière avec ses 22 500 travailleurs. Il est bientôt rejoint par trois autres membres de Révolution dont sa compagne de l'époque, Fabienne Lauret [*Cf. le chapitre 2*]. Sursitaire en tant qu'étudiant, il reçoit pourtant à l'été 1971 son avis d'exemption, car, comme il me l'explique, « on a appris plus tard qu'en 1971, ils ont exempté 100 000 jeunes fichés. Parce qu'il commençait à y avoir des comités de soldats » :

« Après j'ai attendu, il y avait un délai, et dès que j'ai reçu l'exemption, je pouvais m'établir, et j'ai commencé le 4 octobre 1971. Et j'ai trouvé une petite usine de colles [dans les Yvelines]. C'est-à-dire que je ne pouvais pas essayer de rentrer à Flins tout de suite. Parce que je pense que si tu veux là ils m'auraient reniflé, parce qu'ils commençaient à être un peu prudents sur les établis, parce que des établis il y en avait eu d'autres ».

Après cette expérience dans les Yvelines pour « apprendre » à être un bon établi, il commence à travailler le 4 avril 1972 à Flins, expérience qui dure neuf années, jusqu'en mars 1981 et qui part de la volonté de « s'auto-détruire » en tant qu'intellectuel<sup>2806</sup>. Cette expérience totale, il la raconte en détails dans *Flins sans fin...* (Maspero, 1979)<sup>2807</sup>, puis la même année dans un texte publié dans *Les Temps Modernes* dans lequel il écrit : « Je suis un "établi". Un de ceux qui ont défrayé la chronique il y a quelques années, quand la grande peur des bourgeois et du PCF était que les étudiants révolutionnaires et les ouvriers opèrent une jonction politique »<sup>2808</sup>. Il décrit dans ces textes sa découverte de la réalité du travail ouvrier – avec ses 44 heures hebdomadaires et ses réveils à 5h du matin une semaine sur deux, sa difficulté physique – et raconte aussi longuement son engagement politique au sein de l'usine, lui qui devient rapidement, avec sa compagne Fabienne, syndicaliste à la CFDT, délégué du personnel et expert en « feuilles de paie » – la compétence cardinale d'un bon syndicaliste selon lui.

Lorsque son livre sort – il y révèle sa condition d'établi et, donc, son origine sociale –, il le vend sur la chaîne, malgré les craintes d'être mal accueilli par ses collègues. Or, comme il le confie, en 2015 « il s'est avéré que les ouvriers trouvaient simplement super qu'on parle de

---

<sup>2806</sup> Maria-Antonietta Macciocchi\*, *Pour Gramsci*, Paris, Le Seuil, 1974, cité par Nicolas Dubost\*, « Pertinentes impertinences. À propos des intellectuels, des ouvriers, des établis », *Les Temps modernes*, n°395, juin 1979, p. 2026.

<sup>2807</sup> C'est grâce au « capital social » de son père, ami de Jean Pouillon, qu'il obtient l'assurance d'être publié dans *Les Temps Modernes*, garantie qui lui permet de se lancer dans l'écriture de *Flins sans fin* à l'été 1978. Le livre, qui dépasse finalement la taille « article », est accepté par Maspero, où travaille le père d'un de ses amis, également militant à Révolution. Fini à l'automne 1978, l'ouvrage est publié au début de l'année 1979, et les bonnes feuilles paraissent dans *Les Temps Modernes* en avril 1979. Estimant « devoir » quelque chose à Jean Pouillon et à l'équipe des *Temps Modernes*, il rédige ses réflexions sur l'établissement, publiées en juin 1979 sous le titre « Pertinentes impertinences... », *art. cit.*

<sup>2808</sup> *Ibid.*

leur vie au travail et ont accueilli le livre avec fierté pour eux-mêmes : « Regarde, il y a un livre qui parle de nous »<sup>2809</sup>. Durant les deux dernières années qu'il passe à Flins, Nicolas Dubost\* observe même une libération de la parole sur l'écriture, à l'image d'un « copain de boulot que je côtoyais tous les jours, jeune Maghrébin », qui « annonça devant notre groupe qu'il écrivait des poèmes. Il me prit à part pour m'avouer que jusqu'ici il n'en parlait jamais de peur qu'on se moque de lui »<sup>2810</sup>.

Nicolas Dubost\* quitte Flins en mars 1981, peu avant l'élection de François Mitterrand. S'il est contraint de mettre fin à son établissement après son licenciement pour « arrêts maladie répétés perturbant l'organisation du travail », il confie que ce départ est également lié à un décrochage personnel. Il s'est en effet éloigné progressivement du militantisme révolutionnaire. Sans avoir soutenu l'Union de la gauche, il est marqué par l'échec électoral de la gauche aux élections de mars 1978. L'échec de la gauche aux municipales de mars 1978 est suivi le lendemain d'un « débriefing déprimé » au sein du bureau politique de Révolution (dont il membre et animateur du secteur ouvrier). Il n'apprécie pas le manque d'autocritique et même « l'aveuglement » des autres dirigeants de Révolution, et s'affronte, notamment avec Henri Maler. Plus généralement, il ne supporte sans doute plus la posture minoritaire de Révolution et l'éloignement des autres militants vis-à-vis du monde du travail. Il est aussi dans les mêmes semaines pris dans une grève difficile à Flins, où certains grévistes lui ont tourné le dos après sa critique de leur position trop violente vis-à-vis des non-grévistes. Il décide de quitter Révolution en mars-avril 1978, puis écrit brièvement dans la revue *Communisme*. Mais à partir de mars 1978, il n'adhère plus à aucune organisation. Trois ans plus tard, il quitte aussi l'usine de Flins car ses ressources intellectuelles le lui permettent, comme le lui rappelle une ouvrière : « On croirait que tu avoues avoir fait de la prison, n'aie pas honte d'être là ! [...] Laisse-nous, toi tu as le choix, on n'en sortira pas, toi tu peux en sortir »<sup>2811</sup>. Cette différence sociale, finalement impossible à effacer, reste sans doute l'une des leçons de son établissement.

Sortir d'une telle expérience totale n'a rien de facile. Certes, il a toujours gardé un pied dans le « monde intellectuel », par son père, mais aussi par certains de ses amis. Il a aussi toujours lu, et écrit, dans le cadre de Révolution. L'établissement avait vocation à rester un outil politique : il a par exemple toujours utilisé ses jours de congés pour se rendre au congrès de l'organisation, ou de la CFDT. Mais la phase de reclassement est difficile. À sa sortie de l'usine,

---

<sup>2809</sup> Nicolas Dubost\*, « Neuf ans et demi d'usine : aucun regret ? », *Les Temps Modernes*, 2015/3 (n° 684-685), p. 250.

<sup>2810</sup> *Ibid.*, p. 251.

<sup>2811</sup> *Ibid.*

il vend des frites et des saucisses devant Auchan, à Strasbourg, avec un copain de l'usine qui avait acheté un camion d'occasion tout équipé. Puis au bout de quelques mois, il quitte la région avec sa compagne et habite dans la maison familiale à Venasque, dans le Vaucluse.

En ce début de l'année 1982, commence un retour vers son habitus d'intellectuel. Il se met à écrire, car « le vrai rêve de [sa] vie, surtout après avoir écrit *Flins sans fin*, c'est d'être écrivain ». Mais il enchaîne les difficultés. Grâce à l'un de ses voisins, ancien scénariste professionnel dans le cinéma, il obtient des contacts à la télévision auxquels il adresse un scénario, refusé, tout comme un polar refusé par des éditeurs. On lui propose un emploi – qu'il accepte – à *Libération*, projet qui tombe lui aussi à l'eau en raison d'une crise interne au journal et de la progressive professionnalisation de celui-ci qui pousse ses dirigeants à recruter des diplômés d'école de journalisme. Quand les 4000 exemplaires de *Flins sans fin* sont épuisés, il souhaite un nouveau tirage, ce que François Gèze conditionne à une réécriture du livre, ce que Nicolas Dubost\* refuse. Malgré l'intervention de François Maspero qu'il a contacté, François Gèze campe sur ses positions que Nicolas Dubost\* voit comme liées à son rejet du militantisme des années 1970 [Cf. le chapitre 6]. Enfin, s'il est après la sortie de son livre un participant régulier du séminaire de Robert Linhart sur le monde du travail à l'ENS Ulm, il m'explique ne pas vouloir devenir, comme son père, un « strict intellectuel », pour ne pas renier son expérience d'établi. Surtout, il ne le peut plus. Il a en effet « raté le coche » à l'université et au CNRS, où l'ouverture temporaire des postes n'a pu le concerner puisqu'il n'a produit aucun travail intellectuel pendant dix ans. Au début des années 1980, il est donc très délicat pour Nicolas Dubost\* de revenir dans le jeu : la professionnalisation de l'université lui a fermé les portes.

Pendant plusieurs mois, durant les années 1982-1983-1984, il est contraint d'enchaîner les petits boulots : de maçon à ramasseur de cerises en passant par formateur au scénario d'un groupes d'ouvriers pour du théâtre en entreprise (l'une de ses expériences professionnelles les plus marquantes, précise-t-il), ou scénariste pour une boîte de production marseillaise. Il réinvestit donc peu à peu (comme scénariste) son *habitus* d'intellectuel, mais dans un contexte qu'il juge alors peu favorable à la référence ouvrière. Il devient ensuite un temps chargé de la communication à la Mutualité des Bouches-du-Rhône. C'est dans ce cadre qu'il se retrouve sur un stand d'un salon de comités d'entreprises, écho de son expérience d'établi, au cours de laquelle, on l'a dit, il a été presque continuellement représentant du personnel. À partir de la fin des années 1980, c'est donc fort logiquement dans le secteur de formation des représentants du personnel et des militants syndicaux qu'il se professionnalise, et c'est là qu'il explique avoir trouvé « son utilité ». Jusqu'à sa retraite, il travaille dans ce secteur qui, traditionnellement, se « distingue d'autres segments de l'expertise par le fait d'être politiquement “à gauche”, d'avoir

un passé militant et d'avoir construit [sa] légitimité sur une compétence intellectuelle plutôt qu'économique ou commerciale »<sup>2812</sup>.

En revenant lors de nos échanges sur sa trajectoire intellectuelle et politique, Nicolas Dubost\* confie ne rien regretter de ces « neuf ans et demi en usine [qui] ont bouleversé [sa]vie », et durant lesquelles il a « appris ce qu'étaient les relations sociales, la gestion d'une grève, la joie des victoires et la tristesse des défaites, le syndicalisme, les difficultés d'un DP [délégué du personnel], la réalité de la pensée ouvrière, la distance entre le fantasme gauchiste et la réalité de la vie quotidienne des travailleurs »<sup>2813</sup>. S'il disparaît de la vie intellectuelle – d'abord consciemment comme établi, puis de façon plus subie au cours des années 1980 –, Nicolas Dubost\* n'en considère pas moins ses activités successives comme inscrites dans le prolongement de son militantisme des années 1970. Un militantisme certes amendé, moins radical, plus empirique – il m'explique avoir « développé une vision du monde du travail tel qu'il était » mais toujours ancré à gauche :

« C'est sans doute là, conclut-il, que réside ma véritable utilité depuis cinquante ans : aider ceux pour qui c'est moins facile de comprendre, de déchiffrer, de combattre, d'obtenir, de faire respecter sa dignité. Pendant que certains ont passé les cinquante dernières années à faire des beaux textes politiques avec de belles analyses, tout en continuant à construire leur carrière universitaire, moi j'ai la prétention d'avoir aidé des milliers de travailleurs à améliorer leur quotidien et à faire respecter leurs droits »<sup>2814</sup>.

C'est en mettant en valeur son « utilité » auprès des travailleurs – et non loin d'eux, comme les « intellectuels », dont il critique en riant tout au long de l'entretien l'éloignement du réel – qu'il redonne de la valeur à cette trajectoire d'« intellectuel éphémère » marquée par un engagement politique qui se révèle trop long et trop difficile à reconverter<sup>2815</sup>. C'est seulement progressivement qu'il retrouve un emploi dans le conseil aux ouvriers, après plusieurs années de difficultés de reclassement au milieu des années 1980, secteur qui lui permet peu à peu de faire fructifier son origine sociale de fils d'intellectuel et son expérience quotidienne comme établi auprès des ouvriers.

---

<sup>2812</sup> Paula Cristofalo, « L'institutionnalisation d'une fonction d'expertise et de conseil auprès des élus du personnel », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2009/1 (n° 126), p. 93. Voir, sur les autres segments de l'expertise, Odile Henry, « Entre savoir et pouvoir. Les professionnels de l'expertise et du conseil, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1992, no 95, pp. 37-54.

<sup>2813</sup> Nicolas Dubost\*, « Neuf ans et demi d'usine : aucun regret ? »..., *art. cit.*, p. 252.

<sup>2814</sup> *Ibid.*

<sup>2815</sup> Fabienne Lauret, son épouse des années 1970, est d'ailleurs restée établie toute sa vie, signe, aussi, du plus grand stigmate pour les femmes des conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire [voir *infra*].

**Paul Lidsky\* : une « anti-carrière » de libraire.**

La trajectoire de Paul Lidsky\* est, à bien des égards, proche de celle de Nicolas Dubost\* : rejet de l'identité et de la « carrière » intellectuelles après Mai-Juin 1968, militantisme à l'extrême-gauche progressivement plus « pratique », réinsertion difficile après une longue expérience militante et disparition de la vie intellectuelle, d'abord choisie, ensuite subie. Conscient de sa trajectoire heurtée, il me confie en entretien avoir fait une « *anti-carrière* »<sup>2816</sup>.

Né en 1942 dans une famille juive, décimée par la Shoah, il découvre durant son adolescence qu'il a été élevé par sa tante et son oncle maternels, petits commerçants (pelletiers-fourreurs) dont les enfants sont beaucoup plus âgés que lui. Il a été recueilli après l'extermination de onze membres de sa famille (paternelle). Lui a échappé à la mort quand, déporté au camp de Drancy à l'âge de deux ans, il est tombé malade et a été emmené à l'hôpital Rotschild, où un réseau de résistants a réussi à le faire sortir<sup>2817</sup>.

Cette histoire tragique informe totalement son rapport au monde et son engagement. Politisé durant la guerre d'Algérie, il se souvient de discussions familiales autour de Mendès France et de *L'Express*, souvent lu à la maison, ainsi que de la découverte d'un livre sur la torture – sans doute *La Question*, mais il se rappelle mal – sur lequel il a fait un exposé en terminale. Il entre sur dossier en 1961 à Sciences Po – tout en suivant une licence de lettres – et décide d'adhérer à l'UEC « sur une base critique », anti-stalinienne et « à fond pour la paix en Algérie, trouvant que le PC justement n'en fait pas assez ». Il continue de militer après les accords d'Évian sur les mêmes bases anti-staliniennes, et finit par être exclu lors de la reprise en main de l'organisation [**Cf. le chapitre 1**]. Il décide de militer à la JCR, juste après sa création, mais précise : « Donc j'ai milité à la JCR mais dans tout ce que j'ai fait moi je n'ai jamais été très orthodoxe. Jamais tout à fait dans le cœur... Je n'ai jamais été fanatique pour quoi que ce soit. Je participais, je m'occupais du ciné-club ». S'il rattache cette forme de distance et de lucidité vis-à-vis des excès du militantisme politique révolutionnaire à son histoire familiale, il lie également sa trajectoire politique à l'extermination de sa famille.

L'engagement n'est alors pas tant un moyen de « venger »<sup>2818</sup> sa famille que l'occasion d'en retrouver une, de surmonter cette solitude constitutive de son rapport au monde :

---

<sup>2816</sup> Entretien avec Paul Lidsky\*, 3 mars 2017. Toutes les citations en italique dans les lignes qui suivent sont tirées de cet entretien.

<sup>2817</sup> L'histoire de ce réseau de résistance a été notamment raconté dans le documentaire de Rémi Bénichou et Jean-Claude Portes, *Les Enfants juifs sauvés de l'hôpital Rothschild*, 2015, 52 minutes.

<sup>2818</sup> Florence Johsua, « “Nous vengerons nos pères...”... », *art. cit.* . De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », *Politix*, 2013/4 (n° 104), p. 203-233.

« Je me dis que s'il y a autant de juifs qui ont été dans les organisations d'extrême gauche, c'est pour fuir aussi un passé trop douloureux et retrouver une famille. Parce que je me dis... Je n'ai commencé à écrire l'histoire de ma famille que depuis quatre ans [donc en 2013, à 72 ans]. Pendant presque plus de 50 ans, c'était trop lourd, c'était trop difficile pour que j'affronte ça. Et c'est ça aussi qui m'a fait dire, qui m'a fait reposer cette question : pourquoi il y a autant de juifs dans les organisations d'extrême gauche. Je ne sais pas si c'est toujours comme ça, mais à l'époque c'était le cas et je pense que c'était pour dépasser cette histoire de la seconde guerre mondiale, de la Shoah et de tout ça. Et trouver une famille de substitution. Voilà ».

Étudiant pendant toutes les années 1960 – au cours desquelles il se rend, sans le dire à sa famille, en Algérie, pour voyager avec un ami et découvrir ce pays qui le fascine [*Cf. le chapitre 3 sur l'Algérie*] –, il est dispensé du service militaire en tant qu'orphelin. Il obtient son diplôme de Science Po, suit des études d'histoire et de lettres, discipline dans laquelle il décide de préparer l'agrégation pour l'année 1967-1968. Après avoir passé les écrits en avril 1968, il boycotte les épreuves orales de juin, et il est finalement agrégé de lettres en septembre, à la seconde session. Entretemps, il a passé le mois de mai à militer intensément avec les JCR :

« [En mai] je suis dans le 13<sup>e</sup>. Je suis absolument à fond dans les événements. Il y a un comité d'action 13<sup>e</sup>. Et c'est curieux parce que durant tout mai-juin 68, on a été filmés. Il y a une équipe de cinéma qui nous a filmés sur la vie du comité d'action 13<sup>e</sup> »<sup>2819</sup>.

À la rentrée 1968-1969, il commence à enseigner à Soissons puis, après la naissance de son deuxième fils et « avec un peu de piston », il obtient l'année suivante un poste au lycée expérimental de Sèvres. Il reste un an dans cet établissement qu'il adore, où il monte de nombreux projets, constitue avec un collègue un dossier sur les paysans dans la littérature française, se fait plein d'amis et où « *la moitié de [son] service était dans les classes, et l'autre moitié était dans le centre international d'études pédagogiques* » qui accueille des professeurs étrangers. À la même époque, il a déposé son mémoire de DEA de lettres à François Maspero<sup>\*2820</sup>, texte publié en 1970 sous le titre *Les écrivains contre la Commune*, au moment du centenaire, et qui rencontre un grand succès<sup>2821</sup>. Bien qu'ayant quitté le mouvement trotskiste en 1969, il en reste toujours proche, et noue des contacts avec les militants de son lycée. Ces derniers montent un meeting contre le service militaire, auquel Paul Lidsky\* assiste :

« Dans les 4 jours qui ont suivi, j'ai eu un inspecteur d'Académie heu...Lagarde, du "Lagarde et Michard" [le manuel de français]. Qui est venu de façon impromptue dans

---

<sup>2819</sup> Voir le documentaire (que je n'ai pas pu visionner) *CA13, Comité d'action du treizième*, 1968, 40 minutes.

<sup>2820</sup> Le texte est en réalité un peu différent de son mémoire. Après Mai-Juin 1968, il écrit dans *Action*, le journal des comités d'action parisien, et y publie un texte sur la réaction de la presse au moment de la commune, qu'il ajoute à son mémoire pour le livre.

<sup>2821</sup> Paul Lidsky\* conserve dans ses archives personnelles un grand dossier de presse sur la réception de ce livre, la plus importante de tous ses écrits. Pour avoir pu le feuilleter chez lui, cette réception est très proche de celle décrite dans le chapitre 2 pour *l'École capitaliste en France* de Christian Baudelot\* et Roger Establet\*.



ma classe. Qui avait dû être envoyé par la proviseure du lycée. Et comme j'étais stagiaire au lycée de Sèvres, normalement j'aurais dû être titularisé, et la proviseure ne m'a pas titularisé ».

Cette anecdote illustre à nouveau pour lui qu'il a « toujours mené une anti-carrière ». Il se retrouve l'année suivante dans un lycée de banlieue, à Juvisy. Au sein de *ce « repère de gauchistes »*, il devient secrétaire du syndicat local<sup>2822</sup> et organise le boycott des inspections – et ce même si, d'après lui, Lagarde n'avait pas écrit un si mauvais rapport – boycott qui ralentit encore sa progression au sein de l'Éducation nationale. S'il se plaît à Juvisy, le souvenir de Sèvres reste fort, et il décide de prendre vers fin 1972 une année de césure pour trouver un établissement alternatif adapté à son « anti-carrière ». Il visite un collège à Grenoble, et un autre à Yerres, dans l'Essonne, où il décide de s'installer. Il y reste quatre années – « aussi pas mal un repère de gauchistes » –, appréciant la ville et l'établissement, qui se trouve à proximité d'un « gros centre culturel ». Il donne quelques cours en littérature enfantine à l'Université de Villetaneuse et à Jussieu, et commence une thèse sur le sujet. Paul Lidsky\* reste également très actif, « à fond dans la lutte du Larzac, dans la lutte des Lip », voyage au Portugal après la révolution de 1974, avec une agence de tourisme militante située rue Gay Lussac, et retourne en Algérie, où il traverse la Kabylie à pied.

Il garde durant ces années un projet en tête : monter une librairie-restaurant. Une conjonction d'événements lui permette de se lancer : son faible intérêt pour le structuralisme l'éloigne de l'université à une époque où, « dans les lettres, on était très dedans » ; le progressif épuisement de son attrait pour l'enseignement secondaire, après presque dix ans et quatre établissements ; son engagement politique, qui n'est plus partisan, mais reste intense ; et surtout son divorce, fin 1977 :

« Il y avait un grand lieu [à Yerres] qui était fermé depuis des années. Je me suis renseigné, c'était un hôtel restaurant qui était fermé depuis des mois, ça se vendait pour une bouchée de pain, en plein centre-ville, en face de l'église... Et donc j'ai essayé d'embarquer un certain nombre de gens du collège, mais bon... Se lancer dans une aventure comme ça ils n'étaient pas prêts. Donc j'ai constitué une équipe [...], il y a eu pas mal de travaux à faire parce que le lieu n'était plus aux normes, donc c'était une année assez dure, j'ai fait un stage de libraire, j'ai cherché quelqu'un qui pouvait s'occuper de la cuisine [...] À l'époque, il y avait déjà eu des expériences de librairie restaurant à Paris. Il y en a une qui s'appelait le « Mille-Feuilles ». Et au bout d'un an on a lancé le projet. Il y avait deux personnes pour le restaurant, deux pour la librairie... ».

---

<sup>2822</sup> Il se rappelle mal cet épisode et ne peut en dire plus.

C'est ainsi qu'ouvre en 1979 « Le Pain de quatre livres », au 65 rue Charles-de-Gaulle, à Yerres. Paul Lidsky\* est alors en disponibilité vis-à-vis de l'Éducation Nationale, et a pu acheter le lieu grâce à un héritage<sup>2823</sup>. Le tiers du fonds de la librairie est composé de livres pour enfants, grâce aux compétences de Paul Lidsky\*, qui abandonne à la fois ses charges d'enseignement et sa thèse en littérature enfantine. On trouve aussi des romans policiers, de la science-fiction et d'autres formes de littérature, des bandes-dessinées, ainsi que des sciences humaines, des ouvrages féministes et des revues. Comme le mentionne le prospectus de présentation [**voir en annexe**], le « Pain de quatre livres » est avant tout une « librairie-restaurant » :

« C'était pour changer un peu l'image de la librairie. Et puis les deux se complétaient admirablement. De toute façon ceux qui allaient au restaurant étaient obligés d'aller à la librairie. La caisse était à la librairie. Il y a des gens, ils allaient au restaurant, la salle était pleine, on leur disait d'attendre 10 minutes à la librairie. Le soir, le mercredi, il y avait beaucoup de parents qui venaient manger avec les enfants, au bout d'un moment les enfants en avaient marre et ils allaient à la librairie. Parce qu'on avait créé un coin dans la librairie où il y avait un podium, et il y avait plein de bouquins qui n'étaient pas à vendre. Qu'on pouvait consulter et lire sans les acheter... Parce que moi j'étais critique aussi de livres d'enfants... Donc je recevais énormément de spécimen ».

« Le pain de quatre livres » est plus globalement un lieu culturel où se tiennent des expositions, des concerts et des débats et se veut, surtout, un « lieu de rencontres ». Bien que nettement différent de son engagement trotskiste remontant aux années 1960, ce projet de lieu culturel reste clairement militant, à tel point que Paul Lidsky\* le qualifie de « queue de 1968 ». L'organisation interne de l'établissement et les salaires, très égalitaires, vont dans ce sens. Il reste à la tête de sa librairie-restaurant jusqu'en 1989-1990, demeurant en disponibilité durant toutes ces années. Il passe alors la main, lassé des conflits – avec la mairie, entre les équipes librairie et restaurant, mais aussi entre les divers membres –, Paul Lidsky\* confessant avec regret avoir été mis plusieurs fois « *en minorité* » par des membres peu au fait des réalités économiques. Il reprend son poste dans le secondaire, à un salaire très bas, et laisse affleurer la « perte » qu'ont entraînée ces choix.

PL : « Et bien là aussi, cadeau de l'enseignement national... Au lieu de considérer que j'ai fait des tas de choses, que j'ai fait des expériences et tout, que ça peut être un plus, [elle] considère que je suis un débutant... Donc ils m'envoient à Dreux [à 150 kms de Paris] ».

---

<sup>2823</sup> Ce point est flou, et Paul Lidsky\* a des problèmes de mémoire liés à son âge (il a 75 ans quand je le rencontre). Il explique en entretien que sa famille paternelle « avait un garage à Paris, une maison, et tout... J'ai quand même hérité de 11 personnes, il y avait 2 oncles, tout ça, donc quand même ». Or, la spoliation des juifs durant la guerre aurait sans doute empêché cette transmission, (voir les travaux de Sarah Gensburger, par exemple *Album de la spoliation des juifs de Paris, 1940-1944*, Paris, Textuel, 2010 ; « Images d'un pillage. Regards sur la spoliation des Juifs à Paris », *Genèses*, 2010/1 (n° 78), pp. 135-157). Il est possible que cet héritage soit postérieur à la guerre.

AA : « *Et vous m'avez parlé toute à l'heure d'une thèse ?* »

PL : « L'expérience de la librairie a tout bousillé. C'est pour ça que dans mon histoire je raconte que j'ai fait une anti-carrière. À l'époque j'étais un spécialiste de la littérature enfantine, j'étais très bien avec ce milieu, je faisais des conférences aux bibliothécaires, j'écrivais des articles, il y avait des émissions de radio et tout... Dix ans après, la librairie était quand même très prenante... Je n'avais pas le temps de faire autre chose tellement à côté. Donc ces dix ans ont été catastrophiques à la fois par rapport à l'université, j'aurais pu devenir prof à l'université en littérature enfantine... Mais ces dix ans perdus... enfin perdus, ça a été riche, on a appris plein de choses, mais... Je ne regrette pas du tout de l'avoir fait, mais par rapport à ma carrière ça n'a pas été positif du tout ».

S'il déclare ne rien regretter, Paul Lidksy\* ne cesse pourtant d'analyser, avec une pointe d'amertume, sa trajectoire comme une « anti-carrière », jusqu'à sa retraite, « catastrophique, pas du tout la retraite [qu'il] aurait eue s'[il] avait été enseignant pendant ces dix ans » alors même qu'il gagnait la moitié de son salaire d'enseignant dans sa librairie-restaurant. C'est aussi cette expérience de centre culturel qui l'éloigne non seulement de l'Université, mais aussi de toutes activités intellectuelles, puisqu'il ne publie rien entre 1981 et 1995, quand il participe à une anthologie sur *Le voyage en France*, parue chez Robert Laffont.

C'est aussi ce déclassement progressif qui explique l'évolution de ses convictions politiques, vers la social-démocratie puisque, comme il l'ajoute, cette situation l'a conduit à « un peu abandonner [ses] idées extrémistes ». Pourtant, comme on le voit, cette disparition de la vie intellectuelle au cours des années 1980 s'inscrit là encore, pour Paul Lidksy\*, dans le prolongement de ses engagements des « années 1968 » plutôt qu'en rupture avec eux. Si elles se transforment, ses croyances politiques restent suffisamment fortes pour lancer le projet de librairie après 1977. La fin du projet, puis son retour difficile à l'Éducation nationale, vécu sur le mode de la punition, l'amènent en entretien à décrier en partie son passé militant ou, plutôt, à regretter les conséquences de son intensité. Il a d'ailleurs depuis sa retraite publié à nouveau des textes engagés, non seulement une nouvelle édition de son ouvrage paru chez Maspero, mais aussi une *histoire brève et oubliée du stalinisme en France* (Vuibert, 2011), signe que son passé trotskyste n'est pas à ce point rejeté.

### ***Monique Hervo\* et Marie-Ange Charras\* : l'expérience des bidonvilles***

Le dernier exemple d'« intellectuelles éphémères » est celui de Monique Hervo\* et Marie-Ange Charras\*, auteures en 1971 de *Bidonvilles : l'enlissement*, publiés dans les « Cahiers libres » de François Maspero\*. Monique Hervo\* (que nous n'avons pu rencontrer) est née en 1929 à Paris, dans une famille ouvrière d'un quartier populaire de Saint-Ouen – ses grands-pères furent mineur de fond et cheminot, son père ouvrier ferronnier. Marquée par les

manifestations de juin 1936, et surtout par l'occupation allemande, elle suit après-guerre des études d'art, d'abord les arts décoratifs à Grenoble, puis les Beaux-Arts à Paris. Elle réalise à partir de 1956 des vitraux, tout en commençant à militer contre la guerre d'Algérie [*Cf. le chapitre 1*] : elle donne des cours d'alphabétisation à des travailleurs algériens dans le cadre du Service Civil International (SIC), organisation « humanitaire » dont elle devient permanente à partir de 1959. Elle raconte en 2012, dans l'émission radiophonique *La-bas si j'y suis* :

« Pendant que j'étais aux Beaux-arts, des copains et des copines ont dû me dire "il y a le service civil international". Si vous voulez à cette époque-là on n'appelait pas ça l'humanitaire, mais en fait c'était le démarrage de l'humanitaire. Et puis à l'époque, la guerre d'Algérie avait commencé, en 1954, il y avait des objecteurs de conscience et des déserteurs. Donc il y avait tout un courant de pensée qui nous orientait [...], on était en fait tous anticolonialistes. Et justement, les garçons trouvaient une possibilité de refuser de faire la guerre d'Algérie, mais nous les filles comme on n'était pas mobilisables, on ne voyait pas ce qu'on pouvait faire pour aussi témoigner »<sup>2824</sup>.

Par la SIC, qui constitue donc un engagement politique féminin contre la guerre d'Algérie, Monique Hervo\* est envoyée à Fréjus en décembre 1959 après la rupture du barrage de Malpasset, drame qui provoque à l'époque plus de 400 morts. C'est là qu'elle rencontre Marie-Ange Charras\*. Née en 1936 à Montpellier, elle vient d'un milieu qu'elle qualifie de « mi-figue mi-raisin »<sup>2825</sup>. Son père, « de droite mais très ouvert », docteur en droit, fut brièvement notaire – sous la pression familiale, son grand-père paternel étant lui-même notaire – avant d'être avoué à la cour d'appel de Montpellier, tandis que sa mère, secrétaire, vient d'une famille très pauvre de six enfants de paysans aveyronnais. Marie-Ange Charras\* commence ses études à Montpellier au lycée, puis en pensionnat, et convainc ses parents de continuer au lycée pour faire de la philosophie. C'est là qu'elle rencontre d'Hélène Védrine, philosophe communiste en poste à Montpellier au tout début de sa carrière :

MAC : C'est elle qui m'a fait découvrir la vie politique, qui m'a intéressée en fait à la politique [...]. Et puis j'ai connu au même moment des gens d'Emmaüs, donc tout ça m'a éveillée parce que je venais d'une famille... En fait mon père était de droite, mais très ouvert quand même... Et on avait... j'étais étudiante encore, à la fin de mes études, où j'ai participé modestement à des réseaux d'aide aux Algériens, mais très modestement, j'avais donné ma carte d'identité.

AA : *Pendant la guerre ?*

MAC : Oui, pendant la guerre, pour que des gens aient des papiers, etc... Ça a été à ce niveau-là. J'avais accepté d'aller un peu plus loin et puis ça ne s'est pas fait parce que paraît-il les gens du réseau se sont fait arrêter, et on m'a dit qu'il fallait me faire partir,

---

<sup>2824</sup> « Monique Hervo, Solidaire, engagée », *Là-bas si j'y suis*, 1/3, 28/29<sup>e</sup> minute.

<sup>2825</sup> Les citations en italique proviennent d'un entretien réalisé avec Marie-Ange Charras à Albertville, le 10 décembre 2019. Elle est au moment de l'entretien âgée de 83 ans.

en Italie, mais bon j'ai refusé. Et donc tout ça m'avait sensibilisée à la guerre d'Algérie et à la politique. Et je faisais partie d'une association qui à l'époque s'appelait le Service Civil International [...]. Et moi ce que j'ai fait avec eux, c'est de faire partie de l'équipe des urgences où j'ai été à Fréjus quand le barrage de Fréjus a cédé. Donc j'ai rencontré [Monique Hervo\*] une ou deux fois là-bas, et, après ça, c'est elle qui m'a contactée et elle m'a dit qu'elle montait une équipe sur Paris, au bidonville de la Folie à Nanterre. Et comme je ne voyais pas trop ce que j'allais faire, je n'avais pas envie de faire de l'enseignement, de continuer en philo, je ne me sentais pas de taille à poursuivre comme ça, je ne savais pas trop, et j'ai accepté. Donc je suis partie à Paris pour la retrouver, et on a commencé à intervenir ».

Ce long extrait d'entretien révèle que bien qu'elle minimise son implication dans l'aide aux Algériens, Maire-Ange Charras\*, en donnant sa carte d'identité, fait le premier pas pour devenir porteuse de valise, ce que confirme la volonté des « gens du réseau » de l'envoyer en Italie. Il montre aussi que si elle aime la philosophie, sa faible « identité » d'intellectuelle – quand l'entretien commence, elle s'interroge : « Mais je ne suis pas une intellectuelle, je ne sais pas pourquoi vous voulez me voir ! » – la pousse à ne pas poursuivre ses études. Elle décide de suivre Monique Hervo\* en 1960 à « la Folie », le plus grand des bidonvilles de Nanterre scindé entre une partie « famille », et une autre « hommes seuls ». Elles s'y rendent quotidiennement durant plusieurs mois, discutent et aident ces immigrés marocains et surtout algériens à « améliorer leur baraque, à refaire les toits », à accomplir toutes sortes de démarches, à surmonter la honte de vivre dans un bidonville, au milieu des logements insalubres et boueux<sup>2826</sup>, et à faciliter l'accès à l'éclairage et à l'eau, ressources très rares au milieu du bidonville.

Cette expérience militante, très intense, fut parfois heureuse, comme lors de l'indépendance de l'Algérie, fêtée avec les habitants du bidonville. Elle fut toujours jalonnée de drames, comme le décès d'un enfant tombé dans une bassine d'eau bouillante, chez lui, où s'entassaient sa famille dans moins d'un mètre carré par personne ; comme les relations avec la police et l'armée, aussi. Monique Hervo\* et Marie-Ange Charras\* furent ainsi au cœur de la manifestation du 17 octobre 1961 lors de laquelle de nombreux Algériens furent assassinés par la police et pour certains noyés dans la Seine<sup>2827</sup>. Elles ont parfois été amenées à dormir sur

---

<sup>2826</sup> À tel point que les hommes prenaient deux paires de chaussures pour aller au travail, tant ils avaient honte d'être repérés à la gare comme habitant des bidonvilles en raison de leur saleté. Sur les bidonvilles de Nanterre, voir notamment Abdelmalek Sayad, avec la collaboration d'Éliane Petit, *Un Nanterre algérien : terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1995.

<sup>2827</sup> Longtemps occulté, le massacre du 17 octobre 1961 est désormais mieux connu, même si on ne connaît toujours pas le nombre de morts. Voir Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris : 17 octobre 1961*, Paris, Seuil, 1991 ; Olivier Le Cour Grandmaison (dir.), *Le 17 octobre 1961 : un crime d'État à Paris*, Paris, La Dispute, 2001 ; Emmanuel Blanchard, *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011 ; et Paulette et Marcel Péju, *Le 17 octobre des Algériens*, suivi de *La Triple Occultation d'un massacre* de Gilles Manceron, Paris, La Découverte, 2011.

place, en raison des nombreuses menaces qui pesaient sur le bidonville, notamment de la part de harkis qui faisaient des « descentes » peu avant l'Indépendance :

« C'était le moment où il y avait des descentes de Harkis dans le bidonville et les gens... les familles étaient terrorisées et leurs maris ne voulaient pas qu'elles restent seules quand les harkis venaient, donc ils nous avaient demandé si on ne pouvait pas aller dormir à certains moments, quand les maris étaient au travail la nuit, et que [les femmes] étaient seules avec les enfants ».

Après l'indépendance, la situation ne s'améliore guère, et elles restent encore plusieurs mois auprès des habitants du bidonville. Ce dernier est finalement rasé en 1971, peu avant des incendies meurtriers en janvier 1972, qui ont pour conséquences la fermeture de nombreux bidonvilles<sup>2828</sup>. À ce moment, c'est la période du combat pour le relogement qui s'ouvre.

C'est cette expérience militante que Monique Hervo\* et Marie-Ange Charras\* racontent dans *Bidonvilles : l'enlèvement*, paru en 1971 aux éditions Maspéro. Elles y retracent les grands moments de leur expérience, même si elles taisent alors les événements tragiques du 17 octobre 1961. Si Marie-Ange Charras\* me confie que c'est Monique Hervo\* qui fut la « cheville ouvrière de ce livre », cet ouvrage relate l'aventure collective de militantes de la SIC à Nanterre. Dans les années suivantes, leur engagement se poursuit avec la création en 1972 du Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), sur le modèle du GIP animé par Michel Foucault. Co-fondatrice du GISTI, Monique Hervo\* travaille dans ces années comme maquettiste auprès de François Maspéro\* puis, à partir de 1973, à la Cimade, où elle crée le service « Habitat et humanisme »<sup>2829</sup>. Elle s'engage jusqu'en 1986 pour le relogement des habitants des bidonvilles et pour la résorption des foyers Sonacotra.

Marie-Ange Charras\*, de son côté, cherche du travail après avoir quitté le bidonville, et commence à enseigner comme maîtresse auxiliaire de français en collège, puis de philosophie dans un lycée de banlieue, à Poissy. En 1968, inscrite au Capes, elle ne le passe finalement pas :

« En fait, la session a été annulée à cause de mai 68 et ça a été reporté au mois de septembre. Et moi en septembre, comme j'étais en montagne l'été, je m'étais ouvert la main, je ne pouvais pas écrire, donc je n'y suis pas allée, j'ai laissé tomber, et puis je me suis dit "après tout, c'est très bien parce que je ne suis pas faite pour ça". Autant j'adore lire, je suis une dévoreuse de livres, j'aime beaucoup réfléchir, des tas de choses, mais enseigner la philo, je me suis dit que je n'étais pas de taille, je n'ai pas une pensée personnelle suffisamment structurée, je pense, pour aller enseigner la philo. Donc en fait ça m'a soulagée de ne pas être obligée d'y aller ! Et après j'ai continué comme ça, et c'est seulement en 1972 je crois, dans ces eaux-là, que je me suis dit que je n'allais pas

---

<sup>2828</sup> Sur ces incendies, voir le témoignage de Monique Hervo\* (dans un entretien avec Emmanuel Blanchard) sur le site du GISTI : [https://www.gisti.org/publication\\_som.php?id\\_article=3403](https://www.gisti.org/publication_som.php?id_article=3403).

<sup>2829</sup> Sur la Cimade, voir Dzovinar Kévonian, Geneviève Dreyfus-Armand, Marie-Claude Blanc-Chaléard (dir.), *La Cimade et l'accueil des réfugiés : identités, répertoires d'actions et politiques de l'asile, 1939-1994*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2013.

rester maîtresse auxiliaire éternellement et ça c'est un truc de ma génération, je ne voulais pas travailler dans le privé ».

Si c'est après un accident banal que Marie-Ange Charras\* renonce au Capes et à l'enseignement, son éloignement de la philosophie et d'une activité intellectuelle professionnelle sont en fait le résultat d'une trajectoire qui l'amène à ne pas se sentir « de taille » pour faire carrière en philosophie. Elle illustre aussi ce qui caractérise la plupart de nos « intellectuels éphémères » : c'est bien le contexte très singulier de l'après-1968 qui leur permet de publier, et c'est la fermeture de cet « âge d'or » qui explique leur « disparition ». Quand ce n'est pas l'intensité de leur engagement politique qui les conduit à disparaître dans les années 1980, c'est un retour à la normale comme ici qui les écarte de la scène intellectuelle — signe que nombre de nos « intellectuels pratiques » n'avaient pas les capitaux scolaires et sociaux adaptés à une carrière intellectuelle reconfigurée par le contexte.

Marie-Ange Charras\* s'oriente dès lors vers un métier très marqué politiquement : elle rencontre en effet un conseiller d'orientation, qui la pousse à passer le concours, qu'elle obtient après sa formation à l'INETOP, notamment par Jacques Lautrey\* et Michel Huteau\*. Après deux ans dans un établissement scolaire, elle obtient le poste qu'elle convoite : celui de conseillère d'orientation affectée au tribunal pour enfants de Créteil, où elle est en lien avec des éducateurs et des acteurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Elle raconte qu'elle a fait ce travail « *très intéressant* » mais aussi très politique par choix, pendant près d'une dizaine d'années. Elle décide en 1985 de changer d'air, et obtient un poste en Savoie, vers Albertville. Bien que moins militante que Monique Hervo\* au fil des années 1970 et surtout des années 1980, les liens qui les unissent restent forts, puisque c'est en Savoie, chez Marie-Ange Charras\*, que Monique Hervo\* se rend en 1986 pour écrire et se reposer alors qu'elle « n'en pouvait plus »<sup>2830</sup>.

Monique Hervo\* habite depuis la fin des années 1980 dans une caravane installée dans un camping entre Troyes et Paris, après avoir été brièvement enseignante à Grenoble dans le cadre de l'insertion professionnelle. Elle n'a jamais cessé de lutter « pour que le peuple algérien un jour puisse vivre sa vie »<sup>2831</sup>. Elle témoigne ainsi en 1997 au procès de Maurice Papon<sup>2832</sup>, le préfet de police de Paris impliqué dans le massacre du 17 octobre 1961. En 2001, elle publie

---

<sup>2830</sup> « Monique Hervo, Solidaire, engagée », *Là-bas si j'y suis*, 3/3, 52<sup>e</sup> minutes et sq.

<sup>2831</sup> « Monique Hervo, Solidaire, engagée », *Là-bas si j'y suis*, 3/3, 53/54<sup>e</sup> minutes.

<sup>2832</sup> Sur ce procès, voir notamment Guillaume Mouralis, « Le procès Papon. Justice et temporalité », *Terrain : revue d'ethnologie de l'Europe*, 2002, pp.55-68 ; et Béatrice Fleury et Jacques Walter, « Le procès Papon. Médias, témoin-expert et contre-expertise historiographique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2005/4 (n° 88), pp. 63-76. Voir également le numéro de *Sociétés contemporaines*, « Expertises historiennes », n°39, 2000.

au Seuil son second livre, *Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie (1959-1962)*, adapté en bande dessinée<sup>2833</sup>. En 2019, à 90 ans, elle a obtenu la nationalité algérienne.

Marie-Ange Charras\* n'a plus jamais publié après l'ouvrage de 1971. Elle a toujours voté à gauche et elle est restée engagée par son travail, grâce à des initiatives personnelles (« c'était plutôt au niveau individuel que j'agissais. C'est un peu difficile à dire parce que c'est des contacts avec des gens [du bidonville], j'essayais de les aider quand je pouvais, mais c'était vraiment informel »), et surtout à partir de la fin des années 1980 à Amnesty International, en Savoie, ainsi qu'à la Coordination Française du droit d'asile (CFDA). Elle a retrouvé là de quoi s'engager à nouveau auprès de populations immigrées, notamment lors de la guerre en ex-Yougoslavie qui a vu nombre de femmes avec enfants arriver dans sa région. Après sa retraite en 2001, son engagement a redoublé, au point d'être aujourd'hui une figure associative centrale de la région d'Albertville.

---

<sup>2833</sup> Monique Hervo, *Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie (1959-1962)*.



Analyser le sens du « retrait » d'un grand nombre d'individus de la vie intellectuelle dans l'après 1981 nécessite d'opérer un triple écart pour expliquer le déclin de la production des idées « révolutionnaires ». Le premier consiste à regarder le vieillissement « biologique » de notre population. À l'encontre d'une hypothétique « conversion », une partie de nos intellectuels vieillissent, meurent, voire se suicident, ce qui conduit à leur retrait de la vie intellectuelle, notamment pour les « intellectuels ouvriers ». Le deuxième écart est géographique : pour comprendre la vie intellectuelle française des années 1980, il faut regarder les trajectoires des « intellectuels francophones » de notre population. Leur analyse montre qu'en rentrant dans leur pays d'origine, ils disparaissent souvent totalement de la vie intellectuelle française, tout en continuant à écrire dans une autre langue (ou chez des éditeurs africains, canadiens, suisses ou belges) et, surtout, à s'engager. Si la vie intellectuelle « révolutionnaire » paraît décroître, c'est qu'on est moins attentif à ce qui se passe dans l'ancien empire français ou à ses marges.

Enfin, le déclin de la vie intellectuelle « révolutionnaire » s'explique par la disparition du groupe des « intellectuels éphémères ». Éloignés du modèle de « l'intellectuel universitaire », ils choisissent d'autres professions et leur donnent une signification politique. Certains publient occasionnellement ou confidentiellement, mais gardent des pratiques d'écriture. Leur signification politique est cependant moins nette, à l'image de ceux qui travaillent dans des organisations internationales comme l'UNESCO ou qui deviennent auteurs de néo-polar. D'autres, véritables étoiles filantes de la vie intellectuelle qui ont profité du contexte très favorable de l'après-1968 pour publier un ouvrage, persistent politiquement mais disparaissent intellectuellement. Entre projets politico-intellectuels issus des années 1968 qui durent jusque dans les années 1980 – comme l'établissement, la librairie militante ou la défense des immigrés —, et professions nouvelles peu codifiées dans lesquelles ils importent leurs pratiques militantes — conseillers d'orientation, éducateurs —, ces devenirs et ces silences éclairent la vie intellectuelle des années 1980 où les reconversions deviennent difficiles.





## Conclusion générale

« Le mot *militant* comportait dans son énoncé un caractère militaire, il était marqué par une intransigeance jetant sur le côté ce qui ne lui ressemble pas, et il se dressait raide, avec un badge épinglé et elle ne pouvait s'empêcher de l'imaginer provoquant un cri d'alarme, avec le sang qui reste d'apparaître, une radicalité sombre... et la *militante* empruntait une route munie d'une serpe réaffûtée par une vérité qui se croit unique au monde [...]. Non, pour nommer une *protestation* elle préférerait l'idée d'*engagement*. Quelque chose était arrivé au mot *militant* qui s'appelle le XX<sup>e</sup> siècle où des foules sans cesse représentées en défilés le martelaient, l'infligeaient à autrui, le soudoyaient, le transformaient en écumoire de chaque vie perdue, disparue. Vraiment chaque vie. Des millions de vies, mais chaque vie à penser comme telle. Des vies uniques, un homme, une femme, un enfant. Et justement, ce soir-là, ce lundi 11 mars de l'an 2002, en sortant du meeting poétique à la Mutualité, alors qu'elle traversait la Seine épaisse et tourbillonnante en vagues de la montée des eaux avant le printemps, et qu'elle regardait le ciel pluvieux se découper le long des quais, elle pensa à cette histoire du mot *militant* si tragique pour le destin de ce mot ».

Hélène Bleskine\*, « La militante », in François Salvaing\* (dir.), *La politique*, Paris, La Découverte, 2003, p. 45.

« Les trente années qui viennent de s'écouler n'ont pas vu la simple ascension sociale d'une génération sûre d'elle-même. Il faudrait, comme Jean-Paul Dollé l'a superbement fait dans son livre sur Pierre Goldman<sup>2834</sup>, rappeler le nom de tous ceux qui n'ont pas marché, et de tous ceux aussi pour qui cela n'a pas marché. Les insoumis d'abord, et ceux qui se sont tenus à l'écart, en retrait ou sur la réserve. Il faudrait aussi saluer les éclopés qui ont, dans l'aventure, perdu l'usage de la parole, ceux qui un soir ont préféré se donner la mort – nos amis Nikos Poulantzas\* ou Michel Pêcheux\* et tant d'autres. Oui, tant d'autres ! Ceux qu'on a froidement assassinés, et ceux qui, un petit matin, ont plongé dans la nuit d'une folie meurtrière sans retour : Althusser\*...

Mais ne craignez rien. Je ne vais pas donner dans le pathétique. Simplement, le tableau satisfait qu'on a brossé d'une génération de Rastignac n'est à mes yeux qu'une imposture. Disons, pour parler le post-moderne, que c'est le minuscule "grand récit" que quelques-uns ont agencé après coup pour enrôler leurs contemporains dans la légitimation de leur (bonne) fortune. Non, vraiment, nous n'avons pas tout compris. C'est pourquoi il faudra bien un jour écrire une autre histoire, pour prendre la mesure, non des seules réussites – elles existent ! – mais des échecs, et surtout des incapacités de ceux qui disent si volontiers " nous " au nom des autres. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait plus rien à comprendre. Et, de toute évidence, il y a encore beaucoup à faire ».

Dominique Lecourt\*, *Les piètres penseurs*, Paris, Flammarion, 1999, pp. 16-17.

---

<sup>2834</sup> Jean-Paul Dollé, *L'insoumis. Vies et légendes de Pierre Goldman*, Paris, Grasset, 1997.

Par l'histoire sociale des marxismes français appréhendés à partir du destin d'une population de 813 « intellectuels révolutionnaires » ayant publié, entre 1968 et 1981, chez trois éditeurs militants (Maspero, Anthropos, Éditions Sociales), cette thèse souhaite contribuer au renouvellement de la connaissance de la vie intellectuelle française des années 1968-1992. Pour cela, nous avons dû remettre en cause deux impensés.

D'une part, il fallait rejeter une conception trop étriquée de « l'intellectuel révolutionnaire », souvent limité à quelques grandes figures comme Henri Lefebvre\* ou Louis Althusser\*. Si leur influence et donc leur centralité ont été largement confirmées par notre enquête, nous avons voulu défendre une vision large de ce que furent les marxismes français dans l'après-1968. L'entrée par trois éditeurs militants, très représentatifs de la vie intellectuelle de l'époque, a permis de dessiner un espace des idées d'inspirations marxistes au sein duquel plusieurs traditions politiques concurrentes se font face. Cette prise sur la vie intellectuelle de l'après-1968 nous a également permis de dresser le portrait non pas d'une génération, mais de plusieurs types d'« intellectuels révolutionnaires » qui se croisent et s'entremêlent dans l'après-1968.

D'autre part, la prosopographie d'une population de 813 individus s'est avérée décisive pour remettre en cause le second impensé des travaux existants, à savoir l'incapacité à tenir ensemble les années 1968-1981 et les « années 1980 », si souvent décrites comme des « années d'hiver », de reniement et de « crise » sans que les effets d'une telle crise sur les « intellectuels révolutionnaires » soient réellement étudiés. Autrement dit, si le déclin des marxismes est généralement postulé pour caractériser les « années 1980 », cette doxa s'accompagne du postulat que ces deux décennies, si différentes, n'ont rien en commun, pas même leurs acteurs. Or, en tenant ensemble l'après-1968 et l'après-1981, se dégagent au contraire une cohérence et une continuité dans les itinéraires de l'immense majorité de nos intellectuels.

Nuancer le constat de déclin des « marxismes » français ne signifie pas, pour autant, que rien ne change, et l'inflexion a partie liée, sans nul doute, à l'histoire « tragique » du mot « militant » que médite l'héroïne de la nouvelle d'Hélène Bleskine\* en exergue. Méditation qui est elle-même l'écho de la trajectoire politique de l'autrice qui, comme tant d'autres, se caractérise par le passage d'une expérience communautaire de deux ans près de Flins (*L'espoir gravé*, Maspero, 1975) à une remise en cause de cet engagement révolutionnaire (*Dérive Gauche*, Hallier/Albin Michel, 1976) sans qu'elle le rejette pour autant. Comme elle le concède avec émotion à Jacques Chancel le 23 novembre 1978 dans l'émission « Radioscopie »<sup>2835</sup>, Mai

---

<sup>2835</sup> Disponible en ligne : <https://madelen.ina.fr/programme/helene-bleskine/player/phd99229111/helene-bleskine>.

1968 a marqué une rupture considérable – elle reconnaît qu’elle ne sait pas si elle aurait écrit sans les événements, et qu’elle ne « croit pas » être née pour écrire – mais qui s’essouffle au moment où elle parle : « C’est vivre en ce moment qui est difficile [...], par moment on a envie de dire que c’est vraiment impossible [...]. Moi j’ai plus l’impression d’être dans la survie que de vivre ». Sa difficulté de vivre et de porter des utopies a continué dans les années suivantes mais sans qu’elle ne tourne jamais le dos au militantisme de l’après-1968 : elle participe à une publication aux Éditions sociales en 1983 (*Elles, la Résistance*), à la « Mission Banlieues 89 », pilotée par l’architecte et ancien leader de « Vive La Révolution » Roland Castro, et écrit de la littérature [Cf. le chap. 7]. Son texte de 2003, « La militante », s’inscrit dans ces déplacements. Bien sûr, la « crise » a produit un ébranlement (mais la fin de la vie en communauté « n’est pas un échec, mais un moment de la vie », explique-t-elle toujours à J. Chancel) et a nécessité une reconstruction. Mais, pour Hélène Bleskine\* comme pour l’immense majorité de notre population, sa trajectoire de 1968 aux années 1990 n’est pas l’histoire d’une trahison.

C’est donc à partir de cette double intention (ouvrir le spectre des intellectuels révolutionnaires et tenir ensemble ces deux décennies), et en nous appuyant sur notre prosopographie de 813 intellectuels, que nous avons écrit une histoire des marxismes français au plus loin du « minuscule “grand récit” que quelques-uns ont agencé après coup », comme l’écrit Dominique Lecourt\* dans la seconde citation en exergue. La figure de Rastignac apparaît statistiquement marginale, au regard de celle de « l’insoumis », de « l’éclopé » ou de l’intellectuel temporairement ou définitivement muet. C’est cette histoire que Dominique Lecourt\* appelle de ses vœux, que nous avons tenté d’écrire.

Nous reviendrons ici sur quatre réflexions transversales : les apports de l’entrée éditoriale pour écrire une histoire sociale des idées politiques ; la spécificité des « intellectuels révolutionnaires » au regard des autres intellectuels et des autres « révolutionnaires » ; l’étude des conditions d’une domination hégémonique des idées marxistes pour éclairer « l’âge d’or » des années 1968 ; et les explications avancées par l’histoire sociale des idées pour expliquer le « déclin » de ces mêmes idées.

### ***Tirer les fils : l’entrée éditoriale et l’histoire sociale des idées politiques.***

À partir de nos 813 « intellectuels révolutionnaires », on a pu à la fois écrire une histoire sociale des idées « révolutionnaires » en France et analyser le passage d’une omniprésence à une présence souterraine. La construction de notre population à partir de l’entrée éditoriale s’est révélée à ce titre particulièrement heuristique puisqu’elle a permis d’avoir une « prise » concrète sur la vie intellectuelle. Certes, en nous contentant d’une définition *a priori* et

minimale de « l'intellectuel révolutionnaire » – une personne dont l'activité intellectuelle se déploie chez un éditeur lui-même militant –, nous avons rencontré certaines limites touchant au qualificatif de « révolutionnaire » lui-même [cf. *infra*]. Mais cette entrée a surtout été très utile non seulement pour contribuer à la sociologie de l'édition mais aussi et surtout pour tenir ensemble les différentes exigences de l'histoire sociale des idées politiques.

Premièrement, ce choix conduit à analyser la production des idées de façon exhaustive et relationnelle puisque les catalogues éditoriaux permettent de construire un « espace des œuvres contemporaines »<sup>2836</sup>, pour reprendre l'expression de Bourdieu citée en introduction. Plus précisément, l'étude de 1700 livres publiés aux catalogues des Éditions Maspero, d'Anthropos et des Éditions sociales montre comment se construisent des généalogies différentes et concurrentes du marxisme. Cette concurrence se décline autour des thèmes abordés, des rapports à la théorie ou de la géographie des traductions et des pays étudiés. L'entrée éditoriale permet ainsi de dessiner un espace où s'affrontent principalement trois traditions : une tradition communiste orthodoxe, centrée sur la France, la diffusion des classiques du marxisme et la traduction de l'allemand et du russe (Éditions sociales) à côté de laquelle on identifie une tradition autogestionnaire, opposée à la théorie pure et au verticalisme politique de Lénine, inspirée du socialisme utopique, et attirée par le Tiers-monde et la Yougoslavie (Anthropos). Enfin, Maspero est une maison d'édition antistalinienne mais plus éclectique, qui publie à la fois les plus théoriciens des « intellectuels révolutionnaires », les Althusériens, et tous les collectifs gauchistes du moment. Les lectures opposées de Rosa Luxemburg ont également pu donner à voir comment ces traditions s'approprient, concrètement et concurrentement, une même pensée marxiste.

Deuxième fil que l'entrée éditoriale permet de tirer : celui d'une sociologie des intellectuels. En considérant que c'est la « griffe » de l'éditeur qui imprime sa marque sur l'auteur, on a pu délimiter clairement une population de 813 intellectuels, ici « révolutionnaires » en raison des éditeurs considérés. La stabilité de la population permet de suivre une trajectoire collective à partir de cas individuels, et de penser la vie intellectuelle à la fois dans sa diversité et dans la durée. Cette façon d'opérer pourrait être transposée à d'autres enquêtes, et on pourrait facilement imaginer une sociologie des intellectuelles féministes initiée à partir des Éditions Des Femmes ou des Éditions Tierce. Comme dans notre enquête, cette entrée pourrait permettre de se demander si ces maisons d'édition « recrutent » le même type

---

<sup>2836</sup> Pierre Bourdieu, *Choses dites*, *op.cit.*, p. 175.

de féministes, ou si elles donnent à voir des pôles distincts de « l'espace de la cause des femmes »<sup>2837</sup>.

Troisièmement, l'entrée éditoriale permet de repérer les réseaux dans lesquels les intellectuels sont pris (réseaux ici militants) puisque l'« *l'histoire d'une maison d'édition n'est pas seulement affaire de bibliométrie* » mais aussi celle d'un « lieu de sociabilité »<sup>2838</sup>. C'est pourquoi cette approche prend en compte l'aspect « collectif » d'une idée. Celle-ci apparaît ainsi comme le résultat d'une transaction entre un producteur et un diffuseur, qui pose sa « marque » sur un livre et dont le rôle social principal reste de permettre d'accéder à la visibilité intellectuelle. Les éditeurs étudiés sont bien des « intermédiaires culturels » qui « “produisent” les “producteurs” en les formant ou en les sélectionnant »<sup>2839</sup> sur des critères à la fois intellectuels et politiques. Ces « intermédiaires » que sont les « éditeurs révolutionnaires » sont d'ailleurs bien souvent eux-mêmes des producteurs. Plus généralement, en redonnant du poids à l'éditeur et à la maison d'édition, cette approche permet de tenir ensemble les conditions de production et de publication, mais aussi de réinscrire le livre dans un faisceau de contraintes de nature économique, mais aussi politique (capital politique, obéissance politique, discipline partisane) que les archives, parfois bien conservées pour les entreprises éditoriales, viennent aussi éclairer.

### ***L' « intellectuel révolutionnaire », un intellectuel et un révolutionnaire comme les autres ?***

Le pari de l'entrée éditoriale implique en retour de réfléchir au répertoire d'action de « l'intellectuel révolutionnaire » mais, aussi, de préciser ces termes et d'en pointer les limites.

La première pratique constitutive de l'engagement de nos intellectuels est bien sûr l'acte de publication. La parution d'un ouvrage est pensée par eux et par les éditeurs comme une action politique et même comme une « arme » dans la bataille idéologique, et cela a donc un

---

<sup>2837</sup> D'après le concept de Laure Bereni qui permet de « restituer la grande pluralité de ces mobilisations, leur dispersion et leur encastrement dans des visions du monde variées et des univers multiples ». Voir Laure Bereni, « Du MLF au Mouvement pour la parité. La genèse d'une nouvelle cause dans l'espace de la cause des femmes », *Politix*, 2007/2 (n° 78), pp. 107-132 ; « Quand la mise à l'agenda ravive les mobilisations féministes. L'espace de la cause des femmes et la parité politique (1997-2000) », *Revue française de science politique*, 2009/2 (Vol. 59), pp. 301-323 ; et « Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes », in Christine Bard (dir.), *Les féministes de la..., op. cit.*, pp. 27-41.

<sup>2838</sup> Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste, op. cit.*, p. 15.

<sup>2839</sup> Laurent Jeanpierre, Olivier Roueff (dir.), « Introduction. Les territoires de l'intermédiation. Division sociale du travail et luttes de frontières », in *La Culture et ses intermédiaires dans les arts, les industries créatives et le numérique*, Paris, Editions des Archives Contemporaines, 2014, p. 6. Cette réflexion est liée à celle sur les « droits d'entrée ». Voir notamment Gérard Mauger (dir.), *Droits d'entrée. Modalités et conditions d'accès aux univers artistiques*, Paris, Editions de la MSH, 2006.



sens politique de préférer un auteur exclu de la III<sup>e</sup> Internationale ou au contraire de consacrer une étude à l'un des piliers du marxisme orthodoxe.

Deuxième élément du répertoire d'action des intellectuels : l'adhésion à un parti. Bien entendu, rien ne surgit soudainement, et les principales transformations entraînées par Mai-Juin 1968 ne peuvent se comprendre que comme « la *rencontre* entre une *crise* et [des] *champ[s]* »<sup>2840</sup>. Dit autrement, l'engagement partisan est refondé par les événements, puisque l'une des singularités de la période ouverte par Mai-Juin 1968 est la contestation du monopole que revendique depuis la Libération et avec succès le PCF sur Marx et ceux qui s'y réfèrent. Après 1968, le PCF n'est plus en mesure de contenir l'essor de sa gauche (trotskyste, maoïste ou même autogestionnaire) ni de sa droite (socialiste ou, là encore, autogestionnaire). Pour toutes ces raisons, dans les années 1968-1981, la figure de « l'intellectuel révolutionnaire » ne peut se réduire à celle de l'intellectuel communiste comme c'était à peu près le cas dans les décennies précédentes. Surtout, comme après la Libération, l'engagement est un impératif qui s'impose à tous. Des centaines de membres de notre population sont à l'époque adhérents à un parti. Le PCF reste un pôle d'attraction et, à côté des auteurs des Éditions sociales, de jeunes intellectuels prennent leur carte comme on a pu le montrer dans le cas des revues *Dialectiques* et *Positions*. Mais ils le font bien souvent sur des bases critiques, suivant ainsi Louis Althusser\*. On trouve aussi à côté des communistes plusieurs membres du PSU, principalement autour d'Anthropos, à l'image de Serge Mallet\*, Lucien Goldmann\*, Henri Lefebvre\*, Pierre Naville\* ou Yvon Bourdet\*. L'adhésion au PS au cours des années 1970 est également fréquente, tout comme le militantisme à l'extrême-gauche.

L'engagement partisan est un élément très diffusé du répertoire d'action diffusé, et il ne se limite pas à la simple adhésion mais passe souvent par des prises de responsabilités internes et par des candidatures électorales. Il est d'ailleurs significatif de constater qu'aux élections municipales de mars 1977 du 5<sup>e</sup> arrondissement parisien, on trouve trois membres de notre population, à savoir Pierre Fougeyrollas\* pour l'OCI, Jean Elleinstein\* pour le PCF et Henri Weber\* pour la LCR<sup>2841</sup>. Dans les années suivantes, l'engagement partisan est moins fréquent, et il est chez certains progressivement remplacé par des engagements plus associatifs. Mais il perdure aussi chez une partie des membres de notre population, que ce soit à l'extrême-gauche,

---

<sup>2840</sup> Pour reprendre librement Boris Gobille (*Le Mai 68 des écrivains...*, *op. cit.*, p. 9), qui s'inspire lui aussi de nombreux travaux, dont ceux de Gisèle Sapir.

<sup>2841</sup> À la marge de notre population, on trouve aussi, pour le CERES, Pierre Guidoni (1941-2000), auteur de livres sur le socialisme (comme *Histoire du nouveau Parti Socialiste*, Paris, Téma-éditions, 1973), ainsi que Victor Leduc (1911-1993) pour le PSU, ancien membre de la commission idéologique du PCF et membre de *La Nouvelle Critique* à sa fondation (voir *Les tribulations d'un idéologue*, Paris, Galaade éditions, 2006 [1985], et Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes...*, *op. cit.* (notamment l'encadré p. 40).

au PCF et surtout au PS, alors que l'élection de Mitterrand en 1981 suscite un grand enthousiasme.

Troisièmement, si l'écriture et l'engagement partisan dominant, les éléments du répertoire d'action propres aux intellectuels s'enrichissent et parfois de manière paradoxale : pratiques d'autodestruction – comme l'établissement en usine –, marginalisations volontaires – comme la vie en communauté – et départs. Qu'il s'agisse de voyages privés ou militants, d'années d'enseignement à l'étranger ou d'activités de conseil auprès de régimes politiques « marxistes » au sens large (Chili, Cuba, Algérie, Yougoslavie, pays de l'Est, etc.), cette mobilité géographique est une dimension constitutive du répertoire d'action des « intellectuels révolutionnaires », comme on a pu le montrer au chapitre 3 pour Cuba et l'Algérie.

Plus globalement, l'ACM du chapitre 4 a permis de dessiner cinq idéaux-types d'intellectuels révolutionnaires et d'éclairer leurs modalités d'action à la lumière de leur position. De « l'intellectuel ouvrier », principalement présent au sein du monde communiste (et donc aux Éditions Sociales) se distingue « l'intellectuel francophone », que l'on trouve chez Maspero et, surtout, Anthropos, et dont la trajectoire est marquée, bien souvent, par une période d'exil en France. Cette analyse a également permis d'identifier « l'intellectuel universitaire », qui publie chez les trois éditeurs, Maspero étant plus élitiste et Anthropos plus périphérique scolairement et socialement. On a également pu souligner le poids de « l'intellectuel précaire », très dominé dans le champ universitaire mais édité dans les trois maisons. Enfin « l'intellectuel pratique, » surtout actif aux Éditions Maspero, est caractérisé par son éloignement de l'université et l'importation de ses dispositions « révolutionnaires » au sein de sa profession, à l'image des éducateurs spécialisés ou des journalistes.

Ces résultats appellent trois remarques. En premier lieu, le terme « révolutionnaire » ne peut être appliqué uniformément à tous les membres de notre population. On pense ici aux membres des Éditions Sociales, et principalement à ceux que nous avons appelé les « intellectuels ouvriers ». Souvent permanents et élus de longue date, ils font une carrière politique qui a pu s'inscrire initialement dans des objectifs « révolutionnaires » de renversement de la société bourgeoise mais qui, dans l'après-1968, en sont éloignés. Ensuite, les « intellectuels révolutionnaires » semblent avoir des spécificités par rapport aux autres intellectuels. Ils se caractérisent bien souvent par un engagement très intense qui excède de loin le répertoire classique des intellectuels, qui n'est utilisé qu'à la marge dans l'après-1968, à l'image de la pétition. Et s'ils rentrent progressivement dans le rang sous les effets de la « crise », de la professionnalisation du travail académique et de la remise en cause de l'intellectuel total après la mort de Sartre, ils sont nombreux à rester militants, y compris de

façon active auprès du pouvoir socialiste. Ce constat nécessite de repenser à nouveau les modalités de l'engagement du « conseiller du prince » concernant, non pas le PCF, mais le PS, et s'intéresser à la figure de « l'intellectuel de gouvernement » au cours des années 1980. Enfin, la loyauté politique des « intellectuels révolutionnaires » semble plus forte que celle des militants anonymes, chez qui la persistance des croyances politiques est pourtant dominante. Les membres de notre population semblent peu touchés par un phénomène de dépolitisation, même s'ils se limitent parfois dans les années 1980 à un « militantisme d'écriture ». Le caractère général de ces persistances conduit à faire l'hypothèse que la production des idées, qui caractérise en premier lieu nos intellectuels, est une activité qui a pour effet de renforcer les convictions politiques. Autrement dit, ils éprouvent à travers l'écriture une transformation de soi qui favorise la stabilité dans le temps des convictions politiques des années 1968-1981.

### ***Comment des idées deviennent hégémoniques ? Retour sur des conditions exceptionnelles dans les années 1968.***

Ce travail contribue à expliquer dans quelles conditions des idées deviennent dominantes. Le premier constat – la centralité de Mai-Juin 1968 comme rupture dans la vie intellectuelle française – est classique, mais nous avons voulu lui redonner son tranchant. Bien sûr, là encore, tout n'est pas créé par les événements eux-mêmes, mais ils accélèrent et amplifient une série de conditions politiques, sociales et intellectuelles déjà présentes depuis plusieurs années.

Premièrement, le contexte politique général reconfigure l'ensemble du champ intellectuel et universitaire (il permet la naissance de Vincennes ou la créations de revues et de maisons d'édition) dans un sens favorable à la production, à la circulation et à la réception des idées « révolutionnaires ». Au-delà d'un cas exceptionnel comme *Lire Le Capital*, on a montré au chapitre 2 que des centaines d'ouvrages publiés par Maspero se vendent très bien, au point que le livre « marxiste » devient un best-seller. Les idées « marxistes » sont, en effet, chroniquées partout, dans la presse militante et dans la presse généraliste, comme on a pu le souligner à propos de *L'école capitaliste en France* de Christian Baudelot\* et Roger Establet\*. Cette présence des idées « marxistes » permet d'accéder à la publication des personnes qui n'auraient jamais pu y parvenir, ni même envisagé de le faire, et participe ainsi à la création de vocations d'« intellectuels révolutionnaires ». Si le fait de publier les éloigne fortement des

« écrivains d'aspiration » étudiés par Boris Gobille<sup>2842</sup>, ils s'en rapprochent par le fait qu'ils publient finalement souvent très peu (d'où l'appellation « d'intellectuels éphémères »), par leur absence totale de postérité et, bien entendu, par leur inscription dans le mouvement d'« utopie création expansive »<sup>2843</sup> de Mai-Juin 68.

Deuxièmement, la structure du champ universitaire dans l'après-1968 contribue à expliquer comment les idées « marxistes » sont devenues dominantes. À la faveur des événements, de nombreux postes sont créés, alors qu'en parallèle se développe la recherche contractuelle. En tout, 111 membres de notre population (sur les 723 cas renseignés) sont des « non-titulaires » et peuvent être assimilés aux « intellectuels prolétaroides » dont parle Bourdieu à la suite de Weber. Cette place dominée favorise sans doute la production d'idées « marxistes ». L'hégémonie s'explique aussi par la rencontre entre de jeunes intellectuels et des directeurs de thèse ou de collection reconnus dans les décennies précédant 1968, celles que nous avons retracées au chapitre 1. Le cas d'Althusser\* est ici emblématique, tant son rôle dans la construction d'une position d'intellectuel communiste critique a été stratégique à l'ENS. De même, Jean-Pierre Vernant\* et Pierre Vidal-Naquet\*, très engagés contre la guerre d'Algérie, sont indissociablement perçus par la jeune génération comme des historiens de premier plan et des militants.

Troisièmement, ces conditions exceptionnelles entrent en résonance avec des profils qui mêlent souvent origines sociales populaires et études universitaires longues. Ces intellectuels de première génération constituent un vivier de recrutement des « intellectuels révolutionnaires », et ces derniers sont tendanciellement moins parisiens et bourgeois que les intellectuels étudiés dans d'autres enquêtes.

Enfin, deux autres conditions paraissent aussi avoir joué un rôle dans la construction de cette adhésion exceptionnelle aux marxismes dans les années 1968-1981. D'une part, les mécanismes institutionnels comme le service militaire ou la coopération semblent avoir créé une expérience partagée (principalement par les hommes, par conséquent) d'ouverture sur le tiers monde. D'autre part, et sans pouvoir avancer un chiffre assuré, on estime à près d'un quart les membres de notre population qui ont des origines juives. La proximité avec la seconde guerre mondiale et la Shoah a, là encore, contribué à provoquer des dispositions militantes à l'engagement dans des organisations révolutionnaires.

---

<sup>2842</sup> À partir des lettres d'adhésions envoyées à l'Union des Écrivains entre 1968 et 1969. Voir Boris Gobille, « Être écrivain en mai-68. Quelques cas d'« écrivains d'aspiration » », *Sociétés & Représentations*, 2001/1 (n° 11), pp. 455-478.

<sup>2843</sup> *Ibid.*

C'est donc un ensemble de conditions, simultanément réunies, qui permettent d'expliquer comment les idées marxistes sont devenues, durant les années 1968-1981, très visibles et, même, hégémoniques.

### ***Comment les marxismes français sont devenus souterrains ? Expliquer le déclin.***

Symétriquement, nous avons voulu contribuer à expliquer le déclin des marxismes français et, à travers lui, le changement intellectuel. En parlant de « déclin », nous ne voulons pas simplement signaler une « tendanc[e] historiqu[e] nette[e] marqué[e] d'un signe négatif »<sup>2844</sup>, mais des évolutions empiriques précises, la première d'entre elles étant de comprendre pourquoi près de 40% des membres de notre population cesse de publier.

Celui-ci s'explique sans nul doute par la disparition du contexte exceptionnel de l'après-1968 dans lequel toutes les conditions évoquées étaient réunies simultanément. Le souvenir de Mai-Juin 1968 s'éloigne peu à peu. Les voyages (institutionnels, par le service militaire, ou privés) dans des pays du Tiers-monde deviennent plus rares, et ce à un moment où un désenchantement brutal vis-à-vis de plusieurs régimes politiques « marxistes ». La « crise » est à la fois politique, internationale et théorique, et la fin des années 1970 remet en cause l'impératif d'engagement alors que de nombreux lieux de sociabilité militante disparaissent. « On n'a plus de possibilité d'idéal. Même si on est très politisé, on est quand même dans la détresse », explique Hélène Bleskine\* à Jacques Chancel en 1978, précisant qu'elle trouve les partis politiques « débiles » car obsédés par « l'économie ». Pourtant, si les « idées marxistes » déclinent, la trahison des intellectuels reste très marginale. Au contraire, la fidélité, sous des formes variées, domine parmi nos « intellectuels révolutionnaires ».

L'étude de leur destin et de leur vieillissement social permet d'avancer trois grandes explications au déclin des marxismes afin de concurrencer l'hypothèse communément reçue de la trahison. Premièrement, le travail intellectuel se normalise et se professionnalise. De nombreux « intellectuels précaires » accèdent à un statut stable. Près de 300 sont devenus des professionnels de l'enseignement et de la recherche, ce qui entraîne à la fois une perte de créativité mais aussi une canonisation universitaire de Marx. Canonisation ne rime toutefois pas avec orthodoxie. La crise crée les conditions favorables pour un moment « révisionniste », terme autrefois péjoratif mais désormais largement assumé. Le centenaire de la mort de Marx en 1983, les séminaires « marxistes » des années 1980 à Nanterre, Paris-VIII ou au CIPh ou encore l'apparition d'une lecture marxiste de Spinoza qui fait école dans les années 1970 et

---

<sup>2844</sup> Pour reprendre l'expression de Christophe Charle, Laurent Jeanpierre, *La vie intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 9.

1980 chez les plus dotés en capitaux scolaires, montrent comment les idées marxistes sont alors réinventées.

Deuxièmement, le champ intellectuel se ferme aux moins dotés en capitaux spécifiques et aussi, bien souvent, à ceux qui restent « marxistes ». D'une part, la plupart des circuits centraux dans la diffusion des « marxismes » au cours des années 1968-1981 disparaissent, en raison du tassement des ventes mais aussi de décisions politiques. La fermeture de Vincennes en 1980 par Alice Saunier-Séïté en est l'illustration. Les éditeurs les plus militants disparaissent (comme Anthropos en 1984-1985 puis les Éditions Sociales à la fin des années 1980) ou sont contraints de changer d'identité, comme Maspero devenu La Découverte. Les idées « révolutionnaires » sont cantonnées dans des pôles peu prestigieux, comme les Éditions L'Harmattan. La grande majorité des organisations politiques à la gauche du PS entrent elles aussi en « crise ». Les idées « révolutionnaires » sont ainsi « privé[e]s du bain politique et de l'intérêt "médiatique" qui caractérisent la période antérieure »<sup>2845</sup>. Elles deviennent, dès lors, souterraines et circulent dans des réseaux moins étendus comme les séminaires. Si les archives (notamment éditoriales) permettent de comprendre les difficultés de publication, elles montrent aussi que les aspirations « révolutionnaires », bien souvent, restent intactes.

Ces transformations du champ intellectuel et éditorial permettent de comprendre que certains enquêtés disparaissent de la vie intellectuelle, alors que l'ébullition de l'après-1968 leur avait permis de publier un livre. Les façons de disparaître des « intellectuels éphémères » sont nombreuses et dépendent notamment du temps passé loin d'une activité de production intellectuelle, à l'usine par exemple. À la normalisation et à l'invisibilisation s'ajoute la disparition. Près d'une centaine meurent (surtout des « intellectuels ouvriers ») avant la fin des années 1980, proportion sans doute anormale, surtout si l'on prend en compte les suicides. Une autre centaine quittent la France. Parmi eux, de nombreux « intellectuels francophones », exilés, rentrent dans leur pays, sorti au moins provisoirement de la dictature. Leur activité intellectuelle et leur engagement politique demeurent souvent très intenses, mais publiés dans une autre langue, ils disparaissent de la vie intellectuelle française.

C'est donc une pluralité de raisons *sociales* qui explique comment cesse l'hégémonie des marxismes français. Ces raisons permettent de rejeter à la fois les explications internalistes selon lesquelles les idées marxistes ne sont plus heuristiques et celles qui postulent une (fausse) trahison des intellectuels révolutionnaires.

---

<sup>2845</sup> Boris Gobille, *Le Mai 68...*, *op. cit.*, p. 371.

## ***Les vies étrangères des marxismes français et la construction d'un espace transnational.***

L'écriture d'une histoire sociale des marxismes français dans l'après-1968 n'en reste pas moins encore ouverte. Le monde communiste demeure en partie méconnu. Certaines archives des Éditions Sociales, que nous n'avons pu consulter ici en raison de la réticence de Lucien Sève\*, mériteraient d'être dépouillées, et une institution comme le Centre d'études et de recherche marxiste (CERM) pourrait donner lieu à une enquête spécifique. Un tel projet est d'ailleurs en train de se constituer entre les universités de Rouen et de Dijon, et nous nous sommes engagé à y contribuer.

Plus encore, le changement intellectuel demeure mystérieux. Expliquer le déclin permet de comprendre comment la place devient vacante, mais pas comment une autre hégémonie s'impose, et il reste encore beaucoup à comprendre le passage d'une centralité des marxismes à une centralité des libéralismes et même des conservatismes. L'importance croissante prise par la télévision dans la vie intellectuelle française – et, plus globalement, le changement de statut de l'intellectuel universitaire – devrait faire l'objet d'études approfondies. Des études d'émissions comme *Apostrophes* ou de journaux comme *Libération* et, en parallèle, de la circulation des idées à France Inter ou France Culture – dont nous avons consulté en partie les archives, sans les utiliser – permettraient d'éclairer en quoi la logique de la recherche permanente de la nouveauté s'impose, à partir des années 1980. De même, l'intérêt moindre des médias mais aussi du champ éditorial pour les idées politiques – à commencer par les idées « marxistes » – est un fait majeur de la fin des années 1970. L'étude de la réception d'ouvrages proches par leur contenu de *L'école capitaliste en France* mais publiés une décennie plus tard, dans un état différent du champ intellectuel, devrait affiner notre connaissance des changements dans les circuits intellectuels.

Surtout, la piste transnationale, que nous avons par moment suivie, nous semble particulièrement heuristique pour affiner notre connaissance des transformations et des recompositions des marxismes français. Il faudrait étudier les marges de la vie intellectuelle française, à l'image de l'UQAM, où de nombreux membres de notre population continuent d'être actifs. Il faudrait, plus globalement, saisir comment se réinventent des marxismes français hors de France, notamment dans les études intersectionnelles ou post-coloniales, dont Thomas Brisson a pu montrer à quel point leur développement s'inscrivait dans des circulations transnationales<sup>2846</sup>. Il faudrait également étudier les traductions des marxismes français, en

---

<sup>2846</sup> Thomas Brisson. *Décentrer l'Occident. Les intellectuels postcoloniaux chinois, arabes et indiens, et la critique de la modernité*. Paris, La Découverte, 2018.

s'intéressant aux éditions Verso à Londres, aux éditions new-yorkaises de Monthly Review Press, ou encore à des éditeurs sud-américains ou asiatiques très friands de penseurs comme Félix Guattari\* ou Alain Badiou\*. Alors que Paris cesse d'être le centre de la vie intellectuelle mondiale, ce décentrement devrait permettre de saisir les vies ultérieures des marxismes français à l'étranger et la construction d'un « marché mondial de leur traduction »<sup>2847</sup>. Surtout, c'est en explorant cette piste transnationale que l'on pourrait comprendre comment se configure, à l'heure de la globalisation des échanges culturels, un espace intellectuel marxiste transnational<sup>2848</sup>. C'est au sein de cet espace qu'à partir des années 1980 les marxistes français sont bien souvent publiés en anglais ou en espagnol avant de l'être en français. C'est donc là que se trouve une partie de l'explication de la persistance des marxismes français. En effet, c'est en étudiant cet espace transnational que l'on pourrait confirmer que la persistance souterraine des marxismes français s'explique par des conditions internationales qui leur permettent de se perpétuer et de se renouveler hors de France.

---

<sup>2847</sup> Pour reprendre l'expression de Marcella Frisani, *Le livre et le drapeau. Le marché de circulation internationale des œuvres comme construction symbolique. Une socio-histoire, entre Paris et Londres*, thèse de sociologie dirigée par Gisèle Sapiro, EHESS, 2019.

<sup>2848</sup> Voir Mohamed Amine Brahimi, Tristan Leperlier, Gisèle Sapiro (dir.), « Champs intellectuels transnationaux », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 224, septembre 2018 ; voir aussi Gisèle Sapiro (dir.), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Éditions Nouveau Monde, 2009 ; Gisèle Sapiro (dir.), *La traduction comme vecteur des échanges culturels internationaux. Circulation des livres de littérature et de sciences sociales et évolution de la place de la France sur le marché mondial de l'édition (1980-2002)*, Rapport de recherche, Centre de sociologie européenne, 2007 ; *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation.*, Paris, CNRS Éditions, 2009.





## *Sources de l'enquête et bibliographie*

### *Archives*

Fonds Maspero / La Découverte (IMEC)  
Fonds Yvon Bourdet\* (IMEC)  
Fonds François Châtelet\* (IMEC)  
Fonds Jean-Pierre Vernant\* (IMEC)  
Fonds Louis Althusser\* (IMEC)  
Fonds Félix Guattari\* (IMEC)  
Fonds Cerisy (IMEC)  
Fonds Collège International de Philosophie (IMEC)  
Fonds Christian Bourgois (IMEC)  
Fonds René Lefeuve (La Contemporaine)  
Fonds Maximilien Rubel (La Contemporaine)  
Fonds Victor Fay (La Contemporaine)  
Fonds Jean Pronteau (Pouchet)  
Archives de Radio France, Maison de la Radio.

Archives privées d'Irène Jonas.  
Archives privées d'Armand Mattelart\*.  
Archives privées d'Antoine Spire\*.  
Archives privées de Nadiya Labica.  
Archives privées de Jean-Pierre Cotten.  
Archives privées de Jean Rony\*.

### *Entretiens*

#### **-10 entretiens réalisés au printemps 2013 dans le cadre de mon mémoire de Master 2 et réutilisés dans le cadre de cette thèse :**

Entretiens avec Yann Moulier-Boutang, Anne Querrien (X2), Yves Citton, Lucia Sagradini, Alexander Neumann, Judith Revel, Toni Negri\*, Thierry Baudouin et Michèle Collin et Sandra Laugier.

#### **-48 entretiens (physiques) avec 44 personnes réalisés durant la thèse :**

Entretien avec Alain Badiou\*, 30 novembre 2014.  
Entretien avec Jean-Luc Nancy (X2), 9 septembre 2015 et 11 octobre 2015.  
Entretien avec François Gèze, 22 octobre 2015.  
Entretien avec Éric Hazan, 5 novembre 2015  
Entretien avec Jean-Pierre Cotten, 13 novembre 2015.  
Entretien avec Bernard Chavance, 1<sup>er</sup> juin 2016.  
Entretien avec Charles Ramond, 7 septembre 2016.  
Entretien avec Michael Löwy\*, 8 septembre 2016.  
Entretien avec Jacques Sapir, 9 septembre 2016.  
Entretien avec André Tosel\*, 12 octobre 2016.  
Entretien avec Jacques Bidet\* (X2), novembre et décembre 2016.  
Entretien avec Antoine Spire\*, 14 février 2017.  
Entretien avec Christian Baudelot\*, 15 février 2017.  
Entretien avec Serge Wolikow\*, 20 février 2017.  
Entretiens avec Irène Jonas (X2), 25 février 2017 et 26 septembre 2017.  
Entretien avec Paul Lidsky\*, 3 mars 2017.  
Entretien avec Nadiya Labica, 16 mars 2017.

Entretien avec Pierre-François Moreau, 18 mars 2017.  
Entretien avec Rémi Hess\*, 21 mars 2017.  
Entretien avec Emmanuel Terray\*, 27 mars 2017.  
Entretien avec Jean Rony\*, 17 avril 2017.  
Entretien avec Michèle Bertrand\*, 27 avril 2017.  
Entretien avec Armand Mattelart\*, 4 mai 2017.  
Entretien avec Pierre Guénancia\*, 9 mai 2017.  
Entretien avec Anne-François Schmid\*, 16 mai 2017.  
Entretien avec Gérard Mauger\*, 3 juillet 2017.  
Entretien avec Pierre Lantz\*, 12 juillet 2017.  
Entretien avec Sophie Bessis\*, 25 octobre 2017.  
Entretien avec Jacqueline Pluet-Despatin\*, 30 octobre 2017.  
Entretien avec Patrice Vermeren, 17 novembre 2017.  
Entretien avec Yves Duroux, 4 décembre 2017.  
Entretien avec Mireille Delbraccio (X2), novembre et décembre 2017.  
Entretien avec Michèle Riot-Sarcey, 21 décembre 2017.  
Entretien avec Gabriel Gosselin\*, 8 septembre 2018.  
Entretien avec Claude Auroi\*, 14 septembre 2019.  
Entretien avec François Salvaing\*, 23 septembre 2019.  
Entretien avec Stathis Kouvelakis, 5 octobre 2019.  
Entretien avec Louis Necker\*, 10 octobre 2019.  
Entretien avec Anne Légaré\*, 22 novembre 2019.  
Entretien avec Marie-Ange Charras\*, 10 décembre 2019.  
Entretien avec Bruno Théret\*, 20 janvier 2020.  
Entretien avec François Pouillon\*, 21 janvier 2020.  
Entretien avec Jean-Michel Devesa\*, 22 janvier 2020.  
Entretien avec François Flahault\*, 20 février 2020.

### **29 entretiens téléphoniques et Skype avec 24 personnes**

Entretien téléphonique avec André Bruston\*, 29 avril 2019.  
Entretien en visioconférence avec Danielle Storper-Perez\*, 20 mars 2020.  
Entretiens (X3) en visioconférence avec Jacques Pain\* en avril 2020.  
Entretiens (X2) en visioconférence avec Michel Chauvière\*, avril 2020.  
Entretien téléphonique avec Marc Abélès\*, 10 avril 2020.  
Entretien (X2) en visioconférence avec Nicolas Dubost\*, 22 avril 2020.  
Entretien en visioconférence avec Christian Topalov\*, 24 avril 2020.  
Entretien en visioconférence avec Edmond Prétéceille\*, 24 avril 2020.  
Entretien téléphonique avec Françoise Gadet\*, 27 avril 2020.  
Entretien téléphonique avec Florence Gauthier\*, 28 avril 2020.  
Entretien téléphonique avec Ginette Francequin-Gallais\*, 29 avril 2020.  
Entretien en visioconférence avec Paul Allières\*, 30 avril 2020.  
Entretien téléphonique avec Roger Establet\*, 21 juin 2020.  
Entretien téléphonique avec Robert Pelletier\*, 1<sup>er</sup> mai 2020.  
Entretien téléphonique avec Jean-Marie Brohm\*, 2 mai 2020.  
Entretien téléphonique avec Rémy Butler\*, 3 mai 2020.  
Entretien téléphonique avec Claude Deutsch\*, 9 mai 2020.  
Entretien téléphonique avec Jean Copans\*, 17 mai 2020.  
Entretien téléphonique avec Yannick Blanc\*, 18 mai 2020.  
Entretien en visioconférence avec Catherine Coquery-Vidrovitch\*, 22 mai 2020.  
Entretien en visioconférence avec Francis de Chassey\*, 26 mai 2020.  
Entretien téléphonique avec Pierre Rousset\*, 30 juin 2020.  
Entretien téléphonique avec Michel Beaud\*, 1<sup>er</sup> juillet 2020.  
Entretien téléphonique avec Jean-Marc Lachaud\*, 6 juillet 2020.

## **25 échanges épistolaires : 24 échanges par mails et un échange par lettre**

Échanges par lettre avec Robert Charvin\*, initiés au printemps 2019.

Échanges mails avec Jean-Jacques Samary, décembre 2016

Échanges mails avec Denis Langlois\*, initiés en janvier 2017.

Échanges mails avec Arno Munster, avril 2017.

Échanges mails avec Jean-Claude Delaunay\*, septembre 2017.

Échanges mails avec Jacques Caroux\*, septembre 2018.

Échanges mails avec Pierre Jacquemot\*, octobre 2018

Échanges mails avec Jacques Lautrey\*, novembre 2018.

Échanges mails avec Serge Ravet\*, novembre 2018.

Échanges mails avec Hilan Rizkallah\*, premier semestre 2019.

Échanges mails avec Anne-Marie Lugan Dardigna\*, entre le printemps et l'automne 2019.

Échanges mails avec Annick Ohayon\*, avril 2019.

Échanges mails avec Bertrand Bellon\*, août 2019.

Échanges mails avec René Lefort\*, 2<sup>e</sup> semestre 2019.

Échanges mails avec Alain Chenu\*, 2<sup>e</sup> semestre 2019.

Échanges mails avec Hamidou Magassa, initiés à l'automne 2019.

Échanges mails avec Jean-Pierre Durand\*, septembre 2019.

Échanges mails avec Jacques Guigou\*, septembre et octobre 2019.

Échanges mails avec Rémy Cazals, octobre 2019

Échanges mails avec Marie-Claire Ferrier\*, novembre et décembre 2019.

Échanges mails avec Gilles Bourque\*, novembre et décembre 2019.

Échanges mails avec Bernard Billaudot\*, janvier 2020

Échanges mails avec Bernard Dandois\*, premier semestre 2020.

Échanges mails avec Philippe Riviale\*, premier semestre 2020.

Échanges mails avec Daniel Furjot\*, avril 2020.

Échanges mails avec Marc Raffinot\*, avril 2020.

Échanges mails avec Yves Vargas\*, avril 2020.

Échanges mails avec Pierre Roche\*, mai 2020.

### ***Notices du Maitron citées en texte***

ANONYME (SANS AUTEUR INDIQUE), « Jacob Moneta »

<https://maitron.fr/spip.php?article146728>,

ASTA Massimo, « Jean Pronteau », <https://maitron.fr/spip.php?article152142>,

BOTELLA Louis GOERGEN Marie-Louise, MORIN Gilles, « Maurice Combes »,

<https://maitron.fr/spip.php?article2457>

BOURSIER Jean-Yves, « Maurice Godelier », <https://maitron.fr/spip.php?article88586>

BRABANT Jean-Michel, « Yvan Craipeau », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21043>.

COHEN Jean-Louis, « Anatole Kopp », <https://maitron.fr/spip.php?article136442>,

COURET Daniel, « Jean-Michel Krivine », <https://maitron.fr/spip.php?article137921>

CONGOST Rosa, « Pierre Vilar », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article182006>.

CUENOT Alain, « Pierre Naville », <https://maitron.fr/spip.php?article24152>

DENORD François et Xavier ZUNIGO, « Charles Bettelheim », <https://maitron.fr/spip.php?article16626>,

DUCANGE Jean-Numa, « Jean-Pierre Lefebvre », <https://maitron.fr/spip.php?article137285>

DREYFUS Michel, PANNE Jean-Louis, « René Lefevre », <https://maitron.fr/spip.php?article107794>,

FABIANI Jean-Louis, « Pierre Macherey » ; <https://maitron.fr/spip.php?article141285>

FRESSARD Olivier, « Lucien Goldmann », <https://maitron.fr/spip.php?article76748>

FRIDENSON Fridenson, « Madeleine Rébérioux », <https://maitron.fr/spip.php?article163768>

GEORGEN Marie-Louise, KALINOWSKI, Isabelle, « Gilbert Badia », <https://maitron.fr/spip.php?article15456>,

GEORGI Frank, « Serge Mallet », <https://maitron.fr/spip.php?article141551>,

GIRAUD Jacques, « Lucien Sève », <https://maitron.fr/spip.php?article173192>.

GIRAUD Jacques, « Michel Simon », <https://maitron.fr/spip.php?article173398>

GIRAUD Jacques et TREBISTSCH Michel, « Albert Soboul », <https://maitron.fr/spip.php?article131372>

GIRAUD Jacques, « Claude Prévost » : <https://maitron.fr/spip.php?article159189>

GIRAUD Jacques, DI MAGGIO Marco, « Pierre Juquin », <https://maitron.fr/spip.php?article136472>

GOUARNE Isabelle, « Jean-Pierre Vernant », <https://maitron.fr/spip.php?article183602>

HEMERY Daniel, « Jean Chesneaux », <https://maitron.fr/spip.php?article19807>,

LANUQUE Jean-Guillaume, « Michel Lequenne », <https://maitron.fr/spip.php?article140297>,

LANUQUE Jean-Guillaume, LOWY Michael, « Michel Raptis, dit Michel Pablo », <https://maitron.fr/spip.php?article89556>

LANUQUE Jean-Guillaume, « Jean-Marie Vincent », <https://maitron.fr/spip.php?article182844>

LE BARS Loïc, « Jean-Jacques Marie », <https://maitron.fr/spip.php?article141555>

LENOIR Hugues, « Jean-Pierre Garnier », <https://maitron.fr/spip.php?article155272>,

LOWY Michael, TRAVERSO Enzo, « Ernest Mandel », <https://maitron.fr/spip.php?article89557>

MAITRON Jean, BERRY David, « Daniel Guérin », <https://maitron.fr/spip.php?article24776>

MAITRON Jean, « Georges Cogniot », <https://maitron.fr/spip.php?article20270>

MOISSONNIER Maurice, « Fernand Rude », <https://maitron.fr/spip.php?article136050>

MONNIER Frédéric, « Gustave Ansart », <https://maitron.fr/spip.php?article10134>

PENNETIER Claude et MAITRON Jean, « Jean Bruhat », <https://maitron.fr/spip.php?article18060>

PENNETIER Claude, « Hélène Elek », <https://maitron.fr/spip.php?article24287>

PENNETIER Claude, « Venise Gosnat », <https://maitron.fr/spip.php?article73163>

PENNETIER Claude, « Jean-Louis Moynot », <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article148793>

SALLES Jean-Paul, « Daniel Bensaïd », <https://maitron.fr/spip.php?article16280>

SALLES Jean-Paul, « Maurice Najman », <https://maitron.fr/spip.php?article23804>

STREIFF Gérard, « Jean Kanapa », <https://maitron.fr/spip.php?article136278>,

THOMAS Frédéric, « Michael Löwy », <https://maitron.fr/spip.php?article140251>

RACINE Nicole, « Henri Lefebvre », <https://maitron.fr/spip.php?article107790>,

RACINE Nicole, « René Maublanc », <https://maitron.fr/spip.php?article121125>

RACINE Nicole, « Georges Politzer », <https://maitron.fr/spip.php?article88367>

WOLIKOW Serge, « André Tollet », <https://maitron.fr/spip.php?article24450>

### ***Theses et mémoires***

AMIEL Bastien, *La tentation partisane. Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, une entreprise politique en construction entre " Libération " et « Guerre Froide »*, Thèse de doctorat, Nanterre, 2017.

BEDECARRE Madeline, *La Francophonie à tout prix : le rôle de la Francophonie institutionnelle dans l'accès à la reconnaissance des écrivains africains d'expression française*, Thèse de doctorat, Paris Sciences et Lettres, 2018.

BENEST Serge, *Recomposition de l'ordre disciplinaire et analyse des faits économiques : le cas de la VI<sup>e</sup> Section et de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales*, Thèse de doctorat, Université Paris-Saclay, 2019.

BERENI Laure, *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2007.

BIANCHI BARATA RIBEIRO Bernardo, *Le fil rouge de la transformation : Marx et Spinoza*, Thèse de doctorat, Paris 1, cotutelle Universidade do Estado do Rio de Janeiro, 2015.

BIANCONI Renata, *L'œuvre de Celso Furtado à Paris le parcours d'un intellectuel et homme d'Etat*, thèse de doctorat, Paris IV, 2014.

BLUM Françoise, *Militant-e-s des indépendances africaines. A propos de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FNEAF)*, habilitation à diriger des recherches, 2016.

BLUM Françoise (éd.) *Les vies de Pierre Naville\**, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2007

BONELLI Laurent, *Le passé d'une fondation. Projets intellectuels, groupes mobilisés et conditions sociales de la naissance de la Fondation Saint-Simon*, mémoire de DEA en science politique, Université Paris X Nanterre, 1997.

BOUVIER Guillaume, *Les collectivités locales de l'électricité. Territoires, acteurs et enjeux*

- autour du service public local de l'électricité en France*, Thèse de doctorat, Paris-VIII, 2005.
- BRAHIMI Mohamed Amine, *La réforme islamique contemporaine : sociologie d'un marché intellectuel*, Thèse de doctorat, EHESS, 2019.
- BRANCHE Raphaëlle, *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial*, Paris, La Découverte, 2020.
- BREHIER Emeric, *Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2000.
- BROOKES Kevin, « *Ce n'est pas arrivé ici* » : *sociologie politique de la réception du néo-libéralisme dans le système politique français depuis les années 1970*, Thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes, 2018.
- BUSTAMANTE FAJARDO Luis Mauricio, *L'UNESCO et la culture construction d'une catégorie d'intervention internationale, du « développement culturel » à la « diversité culturelle »*, Thèse de Doctorat, EHESS, 2014.
- CARRIE Fabien, *Parler et agir au nom des « bêtes » : production, diffusion et réception de la nébuleuse idéologique « animaliste » (France et Grande-Bretagne, 1760-2010)*, Thèse de doctorat, Paris 10, 2015.
- CATUHE Alexis *Représentations, médiatisation et influences d'Ernesto « Che » Guevara en France de 1957 à 1974 : entre mythes et réalités*, Thèse de doctorat, Rennes 2, 2016.
- CHAHSICHE Jean-Michel, *Le marché français du livre d'économie (1945-2015) : contribution à une histoire sociale des idées économiques*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2019.
- CHATON Gwendal, *La liberté retrouvée : une histoire du libéralisme politique en France à travers les revues aroniennes « Contrepoint » et « Commentaire »*, Thèse de doctorat, Rennes 1, 2006.
- CRABTREE Ellen Patricia, *The Historical Militancy of Madeleine Rebérioux\**, 1920-2005, Thèse de doctorat, School of Modern Languages, Newcastle University, 2016
- DAMERDJI Amina, *Le soupçon ludique. Les poètes officiels de la Révolution cubaine, de La Havane à Madrid (1966-2002)*, Thèse de doctorat, Sorbonne Paris Cité, 2018.
- DELANNOI Gil. *Crise intellectuelle et tentatives de fondation d'une politique de l'homme : « Arguments », Edgar Morin, Jean-Paul Sartre*, Thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 1982.
- DORMOY-RAJRAMANAN Christelle, *Sociogenèse d'une invention institutionnelle : le centre universitaire expérimental de Vincennes*, Thèse de doctorat, Paris 10, 2014.
- ELOIT Ilana, *Lesbian Trouble : Feminism, Heterosexuality and the French Nation (1970-1981)*, Thèse de doctorat, London School of Economics, 2018.
- ETHUIN Nathalie, *A l'école du parti : L'éducation et la formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003)*, Thèse de doctorat, Lille 2, 2003.
- EYCHART Baptiste, « *Dialectiques* » : *un parcours intellectuel et politique*, mémoire de science politique, Paris VIII, 2000.
- FERON Alexandre, *Le Moment marxiste de la phénoménologie française (Sartre, Merleau-Ponty, Tran Duc Thao)*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2017.
- FRANQUEMAGNE Gaël, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en*

- mouvement*, Thèse de doctorat, Bordeaux 4, 2009.
- GABAUT François, *Partisans, une revue militante de la guerre d'Algérie aux années 1968*, Thèse de doctorat, Paris 7, 2001.
- GAUVIN Didier, *Un intellectuel communiste illégitime : Roger Garaudy*, Thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes, 2018.
- GOULINET Isabelle, *Le Gauchisme enterre ses morts*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université Paris 1, 1993.
- GRASSADONIO Guido, *Lucien Goldmann pour un marxisme humaniste. De l'anthropologie paradoxale à l'autogestion ouvrière*, Thèse de doctorat, EHESS, 2018.
- HAGE Julien, *Feltrinelli, Maspero, Wagenbach : une nouvelle génération d'éditeurs politiques d'extrême gauche en Europe occidentale, 1955-1982 : histoire comparée, histoire croisée*, Thèse de doctorat, Versailles-St Quentin en Yvelines, 2010.
- HAUCHECORNE Mathieu, *La fabrication transnationale des idées politiques : Sociologie de la réception de John Rawls et des « théories de la justice » en France (1971-2011)*, Thèse de doctorat, Lille 2, 2011.
- HIMEUR Emilie, *Une autre théorie critique : l'histoire intellectuelle de la revue Nord-américaine Telos 1968-2001*, Thèse de doctorat, Bordeaux, 2014.
- HUBERT Nicolas *De l'encre sur la plaie éditeurs et éditions en France pendant la Guerre d'Algérie, 1954-1962*, Thèse de doctorat, USVQ, 2007.
- IDIER Antoine, *Les vies de Guy Hocquenghem : Sociologie d'une trajectoire à l'intersection des champs politiques, culturels et intellectuels français des années 1960 aux années 1980*, Thèse de doctorat, Amiens, 2015.
- JEROME Vanessa, *Militants de l'autrement : sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez Les Verts et Europe écologie-Les Verts (EELV)*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2014.
- JOSEPH Camille, *Les éditions La découverte : la gestion d'un héritage éditorial*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2010.
- KOLOPP Sarah, *Le Trésor et ses mondes (1966-1995) : contribution à une sociologie relationnelle de l'État*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2017.
- LECLERCQ Catherine *Histoires d'"ex" : une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, Thèse de doctorat, IEP de Paris, 2008.
- LE MAZIER Julie, *Pas de mouvement sans AG : les conditions d'appropriation de l'assemblée générale dans les mobilisations étudiantes en France (2006-2010) : contribution à l'étude des répertoires contestataires*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2015.
- LEHNER Paul, *Les conseillers d'orientation dans l'enseignement secondaire (1959-1993) : un métier « impossible » ?* Thèse de doctorat, Paris 10, 2017.
- LEPERLIER Tristan, *Une guerre des langues ? le champ littéraire algérien pendant la «décennie noire» (1988-2003) crise politique et consécration transnationales*, Thèse de doctorat, EHESS - Paris, 2015.
- MASCLET Camille, *Sociologie des féministes des années 1970 : analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France*, Thèse de doctorat, Paris 8, 2017.



- MARIETTE Audrey, *Le « cinéma social » aux frontières de l'engagement : sociologie d'une catégorie entre art et politique*, Thèse de doctorat, EHESS, 2008.
- MAZOYER Harold, *Les calculs de la puissance. Socio-histoire d'une science de gouvernement : l'économie des transports (1960-1981)*, Thèse de doctorat, Lyon, 2011.
- MAZZONE Fanny, *L'édition féministe en quête de légitimité : capital militant, capital symbolique (1968-2001)*, Thèse de doctorat, Metz, 2007.
- MEIMON Julien, *En quête de légitimité : le ministère de la Coopération (1959-1999)*, Thèse de doctorat, Lille 2, 2005.
- MILUNDA Kombila, *Périodiques culturels et structuration du champ : le cas de Peuples noirs, peuples africains (1978-1991)*, Thèse de doctorat, Université de Lorraine, 2019
- MONNEAU Emmanuel, *Institutionnalisation et déclin d'économies critiques du champ universitaire français. Contributions à une socio-histoire des disciplines du social*, Thèse de doctorat, Amiens, 2016
- NADI Sélim, *La seconde mort de Rosa Luxemburg ? Sa réception par la gauche française (1919-1936)*, mémoire IEP de Lyon, juin 2013.
- NASUTI Stéphanie-Caroline, *Une situation de « post-front pionnier » : le cas de la région rurale de Ciriaco (Maranhão - Brésil)*, Thèse de doctorat, Paris 3, 2010.
- NIKOLSKI Véra, *Le moment escapiste : Militantisme et production théorique dans une conjoncture de crise : Deux mouvements de jeunesse radicaux (NBP et ESM)*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2010.
- PAPIAU Danielle, *Psychiatrie, psychanalyse et communisme : essai de sociobiographie des psychiatres communistes (1924 – 1985)*, Thèse de doctorat, Paris 10, 2017.
- PENISSAT Etienne, *L'État des chiffres : sociologie du service de statistique et des statisticiens du ministère du Travail et de l'Emploi (1945-2008)*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2009.
- POUPEAU François-Mathieu, *EDF ou La permanence d'un "compromis républicain" : le système de distribution électrique français entre Etat et collectivités locales, de la nationalisation à la mondialisation*, Thèse de doctorat, IEP de Paris, 1991.
- RIOUFREYTH Thibaut, *La traduction du néo-travaillisme britannique dans la gauche socialiste française (1997-2008)*, Thèse de doctorat, Lyon 2, 2012.
- ROCHE Pierre, *Les instituteurs communistes à l'école du parti (1949-1954)*, Thèse de doctorat, Rouen, 1988.
- RODIER Clément, *« Une bouteille à la mer » : La réception de « l'École de Francfort » en France*, Thèse de doctorat, Bordeaux, 2020.
- ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, *Les jeunes communistes en France (1944 - fin des années 1970). Les mutations d'une expérience politique en milieux juvéniles et populaires*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2020.
- ROUQUET, Tristan, *Un intellectuel en crise. Les prises de position d'Albert Camus vis-à-vis de l'Algérie coloniale*, Mémoire de science politique, Université Paris Nanterre, 2014.
- RUAULT Lucile, *Le spéculum, la canule et le miroir. Les MLAC et mobilisations de santé des femmes, entre appropriation féministe et propriété médicale de l'avortement (France, 1972-1984)*, Thèse de doctorat, Lille 2, 2017.

- STREIFF Gérard, *Jean Kanapa, 1921-1978*, Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques, 2001.
- TRACOL Mathieu, *La rigueur et les réformes, Histoire des politiques du travail et de l'emploi du gouvernement Mauroy (1981-1984)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2015.
- JEROME Vanessa, *Militants de l'autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez les Verts et Europe Ecologie-Les Verts (EELV)*, Thèse de doctorat, Université Paris-1, 2014.
- VERHAEGHE Sidonie, *De la Commune de Paris au Panthéon (1871-2013) : célébrité, postérité et mémoires de Louise Michel Sociologie historique de la circulation d'une figure politique*, Thèse de doctorat, Lille 2, 2016.

### **Chapitres d'ouvrages**

- ACHIN Catherine et Delphine NAUDIER, « Les féminismes en pratiques », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, pp. 382-399.
- AGLAN Alya et Emmanuelle LOYER, « Epuración, histoire d'un mot », dans Marc-Olivier BARUCH (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003.
- AMIEL, Bastien « Le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire : acteurs et conjoncture d'une insoluble équation », dans Sylvie LE CLECH et Michel HASTINGS (dir.), *La France en guerre froide. Nouvelles question*, Dijon, E.U.D., 2015.
- ARTIERES Philippe, « Tommie Smith et John Carlos, le stade comme arène politique », dans ARTIERES Philippe et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (éd.), *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008.
- BARD Christine, « Le lesbianisme comme construction politique », dans Eliane GUBIN, Catherine JACQUES, Florence ROCHEFORT, Brigitte STUDER, Françoise THEBAUD, Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *Le siècle des féminismes*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 2004.
- BERENI Laure, « Penser la transversalité des mobilisations féministes: l'espace de la cause des femmes », dans BARD Christine (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp. 27-41.
- BEZES Philippe et Nicole de MONTRICHET, « Le moment CORDES (1966-1979) », dans BEZES Philippe, Michel CHAUVIERE et Jacques CHEVALLIER (éd.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales la fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, Paris, la Découverte, coll. « Recherches », 2005, pp. 37-71.
- BLUM Françoise, *Marx en Afrique francophone*, dans Antony BURLAUD et Jean-Numa DUCANGE *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018, pp. 320-329.
- BOSCHETTI Anna, « La recomposition de l'espace intellectuel en Europe après 1945 », dans *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, coll. « Hors collection Sciences Humaines », 2009, pp. 147-182.

- BOURDIEU Pierre, « Retour sur la réception des *Héritiers* et de *La Reproduction* », dans Pierre BOURDIEU, *Interventions (1961-2001). Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, pp. 73-77.
- BUTON Philippe, « L'éviction des ministres communistes », dans *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 1999, pp. 339-355.
- CHAMBOREDON Jean-Claude, « pertinence et fécondité des histoires de vie ? Le temps de la biographie et les temps de l'histoire : remarques sur la périodisation à propos de deux études de cas », dans Philippe FRITSCH (dir.), *Le sens de l'ordinaire*, Paris, Editions du CNRS, 1983, p. 19.
- CHAPERON Sylvie et Florence ROCHEFORT, « Féminismes et marxisme, des liens conflictuels », dans Jean-Numa DUCANGE et Antony BURLAUD (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2018, pp. 275-284.
- CHARLE Christophe, « 7. Les femmes dans l'enseignement supérieur. Dynamiques et freins d'une présence 1946-1992 », dans *Avenirs et avant-gardes en France XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, La Découverte, coll. « TAP/HIST Contemporaine », 1999, pp. 84-105.
- CHARLE Christophe, « Genèse du Centre multidisciplinaire Tolbiac dans le contexte universitaire des années 1970 », dans BOURILLON Florence, Stéphanie MECHINE, Eléonore MARANTZ et Loic VADELORGE, *De l'Université de Paris aux universités d'Île-de-France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
- CHATRIOT Alain et Vincent DUCLERT, « Fonder une politique de recherche : les débuts de la DGRST », dans BEZES Philippe, Michel CHAUVIERE et Jacques CHEVALLIER (éd.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales la fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, Paris, la Découverte, coll. « Recherches », 2005.
- COTTEUR, Thierry « Le contingentement du papier en France (1944-1958) : une censure déguisée ? », dans Pascal DURANT, Pierre HEBERT, Jean-Yves MOLLIER, François VALLOTTON, (dir.), *La censure de l'imprimé. Belgique, France, Québec et Suisse romande, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Ed. Nota Bene, 2006, pp. 264-265.
- DAGNAUD Monique et MELH Dominique, *L'élite Rose. Qui gouverne ? Les cabinets ministériels. Conseillers, experts et militants. Sociologie du pouvoir socialiste*, Paris Ramsay, 1982.
- DAMAMME Dominique « La question étudiante », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les éditions de l'atelier, 2008, pp. 114-129.
- DEUTSCHER Isaac « The ex-communist Conscience » [1950], dans Isaac DEUTSCHER, *Marxism, wars and revolutions. Essays from Four Decades*, London, Verso, 1984.
- DOBRY Michel, « Ce dont sont faites les logiques de situation », dans Pierre FAVRE, Olivier FILLIEULE et Fabien JOBARD, *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007.
- DOGAN Mattei « L'origine sociale du personnel parlementaire élu en 1951 », dans DUVERGER Maurice (dir.), *Partis politiques et classes sociales en France, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Série Partis et Élections, n°74*, 1955, pp. 306-307.
- FERHAT Ismail, « Le PSU et l'union de la gauche, ou la place du "marginal sécant" (1968-1977) », dans Noëlline CASTAGNEZ, Laurent JALABERT, Marc LAZAR, Gilles MORIN et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Le Parti socialiste unifié : histoire et postérité ...*, Actes

- du colloque / organisé les 8 et 9 novembre 2010 par le Centre d'histoire de Sciences Po, Rennes, PUR, pp. 197-209.
- FILLIEULE Olivier, « Désengagement », dans Olivier FILLIEULE (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 180-188.
- FILLEULE Olivier et PUDAL Bernard, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacements des méthodes d'enquête », dans Olivier FILLIEULE, Eric AGRİKOLIANSKY et Isabelle SOMMIER, *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, la Découverte, 2010, pp. 164-184.
- FONDU Guillaume et Jean QUETIER, « Comment traduire Marx en français ? », dans Jean-Numa DUCANGE et Antony BURLAUD (dir.), *Marx, une passion française*. Paris, La Découverte, « Recherches », pp. 113-123.
- FRANK Robert, « Imaginaire politique et figures symboliques internationales : Castro, Hô, Mao et le « Che », dans DREYFUS-ARMAND Geneviève, Robert FRANK, Marie-Françoise LEVY et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2000.
- FULLA Mathieu, « Le programme commun de gouvernement : rupture économique ou artefact politique ? », dans TARTAKOWSKY Danielle, Alain BERGOUNIOUX et Claude BARTOLONE (éd.), *L'union sans unité le programme commun de la gauche, 1963-1978*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2012, pp. 67-82.
- FULLA Mathieu, « L'expertise économique du PSU : un cas singulier dans la gauche socialiste (1968-1981) ? » dans Noëlline CASTAGNEZ, Laurent JALABERT, Marc LAZAR, Gilles MORIN et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Le Parti socialiste unifié : histoire et postérité ...*, Actes du colloque organisé les 8 et 9 novembre 2010 par le Centre d'histoire de Sciences Po, Rennes, PUR, pp. 265-280.
- GACON Stéphane, « L'amnistie et les événements de mai », dans Xavier VIGNA et Jean VIGREUX (dir.), *Mai-Juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, EUD, 2010.
- GAÏTI Brigitte, « Le charisme en partage. Mai-juin 1968 chez les gaullistes », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008.
- GEORGI Frank, « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui » Le syndicat, la grève et l'autogestion en France (1968-1988) », dans DREYFUS-ARMAND Geneviève, Robert FRANK, Marie-Françoise LEVY et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2000, pp. 399-413.
- GEORGI Frank, « L'unité d'action CGT-CFDT dans les années soixante », dans Dominique LABBE et Stéphane COURTOIS (dir.), *Regards sur la crise du syndicalisme*, Paris, L'Harmatan, 2001, p. 47-62.
- GOBILLE Boris, « De l'étiologie à l'historicité des crises ». Sociologie des crises politiques et sociohistoire du temps court », dans Myriam AÏT-AOUDIA et Antoine ROGER (dir.), *La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 153-176.
- GOBILLE Boris, « La vocation d'hétérodoxie », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, pp. 284-285.

- GOBILLE Boris, « La créativité comme arme révolutionnaire ? L'émergence d'un cadrage artiste de la révolution en Mai 68 », dans Lilian MATHIEU et Justine BALASINSKI (dir.), *Art et contestation*, Rennes, PUR, 2006.
- GRACIEUX Christophe, « Jeunesse et service militaire en France, dans les années 1960 et 1970. Le déclin d'un rite de passage », dans *Jeunesse oblige*, Presses Universitaires de France, coll. « Le Noeud Gordien », 2009, pp. 213-224.
- GROppo BRUNO, « Mai 68 dans le contexte international », dans René MOURIAUX, Annick PERCHERON et al. (dir.), 1968. Exploration du mai français, actes du colloque Acteurs et terrains du mouvement social de mai-juin 1968, [Paris], les 24 et 25 novembre 1988, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 15-31.
- GUILHOT Nicolas, « Les néoconservateurs : sociologie d'une contre-révolution », dans Annie COLLOVALD et Brigitte GAÏTI (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006.
- HAGE Julien, « Un âge d'or éditorial du marxisme ? Les années 1960 et 1970 », dans Jean-Numa DUCANGE et Antony BURLAUD (dir.), *Marx, une passion française*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2018, p. 146.
- HAGE Julien, « Diffuser le politique : le réseau des librairies communistes en France depuis la Libération », dans DUCANGE Jean-Numa, HAGE JULIEN, MOLLIER JEAN-YVES (Ed.), *Le Parti communiste français et le livre. Écrire et diffuser le politique en France au XX<sup>e</sup> siècle (1920-1992)*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2014, pp. 87-103.
- HAGE Julien, « Une brève histoire des éditions Maspero », dans Alain LEGER et Bruno GUICHARD (dir.), *François Maspero. Les Paysages humains*, Lyon, La Fosse aux Ours, 2009.
- HAGE Julien, « L'Age d'or des librairies militantes (1945-1981) », dans Patricia SOREL et Frédérique LEBLANC (dir.), *Histoire de la librairie*, Paris, Editions du cercle de la librairie, 2008, pp. 321-341.
- HAGE Julien, « Sur les chemins du tiers monde en lutte : *Partisans, Révolution, Tricontinental (1961-1973)* dans ARTIERES Philippe et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (éd.), *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2018 [2008], pp. 90-97.
- HAGE Julien, « Les petits livres rouges (1966-1976) » dans ARTIERES Philippe et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (éd.), *68 : une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2018 [2008], pp. 461-465.
- HATZFELD Nicolas, « Les ouvriers de l'automobile : des vitrines sociales à la condition des OS, le changement des regards », dans DREYFUS-ARMAND Geneviève, Robert FRANK, Marie-Françoise LEVY et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2000, pp. 345-362.
- Nicolas HATZFELD, « Les morts de Flins et Sochaux : de la grève à la violence politique », dans Philippe ARTIERES et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2018 [2008].
- HATZFELD Nicolas, « Peugeot-Sochaux : de l'entreprise dans la crise à la crise dans l'entreprise », dans René MOURIAUX (dir.), 1968. « *Exploration du Mai français* », tome 1, actes du colloque « Acteurs et terrains du mouvement social de mai-juin 1968 » organisé par le CEVIPOF et le CRHMSS les 24 et 25 novembre 1988, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 51-72.

- HATZFELD Nicolas et Cédric LOMBA, « La grève de Rhodiaceta en 1967 », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008.
- HAUCHECORNE Mathieu, « Essor et disciplinarisation des sciences humaines et sociales », dans CHARLE Christophe et JEANPIERRE Laurent, *La vie intellectuelle en France*, tome 2, Paris, Seuil, 2016, pp. 565-589.
- HOURMANT François, « BHL, un entrepreneur intellectuel au temps de la médiasphère », dans François HOURMANT et Arnault LECLERC (dir.), *Les intellectuels et le pouvoir : déclinaisons et mutations*, Rennes, PUR, 2012.
- HOURMANT François, « Tel quel Minotaure La fabrique de l'excommunication », dans Jean BAUDOUIN (éd.), *Les revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », 2015, pp. 85-103.
- HUBERT Nicolas, « La guerre des éditeurs », dans *Histoire de l'Algérie à la période coloniale*, Paris, La Découverte, coll. « Poche / Essais », 2014, pp. 613-620.
- KARSENTI Bruno, « Structuralisme et religion » dans Olivier REMAUD, Jean-Frédéric SCHAUB, Isabelle THIREAU (dir.) *Faire des sciences sociales. Comparer*, Paris, EHESS, 2012, pp. 23-55.
- KALUSZYNSKI Martine, « “ Révolutions ” intellectuelles dans le droit », dans Christophe CHARLE et Laurent JEANPIERRE (éd.), *La vie intellectuelle en France. Tome 2 : De 1914 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2016, pp. 622-627.
- KALUSZYNSKI Martine, « Le mouvement "Critique du droit". D'un projet contestataire mobilisateur à un impossible savoir de gouvernement », dans KALUSZYNSKI Martine et DUPRE Xavier, *Le droit en Révolutions. Regards sur la critique du droit des années 70 à nos jours*, Paris, LGDJ, 2011, pp. 21-35.
- LE BART Christian « La construction sociale du genre “livre politique ” », dans Lionel ARNAUD et Christine GUIONNET (dir.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005, pp. 27-48.
- LE BART Christian, « Quand les maires se racontent », dans Joseph FONTAINE et Christian LE BART (dir.), *Le métier d' élu local*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 329-368.
- LECLERCQ Catherine, « Raisons de sortir. Les militants du Parti communiste français » dans Olivier FILLIEULE (Dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- LEMERCIER Claire et Emmanuelle PICARD, « Quelle approche prosopographique ? », dans Laurent ROLLET et Philippe NABONNAND (dir.), *Les uns et les autres. Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy, Editions Universitaires de Lorraine, 2012.
- LIPETZ Alain, « Des assemblées régionales ouvriers-paysans à Europe-Écologie : une trajectoire », dans Jacques SAUVAGEOT (dir.), *Le PSU, des idées pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ?*, Rennes, PUR, 2012, pp. 161-169.
- LOISEAU Dominique, « Les militantes de l'ombre : femmes de... », dans Michel DREYFUS, Claude PENNETIER et Nathalie VIET-DEPAULE (dir.), *La part des militants*, Paris, Editions de l'Atelier-Editions ouvrières, 1996, pp. 257-268.
- MARCHETTI Dominique, « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites : l'exemple d'Act Up-Paris », in Eric Darras (dir.), *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, pp. 277-297

- MATONTI, Frédérique « Histoire sociale des idées politiques, crises politiques et catégories de perception », dans Brigitte GAÏTI et Johanna SIMEANT-GERMANOS (dir.), *La consistance des crises*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.
- MATONTI Frédérique, « La fabrique du Programme commun », dans Nicolas BUE, Karim FERTIKH et Mathieu HAUCHECORNE (dir.), *Les programmes : genèses et usages*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016, pp. 165-180.
- MATONTI Frédérique « Structuralisme et prophétisme » dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir), *Mai-Juin 68*, Paris, Les éditions de l'atelier, 2008, pp. 172-185.
- MATONTI Frédérique, « Arts, culture et intellectuels de gauche au XX<sup>e</sup> siècle », dans *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, coll. « Poche/Sciences humaines et sociales », 2005, pp. 685-703.
- MATONTI Frédérique, « Intellectuels "responsables" et intellectuels "libres". La réception de la sociologie de Pierre Bourdieu par le PCF », dans Patrick CHAMPAGNE, Louis PINTO et Gisèle SAPIRO (dir.), *Pierre Bourdieu, sociologue*, Paris, Fayard, 2004.
- MAUGER Gérard, « Sociologie et marxisme », dans Antony BURLAUD et Jean-Numa DUCANGE, *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2018, pp. 178-189.
- MAUGER Gérard, « Gauchisme, contre-culture et néolibéralisme : pour une histoire de la génération de Mai 68 », dans *L'identité politique*, CRISPA et CURAPP, Paris, PUF, 1994, pp. 206-226.
- MEMMI Dominique « L'engagement politique », dans Jean LECA et Madeleine GRAWITZ (dir.), *Traité de science politique*, tome 3, Paris, PUF, 1985.
- MISCHI Julian, « Le PCF face au "problème gauchiste" », dans Gilles RICHARD et Jacqueline SAINCLIVIER (dir.), *Les Partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages. 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012, pp. 209-222.
- MOLLIER Jean-Yves, « Marx en France », dans CHARLE Christophe et JEANPIERRE Laurent, *La vie intellectuelle en France*, tome 1, Paris, Seuil, 2016.
- MOLLIER Jean-Yves, « Jalons pour une histoire du livre politique en France », dans Jean-Numa DUCANGE, Julien HAGE, Jean-Yves MOLLIER (dir.), *Le parti communiste français et le livre*, Dijon, EUD, 2014.
- NEVEUX Olivier, « Les théâtres politiques des années 1968 », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008, pp. 400-410.
- OLIVERA Philippe, « Les livres de Mai », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir), *Mai-Juin 68*, Paris, Les éditions de l'atelier, 2008.
- OLIVERA Philippe et Tom CHARBIT, « "Le" politique à l'épreuve du livre. Recherches croisées sur les catégories lettrées de l'entendement politique, dans Michel OFFERLE et Henry ROUSSO, *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, PUR, 2008.
- PELLETIER Denis, Les catholiques français et le marxisme, des années 1930 au « moment 68 », dans *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018.

- PÉNISSAT Etienne et Mathieu HAUCHECORNE, « The field of state expertise », in Charlotte HALPERN, Patrick HASSENTEUFEL, Philippe ZITTOUN, *Policy analysis in France*, Policy Press, 2017, pp. 191-208.
- PROCHASSON Christophe, « L'invention du marxisme français », in Jean-Jacques Becker (dir.), *Histoire des gauches en France. Volume 1*. Paris, La Découverte, 2005, pp. 426-443.
- PUDAL Bernard, « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », dans *Les formes de l'activité politique*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Hors collection », 2006, pp. 185-192.
- PUDAL Bernard, « La crise intellectuelle du communisme français » dans Frédérique MATONTI (dir.), *La démobilisation politique*, Paris, La Dispute, 2005, pp.97-116.
- RICHARD-NICOLAS Cécile, « 1956. L'escamotage du rapport Khrouchtchev », dans Natacha DIOUJEVA et François GEORGE (dir.), *Staline à Paris*, Paris, Ramsay, 1982.
- RIOUFREYTH Thibaut, « Des idées et leurs milieux. Quel contexte pour les idées politiques ? », dans Chloé GABORIAUX et Arnaud SKORNICKI (éd.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Espaces Politiques », 2018, pp. 183-198.
- SAPIRO Gisèle, « Traduction et globalisation des échanges : le cas du français », dans Jean-Yves MOLLIER (dir.), *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2008 [2000], pp. 227-259.
- SIMONIN Anne, « Ecrire le politique : quelques formes contemporaines du livre politique », dans Jean-Yves MOLLIER (dir.), *Où va le livre ?* Paris, La Dispute, 2000.
- SIMONIN, Anne « Les Éditions de Minuit et les Éditions du Seuil : deux stratégies éditoriales face à la guerre d'Algérie », dans Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI (dir.), *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Éditions Complexe, 1991, pp. 219-247.
- SINDACO Sarah « Des “nouveaux philosophes” aux “nouveaux réactionnaires” : trajectoires et récits de soi chez André Glucksmann et Pascal Bruckner », dans Pascal DURAND et Sarah SINDACO (dir.), *Le discours “néo-réactionnaire”*, Paris, CNRS Editions, 2015, pp. 63-77.
- SOMMIER Isabelle, « Les gauchismes », dans Dominique DAMAMME, Boris GOBILLE, Frédérique MATONTI, Bernard PUDAL (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Editions de l'Atelier, 2008., p. 297.
- SOMMIER Isabelle, « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », dans Philippe BRAUD (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 341-356.
- STORA Benjamin, « Une censure qui ne dit pas son nom. Algérie, années 1960 », dans Martine POULAIN et Françoise SERRE (dir.), *Censures, de la Bible aux Larmes d'Eros*, BPI, Centre Georges Pompidou, 1987.
- TOSEL André « Devenir du marxisme : de la fin du marxisme léninisme aux mille marxismes, France-Italie, 1975-1995 », dans *Le marxisme du 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Syllepse, 2009 [2001].
- TOSEL André « Développement du marxisme en Europe occidentale depuis 1917 », dans Collectif, *Histoire de la philosophie*, Paris, Gallimard, « Pléiade », 1974.



- TREBITSCH Michel, « Voyages autour de la révolution. Les circulations de la pensée critique de 1956 à 1968 » dans, DREYFUS-ARMAND Geneviève, Robert FRANK, Marie-Françoise LEVY et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2000.
- TREBITSCH Michel, « Préface », dans *Henri Lefebvre, Critique of Everyday Life*. Volume I. Introduction, Londres, Verso, 1991, pp. IX-XXVIII.
- VIGNA Xavier, « Un “chef d’orchestre” ? Le PSU en mai-juin 1968 », dans Noëlline CASTAGNEZ, Laurent JALABERT, Marc LAZAR, Gilles MORIN et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013, pp. 171-182.

#### ARTICLES DE REVUES ET OUVRAGES

- ABELES Marc, *Carnets d’un anthropologue de Mai 68 aux Gilets jaunes*, Paris, Odile Jacob, coll. « Mondes contemporains », 2020.
- ABENSOUR Miguel et Michel ENAUDEAU, *La communauté politique des « tous uns » désir de liberté, désir d’utopie*, Paris, les Belles lettres, 2014.
- ABENSOUR Miguel et Louis JANOVER, *Maximilien Rubel, pour redécouvrir Marx*, Paris, Sens & Tonka, 2008.
- ACHCAR Gilbert, *The Legacy of Ernest Mandel*, Verso, Londres, 1999.
- ACHIN Catherine et Delphine NAUDIER, « L’agency en contexte : réflexions sur les processus d’émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France », *Cahiers du Genre*, vol. 55, n° 2, 2013, pp. 109-130.
- ACHIN Catherine et Delphine NAUDIER, « Trajectoires de femmes “ordinaires” dans les années 1970. La fabrique de la puissance d’agir féministe », *Sociologie*, vol. 1, n° 1, 2010, pp. 77-93.
- ACHIN Catherine et Delphine NAUDIER, « La libération par Tupperware ? Diffusion des idées et pratiques féministes dans de nouveaux espaces de sociabilité féminine », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, vol. 29, n° 1, 2009, pp. 131-140.
- ADLER Max, *Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, François Maspéro, coll. « Bibliothèque socialiste », 1967.
- AGRIKOLIANSKY Eric, *La Ligue française des droits de l’homme et du citoyen depuis 1945 : sociologie d’un engagement civique*, Paris, L’Harmattan, 2002.
- AGRIKOLIANSKY Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, pp. 27-46.
- AGRIKOLIANSKY Éric, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER, *L’altermondialisme en France la longue histoire d’une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2004.
- ALLIEZ, « Spinoza au-delà de Marx », *Critique*, août-sept. 1981, n°411-412, pp. 812-821
- ALPHANDERY Claude, François FOURQUET et Jean BENARD (éd.), *Les comptes de la puissance histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, Paris, Recherches, coll. « Encres 12 », 1980.
- ALTHUSSER Louis, *L’avenir dure longtemps [autobiographies]*, Olivier Corpet et Yann Moulier

- Boutang (éd.), Paris, Stock, IMEC, 2007.
- ALTHUSSER Louis, *Pour Marx*, Paris, Maspéro, coll. « Théorie 1 », 1965.
- ALTHUSSER Louis, « Marx dans ses limites », dans *Louis Althusser, Ecrits philosophiques et politiques*. Tome 1, Paris, Stock/IMEC, 1994.
- ALTHUSSER Louis et Lucien SEVE, *Correspondance 1949-1987*, Paris, les Éditions sociales, coll. « Les éclairées », 2018.
- ALZON Claude, *Deux vieux récit*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- ALZON Claude et Gervaise ALZON, *L'amour fou*, Paris, Hachette, coll. « A Rebours », 1981.
- AMIN Samir, *Mémoires l'éveil du Sud*, Paris, les Indes savantes, coll. « Points », 2015.
- AMIN Samir *Itinéraire intellectuel : regards sur le demi-siècle (1945-1990)*, Paris, L'Harmattan, 1993
- AMIOT Michel, *Contre l'État, les sociologues éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France, 1900-1980*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, coll. « Recherches d'histoire et de sciences sociales », 1986.
- ANDERSON Grey, *La guerre civile en France, 1958-1962 du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique éditions, 2018.
- ANDERSON Perry, *In the tracks of historical materialism: The Wellek Library lectures*, London, Verso Ed, 1983.
- ANDERSON Perry et Pierre NORA, *La pensée tiède: un regard critique sur la culture française*, Paris, Seuil, 2005.
- ANDRIEU Claire, *Le programme commun de la Résistance: des idées dans la guerre*, Paris, Editions de l'Erudit, 1984.
- ANGAUT Jean-Christophe, « La fin des avant-gardes : les situationnistes et mai 1968 », *Actuel Marx*, vol. 45, n° 1, 2009, pp. 149-161.
- ANGELETTI Thomas, Quentin DELUERMOZ et Juliette GALONNIER, « Faire époque », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n°36, 2019.
- ANGENOT Marc, *Le marxisme dans les grands récits: essai d'analyse du discours*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- ANGERMÜLLER Johannes, *Le champ de la théorie essor et déclin du structuralisme en France*, Paris, Hermann, 2012.
- ANGOULVENT Paul-Joseph, *L'édition française au pied du mur*, Paris, Presses universitaires de France, 1960.
- ANSELIN Alain, *Le Mythe d'Europe de l'Indus à la Crète*, Paris, Éditions Anthropos, 1982.
- ANSELIN Alain, *L'Émigration antillaise en France du Bantoustan au ghetto*, Paris, Éditions Anthropos, 1979.
- ANTUNIASSI Maria Helena Rocha, « Maria Isaura Pereira de Queiroz et son héritage », *SociologieS* [En ligne], mis en ligne le 28 avril 2008.
- ARGIBAY Camilo, « Des militants en costume cravate. Regard socio-historique sur l'engagement des dirigeants étudiants de la MNEF (1973-1986) », *Le Mouvement Social*, vol. 248, n° 3, La Découverte, 2014, pp. 93-108.
- ARGIBAY Camilo, « Un parti en quête de relais. L'établissement des liens entre le Parti socialiste

- et les organisations étudiantes (1969-1986) », *Genèses*, vol. 97, n° 4, 2014, pp. 87-108.
- ARON Raymond, *Mémoires*, Paris, Julliard, coll. « Presses Pocket 2315 2316 », 1983.
- ARON Raymond, *Marxismes imaginaires. D'une sainte famille à l'autre*, Paris, Gallimard, coll. « Idées 209 », 1970.
- ARON Raymond, *Dix-huit Leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, coll. « Idées 19 », 1964.
- ARON Raymond, *La lutte de classes : nouvelles leçons sur les sociétés industrielles*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1964.
- ARON Raymond, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'esprit », 1955.
- ARON [Raymond](#), « L'essence du totalitarisme ». À propos de Hannah Arendt, *The origins of totalitarianism* (1951), *Critique*, janvier 1954.
- ARON Raymond, *Le grand schisme*, Paris, Gallimard, 1948.
- ARTIERES Philippe, Laurent QUERO et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Le Groupe d'information sur les prisons*, IMEC, 2003.
- ARTIERES Philippe et Michelle ZANCARINI-FOURNEL (éd.), *68: une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008.
- ASCHER François, *Examen clinique journal d'un hypermoderne*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, coll. « L'aube document », 2007.
- ASSOCIATION POUR L'AUTOBIOGRAPHIE ET LE PATRIMOINE AUTOBIOGRAPHIQUE (éd.), *Filles de mai : 68 dans la mémoire des femmes*, Latresne, le Bord de l'eau, 2004.
- ASSOULINE Pierre, *Gaston Gallimard: un demi-siècle d'édition française*, Paris, Balland, 1988.
- ASSOULINE Pierre, *L'épuration des intellectuels, 1944-1945*, Bruxelles, Complexe, coll. « La mémoire du siècle 44 », 1985.
- AUBERT Antoine, « Multitudes : aux origines d'une revue radicale », *Raisons politiques*, vol. 67, n° 3, 2017, pp. 31-47.
- AUDIER Serge, *Néo-libéralisme(s) une archéologie intellectuelle*, Paris, Bernard Grasset, coll. « Mondes vécus », 2012.
- AUDIER Serge, *Le colloque Lippmann aux origines du néo-libéralisme (1938 ; Paris)*, Latresne, Le bord de l'eau, coll. « Les voies du politique », 2008.
- AUDIER Serge, *Tocqueville retrouvé: genèse et enjeux du renouveau tocquevillien français*, Paris, École des hautes études en sciences sociales/ Librairie philosophique J. Vrin, coll. « Contextes », 2004.
- AUERBACH Bruno, « Publish and perish. La définition légitime des sciences sociales au prisme du débat sur la crise de l'édition SHS », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 164, n° 4, 2006, pp. 75-92.
- AUROI Claude, « Décès de Gilbert Etienne », *Revue Tiers Monde*, vol. 219, n° 3, 2014, pp. 238-239.
- AUTRAND Françoise, *Naissance d'un grand corps de l'État les gens du Parlement de Paris 1345-1454*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Publications de la Sorbonne », 1981.

- AZAM Nicolas, « Entre “croyance économique” et contrainte partisane. Genèse et structuration de la section économique du PCF (1947-1961) », *Politix*, vol. 126, n° 2, 2019, pp. 37-60.
- BABEUF Gracchus, *Textes choisis*, Claude Mazauric (éd.), Paris, Éditions Sociales, coll. « Les classiques du peuple », 1976.
- BABY Jean, « La loi générale de l'accumulation capitaliste (paupérisation relative et paupérisation absolue) », *Économie et Politique*, février 1955, pp. 57-67.
- BACKHOUSE Roger et Philippe FONTAINE (éd.), *The history of the social sciences since 1945*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2010.
- BADIOU Alain, *Peut-on penser la politique ?*, Paris, Éditions du Seuil, 1985.
- BALIBAR Étienne, « La vacillation de l'idéologie dans le marxisme », *Raison présente*, 1983, pp. 97-116.
- BANDIER Norbert, *Sociologie du surréalisme 1924-1929*, Paris, La Dispute, 1999.
- BANI ŞADR Abu al-Ḥasan, *Le Complot des ayatollahs*, Jean-Charles Deniau (éd.), Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 1989.
- BANTIGNY Ludivine, *1968 de grands soirs en petits matins*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2018.
- BANTIGNY Ludivine, *Le plus bel âge ? jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007.
- BANTIGNY Ludivine, Fanny BUGNON et Fanny GALLOT (éd.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Archives du féminisme », 2017.
- BANTIGNY Ludivine, Boris GOBILLE et Eugénia PALIERAKI, « Les “ années 1968 ” : circulations révolutionnaires », *Monde(s) : histoire, espaces, relations*, 2017, vol. 11.
- BARAK Michel, *Fractures au P.C.F. [Parti communiste français] des communistes parlent*, Aix-en-Provence, Paris, ÉDISUD, Karthala, 1980.
- BARD Christine (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, PUR, 2012.
- BARJONET André, *Qu'est-ce que la paupérisation ?*, Paris, Éditions sociales, coll. « Notre temps », 1961.
- BAROT Emmanuel (éd.), *Sartre et le marxisme*, Paris, La Dispute, 2011.
- BARTHES Roland, *Le bruissement de la langue*, Paris, Seuil, coll. « Essais critiques », 1984.
- BARTHES Roland et Claude COSTE, *Le discours amoureux séminaire à l'École pratique des hautes études, 1974-1976 pages inédites*, Éric Marty (éd.), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Traces écrites », 2007.
- BAUBEROT Jean, *Histoire de la laïcité en France*, 7<sup>e</sup> édition, Paris, Presses universitaires de France/Humensis, coll. « Que sais-je ? », 2017.
- BAUDELLOT Christian, « Michel Verret, poète et homme de convictions (1927-2017) », *Revue française de sociologie*, vol. 59, n° 2, 2018, pp. 183-186.
- BAUDELLOT Christian et Roger ESTABLET, *L'école primaire divise... un dossier*, Paris, F. Maspero, coll. « Collection Cahiers libres », 1975.
- BAUDELLOT Christian et Roger ESTABLET, *L'école capitaliste en France*, Paris, François

- Maspero, coll. « Cahiers libres », 1971.
- BAYART Jean-François, *La politique africaine de François Mitterrand essai*, Paris, Karthala, coll. « Les Afriques », 1984.
- BEAUD Michel, *La politique économique de la gauche T. 2 Le grand écart*, Paris, Syros, coll. « Alternatives économiques », 1985.
- BEAUD Michel, *Le mirage de la croissance T. 1 La politique économique de la gauche (mai 1981-décembre 1982)*, Paris, Syros, coll. « Alternatives économiques », 1983.
- BEAUD Stéphane et Michel PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière: enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.
- BEAUVOIR Simone de, *La force des choses*, Paris, Gallimard, 1963.
- BECKER Howard Saul, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, coll. « Art, histoire, société », 1988.
- BEGUIN Albert, « Arrêtons la guerre d'Algérie », *Esprit*, n°232, novembre 1955.
- BELKHIR Jean, *L'intellectuel, l'intelligentsia et les manuels*, Paris, Éditions Anthropos, 1983.
- BELKHIR Jean, *Les Intellectuels et le pouvoir essai sur la domination des manuels par les intellectuels*, Paris, Éditions Anthropos, 1981.
- BELKHIR Jean, *La démocratie à la française*, Paris, Anthropos, 1980.
- BELLANGER Claude, *Presse Clandestine, 1950-1944,...*, Paris, A. Colin, coll. « Kiosque XIII », 1961.
- BELLANGER Claude, Jacques GODECHOT et Pierre GUIRAL (éd.), *Histoire générale de la presse française Tome IV De 1940 à 1958*, Paris, Presses universitaires de France, 1975.
- BELLANGER Emmanuel, *Ivry banlieue rouge capitale du communisme français XXe siècle*, Michèle Rault (éd.), Paris, Créaphis éditions, 2017.
- BELLANGER Emmanuel et Julia MORO (dir.), *Le Val-de-Marne : anthologie (1964-2014)*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier et les Éditions ouvrières, 2014.
- BELLANGER Emmanuel, Julian MISCHI et CENTRE D'HISTOIRE SOCIALE DES MONDES CONTEMPORAINS (PARIS) (éd.), *Les territoires du communisme élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, coll. « Armand Colin Recherches », 2013.
- BENASAYAG Miguel et Anne DUFOURMANTELLE, *Parcours : engagement et résistance, une vie entretiens avec Anne Dufourmantelle*, Paris, Calman-Lévy, coll. « Petite bibliothèque des idées », 2001.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia et Olivier FILLIEULE, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2003.
- BENOIST Jean-Marie, *Marx est mort*, Paris, Gallimard, 1970.
- BENSA Alban et Eric FASSIN, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain. Anthropologie & sciences humaines*, n° 38, 2002, pp. 5-20.
- BENSAÏD Daniel, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004.
- BENSAÏD Daniel et Henri WEBER, *Mai 1968 une répétition générale*, Paris, François Maspero, coll. « Cahiers libres », 1968.
- BENSIMON Doris, *Quotidien du vingtième siècle histoire d'une vie mouvementée*, Paris,

- L'Harmattan, coll. « Graveurs de mémoire », 2007.
- BERARD Jean, « De la libération des enfants à la violence des pédophiles. La sexualité des mineurs dans les discours politiques des années 1970 », *Genre, sexualité & société*, n° 11, 2004.
- BERARD Jean, « Dénoncer et (ne pas) punir les violences sexuelles ? », *Politix*, n° 107, n° 3, 2014, pp. 61-84.
- BERAUD Bernard, *La Gauche révolutionnaire au Japon*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Combats 28 », 1970.
- BERCHADSKY Alexis, « *La question* », d'Henri Alleg un livre-événement dans la France en guerre d'Algérie juin 1957-juin 1958, Paris, Larousse, 1994.
- BERDAEV Nikolaj Aleksandrovič, *Christianisme, marxisme conception chrétienne et conception marxiste de l'histoire*, Laurent Gagnebin (éd.), Paris, le Centurion, 1975.
- BERENI Laure, « Quand la mise à l'agenda ravive les mobilisations féministes. L'espace de la cause des femmes et la parité politique (1997-2000) », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 2, 2009, pp. 301-323.
- BERENI Laure, « Du MLF au Mouvement pour la parité. La genèse d'une nouvelle cause dans l'espace de la cause des femmes », *Politix*, n° 78, n° 2, 2007, pp. 107-132.
- BERGER Claude, *Itinéraire d'un Juif du siècle*, Paris, les Éd. de Paris-M. Chaleil, coll. « Paroles singulières », 2014.
- BERNADOU Vanessa, Félix BLANC et Raphaëlle LAIGNOUX (éd.), *Que faire du charisme ? retours sur une notion de Max Weber*, colloque interdisciplinaire, 28-29 janvier 2011, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Collection Philosophica », 2014.
- BERNSTEIN Serge, Pierre Miza, *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, tome II, Paris, Perrin, 2009
- BERT Jean-François, « Le retour du sujet ? La sociologie d'Alain Touraine entre deux colloques de Cerisy », *Histoire@Politique*, vol. 20, n° 2, 2013, pp. 48-58.
- BESANÇON Julien (éd.), *Les murs ont la parole. Journal mural mai 1968 : Sorbonne, Odéon, Nanterre etc...*, Paris, Tchou éditeur, 1968.
- BESSIN Marc et Annick MADEC, « Paysages d'un sociologue de la culture ouvrière », *Mouvements*, vol. 38, n° 2, 2005, pp. 123-133.
- BEZES Philippe, *Réinventer l'État: les réformes de l'administration française, 1962-2008*, 1re éd, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », 2009.
- BEZES Philippe, Michel CHAUVIERE et Jacques CHEVALLIER (éd.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales la fonction recherche dans les administrations sous la V<sup>e</sup> République*, Paris, la Découverte, coll. « Recherches », 2005.
- BIANCO Giuseppe, *Georges Politzer, le concret et sa signification : psychologie, philosophie et politique*, Paris, Hermann, 2016.
- BIARD Roland, *Dictionnaire de l'extrême-gauche de 1945 à nos jours*, Paris, P. Belfond, coll. « Ligne de mire », 1978.
- BIDET Jacques et KOUVELAKIS Efstathias, *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Actuel Marx confrontation », 2001.
- BILAND Émilie et Sarah KOLOPP, « La fabrique de la pensée d'État. Lutttes d'institutions et

- arrangements cognitifs à l'ENA (1945-1982) », *Gouvernement et action publique*, vol. 2, n° 2, 2013, pp. 221-248.
- BIRCHALL Ian H, *Sartre et l'extrême gauche française cinquante ans de relations tumultueuses*, Paris, la Fabrique, 2011.
- BIRNBAUM Jean, *Les maocidents un néoconservatisme à la française*, Paris, Stock, coll. « Parti pris », 2009.
- BLANCHARD Emmanuel, *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*, Paris, Nouveau monde éditions, 2011.
- BLOCH Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, coll. « Références », 1998 [1949].
- BLUM Françoise, « "Mai" en Afrique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 127-128, n° 1-2, La contemporaine, 2018, pp. 67-71.
- BLUM Françoise, *Révolutions africaines Congo, Sénégal, Madagascar, années 1960-1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2014.
- BLUM Françoise, « Sénégal 1968 : révolte étudiante et grève générale », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 59-2, n° 2, 2012, p. 144-177.
- BLUM Françoise, « Entretien avec Aris Papatheodorou », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 79, 2005
- BLUM Françoise et Anne BOIGEOL, *Intellectuelles du genre en histoire des intellectuels*, Bruxelles/ Paris, Éditions Complexe, IHTP-CNRS, coll. « Histoire du temps présent », 2004.
- BOLLACK Jean, Pierre CHAUNU, René REMOND et Alain TOURAINE, « À propos du rapport Godelier », *Le Débat*, vol. 22, n° 5, 1982, pp. 5-23.
- BONELLI Laurent, « Ces architectes en France du social-libéralisme », sur *Le Monde diplomatique*, 1<sup>er</sup> décembre 2003.
- BONIN Hubert, « Odile Goerg, Céline Pauthier et Abdoulaye Diallo (dir.), « Le non de la Guinée (1958). Entre mythe, relecture historique et résonances contemporaines », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 2010, pp. 467-468.
- BOSTEELS Bruno, « Post-Maoism : Badiou and Politics », *Positions : East Asia Cultures Critique*, 2005, vol. 13, n° 3, pp. 575-634.
- BOSCHETTI Anna, *Sartre et « Les Temps modernes »: une entreprise intellectuelle*, Paris, Editions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 1985.
- BOSCHETTI Anna, *Ismes : du réalisme au postmodernisme*, Paris, CNRS, 2014.
- BOUAMAMA Saïd, *Figures de la révolution africaine de Kenyatta à Sankara*, Paris, Zones, La Découverte, 2014.
- BOUDIC Goulven, *Esprit, 1944-1982: les métamorphoses d'une revue*, Paris, IMEC, coll. « L'édition contemporaine », 2005.
- BOUJU Marie-Cécile, *Lire en communiste: les maisons d'édition du Parti communiste français 1920 - 1968*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2010.
- BOULOUQUE Sylvain, « Robert Mencherini, Guerre froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948 », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 2000, pp. 419-421.

- BOURDET Yvon, « Georges Lukács, Écrits de Moscou, Paris, Éditions sociales, 1974 », *L'Homme et la société*, n°35-36, 1975, pp. 247-248.
- BOURDET Yvon, *Pour l'autogestion*, Paris, France, Éditions Anthropos, 1974.
- BOURDET Yvon, « Rosa Luxemburg et le marxisme anti-autoritaire », *L'Homme et la société*, 1972, pp. 249-263.
- BOURDET Yvon, *La Délivrance de Prométhée: pour une théorie politique de l'autogestion*, Paris, France, Éditions Anthropos, 1970.
- BOURDET Yvon, Jean-Marie BROHM et Michel DREYFUS, *Que lire? bibliographie de la révolution*, Paris, Études et documentation internationales, 1975.
- BOURDIEU Pierre, *Sur l'État cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil, Raisons d'agir, coll. « Cours et travaux », 2012.
- BOURDIEU Pierre, *Interventions, 1961-2001 science sociale & action politique*, Franck Poupeau et Thierry Discepolo (éd.), Marseille, Agone, coll. « Contre-feux », 2002.
- BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité cours du Collège de France (2000-2001)*, Paris, Raisons d'agir, coll. « Cours et travaux », 2001.
- BOURDIEU Pierre, « Sur le fonctionnement du champ intellectuel », *Regards Sociologiques*, n° 17-18, 1999.
- BOURDIEU Pierre, « Une révolution conservatrice dans l'édition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 126-127, n° 1, 1999, pp. 3-28.
- BOURDIEU Pierre, « Le fonctionnement du champ intellectuel », *Regards Sociologiques*, n°17/18, 1999.
- BOURDIEU Pierre, « L'emprise du journalisme », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1994, pp. 3-9.
- BOURDIEU Pierre, *Les règles de l'art genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Libre examen », 1992.
- BOURDIEU Pierre, « Le champ littéraire », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 89, 1991, pp. 3-46.
- BOURDIEU Pierre, *La noblesse d'État grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1989.
- BOURDIEU Pierre, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 1987.
- BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62, n° 1, 1986, pp. 69-72.
- BOURDIEU Pierre, *Homo academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1984.
- BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », *Éléments pour une théorie du champ politique*, 1981, pp. 3-24.
- BOURDIEU Pierre, *La distinction . Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de minuit, coll. « Le sens commun », 1979.
- BOURDIEU Pierre, Luc BOLTANSKI et Robert CASTEL, *Un art moyen essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Les éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1965.
- BOURDIEU Pierre et Alain DARBEL, *L'amour de l'art les musées et leur public*, Paris, Les



- Éditions de minuit, coll. « Le sens commun », 1966.
- BOURDIEU Pierre, Alain DARBEL, Jean-Paul RIVET et Claude SEIBEL, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, La Haye, Mouton & Cie, coll. « Recherches méditerranéennes. Documents », 1963.
- BOURDIEU Pierre et Yvette DELSAUT, « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 1, n° 1, 1975, pp. 7-36.
- BOURDIN Jean-Claude (éd.), *Althusser une lecture de Marx*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Débats philosophiques », 2008.
- BOURG Julian (éd.), *After the deluge: new perspectives on the intellectual and cultural history of postwar France*, Lanham, Md, Lexington Books, coll. « After the empire », 2004.
- BOURILLON Florence, Stéphanie MECHINE, Eléonore MARANTZ et Loïc VADELORGE, *De l'Université de Paris aux universités d'Île-de-France*, Rennes, PUR, 2016.
- BOUVAIST, Jean-Marie « Les professionnels du livre face aux marchés des livres politiques », *Cahiers de l'économie du livre*, n°8, décembre 1992.
- BOUVAIST Jean-Marie et Jean-Guy BOIN, *Du printemps des éditeurs à l'âge de raison les nouveaux éditeurs en France 1974-1988*, Paris, la Documentation française, 1989.
- BOUVIER-AJAM Maurice et Gilbert MURY, *Les classes sociales en France*, Paris, Éditions sociales, 1963.
- BOVE Laurent et GROUPE DE RECHERCHES SPINOZISTES (PARIS) (éd.), *La recta ratio criticiste et spinoziste ? mélanges en l'honneur de Bernard Rousset*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, coll. « Travaux et documents 8 », 1999.
- BOYER Robert et ALARY Pierre, « "Perdre en simplicité pour gagner en pertinence" : les défis contemporains de la théorie de la régulation », *Revue de la régulation*, n°25, 2019.
- BRAHAMI Frédéric, *La raison du peuple. Un héritage de la Révolution française (1789-1848)*, Paris, Les Belles lettres, 2016.
- BRANCIARD Michel, *Histoire de la CFDT soixante-dix ans d'action syndicale*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1990.
- BRASEY Edouard, *L'effet Pivot*, Paris, Ramsay, 1987.
- BRETON André, Simone DEBOUT-OLESZKIEWICZ et Florent PERRIER, *Correspondance, 1958-1966*, Paris, Éditions Claire Paulhan, 2019.
- BRILLANT Bernard, *Les clercs de 68*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Le noeud gordien », 2003.
- BRISSON Thomas, *Les intellectuels arabes en France migrations et échanges intellectuels*, Paris, La Dispute, 2008.
- BROOKES Kevin, « Un "libéralisme scientifique" contre les gauches. La réception du néo-libéralisme américain en France dans les années 1970 », *Raisons politiques*, vol. 67, n° 3, pp. 71-94.
- BROUE Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997.
- BRUHAT Jean, *Il n'est jamais trop tard*, Paris, Albin Michel, coll. « H comme histoire », 1983.
- BRUHNS Hinnerk, Joachim NETTELBECK et Maurice AYMARD (éd.), *Clemens Heller, imprésario des sciences humaines*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de

- l'homme, 2017.
- BRUN Éric, *Les Situationnistes. Une avant-garde totale*, Paris, CNRS, « Culture et société », 2014.
- BUCI-GLUCKSMANN Christine (éd.), *La gauche, le pouvoir, le socialisme hommage à Nicos Poulantzas*, Paris, PUF, coll. « Politiques », 1983.
- BUGNON Fanny, *Les « Amazones de la terreur » sur la violence politique des femmes, de la Fraction Armée Rouge à Action Directe*, Paris, Payot, coll. « Bibliothèque historique Payot », 2015.
- BUGNON Fanny: « Venger Pierre Overney ? Controverse autour d'un mot d'ordre », *Dissidences*, vol. 13, 2013, pp. 97-111.
- BUGNON Fanny, « De l'« agitation » au « terrorisme ». Enjeux de la médiatisation de la violence révolutionnaire en France (1973-1986) », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, pp. 247-263.
- BUICAN Denis, *Lyssenko et le lyssenkisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.
- BURSTIN Haim, *Révolutionnaires : pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, coll. « Collection Révolutions », 2013.
- BUTON Philippe, *Les lendemains qui déchantent le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.
- CAHEN Judith, « La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle (Cahiers Georges Sorel)*, vol. 12, n° 1, pp. 19-50.
- CAILLE Alain et Sylvain DZIMIRA, « De Marx à Mauss, sans passer par de Maistre ni Maurras », *Revue du MAUSS*, vol. 34, n° 2, 2009, pp. 65-95.
- CALVEZ Jean-Yves, *La pensée de Karl Marx*, Paris, Éd. du Seuil, 2006.
- CALVOCORESSI Peter et Ann BRISTOW, *Freedom to publish. A report on obstacles to freedom in publishing prepared for the Congress of International Publishers Association, Stockholm, May 1980*, Union internationale des éditeurs (éd.), Stockholm, Sweden, Atlantic Highlands, NJ, London, Almqvist & Wiksell International, Humanities, 1980.
- CANGUILHEM Georges, « Hegel en France », *Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, 1948, pp. 282-297.
- CAPDEVIELLE Jacques et Henri REY (éd.), *Dictionnaire de Mai 68*, Paris, Larousse, coll. « À présent », 2008.
- CASAMAYOR Louis, « Objection de conscience », *Esprit*, juillet août, 1967.
- CASANOVA Pascale, *La République mondiale des Lettres*, Édition revue et corrigée, avec une préface inédite de l'auteur, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2008.
- Pino CASAMASSIMA, *Donne di piombo*, Milano, Bevivino, 2005.
- CASTELLS Manuel et Géraldine PFLIEGER (éd.), *De la ville aux réseaux dialogues avec Manuel Castells*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, coll. « Espace en société », 2006.
- CATUHE Alexis, *Ernesto « Che » Guevara: la fabrique française d'un mythe (1957-1967)*, Paris, Le Félin, coll. « Histoire et sociétés », 2017.
- CAUTE David, *Les Compagnons de route 1917-1968*, Paris, Editions Robert Laffont, coll. « Les

- Hommes et l'histoire », 1979.
- CAVILLE Jean-Pierre, « Leo Strauss et l'histoire des textes en régime de persécution », *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, vol. 130, n° 1, 2005, pp. 38-60.
- CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL (CERISY-LA-SALLE Manche). Colloque (1982-09-20), *Spinoza, science et religion : de la méthode géométrique à l'interprétation de l'Écriture sainte. Actes du colloque...*, Renée Bouveresse-Quilliot (éd.), Paris, Librairie philosophique Vrin, coll. « Science, histoire, philosophie 12 », 1988.
- CENTRE DE PHILOSOPHIE POLITIQUE économique et sociale (Nanterre), *Etat, idéologie*, Georges Labica et Mireille Delbraccio (éd.), Paris, Éditions du CNRS, coll. « Collection du Centre de philosophie politique, économique et sociale », 1991.
- CENTRE DE PHILOSOPHIE POLITIQUE économique et sociale (Nanterre), *De Marx au marxisme*, Mireille Delbraccio et Georges Labica (éd.), Paris, Éditions du CNRS, coll. « Collection du Centre de philosophie politique, économique et sociale », 1986.
- CENTRE DE PHILOSOPHIE POLITIQUE économique et sociale (Nanterre), *Étudier Marx*, Mireille Delbraccio et Georges Labica (éd.), Paris, Éditions du CNRS, coll. « Collection du Centre de philosophie politique, économique et sociale », 1985.
- CENTRE DE RECHERCHE SUR LE POLITIQUE l'administration la ville et le territoire (Grenoble) et INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES (GRENOBLE), *La syndicalisation en France depuis 1945* Saint-Martin-d'Hères, CERAT, 1995.
- CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES MARXISTES (PARIS). COLLOQUE (1971 ; ORSAY Essonne), *Lénine et la pratique scientifique*, Lucien Sève et Georges Labica (éd.), Paris, Editions Sociales, 1974.
- CEPEDE Frédéric, « L'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), 45 ans d'histoire (et) d'archives socialistes », *Histoire@Politique*, vol. 24, n° 3, 2014, pp. 163-179.
- CERTEAU Michel de et Luce GIARD, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Essais », 1994.
- CERTEAU Michel de, « Qu'est-ce qu'un séminaire ? », *Esprit*, novembre-décembre 1978
- CERTEAU Michel de, *La prise de parole : pour une nouvelle culture*, Paris, Desclée de Brouwer, 1968.
- CERVERA-MARZAL Manuel, « Miguel Abensour, Cornelius Castoriadis : un conseilisme français ? », *Revue du MAUSS*, vol. 40, n° 2, 2012, pp. 300-320.
- CHABAL Emile (éd.), *France since the 1970s: history, politics and memory in an age of uncertainty*, London, Bloomsbury Academic, 2015.
- CHAHSICHE Jean-Michel, « Les intermédiaires dans la fabrique des idées économiques. L'économie aux Éditions Maspero et La Découverte au tournant des années 1980 », *Raisons politiques*, vol. 67, n° 3, 2017, pp. 119-140.
- CHAMBRAUD Cécile, « L'UNEF-ID dans le mouvement », *Politix*, vol. 1, n° 1, 1988, pp. 44-54.
- CHAPOULIE Jean-Michel, *La tradition sociologique de Chicago 1892-1961*, Paris, Éditions du Seuil, 2001.
- CHAPOULIE Jean-Michel, *Les professeurs de l'enseignement secondaire un métier de classe moyenne*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1987.

- CHARLE Christophe, « Où en est l'histoire sociale des élites et de la bourgeoisie ? Essai de bilan critique de l'historiographie contemporaine », *Francia*, série contemporaine, 18-3, 1991, pp. 123-134.
- CHARLE Christophe, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1990.
- CHARLE Christophe, *Les élites de la République 1880-1900*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1987.
- CHARLE Christophe et JEANPIERRE Laurent, *La vie intellectuelle en France*, deux tomes, Paris, Seuil, 2016.
- CHARLTON Sue Ellen M, « Deradicalization and the French Communist Party », *The Review of Politics*, vol. 41, n° 1, 1979, pp. 38-60.
- CHARPENEL Marion, « Les enjeux de la mémoire chez les historiennes des femmes, 1970-2001 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 223, n° 3, 2018, pp. 12-25.
- CHARRAS Marie-Ange et Monique HERVO (éd.), *Bidonvilles l'enlèvement*, Paris, Maspero, 1971.
- CHARRIERE Christian, *Le printemps des enragés*, Paris, Fayard, 1968.
- CHARTIER Roger, *Au bord de la falaise l'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 1998.
- CHARTIER Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « L'univers historique », 1990.
- CHARTIER Roger et MARTIN Henri-Jean (dir.), *Histoire de l'édition française*, 4 tomes, Paris, Editions du cercle de la librairie, 1998.
- CHATEIGNER Frédéric, « D'Althusser à Mao. Les Cahiers marxistes-léninistes », *Dissidences. Bulletin de liaison et d'études des mouvements révolutionnaires*, n°8, mai 2010, pp. 66-80.
- CHATON Gwendal, *Introduction à Raymond Aron*, Paris, La Découverte, 2017.
- CHAVANCE Bernard (éd.), *Marx en perspective actes du colloque*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, coll. « Recherches d'histoire et de sciences sociales », 1985.
- CHAVAROCLETTE Carine et Aurélia MICHEL, « Jean Piel et le court vingtième siècle latino-américaniste », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 95, n° 4, 2014, pp. 101-120.
- CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane, *Histoire politique des intellectuels en France, 1944-1954*, Bruxelles, Complexe, coll. « Questions au XX<sup>e</sup> siècle 31-32 », 1990.
- CHERVEL André, *Histoire de l'agrégation contribution à l'histoire de la culture scolaire*, Paris, Institut national de recherche pédagogique, Éditions Kimé, coll. « Le sens de l'histoire », 1993.
- CHESNEAUX Jean, *L'engagement des intellectuels 1944-2004 itinéraire d'un historien franc-tireur*, Toulouse, Privat, coll. « Bibliothèque historique Privat », 2004.
- CHESNEAUX Jean, « Du PCF à Greenpeace », *Écologie & politique*, vol. 27, n° 1, 2003, pp. 207-215.
- CHRISTOFFERSON Michael Scott, *Les intellectuels contre la gauche*, Marseille, Agone, 2014.
- CHUPIN Ivan, Nicolas HUBE et Nicolas KACIAF, *Histoire politique et économique des médias*

- en France*, Paris, la Découverte, coll. « Collection Repères culture-communication », 2009.
- CLEMENT Olivier, *Berdiaev un philosophe russe en France*, Paris, Desclée de Brouwer, 1991.
- CLUB JEAN MOULIN (PARIS), *L'État et le citoyen*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Collection Jean Moulin », 1961.
- CNRS-IHMC, *Prosopographie des élites françaises (XVI<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècles)*. Guide de recherche, Paris, 1980.
- CODACCIONI Vanessa, *Punir les opposants - PCF et procès politiques 1947-1962*, Paris, CNRS Editions, 2013.
- CODACCIONI Vanessa, « La pathologisation de l'activisme radical. De l'OAS à Action directe, les examens psychiatriques à la Cour de sûreté de l'État », *Genèses*, vol. 107, n° 2, 2017, pp. 10-31.
- CODACCIONI Vanessa, « La construction d'une façade légaliste en contexte répressif. L'action anticoloniale communiste pendant le conflit algérien », *Sociétés contemporaines*, vol. 88, n° 4, 2012, pp. 45-72.
- COGNIOT Georges, *Parti pris cinquante-cinq ans au service de l'humanisme réel 1 D'une guerre mondiale à l'autre*, Paris, Éditions sociales, 1976.
- COHEN Mitchell, *The wager of Lucien Goldmann tragedy, dialectics and a hidden god*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1994.
- COLLECTIF, *L'Autre-Journal : 1984-1992, une anthologie*, Paris, Les Arènes, 2012.
- COLLINS Randall, « Les traditions sociologiques », *Enquête*, n°2, 1996, pp. 11-38.
- COLLONGES Lucien (éd.), *Autogestion: hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse, 2010.
- COLLOVALD Annie, « Histoire d'un mot de passe : le poujadisme. Contribution à une analyse des « ismes » », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, vol. 3, n° 1, 1991, pp. 97-119.
- COLLOVALD Annie, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1988, pp. 29-40.
- COLLOVALD Annie et Érik NEVEU, « Le « néo-polar ». Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés & Représentations*, vol. 11, n° 1, 2001, pp. 77-93.
- COLSON Daniel, « La liberté, l'anarchisme et Spinoza. A propos de la réédition d'un livre de Jean Préposiet », *Réfractions*, 2011. <http://refractions.plusloin.org/IMG/pdf/2707.pdf>
- COLSON Daniel, « Lectures anarchistes de Spinoza », *Réfractions*, n°2, 1998.
- COMBES Patrick, *Mai 68, les écrivains, la littérature*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- CONDACCIONI Vanessa, *Punir les opposants : PCF et procès politique (1947-1962)*, Paris, CNRS, 2013.
- CORSANI Antonella, Maurizio LAZZARATO et Antonio NEGRI, *Le bassin de travail immatériel (BTI) dans la métropole parisienne*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1996.
- COT Jean-Pierre, *À l'épreuve du pouvoir le tiers-mondisme, pour quoi faire ?*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.
- CRETTEZ Xavier et Isabelle SOMMIER (éd.), *La France rebelle*, Paris, Éditions Michalon, 2002.
- CRISTOFALO Paula, « L'institutionnalisation d'une fonction d'expertise et de conseil auprès des

- élus du personnel », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 126, n° 1, 2009, pp. 81-98.
- CUENOT Alain, « *Clarté* » itinéraire politique et culturel, Paris, L'Harmattan, coll. « Historiques », 2011.
- CUENOT Alain, *Pierre Naville (1904-1993). Biographie d'un révolutionnaire marxiste*, Nice, éditions Bénévent, 2008.
- CUSSET François, *La décennie: le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2006.
- CUSSET François, *French theory Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, coll. « La Découverte-Poche », 2005.
- DAIX Pierre, *Les lettres françaises: jalons pour l'histoire d'un journal, 1941-1972*, Paris, Tallandier, 2004.
- DANVERS Francis, « Les événements de "mai-juin 1968" et l'orientation scolaire et universitaire : une question de sens », *TransFormations*, n°3, 2010, pp. 97-120.
- DARNTON Robert, *Un tour de France littéraire. Le monde du livre à la veille de la Révolution*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2018.
- DARNTON Robert, *L'affaire des quatorze : poésie, police et réseaux de communication à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2014.
- DARNTON Robert, *Édition et sédition l'univers de la littérature clandestine au XVIIIe siècle*, [Paris], Gallimard, coll. « NRF essais », 1991.
- DARNTON Robert, *La fin des Lumières le mesmérisme et la Révolution*, Paris, Perrin, coll. « Pour l'histoire », 1984.
- DARNTON Robert, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, R. Laffont, coll. « Pluriel », 1984.
- DARNTON Robert, *Bohème littéraire et Révolution le monde des livres au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, Le Seuil, coll. « Hautes études », 1983.
- DARNTON Robert, *L'aventure de l'Encyclopédie, 1775-1800 un best-seller au siècle des Lumières*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1982.
- DAVID Deirdre, *Intellectual women and Victorian patriarchy Harriet Martineau, Elizabeth Barrett Browning, George Eliot*, London, Macmillan, 1987.
- DEBORINE Abram, « Spinoza précurseur », *Revue marxiste*, n°1, 1929.
- DEBRAY Régis, *Le pouvoir intellectuel en France*, Paris, Éd. Ramsay, 1979.
- DEFAUD Nicolas, *La CFDT (1968-1995): de l'autogestion au syndicalisme de proposition*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Fait politique », 2009.
- DELANNOI Gil, « Arguments, 1956-1962, ou la parenthèse de l'ouverture », *Revue française de science politique*, 1984, pp. 127-145.
- DELAUNAY Jean-Claude (éd.), *Actualité du marxisme. Travail, valeur, économie*, Paris, Éditions Anthropos, 1982.
- DELEUZE Gilles, *Spinoza*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Philosophes », 1970.

- DELEUZE Gilles, *Logique du sens*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Collection Critique », 1969.
- DELEUZE Gilles et Félix GUATTARI, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Critique », 1991.
- DELEUZE Gilles et Félix GUATTARI, « Mai 1968 n'a pas eu lieu », *Les nouvelles littéraires*, mai 1984.
- DELPORTE Christian, *Les journalistes en France 1880-1950 naissance et construction d'une profession*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « XX<sup>e</sup> siècle », 1999.
- DEMONET Michel, Annie GEFFROY et Jean GOUAZE, *Des tracts en mai 68 : mesures de vocabulaire et de contenu*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques / A. Colin, coll. « Travaux et recherches de science politique », 1975.
- DENORD François, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire. La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 145, n° 5, 2002, pp. 9-20.
- DENORD François, *Le néo-libéralisme à la française : histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016 [2007].
- DENORD François et Paul LAGNEAU-YMONET, *Le concert des puissants*, Paris, Raisons d'agir éditions, 2016.
- DENORD François, Paul LAGNEAU-YMONET et Sylvain THINE, « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 190, n° 5, 2011, pp. 24-57.
- DENORD François et Bertrand REAU, *La sociologie de Charles Wright Mills*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2014.
- DENORD François et Xavier ZUNIGO, « “Révolutionnairement vôtre”. Économie marxiste, militantisme intellectuel et expertise politique chez Charles Bettelheim », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 158, n° 3, 2005, pp. 8-29.
- DESANTI Dominique, *Les Staliniens 1944-1956, une expérience politique*, Paris, Fayard, 1975.
- DESCOMBES Vincent, *Le Même et l'autre: quarante-cinq ans de philosophie française (1933-1978)*, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Collection Critique », 1979.
- DESY Caroline, Véronique FAUVELLE et Viviana FRIDMAN (éd.), *Une œuvre indisciplinaire mémoire, texte et identité chez Régine Robin*, Sainte-Foy (Québec), les Presses de l'université Laval, 2007.
- DEUTSCHER Isaac, « The Ex-communist's conscience », 1984 (en ligne : <https://www.marxists.org/archive/deutscher/1950/ex-communist.htm>).
- DEWERPE Alain, *Charonne, 8 février 1962 anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2006.
- DI MAGGIO Marco, *Les intellectuels et la stratégie communiste: une crise d'hégémonie (1958 - 1981)*, Paris, Les Éd. Sociales, coll. « La collection histoire Essais », 2013.
- DINH Quang Chi et Jean-Claude LABAT, « Bilan démographique de 1981 », *Economie et Statistique*, 1982, pp. 3-6.
- DIOP Majhemout, *Mémoires de luttes textes pour servir à l'histoire du Parti africain de l'indépendance*, Paris, Présence africaine, 2007.
- DIRKX Paul, *Les « amis belges » presse littéraire et franco-universalisme*, Rennes, PUR, coll. « Interférences », 2006.

- DIRKX Paul, « Les obstacles à la recherche sur les stratégies éditoriales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 126-127, 1999, pp. 70-74.
- DJIAN Jean-Michel (dir.), *Vincennes : une aventure de la pensée critique*, Paris, Flammarion, 2009.
- DOBRY Michel, *Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité*, dans *Bifurcations*, Paris, La Découverte, 2009.
- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques: la dynamique des mobilisations multisectorielles*, 3. éd., Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, coll. « Fait politique », 2009.
- DOBRY Michel, « Penser = classer ? Entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Olivera », *Genèses*, vol. 59, n° 2, 2005, pp. 151-165.
- DOBRY Michel (éd.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.
- DOGAN Mattei, « Les filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, 1967, pp. 468-492.
- DOMMANGET Maurice, *Le Curé Meslier athée, communiste et révolutionnaire sous Louis XIV*, Paris, Julliard, coll. « Les Lettres nouvelles », 1965.
- DORIGNY Marcel, « Yves Bénot (1920-2005) », *Annales historiques de la Révolution française*, vol. 339, n° 1, 2005, pp. 28-28.
- DORMOY-RAJRAMANAN Christelle, « La sociologie nanterrienne « autour de 68 » », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 12, N°3, n° 3, septembre 2018, pp. 481-511.
- DORMOY-RAJRAMANAN Christelle, « “Mai 68” : fenêtre d’opportunité pour un haut fonctionnaire au placard. Jacques de Chalendar et la politique universitaire », *Politix*, vol. 122, n° 2, 2018, pp. 187-220.
- DORMOY-RAJRAMANAN Christelle et Laurent JEANPIERRE, « Excentrée ou excentrique ? », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 1, 2017, pp. 121-143.
- DOSSE François, *Pierre Vidal-Naquet: une vie*, Paris, La Découverte, 2020.
- DOSSE François, *Castoriadis: une vie*, Paris, La Découverte, 2014.
- DOSSE François, *Les hommes de l'ombre portraits d'éditeurs*, Paris, Perrin, 2014.
- DOSSE François, *Histoire du structuralisme*. Deux tomes, Paris, La Découverte, 2012.
- DOSSE François, *Gilles Deleuze et Félix Guattari: biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2009.
- François DOSSE, « Mai 68 : les effets de l’histoire sur l’histoire », *Cahiers de l’IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n°11, avril 1989, pp. 75-84.
- DOUGLAS Mary, *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte, 2004.
- DOWBOR Ladislau, *La mosaïque brisée ou l'économie au-delà des équations*, Paris, L'Harmattan, coll. « La librairie des humanités », 2004.
- DRAPER Hal, *Socialism from Below*, Atlantic Highlands, NJ Humanities Press, 1992.
- DRESSEN Marnix, *De l'amphi à l'établi les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, coll. « Histoire et société », 2000.
- DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Questions au XX<sup>e</sup> siècle 80 », 1995.



- DREYFUS Michel, *PCF crises et dissidences de 1920 à nos jours*, Paris, Editions complexe, coll. « Questions au XX<sup>e</sup> siècle », 1990.
- DREYFUS Michel, Claude PENNETIER et Nathalie VIET-DEPAULE, *La part des militants biographie et mouvement ouvrier autour du « Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français »*, Paris, les Éd. de l'Atelier-les Éd. ouvrières, coll. « Patrimoine », 1996.
- DREYFUS-ARMAND Geneviève, Robert FRANK, Marie-Françoise LEVY et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2000.
- DROUARD Alain, *Une inconnue des sciences sociales, la Fondation Alexis Carrel 1941-1945*, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1992.
- DROUARD Alain, « Réflexions sur une chronologie. Le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, vol. 23, n° 1, 1982, pp. 55-85.
- DROUARD Alain (éd.), *Le Développement des sciences sociales en France au tournant des années soixante*, Paris, Editions du Centre national de la recherche scientifique, 1983.
- DUBOIS Mathieu, « Les JC en 68 : crise ou renouveau ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 125, 2014.
- DUBOIS Vincent, *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, PUS, 1999.
- DUBOST Nicolas, « Neuf ans et demi d'usine : aucun regret ? », *Les Temps Modernes*, vol. 684-685, n° 3-4, Gallimard, 2015, pp. 246-253.
- DUBOST Nicolas, *Flins sans fin...*, Paris, F. Maspero, coll. « Luttés sociales », 1979.
- DUBOST Nicolas, « Pertinentes impertinences. A propos des intellectuels, des ouvriers, des établis », *Les Temps modernes*, n°395, juin 1979.
- DUCANGE Jean-Numa, « Le révisionnisme n'est-il qu'un réformisme ? Sur quelques aspects de la première révision du marxisme », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, vol. 30, n° 1, 2012, pp. 133-147.
- DUCANGE Jean-Numa ET KEUCHEYAN Razmig (ED.), *La fin de l'État démocratique : Nicos Poulantzas, un marxisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, coll. « Actuel Marx confrontation », 2016.
- DUCANGE Jean-Numa et Antony BURLAUD, *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018.
- DUCANGE Jean-Numa, HAGE JULIEN, MOLLIER JEAN-YVES (Ed.), *Le Parti communiste français et le livre. Écrire et diffuser le politique en France au XX<sup>e</sup> siècle (1920-1992)*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2014.
- DUCROT Florian, « Généalogie et ramifications d'un projet éditorial ambitieux », *L'Homme & la Société*, vol. 201-202, n° 3-4, L'Harmattan, 2016, pp. 11-27.
- DUFOIX Stéphane, *Politiques d'exil hongrois, polonais et tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 2002.
- DUMONT Jean-Pierre, *La fin des O.S. ?*, Paris, Mercure de France, 1973.
- DUMONT Lucile, « De la sociologie aux théories littéraires – Biens symboliques / Symbolic Goods », 2018 (en ligne : <https://www.biens-symboliques.net/287> ; consulté

le 20 septembre 2020).

- DUMONT, Lucile Quentin FONDU et Laélia VERON (dir.), « Lucien Goldmann. Méthodes et héritages en sociologie de la littérature », *Contextes*, n°25, 2019.
- DURING Élie et Laurent JEANPIERRE, « Fourier revient », *Critique*, vol. 812-813, n° 1-2, Éditions de Minuit, 2015, pp. 3-5.
- DURRIEU Yves, *L'impossible régionalisation capitaliste: témoignages de Fos et du Languedoc*, Paris, France, Anthropos, 1973.
- DUTEUIL Jean-Pierre, *Nanterre : 1965-66-67-68 : vers le mouvement du 22 mars*, Paris, Acratie, 1988.
- DUVAL Julien, « L'analyse des correspondances et la construction des champs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 200, n° 5, 2013, pp. 110-123.
- EINAUDI Jean-Luc, *La bataille de Paris 17 octobre 1961*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Libre examen », 1991.
- ELIOU Marie, « Un voyage mouvementé », *Mediterranean Journal of Educational Studies*, vol. 15, n°2, 2010, pp. 99-108.
- ELLEINSTEIN Jean, *Ils vous trompent, camarades !*, Paris, Pierre Belfond, 1981.
- EPSTEIN Simon, *Les Dreyfusards sous l'Occupation*, Paris, Albin Michel, 2001.
- ERIBON Didier, *Michel Foucault*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2011.
- ERIBON Didier, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Paris, Léo Scheer, coll. « Variations », 2007.
- ERTEL Rachel, *Mémoire du yiddish transmettre une langue assassinée*, Stéphane Bou (éd.), Paris, Albin Michel, coll. « Itinéraires du savoir », 2019.
- ETHUIN Nathalie, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, vol. 63, n° 3, 2003, pp. 145-168.
- ÈTKIND Efim Grigor'evič, Georges NIVAT et Il'â Zaharovič SERMAN (éd.), *Histoire de la littérature russe. Le XX<sup>e</sup> siècle, gels et dégels*, Paris, Fayard, 1990.
- ÉVENO Patrick, *Histoire du journal « Le Monde » 1944-2004*, Paris, Albin Michel, coll. « Bibliothèque Albin Michel Histoire », 2004.
- EYMERI Jean-Michel, *La fabrique des énarques*, Paris, Economica, coll. « Etudes politiques », 2001.
- FABIANI Jean-Louis, *Qu'est-ce qu'un philosophe français ? la vie sociale des concepts (1880-1980)*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, coll. « Cas de figure », 2010.
- FALIGOT Roger, *Tricontinentale quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale, 1964-1968*, Paris, la Découverte, 2013.
- FAY Victor, *La flamme et la cendre histoire d'une vie militante*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, coll. « Culture et société », 1989.
- FELDMAN Jacqueline, « De FMA au MLF. Un témoignage sur les débuts du mouvement de libération des femmes », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, vol. 29, n° 1, 2009, pp. 193-203.
- FERRY Luc et Alain RENAUT, *Heidegger et les modernes*, Paris, B. Grasset, coll. « Figures »,

1988.

- FILLIEULE Olivier, Sophie BEROU, Camille MASCLÉ, Isabelle SOMMIER et COLLECTIF SOMBRERO (éd.), *Changer le monde, changer sa vie: enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Arles, Actes sud, 2018.
- FILLIEULE Olivier, « Conséquences biographiques de l'engagement », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références », 2009, pp. 131-139.
- FILLEULE Olivier et BROQUA Christophe, *Trajectoires d'engagement : Aides et Act Up*, Paris, Textuel, 2001
- FILLOUX Jean-Claude, *Durkheim et le socialisme*, Genève, Paris, Droz, coll. « Travaux de droit, d'économie et de sociologie 111 », 1977.
- FISCHBACH Franck, *La production des hommes. Marx avec Spinoza*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Actuel Marx confrontation », 2005.
- FISZBIN Henri, *Les bouches s'ouvrent*, Paris, Bernard Grasset, 1980.
- FLEURY Béatrice et Jacques WALTER, « Le procès Papon. Médias, témoin-expert et contre-expertise historiographique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 88, n° 4, 2005, pp. 63-76.
- FOUCAULT Michel, *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines », 2005.
- FOUCAULT Michel, *Qu'est-ce que la critique ? (critique et « Aufklärung ») Compte rendu de la séance du 27 mai 1978*, Paris, A. Colin, 1990.
- FOUCHE Pascal (éd.), *L'édition française depuis 1945*, Paris, Editions du Cercle de la librairie, 1998.
- FOUGERON Lucie, « Un exemple de mise en images : le « réalisme socialiste » dans les arts plastiques en France (1947-1954) », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 195-214.
- FOUGERON Lucie, « Propagande et création picturale. L'exemple du PCF dans la guerre froide. », *Sociétés & Représentations*, Vol. 12, n° 2, 2001, pp. 269-284
- FOUGERON Lucie, « Une "affaire" politique : le portrait de Staline par Picasso », *Communisme*, n° 53-54, 1998, pp. 119-149.
- FOUGEYROLLAS Pierre et François GEORGE, *Un philosophe dans la Résistance*, Paris, Ed. Odile Jacob, 2001.
- FOUQUE Antoinette et Sylvina BOISSONNAS, *Mémoire de femmes 1974-2004 : Depuis 30 ans des femmes éditent...*, Paris, Editions des Femmes, 2005.
- FOURASTIE Jean, *Les Trente glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.
- FOURCADE Marion, *Economists and societies discipline and profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2009.
- FRAISSE Robert, « Les sciences sociales : utilisation, dépendance, autonomie », *Sociologie du travail*, 1981, pp. 369-383.

- FRAJERMAN Laurent, « L'engagement des enseignants (1918-1968). Figures et modalités », *Histoire de l'éducation*, vol. 117, n° 1, 2008, pp. 57-96.
- FRANÇOIS Bastien, *Le régime politique de la V<sup>e</sup> République*, Paris, La Découverte, 2010.
- FRANÇOIS Bastien, *Naissance d'une constitution la cinquième République, 1958-1962*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.
- FRANQUEMAGNE Gaël, « La mobilisation socio-territoriale du Larzac et la fabrique de l'authenticité », *Espaces et sociétés*, vol. 143, n° 3, 2010, pp. 117-133.
- FRETEL Julien, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les "militants" de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 155, n° 5, 2004, pp. 76-89.
- FULLA Mathieu, « L'"économiste" en politique. Les experts socialistes français des années 1970 », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, pp. 773-800.
- FURET François, *Le passé d'une illusion essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont, Calmann-Lévy, 1995.
- FURET François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1978.
- FURET François, Jacques JUILLARD et Pierre ROSANVALLON (éd.), *La République du centre: la fin de l'exception française*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1989.
- FURET François, Jacques JULLIARD et Pierre ROSANVALLON, *La république du centre la fin de l'exception française*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Pluriel », 1988.
- GABORIAUX Chloé et Arnault SKORNICKI (éd.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve-d'Ascq, France, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Espaces politiques », 2017.
- GADET Françoise et Michel PECHEUX, *La langue introuvable*, Paris, François Maspero, 1981.
- GAÏTI Brigitte, « La décision à l'épreuve du charisme. Le général de Gaulle entre mai 1968 et avril 1969 », *Politix*, vol. 82, n° 2, 2008, pp. 39-67.
- GAÏTI Brigitte, « Les inconstances politiques », *Politix*, vol. 56, n° 4, 2001, pp. 17-42.
- GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République, 1946-1962*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- GAÏTI Brigitte, « La levée d'un indicible : "l'indépendance" de l'Algérie (1956-62) », *Politix*, 1990, pp. 110-123.
- GAÏTI Brigitte, « "Politique d'abord" : le chemin de la réussite ministérielle dans la France contemporaine », dans Pierre BIRNBAUM (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir (1981-1985)*, Paris, PUF, 1985.
- GALLANT Mavis, *Chroniques de mai 68*, Paris, Deux temps-Tierce, 1988.
- GALLISSOT René, « Marx-marxismes : Problématique d'histoire des marxismes (marxisme incroyant) », *L'Homme et la société*, 1983, pp. 197-201.
- GALLISSOT René (éd.), *Les aventures du marxisme [Colloque Marx-marxismes, 24-28 mai 1983]*, Paris, Syros, coll. « Histoire et théorie », 1984.
- GALLOT Fanny, *En découdre comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte, 2015.

- GALLOT Fanny et Eve MEURET-CAMPFORT, « Des ouvrières en lutte dans l'après 1968. Rapports au féminisme et subversions de genre », *Politix*, vol. 109, n° 1, 2015, pp. 21-43.
- GARAUDY Roger, « Sur une philosophie réactionnaire. Un faux prophète : Jean-Paul Sartre », *Les Lettres françaises*, 28 décembre 1945.
- GARRIGUES Jean, « La passe d'armes du 22 mai 1968 : Mitterrand attaque, Pompidou riposte », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, vol. 9, n° 1, 2008, pp. 134-149.
- GAUBERT Christophe, « Genèse sociale de Pierre Rosanvallon en "intellectuel de proposition" », *Agone*, 41/42, 2009.
- GAYON Vincent, « Jeu critique : la "fin des intellectuels" (1975-1985) », *Le Mouvement Social*, vol. 239, n° 2, 2012, pp. 25-44.
- GEAY Bertrand, *Profession, instituteurs mémoire politique et action syndicale*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 1999.
- GEAY Bertrand, *Le syndicalisme enseignant*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Repères », 1997.
- GEISMAR Alain, Serge JULY et Eryln MORANE, *Vers la guerre civile*, Paris, Éditions et publications premières, coll. « Stratégies », 1969.
- GENET Jean-Philippe et Günther LOTTES (éd.), *L'état moderne et les élites XIII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles apports et limites de la méthode prosopographique actes du colloque international CNRS-Paris I, 16-19 octobre 1991*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire moderne », 1996.
- GENSBURGER Sarah, *Images d'un pillage album de la spoliation des Juifs à Paris, 1940-1944*, Paris, Textuel, coll. « En quête d'archives », 2010.
- GENSBURGER Sarah, « Images d'un pillage. Regards sur la spoliation des Juifs à Paris », *Genèses*, vol. 78, n° 1, 2010, pp. 135-157.
- GEORGI Frank, *L'autogestion en chantier: les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Arbre bleu éditions, coll. « Gauches d'ici et d'ailleurs », n° 2, 2018.
- GEORGI Frank, *L'invention de la CFDT 1957-1970: syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, Paris, Les Éditions de l'Atelier : CNRS éditions, coll. « Histoire 20<sup>e</sup> siècle », 1995.
- GEORGI FRANK (éd.), *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », 2003.
- GIANINAZZI Willy, *André Gorz : une vie*, Paris, La Découverte, 2016.
- GILCHER-HOLTEY Ingrid, « "La nuit des barricades" », *Sociétés & Représentations*, vol. 4, n° 1, 1997, pp. 165-184.
- GIRARD Alain, « Jean Stoetzel (1910-1987) », *Revue française de sociologie*, 1987, 28-2. pp. 201-211.
- GIRAULT Jacques, *Instituteurs, professeurs une culture syndicale dans la société française fin XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », 1996.
- GIRAULT Jacques et Colette VALLAT (éd.), *Des communistes en France (années 1920-années*

- 1960), Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Histoire de la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », 2002.
- GOBILLE Boris, *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires*, Paris, CNRS, « Culture et société », 2018.
- GOBILLE Boris, « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et “à parts égales” des “années 1968” », *Monde(s)*, vol. 11, n° 1, 2017, pp. 13-36.
- GOBILLE Boris et DELUERMOZ Quentin (ed.), « Protagonisme et crises politiques », *Politix*, n° 112, 2015.
- GOBILLE Boris, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 63<sup>e</sup> année, n° 2, Éditions de l'EHESS, 2008, pp. 321-349.
- GOBILLE Boris, « La guerre de Change contre la « dictature structuraliste » de Tel Quel. Le « théoricisme » des avant-gardes littéraires à l'épreuve de la crise politique de Mai 68 », *Raisons politiques*, n° 18, n° 2, 2005, pp. 73-96.
- GOBILLE Boris, « La guerre de Change contre la “dictature structuraliste” de Tel Quel. Le “théoricisme” des avant-gardes littéraires à l'épreuve de la crise politique de Mai 68 », *Raisons politiques*, vol. 18, n° 2, 2005, pp. 73-96.
- GOBILLE Boris, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 158, n° 3, 2005, pp. 30-61.
- GOBILLE Boris, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 158, n° 3, 2005, pp. 30-61.
- GOBILLE Boris, « Être écrivain en mai-68. Quelques cas d'« écrivains d'aspiration » », *Sociétés & Représentations*, 2001/1 (n° 11), pp. 455-478.
- GOLDMAN Pierre, *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Combats », 1975.
- GOSSELIN Gabriel, *L'épreuve du pouvoir une génération politique née avec la guerre d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- GOTTRAUX Philippe, « *Socialisme ou barbarie* » : un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre, Lausanne, Éd. Payot, coll. « Sciences politiques et sociales », 1997.
- GOUARNE Isabelle, *L'introduction du marxisme en France : philosoviétisme et sciences humaines, 1920-1939*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2013.
- GRAPPIN Pierre et Geneviève DREYFUS-ARMAND, « La faculté de Nanterre de 1964 à 1968. Entretien avec Pierre Grappin », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1988, pp. 100-104.
- GREMION Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme le congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, coll. « Pour une histoire du XX<sup>e</sup> siècle », 1995.
- GRUSON Claude, « Planification économique et recherches sociologiques », *Revue française de sociologie*, 1964, pp. 435-446.
- GUATTARI Félix, *Les années d'hiver: 1980 - 1985*, Paris, Les Prairies Ordinaires, coll. « Collection “Essais” », 2009 [1986].
- GUATTARI Félix et Antonio NEGRI, *Les nouveaux espaces de liberté*, Gourdon, Dominique

- Bedou, coll. « Reliefs », 1985.
- GUEGAN Gérard, *Montagne Sainte-Geneviève*, Paris, Grasset, coll. « Champ Libre », 2008.
- GUEGAN Gérard, *Cité Champagne, esc. i, appt. 289, 95-Argenteuil*, Paris, B. Grasset, coll. « Editions Champ libre », 2006.
- GUEGAN Gérard, *Ascendant Sagittaire une histoire subjective des années soixante-dix*, Marseille, Éd. Parenthèses, 2001.
- GUERIN Daniel, *Autobiographie de jeunesse d'une dissidence sexuelle au socialisme*, Paris, la Fabrique éditions, 2016.
- GUERIN Daniel, *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire*, Paris, Flammarion, coll. « Questions d'histoire », 1971.
- GUIGOU Jacques et Irène JONAS, « Serge Jonas (1914-2012). Un homme de pensée et d'interventions », *Hermès, La Revue*, vol. 65, n° 1, 2013, pp. 222-224.
- GUILLAUME Pierre, *Histoire sociale de la France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Masson, coll. « Collection "Un Siècle d'histoire" », 1993.
- GUILLEBAUD Jean-Claude, *Les années orphelines: 1968-1978*, Paris, Seuil, coll. « Intervention », 1978.
- GUILLERM Alain, *Le luxemburgisme aujourd'hui*, Paris, René Lefevre, coll. « Spartacus. Série B », 1970.
- GUSEV Alexeï, « Rosa Luxemburg et la démocratie socialiste. Un jalon essentiel dans l'histoire de la pensée marxiste », *Agone*, vol. 59, n° 2, 2016, pp. 7-16.
- GUTHLEBEN Denis, *Histoire du CNRS de 1939 à nos jours une ambition nationale pour la science*, Paris, Armand Colin, 2009.
- HAGE, Julien, « La génération des éditeurs protagonistes de la décolonisation », *Bibliodiversity*, n°4, 2016, pp. 9-18.
- HAGE Julien, « Une brève histoire des éditions Maspéro », dans Bruno GUICHARD, Julien HAGE et Alain LEGER (dir.), *François Maspéro et les paysages humains*, Lyon, À plus d'un titre/La fosse aux ours, 2009, pp. 93-209.
- HALLWARD Peter, « Une conjoncture philosophique », entretien avec [Etienne Balibar](#) et Yves [Duroux](#), *Concept and Form: The Cahiers pour l'Analyse and Contemporary French Thought*, 6 mai 2007.
- HALLWARD Peter, « Sous forme de la rupture », un entretien avec [Jacques Rancière](#), *Concept and Form: The Cahiers pour l'Analyse and Contemporary French Thought*, mai 2008.
- HAMON Hervé et Patrick ROTMAN, *Génération tome 2. Les années de poudre*, Paris, Ed. du Seuil, 1990.
- HAMON Hervé et Patrick ROTMAN, « Vincennes ou l'anomalie », *Le Débat*, vol. 12, n° 5, 1981, pp. 38-50.
- HAMON Hervé et Patrick ROTMAN, *Les porteurs de valises la résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1979.
- HARVEY David et François DENORD, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.
- HARVEY Nicolas, *Le Monde diplomatique un concept éditorial hybride au confluent du journalisme, de l'université et du militantisme*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques

- politiques », 2014.
- HAUCHECORNE Mathieu, *La gauche américaine en France: la réception de John Rawls et des théories de la justice (1971-2010)*, Paris, CNRS éditions, coll. « Collection "Culture & société," » 2019.
- HAUCHECORNE Mathieu, « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, vol. 100, n° 4, 2012, pp. 149-165.
- HAUPT Georges, *L'historien et le mouvement social*, Paris, F. Maspero, coll. « Bibliothèque socialiste », 1980.
- HAYAT Samuel, *Introduction à la socio-histoire des idées politiques*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2020
- HAYAT Samuel, *Quand la République était révolutionnaire : citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Seuil, 2014.
- HAYEK Friedrich August et Georges BLUMBERG, *La route de la servitude*, [6e édition Quadrige], Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 2013 [1944].
- HEILBRON Johan, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, 1991, pp. 365-379.
- HEILBRON Johan, Gustavo SORA et Thibaud BONCOURT (éd.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Socio-Historical Studies of the Social and Human Sciences », 2018.
- HENRY Odile, « Entre savoir et pouvoir. Les professionnels de l'expertise et du conseil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 95, n° 5, 1992, pp. 37-54.
- HERVO Monique, *Chroniques du bidonville*, Paris, Seuil, coll. « L' épreuve des faits », 2001.
- HESS Rémi et Henri LEFEBVRE, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, A.M. Métailié, coll. « Collection Traversées », 1988.
- HEURGON Marc, *Histoire du PSU. La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, Paris, éd. La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1994.
- HOCQUENGHEM Guy, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, Agone, 2014 [1986].
- HORN Gerd-Rainer et Padraic KENNEY (éd.), *Transnational moments of change : Europe 1945, 1968, 1989*, Lanham (Md.), Rowman & Littlefield, 2004.
- HOUEVILLE Gérald, *Le métier de sociologue en France depuis 1945 renaissance d'une discipline*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Le sens social », 2007.
- HOURMANT François, *Au pays de l'avenir radieux: voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, coll. « Collection historique », 2000.
- HOURMANT François, *Le désenchantement des clercs: figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Rennes, PUR, coll. « Res publica », 1997.
- HUBER Michel, *La Guerre et la Vie Sociale. La Population de la France pendant la guerre. Avec un appendice sur les revenus avant et après la guerre*, Fontenay-aux-Roses, publications de la dotation Carnegie pour la paix internationale, New Haven, U.S.A., Yale University Press, Presses universitaires de France », 1932.
- HUBER Michel, *La population de la France pendant la guerre avec un appendice sur les revenus avant et après la guerre*, Paris, Les Presses Universitaires, coll. « P », 1931.



- IDIER Antoine, *LGBT + : archives des mouvements LGBT + une histoire de luttes de 1890 à nos jours*, Paris, Textuel, 2018.
- IDIER Antoine, *Les alinéas au placard : l'abrogation du délit d'homosexualité (1977-1982)*. Paris, éd. Cartouche, 2013.
- IDIER Antoine, *Dissidanse rose. Fragments de vies homosexuelles à Lyon dans les années 70*, Lyon, éd. Michel Chomarat, 2012.
- IMBERT Claude et Claude LEVI-STRAUSS, *Lévi-Strauss, le passage du nord-ouest: précédé d'un texte de Claude Lévi-Strauss, Indian cosmetics*, Paris, Herne, coll. « Carnets de l'Herne », 2008.
- INGLEHART Ronald F., *The silent revolution : changing values and political styles among Western publics*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1977.
- ISRAEL Jonathan Irvine, *Les Lumières radicales. La philosophie, Spinoza et la naissance de la modernité, 1650-1750*, Paris, éd. Amsterdam, 2005.
- ISRAËL Liora, « Le Mouvement d'action judiciaire. Archives d'une lutte par le droit. », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 115-116, n° 1, 2015, pp. 26-34.
- ISRAËL Liora, « La revue Actes : le droit saisi par le regard critique dans le sillage de 68 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, 19 février 2015, pp. 135-150.
- ISRAËL Liora, « Un procès du Goulag au temps du Goulag ? L'affaire Kravchenko (1949) », *Critique internationale*, vol. 36, n° 3, 2007, pp. 85-101.
- ISRAËL Liora, « Faire émerger le droit des étrangers en le contestant, ou l'histoire paradoxale des premières années du GISTI », *Politix*, vol. 16, 2003, pp. 115-143.
- JALABERT Laurent, Noëlline CASTAGNEZ et Marc LAZARET (dir.), *Le Parti socialiste unifié : histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013.
- JALABERT Laurent, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 55, n° 3, 1997, pp. 69-81.
- JALEE Pierre, *L'ancre dans l'avenir: mémoires d'un militant heureux*, Paris, Karthala, coll. « Collection Mémoire des hommes », 1981.
- JAQUET Chantal, Pascal SEVERAC et Ariel SUHAMY (éd.), *La multitude libre nouvelles. Lectures du « Traité politique » de Spinoza*, Paris, Éd. Amsterdam, coll. « Caute ! », 2008.
- JEANPIERRE Laurent, « Les Structures d'une pensée d'exilé: La formation du structuralisme de Claude Lévi-Strauss », *French Politics, Culture & Society*, vol. 28, n° 1, 2010, pp. 58-76.
- JEANPIERRE Laurent, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 11, n° 2, 2004, pp. 13-44.
- JEANPIERRE Laurent et Laurent MARTIN, « 1968-1986 : la « révolution conservatrice » de la pensée française à l'épreuve des rencontres de Cerisy », *Histoire@Politique*, n°20, n° 2, 2013, pp. 1-10.
- JEANPIERRE Laurent et Olivier ROUEFF (éd.), *La culture et ses intermédiaires: dans les arts, le numérique et les industries créatives*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2014.
- JOBERT Bruno (éd.), *Le tournant néo-libéral en Europe: idées et recettes dans les pratiques*

- gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, coll. « Collection "Logiques politiques" », 1994.
- JOSHUA Florence, *Anticapitalistes. Une sociologie historique l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.
- JOSHUA Florence, « Nous vengerons nos pères... De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », *Politix*, vol. 104, n°4, 2013, pp. 203-233.
- JOUSSE Emmanuel, *Réviser le marxisme d'Édouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des poings et des roses », 2007.
- JUDT Tony, *Le marxisme et la gauche française*, Paris, Hachette, coll. « La force des idées », 1987.
- JUHEM Philippe, « Politique et intelligence depuis 68 », *Vacarme*, vol. 29, n° 4, 2004, pp. 58-63.
- JUHEM Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 2001, pp. 131-153.
- KACIAF Nicolas, *Les pages « Politique » : histoire du journalisme politique dans la presse française, 1945-2006*, Rennes, PUR, coll. « Res Publica », 2013.
- KALUSZYNSKI Martine, « Accompagner l'État ou le contester ? Le mouvement « Critique du droit » en France. Des juristes en rébellion », *Revue d'Histoire de la justice, des crimes et des peines*, Criminocorpus, 2014
- KALUSZYNSKI Martine, « Sous les pavés, le droit : le mouvement « Critique du droit » ou quand le droit retrouve la politique », *Droit et société*, n° 76, n° 3, 2010, pp. 523-541.
- KAPLAN Alice Yaeger, *Intelligence avec l'ennemi le procès Brasillach*, Paris, Gallimard, 2001.
- KAPLAN E. Ann et Michael SPRINKER (éd.), *The Althusserian legacy*, London, Verso, 1993.
- KAPLAN Steven Laurence, *Adieu 89*, Paris, Fayard, 1993.
- KARPIK Lucien, *Les avocats entre l'État, le public et le marché XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1995.
- KARSENTI Bruno, « Lévi-Strauss et le marxisme », *Diogène*, vol. 238, n° 2, 2012, pp. 88-105.
- KARSENTI Bruno, « L'expérience structurale », *Gradhiva. Revue d'anthropologie et d'histoire des arts*, n° 2, novembre 2005, pp. 89-107.
- KARSENTI Bruno, « Introduction », *Archives de Philosophie*, Tome 66, n° 1, Centre Sèvres, 2003, pp. 5-7.
- KAUPPI Niilo, « Tel Quel : la constitution sociale d'une avant-garde, Helsinki », *The Finnish Society of Sciences and Letters*, 1990.
- KECK Frédéric, *Claude Lévi-Strauss, une introduction*, Paris, Pocket, coll. « Agora », 2005.
- KECK Frédéric, *Lévi-Strauss et la pensée sauvage*, Paris, PUF, 2004.
- KEUCHEYAN Razmig, *Hémisphère gauche une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones, 2010.
- KEVONIAN Dzovinar, Geneviève DREYFUS-ARMAND et Marie-Claude BLANC-CHALEARD (éd.), *La Cimade et l'accueil des réfugiés identités, répertoires d'actions et politiques de l'asile, 1939-1994*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, coll. « Sources et

- travaux de la BDIC », 2013.
- KIRSZENBAUM Martha, « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *Histoire@Politique*, vol. 6, n° 3, 2008.
- KLINE George L. (éd.), *Spinoza in Soviet philosophy a series of essays*, London, Routledge and Paul, 1952.
- KOLOPP Sarah, « De la modernisation à la raison économique. La formation en économie à l'Ena et les déplacements des lieux communs de l'action publique (1945-1984) », *Genèses*, vol. 93, n° 4, 2013, pp. 53-75.
- KRIEGEL Annie, *Les communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « L'Univers historique », 1985.
- KRIEGEL Annie, *Aux origines du communisme français contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Flammarion, coll. « Science de l'histoire », 1970.
- KRIEGEL Annie, « Naissance du mouvement Clarté », *Le Mouvement social*, n° 42, mars 1963, pp. 117-135.
- KRIVINE Alain, *La Farce électorale*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Combats », 1969.
- KRIVINE Alain et Roland BIARD, *Questions sur la révolution entretiens avec Roland Biard*, Paris, Stock, coll. « Questions », 1973.
- LA MAISON ROUGE (PARIS), *Contre-cultures, 1969-1989 l'esprit français [exposition, Paris, la Maison rouge, 24 février-21 mai 2017]*, Paris, La Découverte, La Maison rouge, 2017.
- LABICA GEORGES (ED.) *1883-1983 [Colloque international] : l'oeuvre de Marx, un siècle après*, Paris, Presses universitaires de France, 1985.
- LABICA Georges, *Le marxisme-léninisme (éléments pour une critique)*, Paris, Editions Bruno Huisman, 1984.
- LABICA Georges et Gérard BENSUSSAN (éd.), *Dictionnaire critique du marxisme*, 2<sup>e</sup> éd. refondue et augmentée, Paris, Presses universitaires de France, 1985.
- LABICA Georges, Mireille DELBRACCIO (éd.), *Idéologie, symbolique, ontologie*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, coll. « Collection du Centre de philosophie politique, économique et sociale », 1987.
- LABRO PHILIPPE, MANCEAUX MICHEL ET AL, *Ce n'est qu'un début... (Mai/juin 68.)...* Paris, Denoël, coll. « Edition spéciale », 1968.
- LACOSTE Yves, *Aventures d'un géographe*, Paris, Équateurs, 2018.
- LACROIX Bernard, *L'utopie communautaire : histoire sociale d'une révolte*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1981.
- LAHANQUE Reynald, « Les romans du réalisme socialiste français », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 177-194.
- LANGLOIS Denis, *Et si la révolution était possible*, Rives-en-Seine, SCUP, 2018.
- LAROUÏ Abdallah, « Il nous faut une double comptabilité, économique et sociale ». Propos recueillis par Fadma Aït Mous et Driss Ksikes », *Economia*, n°4, octobre 2008-janvier 2009, pp. 121-134.
- LASSAVE Pierre, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, coll. « Socio-logiques », 1997.

- LATOUCHE Serge, « Tous marxistes ! ? », *L'Homme & la Société*, vol. 201-202, n° 3-4, 2016, pp. 67-76.
- LAURENS Sylvain, *Militer pour la science : les mouvements rationalistes en France (1930-2005)*, Paris, EHESS, 2019.
- LAURENS Sylvain, « « “Pourquoi” et “comment” poser les questions qui fâchent ? ». Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des « imposants » », *Genèses*, vol. 69, n° 4, 2007, pp. 112-127.
- LAURENT François et Béatrice MOUSLI, *Les Éditions du Sagittaire, 1919-1979*, Paris, Éditions de l'IMEC, coll. « L'édition contemporaine », 2003.
- LAURET Fabienne, *L'envers de Flins une féministe révolutionnaire à l'atelier*, Paris, Syllepse, coll. « Des paroles en actes », 2017.
- LAURET Fabienne, « Une vie de femme à Renault Flins (1972-2008) », *Les Temps Modernes*, vol. 684-685, n° 3-4, 2015, pp. 332-346.
- LAVABRE Marie-Claire et LAZAR Marc, « Se rassembler à sa ressemblance, lectures de quelques récits autobiographiques », 1981-1983 », *Communisme*, 1983, n°4, pp. 114-120.
- LAZAR Marc, « Les « batailles du livre » du parti communiste français (1950-1952) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1986, pp. 37-50.
- LE BART Christian, *L'ego-politique: essai sur l'individualisation du champ politique*, Paris, Armand Colin, coll. « Collection “Individu et société” », 2013.
- LE BART Christian, *La politique en librairie: les stratégies de publication des professionnels de la politique*, Paris, A. Colin, 2012.
- LE BART Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue française de science politique*, vol. 48, n° 1, 1998, pp. 76-96.
- LE BART Christian et Erik NEVEU, « Quand les énarques se font écrivains : un art du “Grand Ecrit” », *Mots. Les langages du politique*, 54, mars 1998, pp. 9-26.
- LE COUR GRANDMAISON Olivier (éd.), *Le 17 octobre 1961 un crime d'Etat à Paris*, Paris, la Dispute, 2001.
- LE GALL Brice, « L'aggiornamento d'un département d'économie. Conversion à la gestion et marginalisation des savoirs critiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 220, n° 5, 2017, pp. 49-67.
- LE STRAT Claire et Willy PELLETIER, *La canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, coll. « La politique au scalpel », 2006.
- LEBARON Frédéric, « La dénégation du pouvoir. Le champ des économistes français au milieu des années 1990 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 119, n° 4, 1997, pp. 3-26.
- LE BART Christian, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue française de science politique*, vol. 48, n° 1, 1998, pp. 76-96.
- LE BART Christian, « Les livres (des) politiques : Hypothèses sur l'individualisation du champ politique », *Cahiers de Sciences politiques de l'ULG*, Université de Liège, Cahier n° 25, 2012.
- LE BART Christian, « Exemplarité et singularité dans le champ politique : les livres des politiques », *Tracés*, n°34, 2018, pp. 161-182.

- LE BART Christian, Pierre LEROUX et Roselyne RINGOOT, « Les livres de journalistes politiques. Sociologie d'un passage à l'acte », *Mots. Les langages du politique*, vol. 104, n° 1, 2014, pp. 5-17.
- LECLERCQ Catherine, « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, vol. 84, n° 4, 2011, pp. 127-149.
- LECLERCQ Catherine et Julie PAGIS, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 84, n° 4, 2011, pp. 5-23.
- LECOURT Dominique, *Les piètres penseurs*, Paris, Flammarion, 1999.
- LECOURT Dominique, *Lyssenko histoire réelle d'une « science prolétarienne »*, Paris, François Maspero, coll. « Théorie », 1976.
- LEDUC Victor, *Les tribulations d'un idéologue*, Paris, Galaade éd., 2006.
- LEDUC Victor, *Le marxisme est-il dépassé ?*, Paris, éd. Raisons d'être, coll. « Explication de notre temps », 1946.
- LEFEBVRE Henri (éd.), *Marx ou pas ? réflexions sur un centenaire ...*, Paris, Études et documentation internationales, 1986.
- LEFEBVRE Henri, *Le temps des méprises [entretiens avec Claude Glayman]*, Paris, Stock, coll. « Les Grands leaders », 1975.
- LEFEBVRE, Rémi, *La somme et le reste*, Paris, La Nef, 1959.
- LEFEBVRE Rémi et Frédéric SAWICKI, *La société des socialistes le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, coll. « Savoir-agir », 2006.
- LEFORT Claude, *L'invention démocratique les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.
- LEGRIS Michel, « *Le Monde* » *tel qu'il est*, Paris, Plon, coll. « Tribune libre », 1976.
- LEHNER Paul, *Les conseillers d'orientation un métier impossible*, Paris, PUF, coll. « Éducation et société », 2020.
- LEIRIS Michel, « L'ethnologue devant le colonialisme », *Les Temps modernes*, n° 58, 1950, pp. 357-374.
- LEMPERIERE Annick, « Le mouvement de 1968 au Mexique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1989, pp. 71-82.
- LENOIR Rémi, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2003.
- LEONARD Miriam, *Athens in Paris ancient Greece and the political in Post-War French thought*, Oxford, Oxford University press, coll. « Classical presences », 2005.
- LE ROUX Thomas, Nicolas PIERROT, « Entretien avec Denis Woronoff », *e-Phaistos* [En ligne], VI-1, 2017-2018.
- LETTIERI Antonio, SANTI Paolo, « La préhistoire de mai », *Politique d'aujourd'hui*, n° 5, mai 1969.
- LEVI-STRAUSS Claude, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, coll. « Terre humaine / poche Pocket », 1998.
- LEVY André, « Hommage à Jean Dubost », *Nouvelle revue de psychosociologie*, vol. 23, n° 1, 2017, pp. 177-179.

- LILTI Antoine, « Comment écrit-on l'histoire intellectuelle des Lumières ? Spinozisme, radicalisme et philosophie », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 64<sup>e</sup> année, n° 1, 2009, pp. 171-206.
- LIMBOUR Georges, « Variété », *Les Temps Modernes*, n°38, Novembre 1948.
- LINDENBERG Daniel, *Choses vues. Une éducation politique autour de 68*, Paris, Bartillat, 2008.
- LINDENBERG Daniel, *Le rappel à l'ordre: enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Paris, Seuil, coll. « La république des idées », 2002.
- LINDENBERG Daniel, *Le marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.
- LINHART Robert, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978.
- LINHART Virginie, *Le jour où mon père s'est tu*, Paris, Seuil, 2008.
- LINHART Virginie, *Volontaires pour l'usine vies d'établis, 1967-1977*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 1994.
- LISLE, Edmond, « Les sciences sociales en France : développement et turbulences dans les années 1970 », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n° 7, 2002.
- LOTTMAN Herbert R, *L'Épuration, 1943-1953*, Paris, Fayard, 1986.
- LOURAU René, *Le lapsus des intellectuels*, Toulouse, Privat, coll. « Réflexion faite », 1981.
- LOVEJOY Arthur Oncken, *Essays in the history of ideas*, Baltimore, the J. Hopkins press, 1948.
- LOVEJOY Arthur Oncken, *The great chain of being a study of the history of an idea*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1936.
- LÖWY Michael, *Dialectique et révolution: essais de sociologie et d'histoire du marxisme*, Paris, Éditions Anthropos, 1973.
- LOYER Emmanuelle, *Lévi-Strauss*, Paris, Flammarion, coll. « Grandes biographies », 2015.
- LUBAN Ottokar, « La spontanéité créative des masses selon Rosa Luxemburg », *Agone*, vol. 59, n° 2, 2016, pp. 17-30.
- LUXEMBURG Rosa, *Le socialisme en France (1898-1912)*, Daniel Guérin (éd.), Paris, P. Belfond, coll. « Changer la vie », 1971.
- LUXEMBURG Rosa, *Lettres à Léon Jogichès*, Claire Brendel et Feliks Tych (éd.), Paris, Denöel-Gonthier, coll. « Femme », 1971.
- LUXEMBURG Rosa, *Œuvres*, Paris, F. Maspero, coll. « Petite collection Maspero », 1969.
- LUXEMBURG Rosa, *Textes*, Gilbert Badia (éd.), Paris, Éditions sociales, 1969.
- LUXEMBURG Rosa, *Réforme ou révolution ?*, Alexandre-Marie Desrousseaux et Simon Rubak (éd.), Paris, R. Lefeuve, coll. « Spartacus. Cahiers mensuels », 1947.
- LUXEMBURG Rosa et Ernest MANDEL, *Introduction à l'économie politique*, Paris, France, éditions Anthropos, 1970.
- LUXEMBURG Rosa, Franz MEHRING et Émile VANDERVELDE, *Grèves sauvages, spontanéité des masses l'expérience belge de grève générale polémique avec Vandervelde*, Paris, R. Lefeuve, coll. « Spartacus », 1969.
- LUXEMBURG Rosa et Claudie WEILL, *Oeuvres II Écrits politiques, 1917-1918*, Claudie Weill (éd.), Paris, François Maspero, coll. « Petite collection Maspero », 1969.
- LUXEMBURG Rosa et Alexandre-Marie DESROUSSEAUX, *La révolution russe*, Robert Paris (éd.),

- Paris, Maspero, coll. « Bibliothèque socialiste », 1964.
- MACCIOCCHI Maria Antonietta, *Pour Gramsci*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Tel quel », 1974.
- MACCIOCCHI Maria-Antonietta, *Après Marx, avril*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Tel quel », 1978.
- MACHEREY Pierre, *Histoires de dinosaure. Faire de la philosophie (1965-1997)*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Pratiques théoriques », 1999.
- MALLET Serge, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Esprit », 1964.
- MALLET Serge, *Les paysans contre le passé*, Paris, Éditions du Seuil, 1962.
- MALLET, Serge « Aspects nouveaux de l'industrie française. Une usine déconcentrée : la Compagnie des Machines Bull », *Les Temps Modernes*, n° 156-157, février-mars 1959.
- MALLET Serge, « Aspects nouveaux de l'industrie française. La Compagnie des Machines Bull (Fin) », *Les temps Modernes*, n°158, avril 1959.
- MALLET Serge, « Une classe ouvrière en devenir », *Arguments*, n° 12-13, janvier-février-mars 1959.
- MALOCHET Guillaume, « La féminisation des métiers et des professions. Quand la sociologie du travail croise le genre », *Sociologies pratiques*, vol. 14, n° 1, 2007, pp. 91-99.
- MANALE Margaret, « Aux origines du concept de « marxisme » », *Economie et sociétés*, n° 17, coll. « série S », octobre 1974.
- MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, Fondation Saint-Simon, coll. « Liberté de l'esprit », 1995.
- MARCELLIN Raymond, *L'Importune vérité*, Paris, Plon, 1978.
- MARCOU Lilly, *La guerre froide, l'engrenage*, Bruxelles, Paris, Complexe, coll. « La mémoire du siècle », 1987.
- MARCOU Lilly, *Le Kominform le communisme de guerre froide*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
- MAREK Anna, « La création du Gisti », *Plein droit*, vol. 53-54, n° 2-3, 2002, pp. 9-11.
- MAROT Bruno, « Le budget du CNRS de la Libération à 1968. », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n°25, 2010.
- MAROT Bruno, « Le budget du CNRS de 1969 à 2000 », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n°26, 2010.
- MARTELLI Roger, *Communistes en 1968, le grand malentendu avec une chronologie et un choix de documents et d'archives*, Paris, Editions sociales, coll. « Histoire », 2018.
- MARTELLI Roger, *Une dispute communiste. Le Comité central d'Argenteuil sur la culture*, Paris, Les Editions sociales, coll. « Histoire », 2017.
- MARTELLI Roger, *Prendre sa carte, 1920-2009 données nouvelles sur les effectifs du PCF, Seine-Saint-Denis / Bobigny*, Paris, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Fondation Gabriel Péri, 2010.
- MARTELLI Roger, *1956, communiste le glas d'une espérance*, Paris, la Dispute, 2006.
- MARTIN Laurent (éd.), *Le prix du livre, 1981-2006*, Paris, IMEC, coll. « L'édition contemporaine », 2006.
- MARX Karl, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Gilbert Badia et Maurice

- Husson (éd.), Paris, Editions sociales, 1966.
- MARX Karl et Friedrich ENGELS, *Œuvres choisies de Marx-Engels*, tome III, Moscou , éd. du Progrès, 1968.
- MASPERO François, « À propos d'un héritage « structuralo-marxiste » », *Medium*, vol. 3, n° 2, 2005, pp. 68-80.
- MASPERO François, « Je n'ai aucune imagination », *La Femelle du requin*, n°24, 2005, pp. 32-47.
- MASPERO François, *Les abeilles & la guêpe*, Paris, Seuil, coll. « Fiction & Cie », 2002.
- MASPERO François, « Editeur et révolutionnaire », *Le Magazine littéraire*, n° 29, juin 1969.
- MASSON Philippe, « Le financement de la sociologie française : les conventions de recherche de la DGRST dans les années soixante », *Genèses*, vol. 62, n° 1, 2006, pp. 110-128.
- MATHERON Alexandre, « A propos de Spinoza », *Multitudes*, n°3, novembre 2000.
- MATHIEU Lilian, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, coll. « Sociopo », 2012.
- MATHIEU Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, n° 1, 2007, pp. 131-151.
- MATHIEU Lilian, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2001.
- MATHIEU Lilian, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?* Paris, Textuel, 2010.
- MATONTI Frédérique, *Le genre présidentiel enquête sur l'ordre des sexes en politique*, Paris, La Découverte, coll. « Genre & sexualité », 2017.
- MATONTI Frédérique, « Retour au concept : le structuralisme des Cahiers pour l'analyse », *Raisons politiques*, vol. 67, n° 3, 2017, pp. 11-29.
- MATONTI Frédérique, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 59, n° 5, 2012, pp. 85-104.
- MATONTI Frédérique, « Marx entre communisme et structuralisme », *Actuel Marx*, n° 45, n° 1, 2009, pp. 120-127.
- MATONTI Frédérique, « L'anneau de Moëbius. La réception en France des formalistes russes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, n° 1-2, 2009, pp. 52-67.
- MATONTI Frédérique, « Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 53, n° 5, 2006, pp. 80-87.
- MATONTI Frédérique, *Intellectuels communistes: essai sur l'obéissance politique. La nouvelle critique, 1967-1980*, Paris, Découverte, coll. « L'espace de l'histoire », 2005.
- MATONTI Frédérique, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques*, n° 18, n° 2, 2005, pp. 49-71.
- MATONTI Frédérique et Franck POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 155, n° 5, 2004, pp. 4-11.
- MATONTI Frédérique, « « Il faut observer la règle du jeu ». Réalisme socialiste et contrebande littéraire : La place rouge de Pierre Courtade », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 293-306.
- MATONTI Frédérique, « La colombe et les mouches. Frédéric Joliot-Curie et le pacifisme des savants », *Politix*, vol. 58, n° 2, 2002, pp. 109-140.



- MATONTI Frédérique, « “Ne nous faites pas de cadeaux” ». Une enquête sur des intellectuels communistes », *Genèses*, 25, 1996, pp. 114-127.
- MATONTI Frédérique, « Entre Argenteuil et les barricades : La Nouvelle Critique et les sciences sociales », *Cahiers de l’IHTP*, n°11, avril 1989, pp. 107-108.
- MATTELART Armand et Michel SENECA, *Pour un regard-monde*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2010.
- MAUGER Jacques, « Quelle psychanalyse dans ce siècle ? Entretien avec Laurence Kahn », *Filigrane*, 24 (1), 2015.
- MAUGER Gérard, « L’approche biographique en sociologie : une démarche “contestataire” », *Cahiers de l’IHTP*, n°11, avril 1989, pp. 85-99.
- MAUGER Gérard et Claude FOSSE-POLIAK, « “Choix” politiques et “choix” de recherches : essai d’auto-socio-analyse (1973-1984), *Cahiers du réseau Jeunesses et Sociétés*, n°3-4, février 1985, pp. 27-121.
- MAUGER Gérard, Claude F. POLIAK et Bernard PUDAL, *Histoires de lecteurs*, Broissieux, Éd. du Croquant, coll. « Champ social », 2010.
- MAUPEOU-ABBOUD Nicole et Serge BOSC, *Ouverture du ghetto étudiant: la gauche étudiante à la recherche d’un nouveau mode d’intervention politique, 1960-1970*, Paris, Anthropos, 1974.
- MAYEUR Françoise, *L’enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Chirat, 1977.
- MAZON Brigitte, *Aux origines de l’Ecole des hautes études en sciences sociales: le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Cerf, 1988.
- MCADAM Doug, *Freedom summer : luttes pour les droits civiques*, Marseille, Agone, 2012 [1988].
- MEIMON Julien, « Se découvrir militant. Le cabinet Cot à l’épreuve de la Coopération (1981-1983) », *Politix*, vol. 70, n° 2, 2005, pp. 113-134.
- MERLE Robert, *Derrière la vitre*, Paris, Gallimard, 2008.
- MERLEAU PONTY Maurice, *L’œil et l’esprit*, Paris, Gallimard, 1981 [1964].
- MERLIN Pierre, *L’Université assassinée Vincennes, 1968-1980*, Paris, Ramsay, coll. « Essai », 1980.
- MEYER Jean, Jean TARRADE et Annie REY-GOLDZEIGUER, *Histoire de la France coloniale*, Paris, A. Colin, coll. « Histoires », 1991.
- MILLET Hélène, *Les chanoines du chapitre cathédral de Laon 1272-1412*, Rome, « Collection de l’École française de Rome », 1982.
- MILLS Charles Wright, *The power elite*, Alan Wolfe (éd.), New York, Oxford University Press, 2000.
- MILLS Charles Wright, *L’élite du pouvoir*, Paris, François Maspero, coll. « Les textes à l’appui », 1969.
- MILLS Charles Wright, François DENORD et André CHASSIGNEUX, *L’élite au pouvoir*, Nouvelle édition, Marseille, Agone, coll. « L’ordre des choses », 2012.
- MINCES Juliette et Luc DESMARQUEST, *De Gurs à Kaboul une vie traversée par l’histoire*, La Tour-d’Aigues, Éd. de l’Aube, coll. « Document », 2015.

- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (1986-1988), *Le livre français a-t-il un avenir ?* Patrice Cahart (éd.), Paris, la Documentation française, 1987.
- MITTERRAND François, *L'abeille et l'architecte chronique*, Paris, Flammarion, 1978.
- MOLLIÈRE Jean-Yves, *Une autre histoire de l'édition française*, Paris, Fabrique éditions, 2015.
- MOLLIÈRE Jean-Yves, *Edition, presse et pouvoir en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2008.
- MOLLIÈRE Jean-Yves, « Trente ans d'édition. Entretien avec Christian Bourgois », *Revue des sciences humaines*, n° 219, juillet-septembre 1990.
- MONCHABLON Alain, « L'UNEF avant mai. En attendant le miracle... », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1988, pp. 87-91.
- MONCHABLON Alain, *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Les Chemins de l'histoire », 1983.
- MONGO Betsi, *Mongo Betsi parle : testament d'un esprit libre*. Entretiens avec Ambroise Kom, Paris, Homnisphères, 2006.
- MONNEAU Emmanuel, « Le séminaire comme dispositif collectif académique transitoire. Le cas du séminaire Aftalion en économie (1963-1974) », *Raisons politiques*, n° 71, 2018, pp. 81-102.
- MOREAU Pierre-François et Charles RAMOND (éd.), *Spinoza*, Paris, Ellipses, coll. « Lectures de... », 2006.
- MORIN Edgar, *Autocritique*, Paris, René Julliard, coll. « Les Lettres nouvelles », 1959.
- MOTHE Daniel, *Les O.S.*, Paris, Éditions du Cerf, coll. « Objectifs », 1972.
- MOULIER-BOUTANG Yann, *Louis Althusser : une biographie*, Paris, Grasset, 1992.
- MOUNIER Emmanuel, *Le personnalisme*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1950.
- MOURIAUX René, *La CGT [Confédération générale du travail]*, Paris, Seuil, 1982.
- MUEL-DREYFUS Francine, *Le métier d'éducateur les instituteurs de 1900 les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris, les Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 1983.
- MUSÉE D'ETHNOGRAPHIE (GENÈVE Suisse) (éd.), *Le Visage multiplié du monde quatre siècles d'ethnographie à Genève*, Genève, Musée d'ethnographie, 1985.
- NARINSKI, Mikhaïl « Procès-verbal de l'entretien entre Staline et Thorez », *Cahiers d'Histoire Espaces Marx*, n°62, 1996, pp. 137-144.
- NAVILLE Pierre, *La révolution et les intellectuels*, Nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1975.
- NDIAYE Aloyse-Raymond, « présentation des actes », *Revue sénégalaise de philosophie*, n°12, juillet-décembre 1987.
- NECKER Louis, *Le visage multiplié du monde : quatre siècles d'ethnographie à Genève*, Genève, Musée d'ethnographie, 1985.
- NEGRI Antonio, *Spinoza subversif variations (in)actuelles*, Paris, Kimé, coll. « Collection Philosophie-épistémologie », 1994.
- NEGRI Antonio, « Travail immatériel et subjectivité », *Futur Antérieur*, n° 6, été 1991.
- NEGRI Antonio, *Marx au-delà de Marx Cahiers de travail sur les « Grundrisse »*, Paris,

- Christian Bourgois éditeur, coll. « Cibles », 1979.
- NETTL John Peter, *Rosa Luxemburg*, Paris, les Amis de Spartacus, coll. « Spartacus », 2012 [1972]
- NEUMANN Alexander, « Dans le labyrinthe du Minotaure », *Variations*, n° 17, 2012.
- NEVEU Erik et Olivier FILLIEULE (éd.), *Activists forever? long-term impacts of political activism*, Cambridge, United Kingdom ; New York, NY, Cambridge University Press, 2019.
- NICOLET Claude, « Prosopographie et histoire sociale : Rome et l'Italie », *Annales*, 1970, pp. 1209-1228.
- NIZAN Paul, *Aden Arabie*, Jean-Paul Sartre (éd.), Paris, F. Maspero, « Petite collection Maspero », 1960.
- NOËL Sophie, *L'édition indépendante critique engagements politiques et intellectuels essai*, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, 2012.
- NOIRIEL Gérard, *Les Fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*, Marseille, Agone, 2010 [Fayard, 2005].
- NOIRIEL Gérard, *Les ouvriers dans la société française, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2002.
- NOIRIEL Gérard, Peter SCHÖTTLER et Jean-Pierre LEFEBVRE, « Comment traduire les philosophes allemands ? Entretien avec Jean-Pierre Lefebvre », *Genèses*, vol. 7, n° 1, 1992, pp. 150-162.
- NOUSCHI Marc, *Bilan de la Seconde guerre mondiale l'après-guerre 1945-1950*, Paris, Seuil, coll. « Mémo histoire », 1996.
- OFFERLE Michel, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective ( XVIII<sup>e</sup> - XXI<sup>e</sup> siècles) », *Politix*, vol. 81, n° 1, 2008, pp. 181-202.
- OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », n° 2376, 1987.
- OLIVERA Philippe, « Aragon, « réaliste socialiste ». Les usages d'une étiquette littéraire des années Trente aux années Soixante », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 229-246.
- OLIVERA Philippe, « De l'édition « politique et littéraire ». Les formes de la politique lettrée de la Belle Époque à l'entre-deux-guerres », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, vol. 21, n° 1, 2003, pp. 127-151.
- OLIVERA Philippe, « Catégories génériques et ordre des livres : Les conditions d'émergence de l'essai pendant l'entre-deux-guerres », *Genèses*, vol. 47, n° 2, 2002, pp. 84-106.
- OLIVERA Philippe, « Le sens du jeu. Aragon entre littérature et politique (1958-1968) », [\*Actes de la Recherche en Sciences Sociales\*](#), n° 111-112, 1996, pp. 76-84.
- ORY Pascal et Jean-François SIRINELLI, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, A. Colin, coll. « Série Histoire contemporaine », 1986.
- PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire: événements et socialisation politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, coll. « Sociétés en mouvement », 2014.
- PAGIS Julie, « Repenser la formation de générations politiques sous l'angle du genre. Le cas de Mai-Juin 68 », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 29, 2009, pp. 97-118.

- PANNEKOEK Anton et TORT Patrick, *Darwinisme et marxisme*, Paris, Arkhê, coll. « Travaux de l'Institut Charles Darwin international », 2011.
- PAQUET Philippe, *Simon Leys : navigateur entre les mondes*, Paris, Gallimard, 2016.
- PAQUOT Thierry, « François Maspero (1932-2015) », *Hermès, La Revue*, vol. 72, n° 2, 30 octobre 2015, pp. 251-256.
- PARIAS Louis-Henri et René REMOND (éd.), *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Nouvelle librairie de France, C.-V. Labat, 1981.
- PARIS Myriam, « « Contre tous les pouvoirs » », *20 21. Revue d'histoire*, vol. 146, n° 2, juillet 2020, pp. 95-107.
- PARIS Myriam, « Un féminisme anticolonial : l'Union des femmes de La Réunion (1946-1981) », *Mouvements*, n° 91, n° 3, La Découverte, août 2017, pp. 141-149.
- PARIS Myriam, *Nous qui versons la vie goutte à goutte : féminismes, économie reproductive et pouvoir colonial à La Réunion*, Paris, Dalloz, 2020.
- PAS Nicolas, « « Six Heures pour le Vietnam » Histoire des Comités Vietnam français 1965-1968 », *Revue Historique*, vol. 302, 1 (613), 2000, pp. 157-185.
- PAVARD Bibia, ROCHEFORT Florence, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Ne nous libérez pas, on s'en charge : une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2020.
- PAVARD Bibia, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française, 1956-1979*, Rennes, PUR, coll. « Archives du féminisme », 2012.
- PAVARD Bibia, *Les éditions des femmes: histoire de premières années 1972-1979*, Paris, France, Harmattan, coll. « Inter-national », 2005.
- PEJU Marcel (éd.), *Le procès du réseau Jeanson*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2002.
- PEJU Marcel, Paulette PEJU et Gilles MANCERON, *Le 17 octobre des Algériens suivi de La triple occultation d'un massacre*, Paris, la Découverte, coll. « Cahiers libres », 2011.
- PELLETIER Denis, *Économie et humanisme de l'utopie communautaire au combat pour le tiers-monde (1941-1966)*, Paris, Les Éd. du Cerf, coll. « Histoire », 1996.
- PELLETIER Denis et Jean-Louis SCHEGEL (éd.), *A la gauche du Christ*, Paris, Seuil, 2012.
- PELLETIER Willy et Laurent BONELLI, *L'État démantelé. Enquête sur une révolution silencieuse*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2010.
- PELLISSIER Pierre, *La bataille d'Alger*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2002.
- PENISSAT Étienne, « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de "réinvention" d'un mode d'action », *Genèses*, vol. 59, n° 2, 2005, pp. 71-93.
- PENNETIER Claude et Bernard PUDAL, « La certification scolaire communiste dans les années trente », *Politix*, vol. 35, n° 3, 1996, pp. 69-88.
- PERRINEAU Pascal (éd.), *L'engagement politique déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.
- PERROT Jean-Claude, PERROT Michelle, REBERIOUX Madeleine et Jean MAITRON (dir.), « La Sorbonne par elle-même : Mai-Juin 1968 », *Mouvement Social*, n°64, juillet-septembre 1968.

- PERROT Jean-Claude, Michelle PERROT, Madeleine REBERIOUX, Jean MAITRON, *La Sorbonne par elle-même : mai-juin 1968*, Paris, les Éditions ouvrières, coll. « Le Mouvement social », 1968.
- PERROT Michelle, *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998.
- PERU Jean-Michel, « Une crise du champ littéraire français. Le débat sur la littérature prolétarienne (1925-1935) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 89, 1991, pp. 47-65.
- PETRUCCIANI Stephano, « La théorie critique de l'école de Francfort et le mouvement des années 1968 : un rapport complexe », *Actuel Marx*, vol. 48, n° 2, 2010, pp. 138-151.
- PHILIP André, *Le socialisme trahi*, Paris, Plon, coll. « Tribune libre », 1957.
- PIAGET Charles, *Lip Charles Piaget et les LIP racontent*, Paris, Stock, coll. « Lutter », 1973.
- PIALOUX Michel, *Le temps d'écouter : enquête sur les métamorphoses de la classe ouvrière*, Paris, Raisons d'agir, 2019.
- PIALOUX Michel, Florence WEBER et Stéphane BEAUD, « Crise du syndicalisme et dignité ouvrière », *Politix*, n° 14, n° 2, 1991, pp. 7-18.
- PICQ Françoise, *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Brest, Éditions Dialogues, coll. « Nouvelles ouvertures », 2011.
- PICQ Françoise, *Libération des femmes : les années-mouvement*, Paris, Ed. du Seuil, 1993.
- PINTO Louis, *La vocation et le métier de philosophe pour une sociologie de la philosophie dans la France contemporaine*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2007.
- PINTO Louis, *Les neveux de Zarathoustra la réception de Nietzsche en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.
- PINTO Louis, « Mai 68 et le rapport des philosophes aux sciences de l'homme », *Cahiers de l'IHTP*, n°11, avril 1989, pp. 39-59.
- PINTO Louis, *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1986.
- PINTO Louis, *L'intelligence en action : Le Nouvel Observateur*, Paris, Métailié, 1984.
- PIOTTE Jean-Marc, *Démocratie des urnes et démocratie de la rue regard sur la société et la politique*, Montréal, Québec Amérique, coll. « Dossiers et documents », 2013.
- PIOTTE Jean-Marc, *Un certain espoir*, Montréal, Les éditions Logiques, 2008.
- PISIER Évelyne, Olivier DUHAMEL et François CHATELET (éd.), *Dictionnaire des œuvres politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.
- PODDA Stefania, *Nome di battaglia Mara*, Milano, Sperling & Kupfer, 2007.
- POLIAK Claude et Gérard MAUGER, « Les usages sociaux de la lecture », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 123, 1998, pp. 3-24.
- POLITZER Georges et Jacques DEBOUZY, *Écrits I La philosophie et les mythes*, Georges Cogniot (éd.), Paris, Éditions sociales, 1969.
- POPA Ioana, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires. La 6<sup>e</sup> section de l'EPHE et les études sur l'espace russe, soviétique et est-européen », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 210, n° 5, 2015, pp. 60-81.

- POPA Ioana, *Traduire sous contraintes, Littérature et communisme (1947-1989)*, Paris, CNRS, 2010.
- POPA Ioana, « « L'impureté » consentie. Entre esthétique et politique : critiques littéraires à Radio Free Europe », *Sociétés & Représentations*, vol. 11, n° 1, 2001, pp. 55-75.
- POUCH Thierry, *Les économistes français et le marxisme: apogée et déclin d'un discours critique (1950 - 2000)*, Rennes, PUR, coll. « Des sociétés », 2001.
- PRAZAN Michaël, *Les fanatiques histoire de l'armée rouge japonaise*, Paris, Seuil, coll. « L'Épreuve des faits », 2002.
- PREMAT Christophe, « L'autonomie introuvable. Socialisme ou Barbarie et Mai 1968 », *Dissidences*, avril 2008.
- PRENANT Marcel, *Toute une vie à gauche*, Paris, Encre, 1980.
- PREPOSIET Jean, *Spinoza et la liberté des hommes*, Paris, Gallimard, coll. « Les Essais », 1967.
- PROCHASSON Christophe, *Saint-Simon ou l'anti-Marx figures du saint-simonisme français, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Perrin, 2004.
- PROST Antoine, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, Armand Colin, « Collection U », 1968.
- PROST Antoine, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Nouvelle Librairie de France, tome IV, 1982.
- PUDAL Bernard, *Un monde défait: les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant, coll. « Savoir/Agir », 2009.
- PUDAL Bernard, « La note à Henri Krasucki (1965) », *Nouvelles FondationS*, vol. 3-4, n° 3-4, Fondation Gabriel Péri, 2006, pp. 55-63.
- PUDAL Bernard, « Récits édifiants du mythe prolétarien et réalisme socialiste en France (1934-1937) », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 77-96.
- PUDAL Bernard, « Symbolic Censorship and Control of Appropriations : The French Communist Party Facing " Heterical " Texts during the Cold War », *Libraries and Culture*, vol. 36, n° 1, 2001, pp. 152-161.
- PUDAL Bernard « Le peuple dans *Fils du Peuple* de Maurice Thorez », *Sociétés et représentations*, n°8, décembre 1999, pp. 265-279.
- PUDAL Bernard, « Nizan : l'homme et ses doubles », *Mots. Les langages du politique*, 1992, pp. 29-48.
- PUDAL Bernard, « Le populaire à l'encan », *Politix*, vol. 14, n° 2, 1991, pp. 53-64.
- PUDAL Bernard, *Prendre parti: pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989.
- PUDAL Bernard, « Les dirigeants communistes. Du « fils du peuple » à « l'instituteur des masses » », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 71-72, 1988, pp. 46-70.
- QUIN Claude, *Mêlez-vous de vos affaires !*, Paris, J.C. Lattès, 1985.
- RABOT Cécile, *La construction de la visibilité littéraire en bibliothèque essai*, Villeurbanne, Presses de l'Enssib, coll. « Papiers », 2015.
- RACINE-FURLAUD Nicole, « Une revue d'intellectuels communistes dans les années vingt : "Clarté" (1921-1928) », *Revue française de science politique*, 1967, pp. 484-519.

- RACINE Nicole et Michel TREBITSCH (dir.), « Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux », *Cahiers de l'IHTP*, n°20, mars 1992.
- RAMUNNI Girolamo, « Quels statuts pour les chercheurs ? Le débat en 1968 », *La revue pour l'histoire du CNRS*, 12/2005, pp. 6-7.
- RANCIERE Jacques, *La méthode de l'égalité. Entretien avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunya*, Montrouge, Bayard, 2012.
- RANCIERE Jacques, *La leçon d'Althusser*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1974.
- RAULET Gérard, « Marcuse en mai », *Actuel Marx*, vol. 64, n° 2, 2018, pp. 175-193.
- RAVENEL Bernard, *Quand la gauche se réinventait: le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, Paris, La Découverte, 2016.
- RAYMOND Pierre (éd.), *Althusser philosophe*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Actuel Marx confrontation », 1997.
- REBERIOUX Madeleine, *Pour que vive l'histoire : écrits*, Paris, Belin, 2017.
- REBERIOUX Madeleine, *Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 1999.
- REGAZZOLA Thomas et Jacques LEFEBVRE, *La domestication du mouvement poussées mobilisatrices et surrection de l'état*, Paris, Editions Anthropos, 1981.
- RENCONTRE DES QUATRE CENTS INTELLECTUELS COMMUNISTES, *Ouverture d'une discussion ? dix interventions*, Paris, F. Maspero, coll. « Débats communistes », 1979.
- RENISIO Yann, « L'origine sociale des disciplines », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 210, n° 5, 2015, pp. 10-27.
- RENNES Juliette, *Femmes en métiers d'hommes cartes postales, 1890-1920 une histoire visuelle du travail et du genre*, Michelle Perrot (éd.), Saint-Pourçain-sur-Sioule, Bleu autour, coll. « D'un regard l'autre », 2013.
- RENNES Juliette, *Le mérite et la nature une controverse républicaine l'accès des femmes aux professions de prestige, 1880-1940*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 2007.
- RENOU Xavier (éd.), *D'abord penser autour de Pierre Raymond*, Paris, Éditions Kimé, 2017.
- REVEL Ariane, « La forme du collectif. Les Révoltes logiques, un cas de recomposition intellectuelle et militante dans l'après-68 », *Raisons politiques*, vol. 67, n° 3, 2017, pp. 49-69.
- REYNAUD Bénédicte, « L'emprise des groupes. Sur l'édition française au début des années 1980 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 130, 1999, pp. 3-10.
- REYNE Dominique, « La politique à l'ouvrage. Le livre politique en France de 1983 à 1991 », *Cahiers de l'économie du livre*, n°8, décembre 1992.
- RICŒUR Paul, *Du texte à l'action*, Paris, Editions du Seuil, coll. « Esprit », 1986.
- RICŒUR Paul, *Temps et récit*, Paris, Seuil, coll. « L'Ordre philosophique », 1983.
- RIGLET Marc, « L'école et la révolution : aspects du discours révolutionnaire sur l'école pendant l'entre-deux-guerres », *Revue française de science politique*, vol. 28, n° 3, 1978, pp. 488-507.
- RIMBERT Pierre, *Libération : de Sartre à Rothschild*, Paris, Raisons d'agir, 2005.
- RIOT-SARCEY Michèle, *Le procès de la liberté: une histoire souterraine du XIX<sup>e</sup> siècle en*

- France, Paris, La Découverte, 2016.
- RIVIERE Pierre, FOUCAULT Michel, *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère... un cas de parricide au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, Julliard, coll. « Archives », 1973.
- ROSANVALLON Pierre, *Notre histoire intellectuelle et politique: 1968-2018*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2018.
- ROSANVALLON Pierre, « Sur quelques chemins de traverse de la pensée du politique en France », *Raisons politiques*, vol. 1, n° 1, 2001, pp. 49-62.
- ROSANVALLON Pierre, « Témoignage », *Revue Française d'histoire des idées politiques*, n°2, 1995.
- ROSANVALLON Pierre, *Le moment Guizot*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1985.
- ROSANVALLON Pierre, *L'âge de l'autogestion ou La politique au poste de commandement*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Politique », 1976.
- ROSS Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles et Paris, Éditions complexe et Le Monde Diplomatique, 2005.
- ROUBAUD-QUASHIE Guillaume (dir.), *Les lettres françaises : cinquante ans d'aventures intellectuelles*, Paris, Hermann, 2019.
- ROUET François, *Le livre mutations d'une industrie culturelle*, Paris, la Documentation française, 1992.
- ROZA Stéphanie, « Situation de la connaissance du babouvisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 115, avril 2011, pp. 157-174.
- RUAULT Lucile, « Une fête pour l'avortement libre. La mobilisation autour du procès des militantes du MLAC d'Aix (1976-1977) », *Genèses*, vol. 107, n° 2, 2017, pp. 32-55.
- RUBEL Maximilien, *Marx, critique du marxisme : essais*, Paris, Payot, coll. « Critique de la politique », 1974.
- SABOT Jean-Yves, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie l'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 1995.
- SAILLARD Yves et Robert BOYER (éd.), *Théorie de la régulation l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2002.
- SAINT-SIMON Claude-Henri de, *Oeuvres*, Paris, Éditions Anthropos, 1966.
- SALAMA Pierre, « Parcours de vie d'un chercheur en économie », *Revue Tiers Monde*, vol. 191, n° 3, 2007, pp. 573-590.
- SALEM Jean et Aymeric MONVILLE, *Résistances entretiens avec Aymeric Monville*, Paris, Éd. Delga, 2015.
- SALLES Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire: (1968 - 1981) ; instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage?*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2005.
- SAMOYAUULT Tiphaine, *Roland Barthes: biographie*, Paris, Seuil, coll. « Fiction & Cie », 2015.
- SAMUELSON François, *Il était une fois Libération : reportage historique*, Paris, Seuil, 1979
- SAPIRO Gisèle, *La responsabilité de l'écrivain littérature, droit et morale en France (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup>)*



- siècles), Paris, Éditions du Seuil, 2011.
- SAPIRO Gisèle (éd.), *L'espace intellectuel en Europe. De la formation des États-nations à la mondialisation XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2009.
- SAPIRO Gisèle (éd.), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2009.
- SAPIRO Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, n° 1-2, 2009, pp. 8-31.
- SAPIRO Gisèle (éd.), *Translatio le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS édition, coll. « Culture & société », 2008.
- SAPIRO Gisèle, « « Je n'ai jamais appris à écrire ». Les conditions de formation de la vocation d'écrivain », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 168, n° 3, 2007, pp. 12-33.
- SAPIRO Gisèle, « Formes et structures de l'engagement des écrivains communistes en France. De la « drôle de guerre » à la Guerre froide », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 154-176.
- SAPIRO Gisèle, *La guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, coll. « Histoire de la pensée », 1999.
- SAPIRO Gisèle, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 111-112, n° 1-2, 1996, pp. 3-35.
- SAPIRO Gisèle, Marco SANTORO et Patrick BAERT (éd.), *Ideas on the Move in the Social Sciences and Humanities: The International Circulation of Paradigms and Theorists*, sans lieu, Palgrave Macmillan, coll. « Socio-Historical Studies of the Social and Human Sciences », 2020.
- SARTRE Jean-Paul, *Situations II Septembre 1944 - décembre 1946*, Paris, Gallimard, 2012.
- SARTRE Jean-Paul, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1972.
- SARTRE Jean-Paul, David ROUSSET et Gérard ROSENTHAL, *Entretiens sur la politique*, Paris, Gallimard, 1949.
- SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste: sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 1997.
- SAWYER S. et Iain STEWART (éd.), *In Search of the Liberal Moment: Democracy, Anti-totalitarianism, and Intellectual Politics in France since 1950*, New York, Palgrave Macmillan US, 2016.
- SAYAD Abdelmalek, *Un Nanterre algérien terre de bidonvilles*, Paris, Editions Autrement, coll. « Série Monde/Français d'ailleurs, peuple d'ici », 1995.
- SCHAEPELYNCK Valentin, *L'institution renversée folie, analyse institutionnelle et champ social*, Paris, Eterotopia France, coll. « Parcours », 2018.
- SCHIFFRIN André, *L'édition sans éditeurs*, Michel Luxembourg (éd.), Paris, La Fabrique éditions, 1999.
- SCHNAPP Alain, Pierre VIDAL-NAQUET et Pierre SORLIN (éd.), *Journal de la commune étudiante. Textes et documents novembre 1967-juin 1968*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2018.
- SECRETAN Catherine, Tristan DAGRON et Laurent BOVE (éd.), *Qu'est-ce que les Lumières*

- « radicales » ? *Libertinage, athéisme et spinozisme dans le tournant philosophique de l'âge classique*, Paris, Éd. Amsterdam, coll. « Cauter ! », 2007.
- SEMAINE DE LA PENSÉE MARXISTE (07 ; 1971 ; PARIS), *Problèmes de la révolution socialiste en France Semaine de la pensée marxiste, 22-29 avril 1971*, Gérard de Bernis et Guy Besse (éd.), Paris, Éditions sociales, 1971.
- SEMPE Mathilde, « La revue bretonne Ar Falz : « l'art social » en conjoncture de crise politique et littéraire (1945-1946) », *COntEXTES. Revue de sociologie de la littérature*, n° 16, décembre 2015.
- SEMPRUN Jorge, *Autobiographie de Federico Sánchez*, Paris, Éditions du Seuil, 1978.
- SENARCLENS Pierre de, *Le Mouvement « Esprit » 1932-1941 essai critique*, Lausanne, L'âge d'homme, 1974.
- SERRY Hervé, *Aux origines des Éditions du Seuil*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- SERRY Hervé, *Les Éditions du Seuil, 70 ans d'histoires*, Paris, Seuil : IMEC, 2008.
- SERRY Hervé, *Naissance de l'intellectuel catholique*, Paris, La Découverte, coll. « L'Espace de l'histoire », 2004.
- SERRY Hervé, « Les écrivains catholiques dans les années 20 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 124, n° 4, 1998, pp. 80-87.
- SIMEANT Johanna, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, pp. 47-72.
- SIMONIN Anne, *Le droit de désobéissance les Éditions de Minuit en guerre d'Algérie*, Paris, les Éditions de Minuit, coll. « Documents », 2012.
- SIMONIN Anne, « Le catalogue de l'éditeur, un outil pour l'histoire. L'exemple des éditions de minuit », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 81, n° 1, 2004, pp. 119-129.
- SIMONIN Anne, « Le droit à l'innocence. Le discours littéraire face à l'épuration (1944-1953) », *Sociétés & Représentations*, vol. 11, n° 1, 2001, pp. 121-141.
- SIMONIN Anne, « La littérature saisie par l'histoire. Nouveau Roman et guerre d'Algérie aux Éditions de Minuit », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1-2/111-112, 1996, pp. 59-75.
- SIMONIN Anne, *Les Éditions de Minuit 1942-1955 le devoir d'insoumission*, Paris, IMEC, coll. « L'Édition contemporaine », 1994.
- SIMONIN Anne et CLASTRES Hélène, *Les idées en France 1945-1988 une chronologie*, [Paris], #0, Gallimard, coll. « Folio », 1989.
- SIMONIN Anne et Pascal FOUCHE, « Comment on a refusé certains de mes livres », *Contribution à une histoire sociale du littéraire*, 1999, pp. 103-115.
- SIRINELLI Jean-François, *Les vingt décisives, 1965-1985: le passé proche de notre avenir*, Paris, Fayard, 2007.
- SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.
- SIRINELLI Jean-François, « Les Normaliens de la rue d'Ulm après 1945 : une génération communiste ? », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 1986, pp. 569-588.
- SKORNICKI Arnault, *L'économiste, la cour et la patrie: l'économie politique dans la France des*

- Lumières*, Paris, CNRS, coll. « Histoire », 2011.
- SKORNICKI Arnault et Jérôme TOURNADRE, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, coll. « Repères sciences politiques-droit », 2015.
- SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil: l'après 68 en France et en Italie*, Rennes, PUR, 2008.
- SOMMIER Isabelle, « Mai 68 : sous les pavés d'une page officielle », *Sociétés contemporaines*, vol. 20, n° 4, 1994, pp. 63-82.
- SOULIE Charles (éd.), *Un mythe à détruire ? Origines et destin du Centre universitaire du Centre expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 2012.
- SOULIE Charles, « Histoire du département de philosophie de Paris VIII. Le destin d'une institution d'avant-garde », *Histoire de l'éducation*, 1998, pp. 47-69.
- SPECTOR Céline, « Le spinozisme politique aujourd'hui : Toni Negri, Étienne Balibar... », *Esprit*, mai, n° 5, 2007, pp. 27-45.
- SPIRE Antoine, Jean-Pierre VIALA et PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *La bataille du livre*, Paris, Éditions sociales, coll. « Notre temps », 1976.
- SPITZ Jean-Fabien, « Comment lire les textes politiques du passé? », *Droits*, 10, 1989.
- STARCENBAUM Marcelo, « Althusser et l'Amérique latine », *Actuel Marx*, vol. 67, n° 1, 2020, pp. 11-28.
- STELLA Alessandro, *Années de rêves et de plomb des grèves à la lutte armée en Italie (1968-1980)*, Marseille, Agone, coll. « Mémoires sociales », 2016.
- STERNHELL Zeev, *Ni droite, ni gauche l'idéologie fasciste en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1983.
- STERNHELL Zeev, *La Droite révolutionnaire 1885-1914 les origines françaises du fascisme*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « L'Univers historique », 1978.
- STORA Benjamin, *68, et après les héritages égarés*, Paris, Stock, coll. « Un ordre d'idées », 2018.
- STORA Benjamin, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Éd. la Découverte, coll. « Repères », 1992.
- STRAUSS Leo, « What is Political Philosophy? », *The Journal of Politics*, vol. 19, n° 3, The University of Chicago Press, 1957, pp. 343-368.
- STUDER Brigitte, « Communisme et féminisme », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, vol. 41, n° 1, 2015, pp. 139-152.
- SUREL Yves, *L'État et le livre les politiques publiques du livre en France 1957-1993*, Paris, Montréal, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 1997.
- SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime, « « L'idéologie tiers-mondiste ». Constructions et usages d'une catégorie intellectuelle en « crise » », *Raisons politiques*, n° 18, n° 2, 2005, pp. 27-48.
- TACKETT Timothy, *Anatomie de la Terreur : le processus révolutionnaire 1787-1793*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2018.
- TACKETT Timothy, *Le roi s'enfuit. Varennes et l'origine de la Terreur*, Paris, La Découverte, 2004.

- TACKETT Timothy, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, A. Michel, coll. « L'Évolution de l'humanité », 1997.
- TAHON Marie-Blanche, Modj-ta-ba SADRIA et André CORTEN (éd.), *Les autres marxismes réels*, Paris, C. Bourgois, coll. « Cibles », 1985.
- TAREK Antoine, *Le prolétariat aujourd'hui*, Nanterre, Université Paris X - Nanterre, coll. « Cahiers du Centre de philosophie politique, économique et sociale », 1989.
- TARTAKOWSKY Danielle, Alain BERGOUNIOUX et Claude BARTOLONE (éd.), *L'union sans unité le programme commun de la gauche, 1963-1978*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2012.
- TERK Boris, *Michèle Firk est restée au Guatemala : portrait d'une cinéaste en armes*, Paris, Ed. Syllepse, coll. « Utopie critique », 2004.
- TERRAY Emmanuel, *Un livre d'entretiens avec un cadet, l'anthropologue Jean-Paul Colleyn : Traversées. Livres, actions, voyages*, Bruxelles, Labor, 2005.
- TEXIER Jacques, « Sur "Les aventures du marxisme" » », *Actuel Marx*, n°1, 1987, p. 140.
- THEBAUD Françoise, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, dans *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, ENS Éditions, coll. « Sociétés, Espaces, Temps », 2017.
- THOREZ Maurice, « La situation économique de la France, mystification et réalités », *Les cahiers du communisme*, n°3, mars 1955.
- TILLY Charles, *La France conteste: de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1986.
- TISSOT Sylvie, Christophe GAUBERT et Marie-Hélène LECHIEN, *Reconversions militantes*, Limoges, PULIM, coll. « Sociologie et sciences sociales », 2005.
- TOPALOV Christian, « Écrire l'histoire des sociologues de Chicago », *Genèses*, vol. 51, n° 2, 2003, pp. 147-159.
- TOPALOV Christian (éd.), *Laboratoires du nouveau siècle: la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, coll. « Civilisations et sociétés », n° 98, 1999.
- TOPALOV Christian, « La politique du logement dans le processus révolutionnaire portugais (1974-1975) », *Espaces et sociétés*, n°17-18, 1976, pp. 109-135.
- TOSEL André, Pierre-François MOREAU et Jean SALEM (éd.), *Spinoza au XIXe siècle*. Actes des Journées d'études organisées à la Sorbonne, 9 et 16 mars, 23 et 30 novembre 1997, Paris, Publications de la Sorbonne, coll. « Philosophie », 2007.
- TOURAINÉ Alain, *La voix et le regard*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Sociologie permanente », 1978.
- TOURAINÉ Alain, François DUBET et Zsuzsa HEGEDÜS, *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Sociologie permanente », 1980.
- TRAÏNI Christophe, *La musique en colère*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Contester », 2008.
- TRAVERSO Enzo, *Les marxistes et la question juive histoire d'un débat (1843-1943)*, Paris, la Brèche-PEC, 1990.
- TRAVERSO Enzo et Régis MEYRAN, *Où sont passés les intellectuels?*, Paris, Ed. Textuel, coll. « Conversations pour demain », 2013.

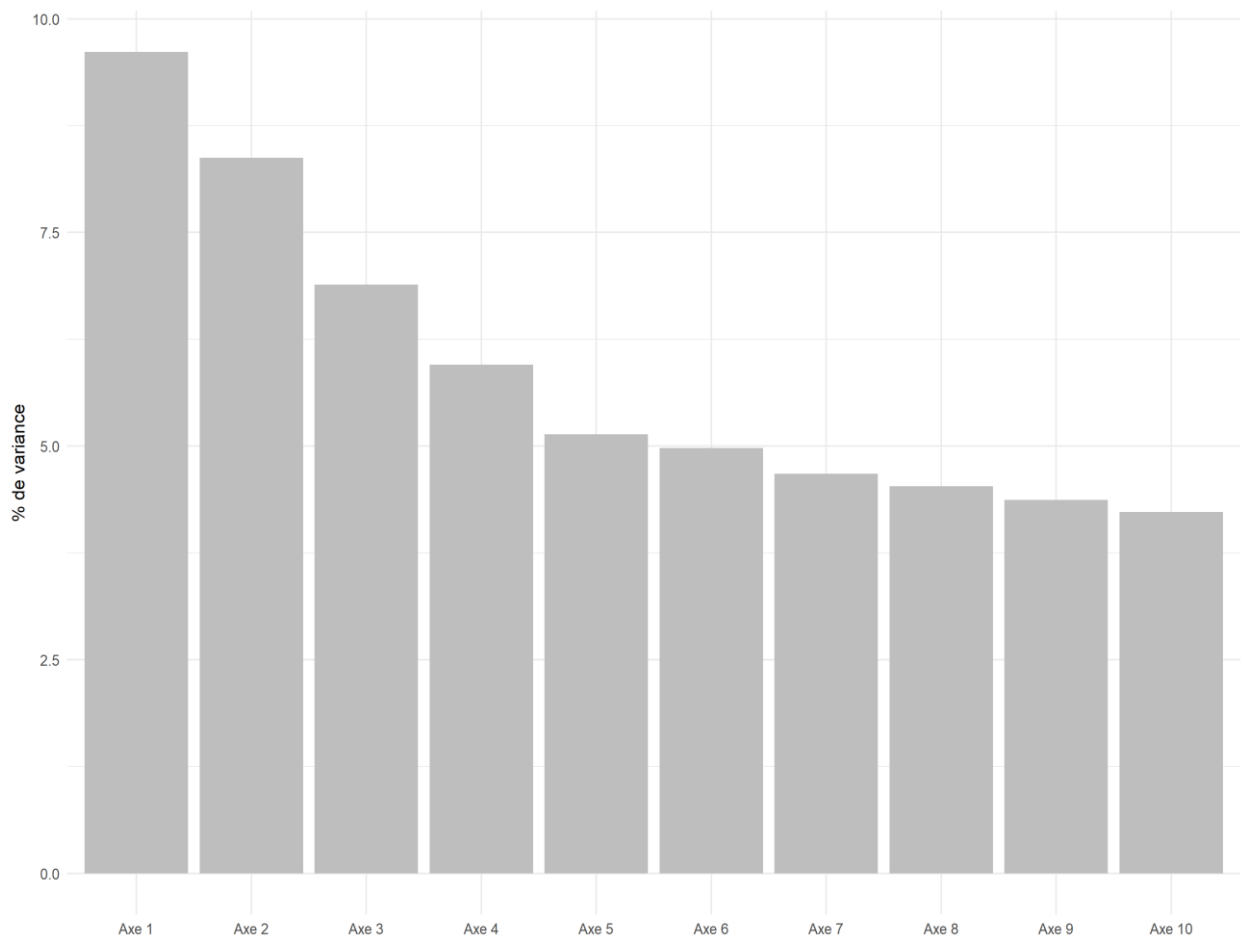
- TREBITSCH, Michel « Les intellectuels dans le Maitron. Essai de typologie », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 26, mars 1994, pp. 13-25.
- TRONTI Mario, *Ouvriers et capital*, Paris, Christian Bourgois éditeur, coll. « Série cibles », 1977.
- VACHET André, « Les “fractures” du marxisme et le boitement de la gauche... », *Revue canadienne de science politique*, vol. 20, n°1, mars 1987
- VAN DAMME Stéphane, *Descartes. Essai d'histoire culturelle d'une grandeur philosophique*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références-Facettes », 2002.
- VARON Jeremy, *Bringing the war home the Weather Underground, the Red Army Faction, and the revolutionary violence in the sixties and seventies*, Berkeley, University of California Press, 2004.
- VAYSSE Jean-Marie, *Totalité et subjectivité. Spinoza dans l'idéalisme allemand*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, coll. « Bibliothèque d'histoire de la philosophie », 1994.
- VERDES-LEROUX Jeanine, *Au service du parti - Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Éditions Fayard / Éditions de Minuit, 1983.
- VERDES-LEROUX Jeannine, « Les invariants du parti communiste français », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 36-37, 1981, pp. 65-81.
- VERDES-LEROUX Jeannine, « L'art de parti », *Le parti communiste français et ses peintres (1947-1954)*, [Actes de la Recherche en Sciences Sociales](#), n° 28, 1979, pp. 33-55.
- VERGNON Gilles, *Le modèle suédois les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2015.
- VERNANT Jean-Pierre, *Entre mythe et politique*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « La Librairie du XX<sup>e</sup> siècle », 1996.
- VERNEUIL Yves, *Les agrégés histoire d'une exception française*, Paris, Belin, coll. « Histoire de l'éducation », 2005.
- VERNIERE Paul, *Spinoza et la pensée française avant la Révolution*, Paris, PUF, 1954.
- VERRET Michel, « Histoire d'une fidélité. Biographie de Michel Verret par lui-même », *Politix*, vol. 13, n° 1, 1991, pp. 43-49.
- VESSILLIER Michèle, « La démographie des auteurs », *Population*, 1976, pp. 111-130.
- VEYNE Paul, *Comment on écrit l'histoire ?* augmenté de « Foucault révolutionne l'histoire », Paris, Seuil, 1978 [1971].
- VIALA Alain, *Naissance de l'écrivain sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Éd. de Minuit, coll. « Le sens commun », 1985.
- VIDAL-NAQUET Pierre, *Le choix de l'histoire. Pourquoi et comment je suis devenu historien*, Paris, Arléa, 2003.
- VIDAL-NAQUET Pierre, *La raison d'état*, Comité Maurice Audin (éd.), [Nouvelle éd.], Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2002 [1962].
- VIENET René, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, [Paris], Gallimard, coll. « Témoins », 1968.
- VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68: essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2007.

- VIGREUX Jean, *La France contemporaine. Croissance et contestation, 1958-1981*, Paris, Points, 2018.
- VIGREUX Jean, « Waldeck Rochet et les intellectuels », *Nouvelles FondationS*, vol. 3-4, n° 3-4, 2006, pp. 139-141.
- VIGREUX Jean, *Waldeck Rochet une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000.
- VINCENT Bernard et Jean-Philippe GENET (éd.), *État et Église dans la genèse de l'État moderne actes du colloque*, Madrid, Casa de Velázquez, 1986.
- VINCENT Jean-Marie (dir.), *Marx après les marxismes*, Tome 2 : *Marx au futur*, Paris, L'Harmattan, coll. « Futur antérieur », 1997.
- VINCENT Jean-Marie, *Critique du travail le faire et l'agir*, Paris, PUF, coll. « Pratiques théoriques », 1987.
- VINCENT Jean-Marie, *La Théorie critique de l'École de Francfort*, Paris, Galilée, coll. « R.C. », 1976.
- VINCENT Julien, « Concepts et contextes de l'histoire intellectuelle britannique : l'« École de Cambridge » à l'épreuve », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 50, n° 2, 2003, pp. 187-207.
- VIOLEAU Jean-Louis, *Les architectes et Mai 68*, Paris, Éditions Recherches, 2005.
- WALD LASOWSKI ALIOCHA, *Althusser et nous : vingt conversations*, Paris, PUF, 2016.
- WAQUET Françoise, *Parler comme un livre l'oralité et le savoir, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Albin Michel, coll. « L'Évolution de l'humanité », 2003.
- WASSERMAN Gilbert, « De la décolonisation à l'altermondialisme. Entretien avec Gustave Massiah », *Mouvements*, vol. 42, n° 5, 2005, pp. 133-140.
- WEBER Florence, *Brève histoire de l'anthropologie*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Essais », 2015.
- WEBER, Florence « L'ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, n°1, 1995, pp. 153-165.
- WEBER Louis et Willemez Laurent (propos recueillis par), « Christian Topalov, chercheur et militant », *Savoir/Agir*, vol. 26, n° 4, 2013, pp. 63-75.
- WEILL Claudie, « À propos du terme « bolchevisme » », *Cahiers du Monde Russe*, vol. 16, n° 3, 1975, pp. 353-363.
- WILLEMEZ Laurent, « Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, n° 51, 2004, pp. 71-82.
- WILLEMEZ Laurent, « Engagement professionnel et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés », *Politix*, vol. 62, n° 2, 2003, pp. 145-164.
- WINOCK Michel, *L'effet de génération une brève histoire des intellectuels français*, Vincennes, T. Marchaisse, 2011.
- WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997.
- WINOCK Michel, *Histoire politique de la revue « Esprit » 1930-1950*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique 13 », 1975.
- WISLER Dominique, *Violence politique et mouvements sociaux étude sur les radicalisations sociales en Suisse durant la période 1969-1990*, Genève, Georg éd, coll. « Lug », 1994.

- WOLIKOW Serge, « L'organisation du PCF à ses débuts », *Nouvelles Fondations*, vol. 1, n° 1, 2006, pp. 159-165.
- WOLIKOW Serge, José GOTOVITCH et Claude PENNETIER, *L'Internationale communiste, 1919-1943 le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Ed.de l'Atelier - Editions ouvrières, 2010.
- YMONET Marie, « Les héritiers du Capital », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 55, n° 1, 1984, pp. 3-14.
- YON Karel, « Que faire de la théorie au Parti socialiste ? La carrière écourtée du marxisme de Convergences socialistes », *Sociétés contemporaines*, vol. 81, n° 1, 2011, pp. 81-105.
- ZAC Sylvain, *Spinoza en Allemagne : Mendelssohn, Lessing et Jacobi*, Paris, Méridiens Klincksieck, coll. « Philosophie », 1989.
- ZAC Sylvain, *Essais spinozistes*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, coll. « Vrin Reprise », 1985.
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Les luttes et les rêves: une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones, 2016.
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « La question immigrée après 68 », *Plein droit*, vol. 53-54, n° 2-3, 2002, pp. 3-7.
- ZELENSKY Anne, *Histoire de vivre mémoires d'une féministe*, Paris, Calmann-Lévy, 2005.
- ZELENSKY-TRISTAN Anne et Annie de PISAN, *Histoires du M.L.F*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « L'Ordre des choses », 1977.
- ZITOUNI Benedikte, « Michel Foucault et le groupe d'information sur les prisons : comment faire exister et circuler le savoir des prisonniers », *Les Temps Modernes*, vol. 645-646, n° 4-5, 2007, pp. 268-307.

*Annexes de la thèse*

***Histogramme des valeurs propres de l'ACM***





**Nuage des modalités actives les plus contributives sur un plan factoriel 1-2**



**Contributions des modalités par ordre décroissant : axe 1**

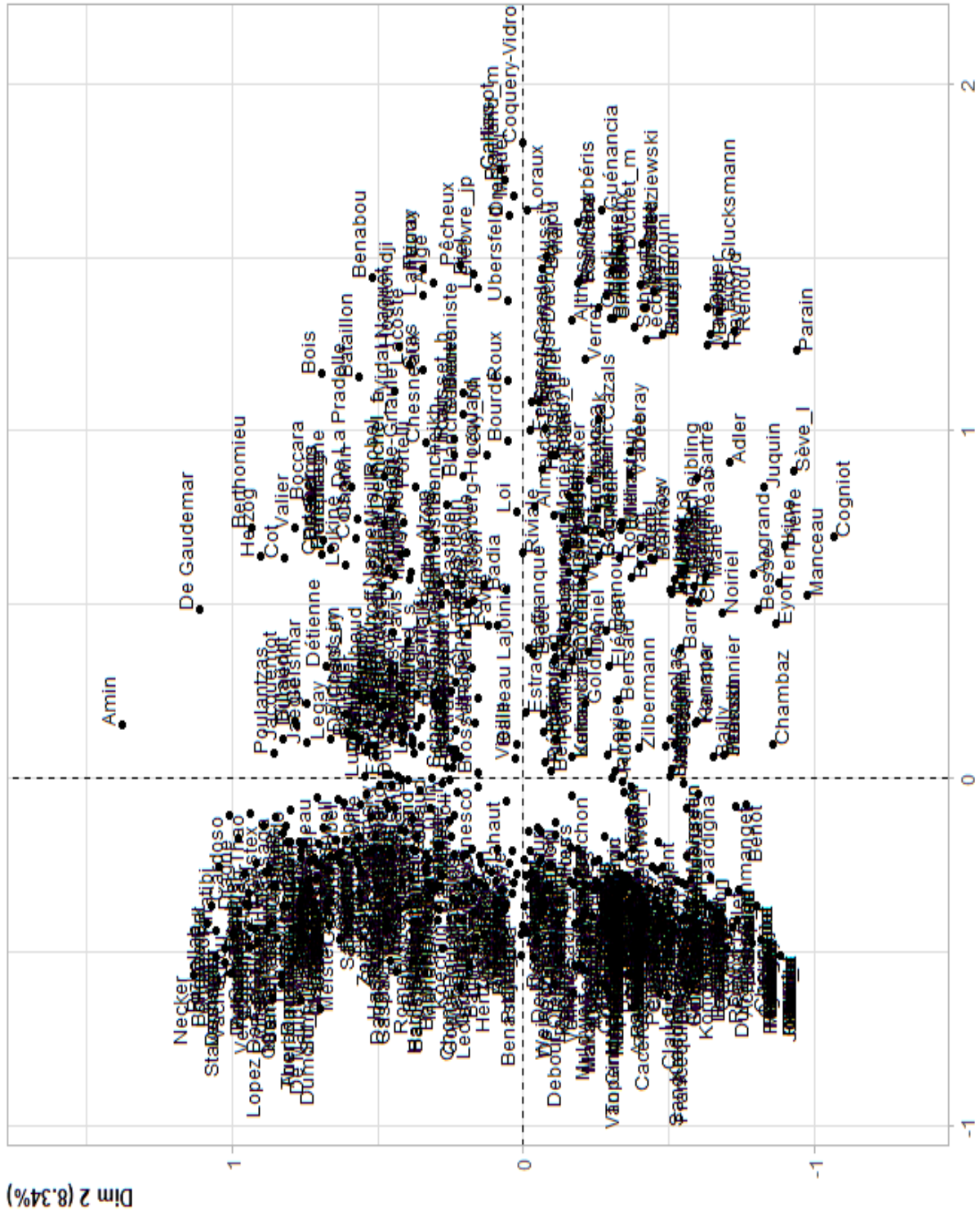
variables	modalites	n	pourcentage	dim1_coord	dim1_contrib	dim1_
agrégation	agrégation	167	20,5	1,7	28,72	
ENS	oui_ens	68	8,4	2,25	20,4	
Statut professionnel en mai 68	universitaire_catB	118	14,5	1,04	8,24	
agrégation	non_agrégation	646	79,5	-0,44	7,42	
Statut professionnel en mai 68	universitaire_catA	85	10,5	0,9	4,46	
Doctorat	doctorat_histoire	45	5,5	1,23	4,06	
Statut professionnel en mai 68	enseignant_secondaire	68	8,4	0,87	3,3	
Lieu de naissance	étranger	123	15,1	-0,56	3,11	
Statut professionnel en mai 68	professionnel_politique	116	14,3	-0,62	3,05	
Statut professionnel en mai 68	profession_intello_autre	130	16	-0,55	2,71	
Doctorat	doctorat_SH	41	5	0,93	2,13	
ENS	non_ens	704	86,6	-0,21	1,84	
Statut professionnel en mai 68	présence_étranger	64	7,9	-0,59	1,54	
Origines sociales	classes_populaires	140	17,2	-0,28	1,22	
Statut professionnel en mai 68	EC_non_titulaire	111	13,7	-0,4	1,2	
année de naissance	(1927,1938]	210	25,8	0,27	1,08	
Origines sociales	employés_petits_fonctionnaires_et_assimilés	118	14,5	0,27	0,88	
Doctorat	pas_doctorat	472	58,1	-0,17	0,84	
Statut professionnel en mai 68	profession_autre	31	3,8	-0,58	0,72	
Lieu de naissance	colonie	68	8,4	0,36	0,69	
année de naissance	[1883,1917]	106	13	-0,27	0,58	
Doctorat	doctorat_sociologie	85	10,5	-0,32	0,52	
Lieu de naissance	paris	142	17,5	0,2	0,46	
Origines sociales	bourgeoisie_intellectuelle	92	11,3	0,15	0,21	
Doctorat	doctorat_autre	113	13,9	0,17	0,2	
année de naissance	(1945,1959]	96	11,8	-0,15	0,16	
année de naissance	(1917,1927]	119	14,6	-0,11	0,1	
Lieu de naissance	province	285	35,1	0,06	0,08	
ENS	GE_autre	41	5	-0,12	0,04	
Doctorat	doctorat_économie	57	7	-0,07	0,02	
Origines sociales	bourgeoisie_économique	95	11,7	-0,04	0,02	
année de naissance	(1938,1945]	137	16,9	0,01	0	

## Contributions des modalités par ordre décroissant : axe 2

variables	modalites	n	pourcentage	dim2_coord	dim2_contrib	dim2_cos2
Doctorat	pas_doctorat	472	58,1	-0,67	14,54	0,62
Statut professionnel en mai 68	professionnel_politique	116	14,3	-1,09	10,79	0,26
Doctorat	doctorat_sociologie	85	10,5	1,21	8,57	0,17
Statut professionnel en mai 68	présence_étranger	64	7,9	1,25	7,96	0,18
Doctorat	doctorat_économie	57	7	1,37	7,31	0,14
Doctorat	doctorat_autre	113	13,9	0,95	6,94	0,14
Lieu de naissance	étranger	123	15,1	0,75	6,31	0,19
Statut professionnel en mai 68	EC_non_titulaire	111	13,7	0,74	4,72	0,11
Statut professionnel en mai 68	enseignant_secondaire	68	8,4	-0,9	4,12	0,09
Lieu de naissance	province	285	35,1	-0,4	4	0,17
Statut professionnel en mai 68	universitaire_catA	85	10,5	0,76	3,65	0,08
Origines sociales	bourgeoisie_économique	95	11,7	0,52	3,44	0,15
Origines sociales	classes_populaires	140	17,2	-0,43	3,18	0,15
année de naissance	[1883,1917]	106	13	-0,57	2,88	0,07
Statut professionnel en mai 68	profession_intello_autre	130	16	-0,44	1,97	0,05
ENS	GE_autre	41	5	0,82	1,87	0,04
année de naissance	(1927,1938]	210	25,8	0,29	1,46	0,05
ENS	oui_ens	68	8,4	-0,52	1,27	0,02
année de naissance	(1917,1927]	119	14,6	-0,35	1,18	0,03
Lieu de naissance	colonie	68	8,4	0,39	0,92	0,02
Origines sociales	bourgeoisie_intellectuelle	92	11,3	0,26	0,79	0,03
année de naissance	(1938,1945]	137	16,9	0,24	0,64	0,02
Doctorat	doctorat_histoire	45	5,5	0,41	0,52	0,01
Origines sociales	employés_petits_fonctionnaires_et_assimilés	118	14,5	-0,15	0,32	0,01
Statut professionnel en mai 68	universitaire_catB	118	14,5	0,14	0,18	0
Doctorat	doctorat_SH	41	5	0,24	0,17	0
agrégation	agrégation	167	20,5	-0,11	0,15	0
année de naissance	(1945,1959]	96	11,8	0,09	0,07	0
agrégation	non_agrégation	646	79,5	0,03	0,04	0
Lieu de naissance	paris	142	17,5	-0,05	0,04	0
Statut professionnel en mai 68	profession_autre	31	3,8	0,06	0,01	0
ENS	non_ens	704	86,6	0	0	0

## Nuage des individus de l'ACM accompagnés de leur nom

MCA factor map



Dim 1 (9.60%)

2

1

0

-1

Dim 2 (8.34%)

1

0

-1

**Autour de la réception de l'École capitaliste en France (Marx Paillet, dans *L'express*, et Madeleine Rébérioux, dans *La Quinzaine Littéraire*)**

IDEES

## L'école de l'inégalité

par Marc Paillet

Marc Paillet, 52 ans, est l'auteur de « Gauche, année zéro » (Gallimard) et de « Marx contre Marx » (Denoël), qui a fait, ce printemps, du bruit.

C'est un des traits les plus significatifs du monde contemporain que le rôle de l'école en général et de l'Université en particulier dans les luttes civiles. Certes, elles ont toujours été le théâtre d'affrontements, mais l'affaire a aujourd'hui une tout autre dimension que les bagarres de jadis au Quartier latin.

Cette importance grandissante renvoie tout à la fois aux problèmes sans précédent que posent l'accumulation et la transmission des connaissances et de la culture, aux nouveaux rapports qui régissent les relations du savoir et de l'action, donc au bouleversement révolutionnaire de la science et de la technique, et à la place démesurément accrue que ces dernières occupent dans le processus de production, aux modifications fondamentales survenues dans l'appareil économique, aux transformations des classes sociales... Tout, aujourd'hui, place l'école à un carrefour privilégié.

De tout cela, Christian Baudelot et Roger Establet ne retiennent qu'un aspect, mais qui leur paraît essentiel : il s'agit pour eux de démontrer que l'appareil scolaire tout entier « contribue à reproduire les rapports sociaux de production capitalistes », bien plus qu'ils sont, de ce système, un rouage essentiel.

L'école unique, l'égalité scolaire, au-

tant de mythes selon eux, car la réalité, c'est qu'il existe non pas un, mais deux réseaux de scolarisation. Le premier décrit comme Primaire-Professionnel (P-P), et à scolarité relativement courte, s'adresse essentiellement aux enfants des travailleurs, et a pour objet de fournir à la société bourgeoise des prolétaires. L'autre réseau, Secondaire-Supérieur (S-S), est destiné aux enfants de la bourgeoisie et des « cadres », et, bien entendu, fournit au système son encadrement.

### Le réseau S-S

Chaque réseau dispose d'un langage, d'une pratique, d'une technique différents au service de ces finalités différentes. Et, s'il est vrai que l'un et l'autre reposent sur la même « idéologie bourgeoise », il n'en demeure pas moins que le réseau P-P en diffuse une mouture assez rigide à l'usage des prolétaires à assujettir, et le réseau S-S une autre plus souple et plus élaborée aussi à l'usage des futurs dirigeants.

Si l'on s'en tient au propos même, la démonstration de Baudelot et Establet, qui repose d'ailleurs sur un luxe de statistiques, d'exemples et de descriptions souvent pertinents, ne peut être repoussée. On sait bien que le système scolaire, en France, aboutit le plus souvent à reproduire pour les enfants la situation économique-sociale des parents.

Mais à cet endroit un glissement se produit. Il n'est pas question pour les auteurs de démontrer que le système scolaire, entre autres, favorise la reproduction des rapports économique-sociaux existants. Ils veulent établir qu'il n'est fait que pour cela, que c'est son essence. Le réformer n'a donc aucun sens. On pressent qu'il s'agit de le détruire en tant que tel et de le remplacer sans doute par un autre idéologiquement et pratiquement à service,

aujourd'hui, de la Révolution prolétarienne et, demain, de la société socialiste.

De telles conclusions ne peuvent être acceptées comme logiques et fondées que si d'abord on ramène, en effet, le problème scolaire dans sa totalité à n'être qu'un des aspects, même important, de la lutte des classes.

D'autre part, l'ensemble du raisonnement dépend de l'appréciation qui est portée globalement sur l'évolution sociale. Cependant, autant les auteurs font preuve d'un sens critique aigu quant à l'analyse de l'école, autant ils acceptent et exposent sans l'ombre d'un réexamen une problématique marxiste orthodoxe qui commence pourtant à faire eau de toutes parts. Que deviendrait leur démonstration s'il était avéré que les affrontements sociaux ne se résument pas à une lutte de classes bourgeoisie-prolétariat et que l'appareil scolaire puisse être l'instrument de formation et de promotion d'une nouvelle classe dirigeante? Le problème de la technocratie, aujourd'hui capital, méritait au moins d'être évoqué dans un tel contexte.

### L'espoir suprême

Enfin, même en acceptant comme cadre celui qui est choisi par les auteurs, on est amené à se poser une question fondamentale : la reproduction, pour des raisons multiples (entourage, famille, pratiques scolaires, niveaux linguistiques, etc.), de couches sociales différenciées, prolétaires, petits cadres, technocrates, bureaucrates, bourgeois..., donc la reproduction de rapports domination-exploitation, n'est-elle pas liée, au plus profond, au fonctionnement même de toute société industrielle, quelles que soient son idéologie et ses structures, du moins jusqu'à présent?

C'est donc en s'attaquant à tous les aspects, technique, économique et



Galli phot



L'ÉCOLE ET L'USINE.  
Fournir des prolétaires.

social, du mode de production lui-même (et pas seulement, par exemple, aux rapports juridiques de propriété), en bouleversant les conditions du travail, et pas seulement l'enveloppe idéologique, que l'on pourra donner de nouvelles assises à une école vraiment nouvelle. La technique fera au moins autant que la politique.

Il est vrai que les auteurs, flairant l'écueil, se réfèrent explicitement au modèle de la Révolution culturelle chinoise comme à une réalité exemplaire. C'est, actuellement et en de nombreux domaines, le nouvel espoir suprême. Mais, dans l'état actuel de nos connaissances, cela ne renvoie-t-il pas bien plus à une idéologie qu'à des faits avérés?

MARC PAILLET ■

*L'École capitaliste en France*, par Christian Baudelot et Roger Establet. *Aspero, Cahiers libres*, n° 213-214, 396 pages, 25 F 70.

Madeline Rebérioux

# L'institution scolaire

Baudelot,  
Establet  
*Capitalisme en France*  
Brest »  
324 p.

Citron  
*École bloquée*  
170 p.

Baudelot  
*École idéale*

« Réponses »  
Robert Laffont éd., 248 p.

Qu'un des « maîtres les plus écoutés de la pédagogie contemporaine » s'il faut en croire la jaquette de son livre, directeur par surcroît de l'École Alsacienne, puisse en 1971 trancher le problème du contenu social de l'école française en affirmant : « *Marx dirait : à chacun selon ses capacités* » (p. 245), voilà qui vous donne un choc. Au fil des pages on apprend encore dans *Vers une école idéale* que

*L'enseignement du « Syllabus » par le clergé*



ceux qui critiquent l'obligation du latin dans le second degré le font pour s'en réserver le monopole, et qu'en matière d'éducation nul ne peut remplacer les parents, sauf, évidemment dans le lieu scolaire où leurs associations introduisent ce monstre, la politique. On apprend aussi... que n'apprend-on pas ? Et d'abord que « le bon sens » est toujours debout, ignorant enquêtes et statistiques.

A la même heure paraissent les analyses lucides et donc peu réjouissantes de Suzanne Citron et de Baudelot et Establet, deux ouvrages qui traitent de l'institution scolaire et en décrivent essentiellement les rigidités : pour l'un comme pour l'autre Edgar Faure n'a guère existé, à tout le moins son action n'a que fort peu mordu sur le système. Deux ans après mai, note Suzanne Citron, le réformisme faurien apparaît comme « une belle illusion ». Encore lui fait-elle l'honneur de le nommer, alors que Baudelot et Establet s'en gardent : ce n'est à leurs yeux qu'écume sur la mer de l'appareil scolaire capitaliste. Il est vrai que, sous le nom d'École on traite ici surtout de « l'ensemble institutionnel correspondant à l'âge de la scolarité obligatoire » (*L'École bloquée*, p. 6) ; même si l'enseignement supérieur se situe dans le droit fil du secondaire, ce ne sont pas les universités entendues au sens de la loi d'orientation, qui sont au cœur de ces réflexions. Pourtant, si les mécanismes décrits, les luttes ou les espérances évoquées ne concernent qu'un de ses secteurs, c'est bien le front de l'éducation tout entier qui se trouve visé. En ce sens aussi ces deux livres convergent et chacun dit à sa manière ce que la France n'est pas seule à lui donner à voir : « *On peut parfaitement mettre un terme à certaines aliénations nées des rapports d'économie, sans pour autant avoir supprimé l'aliénation dans les rapports de culture et dans les relations de pouvoir* », écrit Suzanne Citron. Et Baudelot-Establet : c'est la révolution culturelle chinoise qui nous a donné « *les moyens d'analyser concrètement le caractère de classe de l'appareil scolaire français* ».

Après la Chine, après mai... ces deux livres ont aussi été écrits après *Les Héritiers* et *La Reproduction*. Le matériel statistique, les enquêtes des démographes et des sociologues (1), les notes d'information du ministère de l'Éducation Nationale sont largement utilisés et les conclusions de Bourdieu et de Passeron, à tant d'égards exemplaires, sont supposées acquises : c'est seulement en rejetant définitivement l'idée selon laquelle l'école libère des inégalités sociales et, grâce à quelques bourses, permet « aux bons élèves de quelque origine qu'ils soient... de se livrer aux études pour lesquelles ils sont doués » (2), c'est seulement en regardant en face le problème de l'échec scolaire (3), c'est donc seulement en partant des *Héritiers* qu'on peut espérer formuler quelques analyses nouvelles. Chez Baudelot-Establet le rapport à Bourdieu-Passeron, cette bible de mai, devient même un des leit-motifs du livre (4).

Je crains d'avoir jusqu'à présent suggéré entre ces deux ouvrages une excessive ressemblance. Ce qu'écrit Suzanne Citron, longtemps professeur d'histoire dans un lycée baptisé pilote, c'est aussi son expérience quotidienne et celle des jeunes collègues qui étouffent dans le système, dans les programmes, sous la contrainte de ce corps conservateur qui dit le droit dans le second degré, l'Inspection générale. Son livre se situe au plan du vécu autant que de l'analyse et l'exaspération ardente de l'enseignement le nourrit autant que la lecture de Bourdieu et Passeron ou les études de docimologie sur les « garanties de justice et d'égalité prétendument attachées à la forme actuelle de l'examen ». Les conséquences d'une culture qui se croit encyclopédique et ne parvient qu'à être parcellaire, elle les saisit au niveau des enfants — l'ennui, l'échec, la sélection pseudo-élitiste — comme à celui des maîtres confinés dans la routine et le corporatisme culturels, incités à transmettre l'héritage sans le remettre en cause, fermement priés de s'en tenir à leur discipline particulière, et d'y acquérir une fois pour toutes les vertus reconnues par concours, nécessaires pour quitter

le monoprotariat des maîtres auxiliaires. Ainsi se trouve renforcé ce qu'elle appelle « le divorce entre l'école et la vie », une vie mouvante en vue de laquelle l'adolescent devrait essentiellement apprendre ce que l'école justement ne lui apprend pas : « créer, critiquer, agir » (p. 87). Si l'on demande à Suzanne Citron d'où viennent les blocages, elle répond : des groupes de pression, de l'Etat centralisé, et finalement d'une société où « la qualité de l'enseignement est liée à son mauvais rendement » (p. 60) puisqu'on ne le juge satisfaisant que si les échecs sont en nombre suffisant.

Mais pourquoi ? Ici s'arrête la critique le *l'Ecole bloquée* et c'est ici que Baudelot et Establet en prennent à leur manière le relais. Leur thèse est simple : l'école française est un remarquable exemple d'école capitaliste et les dysfonctionnements, les blocages, disent non pas la méchanceté de la Société des agrégés ou les méfaits de la centralisation napoléonienne, mais la double fonction sociale de l'institution universitaire. Il n'y a pas une École, un système scolaire mais deux réseaux de scolarisation, visibles dès l'école primaire, dès le cours préparatoire, classe où le taux de redoublement est le plus fort (5), où l'essentiel se joue : un réseau Primaire-Professionnel (P.P.) auquel sont intégrés les classes de fin d'études, les classes de transition et les collèges d'enseignement technique ; un réseau Secondaire-Supérieur (le S.S. au nom fatal) dont l'Enseignement technique, à l'exception des C.E.T. constitue une filière. Pas de troisième réseau : les classes de Moderne 2 où coexistent des enfants venus de P.P. et qui ne sont pour la plupart admis en S.S. qu'à l'état de sursitaires, et des enfants venus de S.S. pour qui elles jouent le rôle du filet au cirque, soulignent l'opposition des deux réseaux au lieu de la transcender. Demain, tout le monde entrera sans doute en sixième, mais les uns en classe « normale » les autres en classe de « transition ». Et demain comme aujourd'hui, pour l'essentiel, les enfants des exploités alimenteront le P.P., ceux des couches dirigeantes le S.S.

Baudelot et Establet sont des disciples d'Althusser et leur description présuppose une analyse des fonctions sociales de l'appareil scolaire. Dans une société capitaliste il ne peut viser à autre chose qu'à la reproduction des rapports sociaux existants. Non seulement l'école enregistre, comme l'ont montré les *Héritiers*, les différences sociales qui lui préexistent, mais elle travaille, dès l'apprentissage de la lecture, conçu comme apprentissage du « bon » langage, à produire la division des classes. Les contradic-

tions sont dans l'école. Critique forte qui s'exerce contre tout ce qui fut jusqu'à présent écrit pour sa démocratisation : le plan Langevin-Wallon, les « illusions pédagogiques », c'est-à-dire politiques (qu'est-ce que « la vie » ? qu'est-ce que « l'école » ? s'il y a deux écoles et deux classes en lutte dans la vie), les propositions du Parti Communiste pour une réforme démocratique de l'enseignement (6). Bourdieu et Passeron n'y échappent pas : les voici accusés de renforcer l'image d'une école unique, d'un système global, pyramidal et sélectif certes, mais à base commune.

A vrai dire, il n'y a pas relais entre *l'Ecole bloquée* et *l'Ecole capitaliste*. Deux angles d'approche profondément différents apparaissent dans ces deux livres. Les conclusions que leurs auteurs en dégagent le rendent encore plus sensible. Comme chacun de nous, Suzanne Citron souhaite que les choses aillent mieux, comme chacun de nous, chaque enseignant, elle vit dans la permanente espérance du réformisme (7). Il faut, dit-elle, conduire une campagne d'information, ce qui suppose la révision du temps scolaire, des programmes limités à un cadre souple, des professeurs réellement formés, et un ministère qui limite son rôle à l'animation et à la coordination. A ce prix, l'école pourra apprendre à l'enfant à se situer dans le monde, à le critiquer, à communiquer. Quelque travail qu'il fasse, quelque lutte qu'il mène, il en aura besoin.

Comment ne pas approuver ces objectifs pédagogiques ainsi formulés ? Mais les formuler ainsi n'est-ce pas donner à croire qu'ils sont réalisables pour tous dans notre système ? La manière dont chacun d'entre nous essaie dans l'université seul ou collectivement, de contribuer à la formation la moins mauvaise possible de ses élèves est une chose. Sa théorisation en est une autre : c'est peut être là que réside l'illusion pédagogique.

Pourtant, que faire ? Que faire dans la pratique hors les tâches d'élucidation collective, d'information ? Comment éviter, dans un pays capitaliste, le fatalisme sociologique que Baudelot et Establet sont tentés de reprocher à Bourdieu et Passeron ? Agir pour la révolution, certes, mais le travailleur doit agir sur son lieu de travail et de production. Lutter quotidiennement dans l'École contre la dictature bourgeoise, c'est la formule qu'ils proposent à la fin de leur livre. Mais comment ? les références (p. 306) à la définition léniniste de la culture prolétarienne, la détection, dans chaque culture nationale des « éléments démocratiques et socialistes » dont la fusion constituerait « la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial » ont soulevé, soulèvent toujours d'immenses difficultés. Que faire enfin devant ces « formes de refus de l'inculcation de l'idéologie bourgeoise » (p. 186) qui se manifestent aujourd'hui dans le réseau P.P. ? Les mêmes en effet se

manifestent en S.S. et c'est alors qu'il s'agit là de « forçanées de la conscience propre » ? Il faudrait le démontrer s'il est souvent vrai qu'il y a des tentatives de politisation diffuse.

Deux livres importants, de chacun de nous adhère d'eux. Et ni l'un ni l'autre, ne tranche pour que nous seuls pouvons tra-

Madeline

1. Notamment celles de *Le Travailleur et le Capital* (1969), de Colette Chillet, *semblées dans L'Enfant* et son avenir, de Claude Lévi-Strauss sur les Collèges d'Enseignement technique.

2. Comme *l'écrit* de Georges Hacquart (p. 242).

3. Cf. Suzanne Citron et suivantes. Cf. Baudelot livre IV, chapitres 1-2-3. *culier chap. 2* « Qu'est-ce que normal ? » ; ce qui pour les uns est anormal pour les autres ; au C.M. 2,76 % cadres supérieurs sont « en avance » ou « en avance », 74,3 % d'ouvriers sont « en retard ».

4. En particulier p. 13 à 225, pp. 312 à 316.

5. 36,7 % selon la conduite par Mme Pottier, Ministère de l'Éducation Nationale, 26 à 34 % selon l'étude de

6. Voir sur ce point la conclusion intitulée « Ouvrir la discussion ».

Classe vers 1880 dans le Haut-Jura





Archives de Jacques Bidet\* : Les trois jours du livre de la pensée marxiste, mars 1980 ; activités de la cellule communiste de Nanterre ; activités autour de la Fédération de Paris

# LES TROIS JOURS DU LIVRE ET DE LA PENSEE MARXISTES

UNIVERSITE DE NANTERRE - Hall du bâtiment B  
Mardi 4, Mercredi 5, Jeudi 6 Mars 1980

## MARDI

- 12 H **FILM: LE PULL OVER ROUGE** (Amphi B1 - Bâtiment B)  
14 H **DEBAT SUR LE FILM,** avec GILLES PERRAULT (même lieu)

## MERCREDI

- 12 H **LA LUTTE DES CLASSES A L'ECHELLE MONDIALE,** avec ALAIN GRESH (Hall du Bâtiment B)  
13 H **DROIT, MORALE, LIBERTE,** avec R. de CASTELNEAU et M. VOGUET (Amphi D, Bâtiment F)  
14 H **AUTOGESTION ET LUTTES DEMOCRATIQUES A L'UNIVERSITE,** avec J.-C. POULAIN et G. WASSERMAN (Hall du Bâtiment B)  
16 H **RACISME, IMPERIALISME ET LUTTE POPULAIRE EN AFRIQUE DU SUD,** avec A. MUMBARIS (Hall du Bâtiment B)

## JEUDI

- 11 H 30 **RESSOURCES MONDIALES,** avec J.-P. GAUDARD (Amphi F, Bâtiment G)  
12 H 30 **LES ETUDIANTS, LA CRISE, LES PERSPECTIVES,** avec PHILIPPE HERZOG ET PATRICE DAUVIN (Hall du Bâtiment B)  
14 H **LES INTELLECTUELS, LE CHOIX DE CLASSE,** avec FRANÇOIS HINCKER (Hall du Bâtiment B)

## DURANT LES 3 JOURS

### EN PERMANENCE RENCONTRE AVEC LES ANIMATEURS DE REVUES

Action poétique - Avant-Garde - Cahiers critiques de littérature - Cahiers du Centre d'Etude et de Recherche Marxiste (CERM) - Cahiers d'Histoire de l'Institut M. Thorez - Cahiers du Communisme - Dialectiques Digraphe - Issues - L'École et la Nation - Economie et Politique - Le Nouveau Clarté - La Pensée - Pratiques - Révolution - Vendredi

### 8 DEBATS PUBLICS

Débats autour des grandes questions théoriques et politiques d'aujourd'hui. Lieu de dialogue et d'échange (venez avec vos idées). Mais aussi moment de lutte autour de problèmes très concrets : avenir de l'Université, solidarité avec les luttes du Tiers-Monde, etc...

### EXPOSITION PERMANENTE sur la répression et les luttes de libération en Afrique Australe

### VENTE DU LIVRE MARXISTE

Economie, politique, philosophie, histoire, sciences humaines, critique littéraire, etc...

Livres universitaires d'occasion

## MARDI 4

12 H

### LE PULL OVER ROUGE (film)

Christian Ranucci, 22 ans, a été guillotiné le 26 juillet 1976 à 4 h 13 dans la cour de la prison marseillaise des Baumettes. Était-il coupable ou innocent ? Peine de mort, quartier de haute surveillance, quel poids dans la balance du problème (vrai ou faux) de la « Sécurité des Français » ? Pourquoi ce film ?

Révision du procès en marge de la justice ? Non. Interrogations, questions sur le pourquoi d'un tel procès, d'un tel déroulement, sur le pourquoi de la peine de mort ? Oui. On a tout dit sur le film. On a dit : indécent, juste, ignoble, excellent.

La censure l'a largement amuté. On voudrait maintenant l'interdire. Ce film s'est emparé d'une question maudite. Il faut le voir, pour la justice due à Christian R. et pour le respect dû à la vie humaine.

Sur le fond les communistes ont depuis longtemps fait connaître leur position : contre la peine de mort, absolument.

Il leur semble donc qu'il est indispensable d'en débattre. Gilles PERRAULT, l'auteur du film, animera le débat qui suivra la projection.

14 H

### DEBAT SUR LE FILM « LE PULL OVER ROUGE » ET SUR LA PEINE DE MORT avec l'auteur, Gilles PERRAULT

## MERCREDI 5

12 H

### LA LUTTE DES CLASSES A L'ECHELLE MONDIALE avec Alain GRESH, collaborateur du Comité Central du P.C.F.

Crises politiques en Orient, au Moyen-Orient, en Amérique Centrale; intervention soviétique en Afghanistan; 100.000 morts ou davantage au Timor (le saviez-vous ?); cliquetis des armes et des téléspectateurs. Est-ce la fin de la coexistence pacifique ? le risque d'une guerre ? la dégradation des rapports internationaux ? la « déstabilisation » ?

Mais de quoi parle-t-on ? La situation internationale était-elle stable ? Les marxistes, de quel pays qu'ils soient, parlent de « lutte des classes à l'échelle mondiale ». Ils font tous depuis longtemps le constat d'un antagonisme irréductible entre le socialisme et le capitalisme. Pour le Parti Communiste Français, la coexistence pacifique constitue le cadre dans lequel se déroule cette lutte, cadre grâce auquel de nombreux pays progressent, par les voies les plus diverses, complexes, contradictoires, vers l'indépendance nationale, voire le socialisme.

La lutte des classes à l'échelle mondiale, c'est d'abord l'oppression subie par des milliards d'êtres humains auxquels l'impérialisme impose de l'extérieur, avec sa propre loi qui s'exerce grâce à son emprise sur les ressources et les grands moyens de production, le maintien de structures sociales archaïques en même temps qu'une rapide évolution dans le cadre de son système. Résultat : le sous-développement, avec ses conséquences, en premier lieu la famine chronique (millions de morts chaque année). C'est aussi l'immense mouvement des peuples contre cet encerclement. A partir de ces données on peut envisager l'étude de quelques cas concrets et brûlants.

13 H

### DROIT, MORALE, LIBERTE avec R. de CASTELNEAU, et M. VOGUET, auteurs du livre « La Provocation ».

Le 23 mars 1979, une énorme provocation policière contre la manifestation des sidérurgistes.

Bilan : des dizaines de manifestants arrêtés, des étudiants condamnés à de lourdes peines de prison.

Les étudiants de Nanterre se sont mobilisés nombreux l'an dernier pour la libération des condamnés parmi lesquels un de leurs camarades.

Un an après les Editions Sociales publient le dossier du 23 mars : « La Provocation ».

A partir de cet événement, nous vous invitons à un débat plus large sur les droits, la liberté, la morale dans la « Société libérale avancée ».

IMPRIMERIE LE SOUTERRAIN 721.05.41

Des DROITS existent assurément, certains inhérents au fonctionnement même de cette société, d'autres conquis de haute lutte par ceux qui la subissent. Mais ce fronton à l'air vaguement universel est-il autre chose que la partie apparente de l'iceberg ? En-dessous, l'énorme masse des contraintes inégales : et d'abord le droit d'exploiter et le droit de subir l'exploitation, l'inégalité fondamentale du riche et du pauvre devant la justice.

Quelle LIBERTE ? Dans un système où la réalité du pouvoir se trouve concentrée dans l'infime classe qui détient la propriété des grands moyens économiques, qui peut dire aujourd'hui « je décide de ma propre vie » ?

Quelle MORALE ? La vraie, la sérieuse morale, celle qui a cours officiellement, celle qui s'insinue dans tous les rapports sociaux capitalistes (et d'abord à l'entreprise) est-elle autre chose que la morale du plus fort ?

Nous proposons donc de discuter avec vous du « libéralisme réel ».

14 H

### AUTOGESTION ET LUTTES DEMOCRATIQUES A L'UNIVERSITE avec J.-C. POULAIN et G. WASSERMAN

On peut placer l'autogestion dans l'avenir. Il le faut du reste, car le socialisme autogestionnaire implique des préalables : un processus révolutionnaire au sens propre qui dépasse la grande bourgeoisie des moyens de production et rende possible une appropriation commune. Mais l'histoire nous apprend (et un peu de réflexion y suffit) que la qualité de ce qui suit, le mode d'appropriation collective, dépend de la façon dont s'est déroulé le processus révolutionnaire lui-même : intervention centralisée d'une minorité « éclairée » ou grande mutation collective engageant la masse des travailleurs. C'est pourquoi la question de l'autogestion n'a aucun sens si elle n'est posée dès le départ et si elle ne pénètre pas l'ensemble de la stratégie révolutionnaire. C'est pourquoi elle se pose à nous aujourd'hui.

Non seulement à la classe ouvrière (où des propositions plus claires et plus concrètes s'élaborent aujourd'hui, et J.-C. Poulain, militant ouvrier, auteur avec G. Wasserman d'un livre sur la question nous en parlera), mais aussi à l'université, terrain décisif de la lutte pour le socialisme, où se croisent les problèmes de la culture, de la science, de l'emploi et de la production. Cela du reste semble mieux compris, comme le montre le choix fait aujourd'hui par un plus grand nombre d'étudiants d'une participation officielle aux Conseils. D'où l'idée de cette rencontre Université/Usine sur l'autogestion, qui doit permettre un échange d'expériences, une réflexion commune pour aller plus avant.

16 H

### RACISME, IMPERIALISME ET LUTTE POPULAIRE EN AFRIQUE DU SUD avec Alexandre MUMBARIS, représentant de l'African National Congress, récemment évadé des prisons de Prétoria après 7 ans de détention.

L'Afrique du Sud. Superficie : 2,5 fois la France. Capitale : Prétoria. Population : 23 millions d'habitants dont 4 millions de blancs qui seuls possèdent des droits politiques et imposent par la force une domination et une exploitation ouvertement racistes : l'APARTHEID.

A un mouvement de libération national dirigé par l'African National Congress répond une féroce répression comme en ont attesté à plusieurs reprises les sanglantes représailles de Soweto.

Face à cela la bourgeoisie française, les grands moyens d'information de notre pays s'indignent-ils ? Appellent-ils à pétitionner ? Proposent-ils le boycott ?

Les armements français comme les chasseurs Mirage chers à M. Dassault, fabriqués sous licence trouveraient moins de débouchés et ne pourraient plus servir — comme récemment — à bombarder les peuples d'Angola et de Zambie à partir de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie.

Les multinationales, l'impérialisme américain, français pourraient perdre le contrôle des immenses richesses de ce pays qui recèle par exemple le quart des réserves mondiales d'uranium.

Pour connaître les réalités de cette très importante région de l'Afrique, pour vous informer des luttes puissantes du peuple d'Afrique du Sud pour sa liberté et plus largement des luttes des peuples d'Afrique Australe, venez écouter Alexandre Mumbaris.

Dans le hall du Bâtiment B vous pouvez visiter l'exposition relative à l'Afrique Australe. Sont également disponibles deux dossiers de l'AFASPA (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique, 9, place Jean Jaurès, 93100 Montreuil). L'un édité à l'occasion du 25ème anniversaire du déclenchement de la lutte armée de libération nationale en Algérie. L'autre portant sur l'Afrique Australe.

## JEUDI 6

11 H 30

### RESSOURCES MONDIALES

avec J.-P. GAUDARD, journaliste économique à l'Humanité.

On nous répète tous les jours : « Plus de progrès possible on arrive à saturation, la récession nous guette, et nous avons encore de la chance en comparaison avec les peuples du Tiers-Monde ».

L'inflation ? Les problèmes économiques ? C'est la faute ces pays sous-développés, à leur folle prétentions à diriger leurs propres affaires et à prendre en main les ressources de leurs territoires.

Du reste ces ressources sont rares et s'épuisent rapidement nous dit-on. Stop, donc, à la croissance !

Les communistes sont d'un avis différents. A leurs yeux n'est pas scientifiquement fondé d'examiner les questions concernant les forces productives indépendamment des systèmes sociaux et politiques. Ils mettent en cause le système capitaliste mondial comme principe de destruction, de pillage et de gaspillage.

Ils pensent qu'il est possible de faire le monde autrement, d produire autrement, plus et à moindre coût écologique. Le traitement de la nature dépend sans doute de la façon dont on traite l'homme lui-même.

Telle est la discussion qu'ils vous proposent : peut-on travailler autrement ? Produire à la mesure de la demande actuelle des peuples du monde ? Y a-t-il des richesses encore exploitables ?

12 H 30

### LES ETUDIANTS, LA CRISE, LES PERSPECTIVES

avec Philippe HERZOG, professeur à Paris X, membre du Bureau Politique du P.C.F., et Patrice DAUVIN, Secrétaire national de l'U.E.C.

Aujourd'hui notre pays connaît une crise profonde et durable qui touche tous les aspects de la société, la faculté y compris.

Toutefois pour nous communistes cela ne signifie nullement qu'il ne peut y avoir d'issue, tout au contraire.

Il est vrai que, depuis quelques années, les difficultés s'accroissent à la faculté. Rester étudiant devient tous les jours plus difficile. C'est la ségrégation sociale qui s'accroît au fil des rentrées, ce sont des cours vidés de leurs contenus, et de surcroît des amphithéâtres et des T.D. surchargés.

Le gouvernement joue là un grand rôle qui est d'adapter notre pays et notre université aux besoins exclusifs des multinationales.

Faut-il pour autant nous résigner, et abandonner pour gonfler ensuite le rang des chômeurs ?

A cela nous disons NON.

Pour nous il est possible d'avoir un enseignement adapté à la vie de notre pays. Il est possible et nécessaire qu'il y ait de nombreux étudiants en philosophie, en histoire, en économie... etc... parce que le pays en a besoin, parce que c'est la meilleure garantie pour aller de l'avant.

Notre pays a besoin de nombreux intellectuels qui soient capables de travailler, de chercher, d'avancer vers encore plus de progrès au service des hommes.

Nous en sommes persuadés, c'est possible et nous vous invitons tous à venir en débattre avec Philippe Herzog et Patrice Dauvin, Secrétaire national de l'U.E.C.

14 H

### INTELLECTUELS, LE CHOIX DE CLASSE

avec François HINCKER

« Intellectuel » : un mot aux enchères, on l'arbore, on le récuse. Individus, groupe social, masse : qui sont et que sont les intellectuels aujourd'hui ? Y a-t-il une nouvelle figure de l'intellectuel ? de la culture ? ou de nouvelles figures ?

Quel rôle est celui des intellectuels dans la société où nous vivons ? Pourquoi leur alliance avec la classe ouvrière est-elle si nécessaire pour procéder à des changements radicaux ? Le Parti Communiste Français, après la rencontre de Vitry entre le Bureau Politique et 400 intellectuels, vient de réunir pour la première fois depuis le 23ème Congrès, un Conseil national consacré aux intellectuels. Un Institut de Recherche Marxiste vient d'être créé. Le nouvel hebdomadaire, REVOLUTION, qui verra le jour le 7 mars, entend s'adresser aux intellectuels.

Venez débattre de ces questions avec François Hincker, rédacteur-en-chef adjoint de REVOLUTION :

# LES TROIS JOURS DU LIVRE ET DE LA PENSÉE MARXISTES

UNIVERSITE DE NANTERRE - Hall du bâtiment B  
Mardi 5, Mercredi 6, Jeudi 7, Décembre 1978

## MARDI

- 11 H **LA PEINE DE MORT** G. PERRAULT  
12 H 30 **NON AU DECLIN DE L'UNIVERSITE**  
M. DUFFOUR, F. COMBES  
14 H **POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEURS**  
G. STREIFF, C. DENIS  
20 H **L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI** JACQUES PIERRA,  
(à la Cité Universitaire)

## MERCREDI

- 11 H **L'URSS ET NOUS** A. ADLER  
12 H 30 **LA CONDITION FEMININE** L. BLANQUART, C. MARGATÉ  
14 H **CRISE DU MARXISME ?** B. HENRY, N. PASQUARELLI  
(au Bât. C, Salle C. 202)

## JEUDI

- 11 H **LA CRISE : QUELLE ISSUE ?** PH. HERZOG  
12 H 30 **ALLIANCE ET UNION,** F. HINCKER  
14 H **« L'ACCIDENT »** M. GOLDRING

**EN PERMANENCE  
RENCONTRE AVEC  
LES ANIMATEURS DE  
15 REVUES**

Action poétique  
Avant garde  
Cahiers critiques de littérature  
Cahiers du Centre d'Etude et de  
Recherche Marxiste (CERM)  
Cahiers d'histoire de l'Institut M. Thorez  
Cahiers du Communisme  
Dialectiques  
Digraphe  
France Nouvelle  
Issues  
L'Ecole et la Nation  
Economie et Politique  
La Nouvelle Critique  
Le Nouveau Clarté  
La Pensée  
Pratiques

**DURANT  
LES 3 JOURS**

### 10 DEBATS PUBLICS

Débats autour des grandes questions  
théoriques et politiques d'aujourd'hui.  
Mais aussi moments de *lutte* autour de  
problèmes très concrets : Avenir de  
l'université, lutte des femmes, etc...  
Sauf indication contraire, les débats ont  
lieu dans le Hall du Bât. B (LETTRES).

**STANDS DES  
MOUVEMENTS DE  
LIBERATION**

AFRIQUE  
PAYS ARABES  
IRAN  
AMERIQUE LATINE  
VIETNAM

Rencontres-débats avec des  
militants de ces mouvements,  
chaque jour à 16 h.  
Expositions.

### VENTE DU LIVRE MARXISTE

Economie, politique, philosophie, histoire, sciences humaines, critique  
littéraire, etc...  
Livres universitaires d'occasion.

MARDI 5

11 H

LA PEINE DE MORT

AVEC Gilles PERRAULT, auteur du « Pull-over Rouge » - Claude ROTSCCHILD, assistant de Droit à Paris X.

Christian Ranucci, 22 ans, a été guillotiné le 26 juillet 1976 à 4 h 13 dans la cour de la prison marseillaise des Baumettes. Etait-il coupable ou innocent ? Peine de mort, quartier de haute surveillance, quel poids dans la balance du problème (vrai ou faux) de la Sécurité des Français ?

En discussion avec Gilles PERRAULT qui a repris dans son ouvrage « Le pull-over rouge » le fil de l'histoire de Gilles R.

12 H 30

NON AU DECLIN DE L'UNIVERSITE

AVEC Michel DUFFOUR, membre du Comité Central - Francis COMBES, secrétaire national de l'U.E.C. Edmond MICHON, étudiant, responsable de l'U.E.C.

Étudiants, enseignants ou personnels administratifs, nous sommes nombreux à poser cette question : aujourd'hui, en effet, on nous utilise comme les moyens d'étudier, d'enseigner, la dignité et la garantie de l'emploi. Comme le disait Alice Saunier-Seïté en septembre dernier : « Ce sera la nuit du 4 août des Universités... L'Université serait-elle une « privilégiée » ? Et Vincennes, qu'on démantèle, et l'IUT de St-Denis, qu'on démeuble, et ces 10.000 enseignants qu'on menace de licenciements... Qu'en fait-on ?

Il est bien au niveau du Pouvoir qu'il faut chercher les responsables de la crise : la politique universitaire du Pouvoir est un aspect de la stratégie du grand capital, la stratégie du déclin de la France. Comme on brade sa métallurgie, on brade sa recherche ; à la carte économique européenne, on superpose la carte universitaire tropéenne.

Enfin, alors que le rôle de l'Université devrait être de favoriser l'avancement des connaissances, de développer la recherche, de favoriser la formation des cadres, de contribuer à l'élevé du niveau culturel de l'ensemble du pays, le gouvernement n'a qu'un objectif : Adapter l'Université ainsi que ceux qui la font vivre au cadre des besoins limités du capitalisme, à la recherche du profit. Ce point de vue, l'enseignement supérieur ne concerne pas seulement les enseignants et les étudiants, c'est aussi l'affaire de la classe ouvrière, et de toute la nation.

En face de cette politique de démantèlement du potentiel universitaire, les communistes mènent bataille, préconisent un certain nombre de mesures et se proposent d'en discuter avec vous.

14 H

POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

AVEC Gérard STREIFF, de la section de politique extérieure du Comité Central du P.C.F. - Claude DENIS, secrétaire fédéral du P.C.F. - Jean RONY, maître-assistant à PARIS X.

La section de l'Assemblée Européenne aura lieu en Juin 79. Pour la première fois, l'on votera simultanément dans neuf pays européens présentant des caractéristiques similaires sur le plan du développement économique et des institutions politiques. L'Assemblée Européenne sera-t-elle l'instrument de la démocratisation des institutions communautaires ou favorisera-t-elle la centralisation des Multinationales ?

Risque-t-elle pas de renforcer l'hégémonie ouest-allemande sur l'Europe occidentale ? Comment à la fois préserver l'indépendance nationale, ne pas tomber dans l'illusion d'une Europe Unie de velle l'impérialisme aurait miraculeusement disparu, et se servir du parlement européen pour faire entendre la voix des travailleurs, et progresser leur nécessaire unité sur le plan national et international ?

20 H

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI

AVEC Jacques PIERRA, membre de la Section de politique extérieure du P.C.F.

MERCREDI 6

11 H

L'URSS ET NOUS

AVEC Alexandre ADLER, historien, co-auteur de « L'URSS et nous ». Denise MALDIDIER, maître-assistante à Paris X.

Nous, c'est-à-dire les communistes, puisque l'histoire de nos rapports avec l'URSS fait partie de notre histoire.

Il ne suffit plus de dire et répéter que l'URSS n'est pas un modèle, que nous avons avec elle des divergences, que nous voulons construire un socialisme « aux couleurs de la France ». Il faut tenter de saisir la réalité soviétique dans sa globalité, porter un regard critique sur le socialisme soviétique, son histoire, ses contradictions et sa signification dans le mouvement général vers le socialisme.

C'est ce qu'ont fait 5 communistes français. Analyse définitive ? Sûrement pas. Plutôt tentative pour comprendre (ce qui n'est pas justifier). Etape nouvelle en tous cas dans la réflexion des communistes quand il s'agit d'affronter des questions telles que : l'URSS est-elle socialiste ? Est-elle dirigée par une « nouvelle classe » ? Peut-on parler de crise économique ou politique en URSS ?

12 H 30

LA CONDITION FEMINE

AVEC Louise BLANQUART, co-auteur de « La Condition Féminine ». Catherine MARGATE, dirigeante fédérale du P.C.F. Christine HEDOUIN, responsable de la commission féminine de l'U.E.C.

Un des faits les plus marquants de notre époque, c'est le mouvement en avant des femmes, leur aspiration si forte à vivre mieux, égales et libres.

Cette avancée des femmes se développe-t-elle de manière isolée, en dehors de tout ce qui bouge dans le pays, de la conscience du changement que le PCF a fait mûrir par son action ?

Qu'en est-il de l'articulation mouvement des femmes/mouvement social et général de notre peuple pour la liberté, la justice et la démocratie.

En quoi l'analyse marxiste peut-elle contribuer à mieux saisir l'articulation oppression de femme/oppression de classe ?

Au cœur du projet de société élaboré à son XXIIème congrès, le PCF pose comme principes la démocratie et la liberté. La libération de la femme n'est-elle pas indissociable de cette société nouvelle ?

Mais qu'en est-il aujourd'hui, après les législatives de mars ? La libération de la femme doit-elle attendre le socialisme de demain ?

N'est-ce pas par des luttes quotidiennes, comme celles que l'UEC NANTERRE a entamées avec les étudiantes et les étudiants pour garantir une meilleure sécurité sur le campus, pour obtenir une crèche et un véritable centre d'orthographe que se construisent les conditions du changement auquel les étudiantes aspirent ?

14 H

CRISE DU MARXISME ?

AVEC Béatrice HENRY, philosophe Nicolas PASQUARELLI, secrétaire général du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (CERM) Georges LABICA, maître-assistant à Paris X.

Engels était encore vivant lorsque se produisit la première « crise du marxisme ». On se souvient de ses dernières lettres, où, pour faire face aux ignorances, aux méconnaissances et aussi aux lacunes de la théorie, à la hâte, il précise, rectifie, complète ou met en garde. Et ce sont « la détermination de dernière instance » par l'économie, « l'autonomie relative » des superstructures, ou le rappel au respect de la « dialectique... Les premiers grands disciples, quelques années après, prennent la relève. G. Plekhanov prononce une conférence, dont il développera les thèmes à travers plusieurs publications, il l'intitule « D'une prétendue crise du marxisme (1898) » au même moment, ailleurs, A. Labriola publie son fameux essai « A propos de la crise du marxisme (1899) ».

Vieille amienne donc que la « crise du marxisme ». Retour, aujourd'hui, du même ? Oui. NON. Car la « crise du marxisme » s'entend comme l'anti-communisme : des conditions objectives, celles-là de la lutte de classes, l'engagement assumé de façon permanente, mais les formes qu'elle prend et les protagonistes qui occupent sa scène sont les produits, eux, d'une histoire toujours nouvelle.

Ainsi, sous nos yeux, c'est sans doute de l'extérieur que s'énonce la « crise du marxisme » ; voit les « nouveaux philosophes ». Mais c'est aussi de l'intérieur : le mouvement ouvrier international n'a-t-il pas lui-même, depuis de longues années, admis ses propres crises ? De l'intérieur : la « crise » ne concerne-t-elle pas, et, à ce point pour la première fois, directement, la théorie, dans ses acquis les moins ébranlables ? Or, il ne s'agit pas seulement d'un colloque, qui mettrait la chose à la mode, puisqu'il y a eu le fait de l'enregistrer. Ce sont des pratiques politiques qui s'interrogent et nomment leurs questions : « déstalinisation », reconsidération de l'internationalisme prolétarien et des « lots universels » du socialisme, mise en cause de concepts fondamentaux, modification des statuts des partis, eurocommunisme...

Exterieur/intérieur : deux séries ? Non. D'un seul mouvement, dans les luttes idéologiques, la « crise du marxisme », pour les uns, enfin le chant du cygne, pour les autres, tous ceux qui se réclament du communisme -, le prix d'une nécessaire mise à jour. Dont nous voulons assumer et les attendus et les conséquences, toutes les contradictions, dedans comme dehors. Une démarche qui, de « assurer toujours, scientifiq, joue la, dans ce contrôle autocratique, sa propre reconnaissance. Et la possibilité de sa preuve la mieux ajustée : les voies et moyens aujourd'hui de la révolution.

JEUDI 7

11 H

LA CRISE : QUELLE ISSUE ?

AVEC Philippe HERZOG, professeur à l'UER de Sciences Economiques, membre du Comité Central du P.C.F. Pascal COCHET, étudiant, secrétaire du Cercle UEC de Sciences Econom.

Quelle issue à la crise ? Cette question devient décisive dans la bataille idéologique et politique.

Dans les masses, on ne s'interroge plus sur la réalité de la crise, mais bien sur les causes, les responsables, les perspectives.

Giscard ne promet plus, comme en 76, la fin de la crise pour la fin de l'année. Il parle de l'an 2000 et cherche à apparaître comme porteur d'un projet d'« adaptation » de la société permettant de sortir de la crise. Les communistes expliquent depuis 71, le profond de la crise et ses causes. Le Programme Commun a été conçu explicitement comme un moyen permettant de commencer à sortir de la crise : nécessité de profondes réformes de structure, de réformes démocratiques permettant une véritable intervention des masses au niveau de la direction et de la gestion, principes pour une nouvelle croissance et une nouvelle qualité de la vie. Notre but et notre conception stratégique ont été définis par le XXIIème Congrès.

Cette stratégie, qui donne seule des perspectives à l'exigence d'autogestion, est la seule qui s'oppose frontalement à celle du pouvoir. Celle-ci, dont les « solutions » sont l'austérité, le redéploiement, l'intégration supranationale, ne constitue pas une issue positive, mais aboutirait au déclin matériel et culturel de la France et à son asservissement.

Acceptant, préconisant, appliquant les mêmes solutions, les partis socio-démocrates n'offrent pas d'autre perspective. Le P.S. a repris les mêmes solutions. Loin de nous faire céder sur notre stratégie, loin de nous faire renoncer à l'union, la gravité de la crise et de l'offensive du pouvoir nous conduit au contraire à tout mettre en œuvre pour rassembler sur notre projet dans l'action et par l'explicitation.

Faire avancer pas à pas les idées du changement, faire monter les exigences de conquêtes démocratiques dans les luttes quotidiennes ; c'est ce qui nous anime aujourd'hui, et c'est ainsi que se reconstruira l'union à la base.

12 H 30

ALLIANCE ET UNION

AVEC François HINCKER, rédacteur en chef de la Nouvelle Critique, membre du Comité Central du P.C.F. Eric LELANN, étudiant, rédacteur en chef du Nouveau Clarté.

L'Union est rompue. Car l'Union sans programme est illusoire. Et les dirigeants socialistes mettent en cause l'idée même d'un programme commun de la gauche. Leur regard est ailleurs.

La volonté de lutte des masses populaires n'est pas brisée. Elle se manifeste en grèves puissantes. Mais sans union elle ne peut triompher au plan politique.

Nous sentons tous aujourd'hui cruellement ce manque d'un accord fondamental donnant à toutes nos luttes une perspective. Comment reconstruire l'Union ?

Nous pensons que cela ne doit pas être une affaire d'état-major, mais l'affaire des masses. Union à la base, dans la lutte.

L'Union c'est aujourd'hui l'alliance de toutes les catégories de travailleurs. Nous pensons particulièrement à la question des intellectuels, à leur rôle propre dans le mouvement de masse. La Nouvelle Critique, où s'expriment les intellectuels communistes, participe à cette réflexion. D'où ce débat avec F. Hincker, son rédacteur en chef.

14 H

« L'ACCIDENT »

AVEC Maurice GOLDRING, auteur de « L'Accident » Jacques BIDET, maître-assistant à Paris X.

Un intellectuel communiste dans le débat du printemps 1978 (Editions Sociales)

On est en Mars 78 au lendemain des élections. M. Goldring, enseignant à Vincennes, journaliste à F.N., découvre la même semaine que, si les rues de Paris ne sont pas sûres, les avenues de la politique ne sont ni droites, ni royales, ni confortables.

Livre écrit à la première personne, « L'Accident » témoigne du débat qui s'est engagé et se poursuit dans le P.C.F. depuis l'échec de Mars. Il témoigne aussi d'une manière nouvelle - et pas seulement propre aux intellectuels - d'être communiste : entre la « dissidence » et les certitudes aveugles, si l'engagement dans le Parti secreté de plus en plus sa propre critique, l'émergence de cette nouveauté ne peut laisser personne indifférent.

U.E.C. Nanterre Paris X

P.C.F. Nanterre Paris X

NON AUX MESURES RACISTES, XENOPHOBES !

NON A LA CASSE DE NOTRE UNIVERSITE !

Les étudiants étrangers régulièrement inscrits à l'examen spécial d'entrée à l'université, que nombre d'entre eux préparent à l'institut d'éducation permanente de Paris X, viennent d'apprendre que, sauf exception, ils ne pourraient s'y présenter.

Cette mesure discriminatoire, décidée par le ministre des universités, par l'intermédiaire de M. IMBERT, directeur du C.N.O.U.S., est prise dans le cadre du décret du 3 Janvier, qui institue une multiplicité de barrages devant les étudiants étrangers :

- épreuves de français organisées dans le cadre des consulats et aux ambassades
- exigence d'un minimum de ressources
- préinscription
- dossier examiné par une commission (membres nommés), présidée par IMBERT, en fonction des "capacités d'accueil" des universités françaises, sans aucune précision sur les critères ni sur les recours éventuels.
- interdiction de réorientation en cours d'études, ou nécessité de nouveaux passages devant la dite commission;

Cet ensemble de mesures autoritaires vise à éliminer ou dissuader un grand nombre d'étudiants étrangers, ceci dans la droite ligne des circulaires BONNET-STOLERU.

Ces mesures sont inacceptables car elles renforcent la sélection, cela sur critères idéologiques, politiques, économiques.

Il s'agit là aussi d'une atteinte aux droits de l'homme que nous refusons.

De plus, par ce biais, le pouvoir s'en prend directement à l'université et par conséquent à tous les étudiants, à tous les enseignants et à tous les personnels :

- limitation arbitraire du rayonnement de l'université
- manipulation incontrôlée de la carte universitaire
- menace aggravée sur les crédits et les postes,

notamment sur certains enseignements spécifiques tournés vers le Tiers-Monde, et sur les centres d'enseignement français pour étrangers.

Dans cette affaire le pouvoir cherche à imposer sa politique d'austérité en s'en prenant prioritairement aux étudiants étrangers et aux étudiants les plus défavorisés.

Dans l'intérêt de toutes les composantes de l'université, pour l'avenir de l'université elle-même, la lutte s'impose donc immédiatement.

Sur la base d'une véritable information, d'une juste plate-forme, il nous faut développer la lutte ensemble : étudiants, enseignants, personnels, pour la défense des intérêts des étudiants étrangers, pour l'égalité des droits, pour s'opposer dans l'union la plus large à une néfaste politique de liquidation de l'université, combattre les mesures d'encadrement politique et idéologique.

TOUS CONCERNES, LUTTONS DANS L'UNION LA PLUS LARGE !

Dans cette perspective nous vous appelons à participer à la

REUNION  
MARDI 18 MARS à 12h 30  
L'INSTITUT D'Education permanente - Bt. G

en vue d'informations complémentaires et de décisions d'action.

J'adhère à l' U. E. C.

NOM:

PRENOM:

FAC:

U.E.R.

ADRESSE

U.E.C. 9 rue Humblot 75.015 Paris

Les enseignants communistes de Paris-X expriment leur indignation devant la campagne lancée par J.F. Revel et l'Express, et développée par la plupart des grands moyens d'information et les forces politiques qui les contrôlent et les inspirent contre Georges Marchais, Secrétaire Général du Parti Communiste Français. Cette offensive a non seulement pour but de faire oublier le rôle de premier plan joué par le P.C.F. dans les luttes pour l'indépendance nationale, notamment à l'époque du fascisme, et pour la défense des travailleurs. Elle tend aussi à détourner l'attention des grands problèmes que crée aujourd'hui la crise du capitalisme et qui se traduisent par le démantèlement accéléré de l'économie nationale, le développement du chômage, la surexploitation et la montée de l'autoritarisme, l'asservissement de l'Université.

Elle est donc tournée non seulement contre le Parti Communiste, mais aussi contre le mouvement populaire dans son ensemble. C'est pourquoi elle appelle la ferme riposte de tous ceux qui veulent pour notre pays une autre orientation qui mette fin à l'emprise du grand capital et conduise au socialisme.

Le Pouvoir, qui sait que les périodes électorales sont toujours dans notre pays des moments de luttes politiques importantes, cherche à désamorcer le mouvement et à faire diversion.

La riposte consiste donc d'abord à engager hardiment et dans l'unité toutes les luttes qu'exige la situation : ne rien accepter, ni qu'on ampute le budget de l'Université, ni qu'on alourdisse les services, ni qu'on licencie les assistants et les vacataires, ni qu'on chasse les étudiants étrangers. Elle consiste à travailler, par les luttes unitaires, à la renaissance des conditions d'une union solide des forces populaires pour un changement de société.

La Cellule Maurice-AUDIN des enseignants communistes  
De Paris-X

Paris le 3 février 1982

Jacques BIDEF, Section de Nanterre

Jacques MAITRE, Section de Paris-Batignolles

aux membres du Bureau du 24<sup>e</sup> Congrès du P.C.F.

Chers camarades,

Deux mille trois cents communistes ont signé l'Adresse au Comité Central contre l'exclusion des trente fondateurs de Rencontres Communiste

En leur nom, nous vous demandons d'en saisir le Congrès afin que soit levée la mesure qui les déclare "mis par eux-mêmes hors du Parti", mesure fort ambiguë par rapport aux statuts, et que soit mis en débat l'ensemble des questions concernant l'indispensable développement de la vie démocratique du Parti.

Nous demandons que le texte de cet Appel soit porté à la connaissance des délégués et que ceux-ci prononcent sur son contenu.

Nous demandons enfin que nous soit donnée la possibilité d'assister à la séance où ces questions seront abordées.

Nous tenons à souligner que ces deux mille trois cents signataires sont très largement représentatifs de la vie du Parti : plus d'une centaine d'élus, conseillers généraux, maires ou conseillers municipaux, plusieurs centaines de camarades ayant des responsabilités, souvent fort importantes, à la direction des fédérations et des sections, dans les syndicats et les organismes centraux du Parti, enfin et surtout des travailleurs communistes de tous les secteurs et notamment des grandes entreprises.

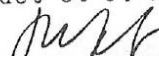
Le 24<sup>e</sup> Congrès a la redoutable responsabilité de porter un jugement sur les grandes questions qui se posent à la vie démocratique du Parti, questions désormais décisives pour son avenir.

Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour qu'elles soient posées avec force devant tous les communistes.

Nous espérons que l'Appel sera entendu. Il exprime en effet la volonté de prendre les moyens nécessaires à la remontée de l'influence du Parti c'est-à-dire aussi au succès de la politique de changement engagée dans le pays.

Recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles,

pour J. Bidet et J. Maître



RENCONTRES COMMUNISTES

19 rue Béranger 75003  
271 57 50

SEMINAIRE : " CONTRIBUTION A L'ELABORATION D'UNE POLITIQUE  
ECONOMIQUE DE GAUCHE "

- Samedi 23 Octobre : Qu'est ce qu'une politique socialiste de l'emploi  
( Jean Claude Delaunay )
- Samedi 13 Novembre : Qu'est ce qu'une politique socialiste de déve-  
loppement de l'appareil productif ( Jean  
( Gadrey )
- Samedi 11 Décembre : Qu'est ce qu'une politique socialiste du finan-  
cement ( Christian Barrere )
- Samedi 8 Janvier : Politique industrielle et de la recherche dans  
une perspective socialiste ( J.L. Moynet )
- Samedi 5 Fevrier : Un exemple d'adaptation et de modernisation  
d'un secteur traditionnel ( Jean Claude  
Rabier )
- Samedi 5 Mars : La formation professionnelle ( Claude DUBAR )
- Samedi 16 Avril : Les entreprises nationalisées ( Tony Duché )
- Samedi 7 Mai : L'économie, le social et la solidarité  
( Catherine Mills )
- Samedi 4 Juin : La crise de l'entreprise capitaliste et des  
rappports qu'elle concrétise ( Philippe  
Zarifian )
- Samedi 18 Juin : L'idéologie économique de la droite et le  
socialisme à la française ( le séminaire )

-----  
A l'exception du premier séminaire, les séances auront lieu :  
de 10 à 12 heures, Salle 103 de la Sorbonne  
( entrer par le 1 rue Victor Cousin , à droite de la chapelle de la  
Sorbonne, en lui faisant face. La salle 103 se trouve dans  
la galerie J.B.Dumas, qui est la première à droite )

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

L'abonnement de 100 francs donne droit à la réception du rapport  
des séances ( chèques à l'ordre de Etudes et Recherches, 19 rue Béranger,  
75 003 .

L'auditeur d'une séance peut se procurer le rapport de celle-ci  
pour 10 francs, sur place.



CELLULE MAURICE - AUDIN DES ENSEIGNANTS  
COMMUNISTES DE PARIS - X

L'ECOLE ET L'UNIVERSITE

dans le contexte de ce que nous appelons, nous, communistes

LA STRATEGIE DU DECLIN

Les luttes que nous menons à l'École et à l'Université, particulièrement depuis le décret du 20 Septembre, contribuent sans nul doute à faire obstacle aux projets du gouvernement.

En même temps, au fur et à mesure qu'elles se développent, elles font apparaître à travers les précautions, les silences, voire les reculs des ministères, le véritable caractère de la politique du gouvernement.

Il s'agit bien, nous ne croyons pas commettre un abus de langage en le disant, d'un démantèlement, tout à fait comparable aux opérations dites de redéploiement ou de restructuration qui sont pratiquées dans l'industrie.

Mr Beullac supprime des classes dans l'enseignement élémentaire et dans l'enseignement secondaire, supprime des postes d'élèves-maîtres dans les Ecoles Normales, réduit encore les postes de recrutement par concours jusqu'à envisager de les supprimer dans les cas où il n'y aurait pas de "besoins" et présente l'ahurissante promesse de faire dans les années à venir "l'économie" de trente mille instituteurs français.

Mr Soisson supprime des postes d'enseignants d'éducation physique, déplace des professeurs, augmente leurs horaires de service.

Madame Saunier-Seïté détruit Vincennes en même temps qu'elle empêche l'Université de Villetaneuse de se développer ; elle prépare une carte universitaire dont le but est de secondariser les enseignements du premier et du second cycle et particulièrement de réduire la plupart des universités de province à un rôle mineur.

Un même traitement menace les assistants des universités, les maîtres-auxiliaires du secondaire, les instituteurs non titulaires et les élèves-instituteurs, les vacataires et le personnel administratif. Il s'agit de réaliser une compression draconienne du service public qu'est l'école.

Sans doute l'esquisse de cette politique pouvait-elle se lire, et nous l'avons lue, dans les plans de réformes qui se sont succédé sous la Cinquième République depuis le Plan Fouchet : maintien d'un ensei-

gnement élitaire dans des foyers privilégiés, persistance du mandarinat, secondarisation des universités. Mais la politique giscardienne d'abandon de l'indépendance nationale au niveau même de la culture et de l'école révèle des aspects nouveaux que nous voulons souligner :

- Elle s'applique dans l'Université, en s'inspirant de modèles étrangers, à dissocier l'enseignant du chercheur : en imposant aux fonctionnaires titulaires des services qui les empêchent de poursuivre leurs recherches ; en créant des catégories intermédiaires d'enseignants non chercheurs ; en empêchant des enseignants, par exemple les professeurs de mathématiques, d'assurer leur propre formation continue sur leur temps de travail ; en éludant un examen sérieux de la formation des maîtres et de la part de l'université à cette formation des maîtres.

- S'inspirant de modèles étrangers ( particulièrement la R.F.A. ), elle récuse les traditions de l'école républicaine en acceptant notamment pour la formation professionnelle le principe du partage des responsabilités ( enseignement alterné ) avec le patronat et tout ce que cela peut impliquer de pressions sur l'administration et sur les individus.

- Elle érige en système de rentabilisation au service du profit, suivant la voie du capitalisme américain, le principe général de l'insécurité de l'emploi pour ceux qui sont enseignés comme pour ceux qui enseignent, ce qui veut dire qu'elle met en cause une des garanties essentielles de la liberté de l'individu.

Les faits que nous venons de rappeler constituent à nos yeux la manifestation dans le domaine universitaire d'une profonde évolution des soubassements économiques et politiques de notre société, que nous voudrions tenter de caractériser.

Partons de l'horizon européen.

Notre opinion est que l'enjeu principal des élections de juin concerne deux questions étroitement liées : la grande bourgeoisie mise sur l'élargissement à l'Europe du Sud et sur une évolution rapide vers la supranationalité.

Cette voie fournit à court terme certains moyens pour la relance du profit. Mais cela ne signifie pas qu'elle soit capable d'apporter aux peuples le progrès et le développement réels.

L'élargissement, dans la perspective supranationale, conduirait entre autres à un transfert massif des industries de main d'oeuvre vers l'Espagne et vers la Grèce. C'est à dire de nombreuses suppressions d'emplois dans ces secteurs en France ( et aussi en R.F.A. où l'on prévoit un important développement du chômage ).

Telle est déjà l'hypothèse de travail du pouvoir et du Ministère de l'Edu-

cation nationale. L'exportation massive des capitaux attendue entraînerait une diminution globale de la production nationale, donc de l'emploi non industriel et la compression dans les services publics.

Cette régression de l'emploi retentirait nécessairement sur l'Université. Examinons de façon plus précise la recherche universitaire et son lien à ces conditions économiques générales.

Le capitalisme français avait, dans les années 60, connu un mouvement rapide d'accumulation et de concentration sur une base nationale, et manifesté l'ambition de réaliser des projets autonomes dans les secteurs industriels les plus importants. Les années 70 marquent une mutation profonde caractérisée par l'abandon du cadre national comme principal champ d'accumulation, l'abandon des positions nationales dans les secteurs de pointe et de l'intervention publique centrée sur de grands programmes.

Cette évolution retentit sur la recherche universitaire et publique. Dans les secteurs de pointe : informatique, électronique, nucléaire par exemple, l'objectif n'est plus désormais que d'occuper des "créneaux" dans des ensembles dont les éléments-clés sont contrôlés par les américains. On passe de la recherche à "l'innovation", à la "francisation" de technologies américaines. Telle est la ligne générale d'évolution qui connaît maintenant avec la question européenne une accélération importante.

La bourgeoisie a conscience d'avoir en face d'elle des forces considérables qu'elle doit briser. Une longue lutte historique a cristallisé ses effets dans un rapport de forces au niveau des grandes institutions ( l'Université, le CNRS par exemple ) que la bourgeoisie n'a jamais pu modeler entièrement à ses desseins, et où s'affirme, serait-ce à travers mille contradictions et distorsions dues aux divers intérêts catégoriels, une volonté collective ( populaire dans son principe ) de culture et de science qui tend à s'opposer à l'asservissement monopoliste. D'où la nécessité de faire plier les "rigidités" comme ils disent héritées de notre histoire nationale. Ainsi les démarches autoritaires à l'Université: tendance à l'instauration d'un système plus élitiste, plus clientélaire sous couvert de l'idéologie de la "mobilité", du "vivier". Ces initiatives s'inscrivent au reste dans le cadre d'un rétrécissement de la base de masse de la bourgeoisie. A mesure que les années passent, les diverses instances élues à l'Université sont gagnées en plus grand nombre à des positions critiques et une REACTION devient nécessaire ( augmentation du pouvoir des recteurs, multiplication des structures dérogatoires ) pour mettre le système à l'abri de la démocratie. De même sous l'égide de P. AIGRAIN, secrétaire d'Etat à la recherche, se développent une conception et une pratique proprement "révolutionnaires" ; les laboratoires du CNRS seraient désormais soumis au "pilotage" des entreprises, qui sélectionneraient les centres les plus conformes à leurs objectifs, en fonction de quoi le financement public serait ou non accordé.

Cette bataille de la grande bourgeoisie ne va pas sans moyens idéologiques. A cet effet toute une série d'initiatives visent à organiser un rassemblement d'intellectuels au service de la droite, ou au moins à leur mise en "dissidence" par rapport aux perspectives de changement : C.I.E.L., nouveaux philosophes, nouveaux économistes, appui donné au Syndicat autonome, nouvelles institutions telles l'Institut Auguste Comte, défini par Giscard comme la nouvelle "école de guerre" des managers. Tout ce mouvement au tour d'i-

dées "nouvelles" concernant la "compétition économique", "l'an 2000", le caractère intrinsèquement périlleux du socialisme. .

Quel est le modèle ?

Modèle américain ? Oui sans doute de façon prévalente. La grande idée demeure celle de la mise en concurrence des universités, de la concentration des moyens de recherche en quelques lieux proches d'IBM et ITT. D'une façon plus générale l'idée de réussite économique et sociale, de progrès et de liberté s'exprime de façon officielle et quotidienne dans la glorification de l'exemple américain.

Modèle R.F.A. ? D'une façon moins explicite ( on ne joue pas avec le feu ) mais sans doute extrêmement efficace. Il s'agit officiellement de "convergences européennes". A cet égard la coopération se développe à un rythme rapide, comme en témoignent rencontres et déclarations. (...) Même si les décisions sont prises localement ( sic ) disait récemmentiscard à l'émission Questionnaire, des politiques convergentes sont possibles. Je pense à la politique de l'éducation, à la politique des institutions sociales et de l'emploi". Selon une note du Secrétariat général de coopération interministérielle pour les questions européennes, rattaché au service du 1<sup>er</sup> Ministre : " Le gouvernement français n'est pas hostile à ce que les ministres de l'Education se réunissent périodiquement au titre de la coopération intergouvernementale pour définir des orientations communes chaque fois que cela apparaîtra utile et opportun pour la conduite des politiques nationales."

On s'oriente ainsi vers une situation où l'éducation passerait sous contrôle supranational. Les dirigeants allemands insistent de leur côté pour qu'en tous domaines l'Europe parle " d'une même voix ". Et ils ont les moyens de se faire entendre.

Rappelons seulement que la RFA, premier exportateur mondial représente 30% de l'économie de la CEE, la puissance la plus concentrée et la première dans la plupart des grands secteurs. Banquier de l'Europe où il dispose de 40% des réserves financières, l'Etat allemand tient là un moyen efficace d'hégémonie politique. Le chancelier Schmidt le déclare du reste ouvertement : " Les gouvernements seront presque automatiquement disciplinés par l'alliance monétaire ". ( Le Monde, 14/7/78 )

Les rapports de force généraux ( où la RFA apparaît pour une part comme un relais des USA ) sont aussi ceux qui s'exercent sur notre université et tendent à lui imposer son "modèle".

Dans ces constatations aucun chauvinisme de notre part. Les marxistes sont bien les derniers à nier l'apport exceptionnel de la pensée allemande moderne. Enfants de Karl, de Sigmund et de quelques autres, nous savons l'immense intérêt des échanges culturels et scientifiques avec l'Allemagne de 1979. La science n'a pas de frontière et nous nous sentons citoyens du vaste monde.

Mais il s'agit de tout autre chose. Notre bourgeoisie s'apprête tout simplement à prononcer la dissolution de la nation, y voyant le moyen de dissoudre la force organisée des travailleurs et de préserver au mieux ses profits. L'attaque est frontale, globale. Elle concerne l'Université sous tous ses aspects parce qu'elle touche toutes les facettes de la vie sociale. c'est pourquoi du reste nous estimons que le P.S. qui, au-delà de "garanties" illusives qu'il recommande, est pleinement partie prenante de l'entreprise d'intégration européenne, s'aveugle et tourne le dos aux perspectives de lutte populaire et de construction du socialisme.

L'union est nécessaire plus que jamais. Mais un passé récent a également montré qu'un accord au sommet ne suffisait pas. Il faut une prise en charge "autogestionnaire" des solutions à la crise et de la voie hors du capitalisme. A chacun de se demander quelle part d'initiative il doit prendre pour le succès d'une lutte qui met en jeu l'intérêt collectif. Le monde, au fond, est encore jeune.

Avril 1978

« Le Pain de quatre livres » de Paul Lidsky\*




*Le pain de quatre livres*  
**LIBRAIRIE-RESTAURANT DU VAL D'YERRES**  
 65, rue Charles-de-Gaulle  
 Yerres 91330 948-55-33



YERRES - Place de l'Eglise, Rue de Paris

Librairie : ouverte tous les jours de 10 h 30 à 20 h.  
 dimanche 9 h - 13 h  
 Restaurant : tous les jours de 12 h à 18 h.  
 le soir : jeudi, vendredi, samedi.  
 Fermeture le lundi.

*Ce n'est pas seulement une librairie,  
 Ce n'est pas seulement un restaurant,  
 C'est un lieu de rencontre,  
 Un lieu où l'on a envie d'aller  
 parce qu'on y est bien,  
 entre autre pour manger  
 ou pour chercher des livres  
 mais aussi  
 pour y trouver des amis.*

*Autres activités*

*Expositions*

*Rencontres auteurs*

*Edition*

*Un lieu ouvert l'après-midi*

*Les thés parfumés, le bon chocolat, le café noir,  
notre pâtisserie et  
les tartines de pain de 4 livres*



*Le dimanche matin  
de 11 à 13 h...*

*formule originale  
à découvrir!*

*La librairie*



- Littérature
- Livres d'enfants
- Sciences humaines
- Féminisme
- Vie pratique  
et rayon cuisine
- Science fiction
- Roman policier
- Bande dessinée
- Revues.

*Un rayon important  
de livres soldés  
et d'occasion  
Achat et vente de livres*

*Carte de  
fidélité  
Pour avoir 15 %  
en livres neufs au  
bout de 10 achats*

*Des livres pour les enfants,  
des livres sur les enfants*

*Un tiers de la librairie  
est consacrée aux enfants :  
plus de 2000 livres à  
vendre neufs ou à prix  
réduits mais aussi un lieu  
où les enfants pourront  
s'installer dans un cadre  
conçu pour eux et lire les  
livres du podium.*



- disques, revues, albums
- rayon pédagogique.

*Le restaurant*

*A LA CARTE, DES HORS D'OEUVRE SIMPES  
MAIS ORIGINAUX, DES PLATS SOIGNES,  
DES DESSERTS MAISON.*



- Un menu à 25 francs tout compris à midi
- Un plat du jour à 15 francs à midi
- Un menu enfant à 18 francs.

## Liste des participants aux publications des commémorations du centenaire de la mort de Marx (1983)

Andreff	wladimir	l'urss et eux	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
andreu	maurice	le marxisme contemporain et l'attraction keynesienne : joseph M. Gillman	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
bargas	didier	la haute fonction publique	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Barkat	sidi-mohammed	l'état comme médiation	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
baslé	louis	l'utopie du "socialisme scientifique"	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
bettelheim	charles	la "crise du marxisme" et l'idéologie stalinienne	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
bidet	jacques	thèses sur la théorie marxiste de la valeur	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
bourella	bernard	sur le statut de la force de travail au sein du capital social (extraits)	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
capien	alain	mode marchand et mode socialisé-étatique de reproduction des forces de travail	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
cartelier	lysiane	le rapport salarial comme figure étatique	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
chavance	bernard	la nature du système soviétique. Questions et enjeux	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Coomans	gérard	fonctionnalisme, volontarisme et dialectique dans l'analyse économique du capitalisme. Le cas de la sécurité sociale	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Copans	jean	attention ! Une anthropologie marxiste peut en cacher une autre	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
coulardeau	jacques	la dialectique dans la langue	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
daynac	michel	sous-emploi des capacités de production et régulation capitaliste	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
de brunhoff	suzanne	sur la notion de régulation	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
delaunay	jean-claude	présentation	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
delaunay	jean-claude	introduction	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
delaunay	jean-claude	le marxisme et la politique aujourd'hui	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Delfini	corrado	réflexions méthodologiques sur la question de l'état capitaliste	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Delilez	jean-pierre	le mouvement ouvrier et la crise : continuité, persistances, renouvellement des pratiques politiques	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
delmas	bernard	effet de la rotation du capital sur le taux de profit	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Demailly	lise	contribution à une théorie des idéologies	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
dostaler	gilles	sur la théorie de la valeur de marx et la transformation	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
drugman	bernard	ou en est l'analyse marxiste de l'état?	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
dubar	claire	existe-t-il une théorie marxiste de la qualification? Introduction à un débat	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
fontaine	jean-marc	présentation	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
fontaine	jean-marc	terreur et transition dans l'accumulation primitive stalinienne	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
forowicz	jadwiga	l'organisation centrale au sein de l'économie socialiste et son évolution	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
fossaert	robert	propositions pour un prochain anniversaire	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
gadrey	jean	la théorie économique marxiste et la critique de l'économie politique	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
gadrey-turpin	nicole	travail féminin et appartenance de classe : notes pour un débat	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
gosselin	gabriel	propos d'accueil	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
gosselin	gabriel	tradition marxiste et crise de l'idéologie égalitaire	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)

gras	christian	le marxisme et la critique de l'état nation : régionalisme et subnationalisme	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
herland	michel	suraccumulation et crise dans le capitalisme d'aujourd'hui	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
hincker	françois	la situation du marxisme dans l'historiographie française	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
ibarrola	jésus	le concept de fortune et l'apport de la théorie marxiste	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
kaplan	francis	marx et marxismes	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Kolm	serge-christophe	le siècle de marx	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
korver	ton	for what its worth (notes for a critique of a theory of value)	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
lantz	pierre	analyse et modèle	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
lapidus	andré	théorie qualifié et théorie de la valeur travail	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
latouche	serge	le mirage de l'épistémologie marxiste	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
lautier	bruno	l'état et l'argent	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
lavigne	marc	problèmes conceptuels posés par l'analyse des échanges extérieurs des pays socialistes (1)	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
lipietz	alain	la double complexité de la crise	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Lucas	yvette	références à marx. A propos du débat science-production	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
marouani	albert	sur les critiques de la théorie marxiste de la valeur : itinéraire d'une rupture	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
mercier josa	solange	a propos de la classe universelle et du fanatisme	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
naville	pierre	existe-t-il des éléments d'exploitation et de conflits de classe, entre fractions du monde salarial? Le cas russe et le cas français	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
poitou	jean-pierre	matérialisme historique - idéologie - inconscient	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
pouchol	marlyse	une approche globale du travail féminin	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Reati	angelo	la baisse non tendancielle du taux de profit dans l'industrie italienne 1951 1971	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
romer	jean-christophe	nature de la coopération entre les pays socialistes et le tiers-monde	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
rubel	maximilien	la légende de marx ou engels fondateur	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
salama	pierre	l'état et le capital	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Schrader	fred	la discussion actuelle sur karl marx et ses problèmes	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
severs	michèle	une approche globale du travail féminin	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
simon	gérard	actualité et vieillissement du marxisme	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Solis-gonzales	Jose Luis	réflexions méthodologiques sur la question de l'état capitaliste	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
stoler	anne	(traduit par nicole gadrey-turpin) : Notes à propos du marxisme dans une perspective féministe	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
théret	bruno	l'état comme rapport social d'imposition	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
tosel	andré	savoirs, intellectuels, Etat, parti. Elements pour une critique de autorités logico-politiques	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
tréanton	jean-rené	sur la théorie marxiste de la valeur. Propos d'un philistin	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
turbat	vincent	sur le statut de la force de travail au sein du capital social (extraits)	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
van toan	tran	a propos du statut du concept d'idéologie dans le marxisme	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
Vilar	pierre	"crise du marxisme"?	actualité du marxisme T.2	1982 (1980)
benkheira	hocine	l'étatisation du marxisme en algérie	autres marxismes réels	1985
bonilla saus	javier	les marxismes des lendemains démocratiques	autres marxismes réels	1985



corten	andré	substrats	autres marxismes réels	1985
coulibaly	nabé- vincent	au mali, nous n'avons pas le choix, nous sommes socialistes	autres marxismes réels	1985
francq	bernard	a propos d'une fascination : le pédagogisme et ses avateurs	autres marxismes réels	1985
Kaluma- simon	marie- louise	tanzani, le marxisme apprivoisé	autres marxismes réels	1985
Kaluma- simon	mathieu	tanzani, le marxisme apprivoisé	autres marxismes réels	1985
légaré	anne	femmes et organisation	autres marxismes réels	1985
piperno	franco	au-delà de marx : zénon	autres marxismes réels	1985
rey	pierre- philippe	le marxisme congolais contre l'Etat	autres marxismes réels	1985
rondeau	chantal	au mali, nous n'avons pas le choix, nous sommes socialistes	autres marxismes réels	1985
sadria	madj-ta-ba	anti-occidentalité, apports et limites d'une idéologie	autres marxismes réels	1985
Tahon	marie- blanche	comme une chose attendue, entendue - femmes algériennes - lutte de libération nationale, socialisme	autres marxismes réels	1985
tahon	marie- blanche	femmes en classe	autres marxismes réels	1985
vaillancourt	jean-guy	marxisme et écologie : plus bénédictin que franciscain	autres marxismes réels	1985
van thao	trinh	la formation du marxisme vietnamien	autres marxismes réels	1985
Adler	alexandre	boukharine	aventures du marxisme	1984 (1983)
Agosti	A	Réformes, révolution et transition dans la conception de la IIIe internationale pour un marxisme éclectique : au-delà des approches dogmatiques des économies soviétiques et est-européennes	aventures du marxisme	1984 (1983)
Andreff	victor		aventures du marxisme	1984 (1983)
Boudarel	georges	marxisme et confucianisme	aventures du marxisme	1984 (1983)
Buci- glucksmann	christine	sur le politique marxiste et sa crise : repenser la politique	aventures du marxisme	1984 (1983)
Cohen	Y	les marxismes face aux nouveaux mouvements sociaux	aventures du marxisme	1984 (1983)
Drach	M	L'extraction du sur-travail dans les économies de type soviétique	aventures du marxisme	1984 (1983)
galissot	rené	les fractures du marxisme	aventures du marxisme	1984 (1983)
Hémery	daniel	le communisme national : au Vietnam, l'investissement du marxisme dans la pensée nationaliste	aventures du marxisme	1984 (1983)
Lew	roland	la formation du communisme chinois et l'émergence maoïste	aventures du marxisme	1984 (1983)
Lewin	moshe	léninisme et bolchévisme à l'épreuve de l'histoire et du pouvoir	aventures du marxisme	1984 (1983)
marcou	lily	le communisme de guerre froide	aventures du marxisme	1984 (1983)
Nair	Sami	formations sociales, structures de pouvoir, idéologies : le cas du monde arabe musulman	aventures du marxisme	1984 (1983)
poirier	françois	l'école historique anglaise : développement capitaliste et mouvement ouvrier	aventures du marxisme	1984 (1983)
roux	alain	la sinisation du marxisme : naissance, vie et métamorphose d'un concept illégitime	aventures du marxisme	1984 (1983)
terray	emmanuel	l'anthropologie marxiste en France entre 1960 et 1980 : essai de bilan	aventures du marxisme	1984 (1983)

vincent	Jean-marie	l'école de francfort et la théorie sociale	aventures du marxisme	1984 (1983)
Weill	Claudie	les marxismes face aux nouveaux mouvements sociaux	aventures du marxisme	1984 (1983)
de vroey	michel	la théorie marxiste de la valeur, version travail abstrait. Un bilan critique	échiquier centenaire	1985
dostaler	gilles	introduction	échiquier centenaire	1985
garegnani	pierangelo	la théorie classique de la répartition et le problème dit de la "transformation" chez Marx	échiquier centenaire	1985
Himmelweit	susan	la réalité de la valeur	échiquier centenaire	1985
lagueux	maurice	introduction	échiquier centenaire	1985
lagueux	maurice	le principe de conservation de la valeur et le problème de la transformation	échiquier centenaire	1985
lipietz	alain	le débat sur la valeur : bilan partiel et perspectives partiales	échiquier centenaire	1985
maurisson	patrick	systèmes de prix normaux, rapport salarial et révision des schémas marxistes de la transformation	échiquier centenaire	1985
mohun	simon	la réalité de la valeur	échiquier centenaire	1985
salama	pierre	valeur, prix de production : une approche différente	échiquier centenaire	1985
Shaikh	anwar	l'économie néo-ricardienne	échiquier centenaire	1985
Steedman	Ian	ricardo, marx et sraffa	échiquier centenaire	1985
Sweezy	paul	la théorie marxienne de la valeur	échiquier centenaire	1985
azcarate	manuel	crise des partis politiques et participation des masses	hommage à poulantzas	1983 (1981)
balibar	etienne	après l'autre mai	hommage à poulantzas	1983 (1981)
Barret Kriegel	blandine	développement politique et démocratie	hommage à poulantzas	1983 (1981)
beaud	michel	sur la question de "l'alternative socialiste aujourd'hui" et la manière de la poser	hommage à poulantzas	1983 (1981)
bertaux	daniel	production anthroponomique et nouvelle calsse	hommage à poulantzas	1983 (1981)
Birnbaum	pierre	l'etat, le pouvoir politique et le socialisme : le cas français	hommage à poulantzas	1983 (1981)
Buci-glucksmann	christine	présentation	hommage à poulantzas	1983 (1981)
Buci-glucksmann	christine	de la crise de l'Etat keynésien au nouveau socialisme? La poilitique au-delà de l'Etat	hommage à poulantzas	1983 (1981)
carnoy	martin	etat et crise capitaliste : le "reaganisme"	hommage à poulantzas	1983 (1981)
cheresky	isidoro	conflits à l'intérieurs des Régimes autoritaires et mobilisation démocratique	hommage à poulantzas	1983 (1981)
coriat	benjamin	politique ouvrier eet politique sociale dans la crise. Thèses pour une discussion	hommage à poulantzas	1983 (1981)
de ipola	emilio	présence de nicos poulantzas en amérique latine	hommage à poulantzas	1983 (1981)
delilez	jean-pierre	sur la logique de la transforamtion sociale aujourd'hui	hommage à poulantzas	1983 (1981)
filinis	kostas	sur le tournant démocratique en grèce	hommage à poulantzas	1983 (1981)
jessop	bob	nicos poulantzas en grande bretange	hommage à poulantzas	1983 (1981)
joxe	alain	notes pour une théorie de la frontière impériale	hommage à poulantzas	1983 (1981)
laclau	ernesto	socialsime et transformation des logiques hégémoniques	hommage à poulantzas	1983 (1981)
lantz	pierre	une espèce de flou paradisiaque , un désir sorti de l'enfance. Les LIP	hommage à poulantzas	1983 (1981)
lefebvre	henri	les intellectuels dans la transformation sociale	hommage à poulantzas	1983 (1981)
légaré	anne	régions, nations et Etat dans la formation de nouveaux pouvoirs	hommage à poulantzas	1983 (1981)
lindenberg	daniel	la redécouverte du socialisme démocratique	hommage à poulantzas	1983 (1981)
lowy	michael	les intellectuels et le socialisme. Quelques thèses	hommage à poulantzas	1983 (1981)

mouffe	chantal	socialisme, démocratie et nouveaux mouvements sociaux	hommage à poulantzas	1983 (1981)
moynot	jean-louis	crise syndical et nouvelle politique	hommage à poulantzas	1983 (1981)
pasquinali	carla	pouvoir des intellectuels et crise du marxisme	hommage à poulantzas	1983 (1981)
poulantzas	nicos	une révolution copernicienne dans la politique	hommage à poulantzas	1983 (1981)
quiminal	catherine	de l'indigène à l'immigré : figures de la politique étatique de l'immigration	hommage à poulantzas	1983 (1981)
rey	pierre-philippe	nouveau bloc au pouvoir, nouveau bloc historique?	hommage à poulantzas	1983 (1981)
rossanda	rossana	crise et dialectique des partis et mouvements sociaux en Italie	hommage à poulantzas	1983 (1981)
therborn	goran	troisième chance ou troisième voie?	hommage à poulantzas	1983 (1981)
thibault	marie-noelle	stratégie syndicale et divisions de la classes ouvrière	hommage à poulantzas	1983 (1981)
Vincent	jean-marie	démocratie représentative et démocratie directe	hommage à poulantzas	1983 (1981)
weber	henri	une nouvelle stratégie démocratique?	hommage à poulantzas	1983 (1981)
balibar	etienne	l'idée d'une politique de classe chez marx	marx en perspective	1985 (1983)
bettelheim	charles	la pertinence des concepts marxistes de classe et de lutte de classes pour analyser la société soviétique	marx en perspective	1985 (1983)
bois	guy	sur la crise du mode de production féodal	marx en perspective	1985 (1983)
boyer	robert	marx, la technique et la dynamique longue de l'accumulation	marx en perspective	1985 (1983)
Brenner	r	marx's first model of the transition to capitalism	marx en perspective	1985 (1983)
chavance	bernard	faut-il oublier marx?	marx en perspective	1985 (1983)
chavance	Bernard	la dialectique utopique du capitalisme et du communisme chez Marx	marx en perspective	1985 (1983)
Cohen	G	Restricted and inclusive historical materialism	marx en perspective	1985 (1983)
colletti	lucio	dialectique et science dans l'oeuvre de Marx	marx en perspective	1985 (1983)
coriat	benjamin	marx, la technique et la dynamique longue de l'accumulation	marx en perspective	1985 (1983)
de sainte croix	gem	karl marx and the interpretation of ancient and modern history	marx en perspective	1985 (1983)
de vroey	m	la théorie marxiste de la valeur, version travail abstrait : n bilan critique	marx en perspective	1985 (1983)
elster	jon	further thoughts on marxism, functionalisme and game theory	marx en perspective	1985 (1983)
furet	français	le jeune marx et la révolution française	marx en perspective	1985 (1983)
garegnani	p	la théorie de la valeur-travail chez marx et dans la tradition marxiste	marx en perspective	1985 (1983)
groh	d	le mouvement ouvrier "marxiste" allemand : un malentendu historique?	marx en perspective	1985 (1983)
heller	a	marx, justice, freedom : the libertarian prophet	marx en perspective	1985 (1983)
hobsbawm	eric	revolution in the theory of karl marx	marx en perspective	1985 (1983)
horbat	b	marx's contribution to social science and his errors	marx en perspective	1985 (1983)
lindenberg	daniel	marx et les "mystères de paris"	marx en perspective	1985 (1983)
lipietz	alain	le débat sur la valeur : bilan partiel et perspectives partiales	marx en perspective	1985 (1983)
markovic	M	marx's critique of alienation and its emancipatory consequences	marx en perspective	1985 (1983)
mohl	a	marx's theory of emancipation and the analysis of modern social movements	marx en perspective	1985 (1983)
Nowak	L	marxian historical materialism : the case of dialectical retardation	marx en perspective	1985 (1983)
Pagano	U	Single-firm and anti-firm communism : contradictions and evolutions in the marxian alternatives to capitalism	marx en perspective	1985 (1983)
pomian	K	le marxisme réel dans les pays dde l'europe centrale	marx en perspective	1985 (1983)

Roemer	J	sould marxists be interested in exploitation?	marx en perspective	1985 (1983)
rosanvallon	pierre	les conditions de l'émancipation de l'homme chez marx	marx en perspective	1985 (1983)
Stedman jones	g	karl marx and the neglish labour movement	marx en perspective	1985 (1983)
steedman	i	heterogeneous labour, money wages and marx's theory	marx en perspective	1985 (1983)
terray	emmanuel	exploitation et domination dans la pensée de marx	marx en perspective	1985 (1983)
wood	a	marx's immoralism	marx en perspective	1985 (1983)
wright	erik olin	What is marxist and what is neo in neo-marxist class analysis?	marx en perspective	1985 (1983)
Andreu	Maurice	Ambiguïté d'un centenaire : Marx ou Keynes?	Marx...ou pas? Réflexions	1986
bellue	françoise	réification et universalité. D'abord lire marx avant d'en parler.	Marx...ou pas? Réflexions	1986
bensaïd	daniel	marxisme contre "totalitarisme"	Marx...ou pas? Réflexions	1986
berger	denis	Marx et le fantôme de staline. Réflexions sur les avatars du marxisme français	Marx...ou pas? Réflexions	1986
brohm	jean-marie	centenaire de la mort de marx	Marx...ou pas? Réflexions	1986
brohm	jean-marie	corps et matérialisme historique. Mort et négation du corps	Marx...ou pas? Réflexions	1986
châtelet	françois	la liberté des hommes ensembles	Marx...ou pas? Réflexions	1986
craipeau	yvan	les sociétés bureaucratiques et le marxisme	Marx...ou pas? Réflexions	1986
Delaunay	jean-claude	le marxisme et la politique économique, aujourd'hui	Marx...ou pas? Réflexions	1986
Fay	victor	marx et la démocratie directe	Marx...ou pas? Réflexions	1986
hincker	françois	la classe ouvrière sujet de l'histoire?	Marx...ou pas? Réflexions	1986
kowalewski	zbigniew	l'exploitation de la classe ouvrière dans le "socialisme réel"	Marx...ou pas? Réflexions	1986
lefebvre	henri	lettre de pierre vilar	Marx...ou pas? Réflexions	1986
lindenberg	daniel	marx et les "mystères de Paris"	Marx...ou pas? Réflexions	1986
lourau	rené	l'institution en négation simple ou double. Le rôle des intellectuels qui analysent le pouvoir	Marx...ou pas? Réflexions	1986
Löwy	Michael	la dimension utopique - considérations inactuelle sur la crise	Marx...ou pas? Réflexions	1986
malfatta	monique	une expérience syndicale	Marx...ou pas? Réflexions	1986
mandel	ernest	émancipation, science et politique chez Marx	Marx...ou pas? Réflexions	1986
meillassoux	claud	des travaux de marx et engels en rapport avec l'étude du Tiers-Monde	Marx...ou pas? Réflexions	1986
paris	robert	diffusion et appropriation du marxisme en amérique latine	Marx...ou pas? Réflexions	1986

personne	jacques	comment le léninisme fit le lit de staline	Marx...ou pas? Réflexions	1986
rimbert	pierre	une filiation verbale	Marx...ou pas? Réflexions	1986
vincent	jean-marie	marx au-delà des marxismes	Marx...ou pas? Réflexions	1986
Woronoff	denis	introduction	Marx...ou pas? Réflexions	1986
amin el alem	mahmoud	les traductions de marx dans le contexte égyptien	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
arenz	horst	appropriation simple et capitaliste et formes de conscience. Commentaire sur un "texte inédit de marx"	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
badia	gilbert	l'annonce del am ort de Marx par la presse (1883)	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
behar	nansen	la diffusion des idées économiques de marx en bulgarie, a début du siècle	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
benot	yves	le marxisme et l'afrique au sud du sahara	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Bensussan	Gérard	résumé de "les manuscrits de 44 n'existent pas"	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
bertrand	michèle	la réception de l'oeuvre de marx dans l'eglise en France (1945-1978)	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
bidet	jacques	traduire en allemand le capital	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Bravo	gian-mario	histoire et traits caractéristiques des premières éditions des écrits de Marx en Italie	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
caire	guy	marx : lectures (des) économistes	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Caveing	maurice	ouverture	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
chaaban	waaa	la pénétration du socialisme et du marxisme dans la pensée arabe : les premiers textes arabes évoquant le socialisme et le marxisme de 1871 à 1898	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
coin	jean-pierre	si l'œuvre de marx unit, ses lectures divisent	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
coquery-vidrovitch	catherine	la réception des œuvres de marx chez les historiens français du tiers-monde	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
cotten	jean-pierre	les "études philosophiques" de marx et engels : la constitution d'un corpus légitime	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
davidson	alastair	marxisme et classe ouvrière en Australie : 1883-1983	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
de andrade	mario	pour une appropriation africaine de l'œuvre de marx	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
delaunay	jean-claude	la réception du concept de plus-value et de taux de la plus value dans l'idéologie marxiste en France	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
d'hondt	jacques	la traduction tendancieuse du capital par joseph roy	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
duichin	marco	les premiers écrits berlinois de Marx, 1836-1837. Hypothèse pour une reconstruction	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)

duparc	jean	la publication des écrits marxistes en grande bretagne de 1920 à 1940	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
fernandez-diaz	osvaldo	sur les origines du marxisme en Amérique latine	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
gasch	emili	l'aventura de El capital a espanya fins 1939	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
guéry	françois	le fonds rationnel de la dialectique	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
guinchart	jean-jacques	marx à francfort : notes de travail sur la réception de Marx et du marxisme dans la théorie critique de l'école de Francfort (jean-jacques guinchart)	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
harmel	mohamed	remarques sur le marxisme dans les pays arabes	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
hong	guang-yob	la réception des idées de karl marx par mao ze dong	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
labica	georges	sur l'objet du colloque international "l'œuvre de marx, un siècle après"	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
labica	georges	quelques remarques de conclusion	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
lefebvre	jean-pierre	présentation du corpus	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
lefebvre	henri	contradictions selon marx et contradictions du marxisme	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
liang	gu	quelques points de repère sur l'introduction du marxisme en Chine	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Loi	Michelle	marx et mao	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Loroux	patrice	c'est dans marx. Le texte de marx et ses régimes	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
lowy	michael	notes sur la réception du marxisme en Amérique latine	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
mainfroy	claud	marx et la France après la commne. Sur quelques thèmes abordés: nature et enjeux des questions en suspens	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
mercier josa	solange	de l'interprétation des écrits de jeunesse de marx	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
muller	hans-peter	eine aktuelle aufgabe der marx-forschung : zur konzeption historisch kritischer marx-editierung	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
nadel	henri	un exemple de lecture symptomale : "travail salarié et capital" une périlleuse et exemplaire adaptation	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
naoumov	gueorgui	les œuvres de karl marx et la naissance du mouvement ouvrier et socialiste en bulgarie	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
peev	yordan	karl marx et le socialisme scientifique à travers la pensée politique musulmane	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
ramalho	luiz	appropriation simple et capitaliste et formes de conscience. Commentaire sur un "texte inédit de marx"	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Raptis	michel	L'introduction de l'année Karl Marx en Grèce	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
reichelt	helmut	sur la réception du capital de marx en république fédérale allemande	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)

ribas	pedro	la introduccion del marxismo en espana. La primera edicion de El capital.	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Rojahn	J	les manuscrits de 44 n'existent pas	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
rosier	jean-maurice	la pénétration des idées marxistes en Belgique	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
sagnol	marc	diachronie et synchronie dans la "critique de l'économie politique" (A propos de la problématique "historique/ogique" dans les grundrisse et de sa réception en union soviétique)	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
salem	jean	les rapports de Marx et Rousseau à la lumière des notes sur les économistes (1844)	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
sève	lucien	sur la publication del 'œuvre de marx et d'engels en France	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
tartakowsky	danielle	le pcf et marx dans l'entre-deux-guerres	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Tosel	andré	un exemple du travail de la réception : à propos des interprétations de la préface (1859) à la <i>Contribution de l'économie politique</i>	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
van thao	trinh	a l'aube du marxisme asiatique. Le jeune ho-chi minh, lecteur de Marx (1920-1921)	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
vilar	pierre	lettre de pierre vilar	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
Virroli	maurizio	il marxismo e l'ideologia del socialismo italiano (1890-1914)	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
winkelmann	rainer	die verwendugsanalyse von experpten als neues instrument der Marxforschung	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
zapata	rené	la publication des œuvres de marx après sa mort : 1883-1935	Nanterre : "œuvre de marx"	1985 (1983)
andreu	maurice	table ronde crises économiques	ours	1984 (1983)
byk	christian	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
cepede	michel	table ronde crises économiques (présidence)	ours	1984 (1983)
cerclier	henri	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
claude	henri	table ronde crises économiques	ours	1984 (1983)
dehan	philippe	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
ellenstein	jean	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
fargeaon	roland	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
Fay	victor	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
janover	louis	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
laborde	pierre	table ronde crises économiques	ours	1984 (1983)
lefevre	henri	table ronde crises économiques	ours	1984 (1983)
passet	rené	table ronde crises économiques	ours	1984 (1983)
rimbert	pierre	table ronde crises économiques	ours	1984 (1983)
rubel	maximilien	table ronde Etat	ours	1984 (1983)
spinetta	dominique	table ronde crises économiques	ours	1984 (1983)
spinetta	adrien	table ronde Etat (présidence)	ours	1984 (1983)

*Les 813 membres de la population étudiée par éditeur*

1	Abdel-Malek	anthropos
2	abèlès	maspero
3	Abū	anthropos
4	Acquaviva	ES
5	adler	ES
6	aghasian	maspero
7	Ahmet	anthropos
8	Akkache	maspero
9	allard	anthropos
10	Allemand	anthropos
11	alliès	maspero
12	Almeida-Topor (Heinzely aussi)	anthropos
13	Alphandéry	ES
14	Althabe	maspero
15	Althusser	maspero_ES
16	alzon	maspero
17	Amin	maspero_Ant
18	ammour	maspero
19	Amselle	maspero_Ant
20	Analís	anthropos
21	Andrieu	ES
22	Angeli	maspero
23	Angrand	ES
24	Ansart	ES
25	Anselin	anthropos
26	Aragon	ES
27	Arghiri	maspero
28	Arnault	ES
29	arrivé	maspero
30	Ascher	ES
31	Assidon	maspero
32	auclair	anthropos
33	<b>Auer-Ramanisa</b>	<b>anthropos</b>
34	augé	maspero
35	Auroi	anthropos
36	Avenas	maspero
37	azcarate	maspero
38	Azémard	anthropos
39	ba	anthropos
40	Babacar	anthropos
41	backman	maspero
42	badia	ES



43	badiou	maspero
44	Bailleau lajoinie	ES
45	bailly	ES
46	balibar	maspero
47	balmès	maspero
48	Baloste-fouletier	maspero
49	Bani Sadr	anthropos
50	Bannour	anthropos
51	Barbèris	ES
52	Barbier-Bouvet	anthropos
53	bardet	anthropos
54	Bardou	anthropos
55	bardouillet	maspero
56	baré	maspero
57	barel	anthropos
58	Bari	ES
59	baron	maspero
60	Barran	ES
61	barret	anthropos
62	barrot	maspero
63	barry	maspero
64	Bastide	anthropos
65	Bat_Ye'ôr	anthropos
66	Bataillon	anthropos
67	Baudelot	maspero
68	Baudet	anthropos
69	Beaud_M	anthropos
70	Beaud_P	anthropos
71	belhafaoui	maspero
72	Belkhir	anthropos
73	belloin	ES
74	bellon	anthropos
75	Ben Jelloun	maspero
76	Béna	ES
77	benabou	maspero
78	benasayag	maspero
79	Bencheikh	anthropos
80	benetti	maspero_ant
81	Benhouria	maspero
82	Bennigsen	maspero
83	benoit	maspero
84	benoliel	maspero
85	Benot	maspero
86	Bensaïd	maspero
87	Bensidoun	anthropos
88	Bensimon	anthropos

89	Berard	maspero
90	Bertaud	ES
91	berthomieu	maspero
92	Berthommier	maspero
93	berthoud	maspero
94	Bertrand_H	maspero
95	Bertrand_M	ES
96	besse	ES
97	Bessis	maspero
98	Beti	maspero
99	Bettelheim	maspero
100	beysaguet	maspero
101	Bidet	ES
102	Bidouze	ES
103	Billaudot	maspero
104	Billoux	ES
105	Bitsakis	ES
106	Blanc	maspero
107	blanche-benveniste	maspero
108	Blanquart	ES
109	Bleitrach	maspero_ES
110	bleskine	maspero
111	bloch	maspero
112	Blumé	ES
113	bobbio	maspero
114	Boccaro	ES
115	bois	maspero
116	Bolle de Bal	anthropos
117	Bonnafé	ES
118	Bonte	ES
119	bordat	Maspero
120	Bosc	anthropos
121	boudarel	anthropos
122	boudjedra	maspero
123	Boughali	anthropos
124	bouillot	maspero
125	Boulesteix	anthropos
126	Bourdé	maspero
127	Bourderon	ES
128	bourdet	anthropos
129	boure	maspero
130	Bourguès	ES
131	bourque	Maspero
132	boutillier	maspero
133	Bouvard	anthropos
134	bouvier	ES

135	Bouvier-Ajam	ES
136	Brachet	anthropos
137	brimo	maspero
138	brohm	maspero
139	brossat	maspero
140	Bruhat	ES
141	bruston	anthropos
142	buci-glucksmann	maspero
143	bude	anthropos
144	burles	ES
145	butler	maspero
146	cabral	maspero
147	cacérés	maspero
148	Caille	ES
149	calame-griaule	maspero
150	Calas	ES
151	Canacos	es
152	Cardon	ES
153	cardoso	anthropos
154	Cardoze	ES
155	caro	maspero
156	caroux	anthropos
157	carpentier	maspero
158	Carrel	ES
159	Carrouges	anthropos
160	Cartelier	maspero
161	Casanova	ES
162	castel	maspero
163	Castells	maspero_ant
164	castex	maspero
165	cazals	maspero
166	Cesari	anthropos
167	Chabot	anthropos
168	Chaliand	maspero
169	chambaz	ES
170	Champarnaud	anthropos
171	charachidzé	maspero
172	charbonneau	anthropos
173	charras	maspero
174	charrasse	maspero
175	Charvin	es
176	Chatain	ES
177	Châtelet	anthropos
178	Chauvière	maspero
179	chenu	maspero_ES
180	Cherki	maspero

181	cherrier	ES
182	chervel	maspero
183	chesneaux	maspero_ant
184	chombart de lauwe	anthropos
185	chomé	maspero
186	Choury	ES
187	clanché	maspero
188	Claude	ES
189	claudin	maspero
190	Clavaud	ES
191	Cloucard	ES
192	Cogniot	ES
193	Cohen_F	ES
194	Cohen_M	maspero_ES
195	Cohen_S	ES
196	Coin	anthropos
197	Colpin	ES
198	colson	maspero
199	confino	maspero
200	Copans	maspero
201	Copfermann	maspero
202	Coquery-Vidrovitch	anthropos
203	cot	anthropos
204	couland	ES
205	cresswell	maspero
206	Criton	anthropos
207	Croisat	anthropos
208	dallemagne	maspero
209	damette	ES
210	dandois	maspero
211	dardigna	maspero
212	daubier	maspero
213	de andrade	maspero
214	de bernis	maspero_ES
215	de brunhoff	maspero
216	de castelnau	ES
217	de Chassey	anthropos
218	de Connarmond	maspero
219	de gaudemar	maspero
220	de la pradelle	maspero
221	de Maupeou-Abboud	anthropos
222	de seynes	maspero
223	Debout-Oleszkiewicz	anthropos
224	debray	maspero
225	Décaillot	ES
226	Decèze	ES

227	delaunay	ES
228	delbo	anthropos
229	deleplace	maspero
230	Delfendahl	anthropos
231	Deligny	maspero
232	Delilez	ES
233	démerin	maspero
234	Demichel_A	ES
235	Demichel_F	ES
236	Demunter	anthropos
237	déniel	maspero
238	Denis	ES
239	desbois	anthropos
240	détienne	maspero
241	detraz	ES
242	deutsch	maspero
243	devesa	maspero
244	Dhoquois	anthropos
245	Di Crescenzo	ES
246	Dia	anthropos
247	Diagne	anthropos
248	diallo	maspero
249	Diarra	anthropos
250	dimet	ES
251	Dion	anthropos_ES
252	Dion_salitot	anthropos
253	diop	maspero
254	Dixmier_E	maspero
255	Dixmier_M	maspero
256	dommanget	maspero
257	dostaler	maspero_ant
258	Dowbor	anthropos
259	Dowidar	maspero
260	Dresch	maspero
261	dubar	ES
262	Dubief	ES
263	dubost	maspero
264	duchet_C	maspero
265	Duchet_M	maspero
266	Duclos	ES
267	Duffour	ES
268	Duhamel_L	anthropos
269	Duhamel_R	ES
270	Duhart_Jean	ES
271	Duhart_Jeanine	ES
272	dujardin	maspero

273	Duménil	maspero
274	dumont_F	anthropos
275	Dumont_J	ES
276	Dupuis	ES
277	Durand_JP	anthropos
278	durand_P	ES
279	durrieu	anthropos
280	Duvignaud	anthropos
281	edelman	maspero
282	El Nadi	maspero
283	Elégoët	anthropos
284	Eliou	anthropos
285	Elleinstein	ES
286	ertel	maspero
287	establet	maspero
288	Estager	ES
289	Estrade	anthropos
290	Eyinga	anthropos
291	Eyot	ES
292	fabre_G	maspero
293	Fabre_J	ES
294	fahri	maspero
295	Failevic	ES
296	Fajon	ES
297	faligot	maspero
298	falque	anthropos
299	Faure_C	anthropos
300	Faure_JJ	ES
301	Favre	anthropos
302	Ferras	anthropos
303	Ferrey-Martin	maspero
304	ferrie	maspero
305	fichant	maspero
306	field	maspero
307	fiéloux	maspero
308	Figuères	ES
309	fisher	maspero
310	Fitt	maspero
311	flahaut	maspero
312	Flavien	ES
313	flichy	anthropos
314	folcher	maspero
315	fossé	maspero
316	Fougeyrollas	anthropos
317	foulquier	ES
318	Fournial	ES

319	Frachon	ES
320	fradin	maspero
321	fraenkel	maspero_ant
322	francequin gallais	maspero
323	frank	maspero
324	Freinet	maspero
325	Frioux	ES
326	frontisi-ducroux	maspero
327	Furjot	maspero
328	furtado	anthropos
329	gabel	anthropos
330	Gacon	ES
331	gadet	maspero
332	gales	ES
333	Gallissot	anthropos
334	Garlan	ES
335	garnier	maspero_ES
336	gaspar	maspero
337	gaudin	anthropos
338	gaudon	ES
339	Gaudy	ES
340	gauthier	maspero
341	Gazagnaire	ES
342	geismar	maspero
343	gentis	maspero
344	georges	anthropos
345	giard	ES
346	gibbal	maspero
347	gibelin	maspero
348	Gillot_A	ES
349	Gillot_S	ES
350	Ginger	anthropos
351	girardot	ES
352	Giraud	anthropos
353	Girault	ES
354	Goblot	ES
355	godelier	maspero
356	Goldmann_A	anthropos
357	Goldmann_L	anthropos
358	Goldring	ES
359	Goldschmidt	maspero
360	Goma-Foutou	anthropos
361	Gómez Pin	anthropos
362	gonzales battle	maspero
363	Gosselin	anthropos
364	Goutmann	ES

365	grandjonc	maspero
366	granotier	maspero
367	granou	maspero
368	gras	maspero
369	Gratton	maspero_ant
370	gravejat	anthropos
371	grenier	ES
372	Grevet	ES
373	Grossin	anthropos
374	Guattari	maspero
375	guéant	maspero
376	Guedj	ES
377	guénancia	maspero
378	Guérin_Alain	ES
379	guérin_Anne	maspero
380	Guérin_D	maspero_ant
381	guigou_E	anthropos
382	guigou_J	anthropos
383	Guin	maspero
384	gutelman	maspero
385	Hadjinicolaou	maspero
386	Haghighat	anthropos
387	hargous	maspero
388	Hassoun	maspero
389	haupt	maspero
390	hémary	maspero_ant
391	hermier	ES
392	Hernandez	ES
393	Hertzog-Cachin	ES
394	hervo	maspero
395	Herzog	ES
396	hess	anthropos
397	Hincker	ES
398	Hountondji	maspero
399	Huet	anthropos
400	Huteau	maspero
401	Ibarrola	ES
402	jacquemot	maspero
403	Jacquin	ES
404	Jaeglé	ES
405	Jakubowicz	maspero
406	jalée	maspero
407	Jalley	ES
408	jamin	maspero
409	Janco(vici)	maspero
410	janiaud-lust	maspero



411	jeancolas	maspero
412	jeandin	ES
413	Joannès	ES
414	jonas	anthropos
415	jouary	ES
416	Jouet	ES
417	Juquin	ES
418	Juszezak	anthropos
419	jutrin-klener	maspero
420	Kahn_J	ES
421	kahn_L	maspero
422	kaisergruber	maspero
423	Kalaora	anthropos
424	Kamitatu	maspero
425	Kanapa	ES
426	kaplow	maspero
427	Karamanou	anthropos
428	Karlin	ES
429	Khamei	anthropos
430	Khatibi	maspero
431	Kiintz-Tailleur	ES
432	kling	maspero
433	Koechlin_E	maspero
434	Koechlin_P	maspero
435	Kom	ES
436	Konopnicki	ES
437	kopp	anthropos
438	krasucki	ES
439	Krivine	maspero
440	Kroes	ES
441	Kukawka	ES
442	La Rochefoucauld	ES
443	labica	maspero_ES
444	lachaud	anthropos
445	lacoste	maspero
446	lacoste-dujardin	maspero
447	laffranque	maspero
448	Lafitte	ES
449	Lagausie	anthropos
450	Lainé	ES
451	lajoinie	ES
452	lallemand	maspero
453	lambert_B	maspero
454	Lambert_JC	anthropos
455	Langlois	maspero
456	lantz	anthropos

457	Laroui	maspero
458	larzac	maspero
459	Latouche_J	ES
460	latouche_S	anthropos
461	Laubier	anthropos
462	Laurent	ES
463	Lautrey	maspero
464	lazard	ES
465	lazarus	maspero
466	le bris	maspero
467	Le Joliff	es
468	Le Lagadec	ES
469	le pors	ES
470	Le Ramey	ES
471	Leclerc	maspero
472	Leclercq_JM	anthropos
473	Leclercq_Y	anthropos
474	lecourt	maspero
475	ledrut	anthropos
476	lefebvre_H	anthropos
477	lefebvre_J	anthropos
478	lefebvre_JP	maspero
479	lefevre	maspero
480	lefort	maspero
481	légaré	maspero
482	Legay	ES
483	leloutre	maspero
484	lemaître	anthropos
485	<a href="#">Lemercier-Quelquejay</a>	<a href="#">maspero</a>
486	lepers	anthropos
487	lequenne	maspero
488	lévy_BH	maspero
489	lévy_C	anthropos
490	l'hénoret	maspero
491	Lidsky	maspero
492	lindenberg	maspero
493	Lipiansky	anthropos
494	lipietz	maspero
495	Lisbonne	anthropos
496	liscia	maspero
497	lobel	maspero
498	loi	maspero
499	Lojkine	ES
500	Lopez de Ceballos	anthropos
501	Loraux	maspero
502	Loucel	anthropos

503	Lourau	anthropos
504	lowy	maspero_ant
505	Lucas	maspero_ant
506	Lucques	anthropos
507	Lycops	anthropos
508	macherey	maspero
509	maffesoli	anthropos
510	Magaline	maspero
511	Magasa	maspero
512	Mahsas	anthropos
513	maignien	maspero
514	maitron	maspero
515	majastre	maspero
516	Makalou	maspero
517	Makarius_L	anthropos
518	Makarius_R	anthropos
519	mallet	anthropos
520	mammeri	maspero
521	Manceau	ES
522	mandel	maspero_ant
523	Marchais	ES
524	mardjarian	maspero
525	marie	maspero
526	marienstras_E	maspero
527	Marienstras_R	maspero
528	Markiewicz-Lagneau	anthropos
529	Marrane	ES
530	Martelli	ES
531	Martin	ES
532	Martins	anthropos
533	Maspero	maspero
534	Massaga	maspero
535	mattelart	anthropos
536	mauger	maspero
537	Maurice	ES
538	mavrakis	maspero
539	mayer	ES
540	mazalaigue	maspero
541	Mazauric	ES
542	mazouni	maspero
543	Médam	anthropos
544	mehl	maspero
545	Meillassoux	maspero_anthropos
546	meister	anthropos
547	mercier	anthropos
548	Mercier-Josa	ES

549	Merot	ES
550	Metaxas	anthropos
551	Metzger	ES
552	miaille	maspero
553	Midol	ES
554	Milhau	ES
555	Milislavljević	anthropos
556	Minces	maspero
557	minguet	maspero
558	Mink	maspero
559	mintz	maspero
560	miquel	anthropos
561	Moine	ES
562	Moissonnier	ES
563	molina	maspero
564	Moneta	maspero
565	Monfouga-Nicolas	anthropos
566	monsel	ES
567	Montdargent	ES
568	Monteux	ES
569	mordier	maspero
570	Moreau	ES
571	Moreau de Bellaing	anthropos
572	moulin_JJ	maspero
573	moulin_MF	maspero
574	M'rabet	maspero
575	Muldwurf	ES
576	mury	maspero
577	N diaye	maspero
578	n dongo	maspero
579	Najman	maspero
580	Namer	anthropos
581	naville	anthropos
582	ndoh	maspero
583	Necker	anthropos
584	Negri	maspero
585	nerfin	maspero
586	Nguyễn	ES
587	nicolas	maspero
588	Nières	ES
589	noiriel	maspero
590	noisette	maspero
591	ohayon	maspero
592	osier	maspero
593	osselin	maspero
594	Oury	maspero

595	Paganelli	ES
596	Pain	maspero
597	Palloix	maspero
598	palmade	anthropos
599	panzani	maspero
600	parain	ES
601	paris	maspero
602	Pasquarelli	ES
603	Passevant	ES
604	Pavis	ES
605	pêcheux	maspero
606	Pélachaud	ES
607	Pelletier_A	ES
608	pelletier_R	maspero
609	perceval	ES
610	perrot_J	ES
611	Perrot_MD	anthropos
612	Pérus	ES
613	Pestourie	ES
614	pétonnet	maspero
615	Phéline	maspero
616	Picant	ES
617	piel	anthropos
618	Pierre	ES
619	piette	maspero
620	pigenet	ES
621	Pioro	ES
622	piotte	anthropos
623	Piquemal	ES
624	plon	maspero
625	pochet	maspero
626	polack	maspero
627	Poncet	ES
628	Portelli	anthropos
629	postel-vinay	maspero
630	potel	maspero
631	pougny	maspero
632	pouillon_F	maspero
633	Pouillon_J	maspero
634	Pouilloux	maspero
635	Poulain_E	maspero
636	Poulain_JC	ES
637	Poulantzas	maspero
638	Poznanski	anthropos
639	Preiswerk	anthropos
640	Preteceille	ES

641	Prévoſt	ES
642	proviſor	anthropoſ
643	prulhière	maſpero
644	Queiroz	anthropoſ
645	Quééré	anthropoſ
646	quiminal	maſpero
647	Quin	ES
648	Quiniou	ES
649	Quiot	ES
650	Radjavi	anthropoſ
651	raffinot	maſpero
652	Ralite	ES
653	ramadac	anthropoſ
654	rancière	maſpero
655	raptiſ	maſpero_ant
656	Raymond	maſpero
657	Redjah	ES
658	Regazzola	anthropoſ
659	Régnier	anthropoſ
660	rémy_B	maſpero
661	Rémy_T	ES
662	renou	maſpero
663	Retel-Laurentin	anthropoſ
664	rey	maſpero
665	richard	maſpero
666	Ricq	anthropoſ
667	Rifaat	maſpero
668	rihſ	anthropoſ
669	Riviale	anthropoſ
670	Rizkallah	anthropoſ
671	Robel	ES
672	roche	maſpero
673	Rochet	ES
674	Rodinſon	maſpero_ant
675	Rodolakis	anthropoſ
676	Rodrigue	ES
677	Rolland de Renéville	anthropoſ
678	Rollin	ES
679	romeo	maſpero
680	rony	ES
681	Roques	ES
682	Roſette	ES
683	Roubaud	maſpero
684	roudineſco	maſpero
685	rouſſet_B	anthropoſ
686	Rouſſet_P	maſpero

687	Roux	ES
688	rude	anthropos
689	ruff	maspero
690	Ryng	maspero
691	said	maspero
692	Saïd-Amer	anthropos
693	Salama	maspero
694	Salini	ES
695	Salvaing	ES
696	Salvat	ES
697	Samarbakhsh	anthropos
698	samuel	maspero
699	Sanguedolce	ES
700	Sanitas	ES
701	santos	maspero
702	Sartre	maspero
703	Saucerotte	ES
704	sauvage	ES
705	Scalabrino	maspero
706	Scheibling	ES
707	schiller	maspero
708	schmid_AF	maspero
709	<b>schmid_JR</b>	<b>maspero</b>
710	schnapp-gourbeillon	maspero
711	Schwartz	ES
712	Sebag	anthropos
713	Segré	ES
714	Séguy	ES
715	Sève_A	ES
716	Sève_L	ES
717	Simon	ES
718	simonnet	maspero
719	sinelnikoff	maspero
720	Sledziewski	ES
721	Soboul	maspero_ES
722	Spire_An	ES
723	spire_Ar	ES
724	Stavenhagen	anthropos
725	Steinbach_J	ES
726	Steinbach_Jo	ES
727	Storper-perez	maspero
728	Suret-Canale	ES
729	tachon	maspero
730	Tailleur	ES
731	tanguy	maspero
732	Temkine	anthropos

733	tenaille	maspero
734	Terrail	ES
735	terray	maspero
736	teruel mania	maspero
737	Texier	ES
738	therborn	maspero
739	théret	maspero
740	Thibaudeau	ES
741	thomas	anthropos
742	tidafi	maspero
743	tissier	maspero
744	Toiser	maspero
745	tollet	ES
746	Topalov	ES
747	Topentcharov	ES
748	tort	maspero
749	tosel	maspero
750	Trần	ES
751	Traoré	anthropos
752	tricart	maspero
753	tronchon	maspero
754	turin	maspero
755	Ubersfeld	ES
756	Ulmann	ES
757	vachet	anthropos
758	Vadée	ES
759	Valier	maspero
760	Vallières	maspero
761	Van Gindertael	anthropos
762	Van Thao	anthropos
763	vandewiele	maspero
764	Vargas	maspero
765	Varin	ES
766	vasquez	maspero
767	vasseur	maspero
768	vatin	maspero
769	Vergnes	maspero
770	Vergopoulos	maspero_ant
771	Vernant	maspero
772	vernhes	maspero
773	Vernier	ES
774	Vernoux	anthropos
775	Verret	ES
776	Vial	ES
777	viala	ES
778	Vidal Naquet	maspero



779	vidal_D	anthropos
780	Vidal_J	ES
781	Vieille	anthropos
782	Vieuguet	ES
783	vigier	maspero
784	vilar	anthropos
785	Vincent_JF	anthropos
786	vincent_JM	maspero_ant
787	voguet	ES
788	Vottero	ES
789	Wagner	maspero
790	Warck	maspero
791	Wasmes	ES
792	Waysand	anthropos
793	Weber	maspero
794	weill	maspero
795	Weinstock	maspero
796	Weyl_M	ES
797	Weyl_R	ES
798	wieviorka	maspero
799	Wolf(f)	maspero
800	wolf_L	anthropos
801	wolf_M	maspero
802	Wolikow	ES
803	Yaari	anthropos
804	Ynfante	maspero
805	Zarifian	maspero_ES
806	zehraoui	maspero
807	Zerdoumi	maspero
808	Zeyons	ES
809	Zilbermann	ES
810	ziwié	maspero
811	zonabend	maspero
812	Zylberberg	anthropos
813	Zylberberg-Hocquard	anthropos